

la société face au crime

volume 4 tome I

la cour de bien-être social



commission d'enquête sur l'administration de la justice
en matière criminelle et pénale au québec

B

204



Condition	Control (%)	Mild (%)	Severe (%)
1	65	65	65
2	70	75	70
3	75	80	75
4	80	85	80
5	85	75	70

...

•

la société face au crime

16

1-10

1

2

2/25/20

2000



la société face au crime

volume 4 tome I

la cour de bien-être social

**Commission d'enquête sur l'administration de la justice
en matière criminelle et pénale au québec**

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE AU QUÉBEC

LES COMMISSAIRES

M. le juge Yves PRÉVOST
Président

Hon. Paul MARTINEAU, C.P., C.R. **

M. Harry GOULD

Hon. juge Guy Merrill DÉSAULNIERS *

M. Laurent LAPLANTE

LE SECRÉTAIRE

Me Jean SIROIS

LES CONSEILLERS JURIDIQUES

M. le bâtonnier Jean MARTINEAU, C.R.

M. le juge Lucien THINEL *

M. le juge Jacques CODERRE *

Me Jean BRUNEAU, C.R.

Me F. Michel GAGNON

** s'est retiré pour se porter candidat à l'élection fédérale tenue dans Pontiac le 25 juin 1968.

* ont quitté la Commission à la suite de leur accès à la magistrature.



GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE
LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE
AU QUÉBEC

A son Excellence

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL

Qu'il plaise à votre Excellence

NOUS, LES COMMISSAIRES,
CONSTITUÉS EN COMMISSION D'ENQUÊTE
SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE
EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE,
AVONS L'HONNEUR
DE PRÉSENTER À VOTRE EXCELLENCE
LA QUATRIÈME TRANCHE DE NOTRE RAPPORT.
CELLE-CI PORTE
SUR LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE
EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE.

LA SOCIÉTÉ FACE AU CRIME
LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE

INTRODUCTION

INTRODUCTION

(1-8)

a) LE TEMPS DE LA BONNE VOLONTÉ

(1)

1. Jusqu'à la fin du siècle dernier, les jeunes criminels comparaissaient devant les mêmes tribunaux que les adultes. Lancé en Amérique en 1899 par l'État de l'Illinois, un mouvement de renouveau a graduellement conduit la totalité des états américains et des provinces canadiennes à créer pour les jeunes délinquants des tribunaux complètement ou partiellement détachés des Cours ordinaires qui jugent du comportement des adultes.

Ce n'est pas à dire que toutes les provinces canadiennes et tous les états américains possèdent aujourd'hui un équipement uniforme pour régler de façon judiciaire les problèmes que posent les délits de la jeunesse. Au contraire, d'une législation à l'autre on trouve d'énormes variations entre les diverses manières d'envisager l'intervention judiciaire dans la vie des adolescents. Le seul dénominateur commun qu'on puisse dégager en analysant l'ensemble des tribunaux pour enfants et des Cours du Bien-Être social, c'est la réhabilitation plutôt que sur l'expiation et la punition.

L'ordre nouveau s'incarnait dans un vocabulaire nouveau genre : on parlait de pétition au lieu de plainte, de sommation au lieu de mandat, d'audience préliminaire au lieu de mise en accusation, de constatation de relations au lieu de condamnation, de règlement au lieu de sentence. Le décor physique avait lui aussi son importance : il devait comporter moins de majesté qu'une salle d'audience, montrer le juge assis à un bureau ou à une table au lieu de le montrer derrière un banc, on le voulait paternel et bienveillant bien que ferme et sage. Les objectifs étaient d'enquêter, de formuler le diagnostic et d'indiquer un traitement, et non pas d'établir la culpabilité ou de répartir les blâmes. Les antécédents de l'individu avaient plus d'importance que les faits reliés à un incident donné, car tel geste particulier prenait plus d'importance s'il révélait un besoin sur lequel le tribunal pouvait se pencher que si on en faisait un simple préalable à l'exercice de la juridiction. Les avocats n'avaient pas de raison d'être, le régime contradictoire était hors de cause, car l'objectif de tous les participants était non pas de disputer un point ou de contredire l'adversaire, mais de déterminer le programme de traitement le mieux adapté aux besoins de l'enfant. On comptait établir ce plan en mettant à contribution des psychologues et des psychiatres sans cesse plus populaires ; on en arrivait presque à considérer la délinquance comme une maladie sur laquelle les spécialistes prononçaient un diagnostic et qui valait au

patient un programme bienveillant mais ferme. La fonction judiciaire en vint à séduire des spécialistes extérieurs au monde légal, des hommes et des femmes formés et intéressés aux nouveautés sociales et scientifiques de l'époque, et les amateurs volontaires furent rejoints et remplacés par un personnel et des services établis sur une base professionnelle et appuyés par l'État¹.

b) LES ÉQUIVOQUES DE LA PHILANTHROPIE (2-3)

2. Quant aux buts que se fixe le tribunal pour enfants, il n'existe donc point d'ambiguïté. Malheureusement, la pratique ne concorde pas toujours avec l'idéal élevé de ceux qui créèrent l'institution ni avec les espoirs tenaces de ceux qui en font aujourd'hui l'administration.

À l'heure actuelle, selon un certain nombre d'analystes nord-américains et européens, le tribunal pour enfants souffre d'une opposition marquée entre les objectifs qu'on lui assigne et la pratique à laquelle il lui faut se restreindre ou se résigner. Sur le plan de la théorie, le tribunal pour enfants s'oriente carrément vers la réhabilitation plutôt que vers la punition. Dans la pratique, la distinction est souvent de peu d'importance en raison de l'absence quasi totale de personnel spécialisé et d'options modernes. En théorie, les décisions du tribunal ne devaient pas engendrer les mêmes stigmates que les décisions des tribunaux pour adultes. En pratique, il semble bien que le jeune délinquant soit considéré par les employeurs, les écoles, le gouvernement lui-même comme un criminel. En principe, on permettait à la Cour d'escamoter un grand nombre de formalités dans l'espoir que le tribunal se sentirait ainsi plus libre de toujours agir dans le meilleur intérêt de l'enfant. En pratique, il semble bien que les tribunaux pour enfants en aient souvent profité pour décider du sort d'un enfant sans le faire bénéficier d'une défense pleine et entière.

Voici, tirée de *Délinquance juvénile au Canada*, une citation du criminologue anglais Grunhut :

« En laissant de côté toutes les formes d'organisation et tous les modes de procédure particuliers, nous pouvons dire qu'un tribunal pour mineurs possède trois caractéristiques essentielles : d'abord, c'est un tribunal établi pour juger les jeunes délinquants qui n'ont pas encore atteint certaines limites d'âge ; on exclut délibérément ce tribunal de l'organisation légale établie pour les adultes. Deuxièmement, le tribunal pour mineurs dispose d'un système très souple de mesures éducatives et préventives dont l'objet est avant tout la réadaptation sociale des jeunes délinquants. Enfin, on a pris les dispositions nécessaires pour que le tribunal bénéficie des conseils et de l'expérience d'experts, afin que le juge puisse

¹ Rapport spécial de la Commission américaine sur : *Juvenile Delinquency and Youth Crime*, The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., 1967, p. 3.

rendre sa décision en fonction des besoins personnels et du milieu social du jeune délinquant »¹.

D'après l'enquête faite en 1965 par le Comité du ministère de la Justice (Ottawa), cette description ne convient pas encore loin de là, à toutes nos Cours juvéniles. En 1969, il faut encore admettre, comme nous le verrons, que :

- en ce qui concerne le premier point, nos Cours ont interprété de façon restrictive les dispositions de la loi (art. 9, 1 et 13) ;
- nos Cours se sont montrées plus primitives que le législateur de 1929 en n'invoquant pas toujours autant qu'elles auraient pu le faire la Loi de la protection de la jeunesse ;
- les organismes chargés de fournir un rapport aux juges se plaignent eux-mêmes de l'inefficacité des services.

3. En somme, les meilleures intentions du tribunal pour enfants ont souvent abouti à des résultats diamétralement opposés à ceux qu'on recherchait.

Pourtant, le tribunal pour enfants a suivi une évolution entièrement différente des tribunaux d'adultes. Particulièrement aux États-Unis, les tribunaux pour adultes ont exercé une surveillance de plus en plus stricte sur les aspects *techniques* de l'arrestation, de l'interrogatoire, du procès lui-même. Pendant ce temps, la même société essayait d'offrir aux jeunes accusés un traitement infiniment plus souple, moins formaliste et plus fermement orienté vers la réhabilitation. Le paradoxe, c'est que les deux formules, que les deux orientations soient l'objet d'un nombre à peu près égal de critiques, spécialement depuis les dernières décennies. Dans un cas, la sempiternelle présence de la procédure et l'abus des technicalités sont aujourd'hui, pour un grand nombre de policiers et de gens mêlés à l'administration de la justice, néfastes pour l'efficacité de la lutte au crime. Dans l'autre cas, la bonhomie des tribunaux pour enfants cédant souvent le pas à l'émotivité et à la subjectivité, l'individu devient la victime de l'arbitraire.

Dans un cas, la lettre, dit-on, a dévoré l'esprit ; dans l'autre, l'esprit s'est permis toutes les aventures.

N'exagérons rien. Au cours des récentes années — plus particulièrement depuis 1957 — la Cour Suprême des États-Unis a été appelée à rendre d'importantes décisions à propos des jeunes accusés. Ces décisions, qui forcent des sections majeures de l'administration de la justice à un héroïque examen de conscience et à une réorientation vigoureuse, lèvent en bonne

¹ GRUNHUT, *The Juvenile Court : Its Competence and Constitution*, cité dans *Délinquance juvénile au Canada*, rapport du Comité du ministère de la Justice (Ottawa) sur la délinquance juvénile, Ottawa, 1967, p. 179.

partie les équivoques de la philanthropie. En d'autres termes, *on ne pourra plus arguer du désir de se montrer humain pour escamoter des gestes et des procédures qui constituent d'importantes protections pour le jeune accusé.*

Le Québec n'a pas encore connu les dernières étapes de cette évolution.

c) L'INEFFICACITÉ DU SYSTÈME

(4)

4. Soixante-dix ans après la création du premier tribunal pour enfants en Amérique, la désaffection est grande. Autant la formule avait suscité d'espoir, autant elle provoque aujourd'hui des critiques acerbes.

Certains des reproches que l'on peut formuler à l'adresse du tribunal pour mineurs ou de la Cour du Bien-Être social ressemblent fort aux blâmes que l'on peut diriger vers tous les tribunaux. Autant les tribunaux pour adultes que les tribunaux pour enfants se sont révélés, dans l'ensemble, inaptes à tenir compte de la réhabilitation possible des individus dont ils disposent quotidiennement. C'est du moins ce que laisse supposer l'importante proportion de récidivistes qui se présentent régulièrement à l'un ou l'autre de ces tribunaux...¹.

Dans un secteur comme dans l'autre, c'est l'engorgement, la hâte, le travail plus ou moins coordonné, la décision qui ne satisfait ni le juge, ni le policier, ni l'officier de probation, ni le procureur de la Couronne, ni l'avocat de la défense.

Tout en évitant de généraliser, disons que les tribunaux pour enfants provoquent aujourd'hui l'inquiétude plutôt que la satisfaction. Partie douloureuse du problème, on semble prendre aujourd'hui conscience de ce que le jeune criminel est maintes fois en pire posture que le criminel adulte. Il peut être privé de sa liberté pour des infractions qui ne constitueraient pas un délit si elles étaient perpétrées par un adulte. Le tribunal peut le priver de sa liberté jusqu'à sa majorité (21 ans), ce qui équivaut parfois à une sentence de plusieurs années et cela, pour un comportement qui réclamerait plutôt l'aide de la société qu'une punition et une incarcération.

Dans cette perspective, c'est se montrer tout simplement honnête que de constater les limites de la formule. Sans l'ombre d'un doute, la formule ne parvient pas à assurer un traitement plus souple et moins punitif à cette portion des auteurs de délits dont la culpabilité paraît moindre et dont la réhabilitation paraissait d'emblée possible.

¹ Environ 15 p. cent des jeunes persistent dans leurs activités criminelles, tandis que 85 p. cent de ceux qui passent à travers cet appareil judiciaire bâti pour les jeunes criminels retombent sur leurs pieds au lendemain d'un premier contact avec la justice.

**d) LES PROBLÈMES À VENIR : ENGORGEMENT, (5-6)
MANIFESTATIONS...**

5. En raison de son impuissance à affronter le présent, la Cour du Bien-Être social suscite l'inquiétude. Pire encore, elle est malheureusement assez peu préparée à faire face aux problèmes dont s'approche aujourd'hui la société québécoise.

Depuis deux ou trois ans, les tribunaux pour adultes et pour mineurs de certaines grandes villes américaines ont dû faire face à quelques heures d'avis à de véritables raz-de-marée. Subitement, d'importantes manifestations de masse opposaient un public d'étudiants et de jeunes en colère aux forces policières. Il en résultait divers affrontements plus ou moins violents et, souvent, un nombre considérable d'arrestations. Conformément aux habitudes nord-américaines, les personnes en état d'arrestation devaient comparaître au cours des vingt-quatre heures qui suivaient l'intervention policière.

De toute évidence, l'appareil judiciaire n'est pas en mesure d'absorber sans préavis des groupes aussi considérables d'accusés (Ne citons qu'un exemple concret : au Québec, on a terminé treize mois après la manifestation du 24 juin 1968 les procès des personnes arrêtées à ce moment. Qu'on imagine l'engorgement des tribunaux québécois si, au lieu d'effectuer deux cents arrestations, la police avait dû mettre 500 ou 1,000 personnes sous les verrous... !). Les tribunaux pour mineurs, qui ont et auront à subir le contre-coup de cette évolution, seront vite engorgés, dépassés par les événements, pour peu qu'ils conservent leur structure actuelle.

Point n'est besoin de recourir aux sociologues les plus savants ou aux devins les plus obscurs pour prévoir que les manifestations de masse vont se multiplier et s'amplifier au cours des prochaines années. Point n'est besoin non plus d'être grand clerc pour prévoir que plusieurs des manifestations vont embrigader massivement les jeunes, les étudiants, les apprentis. Face à la nécessité de décider rapidement, sereinement et justement du sort de centaines de personnes en l'espace d'une journée, que peut faire et que pourrait faire la Cour du Bien-Être social ?

6. Il n'est pas question de considérer comme forcément criminelle la manifestation ardente et bruyante d'un groupe d'étudiants, de jeunes travailleurs, de contestataires juvéniles. Constatons simplement la multiplication des turbulences sociales et soulignons le fait que certaines peuvent dégénérer en irruptions de violence.

Les groupes de jeunes se mettent aujourd'hui massivement en branle simplement parce que la jeune génération est plus rapidement et plus profondément politisée que ses aînés. Elle s'inquiète d'avance de ce que lui

réserve la réforme scolaire. Avant même de s'inscrire dans les facultés, elle prétend vérifier ce que la société offre aux diplômés de cette discipline. Avant même de s'intégrer au marché du travail, les jeunes affirment ouvertement leur droit de remettre en question notre régime économique et politique.

Dans le contexte actuel, il nous semble que la Cour du Bien-Être social n'est pas adéquatement préparée à affronter cette contestation de la jeune génération. Déjà, nos tribunaux et l'opinion publique québécois, inquiétés par le terrorisme, se sentent vaguement mal à l'aise face aux crimes commis lucidement par des individus qui croient en une cause. Nos tribunaux ne voient pas la nécessité — et ils ont raison — de créer une catégorie à part pour les crimes politiques. Par ailleurs, ils ont mauvaise conscience au moment où ils sont contraints de traiter de la même manière le criminel de droit commun et le délinquant politique. Tantôt sinon déjà, les crimes politiques seront le fait des jeunes.

Ceux-ci, de leur côté, conscients qu'ils sont de leurs droits, risquent d'interpréter de façon fort négative les procédures actuellement en vigueur à la Cour du Bien-Être social. Ils sont tentés de considérer ce tribunal comme démuni et dépassé face à la contestation politique et économique que se permet la jeune génération. Cette Cour est, faut-il s'en surprendre ? la plus menacée par les pressions croissantes.

Face au risque d'engorgement, face aux problèmes nouveaux que suscitent les manifestations de masse chez les jeunes, face à la rapide et profonde évolution de l'aile marchante de la société, la Cour du Bien-Être social doit veiller à se transformer et à ne pas présenter l'image d'un paternalisme dépassé et d'un simplisme provocant.

e) LE MANDAT DE LA COMMISSION

(7-8)

7. Telles sont les questions auxquelles la Commission doit et veut répondre, tout en s'en tenant à une perspective très restreinte. Nous laissons de côté les causes psychologiques et pédagogiques de la délinquance. Nous laissons également de côté les mille et un traitements qui peuvent s'adresser aux délinquants de toutes catégories¹.

¹ Nous laissons également de côté l'épineuse question de la probation. Les avis sont partagés sur un point essentiel : la probation appartient-elle à l'univers de la justice ou aux responsabilités de la sécurité sociale ? Les deux thèses se défendent.

Nous avons déjà indiqué notre préférence pour une intégration de toute la probation à l'univers de la justice (volume 1, paragraphe 77) parce qu'elle paraît la décision judiciaire la plus courante et la plus souhaitable et qu'on a tort de ne garder dans les attributions de la justice que des applications punitives.

La thèse inverse se soutient aussi. L'essentiel n'est pas que la probation apparaisse dans l'un plutôt que dans l'autre organigramme gouvernemental et nous four-

Notre perspective se confine aux actions judiciaires et parajudiciaires les plus souhaitables à l'égard des jeunes. Et c'est déjà un problème considérable. En effet, les difficultés sont décuplées lorsque les cadres existants sont en train de craquer. Les difficultés culminent lorsqu'il s'agit de tracer d'urgence une voie mitoyenne entre les tracasseries procédurières qui sont souvent le lot des tribunaux pour adultes et l'inefficace bonhomie d'un tribunal qui accueille des jeunes gens tumultueux au lieu des bambins qu'il prévoyait. Nous ne prétendons pas, par conséquent, fournir une solution miracle.

Même dans une perspective aussi restreinte, les problèmes foisonnent. Qui doit tenter le dépistage des enfants problèmes ? Comment les corps policiers peuvent-ils et doivent-ils intervenir auprès des jeunes délinquants de notre époque ? Comment les policiers doivent-ils préparer l'action judiciaire ? Comment éviter que des mesures philanthropiques prises à l'égard des jeunes délinquants ne constituent en même temps une atteinte à leur liberté ? Comment établir une ligne de démarcation entre les responsabilités qui appartiennent en propre à l'administration de la justice et les responsabilités qui s'intègrent plutôt dans le régime général de sécurité sociale.

Voilà autant de questions auxquelles nous voulons répondre pour donner au travail judiciaire et parajudiciaire une utilité réelle et une signification moderne, tout cela dans un plus grand respect des libertés.

8. Nous renonçons donc à nous aventurer dans l'analyse détaillée des comportements juvéniles. Nous n'avons ni la compétence d'un psychiatre ou d'un psychologue ni le mandat de la Commission Castonguay (sur la santé et le bien-être).

Face aux profondes transformations sociologiques qui ont eu lieu ou qui s'accomplissent devant nous, nous devons proposer de nouvelles relations entre le jeune contrevenant et l'autorité judiciaire, de nouveaux *échanges entre la société* qui réclame l'observance de ses ordres et le respect de ses désirs et la *jeune génération* qui, aujourd'hui autant et plus qu'hier, prétend, non pas se mettre à l'écoute du monde, mais le rebâtir de toutes pièces. En laissant ainsi de côté les aspects psychologiques ou psychiatriques de la délinquance, nous avons conscience d'interpréter cette partie de notre mandat

nissons (appendice 1) sur la question différents points de vue. *En pratique*, la probation peut s'épanouir dans un contexte ou dans l'autre. Mieux vaut la confier au ministère qui, aujourd'hui, peut le mieux l'incorporer. Et c'est là une décision administrative que le gouvernement peut étudier mieux que nous.

Le mémoire soumis par les officiers de probation souligne lui-même que « l'officier de probation se trouve au *carrefour* de problèmes d'ordre social, familial et professionnel ». Ceci explique pourquoi la décision peut se prendre dans le sens social autant que dans le sens juridique.

de manière principalement sociologique. Ceci ne nous entraîne pas hors de notre propos.

En elle-même, la délinquance déborde le cadre proprement judiciaire auquel nous nous limitons ici. Elle comporte sans aucun doute des aspects psychologiques dont nous n'avons pas l'intention de nier l'importance. En les laissant de côté, nous voulons simplement reconnaître et affirmer clairement que les responsabilités de l'administration de la justice sont extrêmement restreintes dans le domaine de la délinquance juvénile. Loin de souhaiter un accroissement des attributs de la justice dans ce secteur, nous souhaitons qu'on restreigne ses responsabilités et qu'on assure l'expansion correspondante du champ d'action confié aux secteurs (ou ministères) de la Santé, de l'Éducation, de la Famille et du Bien-Être social.

**I—LA JURIDICTION ACTUELLE DE LA COUR DU
BIEN-ÊTRE SOCIAL**

I—LA JURIDICTION ACTUELLE DE LA COUR DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

(9-22)

9. Ainsi réduit à son expression judiciaire et sociologique, notre mandat nous impose principalement d'évaluer le travail accompli par la Cour du Bien-Être social et de passer en revue les différents secteurs de sa juridiction. Ce survol tiendra compte tour à tour des individus qui tombent sous sa juridiction et des lois que ce tribunal est chargé d'appliquer¹.

On remarquera (appendice 2) que la plupart des rencontres que la Commission a consacrées à la délinquance ont mis ces aspects en lumière.

a) LES GROUPES D'ÂGES RÉSERVÉS À LA COUR DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

(10-14)

10. Si l'on s'en tient aux stipulations des textes législatifs, la Cour du Bien-Être social du Québec a donc juridiction pour intervenir dans les cas où un acte criminel (au sens large du terme) est commis par un jeune de huit à dix-huit ans. Toutefois, une ligne de démarcation s'établit au niveau de quatorze ans. En effet, les jeunes de sept à quatorze ans ne sont pas nécessairement considérés comme pleinement *responsables* et, à ce titre, ils peuvent bénéficier d'un traitement différent de celui qui échoit aux jeunes de quatorze à dix-huit ans. Il n'en demeure pas moins que la responsabilité pénale, au Canada, commence à huit ans.

Malgré la baisse de la natalité, cette tranche de la population n'a cessé d'augmenter son pourcentage depuis quelques années. Par ailleurs, les « heures de pointe » de la criminalité se situent, presque partout, durant l'adolescence.

¹ Nous tombons d'accord très volontiers avec le Comité du ministère de la Justice (Ottawa) sur la délinquance juvénile lorsqu'il déplore les ambiguïtés des définitions et des chiffres. (*Délinquance juvénile au Canada, rapport du Comité du ministère de la Justice* (Ottawa) sur la délinquance juvénile, Ottawa, 1967, p. 8). L'enquête elle-même date de 1965.

Il n'en faut pas davantage pour que les tribunaux québécois réservés aux jeunes subissent d'énormes pressions :

- 1 — Les mineurs prennent, démographiquement, une importance croissante.
- 2 — La force de frappe de la jeune génération s'accroît rapidement sur le plan politique.
- 3 — La criminalité est à son comble durant l'adolescence.
- 4 — La responsabilité pénale commence, chez nous, plus tôt qu'ailleurs.

11. On peut donc se dispenser d'un nouvel inventaire des délits commis par les jeunes. La Commission Katzenbach a déjà effectué diverses études dans ce domaine et nous estimons qu'il est possible d'adopter l'ensemble des conclusions auxquelles elle est arrivée. Nous en avons d'ailleurs déjà signalé quelques-unes précédemment (volume 3, tome I) et nous avons touché au rôle des jeunes dans certains secteurs de la criminalité, comme le vol d'automobiles (volume 3, tome II).

Le tribunal pour mineurs est devenu le plus important rouage de l'appareil judiciaire face à une criminalité juvénile qui constitue à elle seule l'aspect le plus explosif et le plus menaçant de tout le problème de la criminalité aux États-Unis. Un enfant sur neuf passera devant un tribunal pour mineurs à propos d'un geste délictueux avant de parvenir à 18 ans. Si l'on s'en tient aux garçons seulement, le coefficient se hausse à un sur six. De 1960 à 1965, le nombre de personnes de moins de 18 ans arrêtées pour des crimes majeurs s'est accru de 47 p. cent ; au cours de la même période, l'augmentation démographique à l'intérieur de ce groupe d'âge s'est établie à 17 p. cent. En 1965, les personnes de moins de 18 ans traduites devant les tribunaux pour mineurs représentaient 24 p. cent des personnes accusées de viols avec coercition, 34 p. cent des personnes accusées de vol, 52 p. cent des personnes accusées de cambriolage, 45 p. cent des personnes accusées de vol mineur, 61 p. cent des personnes accusées de vol d'automobile. Selon toutes les apparences, aucune autre institution judiciaire n'a autant de responsabilité quand il s'agit de faire face aux problèmes criminels¹.

12. Le relevé effectué par Mme Alice Parizeau, tant au Québec qu'en Angleterre, en France et en Suède, nous dispense encore davantage d'une nouvelle description des tendances de la criminalité juvénile moderne. Nous publions dans son texte intégral ce relevé de Mme Parizeau et l'on pourra s'y référer pour comparer les tendances de la criminalité québécoise avec celles qui se manifestent dans d'autres contextes (volume 4, tomes II et III).

Nous ne répétons pas les conclusions de ces études et nous renvoyons le lecteur à ce relevé pour la preuve des besoins et des lacunes. Nous partons de cette base pour proposer :

¹ Rapport spécial sur : *Juvenile Delinquency and Youth Crime*, The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., 1967, p. 1. L'appendice 3 fournira quelques statistiques sommaires sur le Québec et le Canada.

- soit de nouvelles perspectives à l'administration de la justice ;
- soit, purement et simplement, le transfert de certaines responsabilités à d'autres ministères.

Nous n'avons pas jugé nécessaire de reprendre une fois de plus la comparaison entre le Québec et les autres provinces canadiennes. Il y a à cette décision deux motifs principaux :

- 1 — Il y a souvent plus de différence entre le Québec et une autre province canadienne qu'entre une province canadienne et un pays étranger. En effet, les provinces canadiennes ne délimitent pas toutes de la même manière la juridiction de la Cour du Bien-Être social : certaines provinces fixent à seize ans la ligne de démarcation ; d'autres provinces placent le seuil à dix-huit ans ; certaines provinces, enfin, établissent des lignes de démarcation différentes selon qu'il s'agit des garçons ou des filles... Les comparaisons seraient donc souvent équivoques.
- 2 — Le Bureau fédéral de la statistique et d'importantes publications fédérales ou provinciales ¹ présentent déjà différentes comparaisons entre les provinces canadiennes, si bien qu'il serait oiseux de reprendre ici des chiffres déjà rendus publics.

¹ Parmi les plus importantes publications, il faut mentionner ce rapport déjà cité : *Délinquance juvénile au Canada*, rapport du Comité du ministère de la Justice (Ottawa) sur la délinquance juvénile. Nous mettons cependant le lecteur en garde contre deux aspects de ce rapport :

- a) Le choix de « huit catégories de violations de la loi ». Plusieurs n'ont aucune signification générale dans une étude de la délinquance juvénile.
19. Afin de tenter une comparaison objective des tendances et de l'évolution de la délinquance juvénile, nous avons arrêté notre choix sur huit catégories de violations de la loi que l'on considère comme étant généralement portées à la connaissance des autorités. Ces catégories sont : les coups et blessures ; les voies de fait contre un agent de la paix et les entraves au cours de la justice ; le meurtre, la tentative de meurtre et l'homicide involontaire coupable ; l'introduction par effraction ; le vol qualifié ; les faux prétextes ; le simple vol ; la contrefaçon et la mise en circulation de fausse monnaie. Les tendances sont énumérées dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe « D » qui concernent la catégorie d'âges de 7 à 15 ans inclusivement et qui indiquent le nombre pour cent mille habitants non seulement des infractions mentionnées ci-dessus, mais aussi de toutes les infractions signalées au Bureau fédéral de la statistique. Les tableaux donnent le nombre pour l'ensemble du Canada et pour chaque province ou territoire.
- b) Le rapport escamote ce qui importe le plus au lecteur québécois, c'est-à-dire les jeunes de 16 et 17 ans.
20. Nous soulignons une fois de plus que le manque d'uniformité dans les pratiques adoptées par les tribunaux et par les divers corps policiers, que l'abstention de signaler les cas de délinquance aux autorités et que la diversité des organismes contribuent globalement à altérer le sens des chiffres dont nous disposons ; c'est le facteur à ne pas perdre de vue en consultant les tableaux de l'annexe « D ». Nous insistons aussi sur le fait que nos données statistiques ne portent que sur les jeunes de moins de 16 ans. Nous n'avons pas jugé opportun d'y inclure, aux fins de la comparaison, les

Notons quand même que plusieurs provinces canadiennes en prennent à leur aise avec l'« uniformité canadienne » : au moins une province canadienne intègre des profanes sans formation légale particulière dans les tribunaux qui appliquent la Loi de la protection de la jeunesse. Au moins une autre province a si bien relevé le seuil de la responsabilité pénale que l'administration de la justice n'intervient qu'aux dernières heures de l'adolescence (appendice 4).

On peut donc, sans crainte d'isoler le Québec, inviter le gouvernement de notre province à formuler une politique de protection des mineurs qui soit calquée sur nos besoins spécifiques.

13. La Cour du Bien-Être social écope donc d'un des pires problèmes qui confrontent aujourd'hui le ministère de la Justice : celui des *frontières*. Quel est, par exemple, l'âge de la responsabilité complète ? Faut-il — et jusqu'à quel point — établir une ligne de démarcation entre l'enfant et l'adolescent ? Entre l'adolescent et l'adulte ? Entre celui qui mérite encore la présomption d'irresponsabilité ou d'incapacité et celui que l'on considère spontanément comme capable de choisir et responsable de ses gestes ?

Parler de responsabilité pénale, ce n'est pas parler de majorité légale. En effet, un adolescent peut fort bien posséder la plénitude de sa responsabilité pénale sans avoir atteint sa majorité légale. C'est le cas dans notre province et dans l'ensemble des provinces canadiennes ; la société présume la responsabilité pénale de tous ceux qui ont sept ans et plus, mais elle veut réserver un traitement judiciaire et carcéral d'un type spécial à ceux qui n'ont pas atteint encore l'âge de la maturité pénale (dix-huit ans).

Une telle compartimentation en fait sursauter plusieurs. Établir des frontières en termes « chronologiques » leur paraît contraire aux principes les plus élémentaires de la pénologie :

Dans la revue qu'il fait des pratiques courantes et des programmes concernant les jeunes adultes délinquants, le Dr Albert G. Hess¹ résume ainsi les arguments contre le traitement différentiel pour ce groupe particulier :

- a) On a soutenu que l'établissement de catégories d'âges pour les contrevenants contredit un des principes les plus fondamentaux des théories correctionnelles modernes, soit celui de l'individualisation du traitement selon les besoins spécifiques de chaque contrevenant.

données statistiques relatives aux jeunes de 16 et 17 ans qui relèvent des tribunaux dans trois provinces. *Délinquance juvénile au Canada*, rapport du Comité du ministère de la Justice (Ottawa) sur la délinquance juvénile, Ottawa, 1967, p. 9.

¹ MILTON LUGER and ELIAS B. SALTMAN, *The Youthful Offender*, tiré du rapport spécial sur : *Juvenile Delinquency and Youth Crime*, The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., 1967, pp. 119-120.

- b) Il y a l'allégation selon laquelle la délimitation par groupes pourrait conduire, si on l'applique mal, à la standardisation plutôt qu'à l'individualisation du traitement. Ceci s'est produit, par exemple, sous ces vieilles règles pénales selon lesquelles la jeunesse du contrevenant devenait le critère pour une réduction automatique dans la longueur de la sentence.
- c) Un autre argument d'importance concerne la question de la responsabilité. La délimitation par âge chez les jeunes adultes criminels, maintient-on, accorde, sans justification, la possibilité à de jeunes criminels d'échapper à la totale responsabilité de leurs offenses. En regard à cet état de choses, on allègue que le jeune adulte, qui, dans presque toutes les parties du monde, occupe des postes comportant d'importantes responsabilités et à qui on permet de se marier et de voter, comprend certainement les principes de base des différents codes pénaux.
- d) On maintient que la délimitation d'une catégorie de jeunes adultes basée sur des âges limités fixes serait aussi arbitraire et aussi peu reliée aux réalités en cause que la ligne de démarcation, dont personne ne conteste l'arbitraire et qui sépare actuellement les adultes des juvéniles.

Ces objections posent le problème dans l'abstrait. Concrètement, des *catégories d'âges* existent : on ne se marie pas avant tel âge, on vote après tel âge, on obtient un permis de conduire à tel âge, on ne pénètre qu'après tel âge au cinéma, au débit de boissons... Par conséquent, un groupe se définit qui a des pouvoirs, des latitudes, un comportement bien à lui. Les responsables du traitement de la délinquance ne peuvent que tenir compte de l'existence de ce groupe.

14. Jusqu'à un certain âge, les enfants ne doivent pas encourir de sanctions pénales. Sur ce point, même les plus punitifs tombent volontiers d'accord. Ainsi, n'importe lequel d'entre nous bondirait si un enfant de cinq ans subissait l'arrestation, le procès et l'incarcération pour s'être montré grossier à l'égard des passants ! Pourtant, l'accord qui se réalise ainsi à propos d'un bambin de cinq ans se fissure rapidement dès qu'il est question d'enfants à peine plus vieux. En somme, selon les sociétés, on applique cette politique à un nombre plus ou moins grand de jeunes. Certaines sociétés continuent de professer la même bienveillance même si le jeune atteint, non plus cinq ans, mais huit, douze, quinze, dix-huit ou vingt et un ans. Au Canada et au Québec, la bienveillance ne survit que jusqu'à sept ans...

Selon la décision que l'on prend dans ce domaine, on restreint ou on élargit le secteur où peut intervenir l'administration de la justice. Chez nous, l'âge de la responsabilité pénale est fixé à un niveau anormalement bas. En atteignant ainsi la responsabilité pénale dès ses sept ans, l'enfant québécois se trouve donc placé dans un contexte autre que celui qui existe dans la majorité des sociétés occidentales. En outre, on pourra se rendre compte, à la lecture des relevés effectués par Mme Parizeau (volume 4, tome III) que de telles dispositions législatives ne sont pas demeurées lettre morte :

de fait, un certain nombre d'enfants sont qualifiés de délinquants dès l'âge de sept ans. Qu'ils soient peu nombreux est une piètre consolation.

Telle quelle, la définition des groupes d'âges qui relèvent de la Cour du Bien-Être social ne manifeste aucune bienveillance spéciale pour les jeunes contrevenants de la part du législateur.

b) LE CODE CRIMINEL

(15)

Statuts du Canada, 1953-1954, 2-3 Élisabeth II, Ch. 51

15. La loi définit le « jeune délinquant » en ces termes :

Enfant qui commet une infraction à quelqu'une des dispositions du Code criminel, ou d'un statut fédéral ou provincial, ou d'un règlement ou ordonnance d'une municipalité, ou qui est coupable d'immoralité sexuelle ou de toute forme semblable de vice, ou qui, en raison de toute autre infraction, est passible de détention dans une école industrielle ou maison de correction pour les jeunes délinquants, en vertu des dispositions d'un statut fédéral ou provincial¹.

Ce « statut particulier » de l'enfant, qui n'est pas arrivé au même stade dans tous les pays, s'étend :

- 1) aux principes directeurs de la loi,
- 2) à l'incrimination,
- 3) à la détermination de la majorité pénale,
- 4) à l'institution d'une période d'irresponsabilité absolue,
- 5) à la création de tribunaux spécialisés,
- 6) à la composition de tribunaux pour mineurs,
- 7) à l'organisation de ces tribunaux et à leur compétence,
- 8) à la procédure applicable devant les tribunaux pour mineurs,
- 9) aux mesures éducatives, peines spéciales et sanctions prévues pour les mineurs.

Le Canada a édicté pour les mineurs la Loi sur les jeunes délinquants ; et le Québec a mis en vigueur pour eux la Loi de la protection de la jeunesse, en plus de créer un tribunal pour enfants, soit la Cour du Bien-Être social.

Certains des délits — il ne peut être question de crimes au niveau de la Cour du Bien-Être social — imputés aux jeunes en vertu de la Loi sur les jeunes délinquants sont prévus au Code criminel rédigé pour l'ensemble de la population.

Par ailleurs, les jeunes peuvent être poursuivis pour des comportements qui, s'ils étaient le fait d'adultes, n'entraîneraient aucune conséquence : le couvre-feu en vigueur dans plusieurs municipalités n'est qu'un exemple.

¹ *Loi concernant les jeunes délinquants*, (article 2h).

Le Code criminel, en outre, partage en groupe distincts les individus qui *peuvent être accusés d'offenses punissables de sanctions judiciaires*. L'article 12 du Code met d'abord à l'abri de toute poursuite les enfants de moins de sept ans. Par ailleurs l'article 13 du Code accorde une certaine protection aux enfants de sept à quatorze ans (présomption relative d'incapacité de commettre un crime : présomption qui s'amenuise à mesure qu'on s'éloigne de sept ans pour s'approcher de quatorze ans). De quinze à dix-huit ans, les jeunes sont privés du bénéfice de la présomption édictée par l'article 13.

La Cour de Chancellerie, toutefois, ne s'occupait que des enfants abandonnés ou négligés, et non pas des enfants accusés d'infractions aux lois criminelles et l'on a prolongé jusqu'à nos jours la polémique au sujet du fondement historique que peut avoir notre tribunal moderne pour mineurs quand il exerce une juridiction sur la délinquance. À notre avis, cette institution qu'est le tribunal pour mineurs découle beaucoup plus de la loi criminelle que des habitudes de la Chancellerie ; selon d'autres analystes, au moins une partie du crédit en revient à la « Common Law » en matière de crime. Pendant longtemps, la « Common Law » avait présumé qu'un enfant de moins de sept ans ne pouvait former une intention malicieuse et ne pouvait donc pas être tenu criminellement responsable, et qu'un enfant entre sept et quatorze ans était semblablement impuissant à moins qu'on puisse établir son aptitude à comprendre pleinement les conséquences de ses gestes. On a souligné, cependant, que les plus vieux des adolescents qui font maintenant partie de la juridiction du tribunal pour mineurs ne peuvent quand même pas être considérés sans responsabilité légale d'aucune sorte et que, même si l'on interprète l'histoire correctement en reliant à la loi criminelle la juridiction que le tribunal pour mineurs exerce en matière de délinquance, « sa justification logique repose sur l'aveu que les Cours criminelles ordinaires se sont montrées impuissantes à prévenir le crime et sur le fait qu'il est nécessaire de poursuivre des expériences quant aux méthodes et à la procédure judiciaire »¹.

Notons que les provinces gardent une grande latitude quant à l'application des lois pénales sur les mineurs délinquants. Le cadre défini sur le plan fédéral peut se trouver profondément modifié par les décisions provinciales : les corps policiers peuvent adopter eux-mêmes certaines politiques administratives, les juges peuvent invoquer des lois sociales plutôt que des lois pénales... Le Code pénal n'est pas aussi monolithique qu'on pourrait le croire.

41. Il semblerait, pour autant que l'on puisse en juger d'après les statistiques aussi générales, que le problème de la délinquance juvénile est plus aigu dans l'Ontario et en Colombie Britannique. Les chiffres qui se rapportent à la Colombie Britannique sont notablement plus élevés que ceux de l'ensemble du Canada et des autres provinces, bien qu'ils aient accusé une diminution en 1961. Nous constatons qu'il est malaisé de tirer des conclu-

¹ Rapport spécial sur : *Juvenile Delinquency and Youth Crime*, The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., 1967, p. 2.

sions sur la délinquance juvénile dans la province de Québec du fait que la loi ne s'applique pas à toute cette province (?). De plus, il apparaît qu'au Québec de nombreux cas de délinquance tombent sous le coup de la loi provinciale pour la protection de la jeunesse, dont les dispositions sont d'une nature plutôt générale ¹.

c) LOI CONCERNANT LES JEUNES DÉLINQUANTS

Statuts révisés du Canada, 1952, ch. 160

(16-17)

16. De quels crimes s'agit-il ? La violence, disons-le une fois de plus, ne constitue pas l'aspect dominant de la délinquance juvénile. On succomberait à la tentation de l'imprécision et du globalisme si l'on croyait à une augmentation vertigineuse du taux de délinquance. Ce n'est pas si simple.

Citons à ce propos le rapport du Comité du ministère de la Justice (Ottawa) sur la délinquance juvénile.

39. Le nombre des enfants déclarés délinquants par les tribunaux canadiens a augmenté durant chacune des cinq années de la période considérée. À l'exception du nombre total des infractions en 1959, l'augmentation a été supérieure à celle de la population des enfants de 7 à 15 ans exclusivement.
40. Le plus grand nombre des actes de délinquance au Canada a consisté en des infractions contre les biens. Il semblerait que *les délits contre la personne n'ont pas augmenté*, du moins pas dans la même proportion que les infractions contre les biens. *Les actes de délinquance caractérisés par la violence ont été relativement peu fréquents*. Nous avons appris que la délinquance collective ne constitue généralement pas un problème sérieux dans nos grandes villes ².

17. La caractéristique la plus importante de la Cour du Bien-Être social, ce sera donc d'examiner les gestes délictueux posés par des jeunes de sept à dix-huit ans. Et ces jeunes ne sont pas plus violents ni plus portés au crime que les autres couches démographiques.

L'âge revêt une grande importance. C'est l'âge des contrevenants qui a incité le législateur à rédiger une loi particulière, la *Loi concernant les jeunes délinquants*. Cette loi fixe à la Cour du Bien-Être social des objectifs particuliers, fait de l'officier de probation un élément plus important que dans n'importe quel autre contexte judiciaire de notre pays, invite le tribunal à s'entourer d'un comité de citoyens, donne au magistrat une énorme discrétion pour assurer le mieux-être de l'enfant, permet même à la Cour du Bien-

¹ *Délinquance juvénile au Canada*, rapport du Comité du ministère de la Justice (Ottawa) sur la délinquance juvénile, Ottawa, 1967, p. 14.

² *Ibidem*. Les italiques sont de nous.

Être social de citer devant elle des adultes qui auraient, par action ou par omission, contribué à la déchéance d'un enfant. (Art. 33, 34, 35).

Ce texte de loi invite la Cour du Bien-Être social à juger tous les accusés de sept à dix-huit ans, tout en accordant à ce tribunal le pouvoir de remettre les jeunes de plus de quatorze ans entre les mains d'une autre juridiction si ainsi le veulent le bien de l'enfant et le bien de la société (art. 9) et s'il s'agit d'une offense normalement indictable (crime de droit commun).

Le secteur est névralgique : le groupe est énorme, la criminalité y naît, la loi permet beaucoup et peut donc susciter l'arbitraire¹.

d) LOI DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE,

S.R.Q., 1964, ch. 220.

(18)

18. Soulignons, parmi les devoirs qui incombent à la Cour du Bien-Être social, la tâche d'assurer la protection de l'enfance.

Encore là, une loi particulière, la *Loi de la protection de la jeunesse* définit, les devoirs et les pouvoirs de la Cour².

La Commission n'a pas, à proprement parler, d'intérêt direct dans l'application de la Loi de la protection de la jeunesse. Cependant, au moment où des Cours du Bien-Être social du Québec invoquent contre des jeunes des textes législatifs de type pénal dans des cas où il serait possible de recourir aux stipulations de la Loi de la protection de la jeunesse, il est permis de soulever des questions. Il est du devoir de l'administration de la justice de faire connaître à la magistrature les nouvelles législations, les institutions plus modernes, de manière à utiliser pleinement les ressources les plus avantageuses de la loi. Et si le législateur, de son côté, avait le sentiment que son intention est mal interprétée, il lui incombe de dissiper les équivoques. À lui d'intervenir si une loi devient lettre morte, si on la prend à contresens.

Par exemple, dans certains districts judiciaires, un nombre considérable d'enfants de moins de quinze ans sont jugés en vertu de la Loi concernant les jeunes délinquants plutôt qu'en vertu de la Loi de la protection de la jeunesse. Dans les districts judiciaires de Terrebonne et de Joliette, le pourcentage d'enfants de moins de quinze ans ainsi jugés d'après la loi la plus sévère se situe entre le quart et le tiers des accusés (cf. volume 4, tome III). La Commission estime que l'administration de la justice et la magistrature du Québec sont les grands responsables d'un tel état de choses. En effet, toute Cour du Bien-Être social et tout juge qui en fait partie demeurent

¹ Sur les principes directeurs de la loi et les mesures permises, cf. art. 38, 39, 20.

² Celle-ci est provinciale : *Loi de la protection de la jeunesse*. S.R.Q., 1964, ch. 220, art. 15-18.

parfaitement libres d'invoquer en faveur d'un enfant les avantages de la Loi de la protection de la jeunesse au lieu de s'en tenir aux stipulations de la Loi concernant les jeunes délinquants. Dans un cas, l'enfant s'en tire avec aide et protection ; dans l'autre cas, même si le tribunal se montre bienveillant, le jeune vit l'expérience judiciaire et s'en trouve profondément marqué.

Par ailleurs, l'administration de la justice peut contribuer à une apparente sévérité de la magistrature. Elle remplit ce triste rôle quand elle néglige de fournir l'équipement moderne et varié dont les juges auraient besoin pour donner des sentences selon leurs désirs.

e) LES DONNÉES CONSTITUTIONNELLES (19-22)

19. Même si nous déplorons vivement les flottements qui peuvent se produire d'un district judiciaire à l'autre ou même d'une province canadienne à sa voisine, nous n'éprouvons évidemment pas le goût du nivellement autant que le comité fédéral chargé par le ministre de la Justice d'étudier la délinquance juvénile. Celui-ci en arrivait à souhaiter à mots plus ou moins ouverts une uniformisation des législations, des pratiques et des équipements à travers le pays tout entier.

En d'autres termes, malgré les stipulations très nettes de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, le comité fédéral est arrivé à vouloir confier au seul gouvernement fédéral l'entière responsabilité de la détection, de la prévention, du contrôle et du traitement de la délinquance juvénile. Certes, la situation canadienne prête flanc à la critique, en ce sens que certaines inégalités ravalent les Canadiens de régions défavorisées au rang de citoyens de seconde zone. Cette situation ne justifie pas que l'on passe outre aux stipulations de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique. Il est parfaitement possible de corriger les anomalies existantes sans imposer à des régions fort peu apparentées et à des provinces profondément différenciées le carcan d'une législation unique appliquée de façon uniforme. Un tel régime serait par la force des choses, aussi peu adapté aux besoins des Maritimes qu'aux besoins du Québec ou de la Colombie Britannique.

Mû par un louable souci de justice, le comité semble avoir négligé les exigences constitutionnelles, en plus d'oublier les différences régionales et provinciales. Tout en protestant de son ardent désir de respecter l'entente centenaire, le comité n'a pas hésité un instant à empiéter sur la juridiction provinciale.

60. Nous sommes obligés, en vertu de notre mandat, de respecter le caractère fédératif de notre système constitutionnel. Nous avons essayé de tenir compte de cette obligation dans nos recommandations. Lorsque nous avons abordé les aspects du problème qui sont du ressort des provinces, nous avons

jugé parfois nécessaire de prendre le contre-pied de certaines coutumes et de certains services. Nos critiques ne veulent en aucun cas minimiser les efforts des nombreuses personnes qui se consacrent à la question de la délinquance juvénile sous les auspices des gouvernements provinciaux et municipaux ¹.

20. Au paragraphe suivant de son rapport, le comité use tout aussi librement de la même gamme de sophismes. Il l'admet, laisser aux provinces le soin exclusif de définir la délinquance et d'y faire face en vertu des lois pour la protection de l'enfance, cela pourrait très bien être conforme aux termes du droit constitutionnel. Le comité estime qu'agir de cette manière serait, pour le gouvernement fédéral, une véritable abdication. Par conséquent, le comité mandate volontiers le gouvernement fédéral et en arrive même à lui confier non pas une juridiction partagée, mais l'exclusivité des responsabilités en ce domaine. En quelques lignes, on a émasculé les plus formelles dispositions des textes.

En raison de l'importance du sujet, en raison du fait que le gouvernement fédéral s'est montré tenace depuis quelques années dans son désir d'envahir cette juridiction, nous croyons nécessaire de citer au long un texte qui résume fort bien la philosophie de ce comité fédéral sur cette question :

61. La toute première question à résoudre est peut-être de savoir si le gouvernement du pays a un rôle à jouer dans le domaine de la délinquance juvénile. Par exemple, si nous poussons à sa conclusion logique l'idée que la délinquance est avant tout une question de bien-être social, le parlement n'a pas l'autorité constitutionnelle d'entrer dans ce champ d'action. Il nous apparaît cependant que la délinquance, proprement entendue, est un problème de bien-être au même titre que les crimes des adultes. Le gouvernement du pays abdiquerait ses responsabilités s'il laissait à chacune des provinces le soin exclusif de définir la délinquance et de s'en occuper en vertu des lois pour la protection de l'enfance. Une telle abdication pourrait très bien être conforme aux termes du droit constitutionnel. Par exemple, le parlement pourrait déclarer criminel certains agissements de la part de personnes plus âgées que l'âge déterminé, ce qui permettrait aux provinces de légiférer sur des délits non criminels commis par des personnes n'ayant pas atteint cet âge.

(À cette étape de sa démonstration, le comité fédéral cite, avec le plus grand sérieux, la législation qui concerne le délinquant de moins de sept ans ! Le comité semble considérer que le gouvernement fédéral s'est montré extrêmement large en laissant ainsi les provinces libres de « juger » les enfants accusés de délits moins graves aux termes des lois provinciales...) Cependant, l'étude du problème sur une base nationale y perdrait ainsi en valeur. On pourrait s'attendre, avec raison, que dans l'état actuel des mouvements migratoires intenses à travers le pays, la diversité des lois et des programmes touchant la délinquance aurait pour effet de produire un

¹ *Délinquance juvénile au Canada*, rapport du Comité du ministère de la Justice (Ottawa) sur la délinquance juvénile, Ottawa, 1967, p. 29.

véritable cahot social à l'échelle nationale, du moins dans le domaine de la jeunesse délinquante. Quelles que soient les dispositions de la constitution, un adolescent de quinze ans qui tue ou vole est considéré par la communauté comme un malfaiteur. Apparemment, l'une des raisons pour lesquelles le pouvoir de légiférer dans le domaine criminel a été attribué au parlement, fut d'assurer une certaine uniformité des sanctions pénales dans le cas de délits reconnus unanimement comme tels. Les avantages de cette uniformité, qui sont manifestes pour quiconque a l'expérience d'autres systèmes, seraient perdus, si la délinquance devait être considérée comme une question relevant de l'autorité des provinces¹.

On le voit, la position du comité fédéral diffère très sensiblement des stipulations du contrat constitutionnel. En outre, on a pu remarquer au passage que le comité fédéral s'interroge sur la possibilité de relier le problème de la délinquance juvénile au secteur du bien-être plutôt qu'au secteur de la criminalité. Dans les deux cas, le risque est grand d'un empiètement sur la juridiction des provinces, puisque le domaine du bien-être aussi bien que celui de l'administration de la justice font partie de la compétence provinciale. D'ailleurs l'éducation a, autant et plus que le bien-être et l'administration de la justice, un rôle important à jouer dans la prévention de la délinquance juvénile ou dans la réinsertion sociale des jeunes contrevenants. Et elle aussi appartient aux provinces.

21. Le comité va encore plus loin. Laissant de côté les nuances du Code, le comité établit le principe que les lois qui régissent la délinquance juvénile s'identifient presque avec les lois criminelles ordinaires.

Ceci nous paraît fausser le texte et donner à la magistrature une interprétation dangereuse. En effet, la pensée du législateur, en créant la Loi concernant les jeunes délinquants, était précisément d'empêcher que les gestes délictueux d'un jeune contrevenant lui valent le même traitement qu'au criminel adulte. Nous ne croyons donc pas qu'il soit sain de considérer le face à face du jeune contrevenant et de la loi de la même manière que les relations entre le Code criminel et les délinquants adultes : le degré de responsabilité varie avec trop d'amplitude pour que le jeune et l'adulte soient logés à la même enseigne. Nous ne croyons pas que la Cour Suprême ait voulu ignorer

¹ *Ibidem*, page 29. La Cour Suprême du Canada, quant à elle, a jugé que :

- a) La loi sur les jeunes délinquants, dans son essence et sa substance, ne peut être considérée comme une législation se rapportant au bien-être et à la protection des enfants ;
- b) Le manque d'uniformité ne constitue pas une objection valable sur le plan constitutionnel (appendice 5).

Dans le contexte actuel, la question demeure académique : reliée au bien-être ou au Code criminel, la *Loi concernant les jeunes délinquants* implique avant tout l'administration provinciale.

ce fait, surtout dans un contexte où la responsabilité pénale s'étend presque jusqu'aux bambins.

Après s'être ainsi octroyé ces prémisses discutables, le comité se sent à l'aise pour tirer certaines conclusions :

62. Nous sommes donc partis de l'idée que les lois de la délinquance juvénile allaient de pair avec les lois ordinaires, modifiées de façon à s'appliquer à un groupe spécial que détermine son âge. Cette attitude ne nous empêche pas, néanmoins, d'accepter l'idée que la législation criminelle non seulement peut mais doit viser un rôle social. De ce postulat que les lois touchant la délinquance juvénile marchent de pair avec le Code criminel ordinaire découlent deux conséquences importantes : a) uniformité du champ d'application de la loi et b) uniformité, c'est-à-dire égalité des services par tout le pays ¹.

En somme, le comité définit la délinquance juvénile comme un simple tremplin vers la criminalité adulte. Il ne voit donc aucune différence de nature, aucune solution de continuité entre l'une et l'autre. Il lui est ainsi facile de mettre les deux groupes de délinquants face à une seule et unique philosophie s'incarnant partout en des formes identiques.

Ce n'est pas notre perspective ². Certes, la dignité garde toujours ses droits et il faut que les délinquants soient traités à la grandeur du pays selon des lois respectant les droits de l'individu. Nous croyons cependant, en nous basant sur d'innombrables exemples canadiens ou étrangers, qu'il est possible d'en arriver à une égalité pratique entre les Canadiens des quatre coins du pays sans nécessairement confier l'entière juridiction au gouvernement fédéral.

D'autre part, la criminalité varie selon les âges et il faut en tenir compte en reliant les diverses lois au secteur social ou au secteur pénal.

On pourrait d'ailleurs, dans le même esprit, citer de nouveau à l'appui de notre thèse la politique suisse qui s'applique au traitement de la criminalité. Dans ce pays, le gouvernement central formule les *critères* d'incarcération et de traitement des criminels. Le gouvernement central définit les exigences que doivent rencontrer les divers cantons, mais il abandonne l'entière administration de la justice aux vingt-deux cantons. C'est dire que le gouvernement central ne construit et n'entretient lui-même aucune institution. En somme, malgré une constitution qui est, sur ce point, plus centralisatrice que la nôtre, le gouvernement suisse laisse quand même aux cantons une plus grande latitude que ce comité fédéral ne voudrait en laisser aux provinces.

¹ *Délinquance juvénile au Canada*, rapport du Comité du ministère de la Justice (Ottawa) sur la délinquance juvénile, Ottawa, 1967, p. 30.

² Ce serait davantage notre perspective si les enfants échappaient au Code criminel jusqu'à l'âge de quinze ou seize ans.

Par ailleurs, un pays aussi vaste et aussi diversifié que le nôtre doit-il en arriver à une parfaite *uniformité d'application* dans un secteur aussi lié à l'éducation, à la culture, à la santé, au bien-être ? Le comité le pense.

63. L'Acte de l'Amérique du Nord Britannique assigne à l'autorité exclusive du Parlement fédéral le pouvoir de légiférer dans le domaine criminel de façon que la conduite d'une personne jugée légale dans une partie du Canada soit considérée légale dans les autres parties du pays, et que les Cours de justice aient même autorité partout pour juger d'une manière uniforme tout agissement illégal et sévir en conséquence. À cet égard, on n'a apporté aucune raison suffisante pour que les enfants canadiens soient traités comme citoyen de seconde zone ¹.

On retrouve donc ici la même argumentation : d'une loi unique, on veut déduire une même autorité s'exerçant partout d'une *manière uniforme*. Ceci nous paraît non seulement contraire aux stipulations de la constitution, mais aussi carrément utopique. Nous tenons à une loi unique, que les provinces devraient aider à rédiger, mais nous tenons au respect des juridictions et des authentiques différences provinciales.

22. Le comité ne cause donc pas de surprise quand il déborde ensuite carrément son propos et en vient, ni plus ni moins, à recommander l'intégration des prisons provinciales au système fédéral de traitement des criminels. Ainsi, la boucle est bouclée : *le comité* (qui admettait au départ l'existence de restrictions constitutionnelles) *en arrive, après avoir placé en continuité de nature la criminalité juvénile et la criminalité adulte, à attribuer au pouvoir central une responsabilité presque exclusive dans le domaine du bien-être et à lui confier entière juridiction dans le domaine du traitement des contrevenants de tout âge.*

64. En ce qui touche aux criminels adultes, le gouvernement fédéral s'est acquitté de son obligation de fournir des services uniformes, du moins dans le cas des personnes condamnées au pénitencier. Ainsi, une personne adulte envoyée dans une prison de l'État dans une partie du Canada reçoit les mêmes traitements qu'un autre adulte envoyé dans un autre pénitencier, dans une autre partie du pays. En d'autres mots, un prisonnier reçoit partout même quantité et qualité de traitement et de formation, quel que soit le degré de prospérité de sa province d'origine. Il est vrai qu'il existe disparité de services dans le cas de personnes condamnées à une prison ou à une maison de correction relevant des provinces. Cependant, cette inégalité provient des dispositions de la constitution qui assignent aux provinces le pouvoir de légiférer en ce qui a trait aux prisons et aux maisons de correction. À l'heure actuelle, les enfants font l'objet de traitements différents. Les enfants qui sont déclarés délinquants en vertu de lois fédérales reçoivent traitements et services relevant des provinces. Le degré de prospérité et de

¹ *Ibidem.*

conscience sociale de la province où ils vivent détermine habituellement la suffisance du traitement qu'ils reçoivent. À notre sens, pareille discrimination n'a pas sa raison d'être ¹.

Même si elle a grand besoin d'une cure de rajeunissement la Constitution doit être au moins respectée. Nous croyons même, prenant ainsi une position diamétralement opposée à celle du comité fédéral, que les modifications les plus souhaitables dans le texte de la Constitution doivent aller ici dans le sens d'un élargissement des responsabilités provinciales.

En effet, sans faire intervenir les spécialistes de la Constitution, nous croyons fermement que les provinces sont en meilleure posture que le gouvernement central pour prévenir la délinquance, pour la dépister à une étape précoce, pour traiter l'enfant selon les méthodes les plus modernes d'insertion dans son milieu naturel, pour lui offrir diverses réorientations préjudiciaires, pour accepter de nouveau dans son milieu le jeune contrevenant. En raison des responsabilités et des activités provinciales dans le domaine de l'éducation, de la santé, du bien-être, en raison aussi de l'évolution que prennent les traitements de la délinquance, c'est auprès des provinces qu'il faut chercher une solution au problème.

Aux arguments constitutionnels s'ajoutent donc ceux, plus valables encore, de l'efficacité.

¹ *Délinquance juvénile au Canada*, rapport du Comité du ministère de la Justice (Ottawa) sur la délinquance juvénile. Ottawa, 1967, p. 30. Notons quand même que le Québec est le seul à posséder une S.D.U. (Special Detention Unit) puisque le gouvernement canadien semble avoir renoncé à construire les deux autres qui faisaient partie du plan original. Au Québec, celle qui existe provoque parfois la fierté souvent la honte.

**II—L'ACTION DE LA COUR DU BIEN-ÊTRE SOCIAL
À L'INTÉRIEUR DES LOIS ACTUELLES**

II—L'ACTION DE LA COUR DU BIEN-ÊTRE SOCIAL À L'INTÉRIEUR DES LOIS ACTUELLES (23-40)

23. Si l'on quitte le domaine théorique des juridictions constitutionnelles, on peut placer la Cour du Bien-Être social du Québec dans une autre perspective. Des objectifs, on passe au rendement et aux décisions concrètes. À ce moment, on note vite la différence énorme qui sépare notre province d'autres provinces canadiennes. Toutes régies par le même Code criminel et par la même Loi concernant les jeunes délinquants, les provinces canadiennes n'agissent pas toutes de la même manière. En Ontario et en Colombie Britannique plus particulièrement, l'administration de la justice s'est permis à propos des jeunes criminels des initiatives ou, du moins, des interprétations de la loi beaucoup plus audacieuses que celles qui ont cours au Québec (appendice 4).

Par conséquent, si un certain traditionnalisme suivit dans notre Cour du Bien-Être social, on ne saurait accepter comme explication valable l'emprise exercée par le gouvernement fédéral sur les textes législatifs. D'autres, agissant à l'intérieur des mêmes cadres, tirent autre chose de la loi ou en contournent plus aisément les aspérités. Certes, il y a place pour des modifications du droit substantif, mais il y a aussi urgence de réorienter certaines applications. Il faut peut-être, comme le font nos compatriotes des autres provinces, considérer la *Loi concernant les jeunes délinquants* comme une simple loi-cadre.

Quelle est la compétence de la Cour du Bien-Être social au Québec ? Elle est déterminée par les articles 106 et 107 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1964, ch. 20) comme il suit :

106. La Cour du Bien-Être social est autorisée à connaître des cas de jeunes délinquants au sens de la Loi sur les jeunes délinquants (S.R.C., 1952, chap. 160).

En outre la juridiction de la Cour du Bien-Être social et de tout juge qui la préside s'étend

- a) à l'admission des enfants dans les écoles de protection de la jeunesse, par l'article 15 de la Loi des écoles de protection de la jeunesse (chap. 220) ;

- b) à l'adoption d'enfants, suivant la compétence attribuée par la Loi de l'adoption (bill 9 des lois de 1969 remplaçant le chapitre 218 des Statuts Refondus du Québec, 1969 ;
 - c) aux contraventions à des règlements municipaux commises par des enfants âgés de moins de dix-huit ans.
107. Tout juge de la Cour du Bien-Être social doit de plus, dans le territoire pour lequel elle est établie, s'employer à aider à la protection de l'enfance et aux bonnes relations entre conjoints. À ces fins,
- a) il conseille les personnes qui recourent à ses bons offices pour la réhabilitation des jeunes délinquants, la protection des enfants particulièrement exposés à des dangers moraux et physiques, en raison de leur milieu ou d'autres circonstances spéciales, et, généralement, il collabore à l'amélioration du sort de l'enfance malheureuse et négligée ;
 - b) il agit comme conciliateur, lorsqu'il en est requis, dans tout différend entre conjoints ou entre parents et enfants.

Historiquement, la Cour du Bien-Être social a été instituée en 1950 par la Loi 14 George VI, chapitre 10. Elle remplaçait les Cours des jeunes délinquants qui, au cours de leur existence, faillirent être connues sous le nom de « Cours familiales » en vertu de la Loi 8 George VI, chapitre 10 ; mais cette loi, bien qu'entrée en vigueur le jour de sa sanction (3 juin 1944), n'a jamais été mise en application et a finalement été abrogée par l'article 4 de la Loi instituant la Cour du Bien-Être social.

24. Une latitude considérable existe en ce domaine. Une province ne saurait légiférer de façon nationale, cela va de soi, mais une province peut aisément frapper de stérilité une loi fédérale qui voudrait changer la définition ou la sanction de la criminalité juvénile.

Retenons déjà qu'une province peut *ne pas appliquer* une législation fédérale en matière de criminalité juvénile.

D'une part, le comité fédéral admet lui-même très volontiers le partage de l'autorité entre le gouvernement fédéral et les provinces quant à l'application de la Loi sur la délinquance. Ce que l'un écrit, l'autre peut le mettre au rancart.

71. ... Nous avons rapporté les conséquences du partage de l'autorité entre le gouvernement fédéral et les provinces quant à l'application de la Loi sur la délinquance. La loi, décrétée par le Parlement fédéral, n'en est pas moins du ressort provincial quant à sa mise en application effective. *La loi n'entre en vigueur qu'à la demande de la province*, et ne s'applique qu'aux seuls endroits où le gouvernement provincial veut qu'elle soit mise en application ¹.

Poursuivant son analyse, le comité fédéral en arrive plus loin à conclure qu'une province pourrait fort bien décider, non pas de suspendre totalement,

¹ *Délinquance juvénile au Canada*, rapport du Comité du ministère de la Justice (Ottawa) sur la délinquance juvénile, Ottawa, 1967, p. 35. Les italiques sont de nous.

mais de restreindre l'application de certaines législations fédérales en matière de délinquance juvénile. Par exemple, il serait possible de réserver les dispositions de la loi aux enfants ou aux adolescents ayant atteint un certain âge.

150. Nous voudrions ajouter quelques mots au sujet de l'emploi que nous faisons des mots « enfants contrevenants » et « jeunes contrevenants ». Cette distinction se réfère à une recommandation d'une portée plus générale, aux termes de laquelle, à l'intérieur de la gamme des âges soumis à la juridiction des tribunaux pour mineurs, on devrait, pour certaines raisons limitées en nombre, faire une distinction entre les jeunes de moins de quatorze ans et les autres. À un autre endroit du rapport, nous avons suggéré que la limite d'âge inférieure pourrait être variable, en ce sens qu'on pourrait reconnaître expressément le droit aux provinces de prendre toutes les mesures désirables pour les enfants jusqu'à l'âge de quatorze ans, y compris la promulgation de lois rendant inapplicable la législation fédérale au-dessous de l'âge indiqué¹.

Nous retenons d'emblée cette hypothèse.

a) SENTENCES DIVERSES

(25-27)

25. Dans le secteur de la criminalité juvénile autant ou plus encore que dans le domaine de l'incarcération des adultes, les options ouvertes à la magistrature sont fort peu nombreuses. Pourtant, la création des Cours du Bien-Être social et des tribunaux pour mineurs visait avant tout à assouplir la sentence et à tenir compte des particularités de l'enfant ou de l'adolescent au moment de définir le traitement :

Les possibilités de traitement mises à la disposition des tribunaux pour mineurs les mieux équipés n'ont absolument pas la souplesse ni l'adaptation aux besoins individuels qu'espéraient les fondateurs de cette juridiction. En fait, dans la plupart des cas, les seules options sont la libération pure et simple, la probation et l'incarcération. Définie de la façon la plus favorable, la probation veut dire une surveillance réduite à presque rien. Une proportion considérable de tribunaux pour mineurs n'ont aucun service de probation et ceux qui en possèdent sont aux prises avec des charges de travail si considérables que le travail d'aide et de surveillance se résume à des appels téléphoniques occasionnels et à de simples visites de courtoisie au lieu des soins attentifs et individualisés que l'on escomptait. L'incarcération aussi signifie souvent un entreposage — isolement du monde extérieur — dans une institution surpeuplée, insuffisamment pourvue de personnel et surtout consciente de sécurité, ce qui implique qu'elle offrira peu d'instruction, peu d'apprentissage professionnel, peu de direction, de service de placement ou d'autre aide au moment de la libération. Les programmes passent après les contrôles et l'entretien quotidien. Et les enfants passent des semaines, dans une détention qui ressemble aux limbes, à attendre que des lits soient libérés¹.

¹ *Ibidem*, p. 76. Les italiques sont de nous.

² Rapport spécial sur : *Juvenile Delinquency and Youth Crime*, The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., 1967.

Malheureusement, cette description américaine convient aussi bien à la situation québécoise¹. Sans qu'on puisse toujours en blâmer la magistrature, les sentences rendues par les Cours du Bien-Être social du Québec sont stéréotypées à l'extrême. Sans doute voudrait-on tenir compte des nuances, des particularités, des possibilités du délinquant : la rareté des institutions spécialisées et l'absence quasi totale de mesures intermédiaires de surveillance et de traitement interdisent la réalisation de ces objectifs.

26. La Cour du Bien-Être social possède cependant un avantage marqué sur les autres tribunaux : elle obtient dans un nombre impressionnant de cas un rapport présentenciel.

À la lecture, ces rapports engendrent surtout le découragement. Les auteurs ne *créent* pas les exutoires. Ils ne font que signaler ceux qui existent. Le plus souvent, ils doivent réclamer ceux qui n'existent pas.

Pourtant, un effort systématique tente quotidiennement de proportionner le traitement au jeune contrevenant. Les juges demeurent maîtres de leur intime conviction, mais ils en viennent spontanément à tenir compte d'avis spécialisés et désintéressés. Ainsi, d'un équipement archaïque et insuffisant, on tire presque un rendement optimum.

Dans l'analyse des sentences définies au Québec par les Cours pour enfants, il faut donc insister plutôt sur les faiblesses de l'équipement que sur l'ennuyeuse uniformité des décisions. Il est rare que les juges d'une juridiction connaissent toutes les ressources de l'appareil correctionnel : dans le cas de la Cour du Bien-Être social du Québec, on s'approche de l'idéal plus qu'ailleurs.

Les tempéraments individuels subsistent, l'équipement conserve ses lacunes, mais l'ignorance perd pied. Le problème immédiat, c'est qu'aucun lien n'existe entre ceux qui prononcent la sentence et ceux qui devraient prendre charge du traitement. On garde l'impression tenace que les responsables du bien-être social, déjà lourdement mis à contribution par ceux qui relèvent d'eux directement, ne considèrent pas comme une priorité le traitement de ceux que leur confie l'administration de la justice. Là comme ailleurs, le fait que deux juridictions s'exercent au même endroit permet aux deux responsables de se renvoyer la balle.

¹ C'est ce que pense le Barreau du Québec (mémoire, p. 11, par. 31) :

Il est important de noter que cette période entre l'arrestation et la comparution ne doit jamais servir pour compléter l'enquête policière par voie d'interrogatoire. La détention pour fins d'enquête est une invention de la Police. Il n'existe pas légalement de telle détention qui, à moins qu'elle ne soit libre, constitue une arrestation illégale pure et simple, ce que le droit criminel appelle une séquestration.

Sans doute la monotonie des sentences tient-elle parfois au tempérament du juge. Plus souvent encore, elle tient :

1 — au fossé qui sépare les auteurs de la sentence de ceux qui devraient l'exécuter ; et

2 — à l'insuffisance de l'équipement de bien-être, de santé, d'éducation.

Pour ces motifs, le rapport présentenciel est souvent un exercice de style aussi exaspérant pour l'officier de probation qui le rédige que pour le juge qui ne peut s'en servir. La dose de oui-dire que ce document peut véhiculer est parfois étonnante.

27. En déplorant l'ennuyeuse banalité des sentences rendues par les Cours du Bien-Être social du Québec, on doit donc répartir (inégalement) les responsabilités entre les juges, le milieu et l'administration publique de la justice et du bien-être. La situation serait pire encore si la philanthropie privée n'avait pas compensé au moins en partie les lenteurs de l'administration publique.

En effet, l'équipement institutionnel utilisé dans le traitement ou l'incarcération des jeunes délinquants appartient en partie à l'entreprise privée. Sans la collaboration de sociétés philanthropiques, sans l'énorme contribution des communautés religieuses et sans les dons des compagnies privées, les lacunes québécoises dans le domaine des options ouvertes aux jeunes délinquants seraient encore plus considérables.

Il n'en reste pas moins que la situation n'est pas plus alléchante dans le secteur où s'applique la *Loi concernant les jeunes délinquants* que dans le domaine d'application de la *Loi de la protection de la jeunesse*. Rien ne justifie que le nombre d'enfants jugés en vertu de la première loi soit supérieur au nombre des mineurs jugés en vertu de la Loi de la protection de la jeunesse. Certes, les chiffres varient d'un district judiciaire à l'autre. Certes, ainsi que nous l'avons expliqué, l'équipement fait presque universellement défaut. Certes, les plus jeunes obtiennent un traitement plus bienveillant. Cependant, les possibilités de placement, de traitement et de réhabilitation sont aussi rares dans le secteur de la protection que dans le secteur de la criminalité juvénile et le manque de ressources humaines ou physiques ne pourrait donc pas justifier un recours systématique à la *Loi concernant les jeunes délinquants*.

Nous aurions tort cependant de nous montrer indûment critiques : le comité fédéral déjà cité semblait croire, quant à lui, que le Québec poussait trop loin les recours à la Loi de la protection de la jeunesse. Tout nous incite cependant à accélérer la marche dans cette direction.

b) DÉSISTEMENT EN FAVEUR DES COURS ORDINAIRES

(28-31)

28. En lisant les textes législatifs dont la magistrature peut se servir dans le cas des jeunes délinquants, on s'aperçoit que certaines dispositions de la loi sont utilisées au Québec de façon extrêmement restrictive. Non seulement un nombre considérable d'enfants sont jugés en vertu de la *Loi concernant les jeunes délinquants* plutôt qu'en vertu de la *Loi de la protection de la jeunesse* mais les Cours du Bien-Être social du Québec semblent souvent prêtes à remettre les jeunes délinquants entre les mains de tribunaux ordinaires.

Une telle administration de la justice nous semble une interprétation excessivement craintive et même abusive de l'article 9 de la Loi concernant les jeunes délinquants :

- 9 (1) Lorsque l'infraction qui fait le sujet de la plainte est, au terme des dispositions du Code criminel ou autrement, un acte criminel, et que l'enfant accusé est apparemment ou effectivement âgé de plus de quatorze ans, la Cour peut, à sa discrétion, ordonner que cet enfant soit poursuivi par voie de mise en accusation dans les Cours ordinaires, conformément aux dispositions du Code criminel à ce sujet ; mais cette mesure ne doit être prise que lorsque la Cour est d'avis que le bien de l'enfant et l'intérêt de la société l'exigent.

29. Les deux critères utilisés par cet article 9 de la Loi concernant les jeunes délinquants ne peuvent que soulever la controverse. Qui peut, en effet, préciser si nettement les rapports entre le bien de l'enfant et l'intérêt de la société que les magistrats puissent trouver enfin des points de repère valables ?

165. (...) Il est évident que, pour pouvoir fonder sa décision sur un principe, le juge devra s'écarter de l'article 9 et chercher ailleurs une ligne de conduite. Il y a pourtant un danger, c'est que sans la direction et la garantie fournies par des bases juridiques solides, l'abandon du pouvoir juridictionnel deviendra l'expression non d'une ligne de conduite logique mais plutôt des préférences des juges de tribunaux pour mineurs ou des influences exercées sur eux. Comme les décisions prises par les juges des tribunaux pour mineurs sont rarement publiées et les appels interjetés plutôt rares, nous n'avons obtenu que des renseignements incomplets relativement aux circonstances dans lesquelles l'abandon du pouvoir juridictionnel est obtenu ¹.

La situation n'a guère évolué depuis l'époque où ce comité fédéral faisait rapport. Les décisions publiées sont toujours aussi rares, les appels interjetés aussi exceptionnels, le principe déduit de cet article 9 aussi instable.

¹ *Délinquance juvénile au Canada*, rapport du Comité du ministère de la Justice (Ottawa) sur la délinquance juvénile, Ottawa, 1967, p. 87.

30. Dans la plupart des cas toutefois, les Cours du Bien-Être social exercent elles-mêmes leur juridiction. Seuls les plus âgés des jeunes délinquants sont fréquemment remis entre les mains des Cours ordinaires. Les chiffres relevés par notre analyse tendent à indiquer, en effet, une baisse dans le nombre des jeunes entendus par la Cour du Bien-Être social pendant leur dix-huitième année. Ainsi, dès l'instant où il atteint dix-sept ans, le jeune délinquant encourt donc le risque d'être référé plus souvent qu'à son tour aux tribunaux ordinaires.

Est-ce normal ? L'article 9 de la Loi concernant les jeunes délinquants autorise assurément le tribunal à référer un jeune délinquant de plus de quatorze ans à un tribunal ordinaire lorsqu'il s'agit d'une offense criminelle. Pourtant, l'esprit de la loi est net : la procédure ne peut être utilisée qu'exceptionnellement et seulement si la Cour considère qu'il y va de l'intérêt de l'enfant et de la société.

Selon nous, les Cours du Bien-Être social du Québec devraient exercer pleinement leur juridiction sur tous les jeunes de moins de dix-huit ans. (Nous souhaiterions même prolonger cette juridiction). Par ailleurs, si la Cour du Bien-Être social estime indispensable de remettre un jeune à une Cour ordinaire, elle devra révéler sa motivation et, autant que possible, l'écrire.

Mais l'âge est nécessairement arbitraire et ne suffit pas à rendre compte des différences individuelles qui existent dans la maturité, dans le comportement passé et présent et dans les autres facteurs qui peuvent influencer sur la décision de traduire tel jeune devant un tribunal pour mineurs ou une Cour ordinaire. Par conséquent, environ quarante États permettent le dessaisissement (*waiver*) ou le transfert du tribunal pour mineurs à la Cour pour adultes, accordant ainsi au tribunal pour mineurs une certaine discrétion et une grande souplesse dans la mise en œuvre de ses pouvoirs juridictionnels. Les lois qui concernent le dessaisissement varient considérablement. Dans presque la moitié des cas, le juge exerce sa discrétion sans aucune condition. Dans environ un État sur trois, le dessaisissement est possible pour n'importe quelle infraction, mais seulement à propos de jeunes qui ont atteint un certain âge et l'âge le plus précoce que l'on ait mentionné est treize ans. Dans un État sur cinq, le dessaisissement est autorisé quel que soit l'âge, mais seulement pour certaines accusations spécifiques, ou encore avec des conditions qui concernent à la fois l'âge et l'infraction ; l'âge le plus jeune est quatorze ans et l'infraction doit de façon générale constituer un crime majeur (*felony*). Un État ou deux rendent le dessaisissement plus facile lorsqu'un enfant déjà entouré d'une surveillance ou de soins à la suite d'une première infraction est accusé d'un nouveau crime.

On ne trouve que rarement des critères écrits pour guider le juge dans sa décision d'opter ou non pour le dessaisissement. Quand ces critères existent, ils sont formulés de façon générale : « imperméables au traitement offert par le tribunal des mineurs », « sujets non adaptés » à la juridiction du tribunal pour mineurs. Un grand nombre des statuts des États n'ont donc jamais requis d'audiences ou d'études sur ce sujet du dessaisissement, mais cette situation vient de changer radicalement dans le district de Colombia et on soulève ailleurs la

question à la suite de la récente décision de la Cour Suprême selon laquelle un jeune contrevenant a droit à une audience, à l'aide d'un procureur, à la consultation de dossiers sociaux et à la révélation des motifs qui ont amené le juge à se dessaisir ¹.

31. Pour éviter l'arbitraire, il faudrait des critères plus objectifs. Il est à peu près impossible d'y parvenir et il est donc nécessaire de garder aux magistrats des tribunaux pour mineurs une grande latitude.

On peut cependant entourer cette décision délicate de diverses *précautions*. Avant de rendre une telle décision, le tribunal pour mineurs devrait, en raison d'une obligation formelle, étudier les antécédents de l'inculpé. Le tribunal devrait également motiver sa décision par écrit. Enfin, cette motivation devrait se conformer aux objectifs que vise le tribunal pour enfants.

Cette dernière précaution mérite des explications. Nous voulons surtout faire disparaître la confiance quasi absolue que l'on accorde à la *gravité de l'infraction* au moment de consentir au désistement. Il est regrettable (et il est malheureusement courant) que les désistements surviennent surtout lorsque les magistrats estiment se trouver en face d'un crime grave.

166. Parmi les cas que le tribunal pour mineurs a renoncé à juger, ceux qui ont surtout attiré l'attention du public portaient sur des infractions dont le degré de gravité était assez considérable. *Le critère établissant la « gravité » a donc été à l'avant-plan des discussions sur la ligne de conduite à adopter relativement à l'abandon du pouvoir juridictionnel.* L'hypothèse sur laquelle repose ce critère suggère que la nature même de l'infraction, telle qu'elle est définie par la loi, indique déjà si l'enfant accusé est particulièrement vicieux ou endurci et ne devrait pas, de ce fait, être justiciable du tribunal pour mineurs. Le problème qui se pose, lorsqu'on veut déterminer si le désistement est justifié ou non, en se basant uniquement sur la nature de l'infraction, est qu'il est particulièrement difficile de concilier cette façon de procéder avec les objectifs visés par le tribunal pour mineurs ².

c) OUBLI DE CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LOI

(32-34)

32. Dans l'administration de la *Loi concernant les jeunes délinquants*, on ne constate pas seulement des interprétations particulières. On localise également des omissions d'importance.

¹ Rapport spécial sur : *Juvenile Delinquency and Youth Crime*, The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., 1967, p. 4.

² *Délinquance juvénile au Canada*, rapport du Comité du ministère de la Justice (Ottawa) sur la délinquance juvénile, Ottawa, 1967, p. 79. Les italiques sont de nous.

L'une des omissions les plus graves concerne le « Comité de la Cour pour les jeunes délinquants ». C'est le nom que porte, en effet, le comité de citoyens *prévu par la loi*. Il s'agit, ainsi qu'on s'en rend compte à la lecture des articles qui le concernent, d'intéresser tout le milieu ambiant au travail qu'effectue la Cour du Bien-Être social. Dans un contexte comme le nôtre, ce comité s'impose. Si de tels comités avaient existé et agi dans les différents districts judiciaires du Québec, la marge serait aujourd'hui beaucoup moins considérable entre les juges chargés d'appliquer la loi, d'une part, et, d'autre part, les agents de surveillance et les profanes bien disposés. En outre, on aurait réussi un peu partout à mobiliser les bonnes volontés et à former un certain nombre de citoyens à une étude objective de la criminalité juvénile. Aujourd'hui, on posséderait un réservoir considérable d'hommes et de femmes aptes à jouer auprès des juges de la Cour du Bien-Être social le rôle d'assesseurs ou à assumer un rôle majeur dans la probation.

Que de tels articles de loi soient demeurés à peu près partout et toujours inopérants au cours de leurs quarante ans d'existence, voilà qui nous paraît étonnant et déplorable. Il est bon de citer au long les deux articles suivants :

27. (1) Relativement à la Cour pour jeunes délinquants, il est établi un comité de citoyens, dont les services sont gratuits, désignés sous le nom de « Comité de la Cour pour jeunes délinquants ».
- (2) Lorsqu'il existe une société d'aide à l'enfance dans une cité ou ville où la présente loi est en vigueur, le comité ou un sous-comité de cette société constitue le Comité de la Cour pour jeunes délinquants ; et lorsqu'il existe à la fois une société protestante d'aide à l'enfance et une société catholique romaine d'aide à l'enfance, le comité ou un sous-comité de la société protestante d'aide à l'enfance constitue le Comité de la Cour pour jeunes délinquants en ce qui concerne les enfants protestants, et le comité ou un sous-comité de la société catholique romaine d'aide à l'enfance constitue le Comité de la Cour pour jeunes délinquants en ce qui concerne les enfants catholiques romains.
- (3) Lorsqu'il n'existe pas de société d'aide à l'enfance dans une cité ou ville où la présente loi est en vigueur la Cour peut et, à la requête signée par cinquante personnes qui résident dans la municipalité en question, doit nommer trois personnes ou plus qui constituent le Comité de la Cour pour jeunes délinquants à l'égard des enfants protestants, et trois autres personnes ou plus qui constituent le Comité de la Cour pour jeunes délinquants à l'égard des enfants catholiques romains, et les personnes ainsi nommées peuvent, à leur discrétion, siéger à titre d'un comité mixte.
- (...) Dans le cas d'un enfant d'une foi religieuse autre que la foi protestante ou catholique romaine, la Cour doit nommer trois personnes recommandables ou plus, qui constituent le Comité de la Cour pour jeunes délinquants, en ce qui a trait à cet enfant. Ces personnes doivent être de la même foi religieuse que l'enfant, si de telles personnes recommandables résident dans la municipalité et consentent à agir, et si, de l'avis

de la Cour, ces personnes sont désirables pour former ce comité. 1929, c. 46, art. 27.

28. (1) Il est du devoir du Comité de la Cour pour jeunes délinquants de s'assembler aussi souvent qu'il est nécessaire, et de consulter avec les agents de surveillance à l'égard des jeunes délinquants, d'offrir, par l'entremise des agents de surveillance et autrement, des conseils à la Cour, relativement à la meilleure manière de traiter ces délinquants, et, en général, de faciliter par tous les moyens en son pouvoir la réforme des jeunes délinquants.
- (2) Des représentants du Comité de la Cour pour jeunes délinquants, qui sont membres de ce comité, peuvent être présents à toute session de la Cour pour jeunes délinquants.
- (3) Aucun juge suppléant ne doit entendre et décider un cas lorsque le Comité de la Cour pour jeunes délinquants désire que ce cas soit réservé pour audition et décision par le juge de la Cour pour jeunes délinquants. 1929, c. 46, art. 28.

33. Certaines parties de ces articles ont vieilli. Ce qui est pire, c'est que l'administration de la justice ait laissé vieillir de tels articles de loi sans même les mettre à l'essai.

Citer au long ces articles de la *Loi concernant les jeunes délinquants* n'équivaut pas à leur accorder une importance démesurée. Nous voulons surtout souligner que la Cour du Bien-Être social du Québec n'a pas toujours pleinement utilisé les dispositions législatives mises à sa disposition. Nous voulons également signaler que les pires omissions de la Cour du Bien-Être social sont, de façon paradoxale, survenues dans le secteur névralgique des relations entre la société et les services spécialisés.

Fréquemment, des représentants de la magistrature déplorent publiquement l'incompréhension du public et l'absentéisme chronique des parents. Aussi fréquemment, des profanes, mal renseignés sur les activités de la Cour du Bien-Être social, déplorent l'impuissance des tribunaux pour enfants à contenir ou à comprendre la montée de la criminalité juvénile. Spontanément, devant de telles incompréhensions mutuelles, on songe à des rencontres, à des échanges, à l'amorce d'un dialogue. On demeure surpris et passablement déçus en constatant que la loi, dans son texte d'il y a quarante ans, invitait *déjà* les juges, les agents de surveillance et les citoyens à se rencontrer, à évaluer le travail de la Cour du Bien-Être social, « à faciliter par tous les moyens la réforme des jeunes délinquants ».

34. Les dispositions de la loi ont quand même beaucoup vieilli et il ne saurait être question de les appliquer aujourd'hui sans modifier la rédaction de 1929. Après quarante ans il est urgent d'adopter un texte qui n'a pas été modifié alors que la société a considérablement évoluée.

Chose certaine, le mode de sélection prévu par l'article 28 (3) ne se justifie plus à notre époque. Dans les différentes juridictions, les juges peuvent

s'occuper de toutes les causes qui relèvent de la juridiction de leurs tribunaux et absolument rien ne justifie une distinction en termes religieux dans le cas des tribunaux pour mineurs.

Il n'est pas non plus désirable qu'un tel comité se donne une mission d'*assistance individuelle*. La magistrature ne l'accepterait pas et elle aurait raison. Sans avoir effectué un relevé satisfaisant, nous gardons l'impression qu'une telle formule est tombée en désuétude ou est toujours demeurée lettre morte précisément parce que le texte législatif pouvait fréquemment engendrer des frictions entre le juge pour enfants et le comité.

Transformé, ce comité peut jouer un rôle utile. Par exemple, selon des études effectuées par l'Association ontarienne des Agents de surveillance, le comité ferait œuvre utile en surveillant le fonctionnement *général* du tribunal pour mineurs.

« ... Premièrement, puisque le tribunal pour mineurs va demeurer en grande partie un « tribunal privé » et que le public n'y aura qu'un accès restreint, le comité doit être « les yeux et les oreilles » des citoyens ; il doit suivre les progrès de toutes les opérations du tribunal, expliquant à la tribune publique le fonctionnement de ce tribunal en accord avec la *législation appropriée, conformément* à la procédure régulière. Le comité peut aussi être d'une assistance considérable pour le juge dans plusieurs domaines particuliers, en le conseillant et aidant au fonctionnement de toutes maisons d'arrêt ou d'observation rattachées au tribunal, en l'aidant à obtenir l'assistance financière nécessaire à l'entretien du tribunal, et en remplissant un rôle de *liaison* avec les administrations municipales ou autres gouvernements qui peuvent apporter une contribution financière au fonctionnement du tribunal. Le comité aurait en outre pour attribution de travailler à modifier les conditions qui entretiennent la délinquance dans la société locale et de travail à l'établissement de services de santé et d'assistance qui pourraient réduire la délinquance. Toutefois, *les attributions principales du comité porteraient sur la surveillance du fonctionnement du tribunal dans son ensemble* afin qu'il continue à rendre les services appropriés et adéquats à la société locale »¹.

Répetons-le, ce comité aurait pu, en outre, former de façon valable des assesseurs auprès des juges de ce tribunal. Aujourd'hui, la transition serait plus facile vers le comité local ou régional, qui paraît la formule la plus prometteuse.

35. En l'absence de tels comités, il est extrêmement difficile d'évaluer de l'extérieur le travail du Bien-Être social. Un souhaitable huis clos entoure les activités de ce tribunal. Il n'est donc pas possible à un analyste de l'extérieur de porter jugement sur l'atmosphère qui prévaut dans les salles d'audience, ni sur les commentaires auxquels peut se livrer le magistrat à l'égard des jeunes délinquants ou de leurs parents, ni sur la preuve offerte, ni sur les

¹ *Rapport du Comité de la Législature de 1962 sur la délinquance juvénile*. Association ontarienne des agents de surveillance (1962), p. 5. Les italiques sont de nous.

sentences prononcées, ni sur l'application, la modification, l'exécution ou l'omission de celles-ci, ni sur les décisions des institutions et de leurs directeurs...

Ces difficultés d'évaluation deviennent plus grandes encore lorsque les relevés statistiques sont presque totalement défaut, lorsque les procédures administratives sont excessivement décentralisées et fluctuent arbitrairement d'un district judiciaire à l'autre, lorsqu'aucune rencontre ne regroupe périodiquement les différents juges pour des échanges d'idées et l'établissement de certains principes. (Cette dernière lacune commence à peine à se résorber.)

Un bilan demeure possible. Le huis clos (tel que pratiqué) est une politique dont on peut évaluer les effets : ils n'impressionnent personne. On peut également constater que la présence d'avocats a été jusqu'à maintenant exceptionnelle. On peut, en somme, à défaut de voir le tribunal en action, mesurer l'impact et la portée de ses décisions. L'appendice 6 fournit d'excellents commentaires là-dessus.

d) DIFFICULTÉS D'ÉVALUATION

(35-40)

1 — Absence de relevés statistiques

(36)

36. Une lecture rapide des chiffres recueillis par notre analyste (*volume 4, tome III*) dans les diverses Cours du Bien-Être social du Québec révèle instantanément le manque d'uniformité dans la compilation des chiffres. Chaque district judiciaire semble avoir défini sa propre méthode de cueillette des informations ou appliquer ensuite à son gré une méthode uniforme. De toute évidence, le ministère de la Justice et le juge en chef de la Cour du Bien-Être social n'ont pas réussi encore à obtenir des différentes Cours du Bien-Être social du Québec qu'elles adoptent un seul mode de compilation et un type unique de rapports.

En l'absence de relevés statistiques uniformes et constants, il est extrêmement difficile d'évaluer le travail ou de procéder à une planification véritable. Pourtant, reconnaissons-le, le domaine des Cours du Bien-Être social a connu une formule de planification au niveau du juge en chef et du ministère de la Justice. Le ministère de la Justice, grâce à la collaboration de certains dirigeants de cette juridiction, inspirés par le juge en chef Jean-Paul Lavallée, était parvenu à connaître la charge de travail moyenne d'un juge de la Cour du Bien-Être social. Le ministère était parvenu également à se faire une idée assez précise du nombre de dossiers étudiés, de recommandations formulées, de décisions rendues, du temps requis pour les différentes phases du travail... Ceci devait déboucher sur une nouvelle carte

du Québec dans ce secteur judiciaire. On avait, en somme, une vue rationnelle des problèmes.

Malgré cela, les relevés statistiques manquent encore de régularité et se plient de mauvais gré à des normes universelles. Pour dire vrai, le délabrement des statistiques disponibles au niveau des Cours du Bien-Être social oblige le ministère de la Justice ou l'observateur à des efforts inouïs. Celui qui veut comprendre la situation doit d'abord venir à bout des équivoques, des duplications, des imprécisions de la statistique elle-même. On peut en juger en dénombrant les questions qui demeurent en suspens malgré les chiffres fournis (volume 4, tome III).

À notre avis, il suffirait pourtant au ministère ou à la direction de cette juridiction d'imposer à tous les greffes reliés aux tribunaux du Bien-Être social du Québec des formules uniformes. De cette manière, les échanges seraient plus profitables entre les juges eux-mêmes et l'effort de planification qui doit s'effectuer au niveau de la direction de la Cour ou au niveau du ministère réclamerait beaucoup moins de temps et d'énergie.

Ce qui a été fait manifeste la débrouillardise et le dynamisme de ceux qui ont voulu donner à cette juridiction des cadres, des objectifs, des moyens. Les anomalies qui existent encore montrent la résistance du système, le manque de personnel administratif, l'individualisme d'un certain nombre de personnes mêlées à l'administration de la justice.

2 — Flottements administratifs

(37-39)

37. Sur le plan de l'administration, la Cour du Bien-Être social possède par rapport aux autres juridictions des avantages marqués. Par exemple, contrairement au juge en chef des autres juridictions, le juge en chef de la Cour du Bien-Être social possède des *pouvoirs* précis. La Loi des tribunaux judiciaires se contente généralement, à propos du juge en chef et du juge en chef adjoint des diverses juridictions, d'articles extrêmement vagues, dans le style suivant :

Le juge en chef et le juge en chef adjoint fixent, pour chaque district compris dans leur division, les séances de la Cour selon qu'ils le jugent à propos pour la bonne expédition des affaires.

Un autre article de la Loi des tribunaux judiciaires (118) stipule, il est vrai, en parlant des juges de district, qu'ils possèdent « le même pouvoir que possèdent les juges en chef et les juges en chef adjoints de la Cour Supérieure relativement à cette Cour et à ces juges ». Cependant, ces articles eux-mêmes paraissent singulièrement vagues et inefficaces, surtout si on les compare aux textes qui régissent les attributions du juge en chef de la Cour du Bien-Être social. L'article 104, en effet, se lit ainsi :

104. Le lieutenant gouverneur en conseil peut nommer un juge en chef de la Cour du Bien-Être social, avec résidence à Québec ou à Montréal selon qu'il le détermine.

Il peut aussi nommer un juge en chef adjoint de la Cour du Bien-Être social, avec résidence à Montréal, lorsque le juge en chef réside à Québec, et à Québec, lorsque le juge en chef réside à Montréal.

La juridiction administrative du juge exerçant la fonction de juge en chef à Québec s'étend sur les districts judiciaires énumérés dans l'article 24 et celle du juge exerçant la fonction de juge en chef à Montréal, sur les districts judiciaires énumérés dans l'article 23.

Les juges de la Cour du Bien-Être social sont soumis à la surveillance et à la direction de ces juges en chef, en ce qui concerne la distribution des causes, la tenue des séances, l'exécution du travail judiciaire et l'administration générale de la Cour du Bien-Être social.

C'est semble-t-il le seul tribunal où les juges en chef sont pourvus de pouvoirs substantiels.

38. Par conséquent, la Cour du Bien-Être social possède sur les autres tribunaux judiciaires l'énorme avantage d'une direction fermement définie et d'une unité administrative nette. Malgré cela, ainsi que nous venons de le constater à propos de la statistique judiciaire, les flottements administratifs se produisent entre les diverses Cours reliées à cette juridiction.

Autre aspect étrange, le ministère de la Justice n'a jamais tiré pleinement profit des possibilités de la loi. De façon constante, le ministère de la Justice a refusé de confier aux tribunaux le soin d'administrer leur propre budget. C'était peut-être plausible avant l'accélération des communications. C'était inévitable dans les cas où la loi ne centralisait pas vraiment l'autorité.

Dans le cas de la Cour du Bien-Être social, cette attitude ne se justifie aucunement :

- 1 — d'après la loi elle-même, l'administration générale de cette Cour relève du juge en chef ;
- 2 — le ministère de la Justice possède là un interlocuteur naturel auquel il serait facile de confier l'administration générale de sa juridiction et avec lequel le dialogue devrait s'établir naturellement ;
- 3 — il est possible d'accorder une grande autonomie administrative à cette juridiction sans que cette latitude débouche sur des inégalités régionales ;
- 4 — il en résulterait à la fois une latitude accrue pour le pouvoir judiciaire et une plus grande autorité administrative pour le juge en chef ;
- 5 — l'uniformité se réaliserait avec infiniment de souplesse.

L'uniformité est d'autant plus nécessaire aujourd'hui que les jeunes et le public peuvent établir des comparaisons entre différents tribunaux. Les jeunes sont plus conscients, par ailleurs, de ce qui se passe devant les tribunaux pour adultes et sont ainsi poussés à réclamer un traitement comparable.

39. Ici encore, on touche du doigt l'un des principaux problèmes du tribunal pour mineurs. Parce que les séances se déroulent à huis clos, l'observateur de l'extérieur sait à peine dans quelle atmosphère se déroulent les procès. Il est même difficile de savoir si, en pratique, il s'agit bel et bien d'un procès ! La Couronne est-elle représentée par un avocat ? L'adolescent est-il assisté d'un procureur ? Les faits retenus et signalés par l'officier de probation sont-ils pertinents ou basés principalement sur les rumeurs du quartier ? Le oui-dire occupe-t-il trop de place dans les rapports présentenciels ?

Certes, il ne s'agit pas de bâtir un tribunal pour mineurs qui soit, d'une Chambre à l'autre, d'une navrante uniformité. Il faut conserver à ce tribunal toute sa souplesse et son humanité. En revanche, précisément parce qu'il s'agit de donner aux jeunes citoyens une pleine mesure de justice, les contrôles administratifs et hiérarchiques devraient être suffisants pour que le huis clos ne dégénère pas en une parodie de la justice. Ces contrôles n'existent pas.

Du premier coup d'œil, on peut constater maints flottements administratifs. Le *cérémonial* lui-même fluctue d'une Cour à l'autre. Par ailleurs, les contacts ne sont pas réguliers entre les diverses Cours du Bien-Être social du Québec et les institutions d'accueil et de traitement pour jeunes délinquants. Dans certains districts, grâce à l'initiative des magistrats eux-mêmes ou des officiers de probation, d'excellentes relations se sont instaurées. Dans d'autres districts, une certaine apathie ou, tout simplement, le manque à peu près total d'institutions rendent la tâche impossible au tribunal.

Dans la pratique, nombre des décisions rendues par la Cour du Bien-Être social ne sont d'aucune manière exécutées, particulièrement dans le cas des institutions. Par manque d'espace, par obéissance à d'autres autorités, par respect d'autres priorités, les autorités des institutions de traitement et d'accueil en prennent souvent à leur aise avec les décisions du tribunal pour mineurs. Dans les cas les plus fréquents, la bonne volonté existe, mais ne peut contrebalancer les insuffisances matérielles, le manque de personnel, les servitudes du traitement.

Pour maints motifs, la Cour du Bien-Être social ne présente pas le même visage et la même efficacité d'un district judiciaire à l'autre. Et c'est dommage. La loi permettrait au juge en chef d'imposer un cadre administratif à des hommes habitués à l'individualisme, mais l'ensemble de nos habitudes judiciaires va en sens inverse, si bien que chacun suit son penchant naturel. Les flottements administratifs ne doivent donc étonner personne.

3 — RARETÉ DES RENCONTRES JUDICIAIRES (40)

40. L'examen des statistiques proprement judiciaires en provenance des différentes Cours du Bien-Être social du Québec révèle, lui aussi, de sérieux

ses disparités. De façon évidente, la politique n'est pas la même d'un district à l'autre en ce qui concerne le recours à la *Loi concernant les jeunes délinquants* ou à la *Loi de la protection de la jeunesse*. Il faut en déduire que les échanges sont inexistantes ou tout au plus sporadiques entre les divers juges.

En l'absence d'une politique de recrutement et de formation pour doter les différentes Cours du Bien-Être social du Québec de juges solidement préparés à leur fonction, il serait pourtant doublement nécessaire de procéder à de multiples échanges entre les juges. Maints juges en sont à leur premier contact avec les jeunes au moment où ils entreprennent leur carrière judiciaire. Plusieurs sont conscients des difficultés de la tâche et soucieux de s'adapter aux exigences de la fonction, mais n'ont pas autour d'eux les possibilités d'échange et de discussion qui rendraient l'adaptation plus facile. Il en résulte souvent un effort héroïque d'assouplissement de la part de quelques-uns, et parfois un dangereux hiatus entre les jeunes délinquants et certains juges. Le résultat, ce sont encore d'inquiétantes disparités d'une Cour à l'autre ou d'un juge à l'autre. Une bonne partie de ces disparités se résorberaient si la juridiction élaborait au plus tôt un programme articulé de rencontres et d'échanges.

Nous ne souhaitons pas, qu'on le comprenne bien, un nivellement mécanique des sentences ! Le côté irrationnel de certaines disparités nous fait sursauter comme n'importe quel citoyen : comme lui, nous souhaitons que les juges fassent au moins connaître les motifs qui militent en faveur de leurs décisions. Qu'ils divergent, mais qu'on sache pourquoi.

Que les responsables de la sentence gardent donc le plus d'autonomie possible ! L'utilité des rencontres et des échanges, ce n'est pas de rendre les sentences toutes identiques, mais de dégager certains principes communs aux différents responsables d'une juridiction et de rendre les décisions aussi rationnelles et intelligibles que possible. À l'heure actuelle, l'absence de ces échanges rend extrêmement difficile la tâche d'évaluer la Cour du Bien-Être social d'une façon qui soit à la fois juste et nuancée.

C'est là un des graves problèmes de cette magistrature : elle écrit peu, s'explique rarement, s'isole volontiers, ne réagit que sous le coup de la critique. L'arbitraire et le subjectivisme pourraient donc prendre une importance anormale, surtout dans une juridiction qui échappe totalement à l'observation.

Ces mécanismes de consultation et de perfectionnement influeront directement sur le sort des jeunes contrevenants des prochaines années.

III—LES SUBSTITUTS À L'INTERVENTION DU TRIBUNAL

III — LES SUBSTITUTS À L'INTERVENTION DU TRIBUNAL

(41-63)

41. Même ceux qui affirment l'efficacité du tribunal pour mineurs insistent pour qu'on évite au plus grand nombre possible le contact avec l'appareil judiciaire. Dès qu'il est question des jeunes, tous les milieux de notre société, aussi bien au niveau des syndicats qu'au niveau des juges eux-mêmes, professent cette volonté bien arrêtée de maintenir au plus bas niveau possible le recours à la police, à la Cour du Bien-Être social, à l'institutionnalisation.

Est-ce là prononcer un jugement sévère sur la Cour du Bien-Être social ? Peut-être (appendice 6). On admettra quand même que la vie normale, pour un enfant ou un adolescent, ne comprend pas le contact judiciaire. Par conséquent, c'est en maintenant un jeune dans son milieu naturel qu'on multipliera ses chances de succès et de réhabilitation. Maints rebondissements heureux s'obtiennent en respectant le mode de vie et les liens qui rattachent le jeune contrevenant à son milieu. Le meilleur tribunal pour enfants tire quand même l'enfant de son milieu, le met en contact avec un aspect normatif et peut-être intolérant de la société, lui fait sentir à l'excès le poids de l'autorité et de l'ordre. Vouloir se passer de la Cour du Bien-Être social, c'est vouloir pour l'enfant une vie continûment naturelle.

L'essentiel sera donc de trouver le plus grand nombre de substituts possible à l'intervention du tribunal pour enfants. Ce tribunal demeure nécessaire, mais nos efforts visent à le rendre de moins en moins nécessaire. Qu'on l'améliore pour les cas où il est indispensable ; qu'on lui trouve un remplaçant le plus souvent possible.

a) LE PRÉSENT

(42-54)

1 — Les insuffisances du dépistage actuel

(42-44)

42. Tout citoyen sait que le contact avec l'appareil judiciaire laisse de profonds stigmates. Les mémoires soumis à la Commission à propos de la criminalité juvénile soulignent donc fort bien la nécessité de rendre le dépis-

tage plus précoce. Pour sa part, la Fédération des Travailleurs du Québec (FTQ) (appendice 7) y ajoute une *évaluation* éminemment pratique de nos attitudes face à la délinquance juvénile. Pas plus que nous, la Fédération des Travailleurs du Québec ne tient à se substituer aux psychologues ou aux psychiatres. En revanche, elle prétend, au nom du respect des jeunes et au nom de l'aération normale dans une société démocratique, nous amener à un programme d'action positive auprès des jeunes.

Nous savons que des études très approfondies ont été effectuées et que d'autres sont actuellement en cours pour tenter d'élucider les causes de ces phénomènes. Nous n'avons pas prétention de nous substituer aux spécialistes en ce domaine ; nous nous permettrons de vous faire certaines suggestions quant au choix des moyens à prendre pour favoriser *l'intégration des jeunes dans la société*¹.

Ce que la FTQ reproche à notre système, ce n'est pas tant son impuissance à créer des services bien structurés. De tels services existent, dit la FTQ, mais « ils demeurent impuissants à enrayer l'augmentation du volume de la délinquance ». La FTQ, elle, mettrait carrément l'accent sur les *interventions sociales* auprès des jeunes. Et la première intervention serait de reconnaître le droit d'expression de la jeune génération :

Une des caractéristiques de la jeunesse d'aujourd'hui est le désir intense de manifester sa présence et sa volonté collective, de s'exprimer, de s'extérioriser comme elle le désire et non pas nécessairement d'une manière que la société juge acceptable. Les jeunes font fi des tabous qu'on leur a imposés et des valeurs qu'on leur a inculquées ; ces règles leur seront peut-être utiles plus tard, si la société demeure inchangée mais pour le moment, ils n'y voient que contraintes et restrictions inutiles.

Poussés par le besoin d'agir et de s'exprimer et se heurtant à une société imperméable et fermée, les jeunes doivent inventer leur propre mode d'action, leurs propres règles de conduite et leur échelle de valeurs qui souvent, viennent en contradiction avec les valeurs dominantes et les normes conventionnelles du milieu. *La société a toujours été incapable de fournir aux jeunes les moyens d'expression qui leur permettent de s'épanouir et de se réaliser sans être mis au ban de la société.* Des programmes de loisirs et d'éducation mieux adaptés aux besoins et aux particularités de la jeunesse constituent sans doute la meilleure mesure de prévention de la délinquance que nous pourrions adopter².

43. Sur ce plan, la FTQ plaide donc la cause de la *prévention sociale*. Dans cet esprit, elle réclame « des programmes de loisir et d'éducation mieux adaptés aux besoins et aux particularités des jeunes ». C'est là un premier effort pour désamorcer les tendances criminelles le plus tôt possible et,

¹ Mémoire soumis à la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale par la Fédération des Travailleurs du Québec, 18 juillet 1967. Les italiques sont de nous.

² *Op. cit.* Les italiques sont de nous.

surtout, pour épanouir de façon positive les énergies de la génération montante.

Sur ce terrain, l'Association des Aumôniers du Québec (appendice 8) rejoint volontiers la FTQ. Elle aussi se réjouit de certains efforts de prévention sociale. Elle aussi relie étroitement prévention et dépistage de la criminalité. Dans un cas, on parvient à intervenir si tôt que les tendances criminelles n'ont guère le temps de mûrir et de se manifester. Dans l'autre cas, l'intervention se produit à peine un instant plus tard et il est encore possible de replacer souplement l'enfant ou l'adolescent sur la voie d'une pleine utilisation de son potentiel.

Nous observons avec plaisir que *quelques corps de police, à travers la province, ont établi une action systématique au niveau de la prévention sociale*. D'une part, la police joue dans notre société une fonction répressive, et il est normal qu'il en soit ainsi, car plus on multiplie les policiers, moins il y a de crimes commis. D'autre part, les policiers ont commencé une action au niveau de la prévention sociale. Sans vouloir faire de restriction, nous voulons toutefois souligner l'effort entrepris par la police de Montréal et celle de Sillery à Québec qui ont fait un travail remarquable dans ce domaine. Quand aux agences sociales répandues à travers la province, elles ont déjà commencé d'accomplir, elles aussi, une action, au niveau du dépistage, qui commence à porter fruit ¹.

La FTQ, de façon fort juste, met son *programme d'action sociale à la disposition de tous les jeunes*, qu'ils aient eu ou non un contact avec l'appareil judiciaire. Certains y puisent donc l'avantage de la prévention, tandis que d'autres y trouvent de quoi se réhabiliter.

... Des expériences pilotes d'animation sociale auprès des jeunes délinquants devraient être mises sur pied par les services de protection de la jeunesse. Les animateurs devraient être choisis parmi les jeunes qui sortent d'une école de réhabilitation ou parmi les jeunes leaders qui exercent une influence dominante sur les jeunes de leur quartier. L'animation devrait être orientée vers une action concrète exercée à l'intérieur même du quartier : démarches entreprises auprès des autorités pour obtenir un centre de loisir, un parc d'amusement, une piscine, etc. et la participation à la réalisation de tels projets. L'action devrait toujours relever d'un besoin ressenti par les jeunes eux-mêmes et une grande latitude devrait être accordée dans leurs moyens d'expression. Il serait également souhaitable que des responsabilités leur soient confiées dans les activités sociales, culturelles et autres de leur milieu ².

La F.T.Q. en déduit une recommandation formelle :

Mise sur pied d'expériences pilotes d'animation sociale auprès des jeunes par les services de protection de la jeunesse ; animation dirigée par des jeunes et orientée vers une action concrète à l'intérieur du milieu ³.

¹ Mémoire de « L'Association des Aumôniers du Québec qui œuvrent dans le champ de la criminologie » à la Commission royale d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale — Montréal, le 18 décembre 1967.

² *Op. cit.*

³ *Op. cit.*

44. Certaines statistiques donnent à penser que le dépistage précoce prend, dans notre société, aussi peu de place que cette action préventive. En examinant les demandes d'aide et de protection adressées par la population elle-même à la Cour du Bien-Être social, la Commission constate que les institutions d'enseignement ne s'adressent à peu près jamais à cette juridiction. En nous basant sur un échantillon de 10 p. cent des demandes reçues en 1967 par la Cour du Bien-Être social du Québec (225 sur 2250), on pourrait affirmer qu'aucune demande n'a été transmise par les autorités scolaires. En revanche, environ 20 p. cent des demandes provenaient de voisins, de gardiens ou de pères nourriciers.

Élément tragique, environ 5 p. cent des demandes formulées au cours de 1967 provenaient des enfants eux-mêmes (de 12 à 14 ans). Que de tels incidents puissent se produire dans notre milieu sans être des exceptions rarissimes, voilà qui révèle bien notre impuissance à mettre au point une formule valable de prévention sociale et de dépistage précoce.

Ne concluons pas trop vite. Il est exact que les ponts sont inexistants entre les institutions d'enseignement et nos tribunaux pour mineurs. Ce n'est pas un mal, puisque d'excellents canaux de communication relient, semble-t-il, l'école et les ministères intéressés au dépistage et au traitement de l'enfance inadaptée.

Ce qui fait sursauter, c'est ce 5 p. cent qui survit à tous les dépistages et ne semble pouvoir compter sur personne et c'est aussi cette partie (inconnue) du 20 p. cent qui doit compter sur l'intervention des voisins ou des passants.

2 — L'aide offerte sans verdict

(45-46)

45. La philosophie que préconisent la FTQ et l'Association des Aumôniers du Québec ne règle pas le sort de ceux qui ont déjà commis des actes criminels et qui ont déjà attiré l'attention sur leurs difficultés de comportement. Est-ce à dire que la moindre peccadille justifie la mise en branle de l'appareil judiciaire ? Non pas.

Ce qu'il faut, même à ceux qui ont déjà donné des signes d'inadaptation, c'est une diversification de l'aide offerte aux enfants, aux familles, à l'école, à la localité... C'est la création, à la base même de la pyramide sociale, de possibilités de traitement, la création d'amortisseurs souples et résistants, souventes fois la création de simples « centres de triage ». Ainsi, au lieu de toujours abstraire de son milieu l'enfant-problème, peut-être parviendrait-on à fournir à ses parents, à son école, à sa localité l'aide technique et professionnelle. De cette manière, on réduirait à presque rien les risques de déracinement. Seuls, les cas très graves émergeraient et réclameraient les interventions judiciaires.

La centralisation des services de diagnostic et de traitement comporte, elle-même, des inconvénients évidents. D'une part, en coupant les liens qui rattachent l'enfant à son milieu, on donne à l'enfant le contact avec de meilleurs spécialistes, mais on commence par aggraver son problème. D'autre part, le stigmate qui frappe un enfant jugé délinquant ou incorrigible mord profondément lorsqu'on range l'enfant à part, lui signifiant ainsi qu'il ne peut suivre le régime de ses compagnons.

S'il en va ainsi du traitement, que dire de l'intervention judiciaire !

46. La FTQ a raison de vouloir rapprocher le traitement du milieu naturel. Précisons une conséquence de ce principe : l'aide offerte ne découle pas nécessairement d'un verdict ou d'un aveu de culpabilité.

Insistons : il est possible (et plus rentable) de faire intervenir les ressources du milieu avant que l'enfant ait été traduit devant la Cour du Bien-Être social, avant, en tout cas, qu'il ait terminé son aventure policière, judiciaire ou carcérale. Dans les cas où l'intervention a été tardive, les mêmes ressources doivent demeurer disponibles.

Au risque d'user du paradoxe, disons qu'on a souvent poussé trop loin et dans des directions inacceptables, le principe de la *ségrégation*. Il est nécessaire d'isoler ceux qui méritent un traitement particulier ; il est inhumain et surtout inefficace d'isoler prématurément ceux qui n'ont encore à leur panoplie que des bourdes sans grande gravité¹.

L'aide doit parvenir indistinctement et sous des formes étroitement apparentées

- aux enfants sans difficultés particulières ;
- aux enfants qui manifestent certaines difficultés ;
- aux enfants qui ont connu l'arrestation, la Cour du Bien-Être social et peut-être l'incarcération.

Entre la liberté totale et le séjour obligatoire en institution fermée, il y a place pour un *encadrement de la jeunesse*. Entendons par là que les mécanismes de traitement peuvent ressembler étrangement aux mécanismes de prévention et se montrer, par conséquent, discrets et respectueux. Malheureusement, ceux qui veulent se montrer humains à l'égard des enfants vulnérables croient encore faire œuvre utile en les retournant paternellement et aveuglément dans un milieu délétère.

¹ Parlant devant les représentants d'une cinquantaine de pays réunis à Genève en août 1968 pour y étudier le traitement des délinquants, M. Jean Dupréel, secrétaire général de la Justice, mentionnait des expériences belges qui vont plus loin encore. On a incarcéré ensemble, depuis une trentaine d'années, des jeunes délinquants et un nombre limité de délinquants adultes. On n'a eu qu'à se louer de l'expérience. *Procès-Verbal* d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice, le 12 novembre 1968, à Nivelles en Belgique.

Retourner l'enfant à son milieu ne suffit pas. Garder un trop grand nombre d'enfants en institution dépasse l'entendement. *Isoler les jeunes délinquants à force de les entourer de services particuliers* constitue une autre aberration. La solution valable, *dans la plupart des cas*, respecte deux lignes de force :

- conserver l'enfant dans son milieu ;
- prévenir et traiter la délinquance juvénile par une action sur le milieu.

En insistant sur l'action à exercer sur le milieu naturel de l'enfant qui a besoin de soutien moral, voire même d'un traitement clinique adapté à ses besoins, en fonction de sa personnalité et du problème qu'elle laisse percevoir, la Commission a conscience des immenses bienfaits qui résulteraient de l'influence pénétrante que des animateurs sociaux professionnels pourraient projeter, avec intelligence et souplesse, sur un milieu dont la réceptivité serait optimum, grâce à un organisme local ou régional qui assumerait la responsabilité de grouper les forces vives du milieu et de promouvoir, par une action positive dans le domaine de la pré-délinquance et de la délinquance des mineurs, une remontée que rien ne pourrait enrayer.

Cependant, il importe de se rendre compte que l'animation sociale suggérée ne sera féconde que si elle s'appuie sur

a) une législation sociale moderne axée sur la prévention efficace, la détection rapide et le traitement remédiateur au niveau de la délinquance juvénile ;

b) des mécanismes d'application adaptés aux exigences contemporaines ;

c) une centrale d'information et de documentation équivalente à une banque où serait déposé l'inventaire complet et détaillé de toutes les ressources humaines, physiques et autres utilisables ;

d) des spécialistes des sciences humaines — psychiatres, psychologues, assistants sociaux, agents de probation... — itinérants et sensibilisés aux problèmes du secteur de la délinquance juvénile, dont l'action serait intimement liée à celle des animateurs ;

e) des centres d'accueil, de diagnostic, d'analyse du comportement, d'évaluation de la personnalité et de décision quant au genre de protection ou à la nature du traitement indiqué d'après le verdict que rendrait une équipe pluridisciplinaire.

Ce qu'il convient de retenir, c'est que les ressources du milieu local et surtout régional sont immenses et qu'en les canalisant vers un pôle d'attraction où l'humain est au premier rang, l'on pourrait obtenir, à la faveur d'une motivation optimum, d'une solide structuration et d'une excellente organisation, des résultats autrement inespérables.

Le drame du système actuel, à quelque échelon que l'on se situe, c'est que l'intervention — sociale ou judiciaire — est trop souvent inefficace parce que tardive. L'action réelle, en plus de demeurer timide et gênée, n'a lieu qu'en dernier ressort, alors que le cas est devenu grave et que la situation est quasi désespérée. Les voies cliniques étant engorgées périodiquement, exceptionnels et chanceux sont les malheureux qui ne demeurent pas trop longtemps inscrits sur une liste d'attente ou figés sur un seuil. Si le milieu naturel de l'enfant ne bénéficie pas d'issues rapidement accessibles, rien de vraiment plus progressif que ce qui est actuellement réalisé ne pourra être accompli. L'adolescent et la société continueront alors de payer le gros prix pour l'imprévoyance et l'irréalisme d'un trop grand nombre de citoyens et de responsables du secteur de la protection et de la délinquance des mineurs.

3 — Un carrefour important : la décision policière (47-53)

47. Dans le contexte actuel, le substitut le plus courant à l'intervention du tribunal, c'est la décision policière. On le constate chaque jour, les policiers, qui ont le contact immédiat avec les jeunes délinquants, prennent souvent sur eux de servir un avertissement à un adolescent, de reconduire tel enfant chez lui, de téléphoner aux parents, d'attirer l'attention d'une agence sociale sur le comportement d'un jeune agité, de se mettre en contact avec un professeur ou un travailleur social capable d'intervenir utilement. En somme, le policier joue naturellement le rôle de tampon entre l'enfant et l'appareil judiciaire¹. Nous préférons d'ailleurs le policier dans ce rôle.

Il est impossible qu'il en soit autrement et il est heureux qu'il en soit ainsi. Évidemment, nous ne saurions approuver une inquisition policière qui aboutirait à l'imposition arbitraire de sanctions ou de punitions. Dans le cas où il faut obliger l'enfant ou l'adolescent à un comportement strictement défini, le pouvoir judiciaire doit intervenir pour la pleine protection des droits individuels. Cependant, dans un nombre incalculable de cas, le policier est parfaitement en mesure, surtout s'il a été formé dans cette perspective, d'offrir l'aide dont l'enfant a besoin ou de mettre en action les services les mieux adaptés.

Si l'on fait l'inventaire des substituts à l'intervention du tribunal, c'est probablement au niveau policier qu'on trouve aujourd'hui quelques-uns des efforts les plus valables. Autant certains des autres secteurs sont demeurés dans l'inaction la plus totale, autant les services policiers se sont préoccupés de mieux comprendre la criminalité juvénile et d'entraîner un certain nombre de policiers à la tâche délicate des contacts avec les jeunes.

¹ Diverses formules extrêmement valables sont aujourd'hui utilisées au Québec. Citons parmi les plus intéressantes, les procédures mises au point à Montréal, à Sillery, à Ste-Foy (appendice 9).

48. Sur ce terrain, certains prétendent constater une opposition marquée entre les perspectives de la Commission Katzenbach et les recommandations formulées par le comité formé par le ministère fédéral de la Justice pour étudier la délinquance juvénile.

Le comité canadien estime que :

31. Les agents de police ne devraient pas s'occuper de travail de surveillance ou de service social familial et les programmes des loisirs ne devraient pas être considérés comme faisant partie intégrante du travail de la police ¹.

De son côté, la Commission Katzenbach insiste pour confier à la police un rôle important dans l'évaluation des problèmes des jeunes :

Dans toute la mesure du possible, les services de police devraient formuler des politiques précises en ce qui concerne les contacts avec les jeunes.

Il est nécessaire de renseigner tous les policiers sur les caractéristiques particulières des adolescents et plus particulièrement sur les traits que peuvent prendre les groupes sociaux ou raciaux avec lesquels ils devront vraisemblablement entrer en contact ².

En fait, la marge n'est pas si grande entre les deux séries de recommandations. Les deux organismes tombent d'accord pour considérer le travail proprement social de la police comme une extension ou un dépassement de son rôle premier. Dans un cas, on prie les corps policiers d'insister avant tout sur les responsabilités qui leur sont propres. Dans l'autre cas, on souligne aux policiers qu'ils auront constamment à entrer en contact avec les jeunes et qu'ils doivent donc se préparer en conséquence. L'un dit : « N'en faites pas trop, car vous n'êtes pas là dans votre élément naturel ». L'autre dit : « Formez bien ceux qui devront vivre en contact avec les jeunes ».

Dans l'ensemble, un vœu unique s'exprime de façon nette : l'amélioration des relations entre les jeunes et les corps policiers. Sans crier au succès (!), il faut cependant reconnaître que c'est dans ce secteur que l'on s'est le plus préoccupé jusqu'à maintenant de proposer des substituts à l'intervention judiciaire ³.

¹ *Délinquance juvénile au Canada*. Rapport du Comité du ministère de la Justice à (Ottawa) sur la délinquance juvénile. Roger Duhamel, M.S.R.C. Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie. Ottawa, Canada, 1967. p. 311.

² *The Challenge of Crime in a Free Society*. A report by the President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice. Article : *Juvenile Delinquency and Youth Crime*. U.S. Government Printing Office, Washington : 1967. p. 79.

³ L'intervention policière constitue elle-même un problème lorsqu'elle survient dans un contexte où rien ne la justifie. Ici, nous la considérons, à des conditions précises et multiples, comme un substitut à l'intervention judiciaire, comme un *mal moindre*. Nous ne voulons :

- ni justifier toutes les interventions policières ;
- ni souhaiter que les corps policiers assument les principales responsabilités en matière de prévention.

49. En raison même de sa richesse, cette intervention policière comporte de multiples risques. Situé à un point névralgique, le policier peut, non seulement décharger le juge d'une foule de problèmes, mais aussi le *remplacer* purement et simplement. Il lui suffit pour cela de se montrer « compréhensif », d'user de la réprimande plus que du mandat d'arrestation, de fermer les yeux avec indulgence au lieu de se montrer pointilleux, d'imposer lui-même des conditions et des modes de vie dont il se chargera ensuite de surveiller l'application et l'évolution... S'il se rendait jusque là, le policier deviendrait un danger public.

Bien formé, le policier peut souvent remplacer avec bonheur l'intervention judiciaire. Cependant, tout n'est pas affaire de formation. En effet, le juge le mieux formé ne donne pas seulement à la population la caution de son jugement et de son intégrité, mais il révèle également ses points de repère, c'est-à-dire les textes législatifs. Le juge décide, certes, mais nous savons aussi *de quoi il s'est servi pour parvenir à sa décision* ; le policier décide, mais, le plus souvent, le public ne sait rien des décisions administratives qui ont amené une nouvelle politique.

L'intervention policière doit se poursuivre auprès des jeunes. Elle ne peut d'ailleurs que se poursuivre et l'on aurait tort d'ergoter indéfiniment là-dessus. Mais il faut exiger des corps policiers non seulement une formation sans cesse améliorée dans le cas de ceux qui sont préposés directement au contact avec les jeunes, mais aussi *l'établissement des politiques au vu et su de la population*. Agir autrement, ce serait accorder aux forces policières une autonomie et une confiance qu'aucun pays démocratique n'accorde à sa magistrature.

50. Les deux conditions précitées ne suffisent pas. Il faut, en outre, établir un cran d'arrêt entre le policier et le tribunal pour mineurs.

Dans le contexte actuel, les seuls *centres de décision* de l'administration de la Justice sont du côté de la poursuite. Le *procureur de la Couronne* jouit également d'une latitude considérable et sa décision est d'une extrême importance dans le domaine des poursuites. C'est dire que personne n'a mission d'intervenir *en faveur de l'accusé*¹. En ce sens, l'intervention bienveillante de la police auprès des jeunes délinquants apparaîtra toujours aux yeux d'un grand nombre comme un geste guindé et artificiel. Le travail du policier est

¹ En théorie, le policier représente la société et le procureur de la Couronne n'a ni cause à gagner ni cause à perdre. On admettra cependant que, dans la pratique, la personne arrêtée ne peut considérer ni l'un ni l'autre comme son défenseur. Policiers et procureurs de la Couronne règlent, en fait, la majorité des affaires sans faire appel au tribunal et il faut s'en réjouir. On ira plus loin encore en systématisant l'intervention d'un spécialiste des sciences humaines entre le travail policier (ou procureur de la Couronne) et celui du tribunal (cf. appendice 10, qui indique les modalités de cette procédure en Californie).

déjà suffisamment complexe, aime-t-on à répéter, sans qu'on lui demande encore de comprendre tantôt des aspects répressifs et punitifs et tantôt les comportements du bon Samaritain.

La réalité n'est pas aussi noire que le voudrait cette description, mais il serait quand même plus normal de ménager entre le travail policier et l'intervention judiciaire un temps d'arrêt. Ainsi, d'autres perspectives pourraient se faire jour. Aujourd'hui, cette période de réflexion et de diagnostic existe, mais de façon officieuse seulement. Les officiers de probation, en étudiant le rapport de police et en menant leur enquête sur les antécédents du jeune inculpé, en viennent à recommander au tribunal d'agir ou de ne pas agir dans tel ou tel dossier. C'est cette possibilité que nous voulons utiliser de façon massive et parfaitement officielle. En définitive, il paraît essentiel que quelqu'un puisse prendre le jeune en charge sitôt le travail policier terminé et décider s'il y a lieu d'aller plus loin.

Même le juge, devant qui se présente une personne qui croit, pour des motifs raisonnables et probables, qu'un enfant ou un adolescent a commis une contravention, devrait pouvoir, même s'il a la conviction qu'il y a preuve ou motif suffisant pour qu'une dénonciation puisse raisonnablement être reçue, autoriser un officier de probation ou un agent de surveillance à s'entretenir avec l'enfant ou l'adolescent impliqué, ses père, mère ou tuteur et autres personnes intéressées, et à examiner la question de savoir s'il est opportun de recevoir la dénonciation et s'il est possible d'arranger l'affaire sans que soit faite une dénonciation.

Pour les fins de l'entretien, de l'examen des faits et de l'arrangement officieux, un délai assez court devrait être prévu, lequel ne devrait pas excéder deux mois.

Il devrait être permis à un dénonciateur de s'opposer à un arrangement officieux, et dans ce cas il appartiendrait au juge de procéder selon la voie normale.

Aucun arrangement officieux ne pourrait intervenir à moins que :

- a) l'enfant ou l'adolescent n'admette l'essentiel de la plainte ; et
- b) que le consentement écrit de ses père ou mère ou son tuteur n'ait été obtenu.

Avant l'expiration de la période prévue pour l'entretien, l'examen des faits et l'arrangement officieux, l'officier de probation ou l'agent de surveillance doit faire rapport au juge, par écrit :

- a) des conditions de l'arrangement officieux, ou
- b) du fait qu'aucun arrangement acceptable n'a pu intervenir.

Le tribunal devrait conserver l'arrangement aux archives de façon à pouvoir prendre connaissance de ce document si plus tard l'enfant ou l'adolescent est amené devant la Cour.

Plusieurs motifs militent en faveur d'une telle utilisation des sciences de l'homme entre l'intervention policière et la comparution. Citons simplement :

- 1 — la philosophie générale des corps policiers ;
- 2 — la nécessité de venir en aide à ceux qui ne sont pas happés par l'appareil judiciaire ;
- 3 — l'équilibre à maintenir ou à créer entre la défense et la poursuite.

En souhaitant l'intervention des sciences humaines, nous ne faisons pas disparaître les responsabilités policières. Si, par exemple, le policier qui a arrêté un jeune contrevenant n'admet pas que le spécialiste des sciences humaines le relâche aussitôt, il pourrait en appeler au tribunal (cf. paragraphe 53).

51. Il est difficile de demander davantage aux policiers spécialisés dans les contacts avec les jeunes. La psychologie policière, dans son essence, est faite du souci de maintenir l'ordre dans la société. En créant des escouades spéciales auxquelles on donne pour mission d'aider et de réhabiliter, on suscite fréquemment l'antagonisme entre différents secteurs des corps policiers. Presque partout, les membres des escouades policières spécialisées dans le travail auprès des adolescents sont considérés par leurs confrères avec une certaine exaspération. C'est ce qui amenait le Comité du ministère de la Justice (Ottawa) sur la délinquance juvénile à écrire avec les doutes qui conviennent :

34. Les corps policiers devraient être encouragés, lorsque la chose s'avère pratique, à établir des brigades spécialisées en matière de délinquance juvénile. Néanmoins, même là où de telles brigades existent, il ne devrait y avoir au sein de tout le corps policier qu'une seule philosophie en matière de délinquance juvénile et *non pas une philosophie particulière à la brigade spécialisée* et une autre qui prévaudrait au sein des autres unités du même corps policier¹.

D'ailleurs, les difficultés de l'escouade grandissent au fur et à mesure que les jeunes contrevenants sont relâchés en plus grand nombre ou traités selon des méthodes plus sereines et plus naturelles. C'est peut-être pour ce motif que la création des escouades spéciales n'a pas, dans l'ensemble, augmenté le nombre d'affaires réglées *avant* l'intervention du tribunal :

Les données publiées par les Cours juvéniles nous font comprendre clairement la signification de la protection qu'on accorde au jeune délinquant et des procédés inorthodoxes qu'on emploie dans le règlement des cas le concernant. Il existe des variantes d'un État à l'autre, et même à l'intérieur d'un État. Mais la détermination que l'on montre à vouloir régler le cas avant l'intervention du tribunal est une réalité frappante de la Cour juvénile, sur le plan national et portant sur un nombre d'années donné.

¹ Rapport du Comité du ministère de la Justice (Ottawa) sur la délinquance juvénile, p. 312.

De tous les cas de délinquance soumis aux Cours, en 1957, année où le système actuel de rapports a été créé, 52 pour cent ont été réglés avant l'intervention du tribunal. Neuf ans plus tard, en 1964, dernière année dont nous avons pu consulter les statistiques pour le présent travail, la proportion demeurait substantiellement la même ¹.

52. Une seconde raison justifie l'intervention d'un nouveau mécanisme entre la police et la Cour. C'est la nécessité d'apporter l'aide des services de prévention, de diagnostic et de traitement à ceux que les policiers eux-mêmes veulent laisser en dehors de l'appareil judiciaire ². Il arrive quotidiennement qu'un policier prenne conscience de l'incartade d'un enfant ou d'un adolescent, mais ne juge pas l'incident assez grave pour justifier une arrestation ou une intervention judiciaire. Il « donne une chance » à l'enfant, le réprimande avec plus ou moins de bonhomie et le renvoie dans son milieu. Dans un grand nombre de cas, il était, en effet, intelligent et utile de laisser l'enfant en liberté, mais il aurait souvent été plus prudent de faire immédiatement intervenir en faveur de l'enfant de nouvelles influences. L'immense majorité des adolescents qui aboutissent dans les institutions pour mineurs ou qui ont du moins l'expérience judiciaire ont déjà bénéficié de « chances » semblables de la part des policiers.

Un centre d'accueil et de diagnostic devrait, dès qu'un enfant attire l'attention d'un travailleur social ou d'un policier, entreprendre le travail de prévention, de surveillance discrète, ou de traitement qui s'impose. Ainsi, la bienveillance et la compréhension du policier déboucheraient, non pas sur une démoralisante récidive et un endurcissement progressif, mais sur un traitement préventif favorable.

Aujourd'hui, le policier envoie un jeune vers le juge ou vers la totale liberté. Notre vœu, c'est qu'il l'envoie toujours à un centre pourvu de diverses options.

53. Notons brièvement un troisième élément. Le centre d'accueil et de diagnostic aurait pour effet d'équilibrer davantage les forces en présence.

Le Centre pourrait prendre à cœur les intérêts du jeune inculpé et plus que les corps policiers ou les procureurs de la Couronne. Ainsi, dans la séquence des décisions judiciaires, apparaîtrait un centre de décision pleine-

¹ The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice — *Task Force Report: Juvenile Delinquency and Youth Crime* — Report on Juvenile Justice and consultants' papers — U.S. Government Printing Office, Washington: 1967, p. 14.

² Selon les termes de la Commission Katzenbach (*Task Force Report*, p. 14): « Le but, qui est considéré comme une fin en soi, c'est d'effectuer un tri; il est exceptionnel qu'on tente d'offrir des services à ceux qu'on a triés ».

ment libre de ses mouvements et, de façon générale, carrément et professionnellement orienté vers la réhabilitation, le traitement, le respect de l'individu.

Certaines législations américaines ont créé de tels centres, sans cependant priver les corps policiers de leur recours légitime à l'appareil judiciaire. La Commission comprend fort bien que les policiers pourraient s'exaspérer si, jour après jour, les adolescents arrêtés par leurs soins étaient immédiatement remis en liberté par le centre d'accueil et de diagnostic ! En Californie, répétons-le, les corps policiers possèdent le droit d'en appeler à la magistrature dans les 30 jours qui suivent une arrestation si, de l'avis des corps policiers du procureur de la Couronne, la décision prise par les autorités du centre d'accueil et de diagnostic semble mauvaise (cf. appendice 10).

L'intervention policière auprès des jeunes contrevenants est nécessaire, souhaitable et dangereuse. Nous voulons donc qu'elle se continue, qu'elle se raffine toujours davantage, qu'elle obéisse à des critères connus du public et qu'elle permette l'action d'autres autorités.

4 — La préférence accordée à la Loi de la protection de la jeunesse

(54)

54. Une autre excellente façon de restreindre les interventions proprement judiciaires, c'est d'accorder systématiquement la préférence à la *Loi de la protection de la jeunesse*. Certes, les décisions rendues en vertu de cette loi mettent en cause la magistrature. Cependant, il est clair que les directives formulées par la magistrature dans un contexte d'aide et de protection ne ressemblent en rien aux décisions que peut prendre l'appareil judiciaire au moment où on lui demande de protéger la société contre de jeunes prédateurs.

Le recours à la Loi de la protection de la jeunesse se range ainsi parmi les substituts à l'intervention judiciaire non pas parce que cette loi permet d'éviter le contact avec la magistrature, mais parce que cette loi force la société et la magistrature à placer la criminalité juvénile dans une perspective différente. Elle suscite non pas l'instinct de répression et d'expiation, mais le désir de réhabilitation et d'insertion sociale.

Ceci revêt une importance particulière pour les policiers, sociologues, officiers de probation et autres groupes intéressés à la délinquance juvénile. On trouve un plus grand nombre de délinquants si les supérieurs hiérarchiques s'attendent à ce qu'on en signale beaucoup ; on en verra moins si le tribunal ne parle que de *protection* quand on lui présente des jeunes de moins de 14 ans. Le comportement du policier changera substantiellement si le tribunal renonce aux punitions pour s'en tenir aux traitements. Ce n'est pas là mystère ou fiction : chacun a sa déformation professionnelle et voit surtout ce qu'on lui apprend à voir.

En outre, il faut savoir à quel point nos notions sur la délinquance dépendent intimement de certaines habitudes sociales. Si les jeunes contrevenants sont aussi souvent expédiés devant le tribunal, c'est peut-être qu'ils font partie, pour nombre de citoyens et de policiers, d'un univers étranger et dangereux. On trouverait volontiers des substituts à l'action judiciaire si, comme Cicourel¹, on percevait que :

La conception qu'a le policier travaillant dans la rue de ce qui « est mal » et les politiques des officiels chargés de l'application de la loi, de même que les barèmes qu'ils établissent au jour le jour, constituent des éléments-clefs pour déterminer comment des juvéniles deviennent délinquants.

Cependant, d'autres causes expliquent aussi la fréquence du retour de jeunes contrevenants devant la Cour du Bien-Être social. Aussi, faut-il comprendre que malgré la modernité des concepts et le recours préférentiel à la Loi de la protection de la jeunesse, de substantiels progrès ne sauraient être accomplis à moins que l'éventail des solutions autorisées et susceptibles d'exécution immédiate n'ait été davantage déployé et complété en s'inspirant notamment des expériences modernes réussies ailleurs.

On ne saurait trop insister : *le manque d'institutions spécialisées et diversifiées, de personnel qualifié, de ressources et de moyens empêchent le tribunal pour mineurs d'atteindre son objectif. Sait-on que la liberté surveillée est pratiquement inexistante auprès des mineurs ? Incroyable peut-être, mais vrai.*

Dans ces conditions, quel substitut à l'intervention judiciaire réussirait mieux dans les cas où — la protection n'ayant pas suffi — il faille appliquer un traitement sans lequel la réhabilitation et la réinsertion sociale demeureront des objectifs inaccessibles ?

L'attente du rapport de la Commission Castonguay ne doit pas empêcher tout progrès.

¹ L'auteur continue en fournissant un exemple :

La délinquance au sein de la classe moyenne a servi de point de départ pour l'examen de problèmes plus généraux, relatifs aux décisions pratiques. Avant que cette étude ne soit conçue, le chef de police d'une riche banlieue de Chicago a remis à John Kitsuse et à moi-même ses filières et ses statistiques non officielles sur la délinquance. Le chef a souligné que ses fiches comprenaient de tout, de la consommation de drogues, vol à l'étalage et cambriolage à l'alcoolisme, conduite en état d'ivresse et à la pratique de l'école buissonnière, suggérant par là que les adolescents habitant dans cette banlieue commettaient autant d'offenses que ceux habitant les pires coins de Chicago. Il a également souligné que la consommation de boissons alcooliques, la conduite en état d'ivresse et les offenses relatives aux lois de la circulation détenaient une légère avance sur les autres types d'offenses à cause de la facilité qu'avaient les jeunes d'accéder à de telles activités.

Le mode usuel de délinquance chez ces jeunes, selon le chef s'établissait ainsi : quatre ou cinq offenses de type similaire commises sur une période de plusieurs mois. Ceci conduisait généralement à une brève discussion entre la

1 — Utilisation de l'école

(55)

55. Pour des raisons évidentes, il faut trouver une façon d'intégrer l'école au travail de prévention, de dépistage et de contrôle de la délinquance juvénile. À l'heure actuelle, l'école est probablement le *niveau* d'intervention le plus souhaitable auprès des enfants fragiles aussi bien qu'auprès des enfants jugés tumultueux.

Pour des motifs mal définis, mais qu'on peut imaginer, les institutions scolaires n'entretiennent aucun contact avec les Cours du Bien-Être social du Québec. Selon certains sondages effectués par le personnel de la Commission, *aucune* demande d'aide et de protection n'est transmise aux Cours du Bien-

police, les parents et l'enfant et se terminait par des promesses de surveillance de la part des parents et de plus de responsabilité de la part de l'offenseur. Après la quatrième ou cinquième offense et considérant sa gravité, selon les critères établis par la police, on demandait au jeune et à sa famille de comparaître devant un juge local. Le chef a noté qu'à ce stage, les parents et le délinquant semblaient passablement inquiets et regardaient avec pessimisme la comparution à venir. Cette même comparution était décrite comme une discussion à l'amiable, la famille étant très attentive aux propos du juge et le délinquant proprement vêtu, affichant la tenue de circonstance. Les familles concernées sont presque toujours apparues au chef comme étant ce qu'on peut appeler l'image d'une « bonne famille ». La façon d'agir du juge a été décrite comme celle d'un disciplinaire compréhensif mais sérieux, réprimandant le délinquant et rappelant à la famille ses responsabilités envers l'enfant. Le chef rapporte qu'on disposait de la cause en donnant un sérieux avertissement au délinquant et en imposant une punition comme l'obligation de couper, pendant une période de six mois, la vaste pelouse entourant la maison familiale.

Il est probable que la description donnée par le chef était quelque peu exagérée, mais il a répété à plusieurs reprises que lui et ses hommes sentaient qu'ils n'avaient pas de contrôle sur la conduite délinquante au sein de la communauté à cause du haut standing économique et social des familles et de leur consentement à « coopérer » avec la police. Les délinquants étaient décrits comme étant équilibrés et de bonne conduite. Le chef était d'avis que le juge ruinait son autorité et celle de ses hommes en adoptant une ligne de conduite molle après que la police eût pris de son temps pour établir le sérieux des offenses commises et trouvé les dispositions possibles que le juge aurait pu appliquer. Le chef croyait également que les parents et l'enfant avaient tendance, après la comparution, à minimiser le sérieux des actes commis et que par le fait même, l'autorité de la police se trouvait mise en doute. Finalement, même si les offenses continuaient et que le juge devenait plus sévère, en imposant ses punitions, le chef a dit que la famille moyenne pouvait toujours facilement envoyer son enfant dans une école privée ou chez des parents en attendant qu'il atteigne ses 18 ans, ou qu'il entre au collège. AARON V. CICOUREL, *The Social Organization of Juvenile Justice*. Chapitre 11 : *Theories of Delinquent and the Rule of Law*. University of California, Santa Barbara, p. 31-32.

Être social par les écoles (*Volume 4, tome III*). Nous avons déjà refusé d'en conclure que les écoles se sont systématiquement désistées de leur rôle de dépistage. Nous avons plutôt compris que les écoles ont systématiquement préféré s'adresser à d'autres organismes. Elles ont, par exemple, établi un contact entre l'enfant et certains services spécialisés du ministère de l'Éducation ou avec les services du ministère de la Famille et du Bien-Être social. Ceci nous semble une politique saine, à condition qu'aucune décision *administrative* ne vienne entraver l'exercice de la liberté des parents et des enfants ¹.

Ces nuances formulées, il demeure vrai que, fort peu d'institutions scolaires sont présentement équipées pour ramener le jeune contrevenant à un comportement normal. En outre, la rupture est quasi complète entre les institutions d'enseignement et les organismes privés ou publics chargés de la réhabilitation des jeunes délinquants. En fait, aucune compénétration n'existe. Pourtant, tous tombent d'accord sur le plan de la théorie et des principes généraux pour affirmer que le traitement le plus souhaitable pour l'enfant ou l'adolescent, c'est celui qui se rapproche le plus de la vie offerte à tous les jeunes. Il faudrait envisager concrètement pour l'école non seulement un rôle de dépistage de la criminalité juvénile, mais également une fonction d'intégration confiante. Il faudrait donc que l'école participe directement au traitement articulé des enfants et des adolescents qui présentent

¹ Citons à cet égard la Loi de la Cour juvénile de l'Illinois :

Entretiens préliminaires. (1) La Cour peut autoriser l'officier de probation à conférer au cours d'un entretien préliminaire avec toute personne demandant à déposer une pétition selon l'article 4-1, les futurs défendants et toutes autres personnes intéressées relativement à l'opportunité de présenter une pétition, et ce avec la possibilité d'éviter la déposition de pétitions dans certaines causes.

(2) Dans tous les cas où un mineur est gardé temporairement, la tenue d'entretiens préliminaires ne doit pas contribuer à prolonger cette garde temporaire pour une période plus longue que celle prévue par l'article 3-5.

(3) L'officier de probation ne peut empêcher la déposition d'une pétition par quelque personne que ce soit qui désire le faire aux termes de cette loi.

(4) Cet article n'autorise aucun officier de probation à obliger quelque personne que ce soit à comparaître aux entretiens préliminaires, à y produire quelque document que ce soit ou à visiter quelque endroit que ce soit.

(5) Aucune déclaration faite durant un entretien préliminaire ne peut être admise en preuve à une enquête menée par un juge ou au cours de toute autre procédure prise contre le mineur selon les dispositions du Code criminel de cet État avant que ce dernier ait été trouvé coupable d'un acte contraire à ces lois.

(6) Les ordres de la Cour concernant les efforts à poursuivre en vue d'un accord éventuel, tels que décrits dans la présente loi, ne sont valides que pour une période de trois mois. *Task Force on Juvenile Delinquency*. The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice. Report on Juvenile Justice and Consultants' Papers. Task Force Report : *Juvenile Delinquency and Youth Crime*. Section 3-8, p. 15.

certaines symptômes inquiétants ou qui doivent, au lendemain d'un contact avec l'appareil judiciaire, revenir à leur société.

L'école n'est pas encore cela. Elle possède, toutefois, certains services de dépistage (*cf. volume 4, tome III sur la fréquentation scolaire*) qui fonctionnent aujourd'hui de façon admirable. Ce qui manque, c'est le versant pratique : le traitement.

Les services dispensés par l'école devraient, selon le vœu de la FTQ, relier l'enfant ou l'adolescent à son milieu et non pas l'isoler. Pour ne citer qu'un exemple, une clinique médicale ou psychologique axée sur l'école devrait accueillir *sans les distinguer extérieurement* l'étudiant parfaitement orthodoxe et celui qui a vécu l'arrestation et le procès ¹.

2 — Traitement et prévention

(56-57)

56. L'école n'est pas la seule institution dont on doive exiger davantage. Le même vœu s'applique à toutes les possibilités de traitement offertes aux jeunes délinquants. On revient ici, après un long détour, au problème fondamental des options permises à l'appareil judiciaire.

Quand vient le moment d'évaluer les sentences rendues par l'appareil judiciaire, on se surprend généralement de la monotonie, du manque d'origi-

¹ Nous rejoignons sur ce point les dernières recommandations américaines (rapport spécial sur la délinquance) concernant l'école :

De façon à ce que l'école puisse mieux s'adapter aux problèmes pédagogiques particuliers de l'enfant venant de quartiers sous-développés, les efforts, tant publics que privés devraient être intensifiés de façon à :

Aider les enfants venant des quartiers sous-développés à se rattraper face à leur inadéquate préparation pré-scolaire.

Toucher de plus près aux problèmes relatifs au comportement.

Relier le matériel dont on se sert pour l'éducation aux conditions de vie dans les quartiers sous-développés.

De façon à ce que les écoles puissent mieux préparer leurs étudiants pour l'avenir, les efforts, tant publics que privés devraient être intensifiés de façon à :

Renforcer les aspirations et les espérances des étudiants aptes à recevoir une éducation plus poussée.

Revoir et réviser les programmes actuels pour les étudiants qui ne se rendront pas au « collège ».

Pousser plus avant les services d'emplois dans les écoles.

De façon à ce que les enfants des quartiers sous-développés puissent recevoir la meilleure au lieu de la pire éducation au pays, des efforts, tant publics que privés, devraient être intensifiés de façon à :

Assurer le support financier pour l'embauche du personnel nécessaire, la construction d'immeubles et l'achat d'équipement.

Améliorer la qualité et la quantité de professeurs et de facilités dans les écoles pour quartiers sous-développés.

Combattre la ségrégation raciale et économique dans les écoles.

Op. cit., pp. 52-53.

nalité, des ennuyeuses répétitions qui sévissent dans ce secteur. On s'étonne de ce que les magistrats semblent incapables de formuler des sentences nouvelles et nuancées. Ils choisissent soit l'*incarcération*, soit la *probation* (souvent réduite à une aide négligeable), soit la *sentence suspendue*.

Et le public songe spontanément aux multiples sentences qui seraient possibles et qui apparenteraient tout simplement le Québec à d'autres nations : la semi-détention, les formes multiples de surveillance limitée, les expériences américaines, belges ou scandinaves dans le domaine de la détention de fin de semaine, dans le domaine du travail carcéral rémunéré, dans la libération graduée....

Cependant, en comparant ainsi les sentences québécoises aux sentences de l'étranger, on oublie généralement de placer le problème dans une juste perspective : les juges doivent, certes, utiliser au maximum l'éventail des options qui leur sont offertes, mais *ils ne créent pas ces options*. Par conséquent, si un régime existe qui permet au jeune délinquant ou au criminel adulte de demeurer en liberté tout en purgeant leur peine, que la magistrature en tire parti ! D'autre part, si la vraie probation fait défaut, si les options intermédiaires brillent par leur absence, les juges ne peuvent que s'en tenir à des sentences stéréotypées et invariables. Ils sont sans doute les premiers à en bondir d'impatience.

Dans le domaine de la délinquance juvénile, telle est la situation. Le Québec n'a aucun équipement carcéral qui lui permette de se comparer aux plus progressifs des États américains ou même à l'honnête moyenne des pays européens. On peut regretter que la magistrature n'ait pas suffisamment plaidé sur la place publique la cause des nouvelles méthodes de traitement, mais la responsabilité principale est ailleurs.

Quand on aura banni du tribunal pour mineurs les enfants et les jeunes adolescents, pour n'y garder que les grands adolescents et les jeunes adultes, le manque d'équipement social sera aussi criant et l'on ne pourra plus en faire porter l'odieux à la magistrature. Les juges, par contre, peuvent beaucoup pour garder les sanctions dans une orientation valable. Ils peuvent, en fait, infléchir l'esprit qui règne dans certains secteurs de la probation ou de la détention. À eux par exemple, d'imposer à certaines institutions des examens psychologiques périodiques, des visites médicales plus fréquentes, des permissions plus adultes.

Le juge des mineurs n'est probablement pas le plus apte à définir le traitement nécessaire à un jeune contrevenant, mais, dans le contexte actuel, les juges peuvent influencer les institutions elles-mêmes presque autant que le juge français chargé de l'administration des peines. Il faut donc les impliquer dans les réformes.

57. Malgré la pression que peuvent exercer les juges, l'essentiel demeure cependant de rendre leur intervention inutile. Malheureusement, lorsque l'éventail des mesures correctionnelles est à ce point restreint, on peut imaginer à quel point l'équipement est déficient dans le secteur de la prévention, du dépistage et du diagnostic. En multipliant et en démocratisant les formes d'aide et de protection, on pourra quand même intervenir efficacement auprès des jeunes *avant* qu'ils soient aux prises avec la police ou l'appareil judiciaire. On pourra, en fait, aiguiller dans la bonne direction une foule de jeunes avant qu'ils deviennent des contrevenants enracinés dans leurs habitudes.

L'école a déjà été mobilisée. Le milieu, à son tour, devrait proposer à la famille et à l'enfant en danger toute une gamme de mesures sociales. Les enfants fragiles, les vulnérables, les instables, voire certains dangereux, tous ceux-là devraient être pris en main par le milieu sans toujours avoir à subir l'arrestation, l'interrogatoire, l'expérience judiciaire, les longues périodes d'attente dans les institutions carcérales. Un milieu suffisamment pourvu de services diversifiés peut assurément raréfier les interventions policières et judiciaires. Le milieu, ce peut être la municipalité, la paroisse, la communauté urbaine, la région.

Le but n'est pas de faire chômer juges et policiers. Même si l'on y parvenait, on pourrait priver quand même des milliers de jeunes du parfait exercice de leur liberté. Le but, ce n'est donc pas de remplacer un artifice par un autre, mais de maintenir à tout prix le contact du jeune avec la vie normale ; non pas de substituer une politique à une autre par manie, mais de cesser, par respect pour lui, d'extraire l'adolescent du milieu où il doit, qu'il le veuille ou non, apprendre à vivre.

3 — Rétrécissement de la responsabilité pénale (58-61)

58. D'autres méthodes contribueront à réduire considérablement les interventions policières et judiciaires. Insistons particulièrement sur deux lignes de pensée :

1. Il faut cesser d'invoquer devant les tribunaux les règlements et dispositions qui ne s'appliquent qu'aux enfants. En d'autres termes, il faut réduire au minimum les dispositions législatives et interventions judiciaires qui placent les jeunes dans une situation différente de celle des autres citoyens. Par exemple, il est délicat et dangereux de faire intervenir la société pour punir un adolescent qui a fait ce qu'un adulte a le droit de faire. Punir un adolescent parce qu'il fume, parce qu'il ne respecte pas le couvre-feu, tout cela expose à l'arbitraire policier et judiciaire. Tout cela expose la société à une grave dépréciation des textes législatifs. Certes, l'enfant mérite protection, mais on abuse de sa faiblesse en le punissant pour des crimes qui n'en sont pas.

2. D'autres anachronismes nous font honte. À notre avis, il est absolument anormal et indigne d'imputer une responsabilité pénale à compter de l'âge de sept ans. Certes, on nous soulignera que l'enfant de sept à quatorze ans est défini par le Code de façon particulière. Cependant, nous croyons que les dispositions législatives qui sont chez nous appliquées à l'enfant de sept à quatorze ans devraient tout simplement s'appliquer aux adolescents de quatorze à dix-huit ans ou de quinze à vingt et un ans.

59. Il est utile de citer à cet égard les dispositions du Code criminel danois (15 avril 1930) :

15. Les actes commis par des enfants de moins de quinze ans ne sont pas punissables.

Par ailleurs, même les jeunes de plus de quinze ans devraient bénéficier d'un traitement différent. Là encore, le Code criminel du Danemark formule des règles précises :

41. (1) Quand une personne dont l'âge varie entre quinze et vingt et un ans se rend passible d'emprisonnement par une offense qui ne peut être considérée que comme le résultat de tendances criminelles, d'inclinaisons oisives ou d'associations avec de mauvais compagnons, elle peut être condamnée à l'incarcération dans une prison pour jeunes, si la Cour est convaincue que des mesures d'éducation et d'instruction, sur une certaine longueur de temps, rencontreront leur but.
- (2) Une telle punition doit être purgée dans une institution, ou, dans le cas des femmes, dans une section d'une institution, fondée dans ce but précis et qui appartient à l'État ou tombe sous sa juridiction.
42. (1) Les personnes condamnées à l'incarcération dans une prison pour jeunes peuvent être détenues dans une telle prison pour une période ne dépassant pas trois ans, le tout sujet aux dispositions du sous-article (4) de cet article.
- (2) À l'expiration d'une année d'incarcération, la Commission des prisons doit décider, sur recommandation du corps gouvernant de la prison, si le prisonnier doit ou non être libéré. Si la Commission des prisons décide que la personne concernée ne doit pas être libérée, son cas doit être reconsidéré à l'expiration de l'année suivante.
- (3) Quand le prisonnier est libéré, il doit demeurer pour une période de temps déterminée par la Commission des prisons, sous une surveillance ordonnée par la dite Commission, en conformité avec l'article 38, sous-article (4), de la présente loi, et, durant cette période il doit observer les directives qu'on lui a prescrites selon la dite disposition.
- (4) S'il venait à ne pas observer les conditions ainsi prescrites, la Commission des prisons doit décider s'il doit ou non être réincarcéré. Une personne qui a été réincarcéré peut, sur décision de la Commission des prisons, être détenue dans une prison pour jeunes pendant une période n'excédant pas de plus d'un an le terme de punition prévu par le sous-article (1) de cet article.

- (5) Si une accusation pour une offense punissable est portée contre une personne en liberté provisoire, la Commission des prisons doit être consultée afin de savoir si une condamnation pour l'offense signifiera une réincarcération. Si tel est le cas, la Cour peut, avec le consentement du ministère public, se limiter à statuer sur la culpabilité.
- (6) La période de surveillance mentionnée au sous-article (3) de cet article ne doit pas excéder quatre ans à compter de la date de la première incarcération à la prison pour jeunes...
- (7) La disposition de l'article 40, sous-article (2), de la présente loi doit s'appliquer de même façon qu'à cet article (1).

60. Un tel relèvement dans l'âge minimum de la responsabilité pénale entamera considérablement la juridiction du tribunal pour enfants. Si la législation adopte comme nous une telle perspective, nos Cours du Bien-Être social pourront désormais consacrer toutes leurs énergies aux plus âgés des jeunes criminels.

Ce rétrécissement de la juridiction de la Cour du Bien-Être social est éminemment souhaitable. Une condition assurera la fécondité de cette

¹ Les commentaires du spécialiste Knud Waaden rendent très clairs les objectifs du législateur danois :

La catégorie spéciale la plus importante est celle des jeunes contrevenants. Les actes commis par des enfants dont l'âge est de moins de 15 ans sont, tel que mentionné, non punissables (article 15), mais des mesures visant à apporter des remèdes peuvent être prises par les autorités chargées du bien-être de l'enfant. En ce qui concerne le groupe des 15-18 ans, il est relativement rare que l'on porte une charge. Le ministère public retirera généralement une telle plainte, en accord avec l'article 30 du Code criminel, en autant que les autorités responsables du bien-être des enfants exercent sur le délinquant une surveillance ou encore le placent dans une institution spéciale. À cet égard, le Code s'appuie sur un principe administratif datant de loin et il est hautement satisfaisant que des progrès faits au cours du siècle aient presque rendu possible l'abolition de l'emprisonnement de contrevenants de moins de 18 ans.

Les jeunes contrevenants, entre 15 et 21 ans, au moment où leur offense est commise, peuvent être confinés à une maison d'entraînement appelée prison pour la jeunesse (article 41). Ici, les dispositions du Code criminel ont subi l'influence du système anglais du Borstal. Un effort a été fait pour adopter les caractéristiques de base qui, en Angleterre justifient le statut particulier du système du Borstal comme alternative à une prison ordinaire. L'institution-mère est logée dans une ancienne maison de campagne appelée « Sobysogaard ». On y dispose d'excellentes facilités pour l'éducation générale et l'entraînement aux métiers. Une deuxième prison pour la jeunesse a été ouverte en 1954. Il n'y a pas d'institution pour les filles. En pratique, les délinquants de moins de 17 ans sont rarement envoyés dans une prison pour la jeunesse. La sentence est indéterminée, le terme se situant entre un an et trois ans ; dans les cas de ré-emprisonnement pour non-observance des conditions de libération conditionnelle, le terme peut être porté à un total de 4 ans (article 42). DR. KNUD WAABEN, dans la préface « *The Danish Criminal Code* ». Copenhagen, G.E.S. GAD — Publishers. 1958, p. 10-11.

réforme : l'évacuation effectuée par la justice criminelle doit s'accompagner d'une accélération et d'un élargissement des efforts à la Santé, au Bien-Être social et à la Famille.

Notre mandat nous invite à réserver nos propos au seul ministère de la Justice. Dans un tel cadre, nous pouvons et devons insister pour que les Cours du Bien-Être social évacuent une partie de leur juridiction, mais nous devons également souhaiter que l'évacuation se fasse seulement au moment où d'autres services seront prêts à prendre la relève. Un certain esprit justicier doit disparaître des relations de la société avec les enfants et les jeunes adolescents, mais « on ne détruit bien que ce qu'on remplace »...

61. Revenons un instant sur les offenses imputées seulement aux jeunes. La controverse sévit depuis déjà plusieurs années. On ne veut pas reprocher aux jeunes des crimes qui n'en sont pas. D'autre part, on tient à protéger les jeunes contre des agissements qui risquent d'avoir sur eux des conséquences graves. On a pensé trouver une solution en créant une nouvelle catégorie légale : les personnes ayant besoin de surveillance (PINS : *persons in need of supervision*). Par ce terme, pour ne citer qu'un exemple, la Loi du tribunal de la famille de New York (1963), effectue une différence marquée entre le délinquant juvénile et celui qui sans être un coupable ou un criminel a besoin de l'aide et de la protection de la société :

- a) « Délinquant juvénile » signifie une personne ayant plus de 7 ans et moins de 16 ans commettant un acte qui, s'il l'était par un adulte, constituerait un crime.
- b) Personne ayant besoin de surveillance signifie une personne de sexe masculin de moins de 16 ans et une personne de sexe féminin de moins de 18 ans qui est un voyou habituel ou un incorrigible, impossible à diriger ou habituellement désobéissant, et qui échappe à l'autorité de ses parents ou de toute autorité légale¹.

Malheureusement, il est devenu très vite évident qu'un nouveau stigmate s'attachait aussi à ce groupe : ce résultat semble inévitable dès qu'on peut déceler une action gouvernementale de bien-être, de soutien ou d'assistance.

Dans l'avenir, il semble bien que la seule solution viable soit de relever suffisamment l'âge de la responsabilité pénale. Ainsi, il sera possible d'appliquer aux adolescents plus âgés les mêmes lois criminelles et pénales qu'aux adultes :

¹ The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice — *Task Force Report : Juvenile Delinquency and Youth Crime* — Report on Juvenile Justice and consultants' papers — U.S. Government Printing Office, Washington : 1967, p. 26.

On doit toutefois reconnaître que les efforts les plus valables pour restreindre les champs de juridiction, en théorie ou en pratique, ne feront pas disparaître la possibilité de relever l'âge de la responsabilité légale pénale. Les dispositions statutaires touchent nécessairement au général : l'application de la loi demeure en dernière analyse soumise aux vues des administrateurs. Cependant, à cause de sérieux stigmates et des résultats qui peuvent découler d'une action officielle, on devrait envisager d'enlever à la Cour juvénile le pouvoir de juger de la conduite illégale de seulement un enfant. Renoncer à la possibilité d'exercer un pouvoir coercitif sur un enfant qui menace de détruire sa vie par sa conduite signifie perdre l'occasion de faire des réclamations dans plusieurs cas. Il est dur de constater que l'on ne peut empêcher une adolescente de briser sa vie en ayant un enfant illégitime alors qu'une main suffisamment ferme aurait pu la guider à travers les années difficiles et lui éviter une opprobre permanente. Mais en ce faisant, nous devons nous demander fermement ce que donne le pouvoir que nous possédons actuellement et nous devons admettre pour toute réponse que nous l'ignorons et que dans bien des cas, nous ne savons pas si nous ne faisons pas autant de mal que de bien ¹.

4 — Comités locaux et régionaux

(62-63)

62. Un peu partout à travers le monde, on considère aujourd'hui comme un substitut valable à l'intervention du tribunal l'action de comités polyvalents établis sur le plan local ou régional.

Dans son rapport publié au printemps de 1967, la Commission Katzenbach proposait, en la décrivant comme la mesure la plus efficace qui puisse être employée contre la délinquance juvénile, la création du *Youth Services Bureau*.

Il devrait y avoir une utilisation accrue des agences communautaires pour s'occuper des délinquants en dehors du processus judiciaire et ce, près de l'endroit où ils vivent. Cette utilisation des agences communautaires comporte plusieurs avantages. Elle évite le stigmate d'avoir à comparaître devant une agence officielle que le public considère comme un instrument voué à la lutte au crime. Elle remplace les agences officielles par des organisations mieux placées pour remettre les délinquants dans le droit chemin. L'utilisation d'organisations locales fait mieux sentir au sein de la communauté, le besoin de récréation, d'emplois, d'enseignements et autres services servant au développement pour la jeunesse. Cet engagement de la population permet de plus de mieux apprécier la complexité des problèmes des délinquants, engendrant ainsi le sens de la responsabilité publique nécessaire au support financier de programmes ².

Au Québec, on considère aujourd'hui l'expérience tentée à Sillery, en banlieue de Québec, comme la formule la plus rapprochée de cet organisme

¹ *Op. cit.*, p. 27.

² The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice — *Task Force Report: Juvenile Delinquency and Youth Crime* — Report on Juvenile Justice and Consultants' Papers — U.S. Government Printing Office, Washington : 1967 — p. 19.

américain. Sous l'impulsion du chef de police, la cité de Sillery a créé, en effet, il y a déjà quelques années, un comité de citoyens qui englobe des représentants de plusieurs disciplines : psychologues, psychiatres, médecins, policiers... C'est à ce comité qu'il appartient de faire une première étude des problèmes rencontrés par les jeunes. En pratique, le comité possède tant de ressources que la Cour du Bien-Être social du Québec métropolitain ne reçoit presque plus de jeunes de Sillery.

Les corps policiers conservent leur rôle, mais au lieu du lien direct entre la police et les tribunaux pour enfants, on ménage une possibilité d'étude, de diagnostic et même de traitement entre l'arrestation et le glissement dans l'appareil judiciaire. En somme, même si elle est demeurée dans des limites passablement étroites, l'expérience de Sillery satisfait pleinement aux exigences de l'heure : multiplier les possibilités d'action non-judiciaire auprès des jeunes contrevenants.

63. La formule du bureau polyvalent n'est d'ailleurs pas particulière au continent nord-américain. La loi belge du 8 avril 1965 plaçait à l'avant-scène de ses préoccupations (et de son texte) la création de ce nouveau mécanisme de protection sociale.

Formé sous le nom de « Comité de protection de la jeunesse », le nouvel organisme présentait à la société et à l'appareil judiciaire l'avantage de pouvoir prendre charge des jeunes contrevenants d'une façon plus souple et plus efficace.

Article 1^{er}. Il est institué au chef-lieu de chaque arrondissement judiciaire un comité de protection de la jeunesse. Le roi peut, lorsque l'intérêt de la jeunesse le requiert, créer dans un arrondissement judiciaire deux ou plusieurs comités de protection de la jeunesse, compte tenu du chiffre de la population et des nécessités régionales ou linguistiques.

Article 2. Le Comité de protection de la jeunesse est chargé d'intervenir, lorsque la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur est mise en danger soit en raison du milieu où il a été élevé, soit par les activités auxquelles il se livre, ou lorsque les conditions de son éducation sont compromises par le comportement des personnes qui en ont la garde.

Il peut, dans ce cas, faire exercer, dans l'intérêt du mineur, une action sociale préventive pour autant que son aide ait été sollicitée ou acceptée par les personnes investies à l'égard du mineur de la puissance paternelle ou qui en assument la garde, en droit ou en fait.

Le Comité de protection de la jeunesse a, en outre, pour mission :

- 1 — d'apporter son concours aux autorités compétentes dans les cas et de la manière déterminée par la loi ;
- 2 — de signaler aux autorités compétentes les faits de nature à exercer une influence défavorable sur la santé physique ou morale de la jeunesse ;
- 3 — de promouvoir, d'orienter et de coordonner sur le plan local ou régional, toutes les initiatives en faveur de la protection de la jeunesse.

Article 3. Le Comité de la jeunesse se compose de douze à vingt-quatre membres nommés pour un terme renouvelable de trois ans par le ministre de la Justice parmi les représentants de services, d'institutions ou d'organisations s'occupant activement de la jeunesse, de la protection de la jeunesse et de la famille.

Un tiers de ces membres sont nommés sur proposition du ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions ; un tiers sur proposition du ministre ayant la santé publique et la famille dans ses attributions.

Au maximum trois personnes connues pour leur compétence ou leur mérite en matière de protection de la jeunesse peuvent être co-optées par le Comité même à une majorité des deux tiers et pour une durée de trois ans.

Le ministre de la Justice nomme parmi les membres du Comité un président et deux vice-présidents.

Le roi règle le fonctionnement du Comité et fixe les indemnités allouées à ces membres. Il peut créer au sein du Comité des sections dont il fixe la composition compte tenu des dispositions ci-dessus.

La suite du texte prévoit la création d'un Conseil national de protection de la jeunesse qui établira sur un plan encore plus élevé la collaboration indispensable entre les ministères de la Justice, de l'Éducation nationale et de la Santé publique. Il va sans dire qu'on compte également sur le Conseil national de protection de la jeunesse pour animer l'action des comités, pour donner son avis aux ministres sur la composition du conseil, pour faire annuellement rapport sur les développements et les besoins de la protection sociale de la jeunesse...

**IV—LE RÔLE ET LE STYLE DE LA NOUVELLE
COUR DU BIEN-ÊTRE SOCIAL**

IV — LE RÔLE ET LE STYLE DE LA NOUVELLE COUR DU BIEN-ÊTRE SOCIAL (64-81)

64. La création de bureaux régionaux et locaux appelés à offrir assistance et protection aux jeunes inviterait la Cour du Bien-Être social à un rôle nouveau :

- D'une part, le tribunal pour enfants sera limité à de plus rares interventions.
- D'autre part, les interventions de la Cour du Bien-Être social pourront tendre avec autant de constance que les Cours ordinaires vers les objectifs d'impartialité, de respect des droits et de prudence.

Nos réflexions quant au rôle et au style de la nouvelle Cour de Bien-Être social s'inspirent donc d'une double motivation :

- 1 — ne lutter contre la délinquance juvénile de manière purement judiciaire qu'après avoir épuisé les autres recours ;
- 2 — offrir à ceux qu'on traduit en Cour un traitement judiciaire au moins aussi prudent que celui dont bénéficient les criminels adultes.

a) INTÉGRATION AU SYSTÈME JUDICIAIRE (65-67)

65. Au risque d'en surprendre un grand nombre, *nous recommandons fermement l'intégration complète de la Cour du Bien-Être social à l'appareil judiciaire québécois.* En d'autres termes, nous souhaitons que les juges du Bien-Être social possèdent les mêmes pouvoirs et la même juridiction que l'ensemble des juges de première instance et composent tout simplement une section spécialisée d'une Cour ordinaire.

En formulant ainsi nos perspectives, nous sommes pleinement conscients d'inviter le Québec à une réorientation complète de son appareil judiciaire. En effet, la tradition a voulu (et les pressions locales vont encore dans le même sens) que l'appareil judiciaire québécois se divise en multiples branches appelées chacune à résoudre une catégorie particulière de problèmes. À l'heure actuelle, le citoyen québécois peut aussi bien faire face à la Cour

du Bien-Être social, à la Cour Municipale, à la Cour Supérieure, à la Cour des Sessions de la Paix, à la Cour Provinciale. Ceci nous paraît indûment compliqué et fort peu efficace. Le public y perd, la justice s'en trouve dépréciée, le pouvoir exécutif et administratif y perd son latin.

Qu'on nous comprenne bien : nous ne songeons aucunement à faire *disparaître* ce tribunal spécialisé qui porte aujourd'hui le nom de Cour du Bien-Être social. Nous voulons simplement l'*intégrer* à l'appareil judiciaire de première instance de telle sorte qu'il en devienne une division ou une section. Ceci permettrait infiniment plus de mobilité à l'intérieur de l'appareil judiciaire. Une telle formule existe ailleurs et elle est, quoiqu'on en pense, de maniement facile et souple. On peut invoquer à cet égard la loi belge du 8 avril relative à la protection de la jeunesse. On en trouve un commentaire sans équivoque dans la circulaire ministérielle du 29 août 1966 concernant la protection judiciaire (les italiques sont de nous) :

10. *Si le tribunal de la jeunesse demeure intégré au sein du tribunal de première instance dont il forme une section, le législateur lui a cependant reconnu une organisation propre en maintenant, en toute matière de sa compétence, le principe du juge unique qui a fait ses preuves sous l'empire de la loi du 15 mai 1912, juge soumis à des conditions de nomination particulières et, en principe, spécialisé exclusivement dans les affaires qui lui sont attribuées par la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.*

Que la Cour du Bien-Être social du Québec soit, selon les mêmes principes, une division de la Cour de première instance et comprenne des juges aptes à agir dans tous les procès qui concernent cette juridiction générale ¹.

66. Plusieurs juridictions américaines adoptent d'ailleurs le même principe. À Chicago, la Cour juvénile est intégrée à l'ensemble de l'appareil judiciaire et le juge en chef de la juridiction générale désigne lui-même ceux de ses

¹ On pourrait songer, par exemple, au système suivant :

- Cour Provinciale : branche civile
 branche criminelle
 branche juvénile ;
- Tous les juges sont membres d'une Cour provinciale intégrée ;
- Le juge en chef et son adjoint sont responsables de la mobilité des juges et de l'administration ;
- Trois juges en chef adjoints, dix présidents régionaux. CHARLES W. TENNEY Jr., dans *The Annals — Progress in Family Law* — Mai 1969. Le chapitre est intitulé « *The Utopian World of Juvenile Courts* », p. 117.

juges qui devront, pour une certaine période, assumer la responsabilité du tribunal pour mineurs ¹.

Ce n'est pas une sinécure que de simplifier un système judiciaire. Les droits acquis et les habitudes pèsent de tout leur poids ; les avantages de la *spécialisation* sont mentionnés, vantés, hypertrophiés... D'autres milieux ont cependant réussi l'unification des tribunaux et s'en trouvent bien. Ils peuvent articuler nombre de divisions autour d'une autorité unique et d'une administration centrale. La spécialisation garde ses droits, mais elle ne débouche pas sur le morcellement ni sur le cloisonnement excessif.

Dans certains cas, la réforme s'est effectuée en souplesse et à pas lents. Dans d'autres cas, plus fréquents, le pouvoir exécutif a procédé par étapes graduées, mais fermement définies. L'essentiel fut souvent de tenir le plus grand compte des données humaines de la réforme : bonification des pensions aux juges démissionnaires, salaires maintenus dans les cas où la réforme faisait disparaître des titres... Une telle stratégie peut et doit s'appliquer au Québec.

67. Nous avons déjà soulevé certaines questions à propos du sort qui attend les tribunaux pour enfants et les Cours du Bien-Être social. Surtout, nous avons attiré l'attention sur l'impuissance de la Cour du Bien-Être social *telle qu'elle existe aujourd'hui* à faire face à des engorgements subits, à des arrestations massives, à des interventions judiciaires rapides face aux violences des masses. Un système judiciaire intégré est la seule réponse plausible à ces différents problèmes.

Avec un appareil judiciaire intégré il devient possible, à quelques heures d'avis, de mobiliser l'ensemble des juges d'une juridiction pour intervenir dans une situation particulière. Au lieu, par exemple, d'exiger que cinq, six ou huit juges de la Cour du Bien-Être social règlent en vingt-quatre heures le sort de deux ou trois cents jeunes étudiants manifestants, on puise dans les réserves plus grandes de la juridiction générale et on met à la disposition de centaines d'inculpés un nombre de juges beaucoup plus considérable. Ce sont là, qu'on le veuille ou non, des éventualités dont il faut tenir compte. Pour des motifs déjà invoqués (volume 3, tome I), tel sera sans doute le défi lancé dans l'avenir à notre appareil judiciaire.

En outre, la rapide évolution sociologique à laquelle nous assistons nous presse de ne pas *figer* des individus dans un rôle de juges de mineurs. L'adolescent de 16 ou 18 ans est aujourd'hui tellement plus politisé et tellement plus porté vers les réalités sociales qu'il est difficile de le comprendre à la lumière de ce que l'on savait de l'adolescent de 1940, de 1950 ou

¹ On pourra lire à ce propos (appendice II) les renseignements fournis par le juge Walter Dahl, juge en chef de la Cour juvénile de Cook County, lors de la visite de la Commission à Chicago, le 11 juillet 1968.

même de 1960. Nos habitudes judiciaires veulent sans doute que le juge de la Cour du Bien-Être social soit, comme ses collègues, nommé à vie, mais ces habitudes multiplient les risques d'incompréhension et d'antagonisme. Ceux qui entreprennent une carrière de juge pour enfants peuvent posséder, au départ, la psychologie, la pédagogie et l'expérience pratique indispensables à de telles fonctions. Cependant, au bout de cinq, dix ou vingt ans, où en est-on ? La magistrature qui veillera sur les jeunes et les jeunes adultes doit être pleinement consciente des problèmes de l'heure et profondément sensibilisée aux nouvelles idéologies.

Dans une telle perspective, mieux vaut réserver au juge en chef de la juridiction générale la possibilité de *remanier annuellement ou tous les deux ans l'ensemble des effectifs judiciaires préposés à la protection de la jeunesse*. Encore là, de telles procédures ont déjà été adoptées dans certaines juridictions américaines, y compris la Californie, et il semble qu'on puisse s'en réjouir.

Comprenons bien le sens de la réforme. Le juge continue d'être nommé à vie, mais le juge en chef peut, d'année en année, varier ses préoccupations : protection de la jeunesse, faillites, convictions sommaire... (À notre avis, le juge en chef non plus n'occupe pas son poste de façon permanente. Nous recommandons de le faire élire par ses pairs pour un terme d'un an.)

b) NOMBRE PLUS RESTREINT D'INTERVENTIONS (68-74)

68. En plus de s'intégrer aux tribunaux ordinaires, la Cour du Bien-Être social doit d'elle-même réduire le nombre de ses interventions. Le législateur, de son côté, poursuivra le même but en restreignant considérablement le champ de la responsabilité pénale.

Par conséquent, la Cour du Bien-Être social devra participer avec bienveillance et dynamisme aux expériences destinées à la remplacer dans maints domaines.

Il faut, en effet, tout en précisant les fonctions de la Cour du Bien-Être social, confier à d'autres l'étude et le traitement de problèmes sociaux sur lesquels la Cour du Bien-Être social demeure généralement sans prise.

Analogiquement, la Cour juvénile peut résoudre la question de la « responsabilité délinquante », mais elle ne peut résoudre — même pour l'enfant qui est devant elle — les problèmes sociaux ou personnels qui ont fait naître la délinquance chez cet enfant. Donc, le fait de cataloguer les Cours juvéniles dans la catégorie des « agences sociales », impliquant par là qu'elles possèdent des capacités par lesquelles elles peuvent résoudre les problèmes des délinquants, c'est créer de faux espoirs qui, faute d'être satisfaits, laissent frustrés et décou-

ragés le public, les professionnels de même que les enfants. De plus, cette situation fait croître, dans le public, une attitude d'antagonisme envers les enfants aussi bien qu'envers les Cours¹.

Il faut, encore davantage, faire appel à ces « amortisseurs » que le milieu utilisera pour préserver les jeunes de l'expérience judiciaire. La Cour elle-même doit favoriser la création de comités locaux, le recours à l'animation sociale, l'intervention des ministères et des organismes chargés du bien-être, de la santé, de la famille. Que la Cour proprement dite ne se réserve que les plus âgés des jeunes contrevenants et qu'elle n'intervienne que dans les cas où il est indispensable

- a) de suspendre certains pouvoirs des parents ;
- b) de limiter la liberté d'un jeune.

70. Il est aujourd'hui nécessaire de faire machine arrière. En effet, même une enquête superficielle révèle une hypertrophie de l'administration de la Justice dans le secteur de la criminalité juvénile.

On aura beau affirmer que les Cours du Bien-Être social savent se montrer bienveillantes à l'égard des délinquants même très jeunes, cela ne saurait suffire. *L'administration de la Justice doit évacuer au plus tôt le monde de l'enfance. Graduellement, mais le plus tôt possible, l'administration de la Justice devrait se retirer du monde de l'adolescence, à moins que les deux critères mentionnés puissent s'appliquer (paragraphe 68).* En revanche, elle doit *accorder une plus grande attention aux jeunes adultes.*

En raison de ce qu'ils considèrent comme la prolifération et l'aggravation de la criminalité juvénile, certains analystes ne voudront pas retirer aux tribunaux pour mineurs et aux autres tribunaux québécois la possibilité de sévir contre la jeune génération : on la soupçonne, en effet, d'être la principale responsable de la violence. Nous avons déjà montré (volume 3, tome I), d'une part, que les crimes des jeunes sont, dans l'immense majorité des cas, dénués de violence, et, d'autre part, que la majorité des crimes de violence sont l'œuvre d'individus qui ont doublé le cap des vingt ans.

Le *statu quo* n'a pas sa raison d'être.

La polémique se justifierait peut-être s'il s'agissait de substituer à l'administration de la Justice l'action du Bien-Être social dans le cas des jeunes de seize à dix-huit ans. La polémique n'a pas sa place si l'on parle du jeune de huit, dix ou douze ans. Il est juste et urgent d'établir une ligne de démarcation qui situe hors de l'activité judiciaire et donc hors de la juridiction pénale de la Cour du Bien-Être social l'enfant de moins de quatorze ans.

Il s'agit là d'un minimum qu'aucune nation civilisée ne peut refuser.

¹ CHARLES W. TENNEY Jr., *The Annals — Progress in Family Law* — Mai 1969, chapitre intitulé « *The Utopian World of Juvenile Courts* », p. 117.

71. À cet égard, une des suggestions les plus avant-gardistes qu'on puisse étudier provient d'un comité britannique qui a soumis un rapport en août 1965 sous le titre de *The Child, The Family and the Young Offender* :

Le comité recommande de nouvelles méthodes pour déterminer et apporter de nouvelles mesures curatives pour les offensants de moins de 21 ans. Tout enfant de moins de 16 ans qui a besoin de soins, de protection ou d'être dirigé serait amené devant un conseil de famille local formé pour opérer dans des régions relevant de l'autorité locale. Le conseil tenterait dans tous les cas d'en venir à une entente avec les parents sur les mesures curatives à donner à l'enfant. Quand les faits sont discutés ou que le conseil et les parents ne peuvent en venir à une entente, on réfère le cas à une Cour du magistrat qui siégerait également comme tribunal chargé de s'occuper du groupe de délinquants plus âgés.

Le projet britannique va plus loin que toutes les alternatives de jugement considérées aux États-Unis. Il ressemble de très près aux approches que l'on fait dans les pays scandinaves, où on compte fortement sur les comités de bien-être à l'enfance plutôt que sur les Cours pour régler les problèmes de la délinquance. Aux États-Unis, par contre, on s'est ingénié, dans nombre de cas, à faire déboucher le jugement sur un plus grand nombre d'alternatives, plutôt que de trouver des substituts au jugement¹.

Car c'est bien là le problème : faut-il équiper le tribunal pour enfants d'un plus grand nombre d'options ou faut-il plutôt trouver un substitut au tribunal pour mineurs lui-même ? À notre avis la proposition britannique mérite d'être retenue. Elle comporte l'avantage de supprimer presque totalement l'une des parties les plus traumatisantes de l'expérience : le contact avec l'appareil judiciaire.

Pour ce motif, le comité formé par la commission Katzenbach pour étudier la criminalité juvénile a proposé de recourir aux négociations le plus souvent possible (*consent decree*) :

Une autre façon de recourir à l'arbitrage et au traitement pour la Cour juvénile, tout en évitant les désavantages du jugement, c'est celle de la négociation (*consent decree*). Cette méthode apparaît tout à fait appropriée dans les cas où un jugement ne s'avère pas nécessaire mais où un contrôle semble essentiel pour garantir la protection de la communauté ou, dans le cas d'incorrigibles, pour le bien-être de l'enfant.

Les négociations sur le décret, à l'instar des conférences préliminaires, devraient être dirigées par des fonctionnaires de justice et impliquer l'enfant, ses parents et un avocat (dont la présence, à moins d'être refusée, serait requise) et l'officier de probation saisi du cas.

La protection de l'enfant serait d'autant plus garantie par le fait que le juge pourrait limiter les prescriptions du décret et aurait le mandat de reviser chaque décret. La durée du décret serait limitée, de préférence à un an, et pourrait possiblement être étendue à une autre année lorsqu'on en démontrerait

¹ The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice — *Task Force Report : Juvenile Delinquency and Youth Crime* — Report on Juvenile Justice and consultants' papers — U.S. Government Printing Office : 1967, p. 20.

la nécessité. Cette extension devrait recevoir l'approbation du juvénile et de ses parents et être soumise à nouveau au consentement du juge.

Les conditions fixées pour la conduite de l'adolescent et la surveillance et les soins à lui destinés, contenues dans le décret, devraient être ouvertes aux négociations, excepté qu'elles ne devraient pas conduire l'intéressé dans une institution. Des formes de traitement volontaires ou relevant de services publics, résidentielles ou non, pourraient être employées.

Cette entente fournirait un champ plus vaste d'alternatives en vue d'un jugement et, du même coup, accroîtraient l'intérêt du public dans la prévention de la délinquance au moyen de traitements, de mesures de contrôle et de sanctions qui seraient disponibles à une action judiciaire ultérieure si l'accord échouait.

À l'issue des négociations résultant d'un décret, on rédigerait un document contenant la relation des faits et les termes de l'entente. Ce document serait signé par toutes les parties et soumis à l'examen du juge sans l'approbation duquel il ne pourrait devenir effectif. Une copie serait déposée à la Cour et une autre laissée au juvénile.

Si les négociations échouaient ou si le décret n'était pas respecté, on devrait pouvoir bénéficier des mêmes possibilités qu'au départ comme celles du renvoi à une agence non judiciaire et la présentation d'une requête. Les négociations seraient sujettes aux mêmes garanties que celles attachées aux procédures d'une conférence préliminaire ¹.

72. Il faut à la fois multiplier les options ouvertes au tribunal et remplacer le tribunal dans la majorité des cas.

- a) Le tribunal doit faire appel plus fréquemment aux sciences humaines pour offrir aux jeunes contrevenants un traitement adapté à leurs besoins. D'où l'utilité du rapport présentenciel et la nécessité de diversifier le traitement.
- b) Le tribunal doit apparaître en dernier ressort, seulement quand on a épuisé les possibilités de réorientation, de rééducation, d'entente avec les parents pour un traitement spécial...

Dans les deux cas, la fonction spécifiquement judiciaire se trouve contenue dans un cadre précis. Cependant, conformément aux propositions du comité britannique et de la commission Katzenbach, *il est plus important de ne pas faire intervenir le tribunal que de multiplier les formes d'intervention judiciaire.*

73. Certains soulèveront la délicate question de l'embauche des spécialistes. Et il est vrai que le problème devient plus aigu encore quand vient l'heure de recruter dans le public les membres des comités. Par exemple, la formule des comités locaux et régionaux oblige parfois à faire appel à des gens

¹ *Op. cit.*, p. 21-22.

sans qualification, à un public souvent émotif et fréquemment primesautier, à des classes sociales qui ont « réussi » et ne peuvent guère participer aux inquiétudes et aux tressautements de la jeune génération ¹.

Tout cela est vrai jusqu'à un certain point. À moins de rêver avec entêtement à une perfection inaccessible, il faut *penser aux* faiblesses humaines. Pas plus du juge que du comité, on ne peut requérir une objectivité sans scories ou une adaptation de tous les instants aux seuls besoins psychologiques et pédagogiques de l'enfance et de l'adolescence. *L'hommerie* garde sa place.

L'essentiel sera, dans l'un et l'autre cas, de parfaire les modes de sélection. En outre, il faudra, pour les motifs déjà indiqués, s'abstenir de nommer à vie ou même pour des périodes trop longues les membres des tribunaux pour mineurs et des comités. Bref, il n'est pas question de renoncer aux tribunaux ou aux comités sous prétexte que des hommes ou des femmes mal préparés pourraient y accéder.

Est-il utopique d'envisager l'éventualité que les jeunes soient, au moins pour un certain nombre d'entre eux sinon pour tous, sauvés par d'autres jeunes : v.g. éducateurs, psychologues, psychiatres, agents de probation, assistants sociaux... Est-il impensable que des comités de jeunes soient formés dans le but spécifique de protéger et de rescaper d'autres jeunes ? Pourquoi ne pas tenter une expérience pilote pourvue des moyens requis pour favoriser une réussite ? On ne parviendra pas à faire beaucoup mieux si l'on refuse d'imaginer de nouveaux moyens.

74. Des précautions s'imposent. Mais il faut demeurer réalistes : ce que redoutent certains auteurs quand il est question de comités issus du public (paragraphe 70, note 1), on peut le craindre tout autant de la part de certains magistrats ².

¹ On a émis l'avis, d'une part, que l'opinion publique sur la délinquance juvénile était plutôt négative et à caractère de vengeance et, d'autre part, que le public est agacé par toutes les histoires que l'on raconte sur les orgies sexuelles des adolescents, les « voyages » au LSD, et autres activités du même genre. De toute façon, le public ne semble pas manifester d'intérêt spécial pour la solution ou le contrôle des problèmes de la délinquance. CHARLES W. TENNEY Jr., *The Annals* — Progress in Family Law — Mai 1969, chapitre intitulé « *The Utopian World of Juvenile Courts* » p. 116.

² À la suite de la décision de Gault, on peut conclure que les choses ont énormément changé et qu'elles continueront de changer dans l'avenir. Il est cependant bon de se rappeler que des critiques formulées précédemment à l'endroit des Cours juvéniles ne concernaient pas uniquement leurs procédures légales irrégulières et quelquefois inexistantes. Elles avaient également trait à l'absence des éléments connexes destinés à compléter le travail de la Cour, au manque de personnel de probation entraîné, à la condition repoussante de plusieurs des institutions où des jeunes étaient

Par exemple, les différentes législations en matière d'enfance délinquante recommandent explicitement aux magistrats de tenir compte de la réhabilitation de l'enfant beaucoup plus que de la gravité de l'infraction commise, mais on constate à l'examen que les sentences rendues par les tribunaux pour enfants utilisent quand même la gravité de l'offense comme premier critère.

Dans une analyse officieuse sur les incarcérations dans les institutions pour jeunes au cours de l'année 1963, telles qu'elles sont rapportées par le résumé statistique du Children's Bureau, cet auteur a découvert une forte corrélation positive entre la gravité de l'acte de délinquance et les possibilités d'incarcération dans une institution. Les offenses contre la personne se traduisaient dans au-delà de 30 p. cent des cas par une possibilité d'incarcération. Les offenses contre la propriété suivent (entre 15 p. cent et 25 p. cent) et finalement les actes moins graves (entre 5 p. cent et 20 p. cent) ¹.

c) RESPECT DES PROTECTIONS NORMALES (75-81)

75. Désormais limitée dans le *volume* de ses interventions, la Cour du Bien-Être social pourra se préoccuper davantage d'*offrir aux jeunes contrevenants les mêmes protections légales qu'aux adultes*. Elle n'aura plus à juger des enfants, puisque l'âge de la responsabilité pénale sera relevé et que tous les jeunes de moins de quatorze ans ou même de moins de quinze ans ne seront plus passibles d'aucune sanction d'ordre pénal.

En fait, la Cour du Bien-Être social méritera alors un autre nom, car elle sera véritablement un tribunal pour mineurs. Elle pourrait même, conformément aux vœux exprimés par le Comité britannique de 1965, n'englober dans sa juridiction que les jeunes de quinze ou seize ans à vingt et un ans tout en limitant ses interventions aux cas où les autorités administratives du Bien-Être social, de la Famille et de la Santé n'ont pas réussi à conclure une entente avec les parents. Selon le même vœu du comité britannique, la Cour du Bien-Être social ne serait d'ailleurs qu'une section du tribunal ordinaire.

Intervenant auprès d'adolescents plus âgés, tranchant des litiges que ne peuvent résoudre les autorités des ministères spécialisés dans les affaires sociales, le tribunal pour mineurs devra dès lors ressembler beaucoup plus qu'aujourd'hui à un tribunal pour adultes. (Les objectifs définis par le Comité canadien seraient, dès lors, plus acceptables.)

incarcérés, avant et après jugement, et à l'approche punitive (cachée sous un mince vernis de foi dans une forme paternaliste de réhabilitation) de certains juges. CHARLES W. TENNEY Jr., *The Annals — Progress in Family Law* — Mai 1969, chapitre intitulé « *The Utopian World of Juvenile Courts* » p. 115.

² *Ibidem*, p. 116.

76. Ce tribunal pour mineurs garantira avec vigueur la protection constante des droits de l'accusé, une défense pleine et entière sous la direction d'un procureur de l'accusé, une certaine aération au profit du public et de la presse.

Dans le passé, les tribunaux pour mineurs ne se sont guère préoccupés des aspects techniques de l'administration de la justice. Prétextant que l'État était, à toute fin pratique, « le père de l'enfant », on dispensait la société des précautions et des prudences qui accompagnent cependant la mise en accusation d'un adulte. Le texte suivant constitue un exemple typique de cette mentalité :

Afin d'éviter à l'enfant de devenir un criminel, ou de poursuivre une carrière criminelle dans laquelle il s'est déjà engagé, et de connaître, à l'âge de la maturité, le rejet et la disgrâce publique, la législation peut sûrement faire agir l'État sans aucune procédure, afin que cette sauvegarde soit assurée par la tutelle et la protection de l'État. Aucune procédure n'est requise lorsqu'un parent naturel décide de priver son enfant de sa liberté en l'empêchant de sortir de la maison, afin de le protéger ou de l'isoler des milieux susceptibles de l'entraîner à la rébellion ; par conséquent, l'État, considéré comme « parent de l'enfant », n'est tenu à aucune procédure parce qu'il se substitue au père naturel de l'enfant et qu'il l'amène en Cour afin d'assurer sa protection.¹

Cette période touche aujourd'hui à son terme et on comprend aujourd'hui beaucoup mieux la nécessité de protéger les droits de l'adolescent autant que l'on protège ceux des adultes.

Ne vendons quand même pas la peau de l'ours prématurément. Le tribunal américain dont nous venons de citer les propos continuait un demi-siècle plus tard (1955) à confondre intervention judiciaire et décision administrative. À force d'inviter le tribunal pour mineurs à la bienveillance, cette Cour d'appel lui permettait de jeter à bas des protections nécessaires :

En réponse aux deux premières demandes, la Cour répéta ce qu'elle avait affirmée cinquante ans auparavant : « Les procédures dans une telle Cour ne sont pas de même nature qu'un procès criminel mais constituent une simple enquête civile visant à des mesures curatives à l'information et à la réhabilitation de l'enfant mineur »².

77. Cette réorientation suscite différents paradoxes. La glace devient mince, en effet, quand on exige que la Cour du Bien-Être social conserve et exerce de fait sa juridiction sur les jeunes jusqu'à l'âge limite, tout en exigeant de la même Cour qu'elle accorde aux accusés qui comparaissent devant elle les mêmes protections que les tribunaux adultes.

En pratique, la jurisprudence américaine a lié étroitement les deux aspects du problème. En effet, la Cour Suprême des États-Unis a jugé

¹ CHARLES W. TENNEY Jr., *The Annals — Progress in Family Law* — Mai 1969, chapitre intitulé « *The Utopian World of Juvenile Courts* », p. 109.

² *Ibidem*, p. 112.

(*Kent v. United States*) qu'un tribunal pour enfants ne peut pas, *sans motiver sa décision et prouver qu'elle respecte les droits du jeune accusé*, renoncer à sa juridiction et transférer l'accusé à un Cour ordinaire.

Un signe avant-coureur de l'application aux Cours juvéniles de ces récents principes constitutionnels a tout d'abord fait son apparition en 1966 dans la cause de *Kent vs les États-Unis*. La question à laquelle avait à répondre la Cour Suprême dans la cause de *Kent* était de savoir si un juge de Cour juvénile du district de Columbia avait agi correctement en se désistant de sa juridiction au profit d'une Cour criminelle du district sans tenir d'audience (bien que l'avocat de *Kent* en ait demandé une) pour savoir s'il pouvait ainsi de désister.

À la suite de la condamnation de *Kent* en Cour criminelle, la Cour Suprême accepta sa requête de reviser son cas, et sur une décision du juge Fortas renversa la décision. La Cour retient que bien que le statut de la Cour juvénile lui donnait une forte latitude dans le domaine des procédures de désistement, il fallait quand même une certaine régularité de procédure pour satisfaire aux exigences de base de l'impartialité¹.

78. Ces exigences formulées par la Cour Suprême des États-Unis, une autre cause célèbre (*In re Gault*) devait permettre de les préciser davantage. En effet, le 15 mai 1967, la Cour Suprême des États-Unis affirmait le droit des jeunes accusés à des protections de procédures analogues à celles qu'obtiennent les accusés adultes des États-Unis.

La Cour décida que le privilège constitutionnel relatif à l'auto-incrimination valait également dans les procédures des Cours juvéniles et que la confrontation, l'assermentation des témoignages du plaignant et des témoins étaient des conditions pré-requises à ce qu'un jeune soit déclaré délinquant. Comme quoi la Cour pourrait en effet ne se prononcer que sur l'un des points suivants : la spécificité de la charge, le droit à la confrontation, le privilège relatif à l'auto-incrimination, et le droit à la consultation d'un procureur. La promesse faite *Kent* (?), que les Cours juvéniles devraient respecter les précautions de procédure au moins aussi minutieusement que ne le font les Cours pour adultes, était bel et bien en voie d'être exécutée dans le cas de *Gault*.

79. En Europe aussi, on considère que le jeune inculpé a un *droit* strict à l'intervention d'un tribunal pour mineurs. La loi belge du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse rend le dessaisissement du tribunal de la jeunesse extrêmement difficile. La circulaire ministérielle du 29 août 1966 concernant la protection judiciaire précise encore davantage les dispositions du texte :

De la combinaison des articles 38 et 50, alinéa 3, il résulte que le tribunal de la jeunesse ne peut se dessaisir que lorsque les conditions suivantes se trouvent réunies :

¹ *Ibidem*, p. 113.

- a) que le mineur ait commis un fait qualifié infraction ;
- b) qu'il ait été âgé de plus de seize ans et de moins de dix-huit ans accomplis au moment de ce fait ;
- c) que le tribunal de la jeunesse à qui le mineur a été déféré estime inadéquate une mesure de garde, de préservation ou d'éducation ;
- d) que, préalablement saisi sur pied de l'article 45, 2A, le juge de la jeunesse ait procédé aux investigations prévues à l'article 50, alinéa 1, et même, hors le cas où le tribunal est saisi en vertu de l'article 36 — 4° d'un fait qualifié contravention, ait fait procéder à l'étude sociale et à l'examen médico-psychologique prévu à l'article 50, alinéa 2. Des infractions de roulage que le législateur avait notamment en vue étant, pour la plupart, des délits, même si elles relèvent de la compétence du tribunal de police, le tribunal de la jeunesse ne peut se dessaisir que s'il y a eu étude sociale et examen médico-psychologique préalable. Ces investigations rendent difficile le dessaisissement rapide qui paraît s'imposer dans ces matières et risquent d'encombrer les services techniques. Aussi est-il souhaitable que l'on puisse tenir compte de l'intention du législateur en réduisant le dit devoir au minimum compatible avec la nécessité, pour le tribunal, d'apprécier s'il peut agir utilement ou si une pénalité ou une interdiction de droit est plus opportune ;
- e) que le tribunal consigne nettement les raisons pour lesquelles il estime inopportun d'appliquer les mesures dont il dispose ; l'article 38 insiste en effet sur le fait que la décision doit être motivée¹.

À lire cette liste de conditions, on perçoit nettement la pensée et l'intention du législateur. Le désistement du tribunal pour mineurs n'est possible, en somme, que dans des cas jugés graves et face à des adolescents qui, au terme d'un examen médico-psychologique et d'une étude sociale, paraissent

¹ Pour la compréhension du texte, il est sans doute nécessaire de citer ici les articles auxquels se réfère la circulaire ministérielle du 29 août 1966 (page 33).

Article 38 : Si le mineur déféré au tribunal de la jeunesse en raison d'un fait qualifié infraction était âgé de plus de seize ans accompli au moment de ce fait et que le tribunal de la jeunesse estime inadéquate une mesure de garde, de préservation ou d'éducation, il peut par décision motivée se dessaisir et renvoyer l'affaire au ministère public aux fins de poursuite devant la juridiction compétente, s'il y a lieu.

Article 50 : Le tribunal de la jeunesse effectue toute diligence et fait procéder à toutes investigations utiles pour connaître la personnalité des mineurs intéressés, le milieu où ils sont élevés, déterminer leur intérêt et les moyens appropriés à leur éducation ou à leur traitement.

Il peut faire procéder à une étude sociale par l'intermédiaire d'un délégué à la protection de la jeunesse et soumettre le mineur à un examen médico-psychologique, lorsque le dossier qui lui est soumis, et qui contient éventuellement les renseignements recueillis à l'intervention du Comité de protection de la jeunesse, ne lui paraît pas suffisant.

Hors le cas où le tribunal de la jeunesse est saisi en vertu de l'article 36, 4e d'un fait qualifié contravention, il ne peut se dessaisir d'une affaire, dans les conditions prévues par l'article 38, qu'après avoir fait procéder à l'étude sociale et à l'examen médico-psychologique prévu à l'alinéa précédent. *Loi relative à la protection de la jeunesse*, 8 avril 1965.

réclamer une intervention plus draconienne. Encore faut-il, précaution importante, que le tribunal motive par écrit sa décision.

80. Il faut également offrir aux jeunes accusés la protection d'une justice à ciel ouvert. Traditionnellement, la Cour du Bien-Être social du Québec a tenu ses audiences à huis clos conformément aux dispositions de la loi qui imposent une telle discrétion. C'est ce rituel qu'il convient de remettre en question.

En fait, non seulement la Cour tient ses audiences à huis clos, mais les journalistes doivent eux-mêmes s'abstenir d'identifier un jeune accusé. La règle a toujours été considérée comme une prudence légitime de la part de l'appareil judiciaire et comme une marque de respect pour l'âge des contrevenants cités devant le tribunal pour mineurs.

Nous ne songeons pas à supprimer de telles précautions. En revanche, nous suggérons de rechercher les mêmes objectifs par d'autres méthodes. Par exemple, les journalistes pourraient assister aux séances de la Cour du Bien-Être social comme aux séances de tout autre tribunal. Cependant, les dispositions légales qui interdisent d'identifier les jeunes contrevenants devraient être maintenues.

Dans un certain nombre de pays occidentaux, particulièrement l'Angleterre et les pays scandinaves, il est possible aux représentants des techniques de diffusion d'assister aux audiences des tribunaux pour mineurs. Cependant, soit par législation, soit par éthique professionnelle, les journalistes doivent respecter, dans le compte rendu des séances des tribunaux pour mineurs, l'anonymat des jeunes accusés.

81. Nous recommandons cette procédure. D'une part, la présence de la presse aux séances du tribunal pour mineurs constitue, qu'on le veuille ou non, une garantie et une précaution que doit offrir une société démocratique. D'autre part, le code d'éthique des journalistes ou la législation pénale devrait suffire à préserver l'identité des accusés.

Lorsqu'il est question de huis clos, on a tendance à confondre les différents aspects du problème. À notre avis, l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale n'a pas le droit de dissimuler les activités du tribunal pour mineurs. Une bonne partie du laisser-aller qui s'est fait jour dans certains districts judiciaires provient, au moins pour une part, de ce que le tribunal échappait à toute observation. D'ailleurs, il est d'intérêt public de faire savoir à la population quelle sorte de sentences les juges des tribunaux pour mineurs donnent aux délinquants modernes. Le public a également le droit de savoir si les juges des tribunaux pour mineurs se donnent la peine de consulter les rapports présententiels préparés par les officiers

de probation et si les juges suivent, de façon générale, les recommandations qui y sont formulées. L'opinion publique n'est pas toujours compétente en matière de traitement de la délinquance ou de la criminalité. Cependant, il n'est pas sain de lui dissimuler les décisions prises en son nom contre les individus qui ont commis des infractions ou des crimes. L'évolution de notre administration de la justice, particulièrement dans la partie qui concerne le traitement des jeunes contrevenants, ne peut s'effectuer que par un échange de vues et par la libre discussion des mesures employées et des résultats obtenus.

Cette recommandation se situe dans un contexte précis. Au moment où le tribunal pour mineurs doit juger les jeunes de sept à quatorze ans, il n'est pas question, à notre avis, d'admettre le public ou les journalistes aux séances du tribunal. Cependant, si l'on devait agréer notre recommandation à l'effet de hausser jusqu'à quinze ans au moins le seuil de la responsabilité pénale, les objections à l'aération du tribunal pour mineurs ne tiendraient plus.

L'esprit de la recommandation, on l'aura compris, c'est de *protéger* le jeune inculpé, non de le soumettre à toutes les exactions dont écope parfois, aujourd'hui, l'accusé adulte à cause d'une certaine presse.

Telle que nous la voulons, la Cour du Bien-Être social sera donc une division du tribunal de première instance appelée à juger les jeunes contrevenants de 15 à 21 ans. Elle mettra l'accent sur les mesures de réhabilitation les plus naturelles et les plus rapprochées de la vie normale du jeune et elle voudra, pour cela, se faire remplacer le plus souvent possible par des agents moins impressionnants. Si elle doit quand même intervenir, après l'échec des autres mesures, la Cour garantira aux jeunes accusés les mêmes protections qu'aux adultes.

**CONSTATATIONS, OPINIONS
ET
RECOMMANDATIONS**

CONSTATATIONS, OPINIONS ET RECOMMANDATIONS

- 1. La Commission constate qu'il est extrêmement hasardeux de prétendre évaluer de façon précise la criminalité juvénile au Québec.**
- 2. La principale raison en est que la cueillette et la compilation des informations et des statistiques dans les différents greffes reliés aux Cours du Bien-Être social du Québec utilisent des méthodes différentes d'un endroit à l'autre.**
- 3. Les approximations dont se sert la Commission sont basées soit sur des documents isolés, soit sur des recoupements effectués entre les chiffres de divers services, soit sur des mémoires déposés devant la Commission, soit sur des témoignages de spécialiste, soit sur des vérifications conduites par le personnel de la Commission.**
- 4. La Commission ne tente ni de définir les causes de la criminalité juvénile, ni de formuler des recommandations quant aux traitements les plus appropriés. Plusieurs organismes et de nombreux spécialistes s'occupent depuis longtemps déjà de la criminalité juvénile et la Commission ne se reconnaît ni le mandat ni la compétence pour se substituer aux spécialistes de la psychologie ou de la psychiatrie.**
- 5. La Commission constate que plusieurs ministères même à l'intérieur du gouvernement du Québec sont impliqués dans l'étude de la criminalité juvénile, sa détection et son contrôle.**
- 6. La Commission considère que son rôle propre est de proposer de nouvelles relations judiciaires entre les jeunes contrevenants et la société.**
- 7. La Commission constate que la Cour du Bien-Être social du Québec est chargée d'appliquer différentes lois : la Loi sur les jeunes délinquants, la Loi de la protection de la jeunesse, les dispositions générales du Code criminel, les législations provinciales et municipales en autant que les infractions prévues par ces textes légaux sont commises par des jeunes de moins de 18 ans.**

8. La Commission constate, à la lumière d'un relevé statistique effectué dans divers districts judiciaires du Québec, que le nombre de mineurs jugés en vertu de la Loi sur les jeunes délinquants est supérieur (pour l'ensemble du Québec) à celui des mineurs jugés en vertu de la Loi de la protection de la jeunesse.

9. La Commission constate que la proportion des mineurs jugés en vertu d'une loi pénale plutôt qu'en vertu d'une loi de protection fluctue considérablement d'une Cour à l'autre.

10. La Commission constate que dans au moins deux districts judiciaires (Terrebonne et Joliette), de un quart à un tiers des enfants jugés en 1967 en vertu des dispositions de la Loi sur les jeunes délinquants avaient moins de 15 ans (57 sur 143 ; 58 sur 198).

11. La Commission en conclut que plusieurs Cours du Bien-Être social du Québec interprètent de façon restrictive la disposition de l'article 13 du Code criminel. En d'autres termes, les tribunaux québécois de bien-être social présument régulièrement que les jeunes de 7 à 14 ans comprennent parfaitement la nature et les conséquences de leur conduite.

13. Nul ne doit être déclaré coupable d'une infraction à l'égard d'un acte ou d'une omission de sa part lorsqu'il était âgé de sept ans ou plus mais de moins de quatorze ans, à moins qu'il ne fut en état de comprendre la nature et les conséquences de ses conduites et de juger qu'il agissait mal.

12. La Commission constate toutefois que les demandes d'aide et de protection atteignent leur sommet dans la catégorie des enfants de 7 à 14 ans.

13. La Commission constate que l'origine d'un dossier a une extrême importance aux yeux des tribunaux. En d'autres termes, les Cours du Bien-Être social du Québec sont portées, bien involontairement peut-être, à distinguer entre les enfants de 7 à 14 ans qui font l'objet d'une demande d'aide et de protection et les enfants du même groupe d'âge qui sont conduits devant les tribunaux à la suite d'une plainte.

RECOMMANDATION No 1

14. La Commission recommande dans l'immédiat que l'administration québécoise de la justice interprète l'article 13 du Code criminel d'une façon toujours plus large et cesse par conséquent de présumer la responsabilité pénale des jeunes de 7 à 14 ans.

RECOMMANDATION No 2

15. Que le gouvernement du Québec entreprenne le plus tôt possible avec le gouvernement fédéral des négociations afin de relever l'âge de la responsabilité pénale et l'âge minimum où commence la juridiction de la Cour du Bien-Être social.

RECOMMANDATION No 3

16. Que le gouvernement du Québec, dans le cadre des démarches prévues par la recommandation précédente, tente de faire porter à 15 ans au moins l'âge minimum de la responsabilité pénale.

17. La Commission constate que le nombre de jeunes de 17 ans appelés à comparaître devant les Cours du Bien-Être social est sensiblement moins élevé que celui auquel on pourrait s'attendre d'après les chiffres qui concernent les groupes d'âges précédents et d'après les extrapolations basées sur les statistiques d'autres provinces canadiennes.

18. La Commission estime qu'on ne peut considérer cette baisse subite comme l'indice d'une diminution substantielle de la criminalité. La Commission en conclut plutôt qu'un bon nombre de jeunes prévenus de 17 ans comparaissent devant les tribunaux ordinaires.

19. La Commission considère qu'un certain nombre de Cours du Bien-Être social du Québec utilisent de façon abusive les dispositions de la loi qui permettent de confier les jeunes prévenus à un tribunal ordinaire.

20. Non seulement certains juges interprètent de façon restrictive l'article 9 (1) de la Loi sur les jeunes délinquants qui permet certains dessaisissements, mais la loi elle-même dispense les juges de motiver leur décision de faire appel à un tribunal ordinaire.

9 (1) — Lorsque l'infraction qui fait le sujet de la plainte est, aux termes des dispositions du Code criminel ou autrement, un acte criminel, et que l'enfant accusé est apparemment ou effectivement âgé de plus de quatorze ans, la Cour peut, à sa discrétion, ordonner que cet enfant soit poursuivi par voie de mise en accusation dans les Cours ordinaires, conformément aux dispositions du Code criminel à ce sujet; mais cette mesure ne doit être prise que lorsque la Cour est d'avis que le bien de l'enfant et l'intérêt de la société l'exigent.

RECOMMANDATION No 4

21. Que le gouvernement du Québec entreprenne des négociations avec le gouvernement du Canada pour que la Loi sur les jeunes délinquants oblige désormais les magistrats des tribunaux pour mineurs à motiver leur décision par écrit lorsqu'ils décident de transférer un jeune prévenu devant un tribunal ordinaire.

RECOMMANDATION No 5

22. Que le juge en chef de la Cour du Bien-Être social use pleinement de ses pouvoirs et de sa juridiction afin que toutes les Cours du Bien-Être social exercent leur entière juridiction sur les jeunes contrevenants et n'invoquent que très rarement les permissions de dessaisissement accordées par l'article 9 (1).

RECOMMANDATION No 6

23. Que le gouvernement du Québec effectue les démarches nécessaires pour que le tribunal pour mineurs acquière pleine juridiction sur les jeunes de 15 à 21 ans.

24. La Commission constate que la criminalité juvénile frappe toutes les classes de la société et que la population s'illusionnerait grandement en croyant que les classes moyennes ou aisées sont à l'abri.

25. La Commission constate que la criminalité juvénile n'est pas caractérisée par la violence et que les délits commis contre la personne ne connaissent que des hausses localisées. La Commission sur ce point tombe d'accord avec les constatations du rapport canadien sur la délinquance juvénile.

26. La Commission constate que la rapide politisation des jeunes fait porter à la Cour du Bien-Être social une large portion du poids de la contestation. Le tribunal des mineurs doit redéfinir constamment la ligne de démarcation entre l'anarchie et la manifestation, entre la criminalité de masse et la légitime protestation des jeunes foules.

27. La Commission estime que le tribunal des mineurs, du fait qu'il se trouve au carrefour d'où partent les réformes aussi bien que les mouvements de réaction, doit faire une large place à la participation de toute la société, qu'il s'agisse de définir les interdictions ou de proposer des programmes de prévention ou de réhabilitation.

28. La Commission constate que les ressources du bénévolat sont complètement ignorées au Québec dans des domaines comme la surveillance des jeunes contrevenants admis à la probation, la prévention de la délinquance en général et la protection de la jeunesse.

29. La Commission constate que la Cour du Bien-Être social du Québec n'a pas jugé bon de recourir aux articles 27 et 28 de la Loi sur les jeunes délinquants, articles qui invitent la Cour à susciter la création d'un comité de citoyens. Les rares comités de ce genre qui existent dans la province sont dûs à des initiatives municipales.

RECOMMANDATION No 7

30. Qu'un programme d'information soit mis sur pied en vue de diffuser dans le public des chiffres réalistes à propos de la délinquance juvénile et de mieux faire connaître certaines techniques modernes de travail auprès des jeunes et de stimuler la participation de la population à la lutte contre la criminalité juvénile.

31. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, les chiffres et les statistiques qui existent actuellement n'auront d'utilité qu'à condition d'en transformer la compilation. La Commission est d'avis que devrait être uniformisé, partout à travers la province, un système de cueillette des données comportant au moins les informations suivantes : les plaintes et les pétitions adressées aux tribunaux pour mineurs, l'âge, le sexe et le lieu de résidence des personnes concernées, les décisions des autorités policières et judiciaires à leur égard, ainsi que les pourcentages de récidive. Les autorités gouvernementales tout autant que le contribuable auront avantage à mieux connaître ces aspects de l'administration judiciaire ; les chiffres recueillis permettront d'orienter et de redéfinir au fur à mesure une politique de prévention et de réhabilitation.

RECOMMANDATION No 8

32. Que le ministère de la Justice et le juge en chef de la Cour du Bien-Être social du Québec exigent dès maintenant l'uniformité totale dans les rapports statistiques émanant des différentes Cours du Bien-Être social du Québec.

RECOMMANDATION No 9

33. Que le ministère de la Justice et le juge en chef de la Cour du Bien-Être social du Québec suscitent auprès des différents tribunaux pour les mineurs la formation de Comités de la Cour pour jeunes délinquants au sens où l'entendent les articles 17 et 28 de la Loi sur les jeunes délinquants. Dans ce but, que le ministère de la Justice et le juge en chef de la Cour du Bien-Être social mettent sur pied un programme d'information visant à mieux faire connaître les articles 27 et 28 de cette loi ainsi que les initiatives prises dans ce sens par des groupes de citoyens dans différentes municipalités.

34. La Commission considère qu'il n'est pas souhaitable qu'un comité extérieur au tribunal pour mineurs surveille les décisions particulières du tribunal. Cependant, la Commission estime qu'un Comité de la Cour pour jeunes délinquants au sens où l'entendent les articles 27 et 28 de la loi peut être très utile en surveillant l'ensemble des activités de ce tribunal et en servant de conseiller auprès des juges.

RECOMMANDATION No 10

35. Que le comité de citoyens formé auprès du tribunal pour mineurs assume un rôle préventif dans son milieu et un rôle de surveillance sur l'ensemble des activités du tribunal, conformément aux dispositions de l'article 28 de la Loi sur les jeunes délinquants.

RECOMMANDATION No 11

36. Que les comités de citoyens formés conformément aux articles 27 et 28 de la Loi sur les jeunes délinquants se structurent et s'organisent en vue de disposer eux-mêmes de tous les cas où il ne serait ni nécessaire ni utile de priver l'enfant ou les parents de leurs droits fondamentaux à la liberté et à l'intégrité de la famille.

RECOMMANDATION No 12

37. Que les comités de citoyens accordent une attention particulière à la nécessité d'élargir toujours davantage l'éventail des sentences possibles : semi-liberté, liberté surveillée, détention de fin de semaine, etc.

38. La Commission est d'avis que les comités de citoyens devront songer à se structurer selon la formule des ateliers pédagogiques préconisés par le ministère de l'Éducation en vue de l'application des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur l'enseignement (Commission Parent). Parmi les considérations qui ont amené le ministère de l'Éducation à promouvoir cette formule, citons celle-ci : « La démocratie exige de chacun une participation active à des groupes intermédiaires, un intérêt pour la chose publique » (Rapport de la Commission d'enquête sur l'enseignement, tome II, page 14).

39. Ces comités de citoyens doivent songer non seulement à emprunter eux-mêmes la formule des ateliers pédagogiques, mais encore à collaborer étroitement avec ceux qui existent déjà. La Commission considère que de semblables rapports de collaboration doivent s'établir et se développer entre les comités de citoyens et tous les corps intermédiaires qui mettent l'accent sur la participation de la population et, plus particulièrement sur celle des parents et des éducateurs.

40. Cette collaboration s'impose pour les considérations suivantes :
a) Le contrôle et le traitement de la délinquance s'interprètent aujourd'hui plus que jamais en termes de rééducation. C'est donc parmi

les éducateurs que les comités de citoyens trouveront la collaboration la plus utile.

b) La plupart des institutions scolaires possèdent aujourd'hui certains services aptes au dépistage et au diagnostic. D'après le relevé statistique que nous avons pu examiner, les écoles n'ont pas l'habitude de référer directement les enfants dont elles ont la charge à la Cour du Bien-Être social. Plusieurs institutions scolaires se prévalent d'abord de services d'aide à l'étudiant qui, même s'ils ne comptent pas encore sur des équipes complètes, assument néanmoins un rôle important de dépistage et de prévention. Il arrive également que les écoles fassent appel aux agences sociales, soit en l'absence de services scolaires structurés, soit devant des gestes délinquants qui semblent trop graves. Par conséquent, les comités de citoyens pourront profiter au niveau de l'école de services déjà organisés.

c) Par le biais de l'école, les comités pourront établir rapidement des contacts avec les agences sociales spécialisées dans la réorientation, la réhabilitation et la rééducation des enfants délinquants.

d) L'existence d'ateliers pédagogiques et de nombreux comités parents-maîtres laissent supposer qu'un certain nombre de citoyens entraînés au travail d'équipe se sont déjà penchés sur les problèmes de l'inadaptation scolaire et sociale. À n'en pas douter, leur collaboration peut être d'une grande richesse.

RECOMMANDATION No 13

41. Que les comités de citoyens prévus aux articles 27 et 28 de la Loi sur les jeunes délinquants établissent et développent des liens permanents avec les comités parents-maîtres et tous les autres corps intermédiaires qui font un usage massif de la participation des parents et des éducateurs.

RECOMMANDATION No 14

42. Que les comités locaux formés d'après les spécifications des articles 27 et 28 de la Loi sur les jeunes délinquants se regroupent sur une base régionale de manière à élaborer un plan plus ample et mieux adapté aux problèmes de la région.

43. Pour des motifs évidents, la Commission considère que les unités régionales utilisées par la Cour du Bien-Être social du Québec devraient avoir les mêmes dimensions géographiques que les régions définies par le ministère de l'Éducation, par le ministère de la Santé, de la Famille et du Bien-Être. L'idéal sera, certes, que tous les services gouvernementaux s'en tiennent à la même carte géographique.

RECOMMANDATION No 15

44. Pour rendre plus facile et plus constante la collaboration entre la Cour du Bien-Être social et les organismes gouvernementaux et privés chargés de l'éducation, de la santé et du bien-être social, que les régions administratives soient les mêmes pour la Cour du Bien-Être social et pour le ministère de l'Éducation et celui de la Santé, de la Famille et du Bien-Être.

RECOMMANDATION NO 16

45. Que le ministère de la Justice, en collaboration avec le ministère de la Santé, de la Famille et du Bien-être social, de l'Éducation et du Travail, aide à regrouper sur un plan provincial les différents comités régionaux appelés à prévenir, à détecter, à traiter la criminalité juvénile.

46. La Commission constate qu'un effort considérable de coordination de la Santé, de la Famille et du Bien-Être social, de l'Éducation et du de la Famille et du Bien-Être, celui de la Justice et celui du Travail et de la Main-d'Oeuvre. Cette coordination a déjà débouché sur un document intitulé « Orientation pour une politique de l'enfance inadaptée ».

47. La Commission considère quand même que l'efficacité des comités de citoyens ne pourra être garantie que par la création et le maintien d'un organisme consultatif agissant au niveau provincial.

RECOMMANDATION No 17

48. Que l'État du Québec crée et maintienne un organisme inter-ministériel qui soit sur le plan provincial un interlocuteur valable pour l'organisme québécois regroupant les différents comités régionaux de citoyens.

RECOMMANDATION NO 18

49. Que l'organisme inter-ministériel de coordination maintienne et développe les échanges qui mettent déjà en communication les divers ministères intéressés aux problèmes de l'enfance et de la jeunesse délinquante et qu'il surveille et commente les statistiques et les informations publiées par le gouvernement ou la Cour du Bien-Être social du Québec dans le domaine de la délinquance juvénile.

50. La Commission constate, en se basant sur le rapport annuel du service des prisons pour l'année 1968, que 7.5 p. cent des prévenus

écroués dans les prisons du Québec sont âgés de moins de 18 ans. Selon le même rapport, ce pourcentage atteint du côté féminin jusqu'à 35 p. cent de l'ensemble des prévenus.

51. La Commission constate également que l'article 14 de la Loi des jeunes délinquants est rarement appliqué au Québec :

14 (1) — Lorsqu'un mandat a été signé pour l'arrestation d'un enfant, ou lorsqu'un enfant a été arrêté sans mandat, dans un comté ou district où il n'y a pas de maison de détention à l'usage exclusif des enfants, l'enfant ne doit pas être incarcéré à moins que, de l'avis du juge de la Cour ou, en son absence, du shérif, ou, en l'absence du juge et du shérif, du maire ou autre principal magistrat de la cité, ville, comté ou lieu, cette incarcération ne soit nécessaire pour assurer la présence de cet enfant en Cour.

(2) — En vue d'éviter, si possible, cette incarcération, la promesse verbale ou écrite de la personne qui a reçu signification de l'avis de la poursuite comme il est susdit, ou de toute autre personne compétente, qu'elle se rend responsable de la présence de l'enfant ne se présente pas à la date ou aux dates fixées par la Cour, la personne ou les personnes assumant la responsabilité susdite seront réputées coupables de désobéissance à la Cour, à moins que la Cour ne soit d'avis qu'il y a cause raisonnable pour le défaut de comparution. 1929, c. 46, art. 14.

52. La Commission constate que les autorités des prisons du Québec respectent assez bien l'article 29 de la Loi sur les prisons et les maisons de correction à propos de l'incarcération des délinquants de moins de 16 ans (S.R.Q., 1952, chap. 217).

29. Les jeunes délinquants paraissant âgés de moins de seize ans qui sont :

- a) appréhendés en vertu d'un mandat ;
- b) envoyés en prison à quelque étape d'une enquête préliminaire sur accusation d'un acte criminel ;
- c) envoyés en prison à quelque étape d'un procès pour un acte criminel ou pour infraction punissable après déclaration sommaire de culpabilité ; ou
- d) envoyés en prison après ce procès, mais avant leur incarcération en exécution de la sentence ;

sont détenus à part des adultes accusés d'actes criminels et de toutes les personnes qui subissent une sentence d'emprisonnement et ils ne peuvent être envoyés dans les lieux d'arrêt ou postes de police avec les adultes accusés d'actes criminels ni avec les criminels ordinaires.

53. Selon la Commission, on se préoccupe assez peu au Québec d'appliquer l'article 13 de la Loi sur les jeunes délinquants quand vient le temps de détenir des prévenus :

13. (1) — Pendant qu'il attend son procès, en exécution des dispositions de la présente loi, nul enfant ne doit être détenu dans une prison de comté ou autre, ni dans un autre lieu où des adultes sont ou peuvent être emprisonnés ; mais il doit être gardé dans une maison de détention ou refuge à l'usage

exclusif des enfants, ou sous telle autre surveillance approuvée par le juge ou, en son absence, par le shérif, ou, en l'absence du juge et du shérif, par le maire ou autre principal magistrat de la cité, ville, comté ou lieu.

(2) — Tout fonctionnaire ou toute personne contrevenant aux dispositions du paragraphe (1) est passible, après déclaration sommaire de culpabilité devant une Cour pour jeunes délinquants ou devant un magistrat, d'une amende n'excédant pas cent dollars ou d'un emprisonnement n'excédant pas trente jours, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.

(3) — Le présent article ne s'applique pas à un enfant à l'égard duquel un ordre a été émis en vertu de l'article 9.

(4) — Le présent article ne s'applique pas à un enfant apparemment âgé de plus de quatorze ans qui, de l'avis du juge ou, en son absence, du shérif ou, en l'absence du juge et du shérif, du maire ou autre principal magistrat de la cité, ville, comté ou lieu, ne peut être détenu en sûreté dans un endroit autre qu'une prison ou un poste de police. 1929, c. 46, art. 13.

54. La Commission constate que, en dépit des pressions exercées par le Barreau et différents corps intermédiaires, les jeunes sont rarement accompagnés d'un avocat lors de leur comparution en Cour juvénile. Il y a lieu cependant de noter des progrès considérables dans ce domaine et la Couronne et la Défense sont représentées de plus en plus souvent devant les tribunaux pour mineurs.

55. Dans le cadre de ses constatations sur la détention des mineurs délinquants, la Commission se demande à nouveau si l'article 9 de la Loi sur les jeunes délinquants n'est pas interprétée de manière restrictive. En effet, si la Cour du Bien-Être social s'en remet à un tribunal ordinaire pour décider de la culpabilité et du sort d'un jeune délinquant, il est à prévoir que le prévenu même mineur sera fréquemment incarcéré avec des adultes en attendant son procès.

56. La Commission constate que les dispositions de l'article 12 de la Loi sur les jeunes délinquants sont généralement l'objet du plus grand respect au Québec. En d'autres termes, les jeunes délinquants obtiennent dans la quasi totalité des cas un procès véritablement discret et totalement protégé de toute publicité intempestive :

12. (1) — Les procès des enfants ont lieu sans publicité, séparément et à part de ceux d'autres personnes accusées, et à des époques convenables qui sont désignées et fixées à cet effet.

(2) — Ces procès peuvent avoir lieu dans le bureau privé du juge, ou dans une autre chambre privée du palais de justice ou municipal, ou dans la maison de détention, ou, s'il ne se trouve pas de chambre ou pièce semblable, dans la salle d'audience ordinaire ; mais, si le procès a lieu dans la salle d'audience ordinaire, un intervalle d'une demi-heure doit s'écouler entre la clôture du procès ou de l'interrogatoire d'un adulte et le commencement du procès d'un enfant.

(3) — Sans une permission spéciale de la Cour, aucun journal ou autre publication ne doit rapporter un délit commis ou dit avoir été commis par un enfant, ou l'instruction ou autre règlement d'une accusation contre un enfant, ou d'une accusation contre un adulte traduit devant la Cour pour jeunes délinquants en exécution de l'article 33 ou de l'article 35, quand est divulgué le nom de l'enfant ou de son père ou de sa mère ou de son tuteur ou de l'école ou institution que l'enfant est censé avoir fréquenté ou dans laquelle il est censé avoir été pensionnaire, ou quand l'identité de l'enfant est par ailleurs indiquée.

(4) — Le paragraphe (3) s'applique à tous les journaux et autre publications édités dans quelque lieu que ce soit au Canada, que la présente loi, par ailleurs, soit ou non en vigueur à l'endroit de la publication. 1929, c. 46, art. 12.

57. La Commission se demande cependant si l'application de l'article 12 de la Loi des jeunes délinquants a toujours entraîné les effets bénéfiques que pouvait souhaiter le législateur de 1929. Selon la Commission, il faut continuer à préserver l'anonymat des jeunes accusés, mais il faut également que les tribunaux pour mineurs soient, comme les autres, l'objet d'une surveillance par la presse et l'opinion publique.

RECOMMANDATION No 19

58. Que les enfants traduits devant le tribunal pour mineurs soient accusés de délits précis, comme c'est le cas dans les poursuites intentées aux délinquants adultes.

RECOMMANDATION No 20

59. Qu'un jeune traduit devant un tribunal pour mineurs en vertu de la Loi sur les jeunes délinquants ne puisse écoper d'un dossier judiciaire à moins d'avoir commis un délit ou un acte formellement interdit par le Code criminel ou, à tout le moins, par la loi fédérale ou provinciale. En d'autres termes, un jeune contrevenant ne devrait avoir un dossier judiciaire que s'il a commis des infractions ou des délits qui vaudraient un dossier judiciaire à un adulte.

RECOMMANDATION No 21

60. Dans les cas où le tribunal des mineurs décide de référer un jeune contrevenant à un tribunal ordinaire, que sa décision soit soumise aux conditions suivantes :

- 1. Que la décision soit motivée par écrit.**
- 2. Qu'une telle décision soit réservée aux cas où il s'agit d'un délit grave.**

3. Que de telles décisions soient réservées aux jeunes contrevenants qui ne pourraient profiter d'une mesure de réhabilitation.

RECOMMANDATION No 22

61. Dans les cas où il deviendrait nécessaire de faire comparaître un jeune contrevenant devant un tribunal ordinaire, qu'on ne demande à celui-ci que l'établissement du verdict et que les dispositions à prendre relèvent de la compétence du tribunal des mineurs.

RECOMMANDATION No 23

62. Qu'il soit toujours possible au tribunal des mineurs de garder sous sa juridiction pendant une période ne dépassant pas 12 mois un jeune contrevenant sur lequel le tribunal aurait déjà été appelé à statuer. En d'autres termes, que la juridiction du tribunal des mineurs puisse, selon le bon plaisir de la Cour, être prolongée d'un an dans le cas des contrevenants qui auraient déjà fait l'objet d'une décision du tribunal des mineurs.

RECOMMANDATION No 24

63. Que l'on étende aux jeunes contrevenants les précautions qui entourent l'arrestation, l'interrogatoire, la détention et le procès des prévenus adultes.

RECOMMANDATION No 25

64. En plus de garantir aux jeunes contrevenants les précautions qui entourent chez les adultes l'arrestation, l'interrogatoire, la détention et le procès, que l'on veille à remettre le plus tôt possible les jeunes contrevenants entre les mains de personnes spécialement préparées à traiter avec les jeunes.

RECOMMANDATION No 26

65. Que le service gouvernemental de sécurité judiciaire veuille à ce que les jeunes inculpés dépourvus de ressources financières suffisantes bénéficient des services gratuits d'un procureur.

RECOMMANDATION No 27

66. Que le service gouvernemental de sécurité judiciaire se préoccupe de faire connaître aux parents ou tuteurs de tous les jeunes contrevenants leur droit à l'assistance d'un procureur.

RECOMMANDATION No 28

67. Que le tribunal des mineurs restreigne ses interventions à ces cas où il devient nécessaire de priver le jeune contrevenant de sa liberté ou de réduire certains droits de la famille.

RECOMMANDATION No 29

68. Que les dossiers judiciaires des jeunes contrevenants (de 15 à 21 ans) puissent être transmis au tribunal pour adultes qui en ferait la demande.

RECOMMANDATION No 30

69. Que le gouvernement du Québec entreprenne les démarches pour que soient déclarées illégales les offres d'emploi qui exigent du postulant la révélation de tout son passé judiciaire. Que les questionnaires des employeurs ne puissent demander une telle révélation que de la part des postulants qui auraient commis une offense criminelle au cours des cinq (5) années précédant la demande.

RECOMMANDATION No 31

70. Que le gouvernement du Québec entreprenne les démarches nécessaires pour rendre plus souple la règle du huis-clos qui s'applique à l'heure actuelle aux comparutions des jeunes délinquants, tout en continuant de préserver avec vigilance et fermeté l'anonymat des jeunes prévenus.

RECOMMANDATION No 32

71. Que les représentants des techniques de communications sociales puissent assister aux audiences du tribunal des mineurs, rendre publics les faits mis en preuve, la décision rendue par le tribunal et la marche générale des débats, à condition que rien dans les compte rendus ne permette d'identifier le jeune inculpé ou le jeune contrevenant.

72. La Commission estime que les réformes déjà suggérées ne suffisent pas. La Commission considère qu'il faut aller plus loin dans deux directions très précises : en premier lieu, améliorer le matériel dont disposent ceux qui sont appelés à décider du sort des jeunes inculpés ; en second lieu, rénover entièrement la structure de la Cour du Bien-Être social elle-même.

73. La Commission constate que le rapport présentiel, quoique d'un usage répandu dans les Cours du Bien-Être social, n'est pas automatiquement requis par le tribunal.

74. La Commission constate que le contenu d'un rapport présentiel peut fluctuer de façon aussi importante qu'imprévue, soit à cause du genre d'informations accessibles au rédacteur, soit à cause des différences dans la formation professionnelle des enquêteurs, soit en raison des désirs exprimés par les magistrats... Les informations diffèrent également parce que les grandes villes possèdent des centres médicaux bien organisés dont ne sauraient profiter les municipalités ou les régions excentriques.

75. La formation professionnelle tend à s'uniformiser, mais de 20 à 25 p. cent des employés, particulièrement parmi les anciens, doivent poursuivre des études en même temps qu'ils vaquent à leurs activités professionnelles, ce qui provoque nécessairement des variations dans le rendement.

76. Selon la Commission, il n'est pas toujours facile de concilier l'une avec l'autre les deux responsabilités principales des officiers de probation. Dans un cas, le tribunal compte sur l'officier de probation pour l'éclairer sur les antécédents du jeune inculpé. D'autre part, le tribunal charge fréquemment l'officier de probation d'assurer la surveillance d'une jeune contrevenant. La situation devient particulièrement délicate lorsque l'officier de probation est appelé à étudier ou à surveiller de jeunes récidivistes dont il a déjà eu à s'occuper.

77. La Commission note que la Loi sur la protection de la jeunesse définit fort mal le rôle et le statut de l'officier de probation. En pratique, l'officier de probation jouit d'une protection contre les procédures civiles (article 30) lorsqu'il travaille dans le cadre de la Loi sur les jeunes délinquants, mais il prête flanc à toutes les poursuites de nature civile lorsque les travaux que lui demande le tribunal des mineurs sont reliés plutôt à la Loi de la protection de la jeunesse. Une telle situation invite nécessairement l'officier de probation à recourir à la loi qui lui offre la meilleure protection, mais cette loi est précisément celle dont il faut éloigner le plus souvent possible le jeune contrevenant.

78. La Commission constate également que le secret professionnel de l'officier de probation n'est en aucun temps reconnu par les tribunaux. La Loi sur les jeunes délinquants précise même que l'officier de probation doit « fournir à la Cour les renseignements et l'aide qu'elle juge nécessaire » (article 31). Une telle rédaction ne nuance pas suffisamment entre les témoignages qui seraient rendus devant un

tribunal siégeant à huis-clos et les renseignements que peut solliciter ou exiger une Cour siégeant publiquement. Cette situation expose le jeune contrevenant et l'officier de probation à de graves dangers. En effet, un certain nombre de renseignements transmis à l'officier de probation ne seront pas intégrés au rapport de celui-ci si le tribunal contraint l'enquêteur à révéler et ses sources et les moindres confidences. (La Commission note cependant la nécessité de débarrasser un grand nombre de rapports présentenciels d'un fort volume de ouï-dire.)

RECOMMANDATION No 33

79. Que les autorités de la Cour du Bien-Être social imposent à tous leurs tribunaux l'utilisation constante du rapport présentenciel.

RECOMMANDATION No 34

80. Que le ministère de la Justice fournisse à tous les tribunaux de mineurs du Québec un personnel suffisant pour assurer la rédaction de rapports présentenciels dans tous les cas où un jeune inculpé peut faire l'objet d'une mesure pénale. Que le ministère de la Justice exige en outre l'application uniforme de hauts standards professionnels chez les auteurs des rapports présentenciels.

81. En examinant les demandes d'aide et de protection formulées par la population elle-même, la Commission constate que la Cour du Bien-Être social est considérée par d'importants secteurs de la population comme un recours direct, universel et automatique.

82. La Commission constate en outre que, dans les dossiers qui relèvent de la Loi de la protection de la jeunesse, c'est généralement la famille et le plus souvent la mère qui demande l'aide du tribunal. Cette demande peut être directe ou provenir d'une agence privée de service social.

83. En se basant sur un échantillonnage de 10 p. cent des demandes soumises en 1967, la Commission constate qu'aucune demande n'a été formulée par les autorités scolaires. En revanche, environ 20 p. cent des demandes provenaient de voisins, de gardiens ou de pères nourriciers.

84. Le même échantillon a révélé qu'environ 5 p. cent des demandes proviennent des enfants eux-mêmes (de 12 à 14 ans), ce qui constitue un phénomène difficilement explicable et assurément inadmissible.

85. La Commission rappelle cependant (cf. paragraphe 12) que les demandes d'aide et de protection atteignent leur sommet à propos des enfants âgés de 7 à 14 ans.

86. La Commission constate qu'environ 60 p. cent des demandes d'aide et de protection proviennent de parents séparés, ce qui laisse supposer une action de la Cour Supérieure antérieure à l'intervention de la Cour du Bien-Être social.

87. Certaines informations indiquent cependant que les juges des Cours supérieures réfèrent parfois les individus aux Cours du Bien-Être social afin de profiter des services de diagnostics et d'enquêtes sociales dont les Cours du Bien-Être social sont les seules à utiliser.

88. La Commission constate que presque tous les dossiers transmis à la Cour du Bien-Être social en raison de la Loi sur les jeunes délinquants proviennent des corps policiers.

89. La Commission constate que l'on applique très rarement les articles du Code criminel qui concernent la responsabilité des parents et les dispositions de la Loi des jeunes délinquants qui pourraient s'appliquer aux adultes.

90. La Commission constate que la Cour du Bien-Être social est fréquemment appelée à intervenir dans des situations qui n'ont rien à voir avec la justice pénale.

91. Par ailleurs, à la différence de ce qui se passe dans la plupart des pays occidentaux, nos juges québécois des mineurs accèdent à leurs fonctions sans que soient requises la moindre spécialisation dans le domaine de la psychologie et de la pédagogie.

92. La Commission constate également qu'aucun entraînement spécialisé n'est offert au juge des mineurs après sa nomination et qu'aucun service d'information ou de liaison n'est intervenu pour combler ces lacunes et pour fournir au juge des instruments et des informations qui l'aideraient à mieux remplir sa tâche.

93. La Commission considère que les réticences et la méfiance de la population face à l'administration de la justice ont une importance toute particulière chez les jeunes. En d'autres termes, la constatation que formulait la corporation des psychologues du Québec s'applique d'une façon particulièrement grave à cette couche de la population dont s'occupe la Cour du Bien-Être social du Québec : « Malheureusement, nous constatons une perception négative et parfois même provocante de la loi qui peut aller jusqu'à devenir une source d'infraction

à la loi. Dès qu'une population perçoit la Justice, la considérant comme inexistante, inégale ou truquée, le respect de la loi ne peut qu'en souffrir. Il importe donc de mettre tout en oeuvre pour prévenir ou corriger ces attitudes, pour éduquer la population à une discipline intégrée et totalement respectueuse d'une loi qui doit évoluer parallèlement à la société... »

94. La Commission constate que nos institutions et nos programmes scolaires se sont guère préoccupés de transmettre aux jeunes des notions précises et modernes sur l'administration de la Justice. En somme, notre système scolaire n'a pas tenu compte du fait que la responsabilité pénale commence chez nous à huit ans ni du fait que les attitudes négatives face à l'administration de la Justice s'enracinent et se développent dès le jeune âge.

95. La Commission considère que les réticences et la méfiance des jeunes face à l'administration de la Justice rendent plus probables les gestes délinquants et plus difficile la réhabilitation. Il est donc souverainement important d'améliorer l'image de l'appareil judiciaire et de rendre moins dramatiques les contacts entre les jeunes et l'administration de la Justice. Dans ce contexte, l'action policière revêt une importance de premier plan.

96. En raison du morcellement des corps policiers, les contacts entre la police et les jeunes se font dans un grand nombre de régions par l'intermédiaire d'un personnel qui n'est ni qualifié ni spécialisé. La Commission estime que le regroupement des corps policiers évitera sans aucun doute la répétition d'actes isolés mais regrettables qui risquent d'ancrer les jeunes dans une attitude déjà agressive.

97. La Commission constate avec grande satisfaction que quelques municipalités ont spécialisé un ou plusieurs de leurs policiers dans les contacts avec les jeunes. Dans la plupart des cas, il s'agit d'une organisation très simple qui tire simplement parti des structures existantes, ce qui a limité les frais et les complications administratives.

RECOMMANDATION No 35

98. Que toute municipalité qui possède des ressources suffisantes confie à un ou plusieurs policiers spécialement préparés à ces fonctions la prévention des délits et les contacts avec les jeunes.

RECOMMANDATION No 36

99. Que les municipalités qui ne pourraient supporter financièrement l'emploi continu d'au moins un policier spécialisé dans les contacts

avec les jeunes groupent leurs ressources avec celles de leurs voisines afin d'offrir ce service à leurs contribuables.

RECOMMANDATION No 37

100. Que les différents ministères déjà impliqués dans l'établissement d'une politique pour l'enfance inadaptée s'abouchent pour créer des centres d'accueil et de diagnostic dans les différentes régions administratives du Québec.

RECOMMANDATION No 38

101. Que l'on impose progressivement à tous les corps policiers l'obligation de diriger les jeunes contrevenants vers des centres d'accueil et de diagnostic. Qu'on en arrive progressivement à imposer à tous les corps policiers l'obligation légale de transférer à ces centres d'accueil et de diagnostic et ce, dans un délai aussi bref que possible, tous les jeunes contrevenants qu'ils auront arrêtés.

RECOMMANDATION No 39

102. Que ces centres d'accueil et de diagnostic soient pourvus des services nécessaires pour évaluer rapidement les besoins d'un enfant ou d'un jeune contrevenant. Dans cet esprit, qu'ils soient reliés de très près ou, tout simplement, intégrés aux services scolaires régionaux. Ils relèveraient alors du Service d'aide à l'enfance inadaptée du ministère de l'Éducation.

RECOMMANDATION No 40

103. Que l'on accorde progressivement à ces centres d'accueil et de diagnostic des pouvoirs de décision tels qu'ils puissent statuer sur le sort d'un jeune contrevenant.

RECOMMANDATION No 41

104. Que les centres d'accueil et de diagnostic puissent le plus tôt possible décider s'il est nécessaire de traduire le jeune contrevenant devant un tribunal des mineurs, s'il est préférable de conclure une entente administrative avec le jeune contrevenant ou avec ses parents ou tuteurs, ou encore s'il est plus juste de le libérer immédiatement sans condition aucune.

RECOMMANDATION No 42

105. Cependant, que le tribunal des mineurs se saisisse lui-même du dossier d'un jeune contrevenant qui rejetterait, seul ou de concert avec ses parents ou tuteurs, une décision rendue soit par un comité local ou régional de citoyens, soit par un service administratif relié à l'un des différents ministères impliqués dans le traitement de l'enfance inadaptée, soit par un centre d'accueil et de diagnostic.

RECOMMANDATION No 43

106. Que les cas prévus par la Loi de la protection de la jeunesse soient, le plus souvent possible, étudiés et réglés par les comités locaux et régionaux ou par le centre régional d'accueil et de diagnostic et que le tribunal des mineurs n'intervienne que dans les cas où il devient nécessaire de restreindre la liberté d'un enfant ou les droits des parents ou tuteurs.

RECOMMANDATION No 44

107. Que les différents ministères impliqués dans le traitement de l'enfance inadaptée collaborent, par conséquent, pour doter les écoles de services satisfaisants en matière de dépistage, de traitement, d'accueil et de réhabilitation.

EN RÉSUMÉ

DEVANT LES FAITS SUIVANTS

- a) la quantité et la diversité des affaires que les Cours du Bien-Être social sont appelées à régler ;**
- b) l'absence totale d'un programme de formation et de perfectionnement à l'intention des juges ;**
- c) une interprétation trop souvent restrictive des articles de loi définissant le traitement des jeunes contrevenants ;**
- d) une perception souvent négative de l'administration de la Justice de la part de la population et plus particulièrement de la jeune génération ;**
- e) l'omission souvent dangereuse des procédures qui devraient garantir aux mineurs le respect de ses droits ;**

- f) le recours trop peu systématique aux services de diagnostic et de dépistage psychologique avant la sentence ;
- g) l'urgence de présenter à la population un système judiciaire intégré dans le secteur criminel et pénal ;
- h) l'impossibilité de maintenir plus longtemps à son seuil actuel l'âge de la responsabilité pénale ;
- i) la nécessité de rapprocher le plus rapidement possible de la vie concrète et du milieu naturel le traitement offert aux jeunes contrevenants.

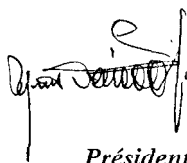
La Commission a été amenée à repenser ce secteur de l'administration de la Justice que sont les Cours du Bien-Être social actuelles et à proposer les réformes suivantes :

- a) que le gouvernement du Québec prenne les mesures nécessaires pour que la Cour du Bien-Être social devienne une simple division du tribunal de première instance et change son nom en celui de tribunal des mineurs ;
- b) que le gouvernement du Québec utilise plutôt les termes de contrevenants, d'enfants contrevenants et de jeunes contrevenants plutôt que celui, moins précis, de jeunes délinquants ;
- c) dans le même esprit, que le gouvernement du Québec entreprenne les démarches nécessaires pour que soit changé le nom de la Loi sur les jeunes délinquants en celui de Loi des jeunes contrevenants ;
- d) que le seuil de la responsabilité pénale soit déplacé de huit à quinze ans ;
- e) que des comités de citoyens formés sur le plan local, régional et québécois constituent une première possibilité d'intervention auprès de l'enfant inadapté ;
- f) que des centres d'accueil et de diagnostic placés sous la surveillance d'un organisme consultatif de type inter-ministériel accueille dès leur arrestation tous les jeunes contrevenants ;
- g) que les centres d'accueil et de diagnostic décident s'il y a lieu de poursuivre un jeune contrevenant devant les tribunaux, si mieux vaut le placer immédiatement en probation ou s'il est préférable de le libérer purement et simplement ;
- h) que le tribunal des mineurs, c'est-à-dire cette section du seul et unique tribunal criminel appelé à juger les jeunes de quinze à

vingt et un ans, intervienne dans tous les cas où un jeune serait privé d'une partie de ses droits et dans les cas où les droits de la famille ou des tuteurs seraient amoindris ;

- i) que les forces policières aient toujours le droit d'en appeler au tribunal des mineurs dans les cas où la décision du centre d'accueil et de diagnostic ne leur conviendrait pas ;
- j) que le tribunal des mineurs ne puisse se dessaisir du dossier d'un jeune contrevenant sans faire une enquête sociale et médicale approfondie ;
- k) qu'il soit impossible de doter un jeune contrevenant d'un dossier judiciaire à moins qu'il n'ait commis des délits ou des crimes qui justifieraient l'établissement d'un dossier judiciaire s'ils étaient commis par un adulte.

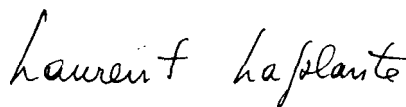
Québec, 16 mars 1970.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be "Jean Gauthier", written over a horizontal line.

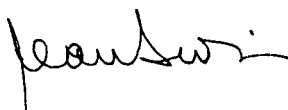
Président

A handwritten signature in dark ink, appearing to be "H. Gauthier", written over a horizontal line.

Commissaire

A handwritten signature in dark ink, appearing to be "Laurent Laplante", written over a horizontal line.

Commissaire

A handwritten signature in dark ink, appearing to be "Jean Gauthier", written over a horizontal line.

Secrétaire

APPENDICE I

Mémoire de l'Association des Officiers de
Probation du Québec (Inc.)
(paragraphe 7 note 1).

**MÉMOIRE DE
L'ASSOCIATION DES OFFICIERS DE PROBATION DU
QUÉBEC (INC.)**

À LA

**COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION
DE LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE
ET PÉNALE AU QUÉBEC**

Montréal, juillet 1968.

Remerciements à tous les collaborateurs du mémoire et de l'enquête. Notamment, à M. Guy Marcotte, M.S.S., Directeur provincial des Services de probation, pour sa précieuse collaboration.

COMITÉ DU MÉMOIRE :

- Président :* M. Claude Pinsonneault, o.p. (Joliette).
- Membre ex-officier :* M. Jean S. Girard, o.p. (Québec) Président provincial de l'A.O.P.Q.
- Membres :* M. Hubert Turcotte, o.p. (Montréal).
Me Jean Trépanier, o.p. (Montréal).
M. André Roger, Directeur du Service de probation de Hull.
M. Jacques Allaire, Directeur du Service de probation de Saint-Jérôme.
- Conseillers techniques et collaborateurs :* Mlle Louise Dionne, M.S.S. (travailleuse sociale professionnelle, Service de psychiatrie infantile de l'hôpital Maisonneuve).
M. Jean Deguire, L. Ps. (psychologue à la Clinique d'aide à l'enfance de Montréal, responsable de recherches).
- Conseiller juridique :* Me Jean Trépanier, LL.L., avocat et o.p.
- Sous-comité (compilation)* M. Hubert Turcotte, o.p. (Montréal), président.
M.L. Toupin, o.p. (Montréal).
Mlle Anne O'Neil, o.p. (Montréal).
Mlle Micheline Leduc, o.p. (Montréal).
Mlle N. Avon, o.p. (Montréal).
Mme Micheline Pinsonneault (Joliette).
M. André Dion, o.p. (Montréal).
Mlle Michèle DePassillé, (Montréal).
M. Michel Lippé, T.S.P. (Montréal).
- Secrétaire :* Mlle Francine Comtois, (Joliette).

INDEX

- Chapitre 1 : L'officier de probation : qui est-il ?
- 2 : But et méthode de la probation
- 3 : Les conditions de travail
- 4 : Les ressources
- 5 : L'officier de probation dans la loi
- 6 : Le Service de probation dans la C.B.E.S.
- 7 : Les jeunes à la Cour du Bien-Être social
- 8 : Le tribunal de la famille.

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Au mois d'août 1967, le Conseil général de l'Association des Officiers de Probation du Québec Inc., prenait la décision de présenter un mémoire devant la Commission d'enquête sur l'administration de la justice.

L'association a mis sur pied un comité du mémoire, « qui avait pour tâche d'étudier et de faire en quelque sorte le portrait des Services de probation et ceux qui les composent notamment les officiers de probation ». La Cour du Bien-Être social étant une structure intimement liée avec la probation, cette dernière a également nécessité une étude de ce comité.

En décembre dernier, le « comité du mémoire » a préparé et fait enquête auprès des officiers de probation de la province. Cette enquête a porté sur l'officier de probation lui-même et les cadres à l'intérieur desquels il doit travailler (structure du service et de la Cour du Bien-Être social). Chaque officier de probation a été invité à répondre à un questionnaire. Sur une possibilité de 157 officiers au Québec, nous avons reçu environ la moitié des questionnaires envoyés.

Ce que nous présentons à la Commission Prévost aujourd'hui c'est donc le résultat de cette étude, les grandes lignes qui s'en dégagent et la formulation de recommandations qui, à notre avis, pourront augmenter sensiblement l'efficacité des Services de probation auprès des Cours du Bien-Être social de la province.

Dans les premiers chapitres nous vous présentons un historique de l'A.O.P.Q., puis un aperçu du fonctionnement des Services de probation, la philosophie ; également, nous regardons le fonctionnement de la Cour du Bien-Être social, la clientèle touchée, la juridiction de cette Cour, le rôle du juge, etc. À la suite de ces exposés suivent les chapitres sur l'enquête elle-même et les recommandations.

Cette étude à notre avis reflète le plus fidèlement possible le contexte et ceux qui y travaillent en exposant la situation « de fait ». À partir de là elle veut présenter les changements que nous croyons nécessaires.

Nous espérons par ce geste avoir fait une part, si humble soit-elle, dans l'amélioration de l'administration de la justice.

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'A.O.P.Q.

HISTORIQUE DE L'ASSOCIATION DES OFFICIERS DE PROBATION DU QUÉBEC INC.

L'Association des Officiers de Probation du Québec Inc. a été fondée à Montréal en 1965. Elle détient une charte du gouvernement provincial l'incorporant en vertu de la 3^e loi des compagnies, depuis le 13 février 1967.

L'association a pour but :

- A) De promouvoir auprès de ses membres la compétence et l'éthique professionnelle.
- B) Définir et diffuser l'ensemble des conceptions qui servent de base au travail de probation et de réhabilitation.
- C) Préciser avec l'aide des autorités compétentes la fonction et les responsabilités de l'officier de probation.
- D) Représenter les membres auprès des autres professions, des corps intermédiaires et de la population en général.
- E) Collaborer avec tous les organismes concernés en vue de rendre le travail de probation et de réhabilitation plus efficace.

LA PROBATION AUPRÈS DES JEUNES AU QUÉBEC

La probation au Québec contrairement à d'autres provinces comme l'Ontario par exemple, n'est pas sanctionnée par une loi. C'est uniquement en vertu de la Loi (fédérale) des jeunes délinquants que les pouvoirs et les devoirs de l'officier de probation sont définis.

L'article 30 de la Loi des jeunes délinquants, spécifie en ces termes les pouvoirs qui sont délégués à l'officier de probation : « Tout agent de surveillance dûment nommé en vertu des dispositions de la présente loi ou de quelque statut provincial est revêtu, pour l'exécution de ses fonctions comme tel, de tous les pouvoirs d'un constable, et est protégé contre toutes procédures civiles pour ce qu'il peut faire en exerçant de bonne foi les pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi. »

Les devoirs des officiers de probation sont stipulés aux articles 31 et 32 de la Loi des jeunes délinquants : « L'agent de surveillance est tenu de faire toute enquête que la Cour peut exiger, d'être présent en Cour afin de représenter les intérêts de l'enfant lorsque la cause est entendue, de fournir à la Cour les renseignements et l'aide qu'elle juge nécessaires, et de prendre soin de l'enfant, avant ou après le procès, de la manière que la Cour peut ordonner ». (article 31).

« Tout agent de surveillance, de quelque manière qu'il ait été nommé, est, pour toutes les fins de la présente loi, sous la direction et soumis aux

instructions du juge de la Cour à laquelle est attaché cet agent de surveillance ». (article 32).

DÉFINITION ET ORIENTATION DE LA PROBATION JUVÉNILE DANS LA PROVINCE

Tel que définie par la direction provinciale, (réf : M. Guy Marcotte, M.S.S., extrait d'une conférence prononcée à l'Université de Sherbrooke en mars 1968).

La probation en général : « C'est une méthode de traitement de délinquants spécialement sélectionnés et qui consiste en une suspension conditionnelle de la peine : ces personnes sont mises en probation en raison des traits de leur personnalité et du milieu social où elles vivent. Elles reçoivent pendant la durée de la probation une assistance réelle sous forme de conseils et de surveillance individuelle. Cette définition prend une autre dimension lorsqu'on étudie cette réalité dans la Cour du Bien-Être social.

La probation comme mesure de réhabilitation s'est surtout développée auprès des tribunaux d'enfants et a mis l'accent beaucoup plus sur le social que le juridique. Lorsqu'on étudie la clientèle de ces Cours et qu'on essaie de cerner le travail qui s'accomplit dans ce milieu, nous constatons que l'officier de probation se trouve au carrefour de problèmes d'ordre social, familial et professionnel.

En plus des jeunes délinquants, la clientèle se compose d'enfants dont la famille est désunie, d'enfants abandonnés ou d'enfants dont les parents présentent des difficultés d'adaptation. L'officier de probation doit aborder le problème de l'enfant, de sa famille et de toute sa constellation sociale. Au Québec nous parlons de plus en plus de « service social » lorsque nous parlons de probation. Il appert de ces considérations que la probation qui provient d'un concept juridique libéral s'identifie de plus en plus comme service social qui aide le juge à prendre des décisions en vue de la réhabilitation des personnes qui sont traduites devant la Cour.

Aussi, « le but de la probation est-il d'éliminer ou d'atténuer les causes du comportement asocial de la personne en modifiant des facteurs internes et externes de ce comportement et en développant les éléments positifs de sa personnalité ».

La probation s'en prend aussi à toute la personne réelle et virtuelle du sujet dans le présent et dans l'avenir. Elle est à la fois éducative et rééducative ; elle a pour but de supporter et d'épanouir. Ce service social s'accomplit dans des conditions particulières qu'on appelle contexte d'autorité, c'est-à-dire, que la personne qui est traduite devant la Cour ne vient pas de sa propre initiative. Elle perd d'une certaine manière une partie de

sa liberté. Elle est suspendue à la décision de l'autorité du juge. Malgré les obstacles que ce contexte peut créer, les principes du service social peuvent y être mis en application.

En résumé, la probation auprès des jeunes est une mesure de service social qui s'exerce dans un contexte d'autorité juridique et dont le but est de laisser le plus possible l'enfant dans son milieu naturel sous la surveillance professionnelle d'un agent spécialisé à cet effet.

REGARD SUR LES SERVICES DE PROBATION POUR MINEURS AU QUÉBEC

Services offerts :

- Admission et orientation des nouveaux cas (intake) à passer devant le juge.
- Enquête sociale et rapports aux juges.
- Traitements et surveillance des jeunes confiés au Service de probation.

Au 30 septembre 1967, il y avait 15 Services de probation auprès des Cours du Bien-Être social, soit : Montréal, Québec, Sherbrooke, Hull, Saint-Jérôme, Chicoutimi, Saint-Hyacinthe, Rivière-du-Loup, Trois-Rivières, Valleyfield, Rouyn, Val d'Or, Hauterive, Saint-Joseph, New-Carlisle.

Dans ces services étaient répartis 157 officiers de probation. La moyenne d'âge de ces officiers est de 35 ans.

La moyenne de scolarité des officiers dans la probation est de 14 années d'études. Plus de 40 officiers ont suivi des cours en Socio-Pédagogie. Depuis septembre 1967, environ 30 officiers de probation suivent des cours d'aide-social dans les C.E.G.E.P. La probation compte 5 professionnels dans le secteur. Le ministère de la Famille et du Bien-Être social fait suivre présentement des cours en criminologie, en service social, à 8 officiers en vue de leur faire obtenir une maîtrise dans une des sciences humaines.

En 1966, les Services de probation se sont vu confier 12,041 cas dans lesquels un officier de probation a dû intervenir.

En 1968, de janvier à avril, les juges ont confié aux Services de probation 2,880 cas. La moyenne du caseload provincial pour ces 4 mois était de 79 cas par officier.

COURS DU BIEN-ÊTRE SOCIAL (OBJECTIFS ET JURIDICTION)

Clientèle : a) Délinquants juvéniles. Tout jeune de moins de 18 ans qui commet un délit au sens du Code criminel, municipal, de la route, etc., voit automatiquement sa cause portée devant la Cour du Bien-Être social.

- b) Cas de protection. (Loi de la protection de la jeunesse provinciale). Un enfant en danger physique ou moral de moins de 18 ans. Un enfant peut présenter de sérieux troubles de comportement de nature à empêcher son adaptation sociale (y compris la pré-délinquance). Enfant placé dans une situation dangereuse. Exemple : enfant brutalisé, maltraité, abandonné, etc.
- c) Adoption. (réf. à la loi) « Dans tout district pour lequel la Cour du Bien-Être social est établie, la requête doit être adressée à un juge de cette Cour, qui a juridiction exclusive pour l'entendre et la décider » (chap. 218, art. 15, dernier paragraphe).
- d) Différends : conjoints en discorde ou enfants en conflit avec leurs parents ; c'est lors d'une crise ouverte que ces cas viennent à la Cour.
- e) Adultes irresponsables : adultes qui incitent les enfants à la délinquance ou négligent leurs responsabilités parentales.

Telle est la clientèle de la Cour du Bien-Être social. Le juge doit analyser chaque situation, porter un jugement et prendre la disposition légale qui s'impose.

Une fois la clientèle identifiée, cherchons l'attitude que prendra le juge. Dans la loi de la Cour du Bien-Être social, (chap. 29, art. 106) des statuts refondus du Québec 1964, on dit que tout juge d'une Cour du Bien-Être social doit... « s'employer à aider à la protection de l'enfance et aux bonnes relations entre conjoints ». À ces fins :

- a) il conseille les personnes qui recourent à ses bons offices pour la réhabilitation des jeunes délinquants, la protection des enfants particulièrement exposés à des dangers moraux et physiques en raison de leur milieu ou d'autres circonstances spéciales ; et généralement, il collabore à l'élaboration du sort de l'enfance malheureuse et négligée ;
- b) il agit comme conciliateur lorsqu'il en est requis dans tout différend entre conjoints ou entre parents et enfants.

Par cette loi, le législateur a voulu substituer ce tribunal à d'autres dont la compétence s'étend beaucoup plus aux problèmes des adultes qu'à ceux des enfants. Les besoins auxquels il veut répondre sont ceux de l'enfance, de l'adolescence et des relations familiales.

CHAPITRE PREMIER

L'OFFICIER DE PROBATION JUVÉNILE

L'OFFICIER DE PROBATION JUVÉNILE

(PORTRAIT)

TABLEAU I

Nombre d'officiers de probation dans la province au 30 septembre 1967 :

Hommes : 101 (total 157)
Femmes : 56

Moyenne d'âge des officiers de probation : 35 ans.

Années de service : (par bureau) :

Montréal	:	5 ans 8 mois.
Québec	:	10 ans 8 mois.
Sherbrooke	:	5 ans
Saint-Jérôme	:	5 ans 8 mois.
Chicoutimi	:	4 ans 1 mois.
Saint-Hyacinthe	:	3 ans 2 mois.
Rivière-du-Loup	:	8 ans 1 mois.
Trois-Rivières	:	10 mois.
Valleyfield	:	5 ans 1 mois.
Rouyn	:	6 ans 2 mois.
Saint-Joseph de Beauce	:	2 ans 6 mois.

MOYENNE D'ANNÉES DE SERVICE PAR OFFICIER AU QUÉBEC : 5 ans 11 mois.

DEGRÉ DE SCOLARITÉ : 14 années d'études.

COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU I

Les chiffres du tableau 1 ont été fournis par la direction provinciale des Services de probation et présentant de façon objective les affectifs de la probation, et leurs caractéristiques principales. À l'aide de ces renseignements nous avons réussi à établir la moyenne des années de service en probation par officier et la moyenne des années d'expérience dans le secteur pour chaque service. Quelques aspects se dégagent de ces chiffres.

D'abord, une certaine mobilité du personnel et ce spécialement dans la région de Montréal. Les conditions de travail particulières à ce secteur semblent influencer beaucoup cette mobilité. Par contre, la région de Québec est plus stable au point de vue mobilité, ce qui ne veut pas dire nécessairement qu'il n'y ait pas de problèmes ou de mauvaises conditions de travail dans ce service puisque plusieurs personnes en probation déplorent l'inefficacité de ce service depuis des années.

En ce qui concerne la scolarité, il y a eu depuis les cinq dernières années une amélioration. Le niveau d'instruction par officier était de 11 années d'études et aujourd'hui il est passé à 14 années.

RÉSULTAT DE L'ENQUÊTE (Description de l'échantillonnage ayant servi à l'enquête).

PROVENANCE DES RÉPONSES PAR RÉGION :	MONTRÉAL	44
	QUÉBEC	5
	AUTRES	35
	SANS RÉPONSES	1
	Réponses, total :	85

MOYENNE D'ÂGE DE L'OFFICIER DE PROBATION : PAR RÉGION

MONTRÉAL	:	34.4
QUÉBEC	:	39.7
AUTRES	:	35.3
MOYENNE PROVINCIALE	:	* 35 ans

SEXE :

	Montréal	Québec	Autres	Total
Hommes :	25	4	30	59
Femmes :	19	1	6	26
	<hr/> 44	<hr/> 5	<hr/> 36	<hr/> 85

STATUT CIVIL :

	Montréal	Québec	Autres	Total
Célibataires	23	1	9	33
Mariés	20	4	25	49
Veufs	0	0	1	1
Religieux	1	0	0	1
	<hr/> 44	<hr/> 5	<hr/> 35	<hr/> 84

NOMBRE D'ENFANTS PAR OFFICIER DE PROBATION (mariés) :

Les officiers de probation ont à :	MONTREAL	1.8 enfant
	QUEBEC	3 enfants
	AUTRES REGIONS	2.8 enfants
	MOYENNE D'ENFANTS PAR FAMILLE D'OFFICIER DE PROBATION :	
		2.01 enfants

POSTE DANS LA HIÉRARCHIE :

Officier de probation	:	64
Chefs d'équipe (Classe 1 Ars)	:	5
Directeurs (Ars principale)	:	4
Assistants-directeurs (Ars principale)	:	2
Consultants	:	2
Sans réponses	:	4

RÉSUMÉ

Le niveau de scolarité s'est accru sensiblement en probation. Cette étude dégage une nette insuffisance de la formation du personnel dans les études directement reliées avec la profession.

COMMENTAIRES SUR L'ÉCHANTILLONNAGE

À noter que la moyenne d'âge de l'échantillonnage correspond presque parfaitement à la moyenne d'âge des statistiques fournies par la direction des Services de probation, ce qui nous permet d'affirmer que l'âge moyen de l'échantillon correspond à l'âge moyen de l'officier de probation au Québec.

FORMATION ACADÉMIQUE

Il a été impossible de compiler le degré de scolarité exact de ceux qui ont répondu au questionnaire. Cependant nous savons au départ que pour suivre un cours spécialisé soit en socio-pédagogie ou aide social (C.E.G.E.P.),

l'on exige au moins la 11^e année. Prenant cela comme critère nous pouvons affirmer que tous ceux qui ont répondu à la question avaient au moins une 11^e année de scolarité, un diplôme ou des crédits dans des cours soit d'aides sociaux ou de socio-pédagogie.

Cependant, les résultats venant de la région de Québec ne sont pas significatifs parce que nous avons reçu qu'un très faible nombre de réponse. Nous savons que quelques officiers sont diplômés ou ont suivi des cours en socio-pédagogie.

La statistique du service révèle que la moyenne des années académiques de l'officier de probation est de 14 ans. L'analyse des chiffres compilés démontre qu'un bon nombre d'officiers de probation ont une formation au niveau secondaire et classique. Un trop faible pourcentage ont complété un cours de formation spécialisé relié directement avec le travail social, soit : aide-social (C.E.G.E.P.), socio-pédagogie.

FORMATION AU TRAVAIL (Intraining)

(sur 83 réponses, 2 sans réponse).

Un stage de formation est-il souhaitable ?

	Nullement	Peu	Moyennement	Beaucoup	Totalement
Nombre de réponses	0	0	4	18	61

SURVEILLANCE PROFESSIONNELLE

Votre travail s'effectue-t-il sous une certaine surveillance ?

	oui : 53
	non : 29
TOTAL :	82
Sans réponse	3

Votre superviseur est-il un professionnel ?

	oui : 23
	non : 30
TOTAL :	53
Sans réponse	32

La majorité des officiers de probation désirent recevoir une formation dans un stage d'entraînement. Nous savons que présentement Montréal et

quelques autres services mettent un programme d'entraînement pour leurs nouveaux officiers de probation. Les programmes varient d'un endroit à l'autre et durent de 2 semaines jusqu'à 1 mois et demi. Il n'y a présentement aucun programme officiel de formation du personnel de probation dans les secteurs. Chaque directeur de service avec ses adjoints appliquent un programme de formation lequel n'a pu être étudié et évalué dans le présent document.

SUPERVISION

Il est possible qu'en répondant au questionnaire des officiers de probation se soit mépris sur ce sens à donner au terme « supervision » ce qui affecte la validité des résultats. Nous formulerons néanmoins les commentaires suivants.

Il est encourageant de constater que les officiers reçoivent une certaine forme de supervision chaque semaine (environ 2 heures). Auparavant aucune forme de supervision n'était donnée à l'officier.

Cependant nous déplorons que cette supervision ne soit pas faite par un consultant puisque 23 affirment que le superviseur est un professionnel (psychologue, T.S.P. ou autre) et affirment que le superviseur est un non-professionnel.

Nous ne voulons pas ici dévaloriser la compétence des directeurs ou chefs d'équipe qui ne font pas partie des professions libérales. Cependant, nous sommes portés à croire que chaque service devrait s'adjoindre au moins un spécialiste pour fins de consultation et d'orientation des cas.

RÉSUMÉ DU CHAPITRE ET GRANDES LIGNES À RETENIR : PORTRAIT DE L'OFFICIER DE PROBATION

Homme ou femme âgés de 35 ans, généralement mariés, 2 enfants.

FORMATION

14 années d'études. N'a trop souvent pas reçu une formation académique directement reliée à son travail. Pour la moitié, les officiers détiennent un diplôme d'aide-social ou de socio-pédagogie.

EXPÉRIENCE

À pris son expérience dans l'enseignement, l'institution pour enfants et adolescents ou dans les agences sociales.

À son arrivée dans le service il a reçu un entraînement variant de 2 semaines à 1 mois et demi, où il a appris la routine chez les juges, des notions de psychologie, des notions de technique d'entrevues et d'enquêtes sociales.

Puis le voilà lancé à fond de train dans son travail. Produisant une qualité de travail acceptable au début, mais diminuant vite avec la surcharge de travail.

Voilà, en gros, l'officier de probation auprès des mineurs délinquants au Québec.

N'y aurait-il pas lieu d'améliorer sa condition ?

RECOMMANDATION — 1 —

Nous recommandons d'insérer ou d'amender les critères pour l'engagement futur des officiers de probation, notamment :

Niveau d'instruction minimum : 12e année, et, s'engager par écrit à terminer le cours d'aide social au C.E.G.E.P. dans un délai déterminé ou, posséder un diplôme d'aide social (C.E.G.E.P.) ou, un diplôme en service social, également, l'âge minimum pour l'engagement des officiers de probation devrait être de 25 ans.

RECOMMANDATION — 2 —

Dans le but de stabiliser le mouvement du personnel notamment dans la région de Montréal, nous recommandons l'application immédiate des recommandations qui ont été faites l'année dernière par un comité d'étude du ministère de la Famille et du Bien-Être social, en vue d'une réorganisation du Service de probation de Montréal.

RECOMMANDATION — 3 —

Nous recommandons que les options qui doivent être mises à la disposition des officiers de probation dans le cadre des cours d'aide-social qui se donnent aux C.E.G.E.P. soient inscrites dans les programmes sans délai. Le contenu des cours devrait être établi après consultation avec le ministère de la Famille et du Bien-Être social et l'Association des Officiers de Probation du Québec Inc.

RECOMMANDATION — 4 —

Nous recommandons la formation et l'application dans les plus brefs délais d'un programme de recyclage et de formation lequel serait obligatoire pour tous les officiers de probation qui ne possèdent pas de diplôme de socio-pédagogie ou d'aide-social, ou l'équivalent. Ces périodes de recyclage devraient se faire durant les heures de travail, et aux frais de l'employeur.

COMPILATION QUESTION 17

EXPÉRIENCE ANTÉRIEURE À L'ENTRÉE EN PROBATION

DOMAINE		— 1	1-2	3-4	5-6	7-8	9-10	10 +	Total
PROBATION Jeunes	A	10	23	15	13	7	7	3	78
PROBATION Adultes	B	2	7	4	4	0	0	3	20
INSTITUTION enf. adolescents	C	5	12	10	1	1	2	2	33
AGENCES SOCIALES	D	2	7	4	4	0	1	0	18
ENSEIGNEMENT	E	2	6	4	2	0	1	4	19
PSYCHIÂTRIE Hôpital	F	1	4	1	0	0	0	0	6
AUTRE	G	0	2	3	3	1	2	2	13
		22	61	41	27	9	13	14	187

COMMENTAIRES DU TABLEAU

Le tableau des années d'expérience démontre que les officiers de probation ont acquis leur expérience dans les domaines de l'enseignement, les institutions pour enfants et adolescents, et dans les agences de service social. Les officiers qui ont répondu à l'enquête totalisent 186 années d'expérience dans le domaine du travail social.

FORMATION ACADÉMIQUE (SPÉCIALISÉE)

PAR RÉGION :

COURS D'AIDE SOCIAL (commencé, sans l'avoir terminé).

Montréal	Québec	Autres	Total
10	—	5	15

COURS D'AIDE SOCIAL (terminé).

Montréal	Québec	Autres	Total
12	—	5	17

TOTAL :	22	0	10	32
---------	----	---	----	----

SOCIO PÉDAGOGIE

	Montréal	Québec	Autres	Total
Commencé, sans l'avoir terminé	3	—	10	13
Terminé.	9	—	8	17
TOTAL :	12	0	18	30

Sur 62 réponses : 17 ont terminé un cours d'aide-social.

15 ont commencé un cours d'aide-social.

17 ont terminé un cours de socio-pédagogie.

13 ont commencé un cours de socio-pédagogie.

TOTAL DES PERSONNES RÉPONDANT AU QUESTIONNAIRE QUI ONT TERMINÉ UN COURS SPÉCIALISÉ D'AIDE-SOCIAL OU DE SOCIO-PÉDAGOGIE :

32 sur 62.

8 officiers de probation sont en formation dans les universités du Québec en vue de l'obtention d'une maîtrise dans les sciences humaines.

CHAPITRE 2

BUT ET MÉTHODES DE LA PROBATION

BUT ET MÉTHODES DE LA PROBATION

Quel but doit poursuivre l'officier de probation dans son travail ? Par quelles méthodes peut-il y parvenir ? Ce sont deux questions qui ont été posées aux officiers de probation dans l'enquête que nous avons menée. Voyons les résultats obtenus.

1 — *Le but de la probation*

Il est intéressant de noter qu'il y a une confusion assez grande au sujet des buts poursuivis lors de nos interventions auprès des clients. En effet, un grand nombre d'entre nous croit que l'entrevue a pour but premier de surveiller les actes posés par un enfant et d'autres soutiennent qu'on doit y faire du casework. D'autres croient qu'elle a pour objectif de présenter un rapport au juge et d'autres croient qu'il s'agit d'un travail de prévention.

C'est encore une fois à cause du manque d'idées communes face à la probation que nous obtenons des réponses de la sorte. La littérature met à notre avis de grandes différences entre le casework et la probation ou liberté surveillée. Il est possible d'emprunter du casework certaines techniques ; cependant il est admis que la probation n'est pas du casework. Toute organisation qui ne porte pas attention à promouvoir une pensée et une action communes vers un but commun est nécessairement vouée à des résultats disparates comme ceux que nous trouvons dans ces réponses au questionnaire mentionné. Il est bien évident que la priorité pour l'avenir devrait être une forme d'entraînement de tous les officiers dans une conception générale de la probation. Il nous semble évident que dans l'avenir il ne sera plus possible de continuer comme maintenant. De plus en plus, les employeurs cherchent à employer au maximum les capacités des individus qui sont à leur emploi ; et dans un délai plus ou moins éloigné, le secteur de la probation sera étudié de façon précise. Toutes ces conceptions devront disparaître pour en arriver à une idée maîtresse qui guidera chacun et qui croyons-nous, rendra de meilleurs services à tous ceux qui

sont préposés à supporter l'enfant qui a maille à partir avec la justice. Cela nous semble urgent à réaliser.

S'il existe beaucoup de confusion au sujet du but que poursuit la probation, le choix des méthodes à utiliser est-il plus clair ?

2. Les méthodes de la probation

La question qui fut posée dans le questionnaire cherche à voir quelles étaient les personnes dont les techniques et les fonctions se rapprochaient le plus de celles de l'officier de probation.

Les résultats de l'enquête démontrent bien que l'ensemble de ceux qui font de la probation au Québec associent leurs activités à celles de travailleur social professionnel, d'aide social diplômé, d'enquêteur et d'autres souvent dissemblables. Ceci nous semble indiquer ici encore que la définition du terme « probation » n'est pas la même pour tous ceux qui l'utilisent quotidiennement.

À notre avis, cette confusion nuit considérablement à l'exercice de la probation. Il est évident que le fait d'envisager son travail à titre d'aide social diplômé, d'enquêteur ou encore d'instrument du juge a des significations différentes au niveau de la pratique. Encore une fois, tant que nous ne pourrons nous entendre sur une philosophie et une technique de base, nous arriverons toujours à un résultat qui laissera à désirer.

Il est à noter qu'en certains endroits, notamment en Ontario, on a depuis longtemps réglé ce problème en établissant un système en deux points : tout d'abord, on distribue un manuel de probation où toutes les étapes de la procédure sont clairement expliquées ; de plus, il existe un employé à plein temps chargé des cours d'entraînement auprès du personnel et du recyclage. Il est facile en discutant avec certains officiers de notre province voisine de se rendre compte qu'ils visent plus le même but et procèdent tous dans le même sens pour atteindre la fin qu'ils se sont proposée.

Il nous semble que cette formule devrait être envisagée et qu'on devrait la confronter à l'expérience du San Francisco Project.

CHAPITRE 3

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Quand on parle de conditions de travail, immédiatement le salaire vient à l'esprit. Cela n'est pas tout, loin de là : la permanence, la surcharge de travail et le travail supplémentaire sont d'autres aspects non moins importants. Aussi allons-nous les aborder à tour de rôle.

1 — *Le salaire*

La question des salaires a toujours été dans le domaine de la fonction publique provinciale un problème assez particulier. Face au coût toujours croissant de la vie, les salaires laissent à désirer. Puisque maintenant le syndicalisme a fait son entrée dans la fonction publique, il est à prévoir que, à la suite de quelques conventions collectives, les salaires atteindront ou du moins se rapprocheront de ceux de l'entreprise privée.

Il est à noter qu'il y a quelques individus qui ont atteint un salaire comparable à ceux de l'entreprise privée. Cependant, la majorité reçoit encore un salaire inférieur à \$5,000. Nous croyons qu'aujourd'hui, pour un individu ayant des responsabilités familiales, c'est un minimum vital ; en dessous de ce salaire, il est fort possible qu'un individu soit continuellement frustré lorsqu'il s'agit d'entrer en compétition avec tous les gens de formation égale à la sienne mais qui œuvrent dans un autre domaine.

Il est évident que pour les nouveaux arrivés il existe une période vraiment difficile à traverser au point de vue salarial. En effet, les classes du règlement de la Commission de la Fonction publique concernant les officiers de probation sont divisées de sorte qu'un individu qui entre au service est parrainé pendant un certain temps par un confrère plus expérimenté que lui et que ce parrainage sert d'entraînement. L'État considère qu'à ce stade l'employé n'est pas en mesure de donner un rendement complet. Il le rémunère en prenant pour acquis que c'est là un stade d'entraînement qui bénéficie non seulement au Service de probation mais également à l'individu qui acquiert alors de nouvelles capacités susceptibles de lui servir plus tard.

La politique salariale pose donc le problème de l'entraînement du personnel. Nous croyons qu'il faudra se hâter de former les officiers de probation dans les cadres des C.E.G.E.P. Toutes les fonctions s'apparentant de près ou de loin à l'intervention en milieu ouvert, doivent acquérir une formation technique au niveau de l'enseignement collégial. Il sera intéressant pour celui qui acquiert une telle formation de venir œuvrer dans le domaine de la probation et nous croyons que le fait qu'il suive une formation bien adéquate au niveau du C.E.G.E.P. sera un avantage des plus intéressants pour l'employeur : celui-ci aurait au départ des individus prêts à fonctionner et à apporter aux jeunes délinquants l'aide dont ces derniers ont besoin. Cela permettrait d'avoir une période d'entraînement pratique réduite au minimum ; l'officier pourrait alors accéder plus rapidement à une classe et un salaire supérieurs.

De toute façon, nous croyons que la moyenne des salaires des officiers de probation devrait être relevée.

Pour remédier au manque de revenus, plusieurs officiers de probation, se trouvent un travail à temps partiel. Ceux qui le font sont souvent ceux qui ont des responsabilités familiales trop grandes pour leur salaire. Or, il s'adonne que ces personnes sont précisément celles qui devraient le plus pouvoir rester au foyer et s'occuper de leur famille. Deux éléments de solution s'imposent à ce problème : le salaire doit être haussé et la sécurité sociale améliorée. On a généralement tendance à oublier le second point. C'est pourtant lui qui fait que, à salaire égal, le père de famille pourra faire profiter à sa famille d'un minimum d'aise que le célibataire possède. Et ce n'est pas à l'employeur qu'il revient de payer ses employés en fonction du nombre des enfants qu'ils possèdent respectivement.

Quant au travail de l'épouse de l'officier de probation, il est souvent dû premièrement au besoin qu'éprouve la femme de travailler pour son épanouissement. Mais dans les cas où ce travail est motivé d'abord par des besoins financiers, il entraîne de notre part les mêmes remarques que le travail à temps partiel de l'officier de probation.

Quoi qu'il en soit, nous ne croyons pas que la question salariale, quelle que soit son importance, soit le principal problème auquel l'officier de probation ait à faire face. D'ailleurs plusieurs études scientifiques révèlent que ce qui importe le plus à l'individu n'est pas son salaire mais bien le climat dans lequel il exécute son travail. Nous croyons que cette remarque peut s'appliquer à la probation.

2 — Le travail en temps supplémentaire

Dans notre enquête, 66 des 85 personnes qui ont répondu ont dit faire du temps supplémentaire. Parmi elles, 55 nous ont indiqué le nombre d'heures par semaine. Voici le résultat :

TRAVAIL EN TEMPS SUPPLÉMENTAIRE

Heures/Sem.	Nombre d'individus
1 - 2	5
3 - 4	8
5 - 6	14
7 - 8	4
9 - 10	9
11 - 12	3
13 - 14	1
15 - 16	8
17 - 18	0
19 - 20	3
Total :	55

Il apparaît donc que de façon générale, les officiers de probation soient portés à faire beaucoup de travail supplémentaire. Comme ce temps supplémentaire n'est pas contrôlé par l'employeur, il n'est pas suivi d'une rémunération. On accorde plutôt des congés en retour. Tout cet aspect de temps supplémentaire nous semble relié au problème de toute profession qui est au service de l'homme. En fait il est impossible de penser à un travail de 9:00 heures à 5:00 heures. Il est bien évident que nos clients ont souvent besoin de nous en dehors des heures de travail. C'est pourquoi nous pensons que l'État devrait établir un mécanisme contrôle de ce temps supplémentaire et le payer ; l'officier de probation serait beaucoup plus intéressé à travailler dans son domaine que d'aller faire du travail à temps partiel dans un domaine aussi disparate que le pari mutuel aux courses de chevaux. Et il préférerait nettement être payé en surplus plutôt que d'obtenir des congés dont la longueur n'atteint jamais tout le temps supplémentaire passé au travail.

Par ailleurs, il nous paraît évident que la distance à franchir par un grand nombre d'entre nous pour rejoindre nos clients est inhérente à une fonction comme la nôtre. Il importe de remarquer que plusieurs d'entre nous ont souvent une distance de plus de 100 milles à franchir dans une journée ; cette distance exige en moyenne 4 heures ; sachant que la journée de travail ne comporte que 6½ heures, il apparaît essentiel de faire du temps supplémentaire, sans quoi il ne reste que deux heures de travail réel dans la journée.

Nous croyons que des facteurs tels que la somme de travail, les besoins du client, les distances à parcourir sont inhérents à la fonction d'officier de probation. C'est pourquoi nous recommandons que le temps supplémentaire soit bien contrôlé et qu'il soit rémunéré.

3 — *La surcharge de travail*

La surcharge de cas que l'on confie à l'officier de probation donne lieu à des griefs sans cesse répétés. Les résultats de notre enquête confirment ces griefs : les officiers de probation croient avoir la responsabilité d'un nombre beaucoup trop élevé de cas. (Nous tenons à souligner en passant que le caseload moyen tiré des statistiques du ministère dont nous avons précédemment indiqué le nombre plus haut pour le Québec est un chiffre qui n'a guère de signification : les compilations ne se font pas de la même façon dans tous les districts. À preuve, citons l'enquête qui fut faite à Montréal par le ministère à l'été 1967 et qui conclut que le caseload moyen d'un officier de probation dans ce district était de 168 cas.)

La solution à apporter à ce problème nous semble comporter plusieurs éléments :

a) Tout d'abord, il faudrait spécialiser les tâches dans les districts où la quantité de personnel est suffisante. Nous reviendrons sur ce point dans un chapitre spécial.

b) En second lieu, il faudrait que le ministère adopte une politique très claire qui établisse ce en quoi consiste le travail de probation : chacun pourrait alors savoir quel travail il doit faire et quel travail ne relève pas de lui. Actuellement, la situation varie d'un endroit à l'autre et d'un officier de probation à l'autre. Cette définition de tâche devrait être faite en collaboration avec les officiers de probation.

c) Il serait urgent d'établir des critères indiquant quand un cas doit être admis en probation et quand son dossier doit être fermé. À ce sujet, nous nous élevons contre la pratique de certains juges qui ferment leurs dossiers en confiant l'enfant à l'officier de probation : la Loi sur les jeunes délinquants place le juge au centre de l'application de la loi et lorsqu'il abandonne la responsabilité de l'enfant le Service de probation doit en faire autant.

d) Enfin, si une fois toutes ces conditions remplies le nombre de cas par officier de probation est trop élevé, on devrait l'abaisser à 50 ; c'est là la norme la plus considérée comme acceptable.

Actuellement, la surcharge de travail est telle que les officiers de probation qui ont participé à l'enquête ont déclaré ne répondre que très peu aux besoins de leurs clients.

4 — *La permanence*

Un grave problème auquel l'État fait face à l'heure actuelle dans le domaine de la fonction publique est celui de la permanence. Celle-ci est

une protection nécessaire à l'employé. Toutefois, lorsqu'elle conduit au maintien en place d'incompétents, nous la croyons nuisible. Et nous rencontrons malheureusement dans notre domaine certains confrères qui ne peuvent pas apporter aux jeunes délinquants l'aide à laquelle ces derniers ont droit : que ces individus ont des problèmes personnels tels qu'ils ne sont pas en mesure d'entrer en relation avec une autre personne.

De façon à éviter la répétition de ce genre de situations, il faudrait être très certain de la qualité d'un employé avant de lui accorder la permanence. De plus, les employés qui ont acquis la permanence mais qui ne peuvent travailler adéquatement en probation devraient être mutés à des postes où leur rendement pourrait être meilleur.

5 — *D'une façon générale*

Nous sentons à travers les réponses des officiers de probation à l'enquête une très grande frustration face à leurs conditions de travail. Il faut peut-être nuancer et distinguer entre les grands et les petits centres. Les petits centres, malgré les distances énormes à parcourir, ont de petits groupes de travail ; nous savons qu'il est généralement plus facile de satisfaire les besoins de l'homme dans un petit groupe que dans un groupe plus ample. Le problème des grands centres est différent. Montréal par exemple compte une centaine d'employés ; dans un groupe aussi important, il est difficile de satisfaire aux besoins des individus. Souvent nous sentons des insatisfactions qui se concrétisent par le départ d'un grand nombre d'employés souvent très compétents. La mobilité du personnel des grands centres nous semble un point important dans l'organisation des services. En effet, les chiffres démontrent une mobilité peu comparable avec les autres secteurs. Seule la présence d'employés très anciens vient hausser la moyenne d'années. Si nous admettons que la rémunération n'est pas un facteur prioritaire dans la situation de l'individu, nous sommes forcés de conclure que les conditions de travail dans un centre comme Montréal sont frustrantes au point d'amener l'individu à quitter le service pour œuvrer dans les autres domaines. Cette hypothèse est encore confirmée par le fait que plusieurs officiers de probation quittent Montréal pour aller travailler dans des districts plus petits, mais que l'inverse se fait très rarement.

Les conditions matérielles dans l'ensemble laissent à désirer. Ici encore, il faut distinguer les grands des petits centres. Les grands centres ne donnent pas à leur personnel des conditions acceptables de travail. Souvent un certain nombre d'officiers sont forcés de travailler dans des salles en présence de plusieurs confrères. Les entrevues avec les clients en souffrent grandement. Cette situation est inacceptable. Il est évident que si l'on désire rendre service au client, il faut régler ces questions matérielles sans retard.

Il suffirait que l'employeur comprenne bien le travail d'un officier de probation pour accepter de solutionner le problème. D'autres points ont besoin d'amélioration : services de secrétariat, service téléphonique, etc.

D'ailleurs, dans les petits centres, les officiers jouissent généralement de conditions meilleures. Un bon nombre d'entre eux ont leur bureau individuel fermé. Dans l'ensemble, il existe beaucoup de frustrations au travail et ce n'est qu'au moment où l'État aura révisé avec attention toute l'organisation de ses services qu'il lui sera possible de rendre justice à tout le monde et d'utiliser au maximum le personnel à sa disposition. Et il serait très important que l'État traite tous ses employés avec justice : que l'on pense seulement aux injustices qu'a causées la reclassification de 1967 pour comprendre comme des injustices peuvent causer de vives frustrations dans le personnel.

CHAPITRE 4

LES RESSOURCES

LES RESSOURCES

Le manque de ressources pour inadaptés est très régulièrement déploré par les spécialistes. Qu'il s'agisse de cliniques pour diagnostic ou traitement, d'agences sociales, de foyers nourriciers, ou d'institutions spécialisées, on entend sans cesse parler de lacunes. Les officiers de probation ont exprimé leur point de vue dans l'enquête qui a été faite auprès d'eux, dont voici le résultat :

1 — *Cliniques de diagnostic et de traitement*

Le sondage fait auprès des praticiens en probation concernant les cas référés aux spécialistes indique dans l'ensemble que des ressources existent dans une proportion de 78 p. cent concernant la référence à des psychologues pour des diagnostics.

Toujours dans le même ordre d'idées, le même service serait donné par les travailleurs sociaux dans une proportion de 82.7 p. cent. Quant aux psychiatres, le même service de diagnostic peut être rendu dans l'ensemble des districts de la province dans un pourcentage de 81.6 p. cent.

Concernant les cas référés pour un traitement des enfants en clinique externe, les services donnés par les psychologues s'établiraient à 70 p. cent ; les travailleurs sociaux fourniraient le même service pour un pourcentage de 75.9 p. cent et les psychiatres y participeraient dans une moyenne de 72.5 p. cent. D'après la même enquête, les Services de probation peuvent référer à des services hospitaliers pour traitements en clinique interne : à des psychologues pour une moyenne de 42.5 p. cent ; les travailleurs sociaux professionnels y participent à 45.5 p. cent tandis que les psychiatres font bénéficier de leurs services aux enfants confiés pour une moyenne de 48.7 p. cent.

Si nous retournons dix années en arrière, nous observons un progrès formidable concernant l'accès à ces services pour les enfants socialement inadaptés. Cependant il faut remarquer que depuis la même période les services demandés dans ce domaine ont plus que doublé. Concernant le

diagnostic des cas, d'après notre pourcentage, les spécialistes prennent la majorité des cas que nous leur référons. Pour ce qui est des traitements en clinique externe par les spécialistes, on note une légère baisse de rendement. En ce qui a trait aux traitements en clinique interne pour les enfants mésadaptés sociaux, on constate des pourcentages variant dans les 40 p. cent ce qui nous apparaît nettement insuffisant.

Les Services de probation d'une Cour du Bien-Être social ne sont pas spécialisés pour établir des thérapies adéquates pour enfants dont le comportement social ou anti-social est directement influencé par une perturbation profonde de leur personnalité. Les officiers de probation qui reçoivent des cas fortement détériorés ont beaucoup de difficultés à référer ces jeunes pour traitements suivis. On remarque que les ressources dans ce domaine, surtout en ce qui concerne le traitement interne de ces enfants, sont insuffisantes, voire inexistantes dans plusieurs régions. Par la force des choses ne pouvant référer ces malades à des ressources adéquates, ces mésadaptés sont envoyés tantôt à des Centres d'accueil pour des périodes allant de six mois à un an, tantôt sont retournés dans leur foyer pour quelques semaines ou quelques mois et inévitablement reviennent à la Cour et le cycle recommence. Dans de nombreux cas, cette situation dure des années. Dans cette situation, qui lui est faite le jeune perturbé se détériore davantage car il n'a pu bénéficier de soins qui lui sont indispensables.

Nous croyons qu'il est temps que le ministère de la Santé développe une politique déterminée concernant les cas psychiatriques qui sont présentés à la Cour du Bien-Être social pour fins de traitements. Nous pensons que c'est là leur responsabilité.

Déjà nous profitons, spécialement à Montréal, des services de la Clinique de l'enfant et de la famille concernant le diagnostic. Mais ce service important ne solutionne pas le problème des cas psychiatriques. Il est une chose de savoir ce dont souffre un individu et autre chose la possibilité de le faire traiter.

Déjà les services du ministère de la Santé dans ce domaine sont appréciables mais insuffisants. Nous recommandons que ce ministère prenne complètement charge des cas psychiatriques profonds présentés dans les Cours du Bien-Être social de toute la province.

En conséquence, que les Services de probation s'imposent des critères précis concernant la prise en probation des mésadaptés sociaux. Dans le même ordre d'idées, les juges des Cours du Bien-Être social devraient cesser de confier ces cas psychiatriques profonds aux Services de probation pour lesquels ces mêmes services n'ont aucune compétence.

Il est urgent que le ministère de la Santé prenne ses responsabilités face à ces mineurs dont la personnalité est profondément perturbée car souvent ces malades psychiatriques atteignent l'âge de 18 ans sans qu'aucun

soin ne leur ait été prodigué. Ainsi, ils entrent dans la vie adulte plus agressifs et plus détériorés que jamais. Alors, on observe souvent qu'ils sont la proie de criminels qui les utilisent pour des crimes sordides. Même laissés à eux-mêmes n'ayant été traités adéquatement, ils se lancent dans le délit du même genre.

Nous croyons que le nombre d'hôpitaux psychiatriques pour enfants devrait être considérablement augmenté.

La société doit accepter ses responsabilités dans ce domaine.

2 — *Les agences sociales*

D'après nos informations, la collaboration des agences sociales avec les Services de probation dans l'ensemble de la province, concernant la référence des clients, se situe ainsi : 18.9 p. cent des officiers de probation consultés prétendent que les agences sociales collaborent peu avec nos services ; 41.8 p. cent affirment que la collaboration des mêmes agences est suffisante ou acceptable ; 24.3 p. cent se disent satisfaits et 15 p. cent sont totalement satisfaisants des services reçus.

Cependant dans le district de Montréal, on observe une proportion moins intéressante concernant les mêmes services demandés aux agences sociales. Il est à noter que le Service de probation se spécialise dans les cas de délinquance pour traitements psycho-social des adolescents en liberté surveillée. Dans les cas hautement structurés délinquants une référence est faite de ces clients à des écoles spécialisées ayant des cadres adéquats où des éducateurs spécialisés pourront réhabiliter ces jeunes mésadaptés.

Cependant les agences sociales pourraient, dans des cas, qui à l'origine ont fait appel à leurs services pour thérapie familiale et traitement, conserver ces cas même quand ils ont besoin d'une grande autorité pour agir. Il s'agit pour elles de venir chercher cette autorité à la Cour par des articles de loi appropriés à leurs besoins et ainsi continuer leurs services à ces familles désorganisées. Il nous semble que ce genre de travail est entièrement de leur compétence. Ainsi, on pourra décongestionner l'affluence des cas au Service de probation et par le fait même, le praticien en probation pourra effectuer son travail spécifique qui est la surveillance et le traitement psycho-social des jeunes adolescents mésadaptés en liberté surveillée.

3 — *Les foyers nourriciers*

Dans l'organisation actuelle des Services de probation de la province, le secteur foyer nourricier tient encore une place importante. Dans certains districts en province, des ententes avec des agences sociales ont établi une politique de manière à ce que lorsqu'un cas de protection est présenté

à la Cour du Bien-Être social, la surveillance des enfants confiés en foyer nourricier est directement référée à des agences sociales du même district. Dans d'autres districts de province, des politiques analogues existent dans des proportions moins efficaces mais acceptables. Le Service de probation du district de Montréal est encore entièrement responsable des nombreux cas de protection confiés en foyer nourricier et en assume presque totalement la surveillance. Il est à noter cependant que ce secteur à Montréal s'est développé de façon considérable à tel point qu'il est reconnu depuis plus d'un an comme agent payeur. L'organisation de ce secteur demande beaucoup plus de personnel qu'autrefois, ce qui oblige le Service de probation à fournir de plus en plus de travailleurs à ce secteur. Encore aujourd'hui, même si ce service possède une grande autonomie, il n'en demeure pas moins que les officiers de probation de Montréal possèdent dans leur caseload un très fort pourcentage d'enfants confiés en foyer nourricier et doivent en assumer la surveillance. D'après le sondage, les officiers de probation affirment dans la proportion de 53.3 p. cent que les ressources en foyer nourricier sont presque nulles ; 26.3 p. cent disent que les ressources sont peu nombreuses ; 21.3 p. cent nous indiquent que les ressources sont moyennement suffisantes tandis que 1.5 p. cent notent que les ressources les concernant sont bonnes. Enfin, 2.6 p. cent se déclarent totalement satisfaits de leur situation présente. On note que plus de 80 p. cent des officiers de probation consultés trouvent cette situation assez cruciale. Sur le sujet à savoir si les foyers nourriciers actuels sont satisfaisants et bien adaptés aux enfants qui leur sont confiés, ces mêmes officiers de probation répondent dans l'ensemble de la situation dans un pourcentage de 10.6 p. cent qu'ils ne le sont nullement ; 20 p. cent prétendent qu'ils sont peu appropriés ; 52 p. cent des officiers de probation interrogés affirment que l'adaptation de ces foyers est moyennement acceptable tandis que 16 p. cent des répondants se disent bien satisfaits selon leur expérience et 1.4 p. cent affirment que les foyers sont totalement adéquats aux enfants confiés.

À la question à savoir si les foyers nourriciers sont fournis par un organisme extérieur au Service de probation, nous recueillons les réponses suivantes, soit : 34.1 p. cent observent qu'ils ne viennent nullement de l'extérieur du service ; 11.8 p. cent confirment que très peu de foyers leur sont fournis par l'extérieur tandis que 4.9 p. cent admettent que des foyers nourriciers peuvent être soumis par d'autres organismes. 7.5 p. cent disent profiter de foyers nourriciers fournis par d'autres agences ; 41.7 p. cent auraient accès à des foyers nourriciers venant entièrement de l'extérieur de nos services.

L'enquête nous informe que plus de 30 p. cent des officiers œuvrant en probation sont obligés, en plus d'assumer la surveillance des cas de

protection, de rechercher eux-mêmes les foyers nourriciers nécessaires. Plus de 89 p. cent de ces mêmes officiers affirment qu'ils ont beaucoup de difficultés à trouver ces ressources.

De ces observations sur la section des foyers nourriciers, il découle de nombreuses difficultés concernant d'abord la carence des ressources, l'adéquation des foyers nourriciers, la mise sur pied d'une banque de foyers et la difficulté de trouver des foyers convenables et adaptés à des enfants, filles et garçons, ayant atteint un certain âge.

Le tableau suivant indique de façon éloquente les difficultés que nous rencontrons pour le placement des enfants selon les âges. Nous avons demandé aux officiers de probation jusqu'à quel point il leur était difficile de trouver des foyers nourriciers pour les garçons et les filles.

GARÇONS

Âge	Nullement	Peu	Moyennement	Beaucoup	Totalement
0 - 6	54.3%	17.5%	17.5%	8.7%	2.0%
7 - 10	23.2%	33.9%	32.1%	8.9%	1.9%
11 - 12	8.4%	13.5%	49.1%	25.4%	3.6%
13 - 14	.2%	14.7%	9.8%	54.0%	21.3%
15 - 17	9.0%	4.2%	4.5%	21.2%	62.1%
18 - plus	15.3%	—	2.1%	15.3%	67.3%

FILLES

Âge	Nullement	Peu	Moyennement	Beaucoup	Totalement
0 - 6	55.3%	15.8%	17.7%	6.6%	6.6%
7 - 10	40.4%	25.5%	21.5%	6.3%	6.3%
11 - 12	24.4%	16.3%	44.8%	12.2%	2.3%
13 - 14	15.0%	18.4%	35.8%	28.3%	2.5%
15 - 17	10.7%	10.7%	10.7%	23.3%	44.6%
18 - plus	20.0%	10.9%	9.2%	16.3%	43.6%

Nous croyons que, là où une agence sociale ne rend pas un tel service, le ministère de la Famille et du Bien-Être social devrait former une équipe de personnes spécialisées dans la recherche des foyers nourriciers et fonder une banque de foyers nourriciers où les services régis par le même ministère pourraient puiser selon leurs besoins. De plus, cette même équipe pourrait en plus de la recherche de foyers, fournir une certaine formation aux parents nourriciers pour le mieux être de nos

protégés. Nous suggérons que les pensions octroyées aux parents nourriciers soient en rapport avec l'indice du coût de la vie et qu'un mécanisme soit mis en place pour que les pensions octroyées soient constamment ajustées au coût de la vie existant. La politique à ce sujet, devrait être uniformisée au niveau de la province.

Une recherche aurait été faite par la ville de Montréal concernant les frais occasionnés pour un enfant par les parents nourriciers. De cette étude, il est ressorti que la moyenne des dépenses pour un enfant seul d'âge moyen s'établit à près de \$100 par mois.

4 — *Les institutions*

D'après l'expérience des officiers de probation qui ont contribué à ce sondage, voici en pourcentage, dans quelle mesure il est possible d'obtenir des places dans les écoles de protection pour les enfants qui le nécessitent.

(Exemple : 5.7 p. cent des officiers de probation disent qu'il n'est nullement possible dans telle institution d'obtenir des places pour leurs sujets et ainsi de suite...)

ÉCOLES DE PROTECTION	SEXE M F	Nullement	Peu	Moyenne- ment	Beau- coup	Totalement
Notre-Dame-de-la-Garde	X	5.7%	37.1%	22.8%	31.4%	3.0%
Boscoville	X	9.2%	38.8%	35.1%	12.9%	4.0%
Boy's Farm Tr. School	X	11.5%	15.9%	20.4%	29.5%	22.7%
N.-Dame de Laval	X	16.2%	23.2%	39.5%	16.2%	4.9%
Sainte-Domitille	X	7.4%	36.5%	34.1%	17.0%	5.0%
Girls' Cottage School	X	20.0%	26.6%	36.6%	10.0%	6.8%
Sainte-Agnès	X	9.2%	35.7%	30.9%	21.4%	2.8%
Sainte-Hélène	X	12.8%	43.5%	17.9%	15.3%	10.5%
Charles de Foucauld	X	24.3%	36.5%	26.8%	12.4%	—
Marian Hall	X	17.8%	21.4%	28.5%	25.0%	7.3%
Mont Saint-Antoine	X	7.2%	20.0%	27.2%	36.3%	9.3%
Huberdeau	X	15.0%	18.8%	26.4%	32.0%	7.8%

En observant bien le tableau on se rend compte qu'une institution du type de Boscoville ne peut répondre adéquatement à la demande des placements du Service de probation pour des sujets fortement structurés délinquants. De façon générale, le nombre d'institutions spécialisées devrait être largement augmenté. Il y aurait lieu que le ministère de la Famille et du Bien-Être social encourage la formation d'éducateurs spécialisés pour ce genre d'institution en vue d'en fonder de nouvelles dans les banlieues de différentes villes importantes. Il appert que les enfants entre 11 et 14

ans sont difficilement acceptés dans les institutions, soit de filles ou de garçons du fait de leur basse scolarité. Il nous semble important que des pressions soient faites auprès de plusieurs institutions actuelles afin qu'elles développent à l'intérieur de leur institution des unités de vie où le critère de scolarité n'en serait pas un d'importance. On y mettrait plutôt l'accent sur une réhabilitation réelle de ces enfants.

Quant aux trois Centres d'accueil, ils sont pour Québec, insatisfaisants et pour Montréal, d'une qualité nettement lamentable. On devrait les améliorer de façon urgente. Des Centres d'accueil devraient être établis dans les autres districts pour les nombreux cas qui ne peuvent être orientés vers les centres de transition. Ces derniers ne peuvent accommoder que les cas moins difficiles qui leur sont référés. Dans cette optique, ils devraient être généralisés.

CHAPITRE 5

L'OFFICIER DE PROBATION DANS LA LOI

L'OFFICIER DE PROBATION DANS LA LOI

Nulle part ailleurs que dans la Loi sur les jeunes délinquants, l'officier de probation n'est nommé dans la loi. La Loi de protection de la jeunesse n'en souffle pas un mot.

La Loi sur les jeunes délinquants date de 1929. À cette époque encore plus qu'aujourd'hui les ressources communautaires étaient denrées rares. Le législateur devrait prévoir une formule telle que le juge pourrait toujours faire appel aux services de quelqu'un, dans tout district au Canada, et cela malgré l'absence presque totale de cliniques, services sociaux, services de diagnostic et d'orientation, etc... Cette formule consiste à permettre au juge de déléguer les pouvoirs nécessaires à un homme à tout faire, l'officier de probation ou agent de surveillance. C'est dans cette optique qu'il convient de lire les articles 29 à 32 de la Loi sur les jeunes délinquants. *Cette constatation nous amène à conclure qu'on ne peut se fonder sur ces textes de loi pour s'opposer au transfert de certaines responsabilités de l'officier de probation à des individus ou équipes spécialisés : ce serait se méprendre gravement sur l'esprit de la loi.* La Loi sur les jeunes délinquants ne vise pas à établir et délimiter les rôle et statut de l'officier de probation, elle vise à donner au juge le pouvoir de faire faire le travail dont il a besoin.

Dès lors, force nous est de constater que le rôle et le statut de l'officier de probation ne sont pas prévus par la loi. Ses pouvoirs non plus, d'ailleurs : en le revêtant des pouvoirs d'un constable, la Loi sur les jeunes délinquants ne s'est guère efforcée de lui donner des pouvoirs qui soient pensés en fonction de l'officier de probation... Lié à ces questions est le problème de la définition de la probation : nulle part la loi n'y apporte une solution. C'est là une lacune d'importance car cette définition servirait à orienter le travail.

L'article 30 de la Loi sur les jeunes délinquants prévoit que l'officier de probation « est protégé contre toutes procédures civiles pour ce qu'il peut faire en exerçant de bonne foi les pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi ». C'est là une disposition de droit civil dans une loi fédérale.

Or le droit civil est de juridiction exclusivement provinciale. Dès lors, le texte est-il ineffectif ? Seule la théorie des pouvoirs ancillaires pourrait militer en faveur de sa constitutionnalité. Mais la question n'est pas claire. D'autre part, l'officier de probation qui travaille à l'application de la loi de protection de la jeunesse n'a aucune protection contre les procédures civiles. Il nous semble qu'une loi provinciale devrait clarifier les deux cas.

Le secret professionnel de l'officier de probation n'est en aucun temps reconnu par les tribunaux. La Loi des jeunes délinquants précise même d'une façon spéciale que l'o. p. doit « fournir à la Cour les renseignements et l'aide qu'elle juge nécessaires ». (art. 31). Cette situation nous semble tout à fait normale dans le cas où on considère l'officier de probation comme un enquêteur au service du juge. Mais dès que l'on adopte l'optique suivant laquelle l'officier de probation doit entreprendre auprès des clients une certaine forme de traitement reposant sur la confiance, on comprend la nécessité d'assurer au client toute la discrétion nécessaire... Quant à notre option, elle se situe nettement du côté de la seconde optique.

Lorsque des gens s'adressent à la Cour du Bien-Être social pour demander protection pour un enfant, il arrive régulièrement que l'on demande à un officier de probation de faire enquête sur la situation. Nous tenons à souligner ici que ces enquêtes, si fréquentes qu'elles soient, sont tout à fait illégales. En aucun endroit la loi ne les autorise, qu'elles soient ou non demandées par un juge. Et le fait que les clients consentent à y collaborer ne leur confère aucune teinte de légalité : il est un principe fondamental de droit public qui dit qu'un fonctionnaire n'a que les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi, et qu'aucun usage ou consentement des citoyens n'y peut ajouter quoi que ce soit... Dès lors, il nous semblerait urgent d'ajouter à la Loi de protection de la jeunesse les dispositions suivantes :

1. Le juge peut demander, avant même l'enquête judiciaire, qu'une enquête soit faite par un organisme reconnu à cette fin par la Cour.
2. Le juge peut, sur simple rapport de cet organisme, clore l'affaire sans tenir d'enquête judiciaire. La personne ayant signé la demande de protection devra être convoquée à l'audience où le juge rendra une décision à ce sujet.

Nous avons souligné quelques-unes des lacunes qui affectent la législation actuelle. Nous croyons que la législature québécoise devrait y remédier en modifiant la Loi de protection de la jeunesse et surtout en adoptant une loi de la probation.

CHAPITRE 6

LE SERVICE DE PROBATION DANS LA COUR DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

LE SERVICE DE PROBATION DANS LA COUR DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

Situer la place d'un Service de probation dans une Cour du Bien-Être social n'est pas une tâche facile : la diversité des particularités locales rend difficile la formulation d'un schéma qui soit applicable partout au Québec. Néanmoins, nous allons dessiner un schéma qui pourrait servir d'objectif à viser pour tous les services.

Posons au départ que la probation est une forme de traitement en milieu ouvert auprès de jeunes délinquants. À la lumière de ce principe, examinons les divers secteurs d'activités actuels du Service de probation.

1 — *Les enquêtes*

Les enquêtes que nous faisons actuellement sont de deux ordres. Les premières visent à établir quels éléments de danger physique ou moral menacent des enfants pour qui quelqu'un est venu demander la protection de la Cour. *Il s'agit là d'une enquête visant à établir des faits en vue d'une preuve judiciaire.* Ce travail ne constitue nullement de la probation. Il devrait être confié à une équipe extérieure au Service de probation contenant des avocats et des enquêteurs bien formés. Par bien formés, nous entendons des personnes qui soient humaines, conscientes des répercussions de leurs interventions auprès des clients et qui possèdent un minimum de connaissances légales. Cette équipe devrait également être en mesure de faire les interventions nécessaires pour donner rapidement une bonne orientation à un cas qui n'a pas besoin de la protection de la Cour, tout en pouvant bénéficier de ces interventions. Elle devrait de plus bien orienter les clients qui relèveraient d'un autre organisme que la Cour.

La seconde catégorie d'enquête vise à établir quelles mesures il convient de prendre à l'égard d'une jeune qui a été reconnue auteur d'un délit ou qui a été prise sous la protection de la Cour. Cette enquête vise à poser un diagnostic qui permettra ensuite d'orienter l'enfant vers une institution, un foyer nourricier, la probation, ou tout simplement de fermer le dossier... Nous ne sommes donc pas encore rendus à l'étape du traitement

(donc de la probation). Nous croyons que la meilleure façon d'affiner les méthodes de diagnostic serait de revaloriser la clinique d'aide à l'enfance en groupant autour de ses travailleurs sociaux et psychologues une équipe d'enquêteurs dont la formation équivaldrait à celle des o.p. actuels. Ces derniers travailleraient sous la supervision des premiers et leur référerait les cas lorsqu'une investigation poussée de la personnalité serait nécessaire. Cette concentration des enquêtes au sein de la clinique permettrait d'améliorer les diagnostics et de fournir beaucoup plus rapidement qu'à l'heure actuelle les résultats des examens cliniques lorsqu'ils seraient nécessaires. De plus, on s'entend dans les milieux psychiatriques pour conclure qu'il est préférable que la personne qui fait l'enquête ne doit pas être celle qui fait le traitement : cela nuirait au traitement.

2 — *Les foyers nourriciers*

Le placement en foyer nourricier est un secteur de travail qui est loin de la probation. Et les statistiques le confirment lorsqu'elles nous apprennent que la presque totalité des placements en foyers nourriciers se fait pour des enfants pris sous protection de la Cour (non des délinquants) qui ont moins de 11 ou 12 ans. C'est pourquoi il nous apparaît clairement que les enfants placés en foyers nourriciers doivent relever de services autres que le Service de probation.

3 — *Les institutions*

Les placements institutionnels ne devraient pas relever du Service de probation : les juges devraient eux-mêmes établir et maintenir les contacts avec les institutions ; si la loi les place comme pivots de l'administration de la justice, ils doivent prendre leurs responsabilités et non les remettre à d'autres dont ce n'est pas la fonction. Le ministère de la Famille et du Bien-Être social devrait établir un service spécialement destiné à prendre charge des enfants qui sont dans l'attente d'un placement institutionnel.

4 — *La probation*

La probation ne devrait s'effectuer qu'après de jeunes délinquants pouvant profiter de ce type de traitement en milieu ouvert. Par extension, elle pourrait s'exercer après de jeunes pris sous protection de la Cour dont les tendances délinquantes justifient ce type d'intervention. Seul ce travail devrait relever du Service de probation. Le Service de probation gagnerait en efficacité en divisant ses services par quartiers ou régions.

Le schéma nous semble applicable intégralement à Montréal dès maintenant. Il nous apparaît que les autres services devraient le réaliser au cours de leur évolution. Déjà des modifications pourraient être faites dans divers districts en s'en inspirant.

Voilà donc, exposé très succinctement, le rôle que nous voyons au Service de probation au sein d'une Cour du Bien-Être social.

CHAPITRE 7

LES JUGES À LA COUR DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

LES JUGES À LA COUR DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

Les fonctions mêmes de l'officier de probation mettent ce dernier en contact quotidien avec les juges de la Cour du Bien-Être social. C'est d'eux que nous allons maintenant parler. Nous allons d'abord indiquer comment nous percevons nos relations avec eux. Après quoi, nous dirons un mot du visage qu'ils présentent aux clients. Enfin, nous ne pourrions pas conclure ce chapitre sans parler de la nomination et de la formation des juges d'enfants.

1 — *Le juge et l'officier de probation*

De façon générale, les officiers de probation expriment une bonne satisfaction au sujet de leurs relations avec les juges. Des quatre catégories de personnes attachées ou intégrées à la Cour (juges, policiers, procureurs du ministère public et personnel du greffe), ce sont les juges qui ont les relations les plus appréciées par les officiers de probation. Évidemment, cette constatation globale ne traduit pas les nuances qu'il faudrait apporter au sujet de tels ou tels juges en particulier : autant certains font preuve de compétence et d'esprit de collaboration, autant quelques autres ne se montrent pas à la hauteur de leurs fonctions.

Le respect que les officiers de probation sentent de la part des juges à leur égard est assez bon dans l'ensemble. Ils croient cependant que le respect qu'ils manifestent aux juges est un peu supérieur que celui qu'ils reçoivent en retour. Dans le même sens, ils perçoivent que le juge ne valorise pas autant leur rôle auprès des clients qu'eux-mêmes valorisent le sien. Évidemment il y a ici encore lieu de constater des variantes considérables d'un juge et d'un officier de probation à un autre. Et nous concevons qu'il soit parfois difficile de valoriser quelques interventions de certains officiers de probation et de certains juges.

Lorsqu'un enfant en probation rencontre le juge, l'officier doit être présent : l'article 31 de la Loi des jeunes délinquants l'y oblige. Les o. p. tiennent d'ailleurs beaucoup à remplir ce devoir. Évidemment cela pose le

problème de faire coïncider les moments libres de l'o. p. avec ceux du juge, ce qui entraîne des pertes de temps d'un côté comme de l'autre. Il arrive donc que l'officier ne soit pas présent lors de l'entrevue du juge avec l'enfant. Les motifs d'absence invoqués par les o.p. sont les suivants : par ordre d'importance et décroissante : l'impossibilité de se rendre à l'entrevue, l'impossibilité pour le juge d'atteindre l'officier et enfin la décision du juge de ne pas le convoquer. On remarquera que les motifs les plus invoqués font appel à l'impossibilité pour le juge et l'officier de se rencontrer. Aussi devrait-on mettre sur pied un système mieux adapté aux moments où elles doivent avoir lieu. Il pourrait s'agir d'une rotation, de jours fixes pour les remises, etc...

2 — *Le juge et le client*

Les juges actuels de la Cour du Bien-Être social adoptent-ils avec les clients les attitudes qu'exige leur rôle (v. g. objectivité, fermeté, sens de l'autorité, gros bon sens, accessibilité, adaptation à la mentalité des jeunes, etc...) ?

Ils le font moyennement, c'est là la tendance qui se dégage des réponses apportées par les o. p. On considère donc qu'il y a place à amélioration. Se faisant poser la même question à leur sujet, les o. p. ont donné des réponses plus favorables ; ils se sont eux aussi laissés de la place à amélioration.

3 — *La nomination et la formation des juges*

Tout le monde sait que les juges sont nommés par amitié politique. Ceux de la Cour du Bien-Être social n'échappent pas à la règle. Nous comprenons le souci des hommes politiques qui se succèdent au pouvoir d'assurer une retraite intéressante à leurs collègues ; mais nous préférierions de loin qu'ils se préoccupent exclusivement de procurer aux enfants-problèmes les juges les plus compétents. Nous croyons urgent que le tout premier critère de nomination des juges devienne leur compétence. On devrait aussi être assuré de l'intégrité et les qualités intellectuelles et humaines des candidats choisis. Nous croyons que la magistrature doit avoir le respect de la population ; elle doit se le mériter.

La formation juridique est-elle suffisante pour permettre à une personne d'accéder au statut de juge d'enfants ? Notre réponse est catégorique : non. Dans le cadre légal actuel, on confie au juge de très importantes responsabilités auxquelles l'étude et la pratique du droit ne le préparent généralement pas. Dans les cadres des études actuellement disponibles, nous croyons qu'un juge d'enfants devrait obligatoirement posséder une maîtrise en criminologie avant d'entrer en fonctions. D'autres études pourraient

également lui être utiles : nous pensons notamment au service social individuel et à certains secteurs de la psychologie. Nous croyons néanmoins que la criminologie est en mesure d'offrir la formation spécialisée la plus directement reliée au travail d'un juge d'enfants. L'idéal demeurerait encore la création d'une école pour juge d'enfants.

Par ailleurs, la tradition qui veut que seuls des avocats puissent devenir juges d'enfants devrait être abolie. Elle pouvait valoir en un temps où les professionnels seuls étaient des médecins, des notaires, des prêtres, et des avocats. Elle est dépassée dans une société qui produit de plus en plus de spécialistes des sciences humaines. Nous croyons que des criminologues et des travailleurs sociaux bien choisis pourraient faire d'excellents juges d'enfants. Il conviendrait évidemment de leur donner une formation spécialisée additionnelle, notamment en droit.

Nous croyons que cette formule aurait des effets heureux dans tous les districts. D'une part, là où il ne siège qu'un ou très peu de juges, la formation multidisciplinaire permettrait au juge de posséder un minimum de connaissances afin de pouvoir non seulement interpréter et appliquer la loi mais aussi de rendre des décisions qui soient le plus adaptées possible aux besoins individuels de chaque cas. D'autre part, la présence dans les grands districts de spécialistes ayant puisé leur formation et leur expérience dans différents domaines permettrait une spécialisation des tâches : ceux que leur compétence de base orienterait vers les questions juridiques pourraient prendre la responsabilité des comparutions et des procès ; les spécialistes des problèmes de comportement, eux, pourraient se charger des décisions se rapportant aux mesures à prendre à l'égard de l'enfant une fois qu'il a été établi qu'il a commis un délit.

Enfin, nous croyons que les juges devraient être nommés autour de 35 ans et devraient prendre leur retraite à 65 ans. Cela permettrait d'avoir une magistrature jeune, vigoureuse et bien adaptée aux besoins des jeunes.

CHAPITRE 8

LE TRIBUNAL DE LA FAMILLE

LE TRIBUNAL DE LA FAMILLE

On sait que les questions relatives à la filiation, à la tutelle et surtout à la séparation de corps relèvent de la juridiction de la Cour Supérieure. D'autre part, les lois de l'adoption, des jeunes délinquants et surtout de protection de la jeunesse sont appliquées par la Cour du Bien-Être social.

Cette dualité de juridiction entraîne des situations ambiguës. Que l'on prenne cet exemple courant d'une personne séparée de son conjoint en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure qui s'adresse à la Cour du Bien-Être social pour avoir ses enfants, que la Cour Supérieure a confié la garde des enfants à l'autre époux, nous informe qu'à la suite de ce jugement les enfants sont en danger physique ou moral. Lorsque la Cour du Bien-Être social prend ces enfants sous la protection de la Cour et les change de foyer, elle crée un imbroglio qui ne pourrait être réglé que par la réunion de ces juridictions dans une seule : le tribunal de la famille. Nous en recommandons la création.

Nous croyons par ailleurs que ce tribunal de la famille ne donnerait le meilleur de lui-même que dans la mesure où la Cour serait intégrée dans un vaste complexe qui comprendrait un service social, des conseillers en relations matrimoniales, etc... Le Service de probation limitera son travail aux cas de délinquance ayant besoin de surveillance en milieu ouvert. Enfin, nous croyons que les causes de divorce devraient être entendues par cette Cour.

DOCUMENTATION - SOURCES D'INFORMATION

- * Monsieur Guy MARCOTTE, M.S.S., Directeur provincial des Services de probation. Université de Sherbrooke, mars 1968.
 - Loi des jeunes délinquants.
 - Statistiques du Service provincial de probation.
 - Revue des Services du Bien-Être à l'Enfance et à la Jeunesse. (numéro 1, volume 6, La Probation).

Synthèse résumant les recommandations du

**MÉMOIRE DE L'ASSOCIATION DES OFFICIERS
DE PROBATION DU QUÉBEC (Inc.)**

À

**LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION
DE LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE
AU QUÉBEC**

Le 30 août 1968.

1. Nous recommandons l'amendement de certains critères pour l'engagement des futurs officiers de probation. Notamment, au niveau de l'instruction, un minimum d'une 12ième année et l'obligation pour les candidats de terminer le cours du C.E.G.E.P. se rapportant aux Sciences sociales ; ou posséder un diplôme d'aide social au niveau C.E.G.E.P., ou un diplôme en service social d'une université. L'âge minimum des officiers de probation, lors de leur engagement, devrait être de 25 ans.
2. Nous recommandons l'application immédiate des recommandations du Comité d'étude des Caseloads, faites par le ministère de la Santé, de la Famille et du Bien-Être social en vue de la réorganisation du Service de probation de Montréal.
3. Nous recommandons la gratuité scolaire pour les officiers de probation qui désirent se perfectionner dans leur profession.
4. Nous recommandons que soit ajouté sans délai, à l'intérieur des cours du C.E.G.E.P., l'option probation en vue de la formation des officiers de probation.
5. Nous recommandons l'élaboration et la mise en application d'un programme de recyclage obligatoire pour tous les officiers de probation qui ne possèdent pas d'études pertinentes à la probation.
6. Nous recommandons la formation d'un Comité conjoint Gouvernement Association, afin d'étudier les buts, la philosophie, la conception et l'application de la probation dans la province afin d'appliquer dans l'avenir une politique très claire à ce sujet.
7. Nous recommandons que la moyenne des salaires des officiers de probation soit relevée.

8. Nous recommandons que le temps supplémentaire des officiers de probation soit contrôlé et rémunéré en argent.
9. Nous recommandons la spécialisation des tâches dans les districts où la quantité du personnel est suffisante.
10. Nous recommandons l'établissement de critères pour l'admission des cas en probation et de la fermeture des dossiers.
11. Nous recommandons une baisse des « caseloads » des officiers de probation.
12. Nous recommandons, en ce qui concerne la probation, l'établissement d'une politique quant à la permanence chez les officiers de probation, c'est-à-dire qu'en cas d'incompétence dans le domaine, le travailleur devrait être muté à un poste où son rendement pourrait être meilleur.
13. Nous recommandons l'amélioration des conditions matérielles de travail des officiers de probation, (cadres physiques ; bureaux, secrétariat, téléphones, frais de voyage et automobiles, etc.)
14. Nous recommandons que le ministère de la Santé prenne complètement charge des cas psychiatriques profonds, présentés devant les Cours du Bien-Être social de la province. Ce même ministère devrait développer une politique concernant ces cas.
15. Nous recommandons l'augmentation d'hôpitaux psychiatriques pour enfants mésadaptés sociaux, et délinquants psychiatriques.
16. Nous recommandons que les agences sociales faisant usage de la Cour du Bien-Être social viennent, à l'avenir, eux-même présenter leurs cas de protection devant les tribunaux pour mineurs.
17. Nous recommandons du Gouvernement la formation d'un service central, dit : « Banque de foyers nourriciers » pour les enfants mésadaptés. Cette « banque » pourrait répondre aux besoins des régions où il n'existe pas cette facilité de foyers nourriciers fournis soit par un service social régional ou autre forme de service de foyers nourriciers.
18. Nous recommandons la formation de plus nombreux éducateurs spécialisés pour la rééducation des jeunes délinquants et de l'enfance exceptionnelle en général.
19. Nous recommandons la création d'institutions spéciales et la facilité d'accès aux institutions déjà existantes pour les enfants sous-doués, soit qu'ils sont délinquants ou caractériels.

20. Nous recommandons de façon urgente la réorganisation et le réaménagement des Centres d'accueils, surtout ceux de Montréal et de Québec.
21. Nous recommandons de façon urgente la création de Centre d'accueil ou de détection dans les autres districts judiciaires, surtout pour la région de Hull.
22. Nous recommandons instamment la création, formation d'un comité conjoint afin de préparer et présenter un projet de « Loi de la probation », ainsi que d'exercer toutes les pressions nécessaires pour son adoption.
23. Nous recommandons la création, formation d'un comité conjoint afin de préparer, étudier et présenter des projets d'amendements de la présente Loi de la protection de la jeunesse, ainsi que d'exercer toutes les pressions nécessaires pour son adoption principalement en matière d'enquête (présentencielle, judiciaire et sociale).
24. Nous recommandons que ne soient confiés aux officiers de probation les cas proprement dits de traitement ou de surveillance. Par la formation de service d'enquête para-judiciaire pour la vérification des plaintes portées devant les Cours et la formation de service d'enquête para-clinique pour des diagnostics valables.
25. Nous recommandons qu'à l'avenir la nomination des juges à la Cour du Bien-Être social se fasse à partir de critères de compétence dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse, tout en tenant compte de la protection de la société.
26. Nous recommandons que des professionnels, de discipline criminologique ou sociologique, soient considérés à la nomination possible comme juges d'enfants, au même titre que ceux de la discipline légale.
27. Nous recommandons dans les grands districts une spécialisation des tâches. Les spécialistes en questions juridiques prendraient la responsabilité de comparutions et procès, pendant que les problèmes de comportements seraient dirigés vers ceux qui se seraient spécialisés dans les mesures à prendre à l'égard de l'enfant une fois qu'il a été établi qu'il a commis un délit.
28. Nous recommandons que l'âge minimum de la nomination des juges pour enfants, à la Cour du Bien-Être social, soit fixé à 35 ans, et que leur retraite soit fixé à 65 ans.
29. Nous recommandons la création d'une Cour familiale du Québec, en utilisant soit par élargissement de cadre, intégration ou augmentation

de personnel, le Service de probation déjà en place auprès des Cours du Bien-Être social de la Section de l'enfance du ministère de la Santé, de la Famille et du Bien-Être social.

APPENDICE 2

Procès-verbaux de rencontres tenues entre
des spécialistes de la délinquance juvénile
et la Commission d'enquête sur l'administration
de la justice en matière criminelle et pénale.

- à Montréal, le 17 août 1967
- à Los Angeles, le 26 mars 1968 (2 séances)
- à Los Angeles, le 29 mars 1968 (2 séances)
- à Sacramento, le 2 avril 1968
- à Chicago, le 11 juillet 1968
- à Washington, le 17 juillet 1968
- à La Haye, le 5 novembre 1968
- à Bruxelles, le 7 novembre 1968
- à Londres, le 20 novembre 1968
- à Cambridge, le 22 novembre 1968
- à Londres le 29 novembre 1968
- à Toronto, le 5 février 1969.

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue au Palais de Justice de Montréal, le 17 août 1967 à 2h.30 p.m. en compagnie du juge en chef de la Cour de Bien-Être social, le juge Jean-Paul Lavallée.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président,
Paul Martineau,
Guy M. Desaulniers,
Laurent Laplante,
Harry Gould,
Jean Sirois, secrétaire.

Le juge Lavallée nous indique qu'il est juge en chef depuis septembre 1963. Cette date, la Cour de Bien-Être social était pourvue d'un personnel de qualité inégale et devait siéger dans des locaux plus ou moins apparentés à des taudis.

À ce moment, l'administration de la Justice était très discutable, douteuse et préjudiciable aux citoyens. Il semblerait que le ministère de la Justice soit aujourd'hui mieux structuré, et que certaines difficultés aient été éliminées. En 1963, la Cour de Bien-Être social siégeait dans 14 districts différents. Les juges doivent se déplacer vers diverses régions de la province pour satisfaire aux besoins de la population.

Le 1er janvier 1967, la Cour de Bien-Être social siégeait à la grandeur de la province et avait à sa disposition 30 juges ; avec la nouvelle loi, elle devrait en avoir maintenant 35.

Le juge Lavallée aimerait que soient formées des succursales de la Cour de Bien-Être social dans les villes des alentours de Montréal, soit Laval, Longueuil, Verdun, etc.

Les pouvoirs du juge en chef de la Cour de Bien-Être social sont définis par les articles 103 et 104 des tribunaux judiciaires, chapitre 20, S.R.Q. Le juge Lavallée exerce pleinement les pouvoirs de surveillance et la juridiction que lui confèrent ces articles.

Un juge, aujourd'hui, doit être de son temps : après avoir siégé pendant 15 ans, ou atteint l'âge de 65 ans, il est normal qu'il prenne sa retraite.

La justice doit partir du peuple et aller vers le pouvoir judiciaire : L'autorité judiciaire doit être comprise en terme de service et non de puissance. Il faut songer aujourd'hui à un travail d'équipe des juges, ainsi qu'a tenté de l'instaurer le juge Lavallée lui-même.

La Cour de Bien-Être social du Québec serait en avance sur les autres Cours de Bien-Être qui peuvent exister dans les provinces avoisinantes. Sa juridiction est très grande, soit :

- 1 — La Loi des jeunes délinquants ;
- 2 — La Loi de la protection de la jeunesse, qui est malheureusement une loi « de bon vouloir » et qui est condamnable à tout point de vue ;
- 3 — La Loi de l'adoption, que les juges doivent souvent contourner afin de rendre justice.

Les juges de la Cour de Bien-Être social utilisent de préférence la persuasion et la conciliation dans le règlement des affaires qu'ils ont à juger.

L'instauration d'une Cour familiale devrait être précédée d'expériences pilotes à Québec et à Montréal, de la consultation de spécialistes, d'une évaluation de l'expérience, après quoi il y aurait lieu de prendre une décision.

Même si la Cour de Bien-Être social ne doit pas perdre son identité comme Cour d'enfants, elle devrait changer de nom et adopter celui de Cour juvénile et familiale.

Quant au nombre d'officiers de probation, il devrait passer de 30 à 150 pour le district de Montréal. Malheureusement, ces officiers sont mal payés ; ils dépendent du ministère du Bien-Être social, alors qu'il y aurait plusieurs avantages à ce qu'ils dépendent du ministère de la Justice.

Les centres d'accueil devraient être multipliés à travers la province ; au Mont-Providence, par exemple, il y a une liste d'attente d'environ 800 enfants.

À Montréal, la Cour doit avoir de la dignité : les juges doivent toujours porter la toge. Les avocats plaident rarement à la Cour de Bien-Être social, ce qui est à déplorer.

Il y aurait lieu d'étudier le système en vigueur dans certains états américains et qui s'apparente au camp militaire : les enfants récalcitrants y apprennent l'ordre, la discipline, l'esprit d'équipe.

Les relations entre les juges de la Cour de Bien-Être social et le personnel qui y travaille sont généralement assez bonnes.

L'assemblée est ajournée.

JEAN SIROIS, secrétaire.

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à Los Angeles, le 26 mars 1968, à 9h.00 a.m.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président,
Harry Gould,
Laurent Laplante,
Jean Sirois, secrétaire.

(Le texte complet de ce procès-verbal a déjà été publié dans le volume 2, Tome I, la sécurité judiciaire, à l'appendice 6. Nous ne reprenons ici que le paragraphe qui concerne les tribunaux des mineurs.)

... Il y a également un défenseur public dans les Cours juvéniles de façon constante. Présentement, dix-sept (17) avocats du Service d'assistance judiciaire sont au travail dans les Cours juvéniles ...

JEAN SIROIS, secrétaire.

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale avec le Dr D. K. Nelson, le 26 mars 1968 à 2h. p.m., à Los Angeles.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président
Harry Gould,
Jean Sirois, secrétaire.

Le Dr Nelson dirigeait le rapport sur le système correctionnel à la Commission Katzenbach.

D'après M. Nelson, la sécurité publique a une importance primordiale, mais on peut s'interroger sur le bien-fondé des punitions et les privations imposées à la population incarcérée.

Ayant travaillé en Colombie-Britannique, le Dr Nelson connaît bien notre système pénitentiaire, mais considère que nous favorisons trop volontiers les sentences à long terme. Les négociations des plaidoyers de culpabilité ne devraient pas se faire sous la table, comme c'est le cas présentement, mais en présence de toutes les personnes concernées.

Le "Youth Service Bureau" est une institution très efficace, dont l'instauration devrait faire partie de tout projet de réforme de l'administration de la Justice. La lutte à la délinquance juvénile doit cependant commencer dans les écoles, où il est souvent possible de dépister les cas de délinquance.

L'imposition d'une amende, en matière de sentences, est une solution qui demeure assez peu recommandable, car elle favorise les plus riches. En Californie, il existe des prisons où il est permis à un individu de travailler à l'extérieur et de ne rentrer à la prison que le soir. On devrait mettre au point un système qui permettrait le paiement à termes des amendes.

Le Service de probation est le centre nerveux de tout système correctionnel moderne, et devrait constituer la première étape d'une réforme de ce système. Les officiers de probation devraient arriver à se spécialiser dans la surveillance de différentes catégories de criminels. Chaque officier ne devrait pas s'occuper de plus de 35 cas à la fois. Il est préférable que le Service de probation dépende du gouvernement et non d'agences privées ou volontaires.

Il peut être utile de réduire une sentence, par exemple pour le cas d'un individu condamné à 4 mois de prison et qui au bout de 2 mois est admissible à la probation : le fait de rester en prison 2 mois de plus risque de ne rien changer chez lui. Par ailleurs, certaines catégories de détenus présentent des

comportements anti-sociaux dont la société doit être protégée : la réclusion est alors nécessaire.

Le meilleur type d'institution serait celui qui rassemblerait de 400 à 500 détenus non loin des centres métropolitains, où il y aurait un centre de réception d'après lequel les détenus seraient ensuite divisés par catégorie ou par groupe, dont certains pourraient profiter de locaux destinés à la thérapie de groupes. D'autres groupes pourraient profiter de prisons de style traditionnel, tout en revenant par la suite dans une institution genre « half way », pour une période intermédiaire avant la réinsertion dans la société.

Un des principaux devoirs des officiers de probation est de trouver du travail aux types qui sortent de prison : cette tâche pourrait être grandement facilitée si l'on parvenait à éduquer le public et à lui indiquer le rôle qu'il peut y jouer. Aujourd'hui, il est assez difficile de placer quelqu'un qui a un dossier judiciaire spécialement s'il n'a pas de métier. La loi californienne concernant la publication des dossiers peut être mise en cause, car les gens sont informés par les journaux et les autres média connaissent les noms des individus qui ont des dossiers.

Dans nos prisons, malheureusement, on incarcère des individus qui ne sont pas des criminels et qui ne devraient pas être incarcérés.

Quant aux jeunes délinquants, il y a un comité de probation qui s'occupe d'eux, et jamais, en aucune occasion, ils ne sont mêlés aux prisonniers adultes. Ils ont leurs propres institutions et leur propre Service de probation. Les solutions aux problèmes des systèmes correctionnels doivent être cherchées en dehors de l'administration de la Justice ; elles viendront des efforts conjoints des hommes d'affaires, du public et de la Commission en général.

La Commission devrait songer à écrire son rapport le plus tôt possible et à faire immédiatement un squelette de ce rapport, ainsi que l'a fait le Dr Nelson lui-même lorsqu'il travaillait pour la Commission Katzenbach. Le Dr Nelson fait ensuite remarquer que les universitaires engagés comme consultants par la Commission Katzenbach se sont avérés, dans bien des cas, à peu près inutiles.

En matière de système correctionnel, les pays les plus intéressants à visiter pour la Commission sont sans doute la Hollande et la Scandinavie, où ces systèmes sont très élaborés.

L'assemblée est ajournée.

JEAN SIROIS, secrétaire.

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale avec MM. Harold Muntz, Kenny Kurkpatrick et Ted Wasung, à Los Angeles, le 29 mars 1968 à 9h. 30 a.m.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président
Harry Gould,
Paul Martineau,
Laurent Laplante,
Jean Sirois, secrétaire.

M. Harold Muntz est en charge du bureau de la probation du comté de Los Angeles ; MM. Kenny Kurkpatrick et Ted Wasung sont ses assistants. Ce bureau de probation existe depuis le début du siècle et dépend de l'exécutif du gouvernement du comté. Il n'est donc pas intégré aux structures des Cours : le budget et le personnel en sont entièrement indépendants. Los Angeles est le seul comté de Californie où la probation est totalement indépendante des Cours de Justice. Certains avantages sont reliés à une telle structure. Quand le Service de probation dépend des Cours de Justice, il y a un Service de probation pour chacune des Cours et forcément, la duplication des services. Ce qui n'est pas le cas pour le comté de Los Angeles, où il n'y a qu'un seul service pour toutes les Cours.

Ce Service de probation administre également 17 institutions pour juvéniles, s'occupe de faire des rapports présentenciels et de surveiller les individus après la sentence. Le Service de probation est divisé en deux départements, soit celui des adultes et celui des juvéniles.

Dans le cas des adultes, quiconque est condamné par la Cour Supérieure voit son cas référé au département de probation. En Cour Municipale cependant, c'est le juge qui décide s'il doit y avoir probation ou non. Il n'y a pas de personnel de probation rattaché à la Cour Municipale. À la Cour Supérieure, ce service existe pourtant.

Deux jours avant le prononcé de la sentence, le rapport présentenciel doit être remis au juge et aux avocats des parties. Ce rapport est rédigé par le département de probation ; il doit être produit après une période limite de 3 semaines, sauf lorsque l'accusé est gardé sous caution, cas pour lequel le délai est de 4 semaines. Tous les dossiers qui passent devant le Service de probation sont conservés, et le rapport contient des informations tirées du dossier de l'individu. M. Muntz exhibe un rapport présentenciel type qui comprend : le record judiciaire de l'individu, ses antécédents familiaux ainsi que d'autres informations susceptibles d'aider le juge à prononcer sa

sentence. On y inclut des faits, non des « oui-dire ». Il est très rare que le rapport ou une partie du rapport soit refusé par les avocats ou par le juge.

Aussitôt que le rapport est déposé entre les mains du juge, il fait partie du dossier et devient alors public. Quand les officiers du bureau d'investigation du Service de probation font leur enquête, et qu'ils n'avertissent pas les personnes qu'ils interrogent, les informations qu'elles donneront, seront rendues publiques. Le nom de l'individu qui a donné les informations n'est cependant pas mentionné dans le rapport. Les faits recueillis par les enquêteurs le sont par écrit.

Dans le cas de juvénile, on demande toujours un rapport écrit des écoles qu'il a fréquentées.

Avant le prononcé de la sentence, il est très rare que les avocats fassent des recommandations à la Cour. Ils acceptent volontiers le rapport présentenciel et parfois, l'officier de probation est requis de se présenter en Cour afin de fournir des explications supplémentaires. Dans tous les rapports, les officiers de probation font leurs recommandations. Dans 95 p. cent des cas, ces recommandations sont suivies. Une copie du rapport ira au département des corrections pour être ensuite classée dans la filière du Comité des libérations conditionnelles. Dans le comté de Los Angeles, le département de probation et le département des libérations conditionnelles sont entièrement séparés.

Une sentence de probation est d'environ 3 ans. L'individu est alors assigné à un officier de probation qui le prend à sa charge. Des instructions temporaires sont données à cet individu, puis une interview, un questionnaire, etc. Plus tard, l'officier de probation s'occupera avec lui de tirer certains plans pour cette période de probation. Après 3 ans, l'officier de probation est en mesure d'informer la Cour du succès ou de l'échec de la probation. Lorsqu'un individu est condamné à la prison, un officier de probation doit le rencontrer pour lui donner ses instructions.

Il y a environ de 1,500 à 2,500 cas de probation d'adultes par mois. Présentement, il y a 35,000 dossiers ouverts et le personnel est de 3,800 personnes, dont 475 officiers de probation, chacun s'occupant d'environ 200 cas. Le département est divisé en deux groupes séparés : celui qui s'occupe des rapports présentenciels et celui qui s'occupe de la probation proprement dite. Le même officier ne fait pas partie des deux groupes.

L'officier de probation essaiera de trouver du travail au probationnaire qui n'en a pas.

Si le département est divisé en deux groupes, c'est surtout une question d'administration. Aujourd'hui, le personnel est également spécialisé dans l'un ou l'autre groupe.

M. Muntz est employé par le Service civil et ne peut être démis sans raison suffisante. Son département tombe sous l'autorité d'un comité de superviseurs qui en contrôle le budget.

La période de probation d'un juvénile n'excède jamais la durée de probation qu'aurait un adulte pour une offense semblable. Le rapport de probation d'un juvénile deviendra partie intégrante de son rapport de probation d'adulte, s'il est plus tard remis entre les mains de la Justice. Toute recommandation faite par l'officier de probation est individuelle : il existe une liste de recommandations, soit 21, parmi lesquelles on choisit généralement, mais le juge peut toujours en faire d'autres si bon lui semble.

Les qualifications requises pour devenir *officier de probation* sont une éducation au niveau collégial, le succès à un examen d'admission, un minimum d'expérience en ce domaine. L'entraînement dure 2 mois, suivi d'une période de 6 mois de mise à l'essai.

Si les services psychiatriques sont requis pour les adultes, ils sont alors ordonnés et défrayés par la Cour.

Il existe également quelques organisations volontaires qui travaillent dans le secteur de la probation dans le comté de Los Angeles : elles travaillent en étroite collaboration avec le Service gouvernemental de probation. Malheureusement, les officiers ne peuvent donner tout le temps voulu pour chaque cas, vu le grand nombre de cas assigné à chacun. Il y a un accroissement d'environ 5 p. cent par année de personnes en probation. Actuellement il y a plus de 20,000 juvéniles et 35,370 adultes.

En tout temps, le rapport de l'officier de probation est venu et approuvé par un superviseur avant d'être remis à la Cour.

Le budget total du département de probation est de \$34 millions par année.

La probation des juvéniles est un système entièrement différent. Le contact avec le jeune débute avant la comparution devant le juge. L'officier de probation est saisi du cas dès le commencement. La police lui remet un juvénile, et c'est à lui de décider s'il y a lieu de l'accuser de quoi que ce soit.

Ici, il y a trois sortes d'accusations qui peuvent être portées. Soit l'accusation no 600 pour les non-délinquants qui ont besoin de la protection de la Cour, l'accusation no 601 pour les enfants de moins de 18 ans qui se trouvent dans une situation de danger ou montrent des tendances à la délinquance et l'accusation no 602 qui vise les violations de la loi.

Ceux contre qui l'accusation no 600 est portée ne sont pas détenus dans le Juvenile Hall ; c'est la Cour qui décide où les détenir.

L'accusation est toujours écrite par l'officier de probation. La police, en aucun temps, ne peut et ne doit décider s'il y a une accusation à porter contre un juvénile. Après l'arrestation, la police doit remettre le juvénile à un officier de probation dans les 24 heures qui suivent, et c'est alors à cet officier de probation de décider quelle accusation doit être portée et ce sera à la Cour à décider s'il doit être détenu ou non.

Dès que l'accusation est écrite par l'officier de probation, il y a une enquête afin de savoir si le juvénile doit être détenu.

Le bureau de probation a sous sa supervision 19 camps pour garçons et 5 camps pour jeunes filles.

La police peut questionner les juvéniles durant une période de 48 heures. Ils doivent cependant contacter les parents dans les 24 heures qui suivent l'arrestation. 40 p. cent des cas de juvéniles parviennent à l'officier de probation, c'est-à-dire que la police dispose d'elle-même des 60 p. cent qui ne sont pas amenés devant l'officier de probation. Bon nombre de cas sont également référés aux officiers de probation par les écoles. Tout le monde peut référer un cas au Service de probation pour juvénile et c'est au service de décider quelle accusation doit être portée contre lui (600, 601 ou 602).

Le rapport présentenciel existe évidemment pour le juvénile. Aucun juvénile n'apparaît en Cour sans une accusation rédigée par l'officier de probation. Quand l'officier de probation diffère d'opinion avec le policier, ils essaient de s'entendre et, s'ils en sont incapables, se présentent devant le juge qui sera appelé à décider de la question. Le jeune, s'il est relâché, doit être confié à la garde d'un parent. Sur les 20,000 cas de probation juvénile, il y a 4,000 enfants confiés à des orphelinats. Les cas sont si nombreux dans le comté de Los Angeles, qu'il y a de nombreux enfants qui attendent leur place dans différentes institutions. Grâce aux institutions qui tombent sous la juridiction du département de probation, les enfants peuvent recevoir des traitements nécessaires, et ont toutes les facilités pour aller à l'école.

La durée moyenne d'une détention de juvéniles est de 20 jours.

Il y a quelques années, une étude a été faite sur un nombre de 1,200 jeunes qui avaient complété un programme de probation. On trouva alors que 64 p. cent des jeunes étaient entrés dans la bonne voie et que malheureusement, au bout de 5 années ce pourcentage avait baissé.

À midi, la rencontre s'ajourne.

JEAN SIROIS, secrétaire.

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à Los Angeles le 29 mars 1968 à 2h. 30 p.m. en compagnie du juge Alfred J. McCourtney.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président,
Paul Martineau,
Harry Gould,
Laurent Laplante,
Jean Sirois, secrétaire.

Le juge Alfred J. McCourtney est présentement en charge des Cours juvéniles, qui constituent une division de la Cour Supérieure. Il y a été assigné à cette tâche par le juge en chef de la Cour Supérieure, pour un terme qui peut varier d'un à deux ans.

Avant de parvenir aux juges, toutes les causes sont étudiées par une équipe de clercs ou d'arbitres, dont les décisions ne sont cependant pas exécutoires : elles peuvent toujours être portées en appel devant le juge à qui l'on remet la transcription des causes.

Les clercs ou « arbitres » sont nommés par le juge en chef ; ce sont des avocats qui doivent posséder une expérience d'au moins cinq ans dans la pratique, et qui sont employés sur une base permanente.

La Cour juvénile s'occupe des juvéniles de moins de 18 ans, et, exceptionnellement, des jeunes qui ont dépassé cet âge s'ils lui sont référés par la Cour Supérieure. D'après le juge McCourtney, cette limite d'âge des juvéniles devrait être abaissée.

La rencontre a lieu dans le Juvenile Hall qui est considéré comme la Cour principale : des Cours satellites existent à travers tout le comté. L'ensemble de ces Cours disposent de 25 à 30,000 cas par année.

Un département de psychiatrie est rattaché à la Cour et les jeunes qui ont besoin de soins psychiatriques sont envoyés à l'école Las Palmas. Les institutions sont présentement remplies à craquer, il faut souvent une période de deux mois et demi d'attente avant d'y faire entrer quelqu'un.

Depuis que la Cour Suprême des États-Unis a décidé récemment que le jeune a droit d'être traité comme un juvénile, aucun enfant de moins de 18 ans ne peut être référé à la Cour Supérieure.

Chaque année, l'officier de probation est tenu de fournir un rapport de progrès du juvénile qu'il doit surveiller.

Un rapport présentenciel devrait contenir les documents suivants :

1. Les dossiers antérieurs de l'individu ;
2. son histoire familiale ;
3. un rapport sur son niveau intellectuel ;
4. des recommandations spécifiques ainsi que leurs justifications.

L'officier de probation est généralement présent lors des procès et des comparutions, et ces recommandations sont suivies par le juge. Le personnel est cependant insuffisant pour s'occuper efficacement des enfants après la sentence : l'officier de probation n'a de contacts avec le jeune qu'une ou deux fois par mois, alors que la fréquence normale devrait être d'au moins une fois par semaine.

Juges et « arbitres » travaillent de 8h. 30 a.m. à 5h. 00 p.m. Même si la Loi sur les narcotiques est assez sévère en Californie, les juges l'interprètent de façon très large.

La Cour pour juvéniles a de fréquents contacts avec les corps de police. Le département du shérif et la police de Los Angeles possèdent chacun une excellente section de spécialistes en contact avec les jeunes. Le policier qui appréhende un jeune commence d'abord par le questionner et il décide par la suite des dispositions à prendre à son égard, soit l'envoyer au département de probation, le remettre à ses parents, ou le référer à la Cour. L'an dernier, un séminar sur la délinquance juvénile a réuni policiers, officiers de probation et juges, ce qui a donné d'excellents résultats.

Pour terminer cette rencontre, les membres de la Commission visitent le Juvenile Hall, institution où sont gardés près de 450 garçons et 150 jeunes filles. Il s'agit d'un établissement très fonctionnel, où les jeunes délinquants disposent de divers moyens susceptibles de faciliter cette réadaptation. Une atmosphère de calme et de détente semble y régner.

À 4h. 30, la visite est terminée.

JEAN SIROIS, secrétaire.

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à Sacramento le 2 avril 1968, avec MM. Allen Breed et Saleney du « *Youth Authority Bureau of California* ».

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président,
Paul Martineau,
Harry Gould,
Laurent Laplante,
Jean Sirois, secrétaire.

M. Breed est directeur, alors que M. Saleney est directeur adjoint, du « *Youth Authority Bureau of California* ».

On nous fait d'abord l'historique du département : en 1930, toutes les institutions, soit pour juvéniles ou pour adultes, dépendaient du département de correction.

Les Cours choisissaient alors les institutions où envoyer les jeunes, selon leur classification de ces institutions ou selon tout autre critère de leur choix.

Présentement, ce bureau s'occupe des jeunes de 8 à 25 ans. Il comprend une Commission des libérations conditionnelles dont fait partie le président du « *Youth Authority Bureau* ».

Le directeur du « *Youth Authority Bureau* » est également membre du « *Youth Bureau* » de la Californie.

Ici, le bureau ne s'occupe des jeunes qu'après le prononcé de la sentence. Le directeur a l'autorité de vérifier les services offerts au jeune et dispose d'un personnel pour l'aider à la réhabilitation des jeunes contrevenants. Ainsi, quand les jeunes sont sentenciés, ils sont alors envoyés au bureau où l'on étudie leur dossier. Parfois, il arrive qu'un jeune soit rejeté, par exemple, dans les cas où il s'agit d'un arriéré mental ou d'une jeune fille enceinte. Dans le dernier cas, elle sera gardée dans une institution jusqu'au septième mois.

Tous les cas qui sont référés au « *Youth Authority* » le sont par les juges.

Il existe présentement deux cliniques pour la réception des jeunes dans la Californie. Ils y restent environ 30 jours, le temps de subir des tests psychologiques et médicaux qui détermineront les meilleurs traitements à leur accorder. Il arrive souvent qu'on s'aperçoive que le jeune n'a pas

besoin d'être dans une institution et alors on le libère contre promesse. Ceci arrive dans une moyenne de 20 à 30 p. cent des cas.

Le département du « *Youth Authority* » contrôle 14 écoles où les jeunes passent un temps moyen de huit à neuf mois. Quant au jeune qui a reçu une sentence indéterminée, c'est le bureau qui décide alors du temps de la sentence.

Une fois son cas étudié par le bureau des libérations conditionnelles, le jeune est libéré et confié à un agent de probation qui le surveille durant une période d'environ 18 mois. Toutes ces décisions concernant la libération des jeunes sont prises par le bureau du *Youth Authority*.

Il va sans dire que les jeunes sont d'abord envoyés dans les prisons du comté. S'il n'y a plus de place dans les prisons du comté, ils sont alors envoyés dans les prisons qui dépendent du « *Youth Authority* ».

Actuellement, le *Youth Authority* défraie 50 p. cent de la construction et 50 p. cent de l'entretien des différents camps de jeunes à travers l'État. Des standards ont été établis pour le maintien de ces camps ; les comtés doivent les respecter, sinon ils perdront leurs subventions.

Aujourd'hui, de plus en plus, les officiers de probation essaient de travailler avec les jeunes sans les retirer de leur milieu habituel. Chaque comté reçoit \$4,000 pour chaque cas qu'il ne réfère pas au « *Youth Authority* ». Ceci représente le montant que coûterait l'entretien d'un jeune dans une institution d'État. Pendant la première année de l'application de ce système, l'État a pu constater une réduction de 1,500 cas et cette année, on prévoit une réduction de 2,500 cas. Une somme de \$10,000,000 sera ainsi répartie à travers les différents comtés. On calcule récupérer de cette façon environ \$25,000,000 que nécessiterait la construction de nouvelles institutions.

Tous les comtés doivent avoir comme standard minimum un officier de probation pour 50 cas. S'ils respectent ce standard minimum, ils reçoivent une subvention de l'État, argent qui doit être engagé pour l'amélioration du système de probation déjà existant.

Un tiers des cas viennent de la Cour Supérieure.

Rappelons que le bureau du « *Youth Authority* » a juridiction sur les jeunes jusqu'à vingt-cinq ans, c'est pourquoi ceux-ci peuvent provenir de cette Cour. Dès que celle-ci envoie un jeune au *Youth Authority Bureau*, elle perd juridiction sur ce jeune et c'est le « *Youth Authority Bureau* » qui en prend charge.

En toutes les circonstances, la sentence que l'on donne à un jeune est indéterminée... Quant aux jeunes qui sont référés par la Cour juvénile, ils

demeurent sous sa juridiction. Il est rare que cela survienne, mais le juge peut toujours revenir sur sa décision et changer l'enfant d'institution.

M. Breed nous indique que seulement 1 p. cent des cas sont refusés par le « *Youth Authority Bureau* ».

Souvent, un juge va demander qu'un jeune soit soumis à une période d'observation et que le « *Youth Authority Bureau* » fasse ensuite son rapport présentenciel, le juge peut demander une période d'observation du jeune par le « *Youth Authority Bureau* ».

D'autres États ont établi des contrats avec le « *Youth Authority Bureau* » de Californie afin de leur repérer certains jeunes, soit des écoles du Nevada, Alaska et autres.

Actuellement, le bureau reçoit environ 6,000 cas par année, soit plus de 5,000 jeunes dans les institutions et plus de 15,000 jeunes sont présentement sur parole.

Dans l'État de Californie, il existe actuellement trois centres de réception où les jeunes passent quatre semaines et subissent plusieurs tests. Ils reviennent de là au Bureau du « *Youth Authority* » d'où ils seront relâchés sur parole ou envoyés dans une institution.

Il existe de nombreux programmes de probation en dehors des institutions et normalement chaque officier doit s'occuper d'environ 75 cas. L'idéal serait, d'après M. Breed, de n'avoir que 12 cas par officier. Il y a également des programmes de traitement psychiatrique, de consultation individuelle, de thérapie de groupe. Les jeunes qui sont soumis à ces projets spéciaux se réhabilitent deux fois mieux que les autres. Ainsi que l'explique M. Breed, il en coûte beaucoup moins cher à l'État de conduire ces programmes au dehors des institutions dont on peut souvent se passer. Malheureusement les jeunes délinquants sont bien différents les uns des autres, et tous ne répondent pas à ce genre de traitement. On est donc arrivé ici à une très grande spécialisation du personnel pour chaque catégorie de délinquant.

Éventuellement, comme le dit M. Breed, le mieux serait d'avoir un personnel professionnel hautement qualifié pour formuler les recommandations, au lieu du « *Youth Authority Bureau* ». Il faut bien comprendre qu'il faut absolument que les jeunes délinquants soient traités différemment des adultes. Ici, M. Breed nous explique qu'il y a deux départements différents pour leurs jeunes délinquants et les adultes. Ces deux départements sont entièrement séparés. Chez les adultes il y a plus de 28,000 prisonniers.

Il est à remarquer que, chez les jeunes délinquants et les adultes, pour un nombre égal de cas qui comparaissent devant les tribunaux chaque

année, chez les jeunes il n'y a que 6,000 prisonniers en comparaison de 28,000 chez les adultes. Les adultes restent également plus longtemps dans les institutions.

Les meilleurs cas à qui une libération conditionnelle devrait être accordée sont souvent les meurtriers et les auteurs de viols. D'après M. Breed, les individus qui ont le plus de difficulté à respecter les conditions de leur libération conditionnelle sont les fraudeurs et les petit voleurs.

Le département des libérations conditionnelles pour les juvéniles voit au traitement et la réinsertion dans la société. Il n'y a pas d'audition publique, mais un avocat pourra comparaître devant le bureau des libérations conditionnelles. Les résultats seront rendus publics. Tous les rapports sont faits par un personnel professionnel. Il doit toujours exister une étroite collaboration entre le département des corrections car s'il y avait trop de prisonniers le département des libérations conditionnelles devrait en être averti afin de multiplier les libérations.

Le directeur du « *Youth Authority* » est nommé par le gouverneur pour un terme de quatre ans. Le bureau du « *Youth Authority* » est composé de sept membres nommés également pour quatre ans. Tout le personnel de ce bureau appartient au Service civil.

Le « *Board of Youth Authority* » accepte ou rejette les libérations conditionnelles ; il comprend quatre subdivisions : soit la division des institutions, la division des libérations conditionnelles et des services communautaires, la division de la recherche, la division de la délinquance. Malheureusement, comme le fait remarquer le directeur, bien souvent on s'occupe de développer des programmes de prévention alors que ce serait à la communauté à s'en charger entièrement. Si la communauté donnait sa participation pleine et entière il y aurait beaucoup moins de délinquance juvénile. L'État ne dirige par les programmes de prévention mais voit à ce qu'existent des organisations communautaires et que soient appliqués des programmes de prévention.

Ici, en Californie, il existe de nombreux fonds disponibles pour les comtés et les villes qui veulent travailler à la prévention de la délinquance juvénile. Le « Bureau » prépare aussi une liste des services qu'une communauté bien organisée devrait offrir. Le conseil de la justice qui avise le gouverneur voit à ce que les besoins de chaque ville et comté soient comblés. Ce conseil consultatif est nommé par le gouverneur et il utilise tout son prestige afin d'alerter les citoyens soit par des séminars sur la délinquance et les problèmes des jeunes afin de susciter de nouveaux programmes de prévention. L'État serait peut-être obligé, finalement, de diriger les plans de prévention pour avoir plus de résultats.

Quant au domaine de la probation, le directeur Breed nous fait savoir que l'entraînement des officiers de probation est très bien suivi et que chaque officier doit faire au moins une semaine de cours chaque année pour se rafraîchir et de se renseigner sur les nouvelles méthodes. Il y a également de nombreux programmes d'entraînement régional.

Un pourcent seulement du budget (et ceci est malheureux, ajoute-t-on) va à la prévention de la délinquance juvénile, ce qui est nettement insuffisant.

L'assemblée s'ajourne à 12h. 30.

JEAN SIROIS, secrétaire.

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à Chicago le 11 juillet 1968 à 10h. en compagnie du juge en chef Walter Dahl, de la Cour juvénile de Cook Country.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président
Harry Gould,
Laurent Laplante,
Jean Sirois, secrétaire.

Le juge Dahl favorise une organisation décentralisée pour les tribunaux des mineurs. Lui-même est en train de décentraliser en outre les Services de probation.

Ce personnel du Service de probation dépend du juge en chef Dahl qui, lui-même, relève du juge-en-chef de la juridiction générale, le juge Boyle. Ces officiers de probation rédigent les rapports présentenciels et ils s'occupent également de la probation.

Le juge Dahl croit fermement aux avantages d'un système judiciaire intégré. Par ailleurs, il estime qu'il faut écarter de la Cour juvénile les orphelins et les cas de protection. Selon lui, seul le véritable délinquant devrait être traduit devant le tribunal pour mineurs. Les négligés, les orphelins, ceux en faveur desquels la Cour invoque des lois pour la protection de la jeunesse, tout ceux-là devraient dépendre d'un autre tribunal.

À Chicago, il existe un tribunal dont la juridiction couvre les jeunes de 17 à 21 ans (Boys Court). Ce système, selon le juge Dahl, comporte différents inconvénients. Plus on hausse l'âge de la majorité pénale, plus on court de risques à considérer un individu comme un délinquant primaire. Si le dossier de l'individu ne le suit pas devant tous les tribunaux, celui qui comparaît pour la première fois devant un tribunal pour adultes à l'âge de 21 ans peut dissimuler toutes les infractions et même les crimes graves commis au cours des années précédentes.

Le juge Dahl considère la rotation des juges à travers le système comme absolument indispensable. Ainsi un juge pourrait siéger en Cour juvénile et voir lui-même comment les choses se passent.

Les dossiers des jeunes délinquants peuvent être envoyés à n'importe quel juge qui en fait la demande. Toutefois, ces dossiers sont détruits quand le jeune atteint l'âge de 21 ans. Par ailleurs, si un jeune est arrêté après avoir atteint l'âge de 17 ans, la police n'indiquera pas sur son dossier officiel la liste des infractions commises avant qu'il atteigne 17 ans.

Avant l'instauration de ce nouveau système, le Cook County possédait un centre d'accueil et de diagnostic (Intake Agency) et un service des plaintes. Il incombait à ces services de décider si une plainte devait être portée en Cour contre un jeune. Plus de 30 p. cent des enfants étaient tout simplement remis à leur famille. Avec le nouveau système, la police étudie elle-même le dossier, loge la requête ou l'accusation . . . Le juge Dahl s'estime satisfait de ce nouveau système car, dit-il, la police est la seule à posséder les preuves et elle ne porte pas d'accusations sans preuves suffisantes.

En pratique, c'est le Service d'aide à la jeunesse du département de police qui décide s'il faut loger une plainte. La plainte peut prendre l'allure d'une pétition concernant un jeune délinquant, un orphelin, un enfant négligé, un déserteur du foyer. À l'autre extrémité, c'est le bureau du procureur de l'État qui reçoit les plaintes et s'en occupe avec un personnel de 13 avocats.

À certains égards, la Cour des jeunes adultes, qui possède juridiction sur les jeunes de 17 à 21 ans, remplit presque le rôle d'une enquête préliminaire. Il est possible, après examen des preuves, que les jeunes soient cités devant un jury.

Dans la plupart des cas, cependant, la Cour des adultes (Boys Court) ramène les accusations graves (*felonies*) à des accusations d'ordre mineur (*misdemeanors*). À l'heure actuelle, la tendance de la magistrature est de ne pas frapper les jeunes délinquants d'accusations graves, mais d'essayer de réduire les plaintes à des dimensions restreintes.

Le juge Dahl estime absolument indispensable d'étudier attentivement la personnalité du jeune délinquant. Pour cela, il est nécessaire de scruter son dossier antérieur : si un jeune a déjà commis 22 vols d'automobile et 3 vols de banque au moment où il comparait pour la première fois devant le tribunal des jeunes adultes, peut-être sera-t-il nécessaire de le traiter en véritable criminel . . .

Si un jeune a moins de 18 ans, celui-ci sera remis, après sa sentence, entre les mains de la Commission des jeunes de l'Illinois. Selon le juge Dahl, ceci constitue au mauvais système, car tous se rendent ainsi à la même prison, aussi bien ceux qui en sont à leur première offense que les criminels les plus dangereux et les plus endurcis.

D'après notre interlocuteur, les Cours juvéniles ont souvent essayé de se montrer meilleures qu'elles n'étaient en réalité, ce qui les a rendus parfois incapables d'effectuer l'ouvrage qui leur était assigné. À l'heure actuelle, le juge Dahl considère que la probation reliée à la Cour juvénile est absolument inefficace. Quarante-vingt pour cent de ceux qui sont actuellement en probation connaîtront des échecs scolaires. Soixante-dix pour cent des jeunes de Chicago présentement en détention sont noirs.

Selon le juge Dahl, la grande cause de la délinquance juvénile, c'est le rythme de vie actuel.

Devant la Cour juvénile de Chicago, il n'y a presque pas d'accusations portées contre les jeunes à propos de narcotiques. Selon le juge Dahl, les jeunes n'ont pas les moyens de se payer drogues et narcotiques.

D'ailleurs, on ne devrait pas envoyer en prison les personnes contre qui les accusations sont portées à propos d'offenses sexuelles ou de consommation de narcotiques. Il faudrait plutôt obtenir un traitement par des personnes compétentes.

La loi permet, dans l'Illinois, d'envoyer un subpoena à un adulte qui peut être impliqué dans une affaire concernant des jeunes délinquants, mais la Cour juvénile n'a pas le pouvoir de condamner cet adulte.

L'un des problèmes majeurs à l'heure actuelle est d'obtenir un défenseur public (*public defender*) dans chaque tribunal. À l'heure actuelle, sept cours fonctionnent à la Cour juvénile chaque jour, mais on ne compte que quatre défenseurs publics.

Devant la Cour juvénile, il passe trois fois plus de garçons que de filles. Lorsque de jeunes filles ont des démêlés avec le tribunal pour mineurs, la plupart du temps, il s'agit de jeunes filles ayant quitté le foyer familial.

Le système correctionnel actuel n'effectue presque aucune réhabilitation. À cet égard, il faut avoir le courage d'indiquer les problèmes tels qu'ils sont et d'inviter chacun à prendre ses responsabilités. Ainsi, les officiers de probation reliés à la Cour juvénile se plaignaient autrefois de supporter de trop lourdes pressions en raison d'un nombre excessif de dossiers. Aujourd'hui, ils n'ont que 35 dossiers par officier de probation et les résultats ne sont pas meilleurs qu'autrefois.

Le pouvoir judiciaire n'est certes pas le seul qui doit aider les jeunes délinquants. La famille importe beaucoup plus parce qu'elle peut agir à une étape plus précoce. Ainsi, un jeune qui a été délinquant pendant une dizaine d'années et qui parvient à la Cour juvénile, on ne peut guère le changer avec un système de probation d'une durée de six mois.

JEAN SIROIS, secrétaire.

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale, avec le professeur Schwartz, tenue à Washington le 17 juillet 1968 à 1h. 00 p.m.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président
Laurent Laplante,
Harry Gould
Jean Sirois, secrétaire.

Le professeur Schwartz est actuellement directeur d'une Commission instituée par le Président pour refaire le Code pénal américain.

...La meilleure façon d'aborder le problème de la délinquance juvénile serait sans doute l'intégration d'un système disciplinaire dans un bon système scolaire. Des institutions spéciales devraient être intégrées aux structures scolaires actuelles, comme c'est le cas en Suède. Tout devrait être centré autour de l'école, ce qui créerait un environnement satisfaisant pour aborder ce problème.

JEAN SIROIS, secrétaire.

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à La Haye, Hollande le 5 novembre 1968, avec le docteur T.E.W. Lignac et le professeur J.C. Hudig, professeur de droit juvénile à l'université d'Utrecht, et juge à la Cour de Rotterdam.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président
Laurent Laplante,
Harry Gould,
Jean Sirois, secrétaire.

En Hollande, un jeune est considéré comme juvénile jusqu'à l'âge de 18 ans, et cette limite peut même être reportée à 21 ans dans le cas où la personnalité du prévenu peut y trouver son profit.

Le juge de la Cour juvénile est nommé par le ministère de la Justice tout comme les autres juges, et il ne reçoit pas d'entraînement différent de celui de ses collègues. Cet entraînement cependant, est d'une période de six ans, et rares sont les juges qui accèdent à leur poste sans devoir le subir. La politique ne semble aucunement impliquée dans le processus de nomination des juges ; lorsqu'il y a poste vacant, l'avocat intéressé postule ce poste et n'a par la suite appel à se soumettre à l'entraînement en question.

La juridiction des Cours pour juvéniles s'étend également à certaines affaires civiles, aux affaires criminelles ainsi qu'aux relations entre conjoints. La plupart des procès se déroulent devant un seul juge, quoi qu'on puisse faire appel à trois juges qui pour les cas plus complexes.

L'un des problèmes que rencontrent les Cours juvéniles consiste en la surveillance adéquate de jeunes admis à une période de probation. Le diagnostic semblerait favorisé par rapport au traitement, et ce, malgré l'entraînement spécial que doit subir l'officier de probation avant d'entrer en fonction, et la possibilité d'utiliser des volontaires pour la surveillance des jeunes en probation.

D'autres problèmes existent au niveau des institutions privées. De l'autorité des parents, on peut remettre un jeune à une institution privée. Il existe également des orphelinats auxquels peut être confiée la responsabilité des enfants. On se pose actuellement certaines questions concernant l'organisation, la qualité et la structure des institutions privées. Malheureusement, celles-ci sembleraient souffrir de l'absence d'une autorité unique qui pourrait assurer leur coordination. Les institutions privées devraient probablement se fusionner afin d'assurer un meilleur rendement. Et afin de se pourvoir d'une ligne de conduite plus cohérente.

En Hollande, une offense sur quatre est commise par un juvénile. Cette proportion est assez représentative de la population démographique pour les divers groupes d'âges. La délinquance juvénile ne semblerait donc pas plus élevée que la délinquance adulte. Par contre, une offense sur deux est commise par le groupe d'âge de 18 à 25 ans. Si le nombre d'offenses commises par les juvéniles semble assez bas, il faut cependant remarquer un très haut pourcentage de récidives pour ce groupe d'âge. Les principales offenses sont généralement le vol et l'assaut.

Le professeur Hudig favorise un système intégré d'adultes et de juvéniles. L'échange cependant des informations avec les autres Cours, et le jeune qui se présente pour la première fois en Cour pour adultes voit alors son dossier de juvénile le suivre devant cette nouvelle Cour.

Dans le rapport présentiel, les informations fournies par l'école peuvent être d'une grande aide pour un juge d'enfants. Le travailleur social est libre de se rendre à l'école afin d'y recueillir ses informations que le personnel de l'école est cependant en droit de lui refuser. Malheureusement, cette source d'informations est souvent négligée par le travailleur social.

Au sein des corps policiers, il existe une unité spéciale qui travaille avec les juvéniles. La police, ici, est reliée de près aux agences privées ; les policiers peuvent donc facilement référer le juvénile à ces agences et les rapports avec la Cour en sont facilités.

Il y a actuellement 40,000 enfants sous la responsabilité du département des enfants du ministère de la Justice ; 18,000 d'entre eux sont placés dans des orphelinats ; 20,000 de ces enfants sont sous le protectorat de la famille.

Des 1,000 institutions qui existent en Hollande, 350 sont des institutions approuvées. Les enfants n'y sont placés que lorsqu'il leur est impossible de vivre avec leur famille.

La durée d'un séjour en institution peut varier de quelques mois à deux ans et demi. Des 40,000 enfants qui se trouvent dans toutes les institutions, il faut noter cependant que seul 4.6 p. cent y ont été envoyés à la suite d'une offense criminelle. Le Service de protection de l'enfance dépendant du ministère de la Justice, il est très facile de suivre un jeune dès le début de son activité criminelle.

Dans les cas de divorce, ce sont les juges et la Cour juvénile qui doivent décider de la garde des enfants. Il y a seulement 26 juges répartis dans 19 districts.

Le plus grand secret existe en matière de diffusion des procès des Cours juvéniles : jamais les journaux ne font même mention des cas qui concernent les adultes.

La Cour juvénile est intégrée au tribunal de première instance.

Souvent, si les parents ne résident pas en Hollande, les juges renvoient les enfants. Ils entendent favoriser ainsi au maximum le choix adéquat des mesures de traitement.

Le service militaire obligatoire existe en Hollande ; il est perçu comme une excellente chose pour les jeunes. Il est intéressant de noter cependant que les jeunes les plus difficiles ne sont pas admis à l'armée parce que les officiers considèrent que l'armée n'est pas une école d'éducation et de rééducation.

Dans les causes criminelles, les jeunes, de par la loi, doivent avoir un avocat pour les protéger.

L'éthique professionnelle des journalistes veut ici, que, même pour les adultes, les journaux indiquent seulement les initiales des individus qui doivent subir ou qui ont subi un procès.

L'assemblée s'ajourne à 5h. 30 p.m.

JEAN SIROIS, secrétaire.

PROCÈS VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à Bruxelles le 7 novembre 1968 avec MM. S. Huiynen, De Cnyf, et P. Garcia, du Comité de la protection de la jeunesse.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président
Harry Gould,
Laurent Laplante,
Jean Sirois, secrétaire.

Quoique relevant du ministère de la Justice, le Comité de la protection de la jeunesse doit établir des contacts officieux et officiels avec d'autres ministères au fur et à mesure que grandissent les besoins.

En général, la juridiction du Comité de la protection de la jeunesse s'étend aux jeunes qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans. Le tribunal peut se dessaisir de cas de jeunes de seize à dix-huit ans, et le comité, pour sa part, peut s'occuper de jeunes de dix-huit à vingt et un ans dans certains cas où sa solution semble la plus favorable.

La Belgique compte actuellement huit cents établissements privés pour les jeunes et sept établissements de l'État. On réfère aux établissements de l'État les cas les plus difficiles.

La Belgique possède une juridiction propre à la jeunesse, mais ce tribunal de la jeunesse constitue une section de tribunal de première instance. Il s'agit presque d'un tribunal de la famille. Dans un cas de séparation, par exemple, le juge peut ratifier tout arrangement concernant la garde des enfants. Si, par la suite, cet arrangement ne tient plus, le procureur du roi ou l'un des parents peut demander au procureur de la jeunesse de reviser le cas, et de formuler une nouvelle décision.

Le tribunal de la jeunesse faisant partie du tribunal de première instance, les deux tribunaux ont le même procureur, et il arrive que le même juge pourra siéger comme juge de la jeunesse et comme juge civil en même temps.

Il y a trente-quatre juges permanents dans vingt-six districts, six juges non permanents et, actuellement cinq postes vacants.

Le procureur du roi, chargé de porter les accusations contre les jeunes, a signalé au parquet une moyenne de 4,645 cas par année entre 1962 et 1965. De ces cas, 5,881 ont été envoyés au tribunal de la jeunesse, et 3,682 ont été statués par le juge de la jeunesse.

Il arrive souvent que le juge du parquet réprimande un mineur. Le juge de la jeunesse voit à ce que soit exécutée sa sentence, car c'est lui qui décide où doit être envoyé le mineur. Il est libre par la suite de changer ce mineur d'institution. S'il décide de remettre le jeune à une institution de l'État, ce sera alors le bureau qui s'occupera du placement, mais le juge conservera le droit de changer l'enfant d'institution. Dans le cas où celui-ci ne semble pas s'amender, il est remis entre les mains du gouvernement, et c'est alors le ministre de la Justice qui en dispose. Il faut cependant que l'éventail des dispositions possibles ait été épuisé, et que cet enfant ait atteint l'âge de seize ans.

Ce système, d'après les représentants du comité, semble répondre aux besoins actuels.

Dans un cas où un jeune semblerait en danger, le procureur du roi peut réclamer une mesure de surveillance jusqu'à ce que cet enfant ait atteint l'âge de 21 ans. Le tribunal de la jeunesse peut faire examiner un jeune par un centre psycho-social, après quoi il décidera de garder la cause ou de l'envoyer à un autre tribunal, de motiver ou de ne pas motiver son jugement. Dans tous les cas où des jeunes sont admis à la liberté surveillée, ils restent sous la compétence du tribunal de la jeunesse jusqu'à l'âge de 21 ans. Avant la nouvelle loi, 4,000 mineurs étaient sous la juridiction du parquet, et 11,000 sous celle du procureur. Aujourd'hui, le tribunal de la jeunesse a élargi sa juridiction alors que le procureur a été amené à restreindre la sienne.

La nouvelle loi a été formulée dans le but d'aider les parents à éduquer leurs enfants. Dans chaque arrondissement, il y a un Comité de protection de la jeunesse nommé par le ministre de la Justice. Un tiers des membres vient de la protection de la jeunesse, un tiers est nommé par le ministère de la Justice et l'autre tiers par le ministère de l'Éducation et de la Culture. Tous ces comités de protection doivent avoir un service social et un centre d'accueil.

Le service social est à la disposition des autorités judiciaires et dépend du ministère de la Justice.

Il arrive parfois que le procureur réfère un cas au Comité de la protection de la jeunesse, et ce comité peut alors aider l'enfant par l'entremise des parents, de la police, du parquet, etc...

De 1961 à 1965, il y a eu environ 700 cas de déchéance paternelle par année. Avec la nouvelle loi, pour l'année 1966 il y a eu 200 cas de déchéance paternelle.

Le ministère de la Justice possède également un comité qui s'occupe d'agréer les institutions privées.

Il est essentiel que le tribunal de la jeunesse et le comité de la jeunesse soient entièrement indépendants. En 1967, 5,000 ont été référés au comité, dont 56 p. cent venait du parquet ; dans les six premiers mois de 1968, 57 p. cent des cas ont été référés par le milieu. Le procureur du roi peut également décider si l'enfant doit être référé au tribunal ou au comité. Ce système facilite également la détection, car les autorités scolaires peuvent sans crainte s'adresser au comité de la jeunesse, les locaux se trouvant en dehors des Palais de Justice. Chaque comité de la jeunesse possède un secrétariat permanent. Ainsi, aucun mineur ne peut aller dans une institution sans passer par un centre de réception où, pendant une période de trois mois, y subira des tests psychiatriques, psychologiques et médicaux.

Il n'y a pas de pénalisation pour les jeunes, il n'y a que des mesures d'éducation, de surveillance, de réinsertion sociale et de réhabilitation. Dans les établissements de l'État, la durée moyenne d'un séjour est de 14 mois. Les sentences sont indéterminées.

Pour ce qui est des établissements de l'État, on a calculé que 70 p. cent des anciens pensionnaires n'avaient pas récidivé pendant une période de dix ans après leur majorité. Présentement, la population des institutions de l'État est de 800 individus, alors que celle des institutions varie de 4,500 à 5,000 individus. Il faut également considérer les 6,000 foyers d'accueil qui reçoivent les jeunes.

La présente loi s'applique présentement à plus de 25,000 enfants sur 9,000,000 d'habitants.

L'assemblée s'ajourne à 6:30 p.m.

JEAN SIROIS, secrétaire.

PROCÈS VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale, tenue à Londres le 20 novembre 1968 à 2h. p.m. avec les officiels de la Cour juvénile.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président,
Laurent Laplante,
Harry Gould,
Jean Sirois, secrétaire.

La réunion a lieu au Palais de Justice de Londres qui comprend douze ou treize Cours. Londres est divisée en quartiers, chaque quartier possédant ses officiels qui viennent siéger à tour de rôle, pour l'un ou l'autre de ces quartiers. C'est le greffier qui prépare le rôle des juges et chaque juge siège une journée par semaine, vingt-six semaines par année. Tous ces juges sont des laïques et ne reçoivent aucune rémunération : ils considèrent cette fonction comme un honneur.

Lorsqu'un jeune est arrêté, il comparaît devant n'importe laquelle des Cours de quartiers et est ensuite retourné devant le tribunal de son propre quartier. C'est là qu'il est admis à un cautionnement s'il y a lieu ; ce cautionnement peut être en argent, mais celui-ci ne sera requis que si ce jeune ne se présente pas à son procès, cas où les parents ou l'individu lui-même devra s'acquitter du montant du cautionnement. Cette règle s'applique également à tous les cautionnements, que ce soit dans les Cours juvéniles ou les Cours pour adultes.

Les jeunes sont parfois détenus avant leur procès, par exemple les cas de vagabondage, de flânage, ou lorsqu'un traitement psychiatrique ou un examen médical est requis. Quant à la détention dans les maisons de réforme, la durée moyenne en est de deux à trois semaines, soit le temps requis pour établir le diagnostic.

Les jeunes en-dessous de dix-sept ans, dans ces maisons de réforme, dorment dans des dortoirs qui contiennent de cinquante à cent jeunes.

Ici la Cour juvénile commence à siéger à dix heures le matin et termine à six ou huit heures le soir, soit après que le rôle a été épuisé. Chaque banc de magistrats entend environ quarante causes par jour.

Le greffier est l'aviseur légal de cette Cour et, en fait, le seul avocat. Il devient employé permanent après une période de probation d'environ un an, après quoi il circulera dans les différentes Cours selon un système de rotation. Ce greffier est strictement impartial, il a le privilège de ques-

tionner et conduit l'interrogatoire si la police n'a pas d'avocat. Les magistrats peuvent également questionner n'importe quand.

Le greffier ne connaît pas d'avance le nom des témoins à moins qu'il y ait eu entente entre les deux avocats des parties pour lui divulguer ces noms. Le greffier protégera également la défense si elle n'est pas représentée par un avocat. Les juges peuvent se retirer pour décider d'un cas ou délibérer mais dans 90 p. cent des cas la décision est prise sur le champ, la journée même.

Il n'y a pas de jugement écrit.

Le greffier prend généralement des notes sur la preuve apportée, mais il n'y est pas requis. Pour un cas qui pourra aller devant une autre Cour, les dépositions des témoins sont enregistrées. Mais ceci ne constitue pas le plus gros des problèmes rencontrés par les Cours juvéniles, car la pénurie se fait surtout sentir du côté des institutions.

L'assemblée s'ajourne.

JEAN SIROIS, secrétaire.

PROCÈS VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à l'Institut de criminologie de Cambridge en Angleterre avec les professeurs West, Smith, Sparks, Reiss, le 22 novembre 1968 à 2h. 00 p.m.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président.
Laurent Laplante,
Harry Gould,
Jean Sirois, secrétaire.

Les professeurs West, Smith, Sparks et Reiss, rattachés à l'Institut de criminologie de Cambridge, font part à la Commission de quelques projets de recherche qui sont présentement en cours. Le premier concerne l'âge de la délinquance : un échantillon de 411 enfants a été suivi depuis l'âge de huit ans, et cette observation doit se poursuivre jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de dix-sept ans. Ils ont actuellement quinze ans. Le but de cette recherche est de délimiter l'âge critique de la délinquance, et de découvrir les caractéristiques qui peuvent apparaître aux différents âges à partir de huit ans. Cette étude permettra également de découvrir si les enfants qui proviennent d'un milieu social assez pauvre sont davantage enclins à la délinquance...

JEAN SIROIS, secrétaire.

PROCÈS VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue en Angleterre, à Londres, avec M. Hyde et quelques autres hauts fonctionnaires, le 29 novembre 1968, à 9h. 30 a.m.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président,
Harry Gould,
Laurent Laplante,
Jean Sirois, secrétaire.

M. Hyde est sous-secrétaire du département des prisons, qui englobe sous sa juridiction tous les prisonniers qui ont atteint l'âge de dix-sept ans. Ils sont aujourd'hui au nombre de 32,629, ce chiffre comprenant les jeunes de dix-sept à vingt et un ans qui sont dirigés vers les « borstals », les prisonniers qui se trouvent dans les prisons locales, et ceux qui ont été dirigés vers les centres d'apprentissage après avoir reçu une sentence plus longue...

...Chaque année, il y a environ vingt évasions des prisons fermées et environ 200 des prisons ouvertes ; des « borstals », il y a entre quatre-vingt et cent évasions par année...

...On tente de plus en plus de restreindre l'usage de l'emprisonnement pour les individus qui n'ont pas atteint vingt et un ans...

...Sauf pour les juvéniles, c'est le département des prisons qui a l'autorité de décider où doit aller le prisonnier, quel genre d'institution lui convient et quel genre de traitement doit lui être appliqué... Les juvéniles reçoivent une sentence indéterminée dans les « borstals », ils peuvent être renvoyés après six mois, mais ne peuvent être détenus plus de deux ans. La sentence indéterminée présente cependant certains inconvénients au point de vue travail et réhabilitation, car il est difficile d'appliquer un programme précis quand on ne connaît pas les limites de temps dont on disposera pour l'appliquer...

JEAN SIROIS, secrétaire.

PROCÈS VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale, tenue à Toronto le 5 février 1969 avec MM. Joseph Cornish, directeur du service d'assistance judiciaire pour la région de York, et W.R. Donkin, directeur-adjoint du même service.

ÉTAIENT PRÉSENT : MM. Laurent Laplante,
Jean Sirois, secrétaire.

...À l'heure actuelle, la région de York compte sur un personnel d'environ trente personnes. Environ 80 p. cent de la clientèle se situe entre seize et vingt-cinq ans. Dans les cas des détenus, les avocats des bureaux d'assistance judiciaire interviennent également en faveur des jeunes de dix-sept à vingt ans...

JEAN SIROIS, secrétaire.

APPENDICE 3

Statistiques sommaires sur le Québec et le Canada.
Extrait du rapport annuel (1968)
du Service des prisons.
(paragraphe 11 note 1).

POPULATION INSTITUTIONNELLE

INTRODUCTION

Depuis le 1er janvier 1968, ainsi qu'il en ait fait mention dans un autre secteur du rapport annuel du ministère de la Justice, nous avons mis en opération, conjointement avec le Bureau fédéral de la Statistique, un système intégré d'information et de statistiques en matière de justice criminelle.

Au moyen de ce système, c'est notre espoir de réussir un jour à suivre le criminel depuis son arrestation, lors de sa comparution devant les tribunaux, lors de son incarcération en institution pénale et jusqu'après sa libération.

Comme première étape de ce vaste projet, au cours de 1968, nous nous sommes d'abord limités à l'intégration des statistiques et des techniques de contrôle de deux secteurs vitaux de l'activité judiciaire criminelle soit les Cours de justice et les institutions pénales.

Au niveau des lieux de détention, nous avons, de fait, construit trois formules destinées exclusivement à la cueillette des données de base soit une formule d'enregistrement, une formule de libération et une formule de changement de statut (prisonnier qui passe de prévenu à détenu et vice-versa). Les responsables des prisons voyaient à nous diriger lesdites formules le jour même de leur utilisation.

Deux autres formules nous ont servi de contrôle. Il s'agit de formules que les responsables de nos prisons nous font parvenir à toutes les semaines. Ces deux formules nous fournissent les détails généraux de toutes les admissions et libérations qui se sont produites au cours d'une semaine. Ces deux formules assurent un contrôle des entrées et sorties et facilitent la détection rapide de toute erreur ou omission qui aurait pu se glisser au niveau des formules individuelles.

Le nouveau système a produit d'excellents résultats en ce sens qu'il nous a permis d'obtenir un tableau précis et fidèle des caractéristiques spécifiques des personnes qui sont incarcérées dans les prisons provinciales. Au moyen de l'analyse des données ainsi recueillies, c'est notre espoir d'en

arriver, au cours des années à venir, à l'élaboration, à l'échelle de la province, de programmes de traitement institutionnel adaptés et efficaces.

Les tableaux qui suivent, construits à même les formules individuelles reçues au cours de 1968, illustrent, de façon éloquente, l'efficacité de cette nouvelle initiative.

1. — POPULATION GÉNÉRALE — NOMBRE D'ENTRÉES

Année	Hommes	Femmes	Total
1964	27016	2012	29028
1965	28741	2261	31002
1966	28832	2552	31384
1967	28787	1962	30749
1968	29651	2675	32326

N.B. Le tableau I (admission totale) fournit le détail, par institution, des entrées au cours de 1968.

Tel que prédit dans le rapport annuel 1967, nous notons une augmentation en accord avec celle de la population normale dans le nombre des entrées.

En 1967, sans doute à cause d'un niveau de chômage très peu élevé au Québec, nous avons constaté une baisse sensible. En 1968, le total des entrées correspond, compte tenu de la hausse de la population normale, à celui des années 1964 et 1965.

En dépit d'une hausse des entrées, nous constatons, par ailleurs, que les populations journalières demeurent sensiblement les mêmes que par les années précédentes.

Une étude poussée des formules de libération nous a fourni des indications qui peuvent expliquer ce phénomène. Au cours de 1968, nous constatons en effet une baisse sensible de la durée des détentions préventives. Il semble que la justice ait été plus expéditive, d'une façon générale en 1968, qu'au cours des autres années. Le tableau V sur les sentences imposées indique, par contre, un pourcentage record des courtes sentences, soit près des deux tiers en bas d'un mois. Ces deux facteurs auraient eu, semble-t-il, une influence sur la population journalière de nos prisons.

2. — POPULATION TOTALE LE 1^{er} DE CHAQUE MOIS

— 1965 —

Jan- vier	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil- let	Août	Sept.	Oct- obre	Nov- embre	Décem- bre
705	805	753	689	785	819	729	761	755	691	735	712
1126	1302	1379	1527	1328	1330	1272	1192	1256	1311	1273	1318
1831	2107	2132	2216	2113	2149	2001	1953	2011	2002	2008	2030

— 1966 —

656	681	723	717	731	672	635	730	793	761	851	743
1080	1309	1219	1387	1346	1302	1288	1298	1287	1172	1084	1211
1736	1990	1942	2104	2077	1974	1923	2028	2080	1933	1935	1954

— 1967 —

570	613	625	628	692	697	719	838	774	796	779	690
1039	1134	1172	1202	1279	1204	1212	1140	1179	1150	1167	1278
1609	1747	1797	1830	1971	1901	1931	1978	1953	1946	1946	1968

— 1968 —

773	740	831	803	752	712	780	835	847	882	860	713
1143	1158	1145	1181	1158	1011	1029	1081	1036	1118	1136	961
1916	1898	1976	1984	1910	1723	1809	1916	1883	2000	1996	1674

N.B. Le tableau II (population dans les prisons le 1^{er} de chaque mois) fournit le détail par institution de la population du 1^{er} de chaque mois.

3. — ÂGE DES PERSONNES INCARCÉRÉES

A. — HOMMES

	— 16	16-18	18-25	+ 25
Prévenus	2.5%	5%	37%	55%
Détenus	0.5%	1.5%	38%	60%
TOTAL :	1.5%	3.5%	38%	57%

N.B. Pour détails concernant l'âge des personnes incarcérées dans chaque institution, (voir tableaux III et IV ci-après annexés).

À partir des pourcentages plus haut mentionnés, nous voyons que, dans nos prisons, la grande majorité des hommes incarcérés, soit 57 p. cent, sont au dessus de 25 ans d'âge.

Par contre, nous constatons que des jeunes dont l'âge est inférieur à 18 ans (au Québec l'âge de 18 ans marque le point de démarcation entre juvéniles et adultes) sont dirigés vers nos prisons. Une étude détaillée du tableau III — Hommes (classification selon l'âge) montre que la grande majorité de ces jeunes se rencontre dans les prisons dites de district, soit en dehors de Québec et Montréal. Ce n'est en effet que, par exception, que nous y voyons des jeunes à ces deux endroits, ceci, en accord avec l'article 83 paragraphe (1) de la Loi des prisons et maisons de correction (fédéral) où il est stipulé que tout jeune de *moins de 16 ans* doit être détenu dans une école de réforme autorisée s'il en existe une dans un rayon de trois milles. Or au Québec, nous n'avons des Centres d'accueil qu'à Québec et Montréal.

Il faut toutefois ajouter que, dans les dites prisons, en accord avec l'article 29 de la Loi des prisons et maisons de correction, nous disposons de locaux où les jeunes ne peuvent venir en contact avec les détenus adultes.

Enfin, en poussant plus loin l'étude des sentences imposées, nous constatons que la grande majorité de jeunes en bas de 18 ans ont, soit reçu une sentence suspendue ou ont été condamnés au temps passé en prison. Il est bon de se rappeler que le juge peut, en accord avec l'article 30 de la Loi des prisons et maisons de correction, s'il le considère nécessaire, condamner même un jeune en bas de 16 ans, à une sentence dans une prison de la province.

B. — FEMMES

	— 16	16-18	18-25	+ 25
Prévenues	15.0%	20%	25.0%	40%
Détenues	0.5%	2%	31.5%	66%
TOTAL :	10 %	15%	27 %	48%

En se limitant aux pourcentages des âges des femmes détenues, nous arrivons à des résultats presque identiques à ceux obtenus pour les hommes.

Les prévenues présentent toutefois, à prime abord, un tableau différent. L'analyse des résultats du tableau IV révèle que cette différence provient du grand nombre de jeunes filles en bas de 18 ans qui furent hébergées à la Maison Tanguay, soit la Prison des femmes de Montréal, au cours de 1968.

Cette hausse s'explique du fait qu'en 1968, à la suite d'une réorganisation du Centre d'accueil féminin de Montréal, le ministère du Bien-Être demanda l'aide temporaire du ministère de la Justice pour héberger, avant la comparution à la Cour du Bien-Être, les jeunes filles pour qui une détention préventive s'imposait. La Maison Tanguay aménagea à leur intention une aile spéciale. La situation, au cours de 1969, devrait devenir normale et, comme pour le secteur des hommes, seuls les cas exceptionnels parmi les jeunes, seront dirigés vers la Prison des femmes de Montréal.

C'est pourquoi, à part cette exception, nous pouvons conclure que, d'une façon générale, les remarques que nous avons émises à l'égard de l'âge des hommes s'appliquent aussi aux femmes.

4. — LES SENTENCES

A. — HOMMES

8 jrs	15 jrs	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 - 18 mois	Proba- tion
33%	15%	16.5%	10%	7.5%	7.5%	1%	3%	1.5% 5%

N.B. Pour détails concernant les peines imposées dans chaque institution, voir tableau V ci-après annexé.

L'analyse des pourcentages des peines imposées indique qu'au Québec, 64 p. cent des sentences de prison ne dépassent pas un mois, alors que 82 p. cent des sentences sont de 3 mois en descendant.

Par probation, nous signifions sentence suspendue en vertu de l'article 638 du Code pénal.

B. — FEMMES

8 jrs	15 jrs	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 - 18 mois	Proba- tion
40%	16%	16%	10%	5%	4%	0.1%	2% 0.0%	6%

Sur le côté des femmes, nous constatons que 72 p. cent d'entre elles subissent des sentences qui ne dépassent pas un mois.

5. — ÉVASIONS

1964	=	20 évasions
1965	=	27 évasions
1966	=	19 évasions
1967	=	14 évasions
1968	=	18 évasions

Les chiffres qui précèdent indiquent que, d'une année à l'autre, le nombre des évasions demeure sensiblement le même.

L'étude du tableau VI, qui suit, révèle de plus que, dans les chiffres plus haut mentionnés, nous nous limitons aux seules évasions qui se sont produites dans une de nos prisons ou qui sont survenues, alors que les intéressés tombaient sous la responsabilité du personnel du Service des prisons.

6. — SUICIDES

1964	=	2 suicides
1965	=	4 suicides
1966	=	3 suicides
1967	=	3 suicides
1968	=	3 suicides

Encore ici, nous constatons que, d'une année à l'autre, le nombre des suicides demeure sensiblement identique. En scrutant ces chiffres, il est difficile de parler de vague de suicides dans les prisons du Québec.

TABLEAU III

STATISTIQUES
PRÉVENUS HOMMES DÉTENUS

1968

CLASSIFICATION SELON L'ÂGE À L'ADMISSION

PRISONS	— 16	16-18	18-25	+ 25	Total	— 16	16-18	18-25	+ 25	Total	Grand Total
Amos	38	72	145	185	440	1	14	130	218	363	803
Arthabaska	5	14	70	40	129	0	4	51	46	101	230
Baie Comeau	1	6	72	138	217	4	11	144	126	285	502
Campbell's Bay	2	7	53	57	119	0	2	46	50	98	217
Chicoutimi	9	22	159	210	400	0	1	155	224	380	780
Havre Aubert	0	0	2	0	2	0	0	5	2	7	9
Hull	61	79	225	237	602	17	53	297	548	915	1517
Joliette	0	14	288	403	702	0	0	133	190	323	1025
La Malbaie	0	3	49	129	181	0	2	33	57	92	273
Matane	0	4	53	69	126	0	2	64	80	146	272
Mont Laurier	7	15	130	227	379	3	2	46	39	90	469
Montmagny	2	12	144	320	478	0	1	63	121	185	663
Montréal	9	62	1984	2568	4623	0	15	1448	2969	4432	9055
New Carlisle	11	6	45	54	116	14	12	107	112	245	361
Percé	7	0	41	28	76	2	3	55	20	80	156
Québec	3	36	494	647	1180	2	13	494	1093	1602	2782
Rimouski	4	13	74	122	213						

TABLEAU III
(suite)

STATISTIQUES
PRÉVENUS HOMMES DÉTENUS
CLASSIFICATION SELON L'ÂGE À L'ADMISSION

1968

PRISONS	— 16	16-18	18-25	+ 25	Total	— 16	16-18	18-25	+ 25	Total	Grand Total
Rivière-du-Loup	6	17	96	280	389	0	2	78	113	193	592
Roberval	10	18	145	156	329	4	7	200	322	533	862
Rouyn	43	51	146	102	342	0	1	51	56	108	450
Sainte-Anne des Monts	0	0	26	35	61	0	0	18	13	31	92
Saint-Hyacinthe	34	71	174	180	459	1	14	80	113	208	667
Saint-Jean	31	38	94	127	280	0	3	105	53	161	441
Saint-Jérôme	8	17	534	851	1410	0	0	216	278	494	1904
Saint-Joseph de Beauce	1	27	183	269	491	0	6	168	224	398	889
Sherbrooke	16	52	265	331	665	2	1	195	210	408	1073
Sorel	15	31	26	192	364	1	1	91	96	188	552
Sweetsburg	12	25	107	128	273	0	3	160	140	303	576
Trois-Rivières	19	48	180	338	585	0	4	141	227	372	957
Valleyfield	25	42	121	254	442	0	6	133	187	326	768
Ville Marie	2	17	49	69	137	0	10	106	57	173	310
TOTAUX					17,346					13,294	30,640

TABLEAU IV

STATISTIQUES
PRÉVENUES FEMMES DÉTENUES

1968

CLASSIFICATION SELON L'ÂGE À L'ADMISSION

PRISONS	— 16	16-18	18-25	+ 25	Total	— 16	16-18	18-25	+ 25	Total	Grand Total
Amos	7	9	5	11	32	0	0	7	11	18	50
Arthabaska	1	0	6	5	12	0	0	0	0	0	12
Baie Comeau	0	0	3	6	9	0	0	5	2	7	16
Campabell's Bay	1	0	1	0	2	0	0	0	0	0	2
Chicoutimi	3	7	8	9	27	0	0	7	5	12	39
Havre Aubert	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
Hull	4	13	9	14	40	0	0	7	29	36	76
Joliette	0	1	6	14	21	0	0	4	3	8	29
La Malbaie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mont Laurier	13	5	10	12	40	0	1	2	5	8	48
Montmagny	2	3	3	7	15	0	0	0	0	0	15
Montréal (F)	163	197	283	1429	2072	0	4	162	353	519	1591
New Carlisle	1	2	1	4	8	0	1	0	4	5	13
Percé	0	1	3	3	7	0	2	0	0	2	9
Maison Gomin (Québec)	5	25	57	85	172	0	0	29	72	101	273
Rimouski	3	6	2	11	22	0	0	1	2	3	25

TABLEAU IV

(suite)

STATISTIQUES
PRÉVENUES FEMMES DÉTENUES

1968

CLASSIFICATION SELON L'ÂGE À L'ADMISSION

PRISONS	— 16	16-18	18-25	+ 25	Total	— 16	16-18	18-25	+ 25	Total	Grand Total
Roberval	2	0	1	1	4	1	1	5	12	18	22
Rouyn	13	8	2	1	24	0	0	2	3	5	29
Sainte-Anne des Monts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Hyacinthe	14	25	11	6	56	2	0	0	4	6	62
Saint-Jean	5	7	1	2	15	0	0	1	1	2	17
Saint-Jérôme	4	8	13	50	75	0	0	7	13	20	95
Saint-Joseph de Beauce	0	4	0	1	5	0	0	0	0	0	5
Sherbrooke	9	15	15	20	59	0	2	4	2	8	67
Sorel	4	12	4	5	25	0	0	1	2	3	28
Sweetsburg	0	0	6	2	8	0	0	1	0	1	9
Trois-Rivières	11	22	4	12	49	1	0	2	6	9	58
Valleyfield	12	10	8	7	37	0	0	6	4	10	47
Ville Marie	1	4	0	5	10	0	0	0	1	1	11

TABLEAU V

OCCUPATION DES JEUNES (7 à 15 ans) INCULPÉS ET JUGÉS DÉLINQUANTS
— CANADA, 1957-1961 —

	INCULPÉS											JUGÉS DÉLINQUANTS										
	Total	7	8	9	10	11	12	13	14	15	Non indiqué	Total	7	8	9	10	11	12	13	14	15	Non indiqué
1959																						
Total	10618	29	102	292	438	636	950	1631	2660	3868	12	8811	25	83	232	369	525	794	1369	2208	3194	12
Employés	642	—	—	—	1	1	2	13	113	512	—	484	—	—	—	1	1	1	7	75	399	—
Sans emploi	422	—	—	—	—	1	1	8	79	333	—	316	—	—	—	—	1	—	8	54	253	—
Etudiants	9450	29	102	291	437	633	947	1607	2448	2949	7	7923	25	83	232	368	522	793	1352	2060	2481	7
Non indiqué	104	—	—	1	—	1	—	3	20	74	5	88	—	—	—	—	1	—	2	19	61	5
1960																						
Total	11766	33	104	264	436	738	1101	1712	2904	4415	59	10307	18	74	208	375	625	972	1496	2559	3944	36
Employés	536	—	—	—	—	—	—	2	57	476	1	488	—	—	—	—	—	—	1	51	435	1
Sans emploi	542	—	—	—	1	1	5	18	101	416	—	500	—	—	—	1	1	5	17	95	381	—
Etudiants	10420	33	101	261	429	722	1078	1662	2690	3408	36	9182	18	74	208	373	618	959	1467	2386	3054	25
Non indiqué	268	—	3	3	6	15	18	30	56	115	22	137	—	—	—	1	6	8	11	27	74	10
1961																						
Total	14804	47	144	321	516	840	1547	2491	4029	4924	45	13357	30	114	270	448	738	1400	2174	3655	4499	29
Employés	344	—	—	—	—	—	—	1	43	299	1	325	—	—	—	—	—	—	1	39	284	1
Sans emploi	399	—	—	1	—	—	4	13	68	311	2	381	—	—	1	—	—	3	11	65	299	2
Etudiants	13718	47	143	319	511	830	1531	2345	3844	4134	24	12364	30	113	268	445	729	1386	2136	3487	3755	15
Non indiqué	343	—	1	1	5	10	12	32	74	190	18	287	—	1	1	3	4	11	26	64	161	11

TABLEAU VI

NIVEAU D'INSTRUCTION (RÉPARTITION NUMÉRIQUE ET PROCENTUELLE)
DES JEUNES (7-15 ans) JUGÉS DÉLINQUANTS AU CANADA

— 1957-1961 —

	1957		1958		1959		1960		1961	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
TOTAL	8,811	100.0	10,307	100.0	10,608	100.0	12,331	100.0	13,357	100.0
Classe préparatoire	125	1.4	111	1.1	93	0.9	151	1.2	158	1.2
1 ^{re} à 5 ^e année	1,870	21.2	2,103	20.4	2,185	20.6	2,616	21.2	2,618	19.6
6 ^e et 7 ^e	2,903	32.9	3,248	31.5	3,467	32.7	4,392	35.6	4,618	34.6
8 ^e	1,662	18.9	2,013	19.5	1,906	18.0	2,438	19.8	2,635	19.7
9 ^e à 11 ^e	2,180	24.7	2,224	21.6	2,177	20.5	2,410	19.6	2,767	20.7
12 ^e et 13 ^e	14	0.2	1	—	11	0.1	5	—	4	—
Inconnu	57	0.7	607	5.9	769	7.2	319	2.6	557	4.2

APPENDICE 4

Lois du Nouveau Brunswick,
de la Colombie Britannique et de l'Ontario
concernant la protection de la jeunesse
(Child Welfare) (paragraphe 12)

CHAPTER 3

CHILD WELFARE ACT

Assented to June 10, 1966.

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows :

1. *In this Act,*

- (a) "apprehension" means seizing or taking possession of a child ;
- (b) "child" means a boy or girl actually or apparently under sixteen years of age ;
- (c) "children's aid society" or "society" means an organized or duly incorporated society having among its objects the promotion of family and child welfare ;
- (d) "Director" means an officer designated by the Minister as Director for the purposes of this Act ;
- (e) "foster home" means a private home in which a ward or any child may be placed as a member of the family in accordance with the regulations ;
- (f) "judge" means a judge of the Supreme Court or of the county court, a judge of a magistrates court, or a juvenile court judge ;
- (g) "maintenance" includes food, shelter, sundry expenses, clothing, education and health services ;
- (h) "Minister" means the Minister of Youth and Welfare ;
- (i) "non-ward service" means the maintenance of a child outside his own home without transfer of guardianship ;
- (j) "officer" means an employee of the Department of Youth and Welfare designated by the Minister, a policeman or a constable ;
- (k) "parent" includes every person who has in law or in fact the custody or control of the child and the person's executors, heirs and assigns ;
- (l) "place of safety" includes the Maritime Home for Girls at Truro, Nova Scotia, the Home of the Good Shepherd at Halifax, Nova Scotia, and any other institution approved by the Lieutenant-Governor in Council, and having for its object the rehabilitation, care or protection of children ;
- (m) "protective custody" means a period not exceeding seven days during which a child is under the care of the Director pending his return to his parents or his apprehension ;
- (n) "public place" means a street, highway or lane, whether a thoroughfare or not, a place of public resort and generally any place to which the public has access ;

- (o) "shelter" means any home licensed under the regulations or any institution incorporated under the laws of the Province approved by the Lieutenant-Governor in Council and having for its object the rehabilitation, care or protection of children ;
- (p) "ward" means a person committed to the care and custody of the Director ; and
- (q) "welfare agency" means any organization duly incorporated, having among its objects any welfare function or one allied to it and having been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

2. The purpose of this Act is to provide for the welfare of children and families and their rehabilitation.

3. (1) The Minister may designate an employee of the Department of Youth and Welfare as Director.

(2) The Director

- (a) shall provide preventive welfare services to families and children ;
- (b) shall provide non-ward service, protective custody and other auxiliary services ;
- (c) shall make application for guardianship where preventive measures are to no avail ;
- (d) shall stand in *loco parentis* in respect to wards and shall establish and maintain standards for the care, health, education and training of wards in foster homes or shelters ;
- (e) shall assume the functions performed by agencies incorporated under the *Children's Protection Act* ;
- (f) shall prepare a record of court committals of children and of children placed in foster homes in such a form as may be prescribed by regulation ;
- (g) shall conduct inspections of any place of safety or shelter ;
- (h) shall keep books of account showing receipts and expenditures ; and
- (i) shall perform such other duties as are prescribed by this Act, the regulations or the Minister.

(3) The Director may designate persons to act on his behalf.

(4) A child who is a ward of a children's aid society is deemed to be a ward of the Director, and ceases to be a ward of a children's aid society.

4. (1) A group of not less than ten residents within an area designated by the Minister may form a society for the purposes of promoting and supporting programs beneficial to families and children and of acting in an advisory capacity to the Minister.

(2) Upon filing the constitution and by-laws of the society with the Provincial Secretary, the Lieutenant-Governor in Council may approve the name, the constitution and by-laws of the society, and thereupon the society is a body corporate.

(3) A society incorporated under subsection (2) has all the powers incident to a corporation under any law of the Province.

(4) At the commencement of this Act, a society incorporated under the *Children's Protection Act*, is deemed incorporated under this Act and such society shall submit its constitution and by-laws for approval of the Lieutenant-Governor in Council.

(5) If a society discontinues a service, the society shall preserve all case records for the Director and the discontinued service may be assumed by the Director.

(6) With the approval of the Lieutenant-Governor in Council, a society may amend its constitution and by-laws.

5. With the approval of the Lieutenant-Governor in Council, the Minister may enter into an agreement with a welfare agency on behalf of the Province for the purpose of acquiring, purchasing or leasing any property or service of a welfare agency not provided by the Director under such terms and conditions as the Minister sees fit.

6. The Lieutenant-Governor in Council may appoint a Child Welfare Board of not less than seven persons to act in an advisory capacity to the Minister.

7. An officer may, without a warrant, apprehend and detain as a child in need of protection, a child

- (a) whose life, health, or morals may be endangered by the conduct of his parent ;
- (b) who is found not properly cared for by his parent ;
- (c) who has been assaulted or ill-used by his parent ;
- (d) who is deserted by his parent ;
- (e) who is tending to become incorrigible, dissolute or delinquent by reason of inadequate control by his parent ;
- (f) whose parent neglects or refuses to provide, secure or permit proper medical, surgical or other remedial care or treatment necessary for his health or well-being ;
- (g) who is emotionally rejected or deprived of affection by his parent sufficient to endanger his emotional and mental development, and such condition is supported in writing by a psychiatrist who is duly registered in the Register of the Medical Council of New Brunswick and licensed to practice and in good standing ;
- (h) who is found under circumstances indicating that he has no home or settled place of abode or proper guardianship ;
- (i) who is living in an unfit place ;
- (j) who is found associating with an improper person ;
- (k) who conducts himself immorally ;
- (l) who without sufficient cause, habitually absents himself from his home or school, or whose parent or teacher represents that he is beyond control ;
- (m) who commits an offence punishable by fine or imprisonment or both ;
- (n) who is born of parents not married to each other whose mother is unable or unfit to care properly for him or whose mother requests that the Director make adequate plans for the future of her child ; or

- (o) who is under the age of twelve years and is left without the care or supervision of a person over the age of twelve years.

8. (1) An officer apprehending a child under section 7 shall notify the Director and the Director shall make adequate provision for the care of the child until the child is brought before a judge.

(2) The Director shall notify the parents of such apprehension, including the reasons for the apprehension.

(3) Where an officer apprehends a child under section 7, the Director shall swear an information before a judge and the judge shall issue a notice of hearing to be served by the Director on the parents by delivering a copy of the notice of hearing to the parent or to the husband or wife of the parent, but if the whereabouts of a parent is unknown and the judge is satisfied that reasonable efforts have been made to locate the parent, the judge may proceed on the date of the hearing in the absence of the parent.

(4) A child apprehended under section 7 shall be brought before a judge by the Director within fifteen days.

9. (1) Where the Director swears an information before a judge that a child in the custody or control of a person is a child in need of protection, the judge shall issue a notice of hearing which shall require that the person bring the child before the judge to be dealt with under section 11.

(2) Where a person is served with a notice of hearing and the person fails to appear with the child at the time and place named in the notice of hearing, a judge may issue a warrant authorizing any person named therein to apprehend the child and bring the child before the judge.

(3) A person authorized by such warrant may enter, if need be by force, any house, building or other place specified in the warrant for the purpose of apprehending the child.

(4) The notice of hearing shall be served on the person by delivering a copy to him but if the whereabouts of the person is unknown, and the judge is satisfied that reasonable efforts have been made to locate him, the judge may proceed on the date of the hearing in his absence.

10. (1) The Director shall provide facilities for children apprehended under this Act.

(2) The Director may apply *ex parte* in a summary manner to a judge for an order that the child apprehended be detained in facilities other than those provided by the Director.

(3) Where a judge orders that a child be held in a correctional institution or in any other place of confinement, the judge shall order that the child shall not be detained in the same room with adult persons.

11. (1) Where a child is before a judge pursuant to this Act, the judge shall in a summary manner ascertain if the child is in need of protection within the meaning of this Act, and he

- (a) may order that the case be adjourned *sine die* and subject to the supervision of the Director, the child may be returned to his parents, or guardian, or to one parent ;
- (b) may order that the child be temporarily committed to the care and custody of the Director for a specified period not to exceed twelve months ;
- (c) may order that the child be committed permanently to the care and custody of the Director until the child reaches the age of eighteen years, marries, or is adopted ;
- or
- (d) may order that the child be committed to a place of safety.

(2) A child committed to a place of safety under clause (d) of subsection (1) or under the *Children's Protection Act*, shall cease to be a ward of the court and is deemed to be a ward of the Director until the ward reaches the age of twenty-one years, or until the commitment order is varied or terminated.

(3) Where a child under ten years of age is required under this Act to be brought before a judge, the judge if he deems it to be in the interests of all concerned, may direct that the child not be brought before him and notwithstanding such direction, the child shall, for the purpose of this Act, be deemed a child brought before a judge.

(4) Where a judge makes an order, he shall determine and state in the order the names and religions, if any, of the parents and the name, age and religion, if any, of the child.

12. (1) Where a judge has made an order under section 11, the Director may apply in a summary manner to a judge to vary or terminate the order upon notice to persons as the judge sees fit.

(2) Where a child has been committed to a place of safety, the Director may apply in a summary manner to a judge for the parole or release of the ward but no ward shall be paroled or released from a place of safety in the absence of consideration of a report from the institution and a report and recommendation from the Director.

(3) Notwithstanding a parole, the Director may apply in a summary manner to a judge for an order returning the ward to a place of safety.

(4) The Director may place a ward with his parents or relatives subject to the supervision of the Director and none of the rights or powers vested in the Director in respect of the ward are affected by any agreement with the parents or relatives.

(5) Notwithstanding subsection (2), a child committed to the New Brunswick Training School is subject to the *Corrections Act*.

13. (1) Where the parents or guardian of the child apply to a judge of a county court or the Supreme Court for the return of a child committed under this Act, the judge may consider the welfare of the child and return the child to his parents under such conditions as the judge sees fit.

(2) The Director may appeal in a summary manner an order of a judge made under this Act to a judge of a county court if it is an order of a judge of the magistrates court and to a judge of the Supreme Court if it is an order of a judge of a county court and to the Appeal Division of the Supreme Court if it is an order of a judge of the Supreme Court.

(3) Nothing in this section affects the power of a judge to consult the child in determining what order ought to be made or affects any right of the child to exercise his free choice.

14. Subject to section 16, the maintenance of a ward of the Director shall be paid by the Province out of The Consolidated Fund.

15. Upon the application of the superintendent of a place of safety, the Province may pay out of The Consolidated Fund, an amount to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council for the maintenance of any child from the Province committed to a place of safety.

16. (1) On summary application by the Director to a judge, the judge may on ten day's notice to the parents of the date of the hearing, order the parents of a child or ward to pay to the Director a sum for the maintenance of the child or ward in weekly or other installments, having regard to the means of the parents.

(2) On written notice to the Director the parent against whom an order is made under this section may apply in a summary manner to a judge and the judge after hearing the circumstances and means of the parents may rescind or vary the order.

17. (1) Where a parent defaults in making any payment required by and order made under this Act, the Director may apply to a judge for the issue of a summons.

(2) The summons shall be served on the parent or the judge may require the parent to attend to show cause why the order should not be enforced.

(3) If the parent

(a) does not attend without a reasonable excuse ; or

(b) fails to satisfy the judge that he has a reasonable excuse for his default ;
the judge shall issue a warrant for the imprisonment of the parent for such time not exceeding three months, as the judge sees fit, unless the sum overdue and the costs of the hearing and the costs of imprisonment are paid.

18. (1) Until the contrary is shown, a legitimate child is deemed to be of the same faith as his father, and a child of unmarried parents is deemed to be of the same faith as his mother.

(2) No protestant ward shall be placed in a Roman catholic institution or with a family the head of which is Roman catholic ; and no Roman catholic ward shall be placed in a protestant institution or with a family the head of which is protestant.

(3) Where a ward is other than protestant or Roman catholic, he shall be placed where practicable with a family of his own religious faith.

(4) Notwithstanding subsections (2) and (3), a ward may be placed with a family where the husband and wife are of different faiths and where one of them is of the same faith as the ward and they agree in writing that the ward will be brought up and instructed in the faith of the ward.

19. (1) A judge acting under this Act may in his discretion hold examinations, hearings or trials *in camera*.

(2) The clerks and registrars of the various courts shall prepare a separate calendar and docket for cases tried or heard under this Act.

(3) No person shall publish the name of a child or otherwise identify a child as a child or ward connected with cases tried or heard under this Act.

(4) In the discretion of a judge, it is not necessary for a child or ward to remain in court to hear any or all of the evidence offered at the hearing or trial.

(5) It shall not be necessary for the informant in the information or the judge in the notice of hearing to describe a child by name.

20. Where a person is charged with an offence under this Act in respect of a child who is alleged to be under a specified age, and the child appears to the judge to be under that age, the child is for the purpose of this Act deemed under that age unless the contrary is proved.

21. Where by order of a court of competent jurisdiction in any other province or territory of Canada or in any state or country specified in the regulations, the full and lawful parental rights and responsibilities in respect of the child have been legally vested in any person, organization, province, state, country or legal representative thereof, the order for all purposes in New Brunswick has the same force as if made under this Act.

22. (1) The employees of the Department of Youth and Welfare and the employees of welfare agencies specified in the regulations shall not permit a search of a file containing any information with respect to the personal history and record of a ward or child without the written consent of the Director.

(2) Employees of the Department of Youth and Welfare and employees of welfare agencies specified in the regulations are not compellable to testify in the Court of Divorce and Matrimonial Causes with respect to any statement made to the employee in confidence in the course of his duties.

23. (1) A person is guilty of an offence who

- (a) induces a ward to leave a shelter or foster home ;
- (b) induces a ward to leave the care, custody or control of the Director ; or
- (c) visits, writes to, telephones or otherwise interferes with a ward without the written consent of the Director.

(2) A person who obstructs an officer in the performance of his duties under this Act is guilty of an offence.

24. (1) A person is guilty of an offence who solicits or requests a parent, expectant mother or guardian of a child, to surrender then or in the future the custody of the child to a person other than its parent or guardian.

(2) A person is guilty of an offence who having the care, custody, control or charge of a child under the age of ten years, leaves the child unattended for an unreasonable length of time without making reasonable provision for the supervision and safety of the child.

25. (1) The *Summary Convictions Act*, including future amendments, apply *mutatis mutandis* to this Act

- (a) for the purpose of recovering a fine, or enforcing an order, penalty or imprisonment or other punishment ; or
- (b) for the purpose of conducting a case or hearing where an information is sworn before a judge.

(2) A judge has all the powers vested in a judge of a magistrates court under the *Summary Convictions Act* so far as it relates to prosecutions, examinations or hearings under this Act.

26. A person convicted of an offence under this Act is liable to a penalty not exceeding one hundred dollars nor less than ten dollars or a term of imprisonment not exceeding one year or both.

27. Where a child is in the care of a shelter and there is good cause to believe that he has been deserted by his parents, or the shelter has not been paid for the support of the child by his parent for a period of six months, the superintendent or manager of the shelter may refer the matter to the Director who shall provide the services referred to in this Act.

28. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations as he deems necessary for the purpose of carrying out the provisions of this Act and for

- (a) prescribing the methods by which the administrative duties of the Director may be delegated ;
- (b) prescribing the functions of the Child Welfare Division of the Department of Youth and Welfare ;
- (c) prescribing preventive welfare services ;
- (d) prescribing the manner in which non-ward service may be given ;
- (e) prescribing circumstances under which protective custody may be taken ;
- (f) prescribing standards of care for children maintained outside their own homes ;
- (g) prescribing standards of administration ;
- (h) prescribing maintenance payable for wards and non-wards ;
- (i) prescribing for the licensing of boarding homes for children ;
- (j) prescribing members and their remuneration, nature and activities of the Child Welfare Board ;

- (k) prescribing the functions of children's aid societies ;
- (l) prescribing circumstances regarding solicitation of custody of children ;
- (m) prescribing forms to be used under this Act ; and
- (n) generally for the better administration of this Act.

29. The Children's Protection Act, Chapter 6 of 6 Elizabeth II, 1957, is repealed.

30. This Act or any section thereof comes into force on a day to be fixed by proclamation.

C. 28

Child Welfare Act Amended

1967

CHAPTER 28

AN ACT TO AMEND THE CHILD WELFARE ACT

Assented to May 19, 1967.

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows :

1. Subsection (1) of section 11 of the Child Welfare Act, Chapter 3 of 15 Elizabeth II, 1966, is amended by striking out clause (b) thereof and substituting therefor the following :

(b) may order that the child be temporarily committed to the care and custody of the Director for a specified period not to exceed twelve months, and the aggregate periods of temporary wardship shall not exceed twenty-four months ;

2. Subsection (1) of section 12 of the said Act is repealed and the following substituted therefor :

12. (1) Where a judge has made an order under section 11, the Director may apply in a summary manner to a judge to vary or terminate the order or make a further order under subsection (1) of section 11 upon notice to persons as the judge sees fit.

CHAPTER 7

R.S.B.C.
1960, c. 52.**AN ACT TO AMEND THE CHILDREN OF
UNMARRIED PARENTS ACT**

Assented to 27th March, 1963.

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of British Columbia, enacts as follows :—

Short title.

1. This Act may be cited as the *Children of Unmarried Parents Act Amendment Act, 1963*.

Amends s. 2.

2. Section 2 of the *Children of Unmarried Parents Act, being chapter 52 of the Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended by striking out the definition of "Superintendent" and substituting :—
" 'Superintendent' means the Superintendent of Child Welfare appointed under the *Protection of Children Act* of any person appointed to act for and in the place of the Superintendent for the purposes of this Act."

Amends s. 9.

3. Section 9 is amended by striking out clause (b) of subsection (1) and substituting :—

"(b) a sum of money weekly, semi-monthly, or monthly towards the maintenance of the child until the child attains the age of sixteen years ;"

Re-enacts
s. 11.
Variation or
rescission of
order.

4. Section 11 is repealed and the following substituted :—

"11. Where an affiliation order has been made under this Act, then, upon the application from time to time of the Superintendent, or of either parent of the child or of the child, or of any person entitled to make complaint in respect of the child under this Act, the Magistrate by whom the original or subsequent order was made, as the case may be, or, in case of his death, illness, removal from office, or absence from the jurisdiction, any other Magistrate may vary or rescind the original or subsequent order so made."

Amends s. 23.

5. Section 23 is amended by striking out subsection (1) and substituting :—

Summons for enforcement of affiliation order.

“(1) In addition to all other provisions of this Act for the enforcement of affiliation orders, in case of the failure of the putative father to pay a sum ordered to be paid by any affiliation order at any time made under this Act, and when and as often as any payment so ordered is in arrear, any Magistrate may, upon a complaint in writing, issue his summons commanding the putative father to appear at a place and time mentioned in the summons and show cause, before the Magistrate issuing the summons or such other Magistrate as may then and there be present, why the affiliation order shou'd not be enforced, and the certificate of the Superintendent purporting to show the arrears in the affiliation order is prima facie evidence that the amount shown thereon as being in arrears is the amount that the putative father has failed to pay under the order.”

Re-enacts s. 25. Agreement not to bar proceedings.

6. Section 25 is repealed and the following substituted :—

“25. Subject to section 26, no agreement entered into between the mother of a child born out of wedlock, or an unmarried woman pregnant with a child likely to be born out of wedlock, and the putative father of the child, relating to any matters within the scope of this Act, is a bar to any proceedings under this Act.”

Re-enacts s. 26. Agreements.

7. Section 26 is repealed and the following substituted :—

“26. A putative father may

“(a) enter into an agreement in writing with the mother of the child and the Superintendent whereby adequate provision for the maintenance and education of a child and for any other matter agreed upon is made ; and upon the failure of the putative father to comply with the terms of the agreement, the Superintendent or mother may apply to a Magistrate for an affiliation order, the agreement being sufficient proof of paternity ;

“(b) enter into an agreement in writing with the Superintendent whereby adequate provision for the maintenance and education of the child and for any other matter agreed upon is made ; and upon the failure of the putative father to comply with the terms of the agreement, the Superintendent may apply to a Magistrate for an affiliation order, the agreement being sufficient proof of paternity ;

“(c) enter into an agreement in writing with the mother of the child and the Superintendent whereby provision for the maintenance and education of the child and for any other matters agreed upon is made by payment of a lump sum in cash, and in that case the settlement is

“(i) a bar to proceedings under this Act in respect of the child named therein either by the mother or the Superintendent ; and

“(ii) adequate ground for the rescission of any affiliation order that has been made by the Magistrate by whom the original or subsequent order was made upon application by the putative father, the mother of the child, or the Superintendent.”

Enacts s. 31.

8. The Act is further amended by adding the following as section 31 :—

Appointment
of substitute.

“31. The Minister of Social Welfare may appoint any person to act for and in the place of the Superintendent of Child Welfare for the purposes of this Act.”

Printed by A. SUTTON, Printer to the Queen's Most Excellent Majesty
in right of the Province of British Columbia.
1963

1963

Statute Law Amendment

Chap. 42

CHAPTER 42

AN ACT TO AMEND AND REPEAL CERTAIN PROVISIONS OF THE STATUTE LAW

Assented to 27th March, 1963.

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of British Columbia, enacts as follows :—

Short title.

1. This Act may be cited as the *Statute Law Amendment Act, 1963*.

Amends *Children of
Unmarried
Parents Act*.

2. The *Children of Unmarried Parents Act*, being chapter 52 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended as follows :—

(a) By striking out the definition of “mother” in section 2 and substituting :—

“‘mother’ means a single woman or widow who has been delivered of a child born out of a wedlock, or who is pregnant and likely to be delivered of a child born out of wedlock, or a married woman who is living apart from her husband and who has been delivered of a child born out of wedlock, or who is pregnant and likely to be delivered of a child born out of wedlock, and who was living apart from her husband at the time of the conception of the child ;”.

(b) By striking out clause (b) of subsection (2) of section 7 and substituting :—

“(b) by the guardian of the child ; or”.

(c) By striking out clause (d) of subsection (3) of section 13 and substituting : —

“(d) where the appeal is to the County Court, the appeal shall be held at the sittings of the County Court to be held nearest to the place where the order appealed from was made ; and”.

Amends *Civil Service Superannuation Act.*

3. The *Civil Service Superannuation Act*, being chapter 57 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended by inserting the following after section 4 as section 4A :—

“4A. (1) In this section ‘officer’ means

“(a) the Clerk ;

“(b) the Law Clerk ;

“(c) the Clerk Assistant ; and

“(d) the Sergeant-at-Arms

of the Legislative Assembly of the Province.

“(2) This Act applies to an officer as defined in subsection (1), and, notwithstanding any other provision of this Act, for the purpose of the application of this Act to an officer,

Amends *Pollution-control Act.*

17. The *Pollution-control Act*, being chapter 289 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended by inserting the following after section 7 as section 7A :—

“7A. Notwithstanding the provisions of section 7, the Board may classify operations according to the type of sewage or waste materials being discharged or proposed to be discharged, or by the type of treatment proposed or undertaken, or by the volume of the discharge or proposed discharge, or any combination of these, and may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, exempt any class or classes of operation so defined from the provisions of this Act, and may further make such exemptions applicable to a specific area or areas under the jurisdiction of the Board.”

Amends *Private Detectives' Licensing Act.*

17A. The *Private Detectives' Licensing Act*, being chapter 297 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended by striking out subsection (1) of section 7 and substituting : —

“(1) The fee for a private detective's licence is one hundred dollars, except that

“(a) where application is made for a licence to become effective on or after the first day of July in any year, the fee is fifty dollars ; and

“(b) where the business of the applicant for the licence is restricted to watching, guarding, or patrolling for the protection of persons or property and the applicant is self-employed and has no employees, the fee is twenty-five dollars.”

Amends *Probates Recognition Act.*

18. The *Probates Recognition Act*, being chapter 300 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended by repealing section 5.

Amends
*Protection of
Children Act.*

19. The *Protection of Children Act*, being chapter 303 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended by striking out the word "Part" in the third line of section 35 and substituting "Act."

Amends
*Quieting
Titles Act.*

20. The *Quieting Titles Act*, being chapter 327 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended by striking out clause (a) of section 11 and substituting :—

"(a) that a copy of the petition and supporting documents have been served on the Attorney-General not less than ten days

"(i) before the commencement of the judicial investigation under section 2 ; or

"(ii) before the hearing of the application under section 3, as the case may be ; and".

Amends
*Regulations
Act.*

21. The *Regulations Act*, being chapter 336 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended by striking out the definition of "publish" in section 2 and substituting :—

" 'publish' means publish in the manner prescribed in section 3 :".

1964

Children of Unmarried Parents
(Amendment)

Chap. 9

CHAPTER 9

AN ACT TO AMEND THE CHILDREN OF UNMARRIED PARENTS ACT

R.S.B.C. 1960,
c. 52 ; 1963,
cc. 7, 42.

Assented to 20th March, 1964

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of British Columbia, enacts as follows :—

Short title

1. This Act may be cited as the *Children of Unmarried Parents Act Amendment Act, 1964*.

Amends s. 2.

2. *Section 2 of the Children of Unmarried Parents Act*, being chapter 52 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended

(a) by inserting after the definition of "Magistrate" the following definition :—

" 'Minister' means the Minister of Social Welfare ;"

(b) by striking out the words "to act for and in the place of the Superintendent for the" in the third and fourth lines of the definition of "Superintendent" and substituting the words "by him to act for and in his place for any purpose or for all", so that the definition shall read as follows:—

"'Superintendent' means the Superintendent of Child Welfare appointed under the *Protection of Children Act* or any person appointed by him to act for and in his place for any purpose or for all purposes of this Act ;".

Amends s. 17.

3. Section 17 is amended by renumbering the present section as subsection (1) and adding the following as subsection (2):—

"(2) A statement signed or purporting to be signed by the Superintendent acknowledging receipt of notice of the proceedings shall, without proof of the authenticity of the signature, be received in all Courts as prima facie evidence of notice having been given under subsection (1)."

Re-enacts
s. 31.

4. Section 31 is repealed and the following substituted:—

"31. The Superintendent shall administer the powers and duties conferred and imposed upon him by this Act in accordance with any direction that may be given by the Minister."

Printed by A. SUTTON, Printer to the Queen's Most Excellent Majesty
in right of the Province of British Columbia.
1964

1965

Children of Unmarried Parents
(Amendment)

Chap. 3

CHAPTER 3

R.S.B.C. 1960,
c. 52 ; 1963,
cc. 7, 42 ;
1964, c. 9.

AN ACT TO AMEND THE CHILDREN OF UNMARRIED PARENTS ACT

Assented to 26th March, 1965.

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of British Columbia, enacts as follows :—

Short title.

1. This Act may be cited as the *Children of Unmarried Parents Act Amendment Act, 1965*.

- Amends s. 2. **2.** Section 2 of the *Children of Unmarried Parents Act*, being chapter 52 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended by striking out the definition of "Magistrate" and substituting the following definition :—
- " 'Judge' means a Judge of the Family and Children's Court of British Columbia ;".
- Substitutes
"Judge" for
"Magistrate". **3.** Sections 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18, 19, 21, 22, 23, 24, and 26 are amended by striking out the word "Magistrate" wherever it appears therein and substituting therefor the word "Judge".
- Amends s. 9. **4.** Section 9 is further amended by striking out the word "three" from the second line of clause (a) of subsection (1) and substituting the word "six", so that the clause shall read as follows :—
- "(a) the reasonable expenses for the maintenance and care, medical or otherwise, of the mother during the six months last preceding the birth of the child, at the birth, and during such period after the birth as may in the opinion of the Judge have been or be necessary in connection with or as a consequence of the birth of the child, taking into consideration the circumstances of the case and the report of any Health Officer or duly qualified medical practitioner made in respect thereof ;".
- Amends Sch. **5.** The Schedule is amended by striking out the words "Magistrate in and for the" from the second form therein and substituting the words "Judge of the Family and Children's Court of British Columbia".

Printed by A. SUTTON, Printer to the Queen's Most Excellent Majesty
in right of the Province of British Columbia.
1965

1966

Statute Law (Amendment)

Chap. 45

CHAPTER 45

AN ACT TO AMEND AND REPEAL CERTAIN PROVISIONS OF THE STATUTE LAW

Assented to 1st April, 1966.

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of British Columbia, enacts as follows :—

- Short title. **1.** This Act may be cited as the *Statute Law Amendment Act, 1966*.

Amends
*Architectural
Profession
Act.*

2. The *Architectural Profession Act*, being chapter 16 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended by striking out the words "twenty-five thousand" from the fourth line of clause (h) of subsection (3) of section 56 and substituting the words "fifty thousand", so that the words of clause (h) preceding paragraph (i) shall read as follows :—

"(h) a person from advising upon planning, designing, or supervising the erection, enlargement, repair, or alteration of a building where the total cost of such erection, enlargement, repair, or alteration does not exceed the sum of fifty thousand dollars; provided that this clause shall not apply in respect to".

Amends
*Assessment
Equalization
Act.*

3. The *Assessment Equalization Act*, being chapter 18 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended by inserting the following as section 37A :—

Maximum
increase in
assessed
values.

"37A. (1) Notwithstanding the provisions of section 37, the assessed value of land or improvements shall not be increased in any year by more than five per centum of the assessed value of land or improvements in the preceding year unless the increase is attributable to a change in the physical characteristics of the land or the improvements, or to new construction or development thereon or therein, or results from a re-assessment ordered by the Commissioner under subsection (2) of section 9.

"(2) Where an assessment under section 37 results in an increase in the assessed value of land or improvements in excess of that permitted under subsection (1) of this section, the Assessor shall set down in his assessment roll the assessed value of the land or improvements in accordance with the limitation imposed by subsection (1) of this section.

"(3) This section applies to assessment rolls authenticated in 1967 and subsequent years."

Amends
*Children of
Unmarried
Parents Act.*

4. The *Children of Unmarried Parents Act*, being chapter 52 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended by striking out the words "the Judge by whom the original or subsequent order was made, as the case may be, or, in case of his death, illness, removal from office, or absence from the jurisdiction, any other Judge" from the fourth, fifth, sixth, and seventh lines of section 11 and substituting the words "a Judge", so that the section shall read as follows :—

"11. Where an affiliation order has been made under this Act, then, upon the application from time to time of the Superintendent, or of either parent of the child, or of the child, or of any person entitled to make complaint in respect of the child under this Act, a Judge may vary or rescind the original or subsequent order so made."

Amends
*Court of
Appeal Act.*

5. The *Court of Appeal Act*, being chapter 82 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended by striking out the words "*Supreme Court Rules, 1943*," in the second and in the third lines of section 42 and substituting in each case the words "*Supreme Court Rules, 1961*," so that the section shall read as follows :—

"42. The tariffs of costs and fees set forth in the Appendices to the Rules of Court intitled *Supreme Court Rules, 1961*, and the Rules relating to taxation of costs in the said *Supreme Court Rules, 1961*, and the amendments thereof in force from time to time apply to proceedings in the Court of Appeal."

Amends
*Elderly
Citizens'
Housing
Aid Act.*

6. The *Elderly Citizens' Housing Aid Act*, being chapter 125 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended by inserting immediately preceding the word "municipality" where that word appears in the third line of subsection (1) and the third line of subsection (2) of section 2, in each case, the words "regional district or", so that section 2 shall read as follows:—

"2. (1) Subject to an appropriation by the Legislature for the purpose, and if the plans have been approved by the Provincial Secretary, the Lieutenant-Governor in Council may grant aid to a regional district or municipality or non-profit corporation incorporated for the purpose of providing homes for elderly citizens, to assist in the construction or reconstruction of low-rental housing units for elderly citizens of low income who are unable to purchase adequate accommodation according to their needs.

"(2) The amount of the grant shall not in any case exceed one-third of the total cost of construction or reconstruction; and no grant shall be made unless the regional district or municipality or non-profit corporation makes a cash grant towards the cost of construction or reconstruction equal to at least one-tenth of the total cost of construction or reconstruction."

Amends
*Government
Liquor Act.*

7. The *Government Liquor Act*, being chapter 166 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended as follows:—

(a) By inserting after the definition of "Board" in section 2 the following definition:—

"'cabaret' means part of an establishment or an establishment provided with special accommodation, facilities, and equipment.

1967

Protection of Children
(Amendment)

Chap. 38

CHAPTER 38

AN ACT

TO AMEND THE PROTECTION OF CHILDREN ACT

R.S.B.C. 1960,
c. 303;
1963, c. 42.

Assented to 23rd March, 1967.

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of British Columbia, enacts as follows:—

Short title.

1. This Act may be cited as the *Protection of Children Act Amendment Act, 1967*.

Amends s. 7.

2. Section 7 of the *Protection of Children Act*, being chapter 303 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended by renumbering the present section as subsection (1) and adding the following as subsection (2) :—

“(2) (a) Every person having information of the abandonment, desertion, physical ill treatment, or need for protection of a child shall report the information to a children’s aid society or to the Superintendent of Child Welfare or his duly appointed representative.

“(b) Clause (a) applies notwithstanding that the information is confidential or privileged.”

Printed by A. SUTTON, Printer to the Queen’s Most Excellent Majesty
in right of the Province of British Columbia.
1967

1968

Protection of Children
(Amendment)

Chap. 41

CHAPTER 41

**AN ACT
TO AMEND THE PROTECTION OF CHILDREN ACT**

R.S.B.C.
1960, c. 303 ;
1963, c. 42 ;
1967, c. 38.

Assented to 6th April, 1968.

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of British Columbia, enacts as follows :—

Short title.

1. This Act may be cited as the *Protection of Children (Amendment) Act, 1968*.

Amends s. 2.

2. Section 2 of the *Protection of Children Act*, being chapter 303 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, is amended by striking out the definition “Judge” and substituting the following :—

“‘Judge’, includes a Judge of a County Court, a Judge of the Family and Children’s Court, and a Magistrate ;”.

Amends s. 7.

3. Subsection (1) of section 7 of the Act is amended by striking out clause (k) and substituting the following :—

“(k) Whose home by reason of neglect, cruelty, or depravity is an unfit place for the child, or who has no proper guardianship, or whose parent or parents are unfit, unable, or unwilling to care properly for him ;”.

Re-enacts s. 8.

4. Section 8 of the Act is repealed and replaced by the following :—

Child to be brought before Judge.

“8. (1) Any child apprehended under section 7 shall, within seven days, be brought before a Judge. The person who apprehended the child or a person designated by the Superintendent shall present to the Judge a complaint in writing on oath.

Hearing date.

“(2) Where a child is brought before a Judge under subsection (1), the Judge shall fix the date for a hearing to determine whether the child is in need of protection.

Notification of hearing.

“(3) It is the duty of the person who apprehended the child to ensure that notification in writing is given to the following persons of the time and place of the hearing :—

“(a) The parents, and if the whereabouts of either or both of them is unknown, the Judge may give directions as to the persons to be served, and the manner in which service is to be effected, and such directions shall be conclusive as to the sufficiency of any notice given in accordance therewith ; and

“(b) The Superintendent or his representative ; and

“(c) The clerk of any local authority sought to be made liable for any payment under section 32 in respect of the child.

Idem.

“(4) The notification of hearing fixed pursuant to subsection (2) shall be given at least seven clear days before the date fixed.

Waiver of notice.

“(5) Should the persons required to be given notice under subsection (3) attend at the time a child is brought before a Judge under subsection (1) and consent to waive notification, the Judge may hold the hearing forthwith.

Witnesses.

“(6) The Judge has the power to compel the attendance of witnesses.

Custody of child during adjournment.

“(7) The Judge may adjourn the case from time to time at his discretion and, pending the final disposition of the case, the child may, with the approval of the Judge, be either retained in the custody of the parent or guardian or of the person who apprehended the child, or kept in some suitable place designated by the Judge. Any adjournment under this subsection may, notwithstanding the provisions of any other Act, be for such length of time as the Judge thinks proper.

Responsibility of person apprehending child.

“(8) Subject to subsection (7), from the time that a child is apprehended under section 7 until final disposition of the case by the Judge, the person who apprehends the child is responsible for the care, maintenance, and physical well-being of the child, and no liability shall attach either to such person or to any duly qualified physician or surgeon by reason only that the child is provided with necessary medical or surgical care during such time.

Orders.

“(9) (a) If the Judge finds that the child is in need of protection, he shall set out such findings in an order in that behalf, and shall also include one of the following provisions in the order :—

“(i) That the child be returned to his parent or other person having actual custody at the time of apprehension subject to inspection and supervision by a society or by the Superintendent for a period not exceeding twelve months ; or

	<p>“(ii) That the child be committed temporarily to the care and custody of a society or of the Superintendent for a period not exceeding twelve months as in the circumstances of the case he considers advisable ; or</p> <p>“(iii) Subject as hereinafter provided, that the child be committed permanently to the care and custody of a society or of the Superintendent.</p> <p>“(b) An order for permanent committal may be made at any time where</p> <p>“(i) the application is not opposed ; or</p> <p>“(ii) consent of the parents or guardian (if any) to permanent committal is obtained,</p> <p>but, unless either of those conditions are satisfied, an order for a permanent committal shall not be made effective or operative until six months has elapsed from the time the child was apprehended.</p>
Facts to be stated in order of Judge.	<p>“(10) In any order made under subsection (9) the Judge shall set out, in addition to his findings, a statement of the facts, so far as ascertained, as to the date of birth of the child, its name, nationality, and religion, the place of abode and occupation of the parents or either of them, or whether either of them is dead or has abandoned the child ; and in the case of the examination of two or more children of the same family at the same time, only one order need be made.</p>
Provision of copies of order to society or Superintendent.	<p>“(11) The Judge shall deliver to the Superintendent a certified copy of the order made in each case ; and if the Judge in his order has committed the Child to a children's aid society, or has returned the child to his parent under the supervision of a children's aid society, the Superintendent shall also cause to be delivered a certified copy of the order made in that case to the children's aid society.</p>
Limits of society's jurisdiction.	<p>“(12) The Judge shall not commit a child to a children's aid society unless the child was apprehended within the boundaries of the area in which the society has jurisdiction.</p>
Maintenance orders.	<p>“(13) The Judge may include in an order made under subsection (9) an order for maintenance as hereinafter provided.</p>
Proceedings may be continued before another Judge.	<p>“(14) Where any proceedings authorized by this section have been commenced before or heard by a Judge who is subsequently unable to hear further proceedings in the same matter, such further proceedings may be continued before and heard by any other Judge having jurisdiction ; and that other Judge, if he sees fit, may give directions with regard to the rehearing of evidence, and he shall have the same power as if the proceedings had been commenced before and heard throughout by him”.</p>
Enacts ss. 10, 11, and 11a.	<p>5. The Act is further amended by striking out the heading “Care of Children Committed to a Society” and repealing sections 10 and 11, and by substituting the following headings and sections :—</p> <p><i>“Proceedings Subsequent to Orders under Sections 8 and 9</i></p>
Further consideration.	<p>“10. (1) Where a Judge has ordered that a child be returned to his parents, or other person having the actual custody of the child at the</p>

time of apprehension, under section 8 (9) (a) (i), the society or the Superintendent to whose inspection or supervision the return is subject may, at any time, on giving the like notification as is prescribed by subsections (3) and (4) of section 8, bring the case again before a Judge for further consideration, and thereupon the Judge may make any order that is authorized by this Act.

Temporary
commitments.

“(2) Where a child has been committed temporarily to the care and custody of a society or the Superintendent, the society or the Superintendent may, at any time during the period of temporary commitment, on giving the like notification as is prescribed by subsections (3) and (4) of section 8, bring the case again before a Judge for further consideration; and, if the temporary commitment has not been earlier terminated, the case shall, at the expiration of the specified period, again be brought before a Judge, and the Judge shall thereupon further inquire and determine whether the circumstances justify an order returning the child to the parent or other person having actual custody at the time of apprehension, or a further order under subsection (9) of section 8; but no order shall be made that results in the temporary commitment of a child for a continuous period of more than twenty-four months from the date of the first order for temporary commitment of the child, unless the Judge is satisfied that there are exceptional reasons therefor; and the Judge shall record the exceptional reasons.

Permanent
commitments.

“(3) Where a child has been committed permanently to the care and custody of a society or the Superintendent, the society or the Superintendent may, on giving the like notification as is prescribed by subsections (3) and (4) of section 8, bring the case before a Judge; and if the Judge is satisfied that the termination of the permanent commitment is in the best interest and welfare of the child, he shall terminate the commitment.

“(4) Where a child has been committed permanently to the care and custody of a society or the Superintendent, any person, on giving thirty days' notice to the society or the Superintendent, may apply to a Judge of the Supreme Court for an order that the permanent commitment be terminated; and if the Judge of the Supreme Court is satisfied that the termination of the order is in the best interest and welfare of the child, he may terminate the order and may make any provision that is deemed appropriate for the care and custody of the child. Thereafter, proceedings may be continued or initiated before a Judge under section 8, and in the manner therein provided. The Judge of the Supreme Court who hears an application under this section may award such costs as he considers proper to the applicant; costs shall be awarded unless in his opinion the application is frivolous or vexatious or there are other reasons for denying such costs.

“(5) Where a child has been committed to the care and custody of a society or to the Superintendent and the order was made before the coming into force of the *Protection of Children (Amendment) Act, 1968*, a Judge, upon application by the society or the Superintendent or the parent, and the like notification as is prescribed by subsections (3) and (4) of section 8 having been given, may upon investigation.

“(a) rescind the order; or

“(b) make any order that may be made under subsection (9) of section 8.

Transfer of children between Superintendent and societies.

“11. (1) If a child is committed to the care and custody of the Superintendent, the Superintendent may at any time, with the consent of a children’s aid society, deliver the child to the society to be dealt with in like manner as if delivered to the society under the order of a Judge under the provisions of section 8, and the Superintendent shall in such case deliver to the society a certified copy of the order of the Judge endorsed with a memorandum, signed by the Superintendent, setting out the delivery of the child to the society under this section.

“(2) If a child is committed to the care and custody of a children’s aid society, the society may at any time, with the consent of the Superintendent, deliver the child to the Superintendent or, with the consent of the other society, to some other society (whether or not a society to which subsection (12) of section 8 refers) to be dealt with in like manner as if delivered to the Superintendent or the other society under the order of a Judge under section 8 ; and the society shall in such case deliver to the Superintendent or the other society a memorandum, signed by any authorized officer of the society, setting out the delivery of the child to the Superintendent or the other society under this section.

“Care of Children”

Duties of Superintendent.

“11A. (1) Where a child is committed to the care and custody of the Superintendent by an order, or delivered to him pursuant to subsection (2) of section 11, the Superintendent is thereupon the legal guardian of the child, and he is authorized to take, and shall receive, the child into his custody. The Superintendent shall make arrangements as soon as may be for the placement of the child in a foster home, or such other place as will best meet the needs of the child.

Duties of society.

“(2) Where a child is committed to the care and custody of a society by an order, or delivered to a society pursuant to subsection (1) or (2) of section 11, the society is thereupon the legal guardian of the child, and the society is authorized to take, and shall receive, the child into its custody.

Idem.

“(3) It is the duty of the society to use special diligence in providing suitable foster homes for such children as are committed to its care, and the society is hereby authorized to place such children in foster homes on a written agreement, during minority, or for any less period in the discretion of the society. Notwithstanding any such contract, the society has the right to withdraw the child from any person having the custody of the child if, in the opinion of the society placing out the child, the welfare of the child requires it.

Withdrawal of child from foster home.

“(4) Where a society proposes to withdraw a child from any person in whose custody the child has been placed pursuant to subsection (3), and such person refuses to deliver up the child to the society, the society or the Superintendent may apply to a Judge for an order for delivery of the child to a society or the Superintendent.

Limits on institutional care of children.

(5) No child shall be maintained by a society elsewhere than in a foster home for a period exceeding six months, except with the written consent of the Superintendent, who may at any time withdraw his consent; but if the Superintendent withholds his consent or withdraws his consent, the society may appeal to the Minister, and the Superintendent shall comply with the directions of the Minister.

Monthly reports by society.

“(6) Every society to the care and custody of which any child is committed under this Act shall each month send a report to the Superintendent, setting out

“(a) the full name, date of birth, nationality, and religion of each child so committed during the period covered by the report;

“(b) the place where each order of committal was made and the date when it was made;

“(c) if possible, the names and place of abode of the parents of each child referred to in the report;

“(d) the disposition made by the society of every child during the period covered by the report, whether by way of adoption, placing in a foster home, or otherwise, and stating in each case the name, place of abode, occupation, and religion of the parents by adoption or foster-parents of every child so disposed of.

Termination of guardianship.

“(7) The Superintendent, or a society, shall retain the guardianship of a child as provided by this section until

“(a) relieved of the same by order of a Judge, or the relevant order of committal is revoked or expires (which, in the case of an order for permanent committal, is on an order being made for the adoption of the child under the *Adoption Act* or on the child attaining the age of twenty-one years or, being female, being married under that age, whichever first occurs);

“(b) the guardianship is assumed by another consequent upon the delivery of the child pursuant to section 11, whichever first occurs.”

Amends s. 32.

6. Section 32 of the Act is amended by striking out subsections (6) and (7).

Enacts ss. 34A, and 34B.

7. The Act is further amended by inserting, after section 34, the following as sections 34A and 34B: —

Maintenance order against parent, etc.

“34A. (1) Where an order is made under section 32 (including an order made under that section for the purposes of section 34), a Judge may, at the same time or subsequently, also order payment to the local area, by the parent or guardian of the child, of any amount not more than the amount directed to be paid by the local authority to the society or the Superintendent, and such an order shall, for the purposes of this Act, be deemed an order for maintenance.

“(2) Where an order is made under clause (a) (ii) of subsection (9) of section 8, the Judge may, either at the same time or so long as

an order of temporary committal is in effect, also order the parent or guardian of the child to pay to the society to the care and custody of which the child is committed or to the Superintendent the whole or any part of the cost of maintaining the child in accordance with the ability of the parent or guardian to pay; and such an order shall, for the purposes of this Act, be deemed an order for maintenance.

“(3) An order made under this section may be enforced in the like manner as an order made under the *Wives' and Children's Maintenance Act*.

Variation of ..
order of
maintenance.

“34B. At any time after an order for payment is made under section 32 (including an order made under that section for the purposes of section 34), the local authority or the children's aid society or the Superintendent may apply to the Judge for such variation of the order already made as the circumstances justify, including (where the child has been delivered to the Superintendent or a children's aid society under section 11) the substitution of the children's aid society or Superintendent, as the case may be, for the payee named in the order; and any parent or guardian may also make application to the Judge in like manner for an order varying the amount payable by him under any order made under section 34A or revoking the order, or varying or suspending in whole or in part the operation of the same so far as it applies to the parent or guardian.”

Amends s. 36.

8. Section 36 is amended by striking out the words “two hours” in the thirteenth line and substituting the words “one-half hour”.

Enacts s. 38A.

9. The Act is further amended by inserting, immediately before section 39, the following as section 38A:—

Appeal against
protection
order or
maintenance
order against
parent.

“38A. (1) An appeal lies from any order of a Judge (not being a Judge of the Supreme Court or a County Court) under section 8, 9, 10, or 34A, or any order varying, revoking, or suspending such an order, to a Judge of a County Court in the county in which the order was given, and the provisions of the *Summary Convictions Act* respecting appeals shall apply, with the necessary variations, to appeals under this Act.

“(2) The Court may, in its discretion, award such costs to the appellant as it considers proper. Such costs shall be awarded by the Court unless in its opinion there are reasons for denying such costs.”

Commence-
ment.

10. This Act comes into force on the first day of September, 1968.

CHAPTER 27

**AN ACT
TO AMEND THE PROTECTION OF CHILDREN ACT**

R.S.B.C.
1960, c. 303 ;
1963, c. 42 ;
1967, c. 38 ;
1968, c. 41.

Assented to 2nd April, 1969.

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of British Columbia, enacts as follows : —

Amends
s. 2.

1. Section 2 of the *Protection of Children Act*, being chapter 303 of the *Revised Statutes of British Columbia, 1960*, as amended by chapter 41 of the Statutes of British Columbia, 1968, is further amended by adding, after the first line, the following definition :—

“child care resource” includes a child’s own home, or a foster home ; group-living home, community-sponsored home, diagnostic centre, attendance centre, and any other facility established for the care, treatment, training, and rehabilitation of children ;

Repeals
s. 7 (1) (i).

2. Clause (i) of subsection (1) of section 7 of the Act is repealed.

Amends
s. 11.

3. Section 11 of the Act, as amended by chapter 41 of the Statutes of British Columbia, 1968, is amended by adding, after subsection (2), the following as subsection (3) :—

(3) Where a child is committed under the *Juvenile Delinquents Act* (Canada) to the care and custody of a society or of the Superintendent, the society or the Superintendent, as the case may be, may, notwithstanding section 8,

(a) make arrangements for the care of the child in the home of his parent or guardian, or in a child care resource for such period of time as may be deemed appropriate ; and

(b) at any time, upon notification to the parent or guardian as provided in section 8, discharge the child from the care and custody of the society or the Superintendent, either absolutely or on such conditions as the society or the Superintendent, as the case may be, may decide.

Amends
s. 38A.

4. Section 38A of the Act, as enacted by chapter 41 of the Statutes of British Columbia, 1968, is amended by striking out the words and figures “section 8, 9, 10, or 34A” and substituting the words and figures “section 8, 10, 34A, or 66”.

Enacts
ss. 63 to 67.

5. The Act is further amended by adding, following section 62, the following as sections 63 to 67, inclusive :—

Conveyance and delivery of child to child care resource.

63. Upon receiving a certificate signed by the Superintendent, or by a person authorized by him, the person named in the certificate shall safely convey or return the child named therein to, and deliver him up to the custody of, the person in charge of the child care resource designated in the certificate.

Child to have comprehensive medical examination.

64. The Superintendent shall ensure that every child who is placed in a child care resource under this Act has a comprehensive medical examination by a duly qualified medical practitioner.

Child beyond control of parent, etc.

65. Where a complaint in writing is sworn

(a) by the parent or guardian of a child ; or

(b) by the Superintendent, or by a person appointed by him for that purpose ; or

(c) by a Probation Officer

that a child is beyond the control of his parent or guardian, a Judge shall hear the matter and, if he finds that the child is beyond the control of his parent or guardian, he may dispose of the matter under the provisions of the *Juvenile Delinquents Act* (Canada).

Regulations.

66. For the purpose of carrying out the provisions of this Act according to their intent, the Lieutenant-Governor in Council may make such regulations and orders as are ancillary thereto and that are not inconsistent therewith ; and every regulation or order made under, and in accordance with the authority granted by, this section has the force of law ; and, without restricting the generality of the foregoing, the Lieutenant-Governor in Council may make such regulations and orders, not inconsistent with any other provision of this Act, respecting the establishment of such boards and committees, and the establishment and regulation of such child care resources as may be necessary to carry out the provisions of this Act.

Transitional.

67. (1) A child who is in the custody of a training-school under the *Training-schools Act* on the date of the coming into force of this Act shall be deemed to have been committed to the care and custody of the Superintendent under this Act, and the provisions of this Act apply to him.

(2) Notwithstanding the repeal of the *Training-schools Act*, Brannan Lake School and Willingdon School shall be, and continue as, child care resources available to the Superintendent for the purpose of this Act.

Repeals *Training-schools Act*.

6. The *Training-schools Act*, being chapter 50 of the Statutes of British Columbia, 1963, is repealed.

CHAPTER 53

THE CHILD WELFARE ACT

Interpre-
tation

1. In this Act,
 - (a) "children's aid society" or "society" means a children's aid society approved by the Lieutenant Governor in Council under this Act ;
 - (b) "Director" means the Director of Child Welfare appointed under this Act ;
 - (c) "local director" means the local director of a children's aid society appointed under this Act ;
 - (d) "Minister" means the Minister of Public Welfare ;
 - (e) "municipality" means a county, city or separated town, but in a territorial district "municipality" means a city, town, village or township ;
 - (f) "regulations" means the regulations made under this Act. 1954, c. 8, s. 1.

PART I

OFFICERS, SOCIETIES

Appoint-
ment of
Director

- 2.—(1) The Lieutenant-Governor in Council may appoint a person as the Director of Child Welfare. 1954, c. 8, s. 2 (1).

Duties of
Director

- (2) The Director shall,
 - (a) advise, inspect and supervise children's aid societies ;
 - (b) exercise the powers and duties of a children's aid society in any area in which no society is functioning ;
 - (c) inspect or direct and supervise the inspection of any place in which a child in the care of a society is placed ;
 - (d) prepare and submit an annual report to the Minister ;
 - (e) keep books of account of all moneys received by him, showing the receipts and expenditures ;
 - (f) perform such other duties as are prescribed by this Act or the regulations or by the Lieutenant Governor in Council. 1954, c. 8, s. 2 (2) ; 1956, c. 8, s. 1 ; 1957, c. 12, s. 1.

Acting
Director

- (3) Where the Director is absent or there is a vacancy in the office, the powers and duties of the Director shall be exercised and performed by such civil servant as the Minister designates. 1954, c. 8, s. 2 (3).

Appointment
of local
directors

3.—(1) Every children's aid society shall appoint a local director who shall be responsible to the board of directors of the society for the administration and enforcement of this Act and the regulations in the area in which the society has jurisdiction, who shall co-operate with the Director to this end, and who shall carry out such other duties as are required of him, by the constitution, by-laws and instructions of the society.

Powers of
local
directors,
etc.

(2) Every local director and every person designated by the board of directors of a society has for the purposes of this Act the powers of a constable and a school attendance officer, and he shall be deemed to be an officer within the meaning of section 10 of *The Public Authorities Protection Act*, and that section and the other provisions of that Act apply to him in the same manner and to the same extent as they do to the officers mentioned in that section. 1954, c. 8, s. 3.

R.S.O. 1960,
c. 318

Police
assistance

4. The Director or a local director or any person acting under the authority of either of them may call to his aid in the performance of his duties a member of the police force responsible for policing the area in which the aid is required. 1954, c. 8, s. 4.

Power to
take
affidavits

5. The Director and every local director and every person authorized by the Director has power to take affidavits and statutory declarations for the purposes of this Act in the same manner and to the same extent as a commissioner for taking affidavits in Ontario. 1954, c. 8, s. 5.

Establish-
ment of
societies

6.—(1) A children's aid society may be establishment having among its objects the protection of children from neglect, the care and control of neglected children, assistance to unmarried parents, the placement of children in adoption, the supervision of children placed in adoption until an order of adoption is made and generally the discharge of the functions of a children's aid society under this Act, but no society shall act as such until it has been incorporated under *The Corporations Act* or a predecessor thereof and until it has been approved by the Lieutenant Governor in Council. 1954, c. 8, s. 6 (1); 1956, c. 8, s. 2.

R.S.O. 1960,
c. 71

By-laws

(2) The by-laws of every society shall contain such provisions as the regulations prescribe, and a certified copy of the by-laws and any amendments thereto shall be filed with the Director forthwith after they are made and no such by-law or amendment shall come into operation until it has been approved by the Minister. 1954, c. 8, s. 6 (2).

Board of
directors

7.—(1) A children's aid society shall be governed by a board of directors composed of the president, one or more vice-presidents, the secretary, the treasurer, one or more municipal representatives and such other officers and members as are determined, elected in such manner and for such period as the by-laws of the society provide.

Executive
committee

(2) Where the number of directors of a society is more than nine, the directors shall pass a by-law directing them to elect from among their number an executive committee consisting of not less than five and not more than nine members, including the president, the treasurer

and one or more municipal representatives, and to delegate to the executive committee any powers of the board of directors, subject to the restrictions, if any, contained in the by-law or imposed from time to time by the board.

Quorum

(3) A majority of the members of an executive committee constitutes a quorum. 1954, c. 8, s. 7.

Interpre-
tation

8. For the purposes of section 7 and subject to the by-laws of the society, "municipal representative" means a member of a municipal council of a municipality in the area in which the society has jurisdiction. 1954, c. 8, s. 8.

Annual
grants to
societies

9.—(1) There shall be paid to each children's aid society an annual grant of such amount as the regulations prescribe. 1956, c. 8, s. 3, *part*.

Grants to
societies
in aid of
cost of
buildings
and land

(2) Where a society has erected, purchased or otherwise acquired a building for use for any purpose under this Act and the Minister has approved in writing the building and the purpose of its use, the Lieutenant Governor in Council may direct payment to such society of an amount up to 25 per cent of the cost to the society of the building and the land on which it is situated. 1957, c. 12, s. 2.

Idem

(3) There shall be paid to each society having jurisdiction in territory without municipal organization an additional annual grant of such amount as the regulations provide to assist it in the provision of protection services to children living in such territory.

Source

(4) The amounts payable under this section shall be paid out of the moneys that are appropriated therefor by the Legislature. 1954, c. 8, s. 9 (2, 3).

Dissolution
of
societies

10. The Lieutenant Governor may at any time dissolve a children's aid society on such date as the order provides, and upon the dissolution of a society its property vests in the Crown to be held and disposed of in such manner as the Lieutenant Governor in Council determines. 1954, c. 8, s. 10, *amended*.

PART II

PROTECTION AND CARE OF NEGLECTED CHILDREN

Interpre-
tation

11.—(1) In this Part,

(a) "boarding home" means a home or dwelling in which a child is placed and kept upon payment of compensation, whether the home or dwelling is privately occupied or forms part of, or is connected with, a hospital or a correctional, custodial, charitable or other institution ;

(b) "child" means boy or girl actually or apparently under sixteen years of age ;

- (c) "foster home" means a home, other than the home of his parent, in which a child is placed for care and supervision ;
- (d) "judge" means the judge or a junior judge or acting judge of a county or district court, the judge or a deputy judge of a juvenile and family court, or a magistrate, where the magistrate has been designated by the Lieutenant Governor in Council a judge for the purposes of this Part ;
- (e) "neglected child" means,
 - (i) a child who is an orphan and who is not being properly cared for, or who is brought, with the consent of the person in whose charge he is, before a judge to be dealt with under this Part,
 - (ii) a child who is deserted by the person in whose charge he is or that person has died or is unable to care properly for him,
 - (iii) a child where the person in whose charge he is cannot by reason of disease or infirmity or misfortune or incompetence or imprisonment or any combination thereof care properly for him,
 - (iv) a child who is living in an unfit or improper place,
 - (v) a child found associating with an unfit or improper person,
 - (vi) a child found begging or receiving alms in a public place or carrying on a street trade contrary to this Part, or loitering in a public place after 9 o'clock in the evening after being warned as provided in subsection 4 of section 36,
 - (vii) a child who, with the consent or connivance of the person in whose charge he is, commits any act that renders him liable to a penalty under any Act of the Parliament of Canada or of the Legislature or under any municipal by-law,
 - (viii) a child who is delinquent or incorrigible by reason of the inadequacy of the control exercised by the person in whose charge he is or who is being allowed to grow up under circumstances tending to make him idle or dissolute,
 - (ix) a child who, without sufficient cause, habitually absents himself from his home or school,
 - (x) a child when the person in whose charge he is neglects or refuses to provide or secure proper medical, surgical or other remedial care or treatment necessary for his health or well-being, or who refuses to permit such care or treatment to be supplied to the child when it is recommended by a duly qualified medical practitioner,
 - (xi) a child who is emotionally rejected or deprived of affection by the person in whose charge he is to a degree that on the evidence of a psychiatrist who is on the register of specialists in psychiatry of the Royal College of Physicians and Surgeons of Canada or of the College of Physicians

and Surgeons of Ontario is sufficient to endanger his emotional and mental development, or

(xii) a child whose life, health or morals may be endangered by the conduct of the person in whose charge he is ;

(f) "parent" means a person who is under a legal duty to provide for a child ;

(g) "place of safety" means a receiving home or an institution for the care and protection of children ;

(h) "public place" means a place, building or conveyance to which the public has, or is permitted to have, access ;

(i) "rate" means the average daily cost to a children's aid society of providing for the welfare of a child or ward who is living in an institution or home other than the home of his parent ;

(j) "receiving home" means an institution or home operated or supervised by a children's aid society for the temporary care of children ;

(k) "ward" means a person committed to the care and custody of a children's aid society.

By whom
cases to
be heard

(2) Where there is a juvenile and family court, cases under this Part shall be heard by the judge or a deputy judge of that court, and, where there is no juvenile and family court, cases under this Part shall be heard by the judge, junior judge or acting judge of the county or district court or by a magistrate designated a judge for the purposes of this Part. 1954, c. 8, s. 11.

How neg-
lected child
brought
before judge

12. A constable or other police officer, the Director, a local director or a person authorized by the Director or by a local director may apprehend without warrant and take to a place of safety any apparently neglected child and detain the child there until the child can be brought before a judge, or he may apply to a judge for an order requiring the person in whose charge the child is to produce the child before a judge at the time and place named in the order. 1954, c. 8, s. 12.

Warrant to
search for
neglected
child

13.—(1) If it appears to a justice of the peace, on information laid before him on oath,

(a) that there is reasonable cause to suspect that a child is neglected ;
or

(b) that a ward has been unlawfully removed from the custody of a children's aid society or is being unlawfully concealed or harboured,

the justice may issue a warrant authorizing any person named therein to search for the child or ward and to take him to and detain him in a place of safety.

Right of
entry

(2) A person authorized by the warrant may enter, if need be by force, any house, building or other place specified in the warrant and may remove the child or ward therefrom.

Name not
necessary

(3) It is not necessary in an information or warrant under this section to describe the child or ward by name. 1954, c. 8, s. 13.

Child in
institution

14. An executive officer of an infants' or children's home or other public institution having the care or custody of children may, after notifying a children's aid society in writing, bring before a judge any apparently neglected child. 1954, c. 8, s. 14.

Detention
limited

15. A child detained in a place of safety under section 12 or clause a of subsection 1 of section 13 shall be returned to his parent or guardian or brought before a judge within ten days of his detention. 1954, c. 8, s. 15.

Voluntary
care or
detention

16. Section 15 does not apply to a child who is and continues to be in the care of a children's aid society or detained by the society in a place of safety on a voluntary basis with the written consent of the person in whose charge he was immediately before being placed in the care of the society or taken to and detained in a place of safety. 1957, c. 12, s. 3.

Hearing to
be held

17.—(1) Where a child is brought a judge as an apparently neglected child, the judge shall hold a hearing and determine whether or not the child is a neglected child, and, if he finds that the child is a neglected child, he shall also determine the child's name, age and religious faith.

Witnesses

(2) The judge has the power of summoning any person and requiring him to give evidence on oath and to produce such documents and things as may be requisite and has the same power to enforce the attendance of witnesses and to compel them to give evidence and produce documents and things as is vested in any court in civil cases. 1954, c. 8, s. 16 (1, 2).

Who may
be heard

(3) The judge may hear any person on behalf of the child, the local director of the children's aid society or any person authorized so to do by the board of directors of the society on behalf of the society, the clerk of a municipality or any person authorized so to do by the council of the municipality on behalf of the municipality, and a regional welfare administrator of the Department of Public Welfare or any person authorized so to do by the Minister on behalf of the Province of Ontario. 1956, c. 8, s. 4 (1); 1958, c. 11, s. 1 (1).

Notice to
municipality
and parent

(4) The judge shall not proceed to hear or dispose of the matter until he is satisfied that any municipality that may be made liable to pay the rate in respect of the child has had reasonable notice of the hearing and that the parent or the person having the actual custody of the child has had reasonable notice of the hearing or that every reasonable effort has been made in the opinion of the judge to cause them to be notified. 1954, c. 8, s. 16 (4).

Notice to
Province

(5) Where it appears to the judge that the Province of Ontario may be made liable to pay the rate in respect of the child, he shall not hear or dispose of the matter until he is satisfied that the regional welfare administrator of the Department of Public Welfare having

responsibility in the area in which the proceedings are being taken has had reasonable notice of the hearing or that every reasonable effort has been made in the opinion of the judge to cause such official to be notified. 1956, c. 8, s. 4 (2); 1958, c. 11, s. 12 (2).

Taking and
transcribing
evidence

(6) The evidence of every witness shall be given under oath and shall be taken down,

(a) where the proceedings are in a juvenile and family court that has a stenographer who is a member of the staff of the court, by that stenographer; and

(b) where the proceedings are not in a juvenile and family court or where the juvenile and family court does not have a stenographer who is a member of the staff of the court, by a stenographer appointed by the judge,

and the court when requested so to do shall provide a transcript of the evidence within twenty days. 1956, c. 8, s. 4 (3); 1957, c. 12, s. 4 (1).

Fees for
evidence

(7) Stenographers appointed under clause *b* of subsection 6, or the employers of such stenographers, shall be allowed the fees for taking down and transcribing evidence prescribed under *The Magistrates Act*, and such fees shall,

R.S.O. 1960,
c. 226

(a) for taking down evidence, be paid by the municipality to which the child concerned in the proceedings belongs or, where the child belongs to territory without municipal organization, be paid out of moneys appropriated therefor by the Legislature; and

(b) for transcribing evidence, be paid by the person or authority requesting the transcription. 1956, c. 8, s. 4 (4).

Order on
adjournment

(8) Where a hearing is adjourned, the judge shall make such order for the temporary care and custody of the child as he thinks advisable and he shall name therein the municipality that shall pay *pro tem* the rate in respect of the child. 1954, c. 8, s. 16 (7).

Order
where child
neglected

(9) Where the judge finds the child to be a neglected child, he shall make an order,

(a) that the case be adjourned *sine die* and that the child be placed with or returned to his parent or guardian or other person subject to supervision by the children's aid society; or

(b) that the child be committed temporarily to the care and custody of the society for such period, not exceeding twelve months, as in the circumstances of the case he considers advisable; or

(c) that the child be committed permanently to the care and custody of the society; and

(d) that in cases under clause *b* or *c* the municipality to which the child belongs pay the rate in respect of the child so long as the child remains in the care and custody of the society,

(i) where the child is a child mentioned in section 15, from the day he was detained in a place of safety, or

	<p>(ii) where the child is a child mentioned in section 16, from the day he was taken into the care and custody of the society,</p> <p>but in no case shall that day be more than ten days before the child was brought before the judge as an apparently neglected child. 1954, c. 8, s. 16 (8); 1957, c. 12, s. 4 (2); 1958, c. 11, s. 1 (3).</p>
Order where child not neglected	<p>(10) Where the judge finds a child mentioned in section 15 not to be a neglected child, he shall make an order that the municipality to which the child belongs pay the rate in respect of the child for the period of the child's detention in a place of safety, but in no case shall the order be made for a period of more than ten days. 1958, c. 11, s. 1 (4).</p>
Contribution by parent	<p>(11) Where the judge finds that a parent is able to contribute towards the child's maintenance, he shall in any order made under subsection 8 or clause <i>b</i> of subsection 9 or subsection 10, or he may in any order made under clause <i>c</i> of subsection 9, order the parent to refund to the municipality the whole or any part of the rate that the municipality has been ordered to pay, but nothing in this subsection relieves the municipality from liability for the rate. 1954, c. 8, s. 16 (10).</p>
Contributions may be varied	<p>(12) A judge may, upon application by the municipality paying the rate or by a parent ordered to refund the whole or any part of the rate to the municipality under subsection 11 and upon being satisfied that the circumstances of the parent have changed, vary or rescind any order made under subsection 11 or, where no order has been made under that subsection, make an order under it. 1957, c. 12, s. 4 (3).</p>
Enforcement of order	<p>(13) An order made against a parent under subsection 11 or 12 may be enforced in the same manner as an order made under <i>The Deserted Wives' and Children's Maintenance Act</i>. 1954, c. 8, s. 16 (11); 1957, c. 12, s. 4 (4).</p>
R.S.O. 1960, c. 105	
Re-opening of case adjourned <i>sine die</i>	<p>(14) Where the judge has made an order under clause <i>a</i> of subsection 9, the society may at any time bring the case again before a judge for further consideration and action under this section. 1954, c. 8, s. 16 (12).</p>
Re-opening of temporary commitment	<p>(15) Where the child has been committed temporarily to the care and custody of the children's aid society on an adjournment or after the judge has found the child to be a neglected child, the society may at any time during the period of temporary commitment bring the case again before a judge for further consideration and action under this section, and, if the temporary commitment has not been earlier terminated the case shall, at the expiration of the specified period, again be brought before a judge and the judge shall thereupon further inquire and determine whether the circumstances justify an order returning the child to the parent or guardian or other person in whose charge he is or a further order under subsection 8 or an order or further order under subsection 9, but in no case shall an order be made at any time that results in the temporary commitment of the child for</p>

	a period of more than twenty-four months from the date of the first order for the temporary commitment of the child. 1958, c. 11, s. 1 (5).
Re-opening of permanent commitment	(16) Where a judge has made an order under clause <i>c</i> of subsection 9, the society may, at any time during the period of permanent commitment and upon at least thirty days notice in writing to the Director, bring the case before a judge to determine if the welfare of the child might best be served by the termination of the permanent commitment, and, if the judge is satisfied that such action is in the interest of the welfare of the child, he shall terminate the commitment.
Custody during temporary commitment	(17) Where a child has been temporarily committed to the care and custody of a society, the society shall keep such ward in a suitable place and shall exercise during such period all the rights of the legal guardian of such ward, except as to adoption proceedings under Part IV. 1954, c. 8, s. 16 (14, 15).
Custody during permanent commitment	(18) Where a child has been permanently committed to the care and custody of a society under this Part or to a society under any predecessor of this Part, the society is the legal guardian of such ward until he has attained the age of eighteen years, or until he is adopted under Part IV, or until some other legal guardian is appointed, or until the wardship is terminated by a judge under subsection 16, or until an extended guardianship under subsection 19 terminates. 1954, c. 8, s. 16 (16); 1956, c. 8, s. 4 (6).
Extension of wardship	(19) Where it is in the interest of the welfare of a ward, a judge may, upon application of the society, make an order extending the wardship for such period as he considers proper beyond the day on which the ward attains the age of eighteen years, but not beyond the day on which the ward attains the age of twenty-one years and, notwithstanding clause <i>d</i> of subsection 9, in any such, order the judge shall relieve any municipality paying the rate in respect of the ward from liability for the rate during the extended period of wardship. 1954, c. 8, s. 16 (17); 1956, c. 8, s. 4 (7); 1958, c. 11, s. 1 (6).
Statement of facts	(20) Every order made under this section shall contain a statement of the facts of the case as found by the judge. 1954, c. 8, s. 16 (18).
Transmission of copies of orders	(21) The judge shall cause to be transmitted three certified copies of every order made by him under this section to the society, and the society shall transmit one copy to the Director and one copy to the municipality ordered to pay the rate or relieved from liability for the rate. 1956, c. 8, s. 4 (8).
Access to child	18. A judge may, in any case arising under this Part, make such order as he deems proper regarding the right of access to the child by any person or by either parent of the child, having regard to the welfare of the child, the conduct of the person or parent and the wishes of the parents, and may at any time alter, vary or discharge any order so made. 1957, c. 12, s. 5.
Municipality to which child belongs	19.—(1) For the purposes of this Part, a child, (a) who is one year of age or more, shall be deemed to belong to the municipality in which he last resided for a period of twelve

months, consecutive or inconsecutive, in the thirty-six month period preceding the day on which proceedings under this Part commenced ; or

- (b) who is less than one year of age or who has resided only in the places mentioned in subsection 4, shall be deemed to belong to the municipality in which his mother last resided for a period of twelve months, consecutive or inconsecutive, in the thirty-six month period preceding the day on which proceedings under this Part commenced.

Idem

(2) Where the municipality to which a child belongs cannot be determined under subsection 1, a child,

- (a) who is one year of age or more, shall be deemed to belong to the municipality in which he last resided for the greatest number of months, consecutive or inconsecutive, in the thirty-six month period preceding the day on which proceedings under this Part commenced ; or
- (b) who is less than one year of age or who has resided only in the places mentioned in subsection 4, shall be deemed to belong to the municipality in which his mother last resided for the greatest number of months, consecutive or inconsecutive, in the thirty-six month period preceding the day on which proceedings under this Part commenced.

Idem

(3) In all other cases, a child shall be deemed to belong to the municipality in which he was residing on the day on which proceedings under this Part commenced. 1954, c. 8, s. 17 (1-3).

Interpretation

(4) For the purposes of this section,

- (a) any period of time during which the child under clause *a* of subsection 1 or clause *a* of subsection 2 or the child's mother under clause *b* of subsection 1 or clause *b* of subsection 2 resided in a children's, infants' maternity or other boarding home, a correctional or charitable institution, a hospital or any home or institution for custodial, medical, educational or other care or supervision, for the purpose of obtaining or receiving custodial, medical, educational, or other care or supervision shall be disregarded ;
- (b) any part of a month during which the child or his mother, as the case may be, resides in a municipality shall, if the period is twenty consecutive days or more, be deemed to be one month, and shall, if the period is less than twenty consecutive days, be disregarded ;
- (c) any part of a day during which the child or his mother, as the case may be, resides in a municipality shall be deemed to be one day ; and
- (d) the expression "day on which proceedings under this Part commenced" means the day on which the child was apprehended or, if he was not apprehended, means the day on which he was brought before a judge as an apparently neglected child. 1954, c. 8 s. 17, (4) ; 1957, c. 12, s. 6.

Residence
in territory
without
municipal
organization

20. Where it is not possible to determine the municipality to which a child belongs by reason of his residence in territory without municipal organization, he shall be deemed to reside in territory without municipal organization, in which case the Province is responsible for the payment of the rate otherwise payable to the society by municipalities in the area in which the society has jurisdiction, and the other provisions of this Part apply *mutatis mutandis*. 1954, c. 8, s. 18.

Transfer
of wards

21.—(1) Where it is in the interest of the welfare of a ward of a society having jurisdiction in an area other than the area in which the municipality to which the ward belongs is situate, the first-named society may with the written approval of the Director and by written agreement with the society having jurisdiction in the municipality to which the ward belongs apply to a judge for an order transferring the ward to the care and custody of the second-named society and the judge, if he considers it to be in the interests of the welfare of the ward to do so, shall make the order applied for.

Idem

(2) Where a ward is transferred under subsection 1, the society to which he is transferred is vested with the same powers and obligations as the society from which he is transferred. 1954, c. 8, s. 19.

Where more
than one
society
functions

22.—(1) Where another society is established to function in an area in which a society is functioning, the second-named society may, with the written approval of the Director and with the written consent of the first-named society, apply to a judge for an order transferring those of its wards it deems proper to the care and custody of the first-named society, and the judge, if he is satisfied that the first-named society would have been the society named in the orders committing the wards to the care and custody of the second-named society had the first-named society been functioning at the time the orders were made, shall make the order applied for.

Alteration
of juris-
diction

(2) Any society may, with the approval of the Minister, alter the area over which it has jurisdiction, and where the alteration necessitates the transfer of wards to the care and custody of another society, the transfer shall be made in the same manner as provided under subsection 1.

Effect of
transfer
of ward

(3) Where a ward is transferred under subsection 1 or 2, the society to which he is transferred is vested with the same powers and obligations with respect to him as the society from which he is transferred. 1956, c. 8, s. 5.

Right of
recovery

23. A municipality that has made a payment under an order made under this Part for the maintenance of a child in respect of whom another municipality is subsequently ordered to pay the rate may recover the sum so paid from such other municipality. 1954, c. 8, s. 20.

Provincial
aid to
muni-
cipalities

24. Where a judge orders a municipality to pay the rate under this Part, there shall be paid to the municipality out of the moneys appropriated therefor by the Legislature an amount equal to 40 percent of

the amount of the net expenditures of the municipality under the order, except that where the order is made against a county the amount otherwise payable to the county under this section shall be paid to each municipality forming part of the county in the proportion that the equalized assessment of the municipality bears to the total equalized assessment of the county. 1954, c. 8, s. 21 ; 1957, c. 12, s. 7.

Additional
provincial
aid to
certain
municipalities

25. The Lieutenant Governor in Council may make special grants out of the moneys appropriated therefor by the Legislature to any municipality in a territorial district, except a city, or to a provisional county, to relieve, in whole or in part, any such municipality that is unduly burdened in any year by reason of its liabilities under this Part. 1954, c. 8, s. 22.

Power to
make
levies

26. The council of any municipality may pass by-laws for the levying of such amounts as are necessary for the purpose of meeting any liability imposed on the municipality under this Part, or for the purpose of affording to a children's aid society such other assistance as the council considers advisable. 1954, c. 8, s. 23.

Temporary
care on
municipal
authorization

27.—(1) The council of a municipality may by by-law designate one or more members of the council or any employee of the municipality to authorize a children's aid society to furnish temporary care and shelter to a child where the person in charge of the child consents thereto, and where the society furnishes temporary care and shelter to the child. It may charge the municipality the rate in respect of the child. 1956, c. 8, s. 6 ; 1957, c. 12, s. 8 (1).

Provincial
aid

(2) Where a municipality pays the rate under subsection 1, there shall be paid to the municipality out of the moneys appropriated therefor by the Legislature an amount equal to 40 percent of the amount of the net expenditures of the municipality under that subsection. 1954, c. 8, s. 24 (2) ; 1957, c. 12, s. 8 (2).

Establish-
ment of rates

28.—(1) Each children's aid society shall apply annually to a judge before the 25th day of February for an order establishing its rate and shall give reasonable notice to the municipalities within its area of jurisdiction and to such other municipalities as are at that time paying the rate for children in the care of that society of the intention to apply and of the rate to be applied for. 1954, c. 8, s. 25 (1) ; 1957, c. 12, s. 9.

Idem

(2) The judge shall hear the representations of the society and of such municipalities as desire to be heard and he shall make an order establishing the rate in accordance with the regulations, and such order shall not have retroactive effect before the first day of the calendar year in which it is made. 1954, c. 8, s. 25 (2).

Appeal

29.—(1) Within thirty days of the making of an order under this Part, any person, including a society or municipality, may appeal from the order to the Court of Appeal with leave of a judge of the Supreme Court.

Idem (2) On any such appeal, the Court of Appeal may make such order as the court considers proper. 1954, c. 8, s. 26.

Application to Supreme Court for production of child

30.—(1) Where a parent applies to a judge of the Supreme Court for an order for the production of a child committed under this Part and the judge is of the opinion that the parent has neglected or deserted the child or that he has otherwise so conducted himself that the judge should refuse to enforce his right to the custody of the child, the judge may in his discretion decline to make the order.

Court may order compensation

(2) If at the time of the application the child is being brought up by another person or has been placed by a children's aid society, the judge, if he directs the child to be given up to the parent, may order the parent to pay to such person or society the whole of the expense properly incurred in bringing up the child, or such part thereof as seems just.

No order unless parent fit person

(3) Where a parent,

(a) has abandoned or deserted his child ; or

(b) has allowed his child to be brought up by another person at that person's expense, or by a children's aid society, for such time and under such circumstances as to satisfy the court that the parent was unmindful of his parental duties,

the judge shall not make an order for the delivery of the child to the parent unless the parent satisfies the judge that, having regard to the welfare of the child, he is a fit person to have the custody of the child.

Order as to religious faith

(4) If the judge is of the opinion that the parent ought not to have the custody of the child and that the child is being brought up in a different religious faith from that in which the parent has a legal right to require the child to be brought up, the judge may make such order as he considers proper to ensure that the child be brought up in that religious faith.

Child's wishes to be consulted

(5) Nothing in this section affects the power of the judge to consult the wishes of the child in determining what order ought to be made or any right that the child possesses to exercise his own free choice. 1954, c. 8, s. 27.

Presumption as to religious faith

31.—(1) A child shall be deemed to have the same religious faith as his father unless it is shown that an agreement has been entered into in writing, signed by his parents, that he be brought up in the same religious faith as his mother.

Illegitimate child

(2) An illegitimate child shall be deemed to have the religious faith of his mother.

Religious faith of child

(3) A Protestant child shall not be committed under this Part to the care of a Roman Catholic children's aid society or institution and a Roman Catholic child shall not be committed under this Part to a Protestant children's aid society or institution, and a Protestant child shall not be placed in the foster care of a Roman Catholic family and a Roman Catholic child shall not be placed in the foster care of a Protes-

	<p>tant family, and, where a child committed under this Part is other than Protestant or Roman Catholic, he shall be placed where practicable with a family of his own religious faith.</p>
Where only one society	<p>(4) Subsection 3 does not apply to a child detained in a place of safety in a municipality in which there is only one children's aid society.</p>
Child's wishes to be consulted	<p>(5) Notwithstanding anything in this section, the judge may have regard to the wishes of the child in determining what order ought to be made as to his religious faith. 1954, c. 8, s. 28.</p>
Society may place ward	<p>32.—(1) A ward of a children's aid society may be placed by the society for any period of time in a foster home or other suitable place according to the needs of the child, and every ward so placed shall receive an education in accordance with the laws of Ontario and in keeping with his intellectual capacity, and provision for his occupational training and for his physical, mental and spiritual development shall be such as a good parent would make for his own child.</p>
Removal of ward	<p>(2) A ward who has been so placed may at any time be removed by the society when, in the opinion of the Director, or the local director, the welfare of the ward so requires. 1954, c. 8, s. 29.</p>
Adoption of ward	<p>(3) Where a ward of a society is placed in a foster home and in the opinion of the local director it is in the best interest of the ward to place him in adoption, the foster-parents shall not be denied the opportunity of making application to adopt the ward if they so desire. 1956, c. 8, s. 7.</p>
Interference with wards, etc.	<p>33.—(1) No person shall,</p> <p>(a) induce or attempt to induce a ward or a person under the age of eighteen years who is lawfully in the care and custody of an organization that provides care for children to leave the premises in which he has been lawfully placed ; or</p> <p>(b) detain or harbour a ward or a person under the age of eighteen years who is lawfully in the care and custody of an organization that provides care for children after demand made by a person authorized to require the delivery up of such ward or person ; or</p> <p>(c) visit, write to, telephone to or otherwise interfere with a ward who is placed in a foster home or other place, or his foster parents, without the consent in writing of the children's aid society.</p>
Offence	<p>(2) Every person who contravenes any provision of subsection 1 is guilty of an offence and on summary conviction before a judge is liable to a fine of not more than \$500 or to imprisonment for a period of not more than one year or both. 1954, c. 8, s. 30.</p>
Desertion, neglect, etc., of child	<p>34.—(1) Any person having the care, custody, control or charge of a child who neglects, abandons, deserts or fails to support the child or inflicts unreasonable cruelty or illtreatment upon the child not constituting an assault is guilty of an offence and on summary conviction before a judge is liable to a fine of not more than \$500 or to imprisonment for a term of not more than one year or both.</p>

Leaving
boy or girl
unattended

(2) Any person having the care, custody, control or charge of a boy or girl under the age of ten years who leaves the boy or girl unattended for an unreasonable length of time without making reasonable provision for his or her supervision and safety is guilty of an offence and on summary conviction before a judge is liable to a fine of not more than \$100 and, for any subsequent offence, to a fine of not more than \$200 or imprisonment for a term of not more than one year.

Further
proceedings
as to child

(3) The judge may in connection with any case arising under subsection 1 or 2 hold a hearing in respect of any child concerned and may proceed as though the child was brought before him as an apparently neglected child. 1954, c. 8, s. 31.

Causing
child to beg,
perform, etc.

35.—(1) Every person who,

(a) causes or procures a child to be in any public place for the purpose of begging or receiving alms or of inducing the giving of alms, whether under the pretence of singing, playing, performing, offering anything for sale or otherwise ; or

(b) causes or procures a child to be in any public place for the purpose of singing, playing, or performing for profit or offering anything for sale between 9 o'clock in the afternoon of any day and 6 o'clock in the morning of the following day ; or

(c) subject to subsection 2, causes or procures a child to be at any time for the purpose of singing, playing, or performing for profit or offering anything for sale in any circus, theatre or other place of public amusement to which the public are admitted by payment,

is guilty of an offence and on summary conviction before a judge is liable to a fine of not more than \$100 or to imprisonment for a term of not more than six months or both.

Licence for
child to
perform
in public

(2) In the case of an entertainment or series of entertainments to take place in premises used for public entertainment or in a circus, theatre or other place of public amusement, where it is shown that provision has been made to ensure the health and proper treatment of a child proposed to be employed thereat, the head of the council of the municipality may, with the approval of the children's aid society, grant a licence for such time and during such hours of the day and subject to such restrictions and conditions as he thinks fit for any child who in his opinion is a fit and proper person to take part in such entertainment or series of entertainments, and the licence may at any time be varied, added to or revoked by him with the approval of the children's aid society.

Officer to
supervise
licensed
child

(3) The municipal council shall assign to a person the duty of seeing that the restrictions and conditions of any licence granted under subsection 2 are duly complied with, and such person may enter, inspect and examine any place at which the employment of a child is for the time being licensed, and that duty shall be discharged by the chief constable of the municipality until some other person is appointed. 1954, c. 8, s. 32.

Street
trades,
girls under
16 and boys
under 12 ;

boys 12
to 16

Boy or girl
under 16
loitering
in public
place at
night

Warning

Offence

Presumption
as to age
of child

Separate
place of
detention

Idem

Idem

Notice of
charge to
be given
to local
director

36.—(1) No girl under sixteen years of age and no boy under twelve years of age shall engage in or be licensed or permitted to engage in any street trade or occupation.

(2) No boy twelve or more years of age and under sixteen years of age shall engage in any street trade or occupation between the hours of 9 o'clock in the afternoon and 6 o'clock in the morning of the following day.

(3) No boy or girl under sixteen years of age shall loiter in any public place between the hours of 9 o'clock in the afternoon and 6 o'clock in the morning of the following day or be in any place of public resort or entertainment during such hours unless accompanied by his or her parent or guardian or an adult appointed by the parent or guardian to accompany the boy or girl.

(4) A boy or girl found contravening any provision of this section may be warned by a constable or an officer of a children's aid society and, if the warning is not regarded or after the warning the boy or girl is again found contravening any provision of this section, the boy or girl may be taken by the constable or officer to his or her home or to a place of safety and dealt with as an apparently neglected child.

(5) A parent who permits his boy or girl to contravene any provision of this section is guilty of an offence and on summary conviction before a judge is liable to a fine of \$5 and, for any subsequent offence, to a fine of \$10. 1954, c. 8, s. 33.

37. Where a person is charged with an offence under this Part in respect of a child who is alleged to be under a specified age and the child appears to the judge to be under that age, the child shall for the purposes of this Part be deemed to be under that age unless the contrary is proved. 1954, c. 8, s. 34.

38.—(1) A child charged with an offence or who is brought before a judge under this Part shall not, before his trial or hearing, be confined in a lock-up or a police cell used for persons charged with crime.

(2) The council of every city, town, village and township shall make provision for the separate detention of every such child prior to his trial or hearing by arrangement with a person or society willing to undertake the responsibility of such detention on such terms as are agreed upon, or by providing suitable premises entirely distinct and separated from the ordinary lock-ups and police cells.

(3) A child remanded in custody for sentence or under sentence in jail or other place of confinement shall not be placed or allowed to remain in the same cell or room with or be in the company of adult prisoners.

(4) Where an information is laid against a child, the person issuing the process shall at once notify the local director who shall have opportunity allowed him to investigate the charge and the circumstances pertaining thereto.

Local director may inquire	(5) Upon receiving such notice, the local director may make such inquiry as he considers appropriate and report his findings to the judge in court.
Alternative proceedings	(6) Where it appears to the judge that the interest of a child charged with an offence under section 36 will be best served thereby, the child may be dealt with by the judge in the same manner as though the child had been brought before him as an apparently neglected child or the child may be dealt with under <i>The Training Schools Act</i> , 1954, c. 8, s. 35.
R.S.O. 1960, c. 404	
Place of hearing	39. —(1) Where a child is brought before a judge under this Part, the hearing shall be held in premises maintained specifically for the purpose or in the private office of the judge or in other suitable premises, but the hearing shall not be held in premises ordinarily used for magistrates' courts.
Exclusion of public, etc.	(2) Where a child or parent is brought before a judge for trial or hearing under this Part, the judge shall exclude from the room all persons, other than the counsel and witnesses in the case, officers of the law or of a children's aid society and friends and relatives of the child or parent, and he may exclude any or all of the friends and relatives as he thinks proper. 1954, c. 8, s. 36.
Authority to bring children into Ontario	40. —(1) The Lieutenant Governor in Council may authorize any organization to carry on the work of bringing into Ontario and providing foster homes for neglected or dependent children who are not feeble-minded and who before arrival in Ontario are certified by a duly qualified medical practitioner to be free from disease of any kind.
Records to be kept	(2) Every such organization shall keep a record in a register prescribed by the Director for that purpose of the names of all children brought into Ontario by it under this section, their ages and such particulars as he requires, and a copy of such record shall be filed with the Director by every such organization on the first days of January and July of each year.
Penalty for false record	(3) Any person who knowingly makes or is a party to the making of or procuring to be made, directly or indirectly, any false record under subsection 2 is guilty of an offence and on summary conviction before a judge is liable to a fine of not more than \$500.
Supervision	(4) Every such organization shall maintain careful supervision of every child brought or caused or procured to be brought into Ontario by it until the child attains the age of eighteen years, and it shall cause a personal visit by an agent appointed for that purpose to be made to each such child at least once in every year until the child has attained such age, and, for the protection of the person and earnings of the child, the organization, until the child attains the age of eighteen years, has all the powers and shall perform all the duties by law provided in the case of the guardian of an infant. 1954, c. 8, s. 37.

PART III

PROTECTION OF CHILDREN BORN OUT OF WEDLOCK

Interpre-
tation

41.—(1) In this Part, “judge” means the judge or a junior judge or acting judge of a county or district court, the judge or a deputy judge of a juvenile and family court, or a magistrate where the magistrate is designated by the Lieutenant Governor in Council a judge for the purposes of this Part. 1957, c. 12, s. 10.

By whom
cases to
be heard

(2) Where there is a juvenile and family court, proceedings under this Part shall be heard by the judge or a deputy judge of that court, and, where there is no juvenile and family court, proceedings under this Part shall be heard by the judge or a junior or acting judge of a county or district court or a magistrate designated a judge for the purposes of this Part. 1956, c. 8, s. 8, *part*.

Where
society not
to interfere

42. Nothing in this Part requires a children’s aid society to interfere with the care and maintenance of a child born out of wedlock where the child has been adopted in accordance with the laws of Ontario or where the child is being cared for voluntarily by a person whom the society considers suitable to have charge of the child. 1956, c. 8, s. 8, *part*; 1957, c. 12, s. 12.

Agreement
for main-
tenance of
child

43.—(1) Where a child is born out of wedlock and no agreement between the mother and the putative father with respect to the care and maintenance of the child is in force, a society and the mother of the child may enter into an agreement with the putative father of the child for the payment of money by the putative father in respect of the expenses and maintenance mentioned in subsection 1 of section 52, and, if the financial circumstances of the putative father change at any time, the terms of the agreement may be varied by the parties accordingly. 1956, c. 8, s. 8, *part*; 1957, c. 12, s. 13 (1).

(2) Where a putative father enters into an agreement under subsection 1 in which he agrees to pay a fixed amount in respect of the maintenance mentioned in subsection 1 of section 52, the agreement shall provide for the fixed amount to be paid within twelve months from the date on which the agreement is made. 1956, c. 8, s. 8, *part*.

Payment of
money under
agreement

(3) The money payable under an agreement made under subsection 1 shall be paid in the first instance to the society that is a party to the agreement. 1956, c. 8, s. 8, *part*; 1957, c. 12, s. 13 (2).

Idem

(4) The money so paid to a society,

(a) if it is paid in respect of the expenses mentioned in subsection 1 of section 52, shall be apportioned, if necessary, and paid over by the society in accordance with the circumstances of the case to the person or persons who incurred the expenses;

(b) if it is paid in periodic payments in respect of the maintenance mentioned in subsection 1 of section 52, shall be paid over by

the society to the person having the care and custody of the child ;
or

- (c) if it is a fixed amount paid in respect of the maintenance mentioned in subsection 1 of section 52, shall be dealt with by the society as provided in section 59. 1956, c. 8, s. 8, *part* ; 1957, c. 12, s. 13 (3).

Default
under
agreement

(5) Where the putative father is in default in payment of money under an agreement made under subsection 1, the mother or the society, or the mother and the society together, may make an application to a judge for an affiliation order, and, where the putative father continues in default for a period of sixty days and an application for an affiliation order has not been made, the society shall within the next following period of thirty days make an application to a judge for an affiliation order. 1956, c. 8, s. 8, *part* ; 1957, c. 12, s. 13 (4).

Proof of
paternity

(6) Where an application for an affiliation order is made under subsection 5, the agreement is admissible in evidence as *prima facie* proof that the putative father is in fact the father of the child. 1956, c. 8, s. 8, *part*.

Application
for affilia-
tion order

44. In addition to an application under subsection 5 of section 43, an application may be made to a judge for an affiliation order,

- (a) by the mother of a child born out of wedlock ;
(b) by the next friend or guardian of a child born out of wedlock ;
(c) by a society ; or
(d) with the approval of a society, by any person or municipality having an apparently legitimate claim for reimbursement of moneys expended or payments of moneys charged in consequence of the mother's pregnancy, the birth of the child, the death of the child, the maintenance of the child or the maintenance of the mother. 1956, c. 8, s. 8, *part* ; 1957, c. 12, s. 14.

Death of
mother

45. A society may institute or continue proceedings under this Part even though the mother has died. 1956, c. 8, s. 8, *part* ; 1957, c. 12, s. 15.

When appli-
cation to
be made

46. No affiliation order shall be made under section 52 unless the application therefor is made in the lifetime of the putative father, and

- (a) within two years from the birth of the child ;
(b) within one year after the doing of any act on the part of the putative father that affords evidence of acknowledgment of paternity ;
(c) within one year after the return to Ontario of the putative father where he was absent from Ontario at the expiration of the period of two years from the birth of the child ; or
(d) the putative father has failed in whole or in part to carry out the terms of an agreement entered into under this Part. 1956, c. 8, s. 8, *part*.

Powers of
judge

47. In proceedings under this Part, the judge has the power of summoning any person and requiring him to give evidence on oath and to produce all documents and things as may be relevant and has the same power to enforce the attendance of witnesses and to compel them to give evidence and produce documents and things as is vested in any court in civil cases. 1956, c. 8, s. 8, *part*.

Proceedings
to be private

48. All proceedings under this Part shall be heard by the judge in private. 1956, c. 8, s. 8, *part*.

Corroborative
evidence
required

49. No affiliation order shall be made under section 52 upon the evidence of the mother of the child unless her evidence is corroborated by some other material evidence. 1956, c. 8, s. 8, *part*.

Appointment
for hearing ;
notice

50.—(1) Where an application for an affiliation order is made to a judge, the judge shall appoint in writing a time and place at which the application will be heard and notice in writing thereof shall be served personally or in such other manner as the judge directs upon the putative father at least seven days before the day so appointed. 1956, c. 8, s. 8, *part*.

Arrest of
putative
father

(2) Where the judge is satisfied that there is good and probable cause for believing that the putative father of the child is in fact the father of the child and that the putative father is about to quit the territorial jurisdiction of his court with the intention of avoiding service of the notice in writing referred to in subsection 1 or of evading his obligations in respect of the child and the child's mother, whether before or after an affiliation order has been made, the judge may issue a warrant for the arrest of the putative father and upon his arrest may require him to give security for such sum and in such manner and upon such condition as the judge directs, and, if the security is not given, the judge may order the putative father to be imprisoned for a period of not more than three months unless the security is sooner given or the putative father has sooner complied with the condition so imposed. 1956, c. 8, s. 8, *part, amended*.

Affiliation
order, where
putative
father fails
to appear

51. Where the putative father who has been served with notice of the application under section 50 fails to appear at the hearing or to show sufficient reason for not appearing, the judge in the absence of the putative father and upon sufficient evidence being adduced before him may make an affiliation order against the putative father under section 52 or he may make such other as he considers just. 1956, c. 8, s. 8, *part*.

Affiliation
order, where
putative
father
appears

52.—(1) Where the putative father appears in pursuance of the notice of the application served upon him under section 50, the judge upon sufficient evidence being adduced before him may make an order declaring the putative father to be in fact the father of the child and requiring him, in accordance with the circumstances of the case,

(a) to pay the reasonable expenses for the maintenance and care, medical and otherwise, of the mother of the child during her pre-

	<p>gnancy and at the birth of the child, her burial expenses if she dies as a consequence of her pregnancy or of the birth of the child, and the burial expenses of the child if the child has died ; and</p> <p>(b) to make periodic payments or to pay a fixed amount for the maintenance of the child until the child attains the age of sixteen years or until the child is adopted under Part IV or until the child dies.</p>
Contribution by mother	<p>(2) A judge may in an affiliation order made under this section order the mother of the child to make periodic payments or to pay a fixed amount to assist in the maintenance of the child until the child attains the age of sixteen years or until the child is adopted under Part IV or until the child dies.</p>
Considerations in fixing sums	<p>(3) In estimating the amount of the periodic payments or the fixed amount for maintenance to be paid by the father under subsection 1, the judge shall fix such payments or amount as will enable the child to maintain a reasonable standard of life having regard to what the child would have enjoyed had the child been born in lawful wedlock, but the judge shall take into consideration the ability of the father to provide such payments or amount and the ability of the mother to assist in the maintenance of the child.</p>
When fixed sum to be paid	<p>(4) Any fixed amount ordered to be paid under this section shall be paid within twelve months from the date of the affiliation order.</p>
Death of child	<p>(5) Any balance of a fixed amount paid under this section shall, if the child dies before attaining the age of sixteen years, revert to the father or mother, as the case may be, unless otherwise ordered by a judge. 1956, c. 8, s. 8, <i>part</i>.</p>
Payment of money under affiliation order	<p>53.—(1) Any money payable under an affiliation order made under section 52 shall be paid in the first instance to the judge making the order or to an official of the court designated by the judge. 1956, c. 8, s. 8, <i>part</i> ; 1957, c. 12, s. 16 (1).</p>
Idem	<p>(2) Any money so paid for expenses under subsection 1 of section 52 shall be apportioned, if necessary, and paid over in accordance with the circumstances of the case to the person or persons who incurred the expenses.</p>
Idem	<p>(3) Any money so paid as periodic payments for maintenance under subsection 1 or 2 of section 52 shall be paid over to the person having the care and custody of the child on whose behalf the payments were made. 1956, c. 8, s. 8, <i>part</i>.</p>
Idem	<p>(4) Any money so paid as a fixed amount for maintenance under subsection 1 or 2 of section 52 shall be dealt with as provided in section 59 by the judge or the official of the court designated by the judge. 1956, c. 8, s. 8, <i>part</i> ; 1957, c. 12, s. 16 (2).</p>
Order to report to officer	<p>54.—(1) Where an order for the payment of money is made in an affiliation order under this Part and the child for whose benefit the order is made is a public charge or the judge is of the opinion that if there</p>

is default in the order the child is likely to be a public charge, the judge may, in the order, order any person required to make payments thereunder to report to a probation officer at such times and places as the judge deems necessary for the purpose of ensuring that such person is complying with the order.

Officer to be designated

(2) Where a judge orders a person to report to a probation officer under this section, he shall designate the officer and may by further order change the designation.

Failure to report

(3) Every person who without reasonable excuse fails to report to a probation officer when ordered so to do under this section is guilty of an offence and on summary conviction is liable to imprisonment for a term of not more than three months.

Proof of order

(4) An order made under this section certified by the judge or a certificate of a judge as to the making of an order by him is receivable in evidence as proof of the making of such order in any prosecution under this section without proof of the office or signature of the person certifying. 1956, c. 8, s. 8, *part*.

Re-opening of application

55. Where an application for an affiliation order has been dismissed, a judge may, on the discovery of new evidence or of fraud, grant leave to re-open and may re-open and reconsider the application. 1956, c. 8, s. 8, *part*.

Variation of orders

56. Where an order for the payment of money has been made in an affiliation order under this Part, a judge may at any time vary or rescind the order for the payment of money as he sees fit and any order so varied may be enforced in the same manner as the original order. 1956, c. 8, s. 8, *part*.

Appeal

57.—(1) Within thirty days of the making of an order under this Part, any person may appeal from the order to the Court of Appeal with leave of a judge of the Supreme Court.

Idem

(2) On any such appeal, the Court of Appeal may make such order as the court considers proper. 1956, c. 8, s. 8, *part*.

Enforcement of orders

58. Any order made under this Part may be enforced in the same manner and by the like proceedings as,

R.S.O. 1960, c. 105

(a) an order made under *The Deserted Wives' and Children's Maintenance Act* ;

R.S.O. 1960, c. 387

(b) an order made or fine imposed under *The Summary Convictions Act* ; or

(c) a judgment of the division court, where the order has been filed with the clerk of a division court, whereupon proceedings by way of execution, garnishment proceedings or judgment summons, *inter alia*, may be used to enforce the order. 1956, c. 8, s. 8, *part* ; 1958, c. 4, s. 2.

Money not immediately required

59.—(1) The portion of a fixed amount paid under an agreement made under section 43 or under an affiliation order made under section 52 that is not required immediately by the society that is a party to the agreement or by the judge who made the order, as the case may be, to pay the expenses or the maintenance mentioned in subsection 1 of section 52 shall be paid over to the Public Trustee by the judge or the society. 1956, c. 8, s. 8, *part*; 1957, c. 12, s. 17 (1).

to be invested

(2) Money so paid over shall be invested by the Public Trustee but is subject to withdrawal of any amounts from time to time upon the written requisition of a judge or of a society. 1956, c. 8, s. 8, *part*; 1957, c. 12, s. 17 (2).

Deceased father's estate bound

60.—(1) An agreement made under section 43 or an order for payment of money in an affiliation order made under subsection 1 of section 52 binds the estate of the putative father or father after his death and any moneys payable thereunder are a debt due from and chargeable upon his estate and are recoverable at the suit of the society in the case of an agreement or the person having the care and custody of the child in the case of an order, but every such agreement or order is, as to any payment falling due before or after his death, subject to review under section 56. 1956, c. 8, s. 8, *part*; 1957, c. 12, s. 18.

Proceedings after death of father

(2) No action or other proceeding shall be taken on any such agreement or order after the death of the putative father or father without the leave of a judge of the court in which the action or other proceeding is to be brought, and the judge before granting leave shall direct notice to be given to the widow and legitimate children of the putative father or father and to all other persons interested in his estate.

Widow, etc., not to be prejudiced

(3) Where in any such action or other proceeding it appears to the judge that the terms of the agreement or order cannot be carried out without depriving the widow or legitimate children of the putative father or father of necessary maintenance, the judge may, having regard to all the circumstances, vary the agreement or order to such an extent and in such manner as to make equitable provision for the widow, the legitimate child or children and the child or children born out of wedlock. 1956, c. 8, s. 8, *part*.

Payment of costs

61. A judge has power to direct payment of the costs of any proceeding taken before him under this Part. 1957, c. 12, s. 19.

PART IV

ADOPTION

Interpretation

62. In this Part, "child" means a person under or over twenty-one years of age. 1958, c. 11, s. 3, *part*.

Jurisdiction of courts

63.—(1) The Supreme Court or the county or district court of the county or district in which either the applicant or the child sought to

	be adopted resides at the time of the application for an adoption order has jurisdiction to make the order.
Application to be heard in chambers	(2) An application for an adoption order shall be heard and determined in chambers.
Stale applications	(3) Where an application for an adoption order is not heard by the court within the twelve months next following the signing of the application by the applicant, it shall not be proceeded with, but another application may be made in its stead.
Guardian <i>ad litem</i>	(4) For the purpose of an application for an order for the adoption of a child under twenty-one years of age, the court may appoint a person to act as guardian <i>ad litem</i> of the child upon the hearing of the application with the duty of safeguarding the interests of the child before the court, and the court may direct the applicant to pay the costs of the person so appointed. 1958, c. 11, s. 3, <i>part</i> .
Where order may be made	64. The court may make an order for the adoption of any child resident in Ontario upon application therefor being made in the prescribed manner by a person domiciled in Canada and resident in Ontario. 1958, c. 11, s. 3, <i>part</i> .
Where order not to be made	65. —(1) The court shall not make an adoption order, (a) where the applicant, or either of joint applicants, is under twenty-five years of age or is less than twenty-one years older than the child sought to be adopted ; (b) where the applicant is a male and the child sought to be adopted is a female under twenty-one years of age ; or (c) where the applicant is unmarried, a widow, a widower or a divorced person, unless the court is satisfied that there are special circumstances that justify, as an exceptional measure, the making of the order.
Adoption by more than one person	(2) Except in the case of a joint application by a husband and wife, an order shall not be made for the adoption of a child by more than one person.
Consent of adopting spouse	(3) An adoption order shall not be made upon the application of a husband or wife without the written consent of the spouse.
Child over 21 or under 21 and married	(4) An order for the adoption of a child who is over twenty-one years of age or who is under twenty-one years of age and has been married shall not be made unless the court is satisfied that the child has in fact been in the custody of, brought up, maintained and educated by the applicant as his own child during infancy or until marriage, as the case may be, under a <i>de facto</i> adoption. 1958, c. 11, s. 3, <i>part</i> .
Consents, where child born in wedlock	66. —(1) An order for the adoption of a child under twenty-one years of age who was born in wedlock and who has not been married shall be made only with the written consent of every person who is a

	parent or guardian or who has lawful custody or control or who is liable to contribute to the support of the child.
Idem, where child born out of wedlock	(2) An order for the adoption of a child under twenty-one years of age who was born out of wedlock and who has not been married shall be made only with the written consent of the mother given after the child was seven days old, and, where the child resides with and is maintained by the father, with the written consent of the father, but the mother or father may cancel such consent within twenty-one days after it was given by a document in writing to that effect.
Idem, permanent ward of children's aid society	(3) An order for the adoption of a child who is committed permanently to the care and custody of a children's aid society shall be made only with the written consent of the society, in which case no other consent is required.
Idem, child over 21 or under 21 and married	(4) An order for the adoption of a child who is over twenty-one years of age or who is under twenty-one years of age and has been married shall be made only with the written consent of the child, and, where the child is married, with the written consent of the spouse.
Where consent not given	(5) Where a consent required by this section has not been given, the court may dispense with the requirement if, having regard to all the circumstances of the case, the court is satisfied that it is in the best interests of the child that the requirement be dispensed with.
Where consent given	(6) Where a consent required by this section has been given, it may be withdrawn by the person giving it only if, having regard to all the circumstances of the case, the court is satisfied that it is in the best interests of the child that the consent be withdrawn. 1958, c. 11, s. 3, <i>part</i> .
Affidavit of execution	67. An affidavit of execution in the prescribed form shall be attached to every consent required under this Part and to every cancellation under subsection 2 of section 66. 1958, c. 11, s. 3, <i>part</i> .
Director's certificate	68.— (1) Subject to subsection 2, an adoption order in respect of a child who is under twenty-one years of age and who has not been married shall not be made unless the Director certifies in writing, <ul style="list-style-type: none"> (a) that the child has resided for six months or more with the applicant and that during that period the conduct of the applicant and the conditions under which the child has lived have been such as in his opinion justify the making of the order; or (b) that the applicant is to the knowledge of the Director a proper person to have the care and custody of the child and that for the reasons set out in the certificate it is in the best interests of the child that the period of residence be dispensed with.
Local director's certificate	(2) In the case of a child referred to in subsection 1 who has been placed for adoption by a children's aid society, the certificate referred to in clause <i>a</i> of that subsection is sufficient if it is signed by the local director. 1958, c. 11, s. 3, <i>part</i> .

Duty of court	<p>69. The court before making an adoption order shall be satisfied,</p> <p>(a) that every person who has given a consent under this Part understands the nature and effect of the adoption order ; and</p> <p>(b) that the order will be in the best interests of the child. 1958, c. 11, s. 3, <i>part.</i></p>
Surname	<p>70.—(1) Upon an adoption order being made and unless the adoption order provides for the adopted child to retain his surname, the adopted child shall assume the surname of the adopting parent.</p>
Given name	<p>(2) In an adoption order, the court may in its discretion change the Christian or given name or names as the adopting parent desires, and thereafter the adopted child is entitled to and is to be known by the name or names so given. 1958, c. 11, s. 3, <i>part.</i></p>
Born out of wedlock not to appear	<p>71. If the adopted child was born out of wedlock, that fact shall not appear upon the adoption order. 1958, c. 11, s. 3, <i>part.</i></p>
Papers to be sealed up	<p>72. The papers used upon an application for an adoption order shall be sealed up and filed in the office of the court by the proper officer of the court and shall not be open for inspection, except upon an order of the court or the written direction of the Director. 1958, c. 11, s. 3, <i>part.</i></p>
Transmission or order	<p>73. Within ten days after the making of an adoption order, the proper officer of the court shall cause to be made a sufficient number of certified copies thereof under the seal of the proper certifying authority and shall transmit,</p> <p>(a) the original order to the adopting parent ;</p> <p>(b) one certified copy to the Director ; and</p> <p>(c) one certified copy to the Registrar General, or, where the adopted child was born outside Ontario, two certified copies to the Registrar General. 1958, c. 11, s. 3, <i>part.</i></p>
Interim order	<p>74.—(1) Upon an application for an adoption order, the court, with the written approval of the Director, may postpone the determination of the application and make an interim order giving the custody of the child sought to be adopted to the applicant for a period not exceeding one year by way of a probationary period upon such terms as regards provision for the maintenance and education and supervision of the welfare of the child and otherwise as the court thinks fit.</p>
Idem	<p>(2) An interim custody order is not an adoption order.</p>
Consents	<p>(3) All consents required for an adoption order are necessary for an interim custody order, subject to a like power in the court to dispense with any such consent requirement.</p>
Residence outside Ontario	<p>(4) Where an applicant has obtained an interim custody order and subsequently takes up residence outside Ontario, the court may nevertheless make the adoption order applied for if the Director makes the certificate mentioned in section 68. 1958, c. 11, s. 3, <i>part.</i></p>

Effect of
order on
previous
adoption

75. An adoption order or an interim custody order may be made in respect of a child who has previously been the subject of an adoption order and the adopting parent under the adoption order last previously made shall, if living, be deemed to be the parent of the child for the purposes of this Part. 1958, c. 11, s. 3, *part.*

Status of
adopted
child

76.—(1) For all purposes the adopted child, upon the adoption order being made, becomes the child of the adopting parent and the adopting parent becomes the parent of the adopted child as if the adopted child had been born in lawful wedlock to the adopting parent.

Idem

(2) For all purposes the adopted child, upon the adoption order being made, ceases to be the child of the person who was his parent before the adoption order was made and that person ceases to be the parent of the adopted child.

Idem

(3) The relationship to one another of all persons, whether the adopted child, the adopting parent, the kindred of the adopting parent, the parent before the making of the adoption order and the kindred of that parent or any other person, shall be determined in accordance with subsections 1 and 2.

Exception

(4) Subsections 2 and 3 do not apply for the purposes of the laws relating to incest and the prohibited degrees of marriage to remove any person from a relationship in consanguinity which, but for this section, would have existed. 1958, c. 11, s. 3, *part.*

Status of
persons
heretofore
adopted

77. Every person heretofore adopted under the laws of Ontario and every person adopted under the laws of any other province or territory of Canada or under the laws of any other country shall for all purposes in Ontario be governed by this Part. 1958, c. 11, s. 3, *part.*

Succession
duty
R.S.O. 1960,
c. 386

78.—(1) Where duty is levied under *The Succession Duty Act* on the death of an adopted child,

(a) on property passing on his death to or for the benefit of the adopting parent or the kindred of the adopting parent; or

(b) on the adopting parent or the kindred of the adopting parent,

the duty is payable at the same rate and to the same extent as if the adopted child had been born in lawful wedlock to the adopting parent.

Idem
R.S.O. 1960,
c. 386

(2) Where duty is levied under *The Succession Duty Act* on the death of an adopting parent or the kindred of an adopting parent,

(a) on property passing on the death of the parent to or for the benefit of the adopted child or any issue of the adopted child; or

(b) on the adopted child or issue,

the duty is payable at the same rate and to the same extent as if the adopted child had been born in lawful wedlock to the adopting parent. 1958, c. 11, s. 3, *part.*

Registration
of placement

79.—(1) Every person, other than a children's aid society, who places a child with another person on the understanding that the other person will adopt the child shall, within thirty days after the day on which the child is so placed, register the placement with the Director in the prescribed form.

Information

(2) At the request of the Director, a children's aid society shall, within fifteen days after the receipt of the request, obtain such information respecting a placement as he requires and shall forthwith transmit the information to the Director together with its opinion as to the suitability of the placement.

Offence

(3) Every person who fails to comply with subsection 1 is guilty of an offence and on summary conviction is liable to a fine of not more than \$100. 1958, c. 11, s. 3, *part.*

Penalty
for pay-
ments in
connection
with
adoptions

80. Every person who gives or receives or agrees to give or to receive any payment or reward, either directly or indirectly, in consideration of the adoption of a child under this Part, or who gives or receives or agrees to give or to receive any payment or reward, either directly or indirectly, to procure a child for the purpose of adoption is guilty of an offence and on summary conviction is liable to a fine of not more than \$2,000 or to imprisonment for a term of not more than three years, or to both. 1958, c. 11, s. 3, *part.*

PART V

REGULATIONS

Regulations

- 81.** The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
- (a) prescribing additional duties of the Director ;
 - (b) prescribing the records that shall be kept by children's aid societies and the returns that shall be made to the Minister under this Act ;
 - (c) prescribing provisions to be included in the by-laws of children's aid societies ;
 - (d) prescribing the amounts of annual grants to children's aid societies, the manner of computing and paying the grants, and the conditions upon which the grants may be paid ;
 - (e) prescribing the formula to be used in establishing the rate ;
 - (f) governing the construction, alteration, remodelling, extension and equipment of receiving homes ;
 - (g) prescribing rules under which applications under this Act or any Part thereof are to be made, and dealing generally with all matters of procedure under this Act or any Part thereof ;
 - (h) for fixing fees, costs, charges and expenses payable on proceedings under this Act or any Part thereof and for dispensing with the payment of such fees, costs, charges and expenses where owing

to lack of means or any other reason the judge considers such action advisable ;

- (i) prescribing forms and providing for their use ;
- (j) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act or any Part thereof. 1954, c. 8, s. 85 ; 1956, c. 8, s. 13.

1961-62

Child Welfare

Chap. 14

CHAPTER 14

AN ACT TO AMEND THE CHILD WELFARE ACT

Assented to April 18th, 1962
Session Prorogued April 18th, 1962

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows :

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 17,
subs. 14,
amended

1.—(1) Subsection 14 of section 17 of *The Child Welfare Act* is amended by adding at the end thereof “and the judge may terminate the order and make a further order under subsection 9 or take such other action under this section as he deems necessary in the interest of the welfare of the child”, so that the subsection shall read as follows :

Re-opening
of case
adjourned
sine die

- (14) Where the judge has made an order under clause *a* of subsection 9, the society may at any time bring the case again before a judge for further consideration and action under this section, and the judge may terminate the order and make a further order under subsection 9 or take such other action under this section as he deems necessary in the interest of the welfare of the child.

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 17,
subs. 16,
re-enacted

(2) Subsection 16 of the said section 17 is repealed and the following substituted therefor :

Re-opening
of
permanent
commitment

- (16) Subject to subsection 16*a*, where a judge has made an order under clause *c* of subsection 9, the society may, upon at least thirty days notice in writing to the Director, bring the case before a judge, and, if the judge is satisfied that the termination of the permanent commitment is in the best interest of the welfare of the child, he shall terminate the commitment.

Idem

R.S.O. 1960,
cc. 56, 236

(16a) Where a judge has made an order under clause c of subsection 9 and the child is or becomes a patient in a hospital under *The Children's Mental Hospitals Act* or an institution, other than an examination unit, under *The Mental Hospitals Act*, the society shall bring the case before a judge, and, if the judge is satisfied that the termination of the permanent commitment is in the best interest of the welfare of the child, he shall terminate the commitment.

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 17,
subs. 21,
repealed

(3) Subsection 21 of the said section 17 is repealed.

R.S.O. 1960,
c. 53,
amended

2. *The Child Welfare Act* is amended by adding thereto the following section :

Presence of
child at
hearing

17a. The judge may order that the presence of a child at a hearing under this Part be dispensed with, where he deems it to be in the best interest of the child.

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 29,
subs. 1,
re-enacted

3. Subsection 1 of section 29 of *The Child Welfare Act* is repealed and the following substituted therefor :

Appeal

(1) Any person, including a society or municipality, may with leave of a judge of the Supreme Court, within thirty days of the making of an order under this Part or, if so directed by the judge of the Supreme Court, within sixty days of the making of the order, appeal from the order to the Court of Appeal.

R.S.O. 1960,
c. 53,
amended

4. *The Child Welfare Act* is amended by adding thereto the following section :

Effect of
order of
court in
other
jurisdiction

40a.—(1) Where, by an order or orders made by a court of competent jurisdiction in any other province or territory of Canada or in any other state or country that is specified in the regulations, full and lawful parental rights and responsibilities in respect of a child have been legally vested in any person, organization, province, state, country or legal representative thereof, the order or orders so made shall for all purposes in Ontario have the same force and effect as if made under this Act.

Idem

(2) Where, as a requirement of the making of an order or orders of a court referred to in subsection 1, any statement, consent, declaration or similar document in writing is made by the person, organization, province, state, country or legal representative thereof in whom the full and lawful parental rights and responsibilities have been legally vested by such order or orders, such statement, consent, declaration or similar document in writing shall for all purposes in Ontario have the same force and effect as if made under this Act.

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 43,
subs. 5,
amended

5.—(1) Subsection 5 of section 43 of *The Child Welfare Act* is amended by striking out "affiliation order" in the fourth, sixth and

ninth lines and inserting in lieu thereof in each instance "order to enforce the agreement", so that the subsection shall read as follows :

Default
under
agreement

- (5) Where the putative father is in default in payment of money under an agreement made under subsection 1, the mother or the society, or the mother and the society together, may make an application to a judge for an order to enforce the agreement, and, where the putative father continues in default for a period of sixty days and an application for an order to enforce the agreement has not been made, the society shall within the next following period of thirty days make an application to a judge for an order to enforce the agreement.

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 43,
subs. 6,
repealed

- (2) Subsection 6 of the said section 43 is repealed.

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 44,
amended

6. Section 44 of *The Child Welfare Act* is amended by adding thereto the following subsection :

Proof of
paternity

- (2) Where an application for an affiliation order is made under subsection 1, the agreement made under subsection 1 of section 43 is admissible in evidence as *prima facie* proof that the putative father is in fact the father of the child.

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 57,
subs. 1,
amended

7. Subsection 1 of section 57 of *The Child Welfare Act* is amended by striking out "thirty" in the first line and inserting in lieu thereof "sixty", so that the subsection shall read as follows :

Appeal

- (1) Within sixty days of the making of an order under this Part, any person may appeal from the order to the Court of Appeal with leave of a judge of the Supreme Court.

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 64,
amended

8. Section 64 of *The Child Welfare Act* is amended by striking out "domiciled in Canada and" in the third and fourth lines, so that the section shall read as follows :

Where
order may
be made

64. The court may make an order for the adoption of any child resident in Ontario upon application therefor being made in the prescribed manner by a person resident in Ontario.

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 66,
subs. 1,
amended

9. Subsection 1 of section 66 of *The Child Welfare Act* is amended by inserting after "consent" in the third line "given after the child was seven days old" and by adding at the end thereof "but any person who has given his consent may cancel it within twenty-one days after it was given by a document in writing to that effect", so that the subsection shall read as follows :

Consent,
where child
born in
wedlock

- (1) An order for the adoption of a child under twenty-one years of age who was born in wedlock and who has not been married shall be made only with the written consent, given after the child was seven days old, of every person who is a parent or guardian or who has lawful custody or control or who is liable to contribute to the support of the child,

but any person who has given his consent may cancel it within twenty-one days after it was given by a document in writing to that effect.

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 68,
subs. 1,
amended

10. Subsection 1 of section 68 of *The Child Welfare Act* is amended by adding at the end thereof "and the Director, in giving his certificate under clause *a* or *b*, may bring to the attention of the court any additional circumstances of the case that, in his opinion, the court may wish to take into account before the making of the order", so that the subsection shall read as follows:

Director's
certificate

(1) Subject to subsection 2, an adoption order in respect of a child who is under twenty-one years of age and who has not been married shall not be made unless the Director certifies in writing,

(*a*) that the child has resided for six months or more with the applicant and that during that period the conduct of the applicant and the conditions under which the child has lived have been such as in his opinion justify the making of the order; or

(*b*) that the applicant is to the knowledge of the Director a proper person to have the care and custody of the child and that for the reasons set out in the certificate it is in the best interests of the child that the period of residence be dispensed with,

and the Director, in giving his certificate under clause *a* or *b*, may bring to the attention of the court any additional circumstances of the case that, in his opinion, the court may wish to take into account before the making of the order.

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 73,
amended

11. Section 73 of *The Child Welfare Act* is amended by striking out "ten" in the first line and inserting in lieu thereof "thirty", so that the section, exclusive of the clauses, shall read as follows:

Transmission
of order

73. Within thirty days after the making of an adoption order, the proper officer of the court shall cause to be made a sufficient number of certified copies thereof under the seal of the proper certifying authority and shall transmit,

Commence-
ment

12. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

13. This Act may be cited as *The Child Welfare Amendment Act, 1961-62*.

CHAPTER 12

AN ACT TO AMEND THE CHILD WELFARE ACT

Assented to April 26th, 1963
Session Prorogued April 26th, 1963

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows :

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 17,
subs. 15,
amended

1. Subsection 15 of section 17 of *The Child Welfare Act* is amended by striking out " in whose charge he is" in the twelfth line and inserting in lieu thereof "standing *in loco parentis* to the child" and by inserting after "the" where it occurs the first time in the fifteenth line "continuous", so that the subsection shall read as follows :

Re-opening
of
temporary
commitment

(15) Where the child has been committed temporarily to the care and custody of the children's aid society on an adjournment or after the judge has found the child to be a neglected child, the society may at any time during the period of temporary commitment bring the case again before a judge for further consideration and action under this section, and, if the temporary commitment has not been earlier terminated, the case shall, at the expiration of the specified period, again be brought before a judge, and the judge shall thereupon further inquire and determine whether the circumstances justify an order returning the child to the parent or guardian or other person standing *in loco parentis* to the child or a further order under subsection 8 or an order or further order subsection 9, but in no case shall an order be made at any time that results in the continuous temporary commitment of the child for a period of more than twenty-four months from the date of the first order for the temporary commitment of the child.

R.S.O. 1960,
c. 53,
amended

2. *The Child Welfare Act* is amended by adding thereto the following section :

Proceedings
at any time
or on a
holiday
R.S.O. 1960,
c. 197

17b. Notwithstanding section 126 of *The Judicature Act* and with the leave of the judge hearing an application under this Part, any step may be taken in the application, the hearing may be held and the order may be made and performed at any time of any day, including a holiday.

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 24,
amended

3.—(1) Section 24 of *The Child Welfare Act* is amended by striking out “except that where the order is made against a county the amount otherwise payable to the county under this section shall be paid to each municipality forming part of the county in the proportion that the equalized assessment of the municipality bears to the total equalized assessment of the county” in the fifth, sixth, seventh, eighth, ninth and tenth lines, so that the section shall read as follows :

Provincial
aid to
municipalities

24. Where a judge orders a municipality to pay the rate under this Part, there shall be paid to the municipality out of the moneys appropriated therefor by the Legislature an amount equal to 40 per cent of the amount of the net expenditures of the municipality under the order.

Interim
moneys
R.S.O. 1960,
c. 53

(2) The moneys required for the purposes of section 24 of *The Child Welfare Act*, as amended by subsection 1, shall, during the fiscal year 1963-64, be paid out of the Consolidated Revenue Fund, and thereafter shall be paid out of such moneys as are appropriated therefor by the Legislature.

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 36,
subs. 5,
amended

4. Subsection 5 of section 36 of *The Child Welfare Act* is amended by striking out “\$5” in the third line and inserting in lieu thereof “not more than \$25” and by striking out “\$10” in the fourth line and inserting in lieu thereof “not more than \$100”, so that the subsection shall read as follows :

Offence

(5) A parent who permits his boy or girl to contravene any provision of this section is guilty of an offence and on summary conviction before a judge is liable to a fine of not more than \$25 and, for any subsequent offence, to a fine of not more than \$100.

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 50,
subs. 1,
amended

5. Subsection 1 of section 50 of *The Child Welfare Act* is amended by inserting after “order” in the first line “or an order to enforce an agreement”, so that the subsection shall read as follows :

Appointment
for hearing ;
notice

(1) Where an application for an affiliation order or an order to enforce an agreement is made to a judge, the judge shall appoint in writing a time and place at which the application will be heard, and notice in writing thereof shall be served personally or in such other manner as the judge directs upon the putative father at least seven days before the day so appointed.

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 51,
amended

6. Section 51 of *The Child Welfare Act* is amended by striking out “under section 50” in the second line and inserting in lieu thereof “for an affiliation order or an order to enforce an agreement” and by striking out “affiliation” in the sixth line, so that the section shall read as follows :

Where
putative
father fails
to appear

51. Where the putative father who has been served with notice of the application for an affiliation order or an order to enforce an agreement fails to appear at the hearing or to

show sufficient reason for not appearing, the judge in the absence of the putative father and upon sufficient evidence being adduced before him may make an order against the putative father under section 52 or he may make such other as he considers just.

R.S.O. 1960,
c. 53, s. 65,
subs. 1, cl. a,
re-enacted

7. Clause *a* of subsection 1 of section of *The Child Welfare Act* is repealed and the following substituted therefor :

(a) where the applicant is under twenty-one years of age or, in the case of a joint application by a husband or wife, where the husband is under twenty-one years of age.

Commence-
ment

8. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

9. This Act may be cited as *The Child Welfare Amendment Act, 1962-63*.

1965

Child Welfare

Chap. 14

CHAPTER 14

THE CHILD WELFARE ACT, 1965

Assented to June 22nd, 1965
Session Prorogued June 22nd, 1965

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows :

INTERPRETATION

Interpre-
tation

1. In this Act,

(a) "approved estimate" means the estimate of expenditures of a children's aid society finally approved under sections 9 to 11 ;

(b) "children's aid society" or "society" means a children's aid society approved by the Lieutenant Governor in Council under this Act ;

(c) "Director" means the Director of Child Welfare appointed under this Act ;

(d) "local director" means the local director of a children's aid society appointed under this Act ;

(e) "Minister" means the Minister of Public Welfare ;

- (f) "municipality" means a county, metropolitan municipality, city or separated town, but does not include a city or separated town in a metropolitan municipality, and in a territorial district means a city, town, village, township or improvement district ;
- (g) "prescribed" means prescribed by the regulations ;
- (h) "regulations" means the regulations made under this Act. R.S.O. 1960, c. 53, s. 1, *amended*.

PART I

OFFICERS, SOCIETIES

Appoint-
ment of
Director

2.—(1) The Lieutenant Governor in Council may appoint a person as the Director of Child Welfare. R.S.O. 1960, c. 53, s. 2 (1).

Duties of
Director

(2) The Director shall,

- (a) advise and supervise children's aid societies ;
- (b) inspect or direct and supervise the inspection of the operation and records of children's aid societies ;
- (c) exercise the powers and duties of a children's aid society in any area in which no society is functioning ;
- (d) inspect or direct and supervise the inspection of any place in which a child in the care of a society is placed ;
- (e) prepare and submit an annual report to the Minister ;
- (f) keep books of account of all moneys received by him, showing the receipts and disbursements ;
- (g) perform such other duties as are prescribed by this Act or the regulations or by the Lieutenant Governor in Council. R.S.O. 1960, c. 53, s. 2 (2), *amended*.

Acting
Director

(3) Where the Director is absent or there is a vacancy in the office, the powers and duties of the Director shall be exercised and performed by such civil servant as the Minister designates. R.S.O. 1960, c. 53, s. 2 (3).

Investigation

3.—(1) The Minister may by order appoint a judge of the county court to make an investigation into any matter,

- (a) relating to the care of a ward of a children's aid society or of the Crown ; or
- (b) for the due administration of this Act,

and the person appointed shall report the result of his investigation to the Minister.

Powers of
investigation
R.S.O. 1960,
c. 323

(2) For the purposes of an investigation under subsection 1, the judge has all the powers that may be conferred upon a commissioner under *The Public Inquiries Act*. *New*.

Appoint-
ment of
local
directors

4.—(1) Every children's aid society shall appoint a local director who shall be responsible to the board of directors of the society for the administration and enforcement of this Act and the regulations in the area in which the society has jurisdiction, who shall co-operate with the Director to this end and who shall carry out such other duties as are required of him by the constitution, by-laws and directions of the society.

Powers
of local
directors,
etc.

R.S.O. 1960,
c. 318

(2) Every local director and every person designated by the board of directors of a society has for the purposes of this Act the powers of a constable and a school attendance officer, and he shall be deemed to be an officer within the meaning of section 10 of *The Public Authorities Protection Act*, and that section and the other provisions of that Act apply to him in the same manner and to the same extent as they do to the officers mentioned in that section. R.S.O. 1960, c. 53, s. 3.

Police
assistance

5. The Director or a local director or any person acting under the authority of either of them may call to his aid in the performance of his duties a member of the police force responsible for policing the area in which the aid is required. R.S.O. 1960, c. 53, s. 4.

Establish-
ment of
societies
R.S.O. 1960,
c. 71

6.—(1) Every children's aid society shall be incorporated under *The Corporations Act* or a predecessor thereof and shall be approved by the Lieutenant Governor in Council.

Purposes

(2) Every children's aid society shall be operated for the purposes of,
(a) investigating allegations or evidence that children may be in need of protection ;
(b) protecting children where necessary ;
(c) providing guidance, counselling and other services to families for protecting children or for the prevention of circumstances requiring the protection of children ;
(d) providing care for children assigned to its care under this or any other Act ;
(e) supervising children assigned to its supervision under this or any other Act ;
(f) placing children for adoption ;
(g) assisting unmarried parents and their children ; and
(h) any other duties given to it by this any other Act. R.S.O. 1960, c. 53, s. 6 (1), *amended*.

Standard of
services

(3) Every society shall provide at least the standard of services prescribed by the regulations. *New*.

By-laws

(4) The by-laws of every society shall contain such provisions as the regulations prescribe, and a certified copy of the by-laws and any amendments thereto shall be filed with the Director forthwith after they are made, and no such by-laws or amendments shall come into

operation until they have been approved by the Minister. R.S.O. 1960, c. 53, s. 6 (2).

Board of
directors

7.—(1) A children's aid society shall be governed by a board of directors composed of such municipal representatives as are determined under subsections 2 to 6 and the president, one or more vice-presidents, the secretary, the treasurer and such other officers and members as are determined, elected in such manner and for such period as the by-laws of the society provide. R.S.O. 1960, c. 53, s. 7 (1), *amended*.

Municipal
repre-
sentatives

(2) Where a children's aid society has jurisdiction in but not outside a city, separated town or metropolitan municipality, the municipal representatives shall be not fewer than four appointed from among themselves by the council of the city, separated town or metropolitan municipality.

Idem

(3) Where a children's aid society has jurisdiction in a county but not in a city or separated town, the municipal representatives shall be not fewer than four appointed from among themselves by the council of the county.

Idem

(4) Where a children's aid society has jurisdiction in an area that includes a county or part of a county outside a city, separated town or metropolitan municipality,

(a) one municipal representative shall be appointed from among themselves by the council of each county, city, separated town and metropolitan municipality in the jurisdiction ; and

(b) the council of the county, city, separated town or metropolitan municipality having the largest population as determined by the last revised assessment rolls shall appoint from among themselves such other municipal representatives as are required, so that the total number of municipal representatives on the board of directors is not fewer than four.

Idem

(5) In subsections 2 to 4, a reference to a city or separated town does not include a city or separated town in a metropolitan municipality.

Idem

(6) Where a children's aid society has jurisdiction in an area that includes a district or part of a district outside a city or metropolitan municipality, the municipal representatives shall be appointed in the manner determined under subsection 4, except that the district welfare administration board or the district child welfare budget board referred to in section 10, as the case may be, shall appoint the representatives required by subsection 4 to be appointed by the council of a county. *New*.

Executive
committee

(7) The directors shall pass a by-law providing for the election from among their number of an executive committee of nine members, consisting of the president, the treasurer, four municipal representatives and three other directors, and to delegate to the executive committee any powers of the board of directors, subject to the restrictions, if any, contained in the by-law or imposed from time to time by the board. R.S.O. 1960, c. 53, s. 7 (2), *amended*.

Quorum	(8) A majority of the members of an executive committee constitutes a quorum. R.S.O. 1960, c. 53, s. 7 (3).
Interpretation	8.—(1) In this section. "population" means the population as shown by the municipal census taken in the year preceding the year for which an estimate of expenditures is made, subject to such adjustments as are prescribed by the regulations.
Estimate of expenditures	(2) Every children's aid society shall, before the 30th day of November in each year, prepare in the prescribed form and file with the Director an estimate of its expenditures for operating costs as defined by the regulations for the year next following.
Proportion referable to each municipality	<p>(3) Where a children's aid society has jurisdiction in more than one municipality, the estimate of expenditures shall have annexed to it a statement in the prescribed form showing the proportion of the estimate of expenditures that is referable to each municipality, and the said proportion shall,</p> <p>(a) in respect of the cost of services for children in the care of the society, be in the proportion that the number of children taken into protective care in the municipality bears to the total number of children in the care of the society ;</p> <p>(b) in respect of the cost of services other than services for children in the care of the society, be in the proportion that the population of the municipality bears to the total population of the area in the jurisdiction of the society ; and</p> <p>(c) where, by arrangement with a municipality, the standard of services provided to the municipality exceeds that provided to any other municipality in the jurisdiction of the society, include the entire cost of the excess,</p> <p>determined in the manner prescribed by the regulations.</p>
Exception	(4) Subsection 3 does not apply where a district welfare administration board has been established.
Adjustment	<p>(5) When the actual costs of the society for any year have been determined, there shall be an adjustment between the estimated costs as submitted in the estimates and the actual costs when so determined, and such adjustment shall be either added to or deducted from the estimates for each municipality to be submitted for the following year.</p> <p><i>New.</i></p>
Approval by council	9.—(1) Subject to section 10, the estimate of expenditures of a children's aid society shall be submitted, before the 31st day of December, to the council of each municipality in the area in which the society has jurisdiction, and, where the estimate is prepared in accordance with the prescribed standards, the municipal council shall grant its approval to the necessary expenditures.
Approval by Minister	(2) Every estimate of expenditures prepared under section 8 shall be submitted to the Minister after it is approved under subsection 1 and

before the 25th day of February, and the estimate is subject to the approval of the Minister. *New.*

Interpre-
tation
1962-63,
c. 37

10.—(1) In this section,

(a) “district” means a district as defined in *The District Welfare Administration Boards Act, 1962-63* ;

(b) “municipality” means a municipality as defined in *The District Welfare Administration Boards Act, 1962-63* ;

District
Child
Welfare
Budget
Board

(2) The councils of every municipality in a district in which a district welfare administration board has not been established shall, on or before the 31st day of January in each year, jointly appoint five persons to be a board known as the District Child Welfare Budget Board.

Approval
of estimates

(3) The estimate of expenditures of a children’s aid society in a district shall be approved by the District Child Welfare Budget Board in lieu of the approval by the municipal councils otherwise required by section 9. *New.*

Child
Welfare
Review
Board
established

11.—(1) There shall be a board, to be known as the Child Welfare Review Board, composed of five members, of whom,

(a) one shall be appointed by the Minister of Public Welfare ;

(b) one shall be appointed by the Minister of Municipal Affairs ;

(c) one shall be appointed by the Treasurer of Ontario ;

(d) one shall be appointed by the Association of Children’s Aid Societies ; and

(e) one shall be a member of the faculty of a school of social work in Ontario accredited by the Council on Social Work Education, nominated by the Minister of Public Welfare,

and the chairman of the Board shall be appointed from among its members by the Lieutenant Governor in Council.

Functions

(2) Where the Minister, a children’s aid society and the council of a municipality or a district child welfare budget board, as the case may be, do not agree on the estimate of expenditures or on the portion of the estimate that is referable to the municipality, any one of them may refer the matter to the Child Welfare Review Board.

Order

(3) The Child Welfare Review Board may, after a hearing, make an order,

(a) determining the amount of the estimate of expenditures necessary to implement the prescribed standards, and the estimate so determined shall be deemed to be approved estimate ;

(b) determining the portion of the estimate that is referable to the municipality,

and the order of the Review Board is final. *New.*

Payments
by Ontario

12.—(1) Subject to subsection 3, there shall be paid out of the moneys appropriated therefor by the Legislature to each children's aid society an amount equal to,

- (a) 40 per cent of the part of the approved estimate referable to operating costs, other than the operating costs referred to in clause *b* ; and
- (b) 100 per cent of the part of the approved estimate referable to operating costs for the care and maintenance of the children of unmarried mothers.

Payments
by muni-
cipality

(2) Every municipality shall pay to the children's aid society having jurisdiction in the municipality an amount equal to 60 per cent of the portion that is referable to the municipality of the approved estimate of operating costs other than for the care and maintenance of the children of unmarried mothers.

Societies
in un-
organized
territory

(3) There shall be paid out of moneys appropriated therefor by the Legislature to each children's aid society having jurisdiction in territory without municipal organization an amount equal to 100 per cent of the part of the approved estimate referable to operating costs in the territory without municipal organization, determined under subsection 3 of section 8 in the same manner as if the territory without municipal organization were a municipality.

Instalments

(4) Any amount payable to a children's aid society under this section in respect of an approved estimate shall be paid in twelve equal monthly instalments. *New.*

Additional
aid to
muni-
cipalities

(5) The Lieutenant Governor in Council may make special grants out of the moneys appropriated therefor by the Legislature to relieve, in whole or in part, any municipality that is unduly burdened in any year by reason of its liabilities under this Part. R.S.O. 1960, c. 53, s. 25.

Capital
grants

13.—(1) Where, after prior approval in writing by the Minister, a municipality or a children's aid society has erected, purchased or otherwise acquired a building for the occupation in whole or in part by the society for use for a purpose other than to provide facilities and services to meet such special needs of children as are prescribed for the purposes of section 16, the Lieutenant Governor in Council may, out of the moneys appropriated therefor by the Legislature, direct payment to the municipality or to the society of an amount up to 25 per cent of,

- (a) where the whole building is occupied by the society, the value of the building and the land on which it is erected ; or
- (b) where part of the building is occupied by the society, the proportion of the value of the building that the floor space occupied by the society bears to the total floor space of the building.

Idem

(2) Where, after prior approval in writing by the Minister, a society erects a new building or an addition to an existing building for the pro-

vision of facilities and services to meet such special needs of children as are prescribed for the purposes of section 16, the Lieutenant Governor in Council may, out of the moneys appropriated therefor by the Legislature, direct payment to the society of an amount equal to the cost to the society of the new building or the addition, but not exceeding an amount based upon the bed capacity of the new building or the addition at the rate of \$5,000 per bed.

Idem

(3) Where, after prior approval in writing by the Minister, a society acquires an existing building for the provision of facilities and services to meet such special needs of children as are prescribed for the purposes of section 16, the Lieutenant Governor in Council may, out of the moneys appropriated therefor by the Legislature, direct payment to the society of an amount equal to the cost to the society of the acquisition, but not exceeding an amount based on the bed capacity of the building at the rate of \$1,200 per bed. *New.*

Power to make levies

14.—(1) The council of any municipality shall pass by-laws for the levying of such amounts as are necessary for the purpose of meeting any liability imposed on the municipality under this Act and may pass by-laws for the purpose of affording to a children's aid society such other assistance as the council considers advisable. R.S.O. 1960, c. 53, s. 26, *amended.*

When society a local board 1961-62, c. 97

(2) A children's aid society shall be deemed to be a local board of each municipality in which it has jurisdiction for the purposes of *The Ontario Municipal Employees Retirement System Act, 1961-62* and not for any other purpose. *New.*

Reciprocal agreements

15. The Crown, represented by the Minister, may enter into an agreement with any other jurisdiction providing for the payment by Ontario of the cost of the care and maintenance in the other jurisdiction of the children of unmarried mothers who are residents of Ontario, as determined under the agreement, and for the payment by the other jurisdiction of the cost of the care and maintenance in Ontario of the children of unmarried mothers who are residents of the other jurisdiction, as determined under the agreement. *New.*

Special homes and services

16. Two or more children's aid societies having concurrent or contiguous jurisdictions may enter into an agreement with the approval of the Minister establishing a joint committee for the purpose of providing facilities and services for the joint use of the societies to meet such special needs of children as are prescribed by the regulations, and sections 8 to 13 apply to the joint committee, for the purposes for which it was established, in the same manner as if the joint committee were a children's aid society. *New.*

Temporary board

17. Where, in the opinion of the Lieutenant Governor in Council, a children's aid society is not able to perform its duties, the Lieutenant Governor in Council may appoint a board of directors who shall be the board of directors of the society for such period as he considers advisable. *New.*

18. The Lieutenant Governor in Council may at any time, upon the recommendation of the Minister, dissolve a children's aid society on such date as the order provides, and upon the dissolution of a society its property vests in the Crown to be held and disposed of in such manner as the Lieutenant Governor in Council determines. R.S.O. 1960, c. 53, s. 10, *amended*.

PART II

PROTECTION AND CARE OF NEGLECTED CHILDREN

19.—(1) In this Part,

- (a) "child" means a boy or girl actually or apparently under sixteen years of age ;
- (b) "child in need of protection" means,
 - (i) a child who is an orphan and who is not being properly cared for, or who is brought, with the consent of the person in whose charge he is, before a judge to be dealt with under this Part,
 - (ii) a child who is deserted by the person in whose charge he is or where that person has died or is unable to care properly for him,
 - (iii) a child where the person is whose charge he is cannot, by reason of disease or infirmity or misfortune or incompetence or imprisonment or any combination thereof, care properly for him,
 - (iv) a child who is living in an unfit or improper place,
 - (v) a child found associating with an unfit or improper person,
 - (vi) a child found begging or receiving alms in a public place,
 - (vii) a child who, with the consent or connivance of the person in whose charge he is, commits any act that renders him liable to a penalty under any Act of the Parliament of Canada or of the Legislature, or under any municipal by-law,
 - (viii) a child whose parent is unable to control him,
 - (ix) a child who, without sufficient cause, habitually absents himself from his home or school,
 - (x) a child where the person in whose charge he is neglects or refuses to provide or obtain proper medical, surgical or other recognized remedial care or treatment necessary for his health or well-being, or refuses to permit such care or treatment to be supplied to the child when it is recommended by a duly qualified medical practitioner, or otherwise fails to protect the child adequately,
 - (xi) a child whose emotional or mental development is endangered because of emotional rejection or deprivation of affection by the person in whose charge he is,
 - (xii) a child whose life, health or morals may be endangered by the conduct of the person in whose charge he is ;

- (c) "foster home" means a home, other than the home of his parent, in which a child is placed for care and supervision but not for the purposes of adoption ;
- (d) "judge" means the judge of a juvenile and family court ;
- (e) "parent" means a person who is under a legal duty to provide for a child, or a guardian or a person standing *in loco parentis* to a child other than a person appointed for the purpose under this Act ;
- (f) "place of safety" means a receiving home or an institution for the care and protection of children ;
- (g) "public place" means a place, building or conveyance to which the public has, or is permitted to have, access ;
- (h) "receiving home" means an institution or home operated or supervised by a children's aid society for the temporary care of children.

By whom
cases to
be heard

(2) Applications under this Part shall be heard by the judge having jurisdiction in the place where the child was taken into protective care. R.S.O. 1960, c. 53, s. 11 (1, 2), *amended*.

Order
affecting
infant

(3) A judge may make an order under this Part notwithstanding the infancy of the child or his parent.

Guardian
ad litem

(4) For the purposes of an application under this Part, where the parent of a child is under the age of twenty-one years, the Official Guardian or any other person appointed by the judge shall be the guardian *ad litem* of the parent with the duty of safeguarding his or her interests before the court, and the judge may make such order as to the costs of the guardian *ad litem* as he deems just. *New*.

How child
in need of
protection
brought
before
judge

20. A constable or other police officer, the Director, a local director or a person authorized by the Director or by a local director may take without warrant to a place of safety any child apparently in need of protection and detain the child there until the child can be brought before a judge, or he may apply to a judge for an order requiring the person in whose charge the child is to produce the child before a judge at the time and place named in the order. R.S.O. 1960, c. 53, s. 12, *amended*.

Warrant to
search to
child in
need of
protection

21.—(1) If it appears to a justice of the peace, on information laid before him on oath,

- (a) that there is reasonable cause to suspect that a child is in need of protection ; or
- (b) that a child has been unlawfully removed from the care or custody of a children's aid society or is being unlawfully concealed or harboured,

the justice may issue a warrant authorizing any person named therein to search for the child and to take him to and detain him in a place of safety.

Right of entry	(2) A person authorized by the warrant may enter, if need be by force, any house, building or other place specified in the warrant and may remove the child therefrom.
Name not necessary	(3) It is not necessary in an information or warrant under this section to describe the child by name. R.S.O. 1960, c. 53, s. 13, <i>amended</i> .
Child in institution	22. Where a child is in the care of an institution or home and no parent can be located, an officer of the institution or home shall notify the children's aid society and may, upon notice to the children's aid society, apply to a judge who may determine that the child is a child in need of protection under section 24. R.S.O. 1960, c. 53, s. 14, <i>amended</i> .
Detention limited	23.— (1) A child detained in a place of safety under section 20 or clause <i>a</i> of subsection 1 of section 21 shall be returned to his parent or brought before a judge within ten days of his detention.
Voluntary care or detention	(2) Subsection 1 does not apply to a child while he is in the care of a children's aid society or detained by the society in a place of safety with the written consent of the person in whose charge he was immediately before being placed in the care of the society or taken to and detained in a place of safety. R.S.O. 1960, c. 53, ss. 15, 16.
Hearing to be held	24.— (1) Where a child is brought before a judge as a child apparently in need of protection, the judge shall hold a hearing and determine whether or not the child is a child in need of protection, and, if he finds that the child is a child in need of protection, he shall also determine the child's name, age and religious faith and the location where the child was taken into protection. R.S.O. 1960, c. 53, s. 17 (1), <i>amended</i> .
Witnesses	(2) The judge has the power of summoning any person and requiring him to give evidence on oath and to produce such documents and things as may be requisite, and has the same power to enforce the attendance of witnesses and to compel them to give evidence and produce documents and things as is vested in any court in civil cases.
Who may be heard	(3) The judge may hear any person on behalf of the child, the local director of the children's aid society or any person authorized by the board of directors of the society on behalf of the society, the clerk of a municipality or any person authorized by the council of the municipality on behalf of the municipality, and a regional welfare administrator of the Department of Public Welfare or any person authorized by the Minister on behalf of Ontario. R.S.O. 1960, c. 53, s. 17 (2, 3).
Notice	(4) The judge shall not proceed to hear or dispose of the matter until he is satisfied that the parent or other person having the actual custody of the child and the municipality in which the child was taken into protective care have had reasonable notice of the hearing or that every reasonable effort has been made in the opinion of the judge to cause them to be notified.

Notice

(5) Where the child was taken into protective care in territory without municipal organization, the judge shall not proceed to hear or dispose of the matter until he is satisfied that the regional welfare administrator of the Department of Public Welfare for the area in which the child was taken into protective care has had reasonable notice of the hearing or that every reasonable effort has been made in the opinion of the judge to cause such official to be notified.

Taking
and transcribing
evidence

(6) The evidence of every witness capable of being sworn shall be given under oath and shall be taken down,

(a) where the proceedings are in a juvenile and family court that has a stenographer who is a member of the staff of the court, by that stenographer ; and

(b) where the proceedings are in a juvenile and family court that does not have a stenographer who is a member of the staff of the court, by a stenographer appointed by the judge,

and the court when requested so to do shall provide a transcript of the evidence within twenty days.

Fees

R.S.O. 1960,
c. 226

(7) Stenographers appointed under clause *b* of subsection 6, or the employers of such stenographers, shall be allowed the fees prescribed under *The Magistrates Act* for taking down and transcribing evidence, and such fees shall,

(a) for taking down evidence, be paid by the municipality in which the child was taken into protective care or by Ontario where the child was taken into protective care in territory without municipal organization ; and

(b) for transcribing evidence, be paid by the person or authority requesting the transcription.

Care and
custody
during
adjourn-
ment

(8) Where a hearing is adjourned, the judge shall make such order for the temporary care and custody of the child as he thinks advisable. R.S.O. 1960, c. 53, s. 17 (4-8), *amended*.

Order
where child
in need of
protection

25. Where the judge finds the child to be a child in need of protection, he shall make an order,

(a) that the case be adjourned *sine die* and that the child be placed with or returned to his parent or other person subject to supervision by the children's aid society ; or

(b) that the child be made a ward of and committed to the care and custody of the children's aid society having jurisdiction in the area in which the child was taken into the protective care of the society for such period, not exceeding twelve months, as in the circumstances of the case he considers advisable ; or

(c) that the child be made a ward of the Crown until the wardship is terminated under section 31 or 34 and that the child be committed to the care of the children's aid society having jurisdiction in the area in which the child was taken into the protective care of the society. R.S.O. 1960, c. 53, s. 17 (9), *amended*.

Payments
by parent

26.—(1) Where a child is found to be a child in need of protection and is committed to the care of a children's aid society, the judge may order the parent to pay to the children's aid society such sum as is prescribed by the regulations, or any part thereof, for each day the child is in the care of the society. R.S.O. 1960, c. 53, s. 17 (11), *amended*.

Varying
payments
by parent

(2) The judge may vary or rescind the order under subsection 1 where the circumstances of the parent have changed.

Agreement
to collect
payments

(3) The council of a municipality may enter into an agreement with the board of directors of a children's aid society providing for the collection by the municipality on behalf of the society of the payments of the amounts required to be paid by parents under subsection 1. *New*.

Enforce-
ment of
order
R.S.O. 1960,
c. 105

(4) An order made against a parent under subsection 1 may be enforced in the same manner as an order made under *The Deserted Wives' and Children's Maintenance Act*. R.S.O. 1960, c. 53, s. 17 (13).

Re-opening
of case
adjourned
sine die

(5) Where the judge has made an order under clause *a* of section 25, the society may at any time bring the case again before a judge for further consideration and action under this section, and the judge may terminate the order and make a further order under section 25 or take such other action under that section as he deems necessary in the interest of the welfare of the child. R.S.O. 1960, c. 53, s. 17 (14), *amended*.

Presence of
child at
hearing

27.—(1) Where he deems it to be in the best interests of the child, the judge may order that the presence of the child at the hearing under this Part be dispensed with. 1961-62, c. 14, s. 2, *revised*.

Proceedings
at any time
or on a
holiday
R.S.O. 1960,
c. 197

(2) Notwithstanding section 126 of *The Judicature Act* and with the leave of the judge hearing an application under this Part, any step may be taken in the application, the hearing may be held and the order may be made and performed at any time of any day, including a holiday. 1962-63, c. 12, s. 2.

Access to
child

28. A judge may, in any case arising under this Part, make such order as he deems proper regarding the right of access to the child by any person or by either parent of the child, having regard to the welfare of the child, the conduct of the person or parent and the wishes of the parents, and may at any time alter, vary or discharge any order so made. R.S.O. 1960, c. 53, s. 18.

Statement
of facts

29. Every order made under this Part shall contain a statement of the facts upon which the decision of the judge is based. R.S.O. 1960, c. 53, s. 17 (20), *amended*.

Re-applica-
tion before
expiration
of wardship

30. Where a child has been committed as a ward of a children's aid society, the society may at any time and shall, before the expiration of the period of wardship other than under section 34, apply to the judge for further consideration, and the judge shall thereupon further inquire and determine whether the circumstances justify a further order

under section 25, but in no case shall an order be made that results in the child being a ward of the society for a continuous period of more than twenty-four months. R.S.O. 1960, c. 53, s. 17 (15) ; 1962-63, c. 12, s. 1, *amended*.

Application
to terminate
Crown
wardship

31.—(1) Where a child has been committed as a ward of the Crown, the children's aid society having the care of the child may apply to a judge for an order terminating the Crown wardship, and, if the judge is satisfied that the termination is in the best interests of the child, he shall order that the Crown wardship be terminated.

Idem
R.S.O. 1960,
c. 236

(2) Within twelve months after a Crown ward is admitted to an institution under *The Mental Hospitals Act*, other than an examination unit, the children's aid society responsible for the care of the child shall, upon notice of the superintendent of the mental institution, apply to a judge for an order terminating the Crown wardship, and, if the judge is satisfied that the termination of the wardship is in the best interests of the child, he shall order that the Crown wardship be terminated. 1961-62, c. 14, s. 1 (2), *amended*.

Duties re
Crown
wards

32.—(1) The Crown has and shall assume all the rights and responsibilities of a legal guardian of its wards for the purpose of their care, custody and control, and the powers, duties and obligations of the Crown in respect of the wards of the Crown, other than those assigned to the Director by this Act, may be exercised and discharged by the children's aid society having the care of the ward.

Control of
Director

(2) The Director may direct that a Crown ward be moved to any other children's aid society or institution designated by the Director.

Permanent
wards under
R.S.O. 1960,
c. 53

(3) Every child committed permanently to the care and custody of a children's aid society under *The Child Welfare Act*, or any predecessor thereof, and who is in the permanent care and custody of the society immediately before this Act comes into force is a ward of the Crown in the care of such society, subject otherwise to the terms of the order making the permanent commitment. *New*.

Society to
be legal
guardian

33.—(1) Each children's aid society has and shall assume all the rights and responsibilities of a legal guardian of the wards of the society for the purpose of their care, custody and control. R.S.O. 1960, c. 53, s. 17 (17), *amended*.

Temporary
wards under
R.S.O. 1960,
c. 53

(2) Every child committed temporarily to the care and custody of a children's aid society under *The Child Welfare Act*, or any predecessor thereof, and who is in the temporary care and custody of the society immediately before this Act comes into force continues to be a ward of the society, subject otherwise to the terms of the order making the temporary commitment. *New*.

Termina-
tion of
wardship

34. Every wardship terminates when the ward attains the age of eighteen years, but, upon the application of a children's aid society with the approval of the Director, a judge may order that the wardship of a Crown ward continue until the ward attains the age of twenty-one years

where the ward is dependent for educational purposes or because of mental or physical incapacity. R.S.O. 1960, c. 53, s. 17 (19), *part, amended.*

Application
for produc-
tion of child

35.—(1) Where a parent applies to a judge for an order for the production of a child committed under this Part and the judge is of the opinion that the parent has deserted the child or that he has otherwise so conducted himself that the child is in need of protection, the judge may in his discretion decline to make the order. R.S.O. 1960, c. 53, s. 30 (1), *amended.*

Judge may
order com-
pensation

(2) If at the time of the application the child is being brought up by another person or has been placed by a children's aid society, the judge, if he directs the child to be given up to the parent, may order the parent to pay to such person or society the whole of the expense properly incurred in bringing up the child, or such part thereof as seems just.

No order
unless parent
fit person

(3) Where a parent,

(a) has abandoned or deserted his child ; or

(b) has allowed his child to be brought up by another person at that person's expense, or by a children's aid society, for such time and under such circumstances as to satisfy the court that the parent was unmindful of his parental duties,

the judge shall not make an order for the delivery of the child to the parent unless the parent satisfies the judge that, having regard to the welfare of the child, he is a fit person to have the custody of the child. R.S.O. 1960, c. 53, s. 30 (2, 3).

Child's
wishes to be
consulted

(4) Nothing in this section affects the power of the judge to consult the wishes of the child in determining what order ought to be made or any right that the child possesses to exercise his own free choice. R.S.O. 1960, c. 53, s. 30 (5).

Appeal to
county
court judge

36.—(1) A decision granting or refusing an order under this Part may be appealed to the judge of the county or district court of the county or district in which the application was made, but, where the judge who made the decision is also the county or district court judge, the appeal shall be heard and disposed of by any other county or district court judge in the same county or district court district.

Appeal
to Court
of Appeal

(2) A decision upon an appeal under subsection 1 is subject to an appeal to the Court of Appeal.

Appeal by
next friend

(3) An appeal on behalf of a child may be made at the instance of a next friend. R.S.O. 1960, c. 53, s. 29 ; 1961-62, c. 14, s. 3, *amended.*

Pre-
sumption as
to religious
faith

37.—(1) For the purposes of this section, a child shall be deemed to have the same religious faith as his father unless it is shown that an agreement has been entered into in writing, signed by his parents, that he be brought up in the same religious faith as his mother.

Child of
unmarried
mother

(2) For the purposes of this section, the child of an unmarried mother shall be deemed to have the religious faith of his mother. R.S.O. 1960, c. 53, s. 31 (1, 2), *amended*.

Where
established
faith not
that of
parent

(3) Where a child is being raised in a religious faith other than his religious faith as determined under subsection 1 or 2 or where his religious faith cannot be readily determined under subsection 1 or 2, the judge may determine the child to have such religious faith, if any, for the purposes of this section, as he deems proper in the circumstances. *New*.

Religious
faith of
child

(4) A Protestant child shall not be committed under this Part to the care of a Roman Catholic children's aid society or institution and a Roman Catholic child shall not be committed under this Part to a Protestant children's aid society or institution, and a Protestant child shall not be placed in a foster home with a Roman Catholic family and a Roman Catholic child shall not be placed in a foster home with a Protestant family, and, where a child committed under this Part is other than Protestant or Roman Catholic, he shall be placed where practicable with a family of his own religious faith, if any. R.S.O. 1960, c. 53, s. 31 (3), *amended*.

Where
only one
society

(5) Subsection 4 does not apply to the commitment of a child to the care of a children's aid society in a municipality in which there is only one children's aid society. R.S.O. 1960, c. 53, s. 31 (4).

Application
to waive
subs. 4

(6) Where a children's aid society,

(a) is unable to place a child in a suitable foster home within a reasonable time because of the operation of subsections 1 to 4; and

(b) would be able to place the child in a suitable foster home but for the operation of subsections 1 to 4,

the society or the Director may apply to a judge who may order that subsection 4 does not apply to the child in respect of the placement. *New*.

Child's
wishes to be
consulted

(7) Notwithstanding anything in this section, the judge may have regard to the wishes of the child in determining what order ought to be made as to his religious faith. R.S.O. 1960, c. 53, s. 31 (5).

Society
may place
ward

38.—(1) A ward of the Crown or of a children's aid society may be placed by the society for any period of time in a foster home or other suitable place according to the needs of the child, and every ward so placed shall receive an education in accordance with the laws of Ontario and in keeping with his intellectual capacity, and provision for his occupational training and for his total development shall be such as a good parent would make for his own child.

Removal
of ward
of society

(2) A ward of the Crown or of a children's aid society who has been so placed may at any time be removed by the society when, in the opinion of the Director or the local director, the welfare of the ward so requires.

Adoption
of ward

(3) Where a ward of the Crown is placed in a foster home and, in the opinion of the local director with the approval of the Director, it is in

the best interests of the ward to place him in adoption, the foster parents shall not be denied the opportunity of making application to adopt the ward if they so desire. R.S.O. 1960, c. 53, s. 32, *amended*.

Interference
with wards,
etc.

39.—(1) No person shall,

- (a) induce or attempt to induce a person under the age of eighteen years, who is lawfully in the care of an organization that provides care for children, to leave the premises in which he has been lawfully placed ; or
- (b) detain or harbour a person under the age of eighteen years, who is lawfully in the care and custody of an organization that provides care for children, after demand made by a person authorized to require him to be delivered up ; or
- (c) visit, write to, telephone to or otherwise interfere with a ward who is placed in a foster home or other place, or his foster parents, without the consent in writing of the children's aid society under whose supervision he is. R.S.O. 1960, c. 53, s. 33 (1), *amended*.

Offence

(2) Every person who contravenes any provision of subsection 1 is guilty of an offence and on summary conviction before a judge is liable to a fine of not more than \$500 or to imprisonment for a period of not more than one year, or to both. R.S.O. 1960, c. 53, s. 33 (2), *amended*.

Desertion
of or failure
to protect
child

40.—(1) Any person having the care, custody, control or charge of a child who abandons, deserts or fails to support the child or inflicts unreasonable cruelty or ill-treatment upon the child not constituting an assault or otherwise fails to protect the child is guilty of an offence and on summary conviction before a judge is liable to a fine of not more than \$500 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both. R.S.Q. 1960, c. 53, s. 34 (1), *amended*.

Leaving
child
unattended

(2) Any person having the care, custody, control or charge of a child under the age of ten years who leaves the child unattended for an unreasonable length of time without making reasonable provision for the supervision and safety of the child is guilty of an offence and on summary conviction before a judge is liable to a fine of not more than \$100 and, for any subsequent offence, to a fine of not more than \$200 or imprisonment for a term of not more than one year. R.S.Q. 1960, c. 53, s. 34 (2).

Further
proceedings
as to child

(3) The judge may in connection with any case arising under subsection 1 or 2 hold a hearing in respect of any child concerned and may proceed as though the child had been brought before him as a child apparently in need of protection. R.S.O. 1960, c. 53, s. 34 (3), *amended*.

Reporting
ill-treatment
of child

41.—(1) Every person having information of the abandonment, desertion, physical ill-treatment or need for protection of a child shall report the information to a children's aid society or Crown attorney.

Privilege
abolished

(2) Subsection 1 applies notwithstanding that the information is confidential or privileged, and no action shall be instituted against the infor-

mant unless the giving of the information is done maliciously or without reasonable and probable cause. *New.*

Causing
child to
beg,
perform,
etc.

42.—(1) Every person who,

- (a) causes or procures a child to be in any public place for the purpose of begging or receiving alms or of inducing the giving of alms, whether under the pretence of singing, playing, performing, offering anything for sale or otherwise ; or
- (b) causes or procures a child to be in any public place for the purpose of singing, playing or performing for profit or offering anything for sale between 9 o'clock in the afternoon of any day and 6 o'clock in the morning of the following day ; or
- (c) subject to subsection 2, causes or procures a child to be at any time for the purpose of singing, playing or performing for profit or offering anything for sale in any circus, theatre or other place of public amusement to which the public is admitted by payment,

is guilty of an offence and on summary conviction before a judge is liable to a fine of not more than \$100 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

Licence for
child to
perform in
public

(2) In the case of an entertainment or series of entertainments to take place in premises used for public entertainment or in a circus, theatre or other place of public amusement, where it is shown that provision has been made to ensure the health and proper treatment of a child proposed to be employed thereat, the head of the council of the municipality may, with the approval of the children's aid society, grant a licence for such time and during such hours of the day and subject to such restrictions and conditions as he thinks fit for any child who in his opinion is a fit and proper person to take part in such entertainment or series of entertainments, and the licence may at any time be varied, added to or revoked by him with the approval of the children's aid society.

Officer to
supervise
licensed
child

(3) The municipal council shall assign to a person the duty of seeing that the restrictions and conditions of any licence granted under subsection 2 are duly complied with, and such person may enter, inspect and examine any place at which the employment of a child is for the time being licensed, and that duty shall be discharged by the chief constable of the municipality until some other person is appointed. R.S.O. 1960, c. 53, s. 35.

Street
trades, girls
under 16
and boys
under 12

43.—(1) No girl under sixteen years of age and no boy under twelve years of age shall engage in or be licensed or permitted to engage in any street trade or occupation.

boys
12 to 16

(2) No boy twelve or more years of age and under sixteen years of age shall engage in any street trade or occupation between the hours of 9 o'clock in the afternoon and 6 o'clock in the morning of the following day. R.S.O. 1960, c. 53, s. 36 (1, 2).

Boy or girl
under 16
loitering
in public
place at
night

(3) No boy or girl under sixteen years of age shall loiter in any public place between the hours of 10 o'clock in the afternoon and 6 o'clock in the morning of the following day or be in any place of public resort or entertainment during such hours unless accompanied by his or her parent or an adult appointed by the parent to accompany the boy or girl.

Warning

(4) A boy or girl found contravening any provision of this section may be warned by a constable, and, if the warning is not regarded or if, after the warning, the boy or girl is again found contravening any provision of this section, the boy or girl may be taken by the constable to the home of the boy or girl or to a place of safety and dealt with as a child apparently in need of protection. R.S.O. 1960, c. 53, s. 36 (3, 4), *amended*.

Offence

(5) A parent who permits his boy or girl to contravene any provision of this section is guilty of an offence and on summary conviction before a judge is liable to a fine of not more than \$25 and, for any subsequent offence, to a fine of not more than \$100. R.S.O. 1960, c. 53, s. 36 (5); 1962-63, c. 12, s. 4.

Pre-
sumption
as to age
of child

44. Where a person is charged with an offence under this Part in respect of a child who is alleged to be under a specified age and the child appears to the judge to be under that age, the child shall for the purposes of this Part be deemed to be under that age unless the contrary is proved. R.S.O. 1960, c. 53, s. 37.

Separate
place of
detention

45.—(1) A child who is charged with an offence or brought before a judge under this Part shall not, before his trial or hearing, be confined in a place used for persons charged with crime.

Idem

(2) The council of every city, town, village and township shall make provision for the separate detention of every such child prior to his trial or hearing by arrangement with a person or society willing to undertake the responsibility of such detention on such terms as are agreed upon, or by providing suitable premises entirely distinct and separated from the ordinary lock-up and jail.

Idem

(3) A child lawfully in custody shall not be placed or allowed to remain in the company of adult prisoners. R.S.O. 1960, c. 53, s. 38 (1-3), *amended*.

Alternative
proceedings

(4) Where it appears to the judge that the interest of a child charged with an offence under section 43 will be best served thereby, the child may be dealt with by the judge in the same manner as though the child had been brought before him as a child apparently in need of protection. R.S.O. 1960, c. 53, s. 38 (6), *amended*.

Place of
hearing

46.—(1) Where a child is brought before a judge under this Part, the hearing shall be held in premises maintained specifically for the purpose or in the private office of the judge or in other suitable premises, but the hearing shall not be held in premises ordinarily used for hearings by magistrates. R.S.O. 1960, c. 53, s. 39 (1), *amended*.

Exclusion of public, etc.

(2) Where a child or parent is brought before a judge for trial or hearing under this Part, the judge shall exclude from the room all persons, other than the counsel and witnesses in the case, officers of the law or of a children's aid society and friends and relatives of the child or parent, and he may exclude any or all the friends and relatives as he thinks proper. R.S.O. 1960, c. 53, s. 39 (2).

Information not to be published

(3) Where a hearing is held under this Part, whether upon an application or by way of a trial or appeal, no person shall publish the name of the child or his parent concerned in the hearing by newspaper or other publication or by broadcast or any other means, except with the leave of the person holding the hearing. *New.*

Effect of order of court in other jurisdiction

47.—(1) Where, by an order or orders made by a court of competent jurisdiction in any other province or territory of Canada or in any other state or country that is specified in the regulations, full and lawful parental rights and responsibilities in respect of a child have been legally vested in any person, organization, province, state, country or legal representative thereof, the order or orders so made shall for all purposes in Ontario have the same force and effect as if made under this Act.

Idem

(2) Where, as a requirement of the making of an order or orders of a court referred to in subsection 1, any statement, consent, declaration or similar document in writing is made by the person, organization, province, state, country or legal representative thereof in whom the full and lawful parental rights and responsibilities have been legally vested by such order or orders, such statement, consent, declaration or similar document in writing shall for all purposes in Ontario have the same force and effect as if made under this Act. 1961-62, c. 14, s. 4.

PART III

PROTECTION OF CHILDREN BORN OUT OF WEDLOCK

Interpretation

48.—(1) In this Part, "judge" means the judge of a juvenile and family court.

By whom cases to be heard

(2) Proceedings under this Part shall be heard by a judge. R.S.O. 1960, c. 53, s. 41, *amended.*

Where society not to intervene

49. Nothing in this Part requires a children's aid society to intervene in the care and maintenance of a child born out of wedlock where the child has been adopted in accordance with the laws of Ontario or where the child is being cared for voluntarily by a person whom the society considers suitable to have charge of the child. R.S.O. 1960, c. 53, s. 42, *amended.*

Agreement for maintenance of the child

50.—(1) Where a child is born out of wedlock and no agreement between the mother and the putative father with respect to the care and maintenance of the child is in force, a society and the mother of the child may enter into an agreement with the putative father of the child

for the payment of money by the putative father in respect of the expenses and maintenance mentioned in subsection 1 of section 59, and, if the financial circumstances of the putative father change at any time, the terms of the agreement may be varied by the parties accordingly.

Idem

(2) Where a putative father enters into an agreement under subsection 1 in which he agrees to pay a fixed amount in respect of the maintenance mentioned in subsection 1 of section 59, the agreement shall provide for the fixed amount to be paid within twelve months from the date on which the agreement is made.

Payment
of money
under
agreement

(3) The money payable under an agreement made under subsection 1 shall be paid in the first instance to the society that is party to the agreement.

Idem

(4) The money so paid to a society,

(a) if it is paid in respect of the expenses mentioned in subsection 1 of section 59, shall be apportioned, if necessary, and paid over by the society in accordance with the circumstances of the case to the person or persons who incurred the expenses ;

(b) if it is paid in periodic payments in respect of the maintenance mentioned in subsection 1 of section 59, shall be paid over by the society to the person having the care and custody of the child ; or

(c) if it is a fixed amount paid in respect of the maintenance mentioned in subsection 1 of section 59, shall be dealt with by the society as provided in section 66. R.S.O. 1960, c. 53, s. 43 (1-4).

Default
under
agreement

(5) Where the putative father is in default in payment of money under an agreement made under subsection 1, the mother or the society, or the mother and the society together, may make an application to a judge for an order to enforce the agreement, and, where the putative father continues in default for a period of sixty days and an application for an order to enforce the agreement has not been made, the society shall within the next following period of thirty days make an application to a judge for an order to enforce the agreement. R.S.O. 1960, c. 53, s. 43 (5) ; 1961-62, c. 14, s. 5 (1).

Application
for
affiliation
order

51. Notwithstanding that an agreement has been entered into, an application may be made to a judge at any time for an affiliation order,

(a) by the mother of a child born out of wedlock ;

(b) by the next friend or guardian of a child born out of wedlock ;

(c) by a society ; or

(d) with the approval of a society, by any person or municipality having an apparently legitimate claim for reimbursement of moneys expended or payments of moneys charged in consequence of the mother's pregnancy, the birth of the child, the death of the child, the maintenance of the child or the maintenance of the mother. R.S.O. 1960, c. 53, s. 44, *amended*.

Infancy of
mother or
putative
father

52.—(1) For the purposes of an application under this Part, where the putative father or the mother is under the age of twenty-one years, the Official Guardian or any other person appointed by the judge shall be the guardian *ad litem* of the putative father or the mother, as the case may be, with the duty of safeguarding his or her interests before the court, and the judge may make such order as to the costs of the guardian *ad litem* as he deems just. *New.*

Death of
mother

(2) A society may institute or continue proceedings under this Part even though the mother has died. R.S.O. 1960, c. 53, s. 45.

When
application
to be made

53. No affiliation order shall be made under section 59 unless the application therefor is made in the lifetime of the putative father, and,

- (a) within two years from the birth of the child ;
- (b) within one year after the doing of any act on the part of the putative father that affords evidence of acknowledgment of paternity ; or
- (c) within one year after the return to Ontario of the putative father where he was absent from Ontario at the expiration of the period of two years from the birth of the child. R.S.O. 1960, c. 53, s. 46, *amended.*

Powers
of judge

54. In proceedings under this Part, the judge has the power of summoning any person and requiring him to give evidence on oath and to produce all documents and things as may be relevant, and has the same power to enforce the attendance of witnesses and to compel them to give evidence and produce documents and things as is vested in any court in civil cases. R.S.O. 1960, c. 53, s. 47.

Proceedings
to be
private

55. All proceedings under this Part shall be heard by the judge in private. R.S.O. 1960, c. 53, s. 48.

Corroborative
evidence
required

56. No affiliation order shall be made under section 59 upon the evidence of the mother of the child unless her evidence is corroborated by some other material evidence. R.S.O. 1960, c. 53, s. 49.

Appoint-
ment for
hearing ;
notice

57.—(1) Where an application for an affiliation order or an order to enforce an agreement is made to a judge, the judge shall appoint in writing a time and place at which the application will be heard, and notice in writing thereof shall be served personally or in such other manner as the judge directs upon the putative father at least seven days before the day so appointed. R.S.O. 1960, c. 53, s. 50 (1) ; 1962-63, c. 12, s. 5

Arrest
of putative
father

(2) Where the judge is satisfied that there is good and probable cause for believing that the putative father of the child is in fact the father of the child and that the putative father is about to quit the territorial jurisdiction of his court with the intention of avoiding service of the notice in writing referred to in subsection 1 or of evading his obligations in respect of the child and the child's mother, whether before or after an affiliation order has been made, the judge may issue a warrant for

the arrest of the putative father and upon his arrest may require him to give security for such sum and in such manner and upon such condition as the judge directs, and, if the security is not given, the judge may order the putative father to be imprisoned for a period of not more than three months unless the security is sooner given or the putative father has sooner complied with the condition so imposed. R.S.O. 1960, c. 53, s. 50 (2).

Where
putative
father fails
to appear

58. Where the putative father who has been served with notice of the application for an affiliation order or an order to enforce an agreement fails to appear at the hearing or to show sufficient reason for not appearing, the judge in the absence of the putative father and upon sufficient evidence being adduced before him may make an order against the putative father under section 59 or he may make such other order as he considers just. R.S.O. 1960, c. 53, s. 51 ; 1962-63, c. 12, s. 6.

Affiliation
order, where
putative
father
appears

59.—(1) Where the putative father appears in pursuance of the notice of the application served upon him under section 57, the judge upon sufficient evidence being adduced before him may make an order declaring the putative father to be in fact the father of the child and requiring him, in accordance with the circumstances of the case,

- (a) to pay the reasonable expenses for the maintenance and care, medical and otherwise, of the mother of the child during her pregnancy and at the birth of the child, her burial expenses if she dies as a consequence of her pregnancy or of the birth of the child, and the burial expenses of the child if the child dies ; and
- (b) to make periodic payments or to pay a fixed amount for the maintenance of the child until the child attains the age of sixteen years or until the child is adopted under Part IV or until the child dies.

Contribu-
tion by
mother

(2) A judge may in an affiliation order made under this section order the mother of the child to make periodic payments or to pay a fixed amount to assist in the maintenance of the child until the child attains the age of sixteen years or until the child is adopted under Part IV or until the child dies.

Considera-
tions in
fixing sums

(3) In estimating the amount of the periodic payments or the fixed amount for maintenance to be paid by the father under subsection 1, the judge shall fix such payments or amount as will enable the child to maintain a reasonable standard of life, having regard to what the child would have enjoyed had the child been born in lawful wedlock, but the judge shall take into consideration the ability of the father to provide such payments or amount and the ability of the mother to assist in the maintenance of the child.

When fixed
sum to be
paid

(4) Any fixed amount ordered to be paid under this section shall be paid within twelve months from the date of the affiliation order.

Death
of child

(5) Any balance of a fixed amount paid under this section shall, if the child dies before attaining the age of sixteen years, revert to the father or mother, as the case may be, unless otherwise ordered by a judge. R.S.O. 1960, c. 53, s. 52.

Payment of money under affiliation order	60. —(1) Any money payable under an affiliation order made under section 59 shall be paid in the first instance to the judge making the order or to an official of the court designated by the judge R.S.O. 1960, c. 53, s. 53 (1).
Idem	(2) Where the child of an unmarried mother is in the care of a children's aid society and the father is in default of payment under an affiliation order, the children's aid society shall make every effort to ensure the collection of the arrears under subsection 1 and may take any legal remedies available to the mother. <i>New.</i>
Idem	(3) Any money so paid for expenses under subsection 1 of section 59 shall be apportioned, if necessary, and paid over in accordance with the circumstances of the case to the person or persons who incurred the expenses. R.S.O. 1960, c. 53, s. 53 (2).
Idem	(4) Any money so paid as periodic payments for maintenance under subsection 1 or 2 of section 59 shall be paid over to the person having the care of the child on whose behalf the payments were made. R.S.O. 1960, c. 53, s. 53 (3), <i>amended.</i>
Idem	(5) Any money so paid as a fixed amount for maintenance under subsection 1 or 2 of section 59 shall be dealt with as provided in section 66 by the judge or the official of the court designated by the judge. R.S.O. 1960, c. 53, s. 53 (4).
Order to report to officer	61. —(1) Where the child for whose benefit the order for maintenance is made is a public charge or the judge is of the opinion that, if there is default in the order, the child is likely to be a public charge, the judge may, in the order, order any person required to make payments thereunder to report to a probation officer at such times and places as the judge deems necessary for the purpose of ensuring that such person is complying with order. R.S.O. 1960, c. 53, s. 54 (1), <i>amended.</i>
Officer to be designated	(2) Where a judge orders a person to report to a probation officer under this section, he shall designate the officer and may by further order change the designation.
Failure to report	(3) Every person who without reasonable excuse fails to report to a probation officer when ordered so to do under this section is guilty of an offence and on summary conviction is liable to imprisonment for a term of not more than three months.
Proof of order	(4) An order made under this section certified by the judge or a certificate of a judge as to the making of an order by him is receivable in evidence as proof of the making of such order in any prosecution under this section without proof of the office or signature of the person certifying. R.S.O. 1960, c. 53, s. 54 (2-4).
Re-opening of application	62. Where an affiliation order has been made or an application for an affiliation order has been dismissed, a judge may, on the discovery of new evidence or of fraud, grant leave to re-open and may re-open and reconsider his decision. R.S.O. 1960, c. 53, s. 55, <i>amended.</i>

Variation
of orders

63. Where an order for the payment of money has been made in an affiliation order under this Part, a judge may at any time vary or rescind the order for the payment of money as he sees fit, and any order so varied may be enforced in the same manner as the original order. R.S.O. 1960, c. 53, s. 56.

Appeal
to county
court judge

64.—(1) A decision granting or refusing an order under this Part may be appealed to the judge of the county or district court of the county or district in which the application was made, but, where the judge who made the decision is also the county or district court judge, the appeal shall be heard and disposed of by any other county or district court judge in the same county or district court district.

Appeal
to Court
of Appeal

(2) A decision upon an appeal under subsection 1 is subject to an appeal to the Court of Appeal. R.S.O. 1960, c. 53, s. 57, *amended*.

Order where
parent an
infant

65.—(1) A judge may make an order under this Part notwithstanding the infancy of either parent. *New*.

Enforce-
ment of
orders

(2) Any order made under this Part may be enforced in the same manner and by the like proceedings as,

R.S.O. 1960,
c. 105

(a) an order made under *The Deserted Wives' and Children's Maintenance Act*;

R.S.O. 1960,
c. 387

(b) an order made or fine imposed under *The Summary Convictions Act*; or

(c) a judgment of the division court, where the order has been filed with the clerk of a division court, whereupon proceedings by way of execution, garnishment proceedings or judgment summons, *inter alia*, may be used to enforce the order. R.S.O. 1960, c. 53, s. 58.

Money not
immediately
required

66. The portion of a fixed amount paid under an agreement made under section 50 or under an affiliation order made under section 59 that is not required immediately by the society that is a party to the agreement or by the judge who made the order, as the case may be, to pay the expenses or the maintenance mentioned in subsection 1 of section 59 shall be paid over to the Public Trustee by the judge or the society, and the money so paid over shall be invested by the Public Trustee but is subject to withdrawal of any amounts from time to time upon the written requisition of a judge or of a society. R.S.O. 1960, c. 53, s. 59.

Deceased
father's
estate
bound

67.—(1) An agreement made under section 50 or an order for payment of money in an affiliation order made under subsection 1 of section 59 binds the estate of the putative father or the father after his death, and any moneys payable thereunder are a debt due from and chargeable upon his estate and are recoverable at the suit of the society in the case of an agreement or by the person having the care and custody of the child in the case of an order, but every such agreement or order is, as to any payment falling due before or after his death, subject to review under section 63.

Proceedings
after death
of father

(2) No action or other proceedings shall be taken on any such agreement or order after the death of the putative father or the father without the leave of a judge of the court in which the action or other proceeding is to be brought, and the judge before granting leave shall direct notice to be given to the widow and legitimate children of the putative father or the father and to all other persons interested in his estate.

Widow, etc.
not to be
prejudiced

(3) Where in any such action or other proceeding it appears to the judge that the terms of the agreement or order cannot be carried out without depriving the widow or legitimate children of the putative father or the father of necessary maintenance, the judge may, having regard to all the circumstances, vary the agreement or order to such an extent and in such manner as to make equitable provision for the widow, the legitimate children and the child or children born out of wedlock. R.S.O. 1960, c. 53, s. 60, *amended*.

Payment
of costs

68. A judge has power to direct payment of the costs of any proceeding taken before him under this Part. R.S.O. 1960, c. 53, s. 61.

PART IV

ADOPTION

Interpre-
tation

69. In this Part, "child" means a person whether under twenty-one years of age or twenty-one or more years of age. R.S.O. 1960, c. 53, s. 62, *amended*.

Jurisdiction
of courts

70.—(1) The Supreme Court or the county or district court of the county or district in which either the applicant or the child sought to be adopted resides at the time of the application for an adoption order has jurisdiction to make the order.

Application
to be heard
in chambers

(2) An application for an adoption order shall be heard and determined in chambers.

Stale
applications

(3) Where an application for an adoption order is not heard by the court within the twelve months next following the signing of the application by the applicant, it shall not be proceeded with, but another application may be made in its stead.

Guardian
ad litem

(4) For the purpose of an application for an order for the adoption of a child under twenty-one years of age, the court may appoint a person to act as guardian *ad litem* of the child upon the hearing of the application with the duty of safeguarding the interests of the child before the court, and the court may direct the applicant to pay the costs of the person so appointed. R.S.O. 1960, c. 53, s. 63.

Where order
may be
made

71. The court may make an order for the adoption of any child resident in Ontario upon application therefor being made in the prescribed manner by a person resident in Ontario, notwithstanding

the infancy of the child or its parent. R.S.O. 1960, c. 53, s. 64 ; 1961-62, c. 14, s. 8, *amended*.

Where order
not to be
made

72.—(1) The court shall not make an adoption order,

- (a) where the applicant is under twenty-one years of age or, in the case of a joint application by a husband and wife, where the husband is under twenty-one years of age ;
- (b) where the applicant is a male and the child sought to be adopted is a female under twenty-one years of age ; or
- (c) where the applicant is unmarried, a widow, a widower or a divorced person,

unless the court is satisfied that there are special circumstances that justify, as an exceptional measure, the making of the order. R.S.O. 1960, c. 53, s. 65 (1) ; 1962-63, c. 12, s. 7.

Adoption
by more
than one
person

(2) Except in the case of a joint application by a husband and wife, an order shall not be made for the adoption of a child by more than one person.

Consent of
adopting
spouse

(3) An adoption order shall not be made upon the application of a husband or wife without the written consent of the spouse. R.S.O. 1960, c. 53, s. 65 (2, 3).

Child 21
or over
or under
21 and
married

(4) An order for the adoption of a child who is twenty-one or more years of age or who is under twenty-one years of age and has been married shall not be made unless the court is satisfied that the child has in fact been in the custody of, brought up, maintained and educated by the applicant as his own child during infancy or until marriage, as the case may be, under a *de facto* adoption. R.S.O. 1960, c. 53, s. 65 (4), *amended*.

Consent,
where child
born in
wedlock

73.—(1) An order for the adoption of a child under twenty-one years of age who was born in wedlock and who has not been married shall be made only with the written consent, given after the child was seven days old, of every person who is a parent or guardian or who has lawful custody or control or who is liable to contribute to the support of the child, but any person who has given his consent may cancel it within twenty-one days after it was given by a document in writing to that effect. R.S.O. 1960, c. 53, s. 66 (1) ; 1961-62, c. 14, s. 9.

Idem,
where child
born out
of wedlock

(2) An order for the adoption of a child under twenty-one years of age who was born out of wedlock and who has not been married shall be made only with the written consent of the mother, given after the child was seven days old, and, where the child resides with and is maintained by the father, with the written consent of the father, but the mother or father may cancel such consent within twenty-one days after it was given by a document in writing to that effect. R.S.O. 1960, c. 53, s. 66 (2).

Idem,
Crown ward

(3) An order for the adoption of a child who is a Crown ward shall be made only with the written consent of the Director, in which case no other consent is required. R.S.O. 1960, c. 53, s. 66 (3), *amended*.

Idem,
child 21
or over
or under
21 and
married

(4) An order for the adoption of a child who is twenty-one or more years of age or who is under twenty-one years of age and has been married shall be made only with the written consent of the child, and, where the child is married, with the written consent of the spouse. R.S.O. 1960, c. 53, s. 66 (4), *amended*.

Where
consent not
given

(5) Where a consent required by this section has not been given, the court may dispense with the requirement if, having regard to all the circumstances of the case, the court is satisfied that it is in the best interests of the child that the requirement be dispensed with.

Where
consent
given

(6) Where a consent required by this section has been given, it may be withdrawn by the person giving it only if, having regard to all the circumstances of the case, the court is satisfied that it is in the best interests of the child that the consent be withdrawn. R.S.O. 1960, c. 53, s. 66 (5, 6).

Affidavit of
execution

74. An affidavit of execution in the prescribed form shall be attached to every consent required under this Part and to every cancellation under subsection 2 of section 73. R.S.O. 1960, c. 53, s. 67.

Director's
certificate

75.—(1) An adoption order in respect of a child who is under twenty-one years of age and who has not been married shall not be made unless the Director certifies in writing,

(a) that the child has resided for six months or more with the applicant and that during that period the conduct of the applicant and the conditions under which the child has lived have been such as in the opinion of the Director justify the making of the order; or

(b) that the applicant is to the knowledge of the Director a proper person to have the care and custody of the child and that for the reasons set out in the certificate it is in the best interests of the child that the period of residence be dispensed with,

and the Director, in giving his certificate under clause *a* or *b*, may bring to the attention of the court any additional circumstances of the case that, in his opinion, the court may wish to take into account before the making of the order. R.S.O. 1960, c. 53, s. 68 (1); 1961-62, c. 14, s. 10, *amended*.

Local
director's
certificate

(2) In the case of a child referred to in subsection 1 who has been placed for adoption by a children's aid society, the certificate referred to in clause *a* of that subsection is sufficient if it is signed by the local director. R.S.O. 1960, c. 53, s. 68 (2).

Duty
of court

76. The court before making an adoption order shall be satisfied,

(a) that every person who has given a consent under this Part understands the nature and effect of the adoption order; and

(b) that the order will be in the best interests of the child. R.S.O. 1960, c. 53, s. 69.

Surname	77. —(1) Upon an adoption order being made and unless the adoption order provides for the adopted child to retain his surname, the adopted child shall assume the surname of the adopting parent.
Given names	(2) In an adoption order, the court may in its discretion change the Christian or given name or names as the adopting parent desires, and thereafter the adopted child is entitled to and is to be known by the name or names so given. R.S.O. 1960, c. 53, s. 70.
Born out of wedlock not to appear	78. If the adopted child was born out of wedlock, that fact shall not appear upon the adoption order. R.S.O. 1960, c. 53, s. 71.
Papers to be sealed up	79. —(1) The papers used upon an application for an adoption order shall be sealed up and filed in the office of the court by the proper officer of the court and shall not be open for inspection except upon an order of the court or the written direction of the Director. R.S.O. 1960, c. 53, s. 72.
Transmission of order	(2) Within thirty days after the making of an adoption order, the proper officer of the court shall cause to be made a sufficient number of certified copies thereof under the seal of the proper certifying authority and shall transmit, <ul style="list-style-type: none"> (a) the original order to the adopting parent ; (b) one certified copy to the Director ; and (c) one certified copy to the Registrar General, or, where the adopted child was born outside Ontario, two certified copies to the Registrar General. R.S.O. 1960, c. 53, s. 73 ; 1961-62, c. 14, s. 11.
Interim order	80. —(1) Upon an application for an adoption order, the court, with the written approval of the Director, may postpone the determination of the application and make an interim order giving the custody of the child sought to be adopted to the applicant for a period not exceeding one year by way of a probationary period upon such terms as regards provision for the maintenance and education and supervision of the welfare of the child and otherwise as the court thinks fit.
Idem	(2) An interim custody order is not an adoption order.
Consents	(3) All consents required for an adoption order are necessary for an interim custody order, subject to a like power in the court to dispense with any such consent requirement.
Residence outside Ontario	(4) Where an applicant has obtained an interim custody order and subsequently takes up residence outside Ontario, the court may nevertheless make the adoption order applied for if the Director makes the certificate mentioned in section 75. R.S.O. 1960, c. 53, s. 74.
Effect of order on previous adoption	81. An adoption order or an interim custody order may be made in respect of a child who has previously been the subject of an adoption order, and the adopting parent under the adoption order

last previously made shall, if living, be deemed to be the parent of the child for the purposes of this Part. R.S.O. 1960, c. 53, s. 75.

Status of
adopted
child

82.—(1) For all purposes, the adopted child, upon the adoption order being made, becomes the child of the adopting parent and the adopting parent becomes the parent of the adopted child as if the adopted child had been born in lawful wedlock to the adopting parent.

Idem

(2) For all purposes, the adopted child, upon the adoption order being made, ceases to be the child of the person who was his parent before the adoption order was made and that person ceases to be the parent of the adopted child. R.S.O. 1960, c. 53, s. 76 (1, 2).

Reference to
"child"
"children"
or "issue"

(3) Any reference to "child", "children" or "issue" in a will or other document, whether heretofore or hereafter made, shall be deemed to include an adopted child. *New.*

Idem

(4) The relationship to one another of all persons, whether the adopted child, the adopting parent, the kindred of the adopting parent, the parent before the making of the adoption order and the kindred of that parent or any other person, shall be determined in accordance with subsections 1, 2 and 3.

Exception

(5) Subsections 2 and 4 do not apply for the purposes of the laws relating to incest and the prohibited degrees of marriage to remove any person from a relationship in consanguinity that, but for this section, would have existed. R.S.O. 1960, c. 53, s. 76 (3, 4).

Status of
persons
heretofore
adopted

83. Every person heretofore adopted under the laws of Ontario and every person adopted under the laws of any other province or territory of Canada or under the laws of any other country shall for all purposes in Ontario be governed by this Part. R.S.O. 1960, c. 53, s. 77.

Duty of
children's
aid society
to secure
adoption

84.—(1) Every children's aid society endeavour to secure the adoption of Crown wards, having regard to the individual needs of each ward.

Report to
Director

(2) Every children's aid society shall, within one year after a Crown ward is committed to its care, report to the Director in the prescribed form the efforts made to secure the adoption of the ward and the facts relevant to his adoption.

Idem

(3) Every children's aid society shall submit to the Director a quarterly return in the prescribed form showing, as at the end of each quarter, the adoption status of each Crown ward in its care and of applicants as adoptive parents. *New.*

Registra-
tion of
placement

85.—(1) Every person, other than a children's aid society, who places a child with another person on the understanding that the other person will adopt the child shall, within thirty days after the day on which the child was so placed, register the placement with the Director in the prescribed form.

Information

(2) At the request of the Director, a children's aid society shall, within fifteen days after the receipt of the request, obtain such information respecting a placement as he requires and shall forthwith transmit the information to the Director together with its opinion as to the suitability of the placement.

Offence

(3) Every person who fails to comply with subsection 1 is guilty of an offence and on summary conviction is liable to a fine of not more than \$100. R.S.O. 1960, c. 53, s. 79.

Penalty for
payments in
connection
with
adoptions

86. Every person who gives or receives or agrees to give or to receive any payment or reward, either directly or indirectly, in consideration of the adoption of a child under this Part, or who gives or receives or agrees to give or to receive any payment or reward, either directly or indirectly, to procure a child for the purpose of adoption is guilty of an offence and on summary conviction is liable to a fine of not more than \$2,000 or to imprisonment for a term of not more than three years, or to both. R.S.O. 1960, c. 53, s. 80.

PART V

REGULATIONS

Regulations

87. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing additional duties of the Director;
- (b) prescribing the records that shall be kept by children's aid societies and the returns that shall be made under this Act;
- (c) requiring children's aid societies to make such returns and reports as are prescribed;
- (d) prescribing the standard of services that children's aid societies shall provide;
- (e) prescribing provisions to be included in the by-laws of children's aid societies;
- (f) prescribing adjustments in the determination of the population of a municipality for the purposes of section 8;
- (g) defining "operating costs" for the purposes of section 8;
- (h) prescribing the manner of determining the proportion of an approved estimate that is referable to each municipality in the area served by a children's aid society;
- (i) prescribing special needs of children for which joint facilities may be established under section 14;

- (j) prescribing the amount that shall be paid by parents for the purposes of subsection 1 of section 26 ;
- (k) governing the construction, alteration, remodelling, extension and equipment of receiving homes ;
- (l) specifying jurisdictions other than provinces or territories of Canada for the purposes of section 47 ;
- (m) prescribing rules under which applications under this Act or any Part thereof are to be made, and dealing generally with all matters of procedure under this Act or any Part thereof ;
- (n) for fixing fees, costs, charges and expenses payable on proceedings under this Act or any Part thereof and for dispensing with the payment of such fees, costs, charges and expenses where, owing to lack of means or for any other reason, the judge considers such action advisable ;
- (o) prescribing forms and providing for their use ;
- (p) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act or any Part thereof. R.S.O. 1960, c. 53, s. 81, *amended*.

Transition
for certain
children in
care when
Act comes
into force

88. Where a child other than the child of an unmarried mother is in the care of a children's aid society immediately before this Act comes into force and the child belongs to a municipality other than a municipality in which the society has jurisdiction, as determined by the order committing the child so such care, the municipality to which the child belongs shall pay, and the municipality in which the society has jurisdiction may recover, an amount per day for the care of the child as determined in the manner prescribed by the Lieutenant Governor in Council by regulation. *New*.

Moneys

89. The moneys required for the purposes of this Act shall, until the 31st day of March, 1966, be paid out of the Consolidated Revenue Fund, and thereafter shall be paid out of the moneys appropriated therefor by the Legislature. *New*.

R.S.O. 1960,
c. 53 ;
1961-62,
c. 14 ;
1962-63,
c. 12,
repealed

90. *The Child Welfare Act, The Child Welfare Amendment Act, 1961-62 and The Child Welfare Amendment Act, 1962-63 are repealed.*

Commence-
ment

91. This Act comes into force on a day to be named by the Lieutenant Governor by his proclamation.

Short title

92. This Act may be cited as *The Child Welfare Act, 1965*.

CHAPTER 17

AN ACT TO AMEND THE CHILD WELFARE ACT, 1965

Assented to July 8th, 1966
Session Prorogued July 8th, 1966

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows :

1965,
c. 14, s. 8,
subs. 2,
re-enacted
Estimate of
expenditures

1. Subsection 2 of section 8 of *The Child Welfare Act, 1965* is repealed and the following substituted therefor :

- (2) Every children's aid society shall, before the 15th day of February in each year, prepare in the prescribed form and file with the Director an estimate of its expenditures for operating costs as defined by the regulations for the current year.

1965,
c. 14, s. 9,
subs. 1,
amended

2.—(1) Subsection 1 of section 9 of *The Child Welfare Act, 1965* is amended by striking out "31st day of December" in the second and third lines and inserting in lieu thereof "last day of February", so that the subsection shall read as follows :

Approval
by council

- (1) Subject to section 10, the estimate of expenditures of a children's aid society shall be submitted, before the last day of February, to the council of each municipality in the area in which the society has jurisdiction, and, where the estimate is prepared in accordance with the prescribed standards, the municipal council shall grant its approval to the necessary expenditures.

1965,
c. 14, s. 9,
subs. 2,
amended

(2) Subsection 2 of the said section 9 is amended by striking out "February" in the third line and inserting in lieu thereof "April", so that the subsection shall read as follows :

Approval by
Minister

- (2) Every estimate of expenditures prepared under section 8 shall be submitted to the Minister after it is approved under subsection 1 and before the 25th day of April, and the estimate is subject to the approved of the Minister.

1965,
c. 14, s. 12,
subs. 1,
cl. a,
amended

3.—(1) Clause *a* of subsection 1 of section 12 of *The Child Welfare Act, 1965* is amended by striking out "40" in the first line and inserting in lieu thereof "60", so that the clause shall read as follows :

- (a) 60 per cent of the part of the approved estimate referable to operating costs, other than the operating costs referred to in clause *b* ; and

1965,
c. 14, s. 12,
subs. 2,
amended

Payments
by muni-
cipality

1965,
c. 14, s. 12,
subs. 4,
re-enacted
Manner of
payment

1965, c. 14,
amended

Costs of
care and
services for
Indians

1965,
c. 14, s. 87,
amended

1965,
c. 14, s. 87,
cl. i,
amended

Commence-
ment

Idem

Short title

(2) Subsection 2 of the said section 12 is amended by striking out "60" in the third line and inserting in lieu thereof "40", so that the subsection shall read as follows:

(2) Every municipality shall pay to the children's aid society having jurisdiction in the municipality an amount equal to 40 per cent of the portion that is referable to the municipality of the approved estimate of operating costs other than for the care and maintenance of the children of unmarried mothers.

(3) Subsection 4 of the said section 12 is repealed and the following substituted therefor:

(4) Any amount payable to a children's aid society under this section in respect of an approved estimate of expenditures shall be paid at such times and in such manner as are prescribed by the regulations.

4. *The Child Welfare Act, 1965* is amended by adding thereto the following section:

12a. Where an agreement is entered into with the Crown in right of Canada providing for contribution by Canada to Ontario for the payment of the costs of the care and services provided by children's aid societies for Indians, Ontario shall pay to children's aid societies 100 per cent of the costs of such care and services, determined and paid in the manner prescribed by the regulations, and any Indians to which the agreement applies shall not be computed for the purposes of subsection 3 of section 8, and the amount paid to a children's aid society under this section shall be deducted from the operating costs to which section 12 applies.

5.—(1) Section 87 of *The Child Welfare Act, 1965* is amended by adding thereto the following clauses:

(ha) prescribing the manner of determining and paying the costs of care and services provided by children's aid societies for Indians for the purposes of section 12a;

(hb) prescribing the times and manner of payment of approved estimates of expenditures, including advances before estimates of expenditures are approved.

(2) Clause i of the said section 87 is amended by striking out "14" in the second line and inserting in lieu thereof "16", so that the clause shall read as follows:

(i) prescribing special needs of children for which joint facilities may be established under section 16.

6.—(1) This Act, except sections 1, 2, 3 and 5, shall be deemed to have come into force on the 1st day of April, 1966.

(2) Sections 1, 2, 3 and 5 come into force on a day to be named by the Lieutenant Governor by his proclamation.

7. This Act may be cited as *The Child Welfare Amendment Act, 1966*.

APPENDICE 5

Arrêt de la Cour Suprême du Canada
concernant l'interprétation de l'article 39
de la Loi sur les jeunes délinquants.
(paragraphe 20 note 1).

1966
* Nov. 9, 10
1967
Oct. 3

ATTORNEY GENERAL OF
BRITISH COLUMBIA. . .

Appellant ;

and

DAVID LORNE SMITH. . .

Respondent.

ON APPEAL FROM THE COURT OF APPEAL
FOR BRITISH COLUMBIA

Constitutional law — Juvenile Delinquents Act — Whether criminal law — Whether invading field reserved to provinces — Juvenile Delinquents Act, R.S.C. 1952, c. 160 — Motor Vehicle Act, R.S.B.C. 1960, c. 253 — Summary Convictions Act, R.S.B.C. 1960, c. 373.

1967
Attorney
General
for British
Columbia
v.
Smith

Pursuant to the Summary Convictions Act, R.S.B.C. 1960, c. 373, the respondent, a juvenile, was tried in ordinary Court for an offence under the Motor Vehicle Act, R.S.B.C. 1960, c. 253. He was found guilty and was sentenced to pay a fine of \$400 and in default to be imprisoned for a term of 60 days. He applied to the Supreme Court of British Columbia for an order of *certiorari* to quash the conviction on the ground that the magistrate acted without jurisdiction or exceeded its jurisdiction in dealing with the case in that manner rather than pursuant to the provisions of the *Juvenile Delinquents Act*, R.S.C. 1952, c. 160. The writ was issued and the conviction quashed. This decision was affirmed by a majority judgment in the Court of Appeal. The Attorney General for British Columbia was granted leave to appeal to this Court. Leave to intervene was granted to the Attorney General for Canada, who supports the validity of the *Juvenile Delinquents Act*, and to the Attorneys General for Ontario and Quebec, who challenge it.

One of the questions in issue in this appeal was as to whether the *Juvenile Delinquents Act* was *intra vires* as criminal legislation or *ultra vires* as legislation in relation to the welfare of children and as infringing, by ss. 2 (1) (h), 3 (1) and 4, the right of the provinces to punish breaches of provincial laws ; the other question was as to whether s. 4 of the Act, assuming its validity, operates to prevent a juvenile from being prosecuted under the *Summary Convictions Act* for an offence under the *Motor Vehicle Act* or any other offences validly created in the province.

Held : The appeal should be dismissed.

The *Juvenile Delinquents Act* was *intra vires* the Parliament of Canada and the respondent should have been tried under the provisions of that Act. In its true nature and character, the *Juvenile Delinquents Act*, far from being legislation adopted under the guise of criminal law to encroach on subjects reserved to the provinces, is genuine legislation in relation to criminal law in its comprehensive sense.

* Present : Taschereau C.J. and Cartwright, Fauteux, Martland, Ritchie, Hall and Spence JJ.

1967

General
Attorney
for British
Columbia
v.
Smith

It matters not that there be a lack of uniformity in the application or operation of the *Juvenile Delinquents Act* either (i) *ratione loci*, or (ii) *ratione materiae*, or (iii) *ratione personae*. Furthermore, the contention that, in pith and substance, the *Juvenile Delinquents Act* is legislation in relation to the welfare and protection of children within the purview of the *Adoption Act* case, (1938) S.C.R. 398, could not be accepted.

Section 39 of the *Juvenile Delinquents Act* has no application in this case because the *Motor Vehicle Act* is not a statute of the class of statutes to which s. 39 is directed, namely, statutes intended for the protection or benefit of children. The *Juvenile Delinquents Act* and the *Motor Vehicle Act* cannot operate side by side, for their provisions clash at the level of law enforcement and to this extent, the latter statute is inoperative according to the rule that a legislation of Parliament which strictly relates to subjects of legislation expressly enumerated in s. 91 of the *B.N.A. Act* is of paramount authority, even though it trenches upon matters assigned to the provincial legislature by s. 92 of the *B.N.A. Act*.

Droit constitutionnel — Loi sur les jeunes délinquants — Est-ce une législation criminelle — Est-ce que la loi empiète sur le domaine réservé aux provinces — Loi sur les jeunes délinquants, S.R.C. 1952, c. 160 — *Motor Vehicle Act*, R.S.B.C. 1960, c. 253 — *Summary Convictions Act*, R.S.B.C. 1960, c. 373.

Conformément aux dispositions du *Summary Convictions Act*, S.R.B.C. 1960, c. 373, l'intimé, un enfant, a été poursuivi devant les Cours ordinaires pour une offense sous le *Motor Vehicle Act*, S.R.B.C. 1960, c. 253. Il a été trouvé coupable et condamné à payer une amende de \$400 et à défaut d'être emprisonné pour un terme de 60 jours. Il a présenté une requête à la Cour Suprême de la Colombie Britannique pour obtenir un bref de *certiorari* pour faire annuler le verdict de culpabilité, pour le motif que le magistrat avait agi sans juridiction ou avait excédé sa juridiction en prenant connaissance de cette cause de cette manière plutôt que selon les dispositions de la *Loi sur les jeunes délinquants*, S.R.C. 1952, c. 160. Le bref a été émis et le verdict a été annulé. Ce jugement a été confirmé par un jugement majoritaire de la Cour d'Appel. Le procureur général de la Colombie Britannique a obtenu permission d'en appeler devant cette Cour. La permission d'intervenir a été accordée au procureur général du Canada, qui soutient la validité de la *Loi sur les jeunes délinquants*, et aux procureurs généraux de l'Ontario et du Québec, qui la disputent.

Une des questions dans cet appel était de savoir si la *Loi sur les jeunes délinquants* était *intra vires* comme étant une législation criminelle ou *ultra vires* comme étant une législation se rapportant au bien-être des enfants et aussi comme empiétant, par le jeu des arts. 2 (1) (h), 3 (1) et 4, sur les droits des provinces de punir les infractions aux lois provinciales ; la deuxième question était de savoir si l'art. 4 de la loi, en assumant sa validité, a pour effet d'empêcher

de poursuivre un enfant sur le *Summary Convictions Act* pour une offense commise sous le *Motor Vehicle Act* ou pour toute autre offense validement créée par la province.

Arrêt : L'appel doit être rejeté.

La *Loi sur les jeunes délinquants* est *intra vires* du Parlement du Canada et l'intimé aurait dû être poursuivi sous les dispositions de cette loi. Loin d'être une législation adoptée sous les apparences du droit criminel pour empiéter sur les matières réservées aux provinces, la *Loi sur les jeunes délinquants*, de par sa nature et son caractère, est une législation authentique se rapportant au droit criminel au sens très large.

Peu importe qu'il existe un manque d'uniformité dans l'application de la *Loi sur les jeunes délinquants* soit (i) *ratione loci*, ou (ii) *ratione materiae*, ou (iii) *ratione personae*. De plus, la prétention que la *Loi sur les jeunes délinquants*, dans son essence et sa substance, est une législation se rapportant au bien-être et à la protection des enfants selon les vues exprimées dans la cause *Adoption Act*, (1938) R.C.S. 398 ne peut pas être acceptée.

L'article 39 de la *Loi sur les jeunes délinquants* n'a pas d'application dans cette cause parce que le *Motor Vehicle Act* n'est pas un statut de la classe des statuts auxquels l'art. 39 s'adresse, à savoir, les statuts pour la protection ou le bénéfice des enfants. La *Loi sur les jeunes délinquants* et le *Motor Vehicle Act* ne peuvent pas fonctionner côte à côte, parce que leurs dispositions viennent en conflit au niveau de leur application et dans cette mesure, ce dernier statut est inopérant en vertu de la règle qu'une législation du Parlement qui se rapporte strictement à des sujets de législation expressément énumérés à l'art. 91 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique a primauté, même si ce statut empiète sur les matières attribuées à la législature provinciale par l'art. 92.

APPEL d'un jugement majoritaire de la Cour d'Appel de la Colombie-Britannique ¹, confirmant l'annulation d'un verdict de culpabilité. Appel rejeté.

APPEAL from a majority judgment of the Court of Appeal for British Columbia ¹, affirming the quashing of the appellant's conviction. Appeal dismissed.

W. G. Burke-Robertson, Q.C., and M. H. Smith, for the appellant.

F. S. Perry, for the respondent.

D. H. Christie, Q.C., and C. D. MacKinnon, for the Attorney General for Canada.

F. W. Callaghan, Q.C., and Collin McNairn, for the Attorney General for Ontario.

¹ (1965), 53 W.W.R. 129, D.L.R. (2d) 713, (1966) 2 C.C.C. 311.

1967

Attorney
General
for British
Columbia
v.
Smith

Fauteux J.

Laurent E. Bélanger, Q.C., for the Attorney General for Quebec.

The judgment of the Court was delivered by

FAUTEUX J.: — While a child, within the meaning of the *Juvenile Delinquents Act*, R.S.C. 1952, c. 160, respondent was, in July 1964, at the city of Prince George B.C., tried, as though he were an adult, by magistrate G.O. Stewart, in the ordinary courts and pursuant to the *Summary Convictions Act*, R.S.B.C. 1960, c. 373, for an offence under the *Motor Vehicle Act*, R.S.B.C. 1960, c. 253, to wit, driving a motor vehicle at a speed exceeding the prescribed limits. In fact, before proceeding with the case, the magistrate was fully aware that respondent was a *child*; considering, however, the latter's prior convictions for similar offences, he deemed it to be in his best interest to deal with the case in the ordinary way rather than under the provisions of the *Juvenile Delinquents Act* and considered that such an alternative course was authorized under s. 39 thereof. Having then found respondent guilty, he disposed of the case, again as if the accused were an adult, by sentencing him to pay a fine of \$400 and in default to be imprisoned for a term of 60 days.

Respondent then applied to the Supreme Court of British Columbia for an order of *certiorari* to quash the conviction on the ground that the magistrate acted without jurisdiction or exceeded his jurisdiction in dealing with the case in the manner aforesaid rather than pursuant to the provisions of the *Juvenile Delinquents Act*. The application was heard by Brown J. who ordered the writ to issue and quashed the conviction. His decision was subsequently affirmed by a majority judgment of the Court of Appeal of British Columbia¹, then constituted of Davey, Norris, Lord, Sullivan and Bull JJ.A. The latter three members of the Court, forming the majority, rejected the contention of the Attorney General of the province that the *Juvenile Delinquents Act* was *ultra vires* in whole or in part and that even if *intra vires*, the Act could not operate to prevent a child from being prosecuted in the ordinary courts, pursuant to the *Summary Convictions Act*, *supra*, for an offence against the *Motor-Vehicle Act*, *supra*. Dissenting, and accepting as well-founded the submissions of the Attorney General, Davey and Norris JJ.A. would have allowed the appeal and restored the conviction.

Leave to appeal to this Court was then sought and obtained by the Attorney General of the province and leave to intervene was granted to the Attorney General of Canada, who supports the validity of the Act, and to the Attorneys General of Ontario and Quebec, who challenge it.

The constitutional problem arising in this case stems from the provisions of ss. 2 (1) (h), 3 (1) and 4 of the *Juvenile Delinquents Act*:

2 (1) (h). "juvenile delinquent" means any child who violates any provision of the Criminal Code or of any Dominion or provincial statute, or of any by-law or ordinance of any municipality, or who is guilty of sexual immorality or any similar form of vice,

¹ (1965), 53 W.W.R. 129, 53 D.L.R. (2d) 713, (1966) 2 C.C.C. 311.

1967

Attorney
General
for British
Columbia
v.
Smith
Fauteux J.

or who is liable by reason of any other act to be committed to an industrial school or juvenile reformatory under the provisions of any Dominion or provincial statute ;

3 (1). The commission by a child of any of the acts enumerated in paragraph (h) of subsection (1) of section 2, constitutes an offence to be known as a delinquency, and shall be dealt with as hereinafter provided.

(2) . . .

4. Save as provided in section 9, the Juvenile Court has exclusive jurisdiction in cases of delinquency including cases where, after the committing of the delinquency, the child has passed the age limit mentioned in paragraph (a) of subsection (1) of section 2, 1929, c. 46, s. 4.

Section 9, referred to in s. 4, provides for an exceptional procedure when the act complained of is an indictable offence and, as will appear hereafter, has here no relevancy.

Collectively, ss. 2 (1) (h), 3 (1) and 4 operate to prescribe, *inter alia*, that a juvenile who violates any provision, not only of a Dominion statute, but also of a provincial statute or of any by-law or ordinance of a municipality, be, if and when his act is complained of, dealt with in accordance with the *Juvenile Delinquents Act*.

The question in issue, in this appeal, may then be concisely and fairly stated as follows :

- (i) Whether the *Juvenile Delinquents Act* is *intra vires* of Parliament, as being legislation under head 27 of s. 91, *B.N.A. Act*, to wit, legislation in relation to *The Criminal Law . . . including the Procedure in Criminal Matters* or *ultra vires*, either on the ground that it is legislation related to the *Welfare of children* within the purview of the *Adoption Act* case (1938) S.C.R. 398, or on the ground that collectively sections 2 (1) (h), 3 (1) and 4 infringe the right of a provincial legislature, under head 15, s. 92, *B.N.A. Act* to impose punishment for enforcing any law made in the province in relation to any matter within the scope of its legislative competency ;
- (ii) Whether or not, even if the Act is *intra vires* in its entirety as being legislation under head 21, s. 91, *B.N.A. Act*, s. 4 of the *Juvenile Delinquents Act* operates to prevent a juvenile from being prosecuted under the provisions of the *Summary Convictions Act* (supra) for an offence under the *Motor-Vehicle Act* (supra) or any other offences validly created in the province.

Dealing with the first question : — The principles governing as to the extent and limitation of the power of Parliament to legislate in relation to *The Criminal Law . . . including Procedure in Criminal Matters* have been stated at length in the various reasons for judgment, in the court of appeal, and need not be repeated here. Sufficient it is to point out concisely the following which, in my view, have a particular

1967

Attorney
General
for British
Columbia
v.
Smith
Fauteux J.

relevancy in this case, namely : — that, properly interpreted, the words *criminal law* in head 27 of s. 91, *B.N.A. Act*, mean criminal law in its widest sense : *A.-G. of Ontario v. Hamilton Street Railway*¹ ; that the power assigned to Parliament in the matter includes the power to make new crimes : *Proprietary Articles Trade Association v. A.-G. of Canada*², as well as the power to enact legislation designed for the prevention of crime : *Goodyear Tire & Rubber Co. of Canada et al. v. The Queen*³ ; that it is the function of Parliament and not of the courts to decide what legislation is necessary for the efficient exercise of this plenary jurisdiction over the criminal law : *Regina v. Goodyear Tire & Rubber Co. of Canada et al.*⁴ ; and that, though such legislation may incidentally affect the provincial legislative jurisdiction, it is not *ultra vires* of Parliament if its subject matter, purpose or object is, in its true nature and character, legislation genuinely enacted in relation to criminal law and not legislation adopted under the guise of criminal law and which, in truth and in substance, encroaches on any of the classes of subjects enumerated in s. 92 : *A.-G. for British Columbia v. A.-G. for Canada et al*⁵.

The primary legal effect of the *Juvenile Delinquents Act*, — hereafter also referred to as the Act, — is the effective substitution, in the case of juveniles, of the provisions of the Act to the enforcement provisions of the *Criminal Code* or of any other Dominion statute, or of a provincial statute validly adopted, under head 15 of s. 92, by a legislature for the enforcement of any law made in the exercise of its regulatory power with respect to any matters within its legislative competency which, in this case, is the control of highway traffic in the province. However, as it has often been held to be the case in the consideration of the validity of other Acts, the true nature and character of an Act cannot always be conclusively determined by the mere consideration of its primary legal effect. Indeed, a reference to the preamble, appended to the Act when originally adopted in 1908, 7-8 Edward VII, c. 40, as well as to the interpretation section and the main operative provisions of the Act, will show that this substitution of the provisions of the Act to the enforcement provisions of other laws, federally or provincially enacted, is a means adopted by Parliament, in the proper exercise of its plenary power in criminal matters, for the attainment of an end, a purpose or object which, in its true nature and character, identifies this Act as being genuine legislation in relation to criminal law.

The preamble :

WHEREAS it is inexpedient that youthful offenders should be classed or dealt with as ordinary criminals, the welfare of the community demanding that they should on the contrary be guarded

¹ (1903) A.C. 524 at 528-9, 2 O.W.R. 672, 7 C.C.C. 326.

² (1931) A.C. 310 at 334, 1 W.W.R. 552, 55 C.C.C. 241, 2 D.L.R. 1.

³ (1956) S.C.R. 303 at 308, 114 C.C.C. 380, 26 C.P.R. 1, 2 D.L.R. (2d) 11.

⁴ (1954), 18 C.R. 245 at 250, (1954) O.R. 377, C.C.C. 321, 4 D.L.R. 61.

⁵ (1937), A.C. 368 at 375-6, 1 W.W.R. 317, 67 C.C.C. 193, 1 D.L.R. 688.

1967

Attorney
General
for British
Columbia
v.
Smith
Fauteux J.

against association with crime and criminals, and should be subjected to such wise care, treatment and control as will tend to check their evil tendencies and to strengthen their better instincts : Therefore His Majesty . . .

The interpretation section :

38. This Act shall be liberally construed to the end that its purpose may be carried out, namely, that the care and custody and discipline of a juvenile delinquent shall approximate as nearly as may be that which should be given by its parents, and that as far as practicable every juvenile delinquent shall be treated, not as criminal, but as a misdirected and misguided child, and one needing aid, encouragement, help and assistance.

The main operative provisions :

In addition to those quoted above, others provide for : the strict and complete separation of juvenile from adults, at any stage of the enforcement process ; the prohibition, particularly, to confine any child, pending the hearing of his case, at any county or other gaols in which adults are or may be imprisoned ; the conduct of the trials, without publicity, privately and, if possible, in the private office of the judge or in a private room ; the abstention from formalities, in any proceedings under the Act, including the trial and the disposition of the case, as circumstances may permit consistently with the due administration of justice ; the manner in which a child adjudged to have committed a delinquency shall be dealt with, namely : not as an offender but as one in a condition of delinquency and therefore requiring help, guidance and proper supervision ; a variety of exceptional courses of action, — primarily meant to assist, help, encourage, supervise and reform the delinquent rather than to punish him, — which, upon the child being adjudged to be a juvenile delinquent, may be taken by the judge in the light of the opinion he forms as to both the child's own good and the community's best interest ; the prohibition, unless special leave is granted by the court, of publication of a report disclosing or likely to disclose the identity of a juvenile concerned under the Act ; the protection of juveniles against persons contributing to their delinquency ; the promotion of reformation of juveniles by the establishment, *inter alia*, of Juvenile Court Committees, the appointment of probation officers and definition of the latter's duties, namely : to assist the court, represent the interest of the child when the case is heard and, as the court may direct or require, make investigations, furnish assistance to the child and take charge of him before and after trial.

Consistent with the declared purpose of the Act and obviously designed for its attainment, these operative provisions are still more illustrative of the true nature and character of this legislation. They are directed to juveniles who violate the law or indulge in sexual immorality or any other similar form of vice or who, by reason of any other act, are liable to be committed to an industrial school or a juvenile reformatory. They are meant, — in the words of Parliament itself, — *to check their evil tendencies and to strengthen their instincts*. They are primarily prospective in nature. And in essence, they are intended to

1967

Attorney
General
for British
Columbia
v.
Smith
Fauteux J.

prevent these juveniles to become prospective criminals and to assist them to be law-abiding citizens. Such objectives are clearly within the judicially defined field of criminal law. For the effective pursuit of these objectives, Parliament found it expedient to protect these juveniles from the ill-effects of publicity, from the dangerous influences that promiscuity with criminals or association with crime engender, and deemed it necessary to create the offence of *delinquency*, an offence embracing, *inter alia*, all punishable breaches of the public law, whether defined by Parliament or the Legislatures, and to adopt, for the prosecution of this offence, an enforcement process specially adapted to the age and impressibility of juveniles and fundamentally different, in pattern and purpose, from the one governing in the case of adults. Beyond the point of law enforcement, the Act does not affect the legislation which may be enacted by Parliament or Provincial Legislatures in the exercise of their regulatory power. Briefly, and in scope, the Act deals with *juvenile delinquency* in its relation to crime and crime prevention, a human, social and living problem of public interest, in the constituent elements, alleviation and solution of which jurisdictional distinctions of constitutional order are obviously and genuinely deemed by Parliament, to be of no moment.

It matters not, in my respectful view, contrary to what was contended, on behalf of the Provincial Attorneys General, that there be a lack of uniformity in the application of operation of the Act, either : — (i) *ratione loci*, in that ss. 42 and 43 substantially provide that the Act may be put into force, by proclamation, only in these territorial jurisdictions where the facilities for the due carrying out of its provisions are provided for, or (ii) *ratione materiae*, in that the proscribed conduct, — the holding of which constitutes, under the Act, the offence of delinquency, — may vary, throughout Canada, consequential to the lack of uniformity in provincial laws, by-laws and municipal ordinances, or (iii) *ratione personae*, in that the definition of a *child*, under s. 2 (1) (a) may, as provided for by s. 2 (2), be altered, from time to time, in any province, by proclamation of the Governor in Council. Desirable as uniformity may be in criminal law, it is not, *per se*, a dependable test of constitutionality as, indeed, is shown in the case of the *Lord's Day Act*, R.S.C. 1927, c. 123, cf. ss. 3, 7 and 15, the *Canada Temperance Act*, R.S.C. 1927, c. 196, cf. Part I, both judicially held *intra vires*, notwithstanding lack of uniformity. Lack of uniformity also appears in the *Criminal Code of Canada*, with respect to substantive law as well as to procedural matters, e.g., ss. 6, 7, 534, 541 and 552. In *City of Fredericton v. The Queen*¹, where the constitutionality of the *Canada Temperance Act* (1868) was in issue, Ritchie C.J., had this to say on the point, at p. 530 :

It has likewise been urged that this Act affects only particular districts, that it is not general legislation, and therefore is *ultra vires*. I am entirely unable to appreciate this objection. If the subject matter dealt with comes within the classes of subjects assigned to the Parliament of Canada, I can find in the Act no restriction which

¹ (1880), 3 S.C.R. 505.

1967

Attorney
General
for British
Columbia
v.
Smith
Fauteux J.

prevents the Dominion Parliament from passing a law affecting one part of the Dominion and not another, if Parliament, in its wisdom, thinks the legislation applicable to and desirable in one part and not in the other. But this is a general law applicable to the whole Dominion, though it may not be brought into active operation throughout the whole Dominion.

In *Gold Seal Limited and Dominion Express Company and A.-G. for the Province of Alberta*², again, it was held, *inter alia*, that the Dominion Parliament can enact laws which may become operative only in certain provinces and also laws which may aid provincial legislation. Finally, in any respect in which it may be said that the Act lacks uniformity, I can find no indication suggesting that the above view, as to the true nature and character of the Act, should be varied.

Nor am I able to accept, as being well-founded, the contention that, in pith and substance, the Act is legislation in relation to *welfare and protection of children* within the purview of the *Adoption Act* case *supra*. The true objects and purposes of the statutes considered in the latter case are quite different from the true object and purpose of the *Juvenile Delinquents Act*. They are, as pointed out by Bull J.A., directed to the control or alleviation of social conditions, the proper education and training of children, and the care and protection of people in distress including neglected children. Obviously, one can say that the Act gives a special kind of protection to misguided children and that it should incidentally operate to ultimately enhance their welfare. A similar view may also be taken of the following provisions of s. 157 of the *Criminal Code of Canada*; yet, no one has ever questioned that they were enactments in relation to criminal law.

157. (1) Every one who, in the home of a child, participates in adultery or sexual immorality or indulges in habitual drunkenness or any other form of vice, and thereby endangers the morals of the child or renders the home an unfit place for the child to be in, is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for two years.

(2) No proceedings for an offence under this section shall be commenced more than one year after the time when the offence was committed.

(3) For the purpose of this section, *child* means a person who is or appears to be under the age of eighteen years.

(4) No proceedings shall be commenced under subsection (1) without the consent of the Attorney General, unless they are instituted by or at the instance of a recognized society for the protection of children or by an officer of a juvenile court.

A very wide discretion is given to the judge, under the Act, and it is significant that, in the exercise of such discretion, the interest of the child is not the sole question to consider. On the contrary, the matters which, in principle, must receive the attention of the judge and which he must try to conciliate are the child's interest or own good, the com-

² (1921), 62 S.C.R. 424, 3 W.W.R. 710, 62 D.L.R. 62.

1967

Attorney
General
for British
Columbia
v.
Smith

Fauteux J.

munity's best interest and the proper administration of justice. This, I think, qualifies the nature of the protection which the Act is meant to give to juveniles alleged or found to be delinquents and supports the proposition that the Act is not legislation in relation to protection and welfare of children within the meaning envisaged in the *Adoption Act* case, *supra*.

With deference to those who entertain a contrary view, I am clearly of opinion that, in its true nature and character, the Act, far from being legislation adopted under the guise of criminal law to encroach on subjects reserved to the provinces, is genuine legislation in relation to criminal law in its comprehensive sense.

Dealing with the second question : — It was submitted that assuming the Act to be valid legislation *in toto*, it does not affect the right to proceed under the *Summary Convictions Act*, *supra*, against a child for a violation of the *Motor-Vehicle Act* *supra*. Section 39 of the Act, it is said, shows that Parliament intended that the Act and the *Motor-Vehicle Act* should operate side by side and that the best interests of the child be the decisive factor as to the course to be elected in any particular case. Section 39 reads as follows :

39. Nothing in this Act shall be construed as having the effect of repealing or over-riding any provision of any *provincial statute intended for the protection or benefit of children* ; and when a juvenile delinquent who has not been guilty of an act which is, under the provisions of the Criminal Code an indictable offence, comes within the provisions of a *provincial statute*, it may be dealt with either under *such Act* or under this Act as may be deemed to be in the best interests of such child.

The French version of the section is in the following terms :

39. Rien dans la présente loi ne doit être interprété comme ayant l'effet d'abroger ou d'annuler quelque disposition d'un *statut provincial en vue de la protection ou du bien des enfants* ; et lorsqu'un délinquant, qui ne s'est pas rendu coupable d'une infraction constituant un acte criminel aux termes des dispositions du *Code criminel*, tombe sous les dispositions d'un *statut provincial*, il peut être traité, soit en vertu de *ce statut*, soit en vertu de la présente loi, selon que le meilleur intérêt de cet enfant l'exige.

The key words in the single sentence of this section have been italicized.

In my view, this section has no application in this case, for the *Motor-Vehicle Act*, *supra*, is not a statute of the class of statutes to which s. 39 is directed, namely : statutes intended for the protection or benefit of children. It was not seriously contended that the *Motor-Vehicle Act*, *supra*, is a provincial statute of that class ; such a contention is palpably untenable. What was urged is that, as a matter of construction, the words *provincial statute* and *such Act* or *statut provincial* and *de ce statut*, appearing in the latter part of the sentence, are not referable to the word *provincial statute intended . . .* or *statut provincial en vue de . . .*, appearing in the first part thereof, but to any provincial statute. In my opinion, the wording of the sentence does not

1967

Attorney
General
for British
Columbia
v.
Smith
Fauteux J.

permit this interpretation but just the opposite one and as such, shows that the will of Parliament is (i) to leave untouched the provisions of any provincial statute intended for the protection or benefit of children, — such as, e.g., *The Protection of Children Act*, R.S.B.C. 1948, c. 47, — and (ii) to authorize that a child, coming within the provisions thereof, be dealt with either under the latter or under the *Juvenile Delinquents Act*, as his best interests may be deemed to be in any particular case. Construed as suggested on behalf of appellant, s. 39 would be in conflict with the provisions of the Act which give exclusive jurisdiction to the Juvenile Court in matters of delinquency and would completely defeat the whole purpose of the Act and render it futile.

The Act and the *Motor-Vehicle Act*, *supra*, cannot operate side by side, for their provisions clash at the level of law enforcement and to this extent, the latter statute is inoperative according to the rule that a legislation of Parliament which strictly relates to subjects of legislation expressly enumerated in s. 91, — as the *Juvenile Delinquents Act* is assumed to be for the purpose of the second question, — is of paramount authority, even though it trenches upon matters assigned to the provincial legislatures by s. 92: *A.-G. for Canada v. A.-G. for British Columbia* ¹.

With deference to those who entertain a different view, I must conclude that the majority of the Court of Appeal rightly decided that the *Juvenile Delinquents Act* is *intra vires* of Parliament and that the case of respondent Smith should have been dealt with under the provisions of this Act.

I would dismiss the appeal and make no order as to costs.

Appeal dismissed; no order as to costs.

Solicitors for the appellant: Cumming, Bird & Richards, Vancouver.

Solicitor for the respondent: F. S. Perry, Prince George.

¹ (1930) A.C. 111 at 118, (1929) 3 W.W.R. 449, (1930) 1 D.L.R. 194.

APPENDICE 6

Article intitulé *Juvenile Courts open to improvement*
— Texte de Me Robert M. Cooper —
publié dans le *Montreal Star*, le 16 août 1969.
(paragraphe 35).

JUVENILE COURTS OPEN TO IMPROVEMENT

By ROBERT M. COOPER

The Juvenile Court has failed.

Born at the turn of the century by a public reacting to the pathetic plight of children, it stands today as youth's Saviour. But it has not saved. It has made promises. But it has not delivered.

A child, once viewed as non-person nuisance was now to be seen as a human personality with inherent rights and a vital resource for the future.

The treatment to be accorded him was to be precisely that — treatment : rehabilitative and devoid of punishment. The harshness and rigidity of the criminal courts governed by an adversary combat system would be replaced by a friendly, fatherly agency, which would help rather than judge the child. The child would not receive adult justice for he was not an adult, nor was justice what he needed. Thus, the juvenile offender would not be considered a criminal, but only a delinquent.

Yet, the worst failures of the Juvenile Court have been in those areas where its aims were highest : the placing of the neutral label of "delinquent" as a substitute for a criminal tag has proved a fraud — the stigma remains.

MEANING VAGUE

But not only is a label of juvenile delinquency inadequate ; its content — its meaning — is so vague and broad that anything a child does at one time or another may result in a court declaring him delinquent. Whether the offence is a serious or minor one he is still the same juvenile delinquent — if he throws a snowball at a car, rapes a girl or smokes a cigarette, the result may be the same — he is a delinquent.

What is surprising is that this failure to distinguish between offences has been cited by supporters of the Juvenile Court as one of its *advantages*.

As a clerk of the Juvenile Court in Montreal proudly told me : "Here we do not look at the offence, but rather the person. A child who commits murder may be treated in the same way as one who slashes tires."

What a dangerous and ridiculous statement ! True, a child murderer may receive benefits accorded a tire-slasher, but the opposite is also true : a "tireslasher" might be treated in the same way as a "murderer."

The Juvenile Court exists to protect the child, not only from himself or from neglectful parents, but also from the State. And at this point the grey picture of the court turns black. Because the court regards itself as the parent of the child, it feels it has the right to supervise every facet of the child's life. As a result, no claim of privacy can be invoked on behalf of the child ; and any dignity he possesses or develops is shattered.

PARENTAL LOVE

But even if these rights were denied the child, one could accept this were parental love substituted in its place, as the courts claim. Yet the State is not capable of replacing or even acting as parent. The judge has neither the time nor the ability to express genuine parental concern for all who face him in the brief hearing often referred to as "The Three-Minute Children's Hour." Moreover, the courts are so concerned with "helping" the child, they often fail to determine clearly whether he in fact requires help — that is, is he really a juvenile delinquent ?

The Canadian confidence and complacency in the Juvenile Court's function is not well-founded in the face of its arbitrary infringements with the child's day-to-day life. Our American neighbors have begun to pierce this myth of the Juvenile Court masquerading as a welfare agency, by injecting legal safeguards.

In the United States, a minor charged with an offence must be informed of his rights by a lawyer, and if he cannot obtain one, the courts must supply him with one ; in addition, rights to a proper hearing, rights to cross-examine those charging him with the offence, and those other legal protections considered essential in an adult criminal trial are required in the juvenile court process.

The Canadian Juvenile Courts might well be repelled by such a decision ; as they would say, "Lawyers and lawyer-like behavior would hamper the juvenile court in "straightening out" a misguided child.

Yet if anybody needs a lawyer to cope with the complex problem of a hearing, of the facts connected with the alleged offence, and what is to be done to the child, surely a child does. Moreover, when a defence counsel is provided to represent him, the juvenile feels he is being more fairly dealt with and has even participated in his own trial.

HONESTY AND REALITY

Such an approach would reveal what youth is crying out for — honesty and reality. And it should not be forgotten : the adolescent is aware of the conflict and constraining powers behind the exterior of the informal and friendly judge. He knows that the Juvenile Court process is not merely that of a Parent helping a child, or a Doctor curing him, but is also that of a Policeman coercing and inhibiting him, and of a Prison Warden punishing and deterring him. An honest realistic approach would aid the delinquent adolescent ; any other approach is mere deception.

The child's trust in and cooperation with the Juvenile Court authorities, so vital to this rehabilitative process, is now becoming contaminated by the Juvenile Court "drama" where the judge "play-acts" as parent, while he orders the child to a detention home, and the Probation Officer pantomimes as friend while he gathers evidence of the child's alleged offence.

REACTION

The Juvenile Court was a reaction to the kind of treatment a child received in the days of Charles Dickens. But, alas, Great Expectations have turned into Bleak House, and Tale of Two Cities suggests that the U.S. has advanced more quickly than Canada. It was the American Supreme Court that said : "The condition of being a boy does not justify a kangaroo court."

Robert M. Cooper is a law graduate of McGill University, attached to the legal firm of Robinson, Sheppard, Drymer & Shapiro, who is specializing in civil liberties and the law relating to juveniles.

APPENDICE 7

Mémoire de la Fédération des
Travailleurs du Québec.
(paragraphe 42).

PROJET DE MÉMOIRE
soumis à la
COMMISSION D'ENQUÊTE
sur
L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE
en
MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE
par la
FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC

le 18 juillet 1967.

Messieurs les Commissaires,

La Fédération des travailleurs du Québec vous remercie de l'occasion que vous lui offrez de présenter ses vues quant aux réformes urgentes qui doivent être apportées au système d'administration de la Justice.

Les positions que nous soutenons dans ce mémoire, quant à la prévention et à la répression de la criminalité nous sont inspirées par notre expérience quotidienne dans la défense des droits et des libertés des quelques 300,000 travailleurs que nous représentons. Les travailleurs risquent tous, au cours de leur vie, d'être victimes du crime et de ses effets, des injustices de la loi et de l'administration judiciaire. Il est important que l'État nous soutienne dans notre tâche de défense des intérêts de la classe laborieuse, en accordant à cette classe le minimum de garanties légales et judiciaires qu'elle réclame.

Les travailleurs et leurs syndicats se font un devoir d'être les alliés de la Justice dans la lutte contre le crime mais ils exigent en même temps que ce système judiciaire leur accorde la protection à laquelle ils ont droit et les libertés qu'ils réclament. Notre unique souci est que le principe de légalité de tous les citoyens devant la justice devienne une réalité quotidienne dans notre société. C'est le sens de toutes les recommandations que la F.T.Q. vous soumet respectueusement dans ce mémoire.

INTRODUCTION

INTRODUCTION

1 — *La conception du criminel*

Une des grandes lacunes des commissions d'enquête sur l'administration de la Justice est l'absence d'une définition réaliste du criminel. Il ne fait aucun doute, pour nous, que les commissions d'enquête ont très peu contribué à ébranler les préjugés séculaires que nous entretenons à l'égard des individus délinquants alors qu'une conception juste du criminel constitue la clé de voûte de tout programme de prévention de la criminalité, requérant la participation de la population. Notre société s'est toujours préoccupée davantage de la protection des choses que de la protection des hommes, ce qui revient à nier toute personnalité aux criminels et à n'attacher d'importance qu'aux délits et aux sentences. Nous n'exagérerions pas beaucoup en résumant ainsi la philosophie officielle en matière de Justice : à tel délit correspondra telle peine et la société sera protégée !

Une telle attitude de la part des officiers de la Justice a forcément créé des répercussions néfastes au niveau de la conscience sociale des citoyens. Ces répercussions sont de deux types : premièrement, on considère tous les criminels comme des êtres extrêmement dangereux dont il faut se protéger en les excluant de la vie sociale ; en second lieu, on considère les officiers de la Justice (policiers — avocats — juges) comme des personnages menaçants qui n'observent la société qu'à travers un prisme déformant, c'est-à-dire sous le seul angle de la criminalité et qui n'entretiennent avec leurs semblables d'autres rapports que ceux de poursuivant à défendeur. De là naissent les sentiments de crainte, de culpabilité et de retrait qu'éprouve le citoyen en présence de l'officier de la justice. Ainsi le citoyen se perçoit plus souvent comme la victime potentielle de la justice que comme son allié naturel. Ce réflexe est peut-être fondé si on s'en rapporte, en tout cas, aux résultats d'une recherche américaine révélant que 91 p. cent d'un échantillon de 1,700 personnes ont admis avoir commis des délits qui auraient été punissables d'emprisonnement aux termes des lois actuelles. (cf. Rapport Katzenbach, 1967, page V).

Nous sommes fermement convaincus qu'aucun système d'administration de la Justice ne peut être efficace s'il ne se base sur une compréhension sérieuse de ceux contre lesquels la société demande à être protégée. Nous recommandons à cet effet que soient poursuivies des recherches sur les caractéristiques et la personnalité de ceux qui enfreignent les lois, règlements ou statuts et que l'on arrive à distinguer clairement les différents types de délinquance. On s'apercevrait sans doute que si certains types de criminalité sont imputables à des caractères personnels : névroses, malice etc., beaucoup d'autres ne sont que le résultat quasi-inévitable des conditions sociales et économiques, du fonctionnement quotidien du système social et du système juridique. Nous devons tous prendre conscience de la responsabilité qui nous incombe face à ce dernier type de criminalité.

2 — *Société et criminalité*

Nous croyons que chaque type de société engendre ses propres délinquants et que la responsabilité principale, en ce domaine, revient à la société bien plus qu'aux individus qui en sont les victimes. Toute politique destinée à lutter contre la criminalité restera lettre morte si on persiste à ignorer les facteurs sociaux qui sont à l'origine de la majorité des délits commis. Ce n'est pas faire preuve d'irréalisme que de rappeler à ce propos le célèbre principe de J.J. Rousseau : l'homme naît bon et la société le rend mauvais. Nous croyons que tant et aussi longtemps qu'on n'aura réussi à éliminer les inégalités sociales en matière de revenu, d'habitation, de santé, d'éducation, etc., aucune société ne pourra établir des mécanismes efficaces de contrôle et de régulation.

Toute politique criminologique est indissociable d'une politique de sécurité sociale visant à garantir à tous les citoyens un niveau de vie digne d'une société d'abondance. Une telle politique de bien-être est malheureusement inexistante au Québec et c'est de ce côté que nous devons d'abord faire porter nos efforts et rechercher la solution au problème de la criminalité.

Toute politique criminologique, par ailleurs, est intimement liée à notre politique éducative. Alors que nous sommes en pleine réforme scolaire, il ne semble pas qu'on soit prêt, dans un avenir prochain, à organiser sur une base large et spécialisée des centres d'orientation et de rééducation psychologique au niveau des écoles secondaires et des collèges. On dit souvent, en milieu populaire, que les criminels se forment sur les bancs de l'école. Tout effort de réforme de la justice, à notre avis, ne saurait être efficace sans une collaboration étroite avec ceux qui ont la responsabilité de former les futurs citoyens et, si possible, d'apporter, quand il est encore temps, les correctifs nécessaires.

3 — *Population et criminalité*

Nos gouvernements tant au niveau fédéral que provincial hésitent à proposer les réformes qui s'imposent dans l'administration de la Justice sous prétexte de la non-rentabilité politique des efforts en ce domaine. En cela, nos politiciens sont bien représentatifs d'une population mal informée quant aux causes de la criminalité et aux solutions à y apporter. Pour briser ce cercle vicieux qui perpétue l'immobilisme et pour mieux comprendre l'attitude de la population face à la criminalité, nous vous suggérons d'entreprendre des recherches en profondeur qui nous renseigneraient exactement sur l'attitude de la population à l'égard de la criminalité et du système judiciaire. Ces renseignements devront constituer la base de tout programme d'éducation populaire.

Nous sommes enclins à émettre l'hypothèse que la population québécoise est relativement inquiète de l'état de la criminalité dans notre société mais que, n'ayant jamais été instruite par ses gouvernants des moyens efficaces pour l'enrayer, elle accepte cette criminalité comme un mal nécessaire et se décharge de toute responsabilité en ce domaine. Les citoyens doivent se sentir personnellement engagés dans tout programme de lutte contre la criminalité. Nous souhaiterions que le gouvernement investisse dans un programme d'information et d'éducation populaire axé sur le thème de la responsabilité et des droits de chaque citoyen dans une société dite libre.

4 — *Justice de classe*

Le principal objectif de votre Commission doit être l'élimination des injustices de notre système d'administration de la Justice par l'adoption de diverses mesures visant à garantir à tous les citoyens l'égalité devant la loi. Pour notre part, nous avons tous été témoins, à un moment ou un autre de notre existence, d'injustices flagrantes de la part des représentants des organismes responsables du respect de l'ordre et de la justice. Que ce soit à titre de citoyens ou à titre de syndicalistes, nous avons tous pu prendre conscience de notre impuissance à faire triompher la justice. Il serait peut-être plus juste de dire que nous avons toujours été conscients de voir triompher la justice d'une classe privilégiée.

Par justice de classe, nous entendons la protection exagérée dont jouit devant les tribunaux une catégorie de citoyens au détriment des autres. Combien de fois avons-nous vu des travailleurs refusant de poursuivre devant les tribunaux une compagnie de finance, un propriétaire ou un fournisseur qui leur avaient causé préjudice, sachant bien à l'avance qu'ils devront encourir des frais judiciaires et des pertes de salaire coûteuses,

qu'ils devront faire face à des délais prolongés et qu'ils n'auront pas nécessairement gain de cause. De même, le phénomène de la justice expéditive démontre bien la volonté désespérée des économiquement faibles d'échapper aux mécanismes « douteux » de l'administration de la Justice en se reconnaissant coupables de délits dont ils ne sont pas responsables. Des citoyens se voient ainsi imposer des sentences dont ils n'avaient pas prévu l'ampleur et souvent même chargé d'un casier judiciaire. Ces déboires auraient pu être évités si chaque citoyen pouvait faire reconnaître ses droits devant la Justice. Nous souhaiterions que votre Commission fasse enfin la lumière sur les relations qui existent entre le statut socio-économique des accusés, les types de délits et les sentences prononcées devant les tribunaux. Notre connaissance des milieux défavorisés nous incline à croire que les sentences modèles ne s'appliquent qu'aux économiquement faibles et que de façon générale, à offense égale correspond une peine inégale et ce, au détriment des pauvres. Il nous semble que la conception moyenâgeuse du crime qui associe pauvreté — criminalité — châtement sévère a toujours cours dans notre système judiciaire.

Votre Commission, qui se présente comme une dernière planche de salut pour faire reconnaître en pratique les droits des économiquement faibles devant la Justice, accumulera assez de preuves, nous en sommes convaincus, pour dénoncer cette philosophie pénale, injuste et désuète et verra à ce que des changements radicaux soient apportés en ce domaine.

CHAPITRE PREMIER

PRÉVENTION DU CRIME

PRÉVENTION DU CRIME

1 — *Prophylaxie sociale efficace*

Jusqu'à maintenant, notre politique criminelle a été presque exclusivement orientée vers la punition du crime plutôt que sa prévention. Notre société libérale laissait ainsi toutes grandes ouvertes les portes conduisant à la criminalité. On a favorisé l'éclosion et le développement de maintes carrières criminelles en laissant subsister les conditions sociales et économiques qui engendrent la déviance. L'accent mis sur le progrès technique et économique dans notre société n'a pas eu de corollaire dans le domaine social. Les phénomènes d'urbanisation et d'industrialisation ont provoqué des dislocations du système social contre lesquelles aucune action planifiée ne fut entreprise. L'état de pauvreté de plus du tiers de la population ne suffit même pas à émouvoir les gouvernants. La sécurité pour les citoyens au plan du revenu, du travail, du bien-être physique et mental, est un principe « gauchissant » dans l'opinion des classes bien nanties. Que l'on pense un instant seulement aux problèmes d'éducation, de loisirs, de logement et d'équilibre familial dans lesquels se débattent les milieux défavorisés et l'on constatera combien nous sommes éloignés de la pratique d'une prophylaxie sociale efficace.

Notre système judiciaire est, de par sa nature, impuissant à apporter une solution d'ensemble aux problèmes de la prévention et il n'est pas dans nos intentions de lui confier une telle tâche. Cependant, nous considérons que le cloisonnement étanche qui existe entre le système judiciaire et le système de sécurité sociale ne peut manquer d'être préjudiciable à un programme de prévention du crime. Nous vous recommandons de proposer la création d'un comité de prévention du crime composé des représentants des différents ministères concernés et des représentants des organismes sociaux et des corps professionnels œuvrant dans le domaine social. Cet organisme de caractère consultatif serait le principal agent intégrateur des politiques criminologiques et sociales.

2 — *La délinquance juvénile*

En matière de délinquance juvénile, la province de Québec est dotée de services bien structurés mais qui demeurent impuissants à enrayer l'augmentation du volume de la délinquance. Le Québec vient d'ailleurs en tête de liste pour ce type de délinquance. Nous savons que des études très approfondies ont été effectuées et que d'autres sont actuellement en cours pour tenter d'élucider les causes de ce phénomène. Nous n'avons pas la prétention de nous substituer aux spécialistes en ce domaine ; nous nous permettons quand même de vous faire certaines suggestions quant au choix des moyens à prendre pour favoriser l'intégration des jeunes dans la société. Une des caractéristiques de la jeunesse d'aujourd'hui est le désir intense de manifester sa présence et sa volonté collective, de s'exprimer, de s'extérioriser comme elle le désire et non pas nécessairement d'une manière que la société juge acceptable. Les jeunes font fi des tabous qu'on leur a imposés et des valeurs qu'on leur a inculquées ; ces règles leur seront peut-être utiles plus tard, si la société demeure inchangée mais pour le moment, ils n'y voient que contraintes et restrictions inutiles.

Poussés par le besoin d'agir et de s'exprimer et se heurtant à une société imperméable et fermée, les jeunes doivent inventer leur propre mode d'action, leurs propres règles de conduite et leur échelle de valeurs qui souvent, viennent en contradiction avec les valeurs dominantes et les normes conventionnelles du milieu. La société a toujours été incapable de fournir aux jeunes les moyens d'expression qui leur permettent de s'épanouir et de se réaliser sans être mis au ban de la société. Des programmes de loisirs et d'éducation mieux adaptés aux besoins et aux particularités de la jeunesse constituent sans doute la meilleure mesure de prévention de la délinquance que nous pourrions adopter.

D'autre part, nous croyons que des expériences pilotes d'animation sociale auprès des jeunes délinquants devraient être mises sur pied par les Services de protection de la jeunesse. Les animateurs devraient être choisis parmi les jeunes qui sortent d'une école de réhabilitation ou parmi des jeunes leaders qui exercent une influence dominante sur les jeunes de leur quartier. L'animation devrait être orientée vers une action concrète exercée à l'intérieur même du quartier : démarches entreprises auprès des autorités pour obtenir un centre de loisirs, un parc d'amusement, une piscine, etc., et participation à la réalisation de tels projets. L'action devrait toujours relever d'un besoin ressenti par les jeunes eux-mêmes et une grande latitude devrait être accordée dans leurs moyens d'expression. Il serait également souhaitable que des responsabilités leur soient confiées dans les activités sociales, culturelles et autres de leur milieu.

CHAPITRE II

SYSTÈME CORRECTIONNEL

SYSTÈME CORRECTIONNEL

1 — *La correction : ses objectifs*

Nous sommes fermement convaincus que le système correctionnel doit s'inspirer de nos jours de deux principes fondamentaux soient la protection de la société et la réhabilitation sociale du criminel. La conception punitive de la correction du criminel a cédé la place à une philosophie de la réhabilitation. Nous avons malheureusement cru trop longtemps, (certains le croient encore), que la privation de liberté constitue en elle-même une forme de réhabilitation. Cette croyance, basée sur la théorie révolutionnaire à l'époque, de John Howard est aujourd'hui largement dépassée et nous devons convaincre notre société d'adopter une conception moderne de la réhabilitation. L'échelle de valeurs d'un criminel est une réalité que doit reconnaître et dont doit s'inspirer tout système correctionnel dont le but ultime est la réhabilitation, c'est-à-dire la transformation de cette échelle de valeurs du déviant dans le but de le rendre apte à se réintégrer dans la société, à en redevenir un membre utile et productif.

2 — *La prison*

La philosophie pénale voulant que le criminel, retranché de la société, devrait pouvoir, dans la solitude, méditer sur ses erreurs envers la société et atteindre à la contrition profonde, a beaucoup influencé l'architecture des prisons. Cet aménagement des prisons rend pratiquement impossible tout traitement thérapeutique. La prison moderne doit être conçue comme un véritable centre de traitement, possédant des équipes de thérapeutes (criminologues, psychiatres, travailleurs sociaux, sociologues, etc...) ayant tous pour mission de préparer les détenus à leur réintégration dans la société.

Les prisons provinciales devront être construites sur une base régionale et présenter une diversité dans les programmes de réhabilitation selon les besoins et les caractéristiques du milieu régional. En plus de disposer

d'une équipe de thérapeutes, elles devront posséder des instructeurs compétents capables de préparer les détenus à employer utilement leurs capacités productives. À l'intérieur même du complexe de détention on devra procéder à une classification systématique des détenus selon les catégories pré-établies : criminel primaire, criminel d'occasion et criminel d'habitude. Chaque groupe devra recevoir un traitement distinct plus ou moins intensif selon la durée de son incarcération et devra être tenu à distance des autres groupes.

Il sera alors possible de concevoir un système correctionnel qui ne retranche pas complètement tous les détenus de la société. Plusieurs d'entre eux pourraient ainsi visiter leur famille le soir ou en fin de semaine, ce qui leur permettrait de garder l'impression qu'ils participent encore à la vie collective. Cette mesure faciliterait d'autant le travail des officiers de probation au moment de la libération conditionnelle. Il serait opportun également de prévoir la création de prisons « doctoirs », de prisons de « fin de semaine » et d'instaurer pour un type bien spécifique de détenus le travail en ateliers protégés.

Les programmes de réhabilitation doivent faire une large part au maintien des responsabilités sociales des détenus. À notre avis, il est anti-thérapeutique d'enlever toute responsabilité sociale aux détenus en n'en faisant des pensionnaires de l'État. Nous sommes tout-à-fait favorables au travail productif en milieu carcéral ou en ateliers protégés malgré certaines réserves motivées par l'exploitation possible des détenus comme main-d'œuvre à bon marché et la concurrence déloyale qui en résulterait sur le marché du travail. L'activité productive devrait être orientée vers les besoins en équipement des organismes gouvernementaux et des services publics. L'État devrait rémunérer les détenus aux tarifs qui ont cours dans le monde du travail. Une partie du salaire devrait être retenue pour couvrir les frais de logement et de pension du détenu, le reste devant servir à subvenir aux besoins de ses dépendants. Les avantages d'ordre économique, social et psychologique d'un tel système sont reconnus ; il semble que les deux seuls obstacles qui demeurent sont l'inertie des gouvernants et les intérêts de ses fournisseurs.

Les mêmes mesures s'imposent également dans les pénitenciers et nous croyons que les programmes de réhabilitation et de production devraient être sous l'autorité des gouvernements provinciaux. Ces derniers ne peuvent se soustraire à la responsabilité qui leur incombe sous prétexte que le délit commis nécessite une détention plus prolongée. Pour être efficaces, les programmes de réhabilitation devront être coordonnés et planifiés en fonction des besoins d'une société moderne et des particularités de chaque province.

Le ministère provincial du Travail doit porter une attention particulière à l'intérieur de son service de main-d'œuvre à la réintégration des ex-détenus au marché du travail. Nous devons dénoncer l'attitude intransigeante des gouvernements fédéral, provinciaux, municipaux et des services publics quant à l'embauchage des ex-détenus. Cette catégorie d'employeurs devraient donner l'exemple à l'entreprise privée en acceptant d'embaucher les ex-détenus ; nous verrions là la continuation logique d'un programme de réhabilitation sociale.

En ce qui concerne le traitement des prévenus, nous soutenons qu'ils ne doivent en aucune circonstance entrer en contact avec les détenus. Ils devraient être gardés dans des maisons d'arrêt offrant des services psychiatriques, d'assistance sociale et d'assistance judiciaire. Pour la grande majorité d'entre eux, (suspects, vagabonds, fêtards et autres délinquants accidentels), la maison d'arrêt sera l'unique contact avec les institutions judiciaires et il est important, par conséquent, qu'elle n'ait pas le caractère honteux et indélébile de la prison.

3 — *La libération conditionnelle*

Le système de libération conditionnelle tel qu'il fonctionne actuellement suscite des oppositions tant du côté des officiers de la Justice que de la population. D'une part, les juges reprochent à la Commission de libération conditionnelle de « briser leurs sentences » et de jeter ainsi le doute sur leur compétence. D'autre part, ce système n'a jamais reçu l'assentiment populaire à cause de quelques erreurs commises par la Commission et surtout à cause de la confiance illimitée dont on a toujours investi la détention comme telle.

Les officiers de la Commission de libération conditionnelle soutiennent que le taux de récidive des libérés ne dépasse pas 15 p. cent alors qu'il est de l'ordre de 80 p. cent pour les libérés de fin de sentence. Si on considère que la Commission de libération conditionnelle ne possède ni le personnel ni le budget nécessaires pour effectuer un travail sérieux, nous ne pouvons conclure qu'au succès d'une telle entreprise et lui accorder les moyens qui lui sont nécessaires pour mener à bien sa tâche.

Afin d'éliminer les conflits qui subsistent entre la magistrature et la Commission de libération conditionnelle et afin de rendre alors efficace le rôle de la Commission, nous nous proposons de former un comité de liaison entre ces deux organismes. Advenant une mésentente sur la politique à adopter en matière de libération conditionnelle, la Commission devrait pouvoir en ajouter au comité de surveillance l'application des sentences (comité dont nous préconisons la formation au chapitre 3, paragraphe 9).

À notre avis, la libération doit être basée sur le degré de réhabilitation dont le détenu fait preuve plutôt que sur la durée de la peine qu'il a déjà purgée. La rentabilité économique et sociale de la libération conditionnelle, si elle était bien comprise, devrait pouvoir éliminer toute opposition à l'extension de ce service. Votre Commission devrait susciter une prise de conscience collective de ce problème qui pousserait enfin les gouvernants à agir.

4 — *Un système provincial de probation*

La probation (liberté surveillée) est devenue, sauf dans notre société, un mode de traitement courant, efficace et peu coûteux. Les effets bénéfiques de ce type de resocialisation sont reconnus par tous les spécialistes en pénologie et son inclusion dans notre système correctionnel ne peut avoir que d'heureux résultats. Aussi perfectionnées que puissent devenir les maisons de détention, notre système judiciaire devra toujours recourir à l'incarcération inutile et abusive s'il ne peut disposer d'un mécanisme de probation. Le système de libération conditionnelle, afin de remplir efficacement son rôle de protection de la société, doit compter sur le système de probation ; les ex-détenus étant confiés aux officiers de probation, le système de probation complète et soutient le système de libération. La clientèle du Service de probation se recruterait chez les délinquants primaires ou d'occasion qui seraient orientés vers ce service par les juges après comparution. Le système de probation est, à notre avis, le substitut le plus souhaitable à la prison. Dire que la majorité des détenus auraient dû être orientés vers un système de probation plutôt que vers la prison est une vérité de La Palice. Le gouvernement provincial qui a abdiqué ses responsabilités en ce domaine est le seul responsable de l'absence d'un tel système. Les succès remportés par la Société d'orientation et de réhabilitation sociale, malgré les moyens de fortune dont elle disposait, devraient suffire à convaincre les plus rébarbatifs au projet.

Dans son mémoire soumis en 1964 au Procureur général et au ministre de la Famille et du Bien-Être, la société donne quelques statistiques à ce sujet : « Depuis les dix dernières années, nous pouvons dire que le pourcentage de récidive ou d'insuccès pour le cas de délinquants adultes placés en liberté surveillée à notre agence est inférieur à 18 p. cent alors qu'il est supérieur à 70 p. cent pour ceux qui sont passés par une institution pénale » p. 11. Pour ce qui est de l'économie réalisée la société la détermine ainsi : « Nous pouvons évaluer à environ \$85,000 le coût des services de l'agence auprès des tribunaux pour l'assistance et le traitement de 800 délinquants placés en liberté surveillée au cours de l'année de 1962-1963 » p. 11. « La prévention de l'internement de 800 délinquants par la liberté surveillée représente une économie annuelle de plus de un million de

dollars... L'incarcération de ces 800 délinquants aurait privé notre économie d'une productivité de l'ordre de plus de \$2,000,000 » p. 12.

Compte tenu de tous ces facteurs nous considérons que cette mesure devrait recevoir priorité dans la réorganisation de l'administration de la Justice et qu'elle serait de nature à éliminer une grande part des injustices qui rendent notre système judiciaire impopulaire.

Les officiers de probation devraient avoir accès à tous les dossiers (rapport d'enquête pré-sentencielle, examen psychiatrique, sentence du juge) concernant leurs protégés. Leur « caseload » ne devrait en aucun cas dépasser les normes établies scientifiquement de façon à pouvoir exercer une surveillance suffisante sur leurs protégés. Ils feraient rapport au juge sur l'évolution du niveau de réhabilitation du délinquant et, sur la recommandation d'un comité d'évaluation, le juge pourrait éventuellement fermer le dossier. Les officiers de probation doivent être sélectionnés sur la base de critères très rigoureux et ils devraient tous bénéficier d'une formation dans une institution spécialisée à cette fin.

Ces quelques suggestions s'appliquent intégralement au Service de probation de la Cour du Bien-Être qui n'a de probation que le nom. Les officiers de probation pour les jeunes servent de courroie de transmission entre la Cour et les institutions spécialisées en réhabilitation juvénile. On n'effectue aucune probation en milieu communautaire et le rôle des officiers se résume en quelque sorte à distribuer les délinquants aux diverses maisons de réhabilitation. Nous vous suggérons de reviser la conception même de la probation juvénile, la compétence exigée des officiers, leur traitement et leur charge de travail (« caseload »). Il faudrait également que des relations fonctionnelles s'établissent entre le ministère de la Justice et celui du Bien-Être et de la Famille. Les conflits de juridiction en ce domaine sont préjudiciables à la population juvénile qui a recours à ces services. Sans nous prononcer catégoriquement sur cette question nous pensons qu'il serait peut-être souhaitable que les systèmes de probation pour adultes et jeunes relèvent d'une même autorité. Il faudrait à tout le moins qu'on établisse des mécanismes de collaboration très étroite entre ces deux services vu l'objectif commun et la complémentarité de leurs fonctions.

5 — *La réhabilitation sociale nouvel objectif de notre système judiciaire*

Nous avons insisté jusqu'ici sur l'aspect réhabilitation plutôt que sur l'aspect détention et punition ; nous mettons en doute l'importance de ces deux derniers objectifs comme facteurs de réhabilitation et nous considérons que la société dans laquelle nous vivons a exagéré leur caractère préventif au point de nier toute individualisation de la peine. Nous voulons rétablir un équilibre nécessaire du système correctionnel et pour ce faire, nous

insistons sur la formule de traitement individuel du délinquant par opposition à l'application mécanique des sentences. Nous considérons que la société possède les ressources humaines et matérielles qui lui permettent d'offrir à chaque criminel ou délinquant un traitement approprié. L'individualisation de la sentence et du traitement nous semble représenter la meilleure garantie de protection des libertés individuelles.

CHAPITRE III

SYSTÈME JUDICIAIRE

SYSTÈME JUDICIAIRE

Les mesures que nous voulons vous proposer visent à éliminer, en grande partie du moins, les injustices du système judiciaire. Le phénomène de la justice expéditive révèle bien, à notre avis, les faiblesses de la Justice. Les prévenus, confrontés à l'épouvantail du système, préfèrent le reconnaître coupables pour éviter de se fourvoyer dans les labyrinthes de l'administration de la Justice. Ils connaissent très bien les frais extravagants qu'ils auront à encourir, les délais qui surviendront et le peu d'attention qu'on apportera à leur cause et l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent pour se procurer les soins d'un avocat prestigieux et dispendieux qui aurait « bonne cour » auprès de la Magistrature. Il faudrait également prévoir le remboursement des pertes de salaires encourues par les prévenus qui auraient été incarcérés sans motifs suffisants. Il est important de revaloriser le système judiciaire aux yeux de la population si l'on veut pouvoir appliquer une politique pour enrayer la montée de la criminalité.

1 — *Enquête présentencielle*

Si l'on veut traiter les prévenus en toute équité et respecter la personnalité de chacun il faut instituer un mécanisme permanent d'enquête présentencielle. Dès qu'un prévenu est susceptible de comparaître devant un tribunal à cause de la gravité du délit commis, il faudrait que le comité d'enquête présentencielle puisse entrer immédiatement en contact avec lui afin de préparer un dossier qui servira d'abord de guide au juge pour prononcer sa sentence. Cette enquête devrait être effectuée par une équipe psychiatrique formée de spécialistes en sciences criminelles. Le dossier devrait être mis à la disposition de l'avocat de l'accusé et au besoin, un membre du comité pourrait témoigner devant la Cour. Par la suite, le dossier devrait suivre le prévenu aussi longtemps qu'il demeurera sous la responsabilité du système judiciaire. Cette enquête présentencielle appro-

fondie pourrait-être utile aux officiers de réhabilitation en milieu de détention, aux officiers de libération conditionnelle et de probation. Il serait alors possible de suivre l'évolution de chaque prévenu, minimisant ainsi les risques d'erreur du système judiciaire.

2 — *Juges d'instruction*

Nous vous recommandons également de proposer la création du poste de juge d'instruction. Les juges d'instruction devraient prendre les prévenus sous leur responsabilité dès le moment de leur arrestation et devraient être responsables de l'enquête policière, ce qui garantirait un plus grand respect des droits de l'accusé et éliminerait la violence physique de l'interrogatoire. Ils verraient à référer, au besoin, les prévenus au comité d'enquête présentencielle et verraient aussi à ce qu'aucun prévenu ne se présente devant la Cour sans l'assistance d'un avocat. Ils pourraient également permettre aux détenus de communiquer avec leur famille et accélérer leur comparution dans les délais prescrits. La responsabilité très grave de veiller à ce qu'aucun citoyen ne soit privé injustement de sa liberté incomberait aux juges d'instruction. Si on accepte le principe de l'enquête présentencielle et des juges d'instruction, il devient superflu d'ajouter que les rapports de la police ne seront plus reconnus devant la Cour.

3 — *Les corps policiers*

Nous ne ferons pas de commentaires sur les méthodes peu orthodoxes utilisées par certains policiers ; le problème est connu et nous ne doutons pas que des mesures sérieuses seront entreprises pour corriger cette situation. Le Service de police, fort des pouvoirs de la Justice a, à maintes reprises, agi comme agent provocateur lors de grèves, de manifestations publiques ou auprès de certains citoyens. Nous déplorons cet état de fait et pour empêcher que de pareils événements se produisent à l'avenir nous croyons qu'il serait nécessaire de créer un comité de surveillance, indépendant des services policiers. Ce comité serait formé de représentants du ministère de la Justice, des corps socio-économiques et des policiers. La prévention du crime est la tâche primordiale des policiers et s'ils désirent s'attirer la collaboration des organismes sociaux et des citoyens dans l'accomplissement de leurs fonctions, il est nécessaire qu'ils nous présentent une image qui soit à la hauteur de leur rôle dans la société. D'autre part, les policiers font souvent montre d'une grande bravoure en pourchassant et en arrêtant des criminels dangereux, au risque de leur vie. Nous croyons qu'ils devraient être fermement épaulés par les juges et les autres officiers de la justice dans l'accomplissement de leur devoir ; si ces derniers, en effet détruisent inutilement leur travail, le moral des policiers pourra en être gravement atteint.

4 — *L'assistance Judiciaire*

Le système d'assistance judiciaire qui existe actuellement ne rencontre en rien les exigences minima qu'un véritable système de sécurité judiciaire lequel doit incarner le droit de tous les citoyens à l'égalité devant la Justice. Qu'il nous suffise de rappeler quelques faiblesses de l'assistance judiciaire qui ne pourront être éliminées tant que la structure actuelle du système demeurera inchangée. Il n'existe pas d'organismes responsables de confier à des avocats les prévenus qui ont besoins d'assistance. En effet, 60 p. cent des prévenus comparaissent devant un juge sans le secours d'un avocat. Un personnel composé de deux ou trois avocats est nettement insuffisant pour assurer la coordination des services d'assistance. Le mécanisme de sélection rotative des avocats pour la défense des prévenus devant la Cour comporte plusieurs défauts et produit maintes injustices. L'avocat choisi refile souvent, c'est bien connu, le « cas d'assistance judiciaire » au junior de son étude ; maintes fois on ne se donne même pas la peine de préparer la défense et fréquemment, l'avocat n'a pas la compétence nécessaire pour défendre le genre de cause dont il est responsable. L'assistance judiciaire est dans l'ensemble, un fardeau pour les avocats. Un budget de \$150,000 par année pour garantir l'égalité des citoyens devant la Justice est parfaitement dérisoire. Le fonctionnement de l'assistance judiciaire, ainsi que ses faiblesses, ont été d'ailleurs très bien décrits dans le « Rapport de la Commission d'étude sur l'Assistance judiciaire — par Bernard Grenier (F.E.D.Q.) ».

Nous vous recommandons de proposer l'instauration d'un système d'assistance judiciaire qui assure réellement à tous les citoyens l'égalité devant la Justice. Ce système devrait garantir que tout accusé devant comparaître en Cour sera représenté par un avocat, que l'avocat aura eu le temps de bien étudier le dossier avant la comparution, que l'accusé aura le libre choix de son avocat et que les frais de Cour et d'avocat seront payés à même les deniers publics. La nature des délits en cause ne devra, en aucun cas, limiter les critères d'admissibilité ; il y aurait lieu toutefois d'établir des critères précis quant au revenu du client. Dans une première étape, il nous semble essentiel que tous les citoyens qui tombent sous le coup d'une Loi de l'assistance publique aient droit automatiquement à la sécurité juridique. Les services de bien-être devraient également pouvoir référer à l'assistance judiciaire, toutes les personnes qui ont recours à leurs services. Enfin, toute personne gagnant moins de \$5,000 par an ne devrait pas avoir à faire la preuve de son incapacité financière à être représentée devant la Cour.

5 — *Socialisation de la Justice*

Nous considérons l'assistance judiciaire comme une étape transitoire du processus de reconnaissance pratique de l'égalité des citoyens devant la

Justice. La socialisation de la Justice en est l'étape ultime. Nous entrevoyons le jour où, au même titre que les professeurs et les médecins, les avocats négocieront leurs conditions de travail avec l'État. C'est pour des raisons non seulement de principe mais surtout de nature pratique que nous préconisons l'avènement d'un tel régime. Il serait en effet injuste que les avocats travaillant au service de l'assistance judiciaire soient des fonctionnaires de l'État, jouissant de revenus limités alors que leurs confrères en pratique privée hériteraient des causes payantes ou « intéressantes ». Tant que l'argent sera le seul critère d'efficacité dans cette profession le droit des citoyens à l'égalité devant la Justice restera le plus souvent lettre morte. Nous espérons que l'exemple du système d'assistance judiciaire provoquera un changement de mentalité qui accélèrera l'avènement d'un régime public, complet et universel de sécurité juridique.

6 — *Les procureurs de la Couronne*

On a souvent fait remarquer que les procureurs de la Couronne étaient les enfants pauvres de l'administration de la Justice. Ils doivent, avec des moyens de fortune, affronter des procureurs de la défense qui disposent d'abondantes ressources financières pour défendre leurs clients. Cette situation doit être corrigée le plus tôt possible ; il est également à espérer que les juges d'instruction et les rapports d'enquête présentencielle seront de nature à alléger la charge de travail des procureurs de la Couronne. Il serait cependant souhaitable que l'on procède aussi à une évaluation systématique de leur fonction et qu'au besoin, on réduise leur fardeau de façon à ce qu'ils soient aussi bien préparés que leurs opposants à défendre les intérêts qui leur sont confiés. Les procureurs de la Couronne devrait recevoir une rémunération satisfaisante de façon à attirer à ce poste des avocats compétents et expérimentés. Nous croyons enfin que le rôle de procureur doit être repensé ; en effet, il doit avoir comme mission de faire triompher la justice et non de « gagner son procès ».

7 — *De la formation et de la nomination des juges*

La fonction de juge est sûrement, de toutes, la plus importante dans l'administration de la Justice. À cause de l'importance et du prestige que la population accorde à cette fonction dans nos pays et à cause de son rôle décisif dans l'administration de la Justice, il faut continuellement évaluer le travail accompli par la magistrature. Aucune tentative d'amélioration du système judiciaire ne peut se concevoir sans la participation des juges. Ces derniers auront le choix de considérer ou d'ignorer les rapports du comité présentenciel, ceux du juge d'instruction, de la Commission de libération conditionnelle et du Service de probation.

Nous ne prétendons pas faire ici le procès de la magistrature mais il est évident pour tous ceux qui ont une certaine expérience de la question que des transformations radicales s'imposent quant à la formation des juges et leur mode de nomination.

Nous avons trop souvent vu des juges qui n'avaient jamais abordé le droit criminel au cours de leur carrière être forcés d'entendre une cause criminelle de la plus haute importance. Quand on découvre que seulement quatre juges sur dix déclarent avoir déjà lu un livre de criminologie on n'est pas surpris qu'ils se plaignent ensuite de ce que la Commission de libération conditionnelle « brise » leurs sentences. Quand un haut fonctionnaire de l'administration de la Justice critique la recommandation à la magistrature d'un avocat qui n'a travaillé que deux ans au service d'un parti politique de préférence à un autre qui a travaillé dix ans pour le même parti, il y a lieu, croyons-nous, de remettre en question le présent mode de nomination des juges. Quand un gouvernement élève à la magistrature un de ses candidats défaits dans son comté qui n'a aucune expérience préalable de cette sphère d'activité dans laquelle il devra œuvrer jusqu'à sa retraite ; nous pouvons là encore remettre en cause l'influence du critère de compétence dans les mécanismes de nomination. Tous ces exemples nous poussent à dénoncer de façon véhémence ce mode arbitraire, infiniment injuste et unique de sélection des personnes qui devront occuper ce poste extrêmement important de notre système d'administration de la Justice.

En ce qui a trait à la formation des juges, nous croyons que le moment est venu au Québec d'instituer une École de magistrature intégrée à l'université. Une telle école pourrait accueillir les diplômés des facultés des sciences de l'homme et offrir un enseignement polyvalent selon la formation de base des étudiants ; on pourrait y combiner aussi l'étude et la pratique sous forme de stages d'apprentissage dans différents secteurs de l'administration judiciaire. Par exemple, un licencié en droit qui désire se diriger vers la magistrature en Cour du Bien-Être pourrait alors suivre des cours de criminologie, de sociologie, de psychologie, de réorganisation communautaire, etc...

La nomination des juges devrait relever du ministère de la Justice sur recommandation d'un comité de nomination formé de spécialistes des sciences de l'homme, de représentants du Barreau, de représentants du ministère de la Justice et du ministère du Bien-Être et de la Famille. Le "Merit Selection Plan" utilisé au Missouri, nous semble très recommandable pour le Québec. Selon ce système, l'État ne peut nommer que des juges qui lui sont recommandés par une commission neutre. Après une période de probation pour le nouveau juge, le comité revise son dossier afin de décider s'il mérite de demeurer à son poste ; enfin, on revise périodiquement le dossier des juges, afin de recommander qu'ils soient maintenus ou non à

leur poste en fonction de la compétence dont ils ont fait preuve. La Commission Katzenbach sur l'administration de la justice aux États-Unis fait des recommandations très précises à ce sujet :

"The commission believes that far more important than the choice between elective an appointive systems, however, is the existence in the selection system of an effective procedure for the screening of potential candidates for the judiciary on the basis of their personal and professional qualifications for office. The group that performs this screening function should be established by law, should be directly responsible to the appointing authority, and should be carefully selected to insure that its membership is representative and is not drawn from an unduly narrow segment of the bar or the community." (p. 146).

Une École de magistrature et un système de sélection au mérite sont deux mesures qui ont déjà fait leurs preuves et qui seraient de nature à améliorer sensiblement l'administration de la Justice au Québec.

8 — *Un tribunal familial et un organisme socio-administratif*

Notre société doit faire face au problème de la dislocation des liens familiaux et conjugaux et bien qu'il soit difficile d'évaluer l'ampleur de ce problème, il est évident que peu d'efforts ont été déployés par les autorités responsables en ce domaine. D'une part, il est à prévoir que dans l'avenir, compte tenu de l'évolution de notre milieu, les cas de séparation et de divorce seront de plus en plus nombreux. D'autre part, les conséquences de la dissolution de toute cellule familiale sont extrêmement sérieuses du point de vue de la société, de la santé présente et future. Il est donc nécessaire que ce type de problèmes soit traité de façon attentive et par des personnes compétentes. Nous croyons que le Québec devra enfin se décider à assumer ses responsabilités en matière de divorce et de législation familiale. Nous recommandons la création d'un tribunal de la famille, composé de spécialistes des questions familiales : travailleurs sociaux, sociologues, psychologues, etc... Ce tribunal entendrait toutes les causes d'ordre familial (rapports entre époux, entre parents et enfants, etc...) et agirait en même temps comme tribunal provincial dans les causes de séparation et de divorce.

Nous croyons que plusieurs genres de causes devraient être entendues devant un organisme socio-administratif plutôt que devant les Cours actuelles qui sont surchargées de travail. Nous pensons ici aux problèmes d'ivresse, de narcomanie, de prostitution, d'homosexualité, de vagabondage, de mécontentes conjugales, etc... Il s'agit dans tous ces cas de problèmes sociaux plutôt que de criminalité. Un organisme socio-administratif serait mieux en mesure de réhabiliter ces « malades sociaux » que la Cour. Un tel organisme devrait avoir toute autorité pour disposer de ces causes et devrait être composé de spécialistes dans les domaines concernés.

Les juges ont malheureusement toujours eu la liberté de punir comme ils l'entendent les criminels qui comparaissent devant eux. Toutefois, les sentences imposées par eux donnent souvent lieu à des injustices flagrantes, intolérables à notre époque dans une société démocratique. On a vu des adolescents et même des adultes être condamnés à plusieurs mois de détention pour avoir commis un vol à l'étalage de quelques dollars, alors qu'un riche industriel reconnu coupable d'avoir fraudé le gouvernement de plusieurs milliers de dollars n'est tenu qu'à rembourser le montant de la fraude. Il n'est pas rare de voir un jeune délinquant résidant à Outremont s'en tirer avec un sursis de sentence alors qu'on envoie en institution un délinquant de Saint-Henri. La correspondance qui peut exister entre l'infraction et la sentence découle moins de la nature même de l'infraction que de l'appartenance de classe. Il arrive aussi que les sentences imposées par le même juge ou par des juges différents soient injustes et contradictoires si on les compare entre elles. On a vu un juge condamner un individu coupable de quatre vols à main armée à purger concurremment quatre peines de deux ans, alors qu'un autre individu n'ayant commis qu'une seule offense de ce genre fut condamné à deux ans d'incarcération. Peut-on conclure dans ce cas que le crime ne paie pas ? Pour assurer une coordination entre les délits et les sentences tout en respectant le caractère individuel du criminel, nous proposons que soit formé un « comité de surveillance » qui pourrait, au besoin, conseiller les juges dans le prononcé de leur sentence et dans leur politique de cautionnement et veiller également à ce que la justice soit appliquée de façon équitable pour tous les individus quel que soit leur rang social et leur fortune.

CHAPITRE IV

LIBERTÉS CIVILES

LIBERTÉS CIVILES

1 — *De la répression des manifestations et des injonctions*

Notre société reconnaît à ses citoyens le droit à la libre expression. Les journaux, la radio et la télévision peuvent être utilisés, en principe par des citoyens qui veulent faire connaître leurs opinions à la population. À ce point de vue, nous pouvons nous comparer avantageusement à n'importe quelle autre société occidentale.

Ce droit à la libre expression n'est malheureusement pas reconnu également aux groupes de citoyens qui désirent manifester collectivement leur opinion sur la place publique. En de telles occasions, le rôle de la police devrait se limiter à la protection de la propriété qu'elle soit privée ou publique ; la police outrepassa ses fonctions lorsqu'elle intervient pour limiter le droit d'expression des manifestants. Trop souvent, nous avons été témoins de répressions policières que l'on pourrait qualifier de « sauvages » et nous osons espérer que votre Commission saura mettre un terme à ces abus inadmissibles en proposant que le principe du droit collectif à la liberté d'expression soit reconnu et consacré officiellement par un texte de loi.

Nous nous permettons de vous rappeler qu'en ce qui concerne les travailleurs, il existe un abus de procédure légale qui limite leur droit collectif à la liberté d'expression et nous référons ici aux injonctions. Nous savons bien qu'aucune société n'a pu encore se passer de ce mécanisme qui permet de refréner une conduite qui sera presque certainement nuisible à une catégorie d'individus ou à un individu dans la société. Cependant nous limiterons notre discussion uniquement aux injonctions émises dans le cas d'un conflit ouvrier à la demande des patrons, sous prétexte de protéger leur propriété supposément mise en péril par les grévistes, ou sous prétexte qu'en raison des frais généraux qui s'additionnent et des commandes urgentes qu'ils doivent remplir, leur entreprise ne peut cesser de fonctionner. Les juges considéreront comme acte d'intimidation la seule présence d'un grand nombre de personnes immobilisées ou circulant devant l'entrée de l'usine et émettra une ordonnance imposant des restrictions aux grévistes. Dans

de telles circonstances nous ne pouvons blâmer que les juges qui manifestent ainsi un parti pris contre les travailleurs et qui cultivent, à leur égard des préjugés de classe. De telles ordonnances sont évidemment des mesures anti-syndicales qui permettent aux briseurs de grève de franchir plus facilement les lignes de piquetage et qui visent à saper la solidarité ouvrière au moment où elle doit s'exprimer avec le plus de liberté possible sans nuire à l'autre partie engagée dans le conflit. Ses injonctions, dans le cas des conflits ouvriers, nient systématiquement pour les travailleurs engagés dans le conflit le droit au travail, qui est pourtant un droit universellement reconnu. Il faut considérer que la propriété du travailleur c'est son travail à l'entreprise et que celui-ci n'abandonne pas son droit au travail lorsqu'il décide de faire la grève mais que tout simplement il quitte provisoirement son travail afin d'essayer de corriger les injustices commises à son égard. Le mécanisme des injonctions utilisé pour limiter le nombre de piqueteurs et favoriser le travail des briseurs de grève est une négation pratique d'un droit inaliénable au travail et à ce titre on ne saurait tolérer plus longtemps cette pratique désuète et injuste, qu'est le fruit d'une collaboration entre l'État et l'employeur et qui contribue à aggraver les malaises industriels. Nous vous proposons donc de recommander l'adoption d'une loi interdisant l'utilisation des injonctions dans les conflits ouvriers et rendant illégale le recours aux briseurs de grève.

2 — Arrestation préventive et perquisition

Les abus que le système d'administration judiciaire a laissé se perpétuer dans le domaine de la détention préventive a rendu ce mécanisme extrêmement impopulaire dans notre milieu. Le comportement des policiers à cet égard a été, à juste titre, dénoncé à maintes reprises aussi bien par les syndicats que par des corps sociaux soucieux de la protection des droits des citoyens.

La prévention de la criminalité semble se résumer dans l'esprit de certains officiers de la Justice à la privation de la liberté des individus. C'est là une conception bien étroite à laquelle nous ne saurions souscrire. Seules des raisons très sérieuses peuvent justifier l'arrestation d'un citoyen et nous suggérons que ce soit un juge d'instruction qui ait la responsabilité d'une telle décision et non un quelconque officier de la Justice. Nous recommandons de plus que les prévenus ne soient jamais privés de leur liberté pour plus de vingt-quatre heures et qu'ils ne soient tenus de parler qu'en présence de leur avocat ou d'un juge d'instruction selon leur désir.

Les perquisitions (avec ou quelquefois sans mandat) sont devenues synonymes de « violation systématique de l'intimité ». À cet effet nous croyons qu'il y a lieu de revendiquer une plus grande protection de l'intimité

des citoyens contre les agissements des policiers. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, nous avons le devoir, après vous avoir proposé des mesures pour protéger la société contre les criminels, de vous recommander d'autres mesures visant à protéger les citoyens contre les policiers. Nous recommandons qu'il soit clairement établi que, lors des perquisitions, les saisies doivent être proportionnelles à la forme des mandats. Ainsi lorsque les policiers n'auront pas découvert l'indice qu'ils recherchaient, ils auront moins la tentation de saccager le domicile des citoyens sous prétexte de protection de la société.

3 — *Faillites frauduleuses*

La pratique des faillites dans le monde des affaires fut longtemps excusée comme étant un résultat malheureux du jeu des mécanismes aveugles d'une économie libérale et à ce titre, devant être admise comme une règle de jeu ; en affaires, croyait-on, il est normal que les plus forts l'emportent. Mais la population s'est enfin rendu compte que la pratique des faillites était en soi une entreprise rentable et tout récemment, la lumière a été faite sur ce genre de crime organisé et honteusement planifié. Les victimes de ce genre d'escroquerie ne sont pas, bien entendu, les propriétaires mais plutôt les travailleurs qui y perdent leur emploi et souvent une partie de leur salaire et de leurs bénéfices marginaux, de même que les consommateurs qui ne disposent d'aucun recours. Des mesures énergiques devraient être prises pour enrayer ce « vice honteux » de notre régime économique en veillant à ce que le *Secrétariat de la Province exerce un contrôle sévère sur les demandes en incorporation, et en sentençant sévèrement ceux qui s'adonnent à de telles pratiques*. Le Secrétariat de la Province a incorporé des compagnies dont les propriétaires s'étaient déjà rendu coupables de quatre ou cinq faillites. Que le Secrétariat de la Province procède à des enquêtes poussées sur la solvabilité et les antécédents des mandataires d'incorporation avant de leur ouvrir les portes du monde des affaires. Lorsque certains propriétaires sont forcés de déclarer une faillite, qu'on leur enlève alors pendant une période de temps défini, le droit d'obtenir une nouvelle incorporation.

4 — *Indemnisation des victimes et protection des témoins*

Si l'État veut entreprendre un effort loyal de prévention et de répression de la criminalité, il doit pouvoir compter, comme nous l'avons souligné sur la participation de tous les citoyens à la tâche commune. Il existe malheureusement une catégorie de plus en plus vaste de la population qui est incapable d'envisager et de comprendre objectivement le phénomène de la

criminalité et nous pensons ici aux victimes mêmes des criminels. Les personnes victimes de vol, de viol, de vandalisme, de fraude, d'assaut, etc., développent des réactions très agressives et préconisent des solutions très conservatrices et souvent même rétrogrades aux problèmes de la criminalité. Ces victimes ont dû malheureusement faire les frais du système de prévention criminelle, ce qui n'est pas de nature à éveiller leur compréhension et leur tolérance. Nous croyons que l'État devrait instituer un régime d'assurance afin d'indemniser les victimes des criminels et leur famille. Les criminologues qui se sont penchés sur cette question sont d'avis que nous avons toutes raisons de croire qu'un tel système d'indemnisation réduirait considérablement l'agressivité de la population envers les criminels et l'instinct irrationnel de vengeance collective. De tels changements faciliteraient évidemment l'application d'une justice souple et axée sur la réhabilitation.

L'État devrait également porter une attention toute particulière aux témoins. Ces derniers doivent être en définitive, les sujets les plus utiles à la Cour dans la recherche de l'équité. Cependant nous constatons que les citoyens déclinent devant cette responsabilité sociale de la plus haute importance pour le triomphe de la Justice. Les raisons invoquées par les témoins pour refuser cette responsabilité sont nombreuses : perte de salaire, manque de protection civile, « torture mentale » infligée par les procureurs lors de leur parution dans la boîte aux témoins, etc. Nous vous proposons donc de préconiser des mesures qui viseront entre autres à améliorer l'indemnisation des témoins, leur protection et à promouvoir l'intérêt des citoyens à remplir leur rôle de surveillant de la Justice.

5 — *Charte et code des droits de l'homme*

Nous considérons que dans le secteur des droits de l'homme, l'époque des grandes déclarations de principes est révolue et qu'il faut que l'État dans une société moderne définisse clairement les objectifs et les idéaux de la collectivité ainsi que les droits et devoirs des individus et des groupes qui la composent. Il faut que l'État garantisse le respect des droits de l'homme dans un texte de loi ferme, explicite et renforcé de sanctions. Cette charte devrait inclure les droits politiques, civils, économiques et sociaux et les droits relatifs à la liberté individuelle et publique des citoyens quelles que soient leur sexe, leur âge, leur race, leur croyance, leur couleur, leur origine ethnique, leur appartenance nationale ou sociale. Une large part devrait être accordée aux mesures de non-discrimination dans l'emploi et le logement, dans l'accès aux services et commodités publiques et à travers la publicité et la propagande.

Certaines de ces mesures existent déjà dans des lois éparses et il y aurait lieu de les regrouper dans un même code pour en faire un tout homogène et cohérent.

Il nous apparaît inutile que le Québec promulgue un code des droits de l'homme s'il n'existe pas une Commission provinciale chargée de veiller à l'application de ce code. L'expérience des autres provinces a déjà démontré la nécessité d'un tel organisme. Cette commission aurait le pouvoir d'appliquer les sanctions prévues dans le code ; elle serait également responsable de faire évoluer notre milieu au moyen de l'éducation populaire, en y déracinant les préjugés et en y propageant le respect des droits et des libertés.

CONCLUSION

En conclusion, nous vous rappellerons brièvement les principales recommandations qui ont été formulées au cours de ce mémoire. Nous espérons que vous porterez nos demandes à l'attention des autorités gouvernementales qui auront à se prononcer en dernière instance sur l'avenir de la Justice au Québec.

RECOMMENDATIONS

RECOMMANDATIONS

- Mise en chantier de recherches sur les caractéristiques et la personnalité de ceux qui enfreignent la loi ; l'une des fins de ces recherches serait de distinguer les différents types de délinquance. (Int., par. 1)
- Recherches sur l'attitude de la population à l'égard de la criminalité et du système judiciaire. (Int., par. 3)
- Programme gouvernemental d'information et d'éducation populaire sur le thème de la responsabilité et des droits de chaque citoyen dans une société libre. (Int., par. 3)
- Mise à jour des relations qui existent entre le statut socio-économique des accusés, les types de délits et les sentences prononcées. (Int., par. 4)
- Création d'un comité consultatif de prévention du crime ayant comme tâche d'intégrer les politiques criminelles et composé de représentants des différents ministères concernés et des représentants des organismes sociaux et des corps professionnels oeuvrant dans le domaine social. (Chap. 1, par. 1)
- Comme mesure de prévention de la délinquance juvénile : des programmes de loisirs et d'éducation mieux adaptés aux besoins et aux particularités des jeunes. (Chap. 1, par. 2)
- Mise sur pied d'expériences pilotes d'animation sociale auprès des jeunes par les Services de protection de la jeunesse ; animation dirigée par des jeunes et orientée vers une action concrète à l'intérieur du milieu. (Chap. 1, par. 2)
- Prisons provinciales construites sur une base régionale et présentant une diversité dans les programmes de réhabilitation selon les besoins et caractéristiques du milieu régional. (Chap. 2, par. 2)

- Prison conçue comme un centre de traitement disposant d'une équipe de thérapeutes et d'instructeurs compétents. (Chap. 2, par. 2)
- Classification systématique des détenus selon les types de criminalité, absence de contact entre différents groupes de détenus et traitement distinct pour chacun. (Chap. 2, par. 2)
- Participation des détenus à la vie collective par des visites à leur famille et par le travail en atelier protégé. (Chap. 2, par. 2)
- Travail productif en milieu carcéral, orienté vers les besoins en équipement des organismes gouvernementaux et services publics, rémunéré aux tarifs en cours dans le monde du travail ; salaire du détenu devant servir à défrayer sa pension et à subvenir aux besoins de ses dépendants. (Chap. 2, par. 2)
- Les programmes de réhabilitation et de production dans les pénitenciers doivent être sous l'autorité des gouvernements provinciaux. (Chap. 2, par. 2)
- Attention particulière de la part du ministère provincial du Travail à la réintégration des ex-détenus sur le marché du travail ; les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux devraient donner l'exemple quant à l'embauchage des ex-détenus. (Chap. 2, par. 2)
- Les prévenus doivent être détenus dans des maisons d'arrêt spéciales, offrant des services psychiatriques, d'assistance sociale et judiciaire. (Chap. 2, par. 2)
- Formation d'un comité de liaison entre la Magistrature et la Commission de libération conditionnelle en vue d'éliminer les conflits et d'élaborer une politique efficace. (Chap. 2, par. 3)
- La libération conditionnelle doit être basée sur le degré de réhabilitation plutôt que sur la durée de la peine déjà purgée. (Chap. 2, par. 3)
- Augmentation du personnel et du budget de la Commission de libération conditionnelle et éducation populaire pour soutenir le travail de la Commission. (Chap. 2, par. 3)
- Instauration d'un système provincial de probation s'occupant des délinquants primaires et d'occasion. (Chap. 2, par. 4)
- Les officiers de probation (y compris ceux de la Cour du Bien-Être) doivent être rigoureusement sélectionnés, recevoir une formation spéciale, un salaire acceptable et être chargés d'un « caseload » raisonnable. (Chap. 2, par. 4)
- Établissement de relations fonctionnelles entre les ministères de la Justice et du Bien-Être concernant la probation juvénile : établisse-

ment de mécanismes de collaboration entre les Services de probation pour les adultes et pour les jeunes. (Chap. 2, par. 4)

- Indemnisation des prévenus incarcérés inutilement. (Chap. 3, remarques)
- Institution d'un mécanisme permanent d'enquête présentencielle effectuée par une équipe psychiatrique formée de spécialistes en sciences criminologiques et devant servir de guide au juge, aux officiers de réhabilitation, aux officiers de libération conditionnelle et de probation. (Chap. 3, par. 1)
- Création du poste de juge d'instruction, responsable de l'enquête policière et de la préparation de l'accusé pour son procès.
- Création d'un comité de surveillance des activités policières, formé de représentants du ministère de la Justice, des corps socio-économiques et des policiers. (Chap. 3, par. 3)
- À court terme : instauration d'un système d'assistance judiciaire qui assure réellement à tous les citoyens l'égalité devant la Justice. Chap. 3, par. 4)
- À long terme : socialisation de la profession d'avocat. (Chap. 3, par. 5)
- Améliorer le traitement des procureurs de la Couronne, réduire leur fardeau de travail et repenser leur rôle. (Chap. 3, par. 6)
- Institution d'une École de magistrature intégrée à l'université, pouvant accueillir les diplômés des facultés des sciences de l'homme, offrant un enseignement polyvalent et unissant l'étude et la pratique. (Chap. 3, par. 7)
- Établissement du système de sélection au mérite selon lequel la nomination des juges et le renouvellement de leur mandat se fait sous recommandation d'une commission neutre et en fonction de la compétence dont ils ont fait preuve. (Chap. 3, par. 7)
- Création d'un tribunal provincial de la famille composé de spécialistes des questions familiales ayant juridiction sur toutes les causes d'ordre familial et agissant comme tribunal provincial dans les causes de séparation et de divorce. (Chap. 3, par. 8)
- Organisme socio-administratif ayant toute autorité pour disposer des cas qui relèvent de la pathologie sociale plutôt que de la criminalité. (Chap. 3, par. 8)

- **Création d'un comité de surveillance devant conseiller les juges dans le prononcé de leur sentence et dans leur politique de cautionnement et devant veiller à ce que les sentences soient décernées de façon équitable. (Chap. 3, par. 9)**
- **Adoption d'une loi interdisant l'utilisation des injonctions dans les conflits ouvriers et rendant illégale l'utilisation des briseurs de grèves. (Chap. 10, par. 1)**
- **Seul le juge d'instruction doit pouvoir décider de l'arrestation préventive d'un citoyen. (Chap. 4, par. 2)**
- **On ne doit tolérer aucun abus en ce qui a trait aux perquisitions et les saisies, lors de perquisitions, doivent être proportionnelles à la forme des mandats. (Chap. 4, par. 2)**
- **Des mesures énergiques doivent être prises pour éliminer la pratique des faillites frauduleuses : exercice d'un contrôle sévère sur les demandes en incorporation, sentences sévères pour les coupables et retrait temporaire du droit d'obtenir une nouvelle incorporation à ceux qui ont déjà fait faillite. (Chap. 4, par. 4)**
- **Institution par l'État d'un régime d'assurance afin d'indemniser les victimes des criminels et leur famille. (Chap. 4, par. 4)**
- **Indemnisation convenable et protection des personnes qui agissent comme témoins devant la Cour. (Chap. 4, par. 4)**
- **Promulgation d'une charte des droits de l'homme, explicite et renforcé de sanctions. (Chap. 4, par. 5)**
- **Création d'une Commission provinciale chargée de veiller à l'application du code des droits de l'homme. (Chap. 4, par. 5)**

APPENDICE 8

Mémoire de l'Association des Aumôniers du Québec
qui œuvrent dans le champ de la criminologie.
(1ère partie) (paragraphe 43)

MÉMOIRE

de

« L'ASSOCIATION DES AUMÔNIERS

DU QUÉBEC

QUI OEUVRENT DANS LE CHAMP

DE LA CRIMINOLOGIE »

à la

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE

SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE.

Montréal, le 18 décembre 1967.

PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

« L'Association des Aumôniers du Québec qui œuvrent dans le champ de la Criminologie » groupe les prêtres qui accomplissent une fonction de pastorale spécialisée dans ce milieu.

Cette association groupe notamment les aumôniers de prisons, de pénitenciers, de centres d'accueil, de centres de rééducation, des aumôniers de police et des aumôniers qui travaillent dans les œuvres sociales de réhabilitation.

Depuis sa fondation en 1960, l'Association des Aumôniers a fait de nombreux travaux de recherche et tenu des congrès et des colloques dans le but d'en arriver à une pastorale plus spécialisée dans le secteur de la criminologie.

Au cours du présent mémoire, les aumôniers désirent faire valoir leurs points de vue sur les questions pertinentes à la présente Commission d'enquête, et ce, sous deux angles.

À partir des fonctions qu'ils exercent, compte tenu de ce qu'ils sont, les aumôniers désirent faire valoir quelques points de vue sur le secteur où ils évoluent.

(Étant donné l'ampleur de la question, ils ont préféré se limiter, en ne livrant qu'une partie de leurs recherches).

Ils désirent également présenter leurs points de vue sur leur propre rôle et statut dans les milieux où ils exercent leur ministère et relever les implications qui en découlent.

PREMIÈRE PARTIE

LES VUES DES AUMÔNIERS SUR LE SECTEUR

LES VUES DES AUMÔNIERS SUR LE SECTEUR

I — LA PHILOSOPHIE PÉNALE

Quelles que soient les réformes proposées à une Commission royale d'enquête, quelle que soit, par la suite, l'application de nouvelles politiques en matière pénale appliquées par un gouvernement, si ces réformes ne sont pas appuyées sur une saine philosophie pénale, les efforts de transformation seront vains. Ce n'est pas notre intention de présenter, dans le présent rapport, un traité complet sur la philosophie pénale. Déjà, de nombreux écrits ont paru sur le sujet et des articles récents ont été de nature à faire progresser la pensée de la philosophie pénale.

Si on se réfère à l'histoire de la criminologie, on constate que la plupart des grandes transformations sociales dans le domaine pénal ont été inspirées par la philosophie pénale chrétienne. Plus récemment encore, les idées de la défense sociale nouvelle, répandues dans notre milieu, ont commencé de rejoindre l'opinion publique et ont amené des transformations assez radicales dans notre système. Les aumôniers ont été les premiers à participer au mouvement international de défense sociale et le seul représentant officiel de ce mouvement, pour tout le Canada, a été un membre de notre association.

Parler de philosophie pénale, c'est d'abord faire référence à des principes fondamentaux tels la dignité de la personne humaine, la liberté de conscience, le respect des valeurs, le libre exercice de la pratique religieuse, le droit fondamental de l'individu incarcéré à un traitement et à sa réinsertion sociale.

Un récent colloque organisé par la Société de criminologie du Québec révélait que dans le domaine pénal, la province de Québec est l'endroit où les sentences sont les plus sévères et les plus longues pour des délits commis comparativement aux sentences données dans d'autres pays du monde pour les mêmes délits. L'organisation de notre système pénal fait que le réflexe le plus commun face à un délit commis est l'incarcération. Il s'ensuit un surpeuplement des prisons, ceci dû au fait qu'on se refuse à tenir compte d'une véritable philosophie pénale.

Nous observons dans notre milieu que souvent l'on croit que la peine (qui est un élément d'une saine philosophie pénale) ne consiste que dans un mode d'application : l'incarcération. On considère que les autres modalités de peine sont inefficaces, voire même un adoucissement pour privilégiés. La mentalité punitive que l'on observe dans notre milieu. Certaines manifestations de la conscience populaire qui voudrait se substituer aux tribunaux établis sont, selon nous, la marque d'une régression de civilisation et vont à l'encontre d'une saine philosophie pénale. En principe, notre population est d'accord sur l'établissement d'une philosophie pénale solide mais en pratique, l'équation est toujours la même : délit égale peine, et peine égale incarceration.

On confond assez fréquemment l'application des principes de philosophie pénale ; par exemple, on trouve dans certains milieux carcéraux que les droits de l'individu sont incompatibles avec la sécurité. Également, on confond des notions fondamentales à savoir que le traitement « humain » des détenus est incompatible avec l'application de la peine. Autre confusion, on se refuse de tenir compte de tous les éléments constitutifs de la peine ; par exemple, on ne veut pas considérer comme faisant partie de la peine le fait qu'un individu qui possède un statut social déchoit. Une autre confusion vient du fait que l'on oppose philosophie pénale à une saine administration de la Justice. On croit d'ordinaire que ces deux notions sont incompatibles parce que, croit-on, les spécialistes des sciences de l'homme emploient des méthodes doucereuses alors que les administrateurs de la Justice sont des gens fermes qui maintiennent l'ordre. On le voit clairement ; ici, nous sommes face à un mythe puisque ces deux notions que nous venons d'exposer sont théoriquement et pratiquement tout à fait compatibles et doivent être réconciliées. Comme la restitution et la séparation font partie intégrante de la justice, il impose de placer les individus dans des milieux tels où ils peuvent accomplir la sanction.

Le Québec — comme le reste du Canada et d'autres pays du bloc occidental — doit se rendre compte que *le système des prisons comme tel est, dans l'ensemble, une faillite*. Il importe donc, face aux problèmes de la criminalité, de s'orienter, comme le font les pays d'avant garde, vers de nouvelles méthodes d'application de la peine et vers de nouvelles méthodes de traitement.

Nous ne voulons pas rentrer, ici, dans tous les détails de l'établissement d'un nouveau système d'administration de la Justice et de politiques pénales. Comme ces points ont été touchés par d'autres groupes, nous ne parlerons pas du juge d'instruction, de l'enquête conduisant à la preuve, du juge en application de la peine, de l'inutile encombrement des tribunaux pour mineurs.

Nous avons pris connaissance des propositions faites par d'autres personnes à l'occasion de cette enquête, et nous sommes assurés que les distingués membres de cette Commission, leur haute compétence dans le domaine de l'administration de la justice, les habilite tout à fait à faire les recommandations qui s'imposent.

Nous voudrions suggérer l'établissement d'une Commission permanente, responsable au ministère de la Justice, qui aurait pour but l'établissement et l'application de la politique pénale en ce qui a trait à l'application de la peine. Cette même Commission pourrait servir également à jeter les bases d'une « Commission de libération conditionnelle » pour le Québec. (Cf. Déclaration de principes p. 41).

II — LE SYSTÈME ACTUEL DES PRISONS

Les aumôniers ont à exercer leur ministère pastoral dans les 38 prisons du Québec, réparties à travers les 31 districts judiciaires. En résumé, 36 prisons pour hommes et 2 pour femmes.

Bien que le système des prisons régionales ne soit pas encore institué au Québec, il ne reste pas moins vrai que le complexe de la prison commune de Montréal, et la prison de Québec constituent les deux grandes institutions pénales à caractère provincial, et celles-ci retiendront particulièrement notre attention.

1) *POPULATION*

Le directeur du Service des prisons de la province de Québec, à l'occasion de son rapport annuel, stipulait qu'en 1965, les prisons provinciales du Québec ont reçu plus de 30,000 personnes des deux sexes. La moyenne quotidienne de cette population fluctuait entre 2,000 et 2,100 personnes réparties comme suit : 750 à 800 prévenus et de 1,200 à 1,300 détenus. La moyenne quotidienne de la population féminine était environ de 100 prévenues et détenues.

La seule prison de Québec recevait l'an dernier 2,685 hommes, ce qui veut dire une moyenne quotidienne de 180 à 200 personnes.

En plus de cette population, dont le nombre nous paraît effarant, si l'on regarde les locaux disponibles, nous observons que l'âge des prisonniers se situe dans une échelle incommensurable, c'est-à-dire de 15 à 82 ans.

Si la prison de Montréal a réussi à séparer les prévenus des détenus, qui sont dans une proportion de 1/3, 2/3, la situation de Québec est bien différente car, actuellement, prévenus et détenus vivent dans les mêmes salles, dans la même promiscuité, au milieu d'un va-et-vient constant.

Autre phénomène qui nous frappe, c'est qu'on retrouve dans les mêmes salles, des jeunes adultes avec des vieux routiers du crime, des délinquants primaires avec des récidivistes endurcis, des alcooliques, des psychopathes et des délinquants sexuels. Une telle promiscuité, pour un aussi grand nombre d'hommes vivant en réclusion — ajoutons les handicaps de chacun — ne peut amener que des aberrations. La première manifestation est évidemment l'homosexualité. Nous pouvons affirmer, pour l'avoir vérifié, que, surtout pour les jeunes, la situation actuelle de certaines prisons du Québec est la meilleure école pratique pour faire carrière dans le crime.

2) *ARCHITECTURE*

Nos prisons, construites à la fin du siècle dernier ou au début du XX^e siècle, ont été conçues selon une philosophie pénale qui se confine à la stricte garde des prisonniers. La préséance sur toute autre considération est l'élément sécurité. Par exemple, on observe, dans certaines prisons du Québec, plusieurs cellules ne possédant aucune fenêtre. Comme décor, le prévenu ou le détenu voit le plancher en ciment, les murs de pierres, une rangée de bancs pris dans le ciment ou dans les murs, et quelques tables.

Fait à souligner : malgré plusieurs institutions vétustes, les locaux dans l'ensemble sont propres et bien entretenus. Dans certaines prisons, on a autorisé, depuis quelques temps, à certaines heures, l'utilisation de la télévision, ce qui a produit un effet d'apaisement chez les prisonniers.

En résumé : les locaux inadéquats, le manque de ségrégation, la promiscuité, sont source de frustration, d'agressivité violente, de déchéance morale, et il n'est pas rare qu'à cause du système, nous ayons à faire face à de nombreuses tentatives de suicide.

Nous défions tout homme normal, si bien équilibré soit-il, de vivre dans ce milieu avec la population qui est là et d'en sortir plus homme.

3) *DISCIPLINE*

Nous savons tous que la privation de liberté est une des peines les plus sérieuses qui puissent être appliquées à un homme. Cette peine est souvent augmentée à cause d'une discipline intérieure laquelle, à certains moments, est très rigide. De plus, il faut ajouter les punitions imposées à l'intérieur des murs d'institutions pénales, punitions qui sont nullement contrôlées par des personnes responsables, et dont sont victimes les prisonniers, souvent pour des peccadilles. À titre d'exemple, illustrons : quelques jours de cachot à un prisonnier pour avoir échappé, à son réveil, quelques « sacres ».

Nous sommes d'accord qu'une discipline doive être maintenue dans nos prisons, et nous ne voulons en aucune façon contester ce fait. Cependant, nous désirons ardemment que le tout soit appliqué avec justice.

4) *FAVORITISME*

À cause du manque de politique intérieure dans les prisons, il s'ensuit que des permissions sont accordées pour certaines catégories de prisonniers, et il en découle un certain favoritisme.

Que le traitement des prisonniers soit différent selon les catégories, nous sommes d'accord. Mais ce n'est pas en vertu du principe du traitement que des faveurs sont accordées. D'ordinaire, cela tient plutôt au fait que certains prisonniers sont plus débrouillards, plus habiles, ont certaines relations, ont de l'argent. Ils peuvent, par ainsi, jouir de parloirs plus nombreux et de l'usage du téléphone. Étant donné la promiscuité dont nous parlions il y a un moment, ce favoritisme cause chez les autres prisonniers l'aigreur et fait naître l'agressivité.

5) *LES GARDES*

Les gardes, dans l'ensemble, travaillent, nous le savons, dans des conditions presque inhumaines et pourtant, ils remplissent leur fonction avec honnêteté et une certaine compétence. Il y a bien, comme dans tout groupe, quelques exceptions, mais dans l'ensemble, ils remplissent bien leur devoir.

Toutefois, le manque de support, le manque d'appui, les règles imprécises, les mettent dans un état d'insécurité totale. Si on ajoute à ceci le grand nombre de prisonniers qu'ils ont à surveiller, la pression constante du milieu, les menaces, le chantage à leur endroit et à l'endroit de leurs familles, le séjour trop prolongé dans la même salle, toutes ces raisons causent une tension qui pèse très lourd sur les épaules de ces hommes et diminuent leur efficacité au travail.

Pour nous, aumôniers, connaissant les conditions dans lesquelles travaillent les gardes, nous ne pouvons qu'avoir de l'admiration pour ce groupe.

Un aumônier de prisons qui a vécu plusieurs années dans un pays de mission affirmait qu'il était beaucoup plus facile de travailler dans les missions que dans les prisons du Québec.

6) *LE TRAVAIL*

Nos prisons actuelles conçues comme des garderies n'ont pas prévu les bienfaits thérapeutiques du travail. Nous observons une grande oisiveté dans ces milieux et c'est une des causes de la déshumanisation de ces

prisonniers. Les prisonniers inactifs se sentent diminués, ils savent bien qu'ils n'apportent rien à la société, ils perdent de vue le sens de l'effort et le sens de la responsabilité. Ils sont vraiment bien préparés pour constituer les meilleures clientèles des services sociaux à leur sortie. Et pourtant, la moindre activité à l'intérieur d'une prison change sensiblement le comportement du prisonnier.

Nous observons également un autre phénomène qui est nouveau dans notre milieu. Il y a beaucoup plus de gens instruits qui sont en prison, ce qui nous amène à suggérer un plan du travail qu'il faudrait établir dans les prisons. Il faudra également prévoir des cours de formation pour les détenus. Nous observons que toute une catégorie de détenus peuvent suivre avec avantage et intérêt certains types de cours et ainsi la prison deviendrait un centre de recyclage pour la main-d'œuvre.

7) *LA SANTÉ*

Tout organisme public ou privé de la province de Québec est soumis au contrôle et normes de la santé édictés par le ministère qui porte ce nom. Nous insistons pour que les prisons soient soumises au même contrôle et aux mêmes normes que les autres institutions du Québec.

Nous constatons que dans les prisons il y a de larges déficiences dans le soin apporté aux malades et dans l'aménagement des salles d'infirmerie. Nous voulons toutefois souligner que l'Institut Pinel dont l'organisation semble très bien s'orienter a retenu notre attention, même s'il n'a pas encore les locaux convenables désirés. Dans les autres cas, les malades sont entassés les uns sur les autres, et souvent, ils attendent assez longtemps pour avoir les soins que nécessite leur état.

Quant aux expertises médico-légales, en usage dans les prisons, nous souhaiterions vivement qu'une commission, composée de trois membres, dont un psychiatre et deux assesseurs possédant une formation en psychiatrie, soit établie.

8) *CENSURE ET VISITES*

Deux problèmes particuliers préoccupent les aumôniers : celui de la censure et celui des visites. Si nous nous référons au règlement des prisons, l'aumônier a l'entière responsabilité de la censure des livres et publications qui entrent dans les prisons, pour ce qui est du contenu idéologique ou pornographique.

L'aumônier a également la responsabilité, dans plusieurs prisons, de décider de la qualité des visites faites aux prisonniers surtout lorsqu'il s'agit des concubines ou encore des « petites amies » qui vont visiter des détenus déjà unis dans les liens du mariage. En fait, nous constatons que

la politique à cet effet varie d'une prison à l'autre, de même que l'application des règlements. Nous proposons donc qu'un comité « ad hoc » soit institué dans chaque institution pénale, sur lequel pourrait siéger l'aumônier. L'application des décisions du comité serait faite par le personnel en charge.

9) *SHÉRIF ET GOUVERNEUR DES PRISONS*

Il ne nous appartient pas de tracer ici les grandes lignes d'organisation des prisons pas plus que de tracer des organigrammes pour le bon fonctionnement de ces mêmes prisons. Cependant, nous constatons que les lignes respectives d'autorité entre le shérif et le gouverneur de la prison ne sont pas clairement établies et par voie de conséquence, des ordres contradictoires créent un impact, non seulement sur le personnel, mais également sur les prisonniers. Nous suggérons que cette situation soit clarifiée.

10) *OEUVRES DE BIENFAISANCE*

Nous constatons, surtout dans les provinces de langue anglaise du Canada, que les organismes de bienfaisance ont organisé des visites de groupes auprès des prisonniers. Ces rencontres ont pour effet de donner un support aux prisonniers, d'autant plus que souvent ces visites sont accompagnées de quelques petites douceurs qui font toujours plaisir aux détenus. Au Québec, la réglementation des prisons est tellement stricte que toute initiative du genre est impossible. Pour illustrer davantage, disons qu'un groupe de jeunes adultes appartenant à une association reconnue a offert ses services pour aller dans la journée de Noël, dans certaines prisons, organiser un programme de chants, de sketches et d'amusements populaires, le tout accompagné de quelques friandises et liqueurs. Tout a été refusé catégoriquement sous le fallacieux prétexte que le règlement des prisons n'autorise pas ce genre d'activité.

Le même problème s'est posé à l'occasion de la nuit de Noël lorsqu'on a voulu inviter quelques personnes de l'extérieur, dûment contrôlées par l'aumônier, pour chanter quelques cantiques de Noël à l'occasion de cette nuit mémorable, non seulement, on s'est vu refuser l'accès de ces quelques visiteurs, mais on a tout simplement supprimé la Messe de Minuit à Noël dans la plupart des prisons de la province.

Face à ce genre de décision, les aumôniers s'interrogent entre eux, font des représentations, rien n'y fait. Comme notre groupe appartient à des associations nationales et internationales, nous nous informons sur ce qui se passe dans les autres provinces du Canada et dans le monde entier à l'occasion des Messes de Minuit ou de la visite des groupes de bienfaisance. Nous en venons à la ridicule constatation que « le Québec est le seul à avoir le pas ».

III — LES PRISONS RÉGIONALES ET PROFESSIONNELLES

Quand on étudie de plus près le réseau des prisons communes de la province de Québec, on est surpris de constater leur nombre, leurs structures, et leurs fonctions. Ce réseau manque évidemment de planification et surtout reflète une absence complète de philosophie pénale. D'une part, il existe au moins onze prisons qui n'ont que rarement des détenus, d'autre part, il existe des prisons énormes dont la grandeur même est un facteur d'inefficacité. Dès qu'une prison compte plus de 350 détenus, elle cesse de remplir son vrai rôle de rééducation.

Ce que nous proposons, comme solution de rechange, c'est un réseau de PRISONS RÉGIONALES ET PROFESSIONNELLES.

Pour répondre aux besoins de la province, nous croyons qu'il suffirait, outre Montréal et Québec, d'un réseau de quatre ou cinq prisons régionales ayant chacune une capacité de 150 à 250 détenus. Il faudrait tenir compte dans les sites de la possibilité d'établir ces prisons régionales et professionnelles à proximité des grands centres universitaires où il est possible d'avoir un personnel professionnel de première qualité et où le travail clinique peut se faire en conjonction avec les centres de recherches criminologiques des universités.

Ce système de prisons régionales et professionnelles offrirait de sérieux avantages tant dans le domaine de la resocialisation des détenus que dans le domaine de la recherche scientifique.

Lorsque le détenu a l'avantage de purger sa sentence à proximité de sa famille et de son milieu normal de vie, il a, par le fait même, de plus grandes chances de se réintégrer normalement à ce milieu. Actuellement, les détenus de nos grandes prisons viennent de milieux si divers et si éloignés que les contacts avec la famille deviennent problématiques, sans compter qu'à leur sortie de prisons, ces détenus viennent combler le nombre déjà surabondant de chômeurs dans les grandes régions métropolitaines. En répartissant au contraire ces prisons sur quatre ou cinq territoires, il est possible de répartir, d'une façon plus équitable, ces ex-détenus sur le marché du travail local et de promouvoir ainsi une réintégration sociale plus normale.

Quant au caractère professionnel de ces prisons, nous ne saurions trop insister pour que la province de Québec adopte des vues plus progressistes et plus en accord avec la science contemporaine. Tant qu'on n'aura pas débarrassé nos prisons de leur contexte militariste et punitif, il ne pourra jamais s'y faire un travail sérieux de réhabilitation.

Il importe donc d'accroître le personnel professionnel de nos prisons et d'assurer au personnel de sécurité une formation technique qui réponde davantage aux critères d'une saine rééducation. Cela sera d'autant plus

facile que les CEGEPS peuvent offrir maintenant des cours de formation pour les éducateurs geoliers et que des cours de perfectionnement pourraient facilement s'établir à l'intérieur de chaque prison afin d'améliorer la qualité de ses services (in-training).

Cette amélioration importante nous semble indispensable pour que le système pénal de la province de Québec accède à un niveau criminologique meilleur sur les plans canadien et international.

IV — L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

A — LA PRÉVENTION ET LE DÉPISTAGE DANS LA COMMUNAUTÉ

Lorsqu'on lit les différents rapports des commissions scientifiques, en ce qui a trait à la prévention et au dépistage du crime, il ressort que la majorité des travaux faits dans ce domaine portent surtout sur les problèmes des mineurs délinquants.

Quelques pays ont déjà fait des efforts louables pour s'attaquer au dépistage du crime auprès des adultes. À date, les actions systématiques entreprises dans ce domaine ont amené deux types de réaction : la première à l'effet qu'on a pu éviter à plusieurs personnes de s'engager dans la voie du crime ; la deuxième est à l'effet que cette action systématique risque d'être tracassière pour les citoyens. En d'autres termes, dans notre milieu, les réactions sont à l'effet que l'on préfère davantage le système de dépistage du modèle anglais plutôt que le modèle français.

En ce qui concerne la prévention et le dépistage des adultes, potentiellement criminels, nous constatons qu'actuellement, différents groupes travaillent dans ce domaine : la police, les agences sociales spécialisées, les agents de réhabilitation, les délégués à la liberté surveillée, enfin les délégués à la libération conditionnelle. Dans les derniers cas, il s'agit évidemment d'éviter la récidive, ce qui est une forme de prévention.

Nous observons avec plaisir que quelques corps de police, à travers la province, ont établi une action systématique au niveau de la prévention sociale. D'une part, la police joue dans notre société une fonction répressive, et il est normal qu'il en soit ainsi car, plus l'on multiplie les policiers moins il y a de crimes commis. D'autre part, les policiers ont commencé une action au niveau de la prévention sociale. Sans vouloir faire de restriction, nous voulons toutefois souligner l'effort entrepris par la police de Montréal et celle de Sillery à Québec qui ont fait un travail remarquable dans ce domaine.

Quant aux agences sociales, répandues à travers la province, elles ont déjà commencé d'accomplir, elles aussi, une action, au niveau du dépistage, qui commence à porter des fruits.

Nous pouvons continuer d'énumérer ici et là les efforts qui se font dans ce domaine à travers la province. Nous pensons, en particulier, aux expériences des « travailleurs sur la rue » « street workers », le travail également accompli par des officiers de libération conditionnelle, etc., etc... La question, selon nous, n'est pas le fait qu'il n'y a pas de dépistage, mais la question réside dans le fait que le dépistage et la prévention ne sont pas systématisés dans le Québec ; et par ainsi, les efforts isolés qui se font ici et là restent vains, y perdent en efficacité, faute de politique adéquate, de connaissances requises pour travailler en pareil milieu. Voilà pourquoi nous proposons l'établissement d'un bureau pour le contrôle, la prévention et le dépistage de la criminalité. Cet organisme aurait pour but d'établir les principes d'une véritable politique de prévention, coordonner l'action déjà entreprise par différents groupements et pourrait faire des recommandations au ministère de la Justice et appliquer par la suite des décisions gouvernementales.

Comme on le verra un peu plus loin dans le mémoire, une telle action systématique a pour effet d'abord de diminuer sensiblement le nombre de détenus dans les prisons et de plus, évite, dans plusieurs cas, l'établissement de la carrière criminelle. Une action systématique dans ce domaine permet de faire appel à un très grand nombre de bénévoles qui d'ordinaire sont prêts à collaborer à pareille action. Nous pourrions citer ici de très nombreux exemples : les expériences de certains états américains ont fortement retenu notre attention.

B — L'AMORCE DU PROCESSUS

Nos vues sur le secteur correctionnel nous amènent à constater que le processus de la réhabilitation commence bien avant le prononcé de la sentence. C'est dès l'instant de son arrestation que tout individu commence à entrer en relation dynamique avec les forces protectrices de la société. À la lueur de ce principe, nous voulons réexaminer brièvement les phases initiales qui amorcent le long processus auquel doit faire face tout citoyen qui est aux prises avec la justice, processus qui s'amorce avec l'arrestation, qui se poursuit au tribunal, et par la suite s'étend au traitement et à la rééducation, pour ensuite passer par la phase postcure, jusqu'à la resocialisation, et enfin à la réinsertion sociale complète.

Nous ne ferons ici que quelques remarques et ce, sur les points suivants :

- 1) la violence physique,
- 2) La violence morale,
- 3) Les principes de ségrégation vs la contamination des prévenus,
- 4) L'assistance judiciaire,

- 5) Le rapport présentenciel et le dossier de personnalité,
- 6) Les délais de la justice.

1) *La violence physique*

Dans notre société, le concept de la violence physique est constamment remis en question, et l'on trouve des tenants qui sont en faveur, d'autres qui sont contre.

Les aumôniers veulent dire expressément aux illustres membres de cette Commission qu'ils sont assurément contre toute violence physique à quelque niveau que soit la procédure pénale. Dans notre esprit, ceci vaut aussi bien pour les personnes qui ont le premier contact avec les prévenus que pour les personnes qui ont charge du traitement, fussent-elles dans des prisons ou des pénitenciers.

Les membres de cette Commission savent sans doute que dans les pénitenciers du Canada, on se sert de la violence physique pour redresser des personnes, sans que cela ait été ordonné par un juge.

Nous avons recueilli à la centaine des plaintes de certains prévenus ou de certains détenus à l'effet qu'ils ont été victimes de brutalité pour avoir résisté à faire des aveux. Nous ne croyons pas de notre ressort de faire des enquêtes dans chacun des cas et également, nous tenons compte que plusieurs exagérations en cette matière ont pu être faites par les plaignants. Nous avons cependant été très impressionnés par la déclaration de principe du directeur de la police de Montréal à l'effet qu'il ne tolère pas dans le système policier, que des membres de ce corps se servent de la brutalité pour obtenir des aveux. Et qui plus est, chaque cas découvert est étudié attentivement et des mesures disciplinaires sont imposées à ceux qui passent outre au principe. Nous aimerions que cet engagement d'honneur soit également pris par d'autres corps policiers à quelque niveau qu'ils soient.

2) *La violence morale*

Beaucoup plus subtile que la violence physique, la violence morale est plus difficilement décelable mais non moins existante dans notre milieu. Il est délicat pour des personnes qui exercent un ministère pastoral de dévoiler les sources de renseignements qu'elles possèdent. Cependant, nous ne pouvons être d'accord sur le principe de la violence morale, notamment celle qui s'exerce auprès des prévenus et des détenus à qui l'on promet, si des aveux sont faits, si des faux témoignages sont employés, et des parjures bien orchestrés, des diminutions de sentence. Nous croyons que c'est tronquer, dans son élément essentiel, la justice que de se servir de menaces, de fausses promesses, d'isolement prolongé, sous prétexte que la justice doit éclater.

Sans vouloir accepter comme fait réel la torture morale décrite dans le roman policier, nous constatons que la torture morale, aux dires de certains prévenus et détenus, est encore en usage dans notre milieu. Nous ne voulons pas créer ici l'impression que nous préconisons une attitude de faiblesse ou de lâcheté à l'endroit des suspects ou des présumés coupables. Toutefois, il nous semble qu'on peut obtenir des résultats tout aussi probants en se servant de méthodes plus justes et plus humaines : méthodes mises au point par la criminologie, la psychologie criminelle, et les sciences policières modernes.

Quant à nous, nous croyons que la justice peut être rendue tout en assurant le respect de la personne humaine, le respect de ses droits fondamentaux et surtout le respect de la conscience, si distorse soit-elle.

3) Les principes de ségrégation vs la contamination des prévenus

En tant qu'aumônier, il nous est très pénible de constater la contamination et la démoralisation progressives des prévenus. Ce que nous constatons « de visu » a déjà fait l'objet d'une recherche scientifique dans notre milieu, et les résultats ont démontré que l'appréhension que nous avons, face au phénomène, s'est révélée tout à fait juste. Entre le moment de l'arrestation et la fin du procès, il peut s'écouler des laps de temps qui varient de quelques jours à quelques années. Or, durant ce temps, à cause, nous dit-on, d'une loi désuète, à savoir qu'on n'a pas le droit de faire travailler les prévenus, il se passe un temps de désœuvrement dans un contexte d'une promiscuité regrettable. L'absence de ségrégation fait que : dans certaines prisons, délinquants primaires ou criminels d'habitude, jeunes et vieux, témoins privilégiés ou escrocs professionnels cohabitent ensemble, se fréquentent, se côtoient au grand détriment des personnes qui en sont à leur première expérience carcérale. Pour que le tableau soit complet, ajoutons qu'on y retrouve encore des mineurs de moins de 18 ans dans ces groupes. L'expérience nous démontre que cette influence néfaste a été plus d'une fois à l'origine de nombreuses carrières criminelles, notamment chez les jeunes.

Il est bien vain de parler de prévention ou de réhabilitation devant pareil état de choses. Sans aller dans les détails, nous voulons simplement souligner l'urgence du principe de ségrégation. À cet effet, nous sommes d'accord avec les études faites par le Département de criminologie de l'université de Montréal sur les modalités de ségrégation.

4) L'assistance judiciaire

Plusieurs recommandations ont déjà été faites aux distingués membres de cette Commission sur le problème de l'assistance judiciaire. Sans entrer

dans les détails techniques sur la forme que pourra prendre cette assistance judiciaire, nous nous permettons de référer à certaines expériences qui ont été faites ici et là dans la province de Québec, à savoir que dans les cas graves, le juge, faute d'assistance judiciaire, a désigné d'office un avocat et ce, sans frais, à des individus qui n'avaient personne pour les défendre. Disons, après bien d'autres, que nous sommes d'accord sur le principe de l'assistance judiciaire puisque, faute de connaissance des normes élémentaires de la justice, le pauvre est en état d'infériorité devant le tribunal et est souvent exposé à des dénis de justice très graves. Tous les citoyens sont égaux devant la loi. Que cette assertion soit vraie dans toutes ses modalités. Autrement, on a recours à des procédés infâmes qui consistent à dire à un prévenu de plaider coupable tout en l'assurant qu'il sera possible de négocier une sentence mitigée de la part du juge. De tels procédés sont évidemment contraire à l'éthique, au droit et à la justice morale.

5) Rapport présentenciel et dossier de personnalité

Dans l'état actuel de la science criminologique, il est possible d'apporter à l'administration de la justice plus de lumière et d'objectivité. En effet, cette science, bien que jeune encore, offre aux juges deux précieux instruments de travail qui leur permettront d'appliquer avec plus d'équité des mesures pénales qui aient un véritable caractère de réhabilitation. Ces deux instruments sont le **RAPPORT PRÉSENTENCIEL** et le **DOSSIER DE PERSONNALITÉ**. Le premier a pour but de fournir aux juges un ensemble de données biologiques, psychologiques, sociales et culturelles qui fondent des recommandations utiles avant que la sentence finale ne soit portée. Ce rapport n'entend pas lier ou contraindre le jugement du magistrat, mais il veut fournir à celui-ci toutes les données criminologiques qui faciliteront la tâche du juge et lui permettront de nuancer davantage sa sentence, celle-ci étant considérée beaucoup moins comme une mesure PUNITIVE que comme un moyen efficace de réhabilitation.

LE DOSSIER DE PERSONNALITÉ, par ailleurs, vise à fournir au juge les résultats de tous les tests psychométriques, psychiatriques, sociologiques et criminologiques, capables d'établir le degré de dangerosité du criminel, sa structure psychologique ainsi que d'établir un pronostic de son évolution ultérieure. Parfois un personnage peut être potentiellement plus dangereux, alors qu'il en est à son premier délit, qu'un récidiviste connu dont les actes sont moins dangereux pour la société. Afin de seconder le magistrat dans l'élaboration de son jugement, ce dossier de personnalité peut être d'un précieux secours autant à court qu'à long terme.

C'est pourquoi nous recommandons que des mesures administratives soient prises afin qu'un personnel dûment qualifié puisse fournir aux

magistrats de tels instruments de travail chaque fois que ceux-ci l'estimeront utile ou nécessaire.

6) *Les délais de la justice*

Enfin, un dernier point que nous aimerions souligner avant de terminer cette phase du processus initial, porte sur le problème crucial des DÉLAIS DE LA JUSTICE. Il est urgent que des mesures efficaces soient prises afin de mettre un terme aux dénis de justice que subissent les citoyens en raison des multiples retards dans l'administration de la justice.

Une des mesures qui s'imposent est la nomination de nouveaux juges afin de répondre aux besoins actuels des rôles judiciaires. Une autre mesure serait une surveillance plus serrée des différentes étapes de la procédure judiciaire. Notons au passage les remises de certains procès sans raison vraiment sérieuse, l'attente de tel juge sur le banc pour instruire le procès, enfin les remises pour permettre une entente afin que le prévenu plaide immédiatement coupable sur une plainte qui serait moins grave.

Quand on songe que certaines personnes présumément innocentes peuvent attendre pendant des semaines et des mois avant que ne soit fixé leur propre sort, ces diverses procédures semblent autant d'entorses à la justice. Il est donc urgent que des dispositions soient prises pour mettre un terme à ces aléas pour que soient saufs la justice et le droit des citoyens.

C — LE PROCESSUS EN MARCHÉ

1 — *Peines variées*

Au début de ce mémoire, nous avons fait allusion à un des éléments de la peine : l'incarcération. Nous voulons illustrer ici notre point de vue sur la variété de la peine.

Les sanctions sont les conséquences morales d'un acte : châtiment ou récompense. Dans une société, lorsque des individus outrepassent les lois, des sanctions sont prévues de façon à rappeler à ces individus les conditions de leur appartenance à un groupe. Le but de la peine est d'amener l'individu à réfléchir sur l'action qu'il a posée et à réparer les dommages qu'il a pu causer à la société. D'ordinaire, les peines les plus fréquentes que l'on rencontre dans notre milieu sont l'incarcération totale, l'amende et la liberté surveillée. Ce qui nous frappe, dans notre milieu, c'est de constater que l'on distribue des peines à l'intérieur de ces trois modalités quel que soit le genre de délits commis ; toute une variation se fera à l'intérieur de ces trois fonctions, dans le plus ou moins. Et partant, si la peine a un but rééducatif, et elle en a un, on constate que dans l'éducation, on se sert d'une infinité de

peines, selon la nature de la déviance. Il ne viendrait jamais à l'idée des parents de priver un enfant d'aller au cinéma si celui-ci n'aime pas le cinéma. Cette analogie, qui peut paraître simpliste, est effectivement celle que l'on devrait employer au sujet de la peine. Dans le système actuel, il est des individus qui se voient attribuer des peines et ils sont heureux qu'il en soit ainsi. C'est le cas du clochard qui se fait arrêter pour vagabondage et que l'on envoie pour les mois d'hiver à la prison commune.

Il n'est pas surprenant que nos prisons soient toujours remplies puisqu'elles sont utilisées, à plus de 50 p. cent, à des fonctions autres que ce pourquoi elles sont faites.

C'est donc tout un éventail de peines qu'il faut inventer si l'on veut pleinement donner le sens véritable à ce mot. La peine, avons-nous dit, doit rejoindre fondamentalement l'individu relativement à l'action qu'il a posée. Des expériences pilotes, faites ici même au Québec, ont donné, à date, d'excellents résultats. Explicitons :

Le recours à des organismes socio-administratifs. Nous développerons ce système un peu plus loin.

La prison week-end. Expérimenté au Québec, dans quelques cas isolés, ce type de peine a donné des résultats positifs.

La détention progressive. Expérimentée au Québec, dans quelques cas isolés, là encore, les résultats ont été positifs.

N.B. - Il est à noter que les expériences auxquelles nous référons ont été bel et bien vécues. Nous ne pouvons divulguer ni le nom du magistrat, ni les noms des fonctionnaires, qui ont appliqué ces mesures, car, à strictement parler, nous a-t-on dit, il était illégal d'agir ainsi.

Ce que nous proposons, c'est de faire dans la légalité des actions bonnes et positives faites dans l'illégalité.

La réparation symbolique. Utilisée par expérience pilote, auprès des mineurs délinquants et des jeunes adultes, cette forme de peine a donné d'excellents résultats. Pour illustrer ce qu'est la réparation symbolique, nous donnons un fait concret. Un jeune adulte (19 ans) revient, un soir, d'une fête champêtre ; il avait dépensé tout son argent dans des jeux de hasard. Voulant retourner chez lui, en voiture, il attaqua un vieillard, il lui a soutiré tout son avoir, c'est-à-dire \$2.50. Amené devant le tribunal, il plaide coupable. Le juge lui a demandé s'il travaillait. Il a répondu que oui. « Travaillez-vous le samedi », d'ajouter le juge. « Non », répondit le jeune homme. « Je vous condamne, dit-il, à aller dans telle institution pour quatre samedis de suite, de 9 heures du matin à 6 heures du soir et là, vous ferez le service auprès des vieillards, aux heures que je vous ai indiquées. »

Plus jamais, ce jeune adulte n'a récidivé car, par la réparation symbolique, il avait compris la gravité de son geste. On peut multiplier à l'infini l'exemple de la réparation symbolique surtout dans le cas des délits mineurs.

2 — *La probation*

Nous ne voulons pas insister très longuement sur cette mesure qu'est la probation. La Commission a reçu à cet effet de nombreuses et précieuses indications. Nous voulons simplement, à la suite de ceux qui ont déposé avant nous, dire combien nous attachons d'importance à cette mesure, brièvement en quoi elle consiste et enfin comment la rattacher administrativement.

Devant cette respectable Commission, des groupements ont souligné que le Québec était l'une des rares provinces à ne pas posséder un système de probation pour adultes. Comme vous tous, nous avons enregistré cette déplorable situation. Les statistiques, les expériences déjà faites dans d'autres provinces du Canada et dans d'autres pays ne peuvent pas être récusées sur le bien fondé de cette mesure. D'ailleurs, l'expérience faite au Québec avec les mineurs donne d'excellents résultats.

La probation, selon nous, n'est pas ce qu'on est convenu d'appeler une chance. Elle fait partie des différentes mesures que doit posséder le juge qui est chargé de rendre la justice. Ce n'est pas non plus une mesure de facilité, c'est-à-dire une mesure de « main sur l'épaule », fondée sur des sentiments de pitié. La probation est un contrat en bonne et due forme. Le contrat se passe entre, d'une part : l'accusé et d'autre part : l'officier qui désire prendre sous sa responsabilité la garde de l'individu. Le juge — et le juge seul — statue sur les conditions du contrat et voit à ce que le contrat soit respecté. Si des failles sont trouvées dans le contrat existant, le juge doit avoir le pouvoir d'appliquer d'autres mesures. Dans le contrat de la probation, différentes clauses peuvent être mises et approuvées par le juge. Dans les modalités de contrat, on peut trouver, entre autres, pour les candidats qui ont commis des délits sérieux, les clauses du double temps de réclusion.

Étant donné la lenteur incompréhensive à mettre sur pied le système de probation pour adultes dans notre milieu, nous suggérons que l'organisation de ce système soit confiée (comme c'est le cas en Angleterre) à des agences para-publiques déjà existantes.

3 — *Les organismes socio-administratifs*

Lors d'une étude entreprise par notre association, il y a trois ans, nous en étions venus à la conclusion de proposer l'établissement d'organismes socio-administratifs dans la province de Québec.

Disons, au point de départ, que le fruit de nos recherches et les recommandations qui s'ensuivirent n'ont pas eu pour but de remplacer ou de substituer les tribunaux à d'autres formes de « sentencing » et ce, à quelque niveau que ce soit.

Les organismes socio-administratifs peuvent jouer deux buts spécifiques : aider le magistrat dans le prononcé de la sentence et disposer de certains cas qui relèvent beaucoup plus du Bien-Être et de la Santé que de la Justice.

Un des premiers organismes socio-administratifs qui a vu le jour au Canada est sans nul doute la Commission de libération conditionnelle. Bien qu'on puisse discuter certaines prérogatives dont jouit cette Commission, il n'en reste pas moins vrai que le principe comme tel de l'organisme socio-administratif peut s'appliquer à d'autres domaines, et rendre des services immenses à la société.

Ces organismes, avons-nous dit, peuvent travailler d'abord en collaboration avec le tribunal. Nous pensons ici au rapport présentenciel qui pourrait être exigé de pareil organisme. Nous pensons également au sort des enfants impliqués dans les séparations de corps devant la Cour Supérieure. Nous pensons également à toutes les données dont a besoin le tribunal comme le dossier de personnalité, l'évaluation des critères pour la mise en probation, etc...

Les organismes socio-administratifs pourraient également jouir de certaines prérogatives et procéder directement dans l'application de certaines mesures concernant le bien-être et la santé du citoyen. Ceci aurait pour effet de débarrasser les tribunaux de centaines de cas qui viennent encombrer le rôle des juges. Nous pensons en particulier :

1. À des mesures concernant les mineurs qui n'ont commis aucun délit.
2. À tous ces clochards qui cherchent des gîtes durant la période de l'hiver.
3. Aux alcooliques qui ne commettent pas spécifiquement de délits.
4. Aux jeunes filles ou femmes arrêtées dans les maisons de prostitution (nous ne parlons pas ici de la tenancière).
5. Aux personnes qui sont victimes de cette maladie qu'est l'homosexualité.
6. Aux victimes de certains délits qui ont besoin d'aide à la suite d'un attentat commis contre elles.
7. Dans les cas de discorde maritale.

L'organisme socio-administratif pourrait jouer également un rôle important dans les cas de détention progressive, les prisons week-end, et encore dans les questions de postcure.

Nous avons pris connaissance des différents rapports scientifiques expliquant le mécanisme et le fonctionnement, ainsi que les résultats obtenus par certains organismes socio-administratifs, soit au Canada, soit aux États-Unis, soit en Europe. Nous avons été très favorablement impressionnés par les résultats obtenus et voilà pourquoi nous proposons que de tels organismes soient créés dans la province de Québec.

4 — *Le serment religieux*

C'est une coutume très fortement enracinée dans les mœurs des tribunaux d'utiliser les Saintes Écritures lorsque l'on veut faire faire serment aux accusés ou aux témoins ou aux jurés à l'occasion du procès.

En définitive, nous nous servons, dans notre système actuel, sauf dans quelques cas plaidés au civil, du serment religieux comme base d'assermentation. Forts de l'usage établi par les tribunaux, à l'occasion de la procédure judiciaire, les pouvoirs administratifs se sont servis, par la suite, du serment religieux, si bien qu'à tous les échelons du fonctionnarisme, il est difficile de poser un geste important sans que l'on recoure au préalable au serment religieux.

Nous constatons avec regret que, dans l'économie actuelle de la province, il y a un abus flagrant de l'utilisation du serment. Plusieurs distingués membres du Barreau de la province de Québec, nous ont également fait part que des faux serments étaient faits à la centaine devant les tribunaux. De plus, dans une société pluraliste comme la nôtre, plusieurs personnes font des serments religieux, alors qu'elles n'ont aucune foi dans la référence qu'elles font à Dieu.

Alertés à cet effet et conscients des implications désastreuses qu'apportaient ces abus du serment, les aumôniers ont décidé d'étudier plus profondément cette question en invitant un groupe de spécialistes. Pour avoir une vue d'ensemble du problème, nous avons invité un juge de la Cour Supérieure, un avocat criminaliste, un psychiatre et un théologien formé en droit civil et en droit canonique.

À notre grande surprise, toutes les opinions de ces personnes chargées d'étudier ce problème, bien qu'appartenant à des disciplines différentes, ont eu une opinion convergente à savoir qu'il fallait supprimer dans le plus bref délai possible le serment religieux en usage aux tribunaux pour le remplacer par un autre type de serment.

Nous sommes d'accord avec cette conclusion, et nous proposons l'abolition du serment religieux pour être remplacé par un autre type de serment.

5 — *La peine de mort*

L'Association des Aumôniers se réjouit du succès remporté à la Chambre des Communes d'Ottawa par le bill Pennell. Bien que nous considérions cette abolition de la peine capitale comme mesure partielle et provisoire, elle marque une étape importante vers l'abolition complète de la peine de mort au Canada. Pour notre part, nous n'aurons de cesse que lorsque ce but ultime sera atteint.

En attendant cette législation définitive, cependant, nous recommandons avec insistance que soit modifié considérablement le rituel actuellement

en vigueur qui préside à l'exécution des condamnés à mort. Telles que les choses se passent actuellement, ce rituel manifeste à la fois un sadisme et une indécence que ne saurait défendre ni la Justice ni l'Équité.

Il nous semble d'abord que l'identification du criminel ne devrait se faire *qu'une seule fois* avant l'exécution même si les sursis doivent se multiplier trois ou quatre fois. Nous avons été témoins qu'un condamné à mort ait dû subir jusqu'à dix fois cette procédure humiliante et irrationnelle.

Nous protestons vigoureusement contre la procédure actuelle selon laquelle le supplicié voit et entend pendant deux jours entiers tous les préparatifs de l'exécution qui se font à trente pas de sa cellule. Cette démonstration, qui n'a rien d'humain ni de juste, empêche le détenu de se concentrer davantage sur la préparation spirituelle et morale de sa mort prochaine.

Enfin, tout le protocole qui entoure l'exécution tient à la fois du Grand Guignol et du sadisme : lecture officielle de l'acte de condamnation juste avant le dernier repas, coutumes d'un autre âge, état d'ébriété de certains témoins officiels, et, dans ce décor hallucinant, récitation du chapelet pour le repos de l'âme de celui qu'on vient de pendre au nom de la société et de la Justice.

D — APRÈS LE PROCESSUS

Le processus de réhabilitation, déjà engagé depuis le moment de l'arrestation, va maintenant entrer dans sa phase finale, normalement la plus importante et la plus efficace puisque c'est durant cette troisième étape que le condamné sera soumis à la CURE proprement dite. Pour plus de clarté, nous grouperons nos réflexions sous cinq titres : la cure, la postcure, la libération conditionnelle, l'assistance post-pénale, le dossier judiciaire.

1 — *La cure*

Dans le système pénal, actuellement en vigueur dans les prisons du Québec, il est difficile de parler sérieusement de CURE ou de POSTCURE. Car cette terminologie ne recouvre qu'une réalité ronflante.

Il suffit pour s'en convaincre de comparer rapidement le système pénal fédéral et le système provincial pour se rendre compte que, dans les prisons du Québec, le personnel professionnel : psychiatres, psychologues, criminologues, pénologues, travailleurs sociaux, etc..., est à peine embryonnaire. Au contraire, lorsque l'on regarde le personnel de sécurité, on comprend très rapidement qu'on n'a guère dépassé la mentalité militariste qui reflète, en somme, une véritable psychose de « sécurité maximale. »

Les quelques efforts qui sont faits dans le domaine de la cure sont le fruit du dévouement et de l'initiative de quelques individus. Mais il n'existe

pas de programme de formation des détenus : formation intellectuelle, formation physique, formation sociale, formation morale, etc. De plus, on n'a pas encore introduit les diverses formes de traitements, telles que la thérapie de groupe, la psycho-thérapie, le counselling de groupe ou l'entrevue clinique.

Rien n'existe non plus, et nous parlons toujours ici d'organisation rationnelle et planifiée du traitement, sur le plan du TRAVAIL INDUSTRIEL au sein des prisons provinciales. Or, c'est là une des principales causes pour lesquelles notre système provincial ne réussit pas à réhabiliter ses criminels. Durant les dix-huit ou vingt-trois mois de séquestration carcérale, le détenu sombre dans l'oisiveté, le désœuvrement et la démoralisation. Il perd ce qui pouvait lui rester encore de dignité personnelle et de sens des responsabilités.

Le TRAVAIL, au contraire, est précisément un des moyens les plus efficaces pour lui redonner ce respect de lui-même et son sens des valeurs morales et sociales. Grâce à un travail normal, dûment rétribué, le détenu pourrait assurer non seulement son propre entretien mais aussi celui de sa famille sans devoir vivre pendant des mois au crochet du Bien-Être social. Il ne perdrait pas ses habitudes de travail s'il les avait déjà et pourrait les retrouver s'il les avait perdues.

Sans vouloir être injustes à l'égard des quelques personnes qui se dévouent depuis des années pour fournir aux détenus quelques éléments de formation, nous devons reconnaître qu'à toutes fins pratiques, il n'existe rien de *systématique* et de *planifié* dans le domaine de la RÉHABILITATION DES DÉTENUS dans les prisons provinciales du Québec. Ce qui prévaut encore jusqu'à nos jours, c'est le mythe de l'incarcération et de la sécurité maximale.

Tout ce que la criminologie, la pénologie et la psychologie moderne peuvent offrir de meilleur pour assurer le traitement et la réhabilitation des prisonniers, n'a même pas commencé à faire son apparition concrète dans notre système pénal provincial : détention du soir, détention de fins de semaine, diversification des centres de traitement selon des normes de sécurité minimum, médium et maximum, spécialisation des centres de traitement pour alcooliques, narcomanes, psychopathes et maniaques sexuels, etc... En ces domaines, le système fédéral est en avance sur le système provincial : ici, on commence à moderniser les bâtiments mais on ignore encore la **PERSONNE** des criminels. Dans le secteur précis du traitement, le ministère du Bien-Être social a franchi déjà des étapes sérieuses et est en train d'offrir aux jeunes délinquants des services de première qualité. C'est pourquoi, dans les conditions actuelles, nous considérerions comme un recul et une régression la fusion des ministères de la Justice et du Bien-Être social en vue de regrouper sous un même utilité administrative les jeunes

délinquants et les criminels adultes, tel que prôné, il y a quelques années, par un ex-ministre de la Justice.

Ce que nous suggérons donc, c'est l'établissement d'un véritable service de formation et de traitement des détenus, dans une approche multi-disciplinaire, et en conjonction étroite avec les centres de recherches criminologiques de la province de Québec.

2 — *La postcure*

Au niveau de la POSTCURE, les mêmes constatations sont à faire. En effet, tout ce qui se fait en ce domaine a été entrepris par des corporations privées ou par des groupes particuliers. Les subventions provinciales, d'ailleurs très limitées et nettement insuffisantes, sont obtenues par le truchement du Bien-Être social alors que le ministère de la Justice devrait lui aussi verser sa quote-part puisque le traitement des criminels, aussi bien *durant* qu'*après* l'exécution de la sentence, tombe sous sa juridiction.

La province de Québec a besoin, de la façon la plus urgente, d'un véritable réseau de Centres d'assistance post-pénale. Que dire donc, des maisons de semi-liberté qui seraient d'un précieux secours afin de permettre aux détenus de se préparer d'une façon plus adéquate à leur libération prochaine ? Ainsi, durant les quelques mois qui précèdent sa libération définitive, le détenu aurait la possibilité de travailler à l'extérieur de la prison, de s'insérer dans le réseau de la vie économique et sociale et d'avoir un peu de sécurité avant la fin de sa sentence. Faute de quoi, cet homme est voué, à plus ou moins longue échéance, à un retour à ses habitudes criminelles, quelles que soient, par ailleurs, ses dispositions personnelles. Sans un régime de postcure, nous considérons comme insuffisants et inefficaces les quelques mois de traitement (à supposer encore qu'il y en ait eu) subi par le détenu.

3 — *La libération conditionnelle*

La libération conditionnelle tombe actuellement sous la juridiction du Gouvernement fédéral et, dans l'état actuel des choses, nous n'hésitons pas à dire que cette Commission s'acquitte de ses responsabilités d'une façon honnête.

Il y aurait cependant, à notre avis, quelques améliorations à apporter au système. En effet, c'est dans le domaine de la consultation qu'il serait bon d'apporter des correctifs. Puisque le détenu qui profitera d'une future libération conditionnelle devra vivre dans notre province et dans une ville bien déterminée, ne serait-il pas opportun de créer à cet effet des organismes de consultation pour connaître l'avis des autorités provinciales et municipales ?

pales directement concernées par le retour en société de tel ou tel individu. Le ministère de la Justice tout comme le département de la police, peuvent avoir de sérieuses réserves à l'élargissement d'un prisonnier. Par ailleurs, lorsque ces mêmes autorités auraient été informées de la documentation du Service de libération conditionnelle, leur collaboration pourrait être acquise pour faciliter la réintégration sociale de ce citoyen.

C'est parfois en raison de ce manque de consultation qu'on a été témoin de libération conditionnelle de certains criminels non suffisamment préparés et qui ont repris presque aussitôt leurs anciennes habitudes.

Nous ne croyons pas qu'il faille aller jusqu'à doubler le système, mais à le compléter. Pour nous, la duplication des commissions n'est pas une priorité.

4 — *L'assistance post-pénale*

Au chapitre de l'assistance post-pénale, nous l'avons déjà dit, très peu existe au niveau provincial. Nous reconnaissons certes que tout ne peut se faire d'un seul coup et que même les réalisations concrètes doivent respecter un ordre de priorité.

Toutefois, nous demeurons convaincu qu'il serait possible de procéder par étapes successives :

- 1 — Dans une première étape, le Gouvernement provincial pourrait favoriser, seconder et appuyer, par des octrois, les efforts d'organismes privés qui seraient prêts à assumer leur part de responsabilité dans l'assistance post-pénale des détenus. Dans ce domaine, la part de la province a été jusqu'à présent infinitésimale.
- 2 — La province pourrait ensuite dans une seconde étape grouper ces divers organismes en une fédération officiellement reconnue par la province et pouvant bénéficier des services provinciaux, tels que cliniques sociales, cliniques psychologiques, conseils professionnels, etc . . .
- 3 — Enfin, dans une troisième étape, la province pourrait tendre à uniformiser les normes de traitement, la qualité du personnel professionnel et à planifier la diversité des services.

Cette étroite collaboration du secteur privé et du secteur public, serait un moyen de promouvoir graduellement l'assistance post-pénale tout en accordant aux autorités provinciales le temps et les moyens de se consacrer à d'autres secteurs importants.

5 — *Le dossier judiciaire*

Sur ce point, nous n'avons qu'une seule recommandation précise à faire. En raison des torts que cause actuellement, aux ex-prisonniers, leur dossier judiciaire sur le plan du travail et des activités sociales normales,

nous demandons que ce dossier judiciaire soit annulé complètement après deux à cinq ans de bonne conduite et de non-récidive, selon le cas. Si on juge que ce dossier ne doit pas être détruit, que l'on prenne au moins des mesures efficaces pour qu'il soit relégué à des archives secrètes et tout à fait confidentielles, inaccessibles à l'employeur, aux journalistes ni au public en général.

IV — QUELQUES RECOMMANDATIONS PRATIQUES

A — LE TRIBUNAL D'HONNEUR DES JUGES

Depuis quelques années, nous sommes témoins dans la société québécoise, que des individus ou groupes attaquent publiquement certains magistrats dans l'exercice de leur fonction. Ceci ne peut avoir pour effet que de miner la confiance des gens à l'égard de l'administration de la justice. On y sème le doute petit à petit et la conscience populaire en vient à mettre en question le système judiciaire qui est un élément fondamental sur lequel reposent les assises d'une société. Certains magistrats se sentant attaqués (injustement, à leurs yeux), se sont permis de virulentes contre-attaques alors qu'ils n'étaient pas sur le banc. Des enquêtes ont été entreprises à la suite de ces attaques et ce, toujours sur la place publique. Quand on sait que le lendemain, ces individus, qui ont prodigué ces attaques, peuvent à leur tour être amenés devant ce magistrat : ceci crée, pour le moins, une situation inconfortable.

Pour parer à ces inconvénients qui risquent de devenir sérieux, nous proposons ce qui suit :

1. Maintien de la situation actuelle à ce qui a trait au droit d'appel lorsqu'un jugement est rendu à la suite d'un procès.
2. Lorsqu'un individu ou un groupe d'individus a des raisons sérieuses de croire qu'un juge a manqué à « l'honneur », au lieu de traiter ces questions sur la place publique, nous aimerions que toutes ces questions soient référées à un organisme prévu à cette fin.

Pour ce faire, nous suggérons l'établissement d'un tribunal d'honneur. Ce tribunal serait composé de trois juges (reconnus pour leur prestige et leur sagesse).

Ce tribunal siégerait à huis-clos, et ainsi, les magistrats qui manquent à l'honneur seraient jugés par leurs pairs. Ce tribunal d'honneur pourrait (si nécessaire) rendre des sentences exécutoires. Ainsi, un juge qui est attaqué aurait tout le loisir de se faire entendre par ses pairs et ne serait pas dans l'odieuse situation de s'expliquer sur la place publique.

Le modèle français nous semble être le meilleur du genre, et nous le recommandons.

Les incidents survenus ces dernières années ne devraient plus se répéter. Nous soulignons que ce qui s'est passé chez nous a eu des conséquences

beaucoup plus graves qu'on voudrait le croire, et nous en avons mesuré les effets nocifs, d'où notre suggestion positive.

B — LA FORMATION DU PERSONNEL

Convaincue de la nécessité et de l'urgence de former le personnel qui travaille dans le champ de la criminologie, l'Association des Aumôniers n'a pas voulu se déroger à cette règle qu'est la « formation spécialisée ».

Bien que tous ses membres possèdent un minimum de 19 années de scolarité, l'association a institué ses propres cours de formation spécialisée.

Il s'agit en l'occurrence d'un cours de recyclage de 300 heures ouvert entre autres à tous les aumôniers de prisons, de pénitenciers, de centres de rééducation.

À date, ces cours ont donné d'excellents résultats si bien que nous avons reçu des demandes d'étendre ce programme ailleurs au Canada, aux États-Unis et en Europe.

Également, nous constatons avec joie que des efforts sérieux de formation ont été entrepris dans deux secteurs : celui de la police (à Montréal) et celui relatif aux mineurs délinquants.

La police de Montréal possède actuellement un programme de formation qui fait l'envie des autres corps policiers de la province.

Quant aux personnes travaillant auprès des mineurs délinquants, grâce à l'initiative conjointe du ministère de la Famille et du Bien-Être social et de l'Éducation, elles peuvent suivre un cours de formation qui répond tout à fait à leurs besoins.

Ces deux initiatives ajoutées à celles déjà prises par le centre de formation pour éducateurs spécialisés démontrent clairement que dans notre milieu, il y a moyen de mettre sur pied des structures capables de spécialiser tout le personnel travaillant dans le domaine correctionnel.

Le temps est venu de prendre des mesures radicales, dans le but de former, à la grandeur de la province, tout le personnel travaillant à quelque titre que ce soit dans le secteur pénal.

Pour ce faire, nous suggérons :

1. Que les ministères de la Justice, de la Famille et du Bien-Être social et de l'Éducation, forment un comité conjoint dans le but de mettre sur pied les structures adéquates.
2. Que le comité ait le pouvoir de coordonner toutes les initiatives déjà existantes.
3. Qu'il s'inspire dans son action du rapport Parent quand à l'organisation de ces cours.

Les aumôniers, pour leur part, sont prêts en tout temps à collaborer avec le dit comité. De plus, ils sont prêts à libérer (si nécessaire) un membre compétent pour prendre charge de toute cette initiative.

C — LES SEUILS D'ÂGE

Nous sommes informés que le Gouvernement du Canada est en train de procéder à des amendements touchant les annexes au Code criminel, notamment en ce qui a trait à la Loi sur les jeunes délinquants. Dans les amendements proposés, il est notamment question des seuils d'âge. Si les propositions sont acceptées, par le Gouvernement du Canada, il s'ensuit que les seuils d'âge proposés ne correspondent en aucune façon à ce qui est actuellement en vigueur au Québec. Nous nous permettons ici d'attirer l'attention de cette Commission sur un geste qui doit être posé très prochainement.

Si les seuils d'âge, proposés par le Gouvernement du Canada, sont acceptés, nous avons la conviction que nous marchons vers une régression sociale.

Nous avons alors procédé à l'analyse systématique des seuils d'âge à travers le monde, notamment auprès de vingt-trois pays du bloc occidental. Nous inspirant de ces conclusions scientifiques et tenant compte de la mentalité particulière du Québec, nous proposons ce qui suit :

1. Actuellement, le Code criminel fixe à sept ans la majorité pénale d'un individu. Nous suggérons que cette majorité pénale soit portée à douze ans. Tous les enfants de moins de douze ans, devant être jugés en vertu d'un statut provincial sous la Loi de protection de la jeunesse.
2. De douze à quatorze ans, nous proposons que le juge ait le pouvoir de procéder (selon son entendement) soit en vertu de la Loi provinciale de la protection de la jeunesse, ou en vertu de la Loi fédérale des jeunes délinquants.
3. De quatorze à dix-huit ans, pour tout adolescent ayant commis un délit sérieux, nous proposons que soit utilisée la Loi des jeunes délinquants (quels que soient les amendements futurs). À cet effet, nous proposons également qu'il soit inclus dans la loi, qu'un adolescent puisse être déféré à une autre Cour que s'il a atteint l'âge de seize ans. (Nous comprenons mal que, dans le Québec, on trouve dans les pénitenciers des enfants de quatorze et quinze ans. Cf. : Rapport du commissaire des pénitenciers du Canada).
4. Nous proposons qu'un traitement spécial soit accordé aux jeunes adultes, c'est-à-dire ceux dont l'âge varie entre dix-huit et vingt-quatre ans (Cf. Conclusions des études scientifiques de la défense sociale nouvelle).
5. Enfin, des phénomènes qui peuvent nous paraître nouveaux commencent à apparaître dans le Québec, et l'on voit une situation qui nous paraît inacceptable. Nous pensons à des vieillards de quatre-vingts et quatre-vingt-deux ans qui sont confinés dans des prisons communes. Nous croyons qu'il s'agit là d'un problème qui relève beaucoup plus de la gériatrie que d'un problème strictement pénal et nous croyons que tous ces cas devraient être référés à des organismes socio-administratifs, plutôt que d'en faire des prisonniers de droit commun.

DEUXIÈME PARTIE

RÔLE ET STATUT DE L'AUMÔNIER

RÔLE ET STATUT DE L'AUMÔNIER

I — PRÉSENTATION DE LA QUESTION

Après avoir brossé ce large tableau de la situation actuelle et avoir soumis un certain nombre de recommandations pratiques, l'Association des Aumôniers qui œuvrent dans le champ de la criminologie, veut consacrer cette deuxième partie à l'étude de ses problèmes spécifiques à l'intérieur du système pénal provincial.

Avant de traiter ici du rôle et du statut de l'aumônier tels que perçus par les aumôniers eux-mêmes, il ne serait peut-être pas inutile de citer ici quelques extraits significatifs de sources officielles qui soulignent l'importance du facteur religieux dans le processus intégral de la réhabilitation.

D'abord, la Commission Archambault affirme, à la page 124 de son rapport officiel :

« Vos commissaires sont d'avis que les services religieux occupent une place très importante et très définie dans le programme de tout système pénal et endossent sans réserve l'affirmation suivante :

« La religion touche aux sources les plus intimes de la conduite humaine, car elle peut offrir au plus faible et à l'instable les plus nobles idéaux et les inhibitions les plus fermes. C'est pourquoi on devrait lui accorder la première place dans tout programme sérieux de formation du caractère. Les aumôniers, les ministres, les rabbins et les membres du clergé qui visitent nos prisons, devraient être non seulement des collègues bien accueillis, mais absolument indispensables.

... La religion est une chose si intime et si personnelle qu'on ne saurait l'insérer à l'intérieur de cadres et de normes trop rigides et, par ailleurs, aucun service de sécurité ne peut répondre complètement aux besoins intimes de l'individu... »

D'autre part, l'Association américaine des prisons a défini comme un de ses principes d'action, la suivante déclaration :

« De tous les facteurs de rééducation, la religion est le premier en importance, car elle est le plus puissant pour atteindre l'être humain dans son action et dans sa vie. »

Ces quelques citations ne donnent pas le même son de cloches, que des déclarations de certains administrateurs de prisons du Québec qui considèrent la religion comme facteur négligeable pour ne pas dire risible et qui considèrent le prêtre comme « une pieuse fixtue dans un cadre anachroni-

que », limitant son action « au service dominical, à la distribution des sacrements et à la bénédiction des chapelets et des médailles ».

Les aumôniers des prisons du Québec aimeraient bien être traités de la même façon que le sont les aumôniers des pénitenciers.

Il est pour le moins étonnant que dans les principes directeurs de notre système pénal, il n'est pas fait mention de l'importance de la religion et des facteurs religieux comme base de la réhabilitation des prisonniers.

Dans le système actuel des prisons provinciales, il faut distinguer quatre groupes distincts d'aumôniers de prisons :

1. Les aumôniers à plein temps qui consacrent tout leur temps au service des prisons et des détenus.
2. Les aumôniers à demi-temps qui consacrent environ une vingtaine d'heures par semaine au service des institutions pénales.
3. Les aumôniers à temps partiel qui consacrent quelques jours par semaine à visiter les détenus et à leur apporter le secours de leur ministère.
4. Les aumôniers-visiteurs qui se rendent en prison sur demande expresse des autorités ou d'un prisonnier.

Dans cette partie du mémoire, il s'avère que ce qui suivra s'applique mutatis mutandis selon que l'aumônier travaille à plein temps ou à temps partiel.

II — DÉCLARATION DE PRINCIPES ET D'ACTION

1 — LA PHILOSOPHIE

Les aumôniers sont intimement liés au processus de rééducation auquel ils apportent la dimension théologique. Le concept théologique de l'homme s'applique indistinctement à tous les hommes, que ceux-ci soient définis ou non par la loi comme des criminels. La société a le droit de priver un criminel de sa liberté physique, mais elle ne peut entraver sa liberté morale. L'homme ne peut être soumis, durant le processus de rééducation, à des influences nocives qui tendent à le déshumaniser. En raison même de sa nature humaine et de sa dignité, le criminel doit toujours être traité de façon responsable et comme une personne humaine apte à assumer des responsabilités. L'approche théologique déborde les cadres du châtiment et de la punition pour aboutir au renouvellement spirituel et à la rédemption morale du criminel.

Nous reconnaissons, certes, la validité de l'approche multidisciplinaire dans le traitement du criminel. Nous acceptons également les diverses dimensions biologiques, psychologiques et sociologiques de la vie humaine, mais nous rappelons qu'il existe aussi une dimension théologique de l'être humain, dimension qui résulte des relations de l'homme avec son Dieu. Le traite-

ment intégral de l'homme, considéré dans la totalité de son être comme un tout indivisible, exige donc la reconnaissance de cette dernière dimension : la dimension spirituelle et morale de l'homme.

2 — LES BUTS

Par leurs services pastoraux, les aumôniers s'efforcent d'inculquer et de développer chez les criminels un système de valeurs positives fondé sur le concept théologique de l'homme : sens de sa dignité personnelle, sens de Dieu, sens de ses responsabilités morales, individuelles et sociales, sens de la rectitude du jugement moral, etc.... Ceci s'applique à tout délinquant, juvénile ou adulte, et plus particulièrement à ceux dont la conduite antisociale prend ses origines dans un système de contre-valeurs. Nous cherchons donc à aider chaque personne à entrer en relation saine, réaliste et dynamique avec elle-même, avec la société et avec Dieu.

3 — LA MÉTHODOLOGIE

Pour ce faire, nous tachons d'accepter et de comprendre chaque détenu tel qu'il est, tout en essayant de l'aider à trouver son chemin vers les buts ci-haut définis et cela, en s'appuyant sur les valeurs positives auxquelles la personne croit déjà.

La personnalité de l'aumônier, sa formation théologique, sa préparation scientifique et sa maîtrise des techniques professionnelles reconnues concourent au succès de l'intégration de ces valeurs chez le détenu.

Le système de rééducation doit assurer à l'aumônier tout le matériel technique et pédagogique nécessaire à la mise en œuvre de son programme spécifique de rééducation afin de favoriser au mieux le développement du sens moral et religieux du délinquant et du criminel.

III — LES IMPLICATIONS CONCRÈTES

A — LE STATUT —

- 1 — L'aumônier est un pasteur, un animateur, un éducateur qui travaille à une tâche spécifique dans un milieu donné.
- 2 — L'aumônier exerce aussi son ministère à titre professionnel. Outre sa formation en philosophie et en théologie, il doit de plus avoir une formation, soit en criminologie, soit en psychologie criminelle, soit en pastorale spécialisée.
- En conséquence, il doit jouir d'un statut professionnel égal aux autres professionnels attachés à la prison.

- 3 — Son statut doit être assimilé à celui d'un chef de service pour un secteur donné.
- 4 — Il devrait recevoir des honoraires qui lui permettent d'avoir les moyens nécessaires pour maintenir sa compétence professionnelle.
- 5 — L'aumônier doit avoir à sa disposition tout ce qui lui est nécessaire pour remplir son ministère :
 - a) chapelle appropriée à l'exercice du culte ;
 - b) livres ;
 - c) salle d'entrevue ;
 - d) salle pour réunion de petits groupes ;
 - e) etc...

B — LE RÔLE

- 1 — L'aumônier assume, dans le milieu institutionnel, un triple rôle :
 - a) le service du culte ;
 - b) l'animation pastorale ;
 - c) la rééducation et la réhabilitation morales et spirituelles des détenus.
- 2 — *Quant au service du culte*, le rôle de l'aumônier est de :
 - a) célébrer les offices religieux,
 - b) administrer les sacrements,
 - c) organiser le service liturgique,
 - d) organiser le programme de vie religieuse de l'institution (horaires, manifestations, fêtes, etc...).
- 3 — *Quant à l'animation pastorale*, le rôle de l'aumônier est de :
 - a) servir de conseiller moral,
 - b) veiller au bien-être spirituel et moral de la population de la prison.
 - c) assister spirituellement tous les prévenus et détenus confiés à sa charge,
 - d) collaborer à la formation éthique du personnel de l'institution, surtout à ceux qui ont un contact plus immédiat avec les détenus.
- 4 — *Quant à la rééducation et à la réhabilitation morales des détenus*, le rôle de l'aumônier est de :
 - a) mettre sur pied le programme de formation religieuse et morale des détenus qui lui sont confiés,
 - b) rencontrer individuellement ou en groupe les détenus en vue de leur rééducation morale et religieuse,

- c) mettre en marche une pastorale d'ensemble adaptée aux besoins spirituels des prévenus et détenus,
- d) promouvoir des recherches en pastorale criminologiques.

C — LES DEVOIRS

1 — L'aumônier a de très graves devoirs ministériels envers :

- a) la direction de l'institution,
- b) le personnel des gardes et des officiers,
- c) la population des prévenus et des détenus.

2 — Les principaux devoirs de l'aumônier à l'égard de la direction de l'institution se résument aux suivants :

- a) assister la direction dans la solution des problèmes administratifs relatifs au bien-être spirituel et moral des prévenus et détenus,
- b) assurer une entière collaboration à tout programme d'ensemble qui favorisera le bien-être des prévenus et détenus,
- c) offrir des services de consultation, au besoin, à tous ceux qui le désirent.

3 — *Les principaux devoirs de l'aumônier à l'égard du personnel de traitement et de sécurité :*

- a) faciliter l'exercice du culte et la réception des sacrements aux membres du personnel qui le désirent,
- b) offrir le service de sa compétence aux membres du personnel qui veulent le consulter,
- c) participer au programme de formation professionnelle par des entretiens, des conférences et des forums.

4 — *Les principaux devoirs de l'aumônier à l'égard des prévenus et des détenus se résument à :*

- a) faciliter leur pratique religieuse grâce à un programme de pastorale d'ensemble adapté à la population de l'institution,
- b) assister spirituellement les prévenus et les détenus dans leurs difficultés et leurs épreuves personnelles, en les encourageant et en leur conseillant les moyens les plus aptes à les surmonter,
- c) instruire les prévenus et les détenus de leurs devoirs et de leurs pratiques religieuses, soit individuellement, soit en groupe selon les possibilités et les aptitudes de chacun,

- d) apporter un soin spécial aux âmes les plus éprouvées, surtout aux plus jeunes, aux malades, aux vieillards et aux condamnés à mort,
- e) faciliter et promouvoir avec tact et discrétion le retour à Dieu des âmes les plus réfractaires,
- f) veiller de concert avec les autorités à la moralité dans l'institution en ce qui concerne les lectures, les représentations, les mœurs et les conditions de vie des prévenus et des détenus.

5 — *Afin de mieux assumer son rôle et de remplir ses fonctions propres, l'aumônier aura la garantie des droits suivants :*

- a) le droit de siéger d'office au Bureau de la direction en tant que *conseiller moral*, en vue de l'élaboration des différents programmes éducationnels, sociaux et religieux,
- b) le droit d'assister aux sessions quotidiennes hebdomadaires ou mensuelles en vue de la discussion des cas, en ce qui regarde l'évaluation, la classification et l'assistance des prévenus et détenus, compte tenu de l'aspect qui le préoccupe,
- c) le droit d'exercer sa charge pastorale en toute liberté dans le cadre institutionnel,
- d) le droit d'accès en tout temps aux cellules de n'importe quel détenu ou prévenu, lorsque leur bien moral et spirituel l'exige sans préjudice toutefois au bon ordre de la prison,
- e) le droit de demander le concours d'un ou de plusieurs autres prêtres pour l'assister dans sa charge, surtout lors des confessions extraordinaires, des retraites et d'autres circonstances spéciales,
- f) le droit de préparer de disposer annuellement d'un budget particulier pour assurer un meilleur service religieux : renouvellement des ornements, les vases sacrés, la musique liturgique, le soin des autels, les livres de bibliothèque, les revues pastorales et scientifiques, les objets de piété, etc...,
- g) le droit de soumettre des requêtes au Bureau d'administration, soit pour améliorer les conditions de vie des détenus, soit pour attirer l'attention des autorités sur certains points particuliers de caractère exceptionnel.

D — LES PRÉROGATIVES

- a) Étant donné son statut officiel et la dignité de son rôle, on reconnaîtra à l'aumônier des prérogatives auxquelles il a droit.

- b) *L'immunité* : l'aumônier jouira de l'immunité de la censure, l'inspection et de la surveillance, soit en rentrant, soit en sortant de la prison, soit dans son bureau, de sa correspondance ou de ses effets personnels, soit de fouilles sur sa personne.
- c) *Le respect du secret professionnel et sacramental* : On reconnaîtra à l'aumônier le droit à la plus stricte confidentialité sur tout ce qu'il aura pu apprendre au cours des entretiens avec les prévenus et les détenus, même en matière non-sacramentelle, de sorte qu'on ne pourra jamais avoir recours à lui pour obtenir des informations incriminantes, soit devant les autorités de la prison, soit devant le tribunal de la Justice.
- d) En ce qui concerne : les heures de travail,
l'absence au travail,
les congés-maladie,
les congés spéciaux,

nous sommes prêts à suivre en tout point les règlements déjà édictés par la Fonction Publique.

Étant donné que, dans la plupart des prisons, il n'y a qu'un aumônier et que sa présence est indispensable, il devra être prévu un mécanisme permettant de payer les honoraires du remplaçant.

IV — L'AUMÔNIER GÉNÉRAL DES PRISONS DU QUÉBEC

Il reste maintenant à soumettre aux commissaires des recommandations précises visant à la création d'une nouvelle fonction au sein du Service des prisons de la Province de Québec : la fonction de *Directeur général des Services pastoraux*.

Une telle fonction existe déjà dans les provinces d'Ontario, du Manitoba et de la Colombie canadienne. Également, en France, en Angleterre, et dans plusieurs pays d'Europe.

C'est pourquoi il nous paraît urgent et indispensable qu'un tel Service pastoral soit instauré le plus tôt possible sur le plan provincial.

Les principales fonctions du DIRECTEUR DES SERVICES PASTORAUX peuvent se résumer comme suit : *fonctions administratives et fonctions pastorales*.

A — FONCTIONS ADMINISTRATIVES :

- a) interpréter auprès de tous les aumôniers les directives relatives à la bonne marche de la prison, notamment en matière religieuse, et promouvoir, dans la mesure de son autorité, leur application concrète.
- b) participer avec la direction générale du Service des prisons à l'élaboration de matière relative à la philosophie pénale et à la politique pénale, y compris les aspects religieux dans le système des prisons provinciales.
- c) veiller à ce que, dans chaque prison de la province, un aumônier soit désigné officiellement par l'ordinaire du lieu et engagé par le ministère provincial.
- d) veiller à ce que chaque aumônier reçoive tout ce qui est requis pour le culte et pour ses autres fonctions pastorales.
- e) visiter régulièrement toutes les prisons de la province et surveiller attentivement tout ce qui a trait à la vie spirituelle de la prison. Au cours de cette visite, il verra à évaluer quelle place est accordée au culte et devra s'assurer que cette place est vraiment adéquate.
- f) déployer tous ses efforts pour établir un équilibre harmonieux entre les aumôniers et les administrateurs, dissipant les malentendus et réduisant les tensions.
- g) veiller sur la formation pastorale des aumôniers de prisons soit par l'organisation de cours, de journées d'études, de symposium, ou de colloques.
- h) voir à la juste rémunération des aumôniers en tenant compte de leurs tâches respectives, de leurs qualifications et de leur horaire de travail.
- i) se tenir en étroite relation avec les responsables de la politique pénale de la province et établir un système plus efficace de collaboration entre les aumôniers et les autres membres du personnel des prisons.
- j) recueillir, étudier et analyser les rapports trimestriels et annuels que lui feraient parvenir les aumôniers de chaque prison provinciale quant à la formation morale et religieuse des détenus et les progrès enregistrés. Il veillerait aussi à ce que chaque aumônier tienne des registres et des archives bien à jour.
- k) préparer à l'intention du directeur général des prisons un rapport annuel visant à le renseigner complètement sur la situation pastorale des prisons provinciales.
- l) préparer les prévisions budgétaires nécessaires à la mise en application des divers programmes de pastorale et de formation morale des

détenus en étroite collaboration avec le directeur des finances du service.

B — FONCTIONS PASTORALES :

Le directeur général des Services pastoraux devra aussi :

- a) assurer à chacun des aumôniers le soutien moral nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions.
- b) aider les nouveaux aumôniers à s'intégrer plus facilement dans leur nouvelle charge.
- c) tenir des sessions d'études régionales afin de promouvoir la formation pastorale des aumôniers et discuter avec eux des problèmes pastoraux qui leur sont propres.
- d) voir à l'organisation d'un service de bibliothèque, de cinémathèque et de documentation catéchétique en matière de religion.
- e) promouvoir en étroite collaboration avec tous les aumôniers un programme de pastorale d'ensemble pour les prisons provinciales.
- f) approfondir avec tous les aumôniers une authentique philosophie pénale et un programme pastoral qui s'en inspire pleinement.
- g) présider en personne à des cérémonies religieuses dans les prisons, dans la mesure du possible, afin de garder un contact direct avec les prisonniers et leurs problèmes, obviant ainsi à un danger de bureaucratisation qui rendrait son travail de supervision moins efficace.

RELATION AVEC LES ÉGLISES :

Le directeur provincial des Services pastoraux doit :

- a) entretenir des rapports très étroits avec la Conférence épiscopale de la province civile et religieuse du Québec ainsi qu'avec les organismes synodaux des autres églises du Québec, et l'Association des Aumôniers du Québec qui œuvrent dans le champ de la criminologie.
- b) établir des rapports très étroits avec les églises et le clergé afin de promouvoir une collaboration plus fraternelle entre paroisses et prisons dans le but d'aider spirituellement et moralement les prisonniers.
- c) faire parvenir aux diverses autorités religieuses des rapports annuels sur le travail pastoral accompli dans les prisons.
- d) faciliter des relations permanentes entre les aumôniers de prisons et le clergé qui œuvre dans des domaines pastoraux connexes.
- e) répondre aux invitations d'adresser la parole aux synodes, aux réunions du clergé et aux autres groupements religieux afin de leur

expliquer plus clairement les buts des Services des prisons du Québec et aussi d'éclairer l'opinion publique sur les problèmes des prisons.

Comme on le voit par cette description des tâches, la fonction du directeur provincial des Services pastoraux exige un service à temps plein.

Quant à l'engagement du directeur provincial des Services pastoraux, nous proposons la procédure suivante :

- 1) l'Association des Aumôniers du Québec en criminologie présente les noms de quelques candidats aptes à assumer ce poste.
- 2) L'assemblée des Évêques de la province de Québec approuve et désigne le candidat de son choix pour représenter les aumôniers.
- 3) Le gouvernement, s'il accepte le candidat, l'assigne et l'emploie.

LES RECOMMANDATIONS

LES RECOMMANDATIONS

1) Que soit créée une commission permanente pour l'établissement et l'application de la politique pénale en matière d'application de la peine.

2) Que soit établi un programme de travail rémunéré dans les prisons.

3) Que les normes du ministère de la Santé soient appliquées dans les prisons.

4) Qu'à l'intérieur de chaque prison, un comité spécial soit créé pour l'application des politiques en matière de censure et de visites.

5) Que les responsabilités propres au shérif et au gouverneur soient mieux définies.

6) Que les sociétés de secours et œuvres de bienfaisance soient admises à faire des visites à des groupes de prisonniers.

7) Que l'on crée, au Québec, un système de prisons régionales et professionnelles.

8) Que soit créé ou désigné un organisme de la prévention et du dépistage.

9) Que soit totalement abolie toute violence physique ou morale à quelque niveau que ce soit du processus.

10) Que les détenus et les prévenus soient classifiés selon les normes de la criminologie moderne.

11) Que soit institutionnalisée, à travers le Québec, l'assistance judiciaire pour les personnes dans le besoin.

12) Que soit créé un organisme responsable pour fournir au juge les rapports présentenciels et préparer les dossiers de personnalité.

13) Qu'à l'intérieur de chaque district judiciaire une personne dûment mandatée puisse suivre et accélérer les étapes de la procédure judiciaire.

14) Que soient appliquées des peines variées selon les délits commis, compte tenu du dossier de personnalité.

15) Pour accélérer l'établissement et les opérations d'un Service de probation, qu'on utilise les organismes para-publics, selon le modèle de l'Angleterre.

16) Que soient créés des organismes socio-administratifs possédant des pouvoirs définis.

17) Que le serment religieux soit aboli et remplacé par d'autres types de serment ou déclaration solennelle.

18) Que soit abolie intégralement la peine de mort.

19) Qu'en attendant que la peine de mort soit abolie, l'on change intégralement le rituel de la pendaison.

20) Que soit établi, dans toutes les prisons du Québec, un programme de traitement selon les normes de la criminologie moderne.

21) Qu'un organisme unique coordonne toutes les activités de post-cure.

22) Que les organismes privés qui s'occupent de l'assistance post-pénale soient reconnus et aidés financièrement, une fois qu'ils auront été évalués.

23) Que l'on n'ait plus accès au dossier judiciaire des personnes complètement réhabilitées.

24) Qu'un tribunal d'honneur pour les juges soit créé.

25) Que les programmes officiels de formation pour le secteur juvénile, la police, les officiers de probation, et les officiers de prison soient coordonnés par une commission responsable à l'intérieur des structures du ministère de l'Éducation.

26) Que les seuils d'âge, actuellement en usage au Québec, ne soient pas changés sous la pression du gouvernement canadien.

27) Que le programme décrit dans le présent mémoire concernant le rôle et le statut de l'aumônier dans les prisons soit officiellement reconnu par le ministère de la Justice.

28) Que soit créée une direction d'un Service pastoral au sein du ministère de la Justice, selon les modalités décrites dans le présent mémoire.

L'Association des Aumôniers du Québec qui œuvrent dans le champ de la criminologie.

Jean-Paul Régimbal, O.S.S.T.,
président.

L'Abbé Marc Lecavalier,
secrétaire général.

APPENDICE 9

L'officier juvénile et le comité consultatif
de la section juvénile de la cité de Sainte-Foy.
(paragraphe 47)

Jean S. Girard, C.D., O.P.

L'OFFICIER JUVÉNILE

et son composant :

LE COMITÉ CONSULTATIF DE
LA SECTION JUVÉNILE DE
LA PROTECTION PUBLIQUE DE
LA CITÉ DE STE-FOY.

une fonction préventive en rapport :

AVEC LA CRIMINOLOGIE
ET LA PROBATION.

au niveau de :

LA MUNICIPALITÉ ET
DE LA RÉGIONALISATION SCOLAIRE.

1967

Docteur Lionel Montminy

802, Chanoine Scott
Ste-Foy, Québec 10, P.Q.

Tél. : 653-4931

Le 13 février 1968.

*M. Jean-S. Girard, C.D.,
Officier de probation,
Cour du Bien-Être social,
350, St-Cyrille est,
Québec.*

Cher monsieur Girard,

J'ai lu avec beaucoup de plaisir votre rapport sur la fonction de l'officier juvénile. Qu'il me soit permis de vous féliciter pour cet important travail qui, entre autres mérites, a celui de proposer une formule constructive et efficace parce qu'adaptée aux besoins et aux goûts des jeunes.

Comprendre les hommes pour mieux les aider est la seule façon valable. Comprendre les jeunes pour mieux les aider à être meilleurs citoyens c'est servir admirablement la société d'aujourd'hui et celle de demain.

Ceux qui auront contribué à éviter à notre jeunesse tourmentée des accidents regrettables auront droit à la reconnaissance des générations futures.

Votre effort en ce sens vous vaut l'estime de tous les amis des jeunes.

Sincèrement vôtre,

*Lionel MONTMINY, M.D.
Président, comité consultatif
de la section juvénile de protection
publique de la cité de Ste-Foy.*

VILLE
DE
SAINTE-FOY

BUREAU DU DIRECTEUR

POLICE & INCENDIES

Cette étude démontre avec clarté le rôle primordial d'un officier juvénile dans une municipalité, comme l'un des meilleurs moyens de prévenir la délinquance juvénile.

De par les fonctions qui lui sont confiées, l'officier juvénile qualifié peut donc avoir une expérience très efficace chez les jeunes en devenant pour eux un ami compréhensif, toujours prêt à les aider et non pas un policier qui recherche constamment le coupable.

Monsieur Girard expose ensuite d'une façon très précise les différentes phases de l'organisation de la section juvénile au Département de la Protection Publique de la Ville de Sainte-Foy et par la suite, la formation du comité consultatif juvénile en août 1967.

Cette expérience encore assez récente, nous a tout de même permis de constater à date une amélioration très sensible, mais nous sommes conscients du fait que nous avons encore beaucoup de travail à accomplir dans le domaine de la prévention de la délinquance juvénile.

Il m'est donc très agréable de féliciter monsieur Girard pour son étude importante qui pourra être très utile à tous ceux qui voudraient travailler efficacement à la prévention de la délinquance juvénile.

Février 1968.

*Fernand LAPOINTE, Directeur,
Service Protection Publique,
Ville de Sainte-Foy.*

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Le but du présent ouvrage est d'apporter une aide à la cause des jeunes. Partout, des organismes se multiplient pour les jeunes handicapés physiques, sensoriels, mentaux, aveugles ou autres, offrant autant d'aspects préventifs et curatifs du « bien-être ». Toutefois, il semble que les rapports financiers, les statistiques, les informations n'aient jamais été étudiés en fonction de l'aspect préventif de la délinquance et de la criminalité juvéniles. C'est un domaine qui reste inexploré.

Le rapport de la COMMISSION PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE SUR L'APPLICATION DE LA LOI ET DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE, publié récemment, constitue une étude très objective. Il démontre que la société se refuse à approfondir les problèmes des défavorisés et de la criminalité, tout autant qu'elle se sent mal à l'aise, incompétente dans la compréhension de l'administration policière, se désintéressant à tort de ces questions et, par le fait même, de la délinquance et de la criminalité juvéniles. Ce désintéressement devient coupable lorsqu'il s'agit de la criminalité juvénile. Les experts sont unanimes pour affirmer que : « lorsqu'un jeune a été appréhendé par un policier, il est déjà trop tard pour faire de la prévention ».

Il faut le répéter, la société se désiste de ses responsabilités et, elle a tort lorsqu'elle s'attend à ce que la police supplée à sa tâche auprès des jeunes. En somme, c'est la génération, c'est la société de demain qu'il nous faut préparer.

Plusieurs personnes travaillant dans un contexte : juridique, criminologique et sociologique auprès des jeunes, se permettent de dire (entre elles) : « Ce ne sont pas les jeunes qui devraient comparaître devant les Cours, mais leurs parents ». Parallèlement, nous pouvons répéter : « CE NE SONT PAS LES JEUNES QU'IL FAUDRAIT SURNOMMER DÉLINQUANTS, MAIS LA SOCIÉTÉ QUI SE DÉSINTÉRESSE ET SE DÉSISTE DE SES RESPONSABILITÉS OMETTANT AINSI UNE TRANSMISSION ADÉQUATE DES VALEURS ET DES RESPONSABILITÉS SOCIALES ».

Considérant que la SOCIÉTÉ, par représentation démocratique gouvernementale, délègue des spécialistes — soit les policiers — pour faire respecter les lois, ne serait-il pas normal que cette même société confère également à des spécialistes — les pouvoirs indispensables pour assumer la prévention de la délinquance et de la criminalité juvéniles ? En confiant cette mission à l'OFFICIER JUVÉNILE elle accomplira une TRANSMISSION DES VALEURS ET DU RESPECT DES RESPONSABILITÉS.

Considérant que la SOCIÉTÉ, par représentation démocratique gouvernementale, délègue des spécialistes — soit les policiers — pour faire respecter les lois, ne serait-il pas normal que cette même société confère — également à des spécialistes — les pouvoirs indispensables pour assumer la prévention de la délinquance et de la criminalité juvéniles ? En confiant cette mission à l'OFFICIER JUVÉNILE elle accomplira une TRANSMISSION DES VALEURS ET DU RESPECT DES RESPONSABILITÉS.

Lors du dernier congrès ontarien de l'ASSOCIATION DES OFFICIERS DE PROBATION, cinq jeunes délinquants, en voie de réhabilitation, ont assisté à un panel, préparé à leur intention. À la question : « À quoi vous attendiez-vous en rencontrant votre officier de probation ? » Ils répondirent en substance, leur vocabulaire étant différent, « à un ami ».

Si j'ai pu, grâce à ces quelques lignes vous faire entrevoir la nécessité de la fonction de l'officier juvénile dans votre localité, j'aurai réalisé le but que je m'étais fixé : la concrétisation pour les jeunes d'obtenir, enfin, les services d'un ami.

Jean S. Girard, c.d., o.p.

En 1964, le CONSEIL CONSULTATIF DES JUGES, aux États-Unis, en collaboration avec le « NATIONAL COUNCIL ON CRIME AND DELINQUENCY », publiait un dépliant sous le titre « YOUR COMMUNITY SHOULD COUNT TO 10 ». Ces dix recommandations avaient pour but de démontrer comment une municipalité, une région ou un arrondissement pouvait sauver les délinquants, les enfants abandonnés moralement, lorsque ces derniers manifestent des tendances anti-sociales.

L'étude de ce problème vital a fait le sujet de plusieurs volumes et documents exigeant des mois de recherches, et même des années d'études. Il n'est guère surprenant que des centaines de personnes : éditeurs, dirigeants d'organismes, travailleurs sociaux, directeurs gouvernementaux, journalistes, criminalistes, professionnels de toute discipline se soient intéressés à ce problème de la criminalité juvénile. Ils ont conçu à ce sujet un résumé de base inhérent aux besoins de la collectivité.

De là la présentation des dix recommandations proposées, ce qui implique évidemment des augmentations budgétaires... Mais, ne vaut-il pas mieux accepter un accroissement des dépenses « avant » pour prévenir, plutôt que de devoir « après » faire endosser par chaque citoyen les frais engendrés par la criminalité juvénile ?

Les dix points énoncés étaient les suivants :

1. Un bureau juvénile de la police spécialisée.
2. Un juge de Cour juvénile à plein temps.
3. Un personnel de probation par excellence.
4. Un service psychiatrique et psychologique attaché à cette Cour juvénile.
5. Une maison de détention pour jeunes, (pas une prison), ouverte aux admissions à toutes heures du jour et de la nuit.
6. Un service de soins et de protection pour jeunes dépendants et négligés, également ouvert aux admissions à toutes heures du jour et de la nuit.
7. Des foyers nourriciers en quantité suffisante pour délinquants, enfants déshérités ou délaissés, afin de palier aux cas imprévus.
8. Des services familiaux plus nombreux.
9. Des facilités supplémentaires pour déficients mentaux et enfants sous-doués, avec des services d'examen et services cliniques.
10. Des écoles de rééducation soit : pour les nombreux enfants nécessiteux, soit : pour ceux qui n'ont pu trouver place dans les institutions déjà existantes, parce que insuffisantes.

La première recommandation :

Dans le présent ouvrage, nous nous limiterons, à l'appui de notre expérience dans la cité de Ste-Foy, à la première recommandation prescrite : LA PRÉPARATION, LA FORMATION, L'ORGANISATION D'UN BUREAU JUVÉNILÉ DE POLICE SPÉCIALISÉE, ressort exclusif de l'OFFICIER JUVÉNILÉ ».

Au risque de paraître simpliste, nous dirons sommairement que l'OFFICIER JUVÉNILÉ se définit ainsi : une personne assumant à la fois la double fonction de POLICIER et d'OFFICIER DE PROBATION. Nous reviendrons du reste ultérieurement sur ce sujet.

Les recommandations du : « NATIONAL COUNCIL ON CRIME AND DELINQUENCY » se poursuivent en citant les cas de :

« Jean, 15 ans, qui vola le manteau d'un camarade de jeux pour le revendre ; le cas de Pierre, seulement 9 ans, qui creva le pneu d'une automobile. À 12 ans, Édouard pénétra par effraction, la nuit, dans un magasin. Suzanne, à peine 14 ans, se sauva de la maison. »

Ils furent tous détenus par la police, leurs cas relevant de la « procédure normale ».

Chaque année aux États-Unis, la police doit s'occuper officiellement d'environ 1,250,000 problèmes de délinquance. À l'exception de cas très graves, les policiers ont des pouvoirs étendus soit, pour décider de référer les enfants à une Cour juvénile, aux agences sociales, aux organismes scolaires, aux services de Bien-Être soit, tout simplement, de les sermonner avant de les relâcher pour les rendre à leur famille.

Comme de telles décisions sont d'une importance vitale, elles ne devraient être prises que par des personnes spécialisées dans les services de sécurité. Un policier expert dans la détection du crime, dans la poursuite du criminel n'est pas nécessairement spécialisé dans les problèmes des jeunes et en mesure de comprendre les facteurs complexes résultant d'un comportement criminogène ou encore déterminer le secours adéquat pour chacun. Un spécialiste juvénile doit investiguer et approfondir chaque problème, sans exception. Une étude supplémentaire doit aussi être entreprise afin de déterminer s'il s'agit d'un délit isolé ou bien d'une interaction de groupe.

L'UNITÉ DE POLICE JUVÉNILE SPÉCIALISÉE, ou L'OFFICIER JUVÉNILE se doit de jouir du plus grand respect afin d'être effectif. Il ne sera fonctionnel et efficace qu'à la seule condition de se sentir appuyé, endossé et informé par tous. Il ne devra pas jouer le rôle d'un orphelin dans un département de police, ou dans un service de protection publique.

Sans un prestige adéquat, il lui sera impossible de développer des relations opérantes et fonctionnelles avec les autres sections de polices ou avec les Cours juvéniles.

Le premier pas sera l'établissement d'un programme complet englobant la totalité de la communauté, prévoyant la mise en opération d'un bureau juvénile de police spécialisée ou de l'OFFICIER JUVÉNILE hautement spécialisé et doué de capacités suffisantes pour compléter l'analyse des cas, soit psychologique, sociologique, criminologique voire même judiciaire. De plus, cet officier devra faire preuve d'un jugement sain et d'un bon sens éclairé dans le dépistage des sujets.

Lorsque nous envisageons la fonction de l'officier juvénile dans un département de police ou les services de protection publique, trop petits ou trop restreints, il faut s'assurer au moins que cet officier juvénile soit mandaté spécifiquement pour ce travail auprès des jeunes. Il travaillera à plein temps et en aucun cas, ne sera chargé de fonctions policières étrangères à la cause des jeunes.

Dans la province de Québec surtout, où un système de régionalisation scolaire est opérant, le parallèle entre régionale et officier juvénile, police et officier juvénile, se prête, s'adapte et s'organise très facilement. En plus d'être le mode de prévention par excellence, l'instauration de ce service semble avoir été prévue à l'avance. Un tel projet de criminologie préventive juvénile demeure de toute première importance et des plus louables.

Administrativement le budget et le coût d'opération tel que : salaires et dépenses sont couverts par un effort concerté, complété, en collaboration autant par les autorités scolaires que par les autorités policières.

50 p. cent des déboursés sont absorbés par les organismes scolaires et 50 p. cent par les organismes policiers ou municipaux impliqués. En d'autres mots, c'est un effort concerté entre les deux responsables sociaux dans le but de mieux servir la société en aidant les générations futures.

HISTORIQUE

Au début de l'année scolaire 1963-64 les problèmes juvéniles attirèrent l'attention du directeur du Service de Protection publique de la cité de Sainte-Foy, Monsieur Fernand Lapointe.

Le problème se présentait comme suit :

- a) Un problème juvénile relevant de sa responsabilité existait à l'état embryonnaire.
- b) Ce problème ne pouvant être radicalement supprimé suivait son cours, pendant que, proportionnellement, le processus d'augmentation démographique suivait le sien, impliquant l'accroissement des facteurs propres à la délinquance.

C'est alors que Monsieur Lapointe, faisant preuve de compétence et de prévoyance et se voyant dans l'impossibilité d'enrayer complètement les causes et les sujets possibles d'un tel comportement, (Exemple : un incendie, heureusement vite circonscrit, mais qui eut pu être évité) prit la responsabilité de contrôler et prévenir les dangers chez les jeunes. Il s'agissait bien de faire de la prévention, de la prévention de la délinquance et de la criminalité juvénile.

Un mandat fut donné par le directeur à l'un de ses collaborateurs, Monsieur Robert Fréchette, afin d'étudier, d'analyser l'organisme déjà existant dans la cité de Sillery et qui bien qu'à ses débuts, semblait offrir une compréhension et une pathologie adéquate du problème.

Toutefois, il faut mentionner ici la différence existant entre les deux villes : la population juvénile de Sillery représentant 2,000 jeunes offre un grand décalage avec celle de Sainte-Foy qui en compte 17,000 !

Une enquête eut lieu, dont le rapport fut présenté en septembre 1964. Celui-ci démontra que l'officier juvénile devait être responsable surtout :

- a) De la composition d'une brigade scolaire.
- b) Des modes de récompenses pour les brigadiers scolaires.
- c) Du financement du service des brigades scolaires.
 - 1° Les brigadiers eux-mêmes devant être responsables de leurs finances.
 - 2° Une collecte annuelle devant se tenir dans les églises paroissiales.

De plus, le rapport indiquait une certaine éthique et une définition préparatoire des buts de cette fonction. Parmi les devoirs et responsabilités, on note également :

A) Faire les enquêtes dans des cas spécifiques :

- 1 — Lors d'absences non motivées d'un élève en classe.
- 2 — Les élèves responsables de désordre.
- 3 — Les élèves mal adaptés à la suite de dangers physiques ou moraux.
- 4 — Vols par des juvéniles.
- 5 — Plaintes faites par les parents en rapport avec un élève en particulier ou un professeur.
- 6 — Étant en rapport avec les autorités scolaires, une assistance d'enquête est possible sur le personnel scolaire lui-même.
- 7 — Tous troubles ou dérangements dans les écoles.
- 8 — Lors d'une première offense juvénile, une chance doit être accordée.

B) Être et demeurer en contact constant avec les enfants. L'officier juvénile doit tenir le rôle d'un ami compréhensif et gagner leur confiance.

Plus tard, un comité consultatif bénévole fut organisé. Celui-ci fit appel logiquement à des résidents de la cité qui par leurs profession, travail, occupations et intérêts exercent ou entretiennent une relation étroite avec les jeunes, tels que : psychiatres, psychologues, avocats, juges, travailleurs sociaux, médecins, etc. . . Une responsabilité accrue fut alors imposée à l'officier juvénile : le respect du bon ordre sur les terrains scolaires et par la suite, l'organisation des danses hebdomadaires.

Revenons à Sainte-Foy, au terme de l'année scolaire 1964-65, en juin plus précisément. Les autorités scolaires communiquèrent au directeur, Monsieur Lapointe, leurs inquiétudes au sujet de certains signes avant-coureurs de délinquance et de criminalité juvéniles. Des actes de vandalisme, bris, destructions de propriétés publiques, plaintes de toutes sortes furent relevés. Ce qui provoqua un dialogue entre les deux parties intéressées, fait quelque peu inusité, il est vrai mais des plus salutaires. Le campus collégial devenait d'une importance telle que les problèmes se multipliant : surveillance, moyens de contrôle, etc. . . , l'ensemble se vit confié à des spécialistes : LA POLICE.

Inévitablement il n'existe pas un métier, une profession qui ne s'intègre dans le rayon d'action d'un autre, sans quelques heurts, même des incidents.

C'est pourquoi, il faut insister ici sur la poursuite conjointe d'un idéal fondamental : LES JEUNES. Pour faire une pierre angulaire, un point de mire de la fonction d'OFFICIER JUVÉNILE, il est donc primordial que la collaboration volontaire et la coopération bénévole entre les diverses autorités, municipales, policières et scolaires soient assurées.

En octobre 1965, à la suite de certains incidents, les autorités scolaires donnèrent leur assentiment au Service de Protection publique de la cité de Sainte-Foy pour qu'une investigation approfondie soit conduite afin de juger, analyser, circonscrire le problème juvénile dans le contexte scolaire et social. Pour ce faire, une étude des candidats possibles était nécessaire. Il est évident qu'on ne pouvait se permettre de faire compléter un tel travail par le premier venu ou par une personne qualifiée mais de compétence étrangère à la question des jeunes, ou encore non-disposée à une saine compréhension des problèmes juvéniles. Surtout lorsqu'on sait aujourd'hui les possibilités et les moyens mis à notre disposition par les sciences sociales, criminologiques, psychologiques et juridiques. Le choix se porta sur Monsieur Marc Marquis, constable à la cité de Sainte-Foy, présentant les qualités et les capacités requises pour répondre aux besoins des jeunes. Il fut chargé de cette investigation à la demande de ses supérieurs et des autorités scolaires.

Il faut comprendre qu'aucune norme, critère ou mode d'opération pratique n'était encore existante, moins encore scientifiquement acceptée pour ce genre de rapprochement. Toutefois les résultats découverts furent les suivants :

- a) Il y a un bon contrôle des absences dans certaines écoles.
- b) Par contre, le mauvais contrôle des absences dans certaines est déplorable.
- c) La sécurité matérielle des bâtiments, par un contrôle de clefs est aussi variée que le nombre de directeurs d'écoles.
- d) Dans certaines écoles, le vandalisme (dommage à la propriété scolaire) est assez bien contrôlé, vérifié et rapporté.
- e) Dans d'autres écoles, un manque de discipline peut être décelé et est susceptible de conduire à certains aspects de vandalisme.
- f) Les distributrices (vending machines) sont, dans certains cas, une invitation au vol, étant placées dans des endroits trop faciles d'accès.
- g) La plupart des vols sont faits durant les heures de dîner, manque de surveillance appropriée, portes non fermées à clefs, etc.
- h) Les classes sont d'accès trop facile pour tous, surtout pour les personnes du sexe opposé qui les utilisent à toutes fins.
- i) La vitesse des véhicules est un danger grave, faute d'une saine utilisation des brigadiers scolaires.

- j) Les professeurs se faisant démolir leurs automobiles, ne se rendent pas compte qu'eux-mêmes manquent aux règles élémentaires de bienséance en garant leurs voitures devant les entrées d'écoles, en bouchant ainsi les accès pour leurs propres élèves et le public en général.
- k) Comportement général des élèves : ils font preuve d'un manque de discipline flagrant. Pendant les belles saisons, l'habitude de s'étendre sur les gazons, donne l'impression de voir une colonie de phoques.
- l) L'usage de bénévoles dans les organismes de loisirs paroissiaux amène des difficultés administratives et un manque d'intérêt continu de la part des responsables.
- m) Le mouvement scout est un mouvement des plus hautement recommandables. Cependant, les facilités manquant, il n'offre aux jeunes que des possibilités restreintes pour ceux qui aimeraient et qui devraient en faire partie. C'est-à-dire qu'au lieu de les offrir à quelques centaines de jeunes, il devrait servir les intérêts de quelques milliers dans un même arrondissement.
- n) Les soirées, les danses exigent une étroite surveillance par des personnes compétentes et averties pour de telles organisations. Une tentative fut faite avant l'entrée en fonction d'un officier juvénile. Bien que réussies, ces soirées ne comportaient pas moins certaines lacunes sérieuses.
- o) Dans certains cas, les directeurs scolaires semblent avoir perdu tout contrôle sur les jeunes, sauf dans les classes durant les cours et, même là, il y a des indices peu rassurants.

À ce rapport, s'ajoutent de multiples recommandations faites par monsieur Marquis, toute spécialisées et ayant un caractère local. J'évite, exprès de les mentionner, afin que toutes nouvelles organisations recherchant un modèle et une marche à suivre ne fassent pas l'erreur d'utiliser ce qui précède comme critère, les problèmes énumérés n'étant pas toujours ceux de leurs localités, il faut se méfier d'une telle attitude. Les problèmes juvéniles sont aussi variés et changeants que les personnalités sont diverses, les comportements d'un groupe n'étant pas nécessairement ceux d'un autre. D'où l'importance d'exiger que tout officier juvénile entrant en fonction, fasse sa propre enquête et déduise ses propres recommandations. Autrement dit, tel un bon administrateur, un inventaire criminologique (juridique et sociologique) est impératif. Découvrir les problèmes existants, prévoir ceux qui s'annoncent, tout en conservant un flair de limier, une compréhension de camarade et une bienveillance paternelle, savoir promouvoir et organiser les remèdes applicables, c'est une tâche qui n'est pas facile il est vrai, elle

exige des compétences et des capacités très spéciales. En somme, c'est le but poursuivi par l'OFFICIER JUVÉNILE.

Dans la première partie, nous avons étudié le stage préparatoire. Avant d'aborder l'année scolaire 1964-65, des problèmes juvéniles assez sérieux pour motiver une étude approfondie étaient à prévoir ce qui fut fait.

Au cours de l'année scolaire 1965-66 les circonstances entourant le problème s'accroissent, de là, la nécessité d'une étude exhaustive, d'un diagnostic élaboré qui fut immédiatement entrepris. Un rapport en fut présenté.

Plus près de nous, dans le courant de l'année scolaire 1966-67, un service de sécurité privé relevant des autorités scolaires fut mis en opération afin d'accroître les services auprès des jeunes, cette formule n'offrant pas les avantages d'un bureau juvénile de police spécialisée. Monsieur Marc Marquis fut relevé de ses devoirs purement municipaux et mandaté comme policier juvénile. Nous abordons donc le début de notre deuxième phase :

LA MISE EN FONCTION

La meilleure manière de faire apprécier le travail impliqué par la fonction surtout à ses tout débuts, est tout simplement de reproduire ici le premier rapport de l'officier Marquis, couvrant la période du 15 octobre 1966 au 26 février 1967 :

« UNE JOURNÉE DE TRAVAIL À LA DIVISION JUVÉNILE »

(de 9 heures a.m. à 17 heures p.m.)

AU POSTE DE POLICE

- a) Lecture du rapport journalier.
- b) Inscription des informations sur dossiers (cartes).
- c) Informations (données et reçues).
- d) Directives des supérieurs et demandes.

VÉRIFICATION SUR LES CAMPUS SCOLAIRES :

- a) Autobus scolaires.
- b) Chauffeurs des autobus scolaires (rapports et plaintes).
- c) État des voies publiques dans les circonscriptions scolaires.

BUREAU JUVÉNILE (Bureau chef de la régionale)

- a) Compléter les rapports.
- b) Correspondance (informations et recommandations).

- c) Réception des plaintes. (152 plaintes dans 4½ mois) (Principalement reçues des directeurs d'écoles, parents, brigadiers scolaires, commissaires, policiers, marchands, centres d'achats, etc. . .)
- d) En plus de l'organisation de brigades scolaires (traverses de rues) des brigades d'autobus (surveillance dans les autobus scolaires en aidant les élèves à traverser les rues aux arrêts) furent mises en opération.
- e) Fut également organisé un service de surveillance (Intercol). Des élèves exercent eux-mêmes la surveillance dans les écoles et autour des écoles, surtout à l'heure des dîners, réfectoires et lieux de récréation. (Nous devons noter ici, pour ceux qui sont intéressés de près aux aspects financiers ou économiques d'une telle fonction ; que la surveillance des dîneurs (auparavant lorsque les professeurs étaient engagés à \$5.00 de l'heure) était une opération dispendieuse et présentait des complications constantes, autant pour obtenir les services que pour les garder en fonction. Aujourd'hui, les jeunes sélectionnés pour cet emploi partiel, reçoivent \$1.00 de l'heure. Le seul problème est de garder une liste d'attente à date, tellement le nombre d'applications est grand. Nous devons même faire une rotation. Les brigadiers travaillent une semaine et sont libres l'autre semaine.
- f) Enquêtes sur étudiants.
- g) Entrevues avec enfants problèmes.
- h) Classification des informations.
- i) Préparation des réunions et entrevues.

EXTÉRIEUR

- j) Entrevues avec : parents, directeurs scolaires, enfants problèmes.

SURVEILLANCE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE

- a) Pavillons où les élèves prennent leurs repas.
- b) Campus en général, mais surtout : les brigadiers, chauffeurs d'autobus scolaires, chauffeurs de véhicules dans les arrondissements scolaires, la circulation en général, surtout là où il y a densité d'écouliers.

BUREAU DE LA RÉGIONALE :

- Après les heures de cours :
- a) réunion de brigadiers,
 - b) réunion d'INTERCOL (surveillants).

SURVEILLANCE ADDITIONNELLE :

- a) Après les heures de cours : endroits fréquentés par les jeunes.
- b) En transit après les cours : endroits d'arrêt et de jeux des jeunes retournant auprès de leurs familles.

VENDREDI SOIR

- a) Surveillance des endroits scolaires utilisés pour les danses.
- b) Surveillance des autres endroits utilisés pour les danses.
- c) Surveillance des bâtisses scolaires à l'entrée et à la sortie des danseurs.
- d) Vérification intérieure des bâtisses scolaires.
- e) Surveillance et vérification de tous les autres lieux de rencontre des jeunes.

SAMEDI SOIR

- a) Surveillance des bâtisses scolaires (surtout celles à proximité de lieux d'amusements).
- b) Surveillance et vérification des lieux fréquentés par les jeunes (même les centres d'achats lorsque fréquentés).

IMPORTANT

Encore une fois, il est nécessaire d'attirer votre attention. Ce résumé se veut des plus objectifs et non constituer un **MODUS OPERANDI** de la fonction d'**OFFICIER JUVÉNILE**. Au contraire, nous tendons à faire comprendre l'importance de la fonction car, c'est un mode de prévention des plus recommandables, et tout arrondissement à large population juvénile devrait s'en prévaloir. La fonction est suffisamment adaptable pour subir des modalités administratives afin de se plier à la plupart des différences locales.

Au mois de mars, monsieur Marquis rencontra M. Jean S. Girard, officier de probation, résidant de la cité de Sainte-Foy ayant fait une démarche auprès de la Cour du Bien-Être social et en particulier à son Service de probation. Tous deux s'entretenirent des efforts accomplis, envisagèrent les projets formulés par monsieur Marquis et un dialogue fructueux s'ensuivit. Le tout dans l'optique suivante : **L'OFFICIER JUVÉNILE**.

LA FONCTION :

L'OFFICIER JUVÉNILE, de par sa fonction, constitue un mode idéal de probation préventive.

En plus, il est une source d'informations sociologiques dans les cas de probation proprement dite. L'OFFICIER JUVÉNILE dans une région déterminée, constitue en quelque sorte, le porte-parole du milieu où les jeunes évoluent. Ainsi, il facilite l'efficacité d'un traitement probatif (en milieu ouvert).

Tout comme l'officier de probation est le criminologue praticien de la science criminologique, l'officier juvénile devient le sociologue praticien de la science policière ou encore, un auxiliaire en réadaptation en tant que probation préventive.

LE BUT :

- a) Circonscrire et prévenir la DÉLINQUANCE et la CRIMINALITÉ JUVÉNILE au niveau municipal ou régional scolaire.
- b) Faire office de moniteur de réadaptation en milieu ouvert avec les facilités existantes ou à venir.

PROJETS :

1. La formation d'un service consultatif bénévole, composé de résidents de la région. Ceux-ci exerçant des professions ou métiers qui les qualifient pour traiter de la cause juvénile : — médecins, psychiatres, psychologues, sociologues, conseillers en orientation, travailleurs sociaux, criminologues, théologiens, etc. qui peuvent par leurs conseils, leurs consultations, leurs dialogues, aider comme consultants la fonction de l'OFFICIER JUVÉNILE, faire des conférences, accorder des entrevues à certains sujets plus complexes.

De plus, ce comité doit également se composer de non professionnels de bonne volonté afin de prévenir une approche trop clinique ou surprofessionnalisée des jeunes qui cherchent et qui ont grandement besoin d'un plus grand nombre d'amis compréhensifs !

2. Les possibilités d'un comité de discipline composé de juvéniles furent étudiées : en clinique, un tel projet est possible mais il est peu recommandable dans un milieu ouvert.

L'expérience ayant déjà été faite ailleurs les résultats s'avérèrent des plus désastreux, voire même dangereux. Surtout lorsqu'on considère la forte tendance des jeunes à être beaucoup plus sévères envers leurs propres délits que les adultes.

Six autres projets furent proposés par Monsieur Marquis dans son rapport. Cependant, comme les conclusions sont purement locales, nous ne voulons pas créer un précédent sur la recommandation que nous avons déjà faite : les problèmes d'une localité ne se rencontrent pas nécessairement dans une autre et même dans un tel cas, ne se traitent pas de la même manière.

Ceci démontre l'importance du travail personnel de chaque officier juvénile qui doit faire sa propre synthèse criminologique dans sa localité.

Le 16 août 1967, le directeur du Service de protection publique de la cité de Sainte-Foy, Monsieur Fernand Lapointe, lançait une invitation à ceux qui étaient intéressés de près à la cause des jeunes et les convoquait à une assemblée. Près de 75 personnes assistèrent à ces assises d'inauguration d'une section juvénile.

Le directeur exposa d'une façon succincte la fonction et le but d'un comité consultatif juvénile et remercia les personnes présentes d'avoir si bien compris son appel et d'y avoir répondu avec une compréhension exacte de leurs responsabilités.

Maître Louis J. Houde, conseiller juridique et juge suppléant de la Cour du Bien-Être social de Québec, donna quelques explications sur l'acte des jeunes délinquants, surtout sur l'article 3. Informant l'assemblée que le but proposé est entièrement dans l'esprit de la loi, il se dit disposé à collaborer avec eux en autant que ses fonctions le lui permettaient.

L'Association des officiers de probation, représentée par son président, M. Jean S. Girard, précisa que la fonction d'officier juvénile comporte de grandes responsabilités et qu'elle a beaucoup d'affinités avec la profession d'officier de probation. Dans cet ordre d'idées, une invitation fut faite à M. Marquis de se joindre à l'Association des officiers de probation du Québec Inc.

À titre de probation préventive, il fut reconnu que la fonction de l'officier juvénile est de première importance. M. Girard se déclara heureux d'avoir pu participer quelque peu à la structure et à la mise en marche de ce bureau juvénile de police spécialisée.

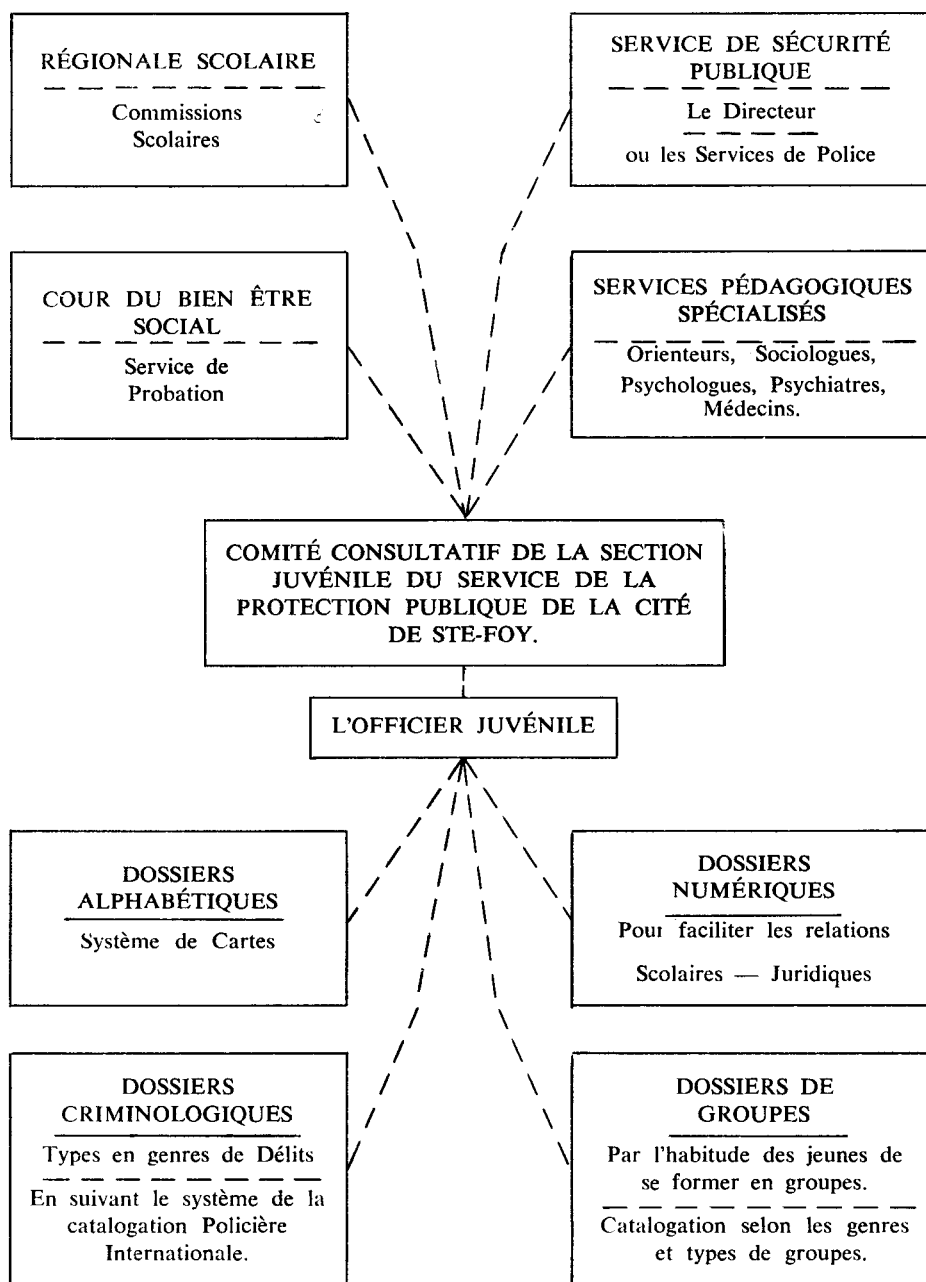
Monsieur Marc Marquis fit ensuite une synthèse des responsabilités auxquelles le comité consultatif aurait à faire face. La présente réunion devenait ainsi le corps responsable, à titre d'assemblée générale il lui incombait de s'élire un bureau de direction de 9 membres, celui-ci devenait le corps exécutif de ce comité consultatif juvénile. Après une intermission, des élections eurent lieu et les neuf membres élus prirent connaissance de leurs responsabilités.

À la page suivante, un organigramme présente les diverses composantes de cet organisme : **LE COMITÉ CONSULTATIF DE LA SECTION JUVÉNILLE DU SERVICE DE LA PROTECTION PUBLIQUE DE LA CITÉ DE SAINTE-FOY.**

IMPORTANT ET URGENT

Il est primordial et urgent, afin de respecter la lettre et l'esprit de la **LOI DES JEUNES DÉLINQUANTS**, aussitôt qu'une personne est mandatée (par une autorité et sa fonction structurée en regard d'un organisme), elle

ORGANIGRAMME



soit assermentée par un juge de la Cour du Bien-Être social, au cours d'une cérémonie appropriée. Ainsi le caractère confidentiel à l'égard des jeunes sera respecté.

L'année scolaire 1967-68 devient ainsi la quatrième phase de l'organisation d'un bureau juvénile de police spécialisée, la période la plus importante de sa jeune existence. En fait, c'est la consolidation, dans une seule fonction, d'un effort concentré d'un ensemble de facteurs, de mouvements, d'organisations, d'autorités et de personnes.

Sur la recommandation du directeur du Service de protection publique, la cité de Sainte-Foy autorisa Monsieur Marc Marquis à assister au 17ième Cours international de Criminologie à l'Université de Montréal, du 1 août au 3 septembre 1967. Ces assises riches d'expériences furent complétées par des études et permirent d'envisager une orientation enrichissante de la fonction d'officier juvénile.

Dès son retour, Monsieur Marquis s'attaqua à la préparation des rapports et statistiques pour l'année scolaire écoulée 1966-67. Ce rapport permet de voir l'ampleur réelle de la fonction, justifiant toutes les localités désireuses d'apporter une solution à ce problème moderne : LA DÉLINQUANCE ET LA CRIMINALITÉ JUVÉNILES. Jetons ensemble un regard sur ces informations :

Population adulte de la cité de Sainte-Foy	55,000
Population juvénile scolaire de Sainte-Foy	17,000
Nombre d'écoles (bâtisses)	25
Nombre d'autobus scolaires	64
Brigadiers scolaires (adultes)	18
(pour les intersections de rues)	
Brigadiers scolaires (juvéniles)	250
(pour les intersections de rues)	
Brigadiers scolaires (juvéniles)	125
(pour la surveillance dans les autobus scolaires et faire la traversée des rues aux divers arrêts)	
INTERCOL — Surveillance pour les repas, surveillance dans les écoles, surveillance à l'extérieur des écoles (surtout à l'heure du dîner, rénumérés au taux de \$1.00 de l'heure)	
Nombre de personnes en surveillance	400
Danses pour les juvéniles à chaque semaine	5
Terrains de jeux	10
Cours : à la demande et en collaboration avec la régionale scolaire, il fut entendu que l'officier juvénile en donnerait une série de cours aux élèves de 8e année. Les sujets des cours seraient d'aspect préventif, sur la sociologie, la criminologie, la jurisprudence, et l'information générale.	
	17 classes
Entrevues spéciales	30
Activités de probation préventive et de réhabilitation (le samedi matin, des jeunes référés à l'officier juvénile, sont convoqués pour des confé-	

rences, films, visites éducatives, patrouilles avec les policiers, activités sportives, exercices physiques même des cours de rattrapage, etc...) (Les jeunes ayant été référés par : les parents, les directeurs d'écoles, la police, la Cour du Bien-Être social par l'entremise des officiers de probation avec autorisation des juges, ou directement par l'officier juvénile.)

Nous devons mentionner ici qu'une relation étroite avec la Cour du Bien-Être social a permis que les jeunes résidents de la cité de Sainte-Foy reçoivent lors d'une comparution, les directives du juge de se présenter aux entrevues du samedi matin. C'est avec la permission de son Honneur le juge en chef adjoint, monsieur Gaston Esnouf qu'une telle collaboration fut possible grâce à la compréhension des responsabilités de l'organisme.

De plus, il encouragea les juges de la Cour du Bien-Être social de Québec à se prévaloir, avec la surveillance des officiers de probation, de ces possibilités de réhabilitation en milieu ouvert, dans le meilleur intérêt des jeunes.

Voyons maintenant le dernier rapport de l'officier juvénile qui traite surtout des crimes et délits :

ANNÉE SCOLAIRE 1966-67 — RAPPORT DE L'OFFICIER JUVÉNIILE

<i>Description</i>	<i>Code</i>	<i>Nombre</i>	<i>Total</i>
CRIMES CONTRE LA PROPRIÉTÉ ET LES BIENS			
Vols qualifiés sans armes avec violence	10 H	2	<u>2</u>
DÉLITS CONTRE LA PROPRIÉTÉ ET LES BIENS			
Vols simples	20	27	
Argent	20 A	27	
Marchandises	20 B	10	
Utilités publiques	20 D	1	
Bicyclettes	20 E	44	
Automobiles	20 F	40	
À l'étalage	20 G	102	
Effractions (avec intention)	20 K	30	
Dans automobiles	20 L	3	<u>286</u>
Effractions sans intention de vol	21	1	
Vols et effractions (argent)	21 A	35	
Vols et effractions (marchandises)	21 B	8	
Recels (possession d'objets volés)	25	3	
Vandalisme	28	223	<u>270</u>
CRIMES CONTRE LES PERSONNES ET ANIMAUX			
Tentatives de suicide	32	4	
.....	34	3	
Cruauté envers les animaux	35 A	1	<u>8</u>

<i>Description</i>	<i>Code</i>	<i>Nombre</i>	<i>Total</i>
<i>DÉLITS CONTRE LES PERSONNES ET ANIMAUX</i>			
Coups et blessures (avec incapacité de travail)	41	4	
Coups et blessures (sans incapacité de travail)	42	1	
Menaces	43	1	6
<i>CRIMES CONTRE LES BONNES MOEURS</i>			
Viols	50	1	
Attentats à la pudeur	52	13	14
<i>DÉLITS CONTRE LES BONNES MOEURS</i>			
Outrages publiques à la pudeur	60	3	
Exhibitionnisme	61	6	
Homosexualité	64	11	
Actions indécentes	64 A	4	
Lesbianisme	64 B	1	25
<i>DÉLITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE</i>			
Évasions	80	6	
Ports d'armes	82	12	
Fabrication d'armes	82 A	14	32
<i>INFRACTIONS AUX RÈGLEMENTS ET DISCIPLINE</i>			
Tapage	90 B	4	
Boissons	90 C	62	
Batailles	90 D	13	
Flâneries	90 C	11	
Peurs et craintes	90 H	2	
Indiscipline dans les autobus	94	10	
Indiscipline envers les brigadiers	94 A	1	
Indiscipline envers des étudiants	94 B	2	
Indiscipline envers les chauffeurs d'autobus	94 C	2	
Fugues	95 A	25	
Indiscipline à domicile	95 B	3	
Indiscipline à l'école	96	2	
Renvois d'écoles	96 A	1	
Indiscipline générale	96 B	3	
Absences	96 D	1	
École buissonnière	96 E	2	
Indiscipline à l'intérieur d'endroits publics	97	4	
Indiscipline à l'extérieur d'endroits publics	98	11	159
<i>INFRACTIONS AU CODE DE LA ROUTE</i>			
V.A. vs Code de la route	100	4	
V.A. sans permission	100 A	16	20
GRAND TOTAL D'INFRACTIONS			822
			487

*RÉPARTITION COMPARATIVE AVEC LES CHIFFRES CONNUS
DES ANNÉES PRÉCÉDENTES*

1961	1
1963	1
1964	24
1965	38
1966	319
1967 Connus 416 — Inconnus 193	609
	<hr/> TOTAL : 992

*RÉPARTITION COMPARATIVE DES CHIFFRES POUR LE TOTAL
(DES ANNÉES) PAR SEXES*

Sexes : Masculin	899
Féminin	93
	<hr/> TOTAL : 992

*RÉPARTITION COMPARATIVE DES CHIFFRES POUR LE TOTAL
(DES ANNÉES) PAR ÂGES*

Âges : moins de 10 ans	7
de 10 ans à 13 ans	56
de 13 ans à 15 ans	323
de 15 ans à 18 ans	346
de 18 ans à 21 ans	67
de 21 ans à 25 ans	2
de 25 ans et plus	2
Inconnus	189
	<hr/> TOTAL : 992

*RÉPARTITION COMPARATIVE AVEC LES CHIFFRES
ET LA RELATION DES SUJETS*

VICTIMES	21
ENTREVUES	27
SUSPECTS	92
PLAIGNANTS	4
AUTEURS	603
TÉMOINS	27
INCONNUS	218
	<hr/> TOTAL : 992

Le rapport continue pour démontrer avec force détails, les zones et localités de la région de Sainte-Foy qui lui sont propres. La superficie se divise en 14 territoires ou zones, permettant un aperçu encore plus détaillé des différents délits.

Aucun rapport n'est fait sur le nombre de cas référés à la Cour du Bien-Être social, de même que le nombre de cas référés, soit en institution, à la probation, etc. . . Ceci étant à dessein, car là encore ces statistiques ne donneraient aucune information pouvant aider la cause des jeunes, ou la mise sur pied d'un bureau juvénile de police spécialisée. Présentement, il n'est pas possible de produire le nombre de ces réhabilités ni le nombre de cas de jeunes réchappés dans leur plongeon vers une sous-culture. Il nous est également impossible d'évaluer les possibilités de récidives pour les mêmes raisons.

Il faut comprendre que « Le Chiffre noir » ou « Black Figure », même avec une équation algébrique, ne peut se définir adéquatement dans ce genre de milieu ouvert.

Toutefois, ce réchappage ne serait-il que de l'ordre de 1 p. cent des 992 cas d'enfants problèmes, l'action salutaire de l'officier juvénile se fera sentir en aidant ces délinquants à devenir des adultes capables de gagner honnêtement leur vie, alors qu'autrement ils resteraient à la charge de la société.

Ceci veut dire que les frais encourus pour garder un officier juvénile en fonction pendant un an se trouvent remboursés lorsque près de 10 sujets pourront jouir du fruit de leur productivité envers la société, s'établissant dans l'ordre d'environ \$4,000 par an, pour 40 ans de leur vie ; donc un réchappage social brut de \$1,600,000 par année de travail de ce même officier juvénile. N'est-ce pas une ample justification de l'existence de la fonction d'un titulaire de bureau juvénile de police spécialisée.

Pour terminer le présent travail, dans l'esprit de la chose juvénile, bien que la tâche d'une synthèse ne soit pas facile, nous nous devons de faire un résumé des recommandations pour la mise sur pied, l'entrée en fonction, et l'opération d'un bureau juvénile de police spécialisée avec son officier juvénile.

RECOMMANDATIONS

1. La bonne volonté, la collaboration entre les autorités scolaires et policières est indispensable, même impérative dans l'intérêt des jeunes pour que le projet soit un succès.
2. Le choix d'une personne capable d'occuper le poste d'officier juvénile doit se faire en considérant beaucoup plus le bon sens éclairé que les qualifications pédagogiques.

3. Une fois sur pied, comme organisme, le mandataire de la fonction d'officier juvénile doit être assermenté afin de respecter la CONFIDENTIALITÉ impliquée et édictée dans l'acte des jeunes délinquants.
4. Un comité consultatif bénévole doit être formé dans le plus court délai après l'entrée en fonction d'un officier juvénile dans le cadre d'une convention d'association.
5. Dès les débuts, l'officier juvénile doit entretenir des relations étroites avec la Cour juvénile de la région ou encore la Cour du Bien-Être social du district et son Service de probation.
6. Tenir des dossiers, rapports, statistiques en somme une administration des plus salutaires. Ne pas ménager les efforts envers une comptabilité comparative afin de toujours garder à l'esprit tout changement de comportement ou d'habitude.
7. Dans la tenue de statistiques, afin de pouvoir collaborer avec les criminologues cliniciens, garder une optique de possibilités sur leurs besoins :
 - a) Nombre de cas en traitements sommaires
(sujets ayant fait l'objet d'une entrevue seulement)
 - b) Nombre de cas en traitements
(sujets nécessitant plusieurs entrevues)
 - c) Nombre de cas en traitements sérieux
(sujets ayant subi les activités du samedi)
 - d) Nombre de cas reçus par références
(parents, directeurs, police, marchands)
 - e) Nombre de cas référés à d'autres services
(comité consultatif, services sociaux, psychologues, conseillers en orientation, sociologues, etc...)
 - f) Nombre de cas référés aux Cours juvéniles
(Cours du Bien-Être social, Service de probation, etc.)
 - g) Nombre des cas réhabilités :
 - I — Sans récidives pendant l'année scolaire.
 - II — Sans récidives pendant l'année calendrier.
 - III — Sans récidives pour plus de 5 ans.
 - h) Nombre de cas récidivistes :
 - I — Troubles de comportement individuel.
 - II — Troubles de comportement par groupes.
 - III — Sujets de récidives d'habitude (mêmes offenses).
 - IV — Sujets de récidives pernicieuses (offenses différentes).

Ayant eu l'occasion de sonder l'opinion générale et nous prévalant de notre expérience personnelle, nous en sommes venus à la conclusion que de nombreuses localités désirent obtenir les services d'UN OFFICIER JUVÉNILE. Nous espérons que cet exposé, qui offre un résumé des démarches et processus à suivre pour établir un bureau juvénile de police spécialisée, saura retenir l'attention de tous ceux que la cause des jeunes ne laisse pas indifférents.

Jean S. Girard, c.d., o.p.

•

APPENDICE 10

Youth Authority Act.
Youth Authority Population Movement
during 1966 — (Annual Statistical Report,
Department of the Youth Authority).
(paragraphe 50 note 1)

Youth Authority Act

DIVISION 2.5. YOUTHS

(Division 2.5, added by Stats. 1941, Ch. 937.)

NOTE — Stats. 1941, Ch. 937, which added Division 2.5, contained the following section :

SEC. 3 If any article, section, subdivision, sentence, clause, or phrase of this act is for any reason held to be unconstitutional such decision shall not affect the validity of the remaining portion of this act. The Legislature hereby declares that it would have passed this act in each article, section, subdivision, sentence, clause, or phrase thereof irrespective of the fact that any one or more sections, subsections, sentences, clauses, or phrases be declared unconstitutional.

Chapter 1. THE YOUTH AUTHORITY

(Added by Stats. 1941, Ch. 937, and amended by
Stats. 1943, Ch. 690)

NOTE — Stats. 1943, Ch. 690, also contains the following provisions :

The amendments made by this act to the title of the Authority and to the duties and compensation of its respective members shall no affect the general powers or functions of the Authority nor the continuity of control of its records, funds, personnel or property.

Article 1. General Provisions and Definitions (Article 1 added by Stats. 1941, Ch. 937)

1700. Purpose of chapter. The purpose of this chapter is to protect society more effectively by substituting for retributive punishment methods of training and treatment directed toward the correction and rehabilitation of young persons found guilty of public offenses. To this end it is the intent of the Legislature that the chapter be liberally interpreted in conformity with its declared purpose.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1701. Title. This chapter may be cited as the Youth Authority Act.
(Added by Stats. 1941, Ch. 937, and amended by Stats. 1943, Ch. 690. See note to Ch. 1.)

1702. Application. This chapter shall apply only to public offenses committed subsequently to the date upon which it becomes effective.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1703. Definitions. As used in this chapter

(a) "Public offenses" means public offenses as that term is defined in the Penal Code ;

(b) "Court" includes any official authorized to impose sentence for a public offense ;

(c) The masculine pronoun includes the feminine.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1704. Nothing in this chapter shall be deemed to interfere with or limit the jurisdiction of the juvenile court.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

Article 2. Creation and Organization of a Youth Authority

(Article 2 added by Stats. 1941, Ch. 937, and amended by Stats. 1943, Ch. 690. See note to Ch. 1)

1710. Authority established. There is in the Youth and Adult Corrections Agency the Department of the Youth Authority.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1943, Ch. 690, by Stats. 1945, Ch. 639, by Stats. 1953, Ch. 1304, and by Stats. 1961, Ch. 2037.)

1710.5 Director. The Director of the Youth Authority shall be the administrative head of the Department of the Youth Authority and shall exercise all duties and functions of the Youth Authority not specifically assigned to the Youth Authority Board. He shall be the appointing authority for all civil service positions of employment in the department.

(Added by Stats. 1953, Ch. 1304.)

1711. Membership. The authority shall consist of eight (8) members, at least one of whom shall be a woman, who shall devote their entire time to its work.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1953, Ch. 651, and Ch. 1304 ; and by Stats. 1957, Ch. 55 and Ch. 1673 ; and by Stats. 1st Ex. Session 1966, Ch. 149.)

1711.3. Powers and duties. The Youth Authority Board shall meet with the Director of the Department of the Youth Authority not less than four times a year for the purpose of discussing policy and offering advice on policy pertaining to care and treatment of wards. The director may advise the Youth Authority Board in the establishment of general policies relating to the functions and duties of the Youth Authority Board.

The following powers and duties shall be exercised and performed by the Youth Authority Board as such, or may be delegated to a panel, member, or case hearing representatives as provided in Section 1711.5 of this code : return of persons to the court of commitment for redispotion by the court, discharge of commitment, orders to parole and condition thereof, revocation or suspension of parole, recommendation for treatment program, determi-

nation of the date of next appearance, return of nonresident persons to the jurisdiction of the state of legal residence.

The case of each ward shall be heard immediately after the case study of the ward has been completed and at such other times as is necessary to exercise the powers and duties listed above.

Exercised by director. All other powers, duties, and functions pertaining to the care and treatment of wards provided by any provision of law shall be exercised and performed by the director. The director may make and enforce all rules appropriate to the proper accomplishment of his functions.

The director may delegate the powers and duties vested in him by the action in accordance with Section 7 of this code.

(Formerly Sec. 1725, added by Stats. 1943, Ch. 690 ; repealed and added by Stats. 1945, Ch. 639 ; amended by Stats. 1953, Ch. 1304 ; amended by Stats. 1963, Ch. 443 amended and renumbered to read 1711.3 by Stats. 1963, Ch. 1352.)

1711.4. Directors representatives. The director may also designate any qualified officer employed by the Department of the Youth Authority as his representative at meetings of the Youth Authority Board, to exercise his powers and perform his duties as chairman or a member of the authority (other than his powers and duties as director).

(Added by Stats. 1963, Ch. 1352 ; amended by Stats. 1965, Ch. 657.)

1711.5 General policies. The Youth Authority Board shall formulate general policies governing the performance of its functions by the full board, or, pursuant to delegation, by panels, or referees.

Case hearing representatives may be employed to participate with the board in the hearing of cases and to whom authority may be delegated as provided below in this section.

Panels, Quorum. The board may delegate its authority to hear, consider, and act upon cases to members or case hearing representatives, sitting either on a panel or as a referee. A panel may consist of two or more members, or a member and a case hearing representative, or two case hearing representatives. Two members of a panel shall constitute a quorum, and no action of the panel shall be valid unless concurred in by a majority vote of those present.

Conditional delegation. When delegating its authority, the board may, in its discretion, condition finality of the decision of the panel or referee to whom authority is delegated on concurrence of a member or members of the board. In determining whether, in any case, it shall delegate its authority and the extent of delegation, the board shall take into account the degree of complexity of the issues presented by the case.

The board shall adopt rules under which a person under the jurisdiction of the Youth Authority or other persons, as specified in the rules, may appeal any decision of a case hearing representative. The board shall consider and act upon the appeal in accordance with such rules.

(Added by Stats. 1941-42 (2d Ex. Sess.), Ch. 1 ; amended by Stats. 1943, Ch. 605 ; repealed by Stats. 1943, Ch. 690 ; added by Stats. 1953, Ch. 651 and Ch. 1304 ; amended by Stats. 1955, Ch. 426, by Stats. 1957, Ch. 1173 and by Stats. 1963, Ch. 1352.)

1712. Appointments. The eight positions on the authority shall be filled by appointment of the Governor of persons meeting the requirements of this chapter subject to confirmation by the Senate.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1953, Ch. 651, and Ch. 1304, and amended by Stats. 1961, Ch. 593 ; and amended by Stats., 1st Ex. Session, 1966, Ch. 149.)

1713. (Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1943, Ch. 974 ; and repealed by Stats. 1953, Ch. 1304.)

1714. (Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; and repealed by Stats. 1953, Ch. 1304.)

1714.5. (Added by Stats. 1943, Ch. 237 ; and repealed by Stats. 1953, Ch. 1304.)

1715. (Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; and repealed by Stats. 1953, Ch. 1304.)

1716. (Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; and repealed by Stats. 1953, Ch. 1304.)

1717. Appointment to vacancy. All appointments to a vacancy occurring by reason of any cause other than the expiration of a term shall be for the unexpired term. Each member shall hold until the appointment and qualification of his successor.

The provisions of this section do not apply to persons appointed as temporary members of the authority.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937, and amended by Stats. 1943, Ch. 237.)

1718. (Added by Stats. 1941, Ch. 937, amended by Stats. 1943, Ch. 237 ; repealed by Stats. 1953, Ch. 1304.)

1719. Failure to confirm. If the Senate, in lieu of failing to confirm, finds that it cannot consider all or any of the appointments to the Authority adequately because the amount of legislative business and the probable duration of the session do not permit, it may adopt a single house resolution by a majority vote of all members elected to the Senate to that effect and

requesting the resubmission of the unconfirmed appointment or appointment at a succeeding session of the Legislature, whether regular or extraordinary, convening on or after a date fixed in the resolution. This resolution shall be filed immediately after its adoption in the office of the Secretary of State and the appointee or appointees affected shall serve subject to later confirmation or rejection by the Senate.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1720. Terms. The terms of office of members of the authority shall be for four years and shall expire as follows : two on March 15, 1955, and two on March 15, 1957. The term of the Chairman of the Youth Authority Board shall expire March 15, 1956. Their successors shall hold office for terms of four years and until the appointment and qualification of their successors, each such term to commence on the expiration date of the term of the predecessor. Members shall be eligible for reappointment.

The new member added to the authority by the amendment to Section 1711 of this code by the Legislature at the 1957 Regular Session shall be appointed by the Governor for a term expiring March 15, 1958.

The two new members added to the authority by amendment to Section 1711 of this code by the Legislature at the First Extraordinary Session shall be appointed by the Governor for terms expiring March 15, 1971.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1943 (3rd Ex. Sess.), Ch. 8 ; repealed and added by Stats. 1953, Ch. 651 and Ch. 1304, and amended by Stats. 1957, Ch. 1673 ; and amended by Stats. 1st Ex. Session, 1966, Ch. 149.)

1721. Qualifications. Persons appointed to the Youth Authority shall have a broad background in and ability for appraisal of youthful law offenders and delinquents, the circumstances of delinquency for which committed, and the evaluation of the individual's progress toward reformation. Insofar as practicable, members shall be selected who have a varied and sympathetic interest in youth correctional work including persons widely experienced in the fields of corrections, sociology, law, law enforcement, and education.

The person appointed as Director of the Youth Authority and Chairman of the Youth Authority Board shall have in addition qualifications prescribed in Section 1723.2.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; repealed and added by Stats. 1953, Ch. 1305.)

1722. Salary. The members of the authority shall receive an annual salary as provided for by Chapter 6 of Part 1 of Division 3 of Title 2 of

the Government Code and their actual necessary traveling expenses to the same extent as is provided for other state officers.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1951, Ch. 1613.)

1723. Director. The Governor shall appoint a Director of the Department of the Youth Authority, and the director shall be Chairman of the Youth Authority Board. He shall receive an annual salary provided for by Chapter 6 (commencing with Section 11550) of Part 1 of Division 3 of Title 2 of the Government Code in lieu of the salary received by members of the authority. He shall continue to serve as such during his term of office and until the appointment and qualification of his successor.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1945, Ch. 639, by Stats. 1949, Ch. 1005, by Stats. 1951, Ch. 1613, by Stats. 1953, Ch. 1304, and by Stats. 1963, Ch. 1352.)

1723.1. Board chairman. The Chairman of the Youth Authority Board shall be the administrative head of the board and shall exercise all duties and functions necessary to insure that the responsibilities of the board are successfully discharged. He shall be the appointing authority for all civil service positions of employment in the board.

(Added by Stats. 1963, Ch. 1352.)

1723.2. Qualifications. The Director of the Youth Authority shall have wide and successful administrative experience in youth or adult correctional programs embodying rehabilitative or delinquency prevention concepts.

(Added by Stats. 1953, Ch. 1305.)

1723.5 List of qualified persons. The Governor may request the State Personnel Board to use extensive recruitment and merit selection techniques and procedures to provide a list of persons qualified for appointment as Director of the Youth Authority. The Governor may appoint any person from such list of qualified persons or may reject all names and appoint another person who meets the requirements of this chapter.

(Added by Stats. 1953, Ch. 1305.)

1724. Removal of members. The Governor may remove any member of the authority for misconduct, incompetency or neglect of duty after a full hearing by the Board of Corrections.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1953, Ch. 1304.)

1725. (Added by Stats. 1943, Ch. 690 ; repealed and added by Stats. 1945, Ch. 639 ; amended by Stats. 1953, Ch. 1304 ; amended by

Stats. 1963, Ch. 443 ; and amended and renumbered to read 1711.3 by Stats. 1963, Ch. 1352.)

1725.2. Transfer of inmates. The Director of the Youth Authority may transfer persons confined in one institution or facility of the Department of the Youth Authority to another. The authority may request the director to transfer a person who is under its jurisdiction pursuant to Section 1731.5 of this code if, after review of the case history in the course of routine procedures, such transfer is deemed advisable for the further diagnosis and treatment of the ward. The director shall as soon as practicable comply with such request, provided that, if facilities are not available he shall report that fact to the authority and shall make the transfer as soon as facilities become available ; provided further, that if in the opinion of the director such transfer would endanger security he may report that fact to the authority and refuse to make such transfer.

(Added by Stats. 1953, Ch. 1304.)

1725.5 Legislative intent. Meetings. It is the intention of the Legislature that the Youth Authority Board and the Director of the Youth Authority shall cooperate with each other in the establishment of the classification, transfer, and discipline policies of the Department of the Youth Authority, to the end that the objectives of the state youth correctional system can best be attained. The director and the board shall, not less than four times each calendar year, meet for the purpose of discussion of classification, transfer, and discipline policies and problems, and it is the intent of the Legislature that whenever possible there shall be agreement on these subjects. But for the purpose of maintaining responsibility for the secure and orderly administration of the Youth Authority System, the Director of the Youth Authority shall have the final right to determine the policies on classification, transfer and discipline.

In the event there is no agreement the Youth Authority Board shall file writing with the Board of Corrections a statement of its proposals or recommendations to the director, and the director shall answer such statement in writing to the Youth Authority Board, and shall transmit a copy of his reply and the Youth Authority Board's statement to the Governor and to the Board of Corrections.

(Added by Stats. 1953, Ch. 1304.)

1726. Property, supplies, etc. The director shall provide the Authority with such property, supplies, and personnel as may be necessary to enable the Authority properly to perform its duties.

(Added by Stats. 1945, Ch. 639.)

Article 3. Commitments to Youth Authority

(Article heading added by Stats. 1941, Ch. 937, and amended by Stats. 1943, Ch. 690. See note to Ch. 1)

1730. Commitments. (a) No person may be committed to the Authority until the Authority has certified in writing to the Governor that it has approved or established places of preliminary detention and places for examination and study of persons committed, and has other facilities and personnel sufficient for the proper discharge of its duties and functions.

(b) Before certification to the Governor as provided in subsection (a), a court shall, upon conviction of a person under 21 years of age at the time of his apprehension, deal with him without regard to the provisions of this chapter.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1943 (3rd Ex. Sess.), Ch. 2.)

1731. Age. When in any criminal proceeding in a court of this State a person has been convicted of a public offense for which the court has power under this chapter to commit to the Authority, the court shall determine whether the person was less than 21 years of age at the time of the apprehension from which the criminal proceeding resulted. Proceedings in a juvenile court in respect to a juvenile are not criminal proceedings as that phrase is used in this chapter.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1943 (3rd Ex. Sess.), Ch. 2.)

1731.5. Referral to authority. After certification to the Governor as provided in this article a court may refer to the authority any person convicted of a public offense who comes within all of the following description :

(a) Is found to be less than 21 years of age at the time of apprehension ;

(b) Is not sentenced to death, imprisonment for life, imprisonment for 90 days or less, or the payment of a fine, or after having been directed to pay a fine, defaults in the payment thereof, and is subject to imprisonment for more than 90 days under the judgment ;

(c) Is not granted probation.

If the authority believes that any person referred to it as provided in this section can be materially benefited by the procedure and discipline of the authority, and that proper and adequate facilities exist for the care of such person, it shall so certify to the court. The court shall thereupon commit said person to the authority.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1943, Ch. 236, by Stats. 1943 (3d Ex. Sess.), Ch. 2, by Stats. 1945, Ch. 779, by Stats. 1947, Ch. 141, by Stats. 1949, Ch. 203, by Stats. 1951, Ch. 98, and by Stats. 1953, Ch. 896.)

1732. (Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1943, Ch. 236, by Stats. 1943 (3d Ex. Sess.), Ch. 2, by Stats. 1945, Ch. 779, by Stats. 1947, Ch. 141, by Stats. 1949, Ch. 203, and by Stats. 1951, Ch. 98 ; repealed by Stats. 1953, Ch. 896.)

1732.4. Approval of place. A person who is convicted of a public offense, who is found to have been less than 21 years of age at the time of apprehension, and who is sentenced to not more than 90 days' imprisonment, may be imprisoned only in a place which has been approved for that purpose by the Authority.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1943 (3d Ex. Sess.), Ch. 2.)

1732.7. Prior conviction. A person who is convicted of a public offense for which the maximum penalty provided by law is imprisonment for not more than 90 days, and who is found to be less than 21 years of age at the time of his apprehension, may be committed to the Authority only if it is brought to the court's knowledge that the person has been previously convicted of a public offense or has been a ward of the juvenile court by reason of a public offense and the court is satisfied that society will best be protected by commitment to the Authority.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1943 (3d Ex. Sess.), Ch. 2.)

1733. Suspension of license. Nothing in this chapter prevents a court from revoking or suspending any license issued to the defendant under any law of this State where such revocation or suspension is otherwise provided for.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1734. (Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; repealed by Stats. 1953, Ch. 896.)

1735. Persons fined. If the court sentences a person under 21 years of age at the time of his apprehension to the payment of a fine and the fine is not paid, the court may either remit the fine in whole or in part, or commit him to confinement for a length of time permitted by the statutes relating to imprisonment for failure to pay fines. But such confinement may be only in a place approved by the Authority.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1943 (3d Ex. Sess.), Ch. 2.)

1736. Juvenile court. The juvenile court may in its discretion commit persons subject to its jurisdiction to the Authority, and the Authority may in its discretion accept such commitments.

1737. Suspension of commitment. After a court has committed a person to the authority such court has no power to suspend execution of the commitment. Nothing in this section shall limit or restrict the jurisdiction and powers of the juvenile court under Sections 775 and 779 of this code.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1945, Ch. 779 and by Stats. 1963, Ch. 443.)

1737.1. Return to committing court. Whenever any person who has been charged with or convicted of a public offense and committed to the Authority appears to the Authority, either at the time of his presentation or after having become an inmate of any institution or facility subject to the jurisdiction of the Authority, to be an improper person to be retained in any such institution or facility, or to be so incorrigible or so incapable of reformation under the discipline of the Authority as to render his detention detrimental to the interests of the Authority and the other persons committed thereto, the Authority may return him to the committing court. In the case of a person convicted of a public offense, said court may then commit him to a State prison or sentence him to a county jail as provided by law for punishment of the offense of which he was convicted. In the case of a person who has been committed to the Authority by a juvenile court, the juvenile court to which he is returned may make such further order or commitment with reference to such person as may be authorized by the juvenile court law, except that said court may not recommit such person to the Youth Authority.

(Added by Stats. 1945, Ch. 781.)

1737.5. A commitment to the Authority is a judgment within the meaning of Chapter 1 of Title 8 of Part 2 of the Penal Code, and is appealable.

(Added by Stats. 1943, Ch. 898.)

1738. Liberty. When the court commits a person to the Authority the court may order him conveyed forthwith to some place of detention approved or established by the Authority or may direct that he be left at liberty until otherwise ordered by the Authority under such conditions as in the court's opinion will insure his submission to any orders which the Authority may issue.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1739. Appeals. (a) The right of a person who has been convicted of a public offense to a new trial or to an appeal from the judgment of conviction shall not be affected by anything in this chapter.

(b) When a person who has been convicted and committed to the Authority appeals from the conviction, the execution of the commitment to the Authority shall not be stayed by the taking of the appeal except as provided in subsection (c). The person so committed shall remain subject to the control of the Authority, until final disposition of the appeal.

(c) A person convicted and committed to the Authority may be admitted to bail under the provisions of Section 1272 of the Penal Code, or in the discretion of the court, may be left at liberty, under such conditions as in the court's opinion will insure his cooperation in reasonable expedition of the appellate proceedings and his submission to the control of the Authority at the proper time.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1740. Order. When a court commits a person to the Authority such court shall at once forward to the Authority a certified copy of the order of commitment.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1741. Case history. The judge before whom the person was tried and committed, the district attorney or other official who conducted the prosecution, and the probation officer of the county, shall obtain and with the order of commitment furnish to the authority, in writing, all information that can be given in regard to the career, habits, degree of education, age, nationality, parentage and previous occupations of such person, together with a statement to the best of their knowledge as to whether such person was industrious, and of good character, the nature of his associates and his disposition.

The reports required by this section shall be made upon forms furnished by the authority or according to an outline furnished by it.

When a person has been committed to the authority, the court and the prosecuting and police authorities and other public officials shall make available to the authority all pertinent data in their possession in respect to the case.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1945, Ch. 782, and amended by Stats. 1961, Ch. 79.)

1742. (Added by Stats. 1943, Ch. 690 ; amended by Stats. 1945, Ch. 639 ; repealed by Stats. 1947, Ch. 190.)

Article 4. Powers and Duties of Youth Authority
(Article heading added by Stats. 1941, Ch. 937, and amended by
Stats. 1943, Ch. 690. See note to Ch. 1)

1750. Funds. The Authority is limited in its expenditures to funds specifically made available for its use.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1751. Rules. The Authority is authorized to make and enforce all rules appropriate to the proper accomplishment of its functions.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1752. Services and administration. To the extent that necessary funds are available for the purposes, the director may

(a) Establish and operate a treatment and training service and such other services as are proper for the discharge of his duties ;

(b) Create administrative districts suitable to the performance of his duties ;

(c) Employ and discharge all such persons as may be needed for the proper execution of the duties of the Authority. Such employment and discharge shall be in accord with the civil service laws of this State.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1945, Ch. 639.)

1752.1. Diagnosis and treatment services. The director may enter into contracts with the approval of the Director of Finance with any county of this state, upon request of the board of supervisors thereof, wherein the Youth Authority agrees to furnish diagnosis and treatment services and temporary detention during a period of study to the county for selected cases of persons eligible for commitment to the Youth Authority in connection with the operation of the juvenile court. The county shall reimburse the state for the cost of such services, such cost to be determined by the Director of the Youth Authority.

The Youth Authority shall present to the county, not more frequently than monthly, a claim for the amount due the state under this section which the county shall process and pay pursuant to the provisions of Chapter 4 (commencing with Section 29700) of Division 3 of Title 3 of the Government Code.

(Added by Stats. 1957, Ch. 1016 ; amended by Stats. 1963, Ch. 1786 ; and amended by Stats. 1965, Ch. 263.)

1752.2. (Added by Stats. 1947, Ch. 418 ; repealed by Stats. 1955, Ch. 1865.) (See Section 19335, Government Code.)

1752.5. Delinquency prevention, etc. The director may establish or assist in the establishment of any public council or committee having as its object the prevention or decrease of delinquency among youths ; and the

director may cooperate with or participate in the work of such councils or any existing councils or committees or county delinquency prevention commissions.

To assist the director in carrying out the legislative intent of this section, he shall appoint a California Delinquency Prevention Commission of not less than five persons nor more than nine persons, one of whom shall be appointed by the Speaker of the Assembly and one of whom shall be appointed by the Senate Committee on Rules. Members of this commission will serve at the pleasure of the director without salary, but shall be reimbursed for their traveling expenses necessarily incurred in the performance of their duties.

From any moneys made available to him for that purpose, the Director of the Youth Authority shall make allocations to county delinquency prevention commissions for administrative expenses not to exceed one thousand dollars (\$1,000) per year for each commission. Additional allocations may be made to county delinquency prevention commissions on a matching basis for the development of delinquency prevention projects or programs administered and operated by local governmental or nongovernmental organizations under the general supervision of the county delinquency prevention commission. These projects or programs, in order to qualify for allocations, must have prior approval from the California Delinquency Prevention Commission and must meet minimum standards of performance established by the Director of the Youth Authority. A copy of the minimum standards of performance shall be transmitted by the Director of the Youth Authority to the chairman of the county delinquency prevention commission at the time the allocation is made.

Application for funds under this section shall be made to the Youth Authority in the manner and form prescribed by the Youth Authority. The Youth Authority shall prescribe the time and manner of payments of assistance, if granted.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1945, Ch. 639 ; amended by Stats. 1961, Ch. 1676 ; and amended by Stats. 1965, Ch. 1342.)

1752.6. Contracts. The director may, with the approval of the Director of General Services, enter into contracts with colleges, universities, and other organizations for the purposes of research in the field of delinquency and crime prevention and of training special workers, including teachers, institution employees, probation and parole officers, social workers and others engaged, whether as volunteers or for compensation, and whether part time or full time, in the fields of education, recreation, mental hygiene, and treatment and prevention of delinquency.

(Added by Stats. 1943, Ch. 675 ; amended by Stats. 1945, Ch. 639 ; and amended by Stats. 1965, Ch. 371.)

1752.7. Collection of statistics. The director may collect statistics and information regarding juvenile delinquency, crimes reported and discovered, arrests made, complaints, informations, and indictments filed and the disposition made thereof, pleas, convictions, acquittals, probations granted or denied, commitments to and transfers and discharges from places of incarceration, and other data and information useful in determining the cause and amount of crime in this State, or in carrying out the powers and duties of the Authority.

All officers and employees of the State and of every county and city shall furnish to the director upon request such statistics and other information within their knowledge and control as the director deems necessary or proper to be collected pursuant to the provisions of this section.

(Added by Stats. 1943, Ch. 291 ; amended by Stats. 1945, Ch. 639.)

1752.8. Deposit or investment of inmates' funds. The Director of the Youth Authority may deposit any funds of inmates in his possession in trust with the Treasurer pursuant to Section 16305.3, Government Code, or, subject to the approval of the Department of General Services, may deposit such funds in interest-bearing bank accounts or invest and reinvest such funds in bonds of the State of California, or in bonds or obligations of the United States of America or for the payment of which the faith and credit of the United States are pledged and for the purposes of deposit or investment only may mingle the funds of any inmate with the funds of other inmates. The director may deposit the interest or increment accruing on such funds in a special fund, to be designated the "Benefit Fund," of which he shall be the trustee. The director may expend the moneys of any such fund for the education or entertainment of the inmates of any or all of the facilities of the Youth Authority.

(Added by Stats. 1949, Ch. 234 ; amended by Stats. 1957, Ch. 1640 ; and amended by Stats. 1965, Ch. 371.)

1752.9. Land Lease. The Department of the Youth Authority, with the approval of the Director of General Services, may lease land at any institution under its jurisdiction, at a nominal rental, to any nonprofit or eleemosynary corporation. The terms of the lease shall require the corporation to construct a house of worship on such land, and to maintain and operate the same primarily for the use of Youth Authority wards and staff. All work as an employee on such house of worship performed under contract or by day labor shall be subject to the provisions of Division 2, Part 7, of the Labor Code.

(Added by Stats. 1957, Ch. 1859 ; amended by Stats. 1965, Ch. 371.)

1752.95. The director may, from time to time, and as often as occasion may require, but not to exceed two meetings in any one calendar year

call into conference the probation officers of the several counties, or such of them as he may deem advisable, for the purpose of discussing the duties of their offices.

The actual and necessary expenses of the probation officer incurred while traveling to and from and while attending the conferences shall be a county charge ; provided, prior approval of the board of supervisors has been obtained.

(Added by Stats. 1957, Ch. 1597.)

1753. Cooperation. For the purpose of carrying out its duties, the Authority and the director are authorized to make use of law enforcement, detention, probation, parole, medical, educational, correctional, segregative and other facilities, institutions and agencies, whether public or private, within the State. The director may enter into agreements with the appropriate public officials for separate care and special treatment in existing institutions of persons subject to the control of the Authority.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1945, Ch. 639.)

1753.6. In any case in which a ward of the Youth Authority is temporarily released from actual confinement in an institution of the authority and placed in a county hospital for purposes of delivery of her child, the authority may reimburse the county for the actual cost of services rendered by the county hospital to the newborn infant of the ward.

(Added by Stats. 1965, Ch. 1912.)

1754. Facilities. Nothing in this chapter shall be taken to give the Authority or the director control over existing facilities, institutions or agencies ; or to require them to serve the Authority inconsistently with their functions, or with the authority of their officers, or with the laws and regulations governing their activities ; or to give the Authority or the director power to make use of any private institution or agency without its consent ; or to pay a private institution or agency for services which a public institution or agency is willing and able to perform.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1945, Ch. 639.)

1755. Duty of public agencies. Public institutions and agencies are hereby required to accept and care for persons sent to them by the Authority in the same manner as they would be required to do had such persons been committed by a court of criminal jurisdiction.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1755.3. Medical, etc., service. Whenever any person under the jurisdiction of the Youth Authority is in need of medical, surgical, or dental care, the Youth Authority may, upon the recommendation of the attending physi-

cian, authorize the performance of such necessary medical, surgical, or dental service.

(Added by Stats. 1951, Ch. 1611.)

1755.5. Transfer for purposes of study, diagnosis, etc. Notwithstanding any provision of Section 506 or Section 510, the Youth Authority may transfer to and cause to be confined in the Medical Facility, the Correctional Training Facility at Soledad, the California Institution for Women at Corona, the California Rehabilitation Center, the Medical Correctional Institution, or the California Institution for Men under the jurisdiction of the Department of Corrections for general study, diagnosis, and treatment, or any of them, any person over the age of 18 years who is subject to the custody, control, and discipline of the Youth Authority ; and the Director of Corrections may receive and keep in any of the said institutions any person so transferred thereto by the Youth Authority, with the same powers as to the person had been placed therein or transferred thereto pursuant to the provisions of the Penal Code.

The provisions of Part 3 of the Penal Code, so far as those provisions may be applicable, apply to persons so transferred to and confined in the institutions, except that, whenever by reason of any law governing the commitment of a person to the Youth Authority or to an institution under the jurisdiction of the Youth Authority the person is deemed not to be a person convicted of a crime, the transfer or placement of a person in the Medical Facility, the Correctional Training Facility at Soledad, the California Institution for Women at Corona, the California Rehabilitation Center, the Medical Correctional Institution, or the California Institution for Men shall not affect the status or rights of the person and shall not be deemed to constitute a conviction of a crime. Section 644 of the Penal Code shall not apply to any person who has been placed in the Medical Facility, the Correctional Training Facility at Soledad, the California Institution for Women at Corona, the California Rehabilitation Center, the Medical Correctional Institution, or the California Institution for Men by the Youth Authority pursuant to this section, in respect to the time he remain therein under such placement.

1756. Mentally deficient or mentally ill persons. No person under the control of the authority shall be transferred to any state hospital or institution for the mentally deficient or mentally ill, except for observation, diagnosis and such treatment as the hospital or institution finds necessary during such period, unless such person is committed to such hospital or institution in accordance with the procedure prescribed in the Welfare and Institutions Code.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1955, Ch. 1408.)

1756.5. Return to court. Whenever the authority finds that any person committed to the authority is feeble-minded, insane, mentally ill, a sexual psychopath, or a defective or psychopathic delinquent, the authority may return the person to the committing court for discharge from the control of the authority and recommitment in accordance with law to the Department of Mental Hygiene for placement in the appropriate state institution.

(Added by Stats. 1943, Ch. 271 ; amended by Stats. 1967, Ch. 90.)

1757. Inspection. The director may inspect all public institutions and agencies whose facilities he and the Authority are authorized to utilize and all private institutions and agencies whose facilities he and the Authority are using. Every institution or agency, whether public or private, is required to afford the director reasonable opportunity to examine or consult with persons committed to the Authority who are for the time being in the custody of the institution or agency.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1945, Ch. 639.)

1758. Control. Placement of a person by the Authority in any institution or agency not operated by the Authority, or the discharge of such person by such an institution or agency, shall not terminate the control of the Authority over such person.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1759. Approval. No person placed in such an institution or under such an agency may be released by the institution or agency until after approval of the release by the Authority, unless the institution or agency would have power under the law to release at its own discretion persons committed to it by order of a court. In the latter case, it may not release a person placed by the Authority until a reasonable time after it has notified the Authority of its intention to release him.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1760. Facilities. The director is hereby authorized when necessary and when funds are available for such purposes to establish and operate

(a) Places for the detention, prior to examination and study, of all persons committed to the Authority ;

(b) Places for examination and study of persons committed to the Authority ;

(c) Places of confinement, educational institutions, hospitals and other correctional or segregative facilities, institutions and agencies, for the proper execution of the duties of the Authority ;

(d) Agencies and facilities for the supervision, training and control of persons who have not been placed in confinement or who have been

released from confinement by the Authority upon conditions, and for aiding such persons to find employment and assistance ;

(e) Agencies and facilities designed to aid persons who have been discharged by the Authority from its control in finding employment and in leading a law-abiding existence.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1945, Ch. 639.)

1760.4. Work of C.Y.A. wards. The boys housed in forestry camps established by the Youth Authority may be required to labor on the buildings and grounds of the camp, on the making of forest roads for fire prevention or firefighting, on forestation or reforestation of public lands, or on the making of fire trails and firebreaks, or in fire suppression, or to perform any other work or engage in any studies or activities prescribed or permitted by the Youth Authority or any officer designated by it.

The Youth Authority may provide, in co-operation with the Department of Parks and Recreation and the Department of Conservation or otherwise, for the payment of wages to the boys for work they do while housed in such camps, the sums earned to be paid in reparation, or to the parents or dependents of the boy, or to the boy in such manner and in such proportions as the Youth Authority directs.

(Added by Stats. 1961, Ch. 705 ; amended by Stats. 1963, Ch. 443.)

1760.5 Conservation work. The director may require persons committed to the authority to perform work necessary and proper to be done by the Division of Forestry, the Division of Beaches and Parks, and the Division of Fish and Game in the Department of Natural Resources, by the Division of State Lands, by the United States Department of Agriculture, and by the federal officials and departments in charge of national forests and parks within this State. For the purposes of this section, the director, with the approval of the Department of General Services, may enter into contracts with federal and state officials and departments. All moneys received by the director pursuant to any such contract shall be paid into the State Treasury to the credit and in augmentation of the current appropriation for the support of the authority.

(Added by Stats. 1943, Ch. 30 ; amended by Stats. 1945, Ch. 639, and by Stats. 1963, Ch. 1786.)

1760.6. (Added by Stats. 1943 (4th Ex. Sess.), Ch. 56 ; amended by Stats. 1945, Ch. 639, and repealed by Stats. 1963, Ch. 866.)

1760.7. Probation. The director shall investigate, examine, and make reports upon adult and juvenile probation.

The director may establish standards for the performance of probation duties, and upon request consult with and make investigations and recommendations to probation officers, probation committees, juvenile

justice commissions, and to judges of the superior courts, including such judges as are designated juvenile court judges of any county.

Juvenile halls and joint detention homes. The director may also, upon request, establish standards for the operation and maintenance of juvenile halls established pursuant to Article 14 (commencing with Section 850) of Chapter 2 of Part 1 of Division 2 of this code, and for the training and qualifications of personnel who are to serve in such halls. He may, upon request, consult with, make investigations for, and recommendations to probation officers, probation committees, juvenile justice commissions, and to judges of the superior courts, including such judges as are designated juvenile court judges of any county, to and them in the operation and maintenance of their juvenile halls.

(Added by Stats. 1943, Ch. 397 ; amended by Stats. 1945, Ch. 639 ; by Stats. 1951, Ch. 325 ; by Stats. 1955, Ch. 1500 ; amended by Stats. 1963, Ch. 866 ; and amended by Stats. 1965, Ch. 605.)

1761. Case history. When a person has been committed to the Authority it shall under rules established by it forthwith examine and only him and investigate all the pertinent circumstances of his life and the antecedents of the violation of law because of which he has been committed to it.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1762. Re-examinations. The Authority shall make periodic re-examinations of all persons within its control for the purpose of determining whether existing orders and dispositions in individual cases would be modified or continued in force. These examinations may be made as frequently as the Authority considers desirable and shall be made with respect to every person at intervals not exceeding one year.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1763. The authority shall keep written records of all examinations and of the conclusions predicated thereon and of all orders concerning the disposition or treatment of every person subject to its control. After five years from the date on which the jurisdiction of the authority over a ward is terminated the authority may destroy such records. For the purposes of this section "destroy" means destroy or dispose of for the purpose of destruction.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937, and amended by Stats. 1961, Ch. 250.)

1764. Failure to examine. Failure of the Authority to examine a person committed to it, or to re-examine him within two years of a previous examination, shall not of itself entitle the person to discharge from the

control of the Authority, but shall entitle him to petition the superior court of the county from which he was committed for an order of discharge, and the court shall discharge him unless the Authority satisfies the court of the need for further control.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1765. Continued study. (a) Except as otherwise provided in this chapter, the Authority shall keep under continued study a person in its control and shall retain him, subject to the limitations of this chapter, under supervision and control so long as in its judgment such control is necessary for the protection of the public.

(b) The Authority shall discharge such person as soon as in its opinion there is reasonable probability that he can be given full liberty without danger to the public.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1766. Control. (a) When a person has been committed to the Authority it may

(1) Permit him his liberty under supervision and upon such conditions as it believes conducive to law-abiding conduct ;

(2) Order his confinement under such conditions as it believes best designed for the protection of the public ;

(3) Order recommitment or renewed release under supervision as often as conditions indicate to be desirable ;

(4) Revoke or modify any order except an order of discharge as often as conditions indicate to be desirable ;

(5) Discharge him from its control when it is satisfied that such discharge is consistent with the protection of the public.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1767. Probation, parole, etc. Except as provided in Section 1711.5 of this code, every order granting probation to, committing to an institution, granting and revoking parole and issuing final discharges to any person under the control of the authority shall be made by the authority and the authority may not delegate the making of such decisions to any other body or person.

All other powers conferred on the authority may be exercised through subordinates under rules established by the authority. Any person subjected to an order of such subordinates may petition the authority for review. The authority may review such orders under appropriate rules and regulations.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1955, Ch. 427.)

1767.2. Condition of probation or parole. Every order granting probation or parole to any person under the control of the authority who has been convicted of any of the offenses enumerated in Section 290 of the Penal Code shall require as a condition of such probation or parole that such person totally abstain from the use of alcoholic liquor or beverages.

(Added by Stats. 1950 (1st Ex. Sess.), Ch. 25.)

1767.3. Revocation of parole. The Authority may suspend, cancel, or revoke any parole without notice, and may order returned to the custody of the Authority any person committed to it who is upon parole.

The written order of the chairman of the Authority is a sufficient warrant for any peace officer to return to the custody of the Authority any person committed to it who is upon parole, who has been permitted his liberty upon condition, or who has escaped from the custody of the Authority or from any institution in which he has been placed by the Authority.

All peace officers shall execute any such order in like manner as ordinary criminal process.

(Added by Stats. 1943, Ch. 238.)

1767.4. Expenses of return. Whenever any person paroled by the Youth Authority is returned to the authority upon its order by a peace officer or probation officer, the officer shall be paid the same fees and expenses as are allowed such officers by law for the transportation of persons to institutions or facilities under the jurisdiction of the Youth Authority.

(Added by Stats. 1947, Ch. 362.)

1767.5. Payments for care of paroled persons. The authority may pay any private home for the care of any person committed to the authority and paroled by the authority to the custody of the private home (including both persons committed to the authority under his chapter and persons committed to it by the juvenile court) at a rate to be approved by the Department of Finance. Payments for such care of paroled persons may be made from funds available to the authority for such purpose, or for the support of the institution or facility under the jurisdiction of the authority from which the person has been paroled.

(Added by Stats. 1945, Ch. 780 ; amended by Stats. 1949, Ch. 970 ; by Stats. 1953, Ch. 1120 ; and by Stats. 1957, Ch. 333.)

1767.7. Revolving fund. A sum not to exceed fifteen thousand dollars (\$15,000) may be withdrawn by the authority from the funds available for the support of the authority without at the time furnishing vouchers and itemized statements. This sum shall be used as a revolving fund for payments

for the care of persons paroled to private homes as provided in Section 1767.5. At the close of each fiscal year, or at any other time, upon demand of the Department of Finance the money so drawn shall be accounted for and substantiated by vouchers and itemized statements submitted to and audited by the State Controller.

(Added by Stats. 1949, Ch. 262).

1768. Correctional activities. As a means of correcting the socially harmful tendencies of a person committed to the Authority, the director may

(a) Require participation by him in vocational, physical, educational and corrective training and activities ;

(b) Require such conduct and modes of life as seem best adapted to fit him for return to full liberty without danger to the public welfare ;

(c) Make use of other methods of treatment conducive to the correction of the person and to the prevention of future public offenses by him.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1945, Ch. 639.)

1768.7. Escape. Any person committed to the Authority who escapes or attempts to escape from the institution or facility in which he is confined is guilty of a misdemeanor.

(Added by Stats. 1945, Ch. 781.)

1769. Discharge. Every person committed to the authority by a juvenile court shall be discharged upon the expiration of a two-year period of control or when the person reaches his 21st birthday, whichever occurs later, unless an order for further detention has been made by the committing court pursuant to Article 6 (commencing with Section 1800).

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1963, Ch. 1693.)

1770. Same. Every person convicted of a misdemeanor and committed to the authority shall be discharged upon the expiration of a two-year period of control or when the person reaches his 23rd birthday, whichever occurs later, unless an order for further detention has been made by the committing court pursuant to Article 6 (commencing with Section 1800).

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1963, Ch. 1693.)

1771. Every person convicted of a felony and committed to the authority shall be discharged when such person reaches his 25th birthday, unless an order for further detention has been made by the committing court pursuant to Article 6 (commencing with Section 1800) or unless a petition is filed under Article 5 of this chapter. In the event such a petition under Article 5 is filed the authority shall retain control until the final disposition of the proceeding under Article 5.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937 ; amended by Stats. 1963, Ch. 1693.)

1772. Discharge : Release from penalties. Every person honorably discharged from control by the authority who has not, during the period of control by the authority, been placed by the authority in a state prison shall thereafter be released from all penalties and disabilities resulting from the offense or crime for which he was committed, and every person discharged may petition the court which committed him, and the court may upon such petition set aside the verdict of guilty and dismiss the accusation or information against the petitioner who shall thereafter be released from all penalties and disabilities resulting from the offense or crime for which he was committed.

Notice. Every person discharged from control by the authority shall be informed of this privilege in writing at the time of discharge.

Definition. "Honorably discharged" as used in this section means and includes every person whose discharge is based upon a good record on parole.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937, and amended by Stats. 1949, Ch. 235.)

Article 5. Commitment to State Prison After Expiration of Control

(Article 5 added by Stats. 1941, Ch. 937)

1780. Petition. If the date of discharge occurs before the expiration of a period of control equal to the maximum term prescribed by law for the offense of which he was convicted, and if the Authority believes that unrestrained freedom for said person would be dangerous to the public, the Authority shall petition the court by which the commitment was made.

The petition shall be accompanied by a written statement of the facts upon which the Authority bases its opinion that discharge from its control at the time stated would be dangerous to the public, but no such petition shall be dismissed merely because of its form or an asserted insufficiency of its allegations ; every order shall be reviewed upon its merits.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1781. Notification. Upon the filing of a petition under this article, the court shall notify the person whose liberty is involved, and if he is a minor his parent or guardian if practicable, of the application and shall afford him an opportunity to appear in court with the aid of counsel and of process to compel attendance of witnesses and production of evidence. When he is unable to provide his own counsel, the court shall appoint counsel to represent him.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

1782. Court orders. Such committing court may thereupon discharge the person, admit him to probation or may commit him to the state prison. The maximum term of imprisonment for a person committed to a state prison under this section shall be a period equal to the maximum term prescribed by law for the offense of which he was convicted less the period during which he was under the control of the Youth Authority. The Adult Authority may, upon the recommendation of the Youth Authority allow any such person time credit reductions from his term of confinement according to the table set forth in Section 2920 of the Penal Code for the time during which such person was under the control of the Youth Authority.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937, and amended by Stats. 1957, Ch. 2256.)

1783. Appeals. An appeal may be taken from the order of the court committing a person to the State prison under this chapter in the same manner as appeals are taken from convictions in the criminal cases under the Penal Code.

(Added by Stats. 1941, Ch. 937.)

Article 6. Extended Detention of Dangerous Persons

(Article 6 added by Stats. 1963, Ch. 1693)

1800. Basis Procedure. Whenever the Youth Authority Board determines that the discharge of a person from the control of the Youth Authority at the time required by Sections 1769, 1770, or 1771, as applicable, would be physically dangerous to the public because of the person's mental or physical deficiency, disorder, or abnormality, the board, through its chairman, shall make application to the committing court for an order directing that the person remain subject to the control of the authority beyond such time. The application shall be filed at least 90 days before the time of discharge otherwise required. The application shall be accompanied by a written statement of the facts upon which the board bases its opinion that discharge from control of the Youth Authority at the time stated would be physically dangerous to the public, but no such application shall be dismissed nor shall and order be denied merely because of technical defects in the application.

(Added by Stats. 1963, Ch. 1693.)

1801. Notice counsel. If the board applies to the court for an order as provided in Section 1800, the court shall notify the person whose liberty is involved, and, if he is a minor, his parent or guardian (if such person can be reached, and, if not, the court shall appoint a person to act in the place

of the parent or guardian) of the application, and shall afford him an opportunity to appear in court with the aid of counsel and of process to compel attendance of witnesses and production of evidence. When he is unable to provide his own counsel, the court shall appoint counsel to represent him.

Court order. If after a full hearing the court is of the opinion that discharge of the person would be physically dangerous to the public because of his mental or physical deficiency, disorder, or abnormality the court shall order the Youth Authority to continue the treatment of such person. If the court is of the opinion that discharge of the person from continued control of the authority would not be physically dangerous to the public, the court shall order the person to be discharged from control of the authority.

(Added by Stats. 1963, Ch. 1693.)

1802. Automatic review ; transfer of custody. When an order for continued detention is made as provided in Section 1801, the control of the authority over the person shall continue, subject to the provisions of this chapter, but, unless the person is previously discharged as provided in Section 1766, the authority shall, within two years after the date of such order in the case of persons committed by the juvenile court, or within five years after the date of such order in the case of persons committed after conviction in criminal proceedings, file a new application for continued detention in accordance with the provisions of Section 1800 if continued detention is deemed necessary. Such applications may be repeated at intervals as often as in the opinion of the authority may be necessary for the protection of the public, except that the authority shall have power, in order to protect other persons in the custody of the authority, to transfer the custody of any person over 21 years of age to the Director of Corrections for placement in the appropriate institution.

Every person shall be discharged from the control of the authority at the termination of the period stated in this section unless the board has filed a new application and the court has made a new order for continued detention as provided above in this section.

(Added by Stats. 1963, Ch. 1693.)

1803. Right of appeal. An order of the committing court made pursuant to this article is appealable by the person whose liberty is involved in the same manner as a judgment in a criminal case. The appellate court may affirm the order of the lower court, or modify it, or reverse it and order the appellant to be discharged. Pending appeal, the appellant shall remain under the control of the authority.

(Added by Stats. 1963, Ch. 1693.)

Article 7. State Aid for Probation Services

(Added by Stats. 1965, Ch. 1029)

1820. Legislative intent. It is the intent of the Legislature in enacting this article to increase the protection afforded the citizens of this state, to permit a more even administration of justice, to rehabilitate offenders, and to reduce the necessity for commitment of persons to state correctional institutions by strengthening and improving the supervision of persons placed on probation by the juvenile and superior courts of this state.

1821. State sharing of cost. From any state moneys made available to it for such purpose, the State of California, through the Department of Youth Authority, shall, in accordance with this article, share in the cost of supervising probationers who could otherwise be committed to the custody of the Director of the Youth Authority or, pursuant to criminal commitment, to the custody of the Director of Corrections, and who are in "special supervision programs."

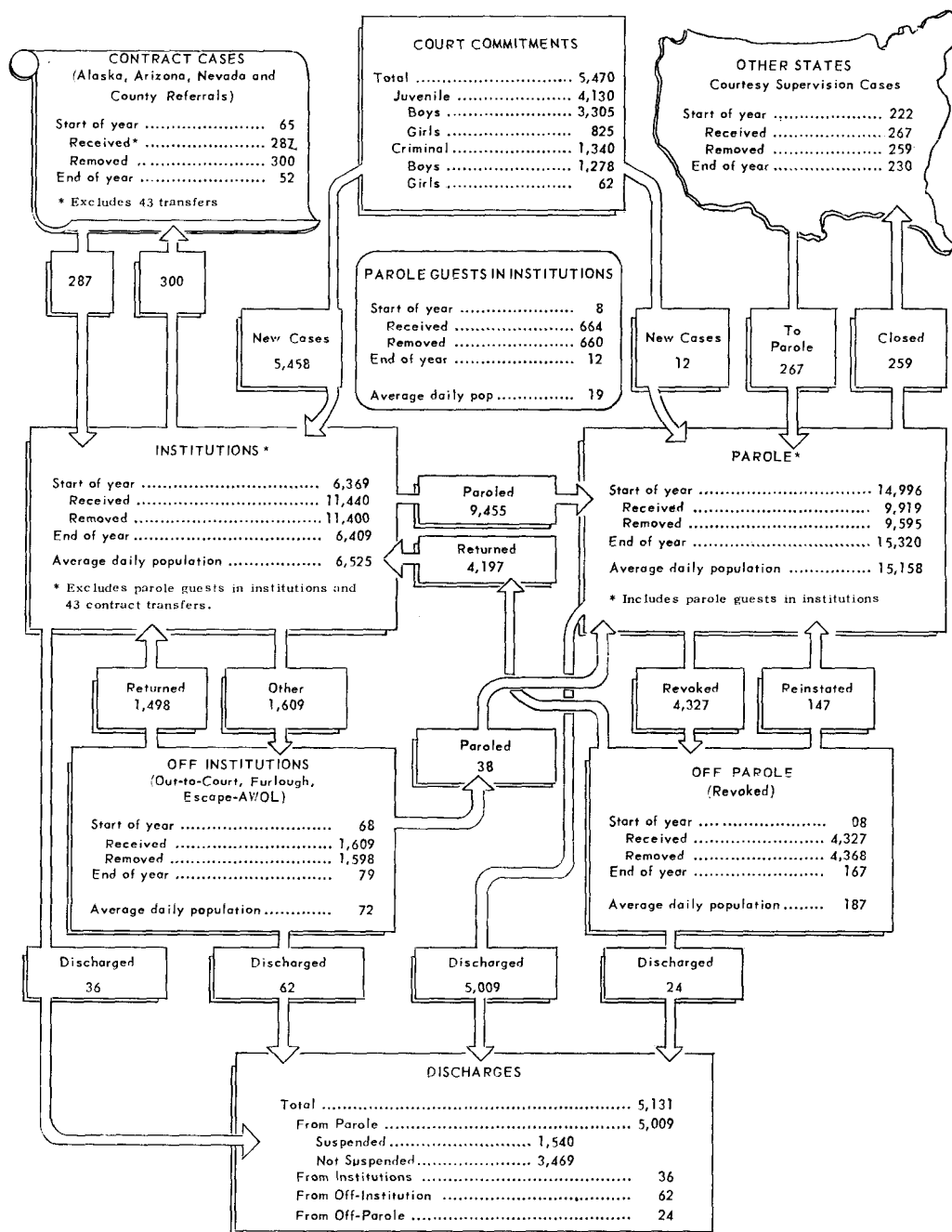
1822. Establishment of minimum standards. The Department of the Youth Authority shall adopt and prescribe, subject to approval by the State Board of Corrections, minimum standards for the operation of "special supervision programs." A "special supervision program" is one embodying a degree of supervision substantially above the usual or the use of new techniques in addition to, or instead of, routine supervision techniques, and which meets the standards prescribed pursuant to this section. Such standards shall be sufficiently flexible to foster the development of new and improved supervision practices.

1823. Development of standards. The Director of the Youth Authority shall seek advice from appropriate county officials in developing standards and procedures for the operation of "special supervision programs."

1824. Application for funds. A county shall make application for subventions toward the cost of special supervision programs to the Department of the Youth Authority in the manner and form prescribed by the department. Any such application must include a plan or plans for providing special supervision and a method for certifying that moneys received are spent only for these special supervision programs.

1825. Approval of application. (a) No county shall be entitled to receive any state funds provided by this article until its application is approved and unless and until the minimum standards prescribed by the Department of the Youth Authority are complied with and then only on such terms as are set forth hereafter in this section.

YOUTH AUTHORITY POPULATION MOVEMENT DURING 1966



APPENDICE 11

Mémoire de M. le juge en chef
Jean-Paul Lavallée

**COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE
LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE**

« VERS UN MONDE (JUDICIAIRE) NOUVEAU »

COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL

Jean-Paul Lavallée,
Juge en chef.

6 janvier 1969.

AVANT-PROPOS

AVANT-PROPOS

Cette enquête demandée par l'exécutif vise divers aspects de l'administration de la Justice dans le but de mener une lutte plus efficace contre le crime.

Le mandat de la Commission est l'étude des problèmes présents relatifs à l'application des lois criminelles et pénales au Québec, cinq points d'enquête étant de plus spécifiés. (Arrêté en conseil No 125).

Le vocable « application » semble trop restreint même dans son sens littéral le plus large pour rendre toute la pensée de l'exécutif. Le « et particulièrement » est une deuxième partie du mandat plutôt que le détail de l'étude envisagée. Il y a lieu de donner au mandat toute la portée voulue sans s'arrêter à son expression écrite.

Ces sujets ont dû aussi s'imposer d'eux-mêmes à l'attention et à l'autorité du ministère de la Justice, même si l'arrêté en conseil indique les demandes de certains groupes de pression ; les uns (sujets) sont les symboles d'un monde changeant, bouillonnant qui rappellent les paroles d'Abraham Lincoln : « comme notre cas est nouveau, nous lui devons des pensées nouvelles et des actions nouvelles ».

C'est définir aujourd'hui la Justice de DEMAIN pour vivre dans « un monde nouveau ».

« Nul besoin humain n'est plus fondamental que celui de sécurité personnelle. Nul désir n'est plus instinctif que celui d'être libéré de la peur. Si nous ne nous sentons pas en sécurité chez nous et dans la rue, si nous sommes menacés — que ce soit par l'agent d'un État policier ou par un simple criminel — alors nous ne sommes pas libres. » (Edward M. Kennedy)

Fournir cette protection qui est le fondement de la liberté et de la sécurité est le premier devoir d'un gouvernement, accompli par le pouvoir judiciaire. L'économiste ajouterait à ma réflexion : « Pour être libre, il faut avoir un peu d'argent. »

La recherche nécessaire à la préparation de mon document m'a révélé un horizon plus loin que soupçonné et un territoire jouché de retards, d'idées

vierges parce que non mises à exécution et de reculs. Pour être d'AU-JOURD'HUI dans DEMAIN il va falloir en passer des bouts.

Mon document sera plutôt caractérisé par l'éclectisme.

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Notre constitution québécoise dans sa croissance historique a conservé dans sa structure la division du pouvoir qui est partagé entre trois organismes : le législatif, l'exécutif et le judiciaire. C'est la continuité historique de la « Sainte Trinité de Montesquieu ».

Dans une étude récente Monsieur André Vachet de l'Université d'Ottawa donne ses réflexions sur la « division de pouvoir et intégration sociale » : de Montesquieu à la crise actuelle du parlementarisme ». (Revue canadienne de science politique, vol. 1, septembre 1968, No 3, page 261.) L'expression division des pouvoirs et non séparation est à noter.

« La nature de la fonction judiciaire, dit Monsieur A. Vachet, réduite à la prise de position intellectuelle par rapport à un ordre reçu, la distingue à tel point des puissances législative et exécutive qui créent et matérialisent cet ordre qu'elle est dotée d'un statut particulier. »

« C'est, ajoute-t-il, le partage social du pouvoir qui fonde la liberté réelle et donne un contenu à la division politique du pouvoir. Pour que les hommes et la société soient libres, il faut que le pouvoir soit distribué, qu'il devienne social, c'est-à-dire identifié aux forces réelles de la société. » « It is not the constitutional form that stands in the center of his (Montesquieu) theory, but its social substructure. » (F. Newman). C'est en somme l'équilibre social des forces dans le cadre de tels trois organismes.

L'intelligence de cette division des pouvoirs en regard de la constitution québécoise permet d'aborder l'étude du pouvoir judiciaire dans une optique réelle et moderne. Il n'est pas inutile de rappeler les principes et les éléments fondamentaux d'un régime de droit, tel que défini lors des congrès tenus sous l'égide de la Commission internationale des Juristes. Tels principes et éléments ont été définis en vue de leur application dans la société et plus particulièrement dans le cadre des trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Il a été reconnu, entre autres choses,

« que la primauté du droit est un principe dynamique et qu'il appartient avant tout aux juristes d'en assurer la mise en œuvre et le plein épanouissement, non seulement pour sauvegarder, favoriser et promouvoir les droits civils et politiques

de l'individu dans une société libre, mais aussi pour établir les conditions économiques, sociales et culturelles lui permettant de réaliser ses aspirations légitimes et de préserver sa dignité. »

Il faut aussi noter que le pouvoir exécutif (art. 3b, chap. 16, 13-14 Éliz. II, 1965) et le pouvoir judiciaire sont liés par la loi.

La Commission Prévost a fait connaître aux juges via la Conférence des juges les principaux sujets (12) en relation avec le pouvoir judiciaire.

Cet inventaire à lui seul invite à la réflexion sur des structures judiciaires qui sont encore un peu trop archaïques et qui ne répondent plus aux besoins de la société moderne québécoise voulant la Justice plus humaine. Si les humbles renoncent à demander justice, c'est le préjudice de la justice ancienne à la société moderne. « En bref, sans que l'on y prenne garde, l'anarchie s'installe dans une société florissante. »

Il faut reconnaître que le ministère de la Justice a depuis quelque cinq ans sorti de la grande noirceur pour se donner une infrastructure administrative très valable, mais malheureusement trop souvent paralysée dans son action d'exécution par, entre autres choses, certains autres départements ministériels.

LE POUVOIR JUDICIAIRE

LE POUVOIR JUDICIAIRE

Qui est-il cet inconnu ? Dans les grandes circonstances, lors des discours bien préparés et lus à l'auditoire, l'orateur élève parfois la voix sur certains éléments du pouvoir judiciaire. À titre d'exemples, voici quelques extraits du « traditionnel » :

- La plus noble fonction de l'humanité est celle de rendre la justice : (Voltaire)
- Le grand frisson de Lamennais à la pensée qu'un homme juge un autre homme :
- Le rappel à l'intégrité et au labeur en regard du traitement :
- Une allusion au savoir et au zèle, mais l'auditoire pensant à certains individus se demande si c'est de l'humour :
- Le bilinguiste rejoignant à « longueur de bras » Cicéron par une citation en latin :
- Une revue des événements à la fin du siècle pour signaler un vieux projet d'un grand Palais de Justice :

Ces éclats de voix de l'orateur sont des murmures pour les convives qui s'endorment.

Tout cela rappelle les dires de l'humoriste anglais au sujet d'un grand compositeur : « his music is nice when you don't hear the sound ».

Cette réflexion, voulue ironique, sur le passé a le mérite de rappeler un désir d'agir sans moyen d'action avec en plus l'inertie des habitudes.

Le pouvoir judiciaire étant nécessaire à l'efficacité et à l'indépendance de l'autorité judiciaire, la fonction du pouvoir judiciaire se révèle par la définition de ses éléments fondamentaux et par leur coordination entre eux. Dans cette perspective sa structure institutionnelle doit comprendre, entre autres données de base, la Justice, le ministère de la Justice, l'autorité judiciaire, le ministre et l'infrastructure de coordination.

I

LA JUSTICE

Il y a beaucoup à dire sur tout ce qui entre dans le concept de la justice. « La justice est cette vertu qui a pour objet le droit ou le juste ». Cela veut dire qu'elle a pour objet de faire régner entre les divers hommes l'harmonie des rapports fondés sur le respect de l'être et de l'avoir qui sont légitimement ceux d'un chacun. Le droit sur lequel porte la vertu de Justice ne regarde pas seulement les rapports des particuliers entre eux dans la société : il regarde aussi les rapports des particuliers avec l'ensemble.

Saint-Thomas l'a défini : « une disposition constante et perpétuelle de la volonté qui nous presse d'accorder à chacun son droit ». Le P. Pègues traduit comme suit cette définition : « La vertu de Justice est cette perfection de la volonté de l'homme qui le porte à vouloir et à réaliser, en tout, spontanément, et sans se désister jamais, le bien de la société dont il fait partie sur cette terre et aussi tout ce à quoi peut avoir droit l'un quelconque des êtres humains qui sont en rapport avec lui ».

C'est la division de la Justice qui est générale (légale) ou particulière, distributive ou commutative. C'est l'équilibre social entre l'intérêt général et l'intérêt particulier.

Par voie de déduction et d'extension sont compléments l'équité, la déclaration des droits de l'homme, la déclaration des droits de l'enfant et l'assistance judiciaire.

« Les hommes, dit-on, sont égaux spécifiquement, mais ils sont individuellement inégaux. » L'économiste ajoute que la richesse s'épuise, mais la pauvreté jamais.

Il se dégage de telles déclarations que le fondement de la liberté et de la justice est l'égalité en fait et en droit des individus sans aucune exception et sans distinction ou discrimination.

L'État se doit d'assurer cette égalité pour donner aux humbles comme aux plus fortunés la même Justice et son accès égal pour tous, et partant organiser et fournir les services nécessaires à cette fin, notamment l'assistance judiciaire.

Les trente articles de la Déclaration universelle des Droits de l'homme et les dix principes de la Déclaration des Droits de l'enfant doivent donner un éclairage constant et interne sur cette colline sociale, le pouvoir judiciaire.

Si la vertu de justice, comme susdit, porte sur le droit, ce droit surtout le droit pénal doit être un instrument de l'ordre social non immuable et évolutif. Les droits sociaux sont plus nuancés. Ils ne sont pas des notions purement juridique ; ils sont moins des principes de droit que des règles d'action.

Le droit criminel et pénal est une science normative. C'est se définir pour allier fermeté et souplesse dans un but d'adaptation à un monde en transformation. C'est mettre en harmonie la loi répressive et l'échelle des valeurs essentielles de l'homme de notre temps.

C'est quoi aujourd'hui la norme en matière criminelle et pénale ? Ce sera quoi demain ?

Trois notions sont encadrées dans cette norme, soit prohibition, procédure et absence de formalisme.

- "The Criminal quality of an act cannot be discerned by intuition ; nor can it be discovered by reference to any standard but one : is the act prohibited with penal consequences ? " (Lord Atkin, 1931 A.C. 310)
- "The history of liberty has largely been the history of observance of procedural safeguards (M. Frankfurter 1943, 318 U.S. 332)".
- La procédure qui est un élément essentiel à la garantie des droits fondamentaux a aussi pour but d'harmoniser les relations entre les plaideurs pendant l'instance et leurs relations avec le juge. « Elle doit faciliter la communication claire des messages de chacun et la bonne solution du procès dépend presque toujours de la qualité de l'éclairage projeté sur les questions posées. »
- La justice doit être libérée de son formalisme qui la dessèche. Devant l'anachronisme de certaines dispositions le prévenu, le plaideur semble traité comme une abstraction : la décision ne marque parfois que la fin d'un procès sans être un jugement effectif de l'instance.

Le Palais de Justice c'est trop souvent pour le public un univers mystérieux par le délabrement matériel, par le vocabulaire en usage, par l'inaccessibilité du fonctionnaire, y compris trop souvent le magistrat, par une procédure qui complique les choses les plus simples, par l'arbitraire sans même l'apparence de la persuasion, par la lenteur calculée dans certaines juridictions pour diminuer au minimum le « caseload », etc...

Cet inventaire peu réjouissant me rappelle les commentaires de Pierre-Antoine Perrod, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats de Lyon :

- « Je voudrais me refuser à faire mienne cette phrase si souvent répétée de l'avocat général Servan en conclusion d'un commentaire sur l'esprit des lois : « Dans les législations le tout est assez mal : mais il n'est rien ou peu de choses qui puissent être mieux. « Au moins faudrait-il tenter de faire d'abord ce peu de choses. »

« Les conditions de la vie moderne ont multiplié les occasions de délinquance. L'éclatement de l'environnement social avec l'abandon progressif de la vie rurale et les migrations vers les grandes agglomérations anonymes ont fait sauter les freins de la conscience publique. L'homme ne vit plus sous le regard amical, mais vigilant, de ses proches, parents ou amis. La solitude, malgré la foule, encourage la vacuité de la raison et l'errance de l'imagination. Celle-ci est polarisée par les signes violents et érotiques que la publicité développe pour retenir l'attention des sens. La nécessité des déplacements toujours plus rapides et plus fréquents justifie la passion pour la motorisation et l'ivresse de la vitesse. »

« Le commerce, dans ses formes les plus dynamiques, aiguise les envies et constitue une tentation permanente pour les faibles. Les modes se succèdent toujours plus vite, dépréciant les merveilles d'hier et sapant l'antique respect de l'homme pour l'œuvre sortie de ses mains dans l'effort et la patience. »

« La liberté ne débouche-t-elle pas naturellement vers l'anarchie et par réaction vers la dictature du plus fort ? »

En somme c'est la perspective de la justice pénale. Alors la réadaptation constante de notre droit, de notre droit criminel et pénal à la réalité d'actualité s'impose.

Plus l'homme avance dans la connaissance de sa propre nature et de l'univers ambiant, plus il est exigeant sur la qualité de ses lois.

La récente décision dans l'affaire *Mandeville vs. La Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal* (Montréal, C.S. 734-498) a mis en lumière une fois de plus le préjudice causé par des lois qui ne reflètent plus la conscience publique de la nation. (Voir définition susdite de la primauté du droit). Pourtant la Déclaration des Droits de l'enfant (Principe 1) existe depuis 1959.

« L'enfant doit jouir de tous les droits énoncés dans la présente déclaration. Ces droits doivent être reconnus à tous les enfants sans exception aucune, et sans distinction ou discrimination fondées sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance, ou sur toute autre situation, que celle-ci s'applique à l'enfant lui-même ou à sa famille. »

(PRINCIPE PREMIER)

Pourquoi conditionner l'évolution législative à l'accumulation des torts ?

Une considération se dégage de cette situation, le pouvoir judiciaire doit avoir un mécanisme de revision constante des lois. Cet élément sera traité plus loin lors de la définition du conseil de la magistrature.

Un élément du droit pénal et criminel est le processus de l'élaboration de la sentence (dans le sens anglo-saxon « *sentencing* »). La sentence judiciaire dans son élaboration doit se référer à des procédés de technique juridique, légaux ou jurisprudentiels la réglementant. D'autre part pour être d'actualité, la discussion de ce problème est à caractère multidisciplinaire. Comme c'est le juge qui doit élaborer la sentence, l'étude du processus est ici reportée au chapitre « autorité judiciaire ».

II

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE

L'organigramme de ce ministère révèle une structure administrative qui permet une communication directe et rapide avec le directeur du service concerné.

Cette gestion en direction de l'efficacité révèle une libération des initiatives dans les cadres d'une réglementation administrative assez bien pensée et souple.

Notre étude doit s'arrêter ici aux relations administratives entre l'autorité judiciaire représentée par le juge en chef et le ministère de la Justice.

Ce cadre restreint comprend, entre autres choses, les postes suivants : —

- Le personnel des juges.
- L'équipement au service des juges.
- Définition des programmes de rénovation ou de construction des espaces au service des juges.
- Appréciation des besoins prioritaires en regard des budgets.
- Étude des prévisions budgétaires en regard de tels postes.
- Toute autre affaire avec l'autorité judiciaire.

La cause en général des problèmes administratifs du ministère de la Justice en regard de l'autorité judiciaire (juge en chef) est la lenteur affolante de la Fonction publique, l'inaction effarante du ministère des Travaux Publics et parfois le Service de la Trésorerie (pas décidé du qualificatif).

Des candidats valables sont perdus parce qu'ils ne veulent ou ne peuvent pas attendre les délais trop longs d'engagement (concours, etc.). Cependant des candidats nuls et non acceptables réussissent trop souvent à franchir les étapes de procédures à une vitesse supersonique (sans bruit coutumier). Il ne m'appartient pas de juger « l'Establishment » politique de notre démocratie québécoise.

À la vérité, je le redis, le ministère des Travaux Publics ne doit pas politiser et paralyser par son inaction le ministère de la Justice.

Le ministère de la Justice doit, à mon humble avis, programmer son action administrative en regard des besoins et le ministère des Travaux Publics à l'exécution de *certain*s projets définis par la Justice dans le cadre de sa juridiction. Ce dernier remet en question le bien-fondé des demandes de la Justice sans avoir les éléments d'appréciation. Trop souvent c'est une absence totale de connaissance chez l'interlocuteur qui ne devine même pas son ignorance.

Si la question de budget se pose en regard d'une demande, la réponse peut être donnée sans délai et le ministère de la Justice recherchera alors les moyens de solution.

Cette attitude et cette ingérence créent une situation préjudiciable à la bonne administration de la Justice. La division des pouvoirs est admise pour garantir l'indépendance de l'autorité judiciaire et cette dernière (juge en chef) est placée au milieu de conflits politiques qui sont une obstruction au travail judiciaire. Le juge en chef d'une Cour pourrait employer son temps à meilleur escient.

Quand des officiers supérieurs écrivent qu'un juge ne vaut guère mieux qu'un sous-ministre, le temps est grandement venu de réfléchir sur la valeur de notre société. Les individus sont discutables et discutés, mais la fonction judiciaire ne doit jamais l'être.

De plus comme les dépenses annuelles du ministère de la Justice ne sont pas rentables politiquement, les coupures budgétaires, sous prétexte d'économies, sont décidées par l'exécutif au préjudice du pouvoir judiciaire.

Le conseil de la magistrature (voir ce chapitre) devra être l'organisme pour régler les relations administratives du ministère de la Justice avec l'autorité judiciaire, le ministère des Travaux Publics étant remis dans sa voie selon sa « vocation » en lui rappelant respectueusement certaines vertus nécessaires en administration publique y compris celle de l'efficacité.

III

L'AUTORITÉ JUDICIAIRE

Les juges sont les interprètes de la Justice ; ils en sont pour ainsi dire l'incarnation. Le ministère de la Justice se consacre au fonctionnement de la magistrature. Les Palais de Justice ne sont-ils pas les maisons des magistrats ?

Il semble y avoir un déclin institutionnel du rôle du juge. L'indifférence et la désaffection du monde moderne à l'égard du juge se constatent dans les propos des gens. « C'est aussi en dehors de lui que se développent, sur les plans international, social et économique, des conflits dépassant la nature de son statut actuel, et qui accaparent, au premier rang, le souci de justice de l'homme contemporain ». Par exemple la justice sociale chemine à travers les conventions collectives où le juge est absent.

La justice en soi est paisible et le procès manifeste une maladie de cette dernière. La conciliation, la réconciliation des plaideurs, la transaction sont des aspects de la perfection.

La restauration moderne du juge doit faire place à la vision ancienne de la magistrature. La physionomie d'une nation, dit-on, est partie modelée par ses mœurs judiciaires. Cependant les gens s'intéressent surtout à la justice dans l'optique du crime.

« Cette restauration du corps de la magistrature ne saurait attendre la scission des générations, car alors le jugement sera que le juge n'est plus à la hauteur de sa fonction. »

La conception nouvelle de la Justice doit être un état d'esprit nouveau chez le juge. « Le style c'est l'homme ! » Chez les hommes qui remplissent une fonction, c'est aussi la fonction. La justice de nos juges du Québec sera ce que les juges du Québec la feront.

« Les générations qui montent ont cessé, d'une manière irréversible, de respecter, à travers les hommes, les fonctions qu'ils remplissent, à moins que ces hommes ne sachent faire respecter, en leur personne même, les fonctions

qu'on leur confie ! Bonne ou mauvaise, cette évanescence des respects pré-constitués doit être tenue pour un fait ».

Dans cette optique d'une nouvelle définition il n'est pas inutile de rappeler les propos du professeur René Savatier :

« L'économie politique et comptable, dans le monde actuel, ne commande pas seulement le contenu intérieur de la justice. Elle touche aussi, nécessairement, la manière dont celle-ci est offerte et rendue ; car la justice est un service public. Et l'économie nouvelle rapproche inévitablement les services publics des entreprises, encore qu'on ne puisse en méconnaître les différences. Elle oblige, du moins, nos contemporains à ne pas négliger le prix de revient de la justice, ses exigences comptables, et, au sens large, sa productivité ! »

« Comprendre cette nécessité, c'est toutefois, de la part des magistrats, changer de registre. Il ne s'agit plus d'analyser les causes d'un certain déclin de la magistrature, mais de chercher à y parer ».

« Rendu à ses dimensions, le service public de la justice est sans prix ! L'État ne peut, sans déchoir, lésiner sur ses besoins. En revanche, il peut exiger que les dépenses faites aient, au sens moral du mot, le meilleur rendement. »

« Soyez ce que vous êtes messieurs les juges, mais pas trop. »

Les tribunaux judiciaires, qui sont l'ensemble des Cours avec définition de leur constitution, administration et juridiction, sont une chose et l'autorité judiciaire, une autre. De notre loi des tribunaux judiciaires, il faudrait tirer les éléments de son cadre. La création d'une Loi des juges (ou de l'autorité judiciaire) est nécessaire, les dispositions valables de la Loi des privilèges des magistrats (chap. 25, S.R.Q., 1964) y étant incluses.

Cette nouvelle constitution des tribunaux devrait donner, à part la Cour d'Appel, des Cours civiles, des Cours criminelles et pénales et des Cours juvéniles et familiales.

La loi projetée de l'autorité judiciaire serait, entre autres choses, une définition de la fonction d'un juge en chef ; elle traiterait aussi du recrutement des juges, de leur retraite, de leur destitution, de leur formation et de l'éthique.

A

LE JUGE EN CHEF

Ce vocable comprend le juge en chef adjoint. La Cour d'Appel n'est pas ici considérée dans cette étude. L'importance de cette fonction se passe de démonstration.

La vie économique et sociale fournit à l'autorité judiciaire toute la gamme des conflits de l'individu et de la personne morale (y compris l'État) en regard de la liberté et des biens.

Le président, le directeur général d'une entreprise importante (un aspect de la vie économique et sociale) a le bénéfice dans sa gestion d'une infrastructure où se retrouvent, entre autres définitions, celle de l'efficacité productive, de la ligne d'autorité, de la discipline, du subalterne, de l'unité de pensée face à la concurrence, recherche et décision éclairée.

Ce qui est reconnu comme valable et nécessaire dans l'industrie, ne se retrouve pas dans le cercle administratif du juge en chef. Pourtant la Justice, service public de première importance pour l'État et une denrée de nécessité n'a peu, en fait, de moyens pour assurer une justice de qualité.

Le juge en chef n'a, par la loi, qu'une autorité administrative à peine cléricale. On lui nomme parfois des juges de compétence et de personnalité discutables et discutées. La recherche et la technologie ne savent même pas où est son bureau de travail. On dira peut-être un tel juge en chef ne saurait que faire avec tels moyens. D'accord, mais alors pourquoi l'a-t-on nommé à ce poste ? Un tel autre juge en chef est toujours satisfait de ce qu'il a fait, jamais insatisfait de ce qu'il n'a pas fait.

Est-ce que la communication et le dialogue administratifs avec le ministre sont faciles et facilités ?

Le juge en chef heureux est celui qui s'en fiche et se tient à l'écart de la responsabilité réelle de sa fonction. C'est aussi un moyen de conserver sa santé. Dans ce cas l'organisme se préserve bien du virus « le trop occupé à ne rien faire ».

La fonction de juge en chef bien définie et bien assumée c'est la vie de toute une Cour. Le cas contraire a révélé l'ampleur du préjudice.

L'importance admise de cette fonction, il faut considérer sa définition, le choix du candidat, la durée de son terme et sa retraite.

Le cadre de son autorité est : —

- administration générale de la Cour.
- exécution du travail judiciaire (distribution des causes, tenue des séances, décorum, éthique à l'égard du public et du Barreau).
- direction de la recherche.
- voir à la formation des juges.
- surveillance et direction des juges qui doivent respecter son autorité, exécuter ses décisions et suivre ses recommandations.
- droit de suspendre un juge, un rapport motivé devant être remis au Conseil de la magistrature dans les 8 jours pour étude à la plus proche convenance afin que le juge visé puisse faire un exposé de ses vues et qu'il ne soit pas exposé aux incompatibilités de caractère au détriment de l'objectivité.
- membre du Conseil de la magistrature.
- prendre toute autre décision dans l'intérêt de la justice.

Le juge en chef doit être un juriste et un administrateur d'un âge pour être encore de son époque. En mettant le prix vous ne manquerez pas de candidats. Le traitement des juges en chef fédéraux est près de la réalité économique et non celui des juges en chef provinciaux.

« Quand on accorde des honneurs, on sait précisément ce que l'on donne ; mais, quand on y joint le pouvoir, on ne peut dire à quel point il pourra être porté. » (Montesquieu)

À la fin du terme le juge en chef aura le choix de continuer à siéger à la même Cour, sans diminution de traitement ou prendre sa retraite comme s'il avait atteint l'âge prévu (70 ans présentement). La norme du monde des affaires doit être ici rappelée :

« An executive should hold his job for seven years or so. You really can't be a catalyst in a corporation if you're around too long. You should do things to change the company's direction, then turn it over to someone with new ideas. »

B

LES JUGES

Le rapport du Barreau du Québec a fait des suggestions valables sur la nomination des juges. La recommandation du Conseil de la magistrature devrait aussi être obtenue. Le traitement des juges provinciaux a éloigné trop souvent des candidats valables. Cette situation est préjudiciable à la Justice ; elle a aussi maintenu le fossé préjudiciable entre la magistrature fédérale et la magistrature provinciale.

La loi devrait être modifiée pour porter de 10 ans à 15 ans de pratique, l'âge d'admissibilité d'un avocat à la magistrature. Entre 10 ans et 15 ans de pratique c'est, en général, la période où la personnalité de juriste se révèle et s'affirme.

Cette consultation préalable par le ministère de la Justice avec le Barreau et le Conseil de la magistrature a pour but d'enrayer le mal des « petites influences politiques indues ».

« Mais la magistrature, dit M. René Savatier, est fondée à demander, au gouvernement qui les choisit, de ne les prendre que dans une véritable élite ! Il serait déplorable que des influences, politiques ou autres, introduisent dans la magistrature des hommes qui y chercheraient une situation tranquille, après les déceptions éprouvées dans l'essai, plus ou moins prolongé, d'une autre profession ! »

Il faudrait une orientation législative vers l'âge de 65 ans, comme âge de retraite. Dans la vie économique cette norme a été prouvée comme

valable et nécessaire. Présentement un juge qui a atteint 65 ans et qui a été 15 ans sur le banc devrait être mis à la retraite.

Le juge qui se retire avant l'âge de la retraite pour raison de santé reçoit une pension moindre (\$12,000.00) que celle prévue à la limite d'âge (\$14,000.00). Si la pension initiale était augmentée à \$14,000 à 70 ans (âge de la retraite), le règlement de certains cas particuliers serait facilité, un avantage pour la justice ¹.

La procédure de destitution serait la suivante : —

- rapport motivé du juge en chef au Conseil de la magistrature.
- étude et enquête du Conseil de la magistrature avec recommandation au ministère de la Justice. Sur réception du rapport du Conseil de la magistrature, le ministre de la Justice devrait suspendre le traitement du juge jusqu'à la décision de la Cour d'Appel.
- requête avec diligence du procureur général à la Cour d'Appel qui devrait entendre la cause par préférence, l'article 76 devant être modifié pour indiquer rapport avec recommandation.

Dès l'entrée en fonction d'un juge, le juge en chef devrait lui dire ce qu'il entend par la justice avec documentation, rapports, étude (recherches), règles d'éthique, etc.... Il ne serait peut-être pas inutile de rappeler que la pleine paie exige une pleine journée de travail.

« Le problème de l'élaboration de la sentence pénale apparaît dès que le juge a donné une réponse affirmative aux questions que posent la matérialité du fait contraire à la loi pénale et son imputabilité ». La loi autorise le juge à se mouvoir entre un maximum et un minimum avec parfois qualification de circonstances comme aggravantes ou atténuantes.

La gravité de l'infraction est un élément pour déterminer la peine. L'appréciation de cette gravité demande au juge de mettre de côté sa subjectivité et les pressions sociales de répression. La loi et la conscience publique sont les deux critères. Cette confrontation de tels deux critères montre la fonction éducative de la justice pénale. « C'est la prise en considération, dit M. J. Pinatel, de la personnalité du coupable, c'est la recherche de l'homme sous le criminel ».

C'est ici que la question de responsabilité du coupable se pose et que le juge doit rechercher la réponse avec l'avis des experts. En somme c'est là l'humanisation de la sentence pénale et l'individualisation de la sanction. (Voir documents ci-joints (A) Jean Chazal sur le processus et (B) professeur Graham Parker).

¹ Chiffres antérieurs au bill 72 sanctionné le 12 décembre 1969.

La césure du procès pénal est selon les uns une question discutable et discutée.

Après réflexion je partage avec agressivité l'opinion de Monsieur le Juge Chazal : —

« Enfin, il est indiscutable que certains esprits, à la faveur d'une division obligatoire de l'instance, seraient enclins à soutenir que seule la première partie du procès doit être soumise à l'appréciation du juge, la seconde phase se déroulant devant un organisme technico-administratif qui statuerait sur la mesure ».

« Ce système, s'il était appliqué, ne nous paraîtrait pas sans danger ».

« Il constituerait, dans un pays vivant sur la notion de la séparation des pouvoirs, un empiètement fâcheux dans le domaine de l'autorité judiciaire. Elle est gardienne des libertés individuelles et des droits familiaux. À elle seule, il appartient de les limiter, lorsqu'ils se trouvent en conflit avec l'intérêt éducatif de l'enfant, expression particulièrement élevée de l'intérêt social. D'autre part, tout organisme à caractère administratif est dans la dépendance du pouvoir exécutif et l'on peut redouter que, dans des périodes troublées, un organisme extra-judiciaire ne confisque la personne de l'enfant au profit d'une idéologie partisane, politique, confessionnelle. Enfin, le sort de l'enfant ne saurait dépendre des seules techniques, quelles que soient leur valeur et les garanties scientifiques mises à leur exercice. Il arrive que les techniques se contrarient. Il arrive aussi que leur application systématique et sans nuance vide le cas individuel de son contenu humain. Pour toutes ces raisons, il nous paraît hautement souhaitable que le juge reste présent au cours de toute l'instance ». (Voir document C ci-joint la césure...).

La garantie d'indépendance judiciaire qui est nécessaire pour créer le lien de droit doit exister pour la sentence. La consultation scientifique doit être présente au délibéré comme un service auxiliaire au juge. C'est l'esprit de travail d'équipe, mais toute la décision est impartageable et doit être l'expression de la conscience et de la responsabilité du juge.

IV

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE

La loi du ministère de la Justice (1965, chap. 16, 13-14 Éliz. II, Vol. 1, S.R.Q.) donne les devoirs du ministre de la Justice. Il devrait être en plus l'intermédiaire entre les pouvoirs législatif et exécutif et le Conseil de la magistrature pour l'exécution des demandes de ce dernier. Il devrait rencontrer au moins annuellement, chaque juge en chef. Tel dialogue administratif est toujours valable au niveau supérieur des cadres.

V

LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE

Ce serait un organisme de coordination des secteurs du pouvoir judiciaire. Ces rapports seront en principe des décisions exécutoires et non des recommandations.

Les juges en chef formeraient ce conseil avec secrétariat permanent dont les dépenses encourues seraient prévues au budget. Le juge en chef de la Cour d'Appel n'en ferait pas partie ; il pourrait être invité à participer à certaines décisions administratives, (budget, etc...). Le mot « supérieur » doit être omis du nom de ce conseil, vus que tous les juges en chef des Cours en font partie.

Un sous-ministre du ministère de la Justice en serait membre. Le Conseil de la magistrature aurait intérêt à avoir comme membre une personnalité des secteurs économique et financier. Le conseil choisirait annuellement un président et un vice-président et ferait les règlements usuels d'administration.

La fonction : le rôle de ce conseil serait : —

- organisme de coordination entre les secteurs du pouvoir judiciaire en regard des relations administratives avec l'autorité judiciaire. (voir page 539, cadre de cette administration)
- rapport décisif au ministre de la Justice dans tel cadre.
- recommandation préalable au ministre de la Justice sur les candidats à la magistrature.
- rapport motivé au ministre de la Justice pour destitution d'un juge.
- rapport annuel au ministre de la Justice sur les lois et leur évolution nécessaire.
- faire tout autre chose dans l'intérêt de la Justice.
- Être un instrument de première objectivité à la collaboration entière avec le ministre de la Justice.

COUR DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

Référant à la documentation soumise, à mes auditions devant votre Commission, à mon rapport du 8 avril 1968 au ministère de la Justice (Cour familiale au Québec) les recommandations suivantes sont à retenir :

1. — Changer le nom de la Cour qui prête à confusion avec le ministère du Bien-Être et de la Famille et implique indirectement la Justice dans des problèmes sociaux et politiques ; le nom suggéré est « Cour juvénile et familiale » qui cadre aussi dans une participation nécessaire au Conseil canadien des Juges des enfants et de la famille.

2. — Le principe admis d'une Cour familiale pour la protection juridique de l'unité familiale qui doit étudier dans les cadres civil, pénal et constitutionnel.
 - étude préalable de l'infrastructure administrative en regard des coûts pour modification des structures actuelles.
 - étude préalable des besoins en aménagement et en personnel, y compris procureurs spécialisés (mariage conseiller).
 - établir une section juvénile et une section adulte et définir les relations entre elles.
 - programme de formation des juges. Choisir selon des critères de personnalité à être définis en regard de telle spécialisation.
 - faire d'abord une expérience pilote dans les districts de Montréal et Québec.
 - planification et modernisation des greffes.
3. — Centres d'Accueil masculins et féminins pour délinquants sous la juridiction du ministère de la Justice.
4. — Probation pour juvéniles sous l'autorité exclusive du ministère de la Justice.
5. — Modification de la Loi de la protection de la jeunesse pour que la décision du juge soit un ordre de placement dans une école et non une simple recommandation du ministre du Bien-Être : prévoir des sanctions contre l'école, le directeur ou autre personne responsable en cas d'inexécution.
6. — Faire disparaître d'absence de services pour traitements psychiatriques internes.
7. — Assistance judiciaire permanente offerte aux parents et à l'enfant (public defender).
8. — Avoir un sous-ministre à la Justice pour affaires juvéniles et familiales.

Monsieur le Président Yves Prévost, C.R.,
Messieurs les Commissaires,

Je suis hésitant à vous remettre cette étude qui n'est qu'un produit brut de l'expérience et de la réflexion.

Le manque de temps et l'absence de moyens de recherches n'ont pas permis le finissage.

Vos consultations et vos auditions ont été appréciables et appréciées.

J'attends sous peu le rapport sur procédés de technique juridique, légaux ou jurisprudentiels règlementant l'élaboration de la sentence judiciaire (VIII Congrès à Lisbonne 1961). Je vous le communiquerai à la plus proche convenance.

Le désir de collaborer est grand, mais les moyens trop modestes.

Cordialement vôtre,

J. P. LAVALLÉE,
Juge en chef,
Cour de Bien-Être social.

DOCUMENT « A »

**LE PROCESSUS D'ÉLABORATION DE LA
SENTENCE PÉNALE : ASPECTS PSYCHO-SOCIAUX ¹**

par Jean CHAZAL

Conseiller à la Cour de cassation, Paris

C'est assurément au sens que donnent les Anglo-Saxons au mot « *sentencing* » que nous devons étudier la sentence pénale dans son processus d'élaboration.

L'étude du *sentencing* est suffisamment vaste pour que dès l'abord je m'applique à délimiter le sujet et à souligner les points sur lesquels je me propose de faire porter mon propos.

Je n'entends, d'ailleurs, qu'introduire une discussion qui doit se révéler fructueuse, autant parce qu'elle aura un caractère multidisciplinaire que parce qu'y participeront d'éminents spécialistes de la criminologie, des sciences humaines et du droit.

Le problème de l'élaboration de la sentence pénale apparaît dès que le juge a donné une réponse affirmative aux questions que posent la matérialité du fait contraire à la loi pénale et son imputabilité.

Comment le magistrat élabore-t-il alors sa sentence, autrement dit sa décision relative à la sanction, que celle-ci soit une peine au sens classique du mot ou une mesure de resocialisation ?

Je ne parlerai pas des procédés de techniques juridiques, légaux ou jurisprudentiels réglementant l'élaboration de la sentence judiciaire. Ces questions figuraient à l'ordre du jour du VIII^e Congrès de l'Association internationale de droit pénal qui s'est tenu à Lisbonne en septembre 1961. Elles y ont été traitées de façon complète.

Je me propose d'approcher le problème du *sentencing* en quelque sorte de l'intérieur, et à partir de la réflexion du juge sur sa propre sentence.

C'est là pour le magistrat une réflexion de la plus haute importance. Elle témoigne d'une connaissance vécue. Elle suppose une conscience sachant rester insatisfaite afin de ne pas sombrer dans des automatismes de pensée, dans un conformisme routinier, dans un rituel se complaisant dans la forme, dans un système de tarification... désincarné. Elle ne saurait s'écarter de l'idée même de justice et, dans le même temps, elle doit se développer dans le souci constant d'assurer une bonne politique criminelle.

Puisque c'est une peine que prononce encore le plus souvent le juge, il est intéressant de se demander si, pour lui, la gravité de la sanction doit être proportionnée à la gravité de l'infraction, commise.

¹ Rapport présenté au IX^e Congrès français de criminologie, Montpellier, 26-28 septembre 1968.

Les juges en sont en général persuadés, et les réponses à un questionnaire qui fut adressé avec l'accord du ministre de la Justice par le Centre français d'études de défense sociale aux présidents d'assises et aux présidents des chambres correctionnelles, nous a confirmé dans cette opinion. Il est à noter que ce questionnaire avait été établi dans le cadre des travaux préparatoires au VIII^e Congrès de l'Association internationale de droit pénal, et au cours de ce rapport j'aurai à plusieurs reprises l'occasion de m'y référer. Pour l'instant, notons que la quasi-totalité des 160 magistrats ayant fourni une réponse ont estimé que la gravité de l'infraction était le principal élément retenu pour déterminer la peine.

Mais comment apprécier la gravité de l'infraction ?

Le juge ne découvre dans le texte pénal qu'une réponse bien imparfaite lorsque la loi l'autorise à se mouvoir entre un maximum et un minimum et lorsque, par le jeu des circonstances atténuantes, il peut même infliger une peine inférieure au minimum légal prévu pour une infraction déterminée.

Sans doute, la loi lui donne quelques indications en qualifiant d'aggravantes certaines circonstances et d'excuses atténuantes d'autres circonstances.

Il arrive aussi que, par le procédé de la correctionnalisation, la prévention ait été purgée de certaines circonstances dont l'infraction a été assortie, plus particulièrement de circonstances aggravantes, mais que celles-ci survivent le plus souvent dans l'esprit du juge comme une sorte d'appel à la sévérité.

Par ailleurs, le magistrat ne peut pas ne pas tenir compte de certaines circonstances sur lesquelles la loi reste cependant muette. Là où il n'y a que simple tentative, là où le délit, bien que consommé, n'a produit qu'un dommage minime, le juge est enclin à se montrer bienveillant. Là où une infraction a été commise par plusieurs coauteurs, mais où les participations ont été d'inégale importance, le juge ne peut pas ne pas en tenir compte dans l'application des peines.

Il peut, enfin, avoir tendance à se référer à sa propre table des valeurs pour s'orienter dans le sens de la rigueur ou de l'indulgence.

Bien sûr, on ne saurait lui reprocher de recourir à la réflexion personnelle et critique pour opter, dans les limites de la loi, entre plusieurs peines pour fixer le taux de la peine retenue.

Mais il doit se méfier d'une subjectivité qui ne serait que l'expression de son affectivité, de son histoire personnelle, de ses échecs comme de ses réussites, des sentiments d'infériorité ou de culpabilité qu'il peut porter en lui et qu'il essaye de compenser ou de sublimer, également des risques d'un conditionnement mettant en cause son milieu, son système d'éducation, son appartenance sociale.

Dans ce domaine toutefois, les risques sont moins sérieux qu'on ne pourrait le penser. Ainsi, dans la quasi-totalité des réponses au question-

naire du Centre français d'études de défense sociale, nous avons constaté que le magistrat entendait mener une lutte persévérante contre « ses préjugés, ses croyances, ses passions, son milieu de vie, ses sympathies et ses antipathies ».

Cependant, il existe encore des juges — il est vrai de moins en moins nombreux — qui ne parviennent pas à évaluer un acte autrement que par subjectivité ou par référence à des idées préfabriquées. Ces juges ont à coup sûr une bonne conscience ; ils sont toujours satisfaits de ce qu'ils ont fait, jamais insatisfaits de ce qu'ils n'ont pas fait.

J'incline donc à penser qu'il est nécessaire qu'un magistrat ait une solide expérience humaine lui ayant révélé la résistance qu'opposent souvent les situations vécues aux opinions préconstruites, également qu'il ait une imagination créatrice et une culture suffisamment riches pour savoir évaluer un acte autrement que par une référence à lui-même et à son environnement.

Mais il est important d'examiner si le juge, pour découvrir le poids d'une infraction, interroge la conscience publique.

Il n'est pas question ici pour lui de rechercher une référence à une opinion publique passagère et locale dont il doit d'autant plus se méfier qu'elle le menace fréquemment et de façon insidieuse de ses pressions.

C'est bien de la conscience publique en ce qu'elle a de permanent pour l'ensemble d'une communauté vivant sous la même loi, dont nous entendons parler.

Souvent, la loi pénale sanctionne l'inobservation de valeurs strictement sociales qui appartiennent à un moment de l'histoire, à une région du monde, à une situation géographique ou politique, à un climat culturel.

Si les valeurs ainsi protégées sont profondément enracinées dans les mœurs et dans l'affectivité collective, l'inobservation de la loi pénale altère la conscience publique à un degré parfois tel que le juge lui-même doit, tout en appliquant la loi, se désolidariser d'une opinion passionnelle et excessive. J'aurais scrupule à évoquer les innombrables exemples que la conscience publique nous a donnés, à travers l'histoire, de réactions émotionnelles et outrancières. Il est arrivé que des juges aient perdu leur honneur en s'exaltant aux rythmes de l'exaltation générale. Le magistrat doit donc savoir se méfier du scandale purement social que cause le crime.

Mais le scandale qui s'exprime à travers les réactions de la conscience publique peut être moral. L'auteur de l'infraction, par son acte, a attenté à des valeurs authentiquement morales.

On peut alors affirmer que la conscience publique réagit à l'action criminelle parce que celle-ci l'a bouleversée dans son aspiration la plus profonde, celle qui trouve sa raison d'être et son dynamisme dans l'élan qui porte l'être humain à se dépasser, à rechercher autrui, à découvrir en

lui son prochain, à engager avec lui un dialogue, à lui dispenser une sympathie qui, tendant à englober progressivement des groupes de plus en plus larges, se propose à l'universalité et à l'unité.

C'est bien de ce côté-là que sont les réactions de la conscience publique lorsqu'elle est confrontée avec certains meurtres, certains attentats, certains types de vols et d'agissements frauduleux.

Nous en avons assez dit pour comprendre que le juge, dans le processus d'élaboration de sa sentence, entretient en permanence un double dialogue, *l'un avec la loi, l'autre avec la conscience publique*. Celle-ci, il doit savoir bien souvent la prendre en considération et y découvrir la force vive de ses opinions. Mais il doit aussi, si besoin est, savoir, par rapport à elle, prendre ses distances.

Par ce dialogue, le juge contribue à faire entrer dans les mœurs des exigences sociales qui, bien que reconnues par la loi, ne les pénètrent pas encore. J'ai tout particulièrement en vue, dans nos civilisations qui ne peuvent prospérer que sous le signe de l'organisation, du dirigisme et de la planification, une multitude d'infractions de nature économique. Il arrive aussi que, par la bienveillance de telle ou telle de ses sentences, le magistrat contribue à faire comprendre à la conscience publique que certaines infractions à la loi pénale doivent être vidées de la passion ou de l'instinct de conservation sociale ayant pu, à certaines époques, animer et stimuler leur répression.

Mais plus remarquable encore est le rôle du juge lorsque, à travers la sanction qu'il prononce, il amène la conscience publique à voir dans des actions ou des abstentions, qui trop souvent bénéficiaient d'une large marge de tolérance, des violations de valeurs morales certaines. À ce sujet, il serait intéressant d'étudier comment des sentences judiciaires ont progressivement enrichi et affiné la conscience publique en réprimant les infractions à des lois qui s'inspirent, les unes du respect dû à la personne humaine, telles les lois sur l'obligation de porter secours ou les lois antiraciales, les autres des exigences du bien public, de la justice sociale, de la sauvegarde de la communauté, toutes exigences auxquelles le citoyen, dans certaines situations, doit apprendre à sacrifier des intérêts, voire des libertés.

C'est bien à travers cette confrontation du juge qui applique la loi et de la conscience publique qui en est le support, qu'apparaît la fonction éducative de la justice pénale. Le juge, autant en prenant en considération l'état de la conscience publique, qu'en s'appliquant à stimuler son évolution, se propose d'adapter « justement » une nation à ses lois pénales et celles-ci à la nation. Tout divorce d'entre les lois et la conscience publique serait en effet éminemment dangereux.

Le problème d'un dosage de la peine en rapport avec la gravité de l'infraction n'est donc pas pour le juge aussi simple que ne le laisserait supposer l'image traditionnelle des balances d'une justice que ferait reposer sur l'un des fléaux le poids du délit et sur l'autre fléau celui de la peine.

Il est vrai que la notion même de peine rétributive est assez sommaire, tout au moins dans la conception qu'en ont certains magistrats pour lesquels elle s'apparente à celle d'une tarification s'inspirant à la fois de l'usage et de l'opinion personnelle du juge.

D'ailleurs, si nous étudions l'administration de la justice pénale dans un tribunal important, nous sommes assez souvent frappés par le fait que, pour le même type d'infraction, le « tarif » est différent selon que la cause est portée devant tel juge plutôt que devant tel autre. Les avocats le savent bien et les prévenus... mieux encore.

Observons au passage qu'il peut arriver qu'un juge, dans un étrange souci de courtoisie judiciaire, inflige à un prévenu en état de détention préventive une peine au moins égale à la durée de cette détention et, de toute façon, supérieure à celle qu'il prononcerait envers ce même délinquant s'il comparait libre. Il entend ainsi « couvrir la détention préventive » ; c'est une bien déplorable habitude qui, à son tour, peut inciter certains juges d'instruction à faire un usage excessif de la mise sous mandat de dépôt ou du maintien de l'inculpé sous mandat.

On ne saurait s'étonner que les recherches sociologiques et statistiques qui ont été effectuées sur ce sujet, notamment dans les pays nordiques, aux Pays-Bas et aux États-Unis, aient révélé que, pour des infractions déterminées et en soi de pareille gravité, les peines étaient sensiblement différentes selon qu'elles étaient prononcées par tel ou tel juge.

Il est vrai que deux recherches, celles de Vilhel Aubert et de Glendon Schubert, étudiaient les décisions rendues envers des objecteurs de conscience devant les juridictions pénales norvégiennes au cours des années qui ont suivi la dernière guerre. C'était un domaine dans lequel il était difficile pour les juges de ne pas engager leurs convictions personnelles, voire leur affectivité.

Sans doute chaque infraction a son originalité propre, et l'on ne peut envisager que les peines soient toujours semblables pour des infractions qui apparaissent cependant de même gravité.

Toutefois, les magistrats devraient avoir — et ils ne l'ont pas toujours — le souci d'atténuer les différences.

Faut-il alors s'orienter vers un système de fixité des peines pour certaines catégories d'infractions ? Faut-il, pour le moins, enlever au juge le pouvoir dans certains cas d'octroyer des circonstances atténuantes ?

Assurément non, car ce serait là les signes d'une abominable régression dans le domaine de la pensée juridique et philosophique.

Mais il serait souhaitable que les magistrats siégeant dans des juridictions pénales se réunissent par régions afin de confronter leurs opinions, et que les sanctions prononcées selon les catégories d'infractions fassent l'objet de publications destinées aux tribunaux.

De toute façon, le problème de l'élaboration de la sentence pénale devient plus complexe encore lorsqu'on observe que le juge ne se propose pas seulement de prononcer une sanction qui, par sa gravité, doit exprimer la gravité de l'infraction, mais entend aussi amener la peine à assurer les fonctions qui lui sont traditionnellement assignées.

Sur ce point, il doit être noté que les magistrats qui ont répondu au questionnaire du Centre français de défense sociale n'ont que rarement parlé de peine-châtiment et n'ont qu'exceptionnellement attribué à la peine une fonction expiatoire. C'est là une notion qui n'a pu que leur paraître dépasser les limites de la loi positive.

En revanche, presque tous les magistrats questionnés se sont trouvés d'accord pour mettre en relief les fonctions d'intimidation et d'exemplarité de la peine, aussi pour affirmer qu'elle avait bien souvent la valeur d'un blâme social.

Ces réponses expriment pour partie des réminiscences de la Faculté de Droit, où naguère encore on enseignait que la peine a un double effet de prévention individuelle et de prévention générale, sans se demander si l'exemplarité et l'intimidation par la peine, en soi peu discutable, ne devenaient pas une fiction juridique lorsqu'elle n'étaient justifiées que par un raisonnement *in abstracto*. Il est satisfaisant qu'à présent les recherches sociologiques aient éclairé le problème et nous aient enseigné qu'exemplarité et intimidation sont des notions contingentes, variables selon les circonstances, les sujets, les groupes sociaux envisagés, les processus psychologiques dont témoigne la vie d'une société, les structures de cette société, la présence ou l'absence dans celle-ci d'importants groupes de subculture. On peut maintenant dire que l'exemplarité de la peine est plus attachée à l'inéluctabilité de la sanction qu'à sa rigueur — Beccaria l'affirmait déjà — que n'y sont pas sensibles de la même façon les citadins et les ruraux, ceux dont la vie est encore communautaire et ceux qui sont plongés dans l'anonymat d'une grande cité. Bien d'autres distinctions pourraient être faites utilement.

Il n'est pas, enfin, sans intérêt que les magistrats entendent conférer à la sanction pénale la valeur d'un blâme social. À travers cette notion s'associe déjà le caractère éducatif que l'on entend de plus en plus donner à la peine et dont nous aurons à reparler.

Il est à peine besoin de souligner que le juge, en assignant à la peine les fonctions que nous venons d'énumérer, cesse de tenir compte de la

seule gravité en soi de l'infraction et des circonstances de sa perpétration. Il élève ou diminue la peine dans son taux afin d'accentuer ou de modérer son rôle préventif, tant par rapport au corps social que par rapport à celui qui la subit. Il tient compte, ainsi qu'il est dit communément, du besoin social de répression. « Les vagues de crime » ne sont pas sans exercer une influence sur sa sentence, ni dans certaines périodes les exigences d'un ordre public qui se trouve gravement altéré.

Mais jusqu'à présent nous avons vu le juge s'appliquer essentiellement, dans l'élaboration de sa décision, à fonder la peine soit sur la gravité de l'infraction et de ses conditions de perpétration, soit sur des circonstances extérieures à la personne du délinquant, soit sur des circonstances, telles que le degré de participation des coauteurs du même fait pénal ou les impératifs de l'intimidation, qui ne mettent en cause l'auteur de l'infraction qu'en tant qu'être abstrait. Sa conduite criminelle est seulement appréciée par rapport à l'étendue et à la nature des actes matériels par lui commis, son intimidabilité, admise comme un principe, est supposée d'autant plus difficile à obtenir que l'acte commis est plus grave et les antécédents judiciaires plus lourds. On dira, par exemple, que tel délinquant qui, condamné à une peine de six mois d'emprisonnement..., n'a pas « compris » finira bien... « par comprendre » si, à la faveur d'une nouvelle infraction, le « tarif » est doublé. Un tel raisonnement est sommaire et simplificateur.

Ces quelques réflexions nous révèlent que le juge, dans l'élaboration de la sentence, ne peut pas ne pas tenir compte de la personne du délinquant, de sa personne réelle, concrète, originale.

Aussi, nous voyons les juridictions répressives se préoccuper de connaître les mobiles qui ont pu déterminer la conduite criminelle d'un accusé et les prendre en considération tant dans le choix de la peine que dans l'appréciation de son taux. Cette recherche s'impose à l'esprit et il arrive maintenant que le législateur ouvre la voie au juge en retenant au nombre des éléments constitutifs d'une infraction, le mobile, et non seulement l'intention criminelle entendue au sens classique du terme.

Il est seulement souhaitable que le juge ait conscience que, derrière les mobiles qui donnent d'un acte une explication satisfaisante pour la raison, il peut exister des motivations plus secrètes, mettant en cause l'affectivité profonde du sujet et le dynamisme de ses pulsions inconscientes, également ses structures bio-psychiques.

C'est encore le souci de la personne du délinquant qui conduit le juge à se poser, dans le cadre de la loi, la question de la responsabilité de celui qu'il doit juger et de demander l'avis d'experts psychiatres.

Nous nous refusons de donner à ce problème des dimensions métaphysiques, mais nous ne pouvons pas ne pas y réfléchir comme y réfléchit le juge qui élabore sa sentence.

Si la responsabilité s'analyse en cette conscience que nous avons que nos actes procèdent de nous-mêmes et sont notre propre création, il est alors normal que le juge se préoccupe de savoir si un accusé n'a pas agi comme s'il avait été un autre, si, plutôt que d'agir, il n'a pas été agi, si sa conscience psychologique n'est pas si déficiente ou si vacillante que l'on ne peut pas affirmer ou que l'on ne peut plus affirmer que son acte lui appartienne.

S'il en est ainsi, l'accusé est un « aliéné », au sens éthymologique du mot, et le juge, à la suite du législateur, ne peut qu'estimer qu'il ne relève pas d'une sanction pénale. Il est dépourvu de la capacité nécessaire que cette sanction suppose.

Cependant, deux réflexions doivent être faites.

Ce serait une entreprise vaine et sans fondement scientifique que d'entendre doser la responsabilité d'un délinquant et, au motif d'une responsabilité atténuée, d'atténuer la peine. Ce serait une entreprise dangereuse pour une société, car elle l'exposerait au danger de la libération rapide d'individus qui peuvent rester éminemment redoutables pour le corps social.

Par ailleurs, la remise pure et simple du criminel, qui a commis son acte en état d'aliénation mentale, à l'autorité administrative afin de lui faire dispenser des soins, peut paraître contraire aux intérêts bien compris de la société. Ne serait-il pas préférable que celui dont l'état dangereux est manifeste fasse l'objet d'un placement psychiatrique par voie judiciaire, et ne puisse ensuite sortir de l'établissement de soins ou faire l'objet d'un traitement médical en milieu ouvert sans une décision préalable du juge ?

Je pense que le nouveau Code pénal suédois, qui ne soustrait pas le criminel aliéné à l'autorité de la justice, protège mieux le corps social et dans le même temps assure à ce criminel les garanties d'une intervention ayant le caractère judiciaire.

La personne du délinquant revêt encore du relief dans l'élaboration de la sentence pénale lorsque le juge prend le souci de connaître l'histoire du délinquant. Il recherche alors les circonstances « personnelles » qui sont de nature à influencer sur la sanction, car il est vrai que celui qui est jugé ne peut être séparé d'un passé qui l'a construit et qu'il s'est construit. C'est là une démarche familière au magistrat.

Assez récemment, les magistrats ont pris conscience des conséquences que peut avoir la sanction sur le délinquant considéré comme sujet en situation. Il se situe dans une famille, dans un groupe professionnel, dans un environnement social, dans des structures économiques. Est-ce que l'ap-

plication, par exemple, à tel délinquant d'une courte peine d'emprisonnement ne vas pas l'exposer à perdre un emploi et parfois un logement ? Quelle incidence peut avoir une peine d'emprisonnement sur le sort des enfants de celle qui doit la subir ? Est-ce que tel montant de l'amende est proportionné aux ressources et aux charges du prévenu ? Est-ce qu'une lourde peine d'amende ou une longue peine privative de liberté n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts pécuniaires de la victime, question qui prend une importance toute particulière lorsque les poursuites sont exercées pour délit d'abandon de famille ou pour certains délits de blessure involontaire, voire de blessure volontaire ? Ce sont là quelques questions parmi de nombreuses autres. Le juge ne refuse plus de les envisager.

D'ailleurs, il arrive que le législateur lui montre la voie à suivre. Notons ainsi que les lois scandinaves instituant la sanction du jour-amende ont manifesté la volonté de voir le magistrat tenir exactement compte du niveau économique du délinquant pour la fixation de l'amende, aussi de le voir recourir, dans un certain nombre de cas, à cette sanction du jour-amende plutôt qu'à celle d'une courte peine d'emprisonnement.

Ces propos nous révèlent que le juge s'est maintenant engagé sur le chemin de l'*humanisation* de la sentence pénale et de l'*individualisation* de la sanction.

Mais, bien souvent encore, il arrête ses pas comme s'il redoutait d'aboutir à une impasse ou de perdre de vue les perspectives traditionnelles de la peine.

Et cependant, tout en n'acceptant pas de sacrifier à une idéologie inconsistante ou à des spéculations fumeuses, nous devons convenir qu'à une époque où les sciences humaines, en quelques dizaines d'années, ont pris un essor remarquable, le magistrat ne peut plus s'interdire de voir l'homme réel qu'il est appelé à juger.

Bien sûr, il faut savoir rester modeste et se défendre de mouvements immodérés qui nous conduiraient vite à ne plus prendre en considération les seuls apports des sciences de l'homme en l'état de nos connaissances, mais nous plongerai dans la magie des mots, la griserie des anticipations hasardeuses, la sorcellerie d'une littérature imaginative.

C'est donc la réalité humaine qui est en cause, et certaines législations l'ont parfaitement compris et introduisant dans le procès pénal le dossier de personnalité. La France s'est engagée dans cette voie. L'article 81 du nouveau Code pénal dispose, en effet, que le juge d'instruction doit ou peut ordonner une enquête sociale et peut prescrire un examen médico-psychologique et social.

Les antécédents du prévenu et les mobiles de sa conduite doivent être pris en considération. Mais ces éléments restent bien insuffisants.

Le dossier de personnalité est constitué par un ensemble d'examens qui mobilisent le médecin, le psychiatre, le psychologue, l'enquêteur social, parfois l'orientateur professionnel, le spécialiste de l'observation, le pédagogue.

Il est, en bref, le bilan d'une personnalité étudiée dans ses différentes composites. Il est aussi un diagnostic et un pronostic. Il nous donne, en effet, des indications fondamentales sur le type de traitement à instituer, la notion de traitement étant prise dans une acception tout autant socio-éducative que médico-psychologique.

Certains confondent encore les examens qui tendent à la *constitution du dossier* de personnalité avec l'*expertise de responsabilité*.

C'est une lourde erreur, qui ne serait pas commise si la question de responsabilité était circonscrite, comme nous avons déjà tenu à le souligner, dans des limites précises, celles que ne doit pas franchir la recherche de la capacité pénale du délinquant.

Le problème de la responsabilité, envisagé dans ses aspects psychologiques et moraux, n'en est pas pour autant sous-estimé. Bien au contraire, je pense que c'est à travers une conscience de plus en plus affinée de sa responsabilité envers lui-même, envers autrui, envers la communauté, que l'homme peut s'engager moralement et progresser dans le sens des valeurs auxquelles il a donné son adhésion. Ainsi comprise, la responsabilité transposée dans le domaine de la justice criminelle est moins la condition de la sanction pénale que le point d'aboutissement le plus élevé du traitement du délinquant.

Il ne saurait être nié que la connaissance acquise par le juge de la personnalité du délinquant l'oriente dans le prononcé de sa sentence. Il s'applique à adapter la sanction à la personnalité du sujet. Il entend que la mesure prononcée, non seulement ne contrarie pas, mais favorise la réinsertion sociale de celui qu'il doit juger. C'est donc — et nous l'avons déjà dit — un véritable traitement de resocialisation qui est institué par le juge, traitement qui suppose l'action permanente d'un personnel spécialisé et hautement qualifié où l'éducateur, le moniteur de formation professionnelle, le travailleur social, le psychologue, le médecin ont leur place.

Mais il est des cas où l'étude de la personnalité d'un accusé révèle une témibilité des plus élevées, une dangerosité peu réductible. On ne saurait cependant renoncer à le traiter, mais il faut y procéder dans des conditions telles que son anti-socialité soit neutralisée et que la sécurité de la société soit sauvegardée, tout autant pendant la durée de l'internement qu'ensuite, au cours d'une postcure.

En bref, le juge, dans la mesure où il dispose d'un dossier de personnalité et le prend en considération, individualise hautement sa sentence.

Les réponses au questionnaire du Groupe français de défense sociale ont révélé que bien des magistrats hésitaient à donner une trop grande

importance au dossier de personnalité en raison du caractère limité des options qui s'offraient à eux.

* * *

C'est là une observation d'une grande justesse.

Sans doute, la justice devra continuer à sanctionner les agissements d'un nombre relativement important de délinquants en leur infligeant des peines privatives de liberté ou des peines d'amende mitigées ou non par l'application du sursis, lequel apparaît comme ayant été l'une des premières entreprises législatives d'individualisation de la peine ; mais l'individualisation de la sentence suppose qu'il existe d'autres mesures offertes au choix du juge.

Nous ne pouvons qu'en énumérer quelques-unes.

C'est la mise à l'épreuve (ou probation) — et je me réjouis qu'elle ait été récemment introduite dans la législation de mon pays par le nouveau Code français de procédure pénale.

Mais il me semble que pour des délits mineurs, et à l'égard de sujets ne présentant pas de sérieux problèmes de personnalité, il serait opportun que le juge ait la possibilité légale de recourir à l'admonestation ou blâme social, mesure bien connue dans la législation soviétique et dont l'effet d'éducation sociale peut être heureux si le délinquant n'est pas exposé au mépris de son groupe et s'il n'acquiert pas le sentiment d'un accablant sous le poids de sa faute. Sans doute, il doit se sentir blâmé par le groupe, mais aussi soutenu par lui.

Il faudrait aussi parler des *week-ends* pénitentiaires et des arrêts de fins de semaine.

Et surtout il nous faut souligner que les mesures privatives ou limitatives de liberté n'assurent leur fonction éducative que si elles sont elles-mêmes diversifiées et si, dans bien des cas, elles se prolongent d'une période de postcure ou « *after-care* ».

Ce n'est pas cependant suffisant, et le juge, par l'étude des dossiers de personnalité, se rend parfaitement compte que certaines catégories de délinquants doivent bénéficier d'un statut légal particulier. Nous devons rendre hommage aux pays qui ont déjà compris cette évidence d'une bonne politique criminelle.

Nous n'entendons pas faire allusion ici aux législations particulières qui concernent les mineurs délinquants, la nécessité sociale et humaine de ces législations ayant été reconnue par la quasi-totalité des nations. Mais nous entendons souligner que de nombreux pays — et nous le déplorons — n'ont pas encore institué un statut pénal particulier pour les jeunes adultes

délinquants et pour les délinquants anormaux en dépit des travaux considérables qui ont été effectués à l'initiative de groupes scientifiques nationaux et internationaux.

Est-ce que les mesures que nous voulons voir à la disposition du juge lorsqu'il est appelé à rendre sa sentence constituent des peines ou, échappant à une définition étroite et quelque peu traditionnelle de la peine, constituent-elles des mesures de sûreté ?

Je laisse à de meilleurs pénalistes que moi le soin de se prononcer sur le problème. Il n'est pas sans inquiéter parfois le juge, mais, somme toute, il reste assez secondaire. J'estime que chaque pays doit lui donner une solution, adaptée à sa façon de penser, à ses traditions, à son génie propre.

Mais il est, à mon avis, pour le juge un problème essentiel qui est toujours révélé par les enquêtes sociologiques auxquelles il a été procédé.

Il arrive que l'on dise que si l'individualisation de la mesure n'est pas assurée par le juge, elle sera ensuite réalisée par l'administration chargée de l'exécution de la mesure.

C'est là une affirmation qui prête à discussion.

Sans doute, il est des esprits pour penser que le délinquant devrait être mis à la disposition de l'administration du moment où sa culpabilité a été reconnue par le juge. Ce serait à un organisme administratif de choisir et la mesure et le régime les plus appropriés.

Mais cette conception n'est pas seulement audacieuse, elle est inquiétante.

Aussi plus nombreux sont ceux qui pensent que des informations sur la personnalité du délinquant sont indispensables au juge afin qu'il opte entre une mesure qui ne suppose pas une privation de liberté, et celle qui entraîne cette privation.

À mon avis, il faut aller encore plus loin et ne pas hésiter à affirmer qu'il appartient au juge de choisir la mesure de réinsertion sociale à laquelle sera soumis le délinquant.

Si, par sa sentence, le magistrat institue une mesure qui s'analyse en un traitement de resocialisation, il ne peut plus se désintéresser du délinquant qu'il a jugé. Autant l'intérêt de ce dernier et les garanties qui doivent lui être dispersées que les impératifs sociaux l'exigent.

Le juge estime donc qu'il lui appartient de veiller à l'exécution de la mesure et, chaque fois qu'il est nécessaire, d'en modifier le régime pour l'adapter à l'évolution du sujet, de fortifier dans certains cas les conditions d'exécution du traitement de resocialisation, dans d'autres cas, en revanche, de donner plus de souplesse ou de libéralisme au régime appliqué, de limiter la durée de la mesure, de fixer les étapes d'une resocialisation.

Sans doute, ces interventions du juge doivent s'effectuer dans des conditions telles qu'elles ne perturbent pas le traitement ni ne lui impriment

une distorsion, ce qui ne manquerait pas de se produire si le condamné avait le sentiment de désaccords ou de tiraillements entre, d'une part, le juge et, d'autre part, ceux qui sont responsables de l'exécution de la mesure.

Mais l'action actuellement menée par les juges de l'application des peines dans les pays qui ont fait entrer cette institution dans leur législation nous rassure complètement. Ainsi, en France, le juge de l'application des peines — bien qu'il ne dispose encore que de moyens d'action très réduits — s'est en peu d'années imposé comme l'un des rouages indispensables d'une justice pénale qui entend se rénover. Il reçoit un excellent accueil autant de l'administration pénitentiaire que des œuvres qui poursuivent le reclassement des condamnés libérés. Par ailleurs, il met en œuvre la probation et les mesures qui assortissent une décision de libération conditionnelle. Le juge des enfants et le juge de l'application des peines sont indiscutablement les deux magistrats qui, en France, ont, le premier, à dater de 1945, le second, à compter de 1957, donné à la justice pénale un souffle nouveau.

La sentence du juge pénal ainsi examinée dans les perspectives d'une individualisation de la sanction chaque fois qu'une mesure appropriée à la personnalité du délinquant paraît s'imposer, suppose des innovations procédurales.

Nous ne croyons pas devoir les examiner dans le cadre de ce rapport, mais nous ne saurions en sous-estimer l'importance.

Notons seulement que la plupart d'entre elles procèdent d'un triple souci, d'une part assouplir la procédure pénale et faire en sorte qu'en cours d'exécution la mesure initialement prise puisse, dans ses modalités, être adaptée par le juge à la fois aux besoins du traitement, à l'évolution du sujet et aux exigences de la sécurité de la société ; d'autre part éviter que le dossier de personnalité ne soit exploité à des fins autres que celles pour lesquelles il a été établi ; enfin éviter que son contenu ne soit révélé à l'intéressé, tout au moins dans certains de ses éléments, également qu'il ne soit divulgué auprès des tiers.

Il est une question sur laquelle je dois encore m'expliquer. Elle est étroitement liée à l'élaboration de la décision du juge, tout au moins dans tous les cas où la personnalité du délinquant constitue l'une des motivations de la sentence.

Le juge doit se situer par rapport au délinquant dans une relation existentielle, s'appliquer à l'appréhender en tant que réalité humaine et non le considérer comme une entité. C'est son existence originale, irremplaçable, mouvante, sans cesse liée à des situations vécues qui doit intéresser le magistrat. C'est seulement ainsi que ce dernier parvient au dialogue avec celui qu'il doit juger et, plus encore, qu'il retrouve l'homme derrière des mots trop souvent stéréotypés.

Cette entreprise ne doit en aucune façon altérer l'autorité que le juge tient de ses fonctions. Bien au contraire, elle est de nature à la fortifier.

Mais elle lui permet de comprendre l'homme qu'il a devant lui, aussi, tout au moins dans certains cas, de l'amener à accepter la mesure prise à son égard, voire de le rendre coopérant ; elle lui permet encore d'amorcer cette relation qui doit exister entre lui et le délinquant pendant la durée du traitement, notamment dans tous les cas où le magistrat aura opté pour le régime de la mise à l'épreuve. Dans cette perspective, signalons, d'ailleurs, que les interventions du juge ne s'effectueront pas toujours par voie d'autorité. Souvent elles exprimeront, à la faveur d'un simple entretien, la sécurité, le réconfort, voire la confiance qu'un homme peut dispenser à un autre homme.

Il est possible que les juges, parce qu'ils sont des juristes, aient parfois des difficultés à réaliser cette approche du délinquant. Le droit entend nous dominer par ses principes et nous soumettre à la rigueur d'une dialectique. Ce n'est pas sans avantage, car une société ne peut s'organiser que si elle sait rationaliser les relations entre les hommes. Mais, dans les nouvelles voies de la justice pénale, le juge, tout en restant un juriste, tout en défendant la tradition judiciaire lorsque, à travers elle, elle exprime la protection de droits et d'intérêts supérieurs, doit s'ouvrir à la réalité du phénomène humain.

Nous ne saurions exiger du juge d'approcher le délinquant dans une perspective existentielle sans nous poser des questions sur sa formation.

Il ne peut plus être seulement un juriste. Sans doute, il ne doit pas se transformer en médecin, en psychologue ou en travailleur social — ce qui constituerait une profonde erreur — mais il est indispensable qu'il soit préparé à assumer sa fonction nouvelle. Il doit posséder une information d'un niveau élevé dans les domaines de la criminologie, de la pénologie, de la psychologie sociale, des techniques du travail social. Il doit aussi avoir une forme d'entendement qui ne soit pas exclusive d'une sympathie intuitive pour tout ce qui est humain et qui, loin de le conduire à réduire le délinquant à l'état d'un concept, lui permette de le saisir dans son existence.

Mais faut-il encore que l'unité de son moi soit suffisamment robuste et adaptée pour qu'il sache toujours conserver sa solidité morale et ne jamais se perdre dans les voies tortueuses de la complaisance, de la facilité, de la démagogie.

Poser ces questions, c'est prendre conscience de ce que doit être la formation du juge pénal de demain. C'est aussi poser le problème de sa permanence dans ses fonctions. En livrant ces quelques propos sur le processus d'élaboration de la sentence pénale vu à travers les préoccupations du juge, j'ai voulu exprimer ma conviction que la justice pénale est maintenant sortie... du néolithique et qu'elle s'engage sur les larges avenues d'un nouvel humanisme judiciaire.

BIBLIOGRAPHIE

- La défense sociale nouvelle (un mouvement de politique criminelle humaniste)*, par MARC ANCEL, 2^e édition, Paris, 1966.
- Principes de criminologie*, par EDWIN H. SUTHERLAND, version française de la 6^e édition par EDWIN H. SUTHERLAND et DONALD R. CRESSEY, Paris, 1966.
- La sociologia dell diritto. Problemi e ricerche*. Ouvrage collectif avec introduction de RENATO TREVES.
- Introduction au rapport collectif français sur « Les méthodes et les procédés techniques employés dans l'élaboration de la sentence pénale », rapport présenté au VIII^e Congrès international de droit pénal, par GEORGES LEVASSEUR, *Revue internationale de droit pénal*, n^o 1-2/1960.
- Rapport général présenté au même Congrès par MARC ANCEL, même référence.
- Le choix de la sanction pénale par le juge*, rapport présenté par MM. SERIC et VIENNE aux Quatrièmes Journées juridiques franco-yougoslaves tenues à Paris en mai 1959.
- Rapports aux Treizièmes Journées de défense sociale tenues à Londres en septembre 1965, notamment le rapport introductif de M. MARC ANCEL, *Politique criminelle et psychologie judiciaire dans la détermination de la sanction pénale*, le rapport de Sir JOHN WIDGERY, *Le choix de la peine*, le rapport de M. MARCEL SACOTTE, *Les objectifs de la sentence pénale dans la pratique judiciaire française*, le rapport du Professeur SMITH, *Le choix de la peine dans les tribunaux supérieurs en Angleterre*, et le rapport de M. T. S. LODGE, *La recherche pénologique* (voir *Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé*, 1965, p. 936 et s., 1966, p. 37 et s., p. 135 et s.).

DOCUMENT « B »

LA REVUE DU BARREAU CANADIEN, 1969 — vol. XLVII — 115

CRIMINAL LAW—SENTENCING—WHITE COLLAR CRIME—FACTORS TO BE TAKEN INTO ACCOUNT—THE RELEVANCE OF RETRIBUTION. — Once or twice per year, a Canadian court hands down a decision in which there is an extensive discussion of the problem of sentencing. The annual case is no mere ten line dismissal of the appeal saying "We do not feel that the sentence is out of proportion to those imposed for similar offences...". In the past there have been cases¹ in which

¹ E.g. *Regina v. Roberts* (1963), 39 C.R. 1 (Ont.); *Regina v. Holden* (1962), 40 W.W.R. 571 (B.C.C.A.); *Regina v. Heck* (1963), 41 W.W.R. 629 (B.C.C.A.); *Regina v. Jones* (1956), 115 C.C.C. 273 (Ont. C.A.); *Regina v. Allen* (1954), 108 C.C.C. 102 (Sask. C.A.); *Regina v. Willaert* (1953), 105 C.C.C. 172 (Ont. C.A.).

some provincial court of appeal pontificates on punishment, delivers homilies on the aims of the criminal law and expounds conventional wisdom on the vices of criminals and the virtues of prisons.

*Regina v. Hinch and Salanski*¹ is the most interesting sentencing case reported since the plight of Toronto's arsonish Robert Roberts received considerable public and professional attention. The debate in *Roberts*² concerned the struggle between law and psychiatry; the protection of the public from a dangerous pyromaniac *versus* the therapeutic need to release him when cured even if this cure was achieved in a relatively short time. The result was, at best, a stalemate. In *Hinch and Salanski*, the struggle is much more complicated. The case can be examined on many levels; it shows the peculiar qualities of white collar crime, the fate of middle-class criminals, the "politics" of small-town justice and the predilections of Court of Appeal judges faced with deciding an appeal against sentence.

Hinch and Salanski were convicted of conspiring to obtain money by false pretences. The evidence shows that it is very likely that they could also have been convicted of the completed crime of obtaining money by false pretences; the report does not state whether such a charge was laid or withdrawn. The Crown appealed the sentence imposed.

The respondents were businessmen. They were principals in a limited company and were associated in three partnerships. All of these enterprises were connected with the construction industry. A third party played a crucial role in the circumstances of the case. Mead was an employee of the British Columbia Hydro and Power Authority. His official title was assistant land supervisor and in that capacity, he was responsible for letting out contracts and checking invoices presented by contractors. Mead told Hinch that contracts with British Columbia Hydro would be available and, in due course, such contracts were let to the respondents. At this stage there is no evidence that either Mead or the respondents had done anything illegal. Mead then informed the respondents, however, that, if Hinch and Salanski wanted more contracts, Mead "wanted to be paid or receive a kick-back".³ This British Columbia Hydro employee described to the respondents a system whereby his "reward" could be bestowed without expense to the contractors. Hinch and Salanski agreed and the plan was put into operation. Along with legitimate bills for work actually done, the respondents submitted on their own bill-heads spurious accounts for work which had never been done, for work already paid for and by simply submitting inflated accounts. In his official capacity, Mead approved payment of these fake bills. When

¹ (1968), 62 W.W.R. 205 (B.C.C.A.).

² *Supra*, footnote 1.

³ *Supra*, footnote 2, at p. 214.

the respondents received the British Columbia Hydro cheques, they forwarded the proceeds of the falsifications to Mead's bank account in Alberta. The frauds continued for eight months before being discovered and amounted to \$21,937.00. On being discovered, Mead committed suicide, the respondents were charged with conspiracy and British Columbia Hydro instituted a civil suit against Hinch and Salanski for the recovery of the money wrongfully obtained.

The reader is asked to consider two questions : What sentence would the courts be likely to give in those circumstances and, secondly, what sentence should have been imposed ? To make this guessing game appear fairer (and closer to the data available to the sentencing magistrate) some background information should be provided. Neither man had any previous convictions. Hinch was fifty years of age. Salanski was forty. Although neither was described as a "pillar" of their particular religious organisations, both were described by that classic term "a family man". In addition, Salanski was a member of a service club. What is the mystique of being a "family man" ? Would a bachelor or a divorcee be less trustworthy, more capable of wickedness, less susceptible to reformation or more likely to have criminal tendencies ? These pieces of folklore or conventional wisdom which appear so regularly in pre-sentence reports and the remarks of sentencing magistrates have no intrinsic value in assessing punishment but they seem to have a Pavlovian effect on sentencers. More nonsense is talked by lawyers speaking to mitigation of punishment than at most other times. At least many remarks made by lawyers appear to be nonsensical but frequently they seem to have some effect. References to church attendance, good "clean" habits (whatever they might be) and love of parents or wife and children (or *vice versa*) seem to have magical effects on magistrates. Conventions appear to have been established in this sentencing and mitigation process although these criteria have no discernible legal or sociological validity. In addition to the references to parenthood, religious and living habits, is it true that a man represented by a lawyer will be dealt with more leniently than an unrepresented man who remains silent on the *allocatur* ? In Toronto, there used to be lawyers who were well known in the magistrates' courts for applying for adjournments or speaking to sentence for a fee of approximately fifty dollars. On one occasion such a lawyer, who had been paid this sum of money, was at a loss to say anything in his client's favour, so he simply announced to the judge that "My client has lived in Toronto all his life". That was the end of the plea in mitigation. Did the magistrate take that factor into account when handing out sentence ? Did the magistrate automatically adjust sentence when he realised that the accused had paid for his lawyer's services and therefore the financial outlay should be taken into account ? (Perhaps it was wise of the founders of the

Ontario legal aid scheme to attempt to conceal the status of the scheme's clients from the trial judges.)

The respondents, who had many prominent citizens of their hometown supporting them by letters to the court, were each sentenced to one month in jail and a \$2,000 fine. Is this a proper sentence? The question is not whether it is an adequate sentence because that suggests that the time spent in jail should be longer and that is not necessarily true.

The Crown appealed on the basis that the sentence was inadequate because of the seriousness of the offence and the "magnitude of the amounts received and the period of time that the accused was (*sic*) involved in the conspiracy".¹

With respect, there are few instances of remarks on sentence which seem as one-sided as those made by the magistrate. Although criticism of sentencing is, of course, much easier than administering that delicate part of the administration of justice, the remarks of the magistrate do not appear to reflect that judicial quality one expects from the bench. Admittedly, a mere law report does not allow the critic to make a completely accurate evaluation; for instance, we do not know the emotional climate of the community where the offence was committed or the compassion felt for the accused persons. Moreover a two to one majority of the British Columbia Court of Appeal, agreed with the magistrate and saw little to quarrel with in his remarks. This attitude seems strange in a court which has taken such a stringent view of the habitual criminal laws in recent years.²

The magistrate's remarks are worth quoting at some length. He said:³

This is certainly different from the usual type of case that I have, where there is a definite knowledgeable wrong-doing that can be attributed to the accused person without hesitation.

This statement is remarkable when the respondents had pleaded guilty and stood before the magistrate for sentence on an offence to which *mens rea* is applied and which carried a maximum penalty of ten years' imprisonment. The statement is clearly wrong both in fact and law. A good argument could be made for degrees of "blameworthiness" or "guilt" but

¹ *Ibid.*, at p. 215.

² It might be more accurate to say that the administration of criminal justice in British Columbia is preoccupied with Part XXI of the Criminal Code, S.C., 1953-54, c. 51 as am. *E.g.*, *Regina v. Buckingham*, (1965) 2 C.C.C. 229 (B.C.C.A.); *Regina v. Swontek*, (1965) 1 C.C.C. 242 (B.C.C.A.); *Regina v. Ball* (1965), 56 W.W.R. 313 (B.C.C.A.); *Regina v. MacNeill* (1965), 53 W.W.R. 244 (B.C.C.A.); *Regina v. Jones*, (1966) 2 C.C.C. 370 (B.C.C.A.); *Regina v. Morgan*, (1965) 2 C.C.C. 390 (B.C.C.A.); *Regina v. Smith*, (1967) 3 C.C.C. 265 (B.C.C.A.); *Paton v. Regina* (1968), 63 W.W.R. 713 (S.C.C.). But compare *Regina v. Jeffries*, (1955) 1 C.C.C. 247 (B.C.C.A.); *Regina v. Sparrow*, (1966) 4 C.C.C. 137 (B.C.C.A.); *Regina v. Channing* (1965), 52 W.W.R. 99 (B.C.C.A.).

³ *Supra*, footnote 2, at p. 207.

our present Criminal Code is not sufficiently sophisticated to embrace such notions. In any event, the facts of this case hardly leave the impression that we are here dealing with two criminals who were the innocent dupes of a rogue who totally hoodwinked them. Yet this is the impression which the magistrate gives of the case because he continued by saying : ¹

I see two men of the age of these two, of previously unblemished record, married, families, with no gain except the right to work.

Of course, we could suggest to the magistrate that when bank robbers start out in their trade, they have exactly the same outlook as he attributes to Hinch and Salanski, if, by "right to work", he means the natural desire to support their wives and families.

The magistrate went on to say that the respondents are "faced with a civil suit, and are the victims of a most unprecedented skill in deception and daring". ²

This rather weighted version of the facts continued :

I must keep in mind the terrific loss of pride that each of these previously unblemished charactered people have suffered already, at the hands of somebody who was unconscionable and in a position of great trust, wielding a great club. ³

There is, of course, some truth in this statement. The unvarnished facts suggest that the respondents would have had little chance of receiving the contracts if Mead had not decided in their favour. On the other hand, they share a common trait with other criminals in that they yielded to the temptation to take an easy way out rather than find other work or, perhaps, expose the dishonesty of Mead. One would imagine that Mr. Salanski's service club may have instilled some such civic duty in his mind.

Finally, the magistrate concluded his remarks in mitigation by saying : ⁴

I wonder much — how they have lost through their weaknesses in not being able to, and not having the immediate strength to see what is right.

These compassionate statements contain worthy sentiments in a criminal process which now purports to be dedicated to the rehabilitative ideal but the "losses" referred to by the magistrate appear a trifle intangible when one remembers that Messrs. Hinch and Salanski presumably made a profit from their contracting operations. The size of their profits is not mentioned in any of the judgments ; this is a curious omission to which further reference will be made.

The British Columbia Court of Appeal, per Norris J.A. considered that the magistrate's remarks, which have been quoted at length were "unfortu-

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

nately (and too broadly) worded”¹ but that there was no error in law or fact. The majority of the Court of Appeal found little difficulty in understanding the magistrate’s point of view. Norris J.A. believed that in the reference to “without hesitation” (in the first paragraph quoted) which seemed to refer to a surprising lack of *mens rea*, the magistrate meant that the case was an unusual one. This explanation is, with respect, mystifying. In another paragraph, not quoted above, the magistrate had made reference to “no personal gain” but Norris J.A., in his role as judicial interpreter, believed that this should “undoubtedly” be read in the light of the earlier reference to “no gain except the right to work”.²

The illogicality of the magistrate’s remarks is best illustrated by a paragraph which appears to have been added as an after-thought. This paragraph contradicts everything which the magistrate seemed to have said about lack of *mens rea*, the victimised position of Hinch and Salanski and the need for a light penalty which was in fact imposed. In this passage, the magistrate had said :³

On the other hand, was not what unquestionably occurred a serious crime against all of the people of this country ? They entered into a common design, an agreement, to do something unlawful, and unlawful to their knowledge, as to call for a penalty up to fourteen years.

This qualifying statement by the magistrate is so inconsistent as to make nonsense of what went before.

Therefore, Norris J.A. (with Branca J.A. concurring), after considering the various facets of punishment, decided that the Crown appeal should fail. In making this decision, the learned appellate judge said :⁴

Any conviction and sentence of imprisonment, apart from the fines imposed, would be almost totally destructive of these respondents in the small community. It is likely that the learned magistrate had under consideration what might be called the side effects of the conviction and sentence such as restrictions on travel and emigration to another country and the limitation on future employment. The conviction and sentence are on the records of the respondents for life. All these matters the learned magistrate doubtless had in mind, and, . . . it cannot be said that the learned magistrate imposed an inordinately low sentence and was clearly wrong.

There would be much to recommend this statement if it reflected a consistently lenient policy of the trial and appellate courts of Canada. Norris J.A. also struck a realistic note when he suggested that a month in jail and a \$2,000 fine may appear inadequate in a large urban centre while the same

¹ *Ibid.*, at p. 208.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, at p. 207. The reference to fourteen years was erroneous ; the maximum is ten years.

⁴ *Ibid.*, p. 212.

sentence in a rural community may have a very different effect because, in the latter, "associations are close, and community, social and religious status is judged more severely".¹

Another reason stated for dismissing the appeal has less validity. Norris J.A. observed "in passing" that the respondents had each served their month in jail and were "endeavouring to rehabilitate themselves for some months".² To re-arrest them and return them to jail because of an alleged mistake of the magistrate "would add unduly to their punishment and would savour of harassment, a result which, with respect, we should not bring about unless we are under compulsion to do because of particularly outrageous circumstances resulting in a clear miscarriage of justice, which I do not think is the case here".³

Norris J.A. also discussed the irrelevancy of retribution (which will be examined more fully below) and this is certainly a salutary attitude toward sentencing.

Looking at the majority judgment as a whole, there are very few tangible criticisms which one could make except to impugn the rather superficial examination of the simplistic and inconsistent statements of the magistrate. An argument can be made that any comment on sentencing policy is irrelevant because it is so individualized that precedents and policy are of very limited use. Such an attitude is debatable and certainly is so in cases where an appeal court lays down such fundamental principles as the British Columbia Court of Appeal set forth in *Regina v. Hinch and Salanski*. There seems to be no jurisprudence on the advisability (or ethics) of applying rules of *stare decisis* to sentencing cases. Why should the rule of precedent not apply in these circumstances? At least loose rules of precedent seem to apply to cases under sections 695 (dangerous sexual offender) and 661 (habitual criminal) of the Criminal Code. If it can be applied to such crucial cases involving permanent incarceration, (or loss of freedom) then it should apply to the no less important decisions relating to first offenders, and other identifiable types of offences or offenders. This should certainly be the case if we are seeking, however vainly, a viable rationale for the criminal process. Of course, sentencing has always been described as a very special, exacting and emotionally demanding task which judges approach with great trepidation and some misgiving. The problem of sentencing is aggravated by the individualisation of the rehabilitative ideal which places a premium on the more positive qualities of the individual offender so that justice can be done while attempting to salvage an asocial citizen. Judges may feel confined by binding precedent when the essence of sentencing is not equality of treatment,

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, at pp. 212-213.

but uniformity in approaching the problems. Perhaps there is another dimension to this problem. Court decisions may not have a lasting and binding role because penal practices change. No one suggests that penal administrators and criminologists should dictate to the courts but, in practice, penologists may resent a system which takes no account of new knowledge or changes in penal policy. A jurisprudence of decisions has developed in cases relating to habitual criminals and sexual psychopaths. Anyone who has made even a cursory examination of these decisions would be struck by the analytical quality of the interpretation of sections 659 and 661 of the Criminal Code. This black letter approach has not resulted in a cohesive legal policy and, moreover, there is almost a total disdain for penal or criminological considerations. Perhaps the interpretation of these sections (particularly by the British Columbia Court of Appeal) does not offer much encouragement to those who would like to avoid decisions such as in *Hinch and Salanski* by establishing some coherent policy.

The decision in *Hinch and Salanski* is disquieting. First, this dissatisfaction is due to the inconsistency of the courts which is implicit in the present judgment. This is not to suggest that there should be uniformity of sentences ; it does imply, however, that the court in the case under review has applied criteria (which may be most worthwhile) which it is not willing to apply to all cases. If we take into account the strong familial connexions of our two building contractors (who also happen to be cheats), then why not listen to the pleas of a tearful wife who legitimately claims that the judge, in sending her husband to jail for months or years, is robbing her of a loving husband, her children of a devoted and dutiful parent and her home of an efficient breadwinner ? If a pre-sentence report attempts to show that a convicted person is most contrite and has been punished enough by the mere formalistic appearance in court, then why incarcerate him for a number of years ? If a priest, as character witness, tells the sentencing judge, that a term in a reformatory would do his eighteen year old parishioner more harm than good and that the church will watch over him, why persist in sentencing him to prison ? If a prisoner is as much a victim as a participant in a crime, why should the court refuse to take notice of this fact and made pious and self-defeating statements about the need to set an example and to deter the weak-willed criminal from accepting the advice of rogues on future occasions ? If judges persist (as they frequently do) in applying a quantitative measure to punishment so that a \$20,000 theft is at least five times as bad as a \$2,000 defalcation, then how can the sentence in *Hinch and Salanski* be justified ?

None of these illustrations and rhetorical questions is exaggerated. If one could be assured that the decision in the present case was the first faint glimmer of a new light on crime and its punishment, then one could

have hope but the simple fact is that the hope is unjustified. Since the British Columbia Court of Appeal decided *Hinch and Salanski*, they have no doubt dismissed appeals against much stiffer sentences and have upheld findings of habitual criminality on technical legal grounds. A random glance at any Toronto newspaper shows, for instance, that accused persons, with previously unblemished characters, have been sentenced to much more than one month in jail for liquor, drug and sexual offences.

An alternative explanation must be sought. One of the most obvious is that the decision in *Hinch and Salanski* is based largely on socio-economic grounds. This explanation, even if without merit, hardly needed to be expressed in the crude language of the sentencing magistrate.

On this basis, among others, it is therefore rather ludicrous for Norris J.A. to suggest that retribution is not a factor in sentencing and "not in accord with the present day concept of the purposes of the criminal law".¹ The judge's statement takes on added irony when he suggests that applying vengeance "involves a loss of that objectivity which is essential to the exercise of the judicial process".²

This is not to suggest that retribution should be a factor or that the dissenting appellate judge was correct in suggesting a sentence of eighteen months. As much as one may be inclined to believe that while collar crime by "respectable" businessmen may be as much (if not more) of a danger to our society as bank robbery, imprisonment is probably no solution. Secondly, the categorization of the rationale of punishment (into deterrence, reformation, protection of society and retribution) is not useful and largely meaningless. Thirdly, punishment in the form of imprisonment serves very little purpose in any event and would serve no good in the case of these middle aged, middle class entrepreneurs. It would make much more sense if, regardless of its direct punitive effect, the Crown demanded, and obtained an order which fined our two criminals \$100,000 each or debarred them from any future government contracts (although this may be an automatic effect in any event). Perhaps the practice adopted in the United States in anti-trust cases could be applied to the criminal process so that our dishonest businessman was forced to pay "triple damages" in effect—say, three times the bride paid or three times the profit made through the illegal transaction. These suggestions are attempts to break down the present artificial line between civil and criminal legal matters. Although such a breakdown may not be satisfactory in some areas, such as murder or rape, it may be the best solution in those where the major damage is economic. This may be the solution for two reasons. If we are serious in our belief that retribution has no part to play in the criminal

¹ *Ibid.*, at p. 210.

² *Ibid.*, at p. 209.

law, then we should make the obvious obeisance to the new penal enlightenment. Secondly, economic "punishment" may have the greatest deterrent effect. Thirdly, there seems to be some confusion in our free enterprise society because we cannot decide what is (or should be) criminal in the economic field. We need some effective means of expressing community disapproval if, indeed, that is our intention. Perhaps it would be better to fight financial problems with a monetary weapon. This notion of compensation rather than punishment could spread to such "crimes" as those involving criminal negligence or "unlawful act" — involuntary homicide. Many of the defendants to these charges are able to pay and should be forced to do so. Most of them do not have "guilty" minds. In fact, many of our businessmen, and taxpayers, are unable to draw a distinction between what is merely sharp practice on expert advice and what is a fraudulent act or scheme.

Obviously, the lack of clarity in the aims of the criminal law is well illustrated by this grey area of illegal economic acts and asocial activity. Perhaps it would be an ideal place in which to implement a plan for erasing criminal records when the convicted person has lived an honest, law-abiding life for five years or more. This scheme, which has been gaining popularity recently, would minimise retribution and de-accentuate the differences between torts and crimes.

These references to "guilt" or differentiations between various frames of mind have a curious propensity to lead us back to the "hardcore" guilt-ridden, blameworthy types of behaviour which are the basic crimes. If these acts continue to be crimes, are we not suggesting that most of them are punished by death (rarely now) or long terms of imprisonment for reasons which are based on thinly disguised retribution?

As stated above, the categorization of the rationales of punishment are unreal and misleading, and by singling out retribution, one must not fall into the same error. To suggest however that these terms of imprisonment are anything other than vengeance is gilding the lily.

Norris J.A. in *Hinch and Salanski* pointed out that one of the objects of the criminal law is "to maintain a standard of behaviour necessary for the welfare of the community (which includes the welfare of the offender)".¹ He went on to say that, in sentencing, the public welfare encompassed the "safety of the public", "the deterrent effect of a sentence", punishment,² and reformation of the offender. Most of the above is question-begging or, alternatively, imponderable. To suggest that the aim of the criminal law is to maintain proper standards of community behaviour and to state that the public welfare aims, *inter alia*, at the safety of the public certainly does not

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

tell us very much. Norris J.A. also said that the sentence of the court seeks to have a deterrent effect. What do we know of deterrence? Admittedly, deterrence may be the most important consideration in criminal law and involves the whole notion of criminal law — we are hoping to stop citizens from doing acts of which we disapprove at the present time and we are hoping that they will not repeat them. But this definition of deterrence tells us nothing because we can deter by choosing the most dangerous criminals and incarcerating them for the remainder of their natural lives, we may deter by imposing long sentences whether for revenge or for purposes of rehabilitation. Finally we may deter by suspending sentence or placing on probation. Therefore, Norris J.A.'s categories have very little meaning because we have so little knowledge of the effects of the penal dispositions made. If we wish to protect society then anti-social behaviour must be stopped and that requires a formula of which we know little at the present time. We must make the best economic use of our resources,¹ the truly dangerous, in a physical sense, must undoubtedly be kept in such security that they cannot repeat their depredations. This should be a relatively small group who will increasingly be dealt with in a psychiatric way. What of the others? We must ensure that we are not retributive but this hardly coincides with Norris J.A.'s concept of that term. This much is obvious from the passages he quoted in support of his thesis that retribution is irrelevant. He cited Middleton J.A. in *Rex v. Childs*² who conceived of the *lex talionis* as being "torture, whipping and solitary confinement". Everyone knows that the modern vengeful society is not that unsubtle. Similarly the British Columbia Court of Appeal cited Roach J.A. in *Rex v. Warner, Urquart, Martin and Mullen*³ where it was said that there must be "a right proportion between the punishment imposed and the gravity of the offence". "It is in that sense", said Roach J.A. "that certain crimes 'deserve' certain punishments and not on any theory of retribution".⁴ This statement, on the other hand, seems too subtle for the average mind. Yet it contains the essence of the problem in the present case and the uneasiness which it created. The value system under which the court operated has a rather twisted notion of desert. A court which can jail union officials for a year (admittedly in the *name* of deterrence) for a quasi-criminal contempt of court will have some problem convincing many people that they are not being vengeful.⁵ Similarly appellate courts which can permanently incarcerate a homosexual (who had no pedophilic or violent tendencies) as a "dangerous sexual offender" when it was proved

¹ See Outerbridge, *The Tyranny of Treatment* (1968), 10 Can. J. of Corr. 378.

² (1939), 71 C.C.C. 70 (Ont. C.A.), cited at p. 209, *supra*, footnote 2.

³ (1946), 87 C.C.C. 13 (Ont. C.A.).

⁴ *Supra*, footnote 2, at p. 210.

⁵ See *Regina v. Neale, Clarke, O'Keefe and Power*, (1967) 2 C.C.C. 175 (B.C.C.A.).

that he was nothing of the sort is hardly convincing in protestations that they are not vengeful.¹

What of the dissent of Robertson J.A. in *Hinch and Salanski*? Does that offer any light or encouragement? Robertson J.A. considered that the magistrate had misdirected himself and found the suggestion that the respondents were victims erroneous and misleading. (For instance, the magistrate made reference to Mead who was “armed with a terrific authority which created this horrible opportunity” and that Mead “wielded tremendous power, tremendous influence, and was, in fact, able to create an empire for himself”.²) Robertson J.A. found these statements exaggerated at best and pointed out, as stated earlier, that the respondents could have declined all further contracts instead of entering into new ventures and preparing false documents. Similarly, the learned judge believed that the magistrate was wrong to accept defence counsel’s submissions that the respondents had “not received, in these circumstances, an illicit penny”.³ Robertson J.A. pointed out that Hinch and Salanski entered into the agreements for the profit motive and had looked upon the payments to Mead as “an expense of carrying on a profitable business”.⁴

Finally, in considering sentence, Robertson J.A. stated that, in his opinion, a sentence of five years would not have been disturbed on appeal. He decided, however, that he would substitute a term of eighteen months, taking into account the lack of previous record, their standing in the community, their repentance, and that “men whose environments have been such as those of the respondents will probably find it harder to bear any given term of imprisonment than a man who has once been incarcerated and chooses to risk imprisonment again by committing a subsequent offence”.⁵ He also believed that a very long sentence was not necessary as the respondents had “probably learned their lesson by now”. He refused to take into account the fact that a successful civil suit had been instituted against them and that one had mortgaged his house to pay the judgment. He called this “merely bowing to the inevitable”.⁶

One could agree with all the following except the type of sentence. The judge believed that deterrence was the key factor. (He dismissed the notion of retribution because any sentence that satisfied the principle of deterrence would in this case satisfy that of retribution.) In relation to deterrence, he said :⁷

¹ *Klippert v. The Queen* (1967), 2 C.R.N.S. 319 (S.C.C.).

² *Supra*, footnote 2, at p. 216.

³ *Ibid.*, at p. 217.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*, at p. 218.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*, at pp. 217-218.

With respect, I think that the learned magistrate completely overlooked the principle of deterrence. Considering the amount of construction work that goes on in British Columbia, the vast sums involved in many projects, and the opportunities that can arise to perpetrate profitable frauds, the imposition here of a sentence of imprisonment of one month — a fine of \$2,000 means next to nothing to a man who is playing for such high stakes — is well nigh an invitation to other men with good reputations (which can be cited if need arises) low resistance to temptation and a desire to make large gains to run the risk of being found out in a scheme to defraud those with whom they do business.

As stated earlier, we know very little about deterrence but the above statement seems to make more common sense than any previous comment from the case under review.

These comments have been lengthy and the patient reader might well ask what use they serve. A mere comment on a single case is both too short and too long because it cannot do justice to the whole subject matter of criminal law, sentencing policy, criminology and corrections. Similarly, these problems cannot be properly exemplified by an isolated case decided by a magistrate who has neither the time nor the expertise to take all these matters into consideration. Furthermore, he is hardly in the proper forum to take such a broad view of the criminal process.

The case of *Regina v. Hinch and Salanski* is simply the most recent illustration of the problem facing the criminal law and those who administer it. We must be prepared to rethink our attitudes toward all criminal offenders and our methods of punishing, treating and rehabilitating them — not just some of them.

Graham Parker *

DOCUMENT « C »

LA CÉSURE DU PROCÈS PÉNAL ET LA PROCÉDURE DU TRIBUNAL POUR ENFANTS

par

Jean CHAZAL

Vice-Président du Tribunal de la Seine

Les tribunaux pour enfants représentent indiscutablement en France le domaine où les conceptions de la défense sociale, telle qu'elle est actuellement comprise, ont déjà provoqué de remarquables réalisations et où la science criminologique a pénétré à la fois l'esprit de la loi et celui du juge.

* Graham Parker, of Osgoode Hall Law School of York University, Toronto.

Aussi peut-on se demander si la procédure suivie par la juridiction des mineurs n'apporte pas sa contribution dans le débat ouvert sur l'opportunité d'une césure du procès pénal.

Il est acquis que cette importante question est étroitement liée à celle de l'observation médico-psychologique et sociale du délinquant. Pour certains, elle en est même le corollaire procédural.

Aussi, avant d'étudier les mécanismes de la procédure du tribunal pour enfants, telle qu'elle a été organisée en France par l'ordonnance du 2 février 1945, modifiée par la loi du 24 mai 1951, efforçons-nous de dégager très sommairement les raisons qui militent en faveur de la division en deux phases d'un procès pénal dans lequel est introduite l'observation du délinquant.

C'est seulement à la suite de cet examen que nous pourrons apprécier si les mêmes raisons sont valables devant la juridiction des mineurs et si elles doivent entraîner des solutions procédurales impliquant la césure de l'instance.

L'observation s'analyse en un ensemble d'investigations relatives à la personne du délinquant étudiée en relation avec ses milieux de vie.

On peut donc se demander s'il n'est pas attentatoire à la personne du prévenu et aux garanties qui lui sont dues de le soumettre à ces investigations avant qu'il soit déclaré coupable, c'est-à-dire avant qu'il soit statué sur la matérialité des faits et sur leur imputabilité. Il serait facile de montrer que cet argument, dont la valeur est évidente lorsque l'observation s'effectue dans un centre, conserve encore une part de son intérêt dans les cas d'une observation en milieu libre.

Une observation avant toute déclaration de culpabilité, dit-on aussi, peut amener le magistrat à puiser dans le dossier de personnalité des renseignements qui étayeront sa conviction dans le jugement du fait même.

Les praticiens ne manquent pas de souligner que la durée nécessaire à une observation entraîne des retards dans le jugement sur la matérialité du fait et sur son imputabilité, retards préjudiciables au prévenu qui est en droit de réclamer d'être jugé dès que les éléments de preuve sont rassemblés, retards également préjudiciables, dans certains cas, aux intérêts d'une partie civile. La césure du procès pénal apparaît comme le procédé de technique judiciaire qui évite de compromettre les légitimes intérêts du prévenu et de la victime.

Enfin, un dernier argument, à notre avis essentiel, est parfois avancé. La publicité des débats et leur caractère strictement contradictoire sont lourds de conséquences dans un procès comportant la discussion d'une observation médico-psychologique et sociale. La révélation aux délinquants de certains renseignements du dossier de personnalité est de nature à compromettre le traitement qui sera entrepris. La divulgation de ce dossier peut,

d'autre part, causer au justiciable et à sa famille un important préjudice moral et matériel. La division du procès pénal supprime ces graves inconvénients. Seule la première partie du procès reste publique et, au cours de la deuxième phase de l'instance, le magistrat qui dirige les débats peut se voir attribuer le droit de faire sortir le prévenu de la salle d'audience lorsque certains aspects du dossier de personnalité sont abordés et discutés. Cette dernière suggestion est déjà devenue une réalité dans certaines législations étrangères, ainsi que le souligne Monsieur le Président Ancel dans sa très remarquable étude sur le procès pénal et l'examen scientifique des délinquants ¹.

Les raisons que nous venons d'exposer en faveur de la césure du procès pénal n'ont pas toutes la même valeur, mais, dans leur ensemble, elles nous paraissent des plus pertinentes.

✱

* *

Est-ce que ces raisons conservent leur valeur devant la juridiction des mineurs et doivent entraîner les mêmes solutions procédurales ?

L'observation d'un jeune délinquant, qu'elle soit effectuée en centre d'observation ou en milieu libre, qu'elle soit complète ou limitée à l'enquête sociale et à l'examen médico-psychologique, est toujours faite dans le souci d'un traitement du sujet, traitement qui, selon les cas, sera à dominante éducative et pédagogique, médicale et psychologique, professionnelle ou scolaire. L'observation du mineur ne nous paraît donc pas attente à sa personne. Elle peut, sans inconvénient, s'effectuer avant toute décision sur la matérialité du fait et sur son imputabilité.

C'est dans ce sens que s'est orientée la législation française. L'ordonnance du 2 février 1945 dispose, dans ses articles 8, 9, 10, que l'enquête sociale, l'examen médico-psychologique, la mise en observation sont prescrites par le juge des enfants (ou le juge d'instruction) au cours de l'enquête judiciaire.

Le juge des enfants qui, dans la législation française, est à la fois *juridiction d'instruction* et *juridiction de jugement*, se refuse toujours à utiliser le dossier de personnalité à des fins autres que celles pour lesquelles ce dossier est constitué. Il *instruit sur des preuves*, il *caractérise en droit*. C'est lorsqu'il *répond affirmativement* à ces questions qu'il utilise le dossier de personnalité pour prendre la mesure, dans le *souci d'une individualisation de plus en plus poussée*.

Mais il est incontestable que la pensée du juge, après avoir suivi ces processus et aussi de les avoir distingués, s'enrichit dans un effort de synthèse. La connaissance de la personne du jeune délinquant restitue à son

¹ MARC ANGEL : *Le procès pénal et l'examen scientifique des délinquants*, Imprimerie administrative, 1952.

acte son véritable éclairage en lui donnant ses motivations profondes et, d'autre part, certaines des circonstances entourant l'acte éclairent la personnalité du sujet.

Le climat des tribunaux pour enfants est donc essentiellement humain. L'étude du fait ne se sépare de celle de la personne que dans la mesure où il s'agit de donner au délinquant les garanties de la preuve d'un acte dont le caractère pénal est, par ailleurs, reconnu. Le jugement sur le fait n'est jamais déterminé par les résultats de l'observation, mais celle-ci fournit à l'acte délictueux son explication en profondeur et lui fait acquérir sa densité psychologique.

Au nombre des raisons évoquées en faveur de la césure, nous avons noté que les nécessités de l'observation, si le procès n'est pas divisé en deux phases, peuvent entraîner un retard dans le jugement sur le fait et sur son imputabilité.

La situation est toute différente devant le tribunal pour enfants.

Les investigations médico-psychologiques et sociales s'imposent dans la procédure suivie par le juge des enfants, et le juge d'instruction. Ces magistrats ne peuvent s'en dispenser que par une ordonnance motivée (art. 8 de l'ordonnance du 2 février 1945). Lorsque le dossier est porté devant le tribunal pour enfants, l'observation est donc, en général, acquise sans que les délais nécessaires à son élaboration aient entraîné un retard sensible dans l'enquête judiciaire, ces délais étant, sauf cas exceptionnels, de deux à trois mois.

Les graves inconvénients qu'offriraient une révélation et une divulgation du dossier de personnalité nous ont amené à souligner tout particulièrement l'intérêt d'une césure du procès pénal.

Ces mêmes inconvénients pouvaient menacer et compromettre l'action des tribunaux pour enfants. Ils pouvaient se combiner avec d'autres dangers qu'il fallait aussi éviter.

Autant la révélation de certains éléments du dossier de personnalité que la lourdeur d'un appareil judiciaire qui ne sait pas rester discret sont, en effet, de nature à traumatiser affectivement certains sujets au point de rendre ensuite impossible ou très précaire toute action éducative. Les mêmes révélations sont parfois catastrophiques pour les parents de l'enfant. Enfin toute divulgation est susceptible d'entraîner un grave préjudice pour le mineur et pour sa famille.

Sans recourir au procédé de la césure, le législateur français et la pratique judiciaire se sont efforcés de lutter contre ces lourds dangers.

La loi autorise le juge des enfants, son enquête achevée, à statuer seul dans un certain nombre de cas, plus particulièrement à prendre toutes les mesures protectrices et éducatives qui n'entraînent pas un placement dans

une institution de rééducation. Le juge statue dans son cabinet, de façon familiale et intime en présence du mineur, de ses représentants légaux et de son avocat. Il n'hésite pas à faire sortir le jeune délinquant s'il estime que l'entretien avec ses parents ou les explications de son défenseur, portant sur les renseignements de personnalité, sont susceptibles de le perturber. Dans d'autres cas, ce sont les parents qui sont invités à sortir.

Lorsque la procédure doit être renvoyée devant le tribunal pour enfants que préside le juge des enfants, un certain nombre de règles ont été instituées par le législateur, de nature à limiter les risques de la révélation du dossier de personnalité et de sa divulgation (art. 13 et 14 de l'ordonnance du 2 février 1945).

La publicité de l'audience est des plus restreintes.

Chaque affaire est jugée séparément.

Le Président peut ordonner que le mineur se retire pendant tout ou partie des débats.

Le mineur peut même être dispensé de comparaître.

La publication du compte-rendu des débats est interdite.

*

* *

Nous ne devons pas cependant conclure de l'ensemble de ces explications que la division du procès pénal est ignorée devant la juridiction des mineurs comme elle l'est, en l'état actuel de la législation et de la jurisprudence, devant les juridictions répressives d'adultes.

Il est une situation où le tribunal pour enfants, voire le juge des enfants, statuent en tant que juridiction de jugement, utilisant le procédé de la césure. Ils y ont recours en prononçant une mesure *de liberté surveillée*, dite « *préjudicielle* » ou « *à titre d'épreuve* », mesure prévue par l'article 19 de l'ordonnance du 2 février 1945, lorsqu'elle est décidée par le tribunal pour enfants et par l'article 8 *in fine* de ce texte lorsqu'elle est prononcée par le juge des enfants.

Ce type de liberté surveillée que connaissait déjà notre première loi sur l'enfance délinquante (loi du 22 juillet 1919), est ainsi défini par l'ordonnance du 2 février 1945.

Le juge des enfants (art. 8) ou le tribunal pour enfants (art. 19) « *pourra, avant de prononcer au fond, ordonner la mise en liberté surveillée à titre provisoire en vue de statuer après une ou plusieurs périodes d'épreuve dont il fixera la durée* ».

La jurisprudence (Cass. crim. 2 mars 1928, D. 1928, p. 218) et la doctrine ont toujours estimé que le prononcé d'une mesure de liberté surveillée préjudicielle (ou à titre d'épreuve) supposait que la juridiction saisie avait préalablement statué sur la matérialité du fait et sur son imputabilité. Il appartient à cette juridiction, à l'expiration du délai d'épreuve et selon l'évolution du sujet, ou de transformer la liberté surveillée à titre d'épreuve

en liberté surveillée définitive ou de prononcer une autre mesure éducative ou encore de prononcer une condamnation pénale (condamnation pénale seulement possible si le mineur avait plus de treize ans au moment du fait).

La liberté surveillée préjudiciable révèle ainsi le mécanisme même de la césure du procès pénal. Dans un premier temps, la juridiction statue sur la matérialité et l'imputabilité. Dans un second temps, (à l'expiration du délai d'épreuve), elle se prononce « au fond » en optant pour celle des mesures — éducative ou répressive — lui paraissant la plus adaptée à la situation. La liberté surveillée préjudicielle, sur une très modeste échelle, illustre dans le droit français le principe traditionnel qui, en droit anglo-saxon, domine le procès pénal, la séparation de ce procès en deux phases, celle de la « conviction » et celle de la « sentence » et il est indiscutable que ce système procédural a permis en Angleterre et aux États-Unis de donner un grand développement à l'institution de la *probation*¹.

Il est d'ailleurs vraisemblable de penser que si le législateur français se décide un jour à introduire dans notre législation des adultes une mise à l'épreuve judiciaire avec suspension du prononcé de la condamnation pénale (le projet actuel ne prévoit qu'une mise à l'épreuve assortissant une suspension de la peine), il devra obligatoirement recourir à la césure du procès pénal, s'inspirant ainsi de l'institution de la liberté surveillée à titre préjudicielle applicable jusqu'à présent aux seuls mineurs délinquants.

Sans doute, récemment et avec un grand talent, M. Alfred Potier² a pu soutenir que la liberté surveillée préjudicielle (qu'il préfère qualifier de liberté surveillée d'épreuve) pouvait, au vu du texte de l'ordonnance du 2 février 1945, faire l'objet d'une interprétation autre que celle que nous venons de donner et qui, jusqu'à ce jour, avait été traditionnellement admise. Il se demande si le législateur, en employant les termes « avant de statuer au fond » n'a pas voulu dire que la décision sur « le fond pénal » (questions relatives à la matérialité du fait, à sa qualification et à son imputabilité) devrait être réservée tout autant que la décision sur la mesure définitive.

Cette nouvelle interprétation qui, à la lecture des articles 8 et 19 de l'ordonnance du 2 février 1945, peut paraître satisfaisante soulève cependant des objections.

Tandis que la liberté surveillée préjudicielle (ou d'épreuve), prise dans son acception traditionnelle, est de la plus haute utilité pour la juridiction des mineurs, *elle perdrait son intérêt et sa portée si elle apparaissait comme préalable à toute décision sur la matérialité et l'imputabilité*. En effet, la juridiction de jugement a toujours le pouvoir d'ordonner une mesure d'ins-

¹ MARC ANGEL, *L'institution de la mise à l'épreuve*, Imprimerie Moderne, 1950.

² ALFRED POTIER : *Aspects de la liberté surveillée*, Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé, janvier-mars 1953.

truction lorsqu'elle lui paraît nécessaire. Si la juridiction des mineurs entend donc prescrire une mesure de liberté surveillée en réservant « le fond pénal » (ce qui, en cas de constitution de partie civile, ne manque pas de préjudicier aux intérêts de la victime), il lui est alors loisible de prescrire la liberté surveillée provisoire (ou d'observation) que le juge des enfants et le juge d'instruction peuvent, au cours de leur enquête préalable, prescrire à l'égard d'un mineur (art. 10 de l'ordonnance du 2 février 1945).

Nous croyons donc devoir nous en tenir à l'interprétation traditionnelle donnée de la liberté surveillée préjudiciable (ou d'épreuve).

Si, nous échappant pour quelques instants du domaine procédural, nous pénétrons la technique de la liberté surveillée préjudicielle, que constatons-nous ?

Elle est sans doute une « épreuve ». Pendant une période fixée par le tribunal, il est *exigé du jeune délinquant un effort personnel dans le sens de son reclassement social*. Des conditions peuvent lui être imposées, relatives par exemple à ses fréquentations, à son apprentissage, à l'organisation de ses loisirs. L'éducation du mineur pendant cette période est étroitement suivie par son « délégué » et celui-ci entreprend une authentique action éducative sur le jeune, parfois aussi sur la famille. *Cette action éducative se double d'une action sociale*, et le délégué s'efforce de trouver une solution aux problèmes que posent l'enfant et ses parents (orientation et formation professionnelle — insertion dans la vie du travail — santé physique et hygiène mentale — loisirs — problèmes de vestiaire et d'habitat...)

Mais la liberté surveillée préjudicielle est non seulement une épreuve doublée d'une action constructive menée par le délégué. *Elle prolonge aussi l'observation*.

Pendant le délai d'épreuve, le délégué (délégué qualifié) observe directement le mineur dans ses milieux de vie et personne ne contestera sans doute la valeur d'une telle observation. L'action de l'entourage sur le sujet, l'action du sujet sur l'entourage, les interactions de personne à personne sont mises en relief. Ainsi la liberté surveillée préjudicielle — au même titre que la liberté surveillée provisoire, mais sans que soit retardée la décision sur la matérialité et sur l'imputabilité — apporte sa contribution à l'observation dans un domaine particulièrement riche et vivant. Le sujet et ses milieux de vie sont étudiés sans être dissociés et sont observés dans leurs interactions.

Ce double aspect de la liberté surveillée préjudicielle — liberté surveillée d'épreuve et d'observation — nous révèle à *l'évidence que l'action éducative et l'observation ne sauraient être arbitrairement scindées*. On n'observe pas sans déjà amorcer une action dans le sens de l'éducation et tout en éduquant, ou rééduquant, on continue à observer.

*

* *

Une étude de la juridiction des mineurs nous montre donc que l'unité du procès constitue sans doute le principe, mais qu'il peut y être dérogé à la faveur de l'institution de la liberté surveillée préjudicielle. Par le procédé technique de la censure, le jeune délinquant est soumis à l'épreuve et son observation est prolongée sous une forme directe.

Nous estimons même qu'au cas exceptionnel où, au cours de son enquête, le juge des enfants ou le juge d'instruction se serait abstenu de provoquer les investigations médico-psychologiques et sociales, la juridiction des mineurs pourrait, à la faveur de la liberté surveillée préjudicielle, « faire démarrer » l'ensemble de l'observation en milieu libre et, conférer à un délégué hautement qualifié le rôle d'observateur et ordonner autant l'enquête sociale que les examens psychologiques, psychotechniques, médicaux, psychiatriques, qui s'imposent. Dans certains cas, les attributions de l'enquêteur social et de l'observateur direct peuvent même être confiées à une seule personne, le caractère historique et statique de l'enquête se doublant alors d'une vision dynamique des problèmes, la vision même que donne l'étude des mouvements caractérisant un sujet « en situation ».

Puisqu'une observation en milieu libre peut être prescrite à la faveur d'une liberté surveillée préjudicielle, pourquoi ne pas admettre que, dans des cas exceptionnels, et pour réparer les lacunes d'une enquête de personnalité, la juridiction des mineurs ait également le droit de prescrire une observation en centre d'observation, après avoir statué sur la matérialité des faits et leur imputabilité ?

Nous serions enclin à l'admettre si l'arrêt de la Cour de Cassation précité du 2 mars 1928 ne nous incitait pas à une certaine réserve.

Cet arrêt dispose que l'on ne saurait déduire de l'institution de la liberté surveillée préjudicielle la possibilité pour le tribunal pour enfants, après avoir statué sur le fait, de confier provisoirement un mineur en « colonie pénitentiaire » pour y être élevé « pendant la durée de l'observation ».

Il est vrai qu'à la date de la décision de la Cour de Cassation, les centres d'observation n'avaient encore aucune existence légale et de fait. La colonie pénitentiaire ne recevait que des mineurs ayant fait l'objet d'une décision définitive du juge. On comprend alors les hésitations de la Cour Suprême. Aujourd'hui, au contraire, les *centres d'observation* sont *légalement reconnus* et ils constituent *l'une des pièces essentielles de l'équipement français*. On peut donc penser que la Cour de Cassation, si elle avait à se prononcer, ne verrait plus les mêmes obstacles juridiques au placement d'un mineur dans un centre d'observation après que la décision sur le fait eût été rendue.

*

* *

Ainsi, nous retrouvons, dans une étude concernant la juridiction des mineurs, la ligne de pensée qui, au cours de ces dernières années, a conduit

d'éminents juristes et criminologues à estimer que la césure du procès pénal était la condition procédurale de l'observation et aussi — ajoutons-nous — de la mise à l'épreuve.

Mais c'est seulement dans le cadre de la juridiction des mineurs que nous voudrions conclure.

Il est excellent que la liberté surveillée préjudicielle soit employée en tant que mise à l'épreuve, elle-même assortie d'une action socio-éducative du délégué. Il est excellent que, dans le même temps, elle prolonge l'observation sous une forme très directe.

Mais, sauf cas exceptionnels, il serait peu souhaitable, à notre avis, de n'entreprendre l'observation du mineur délinquant qu'après s'être prononcé sur la matérialité du fait et son imputabilité.

Ce serait retarder la solution de l'affaire, alors que l'intérêt éducatif du jeune délinquant exige qu'il soit statué rapidement, la mesure éducative prononcée étant d'autant plus efficace qu'elle suit de plus près le fait pénal.

Ce serait aussi déshumaniser le procès. Il est excellent que le juge des enfants ait, dans le même temps, connaissance de la personnalité du sujet et des circonstances du fait. C'est alors que l'acte délictueux se situe dans son contexte humain et qu'il contribue à éclairer la personnalité du sujet. Nous l'avons déjà dit et nous n'insisterons pas davantage.

Enfin, il est indiscutable que certains esprits, à la faveur d'une division obligatoire de l'instance, seraient enclins à soutenir que seule la première partie du procès doit être soumise à l'appréciation du juge, la seconde phase se déroulant devant un organisme technico-administratif qui statuerait sur la mesure.

Ce système, s'il était appliqué, ne nous paraîtrait pas sans danger.

Il constituerait, dans un pays vivant sur la notion de la séparation des pouvoirs, *un empiètement fâcheux dans le domaine de l'autorité judiciaire.* Elle est gardienne des libertés individuelles et des droits familiaux. À elle seule, il appartient de les limiter, lorsqu'ils se trouvent en conflit avec l'intérêt éducatif de l'enfant, expression particulièrement élevée de l'intérêt social. D'autre part, *tout organisme à caractère administratif est dans la dépendance du pouvoir exécutif* et l'on peut redouter que, dans des périodes troublées, un organisme extra-judiciaire ne confisque la personne de l'enfant au profit d'une idéologie partisane, politique, confessionnelle. Enfin, le sort de l'enfant ne saurait dépendre des seules techniques, qu'elles que soient leur valeur et les garanties scientifiques mises à leur exercice. Il arrive que les techniques se contrarient. Il arrive aussi que leur application systématique et sans nuance vide le cas individuel de son contenu humain. Pour toutes ces raisons, il nous paraît hautement souhaitable que le juge reste présent au cours de toute l'instance.

APPENDICE 12

Mémoire additionnel de M. le juge en chef
Jean-Paul Lavallée

COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL
CABINET DU JUGE EN CHEF

MONTREAL

Le 14 novembre, 1969.

Monsieur Yves Prévost,
Juge en chef adjoint,
Cour de Bien-Être social,
350 est, rue St-Cyrille,
Québec, P.Q.

Cher collègue,

Référant à mon rapport du 6 janvier 1969 (« Vers un monde judiciaire nouveau ») et à notre conversation au téléphone, vous trouverez sous pli un document additionnel sur le Droit de protection.

Amicalement vôtre,

J.P. LAVALLÉE,
Juge en chef,
Cour de Bien-Être social.

JPL : LL
p.j.

LE DROIT DE PROTECTION

La justification de ce droit est dans la mission d'ordre public et de police qui appartient aux autorités administratives et judiciaires. La protection de l'enfance est plus remarquée par sa législation spéciale et par l'existence de nos Cours de Bien-Être social.

Il y a, pour ainsi dire, trois formes de protection :

1. — *La protection sociale.* Les critères de son intervention sont :

- a) un besoin d'assistance ;
- b) l'existence d'un moyen d'assistance appropriée ;
- c) l'assistance est voulue et sollicitée et doit être acceptée par l'autorité concernée.

En cas de conflit entre les parties, qui doit décider de la demande, soit le prétendu droit de l'individu en regard de l'obligation d'un ministère ?

2. — *La protection médicale.* Les critères sont à peu près les mêmes que ceux de la protection sociale. Cependant, à raison parfois de l'incapacité civile de l'individu, l'élément tutelle, curatelle, etc..., s'ajoute.

Il faut rappeler avec instance le principe que la mesure de protection qui limite la liberté individuelle devrait toujours relever de la compétence d'un magistrat indépendant.

3. — *La protection judiciaire.* C'est la protection judiciaire de l'enfance qui retient davantage l'attention. Elle revêt, soit un caractère pénal, (Loi des jeunes délinquants) soit un caractère civil (contrôle des droits de la puissance paternelle, etc..., Loi de la protection de la jeunesse). Cette protection est imposée par contrainte.

P.S. Au Québec dans le domaine de la protection de l'enfance il y a des dispositions statutaires très discutables et discutées notamment quant à l'admission des enfants dans les écoles.

— I —

L'article 106 (a) de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R. 1964) stipule que la juridiction de la Cour de Bien-Être social ou de tout juge qui la préside, s'étend à l'admission des enfants dans les Écoles de protection de la jeunesse, par l'article 15 de la Loi de la protection de la jeunesse. L'article 15 de la Loi de la protection de la jeunesse définit généralement

et spécifiquement les conditions de la protection et la procédure à suivre par le juge sans qu'il soit question d'admission d'enfants dans les écoles. Cependant comme le juge doit faire enquête dans la forme judiciaire, la seule résultante logique de cette enquête est une décision. L'article 19 de cette loi complète la pensée du législateur et est général. De telles trois dispositions il faut conclure qu'un enfant peut être placé dans une école sans la procédure de recommandation au ministre. Il fait alors transmettre au ministre copie certifiée de l'ordonnance sur le placement et sur l'établissement du domicile avec certains exhibits. Le juge rend donc un jugement comme c'est son rôle dans tout système judiciaire ».

— II —

D'autre part les dispositions des articles 15 (2) et suivants, entre autres choses, décrètent :

1. — *Le juge rend jugement.*

- laisser l'enfant en liberté surveillée.
- le confier à une personne ou société.
- prendre toute autre décision dans l'intérêt de l'enfant.

Le jugement Lacroix (voir exemplaire ci-joint) ne serait pas fondé sur ce point et partant une revision de la décision est possible par voie de certiorari (art. 1292 C. P.).

2. — *Le juge recommande seulement au ministre pour confier l'enfant.*

- à un école.
- à une institution d'assistance publique.
- à une agence sociale.

Sur ce point le jugement Lacroix est bien fondé.

Cette recommandation, et l'ordonnance du ministre qui peut s'ensuivre, ne sont pas sujets à revision. C'est une loi administrative dans les Écoles de protection et elle indique l'ingérence du pouvoir exécutif et administratif dans le contrôle de la puissance parentale. Le titre de la section IV est aussi affirmatif sur ce point. C'est une loi dite de bon vouloir. Il s'en trouve quelques unes à travers le monde, notamment en Russie, et elles sont toutes condamnées par les juristes de droit international. La loi doit être judiciaire et non de bon vouloir, c'est-à-dire il faut l'indépendance du pouvoir judiciaire pour la sauvegarde des droits de la famille et

de l'enfance. La porte est ouverte aux pires abus avec les lois de bon vouloir.

Quant au congé définitif des enfants (art. 40 et 41) placés sur « recommandation » de la protection judiciaire, ne devraient-ils pas alors revoir le juge ? Plusieurs enfants manifestent d'ailleurs ce désir. Sur le plan administratif du greffe, il faut au moins le savoir pour fermer le dossier.

Montréal, 14 novembre, 1969.

J.P. LAVALLÉE,
Juge en chef,
Cour de Bien-Être social.

* * * *

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MÉGANTIC DANS LA COUR SUPÉRIEURE

Le onzième jour de janvier, mil neuf cent soixante-quatre.
No : 3425

PRÉSENT : L'HONORABLE JUGE GÉRARD LACROIX

 ROBERT THIVIERGE

 VS Requérant

 RICHARD R. ALLEYN, Intimé

 ET
 RENÉ HAMEL
 ET
 ÉMILIE LAFRANCE
 ET
 SERVICE SOCIAL DU COMTÉ DE MÉGANTIC

 MIS-EN-CAUSE.

JUGEMENT

LA COUR après avoir entendu les parties par leurs procureurs et avoir délibéré ;

ATTENDU que le requérant allègue, en substance, que le 5 décembre 1963, Monsieur le juge Richard Alleyn a rendu une ordonnance recommandant à l'Honorable ministre de la Famille et du Bien-Être social

le placement de Colette et de Nicole Thivierge, filles du requérant, dans une institution appropriée pour la période de temps jugée nécessaire.

Le requérant se plaint de cette ordonnance sous le prétexte que le juge présidant à l'enquête n'a pas voulu ré-entendre certains témoins et que l'enquête n'a pas été conduite comme une cause ordinaire, qu'il y aurait eu irrégularités dans la procédure et que, de plus, le juge aurait refusé la réouverture de l'enquête, laquelle aurait été conduite irrégulièrement avec la conséquence que votre requérant n'aurait pas obtenu justice et le requérant demande, par les conclusions de sa requête, que la Cour ordonne l'émission d'un bref de certiorari, enjoignant au juge Alleyn de s'abstenir de procéder dans la cause et de certifier et transmettre à la Cour Supérieure de Thetford Mines le dossier et les procédures se rapportant à la présente instance, pour être sur le tout statué suivant la loi ;

ATTENDU que le 13 décembre 1963, les parties par leurs procureurs, ont consenti à ce que le présent dossier soit référé à l'Honorable juge en chef pour que ce dernier fixe une date d'audition ;

ATTENDU que par une ordonnance en date du 17 décembre 1963, l'Honorable juge en chef a référé la présente requête au juge soussigné, fixant la date de l'audition le 23 décembre 1963, à onze heures a.m. ;

ATTENDU qu'à la dite date du 23 décembre, les procureurs ont demandé et obtenu une remise de l'audition au 24 décembre, à onze heures a.m., et qu'effectivement les parties ont procédé devant le juge soussigné ;

CONSIDÉRANT QUE :

Il appert que le juge Richard Alleyn de la Cour de Magistrat a été saisi d'une demande de faire enquête pour voir à l'opportunité de placer les enfants du requérant dans une institution autorisée à les recevoir, parce que le requérant avait été accusé d'offense contre les mœurs sur la personne de ses deux filles, Nicole et Colette, toutes deux mineures ;

Cette demande avait été soumise au juge Alleyn conformément aux dispositions de la Loi de la protection de la jeunesse (14, Geo. VI, ch. 11 et ses amendements).

L'article 13-A de la loi susdite, autorise le juge qui fait enquête, à confier les enfants dont il étudie le cas à toute personne ou société, ou encore l'autorise « à recommander au ministre qu'il (l'enfant) soit confié à une école, à une institution d'assistance publique ou à une agence sociale... ».

En vertu de l'article 18 de la même loi, « le *ministre décide* à la suite d'une recommandation qui lui est faite en vertu de l'article 15A..., qu'un enfant doit être confié à une école..... ».

Il est donc facile de voir par les textes que nous venons de citer, qu'il ne s'agit aucunement d'une cause et encore moins d'un jugement rendu par un juge siégeant au tribunal régulier.

Il s'agit d'une simple enquête sur les faits qui est confiée à un juge de district, lequel fait ensuite rapport au ministre et lui fait les recommandations qu'il juge à propos. Il est donc facile de voir, à la lecture de ces textes, que ce n'est pas le juge, dans le cas qui nous occupe, mais le ministre qui décide du sort de l'enfant et rien dans la loi oblige le ministre à suivre la recommandation du juge si, lui-même, a des renseignements ou des informations qui le justifierait d'agir autrement.

Il nous semble aussi parfaitement possible que les intéressés soient admis à faire des représentations au ministre lui-même, après le rapport ou la recommandation du juge ;

L'article 1292 C.P.C. indique que le recours par voie de certiorari existe lorsqu'il s'agit « d'évoquer la cause avant jugement ou de faire réviser le jugement ».

Dans le cas qui nous est soumis par la requête du requérant, il n'y a pas de cause au sens légal de ce mot. Il n'y a pas de jugement. Au contraire, le dossier fait voir que la conclusion de l'enquête tenue par le juge Alleyn a été une recommandation non pas sous forme de décision ou encore moins sous forme du jugement, mais uniquement sous forme de lettre adressée au ministre par le juge Alleyn, laquelle lettre fait rapport de son enquête et contient sa recommandation.

Il nous est impossible d'accepter la proposition du requérant, à l'effet que la recommandation du magistrat équivaudrait à un jugement.

Le soussigné en vient donc à la conclusion qu'il n'y a là aucune ouverture à l'application des articles 1292 et suivants du Code de procédure.

POUR CES MOTIFS, partant,

LA COUR :

REJETTE la requête du requérant, avec dépens.

(SIGNÉ)

GÉRARD LACROIX
J.C.S.

APPENDICE 13

Mémoire de Mme et de MM. les juges
Yvette Dussault-Mailloux, Henri Beaulieu et
René L. Cousineau de Montréal.

COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL
CABINET DU JUGE EN CHEF

MONTREAL

Le 7 novembre, 1969.

LIVRAISON SPÉCIALE

PERSONNELLE

Monsieur Yves Prévost,
Juge en chef adjoint,
Cour de Bien-Être social,
350 est, rue St-Cyrille,
Québec, P.Q.

Monsieur le Président,

Tel que convenu, vous trouverez sous pli le rapport du Comité Mail-
loux, Beaulieu et Cousineau.

J'ai contresigné, sans hésitation, ce mémoire qui résume une situation
de faits journalière préjudiciable à l'administration de la Justice à notre
Cour.

Je vous envoie, sous pli séparé, lettres de différents juges qui illustrent
d'une façon spécifique les commentaires du mémoire.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments
les meilleurs.

J.P. LAVALLÉE,
Juge en chef,
Cour de Bien-Être social.

JPL : LL
p.j.

M É M O I R E

des juges de la Cour de Bien-Être social pour le district de Montréal, à la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale au Québec.

1. LES FONCTIONS DU JUGE DE LA JEUNESSE

Le juge de la jeunesse n'est pas seulement l'arbitre de conflits opposant la société à l'individu, ou les individus entre eux. Il exerce aussi une mission de protection du mineur.

Requis de prendre une mesure de protection, il lui incombe :

- 1° de vérifier si les conditions légales de son intervention sont réunies ;
- 2° de rechercher la mesure la plus efficace ;
- 3° de s'efforcer d'obtenir, pour l'application de cette mesure, l'adhésion la plus complète possible du mineur et des personnes dont la *collaboration* est non seulement utile mais très souvent nécessaire ;
- 4° d'ordonner la mesure et d'en suivre l'exécution en vue d'une éventuelle modification.

La mesure de protection limite la liberté individuelle. Elle relève donc, dans notre système politique et juridique, de la compétence d'un magistrat indépendant.

Il ressort de ce résumé assez succinct des fonctions du juge :

- 1° qu'il doit rendre seul les décisions, conformément à toutes les lois qui régissent les droits et obligations de la jeunesse ;
- 2° qu'il peut faire appel à des spécialistes pour découvrir les causes sociales, médicales ou psychologiques de probation ;
- 3° qu'il peut détenir un mineur, le confier à des écoles de protection, des centres d'accueil, des institutions, des orphelinats, etc.

2. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LE JUGE DE LA COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL DE MONTRÉAL

1° *Le juge doit prendre seul les décisions*

Nous ne saurions mieux faire ressortir la primauté, la prééminence du rôle du juge qu'en citant J. CHAZAL, « La collaboration du magistrat de la jeunesse avec les spécialistes ».

« Parce que le juge des enfants est un juge, il a pour mission d'arbitrer des conflits en appliquant la loi. Il doit effectuer les démarches qui sont communes à tous les juges. Il ne peut agir que dans un cadre légal et il lui arrive de devoir interpréter la loi pour mieux l'appliquer. En l'appliquant et au besoin en l'interprétant, il assure la sauvegarde de valeurs fondamentales pour une société. Son intervention est motivée par des faits dont il doit toujours exiger la preuve. Il doit savoir ne pas écarter de ses perspectives les notions de faute et de responsabilité. *Ce ne sont pas là des démarches que l'on exige des techniciens des sciences humaines et du travail social. Ceux-ci se doivent de rester sur le seul plan des phénomènes... ».*

Le juge n'est ni un expert ni un thérapeute. Magistrats et techniciens doivent collaborer. Chacun d'eux a sa fonction. Le juge ne peut pas être remplacé par le technicien, ni celui-ci par le juge.

Malheureusement, les différents services auxquels il doit très souvent avoir recours relèvent d'autres ministères que celui de la Justice et la collaboration essentielle pour que le juge puisse remplir son véritable rôle n'est pas toujours possible. En effet, ces services n'ont leur raison d'être que parce que la Cour existe et n'en sont que les accessoires.

D'ailleurs, cette constatation n'est pas récente. Les effets néfastes de cette double juridiction administrative, qui a pris naissance en 1958, étaient déjà ressentis en 1960 et c'est pourquoi tous les juges de la Cour de Bien-Être social d'alors adressaient au Procureur Général, l'honorable Georges-Émile Lapalme, un mémoire dans lequel on lui soulignait l'urgence de remédier à cette situation : copie de ce mémoire étant annexée aux présentes.

Plus récemment, une étude faite en 1967 par le National Study Service de New-York, sur la Cour de Bien-Être social de la province de Québec ainsi que sur le Service de probation et la détention soulevait des observations identiques dont nous nous permettons de citer un passage : copie de cette étude étant également annexée aux présentes.

"SOCIAL WELFARE COURT" PROBATION SERVICES AND DETENTION CARE.

The Social Welfare Court is, in a manner of speaking, subject to two provincial Departments, the Department of Justice and the Department of Family and Social Welfare. The judges of the court are appointed by the former department while the probation service and detention home function under the administrative auspices of the latter. No real opportunity was had to observe the implication, either negative or positive, of this divided responsibility for the functions of the Social Welfare Court, but several general observations seem pertinent. Although the court may be thought to represent a judicial function and the probation and detention services administrative ones, the fact of the matter is that they must be so related and tied together that they comprise an integrated program. For the most part, court intake is handled by the Probation Division. The judge is depen-

dent upon information provided by the probation officer to make the most effective and appropriate disposition of cases, which means that the judge must have confidence in the quality of the probation officer's report. In like manner, the probation officer must feel secure enough in his role and relationships to the judge to express his judgments freely when called upon for them. All of this means that the judges and probation staff must feel and operate as a team. The development and maintenance of teamwork requires close and continuous communications. Any factor or condition which may impede the flow of two-way communications between judges and probation staff will detract from the essential teamwork approach to the Court's crucial task . . .”

Tant et aussi longtemps que le Service de probation et la détention ne seront pas tous rattachés et soumis à la juridiction administrative unique du ministère de la Justice, les conflits d'autorité de plus en plus nombreux augmenteront et saperont encore davantage cette collaboration indispensable.

2° *Difficultés rencontrées auprès du Service de probation*

C'est au niveau de ce service que le juge ne rencontre pas actuellement et rencontrera de moins en moins de collaboration. Cette affirmation n'est pas gratuite, mais elle ne doit pas être interprétée comme une critique de l'officier de probation considéré isolément mais plutôt contre le système, l'organisation et les directives imposées à ces mêmes officiers par leur supérieurs unilatéralement, i.e. sans aucune consultation ou approbation des juges et même des officiers de probation en général.

Voici un résumé des difficultés quotidiennes observées et éprouvées par le juge :

- a) trop petit nombre d'officiers de probation qui font de la probation effective ;
- b) trop de chefs, pas assez de soldats ;
- c) vu le petit nombre des officiers de probation travaillant effectivement à faire de la probation, ceux-ci sont écrasés par le nombre de cas et il en résulte une lenteur intolérable dans la production de leurs rapports aux juges ;
- d) leur rôle de surveillance auprès de la jeunesse est presque nul ;
- e) déjà trop peu nombreux, les officiers de probation se voient de plus en plus imposer un système de compartimentation qui a été aboli partiellement et temporairement à la suite des protestations unanimes et véhémentes des juges ;
- f) cette compartimentation a pour effet de provoquer des changements d'officiers de probation trop fréquents auprès des jeunes ;
- g) elle entraîne souvent la présence de plusieurs officiers de probation auprès d'une même famille avec toutes les conséquences néfastes que cela peut entraîner. Ainsi, il peut y avoir :

un officier pour un garçon placé en foyer nourricier ;
un autre officier pour une fille placée en foyer nourricier ;
un autre officier pour un garçon placé en institution ;
un autre officier pour une fille placée en institution ;
un autre officier pour une fille qui demeure chez ses parents ;
un autre officier pour un garçon qui demeure chez ses parents.

- h) ce changement trop fréquent d'officier de probation est fait sans aucune consultation préalable du juge de l'enfant et évidemment sans son autorisation, c'est-à-dire d'une façon illégale ;
- i) plusieurs institutions se plaignent de ne plus savoir avec quel officier de probation communiquer ;
- j) les parents des enfants, ou leur avocat, ne savent plus avec qui communiquer ;
- k) même lorsqu'ils connaissent l'officier de probation, il leur est très difficile de l'atteindre par téléphone ou autrement vu que les officiers de probation qui travaillent effectivement sont trop peu nombreux et surchargés d'ouvrage.
- l) la fréquence des changements d'officiers de probation entraîne également parfois des conflits entre les officiers de probation qui ont travaillé dans un même dossier ; le juge se faisant dire par tous les officiers de probation qu'ils ne s'occupent plus de ce dossier ;
- m) trop souvent, les rapports de probation sont soumis au juge par un autre que celui qui l'a préparé ;
- n) ce changement trop fréquent d'officiers de probation, ou la présence d'un trop grand nombre d'officiers de probation auprès d'une même famille entraîne une multiplicité d'interrogatoires des enfants et des parents et même le juge est obligé d'expliquer au nouvel officier de probation son point de vue ;
- o) le juge ne peut pas choisir l'officier de probation qui conviendrait le mieux à un enfant ;
- p) les officiers de probation consciencieux, bousculés comme ils le sont, entravés dans leurs initiatives, éprouvent un profond malaise, doivent parfois encaisser les reproches des juges qui sont exaspérés par le système et lesdits officiers de probation cherchent à se faire permuter dans d'autres districts ou encore abandonnent tout simplement la probation.

3° DIFFICULTÉS ÉPROUVÉES PAR LE JUGE AVEC LE SYSTÈME DE DÉTENTION ACTUEL

Tout le service de détention, qu'il s'agisse de détention à long terme ou à court terme, devrait également relever de la juridiction unique du

ministère de la Justice. Il est inconcevable en effet, qu'un ordre de détention émanant d'un juge ne soit pas exécuté ou soit modifié à son insu.

Voici la situation actuelle au point de vue service de détention :

A — DÉTENTION À LONG TERME :

Lorsqu'il s'agit de détention à *long terme*, c'est-à-dire pour une durée allant jusqu'à trois mois et parfois six mois, le Centre Berthelet semble assez bien remplir ce besoin.

Toutefois, les délais pour l'admission sont beaucoup trop longs (plusieurs semaines).

Ce retard est dû :

- a) au manque de places suffisantes :
 - 45 places pour les filles ;
 - 80 places pour les garçons.
- b) à l'étude préalable du cas par les autorités qui exigent l'histoire sociale, l'examen clinique, etc., et qui décident alors si elles acceptent le cas.

B — CENTRES DE DÉTENTION À COURT TERME :

- a) POUR LES GARÇONS : un seul centre : Saint-Vallier.

La situation, dans l'ensemble, y est déplorable.

L'absence de ressources nécessaires, de centres pour malades mentaux, de centres d'observation, de centres de dépannage, etc., obligent les juges à envoyer à Saint-Vallier une foule de garçons qui ne devraient pas y être et ce sont ceux-là qui y demeurent le plus longtemps, des mois et parfois des années.

Il en résulte :

- aa) une surpopulation inutile ;
- bb) un manque de sélection entre les différents genres de délinquants. (La seule sélection qui existe est basée sur l'âge : les très jeunes enfants, pour la plupart des cas de protection, sont gardés sur un étage, sous la surveillance de matrones).
On garde donc dans un même endroit, des cas de protection, des jeunes qui en sont à leurs premiers délits, mais pour qui quelques jours de réflexion s'imposent, des délinquants endurcis, des violents ou même des meurtriers et des malades mentaux. Cette promiscuité de tous ces différents cas ne peut qu'être néfaste et excessivement dangereuse.

b) POUR LES FILLES :

Le Centre d'Accueil actuel, depuis de nombreuses années déjà, ne compte pas de places disponibles suffisantes, cinquante-huit (58) places. Lorsque ce nombre est atteint, l'on refuse les filles qui y sont conduites, et celles-ci sont alors dirigées vers une aile réservée à la Prison des femmes, et ce, sans que le juge en soit avisé.

Un séjour, si court soit-il, dans une prison ne peut être que très dommageable à ces jeunes et peut les marquer pour la vie.

Pour tenter de remédier à cette situation, le ministère du Bien-Être social, il y a quelques semaines, a pensé un nouveau système. Il a été décidé que les quelques centres de dépannage qui existaient et qui n'étaient déjà pas assez nombreux pour répondre à tous nos besoins, deviendraient des Centres de détention et qu'un responsable, monsieur Trudeau, déciderait seul, vers quel centre diriger telle fille, suivant le nombre de places disponibles dans chacun de ces centres.

Tous ces centres n'offrent pas les mêmes structures internes et le même degré de sécurité. De plus, ces centres sont situés aux quatre coins de l'île de Montréal.

IL RÉSULTE DE CE NOUVEAU SYSTÈME QUE :

- aa) Le juge qui prend la décision de détenir une jeune fille, pour des raisons bien spécifiques, et qui connaît très bien le cas, n'a aucun contrôle sur l'endroit où celle-ci est envoyée ;
- bb) la multiplicité de ces centres et les distances parfois très grandes entre ceux-ci et la Cour, entraînent des retards à conduire les enfants à la Cour, ce qui entrave la bonne marche de la justice et oblige les parents qui, pour la plupart, sont des salariés qui perdent des revenus à attendre inutilement des heures entières ;
- cc) la difficulté pour les parents (et parfois pour les juges et les officiers de probation) de connaître l'endroit où se trouve leur enfant ;
- dd) le transfert d'un enfant, d'un centre à un autre, sans le consentement du juge ;
- ee) enfin, comme cela a déjà été mentionné plus haut, l'on tente de régler un problème : le manque de places de détention, pour en créer un nouveau en faisant disparaître les quelques centres de dépannage existants et qui sont absolument nécessaires et obligatoires.

4° CENTRES PSYCHIATRIQUES

Très fréquemment, la Cour est saisie de cas de débiles mentaux ou de malades mentaux.

Souvent, ceux-ci nous sont amenés alors qu'ils sont en état de crise et ils représentent un danger pour eux-mêmes, pour leur famille et pour la société.

Ces cas nous sont amenés par les parents qui, devant leur impuissance à trouver une solution pour aider leur enfant, viennent demander protection à la Cour. Ils nous sont aussi très souvent référés par des médecins.

Comme il n'y a à Montréal qu'un seul hôpital psychiatrique et qu'il n'y a eu aucune ou très peu d'admission depuis plusieurs années, et comme il n'existe aucune autre institution où nous pouvons les diriger, ils sont gardés en détention, durant des mois et même des années.

Ils peuvent être un danger pour les autres détenus et eux-mêmes durant tout ce temps.

Ils ne reçoivent aucun soin psychiatrique, ils n'ont aucune occupation thérapeutique et leur état ne peut que s'aggraver. Faute d'institutions adéquates, bien des jeunes qui auraient pu être traités ou rééduqués en temps opportun, seront à jamais perdus.

Tout ce que nous avons à leur offrir, c'est un toit, un lit et trois repas par jour.

Les juges sont conscients qu'une certaine réorganisation de l'hôpital de la Rivière-des-Prairies (Mont-Providence) est en voie d'exécution. Souhaitons qu'elle s'accomplisse rapidement. Mais ce seul hôpital répondra-t-il à tous les besoins actuels et urgents, et ce, en tenant compte de la liste d'attente déjà très longue ?

Les juges souhaitent que la Cour ait la priorité pour placer tous ces malades mentaux qui crouissent actuellement dans nos centres de détention.

Il faut se rappeler que tous ces cas amenés devant la Cour proviennent pour la plupart de milieux déshérités et désavantagés à tout point de vue. De plus, ces cas qui nécessitent la protection de la Cour représentent toujours un danger pour l'individu lui-même et pour la société.

5° LES ÉCOLES DE PROTECTION

A — LE MANQUE ÉVIDENT D'ÉCOLES ET SES CONSÉQUENCES

Depuis longtemps déjà nos écoles industrielles et de protection sont insuffisantes en nombre et pour cette raison, l'enfant n'y entre que trois à six mois minimum après la décision prise ou la recommandation faite à cet effet par le juge.

Les corporations qui administrent ces écoles semblent se soucier beaucoup plus de la rentabilité que de la disponibilité.

Si ces écoles tout au moins n'étaient pas tenues de recevoir les enfants de tous les districts judiciaires du Québec, elles répondraient beaucoup plus

vite aux demandes des juges. Actuellement, 55 p. cent des élèves de Boscoville y ont été placés par la Cour de Bien-Être social de Montréal, 45 p. cent par les autres Cours de Bien-Être. Dans son rapport annuel, la corporation du Mont Saint-Antoine publie qu'elle avait admis, du premier avril 1968 au trente-et-un mars 1969, 325 garçons dont 136 seulement placés par la Cour de Bien-Être social de Montréal. Ce sont les deux seules écoles pour toute la province qui reçoivent les garçons de 15 ans et plus.

Les écoles pour filles présentent à peu près les mêmes problèmes quant au délai entre la demande d'admission pour un enfant et son entrée à l'institution. Deux exemples seulement pour illustrer la longueur des délais d'attente :

- a) *À l'école Sainte-Agnès* : une jeune fille dont la demande d'admission a été acceptée par son service social le 3 novembre 1969, entrera à cette école vers la fin du mois d'avril ; cette école peut recevoir 90 élèves et 12 actuellement viennent de l'extérieur.
- b) *À l'école Sainte-Hélène* : la situation est encore pire. Une vérification faite très récemment auprès de cette école nous assure qu'une jeune fille dont la demande d'admission a été acceptée le 3 novembre 1969 y sera admise dans 1 an seulement.

De plus, nous apprenons de la même source que les religieuses ont proposé la construction d'un pavillon additionnel pour 16 filles et cette proposition a été refusée par le ministère du Bien-Être social parce que ce ministère était incapable d'autoriser l'engagement de plus de personnel.

Il résulte de cette situation de nombreux inconvénients ou problèmes pour l'enfant, les parents, les officiers de probation et le juge. En attendant son entrée à l'école, l'enfant sera gardé soit en détention, soit dans son foyer et, pour les plus jeunes parfois, dans un foyer nourricier. Il aura tout le temps nécessaire de se convaincre ou de se laisser convaincre qu'il ne devrait pas être placé en institution, d'intercéder auprès de ses parents qui, attendris par ses promesses lui donneront parfois raison. Durant cette période d'attente, il refusera de fréquenter son école ou la fréquentera non assidûment et sans application, assuré qu'il y perd son temps ou par vengeance. Le jour de son entrée à l'école, il redira une fois de plus et plus agressivement à son officier de probation et à son juge, son opposition à la décision du juge, appuyé parfois par ses parents. Les discussions seront nombreuses entre le juge, les auxiliaires et les parents pour convaincre de nouveau l'enfant et les parents du bien-fondé de la décision. Il est assuré qu'un tel enfant entrera à l'école de protection avec l'intention bien arrêtée de ne pas se conformer aux règlements ; sa rééducation ou réadaptation sera beaucoup plus lente. Son séjour en institution sera agrémenté de quelques fugues qui obligeront le juge à le faire rechercher.

Faudra-t-il retenir longtemps en détention un enfant qui ne l'a pas mérité parce que nos écoles ne sont pas assez nombreuses ? Un juge peut-il raisonnablement informer l'enfant de cette déficience ? Une société qui se veut juste peut-elle retenir longtemps en détention un enfant à qui la Cour a accordé sa protection parce qu'il est sans foyer ?

Nous avons constaté de plus que le placement d'un enfant dans une école éloignée du domicile de ses parents est pour lui une cause certaine d'ennui et de fugue parce que, privé de la visite de ses parents, incapable d'assumer les frais du voyage, il tentera par tous les moyens, mêmes dangereux (assaut sur les gardiens ou les éducateurs, vols d'automobiles, etc.) de revenir chez-lui. Il sera privé de plus, pour les mêmes raisons, des congés dans sa famille accordés régulièrement à ses compagnons ou compagnes, ce qui est dans son esprit une nouvelle injustice.

Il nous semble très recommandable que de nouvelles écoles soient établies dans des régions éloignées de Montréal pour une meilleure administration de la justice auprès de l'enfant et des parents.

Il est regrettable que les autorités des institutions fixent ou changent seules les conditions d'admission ou de renvoi dans leurs institutions sans consultation et approbation préalables du juge en chef de la Cour.

B) LE BESOIN URGENT DE NOUVELLES ÉCOLES ET CLINIQUES

a) Les juges constatent le besoin urgent de la création *d'un centre d'observation clinique interne* pour certaines catégories de délinquants difficiles, voire même dangereux. Ces centres pourraient fournir au juge un rapport psychiatrique, psychologique et de comportement dans un délai raisonnable afin d'éviter une détention inutile et inefficace. Dans toutes les causes difficiles et graves comme le meurtre, etc., le juge serait mieux éclairé pour appliquer les dispositions de l'article 9 de la Loi des jeunes délinquants.

b) *Des cliniques internes de désintoxication* devraient être organisées pour les usagers de drogue, d'alcool, « renifleurs de colle », de plus en plus nombreux devant la Cour.

Ces cliniques permettraient de traiter ces jeunes qui ont un besoin de traitements urgents dès leur arrivée à la Cour et éviteraient de les donner en spectacle aux autres détenus.

c) Les juges constatent tous les jours le besoin de *l'établissement de nouvelles écoles pour tous ces jeunes délinquants, âgés de 15 ans et plus, filles et garçons, qui ne sont pas acceptables dans les écoles de protection existantes* parce qu'ils ne rencontrent pas leurs normes, soit à cause d'un quotient intellectuel trop bas, soit à cause d'un retard pédagogique trop grand.

- d) En regard du nombre et du genre d'enfants qui doivent être placés en institution, il serait recommandable *qu'une ou deux écoles soient ouvertes pour enfants épileptiques* qui ne trouvent place actuellement dans aucune institution et pour lesquels la Cour ne peut rien faire. La seule école à Montréal pour ce genre d'enfants ne peut pas recevoir les enfants délinquants et nos écoles de protection n'acceptent pas les épileptiques.

Tous les juges qui siègent à cette Cour sont d'accord pour dire : « qu'il leur manque trop ce qui leur permettrait de rendre une justice qui ne soit pas un simulacre. Ils manquent de centres d'orientation, de centres d'action éducative, de centres de formation professionnelle sans lesquels leurs efforts se déploient à vide, sans lesquels aucun relèvement réel n'est possible comme aucune réinsertion authentique dans la vie du travail et de l'ordre. En conséquence de quoi force leur est de rendre des délinquants au foyer connu pour être pourrisseur, de libérer sans métier des récidivistes qui n'ont d'autre ressource, sortant de détention, que de revenir à l'activité antisociale qui les y avait conduits ».

6. CONCLUSIONS

Nous désirons souligner que l'honorable juge en chef de notre Cour, Jean-Paul Lavallée, a déjà soumis des propositions dans son mémoire adressé à la Commission Prévost, et nous les faisons nôtres. Nous désirons spécialement réitérer certaines de ses demandes et ajouter les suivantes :

1. La Cour, le Service de probation et la détention devraient relever de la juridiction administrative unique du ministère de la Justice ;
2. La Loi de la probation pour adultes, adoptée récemment, devrait être amendée pour y inclure la Cour de Bien-Être social afin que tous les adultes qui y viennent puissent bénéficier de probation (vu qu'il s'agit surtout de crimes sexuels) ;
3. La Loi de la protection de la jeunesse devrait être amendée pour que la décision du juge ne soit pas une simple recommandation au ministre et qu'elle n'équivaille pas tout simplement à une loi de bon vouloir comme dans certains pays totalitaires ;
4. Le nombre des officiers de probation devrait être augmenté et les conditions d'admission à ce service rendues plus sévères ;
5. Le système de détention, tant chez les garçons que chez les filles — y compris les centres de dépannage — devraient être réorganisés afin que toute détention soit toujours légale et conforme aux articles tant

de la Loi des jeunes délinquants que de la Loi de la protection de la jeunesse (L.P. de la J., art. 15 — Loi des J.D., articles 13, 26 et 42) ;

6. Les dispositions qui s'imposent devraient être prises afin de vider nos maisons de détention de tous les malades psychiatriques et débiles mentaux qui s'y trouvent, pour plusieurs, depuis déjà longtemps, voire même plusieurs années.
7. Il devrait y avoir à la disposition de la Cour un plus grand nombre d'écoles de protection et une variété plus grande de ces écoles pour répondre aux besoins actuels qui sont insolubles autrement ;
8. Des centres d'observation clinique, interne et externe, devraient être créés ;

Le tout respectueusement soumis.

Montréal, le 6 novembre 1969.

Yvette DUSSAULT-MAILLOUX

Henri BEAULIEU

René L. COUSINEAU

Juges de la Cour de Bien-Être social, Montréal.

Contresigné ce 7 novembre, 1969.

J.P. LAVALLÉE

Juge en chef, Cour de Bien-Être social.

APPENDICE 14

Mémoire de Mme le juge Marguerite Choquette
de Québec

**MÉMOIRE À LA COMMISSION D'ENQUÊTE
SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE
EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE AU QUÉBEC**

MARGUERITE CHOQUETTE

Juge à la Cour de Bien-Être social

7 novembre 1969

Le but de ce mémoire est de faire le point sur les lacunes et insuffisances du système et des institutions chargés de prévenir et de remédier aux problèmes de la délinquance ou inadaptation juvénile dans la province de Québec et plus particulièrement dans le district judiciaire de Québec.

L'enfant délinquant est un « grand oublié » dans cette province. L'état ne s'est guère soucié de son sort et les établissements destinés à les recevoir se refusent même à les accepter dans leurs cadres lorsqu'ils sont trop détériorés ou que leurs troubles de comportement sont trop sérieux.

À quoi peut-on attribuer l'inefficacité du système ? Les juges y voient surtout une absence de ressources et les spécialistes des sciences humaines une loi trop rigide et une intervention inutile des tribunaux dans la majorité des cas, qui leur sont soumis. Les tenants des deux théories ont partiellement raison ; il faut se méfier des généralisations trop hâtives.

Les États-Unis s'interrogent sur la doctrine du « *parens patriae* » et sur la nature de la spécialisation de leurs tribunaux pour enfants et semblent souhaiter un retour vers un système juridictionnel plus strict.¹

"There are, however, a number of constitutional rights which have been established for defendants in the criminal courts which were not extended to the juvenile court since its proceedings were considered to be civil and not criminal. Such rights include the right to have defense counsel (provided by the state for the indigent) the right of proper notice and to have the charge made specific, the privilege against self-incrimination, the right of confrontation of witnesses ; opportunity to cross-examine ; the presumption of innocence and the requirement that the proof be "beyond reasonable doubt."

Les pays scandinaves, de leur côté se sont récemment inquiétés de cette question.

« Les pays scandinaves, dans leurs réformes récentes se sont préoccupés de renforcer ces garanties juridictionnelles, de façon à ne pas encourir le reproche de subordonner les droits de la famille au pouvoir discrétionnaire d'organes administratifs composés, comme c'est souvent le cas, de personnalités locales élues par l'ensemble des citoyens ». ²

On ne peut constater qu'une très lente et pénible évolution dans la législation concernant l'enfance inadaptée et les moyens mis à la disposition des tribunaux pour mineurs, dans la province de Québec.

« Un pays possédant une gamme suffisamment étendue d'institutions ouvertes et fermées de rééducation, combinant sans rigidité la cure libre et le traitement en communauté *peut* avoir une législation très libérale, toutes leurs chances étant

¹ The Juvenile Court Comes of Age (1968) Junius L. Allison.

² La Protection judiciaire de l'enfance dans le monde par les magistrats de la jeunesse — juillet 1966 — Rapport Général par Jean-Louis Costa.

données aux délinquants jusqu'à un âge assez avancé. Les progrès de l'équipement vont ici de pair avec ceux de la législation et ils les rendent possibles. À vrai dire, il arrive aussi à l'inverse que les législations anticipent sur l'équipement et suscitent son développement. Mais la gageure est alors plus difficile à tenir ». ¹

Au Canada la loi originale sur les jeunes délinquants a précédé l'équipement. Est-ce vraiment la raison pour laquelle les tribunaux pour mineurs n'ont pas donné les résultats attendus !

DE LA CONDITION GÉNÉRALE DU MINEUR AUX TERMES DE LA LOI SUR LES JEUNES DÉLINQUANTS

Le législateur a prévu un régime spécial pour les mineurs et a séparé sa situation de celle des adultes.

Cette différenciation s'étend :

- 1) aux principes directeurs de la loi
- 2) à l'incrimination
- 3) à la détermination de la majorité pénale
- 4) à l'institution d'une période d'irresponsabilité absolue
- 5) à la création de tribunaux spécialisés
- 6) à la composition de tribunaux pour mineurs
- 7) à l'organisation de ces tribunaux et à leur compétence
- 8) à la procédure applicable devant les tribunaux pour mineurs
- 9) aux mesures éducatives, peines spéciales et sanctions prévues pour les mineurs.

Le 6 novembre 1961, le ministre fédéral de la Justice a constitué au comité pour étudier les problèmes de la délinquance juvénile « dans le but de soumettre des recommandations relatives aux mesures qui pourraient être prises par le parlement et par le gouvernement du Canada pour faire face à la situation créée par la délinquance juvénile ». Ce comité a, de 1962 à 1965, mené une enquête à travers tout le pays et étudié les systèmes et législations des divers pays.

Le comité a conclu que « l'esprit fondamental de la loi n'est pas l'élément qui présente un problème », le problème réside plutôt dans le fait que la société n'a pas fourni au tribunal pour mineurs les ressources suffisantes pour réaliser l'esprit de la loi. ²

¹ Étude comparée sur la délinquance juvénile — Nations-Unies — septembre 1952.

² Délinquance juvénile au Canada — p. 116 n° 191.

En effet, *les principes directeurs* de la loi sont larges et souples, mais il est impératif de constamment réévaluer tout système relatif aux enfants. Les principes directeurs de la loi édictent :

- 1) que lorsqu'il a été jugé qu'un enfant a commis un délit il doit être traité comme celui qui a besoin d'aide, de direction, de bonne surveillance, (art. 3) et :
- 2) que la loi doit être interprétée libéralement afin que son objet puisse être atteint, savoir : que le soin, la surveillance et la discipline d'un jeune délinquant ressemblent autant que possible à ceux qui lui seraient donnés par ses père et mère, et que, autant qu'il est praticable, chaque jeune délinquant soit traité, non comme un criminel, mais comme un enfant mal dirigé, ayant besoin d'aide, d'encouragement et de secours. (1929, c.46, art. 38).

QU'EST-CE QUE LE DÉLINQUANT ?

Au sens de la loi, c'est celui qui commet des infractions qui vont des plus bénignes aux plus graves et qui est âgé de sept à dix-huit ans, les limites d'âge variant suivant les provinces.

NOTRE LOI LE DÉFINIT DE LA FAÇON SUIVANTE :

« jeune délinquant » signifie un enfant qui commet une infraction à quelque une des dispositions du Code criminel, ou d'un statut fédéral ou provincial, ou d'un règlement ou ordonnance d'une municipalité, ou qui est coupable d'immoralité sexuelle ou de toute forme semblable de vice, ou qui, en raison de toute autre infraction, est passible de détention dans une école industrielle ou maison de correction pour les jeunes délinquants, en vertu des dispositions d'un statut fédéral ou provincial. (art. 2)

Celui qui commet les infractions prévues à cet article commet une infraction désignée sous le nom de délit.

Cette définition ne correspond pas à celle du psychiatre ou du psychologue ; aussi le comité du ministère fédéral de la Justice a-t-il recommandé que le terme « *jeune délinquant* » soit remplacé par celui de contrevenant ou jeune contrevenant, suivant la gravité du délit reproché et de changer le nom de la « Loi sur les jeunes délinquants » par celui de la « Loi sur les enfants et les jeunes personnes » et ce parce que « cette terminologie crée un problème de stigmatisation et d'étiquetage pour l'enfant considéré ou jugé jeune délinquant. »

Pour ce qui est du délit d'immoralité sexuelle ou de toute autre forme de vice semblable,

LE COMITÉ A FAIT REMARQUER QUE :

- 1) la loi définit une infraction générale qui embrasse toutes les formes d'inconduite possible chez l'enfant ;
 - 2) la description des actes défendus n'a pas la précision que l'on est en droit de s'attendre dans une loi pénale ;
- et a recommandé que les enfants ne soient accusés que de délits précis.

LA RESPONSABILITÉ PÉNALE

a) PRÉSUMPTION D'IRRESPONSABILITÉ ABSOLUE :

C'est un principe bien défini qu'avant l'âge de sept ans accomplis l'enfant est incapable de commettre un crime. Cette présomption est irréfragable. Le mineur de cet âge est donc en dehors du droit pénal et ne peut être l'objet d'aucune poursuite pénale.

b) LE DISCERNEMENT :

De 7 à 14 ans le mineur est considéré *prima facie* doli incapax. La présomption d'irresponsabilité existe, mais elle peut être contredite si l'enfant est en état de comprendre « la nature et les conséquences de sa conduite et de juger qu'il commettait le mal ». La responsabilité existera si le mineur paraît doli capax en vertu de la maxime « *malitia supplet aetatem* ».

Ces dispositions sur la capacité du discernement se réfèrent seulement à la capacité mentale de distinguer entre le bien et le mal, au *malum in se*.

L'article « 2 » de la loi définit le mineur « un garçon ou une fille qui, apparemment ou effectivement, n'a pas atteint l'âge de seize ans ». Les provinces ont cependant la latitude d'élever cet âge à 18 ans, soit pour les garçons soit pour les filles, soit pour les uns et les autres. La province de Québec a usé de la faculté d'élever cet âge à 18 ans sans distinguer entre les garçons et les filles ainsi que les provinces du Manitoba et de la Colombie-Britannique. L'Alberta l'a élevée à 18 ans pour les filles seulement.

Le but de cet article est de rendre les mineurs jusqu'à l'âge de 18 ans justiciables des tribunaux pour enfants et de leur permettre de bénéficier d'un traitement particulier, soit de mesures éducatives, soit de peines spéciales.

L'article « 9 » décrète cependant que le mineur de 14 ans accusé d'un crime peut devenir justiciable des juridictions répressives ordinaires, si le juge du tribunal pour enfants est d'avis que le « bien de l'enfant et l'intérêt de la société l'exigent ». Cette décision relève uniquement du juge des enfants.

« Il faut donc distinguer quatre catégories de mineurs »

- 1) les mineurs de moins de 7 ans, qui bénéficient d'une présomption d'irresponsabilité absolue, qui ne peuvent faire l'objet d'aucune poursuite pénale, puisqu'ils sont en dehors du droit pénal ;
- 2) les mineurs de 7 à 14 ans en faveur desquels joue une présomption juris tantum d'irresponsabilité et qui ne peuvent faire l'objet que de mesures éducatives ou de peines spéciales ;
- 3) les mineurs de 14 à 18 ans, qui peuvent bénéficier des mêmes privilèges que les mineurs de 7 à 14 ans, ou qui peuvent faire l'objet de condamnations pénales si leur cas est déféré aux juridictions de droit commun ;
- 4) tous les mineurs jugés jeunes délinquants qui demeurent sous la surveillance de la Cour jusqu'à l'âge de 21 ans et à l'égard duquel le juge peut imposer des mesures éducatives, peines spéciales, ou le déférer aux juridictions répressives ordinaires.

S'appuyant sur le principe que l'enfant très jeune qui tombe présentement sous le coup de la loi ne peut être tenu responsable du fait qu'il a une idée suffisante de l'objet et de la raison d'être du droit criminel, *le comité a recommandé que :*

« l'âge minimum de la responsabilité pénale devrait être fixé à 10 ans ou au maximum à 12 ans ».

Il est fixé à 7 ans aux États-Unis, à 10 ans au Royaume-Uni, à 12 ans en Grèce, à 13 ans en France, à 14 ans dans la République Fédérale d'Allemagne, en Autriche, en Belgique, en Italie, en Norvège, en Suisse, en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie et à 15 ans en Suède.

L'âge de la majorité pénale est de 18 ans au Danemark, Finlande, France et Pays-Bas ; de 16 ans en Belgique, de 17 ans en Grèce et au Royaume-Uni. La plupart des États américains l'établissent à 18 ans.

Le comité du ministère de la Justice *a recommandé que l'âge de la majorité pénale soit uniforme à travers tout le Canada et soit fixé à l'âge de 17 ans, en d'autres termes que le tribunal pour mineurs devrait AVOIR JURIDICTION EXCLUSIVE SUR TOUS LES CONTREVENANTS ÂGÉS DE 16 ANS OU MOINS.*

Le comité en proposant un âge uniforme à travers le pays s'est appuyé sur le principe de l'article 421(3), du Code criminel. Cet article permet à tout prévenu qui est sous garde dans une autre province de disposer de certaines accusations dont il est inculpé dans d'autres provinces. Ce droit est refusé aux mineurs, vu la différence des limites d'âge d'une province à l'autre.

COMPÉTENCE DE LA COUR À L'ÉGARD DES MINEURS DÉLINQUANTS

La Cour de Bien-Être social est donc compétente pour statuer sur tous les délits définis par la Loi sur les jeunes délinquants et commis par les enfants de 7 à 18 ans. C'est sa compétence *ratione personae* et *ratione materiae*.

DESSAISISSEMENT

Toutes les infractions ou délits relèvent de la juridiction du tribunal pour mineurs. La loi est très catégorique et ne reconnaît qu'au président du tribunal pour enfants de déférer un enfant aux tribunaux de droit commun, en se basant sur les critères suivants, à savoir :

- 1) que l'enfant soit âgé de 14 ans ;
- 2) que l'infraction qui fait le sujet de la plainte soit un acte criminel, offense indictable ;
- 3) que le bien de l'enfant et l'intérêt de la société l'exigent.

Le comité du ministère fédéral de la Justice a recommandé « qu'un enfant accusé d'une infraction ou encore le ministère Public ait le droit d'exiger que le procès ait lieu à seule fin d'audience devant les tribunaux ordinaires, pour être à nouveau référé devant le tribunal pour mineurs pour sanction ou mesure appropriée. »

À mon sens, un tel système, en plus de présenter une incroyable complexité, constitue une marche-arrière, une volte-face au régime spécialisé que l'on doit réserver aux mineurs délinquants.

LE JUGE DES ENFANTS

COMPOSITION DU TRIBUNAL POUR ENFANTS

Le juge des enfants, que devrait-il être ?

Quelles qualifications devrait-il posséder ?

Un auteur belge a soutenu que le juge idéal pour enfants devrait être à la fois, avocat, médecin, psychologue, psychiatre et pédagogue. Mais comme il est impossible de trouver une telle science chez un seul individu il faut faire un choix.

Il est d'usage aux États-Unis, « ces grands inventeurs des tribunaux pour enfants », d'exiger que les personnes nommées au tribunal pour enfants possèdent une formation juridique.

En Europe, dans un bon nombre de pays, un juriste professionnel préside le tribunal pour mineurs, assisté dans ses fonctions d'experts ou profanes à titre d'assesseurs.

Le juge du tribunal pour mineurs doit connaître suffisamment la loi et celle de la preuve pour être capable de mener une audience conformément aux principes légaux.

« Sans doute, il doit avoir une large information dans le domaine des sciences et des techniques de l'homme qui sont centrées sur l'étude de l'enfant. Pour bien juger il doit, en effet, savoir pénétrer le sens exact des rapports qui lui permettront en général de prononcer la mesure éducative la plus appropriée à la personnalité de l'enfant, et, en conséquence, d'individualiser sa décision. Ce sont aussi ces rapports, qui, dans bien des cas, le guideront utilement dans l'attitude que lui-même doit avoir à l'égard des jeunes justiciables et de leurs familles.

Mais le juge — même spécialisé — dans le champ des interventions judiciaires à l'égard de l'enfant doit rester un juge. Il n'est pas technicien des sciences humaines. Il n'a pour mission ni de donner des directives techniques aux techniciens ni de trancher les conflits techniques qui peuvent les opposer. Sa mission demeure celle qui est traditionnellement confiée à la justice. Dans une indépendance complète, et en donnant au jeune délinquant les garanties fondamentales qu'exige la comparution de tout justiciable, il doit s'appliquer à arbitrer des conflits ». ¹

LES DÉCISIONS QUI PEUVENT ÊTRE PRISES À L'ÉGARD DU MINEUR DÉLINQUANT

Le Juge de la Cour de Bien-Être social jouit d'une très grande liberté d'appréciation à l'égard des mineurs traduits devant lui. Lorsque la Cour est saisie d'une poursuite concernant un mineur, elle a le choix entre diverses mesures et elle peut adopter pratiquement toute mesure qu'elle croit devoir être dans l'intérêt de l'enfant. Le juge jouit d'un pouvoir discrétionnaire très étendu. La loi prévoit des mesures éducatives et de rééducation et des peines répressives spéciales.

a) NATURE DES MESURES PRISES À L'ÉGARD DU MINEUR JUGÉ DÉLINQUANT :

- 1 — Permettre à l'enfant de rester dans sa famille, si celle-ci présente des garanties suffisantes d'autorité ou de moralité, tout en le plaçant sous le régime de la liberté surveillée afin qu'un certain contrôle soit assuré.
- 2 — Confier l'enfant à la garde ou au soin d'une personne responsable et le placer sous le régime de la liberté surveillée.
- 3 — Confier le mineur à quelque société de secours pour les enfants, reconnus par la loi.

¹ Juge Jean Chazal, rapport du Congrès canadien sur la Délinquance (1957).

- 4 — Placer cet enfant dans une famille convenable comme dans un foyer d'adoption et le placer sous le régime de la liberté surveillée.
- 5 — Confier le mineur à une école industrielle ou à une école de protection de la jeunesse. La loi spécifie que le mineur de moins de douze ans ne peut être placé dans une école industrielle que si une tentative de réforme ayant été préalablement faite à son propre foyer ou à son foyer d'adoption, ou à la société de secours pour les enfants ou par les délégués à la liberté surveillée, a échoué, et à moins que la Cour ne soit d'opinion que cette incarcération est nécessaire au bien de l'enfant et à l'intérêt de la société.
- 6 — Imposer une amende d'au plus \$25.

Des dispositions additionnelles accordent au juge des enfants plus de latitude. Il peut imposer au délinquant les conditions supplémentaires et autres qui peuvent paraître opportunes, ajourner l'audition de la cause pour une période déterminée ou indéterminée et suspendre « l'issue finale » ou le règlement définitif de l'affaire.

b) DURÉE DES MESURES ÉDUCATIVES OU DE RÉÉDUCATION

Elles sont susceptibles d'être modifiées selon les circonstances. Le juge des enfants, n'est pas lié par un jugement qu'il peut rendre ; il peut le modifier et adopter toute autre mesure qui serait de nature à assurer la réhabilitation. Le but recherché est d'abord l'amendement du mineur, le traitement de ses tares physiques ou mentales et sa protection contre un milieu social ou familial qui lui est nuisible.

SANCTION CONTRE DES TIERS OU ADULTES À RAISON D'ACTES COMMIS PAR LE MINEUR

Le législateur a complété le régime pénal des mineurs en prévoyant des sanctions contre les parents ou adultes qui ont :

- 1 — incité le mineur à commettre un délit ; ou
- 2 — toléré que le mineur commette un délit ; ou
- 3 — commis quelque acte qui est de nature à faire d'un enfant un jeune délinquant. (art. 33)

LES RÉALITÉS CONCRÈTES

Qu'advient-il en pratique des pouvoirs étendus accordés par la loi au juge des mineurs dans le district judiciaire de Québec ?

Une étude des statistiques, d'ailleurs très incomplètes, atteste que le juge doit se contenter, soit de laisser l'enfant à sa famille, soit de lui imposer une amende, faute de ressources.

Avec le peu de moyens, mis à sa disposition, la Cour de Bien-Être social ne peut atteindre le but pour lequel elle a été constituée relativement à l'inadaptation ou délinquance juvénile.

Bref, les juges doivent rendre des décisions en fonction non pas des solutions qui s'imposent mais en fonction de ressources inexistantes.

En 1965 sur un total de 1289 jeunes délinquants, 439 ont été laissés à leurs parents, 196 confiés en institutions, 12 confiés à des agences sociales pour placement et 609 se sont vus imposer des amendes. Au cours de la même année, en vertu de la Loi de la protection de la jeunesse, la Cour a ordonné le placement de 344 enfants. (Tableau no 1).

En 1966 sur un total de 1078 délinquants, 285 ont été laissés à leurs parents, 90 confiés en institutions, 12 confiés à des agences sociales pour placement et 551 se sont vus imposer des amendes. Au cours de la même année, la Cour, en vertu de la Loi de la protection de la jeunesse, a ordonné le placement de 394 enfants. (Tableau no 1).

En 1967 sur un total de 1323 délinquants, 635 ont été laissés à leurs parents, 81 confiés en institutions, 21 confiés à une agence sociale pour placement et 526 se sont vus imposer une amende. Au cours de la même année, la Cour a ordonné le placement de 272 enfants en vertu de la Loi de la protection de la jeunesse. (Tableau no 1).

En 1968 sur un total de 1458 délinquants, 590 ont été laissés à leurs parents, 78 confiés en institutions, 17 confiés à des agences sociales pour placement et 634 enfants se sont vus imposer des amendes. Au cours de la même année, la Cour a ordonné le placement de 288 enfants en vertu de la Loi de la protection de la jeunesse. (Tableau no 1).

De ces données statistiques, il est facile de déduire que le plus grand nombre d'enfants placés par la Cour l'est en vertu de la Loi de la protection de la jeunesse. D'ailleurs, il devient de plus en plus difficile de placer les jeunes délinquants, les institutions refusant soit de les accepter soit de les garder pour des raisons diverses, dont quelques unes sont énumérées au tableau préparé par l'officier de placement de la Cour pour l'année 1968. (Tableau no 2).

Quant aux placements en foyers nourriciers, le juge rencontre les mêmes difficultés. La Cour ne dispose d'ailleurs pas d'un réseau de foyers nourriciers qui lui est propre ; elle doit les confier à des agences sociales qui elles-mêmes ne peuvent toujours répondre à leurs propres besoins.

Du tableau préparé par l'officier de placement de la Cour, *il se dégage qu'au cours de l'année 1968*, la Cour s'est vue dans l'impossibilité de rendre des ordonnances de placement relativement à 207 enfants dont 59 auraient dû être orientés vers une École de protection destinée à recevoir les jeunes délinquants.

Cependant, les données de ce rapport excluent deux Écoles de protection pour garçons et précisent que *le total des chiffres y mentionnés ne sont qu'approximatifs et n'incluent pas le nombre total de cas non résolus par la Cour*. En effet, il existe plusieurs cas, pour lesquels la Cour n'a pu rendre d'ordonnance de placement, étant informée qu'il n'existe aucune place disponible dans aucune institution ou que le genre d'institution ou foyer nourricier convenant à tels enfants n'existent pas.

Il est à noter que sur les 59 cas (chiffre approximatif) refusés par des Écoles de protection, 27 l'ont été parce qu'ils étaient trop détériorés. Où iront donc les enfants délinquants « trop détériorés » si ce n'est dans les écoles destinés à les recevoir ?

Huit enfants ont été refusés parce qu'ayant une scolarité trop avancée, 6 parce qu'il avaient déjà fugué et seulement 12 parce que les cadres étaient remplis.

DÉLAIS D'ADMISSION

Un autre aspect du problème réside dans le délai souvent considérable entre la date d'admission dans une école et la date de l'ordonnance du juge.

À titre d'exemple, nous nous référons à deux Écoles de protection, situées dans le district de Montréal et qui offrent à la Cour du district judiciaire de Québec une excellente coopération, soit Boscoville et le Mont Saint-Antoine. Il s'agit ici d'un échantillonnage seulement, basé sur quelques dossiers et réparti sur les années 1966 à 1969.

Il se dégage des tableaux « 3 et 4 » qu'il s'écoule des délais variant entre 3 et 4 mois et parfois 6 mois avant qu'un enfant puisse être accepté dans ces Écoles de protection. Dans l'attente de son placement l'enfant perd toute motivation, se refuse à fréquenter l'École et ne sait comment orienter ses activités. L'on devine facilement les répercussions traumatisantes chez ces mineurs qui vivent ces mois d'incertitude angoissante.

LE CENTRE D'ACCUEIL

Ce centre de détention reçoit les mineurs en danger et les mineurs délinquants âgés de 7 à 18 ans. Ils y sont confiés par le juge, sur ordonnance provisoire. Le tableau numéro 5 indique que les places disponibles y sont rares. De plus, ce centre reçoit de nombreux cas psychiatriques dont

ce n'est évidemment pas la place. Disons que le Centre d'accueil est par trop le seul point d'appui sur lequel puisse compter le juge faute d'internats ou foyers appropriés. Les enfants y séjournent trop longtemps. (N'apparaît pas au tableau no 5 le nombre d'enfants inscrits sur la liste d'attente).

LES EXAMENS PSYCHOLOGIQUES ET PSYCHIATRIQUES

La Clinique d'Aide à l'enfance annexée au Centre d'accueil a pour mission de faire subir aux enfants, sur décision du juge, des examens cliniques complets, soit psychologiques et psychiatriques. Le tableau numéro 6 témoigne des délais entre la date de l'ordonnance de la Cour et son exécution. Ces délais sont imputables soit à la Clinique d'Aide à l'enfance où il y a carence de personnel, soit à l'officier de probation, qui surchargé de travail n'a pu fournir à la clinique les renseignements requis en temps opportun.

La résultante des données contenues aux tableaux 2, 3, 4, 5, 6 est trop souvent la suivante : six mois se sont passés avant que la Cour ne soit en mesure d'aider le jeune délinquant ou mésadapté social ou n'acquière la certitude qu'elle est dans l'impossibilité absolue de le faire.

Il est à noter que les statistiques officielles de la Cour ne se réfèrent même pas à la liberté surveillée, le service de probation relevant du ministère de la Famille et du Bien-Être social, ce qui implique nécessairement le manque de coordination entre la Cour et ce service qui lui est indispensable. Ces remarques ne s'adressent pas aux officiers de probation en tant que tels.

Le malaise est grand et les juges sont inquiets de l'inefficacité du système et toutes personnes s'occupant de l'aide à l'enfance, quelle que soit la discipline à laquelle elles appartiennent, se rencontrent sur un point commun :

« l'absence d'un éventail suffisant d'institutions diversifiées au sens le plus large de l'expression ».

NATURE DES PRINCIPAUX DÉLITS ET ÂGE DES DÉLINQUANTS

Sur 1289 délinquants, qui ont comparu *en 1965* devant la Cour, 314 étaient âgés de 14 ans et moins ; *en 1966* sur 1078 délinquants, 256 étaient âgés de 14 ans et moins ; *en 1967* sur un total de 1323 délinquants, 301 étaient âgés de 14 ans et moins ; *en 1968* sur un total de 1458 délinquants, 378 étaient âgés de 14 ans ou moins. (Tableau no 7).

Les vols et vols avec effraction constituent les délits les plus fréquemment commis par les garçons au cours de cette période de 4 ans. L'immoralité

ainsi que la flânerie et le *vagabondage* constituent les délits les plus fréquemment commis chez les filles au cours des années 1965 et 1966 et le vol simple pour les années 1967 et 1968. (Tableau no 7).

**PLAINTÉ CONTRE LES ADULTES EN VERTU DE L'ARTICLE « 33 »
DE LA LOI SUR LES JEUNES DÉLINQUANTS
(INCITATION À LA DÉLINQUANCE)**

1965	75
1966	38
1967	90
1968	137

La Cour est saisie de peu de poursuites contre les adultes et il y aurait peut-être lieu de conclure qu'elle exerce sa juridiction plutôt à l'endroit de l'enfance en danger qu'à l'égard des parents ou adultes qui ont une conduite souvent fort répréhensible.

**TABLEAU 1
COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL
STATISTIQUES POUR L'ANNÉE 1965
DÉLINQUANCE**

NOMBRE TOTAL DE DÉLINQUANTS :	1289
Garçons	1136
Filles	153

COMPARUTIONS :	
Première	726
Deuxième	210
Troisième et plus	353

DÉCISIONS :	
Amendes	609
Laissés aux parents	439
Confiés en institution	196
Confiés à une agence pour placement	12

REQUÊTES DE PROTECTION

NOMBRE DE REQUÊTES :	575
Garçons	380
Filles	346

DÉCISIONS :	
Laissés aux parents	374
Confiés en institution	41
Confiés à une agence pour placement	303

STATISTIQUES POUR L'ANNÉE 1966 DÉLINQUANCE

NOMBRE TOTAL DE DÉLINQUANTS :	1078
Garçons	936
Filles	142
COMPARUTIONS :	
Première	826
Deuxième	83
Troisième et plus	169
DÉCISIONS :	
Amendes	551
Laissés aux parents	285
Confiés en institution	90
Confiés à une agence pour placement	12

REQUÊTES DE PROTECTION

NOMBRE DE REQUÊTES :	500
Garçons	351
Filles	314
DÉCISIONS :	
Laissés aux parents	221
Confiés en institution	104
Confiés à une agence pour placement	290

STATISTIQUES POUR L'ANNÉE 1967 DÉLINQUANCE

NOMBRE TOTAL DE DÉLINQUANTS :	1323
Garçons	1146
Filles	177
COMPARUTIONS :	
Première	1024
Deuxième	126
Troisième et plus	173
DÉCISIONS :	
Amendes	527
Confiés en institution	81
Confiés à une agence pour placement	21

REQUÊTES DE PROTECTION

NOMBRE DE REQUÊTES :	487
Garçons	258
Filles	229
DÉCISIONS :	
Laissés aux parents	73
Confiés en institution	60
Confiés à une agence pour placement	212

STATISTIQUES POUR L'ANNÉE 1968 DÉLINQUANCE

NOMBRE TOTAL DE DÉLINQUANTS :	1458
Garçons	1294
Filles :	164
COMPARUTIONS :	
Première	1008
Deuxième	231
Troisième et plus	219
DÉCISIONS :	
Amendes	634
Laissés aux parents	590
Confiés en institution	78
Confiés à une agence pour placement	17

REQUÊTES DE PROTECTION

NOMBRE DE REQUÊTE :	607
Garçons	314
Filles	293
DÉCISIONS :	
Laissés aux parents	212
Confiés en institution	36
Confiés à une agence pour placement	252

Québec, le 30 octobre 1969.

Travail effectué par : Claude Châteauvert.

D'après les statistiques officielles de la Cour de Bien-Être social du district judiciaire de Québec.

TABLEAU 2 CENTRES D'OBSERVATION ET DE RÉÉDUCATION ÉCOLES DE PROTECTION

NOMBRE D'INSTITUTIONS : 11

Garçons	1 maison à Québec	4 maisons à Montréal
Filles	1 maison à Québec	5 maisons à Montréal

CAPACITÉ : 699 (LITS)

Garçons	3 maisons (300 lits)
Filles	6 maisons (399 lits)

(Ces chiffres ne comprennent pas Boscoville et Mont Saint-Antoine)
(Capacité de lits)

DÉFINITION :

Ces maisons reçoivent leur clientèle des Cours de Bien-Être social sous l'empire de la Loi des jeunes délinquants et de la Loi de la protection

de la jeunesse. Ces maisons reçoivent aussi des jeunes qui doivent être retirés de leur milieu familial et social et ils procèdent à une évaluation de leur personnalité et de leurs besoins, amorçant une rééducation et dans certains cas, la poursuivent pendant une ou deux années.

ENFANTS REFUSÉS : 59

(Garçons et Filles)

Répondent aux critères d'admission, mais
sont refusés pour les raisons suivantes.

Scolarité trop avancée	Fugues	Trop âgés ou trop jeunes	Cadres remplis	Trop détériorés (Délinquance)
8	6	6	12	27

CENTRES D'OBSERVATION ET DE RÉÉDUCATION CENTRES INTERMÉDIAIRES

INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE

DÉFINITION :

Ces centres s'adressent surtout aux adolescents qui présentent des problèmes de comportement et qui, dès lors peuvent difficilement s'intégrer à un milieu familial ou scolaire sans un déconditionnement, une dédramatisation de leur tension psychologique. Ces centres reçoivent aussi, sous toute réserve, des prédélinquants et des délinquants, placés en vertu de la Loi de la protection de la jeunesse.

NOMBRE D'INSTITUTIONS DE CETTE DÉNOMINATION DANS LE DISTRICT DE QUÉBEC : 6

Garçons	5 maisons (614 lits)
Filles	1 maison (80 lits)

MOTIFS DE REFUS :

(Garçons et Filles)

Scolarité trop avancée	Fugues	Trop âgés ou trop jeunes	Cadres remplis	Caractériels et troubles de comportement importants
5	4	8	15	39

ENFANTS REFUSÉS : 71

CENTRES D'INTÉGRATION FAMILIALE ET SOCIALE INSTITUTIONS DE PROTECTION SOCIALE

INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE

NOMBRE D'INSTITUTIONS — DISTRICT DE QUÉBEC : 6

Garçons	3 (304 lits)
Filles	3 (382 lits)

DÉFINITION :

Ce sont des maisons à caractère social qui reçoivent des enfants victimes d'un milieu dissocié, incomplet, déficient, plus ou moins amoral, inexistant. Ces maisons reçoivent ces enfants, qui comme tous les enfants du monde ont des besoins physiques, psychologiques, affectifs, spirituels, sociaux, mais avec une référence à un problème central qui est celui de la carence familiale.

MOTIFS DE REFUS :

(Garçons et Filles)

Répondent aux critères d'admission, mais sont refusés pour les raisons suivantes :	40
---	----

Scolarité trop avancée	Fugues	Trop âgés ou trop jeunes	Cadres remplis	Caractériels et troubles de comportement importants
8	4	2	10	16

Les enfants qui souffrent de carence affective manifestent la plupart du temps des troubles de comportement importants et sont caractériels. Ils sont refusés étant de nature à troubler les groupes.

INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES DÉFICIENTS MENTAUX ÉDUCABLES ET SEMI ÉDUCABLES

INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE

NOMBRE D'INSTITUTIONS : DISTRICT DE QUÉBEC : 2

(principalement à la disposition des agences sociales)

Garçons	2 (265 lits)
Filles	0

DÉFINITION :

Il est question non des déficients mentaux simples qui peuvent vivre dans leur milieu et fréquenter les écoles du secteur public, mais des surhandicapés qui exigent une thérapie de la personnalité qui leur permettra de réintégrer leur famille et l'école.

ENFANTS REFUSÉS : 27

(Garçons et Filles)

Motifs de refus :

Cadres remplis	Liste d'attente	Age quotient	Caractériels profonds
5	7	3-4	8

Ici, il faut mentionner qu'une seule institution accepte des enfants directement placés par le Service de probation. Les autres institutions acceptent les enfants recommandés par les agences.

Le PAVILLON SAINT-CHARLES DE LIMOILLOU, QUÉBEC, ouvrira prochainement ses portes et recevra garçons et filles *atteints de débilité mentale*.

Ces statistiques ne comprennent pas les institutions suivantes :

CENTRE BERTHELET
MONT SAINT-ANTOINE
BOSCOVILLE

(GARÇONS et FILLES)

Les enfants confiés par la Cour de Bien-Être social de Québec à des agences locales pour placements appropriés — soit en institution ou en foyer nourricier ou autre.

Les cas psychiatriques proprement dits et les débiles mentaux profonds.

CONCLUSION :

Au cours de l'année 1968-69, il y a eu DEUX CENT SEPT (207) enfants pour lesquels les juges n'ont pas trouvé de solution.

N.B. — Ces chiffres sont approximatifs et ne comprennent pas tous les cas des enfants comparaissant chez les juges au cours d'une année. Ces enfants ne font pas l'objet d'une demande de placement, faute de place ou pour tout autre raison.

Ces statistiques sont produites par :

Madame Simone LALIBERTÉ, o.p.,
préposée au placement
Service de probation
Cour de Bien-Être social,
350 est, boulevard St-Cyrille,
Québec.

Québec, le 30 octobre 1969.

DEMANDE D'ADMISSION À L'INSTITUT BOSCOVILLE (année 1966)

DOSSIERS	DATE DE LA DEMANDE	ADMISSION
1 — P-8293	8 fév. 66	11 fév. 66
2 — 14387	14 fév. 66	4 avril 66
3 — 15055	12 août 66	15 sept. 66
4 — 15253	17 mai 66	10 nov. 66
5 — 15492	9 août 66	9 sept. 66
6 — 15308	26 août 66	5 oct. 66
7 — 15813	21 déc. 66	24 jan. 67

DEMANDE D'ADMISSION (année 1967)

DOSSIERS	DATE DE LA DEMANDE	ADMISSION
1 — 16096	1 fév. 67	30 mars 67
2 — P-8113	9 fév. 67	17 avril 67
3 — P-8978	11 avril 67	31 juil. 67
4 — P-8999	13 avril 67	2 août 67
5 — 16285	13 avril 67	2 août 67
6 — 15863	19 avril 67	8 août 67
7 — P-9075	24 juil. 67	31 juil. 67
8 — 16811	26 oct. 67	24 jan. 68

DEMANDE D'ADMISSION (année 1968)

DOSSIERS	DATE DE LA DEMANDE	ADMISSION
1 — 17225	11 mars 68	1 mai 68
2 — 17552	22 mars 68	29 mai 68
3 — 17183	9 mai 68	5 août 68
4 — 17541	2 oct. 68	4 fév. 69
5 — 17065	10 mai 68	12 août 68
6 — 17913	22 juil. 68	18 sept. 68
7 — 18248	8 oct. 68	10 jan. 69

DEMANDE D'ADMISSION (année 1969)

DOSSIERS	DATE DE LA DEMANDE	ADMISSION
1 — 18424	10 jan. 69	1 avril 69
2 — 18602	30 jan. 69	30 juil. 69
3 — P-9923	27 fév. 69	15 sept. 69
4 — 19302	26 août 69	—
5 — 19224	25 sept. 69	—
6 — 19335	2 oct. 69	—
7 — 19460	9 oct. 69	—

TABLEAU 4

**DEMANDE D'ADMISSION À L'ÉCOLE MONT SAINT-ANTOINE
(année 1966)**

DOSSIERS	DATE DE LA DEMANDE	ADMISSION
1 — 14439	11 jan. 66	1 fév. 66
2 — P-7073	27 jan. 66	9 fév. 66
3 — 14851	27 jan. 66	9 fév. 66
4 — 15061	10 fév. 66	21 fév. 66
5 — 13482	18 fév. 66	21 mars 66
6 — 15023	21 fév. 66	9 mars 66
7 — 15064	24 fév. 66	9 mars 66
8 — 15046	7 mars 66	4 mai 66
9 — 12617	10 mars 66	4 mai 66
10 — 15007	10 mars 66	4 mai 66
11 — 15099	14 mars 66	31 mai 66
12 — P-7112	23 mars 66	2 juin 66
13 — 14917	28 mars 66	2 juin 66
14 — 15162	12 avril 66	2 juin 66
15 — 15183	16 mai 66	21 juin 66
16 — 15168	25 juin 66	5 juil. 66
17 — 15392	12 juil. 66	21 juil. 66
18 — 15456	14 juil. 66	11 août 66
19 — 15430	29 juil. 66	4 nov. 66
20 — P-7924	3 août 66	30 août 66
21 — 14540	3 août 66	4 nov. 66
22 — 15500	5 août 66	19 août 66
23 — P-7614	12 août 66	9 jan. 67
24 — 15070	17 août 66	28 nov. 66
25 — P-8488	19 août 66	4 nov. 66
26 — P-3912	19 août 66	3 jan. 67
27 — P-7065	26 août 66	20 fév. 67
28 — 13602	26 août 66	6 mars 67
29 — P-8589	29 août 66	28 nov. 66
30 — 15646	30 août 66	5 déc. 66
31 — P-8709	7 sept. 66	5 déc. 66
32 — P-8425	26 sept. 66	20 fév. 67
33 — P-5295	8 sept. 66	28 nov. 66
34 — 15608	27 sept. 66	3 jan. 67
35 — 14655	20 oct. 66	9 jan. 67
36 — P-6841	3 nov. 66	28 nov. 66
37 — 15864	10 déc. 66	13 mars 67
38 — 15810	21 nov. 66	17 avril 67
39 — 15425	20 déc. 66	10 avril 67

(année 1967)

1 — P-7033	4 jan. 67	8 mai 67
2 — P-7425	4 jan. 67	6 mars 67

TABLEAU 4 (suite)

**DEMANDE D'ADMISSION À L'ÉCOLE MONT SAINT-ANTOINE
(année 1967)**

DOSSIERS	DATE DE LA DEMANDE	ADMISSION
3 — P-4492	30 jan. 67	8 mai 67
4 — 15836	31 jan. 67	20 fév. 67
5 — 15960	10 mars 67	23 mai 67
6 — P-6867	13 mars 67	17 avril 67
7 — 16267	22 mars 67	5 juin 67
8 — P-8669	23 mars 67	5 juin 67
9 — 15829	4 avril 67	27 juin 67
10 — 14890	4 avril 67	27 juin 67
11 — 16095	11 mai 67	12 juin 67
12 — 16287	16 mai 67	5 juil. 67
13 — P-9031	6 juin 67	5 juil. 67
14 — P-5890	9 juin 67	10 oct. 67
15 — P-5186	19 juin 67	10 oct. 67
16 — 16230	29 juin 67	5 juil. 67
17 — 16519	13 juil. 67	16 oct. 67
18 — P-9157	2 août 67	10 oct. 67
19 — P-9141	3 août 67	19 oct. 67
20 — P-8633	14 août 67	30 oct. 67
21 — P-6489	14 août 67	16 oct. 67
22 — 16653	15 août 67	22 jan. 68
23 — 16475	7 sept. 67	11 déc. 67
24 — P19245	12 sept. 67	22 jan. 68
25 — P-5919	22 sept. 67	27 nov. 67
26 — 16850	5 sept. 67	12 fév. 68
27 — P-6771	6 nov. 67	19 fév. 68
28 — 15788	13 nov. 67	26 fév. 68
29 — 17091	17 nov. 67	4 mars 68
30 — 17670	15 déc. 67	25 mars 68

(année 1968)

1 — P-7614	18 jan. 68	29 avril 68
2 — 17205	25 jan. 68	6 mai 68
3 — 16810	25 jan. 68	6 mai 68
4 — P-6186	18 fév. 68	10 juin 68
5 — 17386	5 mars 68	10 juin 68
6 — 17720	20 mars 68	27 mai 68
7 — 17529	17 avril 68	5 juin 68
8 — 17613	30 avril 68	3 juin 68
9 — P-7225	7 juin 68	8 juil. 68
10 — P-9348	10 juin 68	2 juil. 68
11 — 16249	11 juin 68	4 sept. 68
12 — 16309	11 juin 68	4 sept. 68
13 — 17619	2 juil 68	11 juil. 68

TABLEAU 4 (suite)

DEMANDE D'ADMISSION À L'ÉCOLE MONT SAINT-ANTOINE
(année 1968)

DOSSIERS	DATE DE LA DEMANDE	ADMISSION
14 — P-6434	29 juil. 68	21 oct. 68
15 — 18246	13 août 68	7 oct. 68
16 — P-6508	14 août 68	28 oct. 68
17 — 17078	29 août 68	11 nov. 68
18 — 17901	6 sept. 68	14 nov. 68
19 — 18172	18 sept. 68	14 nov. 68
20 — 18508	6 sept. 68	14 nov. 68
21 — 18221	20 sept. 68	9 déc. 68
22 — P-8893	2 oct. 68	18 nov. 68
23 — P-6038	24 oct. 68	12 déc. 68
24 — 18428	28 oct. 68	10 fév. 69
25 — 18453	4 nov. 68	13 jan. 69
26 — P-6129	8 oct. 68	11 nov. 68
27 — 18043	17 déc. 68	3 mars 69
28 — 18168	20 déc. 68	17 mars 69

(année 1969)

1 — P-7491	13 jan. 69	14 avril 69
2 — 18053	16 janv. 69	24 mars 69
3 — 18148	25 fév. 69	9 juin 69
4 — 17064	20 fév. 69	20 mai 69
5 — 17956	27 mars 69	20 mai 69
6 — 18984	6 mai 69	—
7 — P-5575	28 avril 69	—
8 — 16582	1 mai 69	16 juin 69
9 — 18912	5 mai 69	—
10 — 17236	8 mai 69	—
11 — 19074	13 mai 69	—
12 — P-7083	14 mai 69	—
13 — 18835	20 mai 69	—
14 — 19149	28 mai 69	—
15 — 19071	3 juin 69	6 oct. 69
16 — 19308	11 juin 69	—
17 — 19134	17 juin 69	—
18 — P-5077	23 juil. 69	—
19 — P-8502	23 juil. 69	—
20 — 19123	1 août 69	—
21 — P-8190	12 août 69	—
22 — 19030	13 août 69	—
23 — P-10328	21 août 69	—
24 — 19501	5 sept. 69	—
25 — 19374	18 sept. 69	—
26 — 19446	22 sept. 69	—
27 — P-6757	22 oct. 69	—

TABLEAU 5
CENTRE D'ACCUEIL

DATES	PLACES DISPONIBLES	PROTECTION	DÉLINQUANCE
3 fév. 69	6	3	3
4 fév. 69	4	2	2
5 fév. 69	5	3	2
6 fév. 69	5	4	1
7 fév. 69	3	3	0
10 fév. 69	2	2	0
11 fév. 69	2	2	0
12 fév. 69	2	2	0
14 fév. 69	0	0	0
17 fév. 69	1	0	1
18 fév. 69	1	1	0
21 fév. 69	1	1	0
24 fév. 69	3	2	1
25 fév. 69	1	1	0
26 fév. 69	3	2	1
27 fév. 69	3	2	1
28 fév. 69	3	1	2
3 mars 69	2	0	2
4 mars 69	3	1	2
5 mars 69	2	1	1
6 mars 69	1	1	0
7 mars 69	6	6	0
10 mars 69	6	6	0
11 mars 69	6	6	0
12 mars 69	6	6	0
13 mars 69	6	6	0
14 mars 69	5	5	0
17 mars 69	6	6	0
18 mars 69	6	6	0
19 mars 69	6	6	0
20 mars 69	10	10	0
21 mars 69	10	10	0
24 mars 69	7	7	0
25 mars 69	8	8	0
26 mars 69	8	7	1
27 mars 69	7	7	0
28 mars 69	7	7	0
31 mars 69	4	4	0
1 avril 69	2	1	1
2 avril 69	1	1	0
3 avril 69	0	0	0
8 avril 69	1	0	1
9 avril 69	1	0	1
10 avril 69	1	0	1
11 avril 69	0	0	0
14 avril 69	0	0	0
15 avril 69	0	0	0

TABLEAU 5 (suite)
CENTRE D'ACCUEIL

DATES	PLACES DISPONIBLES	PROTECTION	DÉLINQUANCE
16 avril 69	0	0	0
17 avril 69	0	0	0
18 avril 69	0	0	0
21 avril 69	0	0	0
22 avril 69	0	0	0
23 avril 69	0	0	0
24 avril 69	1	1	0
25 avril 69	1	1	0
29 avril 69	2	1	1
30 avril 69	0	0	0
1 mai 69	0	0	0
2 mai 69	1	1	0
3 mai 69	1	1	0
6 mai 69	2	1	1
7 mai 69	2	1	1
8 mai 69	1	1	0
9 mai 69	3	2	1
12 mai 69	1	1	0
13 mai 69	5	5	0
14 mai 69	3	3	0
16 mai 69	2	2	0
20 mai 69	1	1	0
21 mai 69	0	0	0
22 mai 69	0	0	0
23 mai 69	2	0	2
26 mai 69	1	1	0
27 mai 69	1	1	0
28 mai 69	0	0	0
29 mai 69	0	0	0
30 mai 69	0	0	0
2 juin 69	0	0	0
3 juin 69	0	0	0
4 juin 69	0	0	0
5 juin 69	3	3	0
6 juin 69	2	2	0
7 juin 69	3	3	0
10 juin 69	4	4	0
11 juin 69	3	2	1
12 juin 69	3	2	1
13 juin 69	3	2	1
16 juin 69	4	4	0
17 juin 69	5	5	0
18 juin 69	4	4	0
19 juin 69	4	3	1
20 juin 69	7	4	3
23 juin 69	10	6	4
25 juin 69	7	6	1

TABLEAU 5 (suite)
CENTRE D'ACCUEIL

DATES	PLACES DISPONIBLES	PROTECTION	DÉLINQUANCE
26 juin 69	8	7	1
28 juin 69	7	7	0
30 juin 69	9	9	0
3 juil. 69	9	9	0
4 juil. 69	10	9	1
7 juil. 69	10	9	1
8 juil. 69	11	11	0
10 juil. 69	7	7	0
11 juil. 69	9	7	2
14 juil. 69	10	7	3
15 juil. 69	12	7	5
16 juil. 69	9	5	4
17 juil. 69	11	7	4
18 juil. 69	13	9	4
21 juil. 69	14	8	6
22 juil. 69	12	8	4
23 juil. 69	11	8	3
24 juil. 69	9	8	1
25 juil. 69	7	6	1
28 juil. 69	11	8	3
29 juil. 69	10	8	2
30 juil. 69	13	8	5
31 juil. 69	20	10	10
1 août 69	15	8	7
4 août 69	12	10	2
5 août 69	10	8	2
6 août 69	10	8	2
7 août 69	10	7	3
8 août 69	6	5	1
11 août 69	9	6	3
12 août 69	8	6	2
13 août 69	6	4	2
14 août 69	5	5	0
15 août 69	5	3	2
18 août 69	6	5	1
19 août 69	5	3	2
20 août 69	4	2	2
21 août 69	3	1	2
22 août 69	5	3	2
25 août 69	6	4	2
26 août 69	5	3	2
27 août 69	8	4	4
28 août 69	9	4	5
29 août 69	12	6	6
2 sept. 69	9	5	4
3 sept. 69	12	6	6
4 sept. 69	9	6	3

TABLEAU 5 (suite)

CENTRE D'ACCUEIL

DATES	PLACES DISPONIBLES	PROTECTION	DÉLINQUANCE
5 sept. 69	10	6	4
8 sept. 69	9	5	4
9 sept. 69	8	6	2
10 sept. 69	9	3	6
11 sept. 69	7	5	2
12 sept. 69	9	4	5
15 sept. 69	11	5	6
16 sept. 69	8	6	2
17 sept. 69	8	6	2
18 sept. 69	4	3	1
19 sept. 69	3	1	2
22 sept. 69	6	2	4
23 sept. 69	7	2	5
24 sept. 69	3	0	3
25 sept. 69	3	0	3
26 sept. 69	3	0	3
29 sept. 69	5	0	5
30 sept. 69	4	1	3
1 oct. 69	3	2	1
2 oct. 69	4	2	2
3 oct. 69	1	0	1
6 oct. 69	3	1	2
7 oct. 69	0	0	0
8 oct. 69	1	0	1
9 oct. 69	3	1	2
10 oct. 69	0	0	0
14 oct. 69	5	3	2
15 oct. 69	2	0	2
16 oct. 69	4	2	2
17 oct. 69	4	2	2
20 oct. 69	4	3	1
21 oct. 69	3	2	1
22 oct. 69	3	2	1
23 oct. 69	1	0	1
24 oct. 69	0	0	0
27 oct. 69	0	0	0
28 oct. 69	0	0	0
29 oct. 69	0	0	0
30 oct. 69	0	0	0
31 oct. 69	0	0	0
3 nov. 69	0	0	0
4 nov. 69	0	0	0
5 nov. 69	1	1	0
6 nov. 69	1	1	0
7 nov. 69	0	0	0
10 nov. 69	0	0	0

TABLEAU 6

DEMANDES D'EXAMENS CLINIQUES
(année 1966)

DOSSIERS	DATE DEMANDE D'EXAMENS	EXAMENS REÇU LE
1 — P-6592	4 fév. 66	16 mai 66
2 — 14704	21 sept. 66	14 fév. 66
3 — P-8157	20 oct. 66	31 mai 67
4 — 15973	27 sept. 66	28 fév. 67
5 — P-8638	29 nov. 66	23 déc. 66
6 — 15305	22 juin 66	21 sept. 66
7 — P-8777	21 oct. 66	16 juin 67
8 — 15421	22 juin 66	13 avril 67
9 — P-8458	29 avril 66	23 juin 66
10 — 14893	24 nov. 66	27 déc. 66
11 — 15056	14 sept. 66	3 avril 67
12 — 15787	12 oct. 66	1 mars 67
13 — 15544	30 juil. 66	21 sept. 66
14 — 15577	20 mai 66	8 août 66
15 — P-8654	14 sept. 66	21 mars 67
16 — P-8222	21 janv. 66	10 mars 66
17 — 15617	15 sept. 66	6 avril 67
18 — 13749	21 oct. 66	20 déc. 66
19 — 15318	13 déc. 66	6 avril 67
20 — P-8544	2 août 66	5 juin 67
21 — 15534	12 sept. 66	31 oct. 66
22 — P-7792	22 avril 66	17 août 66
23 — P-7203	8 juin 66	23 déc. 66
24 — P-8526	14 juil. 66	23 août 66
25 — 15579	7 sept. 66	17 mars 66
26 — P-8205	20 janv. 66	10 mai 66
27 — P-8779	26 oct. 66	6 mars 67
28 — P-8113	22 avril 66	28 juin 66
29 — 15309	9 mai 66	19 juil. 66
30 — P-7157	17 août 66	24 août 66
31 — 14971	4 janv. 66	22 mars 66
32 — 15757	12 oct. 66	6 mars 67
33 — 14785	16 nov. 66	6 déc. 66
34 — P-8607	2 août 66	15 mars 67
35 — P-5508	30 mai 66	7 juin 66
36 — 14909	24 janv. 66	29 mars 66
37 — P-8117	16 fév. 66	30 août 66
38 — P-8621	3 août 66	15 août 66
39 — P-7554	7 juin 66	21 avril 66
40 — 15405	8 juin 66	5 oct. 66
41 — P-6917	22 août 66	26 sept. 66
42 — P-6543	11 mai 66	18 oct. 66
43 — P-8088	27 mai 66	18 oct. 66

TABLEAU 6 (suite)

DEMANDES D'EXAMENS CLINIQUES
(année 1966)

DOSSIERS	DATE DEMANDE D'EXAMENS	EXAMENS REÇU LE
44 — 15562	14 sept. 66	13 avril 67
45 — P-8574	23 août 66	21 déc. 66
46 — P-8514	3 juin 66	23 août 66
47 — 15860	14 nov. 66	31 mars 67
48 — P-8631	30 août 66	22 déc. 66
49 — HC-1001	25 juin 66	12 déc. 66
50 — P-8421	28 avril 66	14 déc. 66
51 — P-8460	28 avril 66	3 août 66
52 — P-8421	28 avril 66	18 nov. 66
53 — 15627	12 oct. 66	12 déc. 66
54 — P-4044	27 avril 66	7 oct. 66
55 — P-5363	31 janv. 66	15 fév. 66
56 — P-6326	21 juil. 66	13 déc. 66
57 — P-7740	22 fév. 66	6 avril 66
58 — P-8601	10 août 66	2 déc. 66
59 — 15832	21 nov. 66	27 fév. 67
60 — P-7944	28 juin 66	28 nov. 66
61 — P-6766	19 juil. 66	12 nov. 66
62 — P-4282	16 sept. 66	4 oct. 66
63 — 15564	20 oct. 66	12 juin 67
64 — P-3655	20 oct. 66	3 fév. 67
65 — P-6684	27 juin 66	23 déc. 66
66 — P-8223	30 août 66	21 déc. 66
67 — 15719	14 déc. 66	20 avril 67
68 — P-8647	14 sept. 66	21 déc. 66
69 — 15590	27 sept. 66	27 fév. 67
70 — 15774	12 oct. 66	28 fév. 67
71 — P-8418	26 mars 66	14 juin 66
72 — 14472	26 janv. 66	21 fév. 66
73 — P-6982	4 fév. 66	4 mai 66
74 — P-8543	2 sept. 66	13 déc. 66
75 — 15638	22 août 66	15 nov. 66
76 — P-5542	17 mai 66	10 août 66
77 — P-8693	11 oct. 66	20 mars 67

(année 1967)

1 — P-6592	2 mars 67	21 août 67
2 — 16232	12 sept. 67	8 mai 67
3 — P-8926	28 mars 67	16 juin 67

TABLEAU 6 (suite)

DEMANDES D'EXAMENS CLINIQUES
(année 1967)

DOSSIERS	DATE DEMANDE D'EXAMENS	EXAMENS REÇU LE
4 — 15488	1 déc. 67	11 nov. 67
5 — P-8961	30 nov. 67	20 juin 68
6 — 16758	13 nov. 67	25 janv. 68
7 — 16163	7 fév. 67	25 mai 67
8 — P-7203	16 nov. 67	20 déc. 67
9 — P-8991	19 avril 67	9 août 67
10 — 16306	29 avril 67	4 août 67
11 — 16811	11 mai 67	10 oct. 67
12 — 16369	6 juil. 67	14 août 67
13 — 17267	20 déc. 67	28 mai 68
14 — 16526	13 juin 67	10 août 67
15 — 16680	24 juil. 67	1 sept. 67
16 — P-9341	8 nov. 67	4 sept. 67
17 — 17118	20 nov. 67	11 mars 68
18 — 16139	13 avril 67	28 juin 67
19 — 17280	18 déc. 67	14 mars 68
20 — 16451	7 juil. 67	1 sept. 67
21 — P-6246	16 août 67	15 nov. 67
22 — 17259	25 nov. 67	21 mars 68
23 — 17143	2 nov. 67	8 avril 68
24 — P-9365	28 déc. 67	26 avril 68
25 — 16397	20 juin 67	2 nov. 67
26 — P-9015	25 mai 67	11 août 67
27 — 17225	20 nov. 67	22 fév. 68
28 — 16616	26 juil. 67	12 déc. 67
29 — 17037	3 oct. 67	22 déc. 67
30 — HC-1023	29 mai 67	19 sept. 67
31 — P-8987	7 avril 67	17 juil. 67
32 — P-8751	14 avril 67	17 juil. 67
33 — 16263	24 avril 67	28 nov. 67
34 — 16260	23 mai 67	26 sept. 67
35 — P-9007	17 mai 67	10 oct. 67
36 — P-9020	25 mai 67	7 déc. 67
37 — 16435	1 juin 67	13 sept. 67
38 — P-6771	13 juin 67	26 sept. 67
39 — 16438	23 mai 67	21 juil. 67
40 — 15305	6 juil. 67	21 nov. 67
41 — P-3077	26 juil. 67	27 oct. 67
42 — P-8243	21 juin 67	21 nov. 67
43 — P-8526	12 juil. 67	6 nov. 67
44 — P-7944	2 août 67	6 nov. 67
45 — 15944	7 août 67	21 nov. 67
46 — 16721	9 août 67	27 oct. 67

TABLEAU 6 (suite)

DEMANDES D'EXAMENS CLINIQUES
(année 1968)

DOSSIERS	DATE DEMANDE D'EXAMENS	EXAMENS REÇU LE
1 — 18622	18 nov. 68	14 janv. 69
2 — P-9896	18 nov. 68	3 fév. 69
3 — 18141	16 août 68	28 janv. 69
4 — 17640	8 avril 68	12 juil. 68
5 — P-8784	28 oct. 68	28 janv. 69
6 — P-9125	16 août 68	27 nov. 68
7 — 17404	26 janv. 68	6 mai 68
8 — P-9396	16 janv. 68	8 fév. 68
9 — 17253	5 fév. 68	5 juil. 68
10 — P-9663	18 juil. 68	4 sept. 68
11 — 17747	8 mai 68	25 juil. 68
12 — D.S.	15 janv. 68	25 mars 68
13 — P-9808	12 sept. 68	18 avril 69
14 — 17331	22 janv. 68	6 mai 68
15 — 18619	14 nov. 68	27 janv. 69
16 — P-9013	11 nov. 68	13 janv. 69
17 — P-8616	17 juin 68	28 juil. 68
18 — 17535	9 avril 68	25 juin 68
19 — 17167	21 fév. 68	10 juin 68
20 — P-9277	29 avril 68	12 août 68
21 — P-9774	13 sept. 68	7 nov. 68
22 — P-3900	20 fév. 68	5 avril 68
23 — P-9855	29 nov. 68	16 janv. 69
24 — 17913	5 juin 68	15 juil. 68
25 — 17574	25 juil. 68	16 sept. 68
26 — P-9850	7 nov. 68	28 janv. 69
27 — P-9615	9 juil. 68	11 oct. 68
28 — P-8138	19 juin 68	25 juil. 68
29 — 18330	7 nov. 68	18 déc. 68
30 — 16231	25 mars 68	3 juin 68
31 — 14473	23 janv. 68	24 juil. 68
32 — P-6326	25 janv. 68	11 mars 68
33 — P-6822	13 mai 68	12 juil. 68
34 — 16894	7 nov. 68	21 janv. 69
35 — P-8543	8 avril 68	31 mai 68
36 — 17854	27 mai 68	30 août 68
37 — P-8116	2 déc. 68	27 août 69
38 — 18073	2 juil. 68	12 juil. 68
39 — P-9535	27 mars 68	17 juil. 68
40 — P-9491	27 mars 68	17 juil. 68
41 — 18176	30 août 68	26 sept. 68
42 — 18336	13 sept. 69	2 déc. 68
43 — P-9755	26 sept. 68	14 nov. 68

TABLEAU 6 (suite)

DEMANDES D'EXAMENS CLINIQUES
(année 1968)

DOSSIERS	DATE DEMANDE D'EXAMENS	EXAMENS REÇU LE
44 — 18566	24 oct. 68	14 avril 69
45 — 18574	4 nov. 68	27 mars 69

(année 1969)

1 — 19576	9 juil. 69	24 sept. 69
2 — P-9764	30 août 69	3 oct. 69
3 — P-10223	2 juil. 69	25 août 69
4 — P-10361	23 sept. 69	—
5 — P-10311	27 août 69	24 oct. 69
6 — P-9896	7 juil. 69	15 août 69
7 — 10375	11 sept. 69	17 oct. 69
8 — 18797	15 janv. 69	18 avril 69
9 — 18886	10 juin 69	8 août 69
10 — P-10355	8 août 69	17 oct. 69
11 — 19048	4 juin 69	1 août 69
12 — 10452	22 oct. 69	—
13 — P-9923	15 janv. 69	17 fév. 69
14 — P-18667	20 janv. 69	31 mars 69
15 — 18959	24 fév. 69	18 avril 69
16 — P-10038	17 fév. 69	4 juin 69
17 — 18856	4 fév. 69	14 mars 69
18 — 19024	24 mars 69	6 mai 69
19 — 17305	8 août 69	—
20 — HC-1089	7 oct. 69	—
21 — 19426	19 août 69	29 oct. 69
22 — P-6757	18 juil. 69	—
23 — P-8242	2 juin 69	22 août 69
24 — 19196	5 mai 69	20 août 69
25 — HC-1088	1 août 69	18 sept. 69
26 — P-8116	27 juil. 69	27 août 69
27 — 18795	15 janv. 69	24 fév. 69
28 — 19270	26 juin 69	25 juil. 69
29 — 19314	24 juil. 69	17 août 69
30 — 18675	10 fév. 69	24 fév. 69
31 — 17510	8 avril 69	12 juin 69
32 — P-8623	17 avril 69	2 juin 96
33 — 19269	26 juin 69	26 août 69
34 — P-9899	14 janv. 69	17 avril 69
35 — P-9365	25 juin 69	26 août 69
36 — 19414	27 juil. 69	9 sept. 69
37 — 16680	11 juin 69	28 juil. 69

TABLEAU 6 (suite)

DEMANDES D'EXAMENS CLINIQUES
(année 1969)

DOSSIERS	DATE DEMANDE D'EXAMENS	EXAMENS REÇU LE
38 — P-10018	11 fév. 69	4 juin 69
39 — 19061	3 avril 69	27 juin 69
40 — P-9863	1 avril 69	15 avril 69
41 — P-8000	26 fév. 69	18 avril 69
42 — P-10011	4 juin 69	18 août 69
43 — 18841	4 fév. 69	4 juin 69
44 — P-10050	24 fév. 69	17 avril 69
45 — 19548	22 août 69	11 sept. 69
46 — 19659	22 sept. 69	—

TABLEAU 7

COMPARUTIONS POUR DÉLITS (année 1965)

	Filles	Garçons	TOTAL
A — Enfants âgés de 14 ans et moins :	32	282	314
B — Enfants âgés de 15 ans à 18 ans :	121	854	975
TOTAL :	153	1136	1289

II — NATURE DU DÉLIT

Principaux délits :	Filles	Garçons	TOTAL
Vol :	44	323	367
Effraction et vol :	7	231	238
Prise illicite d'auto :	1	127	128
Désordre :	7	108	115
Flânerie, vagabondage :	26	45	71
Conduire auto sans permis :	0	26	26
Loi des Liqueurs :	14	10	24
Immoralité :	25	10	35
Autres :	29	256	285
TOTAL :	153	1136	1289

TABLEAU 7 (suite)

COMPARUTIONS POUR DÉLITS (année 1966)

	Filles	Garçons	TOTAL
A — Enfants âgés de 14 ans et moins :	44	212	256
B — Enfants âgés de 15 ans à 18 ans :	98	724	822
TOTAL :	142	936	1078

II — NATURE DU DÉLIT :

<i>Principaux délits :</i>	Filles	Garçons	TOTAL
Vol :	40	224	264
Effraction et vol :	3	214	217
Prise illicite d'auto :	3	114	117
Désordre :	2	49	51
Flânerie, vagabondage :	23	43	66
Conduire sans permis	0	21	21
Loi des Liqueurs :	15	30	45
Immoralité :	24	16	40
Autres :	32	235	267
TOTAL :	142	946	1088

COMPARUTIONS POUR DÉLITS (année 1967)

	Filles	Garçons	TOTAL
A — Enfants âgés de 14 ans et moins :	43	258	301
B — Enfants âgés de 15 ans à 18 ans :	134	888	1022
TOTAL :	177	1146	1323

II — NATURE DU DÉLIT :

<i>Principaux délits :</i>	Filles	Garçons	TOTAL
Vol :	75	238	313
Effraction et vol :	1	196	197
Prise illicite d'auto :	3	180	183
Désordre :	16	170	186
Flânerie, vagabondage :	33	77	110
Conduire auto sans permis :	6	48	54
Loi des Liqueurs :	10	54	64
Immoralité :	14	49	63
Autres :	19	134	153
TOTAL :	177	1146	1323

TABLEAU 7 (suite)

COMPARUTIONS POUR DÉLITS (année 1968)

	Filles	Garçons	TOTAL
A — Enfants âgés de 14 ans et moins :	63	315	378
B — Enfants âgés de 15 ans à 18 ans :	101	979	1080
TOTAL :	164	1294	1458

II — NATURE DU DÉLIT :

<i>Principaux délits :</i>	Filles	Garçons	TOTAL
Vol :	81	334	415
Effraction et vol :	0	145	145
Prise illicite d'auto :	2	192	194
Désordre :	20	158	178
Flânerie, vagabondage :	15	77	92
Méfais :	3	217	220
Loi des Liqueurs :	14	64	78
Immoralité :	12	30	42
Autres :	17	77	94
TOTAL :	164	1294	1458

Travail effectué par Claude Châteauvert, suivant les statistiques de la Cour, du district judiciaire de Québec.

RÉFORMES

Envisager des réformes dans la Province de Québec c'est presque entreprendre avant de connaître. L'élaboration des données de base précèdera les réalisations et l'absence de diversification des institutions permet plus difficilement de mettre au point de nouvelles méthodes ou de perfectionner les anciennes.

Peut-on se dégager sans précaution de tout un système de droit alors que les données de la rééducation sont à peine précisées. Il faut évidemment se tourner vers les pays les plus progressifs mais sans verser dans un empirisme excessif.

Les principales lacunes constatées aux États-Unis sont les suivantes ¹ :

- 1) Les magistrats n'ont pas les connaissances légales nécessaires, puisqu'ils n'appartiennent pas tous à la profession juridique ;
- 2) L'insuffisance du nombre des officiers de probation ;

¹ The Juvenile Court for 1975 — Orman W. Ketcham — Septembre 1966.

- 3) Les Cours ne disposent pas de service psychiatrique ;
- 4) La carence de ressources communautaires et l'on prévoit pour 1975 un « Family Court Structure » à l'échelle du pays :

The judicial aspects of city courts dealing with children will be part of an integrated court, which will be known as a family court and will be composed of five divisions :

- “1. The neglect division will have jurisdiction over the legal problems of children who are abandoned, neglected, dependent, mentally retarded, psychotic, or otherwise in need of judicial intervention or legal change of custody through no fault or their own.
2. The children's division will have jurisdiction over children under sixteen years of age who are believed to be responsible for a law violation, or who are otherwise in need of supervision.
3. The youth offenders' division will have jurisdiction over youths between the ages of sixteen and twenty-one who are charged with criminal law violations of any degree.
4. The family offenses division will have authority over all minor criminal offenses (including misdemeanors and perhaps some lesser felonies, such as assault with a weapon, grand larceny, housebreaking, and unauthorized use of a vehicle) when both the complainant and the defendant are members of the same family or household.
5. The domestic relations division will have jurisdiction over marital relations problems requiring legal action such as separation, divorce, alimony, support payments, disputed custody of children, adoption, and the determination of paternity of illegitimate children.”¹

A chief Judge will preside over the entire operation and administration of the family court.

En 1967, le « President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice » en est venu aux conclusions qui suivent : ²

“The Commission advocates a somewhat radical departure from the original concept or theory of individualized treatment through the court or its facilities designed to rehabilitate offenders. *“A simple infusion of resources into juvenile courts and the attendant institutions” will not achieve the objectives of the early reformers, the Commission tells us.* Experts in the field agree that it is extremely difficult to develop successful methods for preventing serious delinquent acts through rehabilitative programs for the child. What research is making increasingly clear, is that delinquency is not so much an act of individual deviancy as a pattern of behavior produced by a multitude of pervasive societal influences well beyond the reach of the actions of any judge, probation officer, correctional counselor, or psychiatrist. In buttressing its recommendation that the formal correctional system be used only as a last resort, the Commission proposes a Youth Service Bureau, a community-based center to which juveniles could be referred for counseling, education, work or recreational programs and job

¹ *Idem.*

² Cité dans « The Juvenile Court Comes of Age » (1968) — Junius L. Allison.

placement. This would be a new kind of social agency whose function is to plan for community service and treatment for children who are presently not receiving guidance.

It would be located close to population centers ; maintaining close relationships with schools and employers ; housing as few as 50 inmates ; serving as a classification center for various kinds of community programs, receiving juveniles referred by the police, the juvenile court, parents, schools, and other sources. Other specific recommendations made are :

- 1) Juvenile courts should make fullest feasible use of preliminary conferences to dispose of cases short of adjudication.
- 2) *The movement for narrowing the juvenile court's jurisdiction should be continued.*
- 3) Counsel should be appointed as a matter of course wherever coercive action is a possibility, without requiring any affirmative choice by child or parent.
- 4) Juvenile court hearings should be divided into an adjudicatory hearing and a dispositional one, and the evidence admissible at the adjudicatory hearing should be so limited that findings are not dependent upon or unduly influenced by hearsy, gossip, rumor, and other unreliable types of information.
- 5) Adequate and appropriate separate shelter care and detention facilities for juveniles should be provided ;

Ce rapport met l'emphase sur la nécessité pour le mineur d'être représenté par procureur.

"The President's Commission" believes that no single action holds more potential for achieving procedural justice for the child in the juvenile court than the provision of counsel."

"Fears have been expressed that lawyers would make the juvenile court proceedings adversary. No doubt this is partly true, but it is partly desirable." ¹

Le Juge William S. Fort, « President of the National Council of Juvenile Court Judges » a cependant critiqué ce rapport en déclarant que la Commission n'avait pas réglé le problème capital de l'intervention ou rôle de l'État dans la vie de l'enfant.

Conrad Paulsen, professeur à la faculté de Droit à l'université Columbia prévoit que les tribunaux pour enfants s'assimileront aux juridictions ordinaires ne conservant de leur spécialisation que l'orientation vers la rééducation.

En Europe, lors des Assises du VII^e Congrès de l'Association internationale des Magistrats de la jeunesse, l'on a mis l'accent sur le « Magistrat de la Famille » dans laquelle la mission des parents sera conçue de moins en moins comme un droit ou un privilège, de plus en plus comme une

¹ *Idem.*

mission dont ils pourront être sommés de rendre compte ». Les droits qui leur seront reconnus ne seront que les moyens d'accomplir leur mission ». ¹

Les magistrats ont envisagé peu de réformes législatives de grande envergure. Ils ont surtout constaté les déficiences techniques dans les moyens mis à leur disposition et ont considéré la législation qu'ils sont chargés d'appliquer, assez souple.

Les différents pays ont réclamé un certain minimum d'institutions ouvertes ou fermées et un personnel spécialisé. Les réformes envisagées peuvent se résumer comme suit :

- 1) collaboration entre les magistrats des tribunaux de mineurs et les médecins ;
- 2) création, dans les grandes villes, de centres d'observation de la jeunesse ;
- 3) formation de professeurs et de juges spécialisés ;
- 4) multiplication des centres de rééducation des jeunes ;
- 5) Augmentation des effectifs d'éducateurs spécialisés, responsable de la probation. ²

Sauf dans quelques pays qui confient à des comités administratifs ou comités de protection de la jeunesse le sort des jeunes délinquants ou jeunes inadaptés, le principe de l'intervention judiciaire semble encore souhaité.

« On oppose souvent le système judiciaire au système administratif et on les a souvent présentés comme s'excluant mutuellement. Ces deux systèmes ont des traits communs qui sont plus essentiels que les différences qui les séparent. ³ »

Le débat se réfère surtout aux limites de l'intervention judiciaire.

PRINCIPALES RÉFORMES LÉGISLATIVES PROPOSÉES

- 1) L'enfant de moins de 14 ans devrait être en dehors du droit pénal exception faite des délits de meurtre, tentative de meurtre, homicide involontaire coupable ou vol avec violence ;
- 2) La compétence du tribunal pour enfants devrait s'étendre aux mineurs de moins de 21 ans ;
- 3) Les mineurs de moins de quatorze ans devraient être référés à la Cour en vertu de la Loi de la protection de la jeunesse ; s'il s'agit d'actes autres que ceux de meurtre, tentative de meurtre, homicide involontaire coupable ou vol avec violence ;

¹ La protection judiciaire de l'enfance dans le monde par les Magistrats de la Jeunesse (juillet 1966).

² La protection judiciaire de l'enfance dans le monde par les Magistrats de la Jeunesse. (juillet 1966) — M. O. Ketcham.

³ Étude comparée sur la délinquance juvénile — Nations-Unis — 1952.

- 4) La loi devrait accorder soit à la police spécialisée, soit aux officiers de probation le pouvoir discrétionnaire de ne pas soumettre à la Cour certains actes commis par les enfants de moins de 14 ans.

L'étendue de ce pouvoir discrétionnaire devrait cependant être bien précisée.

Nous attirons l'attention de la Commission sur une des lacunes les plus graves à la Cour de Bien-Être social du district judiciaire de Québec :

« la quasi inexistence de la liberté surveillée »

Les *officiers de probation* sont *débordés* de travail et la plus grande partie de leur temps est employée à effectuer des enquêtes sociales, ce qui les empêche de remplir leur fonction propre qui est celle d'exercer auprès des jeunes la surveillance qui leur serait si salutaire.

À ce propos, je ne puis concevoir que le nombre d'officiers de probation ne soit jamais assez suffisant pour satisfaire à la tâche ; aussi cette fonction devrait-elle être confiée additionnellement à des *étudiants* de deuxième ou troisième année *de droit ou des sciences humaines*, âgés de 21 ans au moins. En compensation, l'université leur accorderait des *crédits*.

CONCLUSION

La conclusion générale qui se dégage sans conteste de toutes ces considérations est que *le tribunal pour enfants* dans la province de Québec devra, pour remédier aux problèmes suscités par le comportement asocial des mineurs :

- 1) *se centrer sur la cellule familiale ;*
- 2) *être muni de l'autorité que tout tribunal doit avoir et des moyens suffisants pour lui permettre d'exercer sa juridiction dans le plus grand intérêt de l'enfant.*

APPENDICE 15

Mémoire des juges de la Cour de
Bien-Être social (1960)

**MÉMOIRE DES JUGES DE LA COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL
À L'HONORABLE GEORGES-ÉMILE LAPALME,
PROCUREUR GÉNÉRAL**

À l'Assemblée générale des juges de la Cour de Bien-Être social, tenue le 8 décembre 1960 et à laquelle les juges étaient tous présents, diverses questions ont été étudiées et des décisions ont été prises dont l'exposé qui suit donne les conclusions.

1. Pour fonctionner adéquatement et efficacement les « Cours de Bien-Être social » ont besoin de certains services soit :

- a) Agents de surveillance.
- b) Maison de détention ou centres d'accueil.
- c) Clinique d'aide à l'enfance.

Ces différents services ne sont que des services auxiliaires et n'ont de raison d'être qu'en autant que la Cour existe. Ces services ne sont que l'accessoire. Comme l'accessoire suit le principal, il est normal et logique que tous ces services soient rattachés à la Cour et soumis à la juridiction administrative du procureur-général qui administre la Cour, *organisme judiciaire*.

2. Les juges n'acceptent pas et sont opposés au principe de la recommandation au ministre du Bien-Être social qui, en définitive, rend le jugement et le modifie à volonté en vertu de l'article 15 A de la Loi de protection de la jeunesse (14 George VI, chapitre II et amendements).

Dans notre régime politique et gouvernemental les trois pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire sont nettement départagés et clairement déterminés et il n'est pas du ressort de l'exécutif de rendre des décisions judiciaires concernant les droits des citoyens.

Ce principe de droit constitutionnel est presque universellement reconnu dans tous les pays où existent des juges et tribunaux pour enfants délinquants ou ayant besoin de protection.

Il n'est pas question de diminuer les pouvoirs administratifs que le ministre de Bien-Être social exerce actuellement sur les différentes écoles de son département.

En annexe, différentes opinions confirmant ce point de vue.

3. Les juges croient, vu l'augmentation des affaires judiciaires, qu'il est nécessaire de nommer à la Cour de Montréal trois juges qui auraient juridiction dans tous les districts et seraient utilisés par le juge en chef dans les différents districts selon les besoins.

4. Les juges croient que pour assurer la protection judiciaire intégrale de l'enfance il serait nécessaire de nommer des conseillers juridiques

en nombre suffisant auprès des différentes Cours afin de recevoir le public, les plaintes, préparer et suivre tous les dossiers en vue d'aider les juges dans l'accomplissement de leurs fonctions.

5. L'édifice occupé par la Cour de Montréal ne répond pas aux exigences de l'heure vu son exigüité et il est opportun d'étudier son agrandissement ou sa modification de façon à permettre plus de bureaux, de salles d'audience et de place pour la détention des garçons et filles avec stationnement approprié. Les juges estiment qu'il y a urgence.

6. Le nombre des écoles industrielles (ou de centres fermés) ne sont pas assez nombreuses pour répondre au besoin de placement d'enfants traduits devant la Cour. Il serait opportun d'en construire d'autres et en même temps de songer à la décentralisation de ces maisons.

ANNEXE

Expression d'opinions concernant la primauté du pouvoir judiciaire sur le pouvoir administratif dans la protection des droits civils des citoyens.

- a) Le juge des enfants apparaît donc bien comme un spécialiste des questions de l'enfance. Mais il convient de souligner qu'il reste un magistrat. Ce double caractère est indispensable. *Spécialiste*, il pourra pénétrer et démêler, grâce au secours des techniques, le complexe mécanisme de la psychologie de l'enfant, saisir les causes de ses défaillances, connaître les raisons de la carence familiale. *Juge*, il s'efforcera, par la réflexion et par la critique, de découvrir, dans un survol de l'ensemble, l'orientation la mieux appropriée à l'intérêt du mineur, en respectant, dans le fond et dans la forme, les règles fondamentales des droits de la famille, de l'enfant et des autres intéressés éventuels.

« Les enfants et les adolescents socialement inadaptés ». Problèmes juridiques et médico-psychologiques — Ouvrage publié sous la direction de A. Besson, Procureur général près de la Cour de Cassation — Page 95.

- b) La puissance paternelle ne peut être niée et méconnue par l'administration. Elle est protégée par le pouvoir judiciaire qui peut seul y porter atteinte. Ainsi le juge peut être amené à sauvegarder les droits parentaux contre des interventions sociales diverses.

Il peut être appelé à assurer aux parents le libre exercice de leurs droits contre des membres de la famille (grands-parents, parent divorcé), contre des voisins manquant de discrimination, contre des associations de protection de l'enfance, manquant de mesure dans leur activité, contre des services de police ou sociaux trop empressés, contre l'État qui ne peut imposer son aide, sans le consentement de la famille, voire contre l'État enseignant (affaire Morizot, D. 1909, 2, 13).

Revue « Sauvegarde de l'enfance ». Nos 7/8, novembre et décembre 1959 — La nouvelle législation sur la protection de l'enfance —

La réforme de l'assistance éducative (Ordonnance du 23 décembre 1958), par M. P. Lutz, sous-directeur de l'éducation surveillée au ministère de la Justice. Page 480.

- c) Quand une administration veut toucher à la puissance paternelle, qu'elle saisisse les tribunaux, et qu'en tous cas, le père puisse facilement et efficacement en appeler à ceux-ci ! Si le contrôle de la puissance paternelle a besoin de mettre en œuvre, aujourd'hui, des moyens empruntés au droit public, qu'on n'oublie jamais que la puissance paternelle reste une institution de droit civil, dont le seul juge doit être un « magistrat » !

R. Savatier, « Les métamorphoses économiques et sociales du droit civil d'aujourd'hui ». Page 128, Édition 1948.

- d) Le recours de l'autorité doit être placé sous la garantie du pouvoir judiciaire. Dans un régime démocratique fondé sur la séparation des pouvoirs, le magistrat n'est pas un fonctionnaire d'une catégorie spéciale, appliquant d'une manière quasi-mécanique le droit des textes. Il est le protecteur des droits individuels, l'arbitre des conflits, le serviteur du progrès social et de la justice. Maître absolu de ses décisions dans le respect de la loi et des droits de chacun, il est à l'abri des pressions politiques ou personnelles et assure l'égalité de tous devant la loi.

L. Slachmuylder, « À propos du projet de loi belge sur la réforme de la protection de l'enfance ».

- e) S'il appartient à l'État, en vertu de sa mission normale de protection des droits, de prendre en mains le contrôle de la puissance paternelle, comment définir l'organe chargé de l'assumer ?

« Dans notre régime démocratique le seul organe qui puisse entrer en compte, est le pouvoir judiciaire. Le pouvoir administratif peut bien être habilité par l'assistance aux enfants abandonnés ou préalablement soustraits, par le juge, à une autorité familiale déficiente. Mais les affaires privées ne sont pas de son ressort, tandis que les Cours et tribunaux jouissent d'une compétence générale pour trancher tout litige entre particuliers dans les rapports de droit privé. Or l'enfant a vis-à-vis de ses père et mère un droit incontestable à une bonne éducation. Il appartient aux tribunaux de sauvegarder ce droit privé familial et de décréter les mesures adéquates en cas de péril.

Jean Dabin, « Le contrôle de la puissance paternelle », pages 43 et 44.

JUGES présents à la Réunion du 8 décembre 1960 :

M. le Juge EPHREM FILION
M. le Juge J.C. NICHOLSON
M. le Juge EDGAR CHAMPOUX
M. le Juge MAURICE LAURIN
M. le Juge JEAN-CHARLES SAMSON
M. le Juge J. ST-GEORGES MORRISET
M. le Juge HENRI BERNATCHEZ
M. le Juge PHILIPPE AUBÉ
M. le Juge J. G. R. SCHREIBER

M. le Juge suppléant MARCEL TRAHAN.
M. le Juge ALBERT PAQUIN
M. le Juge JEAN-J. DENVERNE
M. le Juge LOUIS FARLEY
M. le Juge suppléant MARCEL TRAHAN

Montréal, le 19 décembre 1960.

J.P. LAVALLÉE
JUGE EN CHEF
COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL - MONTRÉAL

APPENDICE 16

Study on
Social Welfare Court, Probation Services and
Detention Care

National Study Service

44 East 23rd Street - New York, N.Y. 10040,
(212) 254-5565 - John H. Moore, Director

SOCIAL WELFARE COURT, PROBATION SERVICES AND DETENTION CARE

by

Richard J. Clendenen

Consultant

National Study Service 1967

CANADIAN HEADQUARTERS:

Canadian Welfare Council, 55 Parkdale Avenue, Ottawa 3, Canada. (613) 728-1865
Southern Area : 320 West Jones Street, Raleigh, North Carolina 27603. (919) 864-8861
Erlen Winston, ph.d., Director, Chief National Consultant on Research
and Human Resources
West Coast Area : P.Q. Box 155, San Anselme, California 94960. (415) 456-4800
Perry B. Hall, Director, Assistant National Director

A SEPARATELY INCORPORATED JOINT SERVICE OF CHILD WELFARE
LEAGUE OF AMERICA,
FAMILY SERVICE ASSOCIATION OF AMERICA.

SOCIAL WELFARE COURT, PROBATION SERVICES AND DETENTION CARE

The Social Welfare Court is, in a manner of speaking, subject to two provincial Departments, the Department of Justice and the Department of Family and Social Welfare *. The Judges of the court are appointed by the former department while the probation service and detention home function under the administrative auspices of the latter. No real opportunity was had to observe the implications, either negative or positive, of this divided responsibility for the functions of the Social Welfare Court, but several general observations seem pertinent. Although the court may be thought to represent a judicial function and the probation and detention services administrative ones, the fact of the matter is that they must be so related and tied together that they comprise an integrated program. For the most part, court intake is handled by the Probation Division. The judge is dependent upon information provided by the probation officer to make the most effective and appropriate disposition of cases, which means that the judge must have confidence in the quality of the probation officer's report. In like manner, the probation officer must feel secure enough in his role and relationships to the judge to express his judgments freely when called upon for them. All of this means that the judges and probation staff must feel and operate as a team. The development and maintenance of teamwork requires close and continuous communications. Any factor or condition which may impede the flow of two-way communications between judges and probation staff will detract from the essential teamwork approach to the court's crucial task.

Although the role of personnel providing detention care does not stand in the same relationship to the function of the court as the work of the probation staff, the determination of who is detained, what happens to boys and girls while detained, and the possible use of the observations of detention staff to increase understanding of children who are detained all represent matters which relate to the effectiveness of the total court operation. And again the need for close and continuous communications between the judges and probation staff and the personnel providing detention care appears clear-cut.

The need for revision of the basic statutes which establish and govern the work of the social welfare court has been outlined in other memoranda. There also is need for measures to be adopted which will produce a more unified operation within the court and its services. This need looms larger in view of factors which tend to fragment services and programs within the

* The major statutes which govern the court's work with children have been examined and commented upon in separate memoranda.

court. The factors include language and religious differences which are recognized in the way the social welfare court is organized. First, judges are assigned to hear cases on a language and religious basis. Although there are exceptions, cases are routinely assigned to be heard by judges who have the same religious and language backgrounds as the children whose cases are to be heard. Some judges are bilingual, and, as indicated above, the cases of some children might be placed on the calendar of a judge of a differing « first tongue » or religion, but these cases are exceptions and not the rule. This means that the thirteen justices (including the presiding justice), assigned to the court, are divided into three groups in terms of the religious and language backgrounds of the cases heard by them. Since most of the resources available to the court for the disposition of cases, other than probation, also serve children according to religious and language backgrounds, this procedure also means that each group of justices is likely to be confronted with a differing set of resources, service gaps, and community problems. Unless there is established procedures for the systematic sharing of experience among the justices, the court cannot provide the focal point so badly needed where the broad spectrum of youth welfare problems and programs can be projected in bold relief. Weekly or bimonthly meetings of the justices might be considered.

The probation staff also is organized into three religious-language groups for the provision of services. One ¹ women and three men, including the unit supervisor, comprise the sector of the staff which serves English-speaking, Protestant children and youth. Later we will look at the operation of this unit. Here we shall focus upon certain concerns about working relationships within the court. Judging from observations of the sector of court referred to above, close and cooperative personal relationships emerge between certain judges, among certain probation staff, and between some judges and some probation staff. What is lacking is a formal mechanism or forum which could provide for systematic exchange of information, broad exploration of needs and problems, sharing of experiences in the development of programs, and organizing of approaches to solution of mutual or shared problems.

One approved approach to this kind of problem is to recommend the formation of a juvenile or social welfare court committee. Logically, such a committee might include the presiding justice and three fellow judges, (one representing each religious-language group) the chief probation officer and three probation supervisors (again one representing each religious-language unit), the directors of the boys and girls detention centers, and two or three outstanding citizens. This committee could be jointly ap-

¹ NSS has been advised that as of the date of this report there is only one non-Catholic woman probation officer.

pointed by the Ministers of Justice and Family and Social Welfare. The committee should be charged to perform those functions listed above i.e., provide for systematic exchange of information, etc. It should be required also to submit a written report annually on its work including its assessment of needs and progress toward meeting them, and recommendations on what need to be done to improve the effectiveness of the court and its services.

A major problem confronting the probation staff grows out of the very large caseloads which they carry. Granted that caseload figures represent very crude measures of work load, at the time that data for this survey was collected, a total of 53 probations officers * were assigned to the social welfare court which serves a judicial district of about two and one-half million persons. As indicated earlier, three men and one ¹ women comprise the unit which serves English-speaking, Protestant cases. Caseload figures for these workers appeared somewhat meaningless because they included a large number of inactive cases. According to the best estimates of the workers, however, active cases numbered as high as 100 or more for some officers. The court's statistical report for the year of 1966 does not include a breakdown in new cases along religious or language lines. Therefore, it was difficult to determine the average number of new cases received by these workers per month. Individual officers report receiving as high as fifteen to twenty new cases per month during certain periods of the year. These workload figures are far above even minimal standards.

« They generally recognized minimal standard, developed from practical experience, calls for a caseload of not more than 50 units of work a month. One case under probation supervision is counted as one unit ; a new investigation and diagnostic study counts as five units since, if properly done, it may be expected to require about five times as much time and effort as will a case under a supervision in one month ² ».

The deleterious impact of excessive workloads on the nature and quality of service is apparent. Home visits are rarely made even as a part of the initial social study. An office interview with the child and with one or both parents if possible plus a telephone contact with school or employer must in the vast majority of cases suffice. Some of the boys' workers attempt

* This figure does not include personnel assigned to the admissions section nor a few staff who devote their time to recruitment of foster homes, institutional placement, etc.

¹ *Ibid.*

² *Correction in the United States*, a Survey for the President's Commission on Law Enforcement and the Administration of Justice by the National Council on Crime and Delinquency, 1966, p. 63.

to see school age boys who are on probation once per month in the office, but frankly admit that time limitations prevent them from seeing all such boys monthly. Monthly telephone contacts may be substituted for office visits for many of the working boys. Obviously such working conditions place severe limits upon the ability of the probation officer to even get acquainted with the children placed under his supervision, to say nothing of giving them close and sustained help and guidance.

It would not be valid, however, to infer that the problems of the probation staff would be resolved by a mere reduction in caseloads. An extremely pressing problem grows out of the very limited range of dispositions available for English-speaking youth. This factor, plus the small number of probation staff involved, means that each worker carries a wide range of cases, leaving little room for the classification of cases and accompanying specialization by workers in handling the type of cases with which they work most effectively. Yet methods and instruments have been developed which have been found helpful in classifying delinquents in ways which have significance for treatment programs and methods. The California Youth Authority has experimented extensively with a classification system based upon an assessment of maturity levels in interpersonal relations¹. The Probation Division should consider using some classification system in working toward a more effective system of case assignments.

In most cases of English-speaking, Protestant children coming before the court, the range of possible dispositions is extremely limited. Many are placed on probation². Fines are frequently imposed. For the child who cannot be permitted to remain at home, alternatives are few. Weredale House is available for the care of boys who are not too lacking in inner controls to function in an open setting and regular community schools. A few emotionally disturbed youngsters can be accepted into appropriate units of the Children's and Douglas Hospitals. The other large majority of boys requiring placement, except in the case of quite young children who may be placed in foster homes, are referred to the Boys Farm and Training School at Shawbridge. The problem of intake of cases at Shawbridge is examined in the memorandum dealing with that institution.

On the boys' side this leaves the court virtually without resource for some cases. There is a great need for additional group homes to be established to care for some boys who cannot remain at home, seem unable to

¹ See *Changing the Lawbreaker*, Gibbons, Don C., Prentice-Hall, Inc., 1965 ; also the "6th Annual Report of the Status of Current Research in the California Youth Authority" Department of the Youth Authority, Sacramento, California, April 1966.

² Because probation may be used in conjunction with some other action in disposing of a case, i.e. a fine, order of restitution, etc., it is impossible to determine from the courts' annual statistical report how many cases or what percentage of cases were placed on probation.

accept foster home placement, yet do not need, indeed do not benefit from regular institutional care. A number of acting-out younger boys, sometimes with emotional problems or mild mental retardation would fit most appropriately in group home situations. At the other end of the continuum are a few boys who are so out of control that they cannot be handled in the so-called open institution such as Shawbridge. The Centre Berthelet which represents a more physically secure setting* and cares for both boys and girls (total capacity 150) but is not staffed for the care of English-speaking children. Some of its staff are bilingual and a few boys and girls whose first tongue is English but who also speak French reasonably well are accommodated there. The administrators of the Centre Berthelet would be willing to accept any child needing its services without regard to language background if it could secure staff who spoke both French and English well enough to work effectively with children of both language groups. To date it has been unable to recruit a sufficient number of such personnel.

The situation confronting the court in securing care for the English-speaking, Protestant girl who cannot be permitted to remain at home is not too unlike that outlined above in relation to boys. Again additional group homes appear to be needed, and the Centre Berthelet is as poorly prepared to work with English-speaking girls as with English-speaking boys. The program of the Girls' Cottage School which is the primary institution for Protestant girls is reviewed elsewhere in our survey report.

In referring to the large workloads carried by some probation officers, it should be recognized that difficulty has been experienced in recruiting qualified personnel to work with English-speaking children and their families, and low salaries have contributed to this problem. At the time data were collected for this survey, the salary range for beginning workers, Class III, was \$3,700 - \$5,100. All new workers are required to begin in Class III although credit for graduate education may be given by starting the worker above the minimum salary. Other salary ranges are :

Class II	—	\$4,300 - \$6,200
Class I	—	\$5,200 - \$6,200
Principal	—	\$6,200 - \$8,200

After three years of experience in Class III, workers are eligible for promotion to Class II. Four years of experience in Classe II and four years in Class I are required for promotion to the next higher classification. Class I is used for supervisors within the Probation Division. Only the Chief Probation Officer is classified as a Principal.

* The desirability and soundness of the legal procedures by which some boys, found to be delinquent, may eventually be transferred to a Federal prison (which also affords a physically secure setting) is questioned in the memorandum dealing with the legal base for the protection of children.

A recent national survey¹ in the United States of 250 sample counties indicated that median salaries are above those in the Montreal court :
Median salaries —

Probation officers	— \$5,001 - \$6,000
Staff supervision	— \$7,001 - \$8,000
Chief Probation Officers	— \$8,001 - \$9,000

The above figures although above the averages prevailing in Montreal are not high enough to attract the personnel needed, for the same courts were asked to state what they considered to be the chief obstacle to effective juvenile probation service. « Lack of staff » was the answer by 37 percent of them. The report includes this comment,

« A considerable proportion of our country's juvenile probation departments have salary schedules that make it impossible for them to compete in a national (or even a local) market for staff with the recommended minimum qualifications, to say nothing of the recommended preferred qualifications ».

As is the case in many other communities, minimum qualifications for personnel are quite low. Completion of eleven years of schooling plus four years of related experience are the minimal qualifications required. However, the Division attempts to recruit candidates possessing more than minimal qualifications, and, sometimes is able to attract very well trained persons including some with graduate social work education.

Although no attempt was made to survey the two detention centers, one for boys and one for girls, both were visited and certain data were collected on these programs. There are at least three very important observations to be made about his program. (1) The rate of detention in Montreal appears to be unreasonably high, (2) the facility seems to be a dumping ground for too many different kinds of children, and (3) the program is not geared to provide much of anything beyond mere custodial care. Before elaborating upon these observations, it should be noted that no blame for these conditions necessarily attach to the personnel of the Centre who are not in control of intake, and who face the unrewarding job of caring for too many children. Even the temporary facility adds to their problems since its quarters were not designed as a residential detention facility.

The National Council on Crime and Delinquency recommends that not more than 10 percent of juveniles arrested should be detained and notes that « Even the recommended 10 percent rate . . . may some day be regarded as too high ». Detention rates vary widely. In some jurisdictions less than 5 percent of juveniles brought before the court on delinquency

¹ *Correction in the United States*, a Survey for the President's Commission on Law Enforcement and the Administration of Justice by the National Council on Crime and Delinquency, 1966, p. 61.

petitions are detained. A 1965 study of detention in New York City showed a detaining rate of less than 10 percent ¹. The rate of detention of boys in Montreal appears to be several times this figure.

During 1966, 4945 boys were admitted to the detention center in Montreal. Before any kind of detention rate can be deduced, however, it is necessary to recognize that this figure includes protective as well as delinquency cases. The protective cases should not be included in arriving at a detention rate. Neither should they be cared for in a facility also used to house delinquents even temporarily. But this is a question which will be looked at in more detail later in this report. Here we are concerned only with trying to sort these cases out in order to arrive at a reasonably valid detention rate. Even this is not easy for very often the classification represents a very arbitrary decision since an essentially homeless boy may have been involved in some minor delinquency. Of the 4945 boys admitted to detention, 1254 or about one-fourth of them were classified as « protection » and « desertion » cases. This means that about 3700 boys were charged with some kind of delinquent act.

It seems virtually impossible to reconcile these figures with those provided by the Probation Division of the Court which indicate that a total of 5,629 children and youth were served in 1966. This figure includes both boys and girls and protection as well as delinquency cases. If these are comparable figures, they suggest that more boys were detained than were known to the Probation Division. We are forced to conclude that the statistics provided by these two agencies are not comparable and would need to be reconciled to develop a firm detention rate.

Our impression, as indicated above, is that the detention rate is quite high — probably 50 percent and perhaps considerably more in the case of delinquent boys. The statistics on the detention rate of girls seem subject to the same complexities, a total of 751 girls came to the court in 1966, but 1,265 girls were detained.

Without putting too much reliance upon these specific figures, it would be surprising if rates of referrals to the social welfare court as well as detention rates were not high in view of the lack of an intake unit or service which could screen cases. A small intake unit functions within the probation division but processes French-speaking, protective cases only. There is no formal servicing of nor organized screening procedures for cases coming from the police which represents the major referral source. During the night and on weekends police may place children in detention without consultation with any representative of the court. In this connection, it is interesting to note that 2,576 of the 4,945 boys detained were released within five days or less. It is highly desirable that the length of time children

¹ NCCD, Juvenile Detention in the City of New York, 1965.

are detained be kept as short as possible. But it may be that a number of these boys were released by the police from detention the morning after a night placement in detention because of lack of an adequate case against them.

The social welfare court should organize an intake program within the probation division. Delinquency as well as protection cases should come through the unit which should be staffed to handle boys and girls of both French and English language backgrounds. A representative of the unit should be assigned to the detention center to provide coverage on weekends and from the time the court closes until midnight each night. Relatively few youngsters are picked up after that hour of the night.

There would appear to be little value in any attempt to deal in any depth with the programs of the two detention centers, particularly since time permitted very limited observation of them. A few general comments do seem pertinent. The detention center for boys is large, serving an average daily population of nearly 500. Its population is a hodgepodge including protection cases, some of whom are essentially homeless, delinquency cases, cases awaiting placement (sometimes such waits are prolonged) runaways, etc. Again this condition points up the absence of an intake unit as well as the need to make other provisions for the temporary shelter care of protection cases.

The predominant culture in both Centers is French Canadian. Many staff members possess a very limited command of the English language. Higher salaries would enhance the possibilities of employing more people who are truly bilingual. As indicated earlier English speaking volunteers could provide a valuable service in making these settings more effective for children and youth of English language backgrounds.

Although no child should be detained simply to provide an opportunity to observe him in his interaction with staff and other children, neither should the opportunity be lost to make such observations when it is necessary that a child be detained. Steps should be taken to establish procedures which would result in such observations being made and submitted to the court for whatever value they may have in the process of arriving at an appropriate disposition of a case.

SUMMARY OF RECOMMENDATIONS

This report deals directly with only one arm of the court including the probation service, namely, that which handles and provides service for English-speaking, Protestant children and youth. Some of the problems confronting this segment of the court and probation division reflect con-

ditions and factors which influence the total functioning of the social welfare court. At the same time, certain additional data, presently lacking, are needed to more fully assess the effectiveness of the statutes governing the court, the efficiency of its organization, and the impact of its function. On the basis of data now available it is possible to make the following recommendations :

(1) A commission should be appointed to review and revise the statutes governing the operations of the social welfare court. The objectives of such revision should include the achievement of more effective separation of protection and delinquency cases in court dispositions. Efforts should be made to keep dependency cases out of the court unless some kind of judicial action is required. Provisions should be included to secure more effective protection for the legal rights of children and their families. The jurisdiction of the court should be broadened to develop a family court which could deal with a variety of family problems involving children, e.g. non-support, custody, etc. Finally, steps should be taken to insure that no child can be placed in a penal institution without benefit of the legal protection afforded adults convicted of crime.

(2) A social welfare court committee should be established to provide a mechanism which would bring about more effective unity within the court and its closely related services. The functions of such a committee, its membership, and the mode of its establishment have been suggested above.

(3) Steps should be taken to provide temporary shelter care for dependent children elsewhere than in the detention facilities. The admixture of dependent children, sometimes of tender years (during 1966, six boys aged six, thirteen boys aged seven, twenty-five boys aged eight, and thirty-nine boys aged nine were admitted to the detention center) with older, delinquent boys represents a dangerous, destructive practice.

(4) Stricter controls should be developed to govern intake into the detention center. As indicated above, the court should control detention intake and staff should be assigned to the detention center to perform this function.

(5) Through the mechanism of the proposed social welfare court committee, and through other approaches as well, steps should be taken to attack other well recognized problems such as the low salary schedule for probation personnel, the development of more specialized caseload assignments, etc.

(6) Assistance should be given to institutions needing to provide a more familiar culture for English-speaking children and youth. In situations where it is found difficult to recruit English-speaking staff in sufficient numbers, it is possible that much might be accomplished through the efforts of

volunteers who would spend regular periods with English-speaking children in these institutions. Volunteers as individuals and organized as a committee could assist in the recruitment of needed personnel and be available to counsel with the staff and administration of the institutions in question.

(7) Finally, as indicated in various sections of this report, the present survey was not designed or geared to examine many aspects of the courts' situation or operations in the depth which would have yielded broader, more comprehensive and more definitive answers and proposals. Although much progress will be achieved if the above recommendations are accepted and acted upon, consideration should be given to the possible values of a study which would center its focus upon the court, its operations, and the closely related services of probation and detention care.

APPENDICE 17

Expériences vécues par quelques juges
de la Cour de Bien-Être social

COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL

CABINET DU JUGE EN CHEF

Montréal, le 7 novembre 1969.

Monsieur Yves Prévost,
Juge en chef adjoint,
Cour de Bien-Être social,
350 est, rue St-Cyrille,
Québec, P.Q.

Monsieur le Président,

Vous trouverez sous pli documentation pour compléter le rapport du Comité Mailloux, Beaulieu, Cousineau et pour additionner à l'inventaire des cas spécifiques déjà envoyés.

1. — Liasse de documents (A)
2. — Liasse de documents (B)
3. — Liasse de documents (C)

Avec l'assurance de ma collaboration, Mon Cher Président, je demeure,

Votre tout dévoué,

J. P. LAVALLÉE

JPL:LL
p.j.

Juge en chef,
Cour de Bien-Être social.

COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL

CABINET DU JUGE

Chicoutimi, le 16 avril 1969.

L'Honorable J.P. Lavallée,
Juge en Chef,
Cour de Bien-Être social,
410 est, rue Bellechasse,
Montréal.

Cher M. le Juge en Chef,

Pour votre information seulement et pour faire suite à ma lettre du 27 mars dernier dans les deux cas plus haut mentionnés, permettez-moi de vous informer de la décision finale que j'ai dû rendre dans ces cas.

Il a fallu que je libère les deux jeunes car nous n'avions aucun moyen à notre disposition pour continuer leur réhabilitation. Nous vous incluons copie d'une lettre reçue du Service de Réadaptation sociale de Chicoutimi (Service de Probation).

La présente, comme je l'ai dit précédemment, n'a pour but que de vous informer d'une situation qui se concrétise et qui est de nature à laisser la Cour dans une situation pénible. En terminant, ces deux jeunes ont séjourné à la prison commune de Chicoutimi du 27 mars au 11 avril.

Veuillez agréer, cher M. le Juge en Chef, l'assurance de mes respectueux sentiments et me croire,

Bien à vous,

Roland ANGERS,

Juge de la Cour de Bien-Être social,
Chicoutimi.

RA/sd

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE BIEN-ÊTRE SOCIAL
SERVICES DE BIEN-ÊTRE À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
QUÉBEC

Service de Réadaptation sociale, Chicoutimi, C.P. 912.

Chicoutimi, le 11 avril 1969.

Honorable Juge Roland Angers,
Cour de Bien-Être social,
250, Racine est,
Chicoutimi.

Monsieur le Juge,

Les deux sujets précités n'ont pas su bénéficier de leurs placements au Centre Berthelet et au Mont Saint-Antoine d'où ils ont été expulsés.

Considérant que nous n'avons pas de ressources pour répondre à leurs besoins, nous suggérons à la Cour de remettre ces garçons à la garde de leurs parents en les informant que s'ils commettent de nouveaux délits, ils devront être différés à la Cour Provinciale.

Nous espérons Monsieur le Juge que ces informations vous seront de quelques utilités et nous vous prions de croire en l'expression de nos bons sentiments.

Jean-Marc BERGERON
Directeur

/pt

COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL
CABINET DU JUGE

Chicoutimi, le 30 août 1966.

Monsieur J. P. Lavallée,
Juge en Chef de la Cour de Bien-Être social,
5030, St-Denis,
Montréal.

Re : La Cour de Chicoutimi.

Cher Monsieur le Juge en Chef,

Au cours de la présente année, j'ai eu à plusieurs reprises, l'intention de vous écrire, concernant certains aspects de l'administration de la Justice dans les limites de notre juridiction. Ces intentions ne se sont pas réalisées pour diverses raisons qu'il n'est pas nécessaire d'énumérer.

Mais actuellement, je crois qu'il s'agit de mon devoir strict de vous informer relativement aux conditions dans lesquelles cette administration de la Justice s'effectue. Ma lettre portera sur ces trois aspects :

- a) les Centres d'accueil,
- b) les Cliniques d'Aide à l'Enfance,
- c) les Écoles de protection.

Depuis que j'ai commencé à remplir mes fonctions, soit depuis 4 ans, et ce jusqu'à l'an dernier, certaines difficultés se sont produites, relativement aux institutions plus haut citées. Cependant, elles ne m'ont pas paru trop sérieuses et à la fin tout a fini par se régler.

Mais je constate que depuis un an environ, la situation se gâte de plus en plus et certains événements récents m'obligent à faire le point.

Re : CENTRE D'ACCUEIL

Il fut un temps où nous demandions exclusivement les services du Centre d'Accueil de Québec. Depuis un an et demi à peu près, il nous a fallu faire appel au Centre Saint-Vallier, car de plus en plus, nous recevons

de Québec, l'information qu'il n'y avait pas de place disponible. Le Centre Saint-Vallier, je dois le dire, s'est montré admirable et sans son concours, nous aurions vécu à Chicoutimi, une véritable pagaille.

Or, je viens d'être informé par le chef du Service de Probation à Chicoutimi, Monsieur Fernand Leclerc, que le Centre Saint-Vallier n'acceptera plus de sujets venant de l'extérieur de Montréal et cela pour quelques mois à venir et nous ignorons qu'elle sera la politique du Centre pour l'avenir. Ce n'est pas à vous que j'apprendrai que j'entrevois de très sérieuses difficultés sur ce chapitre. J'aurai certainement plusieurs cas graves qu'il me faudra laisser en circulation, faute de pouvoir utiliser un centre d'accueil ou l'autre. Jusqu'à date, j'ai eu à subir de forte pression, tant des parents que des policiers devant mon hésitation à utiliser le Centre d'Accueil Saint-Vallier, justement parce que je ne voulais pas abuser, réservant les services de ce Centre pour les cas les plus sérieux. Mais actuellement, les portes nous sont complètement fermées et vous pouvez imaginer la situation qui prévaudra sous peu. Les ressources du côté du Centre d'Accueil de Québec sont tellement restreintes qu'il n'est pas utile d'en parler.

CLINIQUE D'AIDE À L'ENFANCE

Un relevé du 16 août dernier, portant sur treize cas où nous avons demandé un examen clinique à Québec révèlent ce qui suit :

Les demandes d'examen ont été faites dans l'ensemble vers le milieu du mois de juin (en moyenne). Ces demandes d'examen ont été agréées et fixées en moyenne à compter de la fin d'août et jusqu'en octobre, de sorte qu'on peut dire que l'enfant à examiner doit attendre de deux mois et demi à trois mois au moins avant de subir son examen. Il ne peut pas être question dans ces conditions sauf cas d'exception, de demander l'entrée au Centre d'Accueil. Effectivement, sur treize cas, trois seulement ont été acceptés au Centre. Au surplus, la Clinique a fixé des dates d'examen, mais ces dates n'ont pas en même temps, été acceptées par le Centre d'Accueil et comme dans bien des cas, la place fait défaut, il nous faut nous battre pour obtenir des places et souvent sans succès.

En résumé, le manque de place dans les centres d'accueil, nous cause de bien sérieux ennuis et si l'on ajoute les longs délais pour les examens cliniques, la situation devient intolérable.

ÉCOLE DE PROTECTION

Certaines écoles sont pratiquement fermées du moins en ce qui nous concerne. Je peux citer le Centre Berthelet et Boscoville. Je n'ai pas encore réussi à comprendre le pourquoi de cet état de chose.

Le Mont Saint-Antoine paraît très bien disposé mais de toute évidence, cette école ne peut accepter toutes les catégories de sujets. Nous utilisons

aussi le Manoir Charles de Foucauld, qui lui aussi se montre coopératif, mais encore là, il y a des limites et elles sont assez restreintes. Nous venons d'être informés que le Manoir qui recevait 150 enfants, n'en recevra plus en septembre que 90.

Nous avons jusqu'à date éprouvé de grandes difficultés à trouver des places soit dans les Centre d'Accueil, soit à la clinique, soit dans les écoles et voilà qu'on nous ferme les portes ou qu'on restreint l'accès à l'une ou l'autre institution.

En conclusion, Cher Monsieur le Juge en Chef, j'éprouve de sérieuses appréhensions et même de réels sentiments d'angoisse devant l'état de chose intenable dans lequel il me faut administrer la Justice dans les limites de ma juridiction. Veuillez croire que je ne me plains pas à la légère. J'ai pris largement le temps de voir, de constater et de réfléchir. Chaque jour devient une corvée de plus en plus lourde, non pas tant par le travail à faire qu'en raison du mur presque infranchissable devant lequel, je suis placé : défaut grave de ressources et de délais, les obstacles de tout genres. Il nous faut revenir sur de nombreux dossiers parce qu'on a pas trouvé de place aux endroits précités ou parce qu'il y aura disponibilité probable seulement dans plusieurs mois. Parfois, il faut prendre une décision immédiate et nous n'avons aucune ouverture. Il nous faut alors prendre le téléphone et engager une réelle bataille avec les autorités. Il nous arrive de détenir en prison illégalement certains sujets en attendant de prendre une décision imprenable.

Je voudrais humblement et respectueusement faire appel à vos bons offices pour nous aider à éviter le pire, car je crains sérieusement de prochaines complications. Il m'a fallu à date et dans bien des cas, expliquer aux parents et aux officiers de police, le pourquoi de certains longs délais dans l'exécution des ordonnances de la Cour. C'est une fonction qui devient harassante, car il n'est pas dans l'ordre de jeter le blâme sur l'autorité et c'est pourquoi, il arrive que l'arsenal des explications finit par s'épuiser. Vous aurez sans doute noté que le cumul des délais : Ceux occasionnés par l'examen clinique et le rapport d'examen, celui qu'il faut prendre pour le retour de l'enfant devant le juge pour décision, celui exigé pour le choix d'une institution et acceptation, tous ces délais peuvent devenir très préjudiciables à l'enfant, sans parler des nombreux ennuis précités.

Cette lettre est sans aucun doute incomplète. Il me fera plaisir de vous donner tout autres renseignements jugés utiles ou nécessaires. Soyez bien assuré, Cher Monsieur le Juge en Chef, que j'aimerais beaucoup mieux remplir ma tâche dans le plus grand silence. La situation cependant, est déjà assez grave et elle s'annonce encore plus sérieuse et c'est un devoir pour moi de vous mettre au courant.

S'il s'est glissé des erreurs d'appréciation ou de faits dans cette lettre, n'ayez aucune crainte de me les signaler.

Agréer, Cher Monsieur le Juge en Chef, l'expression des sentiments d'estime et de considération que votre amabilité et votre courtoisie m'inspirent et croyez-moi,

Votre tout dévoué,

Robert ANGERS

Juge de la Cour de Bien-Être social,
Chicoutimi.

RA/dm

COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL
CABINET DU JUGE

Chicoutimi, le 17 avril 1969.

Honorable Jean-Paul Lavallée,
Juge en Chef,
Cour de Bien-Être social,
410 est, Bellechasse,
Montréal.

Monsieur le Juge en Chef,

Vous trouverez ci-inclus copie d'une lettre que j'écris ce jour à notre nouveau Juge en Chef-adjoint.

À l'occasion de mon voyage à Montréal, je me rendrai au Mont Saint-Antoine pour discuter du problème avec les autorités : je vous ferai rapport après.

C'est surtout au Mont Saint-Antoine que les fugues se propagent.

Veuillez accepter mes meilleures salutations et me croire,

Votre tout dévoué,

René BOUDREAU

Juge de la Cour de Bien-Être social,
Chicoutimi.

RB/dm

COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL

CABINET DU JUGE

Honorable Yves Prévost,
Juge en Chef-adjoint,
Cour de Bien-Être social,
350, St-Cyrille est,
Québec.

Chicoutimi, le 17 avril 1969.

Monsieur le Juge,

J'ai bien reçu votre lettre accusant réception de mes félicitations et j'en profite pour vous soumettre quelques points de vue.

Étant juge à la Cour de Bien-Être social depuis un an, il y aurait deux problèmes que j'aimerais vous souligner, sachant que dans la pratique vous allez vous-même vous en rendre compte dès les premiers mois d'entrée en fonction : ils sont cruciaux et virulents et méritent des attentions immédiates.

Ces deux problèmes sont la non disponibilité des institutions et le fléau des délinquants retournés chez eux après 5-6 fugues des institutions. Ces deux points de vue seront détaillés sur deux feuilles annexées.

Je crois, Cher M. le Juge, que tous mes collègues sont pris devant les mêmes problèmes.

Une partie de notre temps est employée à discuter des délais d'admission dans nos institutions ou à supplier le « fugueur » de retourner à son institution.

Nos demandes de placement en institution sont souvent référées à plusieurs mois, et lorsqu'elles sont acceptées, il est un peu tard ; et c'est le phénomène des fugues qui commence.

Je crois, Cher M. le Juge en Chef-adjoint, que ces deux problèmes sont plus qu'urgents et c'est là que nos institutions, nos gouvernants, nos sociologues et nos psychologues devraient se pencher.

Si vous le désirez je pourrais toujours vous causer du problème personnellement, mais je sais que tous les juges ont les mêmes problèmes.

Je vous sou mets respectueusement ces deux points de vue, vu que vous êtes à étudier toute la question dans votre enquête, et j'envoie copie de cette lettre à l'Honorable Juge en Chef de la Cour de Bien-Être social à Montréal.

Veuillez accepter mes meilleures salutations et me croire,

Bien à vous,

René BOUDREAU

*Juge de la Cour de Bien-Être social,
Chicoutimi.*

RB/dm

DÉLINQUANTS RENVOYÉS CHEZ-EUX APRÈS QUELQUES FUGUES DE L'INSTITUTION OU EXPULSION

Certains délinquants semblent s'être donné le mot pour profiter de la liberté des institutions en s'enfuyant successivement.

Autrement dit ; monsieur décide de ne pas aimer l'institution et de retourner chez-lui.

À chaque fugue, le juge lui fait son petit boniment avant de le retourner à l'institution.

Après plusieurs fugues on lui fait faire un stage à Berthelet ; ensuite à la prison commune.

Et puis enfin, le délinquant est libéré : l'institution ne peut plus le reprendre ou ne le veut plus : c'est une prime à la ruse. (N.B. Il s'agit surtout de 2 institutions.)

Résultat : l'enfant retourne chez lui, pire qu'il était auparavant : il est devenu un spécialiste des délits, un spécialiste intouchable, puisque la police municipale le croit libéré de la Cour de Bien-Être : ou bien on le jette périodiquement à la prison commune, pour avoir la paix : ceci est répugnant.

Enfin, notre jeune délinquant spécialisé aboutit inévitablement à la Cour des Sessions : il est devenu bandit, un peu à cause de notre système.

Je trouve cela odieux de n'avoir pas d'institution à stages prolongés comme à Berthelot, où on pourrait corriger ces récidivistes têtus et éviter dès les premières fugues qu'ils deviennent pires qu'avant.

Ces récidivistes libérés sont souvent la proie facile de nos adultes de la pègre, qui les guettent tant pour leur corps que pour leurs activités et leur système D.

Chaque ville a son contingent de jeunes délinquants « diplômés », qui sont à l'origine de centaines de nouveaux délits, délits de plus en plus variés et raffinés, délits connus mais dont les auteurs sont trop fins pour être pris.

Pendant que la police s'occupe de ces délits insolubles et entasse des dossiers ouverts, elle néglige le bien général et les jeunes délinquants.

INSTITUTIONS REMPLIES

Il arrive presque journalièrement que nous n'ayons aucune place de disponible pour nos jeunes délinquants ou délinquantes dans les institutions existantes.

Ou bien il faut les envoyer pour un court séjour en prison commune (section des jeunes, quand elle existe), ce qui nous répugne ; ou bien on doit les renvoyer chez eux, en attendant leur acceptation de placement cédulé dans 2-3 mois ou pour réhabilitation « *forcée* » dans leur propre foyer.

Pendant cette attente, il arrive assez souvent, que le délinquant augmente ses infractions, soit parce qu'il n'est pas réhabilitable à la maison, soit parce qu'il se fiche de la Cour qui n'a pas de sanction contre lui, ou encore, parce que le jeune désire se faire placer encore plus vite en institution, en augmentant ses délits.

Je crois que la proportion, entre les jeunes placés en institution par les services diocésains et ceux placés par la Cour de Bien-Être, est énorme.

Si on avait la chance d'augmenter considérablement nos officiers de probation et leur compétence, peut-être que nos institutions suffiraient pour les cas problèmes, à la condition évidemment qu'elles ne soient pas remplies par nos services diocésains ou sociaux. L'avantage de doubler nos officiers de probation nous permettrait de réhabiliter le foyer en même temps que le délinquant ; ça permettrait également à nos officiers de probation de faire un peu plus de probation, alors qu'actuellement ils sont débordés par des rapports familiaux et de conduite et ils ont peine à fournir. Je crois que ce procédé coûterait énormément moins cher à l'État, que de bâtir de nouvelles institutions ou d'augmenter les effectifs de nos institutions existantes.

Ainsi, à cause du manque de places dans nos institutions, l'intervention de la Cour peut augmenter le récidivisme du délinquant, lorsque celui-ci double ses délits pour être placé, ou lorsque les parents démissionnent davantage, vu le retard du placement et l'agressivité augmentée du délinquant.

COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL

CABINET DU JUGE

Chicoutimi, le 27 mars 1969.

L'Honorable J.P. Lavallée,
Juge en Chef,
Cour de Bien-Être social,
410 est, rue Bellechasse,
Montréal.

Cher M. le Juge en Chef,

Permettez que je vous soumette trois cas qui se produisent au même moment. Des cas semblables se produisent par ailleurs assez régulièrement. J'inclus copie des lettres reçues et qui expliquent bien ce que je veux vous soumettre savoir, en peu de mots :

Plusieurs écoles de protection se voient dans l'obligation de rejeter de leur milieu les jeunes qu'on leur destine. On sait par ailleurs que l'acceptation par l'école de nos demandes n'est faite qu'après examen du dossier et

souvent sous condition d'essai pour quelques mois. J'inclus photostats. Il ne doit pas faire de doute que ce que je vous signale se produit à Montréal comme pour tout le reste de la province. Mon but est simplement de vous signaler la chose de façon qu'il ne soit pas possible de penser qu'à Chicoutimi, tout se passe comme au Paradis Terrestre, avant la « bad luck » d'Adam !

Les cas plus haut cités, soient X et Y sont particulièrement embarrassants. Y entre autre est très antipathique. Il s'est évadé au moins sept à huit fois. Il s'amuse vraiment à défier la justice. Il rit à plein poumons du trouble qu'il nous cause. Il ne sera certes pas accepté dans aucune autre école et il a déjà séjourné à plusieurs reprises à Berthelet. Il doit comparaître de nouveau ce matin.

Il nous faudrait, M. le Juge en Chef, une école qui n'aurait pas la faculté de rejeter les délinquants qu'on pourrait y verser. Que voulez vous que je fasse avec ces jeunes ? Faire comme monsieur Laganière : les envoyer à Zabo ou à Mailloux ? Obtenez moi audience auprès de ces messieurs et je leur ménagerai plusieurs clients de choix.

Permettez, M. le Juge en Chef, de vous adresser mes meilleures salutations et de vous prier de croire à mes meilleurs sentiments d'estime et de considération.

Bien à vous,

Roland ANGERS

Juge de la Cour de Bien-Être social,
Chicoutimi.

RA/sd

ÉCOLE MONT SAINT-ANTOINE INC.

8147 est, rue Sherbrooke,

Montréal 5, P.Q.

Montréal, le 25 août 1965.
454-R.

Monsieur Fernand Leclerc,
Chef du Service de probation,
Cour de Bien-Être social,
260 est, rue Racine,
Chicoutimi, P.Q.

Monsieur Leclerc,

Le Comité d'admission de l'École Mont Saint-Antoine Inc., après une étude attentive de la documentation relative au jeune homme précité, a

accepté cette demande d'admission, mais avec réserve. Ce jeune homme est « accepté à l'essai », c'est-à-dire qu'advenant des difficultés graves ultérieures ou l'impossibilité de pouvoir s'adapter dans le groupe, il vous sera remis définitivement. Il est entendu qu'un rapport motivant son renvoi vous sera alors transmis. Le jeune homme devra entrer à notre institution dès que nous aurons une place de disponible.

Veuillez agréer, Monsieur Leclerc, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Georges TURGEON, f.c.
Directeur du Centre de Réception.

GT/rl
ATT'N. : M. Noël Simard, O.P.

ÉCOLE MONT SAINT-ANTOINE INC.
8147 est, rue Sherbrooke,
Montréal 5, P.Q.

Montréal, le 16 septembre, 1968.
3988-R.

Monsieur le Juge Roland Angers,
Cour de Bien-Être social,
250 est, rue Racine,
Chicoutimi, Qué.

Re : Y

Monsieur le Juge,

Le Comité d'admission de l'École Mont Saint-Antoine Inc., après une étude attentive de la documentation relative au jeune homme précité, a accepté cette demande d'admission, mais avec réserve. Ce jeune homme est « accepté à l'essai », c'est-à-dire qu'advenant des difficultés graves ultérieures ou l'impossibilité de pouvoir s'adapter dans le groupe, il vous sera remis définitivement. Il est entendu qu'un rapport motivant son renvoi vous sera alors transmis. Le jeune homme devra entrer à notre institution dès que nous aurons une place de disponible.

Veuillez agréer, Monsieur le Juge, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Georges TURGEON, f.c.,
Directeur du Centre de Réception.

GT/mbd

ÉCOLE MONT SAINT-ANTOINE INC.
8147 est, rue Sherbrooke,
Montréal 5, P.Q.

Montréal, le 20 mars, 1969.
4627-R

Monsieur le Juge René Boudreault,
Cour de Bien-Être social,
250 est, rue Racine,
Chicoutimi, Qué.

Re : A

Monsieur le Juge,

Le Comité d'admission de l'École Mont-Saint-Antoine Inc., après une étude attentive de la documentation relative au jeune homme précité, a accepté cette demande d'admission, mais avec réserve. Ce jeune homme est « accepté à l'essai », c'est-à-dire qu'advenant des difficultés graves ultérieures ou l'impossibilité de pouvoir s'adapter dans le groupe, il vous sera remis définitivement. Il est entendu qu'un rapport motivant son renvoi vous sera alors transmis. Le jeune homme devra entrer à notre institution, soit au Home Notre-Dame, pour une période de trois mois avec possibilité de renouvellement si nécessaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Juge, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Georges TURGEON, f.c.,
Directeur du Centre de Réception.

GT/mbd

MANOIR CHARLES DE FOUCAULD
2475, Saint-Viateur, Giffard, Qué.

Giffard, le 24 mars 1969.

M. le Juge Roland Angers,
Cour de Bien-Être social,
C.P. 912,
Chicoutimi, Qué.

Sujet : X (7-3-53)

Monsieur le Juge,

Je désire porter à votre attention le sujet précité, compte tenu du degré de détérioration de son état.

En effet, afin que le Manoir Charles de Foucauld puisse être d'une certaine assistance pour le sujet précité, il est des plus nécessaire, que le sujet ait un minimum de motivation à demeurer à l'institution. Il est à noter que le sujet a passé plus de 53 jours en évasion.

Nous nous voyons donc dans l'obligation Monsieur le Juge, de retourner le précité à la Cour de Bien-Être social qui devra prendre les dispositions nécessaires, si elles peuvent être prises, car le Manoir Charles de Foucauld a atteint la limite de sa compétence quant au sujet et il ne serait pas honnête de notre part de vouloir persister.

Bien à vous,

Paul-André POULIN,
Directeur Général.

/dr

ÉCOLE MONT SAINT-ANTOINE INC.
8147 est, rue Sherbrooke,
Montréal 5, P.Q.

Monsieur le Juge Roland Angers,
Cour de Bien-Être social,
250 est, rue Racine,
Chicoutimi, Qué.

Montréal, le 24 mars 1969.

Re : B

Monsieur le Juge,

La présente est pour vous aviser qu'après étude et revision de cas concernant le jeune homme précité, nous en sommes venus à la conclusion qu'il nous était impossible de réaccepter ce jeune dans notre institution.

Cet élève a manifesté tout au long de son séjour ici un comportement très anormal (grand nombre de fugues). Les membres de la direction et les éducateurs sont convaincus que cet élève ne pourra s'intégrer de nouveau dans un groupe et terminer son stage ici.

En conséquence, nous croyons qu'il serait préférable que ce jeune fasse l'objet d'une sanction de la part de la Cour et qu'ensuite des dispositions autres que son retour en institution soient prises à son égard.

Veuillez agréer, monsieur le Juge, l'expression de mes sentiments distingués.

Jean-Paul POULIN, f.c.,
Directeur de la Rééducation.

JPP/rl.

cc : M. Gérard Tremblay, o.p.

ÉCOLE MONT SAINT-ANTOINE INC.
8147 est, rue Sherbrooke,
Montréal 5, P.Q.

Montréal, le 26 mars 1969.

Monsieur le Juge Roland Angers,
Cour de Bien-Être social,
250 est, rue Racine,
Chicoutimi, Qué.

Re : C

Monsieur le Juge,

La présente est pour vous aviser qu'après étude et revision de cas concernant le jeune homme précité, nous en sommes venus à la conclusion qu'il nous était impossible de réaccepter ce jeune dans notre institution.

Cet élève a manifesté tout au long de son séjour ici un comportement très anormal (grand nombre de fugues). Les membres de la direction et les éducateurs sont convaincus que cet élève ne pourra s'intégrer de nouveau dans un groupe et terminer son stage ici.

En conséquence, nous croyons qu'il serait préférable que ce jeune fasse l'objet d'une sanction de la part de la Cour et qu'ensuite des dispositions autres que son retour en institution soient prises à son égard.

Veuillez agréer, monsieur le Juge, l'expression de mes sentiments distingués.

Jean-Paul POULIN, f.c.,
Directeur de la Rééducation.

JPP/rl.

cc : M. Gérard Tremblay, o.p.

COPIE - COPY

Révérende Sœur Directrice,
École Sainte-Agnès,
52 est, rue Sherbrooke,
Montréal.

Le 14 mai 1969.

re : (X) 7333/67

Révérende Sœur Directrice,

Le 7 mai 1968, par une ordonnance de la Cour en vertu de l'article 28 de la Loi sur les jeunes délinquants, la jeune fille ci-haut mentionnée (X) à été confiée à votre institution.

Le 17 mars 1969, j'ai adressé à l'école Sainte-Agnès une demande de rapport de comportement en précisant que ce dossier reviendrait devant la Cour pour revision le 13 mai 1969.

Le dossier est revenu devant moi le 13 mai et j'ai constaté que le rapport de comportement que je vous ai demandé, tel que susdit le 17 mars 1969, ne m'est pas encore parvenu.

Dans les circonstances, la Cour vous réitère sa demande et compte recevoir ledit rapport de comportement en même temps qu'une explication qui pourrait justifier le fait que vous ne vous êtes pas conformée aux instructions de la Cour, au plus tard le 23 mai 1969.

Votre tout dévoué,

Léandre PRÉVOST,
Juge

LP/mc

COPIE - COPY

Révérènde Sœur Directrice,
École Sainte-Domitille,
233, boulevard des Prairies,
Laval-des-Rapides,
Ville de Laval, P.Q.

Le 14 mai 1969.

re : (X) 4425/68

Révérènde Sœur Directrice,

Le 17 mars 1969, j'ai adressé à votre Maison une lettre vous demandant de bien vouloir me faire parvenir un rapport de comportement au sujet de la jeune fille ci-haut mentionnée (X) dont le dossier devait revenir pour revision devant moi aujourd'hui, soit le 14 mai.

Comme je n'ai absolument rien reçu, je vous prie instamment de me faire parvenir sans délai le rapport de comportement demandé en même temps qu'une explication justifiant votre défaut de vous rendre à ma demande du 17 mars dernier.

Cette cause a été remise sur le rôle pour le 27 mai prochain.

Votre tout dévoué,

Léandre PRÉVOST,
Juge.

LP/mc

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
District de Montréal

MEMORANDUM

Le _____ jour de _____ 196

PRÉSENT :

No 988/67		JUGE de la Cour de Bien-Être social
IN	RE	Délit :
		L'enfant comparaît. La déclaration lui est lue.
		L'enfant admet ou n'admet pas le bien fondé de la
		déclaration.
	X	Audition fixée au
		Maître _____ pour le plaignant
		Maître _____ pour l'enfant
		M. _____ Interprète
		M . _____ Sténographe

Le 12 mai 1969.

PRÉSENTS : M. le Juge Léandre Prévost
M. F. Charette, O.P.

Vu que le juge prend connaissance et verse au dossier une lettre du 10 avril 1969 qui lui est adressée par M. M.B. Rivenq, psychologue de l'Institut Anbar, accompagnée d'un rapport de l'examen psychologique No 2 de l'enfant daté du 27 avril 1968.

Vu qu'après avoir discuté du cas avec M. Charette, O.P., le juge tente de rejoindre par téléphone M. Rivenq à l'Institut Anbar Inc. et qu'en son absence, il a un entretien avec Mlle Duval.

Vu que cette demoiselle Duval informe le tribunal que cet enfant que la Cour avait confié à l'Institut Anbar le 14 avril 1967 en vertu d'une ordonnance sous l'autorité de l'article 20 de la Loi sur les jeunes délinquants, a de fait quitté cette institution, sans que la Cour en soit prévenue ni directement ni indirectement, le 27 avril 1968.

Vu qu'il apparaît dans un procès-verbal du 26 juin 1968 qu'à cette date l'enfant était toujours à l'Institut Anbar et qu'il y fonctionnait normalement suivant la déclaration de M. Charette, O.P.

Vu que ces rapports contradictoires qui ont été faits au tribunal de même que la décision prise sans autorisation de la Cour par l'Institut Anbar de retourner cet enfant dans sa famille sont considérés comme irréguliers et illégaux par la Cour.

Vu par ailleurs que l'enfant a atteint ses 18 ans le 11 novembre 1968 et que s'il est exact qu'il est maintenant intégré dans la société, il n'a tout de même commis aucun nouveau délit depuis au-delà d'un an.

POUR CES MOTIFS, la Cour, tout en déplorant la façon dont l'Institut Anbar a procédé en cette cause, déclare qu'il n'y a pas lieu pour le juge dans les circonstances de continuer à suivre ce dossier et ajourne l'issue sine die.

COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL
CABINET DU JUGE

Montréal 1, ce 9 mai 1969.

M. le Juge en Chef Jean-Paul Lavallée,
Cour de Bien-Être social,
Montréal.

re : (X)

Notre dossier : 192/69

Cher Juge en Chef,

Je fais actuellement la revision de certains dossiers et je tiens à attirer votre attention sur le présent cas. Il s'agit d'une demande de protection faite le 6 février 1960, vu la séparation des parents et le fait qu'il n'y avait personne pour prendre soin de l'enfant, lequel était alors âgé de 6 ans. Il s'agit de plus d'un enfant mongol.

En février 1960, l'enfant fut confié par la Cour, à son oncle et à sa tante, M. et Mme Y, V.J.C. et il n'y eut aucune autre entrée de faite au dossier.

En 1966, sur rapport d'une autre tante de l'enfant, Mme Z, une visite fut effectuée, à ma demande, audit foyer nourricier. Ce foyer fut trouvé tout à fait inadéquat. D'après les renseignements obtenus, l'enfant serait gardé une partie de la journée, dans la cave, avec de nombreux animaux, chiens, chats, etc.

J'ai appris à cette même date, par Madame Z, qu'une demande d'admission avait été faite au Mont Providence en janvier 1963.

J'ai moi-même communiqué avec le Docteur Milot du Mont Providence et avec le ministère de la Santé, afin de tenter de faire admettre l'enfant le plus tôt possible à cette institution. On m'a alors répondu qu'ils étaient rendu aux demandes d'admission faites en 1959 pour ce qui concernait les

mongols. De plus, on trouvait le sujet un peu trop âgé. Je rappelle toutefois que la demande datait déjà de 4 ans. Et depuis, aucune nouvelle à ce sujet.

L'enfant est toujours au même foyer nourricier, vivant dans les mêmes conditions que je trouve inhumaines et je ne vois pas la possibilité de le sortir de cet endroit, car je ne trouverai sûrement aucun foyer voulant l'accepter.

Je ne vois vraiment pas comment la Cour peut aider cet adolescent et je considère qu'il s'agit là d'un cas relevant uniquement du ministère de la Santé.

Je désire toutefois vous signaler ce cas pitoyable qui est un exemple probant de notre manque de ressources.

Veuillez me croire, votre très obligée,

Yvette DUSSAULT-MAILLOUX

YDM/ma

HÔPITAL MONT-PROVIDENCE

7200 EST, BOULEVARD GOUIN
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES, QUÉ.

le 14 septembre 1967.

Monsieur le Juge J. Armand Trudelle,
Cour du Bien-Être social,
Cabinet du Juge,
5030, rue Saint-Denis,
Montréal, P.Q.

Sujet : (X),

Votre dossier 3235/65,

Notre dossier 3880.

Monsieur le Juge,

Pour faire suite à la récente lettre que vous faisait parvenir Madame N. Coleman-Porter, coordonnatrice de notre clinique externe, je m'empresse de donner suite à sa suggestion afin de vous renseigner sur la situation actuelle à notre hôpital, en ce qui concerne les possibilités d'admission.

Malgré tous nos efforts depuis quelques années, afin de réduire sensiblement le nombre de nos hospitalisés, les admissions que nous avons dû faire ne nous ont pas permis d'atteindre le but désiré ; cette réduction de nombre s'avérerait nécessaire à cause de plusieurs facteurs (quantité et qualité

du personnel, facilités physiques de traitements, géographie des lieux, etc.) auxquels il nous était souvent impossible de remédier. Devant cette situation, il nous a fallu adopter, il y a déjà plusieurs mois, une politique de non-admission, afin de procurer éventuellement un meilleur soin à nos patients. Il ne faudrait pas oublier que nous avons actuellement au Mont-Providence 300 malades d'âge adulte et que les hôpitaux qui devraient les recevoir sont aussi surpeuplés.

COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL
CABINET DU JUGE

Montréal 1, le 16 septembre 1968.

Monsieur le Juge Jean-Paul Lavallée,
Juge en Chef,
Cour de Bien-Être social,
Montréal, P.Q.

RE : (X),

Notre dossier : 3255/65

Monsieur le Juge en Chef,

Nous vous référons tout particulièrement à une lettre en date du 14 septembre 1967 sous la signature de Jean-Paul Milot, M.D., assistant-directeur de l'Hôpital Mont-Providence.

Le cas ci-haut nommé est en suspens depuis très longtemps et nous n'avons malheureusement pas trouvé d'autre solution que de confier l'enfant à notre centre d'accueil vu qu'aux termes de la lettre du Dr Georges Gagnon nous lisons : « Cet enfant a besoin d'être protégé et traité dans un hôpital psychiatrique pour débiles mentaux ».

Veuillez noter également qu'il reste toujours un problème sérieux quant à notre centre de détention vu qu'il n'est pas équipé pour prendre soin d'un tel cas. Nous attendons donc de vos nouvelles.

Votre tout dévoué,

J. Armand TRUDELLE,
Juge.

JAT/dp
p.j.

le 14 septembre 1967

M. le Juge J.A. Trudelle

Dans la conjoncture actuelle, il est donc absolument impossible de prévoir aucune admission pour un temps indéterminé.

Nous espérons, Monsieur le Juge, que ces quelques lignes vous éclaireront sur l'acuité des problèmes auxquels nous avons à faire face, mais soyez quand même assuré de notre entière et constante collaboration.

Votre tout dévoué,

Jean-Paul MILOT, M.D.,
Assistant-Directeur.

JPM/blb

SOCIAL WELFARE COURT
JUDGE'S CHAMBERS

Montreal 1, April 14th, 1969

His Honour Chief Judge J.P. Lavallée,
Social Welfare Court,
Montreal, P.Q.

Re : Our File No. 6183/67

Dear Judge Lavallée,

I am enclosing herewith copy of a letter from H. Wayne Hanna, Director of Institutional Treatment of the Boys' Farm and Training School, addressed to me, but the original of which was sent to Mr. Feltus, the Probation officer, with reference to the above noted boy. I wish to protest most seriously the action of Mr. Hanna in releasing this boy from Shawbridge without receiving the permission of the Court. You notice that the letter begins with the following words, « In view of the fact that there is very little that we can further offer Charles in terms of treatment, consideration has been given to his release from the School ». Shawbridge is not a treatment center and the boy was sent there by the Court and I contend can only be released *after* consultation with the Court.

I realize that Shawbridge is undergoing a re-organization, but the unfortunate part is that the two young men who are directing this re-organization, i.e., Mr. R. Wylie, Executive Director, and Mr. H. Wayne Hanna,

Director of Institutional Treatment, are long on theory, but very short on practical experience, with the result that there is a waiting list of over two months before they will accept a boy in their institution. I feel that the Executive Director is treating this Court with contempt. I sent a young colored boy up there recently. He was about twelve years old, had been in our detention quarters waiting for admission to Shawbridge since early in January and, in the opinion of his Probation Officer, was running the risk of becoming delinquent. Mr. Hanna returned the boy the next morning with instructions not to return the boy to detention, but to bring him to Judge Long's *office* and *leave him there*. Personally, I think this is a bit thick.

As you know, my tour of duty here is of quite limited duration, but I feel that justice to the Court something should be done to impress on the Directors of Shawbridge that they are not running a private institution, but are simply to further the interests of juveniles sent there through this Court. I bring this matter to your attention hoping that you will take the initiative and see that there is a show-down at an early date. I may say that I have talked this subject over with some of my fellow Judges and they feel as I do.

With best personal regards, I remain,

Sincerely yours,

JWL/CW

J.W. LONG - Judge

Enc.

SOCIAL WELFARE COURT FOR MONTREAL

Monsieur J.W. Long,
Juge de la Cour du Bien-Être social,
Montréal, Qué.

Le 13 mai, 1969

Re : Dossier No. 6183/67

Cher collègue,

Je vous remercie de la vôtre du 14 avril dernier.

Lors d'une réunion avec le Sous-Ministre de la Justice et le Sous-Ministre du Bien-Être et de la Famille, je me suis servi de votre lettre pour insister à nouveau sur l'exécution des décisions de notre Cour.

Appréciant votre collaboration, je vous prie de me croire,

Votre tout dévoué,

J.P. LAVALLÉE

Juge en chef,

Cour de Bien-Être social.

JPL : LL

Judge J. W. Long,
The Social Welfare Court,
410, Bellechasse Street East,
Montreal, Que.

Shawbridge, Que., April 9, 1969

re : Do. No. 6183/67

Your Honor,

In view of the fact that there is very little that we can further offer X in terms of treatment, consideration has been given to his release from the school.

Consequently, the boy was given an opportunity to secure employment during the Easter leave period. X was successful and therefore permitted to remain in Montreal where he will reside with his father and mother.

The subject was release from the school under date of April 3rd, 1969.

/A.G. Feddington
cc : Mr. Feltus,
Probation Officer

Yours sincerely,
H. Wayne Hanna,
Director of Institutional Treatment

* * * *

Montréal, le 1969.

M. le Juge,
saisit de la présente cause no :
contre, renonce
à sa juridiction en faveur de toute autre Cour des poursuites sommaires
compétentes, conformément aux dispositions des paragraphes 4 et 5 de
l'article 697 du Code criminel canadien.

Cour de Bien-Être social - Montréal

* * * *

COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL
CABINET DU JUGE EN CHEF

Mtre Gerald Boisvert,
Sous-Ministre associé,
Ministère de la Justice,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P.Q.

Montréal, 7 novembre, 1969.

Re : Y

Cher monsieur,

Référant à ma lettre à Mtre Antonio Dubé, Sous-Ministre, et à notre conversation, je dois vous dire que l'Institut Pinel qui devait offrir aussi une hospitalisation de 80 places pour les délinquants de notre Cour n'a

rien prévu à cette fin. Vous trouverez sous pli un rapport du Dr. Noël Garneau, directeur de notre Clinique à la Cour.

J'ai ouï dire que l'Institut Pinel, compte tenu des querelles entre les psychiatres sur le plan administration, est loin de produire et que la section juvénile sera oubliée, une façon de dire, le plus longtemps possible. Si cet Institut ne sert pas la Justice, elle va servir qui, quand et comment ?

Pourquoi le Ministère de la Justice ne prend pas directement la responsabilité administrative de cette institution uniquement construite pour servir la Justice ?

Donc, le « sujet » sera sans traitement pour combien de temps ?

J'aimerais à connaître vos commentaires à votre plus proche convenance.

Veillez me croire,

Votre tout dévoué,

J.P. LAVALLÉE

Juge en chef,

Cour de Bien-Être social.

JPL : LL

p.j.

Mtre Antonio Dubé, C.R.,
Sous-Ministre,
Ministère de la Justice,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P.Q.

Le 3 juillet, 1969.

Re : Y

Monsieur le Sous-Ministre,

Référant à ma lettre du 23 courant, vous trouverez sous pli les documents suivants :—

1. — Lettre de Monsieur le Juge J. W. Long du 30 juin 1969.
2. — Deux exemplaires de la décision finale du juge.

Vous avez là un exemple frappant de l'inaction de certains autres ministères.

Veillez me croire,

Votre tout dévoué,

J.P. LAVALLÉE

Juge en chef,

Cour de Bien-Être social.

JPL : LL

p.j.

COMMUNIQUÉ

Déjà transmis par TELBEC

OFFICE
D'INFORMATION
ET DE PUBLICITÉ
DU QUÉBEC

CONSEIL
EXÉCUTIF

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
QUÉBEC

ONZE NOUVELLES INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE

QUÉBEC, jeudi le 23 janvier 1969. — M. Jean-Paul Cloutier, ministre de la Santé, de la Famille et du Bien-Être social annonce la reconnaissance en qualité d'institutions d'assistance publique de onze garderies d'enfants qui sont des déficients mentaux.

Ces établissements, situés dans des régions considérées par la Direction générale des Services de Bien-Être à l'enfance et à la jeunesse du ministère comme étant dépourvues d'institutions spécialisées, font partie des projets prioritaires du programme d'aménagement de ressources institutionnelles de bien-être au Québec. Des prêts seront consentis par la Société d'Habitation du Québec aux différentes associations responsables de ces centres d'entraînement à la vie.

Ces institutions accueilleront exclusivement des déficients mentaux dits profonds de 0 à 18 ans qui nécessitent des soins spéciaux que, seules, des institutions bien organisées sont en mesure de leur donner.

Les onze garderies sans but lucratif recevront en qualité de budget, un *per diem* par enfant, fixé par le ministère de la Famille et du Bien-Être social selon plusieurs critères dont le personnel et la capacité de ces établissements. Les parents des jeunes déficients doivent pour leur part verser au ministère un montant établi au prorata de leurs revenus.

SOURCE : LE SERVICE DE L'INFORMATION DES MINISTÈRES
DE LA SANTÉ, DE LA FAMILLE ET DU BIEN-ÊTRE
SOCIAL.

Placés autrefois dans des établissements éloignés de leur milieu familial, les enfants inadaptés auront désormais, grâce à la régionalisation des institutions, la possibilité d'avoir des liens plus étroits avec leurs parents.

Voici la liste des garderies qui viennent d'être reconnues comme institutions d'assistance publique :

Garderie Bon Air Inc., Saint-Cyprien de Rivière du Loup
 Clair Foyer Inc., Amos
 L'Ange Gardien Inc., Chicoutimi
 Le Renfort, Saint-Jean
 Le Soleil de l'Enfance Inc., Saint-Georges est
 Villa de l'Essor Inc., Saint-Anaclet, Rimouski
 Villa Dufresne Inc., Sherbrooke
 Villa des Lys Inc., Alma
 Le Foyer de l'enfance de la Côte sud Inc., Montmagny
 Pavillon Toupin Inc., Donnacona
 Le Centre de l'enfance de la Côte nord Inc., (les pavillons de la Falaise)
 Hauterive.

(30)

O.1.-2, 128-69

DUPLICATE COPY

Claude Wagner, Esq., Q.C.,
 507, Place d'Armes,
 Montreal, P.Q.

June 30th, 1969.

Re : S.W.C. No. 26/68

Dear Mr. Wagner,

I have just rendered my decision in connection with your abovenoted client. For your information, an extract from the procès verbal is enclosed herewith. I have sent three additional copies to Chief Judge J.P. Lavallée, who has been in touch with the Department of the Attorney General in Quebec concerning this case. I have expressed my concern to Judge Lavallée that an adequate institution is not available to this young man.

Sincerely yours,

JWL/CW
 Enc.

J.W. LONG - JUDGE
 SOCIAL WELFARE COURT FOR MONTREAL

CANADA
 PROVINCE DE QUÉBEC
 District de Montréal

MEMORANDUM

Le _____ jour de _____ 196

PRÉSENT : JUDGE J.W. LONG

No 26/68

JUGE de la Cour de Bien-Être social.

IN

RE

Délit :

Y

L'enfant comparaît. La déclaration lui est lue.

L'enfant admet ou n'admet pas le bien fondé de la déclaration.

Audition fixée au

Maître

pour le plaignant

Maître

pour l'enfant

M.

Interprète

M.

Sténographe

(CONTINUED)

JUNE 30th, 1969 — PRESENT : JUDGE J.W. LONG

Mr. R. Feltus, P.O.

Mr. & Mrs. Y.

Having considered all the medical opinions, verbal as well as written ; and
Having concluded that this young man is in need of long-term psychiatric treatment in a closed setting ; and

Having been unable, after diligent search, to find a suitable institution ; and
Having concluded that under the present conditions the young man is, if anything deterioration ; and

Having asked, through the Chief Judge of this Court, the Department of the Attorney General of Quebec to provide such a suitable institution and not having received a reply, the Court proceeds to order as follows :

THAT the said « Y » will remain in detention (preferably in the institute Pinel or, in the alternative, in the Psychiatric Wing of Bordeaux Jail), until the Lieut.-Governor of Quebec in Council expresses his pleasure — SINE DIE.

SOCIAL WELFARE COURT

JUDGE'S CHAMBERS

His Honour Chief Judge J.P. Lavallée, Montreal 1, January 8th, 1969
Social Welfare Court,

Montreal, P.Q.

Re : S.W.C. No. 26/68

Y

Born : 26th February, 1961.

Dear Judge Lavallée,

The following is a report on the abovenoted case. I delayed this matter hoping that I could have worked out a conclusion that would have been reasonably satisfactory under the circumstances, but the refusal of the Douglas Hospital to readmit this boy points up further the sad and inexcusable deficiency in our remedial system, i.e., there is no institution in Quebec where a teenaged delinquent may be referred for long term therapy in a closed setting.

As mentioned to you in conversation I, at one time, kept a list of juveniles who had appeared before me and where one or more psychiatrists had reported in writing that the child was in need of therapy in a closed setting, some longer than others. Over a period of slightly less than two years I found forty-two names on my list, thirty-four boys and eight girls. We were nine Judges in Montreal at the time and, presuming that my Colleagues had the same experience as I, that would mean that approximately one hundred and seventy-five juvenile delinquents per year in the Montreal District alone were being deprived of remedial treatment at a very critical period of their development. This is a class of child which left untreated will produce our murderers, arsonists, violent criminals, homosexuals and prostitutes. More than once I have since identified a name in newspaper accounts of serious crimes as having been on my list for treatment in an institution which our Government, so progressive in many ways, has not seen fit to provide although so terribly needed. Is it any wonder that in frustration I tore up my list? This case is a typical example of the need.

This boy was charged with a delinquency, as follows :

"... that, in the City of X, District of Montreal, Y, under 18 years of age, did commit a delinquency, to wit : on February Z, the said accused did unlawfully assassinate A, committing therefore a non-capital murder".

The boy appeared and, through his Counsel, Claude Wagner, Q.C., denied the charge and requested a psychiatric examination. The boy was placed in detention and referred to our Clinic where Dr. Marcilio, the psychiatrist in charge, took over his examination. The observation continued on an almost daily basis till the psychiatric assessment and psychological report were signed under date of the 26th and 28th of February, 1968, and the Social Service Report and the E.E.G. report, dated the 26th of February and 5th of March, 1968, respectively, were also signed. Photostat copies are attached hereto, marked "A", "B", "C" and "D" respectively.

It is to be noted that in the last paragraph of the penultimate page of Dr. Marcilio's report is found the following :

"This boy's pathology is of long standing (early maternal deprivation, strong feelings of rejection, lack in depth of emotional contact and communication and poor impulse control), *the prognosis is very guarded in terms of a possible recurrence of antisocial actions.*"

The underlining is the writer's. I discussed these reports at length with Dr. Marcilio and he agreed with me that this boy should not be kept in detention at St. Vallier and, in the absence of a closed psychiatric treatment centre, the boy should be placed in a closed ward at Douglas Hospital. During the discussion I had asked Dr. Marcilio what was the layman's

wording for the sentence underlined above and he replied it meant that, given somewhat the same circumstances, the boy would very likely do the same thing. This convinced me that some pressure should be exerted to have the boy placed in Douglas Hospital.

The admission to Douglas Hospital took quite long and, finally, on or about the 26th of June, 1968, the boy was certified by Drs. Ferguson and Scully and transferred there from St. Vallier.

Under date of 2nd July, 1968, and I presume arising out of the transfer of the boy from St. Vallier to Douglas Hospital, Dr. Daoust was instructed by the Sheriff to conduct an examination. On the 10th of September, 1968, Dr. Ferguson wrote to me, stating that the boy's progress was reasonably satisfactory considering the total situation and that in the near future he would probably transfer him from the closed ward to the Adolescent Unit (an open ward).

Although there is no provision in the Juvenile Delinquents' Act for a Lieutenant-Governor's Warrant, but in view of the examination ordered by the Sheriff I felt it best to request that the boy be not transferred to the Adolescent Unit until Dr. Daoust's report was received. This examination was only made on or about the 23rd of October, 1968 — almost four months since it was ordered by the Sheriff. The concluding paragraph of Dr. Daoust's report reads as follows :

« À notre avis, Y ne souffre pas d'aliénation mentale à l'heure actuelle et n'en souffrait pas lors de la commission de l'acte dont il est accusé ».

I am at a loss to understand how these Doctors, Daoust and Roy, could conclude approximately nine months after the event that on February 19—, the boy was of sound mind as the state in their report.

In view of the serious nature of the delinquency and the last report, I left that a conference should be called of all those who had an opportunity to study this boy's case. Notices for the 11th of December, 1968, were sent out with a tentative agenda, copy of which is attached hereto marked "E". The only absentee was Dr. Shamsie.

On the 2nd of December, 1968, the City of Verdun Police were requested by the Medical Director of the Douglas Hospital to make an investigation of an incident involving the boy and two others and a rifle. A photostat copy of the report of Director B is attached hereto marked "F". On the same date I was asked by the Medical Director to have the boy removed to a place of greater safety for his own safety and that of the public in general. An order was issued under Section 13, Paragraph 4 of the Juvenile Delinquents' Act and the boy was transferred to Bordeaux Jail where he was placed by Dr. Daoust in the Observation Section of the Psychiatric Ward.

You will understand that this cast a somewhat new light on my thinking and on the thinking of those at the meeting of the 11th of December last. A very full discussion took place and a résumé is as follows :

What is condition of the boy now ? Majority opinion — feeling was that there was a personality disorder in adolescent with guarded prognosis and for which a plan of rehabilitation should include :

- 1) A place where he would be cared for and where he would live and where he would have strict control over his daily life.
- 2) A second component of the rehabilitation would be to give him an opportunity to be exposed to a stimulating programme consisting of either academic or vocational learning according to what he is able to do, with the emphasis being to keep him busy — that, of course, would include an integrated academic, vocational and recreational programme.
- 3) There should be one psychiatrist who is responsible to get to know him, to monitor his daily and weekly ups-and-downs, progress or regress and to make decisions quickly on what would come from time to time. This would protect this boy and the hospital from any major or homicidal situation that would come up and could be dealt with.

In keeping, with this and considering his psychopathic personality, it was mentioned that this should be a 2 or 3 years term of treatment, but, not necessarily in the same hospital or such other place. Before deciding on this boy's potential of being a useful citizen, he should be followed until he is well into his 20's.

Minority opinion — This boy is more suicidal or homicidal. A more secure protection system would be needed to protect him from taking his life, or the lives of others who he considers are becoming a danger to him. A maximum security place would have to include facilities for a recreational programme. The prognosis is guarded. The delinquent act which consists of having killed somebody is a very serious loss of control with or without a drug. Prognosis coloured by extent to which rehabilitation programme would be implemented. Possible result to the boy's condition if proper treatment not administered : in the presence of what he has done in the hospital up to now, that, if confined without adequate stimulation and opportunity to grow or develop, he would either become more clearly a mental disorder case or just a non-functioning citizen at best."

It is regretted that Dr. Shamsie was absent because, apart from the fact that he is the nominal head of our Clinic and had discussed the boy's case with Dr. Marcilio and the Doctors at the Douglas Hospital, his absence prevented a decision being taken at the Meeting concerning the readmission of the boy to the Hospital. Under date of 17th December, 1968, the Medical Superintendent confirmed, in writing, the decision not to readmit the boy to the Hospital and a photostat copy of his decision is attached hereto marked "G".

The boy is presently in Bordeaux Jail and, in the absence of adequate facilities, there he will remain, or until such time as the Court gives him his freedom on probation, or the Government provides the proper facilities

for his treatment. He will be eighteen years old on the 26th of February, next, and normally should qualify for the Pinel Institute, but Dr. Cormier has stated that this institution would not have the desired programme for this boy. Under Section 20, Paragraph 3 of the Juvenile Delinquents' Act the Social Welfare Court may control this boy till he is twenty-one ; but the big question is where can this control be exercised in such a manner and under circumstances which will give this juvenile a chance to become a useful member of the community and not a mental disorder case or a non-functioning citizen at best ? All the medical men agree that Y's prognosis is guarded and that long term treatment is indicated. My own opinion is that he is presently a psychopathic personality and without adequate treatment there is a strong probability that he will become schizophrenic and that he could kill again.

What more typical case could you find to point out the need in this Province for the creation of a closed institution where young men and women could receive long term psychotherapy ? Please forgive the length of this report. I am,

Sincerely yours,

JWL/CW
Encs.

J. W. LONG — Judge
Social Welfare Court for Montreal

CLINIQUE DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE
À LA COUR DE BIEN ÊTRE SOCIAL

410 EST, RUE BELLECHASSE
MONTRÉAL, QUÉBEC

Cour de Bien-Être social,
Monsieur Jean-Paul Lavallée,
Juge en Chef

Montréal, 3 novembre 1969

Cher M. le Juge en Chef,

À votre demande je vous envoie un bref profil de la situation concernant certains aspects des besoins institutionnels qu'il serait trop long de décrire ici.

À ceci je joins deux (2) projets dont l'un semble malheureusement avoir été abandonné, soit un centre d'observation dans le cadre de Berthelet et celui des unités des adolescents de l'Institut Philippe Pinel.

En ce qui a trait aux adolescents répondant aux critères de patients spéciaux devant aller en 1970 dans l'Unité des adolescents de l'Institut Philippe Pinel, actuellement, il n'existe aucune ressource. Les patients dits

spéciaux qui iront dans le cadre des adolescents de l'Institut Philippe Pinel sont des patients psychiatriques dont le comportement violent, dangereux ou criminel exige une approche très spécialisée. Il s'agit donc, de jeunes adolescents qui ne répondent pas aux critères du Mont Saint-Antoine ou de Boscoville et dont le comportement exige un cadre à sécurité maximale. Actuellement pour ces cas le cadre de Boscoville a néanmoins à l'occasion pris sur sa responsabilité de prendre certains cas bien que sachant que ces derniers ne répondent pas tout à fait aux critères et aux objectifs de leur cadre de rééducation étant donné la carence absolue concernant ces patients. C'est ainsi que quelques uns de nos adolescents ayant commis des actes homicides ont été dirigés vers le cadre de Boscoville ces derniers recevant l'assurance que si toutefois il y avait décompensation il faudra envisager la réinsertion de ces adolescents dans le cadre de l'Institut Philippe Pinel.

Avec l'avènement de la réorganisation du Mont-Providence, nous pensons que d'ici quelques mois il sera également possible de faire accepter dans le cadre du Mont-Providence certains jeunes adolescents psychotiques ou caractériels qui ne peuvent être ni admis dans les institutions spécialisées ni dans les cadres psychiatriques pour adolescents qui sont comme on le sait de loin trop peu nombreux.

Le cadre des Unités d'adolescents de l'Institut Philippe Pinel ne pourra commencer à recevoir effectivement des patients avant le mois d'août 1970 pour plusieurs raisons, la première est d'une part la réorganisation des bâtisses comme telles, nous ne pensons pas que du côté adulte on puisse effectivement entrer dans le nouvel édifice avant la fin de 1969 — début 1970.

Les Unités d'adolescents demandant un personnel spécialisé et étant donné le caractère des « patients spéciaux » qui viendront dans ces Unités, vous comprendrez que nous sommes déjà en retard de 3 années au moins dans l'organisation de ce centre. (Un rapport vous a déjà été remis expliquant tous les problèmes amenés dans l'organisation de l'Institut Philippe Pinel).

Pour ce qui est du Centre d'Accueil, on connaît les grandes difficultés d'avoir un programme défini du côté des unités de Saint-Vallier et de Berthelet où le personnel administratif et éducatif change, ce qui amène une fluctuation continuelle dans les politiques d'admission et de rééducation.

En équipe nous sommes en train de faire le bilan de tous les types d'institutions manquantes qui amènent évidemment en raison de l'absence de ces dernières une clientèle continue dans les cadres de la Cour de Bien-Être social. Pour mentionner les principales déficiences soulignons l'absence d'institutions pour caractériels pour certains groupes d'âge soit entre 6 et 9 ans, entre 11 et 15 ans et il en est de même pour les enfants qui présentent certains retards intellectuels, c'est-à-dire ceux qui sont marginaux,

ayant un quotient en bas de 80 et au-dessus de 70 (niveau d'intelligence lente), la plupart de ces sujets n'ayant pas fait une 5e année scolaire étant d'un âge relativement avancé ne peuvent être inscrits dans aucun cours.

Il n'existe pas non plus d'institution pour jeunes adolescentes caractérielles graves, qui malheureusement sont quasi systématiquement renvoyées des institutions spécialisées car elles ne répondent aux capacités de rééducation de ces centres.

En conclusion, l'ensemble de la population assidue requerrant les services de la Cour comprend en très grande partie celle pour laquelle on n'a pas de ressource, à savoir, les enfants présentant des troubles caractériels profonds, les enfants psychotiques, très désorganisés, les enfants retardés sur le plan pédagogique. D'ici peu nous serons en mesure en ce qui concerne les besoins de la Cour de Bien-Être social de vous donner un bien meilleur profil des besoins réels concernant les divers groupes de la clientèle s'adressant à la Cour.

Veuillez accepter, cher Juge en Chef, l'expression de mon entière collaboration.

Bien vôtre,

Noël GARNEAU, M.D.,
Psychiatre, Directeur.

NG/dd

Pièces Jointes : 2

CLINIQUE DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE
À LA COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL

410 EST, RUE BELLECHASSE
MONTRÉAL, QUÉBEC

*Ébauche d'un projet conjoint Centre Berthelet
Clinique de l'enfant et de la famille*

I — BUTS :

1. — Déterminer à la demande de la Cour si un sujet peut se présenter à la comparution ou non.
2. — Observation et soins intensifs pour des sujets afin de déterminer les mesures de réhabilitation pré ou post sententielles.
3. — Observation et soins intensifs transitoires pour des sujets à la demande des cadres de rééducation ou des institutions spécialisées.
4. — Enseignement et recherche pour les éducateurs, et cliniciens dans le cadre de Berthelet.

II — SUJETS :

A — Adolescents répondant aux critères d'âge du Centre Berthelet et qui présentent des problèmes psycho-émotionnels particuliers et importants :

1. — Déterminer si un sujet est dans un équilibre psycho-émotionnel pour se présenter à la comparaison.
2. — Période d'observation ou de soins intensifs pour de jeunes adolescents présentant des comportements agressifs (meurtre, tentative de meurtre) des comportements bizarres (prépsychose? schizophrénie ?) des comportements mésadaptés (structure caractérielle) des comportements d'allure névrotique telles les tentatives suicidaires, les crises d'agitation, les états dépressifs importants.
3. — À la demande des institutions spécialisées prendre en observation certains sujets afin d'apporter des mesures de thérapie intensive à la fois par le milieu et par une approche individuelle pour permettre la réintégration dans la même institution ou son placement dans un cadre thérapeutique différent.

B — Nombre total 30 *sujets*, (deux (2) unités de 15 *sujets*).

III — PERSONNEL NÉCESSAIRE :

		<i>Origine</i>
Psychiatres :	2 plein temps	(Clinique)
Infirmiers (ères) :	6 " "	(Clinique)
Psychopédagogues en charge :	2 " "	(Centre B.)
Psychopédagogues :	6 " "	(Centre B.)
Psychologue criminologue :	1 " "	(Clinique)
Travailleur social :	1 " "	(Clinique)
Secrétaire sténo-dactylo :	1 " "	(Clinique)
Éducateur physique :	1 " "	(Centre B.)
Ergothérapeute :	1 " "	(Centre B.)
Officiers de liaisons :	3 " "	(Centre B.)
	24	

IV — ARCHITECTURE :

2 unités indépendantes pour 15 sujets.

UNITÉ

15 Chambres fermées

1 Chambre d'isolement

- 1 Salon
- 1 Salle à diner
- 1 Salle de cours
- 1 Salle de douches, toilettes
- 1 Poste d'observation
- 1 Bureau — psychiatre
- 1 Bureau — psychopédagogue
- 1 Bureau — travailleur social prof.
- 1 Bureau — psychologue criminologue
- 1 Bureau de consultation

ESPACE POUR LES 2 UNITÉS

- 1 Salle de jeux
- 1 Salle d'ergothérapie
- 1 Secrétariat
- 1 Cour extérieure
- 1 Chambre à remiser

CLINIQUE DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

410 EST, RUE BELLECHASSE
MONTREAL, QUÉBEC

— UNITÉS DES ADOLESCENTS —

Institut Philippe Pinel

1. — BUT DE CES UNITÉS

- A) Unité d'Observation
- B) Unité de Rééducation et Traitement

A — *Observation*

L'observation consiste à prendre des adolescents dans une unité spéciale et à déterminer la nature du problème en cause, préciser le diagnostic, et définir les mesures rééducatives et de traitement à suggérer à ceux qui nous ont confié ces patients.

B — *Rééducation et Traitement*

« Il s'agit, à l'occasion du traitement de qualité de patients spéciaux, de développer des méthodes de traitement et les transmettre par l'enseignement en affiliation avec toutes les universités de la Province de Québec ou autres, le tout dans un contexte de saine administration et de sécurité appropriée ».

Patients Spéciaux : les patients psychiatriques dont le comportement violent, dangereux ou criminel n'est pas symptomatique d'un syndrome psycho-émotionnel qui puisse être réduit par les diverses thérapeutiques communément utilisées dans les centres habituellement affectés pour ce genre de cas.

2. — CRITÈRES D'ADMISSION

1 — Âge : Ne seront admis que les sujets qui, sur le plan développement psychobiologique, sont des adolescents (i.e. de 14 à 18 ans en général).

2 — *Diagnostic* :

a) *Unité Transitoire d'Observation* : Problèmes psycho-émotionnels graves à identifier, à définir en vue d'établir soit un diagnostic, soit un programme de traitement.

b) *Unité de Vie, de Traitement* :

Le diagnostic correspondra à la définition de l'Unité de Traitement elle-même. (Cf. plus haut)

3 — *Sources d'Admission* :

Les sujets pourront venir soit par le truchement de la Cour, des centres de rééducation et de traitement, des hôpitaux ou d'autres cadres responsables.

4 — *Nombre total de sujets* :

Observation	16	1970
Unité de traitement	16	août

3. — PHILOSOPHIE DE RÉÉDUCATION ET DE TRAITEMENT

Dans l'esprit même de l'ensemble de la philosophie de l'Institut Philippe Pinel, la rééducation et le traitement sont le résultat d'une approche communautaire où chaque membre participe en fonction de sa formation et de sa préparation. Cependant, l'activité de chacun des membres de l'équipe s'intègre à l'activité déterminée au préalable par l'équipe dont la composition est multidisciplinaire.

Ce mode d'approche thérapeutique implique que l'on doit tenir compte continuellement de l'ensemble de la communauté, tant les divers cadres chargés de la rééducation et du traitement que les sujets ou patients eux-mêmes.

L'utilisation de la réalité et de la relation établie entre les patients et les membres de l'équipe thérapeutique est une assise fondamentale du traitement et de la rééducation.

4. — MESURES UTILISÉES DANS LA RÉÉDUCATION

1 — *Enseignement*

a — scolaire

b — métiers

2 — *Occupation thérapeutique — ergothérapie*

3 — *Activités sportives*

4 — *Activités diverses*

a — Lecture

b — Musique

c — Cinéma

d — Théâtre

e — Jeux divers (Monopoly, échecs, dames, cartes, etc.)

5. — MESURES THÉRAPEUTIQUES SPÉCIALISÉES

1 — *Chimique* (Responsable, médecin, infirmier (e), pharmacien, etc.)

2 — *Physique* (E.C.T. physiothérapie)

3 — *Psychothérapie individuelle* (Psychothérapeute)

4 — *Psychothérapie collective, de groupe ou communautaire* (Thérapeute de groupe)

6. — UNITÉ D'OBSERVATION ET DE TRAITEMENT

1 — *Nombre de sujets ou de patients* : 16

2 — *Répartition du personnel par unité* :

Psychiatre	1
Psychopédagogue en charge	1
Psychopédagogue ou sociothérapeute	6
Psychologue	1/2
Infirmier (e)	2
Travailleur social	1/2
Éducateur physique	1
Ergothérapeute	1
Secrétaire sténo-dactylo	1
Téléphoniste-réceptionniste	1
Agent de liaison	1

16

7. — FORMATION DU PERSONNEL

A — *Formation de cadre*

Selon la formation de base de chaque discipline, une partie de l'enseignement sera donnée soit par les membres de la discipline, soit par les disciplines connexes afin de mieux préparer les candidats au travail pratique dans le cadre de l'Unité.

B — *Formation de stage*

Pour compléter l'enseignement du personnel en formation, des stages seront organisés en fonction des besoins de chaque discipline dans les centres travaillant en étroite collaboration avec l'Unité des adolescents.

- 1 — Stage à l'Institut Philippe Pinel — Adultes
- 2 — Stage à la Clinique de l'enfant et de la famille
- 3 — Stage Institutions de rééducation —

Garçons : Boscoville
 : Mont Saint-Antoine

Filles : Sainte-Hélène
 : Laval

- 4 — Institutions pénitenciaires —

1° Bordeaux

2° Centre Fédéral de Formation
(Saint-Vincent-de-Paul)

— ÉQUIPEMENT NÉCESSAIRE —

1 — ENSEIGNEMENT

a) *Scolaire*

- 1° Classes, espaces
- 2° Barreaux, matériel scolaire
- 3° Livres de consultation
- 4° Système de fiches scolaires
(à consulter : Boscoville
Mont Saint-Antoine
Capeq (M. Jauvin)

b) *Métiers*

- 1° Ateliers de menuiserie, etc.
- 2° Ateliers d'électricité, d'automobile.

3° Ateliers de métiers spécialisés

(à consulter : Mont Saint-Antoine
Capeq (M. Jauvin)
Industries
Compagnies (Miron, Beaudry,
Francon, Brocklesby)

4° Initiation à la nature

Botanique, agriculture, etc.

2 — ERGOTHÉRAPIE

1 — *Arts appliqués*

1° Émaux, poterie, cuir repoussé, etc.

2° Reliure

3° Atelier de dessin, sculpture, peintre (digitale)

3 — ACTIVITÉS SPORTIVES

1 — *Sports collectifs* : Ballon-volant, ballon-panier, ballon-balais, hockey, football, tennis, badmington, ping-pong, mississipi, etc.

2 — *Gymnastique*

3 — *Salle de sports collectifs intérieurs* : Petit gymnase.

4 — ACTIVITÉS DIVERSES

1 — *Lecture* : Bibliothèque

2 — *Musique* : Discothèque

3 — *Jeux divers* : (Monopoly, échecs, dames, cartes, etc...)

4 — *Photographie, cinématographie*

ÉQUIPEMENT POUR LE PERSONNEL

1 — 4 bureaux fermés avec le matériel nécessaire :
bureaux, petite bibliothèque.

2 — *Équipement du secrétariat* : dactylos, etc...

APPENDICE 18

Arrêt de la Cour Suprême du Canada concernant
la juridiction de la Cour de Bien-Être social
aux termes de la Loi de la protection de la jeunesse
en matière de garde des enfants.

(Rapports de la Cour Suprême du Canada, 1966, pages 320 à 335,
Dame Emilie Mary Kredl, Appelant ;

and

The Attorney General of the Province of Quebec and
the Social Welfare Court for the District of Montreal, Respondents

and

Stanislav Keller, Mis-En-Cause)

1965
—
* Oct. 29
* Nov. 1
—
1966
Feb. 9
—

DAME EMILIE MARY KREDL Appellant ;

AND

THE ATTORNEY GENERAL OF THE
PROVINCE OF QUEBEC and THE
SOCIAL WELFARE COURT FOR
THE DISTRICT OF MONTREAL } Respondents ;

AND

STANISLAV KELLER (Mis-En-Cause).

ON APPEAL FROM THE COURT OF QUEEN'S BENCH,
APPEAL SIDE, PROVINCE OF QUEBEC

*Jurisdiction — Prohibition — Custody of children — Matter before
Superior Court — Whether Social Welfare Court superseded —
Youth Protection Act, R.S.Q. 1941, c. 38, s. 15 (now R.S.Q. 1964,
c. 220) — Code of Civil Procedure, art. 1210.*

In 1957, the appellant obtained a separation from her husband, the mis-en-cause, and custody of their two children. The parties were later divorced. Subsequently, the husband filed two petitions before the Superior Court to obtain the custody of the children. The first one was dismissed, and the second one was adjourned *sine die* and was still pending at the time of the present proceedings. In November 1962, the husband signed a petition before a judge of the Social Welfare Court, seeking the holding of an inquiry in respect of one of the children, pursuant to s. 15 of the *Youth Protection Act*, R.S.Q. 1941, c. 38 (now R.S.Q. 1964, c. 220). The first allegation contained in the petition was a repetition of the wording of the first sentence of s. 15(1) of the Act. The second allegation recited that the boy was being kept away from his father, that he was being prejudiced against his father, and that all of this "may lead to serious character disturbances". The Court ordered a notice to be served on the appellant advising her that an inquiry would be held before a judge of the Social Welfare Court. The appellant then obtained from the Superior Court the issuance of a writ of prohibition which was later declared peremptory. The Social Welfare Court and the Attorney General, the latter pursuant to the right conferred upon him by art. 1210 of the *Code of Civil Procedure*, appealed to the Court of Appeal where the writ of prohibition was quashed. The appellant was granted leave to appeal to this Court.

Held (Martland and Hall JJ. dissenting): The appeal should be dismissed.

Per Fauteux, Abbott and Judson JJ.: The proposition that a child, of whom the custody has been determined by the Superior Court, is under the protection of that Court and does not need to be protected by the Social Welfare Court, is untenable.

* Present : Fauteux, Abbott, Martland, Judson and Hall JJ.

The unalterable consequences of *res judicata* do not attach to a judgment of the Superior Court awarding the custody of children. The jurisdiction of the Social Welfare Court to entrust the custody of the children to somebody else than the person to whom it had been entrusted by the Superior Court is to be ascertained by a reference to the terms of the *Youth Protection Act* — the validity of which was not challenged here — and not by reference to the doctrine of *res judicata*.

The argument that the jurisdiction of the Courts has been completely exhausted when the husband elected to proceed by way of a petition which is still pending before the Superior Court, is also untenable. The maxim *Electa una via non datur recursus ad alteram* has no application in the province of Quebec. Even if it were part of the law of the province, it could not operate to prevent an inquiry under the *Youth Protection Act* which is not a judicial process of the nature and character of the judicial proceedings contemplated by the maxim.

Nothing has been shown and there is nothing in the *Youth Protection Act* supporting the proposition that the jurisdiction of a judge of the Social Welfare Court to embark upon an inquiry is subject to the limitations suggested by the appellant. An inferior Court may not be prevented from exercising the jurisdiction, conferred upon it by a valid statute, through fear that its judgment may contradict that of another Court.

The judge of the Social Welfare Court was given information of the nature indicated in the *Youth Protection Act*. The word "information" is not to be given the technical meaning ascribed to it in penal or criminal proceedings.

Per Martland and Hall JJ., *dissenting*: The judge of the Social Welfare Court can only order an inquiry if he has information, which he deems serious, to the effect that the child is particularly exposed to moral or physical dangers by reason of environment or other special circumstances and for such reasons needs to be protected. In this case the judge did not have before him information to the effect that the child in question was in the conditions described in the first sentence of s. 15 (1) of the *Youth Protection Act*, and therefore he had no legal authority to bring the child before him for an inquiry.

Jurisdiction — Prohibition — Garde des enfants — Question devant la Cour Supérieure — La Cour de Bien-Être social est-elle supplantée — Loi de la Protection de la Jeunesse, S.R.Q. 1941, c. 38, art. 15 (maintenant S.R.Q. 1964, c. 220) — Code de Procédure Civile, art. 1210.

En 1957, l'appelante et son mari, le mis-en-cause, obtient une séparation de corps, et la garde de leurs deux enfants fut confiée à l'appelante. Un divorce a été subséquemment accordé. Par la suite, le mari a produit deux requêtes devant la Cour supérieure pour obtenir la garde des enfants. La première a été rejetée, et la seconde a été ajournée *sine die* et était encore en suspens lors des procédures en instance. En novembre 1962, en se basant sur l'art. 15 de la *Loi*

de la protection de la jeunesse, S.R.Q. 1941, c. 38 (maintenant S.R.Q. 1964, c. 220), le mari a signé une requête devant un juge de la Cour de Bien-Être social demandant la tenue d'une enquête relativement à l'un des enfants. La première allégation dans la requête était une répétition des mots de la première phrase de l'art. 15 (1) de la loi. Dans la seconde allégation il était réitéré que l'enfant était tenu éloigné de son père, qu'on le prédisposait contre son père, et que tout ceci « pouvait le conduire à des troubles caractériels sérieux ». La Cour a ordonné qu'un avis soit signifié à l'appelante l'avisant qu'une enquête serait tenue devant un juge de la Cour de Bien-Être social. L'appelante a alors obtenu de la Cour Supérieure l'émission d'un bref de prohibition qui par la suite a été déclaré péremptoire. La Cour de Bien-Être social et le Procureur général, ce dernier en vertu du droit qui lui est conféré par l'art. 1210 du *Code de Procédure Civile*, en appelèrent devant la Cour d'Appel qui a rejeté le bref de prohibition. L'appelante a obtenu permission d'en appeler devant cette Cour.

Arrêt : L'appel doit être rejetée, les Juges Martland et Hall étant dissidents.

Les juges Fauteux, Abbott et Judson : La proposition qu'un enfant, dont la garde a été déterminée par la Cour Supérieure, est sous la protection de cette Cour et n'a pas besoin d'être protégé par la Cour de Bien-Être social, est insoutenable.

Les conséquences immuables de la *res judicata* ne peuvent être imputées à un jugement de la Cour Supérieure confiant la garde des enfants. La juridiction de la Cour de Bien-Être social de confier la garde des enfants à une autre personne que celle à qui la Cour Supérieure les avait confiés doit être établie en se référant aux termes de la *Loi de la protection de la jeunesse* — dont la validité n'est pas mise en question ici — et non pas en se référant à la doctrine de *res judicata*.

La proposition que la juridiction des Cours a été complètement épuisée lorsque le mari a choisi de procéder par voie de la requête qui est encore en suspens devant la Cour Supérieure, est elle aussi insoutenable. La maxime *Electa una via non datur recursus ad alteram* n'a pas d'application dans la province de Québec. Même si elle faisait partie de la loi de la province, elle ne pourrait pas avoir l'effet d'empêcher une enquête sous le régime de la *Loi de la protection de la jeunesse*, car une telle enquête n'est pas une procédure judiciaire de la nature et du caractère des procédures judiciaires contemplées par la maxime.

Rien n'a été démontré et il n'y a rien dans la *Loi de la protection de la jeunesse* pour supporter la proposition que la juridiction d'un juge de la Cour de Bien-Être social d'entreprendre une enquête est sujette aux limitations suggérées par l'appelante. Une Cour inférieure ne peut pas être empêchée d'exercer la juridiction, qui lui est conférée par un statut valide, par crainte que son jugement pourrait contredire celui d'une autre Cour.

Le Juge de la Cour de Bien-Être social a reçu une information de la nature prescrite par la *Loi de la protection de la jeunesse*. On ne doit pas donner au mot « information » le sens technique attribué à ce mot dans les procédures pénales ou criminelles.

1966

Kredl
v.
Attorney
General
of Quebec
et al.

Fauteux J.

Les Juges Martland et Hall dissidents : Le Juge de la Cour de Bien-Être social ne peut ordonner une enquête que s'il a une information, qu'il estime sérieuse, à l'effet que l'enfant est particulièrement exposé à des dangers moraux ou physiques en raison de son milieu ou de d'autres circonstances spéciales et qu'il a besoin pour ces raisons d'être protégé. Dans le cas présent, le Juge n'avait pas devant lui une information à l'effet que l'enfant en question était dans les conditions décrites dans la première phrase de l'art. 15 (1) de la Loi de la protection de la jeunesse, et en conséquence il n'avait pas l'autorité légale d'émettre un ordre d'amener l'enfant devant lui pour les fins d'une enquête.

APPEL d'un jugement de la Cour du banc de la reine, province de Québec¹, rejetant un bref de prohibition. Appel rejeté, les Juges Martland et Hall étant dissidents.

APPEAL from a judgment of the Court of Queen's Bench, Appeal Side, province of Quebec¹, quashing a writ of prohibition. Appeal dismissed, Martland and Hall JJ. dissenting.

C. A. Geoffrion, Q.C., for the appellant.

Laurent E. Bélanger, Q.C. for the respondents.

The judgment of Fauteux, Abbott and Judson JJ. was delivered by

FAUTEUX J. : — The facts of this case are simple and not in dispute. Since 1957 the appellant and the mis-en-cause, now divorced, have been litigating over the custody of their two minor children, Stephen and George. In November 1962, Keller signed a petition, supported by affidavit, before Judge, J. W. Long, of the Social Welfare Court, in Montreal, in which he alleged

I have reason to believe and I do believe that the child GEORGE KELLER under the age of eighteen years, is particularly exposed to moral and physical dangers by reasons of his environment or other special circumstances, and for such reasons needs to be protected. The boy is being kept away from the father, the boy is being prejudiced against the father, all of which may lead to serious character disturbances.

and prayed that one of the Judges of the Court apply the provisions of s. 15 of the *Youth Protection Act*, as amended by 8-9 Eliz. II, c. 42, now being R.S.Q. 1964, c. 220, and conduct an inquiry as to the particular circumstances in which the child was situated. The relevant parts of the section read as follows :

¹ (1965) Que. Q.B. 689.

15. (1) When a child is particularly exposed to moral or physical dangers, by reason of its environment or other special circumstances, and for such reasons needs to be protected, any person in authority may bring him or have him brought before a judge. A judge may also, upon information which he deems serious, to the effect that a child is in the above described conditions, order that he be brought before him.

Without limiting the generality of the provisions of the preceding paragraph, children whose parents, tutors or guardians are deemed unworthy, orphans with neither father nor mother and cared for by nobody, abandoned illegitimate or adulterine children, those particularly exposed to delinquency by their environment, unmanageable children generally showing pre-delinquency traits, as well as those exhibiting serious character disturbances, may be considered as being in the conditions contemplated by the preceding paragraph.

* * *

The judge shall make an inquiry, in judicial form, into the particular circumstances in which the child is situated.

Notice in writing of such inquiry and of the time and place when and where it will be held must be served on the father and mother or one of them, or the tutor or on those having custody of the child ; the latter shall have the right to be heard and to submit any proof which the judge deems relevant.

The Court then ordered a notice to be served on the appellant and her son George, advising them of the inquiry, of the time and place of its holding and of the right to be heard and submit any pertinent evidence. Upon reception of this notice appellant applied to and obtained from the Superior Court the issuance of a writ of prohibition directed against the Social Welfare Court, its Judges and particularly Judge J. W. Long, and the *mis-en-cause*, ordering them to refrain from and discontinue all proceedings in the matter until final judgment. In support of her petition for prohibition, appellant alleged that in November 1957, the Superior Court for the District of Montreal granted her a separation from bed and board from the *mis-en-cause* and awarded her the custody of their two minor children, Stephen and George ; that in April 1959, she obtained a Parliamentary divorce from Keller ; that in March 1961, the Superior Court dismissed a petition by which the latter sought to obtain the custody of the children ; and that in January 1962, the Superior Court was again seized of a similar petition by Keller and that this petition, which was never proceeded with but adjourned *sine die* after several postponements, was still pending before the Superior Court. Appellant submitted that in view of the above facts the Social Welfare Court had no jurisdiction whatever to reopen the

case, confirm or reverse the Superior Court which had already decided the issue and which had again been and was still being seized of the matter by reason of the last mentioned petition of Keller. Appellant also contended that the Social Welfare Court and Judge J. W. Long had already exceeded their jurisdiction by accepting Keller's petition for an inquiry under the *Youth Protection Act* and by ordering a notice of hearing to be addressed to her.

The mis-en-cause did not appear and while both Judge J. W. Long and the Social Welfare Court filed an appearance only the latter contested appellant's petition. The case having been heard, the writ of prohibition was declared peremptory by a judgment of the Superior Court resting substantially on the factual and legal grounds raised in appellant's petition for prohibition.

The Social Welfare Court and the Attorney General of the Province, the latter pursuant to the right conferred upon him by art. 1210 of the *Code of Civil Procedure*, appealed from this judgment. By a unanimous decision, the Court of Queen's Bench (Appeal Side)¹ composed of Tremblay C.J., Pratte, Casey, Rinfret and Owen JJ., allowed the appeal and quashed the writ of prohibition.

The appellant now appeals, with leave, from this judgment of the Court of Appeal.

The validity of the *Youth Protection Act* and particularly of s. 15 has not been challenged and is not here in issue. Appellant's contention is simply that in the circumstances of this case the Judge of the Social Welfare Court should not have embarked upon the inquiry contemplated by s. 15 and that this is a question of jurisdiction. This contention is more fully stated at p. 11 of appellant's factum and textually expressed as follows :

In the second place, it should be borne in mind that by the Writ of Prohibition herein, the jurisdiction of the Social Welfare Court and its judges is under attack only to a limited extent, Appellant's position being simply that neither the Social Welfare Court nor any of its judges has jurisdiction to deal with the case of a child whose custody is already the subject of proceedings before the Superior Court, particularly where, as in the present case, the application to the Social Welfare Court or its judge, it is made by a party to the litigation before the Superior Court, a judgment has already been rendered by such Court awarding custody to one of the parents and

¹ (1965) Que. Q.B. 689.

1966

Kredl
v.
Attorney
General
of Quebec
et al.

Fauteux J.

a Petition is pending before the Superior Court to revise this judgment. Beyond these limits the jurisdiction of the Social Welfare Court is not under attack nor is the constitutional validity of Section 15 and following of the *Youth Protection Act* questioned in any way whatsoever.

In support of these views appellant submitted, as a first proposition, that at least one of the conditions precedent to the exercise of the jurisdiction of the Social Welfare Court does not exist in the present case. A child, it is said, of whom the custody has been determined by the Superior Court, is under the protection of that Court and does not need to be protected by the Social Welfare Court. On appellant's interpretation the words "and for such reasons needs to be protected" could only have been inserted in the first paragraph of s. 15 to prevent a Judge of the Social Welfare Court from proceeding in the case of a child of whom the custody has been determined by the Superior Court. I cannot agree with this interpretation. If valid, it should equally obtain in the case of children to whom the Superior Court has appointed a tutor or guardian. Yet, the second paragraph of s. 15 provides that "children whose parents, tutors or guardians are deemed to be unworthy, . . . may be considered as being in the conditions contemplated by the preceding paragraph".

Appellant then argued that neither the Social Welfare Court nor any of its Judges have jurisdiction to interfere with a judgment of the Superior Court which carries with it the force of *res judicata*. A judgment of the Superior Court which awards the custody of a child may be changed or modified every time the interest of the child requires it. The unalterable consequences of *res judicata* do not attach to a judgment of this nature. Trudel : *Traité de droit civil du Québec*, vol. 2, p. 49. The inquiry in the Social Welfare Court may very well show, in certain cases, that the person, to whom the Superior Court has previously entrusted the custody of a child, has now become unworthy of it and that it should be committed to somebody else. The jurisdiction of the Social Welfare Court to do so must be ascertained by reference to the terms of the *Youth Protection Act* — the validity of which is not challenged — and not by reference to the doctrine of *res judicata* which, in addition and in the present hypothesis, can hardly have more virtue in the Social Welfare Court than it has in the Superior Court.

Appellant also suggested that even assuming that both the Superior Court and the Social Welfare Court and its Judges

could have jurisdiction over the case of the child here involved, such jurisdiction has been completely exhausted when mis-en-cause Keller elected to proceed by way of a petition which, continued *sine die*, is still pending before the Superior Court. In appellant's view this is a clear case for the application of the maxim *Electa una via non datur recursus ad alteram*. This maxim, which no general text of law justifies, has been borrowed from the Roman law which never formulated it in precise terms. *Revue de législation et jurisprudence* (1866), tome 28, p. 412. Its principle is stated in *Revue critique de législation* (1933), v. 53, p. 85 :

Le principe *Electa una via* est fondé sur l'humanité et aussi sur la justice qui ne permettent pas qu'on traîne un accusé d'une juridiction dans une autre et qu'on décline à son préjudice celle qu'on a volontairement saisie parce qu'on ne la croit peut-être pas favorable aux demandes qu'on a formées par devant elle.

The rule is formulated in these terms in Dalloz (1955), *Encyclopédie juridique, Procédure*, tome 1, p. 55, no 181 :

D'après elle, si la victime d'une infraction peut, à son choix, agir en réparation devant la juridiction civile ou devant la juridiction répressive, son option a un caractère irrévocable.

In France, the maxim has no application in civil matters and only in criminal matters does jurisprudence take it into account. Glasson et Tissier, *Précis de procédure civile* (1925), tome 1, p. 427, no 174. Whatever be the situation in other jurisdictions, the maxim appears to have no application whatever in the Province of Quebec. In this respect, reference may be had to the provisions of s. 10 of the *Criminal Code* of Canada ; Roy, *Droit de plaider* (1902), no 9, Ferland, *Traité sommaire et Formulaire de procédure civile* (1962). Even if it could be held to be part of the law in the Province, it cannot, in my opinion, operate to prevent an inquiry under the *Youth Protection Act*, which is not a judicial process of the nature and character of the judicial proceedings contemplated by the maxim.

In short, nothing has been shown and I can find nothing in the *Youth Protection Act* supporting the proposition that the jurisdiction of a Judge of the Social Welfare Court to embark upon an inquiry — be that in the case of a child brought before him by a person in authority within the meaning of s. 1(e) or as a result of an order of the Judge — is subject to the limitations suggested by appellant, which, in essence, appear to be inspired by the fear that a custody order,

conflicting or in any way different from that which was made by the Superior Court, might issue at the conclusion of the inquiry. I am in respectful agreement with Mr. Justice Casey, who delivered the judgment for the Court of Appeal, that an inferior Court may not be prevented from exercising the jurisdiction, conferred on it by a valid statute, through fear that its judgment may contradict that of another Court.

The only remaining point is one of which no mention is made in the reasons for judgment of the Court of Appeal or in appellant's factum where the limited extent of the attack on jurisdiction is, as shown from the quotation above, well defined. This point seems to have been mentioned for the first time at the hearing in this Court. It is said that Judge Long did not have before him information that the child involved was in the conditions described in s. 15 and, that being so, he had no legal authority to order the child before him. With deference, I am unable to agree with the premise of this proposition. The procedure set out in s. 15 is of a civil nature. I do not think that the word "information", in the context in which it appears, has the technical meaning ascribed to the same word, in penal or criminal proceedings, and that rules, related to the sufficiency of an information or indictment, are here relevant. The question is whether Judge Long was given information of the nature indicated in the Act. I think he was. The petition contains two allegations, sworn to before him, one of which repeats the words of the Statute. The record does not permit an assumption that Judge Long did not ask and did not obtain details pertaining to this particular case. The holding of an inquiry, under the *Youth Protection Act*, is, of course, a serious matter. It may very well be that the decision to embark upon an inquiry was unwise. We are concerned here with jurisdiction and not with the manner in which it was exercised. I see nothing in this Statute, specially enacted for the protection of children, which suggests that the Legislature intended that the wide authority, conferred on a Judge of the Social Welfare Court to order a child to be brought before him, should be narrowed by procedural considerations.

I would dismiss the appeal with costs.

The judgment of Martland and Hall JJ. was delivered by
MARTLAND J. (*dissenting*): — By a judgment of the Superior Court of the Province of Quebec dated November 27,

1957, the appellant obtained a separation from her husband, Stanislav Keller (hereinafter referred to as Keller) and custody of the two children of their marriage, Stephen and George.

On April 28, 1959, by an act of the Parliament of Canada, she obtained a divorce from Keller.

On March 1, 1961, a judgment of the Superior Court dismissed a petition by Keller for revision of the earlier judgment of that Court.

A further petition was submitted by Keller to the Superior Court on January 23, 1962, seeking custody of the two children. After several adjournments this petition was adjourned *sine die* on March 14, 1962.

On November 12, 1962, Keller signed a petition before the respondent, Honourable John W. Long, a judge of the Social Welfare Court, seeking the holding of an inquiry pursuant to s. 15 of the *Youth Protection Act*, R.S.Q. 1941, c. 38, as amended (now c. 220, R.S.Q. 1964), in respect of the child George Keller. As a result, a notice, dated the same day, was issued and served upon the appellant, advising her that an inquiry as to the particular circumstances in which George Keller is found would be held on November 21, 1962, before a judge of the Social Welfare Court.

Upon receipt of this notice, the appellant obtained the issuance of a writ of prohibition on April 4, 1962, by a judgment of the Superior Court. Appearances were filed by the respondents, Judge Long and the Social Welfare Court, but only the latter filed a contestation. The respondent Keller did not appear. By a judgment of the Superior Court on January 22, 1964, the writ of prohibition, previously authorized, was declared peremptory.

An appeal was taken by the Attorney General of Quebec pursuant to the provisions of art. 1210 of the *Code of Civil Procedure*. This appeal was allowed by unanimous decision of the Court of Queen's Bench (Appeal side).¹ From that judgment the appellant, by leave of this Court, has appealed.

The question in issue before this Court is as to whether the Social Welfare Court exceeded its jurisdiction when it directed an inquiry in relation to George Keller. That issue involves a consideration of the provisions of the *Youth Protection Act*,

¹ (1965) Que. Q.B. 689.

which is now c. 220, R.S.Q. 1964. The references to sections in these reasons are to the sections of that Act, which are the same as the ones applicable at the relevant times, although the former numbering was slightly different.

The Act, as its name indicates, was enacted to provide for the protection of children particularly exposed to moral or physical dangers by reason of environment or other special circumstances. It is divided into eight divisions.

Division I contains the interpretation section, s. 1, the relevant portions of which are as follows :

- (c) "judge" : a district judge, except in a territory under the jurisdiction of a Social Welfare Court, where it means a judge of such court ;
- (e) "person in authority" : the father, mother, tutor and subrogate tutor of a child, rector (curé), any school commissioner of the locality where the child is, any person designated ex-officio by the judge in a particular case, and any officer of any social organizations looking after the welfare and protection of children and who shall be officially recognized as such by Minister ;
- (f) "child" : a boy or a girl apparently or effectively aged less than eighteen years ;

Division II deals with the establishment of youth protection schools.

Division III deals with the duties of the directors of such schools.

Division IV is entitled "Admission and Sojourn of Children in Schools" and it contains s. 15, which is the provision of the greatest importance in this case. The relevant parts of that section provide as follows :

15 (1) When a child is particularly exposed to moral or physical dangers, by reason of its environment or other special circumstances, and for such reasons needs to be protected, any person in authority may bring him or have him brought before a judge. A judge may also, upon information which he deems serious to the effect that a child is in the above described conditions, order that he be brought before him.

Without limiting the generality of the provisions of the preceding paragraph, children whose parents, tutors, or guardians are deemed unworthy, orphans with neither father nor mother and cared for by nobody, abandoned, illegitimate or adulterine children, those particularly exposed to delinquency by their environment, unmanageable children generally showing pre-delinquency traits, as well as those exhibiting serious character disturbances, may be considered as being in the conditions contemplated by the preceding paragraph.

Throughout the pendency of the case the judge, in case of urgency, may take for the benefit of the child such provisional protective

1966

Kredl
v.
Attorney
General
of Quebec
et al.

Martland J.

measures as he may deem useful by confiding the child to any person, home, society, reception centre or institution capable of receiving him temporarily.

The judge may also whenever he deems it expedient, issue an order to bring or have brought before him any child whose case is pending before the Court.

The judge shall make an inquiry, in judicial form, into the particular circumstances in which the child is situated.

Notice in writing of such inquiry and of the time and place when and where it will be held must be served on the father and mother or one of them, on the tutor or on those having custody of the child; the latter shall have the right to be heard and to submit any proof which the judge deems relevant.

(2) The judge may then, according to circumstances and after consultation, if need be, with a social agency, leave the child at liberty under supervision, confide him to any person or society, recommend to the Minister that he be entrusted to a school, to a public charitable institution or to a social agency, or take any other decision in the interest of the child.

Division V deals with the cost of custody of children. Division VI defines various offences under the Act. Section 39(2) has some relevance to this case :

39. (2) Whosoever, wilfully and without valid excuse, exposes a child to a serious moral or physical danger or, being responsible for such child, neglects to protect him from such danger in a manner and in circumstances not covered by the Criminal Code, is liable, on summary conviction, to a fine not exceeding three hundred dollars or to imprisonment not exceeding one year, or to both penalties together, in addition to the costs.

Division VII covers the final discharge of children and Division VIII contains miscellaneous provisions.

Under the terms of this Act a judge has important duties to perform in relation to children particularly exposed to moral or physical dangers because of environment or other special circumstances, with power to place them in the care of persons, societies, schools, charitable organizations or social agencies. He is given broad powers to control the destinies of such children, including the power to remove them from the custody of their own parents. Such a power is not to be exercised lightly, and in entrusting it to a judge the Legislature has spelled out in s. 15 the circumstances which must exist before he can do so.

Under the first paragraph of s. 15(1) a child may be brought before a judge in one of two ways. A "person in authority" may bring a child before him or have him brought, when such child is "particularly exposed to moral or physical dangers,

1966
—
Kredl
v.
Attorney
General
of Quebec
et al.
—
Martland J.
—

by reason of its environment or other special circumstances, and for such reasons needs to be protected”.

It should be noted that the child must be “*particularly*” exposed to such dangers and needs to be protected.

The second paragraph of s. 15(1) contains specific instances of what may be considered as the conditions contemplated by the first paragraph. These include “exhibiting serious character disturbances”.

The second way in which a child may be brought before a judge is by his own order, which he may make “upon information *which he deems serious*”, to the effect that a child is in the conditions described earlier in the first paragraph of s. 15(1), and which have been described above.

This provides a method whereby a person not having custody or control of a child may seek the intervention of a judge to have such child brought before him, and it was this method which was invoked by Keller in the present case.

The power of the judge to make such an order is set out in this subsection. He can do so only if he has information, which he deems serious, to the effect that the child is particularly exposed to moral or physical dangers by reason of environment or other special circumstances and for such reasons needs to be protected.

I turn now to consider the information which was before the judge in the present case. It consisted of a written petition by Keller, sworn to before the judge, which read as follows :

CANADA
PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF MONTREAL
NO. 1481/62

SOCIAL WELFARE
COURT

Youth Protection Schools Act
(As modified by 14-15 Geo. VI,
chapter 56).

Petition re child GEORGE KELLER child of Mr. and Mrs. Stanislav Keller (Emily M. Kredl).

I am one of the persons in authority mentioned in section 1 (paragraph e) of the Youth Protection Schools Act, to wit Mr. Stanislav Keller, father of the said child, 4461 Linton Ave., apt. 5.

I have reasons to believe and I do believe that the child GEORGE KELLER under the age of eighteen years, is particularly exposed to moral and physical dangers by reasons of his environment or other special circumstances, and for such reasons needs to be protected. The boy is being kept away from the father, the boy is being

1966

—
Kredl
v.
Attorney
General
of Quebec
et al.

—
Martland J.
—

prejudiced against the father all of which lead to serious character disturbances.

Wherefore I pray that one of the judges of the Court of Social Welfare apply the provisions of section 15 of the Youth Protection Schools Act (14 George VI Chapter II as modified by 14-15 Geo. VI, Chapter 55) and conduct an inquiry as to the particular circumstances in which this child is found.

(Signed) STANISLAV KELLER

Sworn to before me at Montreal
this 9th day of November 1962.

(Signed) J. W. Long,
Judge of the Social Welfare Court
District of Montreal.

The essential part of this petition is contained in the second paragraph. Keller there expresses a belief that George Keller is particularly exposed to moral and physical dangers by reason of his environment or other special circumstances and for such reasons needs to be protected. This is merely a repetition of the wording of the first sentence of s. 15(1). This, in my opinion, is not sufficient unless the facts on which that belief is founded are stated. Under s. 15, before ordering an inquiry, the judge must have before him *information*, which he deems serious. I understand this to mean an allegation of circumstances which create a particular exposure to moral or physical danger.

Keller then goes on to state what are the reasons for his belief :

The boy is being kept away from the father, the boy is being prejudiced against the father, all of which *may* lead to serious character disturbances.

(The italics are mine.)

As to the allegation that George Keller was being kept away from his father, it is clear that this separation was the consequence of the custody order granted by the Superior Court. Keller did allege, in his petition to the Superior Court of January 23, 1962, that he had been denied the right to see his children, given to him by the Superior Court, but he did not proceed with that petition, which was adjourned *sine die*.

The contention that the child was being prejudiced against the father and that this might lead to serious character disturbances is not, in my opinion, an allegation that the child was particularly exposed to moral or physical danger. The second paragraph of s. 15(1) refers to the actual exhibition of serious character disturbances.

1966

Kredl
v.
Attorney
General
of Quebec
et al.

Martland J.

In my opinion the judge did not have before him information to the effect that George Keller was in the conditions described in the first sentence of s. 15(1), and, that being so, he had no legal authority to bring the child before him for an inquiry.

In reaching this conclusion, I do not feel that I am adopting a technical approach to the provisions of the *Youth Protection Act*, which would impair its proper operation. The Act is an important means for the protection of neglected children and, for that reason, clothes the judge with wide powers. On the other hand, it certainly was not designed to serve as a weapon in the hands of a disgruntled parent who has been unsuccessful in custody proceedings in the Superior Court.

If it is open to any person to compel the appearance of a child before a judge for an inquiry merely by swearing to a belief that it is particularly exposed to moral or social danger the consequences may be serious indeed. Individual beliefs as to what constitutes moral danger to a child may vary widely. Consequently the Act requires that, before summoning a child before him for an inquiry, the judge must have information to the effect that the conditions defined in s. 15(1) do, in fact, exist. In my opinion the Act does not contemplate that, without that much information before him, a judge can compel a parent, in lawful custody of a child, to produce that child before him.

The holding of an inquiry, under s. 15, is a matter of serious consequence to a child and to the parent in lawful custody of that child. The child faces the possibility of being removed from the custody of its parent and being placed in the care of another person, school, institution or agency. The parent is faced with the possibility of a charge under s. 39(2) of the Act, the provisions of which have been previously quoted.

In my opinion, the appeal should be allowed, and the judgment of the Superior Court restored, with costs throughout.

Appeal dismissed with costs, MARTLAND and HALL JJ. dissenting.

Attorneys for the appellant : Biega, Beauregard & Kooiman, Montreal.

Attorney for the respondents : L. E. Bélanger, Montreal.

APPENDICE 19

Le policier-éducateur :
Expérience du district judiciaire de Terrebonne

PROJET P.E.Q.

POLICIER-ÉDUCATEUR AU QUÉBEC

Saint-Jérôme, 14 juin 1968

PROLOGUE

1. EXPÉRIENCE DU DISTRICT JUDICIAIRE DE TERREBONNE :
Corps policiers, Cour de Bien-Être social et
Service de Probation.
2. FORMATION D'UN COMITÉ DE PLANIFICATION
3. MISE EN ORBITE DU PROJET
4. CRÉATION D'UN CENTRE DE FORMATION
DU POLICIER-ÉDUCATEUR
5. CONCRÉTISATION DE L'OPÉRATION AU NIVEAU SCOLAIRE
6. RENCONTRES PÉRIODIQUES DES POLICIERS-ÉDUCATEURS
7. COMMENTAIRES ET SUGGESTIONS
8. CONCLUSIONS

PROLOGUE

Prévention et répression, tels sont les objectifs fondamentaux du policier. Le policier-éducateur a une mission particulière, il s'appliquera aux aspects préventifs sous toutes leurs formes. Il a pour objectif de sensibiliser les jeunes et les adultes au rôle du policier.

Par son attitude et son action, il bonifiera davantage ses relations avec la population juvénile ; si ingrat que soit son rôle, il favorisera le plus possible l'éclosion de rapports bénéfiques entre la société et le corps policier.

Bien sûr son action s'étendra au niveau adulte, mais d'abord et surtout à la population en devenir, soit la jeunesse actuelle ou société de demain. Voilà un objectif à long terme.

Néanmoins, si ardue que soit sa tâche, il contribuera à l'édification d'une société respectueuse de ses lois et de ceux qui les appliquent tout en revalorisant la dignité de sa fonction dans le public. Cependant, conscient de l'ampleur de sa responsabilité, il s'appliquera à la réaliser par un travail d'équipe.

1. EXPÉRIENCE DU DISTRICT JUDICIAIRE DE TERREBONNE

Le thème de congrès avait porté sur le policier-éducateur. Une conférence sur l'unité préventive avait été donnée par le Directeur Jean-Paul Gilbert. Une démonstration et explication avaient été fournies par le sergent Claude Labelle.

Des commissions qui avaient étudié ce thème avaient formulé les vœux suivants :

(A) Que l'ensemble des municipalités finance dans la mesure du possible le salaire d'un policier-éducateur qui visitera les différentes écoles du district en vue d'exercer cette fonction particulière. Ainsi, les municipalités à moindres revenus pourraient bénéficier des services précieux du policier-éducateur et travailleront de façon efficace au niveau de la prévention de la délinquance juvénile.

(B) Qu'un comité soit formé en vue de rencontrer les autorités de trois régionales du district judiciaire, afin de leur demander d'insérer dans leur programme scolaire une période de temps spécifiquement désignée pour la rencontre du policier-éducateur avec les étudiants. Précisons à ce sujet que les modalités restent à déterminer.

Plus de 98 p. cent des chefs de directeurs de police du district judiciaire de Terrebonne étaient présents à ces assises. Les maires ou leurs délégués étaient représentés dans une proportion de 65 p. cent.

Par la suite, les villes et municipalités qui possédaient un corps de police (minimum 10 policiers), ont été rencontrées et, en collaboration avec les chefs et directeurs de police, ainsi que le conseil municipal, plus de 14 policiers-éducateurs ont bénéficié de séances d'information à Montréal. À date, 12 municipalités ont déjà donné une adhésion très positive à ce mouvement.

Deux rencontres eurent lieu à Montréal avec le directeur de la police de Montréal et secrétaire général de l'Association des chefs de police et pompiers de la province de Québec, M. Jean-Paul Gilbert.

De plus, deux journées spéciales ont été consacrées au collège Notre-Dame de la Merci à Huberdeau où 180 jeunes résident à l'année. Précisons que plus de 65 p. cent de ces jeunes qui sont en rééducation proviennent de la région de Montréal. Les commentaires que nous avons eus à date sur cette expérience ont été très favorables.

À ce stage il apparaît évident que l'entraînement des policiers-éducateurs doit être plus poussé. Aussi aurons-nous au cours des mois à venir trois rencontres d'information. Il serait cependant absolument nécessaire que nous puissions bloquer les périodes pour un entraînement plus intensif. Ainsi, en septembre nous aurons le personnel nécessaire pour débiter au niveau élémentaire et régional.

Des contacts ont également été établis avec deux des commissions scolaires locale et régionale.

La création d'un centre d'information des policiers-éducateurs, se fait déjà sentir.

PROJET POLICIER-ÉDUCATEUR

Centres urbains

Fonctions complémentaires

Période estivale

- a) — Contacts et visites dans les parcs municipaux ;
- b) — Séances de sécurité ;
- c) — Rodéo cycliste ;
- d) — Forum et colloques traitant de prévention.

Centres semi-urbains et ruraux

Rôle complémentaire du policier-éducateur

Période estivale

- a) — Agent de liaison.
Ce dernier connaîtra les juvéniles de son secteur ;
Il sera l'agent de liaison avec la Cour de Bien-Être social et les services sociaux.

- b) — Il se chargera de l'enquête auprès des jeunes et connaîtra ainsi l'ensemble de la population juvénile de son territoire.
- c) — Il verra à établir des contacts et visites dans les parcs municipaux, terrains de camping et institutions de vacances.

2. FORMATION D'UN COMITÉ DE PLANIFICATION

A — OBJECTIF : Élaboration d'un plan d'action au niveau provincial.
Mise en application, orientation et surveillance du projet.

B — COMPOSITION DE CE COMITÉ :

Le directeur du Service de la police de Montréal
ou son délégué, le sergent Claude Labelle ;
Un juge de la Cour de Bien-Être social ;
Un représentant du ministère de l'Éducation ;
Un officier de probation ;
Un membre du Service social.

Ce comité verra particulièrement à l'intégration graduelle du policier-éducateur au niveau provincial.

3. MISE EN ORBITE DU PROJET

- A — Planification des visites dans les régions de l'Association des chefs de police et pompiers de la province ou dans les 32 districts judiciaires : L'opération policier-éducateur s'effectuera dans un mouvement giratoire.
- B — Travail en collaboration police-probation.
Travail en relation étroite avec les directeurs de ces Services de probation.
- C — Visites et contact personnel des chefs et directeurs de police dans les villes et municipalités où il existe un corps policier.
- D — Rencontres de groupes avec des chefs et directeurs de police.
Démonstration de la fonction du policier-éducateur.
- D — Approche des conseils municipaux.
- F — Sélection du policier-éducateur. Critères possibles :
 1. Degré académique suffisant.
 2. Bonne expérience policière.
 3. Facilité d'expression orale.
 4. Homme patient.

5. Sens de l'humour.
6. Joviabilité.
7. Sens de l'observation.
8. Vocation particulière à cette fonction.
9. Notions de criminologie.
10. Disponibilité.

4. CRÉATION D'UN CENTRE DE FORMATION DU POLICIER-ÉDUCATEUR

A — *Entraînement et formation du policier-éducateur*, niveau théorique et pratique. (Durée de séjour à déterminer).

Réf : Cours donnés aux policiers-éducateurs de Montréal.

B — *Locaux où les policiers de l'extérieur pourraient résider :*

L'Institut de police de Nicolet.

Le Collège de police de Montréal.

L'Unité mobile de formation (Escouade d'entraîneurs qui se déplace).

C — *Période de recyclage.*

5. CONCRÉTISATION DE L'OPÉRATION POLICIER-ÉDUCATEUR AU NIVEAU SCOLAIRE :

Commissions scolaires locales,
Commissions scolaires régionales,
CEGEP,
Assistance publique,
Écoles de protection,
Autres institutions.

6. RENCONTRES PÉRIODIQUES DES POLICIERS-ÉDUCATEURS :

A — *Rencontres par zone ou district judiciaire.* Mise en commun et échange d'expériences.

B — *Congrès annuel policier-éducateur.*

C — *Revue ou bulletin pour le policier-éducateur.*

D — *Création d'une équipe volante.*

7. COMMENTAIRES ET SUGGESTIONS :

A — *Établissement d'une émission régulière à la télévision.*

B — *Réalisation d'un film sur le policier-éducateur par l'O.N.F.*

C — *Centre de recherches et d'évaluation du travail du policier-éducateur :*

Exemples : Rencontre d'Huberdeau,
Incidence du taux des fausses alertes,
Fléchissement ou augmentation du taux de la
délinquance,
Diapositives compétitives,
Signe distinctif du policier-éducateur : Écusson, etc.

D — *Création d'un bureau de relations extérieures :*

1. — Établissement d'un contact avec le ministère de la Justice.
2. — Contact avec les clubs sociaux, mouvement de jeunesse, brigade scolaire, etc.
3. — Relation avec le ministère de l'Éducation.
4. — Inter-relations avec les corps policiers : P.P. et G.R.C.
5. — Congrès et colloques au niveau provincial et national.

E — *Projet S.C.J. (Sécurité Conducteur Juvénile) :*

1. — Rencontre avec la Compagnie General Motors.
2. — Unité mobile d'information. Re : entretien des véhicules et cours de civisme au volant, projection de films, etc. Cours de conduite automobile pour les conducteurs juvéniles avec piste d'entraînement. (Rappelons ici l'incidence très élevée des vols d'automobiles commis par des mineurs).
3. — Nomination d'un agent de relations extérieures qui serait chargé spécifiquement d'établir les contacts avec les différents secteurs et de voir à l'organisation d'un système du policier-éducateur dans les 12 régions de l'Association des chefs et directeurs de police de la Province de Québec.

CONCLUSIONS

La rapidité avec laquelle évolue le monde actuel amène des changements qui nécessitent continuellement une adaptation. Ce modeste projet n'a qu'un but, c'est de permettre le plus rapidement possible l'expansion du projet policier-éducateur au niveau provincial.

Les lois viennent régir les comportements entre les individus. Une société irrévérencieuse de ces lois est vouée à l'anarchie. Le policier-éducateur,

de par sa fonction spécifique, sensibilisera le jeune à cette grande réalité.
« Mieux vaut prévenir que guérir », dit l'adage.

Le policier-éducateur a donc un rôle extrêmement important à exercer dans l'édification de la société de demain.

JACQUES ALLAIRE, o.p., dir.,
Service de Probation — Saint-Jérôme.

RAPPORT DU COLLOQUE 1968 DISTRICT JUDICIAIRE DE TERREBONNE CINQUIÈME RÉUNION ANNUELLE

THÈME : « LE POLICIER-ÉDUCATEUR ET L'ÉCOLE »

Les participants :

Les maires.
Les commissions scolaires.
Le personnel du cadre de l'enseignement.
Les directeurs et chefs de police.
Le Service de Probation de Saint-Jérôme.
Les policiers-éducateurs.

Présidents conjoints :

Messieurs : C.E. Hétu, Juge, C.B.E.S., Joliette,
Paul Éthier, chef de police, Sainte-Agathe,
Jean-Jacques Lafleur, directeur général,
Commission scolaire régionale des Laurentides.

DATE : Jeudi le 31 octobre 1968

ENDROIT : Hôtel La Calèche,
125, Tour du Lac,
Sainte-Agathe-des-Monts, Qué.

HEURE : 9h00.

LIMINAIRE

Le 20 octobre 1967, un vœu était émis par les participants du quatrième congrès des directeurs et chefs de police, à savoir : L'organisation du policier-éducateur.

Ce souhait se concrétisait le 31 octobre 1968, alors que dix policiers-éducateurs ayant subi un entraînement de base, présidaient à des travaux de ce cinquième colloque.

Il a fallu du courage et de la détermination à nos chefs et directeurs de police pour mettre sur pied ce projet : Projet qui ne fait d'ailleurs que débiter. Cette réalisation a pu se concrétiser grâce à un travail d'équipe. Au colloque de cette année, est venu s'ajouter le monde de l'enseignement : « S'unir pour mieux servir l'enfant, le servir positivement ».

Puisse ce souhait trouver son écho auprès de tous ceux qui travaillent sincèrement à l'édification du monde de demain.

À tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réalisation de cette rencontre, nos sincères remerciements.

Jacques Allaire,
Sec. Colloque 1968,
Sainte-Agathe des Monts, Qué.

PROGRAMME

- 9h00 — Inscription des délégués ;
- 9h30 — *Ouverture du Colloque* : M. Paul Éthier, chef de Police de Sainte-Agathe et président conjoint ;
- 9h35 — *Bienvenue aux délégués* : M. J. B. Lafrenière, maire de la Ville de Sainte-Agathe-des-Monts ;
- 10h00 — *Conférence* : M. J.P. Gilbert, directeur de la police de Montréal et secrétaire général de l'A.C.P.P.Q.
« LE RÔLE DU POLICIER-ÉDUCATEUR DANS LE MONDE CONTEMPORAIN »
- 10h45 — Pause-café ;
- 11h15 — « Rétrospective du travail du policier-éducateur dans le district judiciaire de Terrebonne » ;
- 11h30 — « L'application des lois dans une COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL, collaboration avec les organismes qui réfèrent les cas » : Jean-Jacques Lafleur, C.E. Marchand et Paul-Émile Héту ;
- MIDI — Dîner ;
- 13h15 — Présentation du conférencier par Me J.C. Marchand, conseiller juridique C.B.E.S. Saint-Jérôme ;
Allocution de M. C.E. Héту, Juge, C.B.E.S., Joliette et président conjoint : « LE JUGE ET LE POLICIER-ÉDUCATEUR » ;

Remerciements : M. René A. Robert, maire de la Cité de Sainte-Thérèse ;

14h00 — *Ateliers de travail* (6)

Animateurs : Commission A — M. Roger Pinsonneault
Commission B — M. Gaétan Beaulieu
Commission C — M. Yves Matteau
Commission D — M. Pierre L'Allier
Commission E — M. Marcel Lewis
Commission F — English Commission

16h00 — Rapport des Commissions (Maximum 10 minutes chacune)

17h00 — Vœux de l'Assemblée : M. Maurice Lalonde, officier régional
et président du district No 3, A.C.P.P.Q.

17h15 — Conclusions : M. Jean Jacques Lafleur, directeur général et président conjoint.

17h30 — Présentation du film « NARCOTICS PITS OF DESPAIR »
(30 minutes) (Participation libre)

COLLOQUE 68

OUVERTURE DU COLLOQUE 68 PAR LE CHEF PAUL ETHIER

Messieurs les maires,
Éducateurs,
Chefs de Police,
Service de Probation,
Cour de Bien-Être social,

Lors de notre réunion annuelle l'an passé à Sainte-Jovite qui avait pour thème « La Prévention de la délinquance juvénile et la famille » les participants avaient émis le vœu que le policier-éducateur devienne une réalité dans le district de Terrebonne.

La délinquance juvénile est l'objet de littérature et d'opinions abondantes : criminologues, juristes, anthropologues, médecins, pédagogues, psychiatres, psychologues, sociologues, travailleurs sociaux de tous les pays se sont penchés sur ce sujet et l'ont traité sous l'angle de leur spécialité.

Aujourd'hui c'est un fait accompli, dix policiers-éducateurs œuvreront dans le district judiciaire de Terrebonne afin d'atténuer ce fléau toujours grandissant de la délinquance juvénile.

Les buts du policier sont : de conseiller et de guider les jeunes gens qui risquent de commettre des infractions, de revaloriser la fonction du policier

dans la société, afin que la relation policier-jeunes soit mieux acceptée, mieux comprise.

Cette action agissante apportera une amélioration sensible de la conduite de nos écoliers ; ils seront à la maison et en classe aux yeux des parents et des professeurs, des élèves mieux raisonnés, plus natures. Cette amélioration sensible, à n'en pas douter, sera un effet de la collaboration des différentes commissions scolaires, qui auront permis des séances d'information à ses jeunes. Non seulement parents et professeurs profiteront de cette éducation fournie aux élèves, mais la société entière, et plus précisément la force constabulaire de chacune des villes qui saura apprécier la confiance et le respect qui lui sont accordés.

Avec l'enseignement des lois, règlements et conseils prodigués aux jeunes, on évitera d'amener devant le tribunal les enfants qui commettent de menus-délits et qui encombrant, par centaines, nos organismes judiciaires au détriment des cas plus sérieux.

Il est certain que nous serons encore loin d'enrayer la délinquance juvénile, qui dans un certain sens est aussi vieille que l'humanité ; mais comme prévention primaire ou générale, cela peut certainement jouer un rôle, si minime soit-il. Cette collaboration de l'école, du tribunal et du service policier, vers le même but, contribuera nous l'espérons à une baisse de la criminalité parmi les jeunes.

La prévention par tous ses moyens est le meilleur gage d'une nation saine et respectueuse.

- A) Circonscrire et prévenir la délinquance et la criminalité juvénile au niveau municipal ou régionale scolaire.
- B) Faire office de moniteur de réadaptation en milieu ouvert avec facilités existantes ou à venir.

La bonne volonté, la collaboration entre les autorités scolaires et policières est indispensable, même impérative dans l'intérêt des jeunes pour que le projet soit un succès.

En somme, c'est la génération, c'est la société de demain qu'il nous faut préparer.

COLLOQUE 68

« LE RÔLE DU POLICIER DANS LE MONDE CONTEMPORAIN »

Par M. Jean-Paul Gilbert, directeur de la Police de Montréal.

L'an dernier j'avais l'occasion comme ce matin, de participer au 4ième Congrès, c'était ma première participation et je soulignais l'esprit d'initiative

de ceux qui étaient à l'origine de ce mouvement. Je félicitais l'organisation d'avoir mis sur pied un organisme qui permet à tous ceux qui sont concernés, non seulement dans l'administration de la Justice, mais aussi dans l'étude des problèmes sociaux, de travailler en équipe. Le district judiciaire de Terrebonne sert d'exemple à toutes les provinces et ce n'est pas exagéré ce que je vous dis là, parce que nous avons l'occasion par le truchement de l'Association, des chefs de police et pompiers, de mentionner, de discuter, de faire part à tous les chefs de police de la province, ce qui se fait ici. Il y a une fonction unique d'éducateur, le policier est aussi un éducateur. J'essaierai d'élaborer ultérieurement sur ce que j'entends par cette précision.

M. Allaire a suggéré le thème qu'il voulait me voir développer, c'est-à-dire, le policier-éducateur dans le monde contemporain. Nos services de police à l'exemple de l'ensemble de tous les secteurs de l'activité humaine sont en voie de reviser le rôle qu'ils doivent jouer dans notre société. La conception traditionnelle de leurs responsabilités, conception orientée uniquement dans l'optique de la répression, a tendance à se modifier et cela, très rapidement.

Considérée en soi, la fonction de policier en est une, maintenir l'ordre faire observer les lois ou les règlements, arrêter ceux qui les enfreignent. Cependant, la nature de ses fonction lui fournit un poste d'observation enviable, non seulement pour réprimer le crime, mais aussi, pour participer à ce que l'on pourrait appeler une action sociale beaucoup plus élaborée.

Je ne crois pas exagérer de prétendre que les activités de la police touchent à la majorité des facteurs sociaux, qui de près ou de loin, influencent les façons d'agir des individus.

Ainsi l'urbanisation et ses conséquences, l'évolution des techniques dans le monde du travail, de l'éducation, des loisirs, des communications de l'information et j'en laisse, sont autant d'éléments à considérer dans l'étude des moyens d'approche ou d'intervention de la police en vue de réduire de plus possible, la criminalité.

La conception que l'on se fait des droits des individus ou des collectivités par exemple, concerne qu'on le veuille ou non, celui à qui la société a confié l'énorme tâche de voir à protéger la vie et la propriété des citoyens.

Lorsque l'on parle d'une action sociale plus élaborée, j'aimerais à commenter, à lire d'abord, une opinion émise dans une revue française prestigieuse sur le plan dans le monde du travail, là aussi c'est un facteur à considérer : sur le plan de la criminalité. On a connu il y a quelques siècles, avec révolution industrielle, un climat d'inquiétudes qui a été tel qu'on a cru nécessaire de mettre sur pied, des corps de police bien structurés ; donc, il n'est pas exagéré de dire que c'est à la révolution industrielle du 18^{ième} siècle, que l'on doit la création de forces policières tant en Europe qu'aux États-Unis y compris le Canada. Avant ça, les organisations policières

dans la forme qu'on les connaît actuellement, n'existaient pas. C'est parce qu'un besoin existait que l'on a créé les forces policières. Ces besoins se situent surtout dans les villes. On connaissait des grèves, on connaissait aussi des activistes, on connaissait des terroristes, on connaissait aussi des syndicats qui considéraient que le seul moyen de permettre à la population de gagner sa vie, en grand nombre, était simplement de briser les machines, parce qu'on disait que les machines pouvaient faire le travail de 15 ou 20 hommes et à ce moment-là, ça favorisait le chômage et tout climat d'inquiétude existant, bien... la police a été obligée de se former en corps organisé. À ce moment-là, la police a commencé à modifier ses techniques. Nous vivons actuellement depuis les vingt dernières années, avec les progrès techniques, une même situation. Une situation qui n'a pas fini de se compliquer ! On en voit les conséquences non seulement parmi le monde des adultes où l'on remet tout en question, mais aussi, et ce qui nous touche aujourd'hui, au niveau des jeunes. On remet tout en question sur le plan de l'éducation, il existe un climat d'insécurité que les psychologues et les sociologues peuvent expliquer, parce que la jeunesse ne sait pas où elle va ; on modifie les structures de l'enseignement, les éducateurs qui sont ici le savent beaucoup mieux que moi, à partir d'objectifs valables, on parle d'enseignement régional, on parle de CEGEP, on parle de recyclage, on parle des polyvalentes ; donc, c'est une situation qui est tellement compliquée, que nous traversons une crise, non seulement au niveau universitaire, nos jeunes qui sont très près de leur vie adulte, non seulement au niveau secondaire, mais on en est aussi, « chez nous » du moins, au niveau primaire et l'on s'attend l'an prochain à ce que les « maternelles » entrent dans la lutte... et que nous ayons des manifestations sur la rue Ste-Catherine !!!

Enfin les média d'information, développent parmi toute la population, suscitent des intérêts nouveaux, invitent à une participation plus grande, provoquent même des réactions, quand je parle des média d'information, imaginez que... on le voit tous, tant adultes, jeunes et très jeunes, par le truchement de la télévision surtout, on voit des manifestations à partir des journées de juin à Paris, et là, on commence à dire... eh bien... « on n'est pas plus fou que les autres », pourquoi l'on ne ferait pas pareil. Donc notre jeunesse de 15-16 ans se dit : Bien... s'ils sont capables de faire ça, pourquoi ne pourrions-nous pas en faire autant, on est capable. Avec des raisonnements comme ça, tout ça est favorisé par ce que j'ai dit, soit les média d'information, non seulement par l'image, mais aussi par ce que l'on peut lire, par tout ce qui se passe à travers le monde, dans tous les pays.

Nos jeunes parlent de brutalité de la police, nos jeunes sont encouragés par des gens mal intentionnés à placer la police dans une situation telle qu'il y aura assurément de la fermeté de la part des policiers, puis... fermeté

ou brutalité cela dépend du côté de la table d'où on est placé avec chacun ses responsabilités, il n'y a pas beaucoup de différence.

Hier soir, c'était les troubles à Dorval, puis ça... si on discute n'importe quel jour de la semaine de cet état de chose, affrontements entre police-société, bien... peu, importe le jour où l'on discute en groupe, on peut se référer à la veille, n'importe quand, parce qu'il ne se passe pas une journée où il n'y est pas accrochage entre le policier, celui justement qui est chargé, qui est mandaté de la responsabilité parce qu'il a prêté serment, de voir à protéger la société. Évidemment ça en fait rire quand on parle comme ça. Bien... ces affrontements entre le policier qui lui, doit voir à protéger l'ensemble de la société, et l'individu ou le groupe qui veut tout refaire dans la société. Donc, il ne se passe pas de jour... et vous avez eu le temps de regarder le journal de ce matin, ou bien, vous avez écouté les nouvelles hier soir à la télévision, vous avez vu des policiers avec des grands bâtons, policiers provinciaux, gendarmerie royale, police de Dorval, qui étaient aux prises à l'aéroport avec un groupe de chauffeurs de taxi, agrémentés d'étudiants d'université qui manifestaient contre une situation. Là on n'a parlé de brutalité, mais... ça s'en vient... évidemment les journaux du matin n'en ont pas parlé mais les autres en parleront. On parle de brutalité de la police en Angleterre, je ne sais pas si vous avez remarqué ça avant hier, il y avait une photographie dans le Montreal Star, en première page, un policier anglais qui recevait un de ces coups de pied en pleine figure. Je suppose qu'il y en a permis vous qui l'on vu, le policier était penché, puis le photographe heureusement pour cette fois-là, nous fait voir le policier qui reçoit un coup de pied à la figure par un manifestant !

On verra en d'autres occasions, un policier qui aura la figure remplie d'un produit chimique qui lui brûle la peau et qui doit passer 3 semaines à l'hôpital, ça fait partie aussi de la brutalité de la police ! Le policier anglais flegmatique de tradition, que l'on connaît tous, qui ne réussit pas par son flegme à empêcher que la manifestation tourne de cette façon, donc, tout ça, pour ne pas m'éloigner du phénomène du média d'information, tout ça fait que la police doit repenser son rôle.. Puis ça.. ça s'applique non seulement pour les très grandes villes, peu importe la ville où nous sommes, en tant que policiers que nous ayons une force policière de 3800 ou d'une force policière de 6 policiers, il nous faut repenser notre rôle dans la société.

Si la population adulte, toute la population des jeunes, subissent les influences des phénomènes que je viens d'énumérer, bien... il faut que la police oublie de plus en plus que son rôle ne se limite qu'à la répression. Il faut donc, parlant de média d'information, la parole en est un, puis un contact comme ce matin, est encore un moyen de communication, il faut que la police entre davantage dans le domaine de la prévention, elle doit s'intéresser à toute la jeunesse. Lorsque la police a réalisé il y a quel-

ques années, qu'elle devait prendre une part active pour prévenir la délinquance juvénile, déjà, elle avait fait un pas dans la bonne direction, parce que la police réalisait à ce moment-là que les adultes, les jeunes étaient les adultes de demain, qui verraient à structurer la société ; il faut intervenir avant que nos jeunes soient catalogués criminels, parce que le pas à franchir entre les jeunes délinquants et le délinquant adulte, est très facile ; le seuil, il suffit d'une occasion pour passer de la criminalité juvénile à la criminalité adulte. À ce moment-là, malheureusement, lorsqu'on est catalogué criminel adulte, il est très difficile d'en sortir.

Il ne s'agit pas d'une réaction pessimiste parce que l'on n'a pas le droit de l'être, en tant que policier, mais si nous regardons nos statistiques, lorsque l'on constate que 80 p. cent des pensionnaires de nos prisons et pénitenciers, sont des gens qui ont déjà fait un stage à la prison ou au pénitencier, ça signifie que l'étiquette est là pour et y rester un bon bout de temps !

En commençant par les agences sociales, les travailleurs sociaux, les officiers de probation, les juges, les enfants, donc il y a eu un pas de fait dans la bonne direction à ce moment-là. Mais aujourd'hui, dans le Québec en tout cas et je pense que nous sommes en train de servir d'exemple ailleurs, sans fausse modestie, la police s'intéresse au Québec à toute la jeunesse parce qu'aujourd'hui on recherche le dialogue chez les jeunes et je dirai même, non seulement on recherche le dialogue, mais on exige le dialogue ! Et ça, avec tous ceux qui sont chargés ou qui ont un rôle avec la jeunesse, un rôle joué, la police on le sait en a un. Par programmes d'infiltration positive de la police auprès des jeunes, on favorise le dialogue qui est recherché et a pour conséquence, non pas d'éliminer complètement les conflits mais certainement les diminuer et dans bien des cas, les rendre presque inexistants. Les jeunes d'aujourd'hui, je ne vous apprends rien, cherchent le pourquoi des choses ; pourquoi dois-je faire ça, pourquoi moi, je suis obligé lorsque le policier me parle de telle chose qui est défendue, on vit dans une démocratie ici, je suis libre de décider ce que je veux, je n'ai pas besoin d'élaborer ci ou ça, vous le savez autant qu'un policier peut le savoir mais résumons en disant que la jeunesse remet tout en soulignant « tout », en question et le policier est un de ceux qui peut fournir des réponses à leurs préoccupations. La participation de la police au programme de la délinquance juvénile auprès des jeunes déjà engagés dans cette voie : Qu'il s'agisse de vrais délinquants ou de pré-délinquants, la police entend aller plus loin que ça.

Ce que nous visons, c'est de changer l'image que l'on se fait du policier dans la société. Nous avons confiance dans la jeunesse beaucoup plus que dans les adultes pour obtenir les changements dans ce qu'est l'image du policier. Vous avez une école où une certaine classe de la

société prédomine, où vous avez des problèmes particuliers, cette école dans ce secteur de population qui fréquente l'école.

Dans un autre secteur, vous avez d'autres problèmes, le policier qui par ses contacts dans la rue, les vit ces problèmes. Cela a encore plus de valeur lorsqu'il s'adresse aux jeunes dans les écoles. C'est lui qui est en mesure par ses contacts de la rue, de rencontrer ceux qui s'occupent des loisirs, par sa présence à la Cour lorsqu'il a à faire des arrestations qui rencontre l'officier de probation, qui discute de cas particuliers avec lui, qui assiste l'officier de probation dans des cas qui présentent des problèmes, qui obtient des détails pour l'officier de probation, qui se fait fournir des renseignements par lui, donc que ce soit officier de probation, que ce soit travailleurs sociaux, ou agence sociale, que ce soit procureur qui présente la cause, que ce soit le juge, la même chose, la communication entre le policier se fait.

Je dois terminer, j'ai déjà dépassé mon temps. Je voudrais que vous reteniez que dans la responsabilité du policier éducateur, nous voyons non pas un policier-conférencier, mais un vrai policier, qui se rappelle de l'importance du travail d'équipe avec tous ceux qui de près ou de loin, sont concernés dans l'appareil de l'administration de la justice et aussi, dans tous les mouvements qui se préoccupent de notre jeunesse d'aujourd'hui, c'est-à-dire les adultes de demain.

RÉTROSPECTIVE DU TRAVAIL DU POLICIER-ÉDUCATEUR DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE TERREBONNE

Par J.-P. Côté, Policier-éducateur de Sainte-Jovite.

Messieurs les présidents conjoints,
Bien chers invités.

Je vais vous donner un exposé en général du travail accompli par les policiers-éducateurs du district judiciaire de Terrebonne.

La délinquance et la criminalité juvénile sont devenues un problème de première importance. Dans notre métier nous savons plus que tout autre, que des actes repréhensibles sont commis par des jeunes de moins de 18 ans.

La prévention est de rigueur : encore faut-il savoir prévenir en employant les bons moyens.

Nous savons tous et ce, malheureusement de nos jours encore, que le policier est considéré comme un ennemi dépourvu de sentiments humains.

Heureusement, il est permis d'espérer à des jours meilleurs. Je veux faire allusion ici au projet du policier-éducateur dans notre district judiciaire de Terrebonne.

À Montréal, il y a trois ans environ, on mettait sur pied un tel projet. Le tout débuta lorsqu'en juin 1965, le sergent Claude Labelle de la police de Montréal soumettait à ses supérieurs, un projet de prévention de la délinquance juvénile.

À prime abord, on ne rejetta pas l'idée d'un tel projet, mais on sembla sceptique quant à la réalisation. On lui accorda cependant l'autorisation de rencontrer les autorités scolaires, gouvernementales et judiciaires. En octobre de la même année, on donnait feu vert au sergent Labelle, au sujet d'une expérience pilote. Cette dite expérience devait se continuer jusqu'en mai 1966. Comme conclusion, il y eut une baisse de 15 p. cent dans le taux de criminalité juvénile concernant les premières comparutions à la CBES.

Inutile d'en dire davantage, nous connaissons la suite.

Ça demandait de l'audace, du courage et de la conviction, mais ça demandera surtout de la persévérance, car le résultat des efforts du policier éducateur n'en est pas un que nous connaissons demain, mais dans les années à venir.

Pendant que dans la métropole, ces policiers, sans avoir la prétention d'être des spécialistes en éducation, rencontraient les élèves dans leurs milieux scolaires respectifs et dialoguaient avec eux en *amis*, certaines personnes ne pouvaient tout simplement s'asseoir et attendre les résultats, ou encore se dire que la partie était gagnée.

Non, il fallait que cette initiative prenne de l'ampleur car il était question du bien commun. Il fallait que ce projet qui était à faire ses preuves à Montréal, s'étende vers d'autres horizons.

C'est la raison de notre présence à tous ici aujourd'hui.

Le 5 juin 1968, à 14.00 heures, nous faisons notre arrivée au quartier général de la police montréalaise du district de Terrebonne, nous étions cinq les autres y étaient allés quelques jours auparavant.

Ces trois jours furent des plus remplis et des plus révélateurs, nous nous sommes aperçus en allant dans les classes à titre d'observateurs, qu'il s'agissait d'un terrain vierge et qu'on nous demandait de semer. Pendant ces trop courtes journées, nous nous sommes rendu compte de l'importance d'une telle entreprise et des responsabilités qui nous incombaient, vis-à-vis nos jeunes d'aujourd'hui.

Revenus dans nos secteurs respectifs, nous avons dû prendre des contacts, enquêter sur notre jeunesse étudiante, c'est-à-dire leur nombre dans chaque classe et dans chaque école, le nombre de classes et d'écoles dans chaque secteur. Ici nous disons en passant que le district no 3 où nous les policiers éducateurs, travaillerons.

Il y a approximativement, 70 écoles, 1,000 classes et 30,000 écoliers.

Quelques-uns d'entre nous se sont même mis à la tâche immédiate dans le domaine de la photographie, c'est-à-dire que nous avons pris des

diapositives qui correspondent à des conseils de sécurité, lesquelles nous serons d'une grande utilité pour capter davantage l'attention de nos jeunes dans les classes et pour qu'il leur soit plus facile de comprendre le but premier de notre visite.

D'autres ont tenté des expériences en public, tel que remettre les insignes et les ceintures à un groupe tel que les brigadiers scolaires, profiter d'une réunion de la ligue de sécurité routière pour se faire connaître comme policier-éducateur, être invité à un souper Richelieu pour justement décrire les buts du policier-éducateur, participer à une réunion scoute, etc...

En d'autres mots, nous sommes revenus emballés du projet et prêts à se rendre dignes de la confiance qu'on a mis en nous, sans pour autant se prendre pour des éléments supérieurs, loin de là, nous voulons former avec nos confrères montréalais, une équipe jeune, dynamique et qui est consciente du besoin présent qu'a cette jeunesse, que quelqu'un se penche pour dialoguer avec elle.

Bien malin, celui qui aurait pu dire que le tour était joué et qu'il ne s'agissait maintenant que d'y aller à fond de train.

Les 4, 11 et 18 septembre furent aussi des journées bien employées au Service de Probation de Saint-Jérôme.

Nous avons eu des exposés par des personnes versées dans différents domaines : tel que le rôle, l'esprit et les procédures d'une Cour du Bien-Être social, la probation au Québec, les divers paliers et ressources du Service Social, on nous enseigna quelques techniques d'approches envers les maternelles et les classes d'adolescents. Un psychologue nous donna les grandes lignes de son travail au point de vue social et des façons dont nous pouvions y collaborer. Le procureur de la CBES nous « brossa un tableau » concernant les procédures de la dite Cour, ainsi que les différentes manières de procéder envers l'interrogatoire et l'arrestation du moins de 18 ans.

À travers tout cela nous avons trouvé le temps de visiter quelques institutions telle que : Le Centre Saint-Vallier, Le Mont Saint-Antoine, l'École de Protection d'Euberdeau, Le Carrefour de Saint-Jérôme et aussi Boscoville, tout cela évidemment dans le but de se familiariser davantage avec l'atmosphère qui règne dans ces endroits.

Pour couronner ce cours de formation, il fallait tout de même mettre à l'épreuve d'une façon pratique notre nouvelle qualité de policier-éducateur, c'est pourquoi le 21 octobre, nous entrions au Centre Saint-Vallier pour y passer la semaine.

Durant la matinée et les débuts d'après-midi, nous avions des cours d'expressions orales et sur la fin de l'après-midi nous avions l'occasion de nous mettre à l'épreuve soit en dialoguant avec un groupe de 15 à 18 jeunes de

l'endroit ou encore en se mêlant à ceux qui se trouvaient dans les salles de jeux.

Pour ceux qui ne savent pas ce qu'est Saint-Vallier, disons qu'on y amène ceux qui viennent de commettre un ou des délits ; il y sont détenus en attendant leur comparution devant le juge de la Cour du Bien-Être, s'y trouvent aussi ceux qui ont comparu, mais qui attendent la décision du juge. (Il ne faut pas oublier de vous dire que ceux qui s'y trouvent ne sont pas tous en amour avec la police.)

Celui qui reste impassible à une expérience comme celle-là, n'a pas sa place comme policier-éducateur ; mais soyez certains nous sommes tous d'accord pour dire qu'il s'agit là d'une semaine d'observation que personne de nous n'oubliera.

Bien sûr le projet du policier-éducateur « en est un qui devrait se faire sans embuche, sans démarche de toute sorte, sans point d'interrogation ».

Il serait ingrat de notre part de ne pas faire une pause pour remercier nos conseils municipaux qui nous ont permis financièrement d'apporter notre support à la prévention de la délinquance juvénile, ainsi qu'à nos chefs de police, d'avoir pu nous libérer et même quelques fois d'avoir eu à nous remplacer en service pour nous permettre de suivre avec assiduité ces cours de formation. C'est donc une preuve qu'ils sont tous convaincus du besoin d'un tel programme.

Vous serez d'accord avec moi pour dire qu'il s'agit là d'un placement qui ne se mesure pas et qu'une bonne prévention coûte moins cher qu'une réhabilitation à long terme.

En unissant nos efforts dans la guerre contre le crime, nous ne faisons que ce qui nous semble normal, étant policier avant tout. Nous ne pensons pas être des héros et encore moins de ceux qui vont tout régler, loin de là, nous savons ce qui nous attend. Nous ne sommes des experts en rien, mais nous sommes convaincus d'être des membres de plus dans l'équipe qui lutte déjà depuis longtemps, la prévention est le travail de tous.

Si dans quelques années, on dit que le pourcentage des délits commis par les moins de 18 ans a baissé, nous pourrions intérieurement nous dire que nous y avons contribué.

Étant donné l'importance que prend ce fléau, qu'est la délinquance juvénile, nous sommes assurés que la présence du policier-éducateur dans les écoles sera une précieuse initiative. C'est pourquoi nous venons demander la collaboration des corps publics dans cette grande tâche qu'entreprennent ces policiers.

Et sur ces mots messieurs, je vous remercie tous pour le bon esprit d'équipe.

**« APPLICATION DES LOIS DANS UNE COUR DE BIEN-ÊTRE
SOCIAL, COLLABORATION AVEC LES ORGANISMES
QUI RÉFÈRENT LES CAS ».**

Par le Juge Hétu.

Avant de prononcer sa causerie, M. le Juge Hétu a expliqué les raisons pour lesquelles M. le Juge Raymond Raymond n'a pu participer à ce colloque. Effectivement des engagements antérieurs l'ont empêché de se joindre à nous.

À la demande de M. le Juge Raymond Raymond, c'est avec joie que j'ai accepté de remplacer ce dernier. Il m'a prié de vous transmettre ses bons vœux et également, l'importance qu'il attachait à de telles réunions ; c'est avec regret qu'il n'a pu participer à ces assises.

Monseigneur,
Messieurs les Présidents conjoints,
Messieurs les invités d'honneur,
Bien chers amis,

C'est avec beaucoup de plaisir que j'ai accepté l'honneur de présider à cette rencontre des policiers-éducateurs, rencontre qui comme vous le savez, groupe des administrateurs municipaux et scolaires ainsi que ceux qui de près ou de loin, sont rattachés à l'enseignement et à la rééducation.

C'est cependant avec un peu de crainte que j'affronterai cet auditoire et je voudrais, rappelant ici que la crainte est un peu le commencement de la sagesse, je remplis de bonne volonté, voit, conçoit le rôle d'un policier-éducateur.

Effectivement, je vous dis que je suis un nouveau juge, je suis entré en office le 28 septembre dernier. C'est donc avec des yeux neufs que je vois ce problème.

Au départ, je tiens à préciser que pour moi, le travail du policier-éducateur ne m'inquiète nullement. Nullement en ce sens, qu'il ne m'empêchera pas d'exercer mon emploi. Je suis sûr que quelle que soit l'efficacité du travail de nos policiers-éducateurs, il restera toujours hélas, des délinquants. Et de ce point de vue, je n'ai aucune inquiétude pour le travail qu'un juge doit effectuer.

Bien au contraire, je considère le travail du policier-éducateur comme un élément et un agent de prévention qui, s'il est bien utilisé, est et sera d'une extrême efficacité.

Je m'explique : voyons d'abord quel est le rôle du policier-éducateur. À mon sens, il apparaît comme un élément de prévention, un élément de prévention qui, par le travail qu'il est appelé à effectuer et par le rôle qu'il doit remplir, sera à la longue, un élément très positif pour la société.

Je voudrais distinguer ici deux formes de policiers-éducateurs. L'un que l'on appelle « l'officier juvénile ». Ce dernier a pour fonction principale d'éduquer et d'être en quelque sorte, si vous me permettez l'expression, un aumônier de la police. Il agit toujours habillé en civil et son champ d'action se limite plus particulièrement à l'école. C'est une forme « d'aumônerie policière » à l'école.

Je respecte cette forme de pensée et je crois qu'elle peut certainement jouer un rôle. De plus, cet officier juvénile, n'est pas relié à un poste de police et ne travaille pas sur les directives d'un chef de police.

Pour moi, le véritable policier-éducateur est celui qui d'abord, sera relié continuellement, journalièrement à l'opération policière ; ainsi, il prendra ses ordres le matin, de son chef de police et sera en contact régulier avec son poste de police ; de plus, il sera relié à ce que j'appelle « l'opération policière », c'est-à-dire le travail de la patrouille, l'opération au poste, les arrestations, etc . . .

Bien entendu, il travaillera comme nous le verrons tantôt dans les classes, il rencontrera les jeunes, mais il fera aussi partie intégrante de la police.

De plus, dans toutes ses actions et dans tout son travail, tant dans les représentations qu'il doit effectuer que dans les contacts qu'il établira avec les jeunes, il sera ordinairement revêtu de son uniforme.

Rappelons-nous ici que l'un des buts du policier-éducateur est de faire tomber les barrières, les préjugés qui existent à l'endroit du corps policier. Ce n'est pas le but premier, mais je le souligne, un des buts poursuivis.

Une fois ces idées énoncées, voyons comment s'applique concrètement le rôle d'un policier-éducateur.

À mon sens, le policier-éducateur, est d'abord un agent de liaison avec son milieu ; qui, mieux que lui, est au courant des problèmes qui se posent dans sa ville ou municipalité ; qui, mieux que lui, est sensibilisé à ces problèmes et peut aider à y trouver des solutions très pertinentes ? Si le policier-éducateur est un agent de liaison qui connaît bien les ressources communautaires de son secteur, les organismes qui s'occupent de prévention et de réhabilitation, il pourra travailler en conjonction avec ces organismes et leur donner la meilleure collaboration possible. Par exemple, dans un secteur donné, lorsqu'il s'agit d'un cas de difficulté sociale, par exemple, le cas d'un jeune qui présente des problèmes psychiatriques très sérieux, ainsi pourrait-il le référer à l'organisme concerné, qui verra à faire le travail nécessaire. Dans le cas d'un enfant où il a constaté la non fréquentation scolaire, il verra à le référer au Service Social scolaire qui s'occupe du secteur, etc . . ., et nous pourrions donner plusieurs exemples du genre.

Il sera en somme, un agent de dépistage et de prévention très efficace. Il sera en quelque sorte l'agent de dépistage des problèmes sociaux qui

existent dans son secteur. Il travaillera en collaboration très étroite avec les organismes de bien-être, tel que la Cour du Bien-Être, le Service de probation, les Services sociaux, etc . . .

Il a donc un rôle de premier plan à jouer à ce niveau. D'autre part, une partie de ses fonctions sera également son infiltration dans les groupes de jeunes. Il sera d'abord et surtout un *animateur*. Ainsi, connaîtra-t-il très bien les organisateurs de loisirs de son secteur, les restaurants ou endroits publics dans lesquels peuvent se trouver les jeunes ; il établira avec eux des contacts et des relations bénéfiques ; il tentera d'être pour tous un policier modèle, conscient de ses responsabilités et intègre dans l'exercice de ses fonctions.

Un autre aspect de son travail, et non le moins important, sera la pénétration dans les écoles, c'est-à-dire qu'il rencontrera de façon régulière, autant que possible classe par classe, les jeunes. Il tentera de les sensibiliser aux problèmes de la sécurité, du civisme, du rôle qu'est appelé à jouer un policier dans la société, de la nécessité des lois qui viennent régir les rapports entre les individus. Il tentera de faire comprendre et faire accepter aux jeunes, la nécessité et l'importance du policier dans la société. Je laisse aux spécialistes le soin et la modalité que prendront ces rencontres.

D'aucuns pourraient se demander si la fonction de policier-éducateur n'est pas un duplicata de la fonction d'organisme déjà existante. Il est très clair pour moi que le policier-éducateur n'est pas proprement dit un travailleur social, il n'est pas non plus un psychologue ou un psychiatre, un officier de probation ou un membre de service social ou de tout autre organisme semblable qui voit directement au bien-être de ces gens. Cependant il doit faire partie de l'équipe. Il travaillera en meilleure intelligence possible avec l'ensemble de ces organismes, sachant et comprenant le rôle qu'il est appelé à jouer.

Il sait que sans un travail d'équipe, sans une interdépendance des services, son rôle et sa tâche seraient vains. C'est pourquoi sa collaboration et sa coopération au sein de l'équipe aidera, et ce d'une façon efficace, à édifier un monde meilleur.

Par sa personnalité, sa compétence, son sens du devoir, il abaissera des barrières, des préjugés, il fera comprendre véritablement aux jeunes qu'une société a besoin de lois pour éclairer et aider les rapports entre les individus.

De par un travail efficace et sérieux, par des contacts suivis, en faisant équipe avec les organismes déjà en place, il favorisera ainsi le rôle de la police dans la société.

N'est-ce pas là une découverte merveilleuse et une application d'une saine économie, à savoir l'établissement de mesures de prévention adéquates.

Voilà, dans le cœur d'un juge tout neuf, les considérations qu'il croit opportunes, les yeux avec lesquels il voit évoluer éventuellement le policier-éducateur.

Je profite de l'occasion, pour féliciter sincèrement les corps policiers de cette initiative et j'encourage fortement les pouvoirs publics à les supporter et à leur accorder leur appui moral et financier.

Il est bon de se rappeler qu'une prévention adéquate de la délinquance vaut son pesant d'or, et que bien organisée, elle coûte moins cher à long terme, que la meilleure des rééducations. C'est un grand Français qui a dit je crois, « Chaque fois que l'on ouvre une école, l'on ferme une prison ». J'ajouterais que *guérir c'est bien, mais prévenir c'est mieux !*

À toutes ces personnes dévouées, à tous ces policiers-éducateurs je veux dire mes souhaits les plus sincères de réussite et de succès.

Merci !

RAPPORT DES ATELIERS

Rapport de la commission « A »

Remarque sur la participation : à une ou deux exceptions près tous les quelque vingt participants ont pris une part active aux échanges qui se sont produits dans une atmosphère de cordialité remarquable.

Le lieutenant Gaétan Thériault a fait un exposé illustré de diapositives et il a répondu à plusieurs questions du groupe. Ensuite les échanges se sont continués entre les participants.

Plusieurs problèmes ont été touchés et comme il arrive généralement dans telle situation peu de solutions finales ont été trouvées. Cependant il y a eu unanimité sur les points suivants :

- 1 — Il y a de la place pour le policier-éducateur dans notre société.
- 2 — Son rôle est un de prévention de la délinquance. Il peut aussi fortement contribuer à compléter la perception qu'on les jeunes du policier qu'ils ne voient souvent que dans son rôle de correction.
- 3 — Le policier-éducateur doit travailler aussi auprès des parents des jeunes. Il devra visiter les parents des plus difficiles.

Les points suivants ont aussi été touchés :

1 — Un problème majeur dans l'organisation de son travail est celui du coût de l'opération. Les commissions scolaires doivent-elles contribuer ? Le ministère de l'Éducation devrait-il voir à organiser les cours de formation du policier-éducateur ? Quand ce dernier travaille dans une école secondaire pourrait-il être payé comme un professeur qui participe à une activité dirigée ? Autant de questions sans réponses.

2 — Problème de la formule à employer : genre officier juvénile comme la Ville de Laval attaché à plein temps à un campus ? Policier qui con-

tinue à faire son travail ordinaire ? Policier-éducateur qui fait toujours son travail de policier mais qui est principalement chargé de rejoindre les jeunes même quand ils sont en dehors de l'école ? Cette dernière formule semble la plus populaire.

3 — Problème du policier-éducateur pour les petites places ? Que le programme de formation du policier-éducateur soit envoyé à ces endroits pour qu'on puisse s'en inspirer pour faire quelque chose dans les écoles.

4 — Problème du policier-éducateur dans la polyvalente qui reçoit des élèves de plusieurs municipalités : les policiers-éducateurs de chaque municipalité devraient-ils aller à tour de rôle à l'école ?

5 — Insistance des gens des écoles secondaires pour avoir au plus tôt la visite du policier-éducateur dans leurs écoles.

6 — Exemple de Sainte-Jovite : le maire Lionel Boivin dit que sa municipalité a décidé d'envoyer chaque policier suivre le cours.

Un vœu a reçu l'approbation de tous : qu'un rapport complet des activités du colloque soit envoyé à tous ceux qui y ont été invités, même à ceux qui ne sont pas venus, pour faire comprendre au plus grand nombre de gens possible le rôle du policier-éducateur.

Roger Pinsonneault, directeur
Service de l'orientation,
99, rue Sainte-Agathe,
Sainte-Agathe des Monts.

Commission « B »

Après qu'un policier-éducateur eut fait un exposé-type d'un cours donné à de jeunes élèves, un autre policier-éducateur présenta aux membres de la commission une série de diapositives commentées. Ces diapositives portaient sur des règles de sécurité routière.

Après quelques remarques et questions générales touchant les deux exposés des policiers-éducateurs, un membre de la commission s'inquiéta de la possibilité de dédoublement des cours assurés et financés par les clubs automobiles et ceux donnés par les policiers-éducateurs. La réponse donnée fut la suivante : les cours encouragés et financés par les clubs automobiles portent essentiellement sur la sécurité routière tandis que le policier-éducateur cherche surtout à prévenir des délits, à revaloriser le policier et faciliter les contacts avec la jeunesse.

On souligna la nécessité de distinguer le rôle du policier-éducateur à l'élémentaire et celui que doit exercer son semblable au secondaire : l'officier juvénile.

Une intervention d'un participant amena la résolution suivante : « Qu'une collaboration plus intense se réalise entre le professeur, le principal d'école, des services personnels à l'étudiant, le contrôleur d'absences et la Cour ».

« Le policier-éducateur doit-il œuvrer à plein temps dans le milieu scolaire ? » Cette question a soulevé de multiples interventions, mais l'opinion générale semble laisser croire qu'on ne souhaite pas voir un policier-éducateur libéré à plein temps dans les écoles. On insiste pour que le policier-éducateur continue à exercer des fonctions typiquement policières.

Les discussions se faisaient de plus en plus animées lorsqu'on nous avertit que le temps alloué à la discussion était terminé. Tous auraient souhaité continuer la discussion.

Yves Matteau, Dir.
Services Personnels aux Étudiants
Animateur, Commission « B »

Commission « C »

Animateur : Luc Lewis
Policier-éducateur : Jean-Louis Ladouceur

Après les présentations d'usage, M. Jean-Louis Ladouceur fait un exposé ayant pour but de démontrer : « ce qu'est un policier-éducateur ». À l'aide de diapositives, il donne une causerie-type de celles qu'il est appelé à donner à une classe de 6e année.

Pendant la période de discussion qui suit, d'intéressantes questions sont posées au policier-éducateur sur ses fonctions et les réactions du milieu à cette nouvelle image du policier. C'est ainsi que nous apprenons qu'habituellement, une rencontre avec un groupe d'élèves dure en moyenne 45 minutes, que le professeur y assiste, que le policier s'y présente toujours en uniforme. Il aurait jusqu'à présent reçu une excellente collaboration de la part des directeurs d'école. Jusqu'à présent, le policier-éducateur qui n'occupe cette fonction que depuis quelques mois s'en est surtout tenu à des cours théoriques aux élèves mais se propose d'organiser des rencontres avec les jeunes en dehors des cadres scolaires. En plus des conférences dans les écoles, ce policier qui est partiellement relevé de ses fonctions de policier doit effectuer les enquêtes ayant trait à des délits commis par les « juvéniles ». Étant donné la somme de travail exigée par ces fonctions, il n'a pu encore rencontrer les élèves du cours secondaire qu'il se propose de voir à compter de septembre prochain.

À quelques participants qui semblent douter de l'efficacité des méthodes de travail du policier-éducateur, M. Ladouceur explique que ce n'est pas toujours facile d'agir efficacement auprès d'un gang, particulièrement qui fréquente certains endroits connus comme étant des « trous ». Tout d'abord

le policier ne peut vider ces endroits, à moins d'avoir reçu une plainte formelle ; c'est ce qui expliquerait que certains de ces « trous » continuent à recevoir des jeunes pendant un bon moment avant que la police n'agisse. Il explique que parfois, la police semble tolérer ou fermer les yeux mais qu'il s'agit souvent d'une tactique prudente visant à accumuler des preuves sérieuses avant d'agir. De toutes façons, il répète qu'il ne conçoit pas son rôle comme celui d'un espion mais comme celui d'un ami qui cherche à inspirer et à gagner la confiance des jeunes en vue de corriger l'image négative que la plupart des jeunes ont du policier.

On discute pendant un bon moment des moyens à utiliser pour faire un travail de prévention efficace. Les séances d'information aux parents sont considérées comme très importantes à ce point de vue. Un membre de la commission fait remarquer que le policier-éducateur au cours de sa conférence leur défend beaucoup de choses et s'inquiète à savoir si quelque chose de positif est proposé aux jeunes. Nous apprenons que M. Ladouceur fait des projets pour organiser des ressources communautaires qui tout en leur proposant des moyens sains de canaliser leurs énergies feront appel à leur initiative, car il ne croit pas en la formule de tout préparer pour eux.

Le problème des drogues et narcotiques est soulevé ainsi que celui des petites municipalités ne pouvant se payer le luxe d'un policier-éducateur. M. Ladouceur est également invité à parler de la formation spéciale qu'il a reçue avant de commencer ce travail.

À la fin, tous s'entendent pour affirmer qu'on aborde un travail à long terme et qu'il ne faut pas s'attendre à des résultats tangibles avant environ 5 ans. M. Ladouceur nous apporte un témoignage positif à l'effet que leur travail porte des fruits. Sur cette note optimiste, l'assemblée formule les vœux suivants :

1 — La responsabilité du policier-éducateur étant très grande, il doit, s'il veut agir efficacement auprès des gangs de jeunes, parvenir à intéresser ou toucher quelques chefs de gang. Toujours dans un but de prévention, il est important d'amener les jeunes à s'intéresser et à agir eux-mêmes en vue de « bâtir » quelque chose. Il faut que le policier-éducateur comprenne l'importance de confier aux jeunes des responsabilités à leur mesure.

2 — Reconnaissant l'importance d'intéresser les parents au travail des policiers-éducateurs, l'atelier souhaite que des réunions de parents permettent à ces derniers de faire connaissance du policier-éducateur comme nous avons eu la chance de le faire aujourd'hui. Il est suggéré de profiter des réunions « parents-maîtres » ou des associations de parents dans ce but.

3 — Un membre de l'atelier, appuyé par l'ensemble émet le vœu que le policier-éducateur se serve des brigadiers-scolaires pour impliquer les jeunes dans ce travail de prévention et de formation.

4 — Devant la complexité du rôle du policier-éducateur, il est suggéré qu'il soit partiellement libéré de son rôle de policier en vue de lui permettre d'être surtout éducateur.

5 — Que le ministère de la Justice prenne en mains l'organisation et la formation d'équipes de policiers-éducateurs pouvant desservir les écoles des petites municipalités qui n'ont pas les moyens d'envisager cette dépense. Un policier pourrait ainsi desservir 4 ou 5 petites municipalités.

Commission « D »

Conférenciers : Constables Lebeau et Carrière
Animateurs : Pierre L'Allier, conseiller d'orientation
Secrétaire : Régis Langelier, conseiller d'orientation

Vœux de la commission

1 — Bien que l'on reconnaisse au policier-éducateur un certain rôle d'informateur et d'éducateur auprès de la jeunesse, l'unanimité n'est pas encore faite sur sa fonction précise. C'est pourquoi la commission souhaite que lors d'un prochain congrès de l'Association des policiers et chefs de pompiers du Québec l'on définisse clairement le rôle du policier-éducateur au point de vue légal et éducatif.

2 — À cause de l'importance du policier-éducateur auprès de la jeunesse, l'on souhaite une collaboration plus intense des commissions scolaires : commissaires, directeurs, professeurs, membres de services personnels aux étudiants puis, des parents et de la société en général afin de réaliser adéquatement ce projet.

3 — Dans les milieux où il y a eu des expériences vécues par les policiers-éducateurs, il serait souhaitable de faire un sondage scientifique auprès des étudiants afin de vérifier leur compréhension et leur acceptation du policier-éducateur.

4 — Étant donné les quelques expériences vécues ici et là dans la province, l'on souhaite de multiples échanges de vue sur le plan technique et idéologique entre les policiers-éducateurs.

5 — Compte-tenu que le policier-éducateur ne fait à l'heure actuelle qu'une seule et courte visite par année dans les classes, l'on souhaite qu'il puisse augmenter ses visites en nombre et en temps afin de favoriser davantage une meilleure relation avec l'étudiant.

Commission « E »

Responsable : Gaétan Beaulieu

Introduction

L'accueil réservé au policier-éducateur fut très chaleureux. On accepte d'une façon globale, le rôle qu'il doit jouer auprès des jeunes.

Suggestions au policier-éducateur

Que le policier choisisse un thème, un centre d'intérêt au lieu d'élaborer une série de sujets.

Que le policier parte de l'intérêt des enfants pour les amener à réfléchir sur des points qu'ils n'ont pas à l'idée.

Que le policier évite de présenter des diapositives qui puissent développer la curiosité au sujet des moyens ou d'objets à utiliser pour commettre des délits.

Que le policier-éducateur n'utilise que quelques diapositives pour développer un thème, le dialogue s'engage souvent très bien au visionnement de quelques diapositives.

Les membres de la commission ont félicité M. J.-P. Côté pour le choix de ses diapositives.

On suggère aussi que l'expérience de la visite des classes par le policier-éducateur se révèle surtout à l'élémentaire (6e et 7e) avant de s'attaquer au secondaire.

Il faudrait aussi que le travail du policier-éducateur soit un complément à l'éducation civique et générale que les enfants reçoivent à l'école.

Sa présence dans l'école doit être préparée et ne pas signifier pour les jeunes « une apparition subite et imposée ».

Vœux au colloque

1 — Que le policier-éducateur influence par son action les autres policiers qui œuvrent avec lui dans une même municipalité.

L'enfant ne devrait pas faire de distinction entre le policier-éducateur et les autres policiers.

2 — Que le problème des « gangs » soit étudié attentivement. Bien que ce phénomène soit naturel chez les jeunes, il devient pressant de *s'interroger* sur la façon d'aborder ces groupes et surtout sur les *moyens* à prendre pour les organiser sainement.

3 — Que le policier-éducateur fasse appel à la responsabilité des parents chaque fois que l'occasion s'en présente.

4 — Qu'à la suite des lacunes observées dans une municipalité, le policier-éducateur s'informe auprès des autorités municipales, des officiers de probation et des autorités scolaires afin de connaître les véritables causes des problèmes à résoudre. Il est toujours préférable de dialoguer avant de passer à l'action.

5 — Que les administrateurs municipaux écoutent attentivement les demandes de leurs policiers et les aident à réaliser leurs projets.

6 — Que les administrateurs scolaires voient à intégrer l'action des policiers-éducateurs au sein de leurs cadres.

Report on Commission « F » workshop

Charles J. Kelly
Sgt. Marc Henrico
Cst. Donald Charette.

Chairman of English Commission
Police Educators

Many thanks to Sgt. Henrico and Cst. Charette for their excellent demonstration of « The work of a Police Educator ».

Discussion followed the demonstration given by the two police officers and the following points emerged as important and necessary for the success of the police-educator program.

1 — Each municipality should establish within its police organization a « POLICE YOUTH SERVICE » branch with the police-educator at its head.

2 — Each municipality should budget for such service request financial assistance from the proper departments of the provincial government.

3 — The attitude of the municipal and scholastic authorities should be threefold — COOPERATION — ECONOMIC PARTICIPATION — PATIENCE.

4 — The police-educator should start or continue their program. They must request help from school authorities or anyone who could help them get time, place and equipment.

5 — Where opposition is given to their program, the police-educator must seek help through the central committee in order to make their demands more impressive.

6 — The commission chairmen should meet together periodically in order to provide reports to the central committee of the progress of the police-educators and make possible suggestions for assistance in areas requiring or requesting it.

M. Charles J. Kelly.

CONCLUSION

Jean-Jacques Lafleur,
Président conjoint,
Directeur général,
Régionale des Laurentides.

Messieurs les Présidents conjoints, mes chers amis.

J'aurais bien aimé à pouvoir avoir un texte ce matin, bien composé et bien structuré, tout ça... mais je crois que ça aurait été devancé ce

que j'avais à vous dire, c'est-à-dire, les conclusions de la journée qui ne peuvent se tirer qu'après avoir participé aux activités de la journée.

Lorsqu'il s'est agi de dresser le programme et qu'on a parlé de tirer les conclusions de la journée, on s'est posé la question suivante : (J'ai demandé à quelques organisateurs en particulier) bien... quoi ! J'imagine vous voulez probablement, tous ceux qui sont dans le domaine des forces policières ou de la Cour de Bien-Être et toutes ces personnes qui sont dans ces domaines savoir ce que les gens qui sont dans le domaine de l'éducation, pensent d'une journée comme celle-ci ou du sujet qu'on a abordé au cours de la journée. Alors, je vais essayer en quelques minutes de vous dire mes conclusions, j'espère qu'elles rencontreront les vôtres, mais en tant qu'éducateur, je veux vous livrer les miennes.

D'abord, je crois que trop longtemps, il y a eu et il y a encore malgré qu'elles se fondent un peu, des cloisons. On parle dans nos écoles dans le domaine de l'éducation, et vous en avez entendu parler, même ceux qui ne sont pas dans le domaine de l'éducation, du décroisement. Dans nos polyvalentes on parle de « décroiser » les 8^{ième} scientifiques, les 8^{ième} générales, etc... Bien... il y a du décroisement dans l'éducation et on cherche à faire tomber ces cloisons. Mais il faut bien dire aussi malheureusement, il y a des cloisons bien étanches entre les différents secteurs du monde ou des gens qui s'occupent de la personne qui s'appelle « l'enfant » et qu'on doit écouter.

Nous, dans le domaine de l'éducation, nous faisons notre possible, nous espérons du moins, nous tâchons de faire notre possible, nous travaillons en vase clos. Les gens dans le domaine des forces policières veulent faire de l'éducation mais travaillent eux aussi en vase clos. Les gens des Cours de Bien-Être, Service social également, malheureusement et ce ne sont pas des reproches que j'adresse, parce que je suis là-dedans, j'ai été le premier... on travaille tous en vase clos.

La conclusion que je tire de la présente journée c'est que l'on commence à faire tomber ces cloisons et qu'il en est heureux ! Et ça... faut bien le dire on le doit, si aujourd'hui on a commencé à faire tomber les cloisons, dans ce domaine-là en particulier de l'éducation, de nos jeunes, face aux forces policières, à ceux qui ont organisé ce colloque aujourd'hui. Ça c'est déjà je pense une conclusion à laquelle il faut s'arrêter et il faudra tirer profit de la présente journée. Il y a des murs qui sont tombés aujourd'hui ! Il y en a encore à tomber par exemple !

Une autre conclusion sur laquelle je voulais attirer votre attention, c'est la suivante : je pense que les policiers-éducateurs comme on l'a dit tantôt, qui voient le jour dans notre district judiciaire de Terrebonne, bien... il va leur falloir une dose de patience, une dose de courage à ces gens-là, parce qu'en fin de compte, tout est à faire dans ce domaine-là, tout est à définir. Soyer assurés cependant qu'en ce qui vous concerne, nous allons

faire tout notre possible pour faire tomber, comme je le disais tantôt, les cloisons, ouvrir ces portes afin que vous soyez les bienvenus dans les écoles, afin que les jeunes vous connaissent sous d'autres aspects et quand je parle sous d'autres aspect, je me pose moi-même la question et ça va jusqu'à ceci : on a parlé tantôt du nom du « policier-éducateur » est convenable, je me demande même si l'on ne doit pas tout simplement parler du policier. On veut que le policier soit vu sous d'autres aspects, on lui donne tout de suite une étiquette qui le sort un peu : on l'appelle le « policier-éducateur ». Alors... je me pose la question, remarquez bien que je n'ai pas la réponse... je me demande même si l'on ne doit pas dire «le policier » tout court ! D'accord que dans ses fonctions, il doit s'occuper davantage d'un domaine qui touche le scolaire, le jeune, mais ça demeure un policier.

Je crois qu'à toute fin pratique cependant, il faudra être prudent. On l'a bien mentionné dans certains ateliers, je pense qu'il est sage aussi que le policier-éducateur va d'abord se former, s'entraîner, puis, il va commencer avec les plus jeunes et il ne faudra pas s'attendre que tout de suite, d'ici une semaine, il se plonge au niveau du secondaire avec des jeunes qui le perçoivent déjà comme quelqu'un qui est là pour faire de la répression, qui le perçoivent mal au départ, peut-être que c'est une chose de longue haleine et qu'en commençant avec les jeunes de la maternelle, du primaire, 1ère, 2ième année, ça va venir avec le temps et lorsque ces gens seront rendus plus loin bien... il pourra faire une action beaucoup plus positive auprès des plus vieux non pas qu'il n'y ait rien à faire à ce niveau-là, il y a beaucoup à faire, mais je pense qu'il faudra être prudent sur ce côté-là, c'est une conclusion à laquelle j'arrive moi... je me dis que si on veut brûler les étapes, on risque et peut-être de faire en sorte que ce travail soit moins fructueux.

Je voudrais ici terminer en félicitant M. Jacques Allaire, qui est une âme de l'organisation d'aujourd'hui, une âme dirigeante, toutes les personnes qui ont participé à l'organisation de ce colloque, je veux aussi féliciter messieurs de nous avoir amenés, nous du monde de l'éducation, là avec le corps municipal qui a son budget, ses limites financières, il y a la commission scolaire qui est là qui elle-même a ses limites : Vous avez les policiers qui voudraient faire quelque chose, vous avez le monde de l'éducation qui est là également, vous avez les parents sur qui facilement on va rejeter le blâme quand ils ne sont pas là, je me demande si au niveau c'est peut-être utopique ce que je vous dis là, je rêve peut-être tout haut en couleur, mais je me demande si ce n'est pas ça : Je parlais de cloison tantôt, au sein d'une municipalité au moins n'y aurait-il pas moyen que ces gens-là se rencontrent une bonne fois autour de la table, je pense que ça ne s'est jamais fait, que des membres du conseil municipal, des membres de la commission scolaire, des représentants de parents, des éducateurs du milieu, des gens des forces policières, s'assoient une bonne fois

autour d'une table, on a des problèmes dans la municipalité, qu'est-ce qu'on peut faire?... On n'aura pas les réponses tout de suite ! mais au moins on a fait quelque chose ! Et ça c'est un vœu que j'émet : qu'il puisse se faire un travail semblable dans chacune de nos municipalités.

Je vous remercie beaucoup de votre attention.

VOEUX DES CONGRESSISTES

Les participants du colloque souhaitent :

- 1 — Que partout où il y a un département de police, on organise le système du policier-éducateur ; dans la mesure possible, qu'il soit assigné spécifiquement à cette fonction. De plus, qu'une collaboration s'établisse à un niveau régional, entre les municipalités qui ne possèdent pas de service de police.
- 2 — Que les organismes publics tel que les services de police, administrateurs scolaires, municipaux, services sociaux, etc., se « décroissent » en vue d'unifier et d'intensifier leurs efforts pour fournir une participation concrète, ce, par des « tables rondes » qui permettraient des échanges fructueux pour améliorer leur secteur respectif.
- 3 — Qu'une coopération et une collaboration s'établissent entre les corps policiers et les commissions scolaires, visant à une entraide mutuelle pour l'utilisation du matériel nécessaire aux rencontres des policiers et élèves, en vue de mener à bonne fin, le travail du policier-éducateur.
- 4 — Qu'après les expériences heureuses de la Police de Montréal dans ce domaine, il est suggéré que le système du policier-éducateur s'établisse au niveau provincial. À cette fin, que copie du présent rapport soit expédiée aux ministères de la Justice, de l'Éducation et de la Famille.
- 5 — À nouveau, pour la cinquième année consécutive, les chefs et directeurs de la police, ainsi que les participants de ce colloque, souhaitent ardemment qu'un centre d'accueil à sécurité minimale soit érigé dans le district judiciaire de Terrebonne.

APPENDICE 20

“Le policier-éducateur doit être policier avant tout.”

Texte de Lucien Rivard publié dans le quotidien

“La Presse”, édition du 8 décembre 1969.

POLICE-JEUNESSE

BULLETIN

LE POLICIER-ÉDUCATEUR DOIT ÊTRE POLICIER AVANT TOUT

par Lucien Rivard

NICOLET — Quel est le rôle exact que doit jouer le policier-éducateur auprès de la jeunesse ? Quelles sont les qualités essentielles qu'il doit cumuler ? Quelle formation doit-on lui donner ? Doit-il travailler seul ou en collaboration avec d'autres organismes ?

Ce sont là autant de questions qui ont été débattues samedi à l'occasion d'une journée d'étude de l'Association des chefs de police et pompiers du Québec, tenue à l'Institut de police de Nicolet sous le thème « Police-Jeunesse ».

Il y a maintenant plus de deux ans que la fonction de policier-éducateur a été créée à la Police de Montréal et jamais encore on n'avait soulevé autant de questions au sujet de ce programme qui a depuis fait ses preuves et s'est étendu à quelque 40 ou 50 villes de la province.

Outre les membres de l'ACPPQ, des représentants de clubs sociaux, des sociologues, des psychologues, des étudiants dans ces disciplines, des directeurs d'écoles, des délégués de l'OPTAT, et autres, ont répondu à la demande de l'association pour étudier pendant une journée les aspects du travail policier auprès des jeunes.

La formation

La plupart des conférenciers de même que les quatre ateliers de travail ont été d'accord pour insister sur la formation à donner au policier-éducateur.

On a toutefois souligné que le candidat devrait d'abord posséder une connaissance solide des sciences policières et être avant tout un policier complet. « Je serais inquiet de savoir que tous les policiers ne sont que des éducateurs », devait souligner l'un des panelistes, le Dr Claude Mailhiot, directeur général des Écoles de protection du Québec.

On présente également le policier-éducateur comme devant refléter l'image que les jeunes se font de leurs idoles. On le dépeint relativement jeune, beau, grand, fort afin d'inspirer chez eux, dès le premier abord, un sentiment de puissance, de sécurité et d'admiration.

Pour sa part, le président de l'Association des directeurs généraux des écoles, M. Lionel Girard, prête au policier-éducateur les qualités indis-

pensables suivantes : le calme, l'imagination créatrice, la capacité au travail d'équipe, l'enthousiasme, le courage et le sens de l'humain.

L'apport des clubs sociaux

La presque totalité des clubs sociaux orientant leur action auprès de la jeunesse, M. Julius Briskin, président de l'Inter Service Club, a suggéré une collaboration plus étroite entre les policiers-éducateurs et les clubs sociaux.

Il a signalé que les clubs sociaux pourraient même servir de trait d'union entre les policiers et la jeunesse. « Les clubs sociaux n'ayant aucun intérêt personnel à promouvoir, ils sont tout indiqués, a-t-il dit, pour procéder à des études et formuler des programmes qui répondent aux exigences de la jeunesse. »

La plupart des ateliers de travail ont émis l'opinion que les clubs sociaux pourraient jouer un rôle important. Ce rôle a été défini de différentes façons : délégués sur le Comité de l'Aide à la jeunesse, rôle de planification, etc.

On a également mentionné que les policiers devraient appartenir en plus grand nombre à ces clubs, y être invités comme conférenciers et qu'on devrait organiser des visites des postes de police à l'intention des jeunes et des membres de clubs sociaux.

Face à la toxicomanie

Le rôle du policier-éducateur face à la toxicomanie a également été étudié. Selon M. Marcel Bougie, directeur du service de la prévention de l'OPTAT, l'action des policiers dans ce domaine peut être fort louable.

Il a toutefois présenté des critères de base à respecter avant d'entreprendre une action dans ce domaine : l'objectivité, l'appel à l'intelligence plutôt qu'à l'émotivité, la démystification sur le caractère nouveau de la plupart des produits, l'information portant à la réflexion sur les conséquences de l'utilisation des drogues, etc.

Finalement, c'est le Dr Claude Mailhiot qui a le mieux résumé la valeur du policier-éducateur dans notre société moderne en déclarant : « Si les policiers-éducateurs n'existaient pas, il faudrait les inventer. »

APPENDICE 21

“L’enfance exceptionnelle :
scandale et chance d’une société.”

Texte de Renée Rowan publié dans le quotidien

“Le Devoir”, édition du 8 décembre 1969,

et

“Les parents regrettent l’insuffisance
des services consacrés à l’enfance inadaptée.”

Article publié dans le quotidien

“Le Devoir”, édition du 8 décembre 1969.

L'ENFANCE EXCEPTIONNELLE : SCANDALE ET CHANCE D'UNE SOCIÉTÉ

par Renée Rowan

L'enfance exceptionnelle constitue à la fois le scandale et la chance d'une société : les deux éléments sont étonnamment mêlés, a démontré hier midi, au cours d'un exposé très dense présenté à la conférence de clôture du VII^e congrès du Conseil du Québec de l'enfance exceptionnelle, le Dr Michel Lemay, médecin directeur du Centre d'orientation éducative médico-psychologique de Rennes, venu spécialement à Montréal pour l'occasion.

« Le scandale, a-t-il dit, est à la fois dans ce qu'évoque en nous l'enfance exceptionnelle, dans ce que cette dernière exige comme efforts individuels et collectifs, dans ce qu'elle impose à ceux qui ont pris la profession d'aidant. Les chances se situent au même niveau, dans la mise en cause salutaire de chacun de nous, dans les recherches et les réalisations profitables à toute la jeunesse, dans les progrès des diverses disciplines, dans la compréhension progressive de tout être humain ».

Tout jeune inadapté, a souligné le Dr Lemay, est l'image pénible d'un désordre et il n'est pas facile de lui pardonner cela, même si intellectuellement il est souvent évident qu'il n'en est pas responsable.

Il est un désordre sur le plan social. Dans l'immense ensemble inter-humain, l'inadapté prend figure d'un grain de sable redoutable susceptible de briser les rouages. « Au fond de lui-même tout être humain en bonne santé physique ou mentale ressent l'exceptionnel comme une menace à son besoin de vivre en harmonie avec autrui. Il est alors facile de comprendre combien une société va considérer avec méfiance tout individu qui rompt de manière trop visible avec l'agencement social habituel ».

D'autre part, a poursuivi le Dr Lemay, l'inquiétude éprouvée à l'égard du malade ou du marginal va souvent rejaillir sur ceux qui ont choisi professionnellement d'aider l'être en détresse. Ils sont l'objet d'une certaine admiration, mais ils sont aussi craints et partiellement redoutés. Celui qui a besoin d'une aide et celui qui aide sont ressentis de manière ambivalente.

L'inadapté est aussi facteur de désordre pour chaque conscience individuelle comme il est facteur de désordre sur le plan de la conscience collective.

À ces difficultés d'ordre émotionnel se surajoutent des interrogations qui ont une apparence beaucoup plus réelle. Prévenir et surtout traiter les formes diverses d'inadaptation coûtent cher à une société, a rappelé le conférencier. « Certaines inadaptations sont la conséquence de nos progrès

médicaux. Grâce à nos découvertes scientifiques, des sujets qui dix ans plus tôt auraient été condamnés peuvent vivre et mener souvent une existence absolument normale. Parmi eux, quelques-uns sont sans doute sauvés, mais conservent des séquelles lésionnelles définitives qui en font des déficients . . . ce qui entraîne des charges nouvelles pour un milieu social qui doit être sensibilisé à de telles réalités.

Les dépenses engagées pour l'enfance exceptionnelle sont parfois d'une rentabilité douteuse. Mais, a précisé le Dr Lemay, c'est peut-être l'indice d'une société digne de ce nom que d'admettre la nécessité de certaines dépenses afin de rendre un peu plus heureux ceux qui échappent à nos possibilités actuelles afin de préparer la voie à des découvertes secondaires sur le plan de la prévention ou sur le plan du traitement.

L'enfance exceptionnelle a également le triste privilège de nous rappeler qu'elle est parfois la conséquence de divers scandales sociaux. À quoi sert par exemple de redonner confiance au déficient mental dans le sein d'une institution s'il découvre à sa sortie un univers de méfiance et de rejet ? À quoi peut aboutir la désintoxication d'un jeune drogué s'il retrouve les mêmes sollicitations plus ou moins autorisées officiellement au nom d'une liberté mal comprise ? « Que nous le voulions ou non, nous sommes tous un peu responsables de ces divers abus sociaux et l'inadapté ne peut que nous donner mauvaise conscience en nous rappelant certaines vérités qu'il serait tellement pratique d'oublier.

Au bilan des chances, le Dr Lemay a additionné trois éléments principaux : toute action préventive et thérapeutique réellement cohérent tend à diminuer l'importance des inadaptations ; découverte dans le domaine de l'enfance exceptionnelle entraîne des profits pour toute une jeunesse dite normale : et la compréhension des jeunes inadaptés élargit de manière souvent prodigieuse la connaissance de l'être humain.

Le conférencier a par ailleurs signalé que l'entrée en classe maternelle est étonnamment révélatrice de troubles jusque là latents et on ne peut que souligner l'importance de l'examen complet de tout jeune enfant ne parvenant manifestement pas à suivre le rythme de ces sections préparatoires. Les parents doivent être avertis dès les premiers signes d'une inadaptation sans pour autant les angoisser inutilement. Mais tout organisme de dépistage, a-t-il conclu, n'a de sens que s'il peut déboucher sur des moyens thérapeutiques adéquats.

LES PARENTS REGRETTENT L'INSUFFISANCE DES SERVICES CONSACRÉS À L'ENFANCE INADAPTÉE

À cause de l'étendue des travaux du VII^e congrès du Conseil du Québec de l'enfance exceptionnelle et de la multiplicité des commissions, atelier de travail et tables rondes, il nous est difficile d'en tracer un tableau d'ensemble, mais il nous semble utile de signaler ce qui s'est fait en particulier à l'atelier placé sous la responsabilité du comité d'étude des parents du C. Q. E. E. et du colloque organisé par G. E. T. A. S. (groupe d'étude des troubles d'apprentissage scolaire.).

Les parents ont identifié, dans leurs milieux respectifs, les problèmes suivants :

- Les commissions scolaires ont une forte tendance à relayer au second rang l'enfant exceptionnel ;

- la subordination obligatoire du responsable de la section « enfance inadaptée » à l'intérieur des structures de direction de la commission scolaire ;

- l'insuffisance des services professionnels de diagnostic, d'éducation, de traitement et de relance dans la quasi-totalité des milieux qui regroupent l'enfance inadaptée ;

- le manque de communication et d'échange entre éducateurs et parents d'enfants inadaptés ;

- l'absence de loisirs, de camps de vacances adaptés aux besoins de l'enfant exceptionnel ;

- et enfin, la difficulté d'obtenir des agences responsables, les aides financières légalement reconnues en faveur des invalides.

Les parents ont recommandé que soit nommé, pour chacune des régions économiques, un responsable de l'enfance inadaptée immédiatement rattaché au directeur provincial des services à l'enfance inadaptée. Ils souhaitent que toutes les mesures nécessaires soient mises en place pour intensifier les actions positives déjà engagées, et ceci, non seulement dans les grands centres, mais dans toutes les régions du Québec.

Les participants au colloque organisé par G. E. T. A. S. sous la présidence de Mme Denise Roussel, psychologue et professeur d'orthopédagogie, ont étudié en particulier l'utilisation des indices diagnostiques en rééducation et l'utilisation de la maternelle comme prévention des troubles d'apprentissage scolaire.

On a insisté en particulier sur la nécessité d'ouvrir les canaux de communication entre le spécialiste qui pose le diagnostic et les éducateurs de classes spéciales qui veulent savoir quoi faire pour tel ou tel enfant en particulier.

Les spécialistes devraient davantage se préoccuper de rendre accessibles aux professeurs leurs observations. Ils devraient dans leur rapport éviter le

jargon du métier. Au lieu d'indiquer, par exemple, que l'enfant souffre d'une dyslexie psychogène, ils pourraient simplifier en écrivant que l'enfant a une difficulté de relations avec ses camarades qui se retirent au lieu de communiquer. D'autre part, l'éducateur devrait être encouragé à entrer directement en contact avec le spécialiste. Il serait souhaitable que s'établisse en étroite collaboration entre les parents, l'éducateur et le spécialiste. « Ceci n'a rien de particulièrement nouveau, nous dit Mme Roussel, mais cela ne se fait pas encore dans la grande majorité des cas. Une fois le diagnostic posé il devrait y avoir une rencontre entre le spécialiste, le professeur et les parents. L'éducateur de classe spéciale est le premier à le souhaiter. »

À la session d'hier matin, sur la maternelle comme prévention, les participants ont recommandé que dès que des difficultés sont décelées chez les enfants, il y ait pour eux des pré-maternelles qui les reçoivent entre l'âge de 2 ans et 4 ans.

La maternelle prépare-t-elle ou non à la première année ? À cette question, Mme Mario Guitierrez, pédagogue, est d'avis que non parce que l'on n'a pas encore appris à « centrer l'école sur l'enfant ». Pourquoi, demande-t-elle, l'enfant à la maternelle doit-il surtout se « socialiser », et pourquoi celui de l'élémentaire doit-il surtout « apprendre » des techniques ou des matières prédéterminées par nous, adultes ?

Il arrive trop souvent encore que ce qui préoccupe l'éducateur soit plutôt ce que l'enfant doit faire que ce qu'il veut faire, plutôt son comportement que ses sentiments ou que ses interrogations. « C'est en transformant tant la maternelle que la première année (et pourquoi pas tout l'élémentaire) en un milieu riche de stimulations où la vie puisse entrer par grandes bouffées que la maternelle pourra devenir un moyen de prévention des troubles d'apprentissage et que la première année pourra être un environnement où l'enfant grandira tout en créant lui-même et en gardant intacts sa curiosité naturelle, son pouvoir créateur, son besoin d'agir et d'être, ce qui n'empêchera pas l'assimilation progressive des techniques et des connaissances nécessaires à la vie dans une société donnée », a conclu Mme Guitierrez.

La maternelle, a-t-on souligné, peut servir à prévenir les troubles d'apprentissage scolaire soit en stimulant l'expression de soi à travers le langage et les arts plastiques, soit en affinant les perceptions et en stimulant le développement psychomoteur.

APPENDICE 22

Bulletin No 12, 1968, publié par le ministère de l'Éducation à la demande de l'Association des chefs de police et de pompiers de la province de Québec, qui a en a fourni le texte intitulé "Problèmes de la délinquance juvénile".

BULLETIN

DE FORMATION PROFESSIONNELLE À L'INTENTION DES POLICIERS DU QUÉBEC

Une publication du ministère de l'Éducation, Direction générale de l'Éducation permanente, éditée à la demande de l'Association des chefs de police et de pompiers de la province de Québec, qui en a fourni le texte.

Quand il s'agit de définir le rôle du policier face aux jeunes, invariablement l'on se butte à toute une gamme d'opinions. Selon certains, le jeune qui se rend coupable d'un délit, devrait automatiquement être arrêté, conduit devant les tribunaux et incarcéré, ne s'agirait-il que d'une offense mineure ou d'un premier délit. D'autres, en revanche, souhaiteraient voir le rôle du policier se transformer en celui de travailleur social, attitude tout aussi préjudiciable au délinquant que la précédente. Règle générale, les policiers bien pensants croient à une possibilité de réhabilitation dans la plupart des cas, d'où l'intérêt que certains dirigeants de la police, au Québec, manifestent à créer des sections spécialisées consacrées à la prévention et au contrôle de la délinquance juvénile. Ce bulletin, loin de prétendre apporter au problème une solution parfaite et définitive, tient simplement à rappeler la nécessité pour tout policier de repenser ses méthodes de contact avec les jeunes en considérant la prévention de la délinquance juvénile comme la responsabilité primordiale de sa fonction.

PROBLÈMES DE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE

NATURE ET ACTUALITÉ DE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE

1. Définition du jeune délinquant

Cette appellation de délinquance juvénile n'a pas la même signification pour tous les individus et pour tous les milieux. Ainsi, il en est qui désignent comme jeune délinquant un garçon ou une fille arrêtée pour délit quelconque ; pour certains autres, un jeune qui, pour la première fois, comparaît en justice devient automatiquement délinquant, d'autres enfin considèrent comme de même acabit tous ceux qui accusent certains comportements anti-sociaux, contraires ou non à la loi.

Du point de vue légal, le terme de jeune délinquant ne devrait s'appliquer qu'à ceux qui ont été jugés par une Cour. En effet, la Loi sur la délinquance juvénile (statuts révisés du Canada, 1952, chap. 160, art. 2) définit le jeune délinquant en ces termes : « enfant qui commet une infraction à quelque-une des dispositions du Code criminel, ou d'un statut fédéral ou

provincial, ou d'un règlement ou ordonnance d'une municipalité, ou qui est coupable d'immoralité sexuelle ou de toute forme semblable de vice, ou qui, en raison de toute autre infraction, est passible de détention dans une école industrielle ou maison de correction pour les jeunes délinquants, en vertu des dispositions d'un statut fédéral ou provincial ».

Une telle définition ne permet pas de faire une distinction, d'une part, entre un écart de conduite tel que celui de faire l'école buissonnière et une infraction à une loi provinciale sur les boissons alcoolisées, et, d'autre part, entre une tentative de voies de fait et un vol. Tous les jeunes en viennent un jour ou l'autre à enfreindre une loi ou un règlement, mais dans l'esprit du public, en général, tous assurément n'entrent pas dans la catégorie des jeunes délinquants. Les tribunaux pour mineurs seraient bientôt débordés s'ils étaient saisis de tous les cas de conduite délictueuse de la jeunesse. En fait, le plus grand nombre des jeunes coupables d'infractions mineures ne comparaissent pas devant les tribunaux.

La loi laisse aux provinces la liberté de fixer entre seize et dix-huit ans l'âge limite des jeunes pouvant être traduits devant les tribunaux pour mineurs. Ce qui revient à dire que ces tribunaux perdent toute juridiction dans le cas de jeunes délinquants qui ont entre seize et dix-huit ans suivant le cas de chaque province. En conséquence, l'âge dit « juvénile » varie au Canada. Il est fixé à 16 ans en Saskatchewan, dans l'Ontario, au Nouveau-Brunswick, dans la Nouvelle-Écosse et l'île du Prince-Édouard. Il est fixé à 18 ans dans la Colombie britannique, au Manitoba et au Québec. Dans l'Alberta, il est fixé à 18 ans pour les filles et à 16 ans pour les garçons. À Terre-Neuve, là où la loi ne s'applique pas, la législation provinciale le fixe à 17 ans.

Ces écarts démontrent que la détermination de l'âge limite de la juvénile constitue un problème difficile. Cette question n'est pas particulière au Canada cependant. Les législations, de par le monde, offrent de nombreux exemples de diversité sur ce point. La plupart des États américains, à quelques exceptions près, dont en particulier l'État de New-York, établissent à 18 ans l'âge de la juvénilité.

2. Ampleur du problème

Le rapport du Comité du ministère de la Justice sur la délinquance juvénile au Canada, publié en 1965, a démontré qu'au pays les délits contre les biens ont accusé une augmentation constante durant les dernières années. Les deux autres principales catégories d'infractions, l'incorrigibilité et le vagabondage, d'une part, et l'immoralité, d'autre part, ont connu des fluctuations considérables durant les mêmes années. Il semble que les délits contre la personne n'aient pas augmenté, du moins pas dans la même proportion que les délits contre les biens. Les actes de délinquance caractérisés par la violence se sont révélés relativement peu fréquents. L'étude de

la question nous amène à constater que la délinquance collective ne constitue généralement pas un problème sérieux dans les grandes villes canadiennes.

De même, une enquête approfondie sur la délinquance aux États-Unis a établi que plus de la moitié des délits sont imputables à des adolescents âgés de quinze à dix-neuf ans. Ces derniers ne représentent pourtant qu'environ 10 p. cent de la population, mais ils ne constituent pas moins le groupe social où le crime se concentre le plus.

Les chiffres sont éloquentes : on attribue aux adolescents 59 p. cent des vols d'automobiles ; 48 p. cent des personnes arrêtées pour vols ou autres délits n'ont pas vingt ans ; dans les causes d'enlèvement, d'attentat à la pudeur, 17 p. cent des accusés sont encore des jeunes ; plus de 12 p. cent des meurtres ont pour auteurs des adolescents. Pour les jeunes cités en justice il y a une proportion de quatre garçons contre une fille. Les offenses les plus fréquentes imputées aux garçons sont les délits contre les biens, alors que pour les filles ce sont l'incorrigibilité, la fugue et la promiscuité sexuelle.

Un rapport général, publié en 1960 par les Nations-Unies, porte sur l'évolution de la délinquance juvénile à travers le monde et témoigne éloquemment de la recrudescence d'attitudes antisociales dans la plupart des pays : recrudescence du nombre des délinquants, recrudescence aussi du nombre des récidivistes juvéniles. Cette délinquance juvénile se manifeste sous différentes formes accusant un caractère plus ou moins nouveau : ce peuvent être, par exemple, les délits contre la propriété collective, le vandalisme, les délits sexuels, l'alcoolisme et l'usage de drogues. En ce qui concerne les délits contre la propriété, l'accroissement le plus spectaculaire est celui des vols de véhicules à moteur et la plupart des pays en parlent comme d'un véritable fléau. Un élément inédit apparaît ici chez les coupables : la tendance de plus en plus généralisée à ne pas voir dans ce délit un véritable vol mais plutôt un simple usage occasionnel et normal comme si ces véhicules ne constituaient plus qu'une propriété en quelque sorte collective. On note aussi l'extraordinaire habileté dont font montre les jeunes à faire démarrer les moteurs. Une habileté qui va de pair, semble-t-il, avec une certaine connaissance spécialisée des différentes marques de voitures, le jeune voleur s'en tenant toujours à une marque qu'il connaît bien.

SOURCES DE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE

Tout comme la délinquance peut se manifester sous diverses formes, avons-nous dit, également devons-nous ajouter que ses causes sont nombreuses et qu'elles peuvent varier d'un jeune à l'autre en importance et en fréquence.

Pour comprendre le comportement délinquant d'un jeune récidiviste, il faut connaître ce dernier en profondeur. Sa constitution physique et son

état mental ont, en l'espèce, un rôle important. Par exemple, l'infirmité physique d'un jeune aura pu être chez lui un facteur déterminant alors que chez un autre, ce pourra être les suites d'une déficience mentale. Autant d'anomalies qui peuvent nuire à l'adaptation normale de l'adolescent au monde qui l'entoure, que son milieu immédiat soit propice ou non. Il s'agit donc de découvrir les forces émotionnelles et sociales qui ont influé sur lui depuis sa naissance. Il importe d'abord de chercher à percevoir les sentiments qu'il éprouve envers lui-même, envers sa famille, envers les personnes et les choses en général. Ces investigations pourront aider à définir et à interpréter sa personnalité et son comportement.

1. *Exigences de l'être humain*

Les spécialistes en la matière affirment que tout enfant a des besoins fondamentaux soumis à une échelle de valeurs. Viennent d'abord les besoins à caractère physiologique tels que la nourriture, le vêtement, la bonne santé, le repos, le confort. Ces besoins revêtent une importance primordiale en ce sens que s'ils ne trouvent pas satisfaction ils risquent de devenir une semence de délinquance juvénile. Mais lorsqu'il y a eu réponse à ces besoins, l'instinct humain s'éveille alors à des besoins d'un ordre supérieur. Aux besoins physiologiques font suite les exigences d'ordre social et psychologique d'une grande importance pour le jeune. C'est ce besoin impérieux de sécurité, d'appartenance à un groupe quelconque ; ce peut être encore ce besoin inaliénable de se sentir utile et important dans son milieu, de s'y sentir estimé, respecté et d'y voir ses qualités reconnues et appréciées.

Avec l'âge apparaîtront d'autres besoins que l'on pourrait appeler besoins intellectuels et moraux. Nous les reconnaitrons chez celui qui aime réfléchir, projeter, organiser le travail d'équipe, qui affiche des qualités de meneur par ses dispositions à diriger un groupe, à coordonner des efforts et à prendre des décisions. Il s'ensuit donc que la personnalité d'un adolescent ne s'épanouit pleinement que si son milieu et particulièrement sa famille répondent aux exigences qui en découlent.

2. *Influence de la famille*

Pour assurer le plein développement de sa personnalité, l'enfant a besoin de parents qui l'aiment, qui puissent lui inculquer un bel idéal de vie alliant l'ambition à la saine modération. Il a aussi besoin de parents qui lui offrent appui et encouragement pour qu'il réalise ce qu'on attend de lui. Dans un milieu familial favorable, l'enfant peut acquérir plus facilement le sens de sa propre valeur et prendre conscience d'une certaine sécurité affective. S'il ne ressent pas cette sorte de soutien, il peut en éprouver une grande anxiété et une profonde hostilité au point d'être plus tard aux prises avec des troubles émotifs graves et une attitude nettement antisociale.

Un fait demeure évident : dans notre société moderne, les enfants n'ont pas tous la chance d'avoir des parents qui par leur caractère et leurs qualités soient capables de créer un climat familial convenable. Parfois même ces derniers sont des malades mentaux, des alcooliques, ignorant les bonnes méthodes d'éducation. Il peut arriver que la mort vienne ravir à l'amour de l'enfant ou son père ou sa mère, ou les deux à la fois, comme il y a aussi ces cas tragiques où les parents se séparent alors que l'enfant est encore très jeune. Poussée par les embarras pécuniaires, la mère ira peut-être travailler, laissant parfois son enfant sous surveillance insuffisante. Quoique beaucoup d'enfants réussissent malgré de tels désavantages, des situations de ce genre deviennent néanmoins pour l'enfant autant d'occasions de s'aiguiller sur le chemin de la délinquance.

3. *Influence du milieu*

Les jeunes délinquants, pour perpétrer leurs forfaits, ont de plus en plus tendance à se grouper. Ces groupes qu'ils forment sont parfois plus ou moins bien constitués jouant plutôt sur le hasard, l'occasion (*street corner groups*) ; parfois aussi ils sont de véritables bandes ou gangs organisés comme il peut arriver aussi que ce soit l'un et l'autre à la fois. Leurs activités aberrantes consistent, pour une bonne part, en des manifestations de masse qui se rapprochent plus ou moins de l'émeute, s'accompagnant de bagarres, de chahut et où les participants se sentent liés entre eux par une sorte de dynamisme collectif.

Les gangs opèrent surtout dans les grandes villes, où ils se livrent à des activités criminelles parfois solidement organisées, planifiées, dirigées, allant du vol jusqu'au meurtre, en passant par les commerces illicites, l'extorsion, le vandalisme, les délits sexuels, etc. Ils représentent un phénomène social d'envergure, propre à la grande ville. Ce phénomène est d'autant plus remarquable que dans ces groupes tous les membres se sentent soudés entre eux par un fort sentiment d'appartenance, de loyauté étroite et fanatique.

4. *Problèmes d'adaptation*

Comprendre le jeune, c'est se pencher sur les problèmes de l'adolescence ; période difficile, s'il en est, s'intercalant entre la maturité biologique et la maturité sociale, c'est-à-dire la période où l'adolescent se présente avec une constitution d'adulte et une mentalité infantile. Plus s'accroît le décalage entre ces deux niveaux de maturité, plus s'accroît l'état de tension. En effet, l'adolescence, c'est avant tout pour le jeune l'émancipation pure et simple de la contrainte des liens familiaux.

Ordinairement, dans la plupart des pays civilisés, le statut d'adulte est concédé à l'individu au moment où il peut assumer ses pleines responsabilités sur les plans social, économique et sexuel. Or, dans nos sociétés modernes

industrialisées, l'ambiguïté avec laquelle on définit le rôle de l'adolescent complique le problème. Sociologiquement parlant, le passage de l'adolescence à l'âge adulte est conditionné par le soutien que les structures sociales apportent à la jeunesse montante alors qu'elle veut accéder à tout un ensemble de rôles dans le domaine de la vie familiale, du travail, du comportement sexuel, etc. Chez l'adolescent, les problèmes ne naissent pas forcément d'obstacles placés par les aînés sur le chemin de l'obtention et de l'épanouissement de ces rôles, mais ils surgissent surtout d'une tension psychologique déterminée par des sentiments d'insuffisance, de crainte, d'incapacité personnelle, le tout s'envenimant d'un mauvais climat social. Il est certain aussi que la société de masse dans laquelle les jeunes doivent vivre, n'offre pas les conditions idéales pour le développement de leur personnalité.

Donc, pas étonnant si, au cours de cette marche vers la maturité, les adolescents, sentant toute la confusion et toute l'ambiguïté des structures sociales dans lesquelles ils s'engagent, cherchent à se grouper. Ce sont des intérêts et des problèmes communs qui favorisent ce recours à une vie collective intense, bien à eux, conséquence logique de l'incompréhension de la société adulte à leur endroit et de son obstination à leur refuser un statut reconnu. C'est un peu comme si cette bande de la jeunesse faisait figure d'un groupe social voué à une sorte de sous-culture et de négativisme, où les valeurs positives du groupe social dominant sont altérées et inversées au service d'une quasi-philosophie de la dissidence et de la contestation. Voilà pourquoi le milieu adolescent possède un caractère social tout particulier avec ses prédilections, ses attitudes, ses préjugés, ses valeurs et son argot. Un milieu d'où les adultes sont rigoureusement exclus.

RÔLE DE LA POLICE

1. Rôle traditionnel du policier

Le rôle traditionnel de la police relativement à l'application de la loi est de protéger la vie et les biens des citoyens et de prévenir et de dépister les crimes et les infractions. À cet égard, la prévention des crimes est surtout assurée par les fonctions courantes de la police, comme dans le cas des rondes à faire et de certaines surveillances à exercer et ce, pour empêcher des quidams éventuels d'enfreindre les lois. Ces fonctions ne sont pas particulièrement reliées aux aspects sociaux du crime et ne comportent aucune action concertée en vue de faire disparaître les facteurs capables d'engendrer des actes criminels. On peut considérer le dépistage des violateurs de la loi et les procédures judiciaires qui s'ensuivent comme une sorte de préventif.

Néanmoins, on a beaucoup parlé ces dernières années de lutte contre le crime, au sens le plus large de l'expression. Les policiers reconnaissent maintenant que la lutte contre la délinquance est une de leurs fonctions les

plus importantes. Cependant, tous ne sont pas d'accord sur les techniques à adopter en la matière. Loin de là !

2. Aspect social et aspect policier

La police doit-elle s'occuper activement de service social familial ou si elle doit se limiter à y exercer une simple fonction de surveillance ? Est-ce que cette participation active ferait partie de ses fonctions officielles ? Serait-ce du ressort de la police d'élaborer des programmes de loisirs à l'intention du public ? Autant de questions que le Comité d'étude sur la délinquance juvénile au Canada se pose. Sur ce, le Comité répond que l'observation de la loi par les jeunes exige un travail consciencieux de la part des agents de police. De l'observation de la loi dépendent la répression du comportement antisocial et l'établissement de mesures éducatives et correctives.

En effet, tout travail social efficace présuppose un solide cadre de règles élémentaires à observer, et l'agent de police représente l'autorité qui agit dans l'ombre pour assurer l'observation de ces règles fondamentales. Le même Comité ajoute que l'organisation des programmes de loisirs communautaires ne devrait pas officiellement ressortir à la fonction policière. Mieux vaut encourager la police à relever les lacunes des services communautaires et à prendre les mesures qui s'imposent pour les combler plutôt que d'employer le nombre déjà restreint de policiers disponibles à des fonctions autres que celles qui ont pour but de faire respecter la loi.

3. Attitude de la police face à la délinquance

Dans un grand nombre de localités, la police a toute autorité pour décider, le cas échéant, de la culpabilité de l'adolescent, tandis que dans d'autres, cette décision relève uniquement des services de probation ou d'autres organismes de même nature qui travaillent en étroite collaboration avec les tribunaux pour mineurs.

Il y a lieu de se demander s'il y a opportunité pour la police de pouvoir agir avec une certaine latitude, et si tel était le cas, y aurait-il des principes à énoncer qui fussent de nature à favoriser un sain usage de cette latitude. Cette liberté laissée à la police a pour but d'empêcher que les services de probation, les centres de détention et les tribunaux pour mineurs soient saisis inutilement de cas que l'on pourrait régler d'une autre façon. Selon le Comité du ministère de la Justice sur la délinquance juvénile au Canada, cette formule de latitude susciterait de nombreuses objections.

En premier lieu, cela supposerait que les agents de police, compte tenu du contrevenant, des circonstances et de la gravité du délit, soient les personnes les mieux placées pour alléger le fardeau des autres organismes officiels chargés de juger les jeunes délinquants. Il faudrait de plus que les

agents de police aient la compétence nécessaire pour juger si la surveillance qu'ils vont exercer sur un jeune suffira à le détourner d'un autre délit et pour déterminer jusqu'à quel point ce jeune délinquant ne serait pas en proie à certains facteurs profondément ancrés en lui, facteurs exigeant un traitement que seule une décision du tribunal pour mineurs peut lui assurer. En toutes circonstances, le policier doit chercher à s'inspirer de l'esprit de la Loi concernant les jeunes délinquants (chap. 160, art. 3, par. 2) qui dit : « Lorsqu'il est jugé qu'un enfant a commis un délit, il doit être traité non comme un contrevenant mais comme quelqu'un qui est dans une ambiance de délit et qui, par conséquent, a besoin d'aide et de direction et d'une bonne surveillance. »

Dans les cas où les agents de police seraient autorisés à exercer leur jugement relativement aux jeunes, le Comité déjà mentionné, propose l'acceptation de certains principes pour éviter des erreurs toujours possibles, pour éviter particulièrement toute attitude trop arbitraire et aussi une certaine incohésion entre l'esprit des législateurs et celui des observateurs de la loi. Ces principes sont les suivants :

- La police devrait traduire en justice tout adolescent qu'elle peut *raisonnablement* soupçonner d'avoir commis une infraction prévue par la loi.
- Le tribunal pour mineurs devrait nommer un agent chargé d'engager des poursuites contre cet adolescent. Avant de décider si les poursuites doivent être entamées, cet agent devrait tenir compte de certains facteurs, à savoir que doit être inculqué :
 - a) L'adolescent dont le comportement aurait pu causer des lésions corporelles ;
 - b) L'adolescent qui s'est déjà rendu coupable d'actes antisociaux ;
 - c) L'adolescent qu'en tant que délégué du tribunal il juge nécessaire ou souhaitable de traduire en justice pour délit quelconque, à la suite d'entretien avec les représentants de la police et d'organismes qui connaissent l'enfant et sa famille.
- Il faudrait tenir à jour des fiches pour tous les délinquants dont le cas a déjà été réglé de façon non officielle de sorte que si un de ceux-là est traduit en justice, le juge soit au courant de son comportement antisocial dans le passé.
- Lorsque le moment est venu de décider s'il faut détenir le jeune délinquant, l'agent de police se rappellera qu'en le retirant de son foyer et en le traduisant en justice, il recourt à des mesures d'urgence. En cas d'indécision, ce jeune contrevenant devrait demeurer dans son foyer jusqu'au moment de sa comparution en Cour.

- Jamais la police ne devrait prendre de mesures dans le seul but de punir. Plus souvent qu'autrement la police est critiquée à cause de l'attitude vindicative de certains policiers qui font un mauvais usage de leurs pouvoirs discrétionnaires. Ceci est particulièrement vrai dans le cas de la détention.

Ces principes, comme nous pouvons le constater, découlent en définitive de l'interprétation libérale que nous devons faire de la loi en présence du jeune délinquant. D'ailleurs, les législateurs, dans leur sagesse, ont jugé bon d'inscrire dans la Loi sur les jeunes délinquants, l'article 38 qui résume en ces termes l'état d'esprit qui devrait animer toute personne engagée dans le domaine de la répression de la délinquance juvénile : « La présente loi doit être libéralement interprétée afin que son objet puisse être atteint, savoir : le soin, la surveillance et la discipline d'un jeune délinquant ressemblent autant que possible à ceux qui lui seraient donnés par ses père et mère, et que, autant qu'il est praticable, chaque jeune délinquant soit traité, non comme un criminel, mais comme un enfant mal dirigé, ayant besoin d'aide, d'encouragement et de secours. »

De plus, on se rend facilement compte que dans l'exercice de ses fonctions essentielles relatives aux jeunes délinquants, la police doit collaborer avec plusieurs organismes sociaux si l'on veut que les efforts collectifs de tous les intéressés donnent les résultats attendus. La ligne de conduite de la police sera souvent dictée par l'attitude des tribunaux pour mineurs. Dans tous les cas, la police doit connaître à fond la ligne de conduite et les procédures des tribunaux pour mineurs.

3. *Importance d'une formation policière plus poussée*

Même dans les villes où il existe une section spécialement affectée à la surveillance des jeunes, il est fort probable qu'un mineur aura son premier contact avec la police par l'entremise d'un agent en faction plutôt que par celle d'un membre de la section spécialisée. D'où l'importance de la formation des agents de police en général en ce qui touche l'assistance aux mineurs. Car le service de la police ne peut se limiter uniquement à une section spécialisée. Cependant une telle section peut rendre des services appréciables pour ce qui est de l'élaboration et de l'application du programme d'ensemble que préconise la direction de la police pour la prévention et la répression de la délinquance juvénile.

Il importe que des rapports cordiaux existent entre la section affectée à la surveillance des mineurs et les autres divisions du service. En matière de délinquance juvénile tous les services de la police devraient s'inspirer d'une seule et même philosophie, d'un seul et même principe d'action. Rien de plus néfaste, en effet, que lorsque la section affectée à la surveillance des mineurs et les autres divisions n'ont pas la même conception du problème.

D'où le besoin d'une formation plus complète des agents de police destinés à l'assistance aux mineurs. L'aspirant policier devrait apprendre à questionner des jeunes. On devrait lui enseigner les principaux points de la loi et lui faire bien saisir toute la philosophie humaine, pour ainsi dire, qui préside au fonctionnement des tribunaux et de leurs services auxiliaires. Dans une société démocratique, l'agent de police devrait être le symbole d'une autorité ferme mais courtoise. Voilà le principe dont devraient s'inspirer les rapports de la police avec les adultes, et plus spécialement lorsqu'il s'agit d'adolescents.

CONCLUSION

L'attitude qu'un agent de police peut avoir envers les jeunes, au cours de ses activités, est d'une extrême importance. En effet, le policier, comme nous l'avons dit, représente l'autorité de la ville et en tant que représentant de l'ordre, il doit par son comportement se rendre digne de l'autorité dont il est investi de manière à se faire respecter de l'adolescent tout en lui faisant accepter les exigences de la collectivité.

Lorsqu'un mineur est arrêté ou placé en détention au poste de police, le comportement des policiers revêt alors une importance extrême aux conséquences parfois décisives pour le jeune contrevenant. Par exemple, une attitude négative ou vindicative ne peut devenir pour lui qu'une semence de crainte, de haine et de révolte, tandis qu'une attitude ferme, affable et compréhensive éveillera chez lui un sentiment de confiance capable de l'aider à vouloir se conformer à l'avenir aux règles de la société.

Il serait souhaitable que les divers corps de police aient un programme de prévention et de contrôle de la délinquance juvénile. Rien d'étonnant que dans les régions rurales il soit souvent difficile d'ajouter aux effectifs de police déjà en place une division spéciale pour les mineurs. Pour les services de police ne comptant que quelques policiers, il ne serait ni pratique, ni nécessaire de leur adjoindre des équipes spéciales pour mineurs. Cependant dans les cas où c'est possible, la sélection des nouveaux policiers spécialisés devrait se faire strictement selon les critères suivants : la conscience professionnelle, le désir de se dévouer pour les jeunes, l'excellence de la personnalité, la maturité d'esprit et une certaine instruction. S'il est vrai que certaines qualités peuvent tenir lieu d'instruction, la conscience professionnelle et la motivation du travail sont en revanche irremplaçables. Jamais nous ne rappellerons assez qu'une attitude sérieuse et ferme mais compréhensive de la part du policier peut ramener dans le droit chemin le jeune qui ne veut pas finir ses jours au pénitencier.

La réhabilitation du jeune délinquant, ne l'oublions pas, commence souvent au premier contact qu'il a avec le policier.

BIBLIOGRAPHIE

- BLOCH, H. NIEDERHOFFER, A., *Les bandes d'adolescents*, Petite Bibliothèque Payot, (no. 48),
Collection Science de l'Homme, 1963, 278 pages.
- GLUECK, Sheldon et Eleanor, *Délinquants en herbe*,
Animus et Anima, 1956, 274 pages, (no. 7).
- FRÉCHETTE, Marcel, *La signification sociale de la fonction policière : Réalité nouvelle*,
Conférence prononcée au congrès de l'Association des Chefs de Police et Pompiers de la province de Québec, à Québec le 9 juin 1964, 114 pages.
- HOLMAN, Mary, *The Police Officer and the Child*,
Charles C. Thomas, Springfield, Illinois, 1962, 150 pages.
- KAHN, Alfred J. *Police and Children*,
Citizen's Committee on Children, 1951, 83 pages.
- KENNEY, John B., PURSUIT, Dan G. *Police Work with Juveniles*,
Charles C. Thomas, Springfield, Illinois, 1965, 383 pages.
- MINISTÈRE DE LA JUSTICE, *Rapport du Comité du ministère de la Justice sur la Délinquance juvénile au Canada*,
Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, Ottawa, Canada, 1965, 411 pages.
- MYREN, Richard A., SWANSON, Lynn D.,
Police Work with Children,
U.S. Department of Health, 1962, 106 pages.
- SZABO, Denis, *La Délinquance juvénile*,
North-Holland Publishing Co., Amsterdam, Netherlands, 1963, 142 pages.
- WINTERS, John E., *Crime and Kids*,
Charles C. Thomas, Springfield, Illinois, 1959, 159 pages.

RECHERCHE

- VIGNOLA, Henri-Paul, M.A., (*Criminologie*), Montréal.

APPENDICE 23

« La délinquance post-industrielle ».

Texte de Jean-Pierre Charbonneau,
étudiant en criminologie à l'Université Laval,
publié dans le quotidien « Le Devoir »,
édition du 21 janvier 1970.

Un phénomène propre à la bourgeoisie et aux classes moyennes

LA DÉLINQUANCE POST-INDUSTRIELLE

par JEAN-PIERRE CHARBONNEAU,
étudiant en criminologie à l'université Laval

Depuis une vingtaine d'années le phénomène de la délinquance juvénile se modifie d'une façon radicale ; stable dans les milieux défavorisés, elle s'accroît dans les milieux aisés de la classe moyenne et de la bourgeoisie. Cette tendance que l'on retrouve à l'est comme à l'ouest de l'Atlantique, ne peut plus s'expliquer uniquement par les facteurs sociaux et individuels qu'utilisaient par le passé les sociologues dans leurs théories sur la délinquance juvénile.

On avait toujours estimé que la délinquance était l'apanage quasi exclusif des classes sociales défavorisées. Par conséquent les solutions trouvées s'orientaient presque toujours dans une élimination des causes par des transformations d'ordre social, politique et économique. Il est certain que cette démarche était justifiée car, à la délinquance des milieux « laissés pour compte », correspondent des solutions d'ordre socio-économique. Cependant l'apparition d'une nouvelle délinquance, issue des classes dominantes, oblige les criminologues à aborder le problème sous un angle totalement différent. La délinquance de ces jeunes qui ne connaissent ni la misère, ni l'insécurité, ni la promiscuité, s'insère dans le phénomène plus global d'une révolution des structures sociales. D'une société et d'une culture de classes on est passé, dans la partie industrialisée du monde, à un nouveau type de société que l'on désigne par le terme de « société de masse » ; cette nouvelle société a par ailleurs donné naissance à une « culture de masse ». L'action réciproque de cette société et de cette culture crée pour les individus, des problèmes d'adaptation qui sont neufs et qui méritent un examen attentif.

Classe sociale, facteur de délinquance ?

La nouvelle délinquance qui s'est manifestée ces dernières années n'est plus uniquement une question de classes sociales. Bien que les jeunes que l'on retrouve dans les centres de détention soient encore en majorité des produits de la misère, une nouvelle forme de déviance est apparue ; celle provoquée par cette nouvelle société post-industrielle, dite de « consommation », qui se caractérise justement par une diminution d'écart entre les classes sociales traditionnelles.

Les chiffres que nous fournissent les services statistiques de la police, montrent que la délinquance s'accroît de façon « normale » dans les milieux défavorisés, alors qu'elle augmente d'une manière « anormale » et spectaculaire dans les milieux aisés. L'explication de ce phénomène est de plusieurs

ordres, mais auparavant, notons que si les statistiques attribuent encore le monopole de la délinquance aux quartiers pauvres, les raisons en sont peut-être fort différentes que dans le passé. Ainsi l'on remarque que l'application des lois a tendance à subir l'influence de certains préjugés. En effet, on sait que la police est plus attentive et sévit davantage dans les milieux traditionnellement délinquants (i.e. les quartiers défavorisés). De plus, dans les familles pauvres ou à faibles revenus, les adolescents rebelles sont plus souvent référés aux Cours de Bien-Être social et envoyés dans les écoles « de réforme » — Centre Saint-Vallier à Montréal. Cette attitude peut s'expliquer par le fait que la situation économique des parents, en milieux défavorisés, ne permet pas l'utilisation des moyens que peuvent se payer les parents des quartiers aisés. Par ailleurs les amendes imposées pour les délits mineurs ne peuvent être payées par les classes économiquement dépourvues. Enfin, les influence sociales, les pots-de-vin, les contributions aux associations de policiers jouent, dans les strates sociales financièrement bien pourvues, permettant des « arrangements à l'amiable ».

Une effet de la culture de consommation ?

Selon M. Guy Tardif, coordonnateur à la Police de Montréal, une des causes de cette nouvelle délinquance pourrait être la démocratisation de l'enseignement qui favorise la réunion d'éléments provenant des classes sociales les plus opposées. Cette démocratisation de l'enseignement est une des conséquences de la nouvelle société de masse ; elle a permis et permet notamment un mixage des valeurs propres à chacune des classes sociales. Cependant, comme l'affirment les criminologues Denis Gagné et Marc Leblanc, « dans la société de consommation, tous les adolescents sont attirés vers les mêmes objectifs ». La culture de masse fournit, grâce à la publicité, grâce aux masses-média et principalement la télévision, des schèmes de valeurs, des objectifs qui ne s'adressent plus uniquement à une classe sociale particulière. C'est ainsi que les jeunes des milieux défavorisés se voient proposer les mêmes objectifs qu'au reste des jeunes ; on leur assure qu'ils peuvent les atteindre s'ils le désirent. Mais le drame c'est que la société ne leur donne aucun moyen pour les atteindre. La délinquance devient donc pour eux une compensation à l'absence de statut social et financier.

De leur côté, les adolescents des milieux huppés réagissent de façon différente à l'emprise de cette culture de consommation. Bien qu'ayant les moyens d'atteindre les objectifs fixés par la société, ces derniers adoptent eux aussi la délinquance comme attitude de réaction. Cependant, comme on peut l'appréhender, leurs motivations diffèrent de celles des jeunes des zones grises. Dans les milieux aisés, on refuse les valeurs traditionnelles, les valeurs des adultes, c'est-à-dire le respect, l'ambition, l'argent, le sens du devoir, etc., pour adopter des valeurs proprement adolescentes. C'est ici que les deux types de délinquance juvénile se rejoignent aujourd'hui. On

refuse la société pour des raisons différentes, mais on adopte sensiblement la même culture « adolescente ».

Formes nouvelles de délinquance

En ce qui concerne la nature des délits, les formes de délinquance se différencient encore selon l'appartenance sociale. Ainsi dans les quartiers aisés, les délinquants sont le plus souvent coupables des infractions suivantes : blessures et voies de fait, possession d'armes offensives, vols à l'étalage (disques, livres, vêtements, appareils de musique), vols de voitures, vandalisme, délits sexuels. Cette forme de criminalité se caractérise jusqu'à un certain point par une agressivité spontanée, une violence surprenante et parfois même un sadisme poussé.

Dans les milieux défavorisés, les formes de délinquance sont plus conventionnelles et débordent très souvent sur le monde des adultes. C'est d'ailleurs dans ces milieux que la Cosa Nostra — Mafia américaine — recrute son personnel criminel. La nature des délits est plus souvent utilitaire et reliée à des besoins fondamentaux (vols d'argent, de chèques, de vêtements, de nourriture, de boissons, de cigarettes, etc.).

Cependant, dans les milieux traditionnellement criminogènes, on retrouve de plus en plus les manifestations de la délinquance nouvelle des milieux bourgeois. Ceci peut notamment s'expliquer par le fait que les couches sociales extrêmes — les très riches et les très pauvres — tendent à diminuer faisant ainsi de la société une immense « classe moyenne ». On peut facilement penser, qu'à mesure que ce processus s'accroîtra, les défavorisés participant de plus en plus à une certaine prospérité, ces formes nouvelles de criminalité juvénile se manifesteront davantage.

On voit que, si par le passé la délinquance juvénile était presque uniquement due aux lois d'airain d'ordre socio-économique, aujourd'hui elle tend à devenir un phénomène débordant le cadre des classes sociales. La naissance d'une nouvelle délinquance dans les milieux aisés et sa pénétration dans les diverses couches sociales portent les chercheurs à orienter leurs explications sous un autre angle.

Le conflit de générations

La jeunesse tend à devenir aujourd'hui une nouvelle classe sociale. Dans les sociétés industriellement avancées, les jeunes ont tendance à former une sous-culture distincte de celle des adultes, avec leurs institutions, leurs modes, leur langage et leurs valeurs. « La polarisation jeunes/adultes est en train », affirme Marcel Rioux, « de devenir la division la plus radicale de certaines sociétés. » La naissance de cette culture adolescente est reliée à la société opulente de consommation et elle touche d'abord les jeunes des strates socio-économiques élevées ; de proche en proche, cependant, ce phénomène s'étend : aux adolescents des autres strates.

Cette culture adolescente s'oppose de façon très nette à celle des « adultes ». Les jeunes refusent la société et les valeurs de leurs aînés. À ce propos Georges Lapassade, auteur de *L'Entrée dans la vie* écrivait : L'inadaptation de la jeunesse à la vie collective, son opposition aux conditions de l'existence dite « adulte » se manifestent dans les pays les plus industrialisés du monde contemporain. Un peu partout dans le monde, une minorité de jeunes, réunis en groupes « informels », vit en marge, développe des conduites agressives, attire l'attention du public et des observateurs par des voies qui se situent en dehors de l'ordre établi. « (1) » La jeunesse urbaine veut se distinguer de la communauté. Jadis, lorsqu'elle existait, la jeunesse était une période de transition et d'apprentissage vers le monde adulte. Aujourd'hui, elle manque une nette rupture entre les générations ; ne voulant plus s'engager dans des rôles, des statuts et des fonctions qui sont sans cesse en constante redéfinition, les jeunes se réfugient dans un monde qu'ils tentent de créer à leur image. « Les jeunes », selon Marcel Rioux, « ne veulent plus se joindre trop vite à la guerre au couteau que se livrent les adultes. »

Par ailleurs, la prolongation de la scolarité obligatoire a fait que la jeunesse s'étend sur une période beaucoup plus longue qu'auparavant ; de cette période de transition qu'elle était, l'adolescence est devenue un état, un genre de vie, avec sa mentalité et sa vision du monde.

D'autre part, dans cette guerre qui oppose jeunes et adultes, les premiers, plus instruits et mieux équipés, forcent les seconds à adopter une façon de vivre qui s'apparente de plus en plus à la vie adolescente. La matière même de la société post-industrielle favorise la conservation de caractères juvéniles tels la malléabilité, la disponibilité et l'inachèvement. La moralité des jeunes tend même à devenir la moralité des adultes. Cette tendance sera-t-elle permanente ? Les jeunes réussiront-ils à imposer leur culture et leurs valeurs ou seront-ils assimilés, vers le stade du service militaire ou de l'entrée sur le marché du travail par les valeurs traditionnelles, transmises par leurs parents ? Ce dilemme n'étant pas l'objet de ce texte, nous ne nous y arrêterons pas plus longtemps.

La cause probable de la nouvelle délinquance

L'opposition des générations crée dans la société des bouleversements dont les résultats sont les causes mêmes de la nouvelle délinquance. Ainsi, comme les valeurs, les modèles traditionnels ne correspondent plus aux besoins réels de la jeunesse post-industrielle et les parents n'ont plus autant qu'auparavant des schèmes précis, stables et structurés à présenter à leurs enfants : il s'ensuit une recherche nouvelle et une acceptation de valeurs qui, pour le monde adulte, correspondent à un danger d'élimination et, par le fait même, commande des actes de répression. La profonde inadaptation

des jeunes aux structures traditionnelles du monde adulte est la cause réelle de cette nouvelle délinquance des milieux aisés, qui tend à se généraliser à toutes les couches de la société. Pour M. Denis Szabo, directeur du département de criminologie à l'université de Montréal, « la délinquance est due à l'exaspération des besoins créés par les conditions d'existence propres à la société de masse ».

On voit donc que la délinquance juvénile, bien qu'étant un phénomène même fort ancien, se présente aujourd'hui sous des aspects tout à fait nouveaux. Les facteurs socio-économiques ne sont plus les détenteurs exclusifs des causes de la criminalité adolescente, bien plus ils sont relégués au second plan par l'apparition d'une société de consommation où les facteurs psychoculturels ont la prédominance. Il est d'ores et déjà certain que cette tendance ne fera que s'accroître dans les sociétés post-industrielles contemporaines et futures.

APPENDICE 24

Report of the Ontario Legislature's Select Committee
on
Youth
March 1967

REPORT
of the
ONTARIO LEGISLATURE'S
SELECT COMMITTEE
on
YOUTH
MARCH 1967

DELINQUENCY

Since time began, human acquisitiveness, aggressiveness, sexuality and selfishness have existed, and will continue to exist. These are not abnormal characteristics in themselves, and are among the earliest normal characteristics displayed by normal children. The most common cause of crime is uninhibited selfishness, by which is meant condemned by law-abiding citizens. " 'I want, therefore I take', is a fair summing up of the mental attitude of many offenders who, judged by any reasonable standards, suffer from no abnormality but are simply and frankly amoral or asocial and indifferent to the rights of others." *

Crime or delinquency is sometimes called a disease, but there is little support for such a contention. If a mischievous child breaks the glass panes in a greenhouse is he suffering from a rare disease? Interestingly, such an act can be construed as a delinquency if the boy is charged and convicted in court. If, however, the greenhouse belongs to his father he will not likely be considered a delinquent in the legal sense (which after all is the only official criterion). Delinquency then, is a condition defined by law, not by the medical profession.

This study does not attempt to assess the effects of environmental conditions or natural endowment of the delinquent, important as those factors are in their relationship to delinquent behaviour. Why? Because many learned theses and studies have been devoted to prediction and

* *The Magistrate and the Psychiatrist*, Frank I. Powell, (Police Magistrate, Clarksenwell, England) an article included in the late Sir Norwood Easts Book "*The Roots of Crime*", London, Butterworth Co., 1954, P. 149.

causative factors of delinquency based on extensive research which would be well beyond the purview of this report. Secondly, the real concerns of the Committee were the effects delinquent behaviour has on our society, what happens to delinquents, and the means and resources available to this province's youth in the area of delinquency prevention. The latter is a most important consideration at this time because of the almost complete lack of any systematic approach by police, educationists, social agencies and the public at large, to this problem. Police enforcement agencies contacted by the Committee, with few exceptions, have inadequate delinquency prevention programmes. Police training courses are strangely lacking in juvenile content compared with adult content — even when the trainees are to be selected for special police departments dealing exclusively with youth.

School courses seldom teach students their relationship to, and responsibilities before the law. Also, few social agencies and youth organizations work out co-ordinated prevention programmes with police and school authorities.

Some education and police groups are making sporadic efforts in "safety and prevention" programmes related to young people's bicycle and automobile driving and pedestrian roles. Some other agencies undertake "detached worker" and supervised recreational programmes. Commendable in themselves, such programmes are not sufficiently related to delinquency prevention, police efforts, and family counselling assistance to counter the fast growing delinquency rates in large urban centres.

The following reports on "Delinquency", prepared by the Judicial Section of the Dominion Bureau of Statistics, only include statistics on cases brought before the courts and dealt with formally. Youth (presenting conduct problems, who either were not brought to court or were dealt with by the police, social agencies, schools, or youth-serving agencies, without referral to court) were not included in these statistics. The upward trends indicated in the tables are very sobering. They prove, beyond doubt, that there is no time left to relax in our efforts to combat delinquency.

Table "A" presents a profile of youth under 16 years of age who were found delinquent before the courts.

The following table indicates (a) a rate of increase in juvenile delinquency in the order of approximately 10 per cent year in Ontario, (b) delinquency among teenage girls is rising at a more rapid rate than the overall average — approximately 13 per cent, (c) a very high rate of increase in delinquent behaviour is noted among children under 12 years of age varying from as high as 38 per cent for girls in a single year to 24 per cent among boys.

TABLE "A"
JUVENILE DELINQUENCY IN ONTARIO, 1962, 1963 AND 1964 *

	1962		1963		1964	
	Boys	Girls	Boys	Girls	Boys	Girls
Appeared before Court	7,652	1,163	8,513	1,300	9,024	1,398
Found Delinquent	6,637	1,010	7,348	1,103	8,045	1,226
Delinquent Youth by Age Groups:						
15	2,072	387	2,279	438	2,424	447
14	1,650	328	1,691	318	1,805	341
13	1,020	154	1,119	191	1,337	220
12	701	89	799	80	928	100
11	484	22	581	34	620	45
under 11	644	29	845	34	886	63
Not stated	16	1	34	8	45	10
TOTAL	6,637	1,010	7,348	1,103	8,045	1,226

* Juvenile Delinquents — 1962, 1963, 1964, Health & Welfare Division, Judicial Section, Dominion Bureau of Statistics, 1964, 1965, 1966.

TABLE "B"
PERSONS CONVICTED AGED 16-24 IN ONTARIO, 1962, 1963 AND 1964 *

	Youthful Offenders			All Ages
	16-17	18-19	20-24	
1962				
Male	1,908	1,857	2,743	12,495
Female	109	120	214	1,272
TOTAL	2,017	1,977	2,957	13,767
	(14.7%) **	(14.4%) **	(21.2%) **	
1963				
Male	2,372	1,991	2,748	13,315
Female	166	152	260	1,470
TOTAL	2,538	2,143	3,008	14,785
	(17.2%) **	(14.5%) **	(21.0%) **	
1964				
Male	2,371	1,781	2,634	12,396
Female	167	152	283	1,667
TOTAL	2,538	1,933	2,917	14,063
	(18.0%) **	(13.7%) **	(20.8%) **	

* Statistics of Criminal and Other Offences — 1962, 1963, 1964, Health & Welfare Division, Judicial Section, Dominion Bureau of Statistics, 1964, 1965, 1966.

** Per cent of all convictions.

It has been impossible to determine exactly the incidence of acts by juveniles who, (if apprehended and convicted in a juvenile court) would be declared delinquents. Informed sources believe that half of all such acts go undetected and unacted upon.

Juvenile Delinquency in Ontario 1962, 1963, 1964

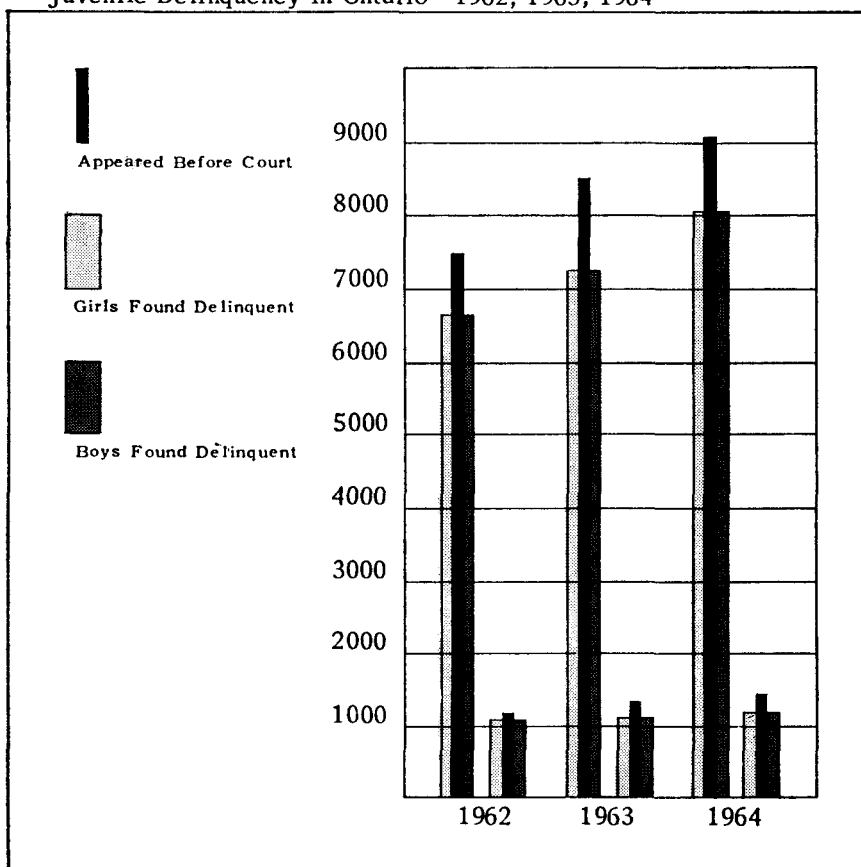


PLATE NO. 11

The available information on the number of juveniles committing offences for which records are kept, reveal some interesting trends. Consider the data from the province's largest city, compiled from annual reports of the Youth Bureau of the Metropolitan Toronto Police Department.

These figures show there is a steady upward spiral in juvenile delinquency in Toronto. Nothing in the Dominion Bureau of Statistics' information indicates that this trend is unique, but rather it has been borne out by similar trends in other centres.

TABLE "C" *

	1961	1962	1963	1964	1965
Number of Juveniles interviewed for Violation of the Juvenile Delinquents Act	4,805	6,314	7,099	7,919	9,537
Total Number of Offences	7,095	8,510	9,763	10,335	11,867
Juveniles Referred to Juvenile Court	3,235	3,738	3,999	4,110	3,750
Age Groups of Juveniles Committing Offences					
Under 8 years	74	103	147	143	156
8 years	124	162	220	263	287
9 years	217	288	339	386	472
10 years	280	395	494	554	622
11 years	358	540	626	630	783
12 years	512	620	769	953	1,156
13 years	828	999	1,105	1,382	1,601
14 years	1,238	1,491	1,573	1,651	2,083
15 years	1,174	1,716	1,826	1,957	2,377

* Annual Reports of the Metropolitan Toronto Police Department, Youth Bureau, 1965, and submission from the Metropolitan Toronto Police Department to the Select Committee on Youth, June 28, 1965.

Training Schools And Provincial Adult Institutions

The services of the Department of Reform Institutions, include children below the age of 16 years and youth above this age. Those institutions and facilities serving these groups can be divided as follows :

1. Training Schools, serving populations up to 18 years of age, but not more than 16 upon admission (6 boys and 4 girls institutions).

Boys

Hagersville (under 12)
Cobourg (under 14)
Bowmanville (under 15)
Simcoe (academic)
St. John's (under 16)
— R.C.
St. Joseph's (under 16)
— R.C.

Girls

Port Bolster (under 13)
Galt (under 16)
Lindsay (academic vocational)
St. Mary's (under 16) — R.C.

2. Adult Institutions, serving populations from 16 years of age and over. (17 institutions excluding district jails.)
3. After-Care Section, serving the rehabilitation needs of juveniles from training schools and adults released from adult institutions.

The following tables show the admission and population for Training Schools and admission figures for Adult Institutions for each of the last published records (1960-1964).

TABLE "D"
TRAINING SCHOOLS *

Year	Admissions (1)			Population as of March 31st					
	Male	Female	Total	In Residence (2)			On Placement (3)		
1960	603	275	878	858	323	1,181	1,073	304	1,377
1961	680	430	1,110	868	380	1,240	1,158	284	1,442
1962	772	297	1,069	949	401	1,350	1,212	312	1,524
1963	820	291	1,111	966	415	1,381	1,367	309	1,676
1964	845	340	1,185	1,044	441	1,485	1,459	323	1,782

(1) Note approximate 33 per cent increase over the five-year period.

(2) Note approximate 25½ per cent increase over the five-year period.

(3) Note approximate 29½ per cent increase over the five-year period.

TABLE "E"
NUMBER COMMITTED TO ADULT INSTITUTIONS **
(TO 24 YEARS OF AGE INCL.)

Year	Male	Female	Total Number
1960	2,544	160	2,704
1961	2,863	225	3,088
1962	2,787	186	2,973
1963	3,073	208	3,281
1964	3,235	183	3,418

This is an increase of approximately 26 per cent over the five-year period.

* Department of Reform Institutions — Annual Reports, Toronto.

** Annual Reports of The Department of Reform Institutions, to the Select Committee on Youth, Queen's Park, Toronto, October 20, 1965.

When considering the adult figures, the results are strikingly similar to the juvenile pattern — a steady increase in the number of commitals to penal institutions.

That we have no cause for satisfaction with present day penal methods of reform is supported by the fact —

“... that in 1958, of the men in penitentiaries, 80.36 per cent had previously been in a penal institution. This does not mean, however, as is often stated, that 80.36 per cent will go out, commit more crime and return. In actual fact only 45.37 per cent of the inmates in 1958 had been in a penitentiary before. This does not seem to be a satisfactory recovery rate under any circumstances; but it is important to realize that in Canada we simply do not know the number of people who form what we might call the hard core recidivist group. Is it 20,000 or 30,000 or more? If the 45.37 per cent penitentiary or the 80.36 per cent general recidivism is in fact representative of a relatively small number going through the revolving jail house door we have no cause for satisfaction... It is more disconcerting that the 80.36 per cent general recidivist figure indicates a steady progression from gaol or reformatory to the federal institutions and that the prison populations are steadily increasing...”*

Since this was written in 1960, there has been no appreciable change in these figures on the basis of annual admissions in 1964. What is particularly noteworthy is that over 45.3 per cent of these inmates fall within the terms of reference of this Committee, young people aged 16 to 24 inclusive.

There is little evidence, based on recidivism figures available, to indicate any marked improvement in our preventive and treatment programmes for delinquents. More recent trends towards differential treatment of delinquents in training schools will have more positive results, providing overcrowding can be avoided and a high level of qualified staff maintained.

Special Institutions

The need for half-way houses, after-care group homes, and hostels was recognized during the Select Committee's first hearings in 1964. This characterized many of the submissions of major organizations (public and private) dealing with youth. The Interim Progress Report of the Select Committee indicated the emerging significance of this problem as follows:

“Studies made of facilities for young offenders in both Ontario and California have pointed up a genuine need for a number of small “group-homes” that could accept referrals from juvenile courts that are presently being referred to training schools.

* A. M. Kirkpatrick, *Correcting Corrections*, Criminal Law Quarterly, Vol. 2, No. 4 (February 1960), p. 65-72.

"The primary reason for a number of children requiring removal from their own homes stems from temporary misbehaviour patterns fostered by inadequate parents. The emotional damage done by the time agency or court intervention occurs is often considerable but does not seem to warrant, in many cases, commitment to a delinquency reform setting (training school) involving, as it does, the undesirable by-products of :

- a) contact with hard core delinquents,
- b) a stigma, which does exist, and in the case of job opportunities, outright discrimination by many employers against those having spent time in a reform school,
- c) removal of this type of child from the community and its resources which, in many instances, can and should be used in the process of rehabilitation." *

A submission from the Department of the Attorney-General also points out the need for such a course of action :

"We are firmly convinced that many commitments to Training Schools could be avoided if group homes were available in the communities. It is also quite obvious that too many children are being returned from Training Schools to the very homes which were found inadequate and required the removal of the child . . . Group homes, half-way houses or hostels of some type appear to be a necessity." (P. 7 of its Brief)

Some submissions mirrored these thoughts. Others informed the Committee about many cases in which young people should be removed from their homes for a period of time, to enable the probation officer to develop what strengths there are in their personal and family situations. During this time, in such facilities, (probation hostels — group homes) the youth might safely be left in the community, at school, or in employment, pending the development of a plan that may avoid the necessity of imprisonment or training school.

The very real need for small group homes supervised by wholesome substitute parents on a basis of a "home-away-from-home" is needed almost everywhere a juvenile court is located.

The "half-way house", as it has often been termed, would have a dual function. First, it would provide homes for children who require residential care away from home because of problems within their own homes that preclude proper supervision and adequate home life. Second, the pre-delinquent who should not be sent by the courts to training schools could best be served in a homelike setting within the community. Thus, the community resources of school, recreation and health could be used with a minimum of social dislocation to the children concerned. Many boys and girls are now being sent to training schools who could be better served in the community, if appropriate resources were available.

* Progress Report of the Select Committee on Youth, (April 1965), P. 13-14.

Finally, the rural or ranch-complex residential setting, complete with farm, recreational and academic facilities, is a necessary alternative to training schools for children who are not hard-core delinquents. These children particularly need supervision and training away from home in a setting where a sense of security may be engendered by group living for extended periods of time.

An example of this type of setting, the William F. James Boys' Ranch, Santa Clara, California, was visited by the Committee, a member of which describes it like this :

"This is a school and agricultural programme institution with two separate age divisions — the first being for a younger group between the ages of 13 and 15 and the second being for the older boys between 15 and 18. The maximum population in each of these divisions was only 54, a total of 108 for the institution." *

Recidivism at this school was rated at 16 per cent using the age of 18 as the cut-off point for statistical purposes. This is, indeed, an exceptionally low recidivist rate.

Such institutions when established in Ontario should be under the supervision and direction of the Child Welfare Division of the Provincial Department of Welfare.

RECOMMENDATIONS

The Select Committee recommends that :

- 2.28. Small group homes (8 to 10 children to a home) are urgently needed for children who may or may not be in conflict with the law, but cannot remain in their own homes for a variety of reasons. Such homes could best be supervised by the Child Welfare Division of the Provincial Department of Welfare and should be subsidized on a per capita arrangement by the provincial government and local municipalities, on an agreed cost-sharing formula.
- 2.29. Rural residential settings be provided for children who need 24 hour-a-day supervision, with academic and vocational training combined with discipline and counselling, but should not be associated with training schools. This type of complex should be financed and supervised by the Child Welfare Division of the Department of Welfare, which is responsible for the standards and supervision of all children's institutions in Ontario.

* See Appendix C.

230. Both the previous recommendations (#228 and #229) should be focussed primarily on the expanding programmes of children's aid societies in Ontario, since they are most obviously equipped to handle such ventures. Where finances are insufficient under the existing Child Welfare Act, the province must consider increasing its share of the cost.

JUVENILE AND FAMILY COURTS

The juvenile and family courts are distinctly different from other courts by their concentration on such matters as juvenile delinquency, offences involving adults with children (contributing), special areas of domestic relations, and children in need of care and protection. Although many legal-minded people say that the Juvenile and Family Court is not a "quasi-social agency", the fact is that these courts are, in effect, socially-oriented by statute. The Juvenile Delinquents' Act, Section 38, defines the philosophy of juvenile courts this way :

"This Act shall be liberally construed to the end that its purpose may be carried out, namely, that the care and custody and discipline of a juvenile delinquent shall approximate as nearly as may be that which should be given by its parents, and that as far as is practicable every juvenile delinquent shall be treated, not as criminal, but as a misdirected and misguided child, and one needing aid, encouragement, help and assistance." *

The Committee received several important submissions advocating that the Attorney General's Department should consider the assignment to specialized courts of those youths over the juvenile court age of 16 years and under 21 years. There is much merit in providing the type of services for this young offender group that is available for juveniles under 16 years of age. The real implication of such recommendations appears to be an indirect criticism of the treatment accorded young offenders in adult courts, where large court calendars and little or no clinical or diagnostic services are available to the magistrate. This results in young immature offenders (16 or 17 years old), being summarily dealt with under circumstances well beyond their knowledge and where they are treated as criminals. Certainly not treated as misguided young people or as persons needing aid, encouragement and assistance. In many cases young offenders are misguided, they do need aid, encouragement and assistance. This has never been the design, intent, or the philosophy of our laws respecting adults (probation to the contrary). Their primary aim has been deterrence through punishment, and protection of society through

* Juvenile Delinquents' Act, 1929, c. 46, s. 38.

incarceration of those found guilty before the law. For such reasons the Committee is vitally interested in those young people who seem caught in the adult criminal law process, while still exhibiting the needs of juveniles.

Setting up special courts for this group, is a highly-debatable question and one not met with general acceptance. The Committee believes that raising the juvenile age in Ontario might be a better alternative to this problem.

The United Nations, in its publication the Review devoted an entire edition to the report prepared by the Secretariat on "The Prevention of Juvenile Delinquency" which was the basic document on this subject for the first United Nations Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders held in Geneva, August 22 to September 3, 1955. This document comments of the subject of upper age limits for juveniles as follows :

"The most common of the upper age limits for juvenile offenders are fifteen, sixteen, seventeen, and eighteen years . . . The majority of the Canadian provinces and the Non-Self-Governing Territories have also shown a preference for sixteen years as the upper age limit for juvenile offenders. New Zealand and three of the six States of Australia have fixed the limit at seventeen years. Eighteen years as the upper age limit is most preferred in Europe, North America and Latin America . . . Three of the Canadian provinces and thirty-three of the United States jurisdictions are using this age limit . . . The most common upper age limit for juvenile offenders is eighteen years . . . The recommendation has been based on the proposition that adult ways of thought and behaviour are not usually attained before this age, and that juveniles below the age could profit by measures of protection and guidance . . . It must be remembered that the upper age limit is fixed to enable the application of special measures to juveniles below this limit, and by raising this level there would consequently be a greater number of juveniles who would be eligible for special treatment . . . Whatever age is chosen as the upper limit for juvenile delinquents, it is desirable in fixing it objectively that due regard should be paid to all the above ramifications and each country should find out for itself that happy medium by which the interests of both the juvenile and the society are adequately served." *

The lack of a uniform juvenile age among the Canadian provinces has presented problems in the administration of justice across the country. The variety of existing legal juvenile ages in Canada are listed as follows :

British Columbia	—	18 years
Alberta	—	18 years for girls 16 years for boys
Saskatchewan	—	16 years
Manitoba	—	18 years
Ontario	—	16 years
Quebec	—	18 years

* *International Review of Criminal Policy*, United Nations, Nos. 7-8, New York, January 1955, p. 13-17.

New Brunswick	—	16 years
Nova Scotia	—	16 years
Prince Edward Island	—	16 years
Newfoundland	—	17 years

In this connection, the Committee concurs with the following statement from a recent report of the Federal Department of Justice :

"A federal statute, especially one concerned with criminal law, should not be open to the charge of discrimination... We might point out as well that a variation in age limits as between provinces can serve to defeat the purpose of section 421 of the Criminal Code in relation to juveniles who commit offences in more than one province. Section 421 is designed to afford an accused who is in custody in one province the opportunity of disposing of all charges outstanding against him in other provinces... Because of present variation in the juvenile age it may happen that a young person will serve a sentence in one province and then be returned to face charges in another province." *

To reach a uniform and acceptable juvenile age may mean not only a compromise between ages 16 and 18 but a recognition of the fact that there is in reality no arbitrary age in adolescent development that applies to every young person at the same time. People mature at different rates. However, fixed patterns of behaviour are more marked after 17 years of age than before this age.

Paul W. Tappan, Professor of Sociology and Lecturer in Law at New York University in his proposals for the Sentencing and Treatment of the Young Adult Offender under the Model Penal Code states :

"... that seventeen is a more appropriate natural dividing line than either 16 or 18... while there is no complete uniformity in this range, characterized as it is by spasmodic and disjointed growth rates in physical, social and emotional maturity, authorities have noted that the spurt to maturity has usually occurred by the age of seventeen." **

It may well be that a higher age should be set for juveniles than 17. However, the Committee recognizes that there is little sense in raising the age level of juveniles to 18 if provincial resources for persons of this age are not adequate in the immediate future for such an age group. Certainly Ontario is not yet adequately equipped to deal with an age variable from age 8 to 18 years in terms differential institutional treatment, either public or private. It would seem possible to contain and provide treatment facilities for a juvenile range of 8 to under 17 years, with some limited expansion of our juvenile courts and existing institutional services.

* *Juvenile Delinquency in Canada*, Report of the Department of Justice Committee on Juvenile Delinquency, Ottawa, 1965, p. 61.

** *Model Penal Code*, American Law Institute, Draft No. 3, New York, 1955.

The marked advantage of having the juvenile maximum age set at under 17 at this time is that all children and young people, during their formative years, would have the benefit of (a) the most up-to-date diagnostic services the courts have to offer (which are usually found in juvenile courts); (b) a variety of differential treatment facilities separate from hard-core adult criminals; (c) juvenile courts can transfer those serious cases of more mature delinquents to adult courts under an existing statute, Section 9 of the Juvenile Delinquents' Act :

"Where the act complained of is, under the provisions of the Criminal Code or otherwise, an indictable offence, and the accused child is apparently or actually over the age of fourteen years, the Court may, in its discretion, order the child to be proceeded against by indictment in the ordinary courts in accordance with the provisions of the Criminal Code in that behalf; but such course shall in no case be followed unless the Court is of the opinion that the good of the child and the interest of the community demand it." *

It should be recognized however, that there are very few instances where "the good of the child and the interest of the community" is really served by transferring juvenile cases to the adult open court. This has particular application in murder cases, where upon acquittal the court loses all control of the child, or upon a verdict of guilty, when no good can be done to a child since the law demands the death penalty (which is cannot enforce, in any event, in Canada). Where the need does exist for such transfer, the facility does exist. What is specifically required is protection for those young people denied the appropriate court clinic facilities they require due to their normal rate of physical and mental development factors.

RECOMMENDATION

The Select Committee recommends that :

231. The Attorney General's Department endeavour to institute legislation as soon as possible to establish the juvenile age at 17 years (under) in the province. This to assist in achieving uniformity across the country and to achieve the highest rehabilitation rate possible of young people before the courts, at a time when they may benefit most.

Clinical Services and Specialized Personnel for Courts

Few courts in Ontario have the benefit of adequate clinical services made up of psychiatry, psychology and social work personnel. Any court

* Juvenile Delinquents' Act, 1929, c. 46, s. 9.

that has them is most fortunate. When young offenders appear before our courts on serious charges, long terms in reformatories and penitentiaries are sometimes involved. With the wide discretionary sentencing powers placed in the hands of magistrates and judges, it is imperative that clinical services be made available to our courts. Such services would help provide basic and essential information respecting the mental capacity, environment factors, personality abnormalities, and the legomedical implications of mental and physical illness not assessable by laymen. The results of such information is of crucial and direct concern to those before the courts.

The need for professional diagnosis of children and adults coming before juvenile and family courts has been recognized for many years by judges and behavioural scientists. The Juvenile and Family Court of Toronto was among the first courts in North America to incorporate professional diagnostic services into the court setting. As early as 1921, the Court had the services of a psychiatrist and social investigator to assist in the formulation of diagnosis and recommendations for the use of the judges when they were dealing with difficult cases.

From that time until now, the court has always had a diagnostic service. This has grown in size as the needs have increased and has developed this forensic type of investigation in the best traditions of the combined professional skills of psychiatry, psychology and social work.

"Why doesn't the Juvenile and Family Court Clinic provide a treatment service for its many clients?" The answer to this often asked question is found in the Juvenile and Family Courts Act, which specifies that, "any municipality having a population of 500,000 or more may maintain or operate a diagnostic clinic." *

This underscores the fact that a court in this province is neither a hospital nor (as one judge has phrased it) — "is it, a quasi-social agency." ** Every professional worker in this field recognizes that diagnosis contributes to treatment, but treatment per se is not diagnosis. The latter is considered by our statutes as being within the purview of the courts. Prescribed treatment however, is the responsibility of specialized community resources such as hospitals for defective patients and the mentally ill, out-patient services, private psychiatrically-oriented residential settings and correctional institutions. Both of the latter providing long term treatment for variously defined behaviour-disturbed children.

No juvenile and family court could possibly provide the highly-specialized variety of differential treatment services that are required

* Juvenile and Family Courts Act, Section 8, s.s. 1, 1959.

** The Juvenile and Family Court — *Some Thoughts on Practice and Procedure*, Journal of the Ontario Children's Aid Societies, January 1962, by Judge Hugh C. Arrell.

to meet the needs of its many clients, nor does it seem feasible that it should do so. The helping role of the probation officer is really the only treatment facility at the disposal, and under the direction of our courts by law.

Today, most modern diagnostic services, whether attached to hospitals, schools, and particularly courts, require the team approach when evaluating a human-relation's problem involving, as it does, the individual's ability to function inter-personally, physically and mentally.

A child charged with a delinquent act, such as fire-setting, may or may not be a psychological problem or require psychiatric treatment. It is a fortunate circumstance however, when a judge can ascertain (prior to a final disposition) whether a child before him needs such specialized help rather than sending him back into the community. This latter course is often a gamble, and further loss of property, or even death may result from the lack of not being aware of the extent or potential of a mentally sick child.

Many seemingly commonplace behaviour patterns have been found to require very different treatment than original first impressions might indicate. When the whole story has been learned through the efforts of a clinic team working together, a long series of thefts can sometimes be the indication of a serious rejection pattern. If this aberration were treated on a punitive basis without proper guidance being given to parents and child, by skilled casework personnel acting upon advice of clinic staff, the result could be a long criminal career.

Likewise, the prompt and accurate diagnosis of sex offences for what they are, simple curiosity or serious deviation, requires special treatment in some instances and just plain talk in others. Serious results can ensue by not knowing which treatment is required. It is the responsibility of the diagnostic clinic of the court to determine the correct diagnosis and treatment of such cases when they are referred by a judge. Many other types of behaviour obviously come to mind that require clear-cut diagnosis and recommendations from the skilled members of the clinic team if successful rehabilitation is to be achieved.

Many things have been learned over years of court experience. One is that deciding whether a child or adult did or did not commit an offence, is not nearly as difficult as knowing what to prescribe when you know he has done it. Here, the court calls on its professional resources for effective diagnosis and recommendations. The more skilled these professionals are, particularly as diagnosticians, the more likely a judge is able to depend on clinical recommendations and make an appropriate disposition. However, the Committee believes that it should never be within the jurisdiction of clinical personnel to make dispositions. This function is

clearly that of a judge or magistrate who is responsible to an appeal court for such important decisions. A clinic can recommend, but a judge must make the ultimate decision based on all aspects of the case in the tradition of Canadian Law. It should be made abundantly clear that diagnostic clinics recommend and courts decide to avoid any confusion regarding the respective roles of court and diagnostic clinics.

RECOMMENDATIONS

The Select Committee recommends that :

232. All courts dealing with young offenders and juvenile delinquents have adequate diagnostic facilities made available to them. It should be made abundantly clear that diagnostic clinics recommend and courts decide, to avoid any confusion regarding the respective roles of court and diagnostic clinics.
233. The use of local mental health clinics, general and Ontario Hospital diagnostic services be made available for diagnostic services to the courts where these services cannot be an integral part of the court services.
234. Where clinical services are not available locally, a regional service should be established through the co-operation and assistance of the Department of Health, as previously recommended. (See Recommendations #93 and #94 under Health.)

Deserted Wives and Children's Maintenance Act

Under the Deserted Wives and Children's Maintenance Act there appears to be no way in which the family courts of this province can enforce their own orders of maintenance against an erring husband.

A speeding summons is given a higher priority in respect to the enforcement of its provisions than a Family Court Order has for the maintenance of a wife and children.

Family court matters are inseparably connected with juvenile courts in this province. The most frequent cases before our family courts are those related to the Deserted Wives and Children's Maintenance Act. This Act broadly provides for the protection of wives and children who have been deserted by their husbands and fathers without adequate provisions having been made for their maintenance and welfare.

Unfortunately, under this Act, it appears that many family courts of this province seldom enforce their own orders of maintenance against an erring husband.

If a court makes an order of maintenance on behalf of a wife and/or her children and the husband fails to obey this order, the wife in practice, must initiate the application to the court for a Show Cause Summons to be issued (to obtain a hearing respecting an order already approved by the court).

This situation leaves a deserted wife :

- a) With no assurance that she will receive a "court ordered" maintenance payment or further, that anything will be done by the court if such payments are not made.
- b) At the mercy of intimidation by her husband who has nothing to fear from a court that does not enforce its own orders, and has only to deter his wife from asking for the issuing of a Show Cause Summons.
- c) No recourse but welfare if her husband chooses to move about the province or the country whenever her Show Cause Summons is received. The onus is again on the wife to locate the address of the husband before the court will act. In some municipalities her welfare maintenance is held up on the presumption she has an order of maintenance from her husband through the family court.

In many instances deserted wives are being asked by local welfare officers to lay charges against their husbands before providing welfare assistance to needy families.

This is not supportable by welfare legislation and is a bad practice because it prevents family counselling services working on the problem with a view to reconciliation. It is felt by the Committee that once an order has been made by a Family Court against a husband for the maintenance of a wife and children, the court should take the necessary steps to enforce the order if a husband fails to comply with the order. This should be done without obliging the wife to issue a Show Cause Summons with its consequent waiting period for the case to be heard, and the problematical appearance of the husband with frequent adjournments and time off work to appear in many needless instances.

RECOMMENDATIONS

The Select Committee recommends that :

- 235. The Deserted Wives and Children's Maintenance Act be amended to provide for adequate enforcement of court maintenance orders under this statute. All moneys assessed against the husband should

be paid into the court and penalties imposed by the court for failure to do so.

236. In those instances when a court order of maintenance is made in favour of a mother and children and where the mother would normally qualify for Mother's Allowance, she should automatically be placed on the Mother's Allowance. Any sums collected by the court, based on the court order should then be paid to the Welfare Department concerned, by the court. When a husband is paying on an order of maintenance an amount in excess of what Mother's Allowance provides, the balance received in excess, should be paid to the wife and children by the Department of Welfare.

Juvenile Court Judges

Juvenile and family court judges are appointed provincially through the Attorney-General's Department. No conditions respecting qualifications are legally required of persons designated as either magistrates or juvenile court judges. Although it has been generally agreed that legal training should not be a prerequisite to the appointment of such judicial officials, it is felt that a training period should be a requirement of every magistrate and juvenile court judge before assuming their judicial responsibilities. Such training should include : (a) enough legal knowledge to enable them to discharge their duties (conducting legal hearings, application of rules of evidence, etc.) ; (b) a knowledge of court resources available both public and private to meet disposition needs ; (c) some basic psychology as related to both normal and abnormal behaviour of both children and adults. The judges and magistrates would then have a clearer concept of the overall requirements of their jobs, and a more uniform practice in the courts concerned should result.

In some jurisdictions there are part-time judges and magistrates, some of whom practice law in the same jurisdictions in which they preside. This system lacks the total objectivity required in judicial matters and such jurisdictions would be better served by full-time itinerant judges and magistrates.

RECOMMENDATIONS

The Select Committee recommends that :

237. Juvenile court judges and lay magistrates receive a training period before assuming their positions on the bench. Such training courses should include :

- a) enough legal knowledge to enable the judge or magistrate to discharge their duties (conducting of legal hearings, application of the rules of evidence, etc.) ;
 - b) a knowledge of court resources, both public and private, to meet the disposition needs of the court ;
 - c) basic psychology as it is related to normal and abnormal behaviour of children and adults.
238. Those jurisdictions presently being served by part-time juvenile court judges and magistrates would be better served by full-time itinerant judges and magistrates.

Detention Facilities

The Juvenile Delinquents' Act, provides as follows for the detaining of children under 16 years of age for whatever court purposes :

"No child, pending a hearing under the provisions of this Act, shall be held in confinement in any county or other gaol or other place in which adults are or may be imprisoned, but shall be detained at a detention home or shelter used exclusively for children or under other charge approved by the judge or, in his absence, by the sheriff, or, in the absence of both the judge and the sheriff, by the mayor or other chief magistrate of the city, town, county or place.

"Any officer or person violating the provision of subsection (1) is liable on summary conviction before a Juvenile Court or a magistrate to a fine not exceeding one hundred dollars, or to imprisonment not exceeding thirty days, or to both fine and imprisonment." *

Detention and Observation facilities ideally refer to accommodations for juveniles, either before a court hearing or during a court-ordered observation period, that should be absolutely separate from any adult prison or "lock-up" area. Proximity to any such adult facility is undesirable both in atmosphere and moral conditions for those of tender years. Yet detention facilities are a necessary part of the juvenile court process. They are used extensively by police, the court and agencies such as the children's aid societies, but children should not be placed in such accommodations save as a last resort. If at all possible, the child should be left in its own home, pending a court hearing, or during the period required for a clinical assessment. Sometimes, however, children require the maximum custodial care of a detention home, both for the protection of society or the protection of the child from its own behaviour. Children, young girls especially, who refuse to stay at home and abscond to distant cities with little or no provocation, must be protected for their own good pending court dispositions.

* Juvenile Delinquents' Act, 1929, c. 46, s. 13, s.s. 1 & 2.

Use of detention facilities for children awaiting a hearing should be limited to those children ;

- a) requiring custody for their own safety and/or that of the community,
- b) who indicate that they are likely to abscond,
- c) are abscondee from schools to which they previously have been committed,
- d) or are being held on behalf of another jurisdiction (such as a child who has run away from home in another province, city or state).

Some court jurisdictions have elaborate Detention and Observation homes ; some jurisdictions have none whatsoever ; still others have used facilities in or attached to adult jails. Juvenile detention facilities are admittedly expensive — but necessary. Similar arrangements could be made for children held in custody as those recently provided for adults in county jails. Notably that in those jurisdictions where the need is relatively small, a regional juvenile facility could be shared by several areas and thus reduce the cost of such accommodations to the local counties and municipalities. This seems desirable and logical.

According to a submission from a Children's Aid Society in northern Ontario, some 10-year-old children have to be detained in local jails, because of lack of proper facilities. Little wonder then that many organizations stress the urgency for proper detention homes for children under 18. These organizations include children's aid societies, government departments, community welfare councils, police departments, juvenile and family courts and many others serving Ontario's youth.

Children placed in such facilities must be treated as if they were in as normal home conditions as possible. Friendly and sensitive supervisory staff are essential. Detention in custody can be a traumatic and damaging experience for children, particularly if this is for extended periods. For this reason, the periods used should be as short as is practically possible and if such custody can be accomplished through a relative's or suitable friend's home, this is usually preferable to institutional custody. It becomes obvious then that bail proceedings do not really apply to the detention of juveniles. If a child can possibly be returned to the care of his parents or relatives or suitable interested parties, pending the court's pleasure, the child should not be placed in detention, and bail should be no factor in such a decision. Conversely, if a child should be in a detention area for reasons of its own protection or that of society then again bail should not apply.

The juvenile courts of our larger cities have been slow to establish effective procedures for intake controls. Traditionally, the only control over admissions has been the number of detention beds available. This

is usually the result of law enforcement agencies determining how detention shall be used. The problem can then get out of control for lack of "pre-disposition probation service and clear, courageous intake control policy on the part of the court". * The number of children presently held in detention could be much reduced. To do this, the policy of admission would have to be based on the detention and court staff decisions about the necessity and suitability of home supervision, rather than on just the police or agency recommendations, in many cases.

RECOMMENDATIONS

The Select Committee recommends that :

239. Every juvenile court have access to a detention home area as provided under the Juvenile Delinquents' Act, 1929, c. 46, s. 13. The Attorney General's Department should examine all juvenile detention facilities in Ontario to make sure that they comply with the Juvenile Delinquents' Act.
240. In those areas where it is not practical to maintain and staff a proper detention establishment for juveniles, an arrangement to provide such facilities on a regional basis (similar to those provisions made for adults) be undertaken by counties and local municipalities deficient in this youth service.
241. No child be placed in a detention facility if it is possible to accommodate such child in either its own home, that of a responsible relative or an approved interested party.
242. A detention admission policy be established in every court setting which will assure that children are not indiscriminately placed in custody on purely law enforcement recommendations.
243. Bail should not be a consideration where juveniles are concerned. A child either should or should not be in a detention facility. Money should not be a criterion of custody for children.

Probation

Probation has been considered by our provincial authorities, (including the Attorney-General's Department) as being the greatest single constructive force in the community dealing with juvenile delinquents

* Norman, Sherwood. (Director of Detention Services, National Probation and Parole Association). *Detention Facilities*. New York, 1960, p. 15.

and bringing about their reformation. The Director of Probation Services for the Province of Ontario, D. W. F. Coughlan, supports this claim as follows :

"...no country is receiving the protection to which it is entitled from its law enforcement system until the majority of offenders are permanently reclaimed as useful citizens... Probation achieves this goal in 70 per cent of the cases it deals with, whereas incarceration falls short of this objective in an almost adverse ratio ; over 75 per cent of the people admitted to Canadian penitentiaries each year have been incarcerated before, and between 65 per cent and 75 per cent of those admitted to provincial reformatories each year have been incarcerated previously ! *

In spite of the overwhelming evidence on behalf of probation, it is surprising the relative sparsity of its use. During 1964, 14,063 young offenders were convicted by Ontario adult courts. Of this number 6,171 were sent to penal institutions, and according to the figures quoted above, 4,011 will again serve time in reformatories and penitentiaries. However, 5,939 of those convicted were placed on probation and of this group 4,157 may be successfully rehabilitated. These striking contrasts greatly concern the Committee, because 7,788 of those convicted in 1964 were between the ages of 16 and 24 — and 3,413 of these youngsters were sent to penal institutions ! Further, in 1961, 9,980 convicted adults were on probation in Ontario. A leading probation authority has made pungent commentary in this area.

"Each one of these people was costing the taxpayers sixty cents a day for probation rather than four dollars a day for prison ; they were supporting their own families, thus, saving public expenditure through relief and Mother's Allowances ; they paid \$49,000 in restitution ; they poured over \$18,000,000 of earnings back into the national economy and there is a far better chance that they will be reclaimed permanently as useful citizens through probation rather than prison !" **

A preliminary survey undertaken by the Ontario Probation Officers' Association reveals that out of 466 probationers studied in this province over a three-year period (422 males — 44 females) 68.3 per cent of the males and 90.9 per cent of the females were successfully rehabilitated as of three years after their probation period. Is probation more effective in some areas than others ? It seems to be most effective in less dense populated areas.

large urban centres	—	63.3% successful
medium-sized centres	—	67 % successful
small centres	—	71.5% successful

* D. W. F. Coughlan, Director of Probation Services, "The History and Function of Probation", Canadian Bar Journal, (June 1963), p. 202.

** *Ibid*, p. 210.

In northern Ontario the probation success rate is highest — 75.5 per cent successful in this study. *

In England :

"Probation is primarily applied to first offenders: 66 per cent of the adults and 75 per cent of juveniles who were put on probation had no previous convictions for indictable offences recorded against them. That probation should be very useful in helping first offenders to overcome any propensity to commit crime is a conclusion which might be anticipated. The extent to which it fulfils this function may be gathered from the fact that among first offenders 69 per cent of the males and as many as 86 per cent of the females completed their supervision and were not reconvicted during the subsequent three years. But what is particularly noteworthy is the value of probation in dealing with adolescent and adult first offenders. It proved effective for nearly 80 per cent of the men and 90 per cent of the women, aged seventeen and over; and indeed its effectiveness appears to be somewhat greater when used for adults aged twenty-one and over, than for any of the younger offenders. The rates of success according to sex and age are as follows :

Age Group of First Offenders	Males	Females
	%	%
8 and under 14	60.5	77.0
14 and under 17	69.2	80.8
17 and under 21	74.8	86.6
21 and over	78.5	90.4
All first offenders	68.6	86.3" **

Interestingly, the older the first offender the better chance there is of rehabilitation, as the above English figures show.

It has been recognized that caseloads of over 40 to 50, precludes good sound probation counselling service. In spite of this knowledge, many urban probation officers carry 50 to 70 cases. Added to this, they are asked to do pre-sentence reports, act as court attendants, transfer probationers to hospitals, out-patient clinics and other duties. To successfully work with a delinquent child and his complex relationships with home, school or employment, takes skill and time. Of these two, possibly time is the most important. The productivity of probation bears a direct relationship to the manhours per probationer by the probation officer, and any illusions to the contrary will reveal a high rate of recidivism, as any supervisor in this area of social work will attest.

Again, Child Adjustment Services, and other organizations dealing with youth, are concerned about the lack of staff to effectively cope with

* Ontario Probation Officers' Association. *Results of Adult Probation*. Toronto 1965. (Survey covers a 3-year period after probation).

** *The Results of Probation*, L. Radzinowicz, MacMillan & Co. Ltd., London, 1958, p. 4-5.

probationers in numerous areas of the province. If probation is to be an alternative to prison it must be done on a recognized professional basis. Competent, professional-calibre probation work, cannot be done with excessive caseloads — in other words, not enough staff to do the job.

In a recent statement on The Development of Probation Services in Ontario, the following is of interest :

“Standards of Service

- c) Workload standards must be identified and maintained at a level which will enable the officer to function at the optimum level of effectiveness.
- d) Stabilization and control of both court and probation workloads would be essential to the end that the Bench in its role of selecting probation candidates is in a position to do so with care and with assurance of the availability of adequate probation facilities.” *

Most juvenile courts use the services of probation beyond the effective limits of their staff. Adult courts do not use probation extensively, particularly in the cases of young adults from 16 to 24. But their probation officers still frequently carry well beyond the accepted caseloads considered to be therapeutically productive, (over 50 cases as a maximum per officer).

The law of diminishing returns begins before this point is reached. What is therapeutic when treating over 50 cases, will be determined by the number of manhours a few cases will receive at the expense of the total case load of the worker.

In large urban centres it is questionable whether the probation officer's time should be spent on pre-sentence reports and other duties that take his time from the basic function of helping and working with his clients. Pre-sentence reports can be compiled by persons less skilled than probation officers. Such personnel should wherever possible, be so employed to relieve the burden on probation officers.

RECOMMENDATIONS

The Select Committee recommends that :

- 244. Probation services be expanded to permit proper casework service being afforded the children and young offenders placed on this service by the courts. It is further advised that a ratio of probationers to probation officers should not exceed 50 to one.

* *The Development of Probation Services in Ontario*, George G. McFarlane, Daniel Coughlan, Alfred Sumpter, Queen's Printer, Toronto, 1966, p. 84.

245. Adult courts be encouraged to use probation on a more liberal basis in comparison with their corresponding use of incarceration, particularly when dealing with young offenders.
246. In big urban centres where caseloads are large, special investigation officers be responsible to supply the court with pre-sentence reports and any non-probationer supervising services required, thus relieving probation officers for more intensive casework practice with probationers.
247. More extensive research be undertaken to determine the effectiveness of probation compared with institutional custody in Ontario for various offences.

Confidentiality Respecting Juvenile Court Records

There is no legal basis for refusing to supply adult courts with juvenile records upon request. Fortunately, most adult courts do not make a practice of calling for juvenile court records of those adults appearing before them for purposes of disposition. When such information is requested it is sometimes by counsel wishing to establish some positive evidence on behalf of a client, possibly of a psychiatric, psychological, or historical nature. When such information is obtained by an adult court judge for purposes of sentencing, it poses some concern as to whether a child's anti-social activity should be used as a variable for determining his sentence on an adult charge at a later date. What difference in a man's sentence may be expected if he is convicted for car theft and the sentencing judge is made aware that, as a juvenile, the offender in the dock has had several similar convictions? Little difference in some instances, a lot in others.

It is not felt that undue abuse has been made of juvenile records in adult courts. What troubles the Committee is the adverse use of court information re appearances, charges and dispositions that come into the hands of future employers who often reject a youth because of a juvenile record of even minor significance. Some firms refuse to employ any young adults who (perhaps many years previously) have appeared in juvenile court for minor offences — even though those offences have never been repeated. Such discrimination against young people who have been in trouble as juveniles should be discouraged wherever possible.

The expunging of juvenile records after five delinquent-free years would be a positive step in correcting this situation. It would permit a young man or woman to answer the many queries respecting their private lives and backgrounds (and which have a direct bearing on their eligibility for job employment opportunities) in an honest and straightforward manner. One supported by law. As it is now, many fine young persons are frustrated, confused and embittered by the reactions of some employers when they learn of a potential employee's past juvenile record.

RECOMMENDATIONS

The Select Committee recommends that :

248. The use of juvenile records in adult courts be kept to an absolute minimum, consistent with the principle that juvenile court charges or appearances should not influence the sentencing process in adult courts.
249. Under no circumstances should juvenile records be revealed to any business agencies for the use of employer personnel or credit purposes. That any persons using such information for any such purpose should be punishable by law.
250. Juvenile records be expunged after five years of delinquent-free behaviour.

The Police

Over 90 per cent of all apprehension and delinquency charges in juvenile and adult courts are made through the efforts of police services. Generally, little criticism came to the Committee's attention respecting the legal processing of charges, or the efficiency of police investigation. Why is this ? Because police officers have been trained in these areas in a police school programme which varies in length from a few days to many weeks, depending on the size of the force and the degree of urbanization under supervision by the police forces concerned.

Many larger police departments have formed and developed a Youth Bureau with outstanding success. It would certainly be in the public interest if all Police Commissions and Chiefs of Police could establish similar services as part of each Police Department in the province's larger urban areas.

The police's importance in the prevention and control of delinquency is being increasingly recognized. Importance not only in apprehension and investigation, but especially in prevention. It is imperative that such police youth bureaux be made aware of the specialized nature of their work with children and youth. As a result of this development, an increased emphasis must be placed on :

- a) the selection and quality of police officers attached to youth bureau divisions ;
- b) special staff training for those officers appointed to youth divisions ;
- c) appropriate status through salary and job promotion opportunities to hold good staff in this important area of police work.

It is not good enough to have youth bureaux attached as appendages to large urban police forces without any specialized training, other than

that given officers dealing largely with traffic control and adult crime. Such forces are youth bureaux in name only.

The selection of police officers for youth bureau work cannot be over-stressed. Not every police officer has the right personality for this work. Basically, it requires a person who genuinely likes working with young people and who has a natural ability to identify with them. Afterwards, education and training are important.

There are some guidelines for setting up and operating police youth bureaux. The following precepts have been recommended as basic to youth-serving branches of the police by police administrators operating large successful youth bureau services. *

1. specialized training for youth bureau officers beyond the course requirements for those police officers dealing largely with adults, (courses in child and teenage development, normal and abnormal behaviour, basic psychology, community resources for juveniles, juvenile delinquency, delinquency prevention, counselling techniques, laws specially pertaining to young persons).
2. a balance of youth bureau officers both male and female in relation to delinquency distribution of boys and girls, which is usually in the order of five or six to one of boys and girls.
3. the headquarters of a youth bureau should be centrally located in the city to facilitate two major considerations ;
 - a) proximity to high-delinquency areas.
 - b) to be in close liaison with the central police administration headquarters which are usually close to the city centre. Youth bureaux located outside the delinquency areas served, are frequently remote in other ways too, particularly respecting close supervisory liaison with the central police headquarters. They lose out on the cohesiveness that must permeate a good police service.
4. there should be a written and declared policy for the youth bureau police services regarding their specialized duties, philosophy and objectives as laid down by the police headquarters and its chief.

Police services have to be an integral part of any programme of social action to control delinquency or youth crime activities. The individual policeman deserves and must receive the support of all good citizens in the pursuit of his sometimes very arduous duties, which for the most part, are fulfilled on our behalf. The Committee has some suggestions in this area that will be discussed under a later heading of *Prevention*.

* See Appendix C. California Visitations.

Provincial police personnel have instituted Youth Safety programmes within their own districts, at district and detachment levels, as pressure of duties and availability of officers permitted. In 1963, the Traffic Safety Office was established and by 1964 a Traffic Safety Co-ordinator for each of the province's seventeen police districts was appointed and the Traffic Safety Branch consequently superseding the Traffic Safety Office. This Branch undertakes safety programmes in rural elementary schools within the jurisdiction of the force (many towns and villages are patrolled by Ontario Provincial Police). Such programmes include lectures on school-bus procedures, pedestrian and cyclist safety, suitable films on rules of the road, and accident causation. The Ontario Provincial Police assist in Driver Education programmes in secondary schools. "Elmer the Safety Elephant" is sponsored as well as Bike Rider Rodeos. The *recreational programmes* of these services are extensive but on a voluntary basis. There are eighty detachments throughout the province or approximately one-third of all detachments that are engaged with one or more minor hockey teams, thirty-one detachments are involved in Minor Baseball teams, while others are devoted to soccer, floor hockey squads and judo training.

Job opportunities in the Ontario Provincial Police are part of a Youth Guidance and Career Counselling Programme that outlines the values of the Provincial Police services for boys and girls of eighteen to nineteen years as cadets, and then a career in one of the many branches of the Ontario Provincial Police.

RECOMMENDATIONS

The Select Committee recommends that :

251. Special police departments (youth bureaux), dealing exclusively with youth be established in all of the larger urban centres of Ontario.
252. Youth bureau officers have special training over and above the usual police courses. Such training should be in the areas of child psychology, child and teenage physical and mental development, community resources for juveniles, knowledge of the laws affecting juveniles as well as the usual police knowledge respecting apprehension, court procedures and charging of young people.
253. Youth bureau officers be carefully selected for their interest in young people and their ability to relate to them. When selected, they should be specially trained and given an appropriate status through salary and job promotion opportunities so as to hold good staff in this very important area of police work.

254. All youth police services have clearly established policies regarding their specialized duties and objectives in dealing with youth and that special emphasis be given to delinquency-prevention programmes.
255. A government sponsored public education programme be undertaken respecting the role of the policeman in all areas of his difficult job, with a view to improving the police image.
256. The recreational and safety programmes of the police services be encouraged to a greater degree, in the interest of wholesome relationships being established between youth and police officers by both provincial and municipal police services.

Prevention Programmes

"An ounce of prevention is worth a pound of cure" is an old adage that has real application to modern delinquency. But what should prevention consist of? This poses some knotty questions.

The Committee believes however, that there are many broad programmes involving youth that are helping combat the delinquent behaviour of young people throughout the province. Programmes conducted by all youth organizations for both boys and girls together with the efforts of probation officers, detached workers, settlement houses and the many volunteers are all contributing greatly to the diversion of youthful energies into positive socially-healthful activities. Without such voluntary programmes, (involving as they do very large numbers of dedicated and skilful youth leaders) delinquency would be much more rampant than it is. The Committee wishes to acknowledge the tremendous debt that the people of Ontario owes to the hundreds of voluntary workers, youth leaders and organizations in this province, without which a serious situation could result.

Young people's energies will find an outlet in some active form, whether the activities are acceptable to society or not. The efforts made to direct youth energies into desirable forms of activity are measurements of society's interest and concern. These efforts will ultimately determine the amount of anti-social activity in any given area.

Under the heading of Prevention Programmes it is proposed to examine some of the directly related efforts that are being used to curb delinquency and adolescent crime.

The Detached Worker

Detached worker programmes are being undertaken, on a limited scale, in several major Ontario cities.

The detached worker programme (basically a delinquency-prevention applied technique), although not new to this province has been slow in

gaining the recognition it deserves. The following commentaries are worth quoting here.

"As the population of our cities increase", says David R. Hunter, head of the Ford Foundation's Youth-development work, "thousands who can afford to do so move to the expanding suburbs. Into the deteriorating sections of real estate they leave behind, flock the racial minorities and others who have not made the grade in our competitive society.

"The adolescent in these areas are victims of a paradox. The goals of our society are predominantly middle-class. Portraying 'The American Dream' of unlimited opportunity and material success, movies, newspapers, and television extol the man with wealth, status and education.

"At the same time, society denies slum youngsters the chance to achieve its goals. Middle-class children are brought up to expect success, are helped by parents to achieve it, and are taught to subordinate present satisfactions to long range opportunities. But adolescents in depressed urban neighbourhoods have little direct contact with successful persons, often lack adequate family life and are unsure about finding legitimate ways to achieve recognition.

"Frustrated, these youngsters seek alternative methods of satisfaction... The value of such groups are often directly contrary to those of society. Status may depend on prowess in gang fights, in flouting authority, and in taking by stealth what cannot be obtained legitimately." *

In a west-side Chicago area an extension worker, John Ray, in 1956 was able in three months to know :

"... a hundred teen-agers by name or sight. Gradually they began to turn to him for advice. He arbitrated their disputes, appeared in court on their behalf, talked to school principals to help solve some of the youth's problems.

"Gang members gradually turned to more constructive forms of activity. Groups gradually transformed themselves and began organizing meetings, dances, and sports events. The club programme, for boys aged 6 to 18 added a photography group, summer camp, woodshop, library, and game room. Many gang members returned to high school." **

Extension workers or detached workers appear to have an approach to "alienated", or unreached youth that is imaginative and practical, namely by establishing contact with such groups in their own haunts — the streets, alleys, and other "hang outs".

As a detached worker with University Settlement House in Toronto points out :

"Although we are unsure of having caused major behaviour and personality changes, there are indications that with a smaller case load, more consistent benefits could be derived. In countless numbers of minor ways the worker brought help to the boys with whom he associated.

"He arranged for medical help, job interviews and placements, provided lawyers, assisted courts in reaching the most appropriate decisions, helped to

* Ashley, Walter E. *The Society of the Street*. Ford Foundation. New York, 1962, p. 5.

** *Ibid*, p. 6-7.

allay family dissensions and fights among peers, found places to live, provided temporary financial support, provided sources for constructive recreation, etc.” *

The United Appeal for Metropolitan Toronto has provided each of the four Settlement Houses of this city with the funds necessary for each to hire a full-time detached worker. This is commendable and the Select Committee feels this is an essential youth service that has shown its practical delinquency-prevention capability among a hard-to-reach segment of every big city's youth.

RECOMMENDATIONS

The Select Committee recommends that :

257. A greater expansion of the detached worker programme be undertaken by more social agencies in Ontario. Provincial funds should be made available to assist Detached Worker Programmes undertaken by approved agencies.

Police Prevention Programmes

The police forces in Ontario have generously subscribed to safety programmes as outlined earlier. Many individual officers of provincial and municipal detachments are actively engaged in youth sports and recreational programmes much in their own time. Unquestionably these efforts are invaluable as far as they go. But from the view point of delinquency-prevention, they do not go nearly far enough in relationship to the need.

One of the few genuinely police-supported spots programmes involving youth was the Junior Police Games. The games were annual track meets held at the grounds of the Ontario Training Schools of Galt and Bowmanville.

“In 1948 the Junior Police Games were established at Bowmanville through the co-operative efforts of the members of the Force, R.C.M. Police, Toronto City Police, Bowmanville Municipal Police, together with members of the Ontario Training School for Boys at Bowmanville. Some 3,000 male and female children from the District Primary and Secondary schools, together with the Training School boys, competed in field and track events for donated prizes, cups, medals, badges and certificates. Some 500 adult spectators attend annually.

“This Force contributed annual financial assistance and many members contributed untold hours of voluntary time to this worthwhile project. The event was held annually from 1948 to 1958 (11 years), after which time it was unfortunately discontinued as the key police personnel who were the driving organizational force behind the event, were transferred to other locations.” **

* Felstiner, James P. *Detached Worker*. University Settlement House. Toronto, 1965, p. 47.

** Brief presented to the Legislative Assembly's Select Committee on Youth, by R. H. Devereux, Staff Superintendent, Administration Division, Ontario Provincial Police, November 9, 1965, p. 112.

N.B. The Junior Police Games were first established at the Galt Training School for Boys in June 1948.

The important implication of the above submission is two-fold. First, this was an excellent programme by all standards including those of the police themselves — many members contributing untold hours of voluntary time to this worthwhile project. Second, there is the opinion of the police themselves — “I mention this discontinued affair, should the Select Committee be seeking ideas to formulate a like plan to ensure a wider participation by youth in the life of the community and especially in athletic events. *

The regrettable fact regarding the demise of the Junior Police Games was that they did not have the support of the respective police headquarters staff, including R.C.M.P., O.P.P. and local police, in spite of the fact that this was acknowledged by police officers, school principals, delinquent children themselves and countless numbers of school children who felt it was highly successful. The image of the policeman was considerably improved due to this one prevention programme.

The police image is, unfortunately, not a good one. To improve, not only the police image, but to reduce the incidence of delinquency, police administrations must recognize that safety campaigns and volunteer participation of hard-pressed, lower-echelon officers in youth sports activities are not strong enough forces in delinquency prevention. As indicated under the Police section of this report, too little effort is made in large urban centres to train police officers how to work with youth. For example :

- a) to know what to expect of young people and their exuberant impulsive actions.
- b) to know that to influence young people you begin to know them *before* a situation involving illegal behaviour occurs not *after*,
- c) to recognize that co-ordination of police and other services on a planned and not just a courtesy contact basis is the only way to effect a beach-head in the delinquency-prevention field. Police, like teachers, often believe that their respective roles are quite simple to define, namely, police maintain order and apprehend, teachers should teach and teach only. Fortunately, educators are assuming more and more responsibility in the broader implications of education, such as detection of problem children, proper referrals to community resources, special programmes. They are more involved in the social problems of children than ever before. It is felt that the police, likewise, have a much wider role to play in the community than is presently being undertaken and appropriate leadership is required to provide such a role.

* *Ibid*, p. 113.

How can the police effectively meet youth at a level where mutual respect can be gained and maintained? Perhaps by achieving closer relationship with the schools. All children must attend school, and this is the most logical place to effectively reach them with preventive measures. The school and the police are the two most important agencies any community has to combat delinquency.

An officer well-trained in youth activities, will be able to prevent more delinquent behaviour and establish a better rapport with young people and the community, than an "ordinary" policeman. But he must know something about education, recreation, mental and physical health and welfare, implications of truancy and vagrancy, problems of ethnic conflict in the family, and enjoy a personalized relationship within the school complex.

Poor relations with the police, with consequent court appearances, hostility of parents and young people, does not create a therapeutic atmosphere. Neither does it solve the delinquent problem in many cases, often due to the antagonisms created between the police and those concerned.

The Committee visited at least two areas where delinquency prevention programmes followed the above pattern of police participation in school neighbourhood prevention efforts. These areas were Oakland, California and Flint, Michigan. Flint is one of the lowest per capita delinquency areas in the United States. Both cities allocate selected and highly-trained police officers to specific school areas where they are responsible to the police headquarters for all juvenile problems in the school neighbourhood. No child can be charged by any other officer than the one in his own neighbourhood, who knows him and his family best. This officer sits in conference with school officials on cases involving truancy, emotionally-disturbed and behaviour problem children. Officers assigned to each high school in Oakland relate directly with youth and provide informed and formal counselling in their own setting. For example, a youth officer, in Flint, has his office in the local high school building, but serves the elementary schools in the area as well, in a consulting, counselling and lecturing capacity. The officer's salary is partly paid by the Department of Education and the balance by the Police Department in the Flint programme.

Because of the unusual and logical implications of this prevention aspect of police participation in The Regional Counseling Team programme of the Flint Michigan Board of Education the following excerpt is quoted :

"One of the most promising developments among Flint educators is the multi-disciplinary approach to children's problems. At Flint's secondary schools, this method is used effectively within a Regional Counseling Team.

"The Regional Counseling Team includes the principal dean of students, dean of counseling, visiting teacher, nurse counselor, police counselor, and

community school director. Each has a specialized ability to converge on student problems. United they form a most unusual bulwark against student failure and despair.

"Types of Problems

Meeting weekly, or on call, the Regional Counseling Team reviews the list of student cases that have come to their attention during the past week.

"The list includes such problems as the habitual absentee, the hostile transfer, the emotionally-disturbed, the under-achiever, the delinquent and pre-delinquent.

"Each child is considered individually, and with great concern and understanding. Will Child Guidance undertake the rehabilitation? Must this boy be detained in the Juvenile Home until further examination can be made? How co-operative are the parents — do they care?

"Within the Team, each case is reviewed. Background information regarding the child's siblings, home conditions, school activities and academic progress are reviewed by the Team. When all the facts are known, the Team makes its decision. Each pupil presents a singular set of problems, and each requires an individual solution.

"The Police Counselor is a unique member of the Regional Counseling Team, for he is a member of the City Police Department, assigned full-time to each of the secondary schools in Flint. He wears plain clothes, but carries a gun and handcuffs. He is known to the student body as a friend rather than as a punitive agent. Yet, he has the full authority of the accredited police officer. He helps to make early identification of delinquent behaviour, and represents the police and courts as a consultant in law enforcement and juvenile procedures. His primary concern is to prevent delinquency." *

This approach reflects outstanding co-operation between school staff, students and the police services. It is a mutually planned programme that indicates an awareness of the nature and roots of delinquency and treats the symptoms where they are first observed, at the neighbourhood and particularly, the *school level*. This would appear to be the place to treat delinquency — where it starts — the neighbourhood, and where it is first observed as pre-delinquent behaviour, the school.

RECOMMENDATIONS

The Select Committee recommends that :

258. Pilot projects incorporating well-trained youth bureau officers in secondary school settings, to co-operate with school staff and the local school community in a delinquency-prevention programme, be undertaken in at least two different urban locations in Ontario, with a view to expanding this concept.

* *The Regional Counseling Team* — compiled by the Mott Program of the Flint Board of Education, 1964, p. 1.

259. In an effort to improve the image of the police, among young people, local recreational associations include the police more frequently in various aspects of their programmes.

Automobile Ownership

Young people of any age can buy automobiles and motorcycles and have such vehicles licensed under their own names without the knowledge or consent of their parents. This can, and is, being done — with serious results. Every year many juveniles are charged with infractions of the Highway Traffic Act such as driving vehicles without a driver's license. Frequently, they are involved in motor accidents causing serious damage, loss of life and physical impairment to citizens and themselves and extensive property damage. Yet, the law permits any juvenile to purchase a car from a second-hand car lot even though the youngster cannot lawfully drive the vehicle. The Committee believes that the presence of this legal loophole, (regardless of reasons) has contributed to juvenile delinquency in many cases, with serious consequences. No one under sixteen years of age should be allowed to purchase a motor vehicle under his own name and have it registered.

RECOMMENDATION

The Select Committee recommends that :

260. No person under the age of sixteen should be permitted to purchase a motor vehicle and register the motor license in his or her name in Ontario.

Alcohol and Youth

Many young persons under the legal age of twenty-one are consuming alcoholic beverages with serious results. Motor accidents, moral misconduct, broken marriages and ultimate physical and mental disorders have been attributed to the abuse of alcohol. Young people say that it is easy to get alcohol illegally if they want it. Persons over twenty-one years are buying it for juveniles, many young persons find little difficulty in being served in cocktail lounges. Cases of beer and bottles of spirits are being consumed in cars by minors, a number of whom turn up in juvenile courts. Some young persons have been declared alcoholics before they are twenty-one years old.

A study of 1,000 domestic cases seen in the Metropolitan Toronto Juvenile and Family Court's Counselling Services reflects the serious impact alcohol has on many young and old alike, where family life is involved.

"Quite frequently there is more than one basic problem complicating family life. For example, I recall a case in which a wife who was severely beaten by her husband appeared at the intake desk requesting that a charge be laid against her husband for assault. Before the summons could be issued, the wife withdrew the charge and asked for domestic counselling. In the course of one interview it was obvious that this assaultive behaviour of the husband was closely linked with (1) alcoholism, (2) non-support and neglect, (3) the alleged infidelity of the wife.

"The following statistics have been compiled with the given factors being equated: thus there will be an overlapping of causes in the several areas under study.

Desertion by either spouse	6.3%
Assault	20.1%
Non-Support	25.7%
Infidelity by either spouse	3.6%
Alcohol	44.0%
General incompatibility	14.8%

"Most wives who believe alcohol was a significant reason for marital strife felt that their husbands have always indulged to some extent, but at the time reported, drinking was severe enough to be considered jeopardizing family life.

"Whatever the reason for drinking, there is ample evidence to show that alcohol is precipitating an inordinate amount of disharmony and unhappiness in those families coming to the Family Court for a solution to their domestic ills." *

The serious aspect of the above information is that many of the people involved in these statistics fell within the age range of this report.

The Committee has listened to a long list of submissions that have underscored the problems of alcohol. It does not feel that the interests of young people would be served by reducing the legal age for consuming alcoholic beverages in Ontario. Rather, that stricter law enforcement is required in all areas where liquor is being made available to young people under 21 years of age.

RECOMMENDATIONS

The Select Committee recommends that :

261. Stricter enforcement of the Liquor Control Act be conducted as it affects purveyors of spirits, wine and beer to minors.
262. The legal age for consuming alcoholic beverages remain at 21 years. (The following Committee members : Murray Gaunt, M.P.P., Stephen Lewis M.P.P. and Richard Smith, M.P.P., would like to see, in addition to the above recommendation, the law changed to permit the

* Little, William T. The Domestic Illness Profile Seen in a Family Court Setting. *Canadian Journal of Corrections*. Vol. 5, No. 4, Toronto, October, 1963.

consumption of alcoholic beverages by minors in their own home settings under their parents' supervision.)

263. An intensive research study be undertaken to determine the effects of alcohol on the social and economic welfare of youth.

Settlement Houses

The Provincial Government has a vested interest and responsibility in delinquency prevention. The Committee believes that until the government's responsibility is reflected in support of a special Department of Youth, with power to assist in the co-ordination of voluntary agencies engaged in delinquency control, this problem will proliferate in Ontario. The basic concern in this field of delinquency, as in other symptoms of maladjustment, is that community resources must be increasingly keyed to prevention. Prevention based on early detection and appropriate treatment. Such a programme must be sensitive to real needs, be resourceful in meeting those needs, then measure the results of treatment. All on a continuing basis.

Many agencies operate programmes trying to serve youth — most such services are used by boys and girls under 16. Few agencies have programmes for the 17-24 year-old youth. This is a serious lack. Another need here is to know more about proven ways of helping, which requires much study and research.

Perhaps the most constructive work being done for large numbers of deprived urban youth is in the Settlement Houses. These are usually located in the deprived areas of the city and are often an isolated oasis in a social desert of poor housing, low-income earners, and limited recreational facilities. Invariably the social climate is uncongenial for children and teenagers to develop in without exposure to damaging social influences.

Such centres are islands of strength in opposing delinquency in a neighbourhood. They co-operate with local churches, service clubs, and public and private service agencies in their fight to help young people fit into socially-acceptable roles, through such programmes as :

1. Nursery School — a half day school for children 2½ – 5 years.
2. Music School — individual and group lessons are offered.
3. Art Centre — offers a programme of art and craft instructions.
4. Athletic and Physical Instruction — provides broad programmes of swimming, athletics, physical education and recreation.
5. Club Programme Department — where boys, girls and young adults can meet in club groups to plan and carry out a large variety of programme activities. The importance here is the relationships that are established between the group members and the leaders.

6. Camp Programme — Settlement Houses work out programmes of summer camp involvement for many young people which helps city-dwelling children and youth to acquire constructive character-building opportunities.

Delinquency-prone children and youth have the same needs as other young persons. But these needs are varied. All children for example, need the influences of a wholesome environment in which to develop physically and mentally. Some require counselling, special medical care, and special living arrangements to assist them in the difficult process of growing into adults. In under-privileged areas, Settlement Houses are doing outstanding work in combatting delinquency at the grass-roots level. The "detached worker programme" got its start in the Settlement House. Many research efforts involving a better understanding of the delinquent and his special problems, (the multi-problem family, housing, broken homes, ethnic problems, drop-outs) have been undertaken by the Settlement Houses.

Such studies have been the forerunners of special projects including the tutoring of over 400 children after school hours at a Settlement House. Many worthwhile results accrued from this. A graphic illustration was when two older boys were put out of school at the age of 16 because the father was anxious for them to bring home a pay-cheque, and later this father urged the children to go back and he is discussing with teachers his children's progress. * These boys could easily have been delinquents, their backgrounds, environment, friends and poor parental standards all indicated a failure pattern. A Settlement House made all the difference in their lives and those of many others.

Stronger support must be given the relatively few Settlement Houses we have in our larger urban communities to enlarge their prevention programmes. Also, closer collaboration is needed in many programmes that require joint efforts :

"... often unco-ordinated, the experience and knowledge gained in one group is not communicated to other groups who are struggling with the same kinds of problems. Co-ordination through communication of experience and ideas is an urgent need." **

Such needs, it is believed, can best be filled by the assistance of a Provincial Department of Youth which would have working committees dealing with the problems of Settlement Houses and their prevention programmes of all kinds — delinquency, neglect, school drop-outs, multi-problem families, recreation, among others.

* Brief submitted to the Select Committee on Youth of the Ontario Legislature by Central Neighbourhood House, 1964, p. 6-7.

** Brief submitted to the Select Committee on Youth of the Ontario Legislature by The University Settlement, Toronto, July, 1965, p. 5.

The Committee notes the frequent lack of communication and co-operation between police services and social agencies where prevention programmes are being instituted. This precludes the most effective use of delinquency knowledge available. Police services are most knowledgeable regarding delinquency and this expertise should be called upon and used wherever possible.

RECOMMENDATIONS

The Select Committee recommends that :

264. A Department of Youth in co-operation with municipalities and private agencies assist in expanding the number of settlement houses and similar type agencies in the province.
265. A Department of Youth be a means of inter-communication for all settlement houses regarding prevention programmes as they are related to delinquency, neglect, housing needs of young people, drop-outs and tutoring for socially-deprived children. Conference opportunities in these areas should be encouraged by a Department of Youth.
266. A Department of Youth act in a consulting role with all youth service agencies in an endeavour to assist in promoting co-operative delinquency prevention programmes throughout the province.
267. Co-ordinated delinquency prevention programmes include representatives of the police services.
268. Research studies be promoted to assess appropriate delinquency prevention programmes for the teenager. Such study projects could be undertaken by settlement houses with some assistance from the Provincial Government.
269. When research projects reveal courses of social action, an implementation committee should follow up on such recommendations and the Department of Youth record and assist in communicating the information to those agencies seeking solutions to similar problems.

Children in Custody

Children placed in correctional custody usually have every avenue explored as a possible alternative before being committed to provincial training schools. Foster homes, group homes, working boys homes and hostels are all in short supply for boys and girls and in many cases, training schools are the only alternatives left to just leaving a child in the

sometimes intolerable environment of his or her own home. Children should only be placed in correctional type institutions when :

1. the parental relationships have broken down to an extent where a child requiring an environment where close inter-personal relationships are not required of him for a period of time, and it is very difficult to establish positive adult relationships ;
2. it is necessary for the protection of the community and/or the personal safety of the child ;
3. a clinical diagnostic assessment indicates that a child's needs in terms of behaviour disturbance demands special residential care in a controlled setting. Example : the child who cannot be contained or controlled at home or in any open-type residential setting, but requires consistent application of simple rules and regulations.

Conversely of course, emotionally-disturbed, defective and other specifically handicapped children should not be placed in training schools simply because there is no appropriate facility for them. Training schools have definite limitations which are that they are not equipped or staffed to meet all the needs of children. Really they are designed for delinquent children only. Until community resources are equal to the needs, children will unfortunately be found in training schools who do not appropriately belong there.

Although there is little a residential correctional setting can do about such conditions, it is imperative that such institutions have standards developed for the operation and maintaining of consistent programmes of education, health and recreation supported by qualified staff. Staff-to-student ratios and classification procedures must meet acceptable norms based on the needs of the children — not the limitations of institutions.

Some submissions have suggested that the administration should be the responsibility of a department other than Reform Institutions. This would mean that all institutions caring for juveniles, whether they are neglected, in need of care and protection, or adjudged to be delinquent, can be committed to the care of authorities that are in no way connected with adult penal programmes. Such a department could make decisions as to what type of institution could best meet the needs of individual children, and thus alleviate the stigma now attached to a training school experience that persists in the public's mind.

A Youth Department would appear to be the appropriate jurisdiction for the treatment and rehabilitation of delinquent children. The training schools of the province are too closely related by connotation to the adult criminal reform programmes. Rehabilitation officers are not only interchangeable (dealing with juveniles and adults) but often carry caseloads

of both children, from training schools, and men or women, from reformatories, at the same time. This is not a good practice. The overall philosophy of adult reform has often adversely affected the treatment of juveniles in our institutions in the past. Delinquent youth needs are separate from the rehabilitation and treatment needs of adults. They could best be attained, the Committee believes, by placing such responsibility under a Department of Youth. This department would maintain a positive approach towards youth needs and should also administer training schools as soon as practical to do so.

For reasons similar to those expressed under the section, Special Institutions, delinquent children should not be exposed to the stigma that does exist by being placed in institutions that are part of a reform programme, which includes adult criminals. Particularly in the area of rehabilitation, young persons under 16 years should have the supervision of special socially-oriented youth officers who are not devoting part of their time to adult rehabilitation. For it must be emphasized that the work of youth officers requires different attitudes and approaches than that required in the work of rehabilitating adults.

The needs of young people in custody over the juvenile age of 16 requires the same concern as those points discussed for juveniles.

One of the major concerns expressed on behalf of young offenders, has been the insistence that convicted individuals sentenced in our jails, should be given some useful work to do rather than be left to do nothing. For longer-term inmates, extensive use has been made of vocational training through special classification procedures. But such procedures must be designed to reform and assist the inmate in his ultimate rehabilitation, not merely be a work contribution to an institutional industry. This is most important. Financial returns on such industries are no criteria when measured against recidivism costs where men have been selected for their work capabilities, and not their vocational needs.

RECOMMENDATIONS

The Select Committee recommends that :

270. All training schools come under the jurisdiction of a Provincial Department of Youth. Children should not be placed in training schools without the facts being established in our courts that :

- a) a diagnostic assessment indicates the child's needs in terms of behaviour disturbance demands special residential care in a controlled setting ;

- b) it is necessary for the protection of the community and/or the personal safety of the child. *

(The Honourable Thomas L. Wells dissented with Resolution No. 270 and made the following statement :

“In the 698 briefs received by the Committee there were only a few recommendations suggesting that training schools be removed from the Department of Reform Institutions. Looking back, we find that these schools were formerly under the Department of Welfare and the Department of the Provincial Secretary. The government of the day, because of its concern, saw the need to establish a separate department, called the Department of Reform Institutions, where the focus would be on behaviour problems and social maladjustment.

“No matter what department the training schools are under, the students of these schools will still require a controlled setting. These juveniles are admitted by the courts usually after all other community facilities have failed with them and because they present a danger to themselves or to society.

“The proposed shifting to another department could result in a tremendous waste of professional staff, already in short supply, who are experts in the field of correction and serve both the adult and juvenile branches of the Department of Reform Institutions.

“Further, with the expected implementation of the Fauteaux Report, the number of adults in the care of the Department of Reform Institutions will be considerably reduced and this will allow for even greater concentration on juveniles”).)

271. Training school standards should be established that will ensure :

- a) educational programmes consistent with those taught in the provincial public high school and vocational school systems.
- b) recreational programmes that stress athletics, cultural arts, leisure time activities.
- c) physical and mental health programmes insuring appropriate supervision and treatment at the professional level.
- d) appropriate staff to student ratios.
- e) classification procedures based on the needs of children and young persons.

272. Young offenders in reformatories should be placed in vocational shops and activities that are designed to assist the inmate in his ultimate rehabilitation and not necessarily be a work contribution to an institutional industry.

* Note recommendations re Half-way Houses as alternatives to training schools.

Delinquency Responsibility

In conclusion, the Committee has been most impressed with certain briefs that have expressed their concerns in the areas of "unreached and alienated youth". These submissions have recognized the urgency to identify delinquency needs, the gaps in our existing youth services, public education, long-range priority planning, and the relationship of future needs to existing governmental and voluntary planning organizations. It has been genuinely felt by the members that these important needs of youth will require special consideration, by a Provincial Department of Youth. Support for delinquency prevention programmes, financial assistance for broad research into delinquency, unreached and alienated youth are some instances. All problems related to the antisocial behaviour of youth should be given high priority by a Department of Youth. This Department should work closely with all dedicated, public-spirited and knowledgeable citizens who can help in the planning and implementation of delinquency research projects. There will continue to be great need for stronger volunteer support to give encouragement and direction to preventive delinquency programmes throughout the province. And this in itself must be encouraged.

Closer promulgation of relations between police and social agencies, schools and those government departments dealing with youth, should be a responsibility of The Department of Youth. With such co-ordination of the many and varied youth services already existing in Ontario, it would seem that a more concentrated and organized approach will be possible to fight delinquency. Such an organized approach to delinquency problems should be most effective when supported by a Provincial Department of Youth.

After examining many briefs and meeting large numbers of people who deal with the pre-delinquent and delinquent children of our province, the Committee believes that the basic problems of potential delinquency are intrinsically related to the home settings. Delinquent activity is usually ascribable to children who have experienced poor identification and inadequate emotional relationships with their parents early in their lives.

The home is the greatest single force in the community in the prevention and control of delinquency. When the home fails to provide socially acceptable standards of behaviour for the children in it, for whatever reasons, (marital breakdown, abuse of alcohol, immaturity) delinquency is almost an inevitable consequence. When the home fails in this primary responsibility, the combined resources in the community, of school, social agencies, police and welfare departments are the necessary substitutes. Therefore, if delinquency is to be reduced it must be at the

home and neighbourhood levels, because this is where it has its roots, and where effective prevention can be undertaken by the combined efforts of community resources.

Because delinquency is a province-wide concern, it is fitting that a Provincial Department of Youth assume responsibility for leadership in this important work with wayward young people.

RECOMMENDATIONS

The Select Committee recommends that :

273. One of the principle responsibilities of a Department of Youth would be the total area of preventive delinquency such as co-ordinating of delinquency prevention resources, the treatment and rehabilitation of juvenile delinquency in custody, and assisting in delinquency research.
274. A Department of Youth encourage the participation of those public-spirited, and knowledgeable citizens from private and public life who can assist the government in the planning of delinquency prevention programmes, and the implementation of delinquency research projects wherever they may be required in the province.

APPENDICE 25

“The Joint Youth Development Committee”,
Chicago, Illinois.

THE JOINT YOUTH DEVELOPMENT COMMITTEE

A Collaborative Community Based Approach To Corrections

by

**Chicago Police Department
Juvenile Court of Cook County
Boys Court of Cook County
Illinois Youth Commission
Chicago Commission on Youth Welfare
Methodist Youth Services**

**CITY OF CHICAGO
RICHARD J. DALEY, MAJOR**

CHICAGO'S JOINT YOUTH DEVELOPMENT PROJECT

Historically, the resources for rehabilitation of juvenile offenders developed under the jurisdiction of several levels of government. Correctional agencies functioned independently, developing their own programs, exercising their own legal responsibility and measuring their performances independently. They dealt separately with the basic problems and influences in the lives of young people and because they functioned in relative isolation, it was unlikely that they were able to touch more than a handful of the issues and influences shaping the behavior of youth in trouble with the law : family, peer group, school, employer, physical environment and so on.

To enlarge the concept of rehabilitation and deal with all the significant influences in the youth's situation, a collaborative model of action was developed by Chicago's Joint Youth Development Committee. JYDC began operation in the city's 18th police district in February of 1965 with a grant from the federal government. Since then, two additional units opened. Through agreements worked out with the various correctional agencies, the Committee brought together a team of police, probation officers, parole officers and social workers at the community level for the first time. Based in a neighborhood center, they work under the leadership of a director appointed by JYDC, comprised itself of the heads of the components in the program — Chicago Police Department (municipal), Juvenile Court (county), Boys Court (municipal), Illinois Youth Commission (state), Chicago Commission on Youth Welfare (municipal) and the Methodist Youth Services (private).

Thus several levels of government, each exercising a measure of authority in the delinquent youth's life, have developed continuity in their relationships and collectively accept situational responsibility for the youth. Functioning in his community, members of the JYDC system offer direction and supervision through their shared knowledge of the youth's family history, parents, associates, teachers and others in his environment. JYDC demonstrates that the youth is not anonymous, and familiarity with his neighborhood contributes to closer supervision. At the same time, with reduced caseloads, JYDC workers are free to participate in the life of the community.

The most significant contributions made by the Joint Youth Development Committee are improvement in communications among the various correctional agencies, greater participation of community residents and organizations, and improvement in the practice of correctional staff members and their agencies.

Communications

Benefits in informal communication derived by members of the agencies is obviously the direct result of housing them in one unit under a single

leadership. In addition, the system of communication also is structured formally with coordination of records to provide a number of additional advantages — the most practical being the record available on every youth's whereabouts in the correctional process as he moves from agency to agency or back to the community and the data are essential for productive inter-agency case conferences. JYDC workers know immediately when a youth has fallen into one of the "gaps" between correctional agencies — a major contribution to their work and morale. Police youth officers, for example, can determine quickly when a young person apprehended by patrolmen and referred to them or any other member of his family or social group is under the supervision of another agency in the system. Because the complaint department of Juvenile Court is now in the community, youth officers working with court workers, are thoroughly familiar with court criteria for adjudication and cases are better prepared by policemen. The results have increased the number of delinquency petitions filed in the 18th police district.

The system's means of communication and records coordination immediately informs JYDC staff of all offenders in a youth's family at the time he is picked up, and a profile of every family involved in the corrections system is kept up to date at JYDC's community offices. Personnel responsible for maintaining communications and records provide information on gaps in family assistance, family needs, gang activity, vandalism, and other facts useful in planning. The records information system also is useful in stimulating follow-up, while coordination of information eliminates duplication. It is rare, for example, that parole agents, probation officers, or social workers visit the same family independently, frequently the case in the past.

Improved communications, above all, is the key to what JYDC regards as its situational responsibility for the youth. One youth in a family involved with the Juvenile Court, another picked up by police, and a third under the supervision of Boys Court or the Illinois Youth Commission, made it a complicated, time consuming task for any one agency to get a complete family history. In JYDC, with greater lines of communication, information and knowledge is pooled and immediately available to all members of the JYDC staff.

Community Participation

A community advisory board, composed of residents and leadership in the areas in which JYDC has established units, contributes both to greater community understanding of the delinquent youth and community consciousness of the system responsible for his rehabilitation. With community groups and organizations represented, the board is another strong communication link between correctional agencies and the people of the community, who are informed of the nature of delinquency and are familiar with the histories of young people and their families.

Another contribution to community involvement is establishment of Juvenile Court's complaint department at the local level. Knowledge of the youth in difficulty, as well as insight into his family and neighborhood life, are contributed more generously by teachers, religious leaders, representatives of community organizations and social agencies when the complaint department of the court is readily available to them. The difference to a young person is incalculable when he knows someone will express concern. Formerly, the trip of several miles across town and loss of half a day by an adult who might contribute something to the youth's rehabilitation created barriers to effective programming. At the same time, knowledge and working relationships that complaint officers acquire in the community benefits both courts and youth who come before them.

It is significant too, that the reduced case loads for Juvenile Court workers yield a recidivism rate half that of the city as a whole. This is attributed, as well, to the opportunity for JYDC staff to make use of community resources, enlisting further participation in the program. All members of the staff collaborate to develop appropriate resources for young people who will respond to supervision and guidance in the community. Social, recreational and employment opportunities are available through a number of private and public programs in all three JYDC communities which are effectively mobilized to work with the correctional agencies by the city's Youth Commission.

Preparing young people for their return to the community from the city's House of Correction and County Jail, as well as the development of community support for older youth, is absolutely vital to the rehabilitation process. Workers from the Chicago Commission on Youth Welfare assigned to both institutions, structure training, employment, education or housing programs in which older boys are placed as they are released. Boys, 16 to 21, whose family or home situation have deteriorated, are offered a home established by Methodist Youth Services. Community relationships for the boys are highly structured and professional help is available to them. Primarily a resource for youth referred by the Boys Court, this is the first time in the history of the court that such a facility has been available. The boys may take advantage of medical care, clothing and rent provided by the program but are required to pay for these as they begin to support themselves.

New Practices

Involvement in the community has had an immediate and obvious impact on youthful offenders, parents and others at the local level, and the advantage to JYDC staff is reciprocal.

It has been the practice of government to create new bodies to deal with the delinquency problems. JYDC, instead, united the existing agencies

in corrections, with freedom to commit their personnel to new practices and new roles in the community. For the first time, correctional workers, with the support of their parent agencies, have an opportunity to develop community programs and resources, which contributes to change in their traditional roles. If a delinquent youth, for example, is part of a gang in the community, probation, parole, or social workers must work with the group of which the youth is a part. At the same time, youth in trouble with the law must be straightened out in relationship to the entire community. Young people who are delinquent or truant from school may take the time and energy of several workers when cooperative efforts and the assignment of clear responsibility for the necessary action is both more economic and effective. JYDC opens the opportunity for personnel in both the correctional system and in the schools to sit down and work out "situational responsibility."

Team efforts around gang fights, tension in the community, and local problems such as conflict on the last day of school, unite the corrections system as never before. Work with community agencies and institutions brings the staff in collaboration with leadership in the area and makes them part of the life of the community. With improved communication, planning the use of local resources is considerably more efficient and more available to youth who need them, particularly in employment, recreational and educational programs. JYDC participation in community organizations, police community workshops and scores of other committees and community groups give JYDC workers an opportunity to inform residents of delinquency problems, programs of the corrections system and responsibility of the community in the area of law and order.

Training

Decentralization of the various agencies in the correctional system made it possible to invest greater effort in training opportunities for the staff.

Training of all JYDC staff is considered an integral part of the project. Under a separate grant from the President's Committee on Juvenile Delinquency and Youth Crime, specialists in training, community relations and agency administration have been engaged to improve the skills of workers in the JYDC projects. Small group sessions, lectures and case conferences provide the base for sharing new ways of working.

CONCLUSION

It is too early to state what the final benefits of this way of administering correctional agencies may be. Chicago and Illinois correctional and law enforcement agencies feel strongly that their services must be administered close to the communities in which the real test of the adjustment of youth

is to be made. To concentrate our efforts in the institutional rehabilitation process or merely on the upgrading of personnel without making it administratively possible to focus on the behavior of youth in the community is to disappoint the public, which wants safe streets and youth to be given the best chance.

This community based collaboration by state, county, municipal, public and private corrections agencies is pioneering a fundamentally new approach to corrections administration and delinquency prevention.

JOINT YOUTH DEVELOPMENT COMMITTEE

185 North Wabash Avenue, Chicago, Illinois 60601 Telephone 744-4000

PATRICK H. HOY, *chairman* CHARLES P. LIVERMORE, *director*

BETTY BEGG, *deputy director*

PAUL LENARDUZZI, *corrections director*

SAMUEL L. ANDELMAN, M.D.

JOHN BALLARD

SAMUEL C. BERNSTEIN

REV. EDGAR H. S. CHANDLER

JOSEPH N. CLEMENS

SAMUEL A. CULBERSTON II

HONORABLE WALTER B. DAHL

JOHN G. DUBA

SIDNEY EPSTEIN

REV. JOHN JACKSON

RT. REV. MSGR. EDWARD J. KELLY

ARTHUR KNIGHT

REV. SEBASTIAN LEWIS

CHARLES P. LIVERMORE

EDWARD MARCINIAK

C. VIRGIL MARTIN

THOMAS J. NAYDER

JOSEPH PUNTIL

DR. JAMES F. REDMOND

CLAIR M. RODDEWIG

ALVIN ROSE

MRS. J. SANFORD ROSE

MATTHEW H. SCHOENBAUM

MRS. MARSHALL SCOTT

JOHN A. TROIKE

HON. EUGENE L. WACHOWSKI

MRS. DAVID WALLERSTEIN

REV. THEODORE J. WANGLER

ERWIN WEINER

FRANK M. WHISTON

ORLANDO W. WILSON

Administrative Advisory Committee

BEN MEEKER, *Chief Federal Probation Officer, Northern Dist. of Illinois, Chairman*

CAPTAIN MICHAEL DELANEY, *Director, Youth Division,*

Chicago Police Department

JOHN O'BRIEN, *Director, Court Services, Juvenile Court of Cook County*

MERLIN OUTCALT, *Executive Director, Methodist Youth Services*

VIOLET PARK, *Director, Social Service Division, Boys Court, Cook County*

JAMES RIES, *Director, Division of Adjustment Services,*

Chicago Commission on Youth Welfare

DORA SUMMERVILLE, *Commissioner, Illinois Youth Commission*

Financed in Cooperation with the
Chicago Committee on Urban Opportunity

INTRODUCTION : CORRECTIONS

In 1960, the Commission on Youth Welfare made a study of the disposition of the cases of all juveniles apprehended by the police during the year of 1958. The Commission found that : (1) the cases of youth engaging in crime were not spread evenly over the city, but were piled up in certain neighborhoods ; (2) most of the youth who were apprehended by the police were released immediately to their families and returned to the community ; (3) most of the youth who were referred to the family (juvenile) court were released immediately to their family and returned to the community ; (4) most of the youth who were referred to the court, adjudged delinquent and committed to the IYC were released to their families and returned to the community after a stay in an institution of about six months. A quick kid could get through the whole system twice a year. The conclusion was that we had to strengthen the controls over youth at the neighborhood levels and in particular neighborhoods.

In 1961, the Commission on Youth Welfare attempted to get the agencies concerned with this problem (including, at that time, the Welfare Department and the schools) to coordinate their efforts at the neighborhood level and tried to organize what were called Cooperating Services Centers. * Space, desks, telephones, etc., were provided by the city in the North Lawn-dale community and a coordinator was employed — but the effort failed. The courts and the IYC said that they could not afford to decentralize their staff — that they did not have enough money.

The JYDC Corrections proposal was prepared with full and official participation of representatives of the Police Department, the Family (Juvenile) Court, the Boys' Court, ** the Illinois Youth Commission and the Chicago Commission on Youth Welfare. The proposal was funded in 1964, first through the Office of Juvenile Delinquency and Youth Crime. Later, because it was then and is still our contention that the lack of controls and guidance for youth and the existence of crime are in themselves, not merely symptoms but basic causes of the condition of poverty, it was funded through OEO.

The focus of the agencies which prepared the original JYDC Law Enforcement and Corrections proposal in 1964, was on the fact that most of the youth who were picked up by the police, referred to the court and committed to the IYD, were back in the community in a short time ; that

* The local offices of the Division of Adjustment Services of the Commission are, anachronistically, still called Cooperating Services Centers.

** Two changes in the Court have occurred since the Program started :

(1) Judicial Reform Act.

(2) Juvenile Court Act.

the capacity for containing youth in institutions out of the community was limited and costly. Therefore, the main focus of the program was on the mobilization and coordination of all agencies with any legal control or supervisory function at the local community level, where, in fact, it was evident that the overwhelming number of delinquent youth eventually had to be dealt with.

The focus of the agencies in 1964 in planning the JYDC Program was not on the process of apprehending delinquents, their prosecution, their adjudication, or their disposition, except with respect to making better investigations and reports bearing on official decisions. The States Attorney's office was not asked to be a participant, nor were the judges of the courts, except with respect to their responsibility for the administration of probation and social services, nor were the detective and patrol divisions of the Chicago Police Department.

But during the period covered by this report (1958 to 1967), apprehensions of youth by the police has risen from 23,455 per year to over 40,000 per year and the work of the other agencies has risen proportionately. The sheer volume of juveniles being returned to the community with some significant involvement with the law enforcement, judicial and correctional agencies reached a point of high saturation in many neighborhoods. It was urgent that we try to get the maximum productivity out of whatever resources for control existed at the neighborhood level.

It seems clear from our experience, perhaps more clear than when we started, that the ability of our society to effectively prosecute acts of juvenile delinquency and youth crime has a direct relationship to the effectiveness of efforts to prevent delinquency and youth crime. We are therefore, reconsidering certain limitations that the present scope of the JYDC Program has with respect to the apprehension, prosecution, adjudication and sentencing of juvenile delinquents and youthful offenders.

It should also be noted that the present program does not provide effective services for the youthful offender (17 - 21), as the population "bubble" which has effected the amount of juvenile crime moves toward the older age categories, the problem of crime of youth in these age groups is becoming increasingly critical. JYDC is seeking funds for programming in this area.

The goals of the Joint Youth Development Committee are :

1. Keep safe streets,
2. Help youth in trouble with the law and their families.

The basic concept is that youth can best be helped to lawful, productive lives in the community and that the people who are responsible for helping them can be of greater assistance to the youth if they are,

1. Located in community offices,
2. In communication with significant others in the child's life, (parents, teachers, religious influences, etc.) ;
3. If workers are available when the youth is most likely to get into trouble,
4. If specialized supports for the youth in the community are developed and available for the child in need. (Example, Methodist Youth Services, psychiatric counseling, employment assistance, etc.)

An important feature of the social welfare purpose is to promote appropriate governmental services through a systematized approach that has the benefit of two-way communications with the residents who are being served, (both offenders and victims), and administrators responsible for development and management of the program.

The program began with the premise that *in order* to expand existing programs, federal assistance is needed. At the same time the long range goal has been to make the program of J.Y.D.C. self-sufficient, by not having to rely on federal funds. We are, this year, moving towards that goal through the addition of one unit, completely financed by the participating components sharing staff now working in this area in the unit.

Increasingly as budgets are prepared we are finding that agencies are using more of their own staff and requiring less federal assistance to maintain existing programs. This is in accord with the O.E.O. requirement of an increase in local contribution, as well as the philosophy of the program.

The directors of the participating agencies,

Chief Justice John Boyle, Cook County Circuit Court

Presiding Judge Eugene Wachowski Municipal Court, Circuit Ct. of Cook County

Presiding Judge, Walter Dahl, Juvenile Court

James Conlisk, Superintendent Chicago Police Department

John Troike, Chairman, I.Y.C.

are meeting regularly on a quarterly basis, to examine some of the problems and issues of youth crime, and to see how solutions can be implemented through J.Y.D.C. The administrators of the agencies have agreed to participate in the Model Cities program. Planning for this program is being coordinated with the Model Cities staff by the Deputy Director. The opportunities this program presents for coordinated planning with other governmental and private agencies are exciting. This program planning will have priority based on President Johnson's address to Congress which includes safe streets as priorities in Model Cities planning with particular emphasis on :

Improvement of police community relations. New programs for youthful offenders.

Scope and Content

The Joint Youth Development Committee Corrections Program brings together four city, county, and state agencies all of which previously functioned out of centralized offices into a new program which is now decentralized and coordinated at the neighborhood level. These agencies are :

1. Youth Division, Chicago Police Department.
2. Cooperating Services Center, Chicago Commission on Youth Welfare.
3. Juvenile Court, Circuit Court, Cook County.
4. Illinois Youth Commission.

The Social Service Department, Boys' Court, Circuit Court, Cook County, a participant in the program during 1967 has withdrawn from the program, temporarily. This withdrawal was based on the fact that current resources are inadequate to meet the problems of the youthful offender. Currently, JYDC is developing a more comprehensive plan for effective services and control of the youthful offender, ages 17 to 21.

The Methodist Youth Services, a private agency, created through the efforts of the Joint Youth Development Committee is one of the accomplishments of the program which has not only provided a resource for youth in need of placement, but has involved the church actively in working with the problems of youth in trouble with the law. This year there have been program changes which have resulted in a decentralization of the program from the single residence on the Near North Side, housing thirty-five boys to the expansion into the other neighborhoods served by the JYDC Corrections units. The program now operates with staff and boys out of the Isham Y ; the Sears Y (West Side) ; the Duncan Y, (West Side) ; the Hyde Park Y (South Side). Each Y has a range of 5-7 boys in residence at one time. These group homes will strengthen at the neighborhood level the resources available to work with youth legally defined as in trouble with the law, who need placement outside of their families. The workers from the MYS coordinate the group home programs with the service needs of the youth in residence.

Presently 173 workers are assigned to the Juvenile Delinquency prevention and control program in the three Police Districts where units operate. These are :

1. Police District 18 (Near North), established, February, 1965.
2. Police District 11, (Lawndale) established, July, 1967.
3. Police District 3 (Woodlawn) established March, 1967.

One-hundred-fifty-eight of the staff are workers assigned from the participating agencies. Fifteen workers are members of the JYDC Corrections staff.

The Corrections program has established close working relationships with the Urban Progress Centers, Cook County Department of Public Aid, the Illinois State Employment Services, Board of Education, State Department of Mental Health. These working relationships include referrals for service, as well as the establishment of priorities for the delivery of services to the delinquent youth.

The Near North Corrections Unit is currently being used in the training of 10 third year residents in psychiatry from the University of Illinois Medical School and Michael Reese Hospital. The Medical Residents spend one day a week in the unit, and community, providing diagnostic evaluation on corrections cases, offering consultation to the staff, and providing liaison to some of the local schools and agencies.

The community based Corrections Unit is the key element in the Juvenile Delinquency Prevention and Control program. This program has placed the workers of the participating agencies (with the exception of the Youth Division, Police Department) in one office in the neighborhood.

Each unit has a director employed by JYDC to aid in the coordination of the participating staff, identifying program needs, plan for training, identify gaps and duplication in service, act as liaison with the community, identify community problems and needed program and police changes to the administrative components of the program through the City-Wide Corrections Director.

Staff is expected to work closely with the Unit Director, to share information around problems affecting the youth, and to be cooperative in planning solutions to particular problems.

The Unit Director, through his understanding of problems and youth, stimulates ideas and catalyzes staff to become more creative, imaginative and innovative in exploring new ways and methods of working with youth and their parents, such as use of parent group discussions, classification of cases, and lends his expertise in developing of these programs.

Each Corrections Unit has a Records Coordinator, whose principal functions are : 1) to gather and coordinate information ; to trace the route of the youths through the corrections systems ; 2) to provide the Unit Director with information on offense patterns, geographical distribution of offenses, social characteristics of youths and families ; recidivism rates, and 3) to assist in the preparation of reports.

The current method of retrieving material through the records coordinator system is time consuming and cumbersome. Money has been made available from the City of Chicago, to experiment in one Corrections Unit with the use of a system of data processing. This will facilitate immediate data retrieval and feedback to the participating agencies and community

for planning, program, follow-up and provide the knowledge necessary for more effective control of delinquent behavior.

In addition to a Unit Director and Records Coordinator, each Corrections Unit has supervisors and workers from each of the participating agencies. As a result of reduced workloads and the smaller geographical areas served, the workers have become more knowledgeable about the problems and resources of each police district in which they work, and have assumed more responsibility in meeting the rehabilitation and control needs of the youths.

The plan to hire residents of the community to work as aides in support of probation and parole services will be implemented within the next few months. The aides will be trained and supervised by the probation and parole officers. They will not take over management of cases. Their value lies in being community residents who are always available to the youth and who support constructive activities.

This is a new dimension in correctional work and is a fundamental factor in the control of the youth's behavior in the neighborhood. Because of legal complications, these aides cannot be hired by the courts or IYC, and will continue to be hired by JYDC to work in support of the probation and parole staff.

Workers have more time to see youths away from the office in neighborhood surroundings, like schools, community centers, employment, etc. Increasingly, more attention and understanding is being directed to the peer groups of the youth in trouble, by the staff. More involvement is evidenced in the referrals of youths to programs like ISES, Job Corps. More contacts are made with CCDPA, school officials, churches around the needs of the youth in trouble.

For the first time the ISES has established a job placement station in a Correctional Unit office. In the Woodlawn Unit, where a worker is located, referrals are directly made by the Correctional staff to the ISES staff person for job interviews and placement. During the month of January, 1968, sixty (60) job interviews were arranged and sixteen (16) job placements were made. Plans are to expand this service to the other two units.

At the time a youth, on probation or parole, is brought to the attention of the Youth Officer, the probation and parole officers are frequently available to assist the Youth Officer in arriving at a decision. Workers are now available immediately, to youth and his family in a time of disturbances in the community to interpret possible agency action, as well as provide supportive services.

YOUTH DIVISION — CHICAGO POLICE DEPARTMENT

The Youth Division - Chicago Police Department has the responsibility for investigation, apprehension, preventive patrol, the gathering of intelli-

gence around youth gangs, the solution of youth crime, and the processing of all youthful offenders, youthful and adult missing persons, abandoned children. His is an important decision-making role. The initial decision of the Youth Officer is whether the offense charged is a proper one, and whether there is evidence to support the charge. Based on that initial decision he has the following choices :

- 1) release the youth to his parents with a warning (juvenile information report).
- 2) refer the youth and his parents to a community resource (community adjustment).
- 3) refer with or without detention the youth to the Juvenile Court.

In the community adjustment, the Youth Officer is basically concerned with the decision made around the disposition, counselling and directing the youth to a satisfactory resource for help in the community. In the Joint Youth Development Committee areas, the past year there has been an increase of referrals to community resources and a subsequent reduction of referrals to the Juvenile Court.

We can anticipate new practices evolving out of the Juvenile Court Act of 1965 and the decision of the United States Supreme Court in the Gault case. The first movement in this direction is the pilot project affecting the Woodlawn Unit, where the Youth Officer is now filing a delinquency petition directly to the court. This procedure creates more pressures on both the Youth Officer and the community resources as only cases in which there is supporting evidence for the charge will be filed on at the court. This project will be expanded City-Wide during 1968. Therefore, the use of community resources to intervene meaningfully becomes increasingly significant.

With the addition of more Youth Officers in the JYDC areas, the Youth Officers are becoming more actively involved in delinquency prevention and control in the community. Because the Youth Officer often works with youth in a non-enforcement role like participating in youth conferences, establishing junior patrol program, becoming an active member of law and order and other community committees in which he interprets plans and responsibilities of the community in regard to law and order and youth work.

In addition, a special educational program has been developed by the Youth Officers in the Near North Unit when Youth Officers meet with students in the elementary schools to interpret their role, and discuss law and order.

With the increased focus on the solution of youth crime in the Police Department need for closer coordination and communication between the Youth Division and the Patrol and Detective Divisions becomes more urgent. The knowledge of the community, the youth gangs, which the Youth

Officer has, along with the patterns of crime identified by the Patrol Division, will strengthen immeasurably the control of crime in these areas.

Close communication is maintained between the District Commanders of the Police Department and the Correction Unit Directors, through informal meetings, the active participation of the Commander with the Citizens' Advisory Committees, and the active participation of Unit Directors and staff in the Police Community councils.

COOPERATIVE SERVICES CENTER

The Cooperating Services Center is the component of the Correctional Unit that does not have a legal responsibility for youth and can be flexible in providing service. The primary function of the Cooperating Services Center is to deal with youth who receive community adjustments who are not members of families already active in the Correction System. These youths are referred to Cooperating Services Center by the youth officers and currently the Juvenile Court Complaint Officer. With the change in role of the Complaint Department, which is no longer community based, we can anticipate an increase in the number of youths being referred for help in the community. This will increase the burden placed on the Cooperating Services Center's staff to more actively and meaningfully intervene in the lives of the youth.

Our current experience shows that approximately 50 per cent of the youth who are picked up by the police for the first time will not become repeaters. This necessitates the need to develop a screening system which evaluates both the youth, their offenses and patterns of behavior so that we can provide more intensive service to the 50 per cent who would otherwise become repeaters.

The Cooperating Services Center function to youth and families is essential to provide diagnostic, evaluative, interim and referral services. Another function of the Cooperating Services Center is to expand the services of community resources for youngsters who needs are unmet.

In the JYDC Cooperating Services Center, a worker is assigned as liaison with the House of Corrections from each correctional unit. This is an expansion of last years program, which was only in effect in the Lawn-dale area.

The Cooperating Services Center in the House of Correction, works with 17-20 years old boys to facilitate referrals for training, employment, education, housing, etc., upon release from the institution. He visits the youth prior to his release and provides community support on their return from incarceration.

A pilot program has been developed in the Near North Unit for immediate follow-up service in the police station. A worker is available 10.00 a.m. to 10.00 p.m. to meet at the Police Station with the child and family after the Youth Officer has decided to make a community adjustment report. This pilot program will be expanded to the other JYDC Units. The worker determines the problems, strengths, and preliminary plan for rehabilitation.

SPECIAL PROJECTS

Other roles of the Cooperating Services Center are special projects such as : Group sessions with youth and families around tension situations, orientation for new school and agency personnel to the community and assistance to the victims of crime.

In the Joint Youth Development Committee, program services are being established to assist victims of youth crime to secure the necessary agency help to resume normal activities. This program will provide services that do not normally get attention from police, schools, welfare, employment, and medical agencies.

JUVENILE COURT — COOK COUNTY

Procedures at the Court are currently undergoing modification as the result of the Juvenile Court Act of 1965 and the U.S. Supreme Court decision on the Gault case. The role of the court is changing from a "socialized" court dealing with children to an adversary proceeding as practiced in the adult courts. This change is also reflected in the development of a more active role by the State's Attorney in the prosecution of cases in the Juvenile Court. The informal complaint hearing at the local neighborhood level has also been eliminated.

Currently, in the Woodlawn Corrections Unit the police are filing delinquency petitions based on legally admissible evidence, directly to the court. After the adjudication hearing, if there is a finding of delinquency, or minor in need of supervision, the youth is assigned a probation officer who conducts a social investigation for the purposes of providing both information and a possible plan to the judge prior to the disposition hearing. In the JYDC areas, the social investigation has been expanded to include information which identifies the youth's community activities and associates.

If no petition is filed by the police department, and the youth is returned to the community, he will be referred to the Cooperating Services Center for evaluation and service.

If a petition is filed and the case is dismissed at the adjudication hearing, no specific community resource will immediately be available to the

court for follow-up services. Plans are underway in the JYDC Corrections Units to develop liaison relationship with the Courts for such a service.

The modification in the court practices increase the responsibility of the community to provide the necessary resources and services to control and prevent youth crime.

Court Hearings

Official Court hearings continue in the Court building. The Court staff in the JYDC Corrections Units works flexible or staggered hours to provide continued outreach and follow-up services to individuals and families in the community.

Probation Staff

The probation staff is located in the JYDC Corrections Unit officers in the neighborhood. The Probation Officer is responsible for counseling the family. Cases are assigned after a finding of delinquency or minor in need of supervision is made at the adjudication hearing. The Probation Officer has ongoing contact with the youth after the latter's first official appearance before the Court. The officer works only on cases of youths who reside in the police district served by the JYDC Unit office. The supervisors direct only the officers in his project area.

The rate of re-hearings, (youth on probation returned to Court for processing on a subsequent charge) has been reduced substantially in the Near North Side where the rate of re-hearings is 15 per cent compared with 28 per cent for non-Joint Youth Development areas. This recidivism rate is possible because of reduced caseloads coupled with the greater opportunity to use community resources.

With the continuous examination of the role and function of the Juvenile Court it becomes necessary to re-evaluate the role of the probation officers, not only in terms of the youth to be served but in relation to the court system itself. This implies an examination of the probation officer's rehabilitation and control function especially as it relates to the basic conditions of probation and how they are enforced.

ILLINOIS YOUTH COMMISSION

The Illinois Youth Commission is a state agency responsible for the administration and programs of state juvenile correctional institutions, forestry camps, parole services, and the division of community services.

The emphasis in the Illinois Youth Commission program in the JYDC Corrections project is :

- 1) to provide more intensive and consistent supervision for those youths placed on parole ;

- 2) to maintain communication with families of youth who are committed to Illinois Youth Commission institutional facilities ;
- 3) to maintain close communication, prior to a youth's release between the institutional facilities and the community ;
- 4) to provide resources for the foster or group homes placement of youth who cannot or should not remain in their own homes ;
- 5) to develop through the community services division, neighborhood community committees for the prevention and control of delinquency.

In addition, this year's program will focus on the development of other resources in the community such as the location of a reception and diagnostic center within the City of Chicago, the opening of a Chicago Center, 2551 N. Clark Street during 1968, the development of foster group homes for youths being released from IYC institutions, and the establishment of a collaborative working arrangement with the MYS program to to expand services to IYC youth.

Parole agents and community services workers assigned to the project work only on cases of youths who reside within the boundaries of the areas selected for the Joint Youth Development Committee projects.

The rate of parole revocations — youth on parole returned to the institution for parole violation — is approximately 16 per cent in JYDC areas as compared to 30 per cent non-Joint Youth Development Committee project areas. This reduction in parole revocation rate is possible because of reduced caseloads, intensive supervision, and the greater use of community resources.

It becomes increasingly evident as the result of more intensive parole supervision that there needs to be greater clarity around the conditions of parole as will clearly enunciate criteria for the kind of behavior which results in a violation of parole.

If parole is to have real meaning for both the youth and the community, a youth who is identified as a parole violator must clearly understand what it is he is violating. He must know if he is violating a law or a condition of parole.

Currently, in the Juvenile Court of Cook County one judge and a states attorney is assigned full time to hear IYC parole cases.

In some instances, the indeterminate sentence has not been used, but a minimum and maximum sentence to a specific institution of the IYC has been given. What implication this court practice will have on the parole revocation process is to be determined. It does indicate, however, the concern that the courts, correctional agencies, and community have for dealing with subsequent charges placed against IYC parolees.

METHODIST YOUTH SERVICES

The Methodist Youth Services has been in existence for three years. This agency was organized by the Board of Hospitals and Homes of the Rock River Conference of the Methodist Church. It was established to serve the youth referred from the Boys' Court, the Juvenile Court, the Illinois Youth Commission and the Cooperating Services Center. Focus of the program is the 16-21 year old boy, who resides in a "protected" living arrangement within his community but away from his home.

Recently, the group home program was expanded and decentralized from the Isham Y.M.C.A. to the facilities of the Sears, Hyde Park and Duncan Y.M.C.A.'s. Each Y houses 5-7 boys, and a staff member from MYS has responsibility for youth in each Y.

Currently twenty-eight boys are housed in the various group homes. The Methodist Youth Services helps youths find jobs, develop responsibility, budget their money, become self supporting, and counsel them of their personal problems.

In addition a contractual arrangement is being explored between the Illinois Youth Commission and the Methodist Services to: 1) hire personnel, paid for by the Illinois Youth Commission, to be under the supervision of M.Y.S., to work directly with boys living in one of the Y.M.C.A.'s; and 2) to establish one or more group homes, with foster parents, under the supervision of M.Y.S. for younger boys (12-14) who are released from I.Y.C. institutions.

The Methodist Youth Services program has a director, supervisors and caseworkers. All work together as a team, providing total planning for the youth's needs, following thru to insure services are delivered, and maintaining dynamic contact with the family as well as peer groups. In addition the staff is using group intervention as a method of helping youth become involved in the solution of their problems. The use of volunteers who work with individual youth is a vital part of this program and is expanding.

A basic principle under which all Methodist hospitals and homes operate is that they serve all people, without regard to race or religion. This home is a nonsectarian institution.

The M.Y.S. is moving toward the ultimate goal of becoming financially independent through developing other sources of income. Contacts have been made with the State Division of Vocational Rehabilitation, the Illinois Youth Commission, and private foundations for purposes of seeking additional funds.

JYDC — The Need For Research — The Delinquency Prevention and Control Project of the Joint Youth Development Committee in Chicago offers unique opportunities for research evaluation. In the past three years JYDC has been developing and operating a community based delinquency

control system for the Near North Side of Chicago. More recently units have been established in the Woodlawn and Lawndale areas of Chicago. There is a strong possibility that at least one and perhaps two additional areas will be included in the program within the next year.

The JYDC program is novel and unusual. It is based on the assumption that delinquency control and prevention is a function of the total community and that the agencies which have legal or formal governmental responsibility for working with delinquents are the focal points of that community control system. The agencies participating in JYDC are :

1. City of Chicago Police Department — Youth Division ;
2. Juvenile Court of Cook County ;
3. Boys' Court — Social Service Department ;
4. Illinois Youth Commission ;
5. Chicago Commission on Youth Welfare ;
6. Methodist Youth Services.

JYDC is an effort to develop a collaborative model of service between agencies of the community formally established to control and service delinquents. It is oriented to the concept that delinquency control should be community or neighborhood based rather than agency based, and that control must be accompanied by rehabilitation and prevention. Community change as well as individual change becomes a focus of concern for the community based correctional system.

Some of the unique objectives of the JYDC's Delinquency Correction units are :

1. To delineate the common goals that all correctional agencies involved have in order to evolve a definition of their common philosophy ;
2. To facilitate the handling of transition periods in the delinquency history of a youth, e.g., upon entrance into an institution or from an institution back to the community ;
3. To promote law and order in the community served through programs mutually shared by the component agencies ;
4. To coordinate the services of the component agencies with primary concern to be given to the needs of the youth in trouble ;
5. To decentralize service by locating agencies and staffs in the areas in which the youth they serve live ;
6. To locate staff in the community they serve so as to encourage better understanding of the people and the community in which they live ;
7. To reduce work loads to enable staff to work more intensively with individual youths as well as with the needs and problems of the community ;
8. To encourage among staff a responsibility for the protection of the community along with the legal responsibility for the individual. Responsibility for the protection of the community has too often been lost in our exclusive concern for changing the individual. Protection in this context is not limited

to protection by force but more precisely implies the promotion of values and services that protect a community by preventing delinquent behavior.

The unique structure and opportunities of JYDC has implications for delinquency control and prevention in many cities. It is probably the only current effort in the nation to develop a collaborative model for a delinquency control and prevention system which involves the coordination of city, county and state agencies. The significance of this program, therefore, demands careful evaluation of this delinquency control system and the impact this system is having on delinquents, their families and their community.

Goals

The evaluation prospectus which follows is based on the following evaluation goals :

1. To *assess current practice* in the agencies participating in the JYDC program and to compare it with current practice emerging in the collaborative model of JYDC ;
2. To *measure* the effect of *changes* introduced within the JYDC program upon institutional structures, worker roles, individual youth behavior and the communities in which they live ;
3. To discover means by which the results and recommendations can be immediately used to modify program. Action research demands the development of feedback processes ;
4. To *examine* the potential *transferability* of successful programs from one area to another, and possibly from one city to another.

Evaluation, therefore, will attempt an assessment of current practice as a base for evaluating the effort of changes introduced in the correctional system. It will also include an effort to develop means by which the research findings can be introduced into the program to direct further change in agencies. In addition, it will attempt to learn the extent of the program's applicability to similar systems in other urban communities.

In accord with the above goals, six major questions need to be answered in this evaluation :

1. Is the JYDC corrections program doing what it proposed to do in effecting change in the administration and organization of services to the juvenile in the community ?
2. Is a system of delinquency control based on a collaborative and cooperative effort between the formal delinquency control and prevention agencies developing ?
3. What effect, positive or negative, are these administrative and organizational changes having on the practice and role of the workers ?
4. Are these administrative changes and modifications in the performance of staff affecting the target groups, i.e., the delinquent, his family, and his neighborhood ?

5. Are there significant side effects produced by the action program of JYDC on other social systems in the community, particularly those of the schools, public and private social agencies, churches and employment ?
6. In what ways can the results of the action research be utilized for organizational change ? How can the findings of the evaluation be effectively implemented into the programs of the participating agencies.

Some Methodological Problems. — The search for answers to these questions involves at least the following methodological problems :

1. The need to measure behavioral changes as well as attitudinal changes in administrators, supervisors, workers, and delinquent youth ;
2. The measurement of behavioral change necessitates the development of criteria which will objectively measure current behavior patterns against which base possible changes in behavior can be measured at consistent time intervals. This involves some observation of interaction patterns in their natural setting as well as upon interviews with participants ;
3. Short-range and long-range evaluation objectives must include both an analysis of what is present operational procedure and the process of change, if any. The first year of evaluation would have to be primarily oriented toward evaluating attitudes and behavior as they exist in current practice. This is necessary to set up criteria for measurement of change. The evaluation of what now is the service process in JYDC units will give some clues to changes that may have already occurred since the Near North Side JYDC program has been in operation for three years and the program of the Woodlawn JYDC area for less than a year. The possibility of another area being included within the next year would provide an opportunity to see the development in an area from the very beginning of its operation. A longitudinal study over at least the following two years would provide an opportunity to measure change in the JYDC program and its impact on administrators, workers, delinquents, and communities ;
4. The need, whenever possible and feasible, to use control groups for comparative analysis ;
5. In the attempt to follow control and experimental groups over a two to three year period the problem of physical mobility looms large as a barrier to effective comparison. Whenever possible, large samples must be selected to compensate for attrition that might occur in control groups or matched control groups will have to be periodically established.

Research Content and Method. — The six questions to be answered by research are obviously very complex. The attitudes and behavior about which they inquire are difficult to measure. A variety of research techniques and analyses will be necessary. For purposes of clarity the specific content of the research and the methods of evaluation are here discussed in terms of the effort and results that seem necessary in order to answer each of the questions. This is not to neglect the obvious interrelatedness of the questions or the relevance that responses to one question would have in partially answering the others.

1. Is the corrections program doing what it proposed to do in effecting change in the administration and organization of services to the juvenile in the community ?
2. Is a system of delinquency control based on a collaborative and cooperative effort between the formal delinquency control and prevention agencies developing ?
3. What effect, positive or negative, are these administrative and organizational changes having on the practice and role of the workers in these agencies ?

Together these three questions seek to understand how the development of a collaborative service system in JYDC has affected administrative procedures, agency cooperation, and worker roles. To answer these questions one must understand and assess :

a) The current development of the JYDC collaborative model system of delinquency control and prevention relative to :

1. A consensus of common goals in delinquency control and prevention. Can the legal and philosophical disparity among the individual agencies and the diversity of educational and experiential backgrounds of the staffs be blended into a common philosophy of delinquency control and prevention ? Can a police department whose orientation is law enforcement develop a common philosophy of delinquency control and prevention with the staffs of the courts whose orientation is primarily protection and welfare of the individual youth on probation or parole ?
2. Operational ties between parent agencies and JYDC in regard to such matters as promotions, evaluations, authority patterns, and flexibility to act within experimental programs of JYDC which are not normal policy or procedures of the parent agency.
3. Worker identity with parent agency and/or JYDC as they move out of the security of traditional structures and practices and find themselves becoming highly visible in a smaller, new, less formal structured and less protective setting.
4. Communication between the staffs of participating agencies working within the same JYDC unit which will enable them to understand and respect each others roles and functions so as to promote a freedom and willingness to share with each other information about clients, community leaders, problems and resources.
5. Operational collaboration in the specialized functions of the agencies e.g., a youth officer might be helped in making a decision on a station adjustment through information provided by a probation or parole worker who has previous knowledge about the youth or his family, or joint planning could be developed around families known to various staff members, or workers might act together to cope with a community incident which may not be precisely within the defined function of any one of the agencies.
6. Consistency and meaningfulness of data collection and record keeping includes an examination of the accuracy of reporting, common meanings given to categories of crime or service, feedback to parent agencies which augment not duplicate existing records, and use of data for planning through the development of a basic system of uniform reporting needed to understand the delinquency pattern in the community.

7. Training for the JYDC model and operation with special concern for the examination of the needed inputs and techniques of training for a model of service that demands changes in philosophy of service as well as in operations.
- b) The specific changes in the attitudes and behavior of administrators, supervisors, and workers in the agencies as a result of participating in JYDC.

Both aspects would be studies through interviews with administrators, supervisors, and workers, 2) specific job descriptions, 3) analysis of procedures and the examination of points of intervention in the system. The operations of the participating agencies will be compared to the operation of these agencies in other areas not serviced by JYDC. These areas would be matched through the use of "Skevsky-Bell Social Area Index", or at least in terms of delinquency rates, racial distribution, and housing deterioration.

In evaluating the specific changes within agencies resulting from the program, it will be necessary to consider three factors relevant to administrative and worker role modification :

1. What is the present worker role process by which delinquents are serviced in the traditional agencies ?
2. What modification in the role of the worker has occurred as a result of the JYDC program and thereby in the process of servicing delinquents ?
3. Have changes in the attitude and behavior of workers had any effect on the behavior of delinquents and on the community in which they live ?

To assure these questions, it is necessary to compare the effort of the workers in participating agencies in the JYDC areas with that of workers in the same agencies operating outside of the JYDC areas. In each of the participating agencies, it will be necessary to assess the normal work pattern of the personnel in the parent agency and to compare this with the work pattern of personnel in the JYDC area.

An assessment of any special efforts introduced into the individual agencies as a result of their participation in the program would also be made, e.g., a comparison of station adjustments for minor offenders in the Police Department in JYDC areas with station adjustment patterns outside of JYDC areas, the operation of the Juvenile Court local community complaints department in JYDC and non-JYDC areas, the impact of lower case loads on staff and delinquents interactions, the impact of the twenty-four hour agency coverage on staff and delinquents and impact of records coordinator on collaborative efforts.

Research is limited in most correctional agencies largely due to budgetary considerations. It is anticipated that the value of the research findings

of this evaluation for the individual agencies will encourage the inclusion of research funds into their operating budgets.

The assessment of current practices during the first year of the research will provide the fundamental data needed to measure change or lack of it, that occurs through 1969 and 1970.

4. In what way, if any, are these administrative changes and modifications in the performance of staff affecting the target groups, i.e., the delinquent, his family, and his neighborhood ?

Impact on the target groups to be affected by JYDC program is also difficult to measure, but crucial to an assessment of whether JYDC is accomplishing its designated purposes. The most logical method of studying the effect of a program is to compare areas and clientele serviced in the program with similar areas and clientele not serviced in the program. A random sample of at least 150 delinquents from each of two of the JYDC areas would be compared with matched sample of delinquents from two similar non-JYDC areas in Chicago.

Then, youth will be matched as far as possible by age, race, sex, offense category and agency of primary responsibility.

Then, 1) the youth serviced by JYDC, 2) their siblings, and 3) their families (other than siblings) would be compared in regard to :

- a) their attitudes toward the delinquency control system (laws, police, social workers, courts, etc.), and their families, their neighborhood, and other systems having an impact in their life ;
- b) their behavior (contact with worker, relationship to family, adjustment in school or work, etc.), and
- c) the services rendered by agency personnel (frequency of contact, kind of contact, places of contact, referral to resources, follow-up service in community, etc.).

Again the first year of evaluation would concentrate on studying the existing attitudes and behavior and set up the design and behavioral criteria base for evaluating change.

The second and third year of evaluation will periodically (every six months) assess the changes occurring in all three areas. Again the problem of physical mobility which always weakens longitudinal studies will have to be resolved by large enough samples to provide for attrition or by using series of matched control groups. The problem of loss in sample number through mobility is expectedly greater for the control groups than for the JYDC experimental groups.

5. Are there significant side effects produced by the action program of JYDC on other social systems in the community, particularly those of the schools, public and private social agencies, churches and employment ?

Impact of the JYDC program on various social systems in the community can also be measured logically and meaningfully by comparison of JYDC areas with non-JYDC areas over an extended time span. It would be necessary to :

- 1) Select two JYDC areas and match them with non-JYDC community areas either through the use of "Shevsky-Bell Social Area Index" or at least in terms of delinquency rates, population density, racial distribution, and housing deterioration ;
- 2) Select a sample (about 100) of people from each of the communities which would be composed of members of the JYDC Advisory Boards, local, political leaders, block club members and the "man on the street" ; and
- 3) Attempt to assess
 - a) their awareness of the program's existence
 - b) their evaluation of the program
 - c) the kinds of contacts they have had with workers
 - d) the kinds of contacts they have had with delinquents and their families
 - e) their own attitudes toward treatment of delinquents and their families, law and order, the community and its social components.
- 4) Develop objective criteria for measuring changes in the impact of delinquency on the community (criteria beyond simply delinquency rates and recidivism such as insurance rates, school attendance and achievement, church attendance, vandalism, employment rates and performance, establishment of new businesses, etc.).

Again the first year of the evaluation would measure what these attitudes in the community are and set up the design and criteria for the measurement of change. The second and third year would be used for continued assessment of change in the community.

6. In what ways can the results of the action research be utilized for the promotion of organizational change ? How can the findings of the evaluation be more effectively implemented into the programs of the agencies involved in delinquency control and prevention so that they can more positively fulfill their individual and collective goals ?
1. The administrative advisory committee will be kept closely advised of the design and progress and will be involved in setting up major objectives for the evaluation of specific sections of the research.
 2. An on-going research committee selected from the supervisors and workers of each agency in JYDC will be involved in the process of

evaluation at all stages of design, data collection and analysis. Their input and involvement will be sought in finding ways to implement results of the research.

3. A pannel of three consultants will be used to serve as specialists in setting up the final design, instruments and techniques as well as helping in the analysis and development of recommendations for action. They will be particularly oriented to helping establish criteria for behavior change measurement. The consultants would be :
 - a) Dr. Edwin Gross — Professor
Roosevelt University
 - b) Dr. Norval Morris — Professor of Law
University of Chicago
 - c) Dr. Clyde Sullivan — Director
Social Restoration Research
Center — New York, N.Y.
4. Three conference with consultants and agency administrators and supervisory staff on the research design and its progress will be held, specifically intended to stress recommendations for procedural changes, for in-service training and for means of implementing findings.

APPENDICE 26

The Presentence Investigation Report.

DIVISION OF PROBATION
ADMINISTRATIVE OFFICE OF THE UNITED STATES COURTS

Publication No. 103

**THE PRESENTENCE
INVESTIGATION
REPORT**

Division of Probation

ADMINISTRATIVE OFFICE OF THE UNITED STATES COURTS

Supreme Court Building, Washington, D.C. 20544

For sale by Superintendent of Documents, U.S. Government Printing Office

Washington, D.C., 20402 - Price 35 cents

FOREWORD

In March 1963 a permanent committee of the Judicial Conference of the United States was created to assist the Administrative Office of the United States Courts in its administration of the Federal Probation System. One of the immediate concerns of the committee was the lack of uniformity in presentence reports prepared by probation offices in the 92 district courts throughout the United States.

At the request of the committee and in consultation with a staff committee of special consultants (see p. 873), the Administrative Office produced this monograph, *The Presentence Investigation Report*. It is a revision of the 1943 manual of the same title and includes a presentence report outline and format — developed by the Committee with the approval of the Judicial Conference — to serve jointly the needs of the courts, the Bureau of Prisons, and the Board of Parole.

This monograph is concerned with one of the most important and difficult functions of the probation officer. It will serve as a guideline to probation officers in preparing their presentence reports. If the principles enunciated in the monograph are carefully followed, there will be greater uniformity in report writing, reports of a higher quality will be achieved, and the courts will be assisted in understanding the problems, needs, and concerns of the individual defendant and in arriving at an appropriate sentence.

Judges, correctional workers in institutions, and paroling authorities will find this monograph of special interest and help in dealing with offenders. It can be used as a resource document by sentencing institutes, for preservice and inservice training in corrections, and by colleges and universities in preparing students for the legal profession and the correctional field.

Warren Olney III,
Director, Administrative Office
of the United States Courts.

February 1965.

PREFACE

Diligence and care must be exercised in selecting the right kind of sentence to help a defendant become a law-abiding, self-respecting, responsible person. The presentence investigation report, with which this monograph deals, is an indispensable aid to the court in arriving at a sentence that will serve the best interests of the defendant, his family, and society. Recognized authorities in the judicial and correctional fields recommend that a presentence report be prepared on all offenders, regardless of the nature of the offense.

In the Federal court system, when a defendant is committed to the custody of the Attorney General, copies of the presentence report are sent to the Bureau of Prisons institution to assist them in conducting their preliminary diagnostic study and in formulating with dispatch a treatment and training program. The report is also studied by the Board of Parole in its consideration of an inmate for parole. If the report is to serve the courts, the Bureau of Prisons, and the Board of Parole efficiently and adequately, there must be some degree of uniformity in the quality, general coverage, outline, and makeup of the report.

As a part of a closely integrated network of field offices serving all district courts in the 50 States, the District of Columbia, the Canal Zone, Guam, Puerto Rico, and the Virgin Islands, Federal probation officers may be called on to prepare a presentence report for any one of the 92 district courts. For this reason also, it is essential that some uniformity be maintained in the outline, format, and contents of the report; however, the probation officer should still have sufficient flexibility and leeway to present the respective problems and needs of the individual offender in a meaningful way.

Recognizing the general lack of uniformity in the quality, coverage, and makeup of presentence reports in the 177 field offices of the Federal Probation System, the Judicial Conference Committee on the Administration of the Probation System appointed in May 1963 a subcommittee to study presentence investigation reports in the Federal courts and to recommend how their quality may be improved and how conformity in both outline and format may be achieved.

At the September 1963 meeting of the Judicial Conference of the United States the Committee on the Administration of the Probation System "requested and was granted authority to study and develop an official format and outline for all presentence reports to the end that they not only be uniform in quality and coverage, but also that they serve jointly the needs of the courts, the Bureau of Prisons, and the Board of Parole"

(quoted from the Report of the Proceedings of the Judicial Conference of the United States, September 17-18, 1963, p. 97).

In carrying out its assignment the subcommittee recommended that the official outline and format to be developed be incorporated in the revision of the monograph on presentence investigation reports, published in 1943, which was being undertaken by the Probation Division of the Administrative Office of the United States Courts. A committee of consultants was invited by the subcommittee to work with it, the Probation Division, and the Federal Probation System in developing the outline and format and in recommending what the general contents of a presentence report should be. *The Presentence Investigation Report*, presented here, is the product of their diligent and systematic work. The monograph was unanimously approved by the Committee on the Administration of the Probation System on February 11, 1965, and is recommended as a guide to all probation officers in conducting their presentence investigations and in writing their reports.

The official outline adopted by the Committee on the Administration of the Probation System is that shown on page 882 of the monograph. The face sheet (Probation Form No. 2) approved by the committee for all presentence reports appears on page 881. The suggested contents for each of the marginal headings in the approved outline are given starting on page 883. The items listed under *essential data* are those which should appear in all presentence reports. Those listed under *optional data* will appear in many reports, depending on the requirements in the specific case. The officially approved format for the presentence report is presented in the appendix of the monograph.

The Presentence Investigation Report is based on the best concepts, principles, and practices in presentence report writing. It should help probation officers and judges alike to move more surely toward our goal of greater uniformity in presentence reports, more consistent coverage of pertinent data, and reports of a distinctly professional nature. The Committee on the Administration of the Probation System recommends that this monograph be studied with special care by all probation officers and judges.

The Subcommittee on Presentence Reports and Supervision, the Probation Division of the Administrative Office, the 14 members of the committee of consultants, and the more than 70 probation officers who were consulted on various phases of the outline and contents of the presentence report and who offered many thoughtful and helpful suggestions, are to be commended for the splendid service they have rendered in the preparation of this document.

Mr. Victor H. Evjen, Assistant Chief of the Division of Probation, Administrative Office, was the principal author of the earlier monograph

of 1943. He is also the principal draftsman of the revision of 1965. The thanks of the Federal Probation System as well as our own are due him for his arduous and admirable work. Appreciation is also expressed to each member of the Judicial Conference Committee on the Administration of the Probation System for their encouragement, advice, and editorial interest in revising this monograph.

Thomas M. Madden,
*Chairman, Subcommittee on Presentence
Reports and Supervision.*

Luther W. Youngdahl,
*Chairman, Committee of the Administration
of the Probation System.*

February 1965.

JUDICIAL CONFERENCE COMMITTEE ON THE ADMINISTRATION OF THE PROBATION SYSTEM

Hon. Luther W. Youngdahl, District of Columbia, Chairman.

Hon. William B. Herlands, Southern District of New York.

Hon. Walter E. Hoffman, Eastern District of Virginia.

Hon. Frank M. Johnson, Jr., Middle District of Alabama.

* Hon. Thomas M. Madden, District of New Jersey.

Hon. John W. Oliver, Western District of Missouri.

* Hon. James B. Parsons, Northern District of Illinois.

Hon. Francis L. Van Dusen, Eastern District of Pennsylvania.

Hon. Albert C. Wollenberg, Northern District of California.

STAFF COMMITTEE

J. E. Baker, Associate Warden, United States Penitentiary, Terre Haute, Ind.

William A Cohan, Jr., Assistant Chief of Probation, Administrative Office of the United States Courts.

Edwin J. Coventry, U.S., Probation Officer, United States District Court, Western District of Washington.

Richard J. Heaney, Deputy Assistant Director, Federal Bureau of Prisons.

Paul W. Keve, Director, Department of Court Services, Minneapolis, Minn.

Wayne L. Keyser, Deputy Chief Probation Officer, U.S. District Court, Northern District of Illinois.

* Member of Subcommittee on Presentence Reports and Supervision.

Henry P. Long, U.S., Probation Officer, U.S. District Court, Eastern District of Virginia.

Patrick McKegney, M.D., Chief Medical Officer, National Training School for Boys.

C. Alexander Rheiner, Chief Probation Officer, U.S. District Court, District of New Jersey.

Arnold Richards, M.D., Chief Medical Officer, Federal Reformatory, Petersburg, Va.

Saleem A. Shah, Ph. D., Chief Clinical Psychologist, Legal Psychiatric Services, Washington, D.C.

Charles E. Smith, M.D., Medical Director, Federal Bureau of Prisons.

Mrs. Amy T. Tipton, U.S. Probation Officer, U.S. District Court for the District of Columbia.

Frank T. Waterson, Chief Probation Officer, U.S. District Court, Northern District of New York.

Mrs. Grace T. Woodburn, Division of Probation, Administrative Office of the United States Courts, Secretary to the Staff Committee.

CONTENTS

FOREWORD	870
PREFACE	871
THE PRESENTENCE INVESTIGATION REPORT	875
Its Functions and Objectives	875
The Probation Officer's Part in the Investigation	876
Start Where the Defendant Is	877
The Worksheet	877
Tangible Facts Not Enough	878
When Another Office Is Called On To Assist	878
Investigations Prior to Conviction or Plea	879
Discussion of the Report With the Judge	880
Confidential Nature of the Report	880
Face Sheet	881
OUTLINE, CONTENTS, AND FORMAT OF THE REPORT	882
Identifying Information	882
Presentence Report Outline	883
Offense	884
Defendant's Version of Offense	886
Prior Record	887
Family History	888
Marital History	890

Home and Neighborhood	891
Education	892
Religion	893
Interest and Leisure - Time Activities	893
Health	894
Employment	896
Military Service	897
Financial Condition	898
Evaluative Summary	899
Recommendation	899
SOME GENERAL SUGGESTIONS	900
Writing the Report	900
Objectivity and Accuracy	900
Indicating Sources of Information	901
Selectivity in Writing the Report	901
Brevity	902
Style and Format in Writing the Report	902
Use of "Label" Terms	903
Technical Words and Phrases	904
Verbatim Reporting	904
BIBLIOGRAPHY	905
APPENDIX	907

THE PRESENTENCE INVESTIGATION REPORT

Its Functions and Objectives

The presentence investigation report is a basic working document in judicial and correctional administration. It performs five functions : (1) to aid the court in determining the appropriate sentence, (2) to assist Bureau of Prisons institutions in their classification and treatment programs and also in their release planning, (3) to furnish the Board of Parole with information pertinent to its consideration of parole, (4) to aid the probation officer in his rehabilitative efforts during probation and parole supervision¹, and (5) to serve as a source of pertinent information for systematic research.

The primary objective of the presentence report is to focus light on the character and personality of the defendant, to offer insight into his

¹ The Federal probation officer also supervises persons released from Federal correctional institutions and the U.S. Disciplinary Barracks.

problems and needs, to help understand the world in which he lives, to learn about his relationships with people, and to discover those salient factors that underlie his specific offense and his conduct in general. It is not the purpose of the report to demonstrate the guilt or the innocence of the defendant.

Authorities in the judicial and correctional fields assert that a presentence investigation should be made in every case. With the aid of a presentence report the court may avoid committing a defendant to an institution who merits probation instead, or may avoid granting probation when confinement is appropriate.

Probation cannot succeed unless care is exercised in selecting those who are to receive its benefits. The presentence report is an essential aid in this selective process.

Where the defendant is committed to the custody of the Attorney General, copies of the presentence report are sent to the institution. The institution relies on the report for pertinent data relating to the kind and degree of custody required by the defendant, needed medical attention, and the needs, capacities, and problems of the individual. These data will aid the institution in making its preliminary diagnostic study and in promptly formulating a treatment and training program. Moreover, the presentence report not only saves the time and effort of the institution in procuring essential community and family information about the defendant, but also gives this necessary information more completely and accurately than can be obtained by the institution through correspondence and questionnaires.

In considering whether to grant or deny parole, the Board of Parole finds in the presentence report helpful information not only about the offender's personal and social adjustment prior to commitment, but also about his relationships within the community to which he may return.

The Probation Officer's Part in the Investigation

The probation officer has the important task of gathering information about the defendant; evaluating, assimilating, and interpreting the data; and presenting them in a logically organized, readable, objective report. Each defendant should be investigated without any preconception or pre-judgment on the probation officer's part as to the outcome of the defendant's case.

The probation officer must be completely objective and impartial in conducting the investigation and in writing the presentence report. He not only reports the tangible facts in the case, but also such subjective elements as the defendant's attitudes, feelings, and emotional reactions. He presents them so as to give to the court an accurate, unbiased, and complete picture of the defendant and his prospects for becoming a law-abiding, responsible

citizen. Every effort must be made to check the accuracy of information which is likely to be damaging to the defendant or to have a definite bearing on the welfare of the family and the safety of the community.

Verifications should be obtained, wherever possible, in documentary form such as letters, facsimiles, and certified statements. The Probation Division has prepared a series of forms which serve as a practical device for obtaining verified information as to prior arrests, employment, military service, education, medical history, birth, and marriage and divorce.

Wherever possible, a defendant should be seen more than once in the course of the investigation. Seldom does a defendant reveal his true self in a single interview. Often it takes more than one interview to establish a cooperative relationship and to give the defendant confidence in the probation officer ¹.

If the investigation discloses information that is substantially different from statements given by the defendant, the probation officer should re-interview the defendant and resolve the conflicting statements. This will assist the probation officer in determining the motivation behind any erroneous statements and will help to explain the defendant's personality and character.

Generally, the probation officer should have 2 to 4 weeks to complete his investigation and write his report. If necessary, he should be given more time.

Start Where the Defendant Is

In conducting the investigation and in writing the presentence report, the probation officer should be primarily concerned with how the defendant thinks, feels, and reacts *today*. He starts with the defendant as he finds him — as of this moment — and includes in his report no more from the past than what is believed essential to help the court understand the defendant as he is *today*. This is not to say that early developmental influences have no relevance to current behavior. However, a mere recitation of experiences, relationships, and circumstances, without relating them to the present picture, offers little or no insight in understanding the defendant's present thinking, feeling, and behavior.

The Worksheet

Each probation system has some type of worksheet. In the Federal Probation System it is known as Probation Form No. 1. It is essential that all offices use the latest revision of this form.

¹ See articles on the initial interview, by Henry L. Hartman, M.D., in the September and December 1963 issues of *Federal Probation*.

The form is not intended to be a presentence investigation report itself but rather a guide for the probation officer in gathering basic factual information. From this information on the worksheet he selects, evaluates, and assembles the data under the major headings of the presentence report.

Tangible Facts Not Enough

A presentence report is more than a compilation of tangible facts. Facts about family composition, employment, health, and so on, have relatively little value unless they are interpreted in relation to the defendant and how he thinks, feels, and behaves. Such facts alone do not give an account of a living person — his character and personality in action. People in the report must come to life. Instead of giving an accumulation of cold facts the report should rather present a true, vivid, living picture of the defendant.

Facts are not limited to the tangible. Attitudes, feelings, and emotional responses are facts, too. Knowledge of these more or less intangible elements is essential to really know a person and what makes him behave as he does.

How the defendant feels about those with whom he comes in daily contact, what he thinks about his family, his peers, and his co-workers — and what he believes they think about him — are essential to an understanding of his relationships with people. Also significant are his feelings about baffling problems in his life, including his offense and his reaction to opportunities, accomplishments, disappointments, and frustrations. His moral values, his beliefs and his convictions, his fears, prejudices, and hostilities explain the “whys” and “wherefores” of the more tangible elements in his life history.

Time, patience, and skill are required to uncover these more subjective factors and to develop their relevance, but they are basic in good report writing. Each of them should be interpreted in terms of the defendant's family background, culture, and environment, and in relation to the groups with whom he has associated and is closely identified. Even an untrained investigator can pull together the bare facts required in a presentence report and assemble them in an established outline and format. But the ability to select the pertinent data, to distinguish between factual data and inferences, to draw out the subjective elements, and to assess their relative importance in the personality makeup and the needs of the defendant, differentiate the trained and skilled probation officer from the untrained and inexperienced probation officer.

When Another Office Is Called On To Assist

When another Federal probation office is called on to assist in developing a presentence report, it should be made clear what specific information

is desired, when the information is needed, and the probable date of sentence. No more information should be requested than is required.

The same procedure applies when requesting information from cooperating welfare agencies, institutions, and State and local probation and parole offices. The request should include sufficient data to enable the officer of the cooperating district or agency to make an intelligent inquiry.

When a request is made another Federal probation office for a *complete* investigation report, the following minimum data should be supplied on the form 1 worksheet, if possible, or in a letter : true name ; place of residence and exact address (including apartment number) ; birthdate ; sex and race ; date of arrest ; status of custody ; brief summary of the offense ; defendant's statement ; prior record ; names and addresses of parents, brothers, and sisters, and other relatives close to the defendant ; and places of employment. Specific directions for locating persons to be interviewed should be supplied wherever possible.

When the cooperating probation office is asked to write the report in presentence form, the office for the court in which sentence is to be pronounced (office of origin) will determine how it wishes to present the report to the court. The report from the second office may be appended to the report prepared by the office of origin or may be incorporated as a part of it. If the report from the second office is to be incorporated in the report of the office of origin, it would be desirable to indicate what information comes from the second office.

Investigations Prior to Conviction or Plea

Where a court is not continuously in session and the judge sits for only short periods in the various places of holding court a probation officer may find it difficult to complete the presentence reports within the limited time available. In these circumstances some courts request that investigations be conducted prior to conviction or plea. When such a request is made, the probation officer should ask the defendant after having advised him of his right to the advice of counsel, to sign the Probation Division's form authorizing the probation officer to institute the investigation. It is also desirable to have on file a letter from the defense attorney stating that he has no objection to the probation officer beginning the investigation prior to conviction or plea.

As provided by rule 32 (c) (1) of the Federal Rules of Criminal Procedure, the presentence investigation report shall not be submitted to the court or its contents disclosed to anyone unless the defendant has pleaded guilty or has been found guilty.

Discussion of the Report With the Judge

It is the practice of most judges to call the investigating officer into chambers to discuss the various aspects of the case as reflected in the presentence report. Where certain information in the report is unfavorable to the defendant, the judge may discuss these points with the probation officer in chambers.

Confidential Nature of the Report

The presentence investigation report is a confidential document and should not be available to anyone without the permission of the court. In some instances the court delegates to the probation office the responsibility for determining what information from the report may be disclosed.

The presentence report often contains highly privileged information about the defendant and his family and also confidential data from cooperating public and private welfare agencies, law enforcement officials, employers, and others who know the defendant. This information is frequently given to the probation officer with the understanding that it is to be kept confidential.

The defendant's family, which is the best source of information about him, frequently divulges confidential information which, if disclosed, can impair the relationship between him and his family.

Welfare agencies adhere to the principle of confidentiality. When they share their case file information with the probation office they rely on the probation office to comply with the agencies' standards in the use of this information. They expect that the information will be used solely in the rehabilitation of persons under investigation and supervision by the probation officer.

Probation officers often have access to confidential information in the arrest and investigation reports of law enforcement agencies — Federal, State, and local.

An employer will be reluctant to supply information if he believes what he says will get back to the employee. There may be, for example, such on-the-job problems as drinking, quarrelsomeness, and lack of dependability.

Some defendants have had a close relationship with dangerous associates. If incriminating information about these persons is divulged, there is the risk of retaliation.

The family physician is often the source of information that is privileged as a matter of law.

A probation office will lose the respect and confidence of an informing person or agency if confidential information is disclosed. There will be a reluctance to give further information. Eventually, sources of informa-

tion will dry up and the value of the report will be seriously impaired. Therefore, the probation officer must be cautious and discreet to avoid divulging confidential information.

No presentence report should be read aloud in open court.

At all times there should be a cooperative relationship between the probation office and those institutions and agencies on which the probation office calls for information and professional assistance. A mutual exchange of information may be helpful not only to the respective agencies, but also to the probation office and the court.

The presentence investigation report eventually becomes a part of the defendant's case folder. The courts generally leave to the judgment of the probation office whether cooperating agencies should be permitted to read the case record — including the presentence report — or whether the desired information should be given by individual interpretation or written summaries.

PROBATION Form 2
Feb. 65

UNITED STATES DISTRICT COURT
EASTERN DISTRICT OF MICHIGAN
PRESENTENCE REPORT

Name	John Jones	Date	October 14, 1964
Address	1234 Beach Street	Docket No.	56971
	Detroit, Michigan 48201	Offense	Possession of Distilled
Legal Residence	Same		Spirits 26 U.S.C. 5686 (b)
Age 38	Date of Birth 8-25-26 (ver.)	Penalty	\$5,000 or 1 year, or both
Sex Male	Race White	Plea	Guilty, 2-14-64
Citizenship	United States	Verdict	
Education	High School	Custody	Personal Bond
Marital Status	Married	Asst. U.S. Atty.	James E. Carver
Dependents	Four (wife and three children)	Defense Counsel	Thomas Flanigan
Soc. Sec. No.	000-11-2222		781 Cadillac Tower
FBI No.	678910		(Court Appointed)
Detainers or Charges Pending: None			
Codefendants (<i>Disposition</i>) Case of Robert Allen pending			
Disposition			
Date			
Sentencing Judge			

OUTLINE, CONTENTS, AND FORMAT OF THE REPORT

Identifying Information

The following identifying information is requested on Probation Form No. 2, the first page of all presentence reports (see facsimile on p. 881).

DATE. Give the date the presentence report is typed.

NAME. Enter the name of the defendant as shown on the court record. Also insert the true name, if different, and any aliases.

ADDRESS. Give the present home address.

LEGAL RESIDENCE. Give the legal residence (county and State) if different from the present home address. Otherwise insert "home".

AGE AND DATE OF BIRTH. Give the age on last birthday and the date of birth. Use the symbol "ver." when verified by an official source.

SEX.

RACE. Race is determined by ancestry ; e.g., white, Negro, American Indian, etc. It should not be confused with national origin.

CITIZENSHIP. Give name of country. Citizenship refers to the country of which the defendant is a subject or citizen.

EDUCATION. Give highest grade achieved.

MARITAL STATUS. Single, married, widow, widower, divorced, legally separated, common law.

DEPENDENTS. List those entirely dependent on the defendant for support ; e.g., "Three (wife and two children)."

SOCIAL SECURITY No.

FBI No.

DOCKET No.

OFFENSE. Give a brief statement, including statutory citation ; e.g., "Theft of Mail (18 U.S.C. 1708)."

PENALTY. Insert statutory penalty for the specific offense. This should be obtained from the U.S. attorney in each instance. The probation officer should not attempt to state the penalty on the basis of his knowledge.

PLEA. Nature and date.

VERDICT. Date.

CUSTODY. Give status (summons, personal or surety bond, recognizance, jail) and period in jail.

ASSISTANT U.S. ATTORNEY. Give name of the assistant U.S. attorney handling the case.

DEFENCE COUNSEL. Give name and address. When appointed by court, this should be indicated.

DETAINERS OR CHARGES PENDING. Give the name and address of the office issuing the detainer or preferring the charge. Also give the dates action was taken.

CODEFENDANTS. Enter the names of codefendants, if any, and status of their respective cases. If there are no codefendants, insert "None".

The following information, below the double rule on form 2, is inserted after the final disposition of the case :

DISPOSITION. Sentence imposed by the court.

DATE. Date of sentence.

SENTENCING JUDGE.

Presentence Report Outline

The presentence report outline adopted by the Judicial Conference Committee on the Administration of the Probation System on February 11, 1965, consists of the following marginal headings and the respective sub-headings :

OFFENSE

Official version

Statement of codefendants

Statement of witnesses, complainants, and victims

DEFENDANT'S VERSION OF OFFENSE

PRIOR RECORD

FAMILY HISTORY

Defendant

Parents and siblings

MARITAL HISTORY

HOME AND NEIGHBORHOOD

EDUCATION

RELIGION

INTERESTS AND LEISURE-TIME ACTIVITIES

HEALTH

Physical

Mental and emotional

EMPLOYMENT

MILITARY SERVICE

FINANCIAL CONDITION

Assets

Financial obligations

EVALUATIVE SUMMARY

RECOMMENDATION

In each presentence report the probation officer should follow the title and exact sequence of these headings.

The suggested contents for the marginal headings are given starting on this page. The items listed under *Essential Data* are those which should appear in *all* presentence reports. Those listed under *Optional Data* will appear in many reports, depending on their significance in the particular case. Each probation officer will determine which of the optional data are essential for the respective defendants under study and how each is to be treated.

In writing the report the probation officer need not follow the sequence of the *essential* and *optional* items. This may prove awkward, hinder readability, disrupt the trend of thought, and obstruct the logical development of the subject matter in question. He will have to shape the general content of the report according to the requirements of each case.

Offense

Official Version

Essential Data :

- Nature and date of plea or verdict.
- Brief summary of indictment or information, including number of counts, period covered, and nature, date(s), and place(s) of offense.
- Extent of property or monetary loss.
- Extent of defendant's profit from crime.
- Aggravating and extenuating circumstances.
- Nature and status of other pending charges.
- Days held in jail.
- Reasons for inability to divert (juvenile cases).

Optional Data :

- Date and place of arrest.
- Circumstances leading to arrest.
- Statement of arresting officers.
- Attitude of defendant toward arresting officers.
- Degree of cooperation.
- Where detained prior to trial or sentence.
- Amount of bond.
- Extent to which offense follows patterns of previous offenses.
- Relation of offense to organized crime or racket.
- Amount of loss recovered.
- Has full or partial restitution been made.
- Other violations involved in addition to those charged.

Statement of Codefendants

Essential Data :

- Extent of their participation in offense.
- Present status of their case.

Optional Data :

Attitude toward offense.

Attitude toward defendant.

Their statement of defendant's participation in offense.

Relative culpability of defendant in relation to codefendants and coconspirators.

Statement of Witnesses, Complainants, and Victims

(Optional.)

Comment. The *official version* of the offense may be obtained from the office of the U.S. attorney. The U.S. attorney's file will give the nature of the charge, details of the offense, statements of arresting officers, statements of codefendants, complainants, witnesses, and victims, and also a summary of the arrest record.

Apprehending and prosecuting officers will give greater emphasis in their reports to the offense, the prior arrest record, and the evidence that is essential to convict a person. They are not necessarily as concerned as probation officers are with the kind of person who commits the crime, motivations underlying the offense, and his personal and social adjustment. The probation officer is interested in the crime and its details to the extent to which they tell something about the defendant. He knows the offense represents only one facet of the defendant's behavior in general and that there is no need in telling any more about the offense than what light it sheds on the defendant. It is not necessary, for example, to give check numbers, auto serial numbers, etc.

In giving the official version of the offense, involved legal terminology should be avoided.

It is important to have the *codefendant's version* of the offense and the extent to which he may have been a leader or an aggressor. His account can be as significant in interpreting the defendant's part in the offense as the defendant's "own story". The court is generally interested in knowing the relative culpability of the defendant in relation to codefendants or coconspirators.

The report should indicate whether the codefendant has been apprehended and what disposition was made in his case.

Statements of *complainants, witnesses, and victims*, in some cases, can also help in understanding the defendant in relation to the offense he has committed. Their firsthand account of the offense and the defendant's attitude and conduct while carrying out the offense also can be helpful. It is important to know whether the victim is a possible contributor to the crime.

In assessing the nature of the offense and the underlying motives, the probation officer should not be carried away by the feelings, attitudes, and

plight of the victim and the reactions of an indignant public. However, it must be remembered that the court before it places the defendant on probation, must be "satisfied that the ends of justice and the best interest of the public as well as the defendant will be served thereby". (18 U.S.C. 3651.)

Defendant's Version of Offense

Essential Data :

Summary of account of offense and arrest as given by defendant if different from official version.

Discrepancies between defendant's version and official version.

Extent to which defendant admits guilt.

Defendant's attitude toward offense (e.g., remorseful, rationalizes, minimizes, experiences anxiety, etc.).

Defendant's explanation of why he became involved in the offense.

Extent to which offense was impulsive or premeditated.

Environmental and situational factors contributing to offense, including stressing situations, experiences, or relationships.

Optional Data :

Defendant's feelings from time of offense until his arrest.

Defendant's reactions after arrest (e.g., defiant, relieved, indifferent, etc.).

Defendant's attitude toward the probation officer and his degree of cooperation.

Defendant's attitudes toward prior convictions and commitments if they contribute to an understanding of the present offense.

Comment. Whatever the defendant says about the offense and his part in it is necessary to understand him. His statements may vary from that of the law enforcement officers and the U.S. attorney, but he is entitled, nevertheless, to make clear his part in the offense and to give his own interpretation of the circumstances and motivations underlying it.

Any extenuating and aggravating circumstances should be reported.

It is important to learn whether the offense was impulsive or carefully planned. The feelings of the defendant prior to the crime, during the commission of the crime, between the time of the crime and arrest, and after arrest are pertinent data in many instances. A person who had a feeling of remorse and concern before he was arrested is likely to be different from one who is neither remorseful nor much concerned until after he is apprehended. A person who carefully devises a plan, carries it out calculatingly and with confidence, and is caught because of some unanticipated circumstance or oversight, is likely to be different from one who commits a crime impulsively or who, with some reluctance, commits a crime in which he most likely will be caught.

The attitude of the defendant toward his offense is significant in determining whether he should be considered for probation. It must be kept

in mind that some defendants may attempt to rationalize or justify their crime or even place the blame on someone else.

Prior Record

Essential Data :

Clearance with FBI, social service exchange and police departments and sheriffs' offices in respective localities where defendant lived.

Juvenile court history.

List of previous convictions (date, place, offense, and disposition).

List of arrests subsequent to present offense (date, place, offense, and disposition).

Military arrests and courts martial (date, place, offense, and disposition) not covered in *Military Service* (see text).

Institutional history (dates, report of adjustment, present release status, etc.).

Previous probation and parole history (dates, adjustment, outcome).

Detainers presently lodged against defendant.

Optional Data :

Defendant's explanation why he was involved in previous offenses.

Codefendants in previous offenses.

Comment. The identification record (fingerprint record) of the Federal Bureau of Investigation is the best sources of information on the arrest record of a defendant. Through the office of the U.S. marshal the FBI sends a copy of the fingerprint record to the probation office. Although the FBI record has a fairly complete coverage of arrests and convictions, it is recommended that the probation office also clear with local identification bureaus, police departments, and sheriffs' offices in those cities and communities in which the defendant has resided. Particularly in smaller communities, they may have information about the defendant's reputation and his general attitude and behavior at the time of the offense.

Clearances with social service exchanges will give information regarding juvenile court contacts. Where there are no exchanges, the probation officer should check any case where it seems likely the defendant (or his parents in neglect and dependency cases) may have a juvenile court record.

Where the FBI fingerprint record does not give the disposition of a case, the probation officer should communicate with the law enforcement office which filed the print or the court in which the case was tried.

If the defendant has an institutional record, the date of commitment and release, the institutional adjustment, and the present release status should be determined by writing to the institution.

Petty offenses and misdemeanors, including arrests for drunkenness and disorderly conduct, may be summarized in a single paragraph, giving the period during which the offenses occurred, the nature of the violations, and the dispositions.

A succession of offenses resulting in acquittals, or arrests which do not result in prosecution, may reveal something significant about the defendant and may also be summarized in a single paragraph.

An extended record of traffic violations should be summarized in a single paragraph.

Where the defendant admits arrests which are not reflected in official arrest records, the report should indicate they are by his admission.

Prior convictions should be listed according to (1) *juvenile* and (2) *adult* offenses and in chronological order under each of the two headings. Serious military offenses which resulted in incarceration and also those which have a civil counterpart should be listed under adult offenses. The prior convictions should be set up as follows :

PRIOR RECORD :

<i>Juvenile</i>	<i>Offense</i>	<i>Place</i>	<i>Disposition</i>
7-2-40 (Age 13)	Petty theft	Detroit	1 yr. probation

While in the 9th grade at junior high school the defendant and a classmate, age 15, each took a bicycle from the school's bicycle stand. They were arrested the following day and brought to the Wayne County Juvenile Court. Both were placed on probation for 1 year. According to the Juvenile Court, the defendant completed his probation satisfactorily.

Adult

4-14-55 (Age 28)	Conspiracy to steal and receive stolen property	Detroit	3 yrs probation and \$150 costs
---------------------	---	---------	------------------------------------

The defendant was convicted in the Wayne County Recorder's Court of the theft of approximately 3,000 pounds of body solder from the Ford Motor Company (value \$614). As a truck driver for a parts manufacturing company, the defendant made frequent trips to the Ford Motor Company. It was through his contacts there that the solder was loaded on his truck. Later, attempts were made to sell it to scrap metal dealers. He was involved with three other men, including a Detroit police sergeant who was the defendant's brother-in-law. On 10-31-55 he was placed on probation for 3 years and ordered to pay \$150 costs. He was discharged from probation 10-31-58 "with improvement" (verified by Recorder's Court).

Under each offense include institutional record a separate paragraph, giving dates of custody, escapes and returns, type of release, and expiration of sentence.

Family History

Defendant

Essential Data :

Date, place of birth, race.

Early developmental influences (physical and emotional) that may have a

significant bearing on defendant's present personality and behavior.
Attitudes of the father and the mother toward the defendant in his formative years, including discipline, affection, rejection, etc.
By whom was defendant reared, if other than his parents.
Age left home ; reasons for leaving ; history of truancy from home.
Relationship of defendant with parents and siblings, including attitudes toward one another.
Extent of family solidarity (family cohesiveness).
Relatives with whom defendant is especially close.

Optional Data :

Naturalization status (country of birth and place and date of entry into United States).
Order of birth among siblings.

Parents and Siblings

Essential Data :

(All information optional.)

Optional Data :

Parents (name, age, address, citizenship, naturalization status, education, marital status, health, religion, economic status, general reputation). If deceased, also give age at death and cause.
Siblings (same as parents, above).
History of emotional disorders, diseases, and criminal behavior in the family.
Attitude of parents and siblings toward defendant's offense.

Comment. No more of the family background should be included in the report than is necessary to understand the defendant and to help him in his personal and social adjustment. As has already been emphasized, the probation officer should start where the defendant is *now*.

Defendant. Attitudes and relationships between the defendant and his parental family are especially significant if the defendant lives or has regular contact with them. In some instances where there is little or no contact, it may be helpful to determine what relationships exist and what effect it has on the defendant.

Are there interfering relatives ?

Include here the defendant's role in the parental family as he sees it, particularly if he is single. Does he feel he is part of the family, that he is wanted, appreciated, understood ? Does he feel left out, discriminated against, rejected ?

What does he say that is favorable about his parental family ? What is unfavorable ? What family problems and relationships disturb him and with which ones is he unable to cope ? What the defendant thinks about his parental home, family background, and family relations will help the probation officer to understand why he thinks, responds, and behaves as he does.

Parents and siblings. The probation officer should resist the tendency to give in the report too much extraneous information about parents and siblings. Such information as dates and places of birth, residence, health, education, religion, employment, and earnings may, in some instances, have little or no relevance.

What is the cultural background of the family? What family influences are apparent? What stabilizing factors are there in the parental family? To what community agencies is the family known?

As a general rule detailed information about the family is more pertinent in understanding juvenile and youth offenders than it is in the case of the older offender.

Data about each member of the parental family may be presented in the following format, giving the name, age, and address in each instance:

Father. Donald Jones, died in 1958 from a heart attack at age 52. For 17 years prior to his death he worked as a cook at various restaurants.

Mother. Violet (nee Thomas) Conrad, 54, lives at 1928 Chestnut Street, Detroit, with her second husband, Noel Conrad, a factory worker. She is employed as a cook at a bar and restaurant.

Brother. William Jones, 35, 423 Elm Street, Ann Arbor, Michigan, is married, has two children, and is employed in his own business as a house painter. He has not been seen by the defendant in 5 years. They are distant in their relationship.

Sister. Mary Louise Jones, 32, 5127 Foster Avenue, Detroit, single, is a saleslady with the Hudson Department Store. The defendant has always maintained close ties with his sister. She visits the defendant's family every other week.

Marital History

Essential Data:

Present marriage, including common law (date, place, name and age of spouse at time of marriage).

Attitude of defendant toward spouse and children and their's toward him. Home atmosphere.

Previous marriage(s) (date, place, name of previous spouse, and outcome; if divorced, give reasons).

Children, including those from previous marriage(s) (name, age, school, custody, support).

Optional Data:

Significant elements in spouse's background.

History of courtship and reason for marriage.

Problems in the marriage (religion, sex, economics, etc.).

Attitude of spouse (and older children) toward offense.

Attitude of defendant and spouse toward divorce, separation, remarriage.

Contacts with domestic relations court.

Juvenile court record of children.

Social agencies interested in family.

Divorce data (including grounds, court, date of final decree, special conditions, and to whom granted).

Comment. A disorganized family life can contribute in large measure to unbecoming conduct. The wife can be a contributing factor to the defendant's difficulties with the law. It is just as important to know about the wife's personality and character, and her problems and needs and social adjustment, as it is to have that knowledge about the defendant.

The wife can be a valuable source of information about the family and the marriage relationship. It is not sufficient to have only the defendant's account of the marriage. The wife's statements can be significant, too. She should be interviewed by the probation officer regarding many of the defendant's problems and needs. No presentence report is complete without interviewing her. But it should be kept in mind that the wife can also be a biased informant. She can be against her husband or be protective of him.

Sometimes neighbors and relatives can throw considerable light on the marriage relationship.

The attitudes between husband and wife, and their relationship with one another and the children, may have a significant bearing on the emotional responses of the defendant and his behavior in general. It is important to know how both husband and wife assess their marriage and their family life and what their children mean to each of them. It is helpful to know what family problems each finds especially difficult to cope with. The probation officer should know in what ways they are not compatible and what problems each creates in the home. He should know to what extent the marriage has not been successful and what history of discord there may have been in previous marriages.

What stabilizing influence can the wife and children have? To what extent can the wife help resolve his problems and needs and in what ways can he help her? She may need help, too.

It should be known with what welfare agencies the family has had contact.

Home and Neighborhood

Essential Data :

Description of home (owned or rented, type, size, occupants, adequacy, and general living conditions).

Type of neighborhood, including any desirable or undesirable influences in the community.

Attitude of defendant and family toward home and neighborhood.

Optional Data :

Date moved to present residence and number of different residences in past 10 years.

How long has defendant lived in present type of neighborhood.

What race, nationality, and culture predominate.

Prior home and neighborhood experiences which have had a substantial influence on the defendant's behavior.

Comment. In commenting on the home the probation officer is interested not only in the type of construction, costs, size, conveniences, and furnishings. He is also interested in what they reflect about the cultural background and the social and economic status of the family. What do they mean to the family in terms of attitudes, feelings, and relationships, and in what ways do they affect the behavior of the family members?

What the defendant and his wife are willing to put up with in the home and neighborhood tells something about them. How do they feel about the home? Are they dissatisfied with what they have? Does the wife feel her husband should have provided a better home? Is he disturbed by the way she keeps their home? Do the conditions of the home suggest any breakdown in the personality of the defendant or his wife?

Are the husband and wife trying to maintain a home above their earning capacity? Is the home a financial burden?

Meaningless "label" terms should be avoided in describing the home. Moreover, the probation officer should not judge the home by his own standards or by the way his wife keeps their home. Rather, it should be judged by what is expected in the general neighborhood. And it should be remembered that a nicely furnished and well-maintained home does not necessarily mean that family life is well organized.

In describing the neighborhood it is not only important to know about neighborhood influences — good and bad — but also to know how the defendant and his family feel about the area and what effect living in the area may have on their feelings, status, and behavior.

Education

Essential Data :

Highest grade achieved.

Age left school and reason for leaving.

Results of psychological tests (IQ, aptitude, achievement, etc.), specify test and date.

Optional Data :

Last school attended (dates, name, address).

Previous schools attended covering 5-year period (dates, name, address).

School adjustment as evidenced by conduct, scholastic standing, truancy, leadership, reliability, courtesy, likes and dislikes, special abilities and disabilities, grades repeated, and relationships with pupils and teachers.

Business and trade training (type, school, dates).

Defendant's attitude toward further education and training.

Ability to read and write English.

Comment. The school is a valuable source of information about the defendant, particularly in juvenile and youth offender cases. Through its teachers, attendance officers, guidance counselors, social workers, and school nurses it has accumulated pertinent information about the family and family relationships.

Only so much of the school record as will help understand the defendant as he responds and behaves *today* should be included in the report. Any significant patterns of behavior which persist from schooldays should be reported.

Reactions to schools, teachers, and classmates are important in juvenile and youth offender cases.

Religion

Essential Data :

Religious affiliation and frequency of church attendance.

Optional Data :

Church membership (name, address, pastor).

Member of what church organizations.

What has religious experience meant to defendant in the past and at present.

What are defendant's moral values.

What is the pastor's impression of the defendant.

Comment. Centuries of human experience have given testimony to the dynamic qualities of religion. Depending on the defendant's past church experiences, a renewal of interest in church affiliation or religious expression may be a significant factor in helping him overcome some of his difficulties. If church participation had meaning for him at one time, it may be important to know at what point and for what reason he lost interest in church activities. His clergyman may be in a position to tell how his church experience in the past may be utilized in his reclamation. He can also be of assistance in pointing out the defendant's strengths and weaknesses.

Of what importance is his church participation and religious experience ? Where there is no history of church affiliation it would be helpful to know what guides the defendant follows for his moral and spiritual values. It may be important to know where there are conflicts in family relationships because of differences in faith of family members.

Interests and Leisure-Time Activities

Essential Data :

Defendant's interests and leisure-time activities (including sports, hobbies, creative work, organizations, reading).

What are his talents and accomplishments.

Optional Data :

- Who are his associates ; what is their reputation.
- Extent to which he engages in activities alone.
- Extent to which he includes his family.
- Extent to which his leisure-time pursuits reflect maturity.

Comment. How a person spends his leisure time may offer leads to problems the defendant might have in his social adjustment. The character and extent of his recreational pursuits and his special interests help the probation officer to understand the defendant's sense of values, social needs, outlook on life, and his goals. Frequently they tell something about the character of his family life and how they hold the family together or pull them apart.

Does the defendant have a well-balanced array of interests and recreational activities ? Do physical or emotional handicaps limit him in his social relationships ? With what groups does he identify ? Is he a leader or a follower ? What are his hobbies ? What are his active sports interests ? In what creative work is he engaged ? To what organizations does he belong ? Which of them may be a source of help in his social adjustment ?

Health

Essential Data :

- Identifying information (height, weight, complexion, eyes, hair, scars, tattoos, posture, physical proportions, tone of voice, manner of speech).
- Defendant's general physical condition and health problems based on defendant's estimate of his health, medical reports, probation officer's observations.
- Use of narcotics, barbiturates, marihuana.
- Social implications of defendant's physical health (home, community, employment, associations).

Optional Data :

- History of serious diseases, including venereal disease, tuberculosis, diabetes (nature, date, effects).
- History of major surgery and serious injuries (nature, date, effects).
- Hospital treatment (hospital, dates, nature, outcome).
- Last medical examination (date, place, pertinent findings).
- Current medical treatment (prescribed medicine and dosage).
- Use of alcohol.
- Allergies (especially penicillin).

Mental and Emotional

Essential Data :

- Probation officer's assessment of defendant's operating level of intelligence as demonstrated in social and occupational functions.
- Personality characteristics as given by family members and as observed by probation officer.
- Attitude of defendant about himself and how he feels others feel about him (parents, siblings, spouse, children, associates).

Social adjustment in general.

Social implications of mental and emotional health (home, community, employment, associations).

Optional Data :

IQ (support with test scores).

Findings of psychological and psychiatric examinations (tests, date, by whom given).

Emotional instability as evidenced by fears, hostilities, obsessions, compulsions, depressions, peculiar ideas, dislikes, sex deviation (include any history of psychiatric treatment).

Defendant's awareness of emotional problems and what he has done about them.

Comment. The probation officer is concerned with the social implications of the defendant's physical, mental, and emotional health as they relate to his family life, his relationships with people, and his ability to earn a living. It is not unusual for a defendant to say he has "good" health. But on further inquiry, health problems and concerns about health come into focus. It is important to know how the defendant actually feels about his health in general and to report what health conditions need special attention.

Where authorization is required to release medical information, a copy of a form authorizing release of confidential information should accompany the request.

Physical. Physical ills can lead to aberrations in behavior. Physical disabilities and deformities may be related to the offense and the defendant's behavior in general.

No more than is necessary to understand the defendant's present health condition should be included in the report. A listing of injuries, diseases, and surgery serves no purpose unless they have a bearing on the defendant's present health or are connected in some way with the offense. Ordinary childhood diseases or surgery without serious aftereffects would be classed as extraneous information. The test of what to include in the report should be: Is the disease, injury, or surgery likely to be related in any way to the defendant's present health and behavior?

Mental and Emotional. The statement of the defendant's mental health should be supported wherever possible by psychiatric and psychological reports. A mere diagnostic label serves little or no purpose. The diagnosis should be expressed in understandable terms in relation to the specific problems and needs of the defendant.

Whether or not an IQ is available, the probation officer should assess the defendant's operational level of intelligence as demonstrated in social and occupational functions.

As pointed out on page 878. "Tangible Facts Not Enough," it is important to know something about the attitudes, feelings, and emotions of the defendant and also his relationships with people. How does he feel about himself? In what ways does his image of himself differ from how others see him?

A description of the defendant's personality may be presented in this portion of the presentence report. In describing his personality and traits of character such descriptive labels as high strung, timid, sullen, boastful, impulsive, suspicious, remorseful, etc., may be used. But each should be supported by examples to help clearly portray the trait or quality.

Employment

Essential Data :

Employment history for past 10 years (dates, nature of work, earnings, reasons for leaving).

Employer's evaluation of defendant (immediate supervisor, where possible), including attendance, capabilities, reliability, adjustment, honesty, reputation, personality, attitude toward work, and relationships with coworkers and supervisors.

Occupational skills, interests, and ambitions.

Optional Data :

If unemployable, explain.

Means of subsistence during unemployment, including relief and unemployment compensation.

Comment. A job is different to different people. It is a means of livelihood ; to some it is pleasant and to others it is not so pleasant. Others regard it as a necessary evil — a frustrating experience. It can be status-giving. It can provide a feeling of belonging and fellowship with friendly people. Particularly in creative work, or employment requiring special skills, it gives a sense of achievement and a partnership in a worthwhile enterprise. One-third of an adult's life is spent on his job. Hence, a defendant's employment adjustment and his attitude toward his job can be significant factors in his personal and social adjustment.

Wherever possible, the employment history should be verified by each employer. What the employer (particularly the immediate supervisor) says about the defendant's job adjustment is significant. It may differ considerably from the statement of the defendant.

It is not necessary, in most cases, to report on the employment history beyond a 10-year period.

It is important to know in what ways the defendant's personality, physical condition, and appearance may have contributed to his spotty employment record and his inability to get and to hold a job. If he is unemployable, the nature of his limitations or handicaps might be mentioned

again. (*Note : His disabilities and handicaps will have already been covered under Health.*)

The employment record should be set up in the following format, giving at the start of each paragraph the dates of employment, name of the employer, nature of work, and the salary or wage. This should be followed by the reason for leaving the job, an evaluation of the defendant's job adjustment, and an estimate of the skills achieved.

Employment :

September 1950 to April 1955 (4 years, 7 months). The defendant was employed at the Fitzsimmons Manufacturing Company, 3775 E. Outer Drive, Detroit, as a semi-truck driver at \$2 per hour (verified). Employment was terminated when he was arrested 4-10-55 for involvement in theft of material from the Ford Motor Company (see PRIOR RECORD).

May 1955 to February 1963 (7 years, 7 months). Employed at the Acme Manufacturing Company, 1400 E. Nine Mile Road, Ferndale, Michigan, as a stock handler and crib attendant at \$2.94 per hour (verified). The firm's records show that employment was terminated because of the defendant's arrest in the present case, that he had violated a shop rule by leaving the premises during the lunch period, and had failed to punch out or notify his foreman. When he returned to work 2 days later he was notified of his dismissal.

April 1963 to February 1964 (10 months). Employed as a toolmaker's helper at the Broaching Specialities, Inc., 1500 E. Eleven Mile Road, Madison Heights, Michigan, at \$2 per hour. According to the company he was a satisfactory employee and left voluntarily to accept a better-paying job.

February 1964 to present (9 months). Employed at the Vulcan Engineering Company, 222 Conner Street, Detroit, as a bench hand helper at \$2.49 per hour. His supervisor describes him as a dependable employee and believes he has the potential for advancing to a higher-skilled and better-paying job. His employer knows about his present offense.

The defendant's wife is employed as a saleslady at the Hudson Department Store where the defendant's sister is also employed. Her earnings are \$52 a week.

Military Service

Essential Data :

Branch of service, serial number, and dates of each period of military service.

Highest grade or rank achieved and grade or rank at separation.

Type and date of discharge(s).
Attitude toward military experience.

Optional Data :

Inducted or enlisted.
Special training received.
Foreign service, combat experience, decorations and citations.
Disciplinary action not covered in *Prior Record* (see text).
Veteran's claim number.
Selective Service status (local board, classification, registration number).

Comment. The military service record of *former* military personnel should be obtained in each instance from the Military Personnel Records Center. Requests for information on *active* personnel should be sent directly to the defendant's commanding officer.

The medical history supplied by the Military Personnel Records Center should be reported under the marginal heading, *Health*. Only minor military offenses should be included here. As already pointed out, serious military offenses which resulted in incarceration and also those which have a civil counterpart should be listed under *Prior Record*.

Financial Condition

Assets

Essential Data :

Statement of financial assets.
General standard of living.

Optional Data :

Net worth statement.
Property (type, location, value, equity).
Insurance (type, amount, company).
Checking and savings account (bank, amount).
Stocks and bonds (type, value).
Personal property (car, furniture, appliances).
Income from pensions, rentals, boarders.
Family income.
Available resources through relatives and friends.

Financial Obligations

Essential Data :

Statement of financial obligations.

Optional Data :

Current obligations, including balance due and monthly payment (home mortgage, rent, utilities, medical, personal property, home repairs, charge accounts, loans, fines, restitution).
Money management and existing financial delinquencies.
Credit rating.

Comment. How a defendant handles his finances sometimes tells a lot about him — The things he buys, the number of items he purchases on time, regularity of payments, the extent to which purchases have been picked up for nonpayment. Knowledge of the defendant's debts and financial obligations helps the probation officer to understand the defendant. To what extent are there money-management problems and current delinquencies in the payment of financial obligations? The defendant's credit rating may offer helpful leads to his financial status.

Evaluative Summary

Essential Data :

Highlights of body of the report.

Analysis of factors contributing to present offense and prior convictions (motivations and circumstances).

Defendant's attitude toward offense.

Evaluation of the defendant's personality, problems and needs, and potential for growth.

Optional Data :

Reputation in the community.

Comment. Writing the evaluative summary is perhaps the most difficult and painstaking task in the entire presentence report. It has a significant bearing on the future course of the defendant's life. It is here that the probation officer calls into play his analytical ability, his diagnostic skills, and his understanding of human behavior. It is here that he brings into focus the kind of person before the court, the basic factors that brought him into trouble, and what special helps the defendant needs to resolve his difficulties.

The opening paragraph of the evaluative summary should give a concise restatement of the pertinent highlights in the body of the report. There should follow in separate paragraphs those factors which contributed in some measure to the defendant's difficulty and also an evaluation of his personality. (*Note* : A fuller description of his personality should appear under *Health — Mental and Emotional*).

Recommendation

Essential Data :

Recommendation.

Basis for recommendation.

Optional Data :

Suggested plan, including role of parents, spouse, pastor, further education, future employment.

Sentencing alternatives.

Comment. Some judges ask for the probation officer's recommendation regarding probation or commitment. Where recommendations are requested, they should be a part of the presentence report. If the judge does not wish to have the recommendations included as a part of the report, they may be given on a separate sheet which may be detached if the presentence report is later sent to an institution.

If it is recommended that the defendant be placed on probation, the proposed plans for residence, employment, education, and medical and psychiatric treatment, if pertinent, should be given. The part to be played in the social adjustment of the defendant by the parental and immediate family, the pastor, close friends, and others in the community should also be shown. If commitment is recommended, the probation officer should indicate what special problems and needs should receive the attention of the institutional staff.

Where the judge asks for sentencing alternatives, they may be included in this part of the report.

SOME GENERAL SUGGESTIONS

Writing the Report

The presentence report should be dictated at the earliest possible time following the investigation. Notes "grow cold" if they are not dictated relatively soon. Moreover, the longer the delay, the greater is the chance of overlooking significant observations.

Prior to dictating, the worksheet information and other interview notes, together with reports and correspondence regarding the case, should be well organized. This is especially true in dictating directly to the stenographer. Attempting to organize notes during dictation results in a waste of time.

The probation officer who dictated the presentence report should sign the report — not the chief probation officer. It is not necessary to have the names of both the chief probation officer and the investigating officer on the report.

Objectivity and Accuracy

Objectivity is one of the essential attributes of a probation officer. Impartiality in his report writing will depend to a large extent on the degree of objectivity he has achieved. The trained and skilled probation officer will not read into situations what is not there. He recognizes his own prejudices and blindspots and makes allowances and adjustments for each of them. He is careful not to assess the defendant's behavior and actions on the basis of his own standards of conduct and moral values. He does

not allow himself to overidentify with the defendant. He guards against the psychological mechanisms of rationalization and projection. He rids himself of any preconceived notions about the defendant, for he knows that premature or snap judgments can be not only embarrassing to the defendant, the probation office, and the court, but damaging as well. He is never guilty of "slanting" a report.

Facts contribute to objectivity, but it is possible to misrepresent or distort facts. In evaluating or reporting the statements, impressions, and observations of collateral contacts, the reliability of the informant should be made clear in the report. Where there is an element of uncertainty about the informant's statement, this should be made known.

Inferences, impressions, and opinions are important at times and may have a place in the presentence report. But a clear distinction should be made between what is factual and what is inference. Facts are more likely to be presented accurately than inferences, impressions, and interpretations. It is better to say "Mr. Brown impresses one as honest and sincere" than to say "Mr. Brown *is* honest and sincere".

Indicating Sources of Information

Sources of information should be shown in the report, not at the close of the report. In reading about the defendant's employment record, for example, the reader should know whether the statement is given by the defendant himself, his wife, the employer, or some other source. When reporting that the defendant gets along well with his wife it is essential to know whether it is based on his statement only, the wife's or the statement of each of them.

Ways in which the source may be reported are the following: "According to the defendant's wife . . ."; "The report from Central High School indicates that . . ."; "The defendant insisted that . . ."; "The report of the psychiatrist disclosed . . ."; "The defendant's pastor states . . ."

Unverified statements should be clearly shown as "unverified," "rumor," or "unconfirmed report." Immeasurable harm and irreparable injury may result from unverified information presented as fact.

Only in most unusual circumstances should a presentence report be based solely on the defendant's statement. When this is done, it should be made clear in the report, preferably at the beginning.

Selectivity in Writing the Report

The presentence report should not be cluttered with extraneous information which has little or no relation to the personality, character, and behavior of the defendant. Information about the defendant's birth and his early development, for example, may be irrelevant in the case of an adult

who appears to have normal intelligence and seems to behave in a relatively normal way. Detailed information about family members with whom an adult defendant has had no contact in many years may be of little significance. A comprehensive school report will be more pertinent in understanding a juvenile or youth offender than a person in his forties and fifties.

A verbatim account of the indictment would seem to have no place in the report. A brief summary should suffice since the judge has before him the indictment or information from the official file of the court. A lengthy recital of every detail in the offense serves no purpose unless it tells something about the defendant his personality, and his conduct in general.

An extended history of employment instability, family discord, similar types of offenses, inability to tolerate tedium, and the need to be on the go, do, of course, throw on the defendant.

The average length of the presentence report should generally be six to eight pages of single-space typing on 8-by 10½-inch sheets. This does not include the face sheet (form No. 2), the evaluative summary, and any recapitulation the probation officer may carry at the close of the report.

Brevity

Needless repetition and wordiness should be avoided. Redundancy often occurs when the probation officer has no opportunity to edit a preliminary draft of the report before it is typed in final form. Too many persons tend to waste words.

All data in the report should be concise and to the point, but brevity should not be sought at the expense of completeness. Discriminating selection of relevant material is one means of shortening the report.

Negative statements of no significance should be omitted. The following "irrelevant negatives" contribute nothing to an understanding of the defendant. "This juvenile has had no military experience"; "The defendant had no brothers or sisters"; "There is no history of hospitalization for emotional disorders."

Complete, short sentences and paragraphs confined to a single topic or thought are an aid to clarity and help to sustain the interest of the reader. In general, sentences should be brief. Paragraphs should be held to about 15 typed lines.

Style and Format in Writing the Report

Good report writing adheres to the rules of rhetoric. A good style need not be elaborate. A simple, direct, lucid style is most effective. Time and effort should not be wasted to achieve a dramatic effect. However, the report should be written so that the defendant comes alive. It should

present him as a living person. Enlargement of descriptive vocabulary enhances the ability of the probation officer to describe for the court the kind of a person it has before it.

"Subject" should not be used in referring to the defendant ; it is much too impersonal. The defendant is a human being to be helped. Some refer to him as "the defendant" and others prefer to call him "Mr. Brown" or by his first name if he is a juvenile or youth offender. An adult should never be referred to by his first name. The usual alternatives of "mother," "father," "sister," "wife" may be used as called for.

The repetitious use of "he said" should be avoided. Some more descriptive variations are : mentioned, asserted, replied, recalled, admitted, suggested, promised, emphasized, disclosed, revealed, divulged. Variations which describe the mood or manner in which the defendant made his statements are especially helpful, for example : objected, confided, argued, mumbled, interrupted, volunteered, contested, denounced, confessed, warned.

The probation officer should avoid the use of "I" in his reports. He should refer to himself as little as possible. Third person makes for readability.

The general format for setting up the presentence report is that shown in the facsimile in the appendix, starting on page 907.

Use of "Label" Terms

The use of generalized terms and unsupported adjectives should be avoided. These so-called "label" or "blanket" terms fail to define sharply the differences between persons, situations, and circumstances. Terms such as "disorderly home," "shocking conduct," "locking in judgment," "poor disciplinarian," "undependable person," "makes a good living," "heavy drinker" have varied interpretations and meanings to different people. The judge, the probation officer, the defendant, the employer do not give the same evaluation to these vague terms.

"Highly emotional" gives little insight into the personality makeup of the defendant. A "bad" heart does not tell whether the defendant is bedridden or ambulatory, or to what extent he is handicapped or unable to work. Stating that the defendant can do "light work" has little significance because persons interpret "light work" differently. Medical diagnostic terms will have more meaning if the social and physical implications of the disease are spelled out.

If used at all, blanket terms should be supported by meaningful, descriptive information. For example, "irresponsible husband" may be followed by statements such as "fails to bring home the pay check"; "deserted the family 3 days last month"; "overlooks paying rent and utilities."

Cliches and stereotyped terms and phrases have no place in report writing.

Technical Words and Phrases

Technical words and phrases, in general, should be used only if they have wide usage and a common meaning. Such terms as sociopath, schizophrenic, moron, paranoid, sex psychopath, neurotic, psychotic, character disorder — which often are used indiscriminately by the public and the press, and sometimes probation officers, too — have a distinctive professional meaning to psychiatrists and psychologists. They should be restricted to these specialists in behavior. The probation officer should not attempt to apply them on his own.

Where psychiatric, medical, or psychological terminology is used in the presentence report, it may be accompanied by an explanation of the diagnostic statements.

Verbatim Reporting

Verbatim reporting may be helpful at times in portraying the feelings, attitudes, and responses of a person. But the direct quotation should be used only if it gives a better picture of the defendant or the situation and circumstances than would a paraphrased statement. Where quotation marks are used, the quote portion should contain the *exact* words of the person quoted — not an interpolation. More over, the language should *not* be taken out of context. Meanings can be distorted or altered if any statement preceding or following, or any part of the quoted portion, is omitted.

Verbatim reporting is helpful for the unbiased picture it presents of the defendant's thinking processes, attitudes, and feelings, and the precise way in which he expressed himself. On the other hand, verbatim reporting is unreliable unless full notes are taken in the presence of the defendant. Recording direct quotations following the interview cannot be reliable. Without shorthand devices, the probation officer will have difficulty in recording word-for-word statements.

Handwritten statements by the defendant on certain aspects of the presentence investigation fall in the category of verbatim reporting and should be carried in quotes.

BIBLIOGRAPHY

- BARTOO, CHESTER H. "Interviewing Candidates for Probation," *Federal Probation*, March 1961, pp. 19-23.
- FITZGERALD, EDMOND. "The Presentence Investigation," *NPPA Journal*, October 1956, pp. 321-336.
- GIARDINI, G. I. *The Parole Process*. Springfield, Ill.: Charles C. Thomas, 1959.
- GRONEWOLD, DAVID H. "Presentence Investigation Practices in the Federal Probation System," *Federal Probation*, September 1958, pp. 27-32.
- Guide for Court Investigations and Reports*. California Youth Authority, 1955.
- Guides for Sentencing*. Advisory Council of Judges of the National Probation and Parole Association, 1957.
- HALLECK, SEYMOUR L., M.D. "The Initial Interview With the Offender," *Federal Probation*, March 1961, pp. 23-27.
- HARTMAN, HENRY L., M.D. "Interviewing Techniques in Probation and Parole" (a series of four articles in *Federal Probation*, 1963).
- HOFFMAN, L. WALLACE. "Analysis of a Presentence Report," *Federal Probation*, December 1950, pp. 41-45.
- KEVE, PAUL W. "The Message in Mr. Piyo's Dream," *Federal Probation*, December 1961, pp. 11-15.
- The Probation Officer Investigates: A Guide to the Presentence Report*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1960.
- "The Professional Character of the Presentence Report," *Federal Probation*, June 1962, pp. 51-56.
- MEEKER, BEN S. "Analysis of a Presentence Report," *Federal Probation*, March 1950, pp. 41-46.
- PERLMAN, HELEN HARRIS. *Social Casework: A Problem-Solving Process*. Chicago: University of Chicago Press, 1957.
- STUMP, LAWRENCE M. "Court Investigations and Reports," *Federal Probation*, June 1957, pp. 9-17.

APPENDIX

The Presentence investigation report
which appears on the following pages
is presented to illustrate the outline, format,
and style recommended in writing a presentence report.
Names and dates in the report have been altered
to protect the identity of the defendant.

UNITED STATES DISTRICT COURT

Eastern District of Michigan

PRESENTENCE REPORT

NAME	John Jones	DATE	October 14, 1964
ADDRESS	1234 Beach Street Detroit, Michigan 48201	DOCKET NO.	56971
LEGAL RESIDENCE	Same	OFFENSE	Possession of Distilled Spirits 26 U.S.C. 5686(b)
AGE	38	DATE OF BIRTH	8-25-26 (ver.)
PENALTY	\$5,000 or 1 year, or both		
SEX	Male	RACE	White
PLEA	Guilty, 2-14-64		
CITIZENSHIP	United States	VERDICT	
EDUCATION	High School	CUSTODY	Personal Bond
MARITAL STATUS	Married	ASST. U.S. ATTY.	James E. Carver
DEPENDENTS	Four (wife and three children)	DEFENSE COUNSEL	Thomas Flanigan, 781 Cadillac Tower (Court Appointed)
SOC. SEC. NO.	000-11-2222		
FBI NO.	678910		
DETAINERS OR CHARGES PENDING:	None		
CODEFENDANTS (DISPOSITION)	Case of Robert Allen pending		

DISPOSITION

DATE

SENTENCING JUDGE

OFFENSE :

Official Version. The records of the Federal Alcohol and Tobacco Tax Unit reflect that the Ferndale, Michigan, Police Department received an anonymous call that two men were dealing in illegal whisky. Acting on this information, officers of the police department on February 8, 1964, trailed the defendant from the parking lot of his place of employment to the parking lot of a nearby market. He was observed using a telephone in an outdoor booth. Shortly afterwards he ran back to his parked car where he was joined by the codefendant, Robert Allen, who parked his car next to that of the defendant.

The police officers converged on the two parked cars and found in the defendant's car — the trunk of which was still open — a carton containing four 1-gallon jugs of illegal whisky and 12 empty pint-size whisky bottles. In the codefendant's car were found two empty jugs, both of which had the smell of alcohol. The men were taken into custody and later turned over to federal authorities.

An Alcohol Tax Unit officer stated that his agency had previous knowledge of the operations of these two men. Unconfirmed reports had been received that the illicit whisky originated from a still located on a farm owned by the codefendant's mother. A small quantity of illicit distilled spirits was seized by the police at the codefendant's place of business (a restaurant) following his arrest in the instant case. The agent considers the defendant to be the less culpable in that he was purchasing the illegal whisky from the codefendant for resale and is not believed to have had any part in the ownership or operation of the illicit distillery.

The defendant and codefendant were arraigned on a complaint and warrant on February 8, 1964, the day of their arrest. Both were released on a \$1,000 personal bond.

A one-count information was filed by the U.S. Attorney on February 14, 1964, charging that on or about February 8, 1964, the defendant and the codefendant did unlawfully possess certain property intended for use and used in violation of Chapter 51 of Title 26, Internal Revenue Code, to wit: distilled spirits for beverage purposes, in violation of 26 U.S.C. 5686 (b). They were arraigned on the information on February 14, 1964. They were represented by counsel and entered pleas of guilty. Sentences were deferred pending a report from the Probation Department. The \$1,000 personal bond was continued.

Statement of Codefendant. The codefendant, Robert Allen, related to the ATTU agents a few days prior to his arrest a customer in his restaurant asked him to deliver a package for him. He was given \$5 and a gallon of illegal whisky with instructions to deliver the package to the

defendant at a prearranged place. He said he knew the defendant casually as a customer in his restaurant.

The codefendant denied emphatically that he knew the source of the illegal whisky or the identity of the person giving it to him. He did admit, however, that he knew it was illegal, but was willing to take the chance to make a few extra dollars. He asserts that he was caught and arrested the first time he attempted to deliver any illicit distilled spirits and denies that he was ever previously involved in any activity of this nature.

DEFENDANT'S VERSION OF OFFENSE :

The defendant related to the probation officer that approximately 2 months before his arrest he had met the codefendant, Robert Allen, at the coffee shop operated by Allen and members of his family. This was the start of a casual acquaintance. About 5 weeks prior to the arrest in the present offense, the codefendant said he could get illegal whisky for him and gave him several samples. The defendant took the samples to his place of employment. His fellow workers liked it and were interested in making purchases.

The defendant then purchased, on two different occasions, about 8 gallons of distilled spirits from the codefendant, paying \$9 per gallon. He resold it to his fellow employees for \$11 per gallon. The defendant insists he did not know from where the codefendant procured the illegal whisky. He stated, moreover, that he was making his third purchase of illegal whisky from the codefendant when he was arrested. He would call the codefendant whenever he wanted the illegal whisky and would arrange to meet him, during his lunch hour, at a parking lot near the defendant's place of employment.

The defendant regarded his sale of illegal whisky as a chance "to make a few extra bucks." He realized he might be caught, but was willing to take the chance. He made no attempt to minimize the offense and expressed annoyance for being involved in the "stupid" venture. He said he was glad he was caught when he was, before getting too deeply involved.

He insisted that the codefendant's account of the offense is "completely false," that his account is correct, and that he bought the illegal whisky from the codefendant. (Note : It has been corroborated that the defendant's account is substantially correct.)

PRIOR RECORD :

Juvenile

<i>7-2-40</i>	<i>Offense</i>	<i>Place</i>	<i>Disposition</i>
<i>(Age 13)</i>	<i>Petty theft</i>	<i>Detroit</i>	<i>1 yr. probation</i>

While in the 9th grade at junior high school the defendant and a classmate, age 15, each took a bicycle from the school's bicycle stand. They were arrested the following day and brought to the Wayne County Juvenile Court. Both were placed on probation for 1 year. According to the Juvenile Court, the defendant completed his probation satisfactorily.

Adult

4-14-55	Conspiracy to steal Detroit	3 yrs. probation
(Age 28)	and receive stolen	and \$150 costs
	property	

The defendant was convicted in the Wayne County Recorder's Court of the theft of approximately 3,000 pounds of body solder from the Ford Motor Company (value \$614). As a truck driver for a parts manufacturing company, the defendant made frequent trips to the Ford Motor Company. It was through his contacts there that the solder was loaded on his truck. Later, attempts were made to sell it to scrap metal dealers. He was involved with three other men, including a Detroit police sergeant who was the defendant's brother-in-law. On 10-31-55 he was placed on probation for 3 years and ordered to pay \$150 costs. He was discharged from probation 10-31-58 "with improvement" (verified by Recorder's Court).

FAMILY HISTORY :

Defendant. The defendant was born 8-25-26 at White Bear Lake, Minnesota, of native born white parents. He is the oldest of three children. According to the mother, he was treated with affection by both parents. He was not a disciplinary problem in his childhood and youth, although he was involved with juvenile authorities. The father provided adequately for the family. The defendant came to Detroit when he was 9 years old and lived with his parents until he married at age 21. He maintains a close relationship with his mother and sees her frequently.

Parents and Siblings

Father. Donald Jones, died in 1958 from a heart attack at age 52. For 17 years prior to his death he worked as a cook at various restaurants.

Mother. Violet (nee Thomas) Conrad, 54, lives at 1928 Chestnut Street, Detroit, with her second husband, Noel Conrad, a factory worker. She is employed as a cook at a bar and restaurant.

Brother. William Jones, 35, 423 Elm Street, Ann Arbor, Michigan, is married, has two children, and is employed in his own business as a house painter. He has not been seen by the defendant in 5 years. They are distant in their relationship.

Sister. Mary Louise Jones, 32, 5127 Foster Avenue, Detroit, single, is a saleslady with the Hudson Department Store. The defendant has always maintained close ties with his sister. She visits the defendant's family every other week.

MARITAL HISTORY :

The defendant was married 3-27-43, in Detroit, to Vera Barnett, then age 18, a native of Michigan. This is the first marriage for each of them. She is presently employed (see EMPLOYMENT).

There are three children : John, Jr., 13 ; Ricky, 7 ; and Dawn, 16 months. All three are in the home and according to the mother are in good health. The two boys, she states, attend school, are well disciplined, and seem to be making normal progress. She indicated that both she and her husband have a close attachment to the children and that the marriage has been congenial. Neighbors reported to the probation officer that both the defendant and his wife display an interest in the welfare of their children and that there seems to be family solidarity.

The defendant's wife states that she and her husband have never been separated, but like the average family have experienced occasional differences. She did confide to the probation officer that she was quite upset with the defendant's present offense and actually thought about asking him to leave the home. But after considering all circumstances she realized she was wrong in even thinking about breaking up the home. She is confident that her husband will not again embarrass himself or his family by further law violations.

HOME AND NEIGHBORHOOD :

The defendant and his family occupy a 5-room brick and frame house which they purchased in 1962 for \$12,500. It is located in a large housing development of similar middle-class homes in the North Woodward area of Detroit. The house is in good repair and the yard well maintained. The home is comfortably and neatly furnished.

The housing development consists largely of American-born families, most of whom are employed in industry. In general, the area has a good reputation. The Jones family has a number of close friends in the immediate area.

The home is the third the family has occupied in the last 10 years and is in keeping with the defendant's desire to provide the best possible home and environment for his family.

EDUCATION :

The defendant graduated from Eastern High School, Detroit, at age 17 (verified). He was rated "good" in attendance, "average" in behavior and cooperativeness, and "poor" in scholastic standing. On an IQ test he scored 98 (average). A general adjustment test administered by the school reflected that he did not perform up to his full potential.

In the fall of 1944 the defendant entered Wayne State University, but left in January 1945, before the semester ended, to enter military service. Since September 1963 he has attended the Detroit College of Applied Science where he is studying mathematics and metal processing. He attends 4 hours weekly. On 1-6-64 he started a 40-week course of study in mechanical drafting under the Manpower Development and Training Act, attending 2 nights a week for a total of 6 hours.

RELIGION :

The defendant was brought up in the Protestant faith but neither he nor his wife has attended church since 1953, 5 years after their marriage. At the time of their marriage the defendant joined the church in which his wife had membership. They attended quite regularly the first year, and then gradually lost interest. The children have no Sunday School affiliation.

INTERESTS AND LEISURE-TIME ACTIVITIES :

The defendant is skillful with tools and does all the maintenance work on the house and in the yard. He has a work bench in the basement, enjoys working with wood, and did a fine job in panelling the basement. The defendant has gotten his older son interested in woodcraft. During the summer he is actively engaged with his two sons in Little League Baseball, coaches a team, and occasionally umpires.

While the defendant formerly gambled and occasionally went to bars, his spare-time interests are now centered in the home.

HEALTH :

Physical. The defendant is 6' tall and weighs 215 pounds. He has hazel eyes, dark brown hair, and a fair complexion. He is of athletic build and has good posture. He has a 1-inch scar on his right cheek, the result of a childhood accident. He states that he has never suffered any disabling illnesses or injuries. He considers his present health as "very good." He has never been an excessive drinker. The last company physical

examination found him to be in "good" health (verified). His attendance record on the job has been "very good."

Mental and Emotional. During high school the defendant scored average on an IQ test. He impresses the probation officer, however, as possessing above-average intelligence. This is reflected in both his general social and job adjustment. He has a good vocabulary and good speech production. He seems to be well adjusted socially and also in his emotional makeup. He gets along well with his fellow employees (verified). From what both he and his wife report, there is a good relationship among all the family members. His wife says he is generally well controlled emotionally and is not easily irritated. He has a desire to improve himself personally and on the job. He wants to provide his children with every opportunity he can give them.

During the investigation the defendant was cooperative. He was frank in admitting his complicity in the offense and manifested a sense of disgust and remorse for getting involved as he did. He admits that he was "stupid" in trying to get "some easy money" through unlawful activities. He wants to increase his earning capacity and, as has been pointed out, is furthering his occupational training.

EMPLOYMENT :

September 1950 to April 1955 (4 years, 7 months). The defendant was employed at the Fitzsimmons Manufacturing Company, 3775 E. Outer Drive, Detroit, as a semi-truck driver at \$2 per hour (verified). Employment was terminated when he was arrested 4-10-55 for involvement in theft of material from the Ford Motor Company (see PRIOR RECORD).

May 1955 to February 1963 (7 years, 7 months). Employed at the Acme Manufacturing Company, 1400 E. Nine Mile Road, Ferndale, Michigan, as a stock handler and crib attendant at \$2.94 per hour (verified). The firm's records show that employment was terminated because of the defendant's arrest in the present case, that he had violated a shop rule by leaving the premises during the lunch period, and had failed to punch out or notify his foreman. When he returned to work 2 days later he was notified of his dismissal.

April 1963 to February 1964 (10 months). Employed as a toolmaker's helper at the Broaching Specialities, Inc., 1500 E. Eleven Mile Road, Madison Heights, Michigan, at \$2 per hour. According to the company he was a satisfactory employee and left voluntarily to accept a better-paying job.

February 1964 to present (9 months). Employed at the Vulcan Engineering Company, 222 Conner Street, Detroit, as a bench hand helper at \$2.49 per hour. His supervisor describes him as a dependable employee

and believes he has the potential for advancing to a higher-skilled and better-paying job. His employer knows about his present offense.

The defendant's wife is employed as a saleslady at the Hudson Department Store where the defendant's sister is also employed. Her earnings are \$52 a week.

MILITARY SERVICE :

According to the Army Records Center at St. Louis the defendant was inducted into the United States Army 1-19-45 (Serial No. 12 345 678). He was discharged honorably 11-14-46 with the rank of private first class. His military record reflects that he served 1 year, 2 months, 6 days in the Pacific Theater where he was assigned to the Military Police. He has no record of service disabilities. He has no courts martial. The defendant considers his military service as a worthwhile experience. He is grateful, he says, that he returned home safely.

FINANCIAL CONDITION :

Assets. The defendant has the following assets (all verified) :

A \$1,400 equity in a home purchased 10-11-62 in joint ownership with his wife for \$12,500

A 1960 Ford car, paid in full

Two paid-up \$500 life insurance policies with the Metropolitan Life Insurance Company

A \$3,500 policy with the Metropolitan Life Insurance Company

A \$5,500 life insurance policy at place of employment

A \$5,000 Government Life Insurance Policy (Veterans Administration)

A savings account of \$105 and a checking account of \$83.27 at the Wayne Oakland Bank, Stephenson Branch (both accounts as of 10-3-64)

Financial Obligations. There is a balance of \$11,100 on the home, payable at the rate of \$91 per month to the Frank A. Bowden Company, 410 Lafayette Building, Detroit. The defendant owes the Household Finance the amount of \$950 for a loan to purchase new furniture payable at the rate of \$36 a month. There are no other obligations, according to both the defendant and his wife. The defendant's credit rating with the Detroit Credit Bureau reflects no problems in financial management.

EVALUATIVE SUMMARY :

The defendant, 38, is a white, married American-born male who entered a plea of guilty to the possession of illicit distilled spirits. The police and the ATTU agents in the case state that he was not involved in the manufacture of illegal whisky, but rather was purchasing it from the codefendant whose case is still pending. He is believed by the investigating officers as well as the probation officer, to be a minor offender and less culpable than his associate.

A native of Minnesota, he has lived in the Detroit area since he was 9. He is the oldest of three children and remained in what appeared to be a desirable family situation until he left home at 21. He has lived with his wife without separation since their marriage in 1948. They have three children, the oldest 13. There appears to be a wholesome family relationship. The defendant is genuinely interested in his family and is making a conscientious effort to provide better for them. He is considered an asset in the community and has many friends.

He completed high school and is presently taking evening courses in mathematics, metal processing, and mechanical drafting. He has a good employment record, a good job at present, and never encountered difficulty in locating suitable employment.

At 13 he was arrested for taking a bicycle without permission and was placed on probation in the juvenile court. In 1955, at age 28, he had a previous conviction for conspiracy to steal and receive stolen property. He was placed on probation for 3 years and completed it satisfactorily. At that time and in the present offense he had minor financial problems and seized an opportunity to make some easy money.

Although poor judgment is evident in his two convictions, it is not indicated in his family and community relationships and on the job. He realizes the futility of his act and is annoyed by what he has done. He is convinced it will not happen again.

The defendant was completely cooperative during the entire investigation.

RECOMMENDATION :

In view of his remorseful attitude toward his offense, his constructive plans and hopeful outlook for the future, the efforts he is making to better himself, the favorable relationships he has with his family and the neighborhood, his good adjustment on his present job, and his willingness to receive counsel and help, it is recommended that the defendant be placed on probation with a small fine as a condition of probation.

October 14, 1964
GPA : BJF

Respectfully submitted,
GEORGE P. ADAMS
U. S. Probation Officer

APPENDICE 27

Probation as a sentence
by Ben S. Meeker

PROBATION AS A SENTENCE *

Ben S. Meeker
Chief U.S. Probation Officer and
Director, Federal Probation
Training Center
United States District Court
Northern District of Illinois
Chicago, Illinois, U.S.A.

I suppose there are various ways in which one might approach an evaluation of probation as a judicial sentence. I have chosen to focus this paper first, upon a review of the legal underpinnings of probation as a sentence; secondly, to present, a brief review of the experience gained by the courts in the use of this sentence; and finally, will attempt to identify and evaluate some of the significant current trends which seem to prevail.

Although probation is a relatively new innovation in the history of criminal justice, sufficient experience has been gained to provide some perspective on this form of court disposition.

Scientific evaluation of legal and social control measures is difficult, but the world-wide ferment for greater use of community centred correctional measures in lieu of penal isolation stems, I believe, from the generally positive experience of the courts with probation and related dispositions which avoid the stigma and other corrosive effects of prison. In the latter part of this paper, we will examine a number of the extra-institutional correctional programs which appear to be offshoots of the successful use of probation.

Early Developments

Some twenty-five or more years ago, one of our ablest Attorneys General, Mr. Richard Homer Cummings, summed up the development of probation as follows:

The emergence of the probation method during the last half of the 19th century marked a definite advance in the treatment of criminals. The development of this system which began as a legal device for alleviating the harshness of punishment and preventing contamination of the criminal novice in the unsavory atmosphere of the prison into a method of social treatment and rehabilitation has implication far beyond those envisaged by the founders of the system¹.

* Paper presented at Recent Developments in Criminology and Corrections Lectures sponsored by the Centre of Criminology, University of Toronto, February 1966.

¹ Attorney General's Survey of Release Procedure, Vol. II. *Probation*. Department of Justice, W.D.C. p. Vii-1939.

Early History of Probation

Most of the textbooks dealing with the background of probation attribute its origin to the New England States. The first probation law, in any country, was enacted in Massachusetts in 1878. This law was limited to the jurisdiction of the City of Boston where it was progressive in that it provided for the appointment of a salaried probation officer.

He was given broad powers :

To investigate cases of persons charged with or convicted of crimes, and to recommended that they be placed on probation in suitable cases.

The law further said :

It shall be the duty of such an officer, so far as the same is practicable, to visit the offenders placed on probation by the court at his suggestion, and render such assistance and encouragement as will tend to prevent their again offending ².

Administratively at that time, the probationer was placed under the jurisdiction of the chief of police. This law was the culmination of several decades of experience by volunteer social workers in the Boston area wherein the courts, from time to time, had continued cases and requested volunteer social workers to perform supervisory functions, particularly with reference to women and minor offenders.

By 1880, a state-wide statute had been passed authorizing the appointment of a salaried probation officer in any city or town of that state.

In terms of our current practices, it is significant to note that no limitation was made in Massachusetts, at that time, upon the degree of the offence, nor upon age or previous criminal record of the offender. The period of probation was not limited, as complete discretion was left to the courts and to the probation officers. We shall return to this concept later.

During the next decade, the idea of probation began to spread and in 1899 Rhode Island, Illinois, and Minnesota all adopted probation statutes. In Chicago, Illinois, the first separate juvenile court authorizing the use of probation for juveniles was established. Federal courts in the United States were slower to adopt probation, though prior to the now famous "Killels" case, some of these courts had, for more than sixty years, utilized a form of indefinitely suspending sentence by "laying the case on file", or by proclaiming "sentence deferred until further order of the court".

² Breckinridge. *Social Work and the Courts*. University of Chicago Press, 1934, p. 454.

It had long been assumed that the power to suspend sentence was unquestioned, but in *Ex parte United States* Petitioner Mandamus Judge Killets, 242 U.S. 27, Mr. Chief Justice White writing the opinion, it was held that a district judge was without power to suspend sentence indefinitely. Defence argued that the power existed at common law. Cited to uphold their contention were *Hales' Pleas of the Crown*³ and long continuous exercise by the state and federal judges was offered as the best reason for holding that the power existed.

It was pointed out that there were two types of reprieves at common law "*Ex Arbitio Judis*", or "*Ex Necessitate Legis*". The latter covered cases of temporary suspensions, as for insanity, pregnancy, etc. The former seemed to apply wherever it appeared that injustice would result from conviction or execution. This power was an implied common law exception to the statutory duty to punish. If the courts could suspend sentences to limited time in avoidance of injustices, why not indefinitely?

It was further argued for the respondent that the practice of suspending sentence in the federal court had been followed for a long time with the tacit approval of administrative officers of the government and presumably recognized by the legislative branch which had made no move to make provision by statute.

The Supreme Court held that the practice was inconsistent with the Constitution, since its exercise in the very nature of things amounts to a refusal by the judicial power to perform a duty resting on it and, as a consequence thereof, to an interference with both the legislative and executive authority as fixed by the Constitution. The court suggested probation legislation, or such other means as the legislative mind may devise, to answer the need of the judiciary to exercise enlarged, but wise, discretion the infinite variations which may be presented to them for judgment.

Subsequent to this decision and after many delays in Congress, the latter — largely precipitated by Volstead Act supporters who were afraid probation might become a haven for bootleggers — a Federal Probation Statute was enacted in 1925. This statute provided as follows :

Upon entering a judgment of conviction of any offense not punishable by death or life imprisonment, any court having jurisdiction to try offenses against the United States when satisfied that the ends of justice and the best interest of the public as well as the defendant will be served thereby, may suspend the imposition or execution of sentence and place the defendant on probation for such period and upon such terms and conditions as the court deems best⁴.

³ Chappell, Richard A. "Decisions Interpreting the Federal Probation Act", p. 1, 1937.

⁴ U.S. Code, Sec. 3651, Title 18.

In the years immediately following passage of this Act, there were numerous cases filed to challenge the constitutionality of the Act, but in all of these cases constitutionality of the Probation Act was upheld. Perhaps the flavour of the language of Mr. Chief Justice Taft in writing the opinion in the *United States v. Murray*, 275 U.S. 347, will prove of interest :

The great desideratum was the giving to young and new offenders of law the chance to reform and to escape the contaminating influence of association with hardened or veteran criminals in the beginning of the imprisonment. Experience had shown that there was a real locus poenitentiae between the conviction and the certainty of punishment on the one hand, and the actual imprisonment and public disgrace of incarceration and evil association, on the other. If the case was a proper one, great good could be done in stopping punishment by putting the new criminal on probation. The avoidance of imprisonment at time of sentence was therefore the period to which the advocates of a Probation Act always directed their urgency. Probation was not sought to shorten the term. Probation is the attempted saving of a man who has taken one wrong step and whom the judge thinks to be a brand who can be plucked from the burning at the time of the imposition of the sentence⁵.

Another eloquent statement, this by Judge Hutcheson, will be found in the case of the *United States v. Maisel*, 26 Fed. 2d. 275 :

The statute in effect has accomplished at one stroke for the federal courts the redramatization of the criminal law, which modern theories of criminal administration, with their tremendous emphasis upon individualization, have been slowly effecting, in the states of the United States and in foreign countries, a redramatization in which the controlling motif in the drama is the discovery of the true character of the individual before the bar, and the possibility of his adjustment without confinement, into the social scheme, instead of the nature and character of the offense, with fixed punishment for its happening, the vice of the classic school of criminology, which was satirized in the "Mikado"—

"My object all sublime, I will achieve in time,
To make the punishment fit the crime, the
punishment fit the crime."

And so at last there is set up in the criminal law of the United States a statute to equalize and correct that wherein, by reason of its universality, the criminal law is deficient, under which the court may straightforwardly and as upon obligation to do justice, be governed by the equitable considerations which arise out of an inhere in the particular case, and dispose of the prisoner accordingly, instead of, as was the case before the jury catching faintly the "still, sad music of humanity", having by direction and through the medium of acquittal upon reasonable doubt, to go about effecting the same end, in a case where equitably the prisoner at the bar, though perhaps guilty, ought not to be broken, and destroyed by imprisonment⁶.

⁵ Chappell, Richard A. *op. cit.*, p. 3.

⁶ — — —. *Ibid.*, pp. 3 and 4.

And finally, Mr. Chief Justice Hughes, in the case of the *United States v. Burns*, 287 U.S. 216, said :

The Federal Probation Act confers an authority commensurated with its object. It was designed to provide a period of grace in order to aid the rehabilitation of a penitent offender; to take advantage of an opportunity for reformation which actual service of the suspended sentence might make less probable ⁷.

The Nature of the Sentence of Probation

I suppose from an academic viewpoint one might assert that probation is technically not a sentence. It is true that most statutes authorize courts to suspend imposition or execution of sentence and grant probation for a specified period during good behaviour. These statutes further provide that violation of the terms of probation may result in a return to court for imposition or execution of a sentence, usually involving confinement.

Although the definitions of probation with which I am familiar avoid the term sentence as synonymous with the term probation, I believe time and usage have conferred that status of a sentence upon this legal entity. Perhaps one reason for confusion, if confusion exists, is that probation is usually thought of as solely an alternative to prison. Yet it is equally an alternative to discharge or suspension of sentence without supervision. Thus, it has been clothed with the attributes of a sentence. The growing tendency of the courts to consider probation, something more than a matter of grace, adds another dimension to the nature of probation as a sentence. This tendency has real implications for the future use of probation. We noted from the early opinions of the United States Supreme Court that probation was considered a matter of grace to be used solely at the discretion of the courts. Under more recent court decisions, the concept of probation has begun to take on certain new legal characteristics which, although far from eliminating discretion, are beginning to assert the court's responsibility to utilize probation, or at least consider its use in a more routine fashion.

This trend was first noted in court decisions and statutes concerned with the matter of probation revocation. In many jurisdictions, revocations of probation were left almost entirely to the judgment of the court, aided by the recommendations of the probation officer and no requirements were set forth that formal hearings or legal counsel be required to withdraw the grant of probation and commit the offender to custody. Mr. Richard A. Chappell, formerly Chairman of the United States Board of Parole, in a recent article notes that :

⁷ Chappell, Richard A. *Ibid.*, pp. 3 and 4.

In the area of probation, about the only right accorded a probationer charged with a violation in the early days after the passage of the Federal Probation Act, was the right to a hearing before the court and the right that his revocation not be capricious. Mr. Justice Cardozo, in *Escoe v. Zerbst*, 295 U.S. 490, pointed out that no formal hearing was required. This followed an earlier rule in *Burns v. United States*, 287 U.S. 216. No mention was made of representation by counsel in these cases, but certainly the courts would not have required appointment of counsel. However, it will not surprise me if eventually the courts demand the appointment of a counsel in both probation and parole revocation proceedings unless the statutes are amended to clearly state that there is no necessity for this. I believe the time will come when public defenders will be available to persons charged with probation and parole violations. Also applicants for parole may have attorneys appear for them at application hearings⁸.

The trend in this field is clearly to define the grounds upon which revocation may be invoked and to encourage courts to provide legal counsel and to hold formal hearings, including the swearing in of witnesses and the presentation of evidence prior to revoking probation and depriving the offender of his freedom. This trend is, no doubt, part of the major trend noted particularly in the United States toward greater concern of the whole area of the rights of individual and due process in the courts. Mr. Chappell calls attention to the changing attitudes on the part of the Appellate Courts towards the rights of offenders. Where the statutes have been silent on many of these rights, the courts are stepping in to define them more and more.

The landmark case in the field of parole is the "Hyser Decision"⁹. In this case, although the court held that the parole board's discretion is not subject to judicial review, it indicated that parole cannot be revoked arbitrarily, but only for "cause" and based on "satisfactory evidence". An alleged parole violator is entitled to know the charges against him so that he can prepare to refute them, if he desires. The court further indicated that an alleged violator is entitled to be interviewed by a representative of the board of parole within a reasonable time, and in the event the said violator denies the charges he is entitled to a hearing and may have counsel.

More recently, Mr. Sol Rubin, Counsel for the National Council on Crime and Delinquency, in a paper read at a Judicial Conference at Colorado Springs, suggests that we are moving into an era when courts have an obligation to consider the validity of probation as a sentence for all offenders. In fact, he asserts that offenders may have a constitutional right to such consideration. He alleges that undue disparity in sentencing

⁸ — — —, "Due Process of Law as it Relates to Corrections". *Federal Probation*, Vol. XXIX, No. 3, p. 5 (Sept. 1965).

⁹ *Hyser v. Reed*, 318 Fed. 2d. 225 (D.C. Cir., 1963) Cer., denied 375 U.S. 957.

may come to be regarded as a basis for challenging the justice of the courts on grounds of unconstitutionality¹⁰.

Of even more immediate significance are a variety of interesting court decisions. One of the most significant is perhaps a federal case which occurred in my own district, the Seventh Circuit of the United States Courts. This case has come to be known as the "Wiley Case"¹¹. In this case, there were five co-defendants, all of whom received prison sentences of one to two years, and Wiley, who elected to plead not guilty but was found guilty, was subsequently sentenced to three years. Defence counsel petitioned the court for probation consideration, but the court declined on the ground of the defendant's plea of not guilty, and proceeded to sentence this defendant to a harsher penalty than was invoked in sentencing the other co-defendants. The case was appealed and, on appeal, was returned to the district court on the grounds that to impose a longer sentence as a result of insistence on a trial was improper. The district court reviewed the case and indicated that probation had been considered by the court at the time of disposition, but because of all factors the court felt that the original sentence was just. The defendant again appealed the case and upon further Appellate review the court again said:

The record abundantly shows that the court was fully informed as to the serious prior criminal records of convictions of all of Wiley's co-defendants... The trial court's own remarks show that he considered Wiley a "minor participant who stood trial"... Where the facts appearing in the record point convincingly to the conclusion that the district court has, without any justification, arbitrarily singled out a minor defendant for the imposition of a more severe sentence than that imposed upon the co-defendants, this court will not hesitate to correct the disparity. In so doing, it is exercising its supervisory control of the district court, in aid of its Appellate jurisdiction.

The court then remanded the case to the district court:

For a proper sentence not inconsistent with the views herein expressed.

The district court thereupon suspended the previous prison sentence.

Mr. Sol Rubin has analyzed this case and in relation to his contention that we are now beginning to see court decisions based on the doctrine of the requirement of equality in sentencing, alludes to the following section of this decision:

While we are strongly of the opinion that, if we were sitting in this case in place of the district judge, we would have granted Wiley probation, we are not convinced that his taking an opposite view shows that he abused his discretion.

¹⁰ Rubin, Sol. "Disparity and Equality of Sentences — A Constitutional Challenge". (Paper read at Judicial Conference, Colorado Springs, October 13, 1965.)

¹¹ *United States v. Wiley*, 267 Fed. 2d 453 (1959) and 278 Fed. 2d. 500 (1960).

That is, says Mr. Rubin :

The Appellate Court was not substituting its supervisory judgment for that of the trial judge . . . Its action was clearly one based on sentence inequality¹².

Mr. Rubin then goes on to cite numerous other cases, particularly those relating to differential penalties apparently based on racial discrimination. For example, he points out that the Supreme Court voided a Florida statute making it a crime for a Negro and a white to occupy the same room at night on the ground that this was a denial of equal protection guaranteed by the Federal Constitution (Fourteenth Amendment). In another instance, the Supreme Court voided an Alabama law imposing a greater penalty on Negroes for adultery or fornication between white persons and Negro persons than the general Alabama statute on this offence. In his article, he also notes numerous other discriminatory sentencing practices between white and Negro offenders which have recently been voided by courts of review. These cases appear to support the emerging conviction that such laws violate basic equality concepts.

The emphasis presented in the preceding paragraphs on the theory of need for equalization of sentencing by no means suggests that we return to the Beccarian theory of punishment to fit the crime. In Beccaria's time, and for more than a century after him, his theory was a great improvement over the previous arbitrary, often whimsical and erratic assessment of punitive measures.

Individualized Justice

Enlightened justice also calls for individualized sentencing. During the 20th century, perhaps no concept in the administration of the criminal justice has so permeated the literature as the concept of individualized sentencing. The late great legal scholar Roscoe Pound, Dean of Harvard University Law School, was one of the most articulate advocates for individualized sentencing. He was an early advocate of the extensive use of probation which he termed the *greatest legal invention of modern times*. By individualized sentencing, we mean the adaptation of sentences which provide for differential treatment of offenders who may have committed similar crimes but whose personalities and social backgrounds are totally different and reflect the need for different kinds of corrective treatment. The first historical expression of the need to adjust correctional treatment on a basis other than the difference in offences came in the latter part of the 19th century when separate correctional institutions for children and adults were constructed. As we have moved, the whole rationale of probation appears to have developed around the need for distinguish-

¹² Rubin, Sol. *Ibid*, p. 14.

ing between offenders in terms of their capacities to adjust in the community rather than be confined, regardless of the nature of the offence.

In a case appealed to the Supreme Court of Pennsylvania in which three co-defendants had been sentenced to death for murder, following a careful review of the evidence related to culpability that State Supreme Court vacated the death sentence on two of the co-defendants on grounds that they were far less culpable than the one who had done the actual shooting. Therefore, the cases were remanded to the lower court with a statement :

The distinctions in the evidence applicable to each of the defendants must rigorously maintained and scrupulously evaluated¹³.

In a similar case in California, the State Supreme Court upheld the life sentence of his co-defendant, a woman who had remained in her car at the time of the shooting. During the trial, the woman changed her plea from not guilty to guilty. At that point in the trial, the judge instructed the defendant that there was no possibility of probation and further commented that he was certain she was not eligible. A subsequent pre-sentence investigation indicated that this defendant appeared to be eligible for probation. However, despite this knowledge, the court awarded a life sentence. The case was appealed and the State Supreme Court reversed the sentence on the grounds that the court failed to give consideration to the possibility of probation. Said the court :

The purport of the statute in the case is that the trial court must not decide the question of probation until it is in possession of the relevant facts, especially those contained in the probation report¹⁴.

In another Pennsylvania case, the Supreme Court stated :

The court below in determining the penalty considered the criminal act, but not the criminal himself and in so doing committed an abuse of discretion¹⁵.

Another disparity is the great variation in the use of probation. Numerous surveys on this matter have been made and the National Council on Crime and Delinquency has documented a variation ranging from less than ten per cent use of probation in some districts to seventy per cent or more in other jurisdictions. In our own federal court system, the use of probation varies widely.

The Congress of the United States has taken note of these disparities and in 1958 enacted a joint resolution :

¹³ — — —. *Ibid*, pp. 21 and 22. *Commonwealth v. Cater*, 396 Pa. 172, 152 A 2d. 259 (1959).

¹⁴ — — —. *Ibid*, — 23 — *People v. Wade*, 1 Cal Rptr. 683, 348 P 2d (1959).

¹⁵ — — —. *Ibid*, p. 44 — *Commonwealth v. Green*, 396 Pa. 137 150, 151 A 2d. 241, 247 (1959).

To improve the administration of justice by authorizing the Judicial Conference of the United States to establish institutes and joint councils on sentencing, to provide additional methods of sentencing, and for other purposes¹⁶.

As a result of this legislation, a series of sentencing institutes have been conducted at various federal jurisdictions throughout the United States. The first of these sentencing institutes was convened at Boulder, Colorado, in July 1959. At this conference, it was interesting to note that a series of general principles were adopted. The first three principles were as follows :

- 1) that the immediate aim of the enforcement of laws against crime is the protection of the public
- 2) that the ultimate aim is the rehabilitation of the offender, and
- 3) that probation should generally be utilized commitment appears advisable as a deterrent, or for the protection of the public, or because no hope of rehabilitation is evident¹⁷.

At a subsequent seminar on disparity of sentences convened for the judges of the Sixth, Seventh, and Eighth Judicial Circuits at Highland Park, Illinois, in October 1961, one of the propositions presented for discussion by the judges was :

Probation is to be preferred over commitment, unless commitment appears advisable as a deterrent for the protection of the public or as a means of accomplishing the rehabilitation of the offender.

Although this proposition did not receive final consensus, it received considerable support and as the proceedings of this seminar noted :

A basic problem, largely unsettled, relates to whether there should be a presumption in favor of probation, unless the defendant is found to be a poor risk, or the case is one where deterrence for the "best interest of the public" requires the incarceration of the offender¹⁸.

As early as 1931, the famous Wickersham Commission of the United States Congress in its comprehensive report on corrections concluded that :

No man should be sent to a penal institution until it is definitely determined that he is not a fit subject for probation...economy in penal treatment of criminals may be promoted by an increased emphasis on probation and parole¹⁹.

As we shall note later the American Law Institute's recent Model Sentencing Act stipulates this same concept.

¹⁶ Public Law 85-752, Aug. 25, Amended Sec. 334, Ch. 15, Title 28.

¹⁷ Institute on Sentencing, U.S. Judicial Conference, Committee on Administration of the Probation System, Denver, Colorado, Feb. 1964. 35 F.R.D. 381, p. 396.

¹⁸ Seminar and Institute on : "Disparity of Sentencing" — 30 F.R.D. 401, p. 443.

¹⁹ U.S. National Commission on Law Observance and Enforcement, *Report on Probation and Parole* — U.S. Government Printing Office (1931).

One of the most difficult philosophical issues in this kind of discussion, of course, relates to the matter of deterrence. There is very little exact knowledge as to just how effective prison sentences are as a deterrent. Space does not provide an opportunity for any definitive discussion of this issue in this paper. Suffice it to say that most studies tend to indicate that the community places greater faith in deterrence through imprisonment than appears to be warranted by the research information available²⁰. On the other hand, experience tends to validate the assumption that well-supervised probation does contain an element of deterrence, and certainly provides a much greater opportunity for rehabilitation than is true under penal confinement. Yet, I think most judges concur that one of the most difficult issues facing the judge on the bench is the decision as to whether to sentence to confinement, or to grant probation. A good deal has been written and said about disparity of sentencing in relation to the different periods of confinement imposed by different judges on similar offenders for similar offences. The judges at the Highland Park Sentencing Institute noted :

An even greater disparity exists when probation is given in one instance, and imprisonment, for however long, in another on the basis of the same or similar facts²¹.

Note was taken of the wide disparity in the use of probation, even in federal courts, where the range was from 15.7 per cent of all convicted defendants in one district to 64.5 per cent in another federal district. These percentages were based on averages over a five year period²². Studies of the National Council on Crime and Delinquency have shown that disparities in the use of probation are even greater between states, and between county and city court jurisdictions. There is, of course, a need for continued research on the relative advantages of the use of probation in terms of protection and rehabilitation. However, there is a great deal of evidence already available which clearly supports the effectiveness of probation as a sentence which both protects the community and rehabilitates the offender to a far greater extent than the public and many courts, at this point, are willing to accept.

The value and success of probation, of course, relates to its definition and to the quality of its administration. Although leniency may be an element in the grant of probation, leniency is not its major characteristic. Perhaps as adequate a definition as any was the definition contained in the report of the Wickersham Commission previously referred to :

Probation is defined as a process of *treatment* prescribed by the court for persons convicted of offenses against the law, during which the individual

²⁰ Campbell, Chief Judge William J. "Developing Systematic Sentencing Procedures". *Federal Probation*, Vol. XVIII, No. 3, pp. 3-9. Sept. 1954.

²¹ & ²² 30 F.R.D. 401, pp. 443 and 414.

on probation lives in the community and regulates his own life conditions proposed by the court and subject to the supervision of the probation officer²³.

For probation to be effective, there are at least three basic elements :

- 1) careful selection of offenders granted probation ;
- 2) conditional suspension of imprisonment ; and
- 3) supervision by a probation officer within a framework of conditions stipulated by the court.

In the United States federal courts statistics show that during recent years slightly over fifty per cent of all convicted offenders are placed on probation. (In 1964, the percentage was 50.2.) Eighty per cent of these offenders will complete probation without serious violation. For the Northern District of Illinois, the average federal probation violation rate, during the past ten years, has ranged between twelve and fourteen per cent.

Of even greater significance are the finding of the special intensive probation research and demonstration project, known as "The Saginaw Project"²⁴, conducted under joint auspices of the Michigan Department of Corrections and the National Council on Crime and Delinquency in Saginaw, Michigan, during a three year period terminating in 1957. The results of this project were thoroughly documented and showed that when trained staff was employed and caseloads were limited to no more than fifty probationers per officer the courts could safely place from sixty-five to sixty-eight per cent of felony offenders on probation with a violation rate of less than twenty per cent. The rate of imprisonment during the three year period was fifty per cent lower for the court jurisdiction served than had been true for the three year period prior to this project. The report also showed that the number of offenders on probation, who were subsequently imprisoned for new offences, was significantly lower during the project years than had been true the previous three years.

A number of post-probation studies have also shown that the future adjustment of probationers appears to be significantly more law-abiding than for prisoners who have received confinement sentences. Two federal offender studies conducted by reputable universities for periods of from five to seven and one-half years, following probation termination, showed that from 82.3 to 83.6 per cent of federal offenders had no subsequent convictions following discharge from probation. Insufficient research in this field has been conducted to reach final conclusions in this area and, of course, one must consider the wide divergencies in the quality of probation supervision between districts. It is well-known that in some juris-

²³ *National Conference of Law Observance and Enforcement*. "Report on Probation and Parole". Wickersham Commission Report (U.S. Gov. Printing Office 1963).

²⁴ "The Saginaw Project". Published by the National Council on Crime and Delinquency and the Michigan Crime and Delinquency Council, 1963.

dictions probation officers carry excessive caseloads and find very little time for supervision, but assuming that the funds are available and courts are provided well-qualified probation officers in sufficient numbers, there appears to be on question but that probation is the most constructive correctional sentencing technique yet devised.

Generally speaking, as citizens discover the value of a public service greater demand for this service and more adequate budgets are provided. Thus, anything that encourages the courts to utilize this disposition in a higher percentage of cases will, in the long run, command greater financial support and backing from the community. It, therefore, would be well for us again to examine some of the legal pressures which are pointing more and more toward a wider and more uniform use of probation.

The Importance of Selection

Earlier in this paper, we mentioned the importance of adequate selection and the value of the pre-sentence investigation in this process. The most useful tool for the selection of offenders for differential correctional treatment has been the refinement of the pre-sentence investigation. Standard setting organizations, such as the National Council on Crime and Delinquency, have long recommended the routine use of pre-sentence investigations prior to disposition of all felony cases. The use of the social history has perhaps characterized practice in juvenile courts far longer than in adult courts, but in the last three decades the value of pre-sentence investigations in the disposition of cases in adult felony courts has come to be widely recognized.

As probation officers have become more skilled and courts have become more sophisticated in evaluating the individual's potential for probation, certain minimum essentials of sound pre-sentence investigation practices are gaining wider acceptance.

During the past twenty-five years, the growth and the use of pre-sentence investigations by federal courts has moved from 58.3 per cent in 1940 to 87 per cent in 1964²⁵. Perhaps no probation system in the world has invested more time and thought to the refinement and standardization of pre-sentence investigations than has Federal Probation Service. In 1940, an excellent guide for the preparation of pre-sentence investigations was published by the Administrative Office of the United States Courts. This document was completely revised and re-issued in much expanded form during the past year²⁶.

²⁵ Report of Judicial Conference and Annual Report of Administrative Office 1940, p. 129, and Annual Report of Administrative Office 1964, p. 177.

²⁶ "The Presentence Investigation Report" — Publication No. 101 (1943) and "The Presentence Investigation Report" — Publication No. 103 (1965). (Available from Supt. of Documents, U.S. Government Printing Office, Washington, D.C. 20402.) (Price 35 cents.)

A good pre-sentence report should provide the court not merely a recital of the objective facts of the man's background, prior record, marital status, employment history, etc., but should also contain definitive information on the man's attitudes, feelings, and potential for change. If this is not done, it is far too easy for a kind of legalistic social determinism to dictate the court's disposition. By this I mean that if there is a prior record, or the man's employment history has been rather spotty, or certain patterns of failure are shown in his social relationships, it is easy for the court to assume that these patterns will continue and that probation is doomed to failure. As was shown in the Saginaw experiment, and as is widely recognized in our own Federal Probation Service, probation properly conducted is not just an admonition from the court that the offender "go and sin no more". It is a genuine correctional treatment resource in which the skills of the probation officer are brought to bear on the attitudes and inadequacies of the offender who through the experience of a new relationship with a kindly, but firm authoritative figure discovers that he can change his attitudes and become a more conforming in law-abiding citizen. Adequate probation supervision can be a genuine form of correctional treatment. Thus, it becomes imperative that pre-sentence investigation reports reflect the potential capacity individual offenders have for such treatment.

A second essential of a good pre-sentence investigation is the accuracy of verified information about the background of the offender. One of the prime requisites of an offender in his process of correctional treatment is his ability to face up to reality. Thus, the court must have before it, at the time of disposition, the comprehensive report of verified, accurate information. We know that many offenders tend to manipulate and that duplicity is a common trait. However, we also recognize that many offenders, for the first time in their lives when confronted with an organized evaluative summary of their limitations as well as their strengths, can develop relationships and do change their patterns of behaviour during supervision.

Many judges feel that a pre-sentence investigation should conclude with a recommendation for or against probation, or at least an evaluation as to the officer's estimate of the offender's potential for success on probation. I realize that this is a rather controversial issue as some judges have been articulate in opposition to recommendation, but more and more, as I observe our own federal court system in operation, I note that judges desire rather definite proposals as to alternative dispositions. As one federal judge has observed :

We want the advice of the men who are studying the offenders and working with them in the community, both before and after institutional treatment.

By making specific recommendations, they point up the need of the individual as they see it. Even if we do not agree, a specific suggestion may serve to remind us of another procedure which we may wish to employ²⁷.

Confidentiality of Pre-sentence Reports

If pre-sentence investigation reports are to be comprehensive and are to include full details of the entire social history of the offender, consideration must be given to whom these reports are made available. This immediately raises the question of confidentiality of such reports. In general, I favour the rule which protects the confidentiality of information in pre-sentence investigation reports by lodging sole discretion for their distribution in the hands of the court. Rule 32 of the Federal Rules of Criminal Procedure provides.

WHEN MADE. The probation service of the court shall make a presentence investigation and report to the before the imposition of sentence or the granting of probation unless the court otherwise directs. The report shall not be submitted to the court or its contents disclosed to anyone unless the defendant has pleaded guilty or has been found guilty...

REPORT. The report of the presentence investigation shall contain any prior criminal record of the defendant and such information about his characteristics, his financial condition and the circumstances affecting his behavior as may be helpful in imposing sentence or in granting probation, or in the correctional treatment of the defendant, and such other information as may be required by the court...

PROBATION. After conviction of an offence not punishable by death or life imprisonment, the defendant may be placed on probation as provided by law²⁸.

This Rule has worked very admirably in the federal courts and there has been no strong pressure from the Bar or defence counsel generally to revise this Rule.

Mr. Sol Rubin of the National Council on Crime and Delinquency takes an opposite point of view. He believes that under our tradition of due process a pre-sentence investigation should routinely be made available to defence counsel and prosecution. Such procedure, however, has full implications for the kind of information which will be recorded in the pre-sentence investigation reports. One of our own judges, Honorable James B. Parsons, has written extensively on this matter²⁹ and at the Denver

²⁷ "Presentence Resources". Louis J. Sharp, Seminar and Institute on "Disparity of Sentences" — 30 F.R.D. 401, p. 485.

²⁸ "Rule 32" — Federal Rules of Criminal Procedure — West Publishing Co., St. Paul, Minnesota.

²⁹ Parsons, Judge James B. "The Presentence Investigation Report Must be Preserved as a Confidential Document", *Federal Probation*, Vol. XXVIII, No. 1, p. 3. March 1964.

Sentencing Institute, he enumerated a number of principles relating to pre-sentence practices, and noted :

That the confidences attendant upon the making of the report (whether by general practice or by request of the reporter) are primarily for the welfare of the prisoner himself, and for the cultivation and preservation of the sources of information. These confidences should be accorded the fullest deference they deserve³⁰.

In 1951 in Brussels, Belgium, a United Nations' Seminar titled, "The Medico-Psychological and Social Examination of Delinquents" was convened. It is interesting to note that the privileged nature of the pre-sentence investigation report was one of the major concerns of one of the sub-sections of the seminar. It was agreed that, so long as the court was concerned with questions of guilt and criminal responsibility, any material used by the court must be communicated to the defence. However, the situation was considered different when the decision as to guilt had been made and the court was deciding only on the disposition. The seminar concluded that serious disadvantages might result if full disclosure were made of reports prepared by medico and social science experts and noted :

That such reports often contain matters which should not be revealed to the offender, because it might cause him or his family personal distress or prejudice the success of his treatment³¹.

Eligibility For a Probation Sentence

We have noted that the earlier statutes authorizing probation seldom restricted its use in terms of specific offences. The United States Federal Statute, as originally drafted, provided virtually full discretion to the courts in the use of this new sentencing procedure. Unfortunately, the tendency to regard probation largely as a form of leniency by many state legislators has resulted in many statutory restrictions on the use of probation. Even in the federal system, during the past twenty-five years, certain mandatory penalties have been imposed which prohibit the use of probation. These mandatory penalties relate to specific crimes rather than to types of offenders, despite the fact that study after study has shown that there is no correlation between the seriousness of the offence and the potential outcome of offenders granted probation. Studies which date back as far as 1912 in the United States show the fallacy of attempting to define eligibility of probation by statute. In 1939, the Attorney General's "Survey of Released Procedures" made perhaps the most definitive study of this matter. In their report they stated :

³⁰ Institute on Sentencing — F.D.R. 381, p. 429 (Denver, Colo. 1964).

³¹ Meeker, Ben S. "The Probation Officer: A Forensic Scientist". *Journal of Forensic Science*, Vol. 2, No. 1 — pp. 11, 12 (Jan. 1957).

Taken alone, the specific offense committed is an insufficient criterion for determining whether a prisoner should be released on probation. An analysis of some factors influencing outcome on probation set out in detail in Chapter X of this Survey shows that there is no clear indication that offenders who have committed the so-called more vicious crimes are poorer probation risks than others who are found guilty of the less serious offenses. The survey analysis of the records of nearly 20,000 terminated probation cases taken for the 25 Probation Departments in 16 States and the District of Columbia does not reveal any universally significant relationship between the nature of the offense committed and behavior on probation³².

The Attorney General's Survey goes on to examine carefully such concepts as "recidivism" as a bar to probation and finds that although recidivism tends to limit the value of probation that this should not be a mandatory restriction. The report concludes :

However, the fact that "repeaters" are less likely to respond to probationary treatment does not warrant arbitrary exclusion by statute of every person with a previous criminal history... Rigid statutory restrictions on eligibility for probation lead to subterfuge and circumvention, as when a particular case falls within the legal inhibition, and the court accepts a plea of guilty to a lesser offense for which probation is permissible if it appears that the defendant is susceptible to probationary treatment. Such practices are not unknown, and although a desirable result may be achieved in the particular case, the legislative restriction is defeated³³.

The distinguished legal scholar, Professor Frank Allen, in his paper recently read here at the Centre on "Legal Values and Correctional Values" emphasized the importance of maintaining a distinction between efforts to legislate specifically as to who might or might not be granted probation, and legislation which furnishes a sound guide and develops a clear enunciation of philosophy and policy which should guide the courts in the use of discretion.

The soundest approach to the utilization of probation as a disposition will be found in those statutes which give sole discretion to the courts. Supplementing such statutes must, of course, be adequate probation departments with sound, thorough pre-sentence investigation practices, and the administration of probation under well-established norms which have demonstrated that with adequate probation staffs, reasonable caseloads and thorough pre-sentence investigations, the community will be more adequately protected.

As we have noted earlier, the current flowering of concern for the protection of civil rights and the affording of due process to all persons brought before the courts, certainly in this hemisphere and in many countries of Europe, has begun to exert an influence on legislators and courts in the utilization of probation. Perhaps one of the most interesting indications

³² & ³³ Attorney General's Survey, pp. 122, 123 and 124 (1939).

of this growing trend is the work of the American Law Institute. Their forthrightly Model Sentencing Act states :

The Court shall deal with a person who has been convicted of a crime without imposing sentence of imprisonment unless, having regard to the nature and circumstances of the crime and the history, character, and condition of the defendant, it is of the opinion that his imprisonment is necessary for protection of the public because :

- a) there is undue risk that during the period of a suspended sentence or probation the defendant will commit another crime ; or
- b) the defendant is in need of correctional treatment that can be provided most effectively by his commitment to an institution ; or
- c) a lesser sentence will depreciate the seriousness of the defendant's crime . . .

When a person who has been convicted of a crime is not sentenced to imprisonment, the court shall place him on probation if he is in need of the supervision, guidance, assistance or direction that the probation service can provide ³⁴.

Proposals of this nature are, of course, always well in the vanguard of practice, but I think they are significant in terms of future developments. I would also like to call your attention to a very excellent Model Sentencing Act prepared by the Advisory Council of Judges of the National Council on Crime and Delinquency. I believe this Act reflects the trend of thinking among the most enlightened and progressive judicial members and correctional administrators of our time. This Act titled, "An Act to Provide for a System of Sentencing" provides under Article I ("Construction and Purpose of the Act") the following statement :

This act shall be liberally construed to the end that persons convicted of crime shall be dealt with in accordance with their individual characteristics, circumstances, needs, and potentialities as revealed by case studies ; that dangerous offenders shall be correctively treated in custody for long terms as needed ; and that other offenders shall be dealt with by probation, suspended sentence, or fine whenever such disposition appears practicable and not detrimental to the needs of public safety and the welfare of the offender, or shall be committed for a limited period ³⁵.

Following this first paragraph is a very excellent commentary which, among other things, points out that this Act will diminish the "major source of disparity — sentencing according to the particular offence". The commentary also notes the other major reason for disparity is the inadequacy of pre-sentence investigative practices in many courts and recommends that pre-sentence investigations become standard practice for all felony convictions. In Article II, titled "Pre-sentence Investigations", the Model Act says :

³⁴ American Law Institute.

³⁵ National Council on Crime and Delinquency. "Model Sentencing Act", 1963.

When Investigation Made: No defendant convicted of a crime involving moral turpitude, or a crime the sentence for which may include commitment for one year or more, shall be sentenced or otherwise disposed of before a written report of investigation by a probation officer is presented to and considered by the court. The court may, in its discretion, order a presentence investigation for a defendant convicted of any lesser crime or offense or adjudicated a youthful offender ³⁶.

The next paragraph goes into detail as to what should be the content of an adequate pre-sentence investigation.

Obviously, there are many offenders for whom confinement is essential: habitual offenders for whom pre-sentence investigation findings show no real desire to change; certain aggressive, assaultive, predatory offenders who need confinement to physically protect the community; professional criminals aligned with racketeering and organized crime; and certain mentally or emotionally disturbed offenders, who may not be insane but who may require confinement because they are beyond the capacity for treatment on probation.

For these serious offenders, the Model Sentencing Act provides a procedure under Article III for what it terms "dangerous offenders". Without attempting to analyse this sentencing procedure in detail, suffice it to say that this procedure provides for a maximum commitment period and outlines a series of specific guides to indicate the type of offender to whom this section is directed. Under this Article, the Model Sentencing Act provides that all such offenders shall be subjected to careful pre-sentence investigation and to medical and psychiatric diagnostic study to determine

whether he is suffering from a severe personality disorder indicating a propensity toward criminal activity.

Paragraph 9 of the Model Sentencing Act concerns sentencing for felony generally. It provides for the use of probation, or if a felon is not classified as a dangerous offender but still considered to be in need of confinement, the court may commit him for a maximum of five years. This section, which relates to the procedure for granting probation, is rather novel and will, no doubt, be controversial. However, it is a constructive suggestion and perhaps merits more than passing review.

Sentencing for Felonies Generally: Upon a verdict or plea of guilty, but before an adjudication of guilt, the court may, without entering a judgment of guilt and with the consent of the defendant, *defer further proceedings* and place the defendant on probation upon such terms of probation and conditions as it may require. Upon fulfillment of the terms of probation the defendant shall be discharged without court adjudication of guilt. Upon violation of

36 — — —, *Ibid.*

the terms, the court may enter an adjudication of guilt and proceed as otherwise provided ³⁷.

The provision for deferment of judgment is of particular interest. For more than twenty-five years, the federal criminal procedure has authorized the use of a deferred prosecution procedure for juvenile offenders. Under this procedure, with permission of the court, the United States attorney may defer prosecution of a juvenile and place him under informal supervision in the federal probation office subject to the same general conditions by which probationers are guided. Upon successful completion of a period of supervision, the entire proceeding is dismissed and the offender is discharged. This procedure has on occasion been used for adult offenders, but the practice of deferred prosecution has not generally been recognized in most federal jurisdictions. In the Chicago Boy's Court, a branch of the County Superior Court, a form of deferred prosecution has been used for more than forty years in the handling of youthful offenders over juvenile court age, but under 21. In this court, the procedure has been well formalized, and supervision by the Court Social Service Department has been effective. Thousands of youths have made good under this procedure and have thus avoided the stigma of a felony record.

In its commentary on this section of the Model Sentencing Act, the publication states :

the usual objection to deferred prosecution is that witnesses disappear in the interim and in general the postponement handicaps the prosecution. The Model Act avoids that difficulty : what is deferred is the judgment, not the prosecution ; guilt is established by verdict or plea. Judgment of guilt is not entered, pending the outcome of the probation-without-judgment. If the defendant fails on probation, all that has to happen is the entry of judgment ³⁸.

I believe this procedure has much to commend it. Some of us for years have felt that the deferred prosecution procedure for juveniles in

³⁷ — — —. *Ibid*, p. 22.

The second paragraph of this section goes on to state :

If a defendant is convicted of a felony and is not committed under Section 5 or 7 (or 8) the court shall :

(a) suspend the imposition or execution of sentence with or without probation ; or (b) place the defendant on probation ; or (c) impose a fine as provided by law for the offense, with or without probation or commitment ; or (d) commit the defendant to the custody of (director of correction) for a term of 5 years or a lesser term. Where a sentence of fine is not otherwise authorized by law, in lieu of or addition to any of the dispositions authorized in this paragraph, the court may authorize to impose a fine of not more than \$1000. In imposing a fine the court may authorize its payment in installments. In placing a defendant on probation the court shall direct that he be placed under supervision of the probation agency.

³⁸ National Council on Crime and Delinquency. *Ibid*. "Model Sentencing Act".

federal courts should be extended to selected adult offenders, particularly those youthful offenders who are just over juvenile court age, and who may be involved as co-defendants with juveniles on minor violations. We are aware of the stigma attached to a conviction and sentence which may continue to handicap an individual and punish him far beyond the intended sanctions of the criminal law. Any procedure which remedies this defect in our criminal justice should be encouraged.

You will note that in this proposed Model Sentencing Act, the court may impose a sentence and then withhold the execution of the sentence and place the offender on probation. In this instance, of course, the court is not deferring its judgment, but may grant probation. In this situation a violation of probation would presumably result in automatic execution of the imposed sentence.

The Model Sentencing Act also provides that the court may withhold imposition of sentence and grant probation. Thus, we see in this procedure three alternatives :

- 1) deferment of judgment in granting probation
- 2) withholding imposition of sentence although judgment of guilt has been decreed, and
- 3) imposition of sentence, but its execution withheld and probation granted.

Another interesting clause in this sentence provides that the court may suspend sentence with or without probation. This is also I believe a constructive provision. Under our current federal statutes, if the court suspends the sentence the court must grant probation and supervision is required. However, from time to time, our pre-sentence investigations indicate that the court might suspend sentence without burdening the probation office with supervision as the mere suspension of sentence is adequate to protect the community.

At present, under a grant from the National Institute of Mental Health, our federal court probation office in San Francisco is making a study of the adjustment of some 500 federal offenders referred to the probation office of that district for pre-sentence investigations. For research purposes, included among this total will be offenders who were placed on probation with suspended sentence without supervision.

As pre-sentence investigation techniques improve and become more systematic, certain criteria can perhaps be set for giving consideration to certain kinds of offenders for suspended sentence without supervision. This would free the overworked probation officers to invest their time in working with those clients who need supervision, assisting in finding employment, straightening out marital difficulties, completing schools, or handling other situations which have somehow gotten beyond them. The danger, of course, is to utilize suspended sentence when supervision is

indicated and this kind of disposition should be based on a careful evaluation by the probation staff and the court.

We note also that this Model Sentencing Act makes provision for fines and this is perhaps another area in sentencing which should be more thoroughly explored.

The Model Sentencing Act is silent on the use of mixed sentences ; i.e., the remanding of an offender to custody for short periods of confinement, either as a condition of probation or as a separate sentence to be served prior to the commencement of probation in the community. Some courts believe that "a taste of jail" prior to the release of an offender on probation is salutary. However, in general, most criminologists and correctional administrators are opposed to such sentences. Generally speaking, if it appears that an offender is a good risk for probation, he should be placed on probation without the all too often negative experience of a short jail or prison term. Such short jail commitments tend to disrupt employment, precipitate additional family problems, and are likely to complicate the future probation adjustment. This is a controversial issue, of course, and needs to be further studied. One study made in California showed that in those courts in which the pattern of mixed sentences was common, the offenders routinely confined to jail prior to being granted probation had a higher violation rate than those granted probation outright. However, such studies need to be further examined in an effort to determine whether or not the jail time or the fact that these persons may have been less adequate risks for probation contributed to this higher violation rate.

Some judges have suggested that split sentences can be justified when deterrence is the primary aim. For example, in federal courts income tax violators and some of the business community fraud violators are frequently given short terms of imprisonment prior to being placed on probation supervision solely as a deterrent. Since many such offenders are persons of relatively intact personalities with adequate resources, this practice may have merit. However, for the average offender a jail experience in which is usually no constructive treatment program but merely the monotony of confinement, raises a question about the value of mixed sentences.

Before concluding, I think it might be well for us to take a brief look at some of the alternatives to prison which are rapidly appearing on the horizon. As earlier suggested, these developments are perhaps an outgrowth of the successful use of probation and parole.

Alternatives to Prison

In one of the most provocative and instructive articles I have read this past year, the renowned criminologist and professor of criminal law, Norval Morris, has documented a rather widespread dissatisfaction with our present penal and correctional methods. As he measures the pulse of

prison administrators and correctional people around the world, he finds strong ferment for the abolition of prisons as we know them. What we have learned, he suggests, is that those who offend against the law are almost as diverse in their backgrounds, personalities and potential as are those who do not offend against the law. This diversity must ever be kept in mind and if we are to arrive at a more scientific level of judicial administration, we must devise a great variety of corrective treatment techniques for this vast, but dissimilar array of offenders.

He notes that many prison administrators predict that by the end of this century the walled prison catch-all for the undifferentiated population of offenders, as is still too often seen, will have largely vanished. Yet, he notes that there is still great ignorance in this field of human endeavour about the advantages of various alternatives to prison. He catalogues a variety of experiments in Europe and in the Orient in which alternatives to imprisonment are being attempted, and at the same time pleads for the design of a built-in critical evaluation of most of these efforts³⁹.

Reports from Stockholm indicated that this same ferment was evident at the United States Congress on Prevention of Crime and Treatment of Offenders which convened there in the summer of 1965. The Scandinavian countries have embarked upon a broad program of coordinating prison programs and community services. Increased use of probation is being stressed around the world. The development of half-way houses and various forms of work release programs are cropping up in far away lands. In Kenya, the use of work release was said to have cut the prison population by forty per cent⁴⁰. The suspension of sentence without supervision ; probation which implies supervision ; probation camps which increase the intensity of supervision ; and the growing use of half-way houses, work release programs, part-time imprisonment, and prison furloughs are further evidences of the trend toward involvement of the community in the correctional process. The success of probation with its community centred treatment has, I believe, strongly influenced the development of these various community focused correctional programs. Such programs have also been stimulated by studies of prison recidivism rates which have raised questions as to the efficacy of penal confinement for large numbers of offenders.

Advantages of Probation

Underlying the entire previous discussion has been the assumption that probation is a desirable and useful tool in the administration of jus-

³⁹ Morris, Prof. Norval. "Prison in Evolution". *Federal Probation*, Vol. XXIX, No. 4, pp. 20 to 32, Dec. 1965.

⁴⁰ Morris, Charles A. "Crime Prevention and Control Around the World". *Federal Probation*, Vol. XXIX, No. 4, p. 16 (A report on the Stockholm Congress).

tice. However, it might be well to review quickly some of the major advantages of this form of sentence. It avoids the stigma of jail and permits the individual to remain in the community where he can usually remain at constructive employment, supporting his dependents, and maintaining a sense of self-respect. More importantly, it provides an opportunity for corrective treatment in a community setting which is, after all, where the offender must eventually make a suitable adjustment. A publication recently prepared for the Stockholm United Nations Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders noted that :

A growing body of research has demonstrated that the problems and needs of many offenders are best solved in the community. In addition to the social advantages inherent in community supervision, probation is economically sound. Excellent probation services can be provided at much less cost than imprisonment. Imprisonment costs 10 to 15 times more than probation. In the Federal Probation System, for example, the daily per capita cost of probation in 1964 was 59 cents compared with \$6.33 for confinement at Federal Institutions. During 1964, federal probationers earned approximately 60 million dollars. By being gainfully employed, their families were not public charges. Moreover, many, or them paid taxes and also fines and restitution as conditions of probation ⁴¹.

Although this section may seem somewhat tangential to our topic, *probation as a sentence*, I have incorporated this information because those of us involved in the administration of probation recognize the need for additional community centred resources to supplement the work of probation. I am convinced that many offenders who are currently being denied probation primarily because of a lack of home, family or employment might well be granted probation on condition that they enter a community centred probation hostel or correctional treatment centre for the first ninety days of supervision, or until the probation officer and the court deem it feasible to relax such a condition and authorize the probationer to seek residence in the free community.

In the United States, under the Prisoner Rehabilitation Act of 1965, certain important changes in the control and release of prisoners were effected. Work release programs, emergency furloughs, and the creation of "residential treatment centres" or half-way houses were authorized. These are forward steps, but what is also greatly needed is legislation to expand the discretion of the courts and to afford the courts added resources in the way of increased probation staffs and probation camps and

⁴¹ *TRENDS* in the Administration of Justice and Correctional Programs in the United States (prepared for the 3rd United Nations Congress on the Prevention of Crime and Treatment of Offenders, Stockholm, Sweden, August 9-18, 1965). Published by the U.S. Bureau of Prisons, p. 19.

hostels. The new laws do nothing to eliminate the dubious mandatory penalties which have increased in recent years.

When all is said and done, the fact remains that the rehabilitation of offenders commences with the court. No amount of progressive penal practices, including enlightened parole, work release, half-way houses, or other post-institutional programs can substitute for the proper selection at the point of sentence of those offenders who can adjust under suspended sentences or probation. Thus, courts must be given full discretion regardless of the offence to select alternatives to imprisonment. The sentence to probation prescribed on the basis of a comprehensive pre-sentence investigation supplemented, where needed, by medical or psychological information and undergirded by the adequate supervision of a well-trained probation staff, will, as was so forcefully demonstrated by the "Saginaw Project," prove to be the first line of defence in the rehabilitative process.

APPENDICE 28

Secret professionnel et protection de la jeunesse,
par L. Slachmuylder

L. SLACHMUYLDER

Secrétaire de l'Association Internationale des Magistrats de la jeunesse.

**SECRET PROFESSIONNEL ET PROTECTION
DE LA JEUNESSE**

*Communication des dossiers
du tribunal de la jeunesse*

(Extrait du *Journal des Tribunaux*)
1967, pp. 529 à 532.

LARCIER

5. — Avant d'entrer dans le détail de cet exposé je voudrais rappeler que le secret professionnel comprend d'une part l'obligation au secret et, d'autre part, le droit au secret. Dans l'obligation au secret, l'interdiction de parler ne s'étend pas au témoignage en justice (art. 458, C.P.).

N'est donc pas punissable celui qui révèle en justice les faits secrets par nature ou confiés comme tels dont il est le dépositaire par état ou par profession. Mais il n'est pas obligé de parler et peut invoquer le droit au secret. Ainsi que l'a rappelé la Cour de cassation dans son arrêt du 2 juin 1958 (J. T., p. 597) cette immunité repose sur la nécessité d'inspirer une entière sécurité à ceux qui doivent se confier. Nous aurons à développer plus loin le contenu de ce droit au secret. Bornons-nous maintenant à préciser que les exigences déontologi-

ques sont plus grandes dans le domaine des secrets confiés comme tels que dans celui des faits secrets par nature.

6. — La matière du secret professionnel est donc régie par de grands principes faciles à énoncer mais difficiles à appliquer. La triple justification de l'intérêt social, du droit des personnes et des nécessités professionnelles provoque parfois des antinomies. La difficulté n'est pas d'accomplir un devoir mais de savoir le distinguer. Il ne faut cependant pas que la prudence nous paralyse au point de compromettre les intérêts de nos protégés et de leur famille. Une bonne connaissance de nos devoirs et de nos droits (qui ne sont en dernière analyse qu'une forme particulière du devoir) est un facteur de sécurité et d'efficacité dans l'action que nous avons à développer dans la protection de la jeunesse.

I. — LES TEXTES LÉGAUX

7. — *Article 458 du Code pénal* : « Les médecins chirurgiens, officiers de santé, pharmaciens, sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires, par état ou par profession, des secrets qu'on leur confie, qui hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice et celui où la loi les oblige à faire connaître ces secrets, les auront révélés, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cent francs à cinq cents francs ».

Commentaire : « La disposition de l'article 458 a un caractère général et absolu et doit être appliquée indistinctement à toutes les personnes investies d'une fonction ou d'une mission de confiance, à toutes celles qui sont constituées par la loi, la tradition et les mœurs, les dépositaires nécessaires des secrets qu'on leur confie » (Cass., 20 févr. 1905, *Pas.*, p. 141).

« Le délit de violation de secret professionnel ne requiert aucune intention de nuire, pourvu que la révélation ait été faite avec connaissance et portât-elle

sur une simple constatation négative » (Cass., fr., 9 nov. 1901, *Pas.*, 1902, IV, 117).

8. — *Article 29 du Code d'instruction criminelle* : « Toute autorité constituée, tout fonctionnaire ou officier public, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquerra connaissance d'un crime ou d'un délit, sera tenu d'en donner avis sur-le-champ au procureur près le tribunal dans le ressort duquel ce crime ou ce délit aura été commis ou dans lequel le prévenu pourrait être trouvé, et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs ».

Commentaire : L'absence de dénonciation n'est pénalement pas punissable. Les magistrats de la jeunesse reconnaissent aux délégués à la protection de la jeunesse, qui sont des fonctionnaires publics, le pouvoir d'invoquer le droit au secret malgré l'article 29 du Code d'instruction criminelle. Mais ces délégués ne peuvent opposer le droit au secret à l'égard du

magistrat qui leur a confié une mission tout au moins en ce qui concerne les faits au sujet desquels le délégué a été chargé d'une enquête sociale. Les magistrats entendent ainsi se conformer à la tradition et respecter la déontologie des travailleurs sociaux. Il convient de préciser que l'assistant de police, même s'il a un diplôme de travailleur social, est tenu de se conformer à l'article 29 du Code d'instruction criminelle. Il commettrait une faute professionnelle s'il ne révélait pas un délit dont il a connaissance car son statut social est celui du policier et non celui du travailleur social.

9. — *Loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse, article 77* : « Toute personne qui, à quelque titre que ce soit, apporte son concours à l'application de la présente loi est, de ce fait, dépositaire des secrets qui lui sont confiés dans l'exercice de sa mission et qui se rapportent à celle-ci. L'article 458 du Code pénal lui est applicable ».

Commentaire : L'insertion dans la loi du 8 avril 1965 d'une disposition rappelant, en termes exprès, les obligations incombant à tout dépositaire nécessaire de secrets professionnels était, en soi, superflue. Le mérite de l'article 77 est, d'une part de rappeler l'importance du secret professionnel à tous ceux qui apporteront leur collaboration à l'application de cette loi et, d'autre part, d'attirer leur attention sur l'interprétation donnée à l'article 458 du Code pénal par la Cour de cassation en son arrêt du 10 février 1905 aux termes duquel cette obligation s'impose à tous ceux qui apparaissent comme les dépositaires ou confidentes nécessaires en vertu de la loi, de la tradition et des mœurs. Tel est le cas des délégués à la protection de la jeunesse, des personnes faisant partie des secrétariats des comités de protection, des agents de l'État chargés de l'administration et de la surveillance des établissements, du personnel des établissements privés, des psychologues, pédagogues ou techniciens spécialisés. C'est encore le cas de tous ceux qui à titre temporaire ou bénévole

(stagiaires et délégués bénévoles) prêtent leur concours à la protection de la jeunesse : membres des comités de protection de la jeunesse, personne ayant reçu soit la garde d'un mineur faisant l'objet d'une mesure de protection, soit mission de gérer certains intérêts patrimoniaux de ces mineurs,... (Jean-Marie Poupart, « Les sanctions de nature pénale pouvant frapper les adultes dans le cadre de la loi sur la protection de la jeunesse », *Annales de droit de l'Université de Louvain*, t. XXVI, 1966, nos 1-2, p. 203).

10. — *Loi du 8 avril 1965, article 63* : Les déchéances (de la puissance paternelle) et les mesures (à l'égard des mineurs prononcées sur base de l'article 36, 1°, 3° et 4°) ne peuvent jamais être portées à la connaissance des particuliers. Elles peuvent être portées à la connaissance des autorités judiciaires. Elles peuvent également être portées à la connaissance des autorités administratives, des notaires et des huissiers de justice, dans les cas où ces renseignements leur sont indispensables pour l'application d'une disposition légale ou réglementaire. Cette communication se fait sous le contrôle des autorités judiciaires suivant la procédure qui sera déterminée par le Roi. Les mentions inscrites au casier judiciaire d'un mineur, par application de la présente loi, peuvent être rayées par décision du tribunal de la jeunesse, sur requête de celui qui en a fait l'objet, lorsque cinq ans se sont écoulés à partir du moment où ces mesures ont pris fin. La déchéance de la puissance paternelle est rayée d'office lorsqu'il y a été mis fin par la réintégration.

Commentaire : L'inscription au casier judiciaire est donc limitée aux déchéances de la puissance paternelle (à l'exclusion de l'assistance éducative judiciaire et de la tutelle aux allocations familiales) et aux mesures prises sur base de réquisitions du chef d'inconduite et d'indiscipline (art. 36-1°) du chef de vagabondage et de mendicité (art. 36-3°) ou de faits qualifiés infraction (art. 36-4°) à

l'exclusion des mesures à l'égard des mineurs en danger, des faits d'absentéisme scolaire ou d'infractions à la loi sur la prévention morale de la jeunesse (art. 36-2° et 5°, 91 §§ 10 et 11).

Même lorsqu'il y a inscription au casier judiciaire ces mentions ne peuvent être reproduites sur le certificat de bonne vie et mœurs et, d'autre part, les mesures provisoires prononcées en application notamment des articles 52 et 53 de la loi du 8 avril 1965 ne sont pas incluses dans l'inscription au casier judiciaire (mentions limitées aux mesures prononcées par jugement initial ou de revision).

Mais l'article 63 nous met en présence du problème de la délivrance des informations et attestations à des fins administratives (par exemple : attestation de placement d'un mineur à délivrer en matière d'allocations familiales, de sécurité sociale, de domiciliation, etc...). L'arrêté royal d'application n'a pas encore été publié mais on peut supposer qu'il

s'inspirera du double souci de sauvegarder les intérêts légitimes des mineurs et des familles par des communications prudemment limitées afin de respecter les impératifs du secret professionnel.

Une attestation délivrée en vue de servir en matière d'allocations familiales pourra préciser la durée du placement, l'identité de la personne à laquelle le mineur a été remis au terme du placement, s'il a suivi ou non un enseignement de plein exercice au cours de ce placement, etc... Mais il est recommandé d'être discret au sujet des motifs du placement, de sa nature et du résultat des observations faites au cours de son exécution. D'une manière générale il y a lieu de refuser toute précision de nature à préjudicier le mineur ou à porter atteinte à son honneur, à sa réputation et à ceux de sa famille. Enfin, les attestations d'ordre médical ne pourront être délivrées que par les médecins suivant les règles de la déontologie médicale.

II. — L'OBLIGATION AU SECRET

11. — C'est l'obligation, sanctionnée par l'article 458 du Code pénal, de ne pas révéler :

- a) des faits ignorés, de nature à porter atteinte à l'honneur, à la considération ou à la réputation des personnes (secrets par nature) ;
- b) des faits dont la non-révélation a été demandée (secrets confiés comme tels ou confidences).

Précisons ce qu'il faut entendre par là en notre matière.

12. — A. *Faits secrets par nature.*

Exemples :

a) Motifs de l'intervention d'un organisme d'assistance (comité de protection de la jeunesse) ou d'une intervention judiciaire.

b) Le fait seul de l'intervention du comité ou d'une juridiction constitue déjà un secret par nature (soyons vigilants quand on nous demande, notamment par téléphone, si nous avons des

responsabilités à l'égard d'un mineur !). L'existence d'une plainte, d'une enquête ou d'une information tombent sous l'obligation au secret.

c) Mesures prises à l'égard de mineurs ou de parents : il est dans l'esprit de notre loi que rien ne soit révélé à ce sujet ; si la loi soumet le mineur ou ses parents à un régime spécial, c'est à titre de mesure éducative, revêtant par le fait même un caractère privé et excluant toute publicité (Delvaux, rapport à l'Union des juges des enfants, 30 mars 1952, *Rev. dr. pén. et crim.*, avr. 1953, n° 7, p. 663).

En ce qui concerne les mesures, nous renvoyons le lecteur à notre commentaire de l'article 63.

d) L'identité et l'état civil des mineurs et de leur entourage familial peuvent également être des secrets par nature : interdiction de révéler une naissance avant mariage qu'elle ait ou non été suivie de légitimation, révélation du sta-

tut d'enfant naturel et de l'identité des parents naturels à un enfant légitimé ou adoptif ou au conjoint.

e) Renseignements concernant le mineur et sa famille. En pratique ce sont tous les renseignements recueillis au cours de l'enquête ou de l'étude sociale qui n'ont pas un caractère certain de notoriété publique et qui touchent à la personnalité du mineur ou de son entourage de telle façon que l'on puisse penser qu'il existerait certaines raisons de les tenir secrètes (Delvaux, *cod. cit.*, p. 664) (la prudence s'impose dans l'application de ce que l'on *pense* être de notoriété publique !). Le casier judiciaire est bien entendu lui aussi une pièce confidentielle.

La même discrétion est de mise lorsqu'un patron ou de futurs beaux-parents s'adressent à nous pour se renseigner sur les qualités morales et les antécédents de nos protégés. D'une part, nous ne pouvons donner l'impression de vouloir celer des secrets honteux et redoutables. Nous avons résolu ce problème en exposant aux intéressés nos obligations en matière de secret professionnel et en soulignant les qualités *réelles* de nos protégés.

13. — Pour qu'il y ait violation de l'obligation au secret il faut qu'il y ait discrétion ce qui n'est pas le cas :

1° Lorsque la révélation est faite à l'autorité (comité ou magistrat) qui a ordonné une enquête ou une étude sociale. Tous les collaborateurs du comité et du tribunal de la jeunesse sont tenus de communiquer les résultats des investigations dont ils sont chargés.

La question a été posée de savoir si le travailleur social (et le délégué bénévole) doivent révéler leurs sources d'information. La cour d'appel de Paris a eu à connaître d'une action en dommages et intérêts intentée, d'abord devant le tribunal civil de la Seine et ensuite devant elle, contre une assistance sociale chargée de recueillir des informations préalables au jugement d'un litige portant sur le droit de garde d'un enfant mineur. Il lui était fait grief d'avoir

porté atteinte à l'honorabilité des demandeurs en se faisant l'écho d'imputations malveillantes émanant soit du milieu familial, soit du voisinage. À cette occasion les juges n'ont point manqué de mettre en lumière les principes qui doivent régir l'enquête sociale. En l'espèce, a estimé la cour d'appel (*Pas.*, 1960, II, 193), il suffit de lire le rapport de la déléguée pour constater qu'elle s'est conformée à ces principes ; en rapportant d'une façon très exacte tous les renseignements qu'elle a pu obtenir, sans rien dissimuler de ce qui était favorable ou défavorable à chacune des parties, elle a fait preuve d'une réelle impartialité, démontrant ainsi qu'elle n'était animée que par le seul souci d'aider les magistrats à trouver la solution la plus favorable à l'intérêt de l'enfant. L'enquêteur, ajoute l'arrêt, recherchant sur place tous éléments utiles d'information, ne doit pas négliger ceux qui lui parviennent par voie anonyme ; exiger le nom et l'adresse de toute personne entendue risquerait de diminuer considérablement le nombre et l'importance des renseignements obtenus ; sans doute l'enquêteur doit-il faire preuve de prudence et de circonspection, mais il ne peut manquer, pour donner une idée exacte de la situation morale de la famille, de refléter l'opinion des parties elles-mêmes, de leurs parents, de leurs voisins ou de leurs familles, à la condition d'agir sans idée préconçue, mais avec une stricte objectivité ; il appartient ensuite au juge de choisir parmi les éléments dont il dispose à la suite de cette enquête, ceux qui lui paraissent établis et déterminants pour résoudre le problème de garde qui lui est soumis.

14. — 2° Il n'y a pas davantage violation du secret professionnel quand la révélation est faite à des personnes ou organismes au concours nécessaire desquels il est fait appel. Toutefois les renseignements ne leurs sont communiqués que dans la mesure indispensable à la collaboration qui leur est demandée et sous réserve de leur aptitude à inter-

prêter correctement lesdites informations et directives. Toutes ces personnes sont tenues au secret en vertu de l'article 77 de la loi du 8 avril 1965. Ne communiquons donc que les informations utiles pour l'éducation et le traitement du mineur.

15. — 3° *Révélation faite aux parents des mineurs :*

La protection de la jeunesse a notamment pour mission d'éclairer les parents sur les besoins de leur enfant et de les aider à prendre les initiatives aptes à assurer la satisfaction de ces besoins. Notre mission ne saurait s'accomplir sans donner aux parents certaines directives ou conseils dont ils nous demandent la justification.

Notre sollicitude va d'abord au parent qui assume effectivement la garde de l'enfant. Nous essayons, sans l'affoler, de lui faire comprendre la nécessité de certaines attitudes, initiatives ou soins. Mais pour les traitements médicaux nous l'invitons à nous faire connaître le nom et l'adresse du médecin de famille ou du médecin spécialiste de son choix afin que nous puissions communiquer les informations médicales recueillies au cours de nos investigations. Jamais nous ne remettons aux parents le rapport de nos collaborateurs médecins.

Le parent qui n'a pas le droit de garde, conserve le pouvoir de surveiller l'éducation de son enfant (art. 303 du C. civ.) et il nous demande quelquefois de lui révéler les motifs de notre intervention et nos mesures. Notre réponse est très nuancée et nous est dictée par les informations que nous avons recueillies sur la personnalité de ce parent, l'intérêt qu'il porte à l'enfant, la qualité de la collaboration que nous pouvons espérer de lui. Nous déjouons systématiquement les ruses de ceux qui tentent d'obtenir de nos services des informations écrites... qui pourraient être utilisées contre l'enfant ou l'autre parent.

Certains faits doivent être celés même aux parents. La jeune fille qui a contracté une maladie vénérienne au cours

d'une fugue doit être soignée et certaines précautions s'imposent pour éviter la contamination des proches (par exemple suspension des congés). Mais elle a le droit d'exiger le secret même par rapport à sa famille sous réserve du danger de contagion pour d'autres membres de la famille ! L'âge et la personnalité de la mineure interviennent dans l'appréciation de son aptitude à exiger le secret. Pareillement nous devons le secret à la femme par rapport au mari (Gand, 22 mai 1965, R. W., 1965-1966, 38). En ce qui concerne les maladies mentales redoutables, la doctrine admet que l'on informe la famille mais il est préférable de laisser cette responsabilité au médecin qui a posé le diagnostic.

16. — 4° *Dénonciation des sévices et faits commis contre l'intégrité physique et morale des mineurs :*

Le médecin, le travailleur social et tous les collaborateurs de la protection de la jeunesse ont, comme n'importe quel autre citoyen, le devoir de soustraire l'enfant aux mauvais traitements en dénonçant les auteurs des atteintes à l'intégrité physique et morale des mineurs. Ainsi que le soulignait Brouardel dans *Le secret médical* (Paris, 1893), le médecin qui dénonce de tels faits exerce un droit de protection, conséquence naturelle de ses devoirs envers le malade (L. Slachmuylder, « Le magistrat et le médecin dans la protection de la jeunesse », rapport au VI^e congrès international de l'Association internationale des magistrats de la jeunesse, Naples, 1962, reproduit par la revue. *Le Service social*, 1964, n° 3).

17. — 5° *Le témoignage en justice.*

Le dépositaire du secret ne commet pas une violation de l'obligation au secret quand il témoigne en justice (voir texte de l'article 458 du Code pénal). Mais il importe de distinguer entre dénonciation et témoignage.

Il y a témoignage quand le confident nécessaire est invité à déposer sous serment devant le juge d'instruction ou le

tribunal et dénonciation quand il révèle spontanément des faits à charge des maîtres du secret.

« Le secret professionnel interdit aux médecins toute révélation, directe ou indirecte, des faits qui sont secrets de leur nature ou qui leur sont confiés expressément ou tacitement dans l'exercice de leur fonction, hors le cas où la loi les oblige à les faire connaître et où ils sont appelés à rendre témoignage en justice ; l'interdiction existe même si les faits peuvent donner lieu à une information judiciaire et si leur révélation est faite à l'autorité judiciaire. L'article 20 de l'arrêté royal du 31 mai 1889, suivant lequel tout médecin, appelé dans des cas qui pourraient donner lieu à une information judiciaire est tenu d'en donner sur-le-champ connaissance à l'autorité judiciaire, n'a pas, même en ce qui concerne l'avortement, étendu les dérogations à la règle du secret professionnel au-delà des limites fixées par l'article 458 du Code pénal » (Cass., 14 juin 1965, *Pas.*, I, 1102).

Le confident nécessaire ne peut donc dénoncer le maître du secret : « Les poursuites doivent être considérées comme nulles chaque fois qu'elles trouvent leur origine dans un acte illicite qui viole l'ordre public. En l'occurrence, l'acte illicite est le fait que le médecin a transgressé la règle du secret professionnel (en dénonçant son patient parce qu'il conduisait en état d'ivresse). Cette règle s'impose même lorsque l'auteur de l'infraction en a fait l'aveu au médecin qui l'a soigné » (Corr. Brux., 10 sept. 1966, J. T., 25 févr. 1967, p. 138).

18. — B. *L'obligation au secret par rapport aux secrets confiés comme tels (confidences)*.

Les techniques du service social et de la protection de la jeunesse se sont considérablement développées au cours des deux dernières décades. Les travailleurs sociaux associés à l'action de la protection de la jeunesse et de la famille déploient actuellement leur activité dans trois domaines différents (abstraction

faite du *social group work* et de la *community organization*) :

19. — 1° *L'enquête sociale : mission tendant à recueillir des informations sur des faits objectifs*, par exemple, la composition d'une famille, son mode d'existence, le comportement de ses membres, les ressources et leur utilisation, les méthodes d'éducation, la scolarité des enfants, les conditions de logement, d'alimentation et d'hygiène, etc... Lorsque le délégué à la protection de la jeunesse pénètre dans une famille les intéressés doivent savoir s'il est chargé d'une mission soit par le comité de protection de la jeunesse soit par le tribunal de la jeunesse. Il importe en effet d'éviter toute confusion entre les mandataires de justice et ceux de la protection sociale. Il est certes souhaitable de faire appel à la collaboration des justiciables mais la loyauté nous commande d'éviter toute équivoque sur la nature de la mission et de faire comprendre aux intéressés que nous compléterons éventuellement nos informations auprès d'autres sources (école, voisinage, parenté mais en usant de toute la discrétion nécessaire). J'estime inopportun de provoquer ou d'encourager les confidences des intéressés dans le cadre d'une enquête sociale.

20. — 2° *L'étude sociale* est une mission plus vaste que l'enquête sociale même lorsqu'elle porte partiellement sur la constatation de faits objectifs. *L'étude sociale tend à rechercher, à l'aide de techniques sociales appropriées, les causes et facteurs des perturbations de la vie familiale et des troubles du comportement des enfants*. Elle est l'étude fondamentale à partir de laquelle d'autres spécialistes tenteront de développer leurs propres investigations. Il est impossible de procéder à une étude sociale sérieuse sans la coopération étroite et confiante des intéressés c'est-à-dire, sans faire appel à leurs confidences pour mieux comprendre leurs actions et réactions face aux problèmes des enfants. À partir du moment où la confiance est sollicitée

ou acceptée elle doit être respectée conformément aux règles relatives à l'obligation et au droit au secret.

21. — 3° *Le social casework* aide l'individu à mieux comprendre sa situation (étude des implications familiales, culturelles, matérielles, etc...) puis il lui fait découvrir les moyens appropriés à la solution de ses problèmes (autodétermination) sans prononcer de jugement de valeur morale à son sujet (principe de non-condamnation).

Qu'il travaille seul ou en collaboration avec d'autres spécialistes (partage du secret) en vue d'une assistance aux parents ou au mineur, le travailleur social doit jouir de la confiance totale de son client. Sa mission n'est plus de procéder à des investigations ni à une étude en vue d'éclairer l'autorité sur les mesures

à prononcer mais d'amener le client à progresser de son propre chef vers la solution de ses difficultés.

Le tribunal d'Amsterdam prononça le 9 décembre 1960 (*Nederlandse jurisprudentie*, 1961, n° 4) un jugement concernant le secret professionnel du case-worker : un travailleur social avait été chargé de collaborer avec une équipe médico-psychologique d'un centre de guidance infantile afin d'aider les parents à surmonter leurs difficultés conjugales. Il recueillit à ce titre les confidences des époux. Cité, plus tard, comme témoin à la requête de l'épouse en vue de préciser s'il y avait eu réconciliation entre les parents, il invoqua le droit au secret, fut néanmoins condamné pour refus de témoignage. Finalement le tribunal d'Amsterdam, à qui la cause avait été renvoyée après cassation, lui donna raison.

III.—LE DROIT AU SECRET

22. — La jurisprudence reconnaît aux personnes tenues au secret professionnel le droit au secret c'est-à-dire la faculté de ne révéler en aucune circonstance, *même en justice*, ce qu'elles ont appris en leur qualité de confidentes nécessaires. Le droit au secret est fondé non sur un texte légal mais sur un usage séculaire. Ses principes généraux ont été définis par de nombreuses décisions dans lesquelles nous avons noté :

« Les autorités judiciaires n'ont pas le pouvoir de violer arbitrairement le secret des personnes dépositaires par état ou profession des secrets qu'on leur confie » (Brux., 20 mars 1955, R. D. P., 1954-1955, 735).

« Pour le médecin l'obligation de garder le silence est le principe, la faculté de le rompre l'exception : les textes qui lui accordent cette faculté doivent être interprétés d'une manière restrictive. Le médecin qui, au cours d'un procès remet à des tiers (héritiers) des certificats précisant les maladies dont son client était atteint viole le secret professionnel ; ces certificats doivent être écartées des dé-

bats » (Liège, 19 févr. 1957, J. T., 1958, 129). Nous avons cité cette décision pour souligner que le secret professionnel existe même à l'égard de personnes décedées. La jurisprudence française est moins ferme et admet des exceptions pour la sauvegarde des intérêts des héritiers (Cass. fr., 28 mai 1964. *Rec. Dalloz*, 17 févr. 1965, p. 109). Le délégué à la protection de la jeunesse appelé à témoigner sur la personnalité de son pupille ou ex-pupille (accusé ou victime d'assassinat) doit invoquer le droit au secret.

23. — Il y a cependant des *limites au droit au secret* :

« La personne appelée à déposer en justice ne peut refuser de déposer en invoquant le secret professionnel relativement à un fait matériel, dénué de tout caractère secret, même si ce fait est venu à sa connaissance dans l'exercice de sa profession » (Brux., 16 févr. 1957, *Pas.*, II, 42 ; — Cass., 23 juin 1958, J. T., 597 et note Carlier). Ce même arrêt de la Cour de cassation précise : « Il appar-

tient au juge de vérifier si, d'après les éléments de preuve recueillis, le silence gardé par le médecin n'est pas détourné de son but et notamment, n'a pas pour objet de couvrir les éléments culpeux d'un tiers » (*Pas.*, I, 1180, note).

24. — *Droit au secret et rapports rédigés à l'intention de l'autorité judiciaire.*

Dans une étude « Documents médicaux et secret professionnel », (R. D. P., 1955-1956, pp. 47 et s.), M. le professeur De Laet invoquait pour l'expert le droit de ne pas consigner dans son rapport des faits et des confidences qu'il estime étrangers à l'objet de sa mission : « Jamais une autorité judiciaire ne demandera à cet expert, directement ou indirectement, si une personne a ou non commis l'acte litigieux (cf. *Annales de médecine légale*, janv. 1949, p. 14). Par conséquent, s'il arrivait qu'au cours de l'expertise l'inculpé fasse des déclarations de nature à établir sa culpabilité, ce serait là un élément qui ne pourrait répondre à l'objet de la mission, puisqu'il échappe à la compétence d'un technicien, étranger à l'action judiciaire proprement dite... S'il n'est pas en droit d'attendre qu'il lui confie ce qu'il estime devoir taire, à fortiori (l'expert) ne peut-il l'exiger ou l'obtenir par la contrainte, c'est-à-dire — par exemple — en usant de moyens propres à réduire ou à annihiler la volonté ou le discernement ».

Le délégué à la protection de la jeunesse ne consignera pas dans son rapport les confidences des mineurs et des parents quelle que soit leur gravité. Mais il a le devoir d'inviter le mineur à faire une déclaration à l'autorité lorsque les faits révélés en confiance pourraient justifier des mesures de protection des personnes et en particulier la protection des enfants demeurés au foyer. D'autre part, sauf à ne pas expliciter une accusation, il procédera dans son rapport à une estimation des valeurs éthiques du mineur et des parents. Ces valeurs sont impliquées dans l'étude de leur personnalité au même titre que les valeurs affectives

ou intellectuelles. Elles ne peuvent en être exclues sous peine d'une amputation de la structure psychologique du client ce qui rendrait incertaine l'étude du milieu et des conditions d'éducation des enfants qui y vivent (cf. « L'application des principes du casework dans l'examen et le traitement des enfants socialement inadaptés », Cycle européen d'études des Nations Unies, Anvers 1956, rapport publié par le ministère de la Justice de Belgique, *Revue Protection de l'enfance*, 1957).

Le délégué est néanmoins tenu de dénoncer les faits (pas les confidences) qui constituent une menace pour la santé, la sécurité ou la moralité des mineurs.

25. — *Le témoignage du délégué à la protection de la jeunesse devant les juridictions pénales.*

Il serait souhaitable que les autorités judiciaires n'appellent pas les délégués à la protection de la jeunesse à témoigner devant les juridictions répressives. Mais lorsqu'il est cité pour déposer devant une juridiction pénale le délégué devra comparaître (art. 80 du C. ins. crim. ; *Pand. B.*, n° 212) et ne pourra refuser de prêter serment (*Schuind, Traité*, t. I, p. 308 et note, R. D. P., 1925, 1218). Mais le délégué pourra se retrancher derrière le secret professionnel même après avoir prêté serment et notamment au cours des questions qui lui sont posées et pour certaines d'entre elles (*Pand. B.*, n° 213 et sous note n° 220 ; R. P. D. B., v° *Proc. pén.*, n° 535).

« Ce sera donc au délégué à trancher le problème d'après les intérêts en cause. Le juge ne pourrait ici intervenir d'autorité. Tout au plus pourra-t-il donner un conseil s'il lui est demandé. Mais le délégué agira sagement en lui demandant ce conseil ou en s'adressant à une personne autorisée en la matière. Nous croyons qu'en principe le silence est préférable. Il faudrait des motifs réellement graves pour le rompre. L'intérêt des mineurs, l'intérêt de la fonction du délégué représentent des valeurs sociales impor-

tantes. Il faudra en tous cas un examen approfondi des intérêts en cause pour les sacrifier » (Delvaux, rapport cité, pp. 665 et 666).

Le délégué a le devoir de déposer sur des *faits objectifs* dans les procédures inspirées par la nécessité de protéger l'enfant (ou d'autres personnes) contre ceux qui menacent sa santé, sa sécurité ou sa moralité. Mais au cours de sa déposition le délégué s'abstiendra de faire aucune allusion ou révélation au sujet de *confidences* qui lui furent faites. Rappelons à ce sujet que les enfants de moins de quinze ans ne peuvent être entendus sous serment (art. 79, C. inst. crim. ; — Cass. 15 janv. 1918, *Pas.*, 173 ; — Cass., 15 avr. 1942, *Pas.*, 89). Le témoignage indirect du délégué rapportant sous serment des déclarations faites par l'enfant n'aurait aucune force probatoire (et une déclaration faite devant le juge de la jeunesse n'en aurait pas davantage). Il appartient à la juridiction pénale d'apprécier l'opportunité d'entendre l'enfant à titre de renseignements. Encore faudrait-il à ce moment se souvenir de la fragilité des témoignages d'enfants et, d'autre part, veiller à ne pas traumatiser les enfants au cours de procédures qui ont pour objet la protection de leur intégrité physique et morale.

26. — *Le délégué à la protection de la jeunesse et les juridictions civiles.*

Nous retiendrons deux hypothèses :

1° le délégué a été chargé de procéder à des investigations concernant le litige soumis à la juridiction civile ;

2° le délégué est appelé à témoigner, à la demande de l'une des parties, dans un litige distinct de la procédure au sujet de laquelle il avait antérieurement été chargé d'une mission par l'autorité judiciaire.

27. — *Utilisation du rapport du délégué à la protection de la jeunesse et des autres informations recueillies en vue de l'application de la loi sur la protection de la jeunesse.*

L'article 50 de la loi du 8 avril 1965 est applicable aux dispositions de droit civil concernant les mineurs (art. 12 à 28). Le délégué à la protection de la jeunesse est donc associé aux investigations destinées à éclairer le tribunal civil ou le tribunal de la jeunesse. Au cours de son enquête il est tenu de faire connaître aux intéressés sa qualité et l'objet de sa mission. Son rapport n'énoncera que les informations relatives à l'objet de sa mission tel qu'il est précisé par l'autorité judiciaire. Il doit se souvenir que son rôle est d'éclairer l'autorité judiciaire qui l'a mandaté et non de départager les parties.

Dans les litiges civils, comme dans les matières soumises à la procédure correctionnelle (voir art. 62 de la loi du 8 avr. 1965) le délégué ne consignera pas dans son rapport les faits ou constats qu'il estime étrangers à sa mission à moins qu'ils ne constituent une menace pour la santé, la sécurité ou la moralité des mineurs.

La mission du délégué se termine avec le dépôt de son rapport. Ce document est versé aux débats et soumis au principe de la contradiction des débats (art. 183, C. pr. civ.). Un récent jugement du tribunal de première instance de Bruxelles (frappé d'appel) déclare que « l'enquête relative à la garde des enfants effectuée à l'occasion d'une procédure en divorce constitue un dossier civil dont la communication n'est pas prévue, sauf dans le cours de l'instance civile elle-même, où elle est soumise aux dispositions des articles 188 et suivants du Code de procédure civile. Les pièces ainsi communiquées deviennent, au point de vue probatoire, communes aux parties qui peuvent les invoquer » (J. T., 15 avr. 1967, n° 248). Une lecture attentive de ce jugement fait apparaître que les rapports du délégué à la protection de la jeunesse et les autres informations recueillies en vue de l'application de la loi du 8 avril 1965 ne peuvent être utilisés qu'aux fins en vue desquelles ils ont été ordonnés (sauvegarde des intérêts des mineurs). Nous demandons aux avocats

de ne pas remettre la copie de ces informations à leurs clients. L'usage abusif de ces documents pourrait justifier une action en responsabilité civile de la personne lésée ainsi qu'une plainte du chef de divulgation méchante (art. 449, 450 et 452 du C. pén.).

28. — *Utilisation des informations extraites des dossiers du juge des enfants ou du tribunal de la jeunesse.*

La pratique judiciaire s'oriente vers l'interdiction d'utiliser dans d'autres procédures (notamment dans les procédures en divorce) les informations recueillies en vue d'éclairer la juridiction des référés et le tribunal de la jeunesse dans l'exercice de leur mission de protection des mineurs (art. 268 nouveau du C. civ., 14-5 et 50 de la loi du 8 avr. 1965).

La communication des informations déposées par le ministère public (demandeur ou partie intervenante dans les mesures provisoires en matière de divorce ou de séparation de corps) est limitée au litige concernant l'intérêt de l'enfant. Ces informations ne peuvent être utilisées comme élément de preuve dans le litige concernant les intérêts des parents, l'administration de la preuve étant d'ailleurs réglementée en droit civil.

Il y a lieu d'écarter des débats les pièces extraites des dossiers du juge des enfants ou du tribunal de la jeunesse sauf s'il s'agit de documents (par exemple des procès-verbaux) dont les parties (notamment une personne lésée) ont été autorisées à se faire délivrer une copie (voir art. 125 du tarif criminel). Le procureur du Roi peut subordonner à certaines conditions l'autorisation de prendre connaissance et copie afin d'éviter un usage abusif desdits documents.

29. — Dans l'application de l'article 55 de la loi du 8 avril 1965 les parties ne peuvent prendre connaissance que des pièces qui les concernent personnellement, soit en leur qualité de parent faisant l'objet d'une procédure (art. 29 à 32), soit en qualité de civilement res-

pensible ou de débiteur d'aliments dans les procédures à l'égard de leur enfant. Dans l'un comme dans l'autre cas, les documents dont ils peuvent prendre connaissance sans autorisation préalable du procureur du Roi se bornent aux procès-verbaux, rapports du service social et enquête de solvabilité qui concernent leur personnalité, leurs attitudes envers l'enfant et leurs ressources, à l'exclusion des investigations qui concernent l'autre parent ou la personnalité du mineur (seul l'avocat du mineur peut en prendre connaissance).

30. — *Délégué à la protection de la jeunesse appelé à témoigner devant la juridiction civile.*

Les parties pourraient être tentées de tourner l'interdiction d'utiliser les pièces extraites des dossiers du juge des enfants ou du tribunal de la jeunesse en faisant citer le délégué devant la chambre des enquêtes (art. 244 à 246 du C. civ. et 225 et s. du C. pr. civ.). Nous conseillons au délégué d'invoquer le droit au secret, d'une part, parce que ce témoignage est sollicité à des fins étrangères à la mission du délégué et d'autre part, parce que les parents n'ont pas le droit d'utiliser même indirectement le témoignage de leurs descendants (art. 246 du C. civ.).

31. — *Dépositaire du secret délié par le maître du secret.*

Le dépositaire du secret reste juge de l'opportunité de parler même lorsqu'il est délié de l'obligation au secret par le maître de celui-ci mais son pouvoir d'appréciation n'existe que s'il y a une possibilité que la révélation du secret puisse porter préjudice au maître du secret, soit dans son honneur, soit dans son intérêt ou dans ses affections. Il a non seulement le droit mais l'obligation de se libérer du secret professionnel chaque fois que l'intérêt majeur du maître du secret le commande (Brux., 16 déc. 1957, J. T., 1958, 90).

Un récent arrêt de la Cour de cassation de France (22 déc. 1966, *Rec. Dall.*, 15 févr. 1967, p. 122), après avoir rappelé les principes qui régissent la matière (voir introduction) a admis le refus d'un médecin de révéler à la cour d'assises les observations qu'il avait faites au sujet de l'accusée au temps où elle était sa patiente. Seul le médecin connaît le contenu du secret et il arrive souvent que le client en ignore toute l'étendue. Comment pourrait-il dès lors autoriser son médecin à parler sans avoir ce qu'il va dire, avec toutes les conséquences que cela comporte. Conclusion : personne ne peut relever le médecin du secret, pas même le client ni le juge. Tout ce que l'on peut dire c'est que le dépositaire du secret peut parler quand il a été libéré de l'obligation au secret mais il ne doit pas le faire : la question relève de sa seule conscience et il est seul juge de sa décision.

32. — *Conclusions.*

— Le délégué à la protection de la jeunesse (délégués permanents ou bénévoles) ainsi que toutes les personnes associées à l'application de la loi sur la protection de la jeunesse sont dépositaires des secrets dont ils ont connaissance dans l'exercice de leur mission. L'obligation au secret s'impose, sauf à l'égard de l'autorité qui les a mandatés.

— Le secret professionnel ne sera partagé avec des tiers que dans la

mesure nécessaire à l'intérêt du maître du secret.

— L'obligation au secret peut être levée partiellement ou totalement dans l'intérêt du client. Elle peut devoir céder devant un intérêt supérieur (protection des personnes), sauf s'il s'agit de confidences.

— Les délégués à la protection de la jeunesse et les autres experts commis par l'autorité judiciaire en application de la loi sur la protection de la jeunesse ne sont pas tenus de consigner dans leur rapport les faits ou constants qu'ils estiment étrangers à l'objet de leur mission.

— L'enquête sociale a pour objet des investigations que le mineur et sa famille n'ont pas demandées et qu'ils subissent en vertu d'une décision de l'autorité judiciaire. Il n'y a donc pas, du moins à ce stade, un pacte de confiance pouvant justifier le droit au secret. L'enquêteur n'est pas un confident et les intéressés doivent le savoir. Sa mission ne relève que du mandat qu'il a reçu de l'autorité judiciaire. Le délégué n'est tenu à la discrétion qu'à l'égard des personnes étrangères au mandat qu'il a reçu d'une autorité judiciaire déterminée.

— Dans les études sociales et les activités thérapeutiques ou d'assistance, le délégué à la protection de la jeunesse doit pouvoir invoquer le droit au secret car il a le devoir de respecter les confidences qu'il a sollicitées ou acceptées.

APPENDICE 29

La rééducation des jeunes en institution
et son devenir.
par E. Muller

LA RÉÉDUCATION DES JEUNES EN INSTITUTION ET SON DEVENIR

Exposé présenté par Monsieur E. MULLER à l'occasion de la Conférence des tuteurs suisses à Frauenfeld, les 3 et 4 octobre 1963.

Au cours des quarante années pendant lesquelles je me suis occupé de la rééducation des jeunes en institution, j'ai pu assister à une évolution considérable des conceptions, surtout au cours de ces dix dernières années. J'ai aussi appris combien il fallait de temps et d'années pour que les nouvelles conceptions soient mises en pratique. Et en matière de rééducation des jeunes en institution, nous n'avons pas encore atteint un niveau tel, que les résultats des recherches scientifiques et les découvertes faites dans les écoles spécialisées soient appliquées comme on le souhaiterait.

Nous sommes tous d'accord sur les objectifs de notre tâche, qui est d'aider le jeune inadapté social à se conformer aux normes généralement admises par la société, afin qu'il lui soit possible, au cours de son adolescence et pendant toute sa vie d'adulte, de vivre dans cette société et de surmonter les conflits qu'elle pourrait faire naître en lui. Mais les avis sont encore très partagés sur les moyens par lesquels cet objectif peut être atteint.

L'opinion publique, et malheureusement encore certains milieux spécialisés, croient toujours aujourd'hui, que le jeune qui présente des troubles du comportement doit être soumis à une discipline sévère, et qu'en lui donnant une formation professionnelle dans l'agriculture et quelques bribes d'enseignement scolaire dans le cadre d'institutions spécialisées, il se révélera capable de surmonter les problèmes quotidiens de la vie dans la société industrialisée qu'est la nôtre. Une autre opinion, celle en l'occurrence de la majorité des spécialistes, est que l'on peut développer plus rapidement des facultés d'adaptation chez le jeune en appliquant des méthodes éducatives plus individualisées et souples, et en assurant une confrontation permanente du jeune inadapté avec des conditions de vie qui se rapprochent le plus possible de celles de la vie en société.

Si nous voulons examiner les tendances qui se sont développées en matière de rééducation des jeunes en institution, il semble nécessaire de distinguer tout d'abord les jeunes inadaptés selon l'origine de leurs troubles

du comportement, et ensuite, les types d'établissements existants qui, de par leurs méthodes pédagogiques ou plutôt thérapeutiques, conviennent le mieux à chaque groupe d'inadaptés.

Grâce à l'examen toujours plus approfondi de la personnalité du jeune inadapté, que l'on entreprend avant son entrée en institution, nous sommes obligés de constater l'infinie variété des causes qui ont entraîné les troubles du comportement et la grande complexité des dispositions innées et des influences exercées par le milieu qui interviennent dans le développement d'un être humain. Et nous nous apercevons que, plus nous analysons la personnalité d'un jeune inadapté et le type de troubles dont il est atteint, plus une classification des jeunes d'après les causes et les types de leurs troubles nous apparaît confuse.

Tout aussi peu satisfaisante est la tentative de classer les institutions existantes selon les méthodes qu'elles utilisent, leur équipement et leur type de personnel.

Mais bien que le problème posé échappe à tout essai de schématisation, nous pouvons tout au moins essayer d'établir un tel classement, par type de jeunes inadaptés d'abord, puis par genre d'institutions.

Dans le premier groupe de jeunes inadaptés, qui est aussi le plus important, se trouvent ceux dont l'inadaptation est due aux influences néfastes du milieu et ceux pour lesquels les facteurs héréditaires ne jouent qu'un rôle secondaire. Les origines profondes de leur comportement sont de graves conflits familiaux, l'ambition démesurée des parents (hyperprotection) ou la négligence et l'indulgence excessive. Ces jeunes sont rééducables et sont susceptibles d'être influencés par une certaine forme d'éducation. D'après le degré d'éducabilité, on pourrait distinguer dans ce groupe les jeunes dotés d'une intelligence normale et d'une personnalité différenciée et les jeunes de personnalité fruste, peu intelligents, voire débiles.

Le deuxième groupe de jeunes inadaptés comprendrait ceux dont l'évolution psychique a été gravement perturbée, les névrosés d'intelligence normale et certains jeunes atteints de malformations cérébrales, pour lesquels des mesures de pédagogie curative seules ne suffisent pas à assurer la réadaptation sociale ou, tout au plus, ne conduisent qu'à des effets momentanés. Ceux-ci peuvent bénéficier d'un traitement psycho-thérapique approprié et l'on peut ainsi espérer les rééduquer avec plus ou moins de succès.

Enfin, nous avons le troisième groupe, celui des jeunes qui présentent de graves atteintes organiques et ceux qui, dans leur petite enfance, ont souffert de traumatismes dans leur milieu, qui les ont irrémédiablement marqués. Ce sont des jeunes que nous devons considérer comme des psychopathes au sens large du terme et pour eux, des mesures éducatives et un traitement médical n'ont que peu d'effets.

Encore une fois, ce n'est là qu'une classification un peu simpliste qui ne tient compte que dans une très faible mesure des nuances du diagnostic fondé sur l'évaluation psychiatrique de la personnalité, mais qui peut servir de guide pour la classification des institutions. Examinons maintenant les types d'institutions existantes, dont les méthodes éducatives et thérapeutiques correspondent à chaque groupe de jeunes inadaptés mentionnés précédemment.

À l'exception des centres d'observation dont la fonction éducative n'est pas prépondérante, il nous faut mentionner pour le premier groupe et plus particulièrement celui des jeunes qui ont été perturbés par leur milieu, les types d'institutions suivantes :

- a) l'institution ouverte, ne présentant pas du tout le caractère traditionnel de l'établissement de rééducation, orientée surtout vers l'éducation en groupe et offrant la possibilité de suivre une formation à l'extérieur de l'internat ;
- b) l'institution de type traditionnel, davantage orientée vers l'internat, appliquant les principes de l'éducation collective ou en groupes, et assurant un enseignement scolaire et professionnel au sein même de l'établissement.

Pour ce premier groupe, les institutions suivantes font encore défaut :

- a) une institution fermée pour les fugueurs chroniques dont la personnalité est peu structurée, ainsi que les jeunes qui ont commis un délit d'une gravité telle que, pour des raisons psychologiques (opinion publique), un isolement temporaire s'avère nécessaire ;
- b) une institution pour jeunes débiles, pouvant assurer un traitement par une pédagogie curative appropriée et disposant de moyens de formation au travail industriel à l'intérieur même de l'institution.

Pour le deuxième groupe, celui des névrosés et de certains jeunes atteints de malformations cérébrales, il manque encore un établissement de thérapeutique spécialisée, et pour le troisième groupe, celui des psychopathes, il faudrait pouvoir disposer d'une clinique de psychiatrie infantile ou d'une division de psychiatrie infantile dans un hôpital psychiatrique pour adultes.

Faute d'institutions appropriées comme celles que nous venons d'énumérer — institution fermée, institution de thérapeutique spécialisée, et hôpital ou division psychiatrique infantile, destinées au traitement des jeunes qui présentent de graves troubles du comportement et qui peuvent présenter un danger pour la société, nous avons recours aujourd'hui à des moyens de fortune en plaçant des jeunes dans des ateliers d'intégration professionnelle ou des maisons de correction, qui reçoivent les jeunes à

partir de dix-huit ans. Il est bien évident que les solutions de fortune ne sont jamais satisfaisantes, car elles ne sont pas adaptées aux besoins particuliers de chaque cas.

De l'institution ouverte à l'institution fermée s'ouvre un éventail d'établissements pour les jeunes inadaptés qui réduisent progressivement la liberté et qui, de ce fait, diminuent les occasions de contacts que le jeune inadapté peut établir avec le monde extérieur. Il s'en suit naturellement que les possibilités d'épanouissement du jeune inadapté sont de plus en plus limitées. Ainsi, le pensionnaire d'un établissement fermé ne peut pas apprendre le métier qui correspondrait à ses aptitudes et à ses goûts, l'institution n'offrant pas ou très peu de possibilités de formation à l'extérieur. De plus, le jeune est élevé dans une collectivité et avec des personnes de même sexe, ce qui rend l'approche pédagogique plus difficile que s'il se trouvait dans une institution comprenant plusieurs groupes éducatifs avec la participation pédagogique d'hommes et de femmes. Nous voyons là combien il serait nécessaire d'offrir au jeune inadapté l'institution qui correspond le mieux à son cas. Mais les « tuteurs » savent bien que le choix d'une institution est limité par le manque de places et que de nombreuses institutions ne peuvent pas, en raison du manque chronique de personnel, faire la distinction souhaitable entre différents groupes. Nous ne devons pas oublier que dans chaque type d'institution, le meilleur résultat pédagogique ne dépend pas de l'apparence extérieure de son organisation, mais de la qualité du personnel éducatif qui peut, selon sa formation, sa personnalité et son action, exploiter plus ou moins bien les possibilités de l'institution.

En examinant séparément les différents types d'institutions et leur développement, je me contenterai d'étudier les possibilités pédagogiques qui peuvent être développées dans les institutions actuelles pour les jeunes perturbés par leur milieu, en particulier, dans les établissements ouverts.

Je l'ai déjà dit, les nouvelles tendances en matière d'éducation institutionnelle résultent d'une connaissance plus approfondie de la personnalité de l'adolescent inadapté et de l'étude de la structure de la société dans laquelle vivent les jeunes d'aujourd'hui.

La psychologie du développement nous apprend que l'adolescent, pendant la puberté, se trouve à un stade de maturation psychique et biologique qui rend l'action éducative plus difficile. Dans la recherche de son Moi, il se découvre un besoin plus marqué d'indépendance et éprouve la nécessité de se mettre en valeur, ce qui le fait entrer en opposition avec l'ordre social établi. Devant toute contrainte éducative ou tentative de dressage, qui risquent d'étouffer sa personnalité, il réagit par une opposition systématique, ce qui rend plus difficile, voir impossible, une modification importante de son attitude. Ainsi, de trop fortes pressions exercées sur la personnalité de l'adolescent peuvent provoquer une véritable fixation de l'attitude inadap-

tée et empêcher la personnalité d'évoluer normalement vers la maturité. Ces difficultés éducatives sont normales et il faut en tenir compte pour apprécier et traiter nos jeunes asociaux. Ne cédon pas à la tentation de lutter contre des attitudes qui sont naturelles à cet âge.

N'oublions pas, en outre, que nous nous trouvons en ce moment en pleine période de mutations sociales. Les relations d'autorité entre les adultes et les jeunes deviennent des relations de partenaires où le jeune n'a pas peur de critiquer et ne se contente plus, par respect ou crainte de l'autorité, d'accepter ce que l'adulte juge bon ; il voudrait avoir son mot à dire et s'arroe le droit d'exprimer ses revendications.

« ... les jeunes gens, ont, dans leur nouveau cadre social, sensiblement moins de problèmes de culpabilité que n'en ont les adultes. Le sentiment de culpabilité personnelle est remplacé, chez eux, par la conscience de l'action mauvaise ou malhonnête dont ils prennent le risque et pour laquelle il leur faudra payer — comme s'il s'agissait d'une transaction commerciale. En conséquence, la réaction de l'adolescent à l'égard de la culpabilité des adultes est, elle aussi, différente de ce qu'elle était jusqu'à présent. Et, dès l'instant que cette culpabilité des adultes est ainsi devenue une idée reçue, son attitude réaliste le pousse à y voir un excellent moyen de rejeter sur les adultes la responsabilité de ses propres méfaits. Il lui est d'autant plus facile d'y parvenir que, par leurs recherches, les éducateurs ont directement ou indirectement créé le besoin d'un adulte irréprochable. Ils ont, en conséquence, bâti un « adulte modèle », tel qu'il n'en pouvait exister en pratique mais qui a servi à fixer la culpabilité collective permanente du monde adulte. »

(Otto Wilfert : « Les relations entre jeunes et adultes : le milieu social », *Revue Internationale de l'éducation des adultes et de la jeunesse*, Unesco, vol. XV (1963), no 1)

Il en découle que cette évolution de la place donnée aux jeunes dans la société actuelle ne doit pas être systématiquement refusée au jeune asocial, même si ses notions de la liberté et la démesure de ses revendications s'éloignent des normes de la société. Notre tâche n'est-elle pas d'amener ces jeunes à admettre des limites à leurs exigences et à se soumettre à des obligations qui leur permettent de se réintégrer dans la société ? En d'autres termes, si nos jeunes doivent acquérir une éducation qui les adapte aux réalités de la vie, il faut leur accorder les mêmes droits qu'à leurs semblables qui vivent dans des conditions normales, ceci, bien entendu, de manière progressive, adaptée à leurs capacités, qui peuvent être développées par des mesures pédagogiques et un traitement approprié et surtout par une assistance éducative. Cela implique que ces jeunes doivent jouir d'une certaine liberté individuelle, qu'ils ne peuvent trouver que dans une institution ouverte.

Cette liberté individuelle devrait être offerte aux jeunes qui sont traités en institution, de façon qu'ils puissent bénéficier d'une formation

professionnelle dans une école, ou d'un apprentissage en dehors de l'établissement.

Il est illusoire de penser que l'adolescent peut être préparé à faire face aux conditions de vie qu'impose la société industrielle d'aujourd'hui en ne donnant, au jeune homme, qu'une formation au travail dans l'agriculture et, à la jeune fille, qu'une activité domestique ou un apprentissage ménager. C'est là une survivance de conceptions révolues. Si notre but est de laisser aux jeunes la possibilité de se mesurer avec des camarades du même âge, vivant en dehors de l'institution, et ainsi leur permettre de retrouver confiance en eux-mêmes, nous devons leur donner la possibilité de travailler ou de suivre un apprentissage dans une entreprise à l'extérieur.

« Dans notre culture, la personnalité de l'enfant ou de l'adulte est liée, à des degrés divers, aux valeurs compétitives sur lesquelles repose la recherche d'une position sociale et celle de la réussite. L'individu a appris à respecter et à évaluer sa valeur propre en fonction de certains buts atteints avec succès, que ce soit la « course » aux bonnes notes à l'école primaire, la lutte acharnée pour l'accession à un poste élevé, la possession d'une maison en banlieue et celle d'une voiture, l'affiliation à un club et autres signes extérieurs de réussite, tels qu'ils sont définis par le système de valeurs en vigueur.

Indépendamment du milieu culturel dans lequel on est élevé, il est extrêmement difficile d'éviter que la personnalité d'un individu ne soit contrainte à observer ces objectifs de réussite. Les moyens de communication et la prédominance de la classe moyenne dans les écoles créent chez l'individu une obsession de réussite. L'image qu'il a de lui-même — l'ensemble des attitudes qu'il a adoptées à l'égard de lui-même et sa fonction ou son rôle au sein de son groupe initial de référence — est liée à l'image que se fait la société de la valeur d'un individu, et dans nos écoles, ainsi que dans la société, l'on doit « réussir » pour gagner sa propre estime. »

(William C. Kvaraceus : *« Dynamics of Delinquency »*, p. 85, Charles E. Merrill Books, Inc.)

Ils seront soumis aux exigences normales de la vie professionnelle et ne se trouveront pas dans une situation « privilégiée », en compagnie de camarades connaissant les mêmes difficultés, dans le cadre de l'institution où le niveau des capacités exigées est moins élevé. Avec des possibilités d'éducation et d'apprentissage à l'extérieur, l'institution dispose d'un important moyen de rééducation. L'adolescent éprouvera plus de facilités à choisir sa voie professionnelle s'il ne se sent pas contraint à faire ce choix parmi les métiers, forcément peu nombreux, enseignés dans l'établissement. Il n'en supportera que mieux un séjour prolongé en institution.

L'institution revêt un tout autre caractère lorsqu'elle établit des relations avec l'extérieur que lorsque, repliée sur elle-même, elle s'exclut des influences extérieures, que celles-ci soient positives ou négatives. Après une brève période d'isolement du monde extérieur, le jeune inadapté sera peu à peu mis en situation de liberté surveillée. Il ne sera peut-être pas

toujours prêt à faire face à cette situation, mais à long terme, il acquerra la maturité voulue, dans la mesure où l'éducateur adopte l'attitude pédagogique qui réponde au comportement du jeune inadapté et lui fasse prendre conscience des causes de son inadaptation en ouvrant le dialogue plutôt qu'en usant de représailles.

Mais, une telle politique de libéralisation dans l'institution implique que l'adolescent établisse des liens avec l'éducateur et s'identifie à un modèle positif, afin d'éviter qu'il ne se sente désorienté et que cela entraîne une aggravation de son attitude inadaptée. Or, cette qualité de relation n'est possible qu'au sein de petits groupes autonomes, comprenant au maximum une douzaine d'adolescents, et cela exige un engagement personnel de la part du chef de groupe.

Je voudrais énumérer rapidement les conditions indispensables que doit réunir une institution de type ouvert :

1. Géographiquement, elle doit être située de telle façon à pouvoir offrir un grand choix de possibilités d'éducation scolaire et d'apprentissage à l'extérieur. Par conséquent, il ne faudra pas construire une institution de ce genre dans un endroit isolé, mais à proximité d'une ville.
2. L'institution et la société doivent assumer le risque de nouveaux actes anti-sociaux commis par le jeune inadapté. La tâche principale de l'institution ne doit pas consister à prévenir des comportements anti-sociaux par une exclusion du jeune inadapté, protégeant ainsi la société ; sa tâche est de traiter l'inadaptation. Or, comme on le sait, tout traitement demande du temps et implique le risque d'une rechute.

« Après tout, les classifications sont strictement nécessaires ; mais n'en soyons pas dupes. L'enfant inadapté est celui qui n'a sa place nulle part et qui se trouve rejeté comme « inassimilable » de tout groupe « normal ». D'où le besoin de l'enfermer à l'extérieur et de lui donner des éducateurs, « gardiens en mission aux frontières ». Qu'a-t-on fait de cet enfant inassimilable ? L'instituteur l'a considéré comme un retardé, le médecin comme un anormal, le juge comme un individu dangereux dont il faut protéger la société et l'homme de bien comme un enfant à assister. Ainsi se sont formées diverses optiques pédagogiques, médicales, judiciaires, asilaires et d'aide sociale. Puis les vieilles étiquettes sont tombées : le retardé est devenu débile, léger ou moyen, l'anormal s'est mué en débile profond, l'enfant malade en handicapé physique, l'enfant difficile, vicieux ou coupable en caractériel et l'enfant assisté en cas social ! Mais le plus souvent ils restent inassimilables, notamment dans l'inconscient des adultes. L'univers dans lequel on place l'inadapté reste marqué d'une certaine confusion, due à l'hétérogénéité des soubassements : répression, assistance, pédagogie, médecine et élimination asilaire. Mais l'enfant inadapté s'insère finalement dans la même problématique éducative que l'enfant normal : doit-on lui permettre de manifester ses désirs et de s'exprimer ou doit-on l'introduire dans le monde social en ne lui apprenant qu'à « se conformer » ? »

(P. Lutz : « Avant-propos », *Rééducation*, sept.-oct. 1968)

3. Elle doit disposer d'un personnel jouissant d'un solide équilibre psychique, car la vie dans une institution ouverte est très mouvementée. Elle est agitée par les problèmes les plus variés et des conflits peuvent y éclater à tout moment.
4. Il ne faut pas sélectionner les adolescents selon la gravité des délits et des troubles du comportement, mais selon qu'ils sont susceptibles d'être rééduqués et qu'ils sont aptes à profiter sans trop de difficultés des possibilités de formation scolaire et professionnelle à l'extérieur. Les jeunes délinquants qui doivent être transférés, par exemple, de l'institution Erlenhof, type d'institution ouverte, dans d'autres établissements, sont rarement des cas graves, mais ce sont des jeunes qui rencontrent des difficultés relationnelles et qui seront plus facilement traités sur le plan pédagogique dans un milieu où la liberté est limitée (il s'agit en moyenne de 2 à 3 transferts par an, sur un nombre total de 80 jeunes pensionnaires). Dans ces institutions, on constate également aujourd'hui une tendance à restreindre les groupes éducatifs en leur accordant une plus grande autonomie, à augmenter le personnel éducatif qualifié et à établir une collaboration avec les milieux de l'industrie.

On utilise malheureusement trop peu la possibilité de transfert d'un type d'institution à l'autre, par exemple d'un établissement fermé à un établissement ouvert – ceci parce que l'adolescent a été habitué à un régime disciplinaire et qu'il se montre réfractaire aux méthodes de traitement appliquées dans une institution ouverte ; dans le cas contraire (transfert d'un établissement ouvert à un établissement fermé), on y recourt rarement pour des raisons éducatives ou parce que l'adolescent réagit trop violemment à toute limitation de sa liberté.

Je parlerai plus tard des institutions destinées aux jeunes particulièrement difficiles, qui ont besoin d'être traités dans des établissements spéciaux.

Mais tout d'abord, je voudrais aborder le problème posé par le placement des jeunes filles en institutions ouvertes. De telles institutions peuvent-elles envisager d'accueillir des jeunes filles inadaptées ? On prétend que la jeune fille est plus exposée que le garçon, quand on lui laisse plus de liberté, du fait qu'elle court toujours le risque d'une grossesse. À première vue, ceci semble vrai. Mais, en y réfléchissant bien, le danger auquel une jeune fille est exposée dans une institution ouverte où elle est bien encadrée (ce qui ne signifie pas nécessairement qu'elle est toujours protégée) est-il vraiment plus grand que dans un établissement fermé où l'existence de tabous sexuels engendre une idéalisation de la liberté dans ce domaine, qui atteint une dimension obsessionnelle ? De plus, au moment où la jeune fille quitte l'institution, soit au moment des vacances, soit définitivement, ce danger ne sera-t-il pas plus grand encore, puisque les désirs sexuels

refoulés jusque-là réapparaîtront plus violents que jamais, exposant la jeune fille au risque d'une grossesse non désirée, dont l'échéance ne serait que reportée ? Ne peut-on pas admettre que la jeune fille, qui est mise en contact avec le monde extérieur, qui a trouvé un apprentissage correspondant à ses aptitudes et à ses goûts et qui bénéficie d'un traitement pédagogique comprenant une éducation sexuelle dépourvue de tout préjugé, y compris des conseils sur les moyens contraceptifs, pourrait tout aussi bien prendre de l'assurance ? Elle serait ainsi mise à l'abri des tentations de manière plus efficace que si des besoins biologiques étaient étouffés par une hyperprotection et par l'artifice du respect d'un principe moral condamnant toute relation sexuelle avant le mariage. En définitive, la valeur éducative d'une institution peut-elle être mise en cause si elle laisse courir le risque à ses pensionnaires de devenir enceintes ? Il s'agit là sans aucun doute de problèmes bien délicats, mais qui doivent être abordés. L'objectif de la rééducation, concernant aussi bien les filles que les garçons, doit être d'aider l'adolescent à acquérir une certaine maturité en le soustrayant momentanément aux influences extérieures.

Il existe bien entendu, des jeunes filles qui ne peuvent supporter la vie dans une institution ouverte et qui doivent, pendant un certain temps, être tenues à l'écart des sollicitations extérieures.

Mais, le but de ces institutions fermées ne devrait-il pas être aussi de favoriser le développement de la personnalité de la jeune fille, afin qu'elle soit capable d'affronter le monde extérieur ? Je me suis laissé dire, de source autorisée, qu'il était faux de vouloir réduire *a priori* l'inadaptation de la jeune fille à la seule existence d'un problème sexuel. Certes, la sexualité joue un rôle plus important dans une institution pour jeunes filles que dans une maison de rééducation pour jeunes gens, et c'est précisément en raison d'une attitude hyperprotectrice dans ce domaine, que les récits d'expériences sexuelles dominent les conversations, de telle sorte que cela provoque une forte réaction, qui rendra terriblement difficile l'éducation sexuelle au sein de l'institution. En donnant plus de liberté à la jeune fille, et en favorisant ses contacts avec l'extérieur, on évitera ainsi plus facilement une réaction de défoilement.

« La violence est une transgression de l'interdiction qui est faite à tout enfant d'user de sa puissance sexuelle, originellement sadique. Lorsque nous avons affaire à la forme fléchie de cette transgression, et l'on parle alors de « caractère », nous pouvons bien, tout en sachant au niveau de nos inconscients que c'est de cela qu'il s'agit, nous raconter des histoires rassurantes. Mais lorsque nous avons affaire à la forme pleine, qui est la délinquance, et qui, significativement, est presque toujours le fait des adolescents, notre réaction est de l'ordre de la panique : nous ne pouvons plus cette fois, nous masquer que ce qui se présente sous nos yeux est l'explosion de tout ce que nous avons dû réprimer afin de nous socialiser. Il est intéressant de noter que la délinquance chez les garçons est essentiellement à forme de violence, alors

que, chez les filles, elle est essentiellement à forme de vagabondage spécial et de prostitution. »

(Alain Noël Henri : « À propos de la classification des enfants inadaptés », Rééducation, sept.-oct. 1968)

En ce qui concerne l'évolution des institutions pour jeunes filles, la présence d'un homme dans l'établissement permettrait de retrouver la polarité naturelle de l'élément masculin et féminin. Il est clair que la collaboration d'une femme dans une institution pour jeunes gens n'a pas le même sens que celle d'un homme dans un établissement pour jeunes filles. Dans le premier cas, la femme remplit la fonction naturelle de la mère de famille. Dans l'institution pour jeunes filles, les professeurs mariés, les employés ou le mari de la directrice peuvent représenter l'élément masculin. Mais, il faut alors tenir compte du risque de séduction, qui est réel et plus important encore dans une institution fermée. Dans une institution ouverte, les possibilités de communication avec l'extérieur permettront de mieux décharger les fantasmes sexuels.

Quelques mots maintenant sur le problème de la rééducation des jeunes dont les troubles sont si graves qu'ils ne peuvent être admis dans aucune des institutions dont nous avons parlé, qu'elles soient de type ouvert ou fermé, parce que celles-ci ne sont pas en mesure d'assurer le traitement individuel spécialisé dont les jeunes particulièrement difficiles ont besoin. Depuis des années, on parle de créer un établissement pour les cas particulièrement graves. Aujourd'hui, l'on s'aperçoit que ce temps de réflexion était nécessaire pour élaborer un projet qui tienne compte des connaissances actuelles et des expériences acquises. Dans les milieux spécialisés, l'on adopte deux solutions extrêmes : la première tendance est de placer ces jeunes dans un établissement de type pénitenciaire, la deuxième est de les placer dans un centre médico-pédagogique dont le but serait essentiellement thérapeutique. À la lumière des connaissances actuelles, l'on devrait enfin se rendre compte de l'existence de divers types de cas particulièrement graves et il serait insensé de vouloir entreprendre, dans une seule et même institution, la rééducation et le traitement d'adolescents dont la personnalité est fruste ou peu structurée, des névrosés sensibles et intelligents, des psychopathes et des psychotiques.

Tout le monde s'accorde à dire aujourd'hui que différentes sortes d'institutions spécialisées sont nécessaires pour traiter chaque forme d'inadaptation grave.

Pour le cas des jeunes gravement perturbés par leur milieu, que nous avons déjà évoqué, dont la personnalité est plutôt fruste, mais qui psychologiquement et physiquement ne peuvent pas être considérés comme malades, pour les abandonniques qui ont souvent été en même temps des enfants affreusement gâtés et par conséquent affaiblis, il faut prévoir qu'ils soient isolés du

monde extérieur pendant un certain temps dans un établissement dit de formation, de type fermé, mais dont on imagine encore assez mal l'organisation matérielle. Le jeune devrait acquérir là une discipline et une formation à la vie quotidienne dans un rythme de vie simple et régulier. Mais, dans cette institution plutôt stricte, avec les limitations de liberté indispensables, il ne s'agit pas de garantir la sécurité de la société, comme c'est le cas pour les pénitenciers. Par une éducation individualisée, au sein de petits groupes, il faudra donner au jeune des responsabilités toujours plus grandes tout en étendant son champ de liberté. Cette institution fermée ne doit pas ressembler à une prison pour jeunes. Il s'agit d'éduquer et de former, et non de punir et d'effrayer. Il n'existe pas encore de telle institution, mais il est tout à fait concevable qu'une institution existante, de type fermé, puisse entreprendre cette tâche, en agrandissant ses locaux et en apportant quelques modifications au niveau du personnel.

Le projet d'un établissement thérapeutique destiné aux névrosés guérissables, pour lesquels des mesures de pédagogie curative sont insuffisantes, est déjà très avancé. Notre psychiatre, qui a acquis, par son activité de diagnosticien et de thérapeute à la Polyclinique de psychiatrie infantile et à notre Centre d'observation, de longues années d'expérience auprès des jeunes inadaptés, décrit ainsi ce type d'établissement :

« Dans ce projet, la base du traitement n'est pas la psychothérapie, mais une éducation faisant la synthèse des méthodes tirées de la psychologie des profondeurs. Ceci implique une étroite collaboration entre le pédagogue et le psychiatre. Les différents moyens d'approche du jeune gravement inadapté sont les suivants :

1. Influence pédagogique intensive au sein de petits groupes.
2. Thérapie de groupe dirigée par le thérapeute.
3. Thérapie individuelle, si nécessaire.
4. Traitement médicamenteux.
5. Préparation pratique à la vie par une éducation scolaire et par une formation en ateliers, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'institution.
6. Postcure intensive.

Le bon fonctionnement d'un tel établissement implique une étroite collaboration entre le directeur, spécialiste de la pédagogie curative et principal responsable de la rééducation et le psychiatre qui supervise l'action des thérapeutes. L'institution ne doit en aucun cas revêtir le caractère d'une clinique psychiatrique. La tâche de l'institution thérapeutique doit être essentiellement orientée vers l'aspect pédagogique, pour lequel une étroite coopération entre le personnel médical et thérapeutique est indispensable ».

« ... les membres de l'équipe peuvent parvenir à s'accepter les uns les autres, dans la mesure où ils échangent en dehors de la situation d'urgence, en dehors du moment où ils sont jugés face à l'enfant. Plus rien n'est immédiatement en jeu. Plus profondément, je pense que ce qui introduit la relation d'équipe (et ici il suffit d'être deux pour faire une équipe), c'est qu'elle substitue à une relation fantasmatique avec l'enfant une relation réelle. L'enfant, lorsque la relation avec lui est duelle, prend une dimension démesurée ; il devient un véritable fantôme, un être irréel doué d'une sorte de puissance d'agression, de puissance d'implication dont on ne connaît pas les limites. Parler avec autrui de l'enfant, c'est le replacer dans sa situation d'objet. Il y a là d'ailleurs une vérité très générale ; toute relation à deux est une relation où l'autre est fantasmé, où il prend une valeur, une dimension sans commune mesure avec ses comportements réels, et l'on passe à une objectivation possible de l'autre, à partir du moment où il y a relation à trois. »

(Alain Noël Henri : *« Connaissances théoriques et spontanéité de l'éducateur »*, *Sauvegarde de l'enfance*, nov.-déc. 1967)

Pour le dernier groupe, et le plus difficile aussi, celui des psychopathes graves, des jeunes atteints de malformations cérébrales et des malades mentaux, il faut prévoir une clinique de psychiatrie infantile ou une division de psychiatrie infantile dans un hôpital pour adultes, où, en plus du traitement médical proprement dit, des éducateurs spécialisés en pédagogie curative veilleront à ce que l'adolescent ne se complaise et ne s'égare dans l'attitude passive d'un malade, comme c'est fréquemment le cas des jeunes qui séjournent aujourd'hui dans les cliniques psychiatriques.

Pour les diverses catégories de jeunes filles difficiles, il faudrait créer des institutions identiques à celles que nous venons de mentionner pour les garçons.

J'aimerais une fois encore passer en revue les différents types d'institutions, existantes ou à créer :

1. l'institution ouverte, orientée vers l'extérieur, pour les jeunes, garçons et filles, dotés d'une intelligence normale et d'une personnalité bien structurée ;
2. l'institution fermée, se rapprochant davantage de l'internat, pour les adolescents d'intelligence normale à faible, dont la personnalité est plutôt fruste et qui ne sont pas à même de supporter le régime d'une institution ouverte.
3. l'institution spécialement équipée pour les adolescents qui ne sont pas susceptibles de bénéficier de simples mesures pédagogiques, mais qui doivent tout d'abord être entraînés à la discipline. C'est l'institution qui pourrait assumer la fonction de l'établissement de formation que nous avons décrit précédemment ;

4. l'institution pour adolescents débiles, avec un enseignement spécialisé. Pour les catégories de jeunes qui présentent des troubles particuliers du comportement, il faut citer :
5. l'institution thérapeutique pour certains types de névrosés et pour ceux qui sont atteints de malformations cérébrales, dont l'admission n'est décidée qu'à la suite d'un diagnostic médical sérieux, et enfin
6. la clinique ou la division de psychiatrie infantile destinée aux jeunes névrosés, déficients mentaux et psychopates.

Le jour où nous disposerons de ces institutions spécialisées, il ne sera plus nécessaire de mettre des jeunes dans des pénitenciers.

En résumé, on peut distinguer, dans le développement des institutions de rééducation pour les jeunes, les tendances suivantes : la rééducation traditionnelle, avec ses méthodes de discipline uniformes et rigides qui entravent l'épanouissement de la personnalité de l'adolescent, fait peu à peu place à des méthodes de traitement et de rééducation plus individualisées et plus libres. Certes, il existe un certain nombre de risques que l'institution et surtout la société doivent accepter de courir, lorsque l'on entrouvre à l'adolescent les portes de l'établissement : la surveillance diminue au profit du développement de l'autonomie, dont le contrôle par l'éducateur s'effectue avec le libre consentement du jeune inadapté. L'acceptation de ce risque ne doit pas être attribué à de la légèreté, ni à un manque du sens des responsabilités. Partant du principe que d'autres défaillances sont liées au processus normal de maturation et que la répression n'aboutit jamais à une guérison, mais à une adaptation qui n'est qu'apparente, c'est un acte de courage que d'accepter que le jeune inadapté ne se livre à d'autres actes anti-sociaux et abuse de la confiance qu'on lui accorde.

C'est de la qualité du personnel employé dans les divers types d'institutions que dépendent le résultat de l'action médicale et éducative ainsi que l'application des nouvelles méthodes libérales en matière de rééducation.

La personnalité de l'éducateur est plus engagée dans une institution ouverte, au sein de petits groupes, car un traitement plus intensif et plus individualisé, ainsi qu'un contact plus étroit avec l'adolescent, doivent apporter le contrepoids nécessaire à l'introduction de plus grandes libertés dans les méthodes d'éducation. Principalement dans les établissements spécialisés, destinés aux jeunes particulièrement difficiles, le personnel de l'institution sera soumis à une très forte tension psychique, qui rendra sa tâche d'autant plus difficile.

Les exigences relatives aux connaissances professionnelles de l'éducateur et à ses capacités de résistance vont alors augmenter. C'est à bon droit

que certains éducateurs qualifiés réclament une extension du champ de leurs compétences et de leurs responsabilités. Aussi il ne faut pas uniquement incriminer la tendance « professionnaliste » de l'activité d'éducateur si des exigences matérielles concernant le logement, les loisirs, les vacances et le salaire s'ajoutent aux autres et doivent être satisfaites, car il en va de l'hygiène mentale de l'éducateur. En effet, pour entretenir son hygiène mentale, l'éducateur doit pouvoir faire constamment appel à un conseiller et doit avoir la possibilité de s'exprimer non seulement auprès du directeur de l'établissement qui, la plupart du temps, est surchargé de travail, mais aussi auprès de personnes expérimentées en matière de rééducation en institution, qui ne sont pas directement concernées par l'action éducative en cours.

« La libération de l'éducateur par lui-même suppose que, dans un échange avec ses pareils, avec l'effet catalyseur d'un tiers censé dépositaire du savoir, il accepte que ce qu'il fait renvoie à ce qu'il est concrètement ; et dès lors, le savoir théorique apparaît comme un système de jalons utilisable dans cette reconnaissance simultanée de lui-même et de l'enfant concret. »

(Alain Noël Henri : « Connaissances théoriques et spontanéité de l'éducateur », Sauvegarde de l'enfance, nov.-déc. 1967)

L'image que l'on se fait du directeur a elle aussi évolué. Ce dernier ne peut plus, comme par le passé, se charger personnellement de tout et prendre toutes les décisions. Sa tâche consiste aujourd'hui à se tenir au courant des nouvelles connaissances dans sa spécialité et de donner des directives aux différents groupes éducatifs.

Il faudra attendre bien des années encore jusqu'à ce que les institutions existantes disposent de l'équipement et du personnel qui leur permettront d'accomplir un progrès dans les connaissances de la rééducation en institution. Il faudra attendre encore davantage pour que les établissements spécialisés destinés aux jeunes filles et aux jeunes garçons particulièrement difficiles soient créés. Par ailleurs, je suis conscient du fait que beaucoup de ce que j'ai dit est problématique et que nous sommes sans cesse confrontés avec des situations pour lesquelles nous n'avons pas encore trouvé de solution satisfaisante. Cependant, les déceptions et les difficultés apparemment insurmontables dans le domaine financier et celui du personnel ne doivent en aucun cas nous empêcher de sortir de notre routine pour nous engager dans des voies nouvelles. L'évolution actuelle dans tous les domaines nous oblige à renoncer à des conceptions qui ont fait leurs preuves en leur temps, et de les remplacer par d'autres, adaptées à notre époque, même si elles ne sont pas toujours les meilleures.

BIBLIOGRAPHIE DE L'AUTEUR

- UMERZIEHUNG dissozialer Jugendlicher im Erziehungsheim. Von E. Müller. — SEELE, Zeitschrift der Psychiatrischen Universitätspoliklinik Basel, 1968, no 12.
- ZUR Gründung eines Therapieheims für Jugendliche. Von E. Müller. — JAHRESBERICHT der Basler Webstube, 1966.
- HEIMPROBLEME: Konflikte in der Praxis der Heimerziehung. Referat von E. Müller. — SOZIALE ARBEIT, Herausgeber: Verein Ehemaliger der Schule für soziale Arbeit, Zürich, 1966, no 5.
- ZUSAMMENARBEIT zwischen Psychiater und Erzieher im Erziehungsheim für Jugendliche aus der Sicht des Heimleiters. Von E. Müller. — PRO INFIRMIS, Zürich, Oktober 1963.

BIBLIOGRAPHIE DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'UNION

Livres — books:

- ALT, Herschel, Residential treatment for the disturbed child. — New York, International universities press, 1960, 437 p.
- BUCKLE, D.F.; LEOVICI, S. et TIZARD, J. Le traitement psychiatrique des enfants placés en institution en Europe. Dans: la PSYCHIATRIE de l'enfant, vol. VII, fasc. 2, pp. 497-546. — Paris, Presses universitaires de France, 1964.
- BURNS, C.L.C. Psychiatric treatment of children in a residential setting. — (London) Steven & Sons, 1961; (reprinted from the British Journal of Criminology, July, 1961.)
- CHANLETT, Eliska. Intégration dans la société des centres de traitement en institution pour les jeunes délinquants et les enfants inadaptés. Rapport soumis à la XIIIe session du Comité consultatif de l'enfance délinquante et socialement inadaptée. Union internationale de protection de l'enfance. Edimbourg, Ecosse: du 1er au 7 septembre 1968. — (Genève) U.I.P.E., (1968); 18 p.
- CLENDENEN, Richard. To synchronize the training school program with life in the community. — Washington, Federal Security Agency, 1949; 4 p. (Repr. from: The Child, November, 1949.)
- ÉQUIPEMENT en matériel et en personnel des services de Sauvegarde de l'enfance. — Paris, Associations régionales pour la Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, 1954; 448 p.
- Les ÉTABLISSEMENTS de l'État pour l'enfance délinquante et inadaptée. Observation, éducation. — (Bruxelles), Ministère de la Justice, Office de la protection de l'enfance, (1961); 102 p.
- FRANCE. Ministère de la Justice. Centre de formation et d'études de l'éducation surveillée. Les organismes et institutions d'observation des mineurs de justice.

- Extraits des travaux de la 7e session d'études des juges pour enfants. — Vaucresson, 1953 ; 78 p.
- FRANCE. Ministère de la Justice. Centre de formation et d'études de l'éducation surveillée. La pédagogie du groupe dans les internats. Extraits des travaux de la 8e session d'éducateurs. — Vaucresson, 1955 ; 146 p.
- GAYRAUD, Albert. La prison-école d'Oermingen, Bas-Rhin. — S.I., 1952 ; 15 p.
- GIBBS, John. Patterns of residential care for children. — London, National Children's Home (1968) ; 67 p. (Convocation lecture 1968).
- GLAUE, Olga. Der Beruf des Heimerziehers. Vorschläge für seine sozial und arbeitsrechtliche Eingliederung. — Münster, Evangelischer Reichserziehungsverband (1956) ; 47 p.
- GLAUE, Olga. Heimkunde für alle Kinder und Jugendheime. — Gütersloh, G. Mohn (1961) ; 55 p. (Wegweiser für die Jugendhilfe, 16.)
- (GRANDE-BRETAGNE) Department of Education and Science. Boarding schools for maladjusted children. — London, Her Majesty's Stationery Office, 1965 ; 16 p. (Building bulletin, 27.)
- (GRANDE-BRETAGNE) Scottish Education Department. Child care, 1963. Including remand homes and approved schools. — Edinburgh, Her Majesty's Stationery Office, 1964 ; 12 p.
- GROUPE romand en faveur des enfants difficiles. Les établissements pour enfants et adolescents difficiles en Suisse romande. Part. 1 — 2. (Suivies de :) Groupes de discussion. — (Lausanne), 1967 ; 3 brochures.
- GROUPE romand de l'Association suisse en faveur des enfants difficiles. Le placement en établissements des enfants et adolescents inadaptés. Besoins — moyens — lacunes de la Suisse romande. Congrès de Monthey, 1959. — Lausanne, 1960 ; 50 p.
- HYLTON, Lydia F. The residential treatment center, children, programs and costs. — New York, Child Welfare League of America, 1964 ; 251 p.
- INTERNATIONAL Union for Child Welfare I.U.C.W. Workshop for administrators in charge of programmes for delinquent and maladjusted children and young people. — Copenhagen, 1963 ; 25 p., ronéo.
- LUTZ, Paul. La rééducation des enfants et adolescents inadaptés. — (Paris), Ed. Privat (1960) ; 117 p.
- MOSER, Audrey. How the Swiss do it. — London, 1963 ; 6 p.
- MULOCK HOUWER, D.Q.R. Die Erziehung und der Erzieher im Erziehungsheim in der heutigen Gesellschaft. — Genf, Internationale Vereinigung für Jugendhilfe (1965) ; 27 p.
- NATIONAL Association for Mental Health. The residential care of disturbed children. — London, National Association for Mental Health, 1958 ; 43 p.
- O.M.S. Residential service for children and psychiatric treatment. (Seminar on the in-patient psychiatric treatment of children, Frankfurt am Main, 7-12 October 1963.) — (Geneva), W.H.O., 1963 ; 32 p.

RAPPORT des éducateurs français reçus par le Gouvernement polonais du 4 au 17 mai 1960 pour un voyage d'information sur la rééducation des mineurs inadaptés. — S.L., Association internationale des éducateurs de jeunes inadaptés, 1960 ; 10 p.

ROSE, Gordon. — Schools for young offenders. — (London), Tavistock Publ., (1967) ; IX, 244 p.

UNION internationale de protection de l'enfance. — Rapport de groupes présentés à la Conférence internationale sous les auspices de l'UIPE sur : Resocialisation dans le contexte institutionnel, 5-10 avril 1965, Evert Kupersoord, Amersfoort, Pay-Bas. — (Genève), 1965 ; paginations diverses.

UNION mondiale des organismes pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence. 2e conférence internationale, Palais des Congrès, Bruxelles, mai 1963. Participation des organismes publics et privés à la prévention et à la cure des troubles de l'adolescence provoqués par la vie moderne. — Paris, U.M.O.S.E.A., 1963 ; 182 p.

UNION nationale des associations régionales pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence. 11e Congrès, Bordeaux, 24-28 octobre 1959. Thème : Internats pour jeunes inadaptés et monde extérieur : les relations familiales — les relations scolaires — les relations avec le monde du travail. — Paris, 1960. (Sauvegarde de l'enfance, 1960, no 1, supplément.)

Articles de périodiques — Periodical's articles :

À PROPOS de la classification des enfants inadaptés. Arrière-plan et utopies. Par Alain Noël Henri. — RÉÉDUCATION, Paris, 1968, 23e année, no 204-5, pp. 30-61.

ADULT leadership of adolescent groups in boy's approved schools. By D.W.S. Martin. — APPROVED SCHOOLS GAZETTE, London, 1966, vol. 59, no 11, pp. 455-66.

BEDTIME management in a children's home. Some thoughts about the therapeutic use of a milieu. By A.E. Trieschman, R.J. Paradise, R.L. Segal. — MENTAL HYGIENE, New York, 1967, vo. 51, no 2, pp. 209-20.

CLASSIFICATION et régime des institutions anglaises en faveur de la jeunesse délinquante et inadaptée. Par R. Berger. — RÉÉDUCATION, Paris, 1959, no 111-12, pp. 24-34.

CONSEIL DE L'EUROPE. — Contribution à l'étude des liaisons entre les structures institutionnelles et les modalités de l'intervention rééducative. (Session organisée par le Conseil de l'Europe, Vaucresson, décembre 1966.) — S.I., 1966 ; 33 p.

Le DÉVELOPPEMENT mental de l'enfant et son placement en institutions. Par K. von Ficandt. — REVUE INTERNATIONALE de l'ENFANT, Genève, vol. 13, no 6, p. 263.

DIFFICOLTA di un istituto a padighoni rispetto ad uno di tipo unistrutturale. Di Franco Vanni. — ESPERIENZE di RIEDUCAZIONE, Roma, 1963, no 5, pp. 4-8.

DOCE mil juveness sometidos a reeducacion. Por Castillo Puche. — SURGAM, Amurrio, 1965, no 192, pp. 88-94.

- EFFECTIVENESS of residential treatment for psychotic and other disturbed children. By A. Davids, R. Ryan and P.D. Salvatore. — *AMERICAN JOURNAL of ORTHOPSYCHIATRY*, New York, 1968, vol. 38, no 3, pp. 469-75.
- EFFECTS of institutionalization on adolescents, dependent children. By Eliezer D. Jaffe. — *CHILD WELFARE*, New York, N.Y., Febr. 1969, vol. XLVIII, no 2, pp. 64-71.
- Les EXPRESSIONS de la sexualité dans les communautés d'adolescents. Problèmes sexuels et éducatifs. Par P. Sizaret. — *SAUVEGARDE de L'ENFANCE*, Paris, 1968, no 2, pp. 24-37.
- FORMULE nouvelle d'assistance : clinique neuropsychiatrique infantile. Bilan d'une expérience de cinq ans. Par Henri Aubin et Bernard Aubin. — *SAUVEGARDE de L'ENFANCE*, PARIS, 1962, no 8, pp. 495-503.
- GEFAELLT es dir im Heim ? Das Heim im Urteil der Jugendlichen. Von R.G. Dalichow. — *UNSERE JUGEND*, München, 1968, no 5, pp. 195-205.
- HOME Office Development Group's approved schools project. — *APPROVED SCHOOLS GAZETTE*, Chelmsford, 1968, vol. 62, no 2, pp. 79-81.
- INSTITUT Burghof, Dielsdorf, Pestalozzi Jugendstätte Burghof. Adolescents caractériels, délinquants psychopathes. Gfellergut. Le Werkjahr. L'institut de pédagogie curative de la Ville de Zürich, dirigé par le Dr. Egg-Benes. Institut d'enfants Ringlikon. Place de jeux Robinson. — *ENSEMBLE*, Genève, 1966, no 36, pp. 13-19.
- INSTITUTIONAL change : a priority in welfare planning. By Martin Rein. — *CHILD WELFARE*, New York, 1966, vol. 45, no 5, pp. 259-68.
- The KAISER-Ebersdorf reformatory, Vienna. By Rosemary Fox. — *APPROVED SCHOOLS GAZETTE*, Birmingham, 1967, vol. 61, no 6, pp. 301-3.
- LÉGISLATION et équipement pour la cure des troubles de l'adolescence. Par M.F. Charles. — *SAUVEGARDE de L'ENFANCE*, Paris, 1963, no 9, pp. 577-89.
- NEW horizons for the institutional treatment of youth offenders. By Leighton W. Dudley. — *FEDERAL PROBATION*, Washington, 1966, vol. 30, no 2, pp. 50-3.
- POLYVALENCE éventuelle des centres de rééducation. Par A. Grossiord et St. Thieffry. — *REVUE d'HYGIÈNE et de MÉDECINE SOCIALE*, Paris, vol. 9, no 7, pp. 595-602.
- A PREFERABLE program for juveniles in medium-security institutions. By A. Catalino. — *FEDERAL PROBATION*, Washington, 1967, vol. 31, no 4, pp. 41-5.
- Le RÔLE de l'éducateur spécialisé à Boscoville. Par un groupe d'éducateurs de Boscoville. — *REVUE des SERVICES de PROTECTION de la JEUNESSE*, Montréal, 1962, vol. 2, no 1, pp. 39-42.
- The SCHOOL in the detention home should be a part of the public school system. By Ralph C. Norris. — *FEDERAL PROBATION*, Washington, 1965, vol. 29, no 2, pp. 17-21.
- SMALL group care facilities, their neighborhoods and their neighbors. By Robert Walsh. — *CHILD WELFARE*, New York, 1967, vol. 46, no 5, pp. 279-86.

- SMALL group homes, placement of choice for adolescents. By Miriam Schwartz, Isidore Kaplan, Hartman-Homecrest. — CHILD WELFARE, New York, 1961, vol. 40, no 9, pp. 9-13.
- SPECIAL schools: educating the handicapped. — The TIMES, Educational Supplement, London, 1964, no 2, pp. 285-9.
- La SPÉCIALISATION des institutions pour enfants et adolescents inadaptés. — PRO INFIRMIS, Zurich, 1960, no 5, pp. 143-8.
- The TREATMENT of children in short-term care. By Kenneth Redgrave. — CHILD CARE, London, 1963, no 4, pp. 121-5.
- WALTON Village: YMCA residential center for delinquent teenage boys. By Eugene J. Montone. — FEDERAL PROBATION, Washington, 1967, vol. 31, no 2, pp. 27-32.
- ZIEL und Grenzen der Heimerziehung. Ein Beitrag aus der Sicht eines Mädchenheimes. Von Maria Ancilla Schäfer. — JUGENDWOHL, Freiburg i. Br., 1967, no 2, pp. 63-8.
- ZUSAMMENARBEIT zwischen Psychiater und Erzieher im Erziehungsheim für Jugendliche aus ärztlicher Sicht. Von H. Peter. — PRO INFIRMIS, Zürich, 1963, no 4, pp. 113-7.
- ZUSAMMENARBEIT zwischen Psychiater und Erzieher im Erziehungsheim für Jugendliche aus der Sicht des Heimleiters. Von E. Müller. — PRO INFIRMIS, Zürich, 1963, no 4, pp. 118-21.

APPENDICE 30

Loi sur les jeunes délinquants

STATUTS REVISÉS DU CANADA, 1952

CHAPITRE 160

Loi concernant les jeunes délinquants.

TITRE ABRÉGÉ

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre : *Loi sur les jeunes délinquants*. 1929, c. 46, art. 1.

INTERPRÉTATION

Définitions.

« Enfant. »

« Cour. »
« Cour pour
jeunes délin-
quants. »

« Cour
d'appel. »

« Tuteur. »

« Ecole in-
dustrielle. »

2. (1) Dans la présente loi, l'expression

a) « enfant » signifie un garçon ou une fille qui, apparemment ou effectivement, n'a pas atteint l'âge de seize ans ou tel autre âge qui peut être prescrit dans une province en conformité du paragraphe (2) ;

b) « la cour » ou « la cour pour jeunes délinquants » signifie toute cour régulièrement établie en vertu d'un statut provincial pour connaître des cas de jeunes délinquants, ou spécialement autorisée par un statut provincial, par le gouverneur en conseil ou par le lieutenant-gouverneur en conseil à connaître de ces cas ;

c) « Cour d'appel » a le même sens que dans le *Code criminel* ;

d) « tuteur » comprend toute personne qui a, en droit ou en fait, la garde ou la surveillance d'un enfant ;

e) « école industrielle » signifie toute école industrielle ou maison de correction pour les jeunes délinquants, ou quelque autre institution ou refuge de correction pour les enfants, régulièrement approuvés par un statut provincial ou par le lieutenant-gouverneur en conseil, dans toute province, et comprend une institution de ce genre située dans une province autre que celle dans laquelle la détention a lieu, lorsque cette institution est par ailleurs disponible ;

« Le juge. »

f) « le juge » signifie le juge d'une cour pour jeunes délinquants saisie de la cause, ou le juge de paix spécialement autorisé par l'autorité fédérale ou provinciale à prononcer sur les jeunes délinquants, et saisi de la cause ;

« Juge de paix. »

g) « juge de paix », sauf à l'article 5, a le même sens que dans le *Code criminel* ;

« Jeune délinquant. »

h) « jeune délinquant » signifie un enfant qui commet une infraction à quelqu'une des dispositions du *Code criminel*, ou d'un statut fédéral ou provincial, ou d'un règlement ou ordonnance d'une municipalité, ou qui est coupable d'immoralité sexuelle ou de toute forme semblable de vice, ou qui, en raison de toute autre infraction, est passible de détention dans une école industrielle ou maison de correction pour les jeunes délinquants, en vertu des dispositions d'un statut fédéral ou provincial ;

« Magistrat. »

i) « magistrat », sauf aux paragraphes (1) et (4) de l'article 13, et sauf à l'article 14, signifie deux juges de paix ou plus et aussi un magistrat de police, un magistrat stipendaire et toute autre personne ayant le pouvoir ou l'autorité de deux juges de paix ou plus ;

« Agent de surveillance. »

j) « agent de surveillance » signifie tout fonctionnaire préposé à la surveillance des jeunes délinquants et dûment nommé en vertu des dispositions d'un statut provincial ou de la présente loi ;

« Surintendant. »

k) « surintendant » signifie un surintendant d'enfants abandonnés ou d'enfants abandonnés et délinquants, ou un surintendant ou directeur du bien-être de l'enfance, ou un commissaire du bureau de protection de l'enfant, ou, en général, tout fonctionnaire, quelle que soit sa désignation, qui est nommé par un gouvernement provincial quelconque pour diriger ou surveiller généralement dans la province les travaux qui ont trait aux enfants délinquants, et aussi le délégué légitime de ce fonctionnaire ;

« Juge de la Cour suprême. »

l) « juge de la Cour suprême » signifie

(i) dans la province d'Ontario, un juge de la Cour suprême d'Ontario ;

(ii) dans la province de Québec, un juge de la Cour supérieure ;

- (iii) dans la province de la Nouvelle-Écosse, un juge de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse ;
- (iv) dans la province du Nouveau-Brunswick, un juge de la Cour suprême du Nouveau-Brunswick ;
- (v) dans la province de la Colombie-Britannique, un juge de la Cour suprême de la Colombie-Britannique ;
- (vi) dans la province de l'Île du Prince-Édouard, un juge de la Cour suprême de l'Île du Prince-Édouard ;
- (vii) dans la province du Manitoba, un juge de la Cour du Banc de la Reine ;
- (viii) dans la province de la Saskatchewan, un juge de la Cour du Banc de la Reine ;
- (ix) dans la province d'Alberta, un juge de la Cour suprême d'Alberta ;
- (x) dans la province de Terre-Neuve, un juge de la Cour suprême de Terre-Neuve ; et
- (xi) dans le territoire du Yukon, un juge de la Cour territoriale du territoire du Yukon.

(2) Le gouverneur en conseil peut, de temps à autre, par proclamation,

Changement
apporté à
la définition
du terme
« enfant ».

- a) prescrire que, dans toute province, l'expression « enfant », employée dans la présente loi, signifie un garçon ou une fille apparemment ou effectivement âgés de moins de dix-huit ans, et toute semblable proclamation peut viser les garçons ou les filles seulement, ou à la fois les garçons et les filles ; et
- b) révoquer toute prescription établie à l'égard d'une province aux termes d'une proclamation prévue par le présent article et, dès lors, l'expression « enfant », employée dans la présente loi, signifiera, dans ladite province, un garçon ou une fille apparemment ou effectivement âgés de moins de seize ans. 1929, c. 46, art. 2 ; 1949, c. 6, art. 25 ; 1951, c. 30, art. 1, 2.

Délit.

3. (1) Le fait pour un enfant de commettre les actes énumérés à l'alinéa *h*) du paragraphe (1) de l'article 2 constitue une infraction désignée sous le nom de délit et doit être traité de la manière ci-dessous prescrite.

Comment
l'enfant
est traité.

(2) Lorsqu'il est jugé qu'un enfant a commis un délit, il doit être traité non comme un contrevenant mais comme quelqu'un qui est dans une ambiance de délit et qui, par conséquent, a besoin d'aide et de direction et d'une bonne surveillance. 1929, c. 46, art. 3.

Juridiction
de la cour.

4. Sauf les dispositions de l'article 9, la cour pour jeunes délinquants a juridiction exclusive dans les cas de délit y compris les cas où, après avoir commis le délit, l'enfant a dépassé la limite d'âge mentionnée à l'alinéa a) du paragraphe (1) de l'article 2. 1929, c. 46, art. 4.

Procès
sommaires.

5. (1) Sauf les dispositions qui suivent, les poursuites et procès intentés en exécution de la présente loi sont sommaires et sont, *mutatis mutandis*, régis par les dispositions du *Code criminel* relatives aux déclarations sommaires de culpabilité en tant que ces dispositions sont applicables, que l'acte constituant l'infraction imputée soit ou ne soit pas, dans le cas d'un adulte, jugeable sommairement, excepté que

a) les dispositions concernant les appels ne s'appliquent à aucune procédure dans une cour pour jeunes délinquants ; et que

b) les dispositions prescrivant un délai pour porter la plainte où pour faire la dénonciation à l'égard des infractions punissables après déclaration sommaire de culpabilité, lorsque aucun délai pour porter la plainte ou pour faire la dénonciation n'est spécifiquement fixé par la loi relative au cas particulier, ne s'appliquent à aucune procédure autre qu'une procédure contre un adulte, sauf s'il s'agit d'un adulte visé par les dispositions de l'article 4 de la présente loi.

Délai d'ou-
verture des
procédures.

(2) Les dispositions du *Code criminel* qui prescrivent un délai pour l'ouverture de poursuites à l'égard d'infractions au *Code criminel* s'appliquent, *mutatis mutandis*, à toutes les procédures devant la cour pour jeunes délinquants.

« Juge
de paix. »

(3) Lorsque l'expression « juge de paix » se rencontre dans ces dispositions, elle est prise, dans l'application de ces dispositions aux procédures qui relèvent de la présente loi, comme signifiant « juge de la cour pour jeunes délinquants, ou juge de paix spécialement autorisé par l'autorité fédérale ou provinciale à prononcer sur les jeunes délinquants ». 1929, c. 46, art. 5 ; 1936, c. 40, art. 1.

Pouvoirs du
juge de la
cour pour
jeunes
délinquants.

6. (1) Tout juge d'une cour pour jeunes délinquants, lorsqu'il exerce sa juridiction à ce titre, est revêtu de tous les pouvoirs d'un magistrat.

(2) Outre ceux qui sont expressément mentionnés dans la présente loi, le juge de la cour pour jeunes délinquants possède, à l'égard des jeunes délinquants, tous les pouvoirs et exerce tous les devoirs conférés ou imposés à un juge, un magistrat stipendiaire, un juge de paix ou des juges de paix par la *Loi sur les prisons et les maisons de correction* ou sous son régime.

(3) La discrétion du juge de la cour pour jeunes délinquants au sujet du temps pendant lequel un jeune délinquant peut être détenu n'est pas atteinte par le présent article. 1929, c. 46, art. 6.

Nomination
du juge
suppléant.

7. (1) Le juge d'une cour pour jeunes délinquants peut, avec l'approbation du procureur général de la province dans laquelle cette cour est située, nommer un juge suppléant qui a tous les pouvoirs et toute l'autorité d'un juge de la cour pour jeunes délinquants, en l'absence dudit juge ou en cas de maladie ou d'autre incapacité de sa part.

Durée des
fonctions.

(2) Un juge suppléant ainsi nommé occupe sa charge à titre amovible et le procureur général ou le juge, avec l'approbation du procureur général, peut en tout temps le destituer sans cause.

Démission.

(3) La démission d'un juge suppléant peut être acceptée soit par le juge qui l'a nommé, soit par le procureur général. 1929, c. 46, art. 7.

Toutes
causes doi-
vent venir
devant la
cour pour
jeunes
délinquants.

8. (1) Lorsqu'un enfant est arrêté, en vertu d'un mandat ou non, cet enfant, au lieu d'être traduit devant un juge de paix, est traduit devant la cour pour jeunes délinquants ; et si un enfant est traduit devant un juge de paix sur sommation, ou en vertu d'un mandat, ou pour toute autre raison, il est du devoir du juge de paix de déférer la cause à la cour pour jeunes délinquants, et du fonctionnaire qui a charge de l'enfant, de traduire celui-ci devant cette cour ; et dans chaque cas, la cour pour jeunes délinquants entend et décide la cause de la même manière que si l'enfant eût été traduit devant elle sur la plainte originellement faite.

Exceptions.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un juge de paix qui est juge de la cour pour jeunes délinquants, ou

qui a le pouvoir d'agir en cette qualité sous le régime des dispositions d'une loi en vigueur dans la province. 1929, c. 46, art. 8.

Procédure
exception-
nelle quand
l'infraction
est un acte
criminel.

9. (1) Lorsque l'infraction qui fait le sujet de la plainte est, aux termes des dispositions du *Code criminel* ou autrement, un acte criminel, et que l'enfant accusé est apparemment ou effectivement âgé de plus de quatorze ans, la cour peut, à sa discrétion, ordonner que cet enfant soit poursuivi par voie de mise en accusation dans les cours ordinaires conformément aux dispositions du *Code criminel* à ce sujet ; mais cette mesure ne doit être prise que lorsque la cour est d'avis que le bien de l'enfant et l'intérêt de la société l'exigent.

Révocation
de l'ordre.

(2) La cour peut, à sa discrétion, en tout temps avant l'ouverture de procédures contre l'enfant dans les cours criminelles ordinaires, révoquer cet ordre. 1929, c. 46, art. 9.

Avis aux
parents.

10. (1) Un avis de l'audition de toute accusation de délit doit être dûment signifié au père ou à la mère ou au tuteur de l'enfant, ou, s'il n'a ni père ni mère ni tuteur, ou si la résidence de ses père et mère ou tuteur est inconnue, à quelque proche parent, s'il en existe, résidant dans la cité, la ville ou le comté, et dont l'adresse est connue ; et toute personne à qui cet avis a été signifié a le droit d'assister au procès.

Signification
de l'avis.

(2) Le juge peut donner des instructions relativement aux personnes à qui l'avis doit être signifié en vertu du présent article, et ces instructions sont concluantes quant à la suffisance de l'avis donné sous leur régime. 1929, c. 46, art. 10.

Pouvoirs du
greffier.

11. (1) Le greffier de toute cour pour jeunes délinquants possède d'office le pouvoir de recevoir le serment et aussi, en l'absence du juge et du juge suppléant, d'ajourner toute audition pour une période définie qui ne doit pas excéder dix jours.

Devoirs du
greffier.

(2) Le greffier de la cour pour jeunes délinquants est tenu de donner, d'avance, avis à l'agent de surveillance ou à l'agent de surveillance en chef, du jour où un enfant sera traduit devant la cour pour y subir son procès. 1929, c. 46, art. 11.

Procès
privés.

12. (1) Les procès des enfants ont lieu sans publicité, séparément et à part de ceux d'autres personnes accusées, et à des époques convenables qui sont désignées et fixées à cet effet.

Lieu des
procès.

(2) Ces procès peuvent avoir lieu dans le bureau privé du juge, ou dans une autre chambre privée du palais de justice ou municipal, ou dans la maison de détention, ou, s'il ne se trouve pas de chambre ou pièce semblable, dans la salle d'audience ordinaire ; mais, si le procès a lieu dans la salle d'audience ordinaire, un intervalle d'une demi-heure doit s'écouler entre la clôture du procès ou de l'interrogatoire d'un adulte et le commencement du procès d'un enfant.

Les noms ne
doivent pas
être publiés
ni l'identité
de l'enfant
indiquée.

(3) Sans une permission spéciale de la cour, aucun journal ou autre publication ne doit rapporter un délit commis ou dit avoir été commis par un enfant, ou l'instruction ou autre règlement d'une accusation contre un enfant, ou d'une accusation contre un adulte traduit devant la cour pour jeunes délinquants en exécution de l'article 33 ou de l'article 35, quand est divulgué le nom de l'enfant ou de son père ou de sa mère ou de son tuteur ou de l'école ou institution que l'enfant est censé avoir fréquentée ou dans laquelle il est censé avoir été pensionnaire, ou quand l'identité de l'enfant est par ailleurs indiquée.

Application
aux
journaux.

(4) Le paragraphe (3) s'applique à tous les journaux et autres publications édités dans quelque lieu que ce soit au Canada, que la présente loi, par ailleurs, soit ou non en vigueur à l'endroit de la publication. 1929, c. 46, art. 12.

Maison de
détention.

13. (1) Pendant qu'il attend son procès, en exécution des dispositions de la présente loi, nul enfant ne doit être détenu dans une prison de comté ou autre, ni dans un autre lieu où des adultes sont ou peuvent être emprisonnés ; mais il doit être gardé dans une maison de détention ou un refuge à l'usage exclusif des enfants, ou sous telle autre surveillance approuvée par le juge ou, en son absence, par le shérif, ou, en l'absence du juge et du shérif, par le maire ou autre principal magistrat de la cité, ville, comté ou lieu.

Peine.

(2) Tout fonctionnaire ou toute personne contrevenant aux dispositions du paragraphe (1) est passible, après déclaration sommaire de culpabilité devant une cour pour jeunes délinquants ou devant un magistrat, d'une amende n'excédant

pas cent dollars ou d'un emprisonnement n'excédant pas trente jours, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.

Exception.

(3) Le présent article ne s'applique pas à un enfant à l'égard duquel un ordre a été émis en vertu de l'article 9.

Exception.

(4) Le présent article ne s'applique pas à un enfant apparemment âgé de plus de quatorze ans qui, de l'avis du juge ou, en son absence, du shérif ou, en l'absence du juge et du shérif, du maire ou autre principal magistrat de la cité, ville, comté ou lieu, ne peut être détenu en sûreté dans un endroit autre qu'une prison ou un poste de police. 1929, c. 46, art. 13.

Lorsqu'il n'y a pas de maison de détention.

14. (1) Lorsqu'un mandat a été émis pour l'arrestation d'un enfant, ou lorsqu'un enfant a été arrêté sans mandat, dans un comté ou district où il n'y a pas de maison de détention à l'usage exclusif des enfants, l'enfant ne doit pas être incarcéré à moins que, de l'avis du juge de la cour ou, en son absence, du shérif, ou, en l'absence du juge et du shérif, du maire ou autre principal magistrat de la cité, ville, comté ou lieu, cette incarcération ne soit nécessaire pour assurer la présence de cet enfant en cour.

Promesse d'être présent peut être acceptée.

(2) En vue d'éviter, si possible, cette incarcération, la promesse verbale ou écrite de la personne qui a reçu signification de l'avis de la poursuite comme il est susdit, ou de toute autre personne compétente, qu'elle se rend responsable de la présence de l'enfant lorsqu'elle sera exigée, peut être acceptée; et si l'enfant ne se présente pas à la date ou aux dates fixées par la cour, la personne ou les personnes assumant la responsabilité susdite seront réputées coupables de désobéissance à la cour, à moins que la cour ne soit d'avis qu'il y a cause raisonnable pour le défaut de comparution. 1929, c. 46, art. 14.

Cautionnement peut être accepté.

15. En attendant l'audition sur une accusation de délit, la cour peut accepter un cautionnement pour la comparution, au procès, de l'enfant accusé, comme dans le cas d'autres accusés. 1929, c. 46, art. 15.

La cour peut ajourner ou remettre l'audition.

16. La cour peut ajourner ou remettre l'audition d'une accusation de délit pendant une ou plusieurs périodes qu'elle peut juger à propos, ou elle peut remettre ou ajourner l'audition *sine die*. 1929, c. 46, art. 16.

Procédures
peuvent être
simples.

17. (1) Les procédures visées par la présente loi à l'égard d'un enfant, y compris l'instruction et le règlement de la cause, peuvent, dans la mesure compatible avec la bonne administration de la justice, se faire avec aussi peu de formalités que les circonstances le permettent.

Procédures
non
atteintes
par des irrégularités.

(2) Nul jugement ou autre mesure d'une cour pour jeunes délinquants à l'égard d'un enfant ne doit être annulée ou cassée par suite de quelque vice de forme ou irrégularité, lorsqu'il apparaît que le règlement de la cause a été dans le meilleur intérêt de l'enfant.

Signification
des pièces
dans un
autre
ressort.

(3) Sauf les dispositions du paragraphe (5), si une personne, qu'elle soit un enfant ou un adulte, contre qui une cour pour jeunes délinquants a émis un mandat, est introuvable dans le ressort de la cour pour jeunes délinquants qui a émis ce mandat, mais est ou est soupçonnée d'être dans quelque autre partie du Canada, tout juge ou juge suppléant d'une cour pour jeunes délinquants dans le ressort de laquelle cette personne est ou est soupçonnée d'être, ou, s'il n'y a pas de cour pour jeunes délinquants ayant juridiction dans cet endroit, alors un juge de paix dans le ressort duquel cette personne est ou est soupçonnée d'être, sur preuve faite, sous serment ou affirmation, de l'écriture du juge de la cour pour jeunes délinquants ou d'un autre fonctionnaire qui a émis le mandat, doit apposer son visa sur le mandat, sous son seing, autorisant l'exécution du mandat dans son ressort.

Inscription
sur le
mandat.

Autorisation
d'arrêt.

(4) Ce visa du mandat suffit pour autoriser la personne chargée de son exécution, ainsi que toutes les autres personnes auxquelles il était adressé originellement, et aussi tous les agents de surveillance, les constables et autres agents de la paix de la cour pour jeunes délinquants ou de la circonscription territoriale où ce mandat a été ainsi visé, à le mettre à exécution dans cette circonscription territoriale, et à conduire la personne contre laquelle le mandat est lancé, après son arrestation, devant la cour pour jeunes délinquants d'où a émané le mandat.

Enfant hors
de la
juridiction.

(5) Si la cour pour jeunes délinquants a fait placer dans un foyer hors de la juridiction de cette cour, ou a commis à la charge ou au soin d'un agent de surveillance ou d'une autre personne recommandable ou d'une école industrielle hors de la juridiction de cette cour, un enfant qui a précédemment comparu devant cette cour et qui reste sous sa

surveillance, elle peut prendre à l'égard de cet enfant toute mesure qu'elle pourrait adopter si cet enfant était du ressort de cette cour ; et pour ces fins un mandat ou une ordonnance émise à l'égard de cet enfant peut être exécutée ou signifiée en tout endroit du Canada hors de la juridiction de cette cour, sans qu'il soit nécessaire d'observer les dispositions du paragraphe (3). 1929, c. 46, art. 17.

Sceau non requis.

18. Il n'est pas nécessaire qu'un sceau soit attaché ou fixé aux dénonciations, sommations, mandats, déclarations de culpabilité, ordonnances ou autres pièces ou documents déposés, mis ou inscrits dans une procédure prise ou intentée en exécution de la présente loi pour que ces pièces judiciaires soient valables. 1929, c. 46, art. 18.

Dispense du serment.

19. (1) Lorsque, dans une procédure devant une cour pour jeunes délinquants, le juge est d'avis qu'un enfant en bas âge, appelé comme témoin, ne comprend pas la nature du serment, le témoignage de cet enfant peut être reçu, bien qu'il ne soit pas donné sous serment, si, de l'avis du juge, cet enfant possède assez d'intelligence pour justifier la réception de son témoignage et comprend l'obligation de dire la vérité.

Témoignage doit être corroboré.

(2) Nul ne doit être déclaré coupable sur le témoignage d'un enfant en bas âge, qui n'a pas prêté serment, à moins que ce témoignage ne soit corroboré sous quelque rapport essentiel. 1929, c. 46, art. 19.

Libération conditionnelle.

20. (1) Lorsqu'il a été jugé que l'enfant était un jeune délinquant, la cour peut, à sa discrétion, prendre une ou plusieurs des mesures diverses ci-dessous énoncées au présent article, selon qu'elle le juge opportun dans les circonstances,

- a) suspendre le règlement définitif ;
- b) ajourner, à l'occasion, l'audition ou le règlement de la cause pour une période déterminée ou indéterminée ;
- c) imposer une amende d'au plus vingt-cinq dollars, laquelle peut être acquittée par versements périodiques ou autrement ;
- d) confier l'enfant au soin ou à la garde d'un agent de surveillance ou de toute autre personne recommandable ;

- e) permettre à l'enfant de rester dans sa famille, sous réserve de visites de la part d'un agent de surveillance, l'enfant étant tenu de se présenter à la cour ou devant cet agent aussi souvent qu'il sera requis de le faire ;
- f) faire placer cet enfant dans une famille recommandable comme foyer d'adoption, sous réserve de la surveillance bienveillante d'un agent de surveillance et des ordres futurs de la cour ;
- g) imposer au délinquant les conditions supplémentaires ou autres qui peuvent paraître opportunes ;
- h) confier l'enfant à quelque société d'aide à l'enfance, dûment organisée en vertu d'une loi de la Législature de la province et approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou, dans toute municipalité où il n'existe pas de société d'aide à l'enfance, aux soins du surintendant, s'il en est un ; ou
- i) confier l'enfant à une école industrielle dûment approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Entretien
de l'enfant.

(2) Dans chacun de ces cas, la cour est autorisée à rendre un ordre enjoignant aux père et mère de l'enfant ou au père ou à la mère ou à la municipalité à laquelle il appartient, de verser pour son entretien telle somme que la cour peut déterminer, et lorsque cet ordre est donné à la municipalité, cette dernière peut à l'occasion recouvrer des père et mère ou du père ou de la mère de l'enfant la somme ou les sommes qu'elle a versées en exécution de cet ordre.

Retour du
jeune
délinquant
à la cour.

Pouvoirs de
la cour.

(3) Lorsqu'il a été jugé qu'un enfant était un jeune délinquant, que cet enfant ait été traité ou non conformément à l'une des manières prescrites au paragraphe (1), la cour peut, en tout temps, avant que ce jeune délinquant ait atteint l'âge de vingt et un ans et à moins que la cour n'en ait ordonné autrement, faire en sorte, par avis, sommation ou mandat, que le délinquant soit traduit devant la cour, et la cour peut alors prendre toute mesure prévue par le paragraphe (1), ou elle peut rendre un ordre à l'égard de cet enfant en vertu de l'article 9, ou elle peut libérer l'enfant sur parole ou lui accorder sa libération, mais dans une province où se trouve un surintendant, nul enfant ne doit être libéré d'une école industrielle par le juge sans un rapport de ce surintendant recommandant sa libération, et lorsqu'une cour rend un ordre

libérant un jeune délinquant d'une école industrielle ou le transférant d'une école industrielle à un foyer d'adoption ou d'un foyer d'adoption à un autre en vertu des dispositions du présent paragraphe, il n'est pas nécessaire pour ce délinquant d'être en présence de la cour au moment où cet ordre est rendu.

Preuve à l'audition.

(4) Lorsqu'un enfant est traduit de nouveau devant la cour, ainsi que le prévoit le paragraphe (3), la cour peut disposer du cas sur le rapport de l'agent de surveillance ou d'une autre personne à qui l'enfant a été confié, ou du secrétaire d'une société d'aide à l'enfance, ou du surintendant, ou du surintendant de l'école industrielle où l'enfant a été interné, sans qu'il soit nécessaire d'entendre une preuve supplémentaire ou autre.

Pour le bien de l'enfant.

(5) La décision à prendre dans chaque cas doit être celle que la cour juge être pour le bien de l'enfant et dans le meilleur intérêt de la société. 1929, c. 46, art. 20.

Enfant traité sous la loi provinciale.

21. (1) Chaque fois qu'un ordre est rendu en exécution de l'article 20, à l'effet de confier un enfant à une société d'aide à l'enfance, ou à un surintendant, ou à une école industrielle, si le secrétaire de la province l'ordonne, l'enfant peut ensuite être traité en vertu des lois de la province de la même manière, à tous égards, que si un ordre eût été légalement rendu concernant une procédure intentée sous le régime d'un statut de la province ; et à partir de la date de l'émission de cet ordre, sauf le cas de nouvelles infractions, l'enfant n'est plus traité par la cour sous le régime des dispositions de la présente loi.

Ordre fait à l'avance.

(2) L'ordre du secrétaire de la province peut être fait à l'avance et de manière à s'appliquer à tous les cas d'incarcération mentionnés au présent article. 1929, c. 46, art. 21.

Paiement de l'amende, etc., par le père, la mère ou le tuteur.

22. (1) Lorsqu'il a été jugé qu'un enfant s'est rendu coupable d'une infraction et que, de l'avis de la cour, l'imposition d'une amende, le paiement de dommages-intérêts ou de frais, avec ou sans restitution ou avec ou sans autre mesure, constituent le meilleur remède dans les circonstances, la cour peut ordonner que l'amende imposée, les dommages-intérêts ou les frais accordés soient payés par le père ou la mère ou le tuteur de l'enfant, au lieu de l'être par l'enfant, si elle est convaincue que les père et mère ou le tuteur ont induit

l'enfant à commettre l'infraction en négligeant de prendre bon soin de l'enfant ou autrement.

Limite de
l'amende.

(2) Lorsqu'une amende est imposée et qu'il est ordonné au père ou à la mère ou au tuteur de la payer, la limite de la somme imposée par le paragraphe (1) de l'article 20 ne s'applique pas, mais l'amende ne doit en aucun cas excéder la somme fixée, pour une infraction semblable, par l'une quelconque des dispositions du *Code criminel*.

Recouvrement de
l'amende.

(3) Lorsque, sous l'autorité du présent article ou de l'article 20, il a été ordonné de payer une certaine somme d'argent, la cour peut prononcer, soit par l'ordonnance se rapportant au paiement de cette somme, soit par une ordonnance rendue subséquemment, que cette somme est recouvrable par saisie et vente des effets et biens mobiliers de la partie de qui cette somme est recouvrable, et par emprisonnement à défaut d'une telle saisie. Le montant d'argent est ainsi recouvrable, ou il est recouvrable de la même manière que l'est une amende imposée d'après quelque disposition du *Code criminel*, ou est recouvrable de la façon prévue par toute loi de la Législature de la province contenant des dispositions pour le recouvrement des amendes.

Père, mère
ou tuteur
doivent
être
entendus.

(4) Nul ordre ne doit être donné en exécution du présent article à moins que le père ou la mère ou le tuteur n'aient eu l'occasion de se faire entendre ; mais les père ou mère ou tuteur, à qui avis de l'audience a été dûment signifié, conformément à l'article 10, sont censés avoir eu cette occasion, malgré le fait qu'ils ne se soient pas présentés à l'audience.

Appel.

(5) Le père ou la mère ou le tuteur ont le même droit d'interjeter appel d'un ordre rendu en vertu des dispositions du présent article que si l'ordre avait été rendu lors de la déclaration de culpabilité du père ou de la mère ou du tuteur.

Mesure
addition-
nelle.

(6) Toute mesure prise en vertu du présent article peut être additionnelle à toute mesure prise en vertu de l'article 20. 1929, c. 46, art. 22.

Religion de
l'enfant doit
être
respectée.

23. (1) Nul enfant protestant, auquel s'applique la présente loi, ne doit être confié aux soins d'une société catholique romaine d'aide à l'enfance, ni placé dans une famille catholique romaine comme dans son foyer d'adoption ; et nul enfant catholique romain, auquel s'applique la présente loi, ne doit être

confié aux soins d'une société protestante d'aide à l'enfance, ni placé dans une famille protestante comme dans son foyer d'adoption ; mais le présent article ne s'applique pas aux enfants reçus dans un asile ou refuge temporaire pour les enfants, établi sous l'autorité d'un statut de la province, ou, dans une municipalité où il n'existe qu'une société d'aide à l'enfance, à cette société d'aide à l'enfance.

Ordre à l'effet de mettre en vigueur les dispositions précédentes.

(2) Lorsqu'un enfant protestant est confié aux soins d'une société catholique romaine d'aide à l'enfance, ou placé dans une famille catholique romaine comme dans son foyer d'adoption, ou si un enfant catholique romain est confié aux soins d'une société protestante d'aide à l'enfance, ou placé dans une famille protestante comme dans son foyer d'adoption, contrairement aux dispositions du présent article, la cour doit, sur demande de toute personne à cette fin, rendre un ordre pour que cet enfant soit confié ou placé conformément aux dispositions du paragraphe (1).

Quant aux enfants d'une foi religieuse autre que la foi protestante ou catholique romaine.

(3) Nul enfant d'une autre foi religieuse que la foi protestante ou catholique romaine ne doit être confié aux soins d'une société d'aide à l'enfance protestante ou catholique romaine, ni être placé dans une famille protestante ou catholique romaine comme dans son foyer d'adoption, à moins qu'il n'y ait dans la municipalité aucune société d'aide à l'enfance, ni aucune famille convenable de la même foi religieuse que celle de l'enfant ou de sa famille, et s'il n'y a aucune société d'aide à l'enfance ni aucune famille convenable de la même foi auxquelles le soin de cet enfant puisse être convenablement confié, la cour, à sa discrétion, décide du sort de cet enfant. 1929, c. 46, art. 23.

Il n'est pas permis aux enfants d'être présents en cour.

24. (1) Il n'est permis à aucun enfant, autre qu'un enfant porté au bras, d'être présent en cour pendant le procès de quelque personne accusée d'une infraction, ou pendant les procédures préliminaires, et en cas de présence, la cour doit ordonner qu'il soit éloigné, à moins qu'il ne soit la personne même accusée de la prétendue infraction, ou à moins que sa présence ne soit nécessaire comme témoin ou autrement, pour des fins de la justice.

Exception.

(2) Le présent article ne s'applique pas aux messagers, commis et autres personnes dont la présence est requise à la cour pour des objets connexes à leur emploi. 1929, c. 46, art. 24.

Enfants au-dessous de douze ans.

25. Il est interdit d'envoyer un jeune délinquant, apparemment âgé de moins de douze ans, à une école industrielle, tant qu'une tentative n'a pas été faite d'effectuer la réforme de cet enfant à son propre foyer ou à un foyer d'adoption ou pendant qu'il est sous la garde d'une société d'aide à l'enfance, ou d'un surintendant, et à moins que la cour ne décide que le bien de cet enfant et l'intérêt de la société rendent cette incarcération nécessaire. 1929, c. 46, art. 25.

Les enfants doivent être séparés des adultes.

26. (1) Nul jeune délinquant ne doit, en aucune circonstance, lorsqu'il est déclaré coupable ou par la suite, être condamné à un pénitencier, une prison de comté ou autre, un poste de police ou autre endroit, dans lequel des adultes sont ou peuvent être emprisonnés, ni être incarcéré dans les susdits.

Exception.

(2) Le présent article ne s'applique pas à un enfant qui a été poursuivi en vertu des dispositions de l'article 9. 1929, c. 46, art. 26.

« Comité de la cour pour les jeunes délinquants. »

27. (1) Relativement à la cour pour jeunes délinquants, il est établi un comité de citoyens, dont les services sont gratuits, désigné sous le nom de « comité de la cour pour jeunes délinquants ».

Comité de la cour pour les jeunes délinquants, *ex-officio*.

(2) Lorsqu'il existe une société d'aide à l'enfance dans une cité ou ville où la présente loi est en vigueur, le comité ou un sous-comité de cette société constitue le comité de la cour pour jeunes délinquants ; et lorsqu'il existe à la fois une société protestante d'aide à l'enfance et une société catholique romaine d'aide à l'enfance, le comité ou un sous-comité de la société protestante d'aide à l'enfance constitue le comité de la cour pour jeunes délinquants en ce qui concerne les enfants protestants, et le comité ou un sous-comité de la société catholique romaine d'aide à l'enfance constitue le comité de la cour pour jeunes délinquants en ce qui concerne les enfants catholiques romains.

Nomination par la cour.

(3) Lorsqu'il n'existe pas de société d'aide à l'enfance dans une cité ou ville où la présente loi est en vigueur, la cour peut et, à la requête signée par cinquante personnes qui résident dans la municipalité en question, doit nommer trois personnes ou plus qui constituent le comité de la cour pour jeunes délinquants à l'égard des enfants protestants, et trois autres personnes ou plus qui constituent le comité de la cour

pour jeunes délinquants à l'égard des enfants catholiques romains ; et les personnes ainsi nommées peuvent, à leur discrétion, siéger à titre d'un comité mixte.

Lorsque l'enfant est d'une foi religieuse autre que la foi protestante ou catholique romaine.

(4) Dans le cas d'un enfant d'une foi religieuse autre que la foi protestante ou catholique romaine, la cour doit nommer trois personnes recommandables ou plus, qui constituent le comité de la cour pour jeunes délinquants, en ce qui a trait à cet enfant. Ces personnes doivent être de la même foi religieuse que l'enfant, si de telles personnes recommandables résident dans la municipalité et consentent à agir, et si, de l'avis de la cour, ces personnes sont désirables pour former ce comité. 1929, c. 46, art. 27.

Devoirs du comité.

28. (1) Il est du devoir du comité de la cour pour jeunes délinquants de s'assembler aussi souvent qu'il est nécessaire, et de consulter avec les agents de surveillance à l'égard des jeunes délinquants, d'offrir, par l'entremise des agents de surveillance et autrement, des conseils à la cour, relativement à la meilleure manière de traiter ces délinquants, et, en général, de faciliter par tous les moyens en son pouvoir la réforme des jeunes délinquants.

Représentants peuvent être présents.

(2) Des représentants du comité de la cour pour jeunes délinquants, qui sont membres de ce comité, peuvent être présents à toute session de la cour pour jeunes délinquants.

Certains cas réservés au juge.

(3) Aucun juge suppléant ne doit entendre et décider un cas lorsque le comité de la cour pour jeunes délinquants désire que ce cas soit réservé pour audition et décision par le juge de la cour pour jeunes délinquants. 1929, c. 46, art. 28.

La cour peut nommer des agents de surveillance.

29. Lorsqu'il n'y a pas eu d'agent de surveillance de nommé en vertu de l'autorité provinciale, et qu'il a été pourvu à la rémunération d'un tel agent par subvention municipale, souscription publique ou autrement, la cour doit, de concert avec le comité de la cour pour jeunes délinquants, nommer agents de surveillance une ou plusieurs personnes recommandables. 1929, c. 46, art. 29.

Pouvoirs d'un agent de surveillance.

30. Tout agent de surveillance dûment nommé en vertu des dispositions de la présente loi ou de quelque statut provincial est revêtu, pour l'exécution de ses fonctions comme tel, de tous les pouvoirs d'un constable, et est protégé contre toutes procédures civiles pour ce qu'il peut faire en exerçant

de bonne foi les pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi. 1929, c. 46, art. 30.

Devoirs de
l'agent de
surveillance.

31. L'agent de surveillance est tenu de faire toute enquête que la cour peut exiger, d'être présent en cour afin de représenter les intérêts de l'enfant lorsque la cause est entendue, de fournir à la cour les renseignements et l'aide qu'elle juge nécessaires, et de prendre soin de l'enfant, avant ou après le procès, de la manière que la cour peut ordonner. 1929, c. 46, art. 31.

Agents de
surveillance
sous la
direction
du juge.

32. Tout agent de surveillance, de quelque manière qu'il ait été nommé, est, pour toutes les fins de la présente loi, sous la direction et soumis aux instructions du juge de la cour à laquelle est attaché cet agent de surveillance. 1935, c. 41, art. 2.

Culpabilité
des adultes
qui contri-
buent au
délit.

33. (1) Toute personne, qu'elle soit ou non le père, la mère ou le tuteur de l'enfant, qui, sciemment ou de propos délibéré,

a) aide, induit, engage un enfant à commettre un délit ou tolère qu'il le commette ; ou

b) commet quelque acte qui est de nature, tend ou contribue à faire de l'enfant un jeune délinquant ou qui le portera vraisemblablement à le devenir ;

Peine.

est passible, après déclaration sommaire de culpabilité devant une cour pour jeunes délinquants ou devant un magistrat, d'une amende d'au plus cinq cents dollars ou d'un emprisonnement pendant au plus deux ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.

Responsabi-
lité des père
ou mère ou
tuteur.

(2) Quiconque étant le père, la mère ou le tuteur de l'enfant, et en étant capable, néglige sciemment d'accomplir ce qui tendrait directement à empêcher ledit enfant à être ou à devenir un jeune délinquant, ou de faire disparaître les conditions qui font de lui ou sont susceptibles de faire de lui un jeune délinquant, est passible, après déclaration sommaire de culpabilité devant une cour pour jeunes délinquants ou un magistrat, d'une amende d'au plus cinq cents dollars ou de l'emprisonnement pendant au plus deux ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.

Peine.

Ajourne-
ment.

(3) La cour ou le magistrat peut remettre ou ajourner l'audition d'une accusation visée par le présent article pour

Conditions
peuvent être
imposées.

les périodes que la cour peut juger utiles, ou peut remettre ou ajourner l'audition *sine die* et peut imposer des conditions à toute personne déclarée coupable en vertu du présent article et suspendre la sentence sous réserve desdites conditions, et, sur preuve établie à quelque moment que ce soit que ces conditions n'ont pas été observées, rendre jugement contre cette personne.

Le fait que
l'enfant n'est
pas devenu
délinquant
ne constitue
pas un moyen
de défense.

(4) Ne constitue pas une défense valable contre une poursuite exercée en vertu du présent article le fait ou que l'enfant est trop jeune pour comprendre ou apprécier la nature ou l'effet de la conduite de l'accusé, ou que, nonobstant la conduite de l'accusé, l'enfant n'est pas effectivement devenu un jeune délinquant.

Prescription.

(5) Nonobstant toute disposition contraire de l'article 5, ou toutes dispositions du *Code criminel* visées par l'alinéa b) du paragraphe (1) de l'article 5, toute poursuite pour une infraction prévue au présent article peut être intentée dans le délai d'un an à compter du moment où l'infraction est censée avoir été commise. 1936, c. 40, art. 2.

Peine pour
induire, etc.,
un enfant à
quitter la
maison, etc.,
où il a été
placé en
vertu des
dispositions
de la pré-
sente loi.

34. Est coupable d'une infraction et passible, après déclaration sommaire de culpabilité devant une cour pour jeunes délinquants, ou devant un magistrat, d'une amende de cent dollars au maximum ou d'un emprisonnement d'une année au plus, ou des deux peines à la fois, quiconque induit ou tente d'induire un enfant à quitter toute maison de détention, école industrielle ou tout foyer d'adoption ou toute autre institution ou endroit où cet enfant a été placé en vertu des dispositions de la présente loi, ou qui en enlève ou cherche à en enlever cet enfant sans l'autorisation de la cour, ou qui, lorsqu'un enfant s'est soustrait illégalement à la garde d'une institution ou d'un foyer d'adoption, sciemment héberge ou cache cet enfant sans donner à la cour ou à l'institution ou aux autorités policières locales avis de l'endroit où il se trouve. 1929, c. 46, art. 34.

Aucune
audition pré-
liminaire.

35. (1) Les poursuites contre des adultes pour infraction à quelque disposition du *Code criminel* relativement à un enfant peuvent être intentées dans la cour pour jeunes délinquants, sans que soit nécessaire une audition préliminaire devant un juge de paix, et peuvent être jugées sommairement

Procédure
sommaire.

si l'infraction est poursuivable sommairement, ou autrement traitées comme dans le cas d'une audition préliminaire devant un juge de paix.

Application
du *Code*
criminel.

(2) Toutes les dispositions du *Code criminel*, non incompatibles avec la présente loi, qui s'appliqueraient à des procédures identiques si elles étaient prises devant un juge de paix, s'appliquent aux poursuites intentées devant une cour pour jeunes délinquants en exécution du présent article. 1929, c. 46, art. 35.

Désobéissance à
la cour.

36. (1) Une cour pour jeunes délinquants possède les mêmes pouvoirs et la même autorité pour maintenir l'ordre dans la cour durant ses audiences, et peut recourir aux mêmes voies et moyens, que ceux que tout tribunal au Canada ou les juges de tout tribunal au Canada actuellement exercent ou emploient légalement, ou peuvent exercer ou employer légalement dans des cas similaires et pour les mêmes fins, durant leurs audiences.

Mise en
vigueur de
l'ordonnance.

(2) S'il est opposé quelque résistance à l'exécution d'une sommation, d'un mandat d'exécution ou d'une autre ordonnance qu'il a émis, un juge d'une cour pour jeunes délinquants peut en imposer l'exécution par les moyens qu'indique la loi à cet égard relativement aux procédures d'autres tribunaux dans des cas semblables. 1929, c. 46, art. 36.

Appel par
permission
spéciale.

37. (1) Un juge de la Cour suprême peut, à sa discrétion et pour des motifs particuliers, accorder une permission spéciale d'interjeter appel de toute décision de la cour pour jeunes délinquants ou d'un magistrat. Dans tous les cas où cette permission est accordée, la procédure en appel doit être la même que celle qui est prévue dans le cas de déclaration de culpabilité par voie de mise en accusation, et les dispositions du *Code criminel* relatives aux appels des déclarations de culpabilité par voie de mise en accusation s'appliquent *mutatis mutandis* à cet appel, sauf que l'appel doit être interjeté à un juge de la Cour suprême au lieu de l'être à la Cour d'appel, avec un nouveau droit d'appel à la Cour d'appel par permission spéciale de cette Cour.

Quand il est
permis
d'interjeter
appel.

(2) Aucune permission d'interjeter appel ne doit être accordée sous le régime des dispositions du présent article à moins que le juge ou la cour qui accorde permission ne

considère que dans les circonstances particulières du cas il est essentiel dans l'intérêt public ou pour la bonne administration de la justice que cette permission soit accordée.

Demande
d'autorisation
d'appel.

(3) Demande d'autorisation d'appel sous le régime du présent article doit être présentée dans un délai de dix jours à compter de la déclaration de culpabilité ou de l'ordonnance qui fait l'objet de l'appel, ou dans un délai prorogé, ne dépassant pas vingt autres jours, qu'un juge de la Cour suprême peut juger à propos de fixer, soit avant, soit après l'expiration du susdit délai de dix jours. 1929, c. 46, art. 37 ; 1932, c. 17, art. 2 ; 1947, c. 37, art. 1.

Loi doit être
interprétée
libéralement.

38. La présente loi doit être libéralement interprétée afin que son objet puisse être atteint, savoir : que le soin, la surveillance et la discipline d'un jeune délinquant ressemblent autant que possible à ceux qui lui seraient donnés par ses père et mère, et que, autant qu'il est praticable, chaque jeune délinquant soit traité, non comme un criminel, mais comme un enfant mal dirigé, ayant besoin d'aide, d'encouragement et de secours. 1929, c. 46, art. 38.

Statuts
provinciaux
ne sont pas
atteints.

39. Rien dans la présente loi ne doit être interprété comme ayant l'effet d'abroger ou d'annuler quelque disposition d'un statut provincial en vue de la protection ou du bien des enfants ; et lorsqu'un jeune délinquant, qui ne s'est pas rendu coupable d'une infraction constituant un acte criminel aux termes des dispositions du *Code criminel*, tombe sous les dispositions d'un statut provincial, il peut être traité, soit en vertu de ce statut, soit en vertu de la présente loi, selon que le meilleur intérêt de cet enfant l'exige. 1929, c. 46, art. 39.

Abrogation
de l'ancienne
loi.

40. Dès l'entrée en vigueur de la présente loi dans une province, cité, ville ou autre partie d'une province, toute disposition du *Code criminel* ou de toute autre loi du Parlement du Canada, incompatible avec les dispositions de la présente loi, se trouve abrogée en ce qui concerne cette province, cité, ville, ou autre partie d'une province. 1929, c. 46, art. 40.

Articles 12
(4) et 17
(3), (5) et
34 en
vigueur
au Canada.

41. Le paragraphe (4) de l'article 12 et les paragraphes (3) et (5) de l'article 17, ainsi que l'article 34, sont en vigueur dans toutes les parties du Canada, que la présente loi soit par ailleurs en vigueur ou non. 1929, c. 46, art. 41.

Mise en
vigueur
de la loi.

42. Sous réserve des dispositions de l'article 41, la présente loi peut être mise en vigueur, par proclamation, dans toute province, ou dans toute partie d'une province, après l'adoption d'une loi par la Législature de quelque province, pourvoyant à l'établissement de cours pour jeunes délinquants, ou désignant des cours existantes comme des cours pour jeunes délinquants, et de maisons de détention pour les enfants. 1929, c. 46, art. 42.

Toute cité
ou ville peut
demander
l'applica-
tion de la
présente
loi.

43. (1) Sous réserve des dispositions de l'article 41, la présente loi peut être mise en vigueur, par proclamation, dans toute cité, ville, ou autre partie d'une province, nonobstant le fait que la Législature provinciale n'a pas adopté de loi telle qu'en fait mention l'article 42, pourvu que le gouverneur en conseil soit convaincu que les facilités convenables pour la mise à exécution des dispositions de la présente loi ont été établies dans cette cité, ville ou autre partie d'une province, par son conseil municipal ou autrement.

Nomination
spéciale
du juge.

(2) Le gouverneur en conseil peut désigner un juge d'une cour supérieure ou d'une cour de comté ou un juge de paix, ayant juridiction dans la cité, ville ou autre partie d'une province, où la loi est ainsi mise en vigueur, pour agir comme juge de la cour pour jeunes délinquants dans cette cité, ville ou autre partie d'une province, et le juge ou le juge de paix ainsi désigné ou nommé possède et exerce dans cette cité, ville ou autre partie d'une province, tous les pouvoirs conférés par la présente loi à la cour pour jeunes délinquants. 1929, c. 46, art. 43.

Application
de la loi.

44. La présente loi n'entre en vigueur que lorsque et selon que des proclamations la déclarant exécutoire dans une province, une cité, une ville ou autre partie de la province sont lancées et publiées dans la *Gazette du Canada*. 1929, c. 46, art. 44.

Fonctionne-
ment de
la loi.

45. Par dérogation aux dispositions de l'article 44, la présente loi est en vigueur dans toute partie du Canada où la *Loi des jeunes délinquants*, chapitre 108 des Statuts révisés du Canada, 1927, se trouvait en vigueur le 14 juin 1929. 1929, c. 46, art. 45.

APPENDICE 31

Loi de la protection de la jeunesse.

STATUTS REFONDUS DU QUÉBEC, 1964

CHAPITRE 220

Loi de la protection de la jeunesse

Section I

INTERPRÉTATION

Défini- tions :	1. Dans la présente loi, les termes suivants signifient :
« minis- tère » ;	a) « ministère » : le ministère de la famille et du bien-être social ;
« école » ;	b) « école » : une école de protection de la jeunesse reconnue comme telle par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 2 de la présente loi ;
« juge » ;	c) « juge » : un juge de district, sauf dans un territoire soumis à la juridiction d'une Cour de bien-être social, où ce terme désigne un juge de cette cour ;
« minis- tre » ;	d) « ministre » : le ministre de la famille et du bien-être social ;
« per- sonne en autorité » ;	e) « personne en autorité » : le père, la mère, le tuteur et le subrogé tuteur d'un enfant, le curé, un commissaire d'école de la localité où se trouve l'enfant, toute personne désignée d'office par le juge dans un cas particulier, et un officier des organismes sociaux qui s'occupent du bien-être et de la protection de l'enfance et qui seront officiellement reconnus comme tels par le ministre ;
« enfant » ;	f) « enfant » : un garçon ou une fille apparemment ou effectivement âgé de moins de dix-huit ans ;
« domicile de l'enfant » ;	g) « domicile de l'enfant » : lieu de la dernière résidence de ses père et mère, tuteur ou gardien, pendant douze mois consécutifs ;
« institu- tion d'as- sistance publi- que » ;	h) « institution d'assistance publique » : une institution reconnue comme institution d'assistance publique en vertu de la Loi de l'assistance publique (chap 216) ;

CHAPTER 220

Youth Protection Act

Division I

INTERPRETATION

1. In this act, the following terms mean :	Definitions :
a) "department": the Department of Family and Social Welfare;	"depart- ment" ;
b) "school": a youth protection school recognized as such by the Lieutenant-Governor in Council under section 2 of this act ;	"school" ;
c) "judge": a district judge, except in a territory under the jurisdiction of a Social Welfare Court, where it means a judge of such court ;	"judge" ;
d) "Minister": the Minister of Family and Social Welfare ;	"Minis- ter" ;
e) "person in authority": the father, mother, tutor and subrogate tutor of a child, rector (<i>curé</i>), any school commissioner of the locality where the child is, any person designated <i>ex-officio</i> by the judge in a particular case, and any officer of any social organizations looking after the welfare and protection of children and who shall be officially recognized as such by the Minister ;	"person in author- ity" ;
f) "child": a boy or a girl apparently or effectively aged less than eighteen years ;	"child" ;
g) "domicile of the child": the last place of residence of his father and mother, tutor or guardian, during twelve consecutive months ;	"domicile of the child" ;
h) "public charitable institution": any institution recognized as a public charitable institution under the Public Charities Act (Chap. 216) ;	"public charitable institu- tion" ;

« agence sociale ».

i) « agence sociale » : une agence sociale reconnue comme institution d'assistance publique sous l'empire de la Loi de l'assistance publique. S. R. 1941, c. 38, a. 1 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, a. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 2.

i) "social agency": any social agency recognized as a public charitable institution under the Public Charities Act. R. S. 1941, c. 38, s. 1 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, s. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 2.

"social agency".

Section II

Division II

ÉTABLISSEMENT DES ÉCOLES

ESTABLISHMENT OF SCHOOLS

Demande au ministre.

2. Une institution qui désire être reconnue comme école de protection de la jeunesse en fait la demande au ministre. Celui-ci peut ordonner une enquête sur les conditions, la salubrité, les règlements de l'école et la compétence du personnel, aux fins de constater si elle est en état de recevoir les enfants qui pourront lui être confiés.

2. Any institution wishing to be recognized as a youth protection school shall apply therefor to the Minister. The latter may order an investigation as to the conditions of salubrity and regulations of the school and the competence of the personnel, in order to determine if it is fit to receive the children who may be entrusted to it.

Application to Minister.

Institution reconnue.

Si le rapport de l'enquête est jugé favorable, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, peut reconnaître l'institution comme une école de protection de la jeunesse. S. R. 1941, c. 38, a. 2 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.

If the report of the investigation is deemed favourable, the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister, may recognize the institution as a youth protection school. R. S. 1941, c. 38, s. 2 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.

Institution recognized.

Contrats.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à passer des contrats avec toute école ainsi reconnue, pour la réception, la garde et l'entretien des enfants qui peuvent y être placés. S. R. 1941, c. 38, a. 3 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.

3. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister to make contracts with any school so recognized, for the admission, custody and maintenance of the children who may be placed therein. R. S. 1941, c. 38, s. 3 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.

Contracts.

Révocation de reconnaissance.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, révoquer en tout temps la reconnaissance mentionnée à l'article 2, en donnant un avis écrit d'au moins deux mois au directeur de l'école. S. R. 1941, c. 38, a. 4 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, a. 2.

4. The Lieutenant-Governor in Council may, upon the recommendation of the Minister, revoke at any time the recognition mentioned in section 2, by giving at least two months' written notice to the director of the school. R. S. 1941, c. 38, s. 4 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, s. 2.

Revoking of recognition.

Publication d'avis.

5. L'avis de la reconnaissance d'une école ou de sa révocation est publié dans la *Gazette officielle de Québec* aussitôt que possible. S. R.

5. The notice of the recognition of a school or of its revocation shall be published in the *Quebec Official Gazette* as soon as possible.

Publishing of notice.

	1941, c. 38, a. 5 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.	R. S. 1941, c. 38, s. 5 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.	
Visites.	6. Les écoles sont visitées au moins une fois par année par un représentant du ministre, qui doit lui faire rapport sans délai, S. R. 1941, c. 38, a. 6 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.	6. The schools shall be visited at least once a year by a representative of the Minister who shall report to the Minister without delay. R. S. 1941, c. 38, s. 6 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.	Visits.
Approba- tion.	7. Aucun changement de quel- que importance ne doit être fait à une école sans l'approbation préala- ble du ministre. S. R. 1941, c. 38, a. 7 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.	7. No change of any impor- tance shall be made to a school without the prior approval of the Minister. R. S. 1941, c. 38, s. 7 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.	Approval.
Classifica- tion des écoles.	8. Le ministre fait une classifica- tion des écoles de protection de la jeunesse de manière à permettre une juste ségrégation des enfants, en tenant compte de leur sexe, de leur âge, de leur religion, de leur développement physique et intellec- tuel et de leurs antécédents.	8. The Minister shall classify youth protection schools in such a way as to permit of a proper segre- gation of the children, taking into account their sex, age, religion and physical and intellectual develop- ment, and their antecedents.	Classifica- tion of schools.
Communi- cation.	Cette classification est communi- quée aux directeurs des écoles et aux juges. S. R. 1941, c. 38, a. 8 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 1.	Such classification shall be com- municated to the directors of schools and to the judges. R. S. 1941, c. 38, s. 8 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 1.	Communi- cation.
Section III		Division III	
DEVOIRS DES DIRECTEURS DES ÉCOLES		DUTIES OF DIRECTORS OF SCHOOLS	
Règles de régie, etc.	9. Le directeur de chaque école établit les règles pour la discipline et la régie interne de son institution.	9. The director of each school shall establish rules for the disci- pline and internal management of his institution.	Rules for manage- ment, etc.
Approba- tion.	Ces règles doivent, pour entrer en vigueur, être approuvées par le ministre. Elles doivent être conci- liables avec les règlements adoptés par ce dernier en vertu de l'article 44. S. R. 1941, c. 38, a. 9 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.	Such rules, in order to come into force, must be approved by the Minister. They must be compatible with the regulations adopted by the latter under section 44. R. S. 1941, c. 38, s. 9 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.	Approval.
Réception et garde.	10. Le directeur est tenu de re- cevoir et garder tous les enfants qui lui sont confiés en conformité de la présente loi, jusqu'à concurrence du nombre maximum fixé par le con- trat passé en vertu de l'article 3.	10. The director shall receive and keep all the children entrusted to him pursuant to this act, up to the maximum number fixed by the contract passed under section 3.	Reception and keeping.
Restric- tion.	Cependant, aucun enfant de moins de six ans ne peut être admis	However, no child less than six years of age may be admitted to a	Restric- tion.

	dans une école. S. R. 1941, c. 38, a. 10 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, a. 3.	school. R. S. 1941, c. 38, s. 10 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, s. 3.	
Exception.	11. Les directeurs ne sont pas tenus de recevoir ou de garder les enfants que leur état physique ou mental empêche de suivre les règlements de l'école. Cette incapacité est déterminée par les services cliniques désignés par le ministre. S. R. 1941, c. 38, a. 11 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.	11. Directors are not obliged to receive or keep children whose physical or mental condition prevents them from conforming to the regulations of the school. Such disability shall be determined by the clinical services designated by the Minister. R. S. 1941, c. 38, s. 11 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.	Exception.
Logement, etc.	12. Les directeurs sont tenus de loger, vêtir, nourrir, éduquer et instruire les enfants qui leur sont confiés, aux termes de la présente loi, et de leur procurer tous les soins médicaux que requiert leur état. S. R. 1941, c. 38, a. 12 (<i>partie</i>) ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, a. 4 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 3.	12. The directors shall lodge, clothe, feed, educate and teach the children entrusted to them as provided in this act, and procure for them all the medical care that their condition requires. R. S. 1941, c. 38, s. 12 (<i>part</i>) ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, s. 4 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 3.	Lodging, etc.
Visites.	13. Le directeur doit faciliter la visite de l'école au ministre et à ses représentants.	13. The director shall facilitate the visiting of the school by the Minister and his representatives.	Visiting.
Renseignements.	Il doit aussi fournir, à demande, les renseignements que le ministre ou ses représentants autorisés désirent obtenir relativement à l'emploi des sommes payées à l'école par le gouvernement et leur donner accès aux livres de comptabilité. S. R. 1941, c. 38, a. 13 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.	He shall also furnish, on demand, such information as the Minister or his authorized representatives wish to obtain with respect to the employment of the sums paid to the school by the Government, and give them access to the books of account. R. S. 1941, c. 38, s. 13 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.	Information.
Droits sauvegardés.	14. Les dispositions de la présente loi ne doivent pas être interprétées comme portant atteinte aux droits de l'Ordinaire sur les communautés religieuses catholiques, ni à leurs intérêts religieux, moraux et disciplinaires. S. R. 1941, c. 38, a. 14 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.	14. The provisions of this act shall not be interpreted as derogating from the rights of the ordinary over Catholic religious communities, or from their religious, moral and disciplinary interests. R. S. 1941, c. 38, s. 14 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.	Rights not affected.

Section IV

PLACEMENT ET SÉJOUR DES ENFANTS DANS LES ÉCOLES

15. 1. Lorsqu'un enfant est particulièrement exposé à des dangers moraux ou physiques, en raison de

Division IV

ADMISSION AND SOJOURN OF CHILDREN IN SCHOOLS

15. (1) When a child is particularly exposed to moral or physical dangers, by reason of its environ-

	son milieu ou d'autres circonstances spéciales, et a besoin pour ces raisons d'être protégé, toute personne en autorité peut le conduire ou le faire conduire devant un juge. Un juge peut aussi, sur information qu'il estime sérieuse à l'effet qu'un enfant se trouve dans les conditions ci-dessus décrites, ordonner qu'il soit amené devant lui.	ment or other special circumstances, and for such reasons needs to be protected, any person in authority may bring him or have him brought before a judge. A judge may also, upon information which he deems serious, to the effect that a child is in the above described conditions, order that he brought before him.	
Enfants visés.	Sans restreindre la portée générale des dispositions de l'alinéa précédent, les enfants dont les parents, tuteurs ou gardiens sont jugés indignes, les orphelins de père et de mère dont personne ne prend soin, les enfants illégitimes ou adultérins abandonnés, ceux que leur milieu expose particulièrement à la délinquance, les enfants incontrôlables qui accusent généralement des traits de prédélinquance, ainsi que ceux qui présentent des troubles caractérisés sérieux, peuvent être considérés comme se trouvant dans les conditions visées par l'alinéa précédent.	Without limiting the generality of the provisions of the preceding paragraph, children whose parents, tutors or guardians are deemed unworthy, orphans with neither father nor mother and cared for by nobody, abandoned illegitimate or adulterine children, those particularly exposed to delinquency by their environment, unmanageable children generally showing pre-delinquency traits, as well as those exhibiting serious character disturbances, may be considered as being in the conditions contemplated by the preceding paragraph.	Children contemplated.
Protection provisoire.	Pendant toute la durée de l'instance, le juge peut, en cas d'urgence, prendre au bénéfice de l'enfant telle mesure de protection provisoire qu'il estime utile, en confiant celui-ci à toute personne, foyer, société, centre d'accueil ou institution susceptible de le recueillir temporairement.	Throughout the pendency of the case, the judge, in case of urgency, may take for the benefit of the child such provisional protective measures as he may deem useful by confiding the child to any person, home, society, reception centre or institution capable of receiving him temporarily.	Provisional protection.
Ordre d'amener etc.	Il est également loisible au juge, chaque fois qu'il le croit à propos, d'émettre un ordre de conduire ou d'amener devant lui tout enfant dont le cas est pendant devant la cour.	The judge may also, whenever he deems it expedient, issue an order to bring or have brought before him any child whose case is pending before the court.	Order to bring, etc.
Enquête.	Le juge fait enquête, en la forme judiciaire, sur les circonstances particulières dans lesquelles se trouve l'enfant.	The judge shall make an inquiry, in judicial form, into the particular circumstances in which the child is situated.	Inquiry.
Avis aux intéressés.	Avis par écrit de cette enquête et du temps et du lieu où elle sera tenue doit être signifié au père et à la mère ou à l'un d'eux, au tuteur ou à ceux qui ont la garde de l'en-	Notice in writing of such inquiry and of the time and place when and where it will be held must be served on the father and mother or one of them, on the tutor or on	Notice to interested persons.

fant ; ceux-ci ont droit d'être entendus et de soumettre toute preuve que le juge estime pertinente.

Pouvoir
du juge.

2. Le juge peut alors, suivant les circonstances et après consultation, s'il y a lieu, avec une agence sociale, laisser l'enfant en liberté surveillée, le confier à toute personne ou société, recommander au ministre qu'il soit confié à une école, à une institution d'assistance publique ou à une agence sociale ou prendre toute autre décision dans l'intérêt de l'enfant.

Change-
ment de
recom-
manda-
tion, etc.

En outre, notwithstanding toute disposition législative inconciliable avec la présente loi, le juge peut, à la demande d'une personne en autorité et dans le meilleur intérêt de l'enfant, modifier ou annuler sub-séquemment la recommandation ou l'ordonnance qu'il a rendue, conformément aux dispositions de l'alinéa précédent.

Rapport
motivé
du juge.

Lorsque le juge croit devoir faire une recommandation au ministre, il envoie à celui-ci, en duplicata, un rapport motivé en ce sens. Il lui transmet en même temps deux copies certifiées du rapport de l'enquête sociale et une copie de l'acte de naissance de l'enfant, s'il a pu l'obtenir ; dans le cas contraire, il indique l'âge de l'enfant tel qu'il a pu l'établir par d'autres preuves ou son âge apparent.

Disposi-
tions ap-
plicables,
frais.

Lorsqu'en vertu des dispositions du présent article, le juge recommande que l'enfant soit confié à une institution d'assistance publique ou à une agence sociale, les dispositions de la présente loi s'appliquent à cet enfant, sauf que les frais de garde de l'enfant sont alors payés et répartis selon la Loi de l'assistance publique (chap. 216) et que la corporation municipale appelée à y contribuer peut exercer le re-

those having custody of the child ; the latter shall have the right to be heard and to submit any proof which the judge deems relevant.

2. The judge may then, according to circumstances and after consultation, if need be, with a social agency, leave the child at liberty under supervision, confide him to any person or society, recommend to the Minister that he be entrusted to a school, to a public charitable institution or to a social agency, or take any other decision in the interest of the child.

Power of
judge.

Furthermore, notwithstanding any legislative provision inconsistent with this act, the judge may, upon application by a person in authority and in the best interest of the child, amend or subsequently annul the recommendation or order made by him, in accordance with the provisions of the preceding paragraph.

Change
of order,
etc.

When the judge feels obliged to make a recommendation to the Minister, he shall send him, in duplicate, a report giving his reasons therefor. He shall transmit to him at the same time two certified copies of the report of the social inquiry and a copy of the child's act of birth, if he has been able to obtain it ; if not, he shall indicate the age of the child as he may be able to establish it by other evidence or by his apparent age.

Report
by judge.

When, under the provisions of this section, the judge recommends that the child be entrusted to a public charitable institution or social agency, the provisions of this act shall apply to such child, save that the costs of custody of the child shall then be paid and apportioned in accordance with the Public Charities Act (Chap. 216), and the municipal corporation required to contribute thereto may exercise the

Provisions
to apply,
costs.

Décision du juge.	<p>cours en remboursement autorisé par l'article 32 de la présente loi.</p> <p>Le juge détermine, d'après la preuve faite devant lui, l'endroit où l'enfant a son domicile et en fait mention dans son rapport au ministre ; il peut subséquentment reviser, sur enquête à lui présentée à cette fin, cette désignation de domicile ou le déterminer, s'il n'a pu le faire en premier lieu, et il doit alors adresser au ministre un nouveau rapport en conséquence.</p>	recourse for reimbursement authorized by section 32 of this act.	Decision of judge.
Dispositions applicables, au cas de maladie, etc.	<p>3. Lorsqu'il s'agit de maladie de l'un ou l'autre des père ou mère ou gardien d'un enfant, ou d'indigence au sens de la Loi de l'assistance publique, ce sont les dispositions de cette dernière loi qui s'appliquent et non celles du paragraphe précédent. S. R. 1941, c. 38, aa. 15, 15a et 15b ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, a. 5 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 4.</p>	<p>3. In the case of illness of the father, mother or guardian of a child, or of indigence within the meaning of the Public Charities Act, the provisions of that act shall apply and not those of the preceding subsection. R. S. 1941, c. 38, ss. 15, 15a and 15b ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, s. 5 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 4.</p>	Provisions to apply in case of illness, etc.
Absence de juge.	<p>16. Lorsque, dans un cas visé par le paragraphe 1 de l'article 15, un juge ne peut être commodément atteint, toute personne en autorité peut conduire ou faire conduire l'enfant devant le protonotaire du district ou devant un greffier de la Cour de magistrat exerçant ses fonctions au chef-lieu ou dans la localité où se trouve l'enfant.</p>	<p>16. Whenever, in any case contemplated by subsection 1 of section 15, a judge cannot be conveniently reached, any person in authority may bring the child or have him brought before the prothonotary of the district or before a Clerk of the Magistrate's Court exercising his functions at the chief place or in the locality where the child is.</p>	Absence of judge.
Pouvoirs.	<p>Le protonotaire ou le greffier devant qui l'enfant est amené fait alors l'enquête et obtient les renseignements prévus par l'article 15 et fait rapport au ministre, en duplicata, en se servant de la formule mise à sa disposition par ce dernier. S. R. 1941, c. 38, a. 16 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, a. 6 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 5.</p>	<p>The prothonotary or the clerk before whom the child is brought shall then investigate and obtain all information contemplated by section 15 and shall make a report, in duplicate, to the Minister, on a form provided by the latter. R. S. 1941, c. 38, s. 16 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, s. 6 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 5.</p>	Powers.
Pouvoir du ministre s'il n'y a personne en autorité.	<p>17. Lorsque le ministre est informé qu'un enfant se trouve dans les conditions du paragraphe 1 de l'article 15 et qu'aucune personne en autorité ne prend l'initiative de</p>	<p>17. When the Minister is informed that a child is within the conditions of subsection 1 of section 15 and that no person in authority takes the initiative in bringing him before</p>	Powers of Minister in case of no person in authority.

Ordre
d'admis-
sion.

l'amener devant un juge, le proto-
notaire ou le greffier de la Cour de
magistrat, il peut lui-même, après
enquête, établir le domicile de l'en-
fant et autoriser son admission dans
une école, s'il le juge nécessaire pour
sa protection. S. R. 1941, c. 38, a.
17; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1; 8-9
Eliz. II, c. 42, a. 6.

18. Lorsque le ministre décide,
à la suite d'une recommandation qui
lui est faite en vertu de l'article 15
ou en vertu de l'article 16 ou par
suite de l'application de l'article 17,
qu'un enfant doit être confié à une
école, à une institution d'assistance
publique ou à une agence sociale,
il signe, un ordre d'admission. Copie
de cet ordre est transmise au direc-
teur ainsi qu'à la corporation mun-
icipale intéressée.

Effet.

Cet ordre constitue l'autorité né-
cessaire pour conduire et placer l'en-
fant dans cette école ou institution
ou le confier à une agence sociale,
ainsi que pour assurer le paiement
des frais occasionnés par son trans-
fert subséquent, le cas échéant, aux
termes des articles 22 et 23. S. R.
1941, c. 38, a. 18; 14 Geo. VI,
c. 11, a. 1; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 7.

Domicile
de
l'enfant.

19. Lorsqu'une ordonnance est
rendue en vertu d'une loi quelcon-
que autre que la présente, pour le
placement d'un enfant dans une in-
stitution légalement autorisée à le
recevoir, il doit être émis en même
temps une autre ordonnance établis-
sant le domicile de l'enfant, d'après
la preuve apportée à l'enquête.

Copies des
ordon-
nances.

Le greffier transmet sans délai au
ministre et à l'institution où l'enfant
doit être placé une copie certifiée de
chacune de ces deux ordonnances,
du rapport de l'enquête sociale, de
l'acte de naissance de l'enfant et
des notes de la preuve. S. R. 1941,
c. 38, a. 19; 14 Geo. VI, c. 11, a.
1; 14-15 Geo. VI, c. 56, a. 7.

a judge, the prothonotary or clerk
of the Magistrate's Court, he may
himself, after investigation, establish
the domicile of the child and author-
ize his admission to a school if he
deems it necessary for his protec-
tion. R. S. 1941, c. 38, s. 17; 14
Geo. VI, c. 11, s. 1; 8-9 Eliz. II,
c. 42, s. 6.

18. When the Minister decides,
following a recommendation made
to him under section 15, or under
section 16, or upon the application
of section 17, that a child must be
confided to a school, to a public
charitable institution or social agen-
cy, he shall sign, having regard for
its classification an order of ad-
mission. A copy of such order shall
be forwarded to the director as well
as to the municipal corporation con-
cerned.

Order of
admission.

Such order constitutes a sufficient
power to convey and place the child
in such school or institution or to
entrust him to a social agency, as
well as ensuring the payment of the
costs incurred for his subsequent
transfer, should the case arise, un-
der sections 22 and 23. R. S. 1941,
c. 38, s. 18; 14 Geo. VI, c. 11,
s. 1; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 7.

Effect.

19. When an order is made un-
der any law other than this act, for
the admission of a child to an insti-
tution legally authorized to receive
him, another order shall be made
at the same time establishing the
domicile of the child according to
the evidence adduced at the hearing.

Domicile
of child.

The clerk shall forward forthwith
to the Minister and to the institution
to which the child is to be admitted,
a certified copy of each of such two
orders, of the report of the social
inquiry, of the child's act of birth
and of the notes of the evidence.
R. S. 1941, c. 38, s. 19; 14 Geo. VI,
c. 11, s. 1; 14-15 Geo. VI, c. 56,
s. 7.

Copies of
orders.

Revision
de l'ordre
d'admis-
sion.

20. 1. Toute personne en autorité peut, dans les soixante jours de l'émission d'un ordre d'admission prévu par l'article 18 et fait à la suite d'une recommandation donnée sous l'empire de l'article 16 ou par l'application de l'article 17, demander à un juge la revision d'un tel ordre d'admission.

Procé-
dure.

Cette demande se fait,

a) s'il s'agit d'une recommandation faite en vertu de l'article 16, devant le juge siégeant dans la localité où le protonotaire ou le greffier a émis la recommandation de placement ou à l'endroit le plus rapproché de cette localité ;

b) s'il s'agit de l'application de l'article 17, devant le juge siégeant à l'endroit le plus rapproché du domicile de l'enfant, tel que désigné par le ministre, ou à défaut de telle désignation, devant un juge siégeant à l'endroit le plus rapproché du domicile du requérant.

Copie au
ministre.

Copie de la recommandation du juge doit être transmise au ministre.

Revision
de la
décision.

2. La corporation municipale dans le territoire de laquelle le domicile de l'enfant a été établi suivant les articles 15, 16 ou 17, peut demander au juge une revision de la décision sur ce point.

Procé-
dure.

Cette demande se fait,

a) dans le cas de l'article 15, devant un juge siégeant à la cour du domicile de l'enfant ;

b) dans les autres cas, devant le juge siégeant à l'endroit le plus rapproché de ce domicile.

Avis.

Le juge saisi de cette demande en donne avis à toute partie qu'il croit intéressée dans l'instance.

Copie au
ministre.

Copie de son jugement doit être transmise au ministre. S. R. 1941, c. 38, aa. 20 et 20a ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, a. 8 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 8.

20. 1. Any person in authority may, within sixty days from the issue of an order of admission contemplated by section 18 and made pursuant to a recommendation given under section 16 or through the application of section 17, apply to a judge for the revision of such admission order.

Such application shall be made,

a) in the case of a recommendation made under section 16, before the judge sitting in the locality where the prothonotary or clerk issued the recommendation for admission or the place nearest to such locality ;

b) in the case of the application of section 17, before the judge sitting at the place nearest to the domicile of the child, as designated by the Minister, or, failing such designation, before a judge sitting at the place nearest to the domicile of the applicant.

A copy of the judge's recommendation shall be forwarded to the Minister.

2. The municipal corporation in whose territory the domicile of the child has been established under sections 15, 16 or 17 may apply to the judge for a revision of the decision on that point.

Such application shall be made,

a) in the case of section 15, before a judge sitting in the court of the domicile of the child ;

b) in other cases, before the judge sitting at the place nearest to such domicile.

The judge seized of such application shall give notice thereof to every party whom he deems interested in the case.

A copy of his judgment shall be transmitted to the Minister. R. S. 1941, c. 38, ss. 20 and 20a ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, s. 8 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 8.

Revision
of order of
admission.

Proce-
dure.

Copy to
Minister.

Revision
of
decision.

Proce-
dure.

Notice.

Copy to
Minister.

Dénomi-
nation
religieuse.

21. Tout enfant à l'égard de qui est émis un ordre d'admission dans une école doit, à moins d'impossibilité, être placé dans une école de sa dénomination religieuse ou de celle de ses parents. Si ceux-ci demandent que l'enfant soit placé dans une école d'une autre dénomination religieuse, il peut être donné suite à leur requête, mais pour des raisons graves seulement.

Dénomi-
nation
religieuse.

Dans toute décision relative à la garde d'un enfant, il doit être tenu compte de sa dénomination religieuse ou de celle de ses parents, à moins d'impossibilité. S. R. 1941, c. 38, a. 21 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, a. 9.

Absence
sur per-
mission.

22. 1. Le directeur d'une école ou d'une institution d'assistance publique peut, lorsqu'il le juge dans l'intérêt d'un enfant, lui permettre, sous sa surveillance, de s'absenter de cette école ou de cette institution pour suivre des cours nécessaires à son instruction ou à sa formation professionnelle, ou pour séjourner temporairement dans sa famille ou dans une autre famille jugée digne.

Trans-
fert.

2. Le ministre peut, en tout temps avant l'expiration du terme fixé par l'ordre d'admission d'un enfant dans une école ou dans une institution d'assistance publique, autoriser son transfert à toute école ou institution d'assistance publique relevant de sa juridiction.

Frais.

Si l'enfant est transféré d'une école à une institution d'assistance publique, les frais de garde sont alors payés au taux fixé par la Loi de l'assistance publique (chap. 216). S. R. 1941, c. 38, aa. 22 et 22a ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 9.

Change-
ment
d'institu-
tion.

23. Dans le cas d'un enfant placé dans une école en vertu d'un ordre donné à la suite d'une recommandation visée à l'article 15

21. Every child in respect of whom an order of admission to a school is issued must, unless it be impossible, be admitted to a school of his religious denomination or that of his parents. If the latter ask that the child be placed in a school of another religious denomination, their request may be granted, but for serious reasons only.

Religious
denomina-
tion.

In any decision respecting the custody of a child, his religious denomination or that of his parents must be taken into account unless it is impossible to do so. R. S. 1941, c. 38, s. 21 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, s. 9.

Religious
denomina-
tion.

22. 1. The director of a school or public charitable institution may, when he deems it in the interest of a child, allow him, under his supervision, to be absent from such school or institution to follow courses necessary for his education or occupational training, or to stay temporarily with his family or another family deemed reliable.

Absence
with per-
mission.

2. The Minister may, at any time before the expiration of the term fixed by the order admitting a child to a school or public charitable institution, authorize his transfer to any school or public charitable institution under his jurisdiction.

Transfer.

If the child is transferred from a school to a public charitable institution, the cost of custody shall then be paid at the rate fixed by the Public Charities Act (Chap. 216). R. S. 1941, c. 38, ss. 22 and 22a ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 9.

Costs.

23. In the case of a child entrusted to a school under an order given pursuant to a recommendation contemplated in section 15 or

Change of
institu-
tion.

ou à l'article 16 ou par application de l'article 17, le ministre peut, s'il le juge dans l'intérêt de l'enfant, pour compléter sa formation ou pour toute autre raison, le confier à toute autre institution s'occupant du bien-être de la jeunesse. S. R. 1941, c. 38, a. 23 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, a. 10 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 10.

Prolongation de séjour.

24. Lorsqu'il est établi qu'un enfant a encore besoin de protection, le ministre peut ordonner la prolongation de son séjour dans une école. S. R. 1941, c. 38, a. 24 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.

Rapport du directeur.

25. Le directeur de l'école envoie au ministre, chaque semaine, un rapport indiquant la date des entrées et sorties des enfants durant la semaine, ainsi que leurs noms et domiciles. S. R. 1941, c. 38, a. 25 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.

section 16 or through the application of section 17, the Minister may, if he deems it in the interest of the child to complete his training or for any other reason, entrust him to any other institution devoted to the welfare of youth. R. S. 1941, c. 38, s. 23 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, s. 10 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 10.

24. When it is established that a child is still in need of protection, the Minister may order the extension of his stay in a school. R. S. 1941, c. 38, s. 24 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.

Extension of stay.

25. The director of the school shall send to the Minister, each week, a report showing the dates of admissions and discharges of children during the week with their names and domiciles. R. S. 1941, c. 38, s. 25 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.

Report of director.

Section V

FRAIS DE GARDE DES ENFANTS

Ce que comprennent les frais.

26. Pour les fins de la présente loi, les frais de garde d'un enfant confié à une école ou à l'égard duquel les dispositions du paragraphe 1 de l'article 22 ou celles de l'article 23 ont été appliquées comprennent les frais, soins et services mentionnés à l'article 12, ainsi que son transport et, le cas échéant, son transfert autorisé par le ministre aux termes des articles 22 et 23. S. R. 1941, c. 38, a. 26 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 11.

Frais de garde : Dans école.

27. Lorsqu'un enfant est confié à une école, ainsi que dans tous les cas du paragraphe 2 de l'article 22 et de l'article 23, le coût moyen des frais de garde de l'enfant est payé en entier par le gouvernement.

Dans institution.

Lorsqu'un enfant est confié à une institution d'assistance publique, les

Division V

COST OF CUSTODY OF CHILDREN

26. For the purposes of this act, the cost of custody of a child entrusted to a school or to whom the provisions of subsection 1 of section 22 or those of section 23 have been applied include the cost, care and services mentioned in section 12, as well as his transportation and, if need be, his transfer authorized by the Minister under sections 22 and 23. R. S. 1941, c. 38, s. 26 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 11.

What costs include.

27. When a child is entrusted to a school, as well as in the cases of subsection 2 of section 22 and section 23, the average cost of custody of the child shall be paid wholly by the Government.

Costs of custody : In school.

When a child is entrusted to a public charitable institution, the cost

In institution.

frais de garde de l'enfant sont payés et répartis suivant les dispositions de la Loi de l'assistance publique (chap. 216).

Cependant, le juge peut en tout temps émettre un ordre enjoignant au père et à la mère, ou à l'un d'eux, ou à toute autre personne légalement tenue à l'entretien de l'enfant, de verser mensuellement au ministère la totalité ou une partie que le juge détermine des frais de garde d'un enfant, conformément au coût réel payé, ou au coût moyen établi en vertu de la présente loi, ou conformément au taux fixé par la Loi de l'assistance publique dans le cas d'un enfant placé dans une institution d'assistance publique en vertu d'un ordre du ministre, donné à la suite d'une recommandation visée à l'article 15. Dans ce cas, la municipalité ne peut réclamer de qui que ce soit un montant supplémentaire. S. R. 1941, c. 38, a. 27 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 12.

28. Ce coût moyen s'établit en divisant le montant total des dépenses encourues par toutes les écoles, pendant tout le cours d'une année, pour les frais de garde de tous les enfants qui sont sous leur surveillance, par le nombre total de jours que représente cette surveillance durant la même année.

Le prix moyen ainsi déterminé est réputé, après approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, définitivement établi pour les fins de la présente loi. S. R. 1941, c. 38, a. 28 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 13.

29. Dans les quinze premiers jours de janvier de chaque année, le directeur transmet au ministre un rapport, attesté sous serment, indiquant :

a) le nom et le domicile de chacun des enfants qui ont été confiés

of custody of the child shall be paid and apportioned in accordance with the provisions of the Public Charities Act (chap. 216).

Nevertheless, the judge may at any time issue an order directing the father and mother, or either of them, or any other person legally responsible for the maintenance of the child, to pay monthly to the department the whole or a portion determined by the judge of the cost of custody of a child, according to the actual cost paid, or to the average cost established under this act, or according to the rate fixed by the Public Charities Act in the case of a child admitted to a public charitable institution under an order of the Minister given following recommendation contemplated in section 15. In such case no supplementary amount may be claimed from any person by the municipality. R. S. 1941, c. 38, s. 27 ; 14 Geo VI, c. 11, s. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 12.

28. Such average cost shall be established by dividing the total amount of expenses incurred by all schools, throughout a whole year, for the cost of custody of all the children under their supervision, by the total number of days represented by such supervision during the same year.

The average price so determined shall, after approval by the Lieutenant-Governor in Council, be deemed to be finally established for the purposes of this act. R. S. 1941, c. 38, s. 28 ; Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 13.

29. Within the first fifteen days of January of each year, the director shall forward to the Minister a report under oath showing :

(a) the name and the domicile of each of the children entrusted to

Verse-
ments par
parents ou
respon-
sables.

Payments
by parents
or respon-
sible.

Établis-
sement du
coût
moyen.

Establish-
ment of
average
cost.

Prix
moyen.

Average
price.

apport
annuel du
directeur.

Annual
report of
director.

à son école durant les douze mois précédents ;

b) le nombre de jours pendant lesquels chacun d'eux est demeuré sous la surveillance de l'école ;

c) les dépenses encourues par l'école pour les frais de garde de tous les enfants qui lui ont été confiés pendant la même période. S. R. 1941, c. 38, a. 29 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 14.

30. Après l'établissement définitif du coût moyen des frais de garde, le ministre fait tenir à chaque corporation municipale débitrice un état détaillé de la contribution à laquelle elle est tenue en vertu de l'article 27 et elle doit l'acquitter avant le premier mai suivant.

Elle peut imposer une taxe sur tous les contribuables de la municipalité pour le prélèvement de cette contribution. S. R. 1941, c. 38, a. 30 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.

31. Le ministre des finances est autorisé à avancer, en totalité ou en partie à même le fonds consolidé du revenu, les contributions exigibles, des corporations municipales, en attendant leur acquittement par ces dernières.

Les sommes ainsi avancées sont remboursées au fonds consolidé du revenu au fur et à mesure qu'elles sont perçues des corporations municipales. S. R. 1941, c. 38, a. 31 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.

32. Toute corporation municipale qui a payé une contribution pour la garde d'un enfant en vertu de la présente loi peut en poursuivre le recouvrement sur les biens de ce dernier ou sur ceux des personnes légalement obligées à son entretien, à l'exception toutefois du salaire de l'enfant. S. R. 1941, c. 38, a. 32 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 15.

his school during the preceding twelve months ;

(b) the number of days during which each one of them has remained under the supervision of the school ;

(c) the expenses incurred by the school for the cost of custody of all the children who were entrusted to it during the same period. R. S. 1941, c. 38, s. 29 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 14.

30. After the final establishment of the average cost of custody, the Minister shall forward to each municipal corporation indebted a detailed statement of the contribution for which it is bound under section 27, and this it must pay before the first of May following.

It may impose a tax on all the ratepayers of the municipality to levy such contribution. R. S. 1941, c. 38, s. 30 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.

31. The Minister of Finance is authorized to advance, in whole or in part, out of the consolidated revenue fund, the contributions exigible from municipal corporations pending the payment thereof by the latter.

The sums so advanced shall be repaid into the consolidated revenue fund as they are collected from the municipal corporations. R. S. 1941, c. 38, s. 31 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.

32. Any municipal corporation which has paid a contribution for the custody of a child under this act may sue for the recovery thereof out of the property of the latter or that of the persons legally responsible for his maintenance, excluding however, the salary of the child. R. S. 1941, c. 38, s. 32 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 15.

Etat à corporation municipale.

Taxe.

Avances.

Remboursement.

Recouvrement.

Statement to municipal corporation.

Tax.

Advances.

Repayment.

Recovery.

Change-
ment de
domicile.

33. Advenant le changement de domicile d'un enfant pendant la durée de son placement, effectué en vertu de la présente loi ou de toute autre loi, la corporation municipale qui jusque là était tenue de contribuer à sa garde peut, en tout temps, en suivant la procédure prévue par le paragraphe 1 de l'article 20, faire établir le nouveau domicile de l'enfant et la date à laquelle il remonte.

33. If the domicile of a child is changed during his placement, effected under this or any other act, the municipal corporation which until then was obliged to contribute to his custody may at any time, by following the procedure contemplated in subsection 1 of section 20, have the new domicile of the child established and the date of its origin.

Change of
domicile.

Effet.

À compter de cette date, la corporation municipale dans le territoire de laquelle est établi le nouveau domicile de l'enfant est tenue à la contribution municipale exigible pour la garde de l'enfant.

From such date, the municipal corporation in whose territory the new domicile of the child is established shall be responsible for the municipal contribution exigible for the custody of the child.

Effect.

Enfant
confié à
une ins-
titution.

Les dispositions du présent article s'appliquent également lorsqu'un enfant a été confié à une institution d'assistance publique ; la requête en changement de domicile est alors présentée devant le juge ou, selon le cas, devant le juge municipal siégeant à l'endroit le plus rapproché du domicile désigné. S. R. 1941, c. 38, a. 33 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 16.

The provisions of this section shall also apply when a child has been entrusted to a public charitable institution ; the petition for a change of domicile shall then be brought before the judge or the municipal judge, as the case may be, sitting at the place nearest to the designated domicile. R. S. 1941, c. 38, s. 33 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 16.

Child
entrusted
to institu-
tion.

Recouvre-
ment.

34. Toute corporation municipale qui a payé une contribution à laquelle une autre corporation municipale était tenue peut la recouvrer de cette dernière, exclusivement. S. R. 1941, c. 38, a. 34 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.

34. Any municipal corporation which has paid a contribution for which another municipal corporation was responsible may recover it from the latter, exclusively. R. S. 1941, c. 38, s. 34 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.

Recovery.

Prescrip-
tion.

35. Le recours prévu par l'article 32 se prescrit par trois ans à compter de la date du paiement de la contribution.

35. The recourse contemplated in section 32 is prescribed by three years from the date of payment of the contribution.

Prescrip-
tion.

Idem.

Le recours prévu par l'article 34 se prescrit par trois ans à compter de la date de l'établissement, par le juge, du nouveau domicile. S. R. 1941, c. 38 a. 35 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 1-2 Eliz. c. 29, a. 20.

The recourse contemplated in section 34 is prescribed by three years from the date of the establishing of the new domicile by the judge. R. S. 1941, c. 38, s. 35 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Idem.

Contribu-
tion par
corporation
de comté.

36. Une corporation municipale de comté peut prendre à sa charge la contribution exigible d'une cor-

36. A county municipal corporation may assume the contribution exigible from a local corpo-

Contribu-
tion by
county
corporation.

poration locale située dans son territoire, lorsqu'elle juge que cette dernière est incapable de la payer elle-même. S. R. 1941, c. 38, a. 36 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.

Païement
entier par
le
ministre.

37. Lorsque, dans un but d'humanité, le plus grand bien d'un enfant nécessite son placement dans une école et qu'aucune municipalité n'est tenue légalement d'y contribuer, le ministre est autorisé à payer en entier les frais de garde de cet enfant. S. R. 1941, c. 38, a. 37 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.

ration situated in its territory, when it considers that the latter is unable to pay it. R. S. 1941, c. 38, s. 36 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.

37. When, for humanitarian reasons, the interest of a child requires his admission to a school and no municipality is legally obliged to contribute thereto, the Minister is authorized to pay in full the cost of the custody of such child. R. S. 1941, c. 38, s. 37 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.

Full pay-
ment by
Minister.

Section VI

INFRACTIONS

Evasion.

38. 1. Lorsqu'un enfant s'évade d'une école ou de toute autre institution à laquelle il a été confié en vertu de la présente loi, ou refuse ou néglige d'y retourner après l'expiration d'une permission accordée en vertu du paragraphe 1 de l'article 22, le directeur doit prendre les mesures nécessaires pour l'y ramener.

Capture.

Tout agent de la paix ou autre personne autorisée à cette fin par le directeur peut, sans mandat, prendre charge de l'enfant et le ramener à cette école ou institution désignée par le ministre.

Evadé
conduit
devant
juge.

2. Tout enfant qui s'évade d'une école ou d'une autre institution à laquelle il a été confié en vertu de la présente loi, ou refuse ou néglige d'y retourner après l'expiration d'une permission d'absence, ou néglige ou refuse de se conformer aux règlements de l'école, ou de telle autre institution peut, sur rapport motivé du directeur de l'école ou de cette institution, être conduit devant le juge. Celui-ci peut imposer à cet enfant, en considération des motifs particuliers de son retour devant lui, tout ordre et toutes conditions qu'il estime dans l'intérêt de l'en-

Division VI

OFFENCES

38. (1) Whenever a child escapes from a school or from any other institution to which he has been entrusted under this act, or refuses or neglects to return to it after the expiration of leave granted under subsection 1 of section 22, the director shall take the necessary measures to bring him back.

Escape.

Any peace officer or other person authorized for the purpose by the director may, without warrant, take charge of the child and return him to such school or institution or to another school or institution designated by the Minister.

Taking
charge.

2. Every child who escapes from a school or other institution to which he has been entrusted under this act, or refuses or neglects to return to it after the expiration of a leave of absence, or neglects or refuses to comply with the rules of the school or other institution may, upon a report, giving reasons, by the director of the school or institution, be brought before the judge. The latter may impose on such child, in view of the particular reasons for his reappearance before him, such order and conditions as he deems to be in the child's in-

Escaped
brought
before
judge.

fant. S. R. 1941, c. 38, aa. 38 et 38a; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 17.

infraction
et peine.

39. 1. Quiconque empêche ou tente d'empêcher l'exécution de l'ordre d'admission d'un enfant rendu en vertu des dispositions de la présente loi, ou conseille à un enfant de s'évader d'une école ou d'une autre institution, ou de s'abstenir d'y retourner après l'expiration d'une permission accordée en vertu du paragraphe 1 de l'article 22, ou aide à son évasion ou le cache ou l'empêche de retourner à l'école ou à l'institution, est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas cent dollars ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, ou des deux peines à la fois, en outre des frais.

audition.

Dans les districts où il y a une Cour de Bien-Être social, ces poursuites sont entendues par un juge de cette cour et, dans les autres districts, par le juge de district ayant juridiction à l'endroit du délit.

infraction
et peine.

2. Quiconque, sciemment et sans excuse valable, expose un enfant à un danger moral ou physique sérieux ou, ayant la responsabilité de cet enfant, néglige de le protéger d'un tel danger dans des circonstances et d'une manière qui ne relèvent pas du Code criminel, est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas trois cents dollars ou d'un emprisonnement n'excédant pas un an, ou des deux peines à la fois, en outre des frais.

puvoir
du juge.

Si le juge trouve l'inculpé coupable de l'infraction formulée contre lui, il peut suspendre la sentence et lui imposer tout ordre et toutes conditions qu'il estime dans l'intérêt de l'enfant; sur preuve que cet ordre n'a pas été exécuté ou que ces conditions n'ont pas été remplies, le juge prononce alors la sentence définitive et en ordonne l'exécution.

terest. R. S. 1941, c. 38, ss. 38 and 38a; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1, 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 17.

39. 1. Whosoever prevents or attempts to prevent the carrying out of the admission order for a child issued under the provisions of this act, or counsels a child to escape from a school or other institution, or to abstain from returning to it after the expiry of leave granted under subsection 1 of section 22, or assists in his escape, or hides him, or prevents him from returning to the school or institution, is liable, on summary proceeding, to a fine not exceeding one hundred dollars or to imprisonment not exceeding three months, or to both penalties together, besides the costs.

Offense
and
penalty.

In the districts where there is a Social Welfare Court, such prosecution shall be heard by a judge of such court and, in the other districts, by the district judge having jurisdiction at the place of the offense.

Hearing.

2. Whosoever wilfully and without valid excuse exposes a child to a serious moral or physical danger or, being responsible for such child, neglects to protect him from such danger in a manner and in circumstances not covered by the Criminal Code, is liable, on summary proceeding, to a fine not exceeding three hundred dollars or to imprisonment not exceeding one year, or to both penalties together, in addition to the costs.

Offense
and
penalty.

If the judge finds the accused guilty of the offence charged against him, he may suspend sentence and impose upon him such order and conditions as he may deem to be in the child's interest; upon proof that such order has not been obeyed or that such conditions have not been fulfilled, the judge shall then pronounce final sentence and order the same to be carried out.

Power of
judge.

Prescription.

Toute poursuite pour une infraction prévue au présent paragraphe se prescrit par un an. Dans les districts où il y a une Cour de Bien-Être social, ces poursuites sont entendues par un juge de cette cour et, dans les autres districts, par le juge de district ayant juridiction à l'endroit du délit. S. R. 1941, c. 38, aa. 39 et 39a ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, a. 11 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 18.

Section VII

CONGÉ DÉFINITIF DES ENFANTS

Congé définitif commandé.

40. Le ministre peut, lorsqu'il le juge dans l'intérêt d'un enfant, recommander au lieutenant-gouverneur son congé définitif de l'école.

Congé accordé.

Le lieutenant-gouverneur peut, à sa discrétion, accorder un tel congé à tout enfant admis dans une école. S. R. 1941, c. 38, a. 40 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 7.

Avis.

41. Lorsqu'un enfant est mis en congé définitif, un avis doit être donné au directeur de l'école et celui-ci doit prévenir le père, la mère, le tuteur ou toute autre personne tenue de prendre soin de l'enfant du jour, de l'heure et du lieu de cette mise en congé.

Responsabilité.

La personne à qui cet avis est adressée est tenue de se rendre à l'endroit et au temps indiqués dans l'avis pour prendre charge de l'enfant ; si elle refuse ou néglige de le faire sans excuse valable, elle est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas cinquante dollars ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois, en outre des frais.

Jurisdiction.

Dans les districts où il y a une Cour de Bien-Être social, ces poursuites seront entendues par un juge de cette cour. S. R. 1941, c. 38, a.

Every prosecution for an offence contemplated in this subsection shall be prescribed by one year. In the districts where there is a Social Welfare Court, such prosecutions shall be heard by a judge of such court and, in the other districts, by the district judge having jurisdiction at the place of the offence. R. S. 1941, c. 38, ss. 39 and 39a ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, s. 11 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 18.

Prescription.

Division VII

FINAL DISCHARGE OF CHILDREN

40. The Minister may, when he deems it in the interest of a child, recommend to the Lieutenant-Governor his final discharge from the school.

Final discharge recommended.

The Lieutenant-Governor may, in his discretion, grant such discharge to any child admitted to a school. R. S. 1941, c. 38, s. 40 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.

Discharge granted.

41. When a child is finally discharged, notice thereof shall be given to the director of the school and the latter shall notify the father, mother, tutor or other person bound to take care of the child of the day, hour and place of such discharge.

Notice.

The person to whom such notice is given is bound to go to the place and at the time indicated in the notice to take charge of the child ; if he refuses or neglects to do so without valid excuse he is liable, on summary proceeding, to a fine not exceeding fifty dollars or to imprisonment not exceeding two months, besides the costs.

Responsibility.

In the districts where there is a Social Welfare Court, such prosecutions shall be heard by a judge of such court. R. S. 1941, c. 38, s. 41 ;

Jurisdiction.

41 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, a. 12.

14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, s. 12.

Section VIII

Division VIII

DISPOSITIONS DIVERSES

MISCELLANEOUS PROVISIONS

Programmes d'études.

42. Les programmes d'étude dans toute école de protection de la jeunesse sont préparés et appliqués sous l'autorité et la surveillance du ministère de l'éducation. S. R. 1941, c. 38, a. 42 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 12-13 Eliz. II, c. 15, a. 45.

42. The programmes of study in every youth protection school shall be prepared and carried out under the authority and supervision of the Department of Education. R. S. 1941, c. 38, s. 42 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 12-13 Eliz. II, c. 15, s. 45.

Programmes of study.

Prix de garde.

43. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, détermine chaque année le prix qui doit être payé, par jour, à toute école pour la garde de chacun des enfants qui lui sont confiés. S. R. 1941, c. 38, a. 43 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 19.

43. The Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Minister, shall fix each year the price to be paid, per day, to every school for the custody of each child entrusted to it. R. S. 1941, c. 38, s. 43 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 19.

Price of custody.

Règlements.

44. Le ministre peut faire des règlements généraux pour la bonne administration des écoles ; ils deviennent obligatoires dès qu'ils sont portés à la connaissance des directeurs de ces écoles. S. R. 1941, c. 38, a. 44 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.

44. The Minister may make general regulations for the proper administration of the schools ; they shall become obligatory as soon as they are brought to the notice of the directors of such schools. R. S. 1941, c. 38, s. 44 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.

Regulations.

Ministre tuteur d'office.

45. Le ministre agit, pendant la durée de leur placement, comme tuteur d'office des enfants confiés à une école ou à une institution d'assistance publique en vertu de la présente loi et qui ne sont pas pourvus de tuteurs nommés sous l'emprise du Code civil.

45. The Minister shall act, during the time of their placement, as tutor *ex officio* to the children entrusted to a school or public charitable institution under this act and who have not been provided with tutors under the Civil Code.

Minister tutor *ex officio*.

Durée.

Les fonctions de tuteur d'office du ministre cessent de plein droit dès qu'il reçoit signification d'un jugement nommant un tuteur à l'enfant.

The Minister's functions as tutor *ex officio* shall cease of right upon his being served with a judgment appointing a tutor to the child.

Duration

Transmission de pouvoirs.

Le ministre peut confier, en totalité ou en partie, à des fonctionnaires de son ministère ou à des organismes sociaux l'accomplissement des actes se rapportant à l'ad-

The Minister may entrust, in whole or in part, to functionaries of his department or to social organizations, the performance of acts relating to the administration of the

Transmission of powers.

ministration des biens de l'enfant dont il est tuteur d'office. S. R. 1941, c. 38, a. 45 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 20.

property of a child whose tutor he is *ex officio*. R. S. 1941, c. 38, s. 45 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; Eliz. II, c. 42, s. 20.

Validité.

46. Aucun acte posé dans l'application de la présente loi n'est invalide du fait de l'inaccomplissement d'une formalité prévue. S. R. 1941, c. 38, a. 46 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.

46. Nothing done in the carrying out of this act shall be invalid by reason of the inobservance of any contemplated formality. R. S. 1941, c. 38, s. 46 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.

Validity.

Signification d'avis.

47. La signification des avis peut se faire par la poste ou en la manière prévue par le Code de procédure civile. S. R. 1941, c. 38, a. 47 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1.

47. Notices may be served by mail or in the manner provided by the Code of Civil Procedure. R. S. 1941, c. 38, s. 47 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1.

Serving of notices.

Jurisdiction.

48. Le ministre de la famille et du bien-être social agit d'office comme secrétaire de la province en ce qui concerne les attributions et juridictions accordées à ce dernier par l'article 21 de la Loi sur les jeunes délinquants (Statuts révisés du Canada, 1952, chapitre 160). S. R. 1941, c. 38, a. 48 ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, a. 13 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 21.

48. The Minister of Family and Social Welfare shall act *ex officio* as Provincial Secretary, as regards the duties and jurisdictions assigned to the latter by section 21 of the Juvenile Delinquents Act (Revised Statutes of Canada, 1952, Chapter 160). R. S. 1941, c. 38, s. 48 ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 14-15 Geo. VI, c. 56, s. 13 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 21.

Jurisdiction.

Aide au cas d'urgence, etc.

49. Dans les cas d'urgence et de nécessité absolue, il est loisible au ministre d'aider, de la façon qu'il le juge à propos, à assurer la garde, l'entretien et le soin des enfants confiés à une école ou à une institution d'assistance publique, ainsi qu'aux organismes sociaux qui s'occupent du bien-être et de la protection de la jeunesse. S. R. 1941, c. 38, a. 48a ; 14 Geo. VI, c. 11, a. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, a. 21.

49. In the cases of urgency and absolute necessity, the Minister may assist, in such manner as he may deem expedient, in securing the custody, maintenance and care of children entrusted to a school or public charitable institution, as well as to social organizations concerned with the welfare and protection of youth. R. S. 1941, c. 38, s. 48a ; 14 Geo. VI, c. 11, s. 1 ; 8-9 Eliz. II, c. 42, s. 21.

Assistance in cases of urgency, etc.

APPENDICE 32

Citations originales anglaises
qui ont été traduites dans le texte
du rapport.

CITATIONS ORIGINALES ANGLAISES QUI ONT ÉTÉ TRADUITES DANS LE TEXTE DU RAPPORT

Paragraphe 1

(1) — A new vocabulary symbolized the new order : Petition instead of complaint, summons instead of warrant, initial hearing instead of arraignment, finding of involvement instead of conviction, disposition instead of sentence. The physical surroundings were important too : They should seem less imposing than a courtroom, with the judge at a desk or table instead of behing a bench, fatherly and sympathetic while still authoritative and sobering. The goals were to investigate, diagnose, and prescribe treatment, not to adjudicate guilt or fix blame. The individual's background was more important than the facts of a given incident, specific conduct relevant more as symptomatic of a need for the court to bring its helping powers to bear than as prerequisite to exercise of jurisdiction. Lawyers were unnecessary — adversary tactics were out of place, for the mutual aim of all was not to contest or object but to determine the treatment plan best for the child. That plan was to be devised by he increasingly popular psychologists and psychiatrists ; delinquency was thought of almost as a disease, to be diagnosed by specialists and the patient kindly but firmly dosed. Even the judicial role began to attract extralegal specialists, men and women aware of and interested in the social and scientic developments of the day, and government-supported professional personnel and services expanded and replaced the amateur volunteers.

Pages 15-16

Paragraphe 2

(1) — Leaving aside all particular forms of organization and modes of procedure, we may characterize a Juvenile Court by three essentials : First, it is a court set up to deal with juveniles within certain age limits, deliberately excluded from the legal machinery provided for adults. Secondly, it has at its disposal a flexible system of educational and preventive measures intended primarily to be applied with a view to the juvenile's rehabilitation. And thirdly, provisions have been made to render accessible to the Court expert advice and experience in order to enable the judge to give his decision with a view to the juvenile's personal needs and social background.

Pages 16-17

Paragraphe 11

(1) — The juvenile court has become the primary judicial agency for dealing with juvenile criminality, the single most pressing and threatening aspect of the crime problem in the United States. One in every nine children will be referred to juvenile courts for an act of delinquency before his 18th birthday.

Considering boys alone, the ratio rises to one in every six. Arrests of persons under 18 for serious crimes increased 47 percent in 1965 over 1960 ; the increase in that age group population for the same period was 17 percent. In 1965, persons under 18 referred to juvenile court constituted 24 percent of all persons charged with forcible rape, 34 percent of all persons charged with robbery, 52 percent of all persons charged with burglary, 45 percent of all persons charged with larceny, 61 percent of all persons charged with auto theft. It is apparent that responsibility for meeting the problems of crime rests more heavily on no other judicial institution.

Page 26

Paragraphe 13

(1) — In his review of current practices and programs for the young adult offender, Dr. Albert G. Hess summarizes the arguments against differential treatment of this group :

- a) It has been argued that the establishment of age categories for offenders contradicts one of the most important principles of modern corrective theories, that of the individualization of treatment in accordance with the specific needs of each offender.
- b) There is the argument that grouping may, if inappropriately handled, lead to increased standardization rather than the individualization of treatment. This has happened, for example, in those older penal codes under which youth was made the criterion for an automatic reduction in the length of sentence.
- c) Another important argument concerns the question of responsibility. The creation of a young adult offender group, it is held, unjustifiably allows young criminals to evade full responsibility for their offenses. In this connection it is argued that the young adult, who, in most parts of the world, handles complicated occupational responsibilities and is permitted to marry and to vote, certainly understands the basis provisions of the penal codes.
- d) It has been objected that the delimitation of a category of young adults on the basis of fixed age limits would be as arbitrary and as little related to the realities involved as the admittedly arbitrary borderline which now separates juveniles and adults.

Pages 28-29

Paragraphe 15

(1) — The chancery court, however, dealt only with neglected and dependent children, not with children accused of criminal law violations, and the historical basis of the present-day juvenile court's delinquency jurisdiction has been a matter of some dispute. One opinion is that the institution of the juvenile court owes more to the criminal law than to chancery ; other writers give the common law of crimes at least part of the credit. The common law had long presumed a child under 7 years incapable of felonious

intent and therefore unable to be held criminally responsible, and a child between 7 and 14 years similarly incapable unless shown able to understand the consequences of his actions. It has been suggested, however, that the older adolescent now included in the juvenile court's province cannot really be considered without legal responsibility and that, while it may be historically correct to ascribe the juvenile court's delinquency jurisdiction to the criminal law, "its logical justification seems to lie in the recognition of the failure of the older criminal courts to prevent crime and in the experimentation in judicial methods and procedure".

Page 31

Paragraphe 25

(2) — The dispositional alternatives available even to the better endowed juvenile courts fall far short of the richness and the relevance to individual needs envisioned by the court's founders. In most places, indeed, the only alternatives are release outright, probation, and institutionalization. Probation means minimal supervision at best. A large percentage of juvenile courts have no probation services at all, and in those that do, caseloads typically are so high that counseling and supervision take the form of occasional phone calls and perfunctory visits instead of the careful, individualized service that was intended. Institutionalization too often means storage — isolation from the outside world — in an overcrowded, understaffed, high-security institution with little education, little vocational training, little counseling or job placement or other guidance upon release. Programs are subordinated to everyday control and maintenance. Children spend weeks in limbolike detention, awaiting bed space.

Page 45

Paragraphe 30

(1) — But age is inevitably arbitrary and fails to take account of individual differences in maturity, past and present conduct, and other factors relevant to choosing between juvenile and adult court handling of a given youth. About 40 States therefore provide for waiver or transfer by the juvenile court to the adult court, thus giving the juvenile court some discretion and flexibility in exercising its jurisdiction. Waiver laws vary greatly. Nearly half attach no conditions to the judge's exercise of discretion. In about a third of the States, waiver is authorized for any offense but only of a youth above a specified age, the lowest being 13. In a fifth of the States, waiver is permitted without regard to age but only for specified offenses, or with both age and offense limitations; the lowest age is 14 and the offense must usually amount to a felony. In one or two States, less stringent waiver criteria are provided when a child already under supervision or care for a previous offense is alleged to have committed an additional one.

Written criteria to guide the judge in deciding whether or not to waive are rare. Where they do exist, they are general : "not amenable to treatment in juvenile court", "not a fit subject" for juvenile court jurisdiction. Many State statutes heretofore have required no hearing or findings on the issue of waiver, a situation changed expressly in the District of Columbia, and called into question elsewhere, by the recent Supreme Court decision that a juvenile is entitled to a hearing, the assistance of counsel, access to social records, and a statement of reasons for the judge's decision to waive.

Pages 49-50

Paragraphe 51

(1) — Published data from juvenile courts clearly indicate the significance of the screening and informal disposition functions. Although there are vast variations in practice from State to State and within each State, persistent reliance on pre-judicial dispositions is a striking fact of life in the juvenile court, viewed nationally and over a span of years. Of the delinquency cases referred to courts in 1957, the year in which the present system of reporting was instituted, 52 percent were disposed of pre-judicially. Nine years later, in 1964, the latest year for which published statistics were available at this writing, the proportion was substantially the same.

Pages 71-72

Paragraphe 54

(1) — The "man-on-the street" and law-enforcement officials, through the former's conceptions of "wrong-doing" and the latter's policies and day-to-day decision-making, are key elements in how juveniles come to be known as delinquent.

Middle-class delinquency provided a point of departure for examining more general problems of practical decision-making. Before the present study was conceived the chief of police of a wealthy Chicago suburb revealed his unofficial files and statistics on delinquent activities to John Kitsuse and myself. The chief noted his files included everything from drug addiction, shoplifting, and burglary to alcoholism, drunk driving and truancy, suggesting that the adolescents in this community engaged in delinquent acts on a par with those of the worst areas of Chicago. He noted that drinking, drunk driving, and traffic problems hold a slight edge over other offenses because of the easy access adolescents in his community had to such activities.

The usual pattern of delinquency, according to the chief, consisted of four or five offenses of a similar type over a period of many months with each offense leading to a brief discussion between the police, parents, and the child, and terminating with the vows of careful future supervision and

more responsibility on the part of the offender. After the fourth or fifth offense, depending upon its seriousness according to police criteria, the youth and his family were asked to appear before the local county judge for a hearing. The chief noted that by this time both the parents and the offender would appear quite concerned about the matter and viewed the impending hearing with pessimism. The court hearing was described as an amiable setting with the family seriously attentive to the judge, and the offender neatly dressed and displaying the "proper" demeanor and deference. To the chief, the families almost always appeared as a kind of ideal of the "good family". The judge's actions were described as those of a kind but serious disciplinarian who scolded the offender and reminded the family of their responsibility to the child. The disposition was said to be a stern warning and some trivial punishment like six months of mowing the huge lawn surrounding the family house.

Perhaps the chief's descriptions were exaggerated, but he repeated many times that he and his men felt that they had no control over delinquent conduct in the community because of the high social and economic standing of the families and their willingness to "cooperate" with the police. The offenders were described as articulate and well-behaved. The chief felt that the judge undermined his position and that of his men and department because of a "soft line" after the police had spent time building up the seriousness of the offenses and the possible dispositions available to the judge. The chief felt the parents and child tended to minimize the seriousness of the delinquent acts after the hearing and the authority of the police therefore was undermined. Finally, even if the offenses continued and the judge became more punitive in his dispositions, the chief reported the average family could easily send their child off to some private school or to relatives until he reached eighteen or entered college.

Pages 74-75

Paragraphe 55

(1) — Preliminary conferences. 1) The court may authorize the probation officer to confer in a preliminary conference with any person seeking to file a petition under section 4-1, the prospective respondents and other interested persons concerning the advisability of filing the petition, with a view to adjusting suitable cases without the filing of a petition.

2) In any case of a minor who is in temporary custody, the holding of preliminary conferences does not operate to prolong temporary custody beyond the period permitted by section 3-5.

3) The probation officer may not prevent the filing of a petition by any person who wishes to file a petition under this act.

4) This section does not authorize any probation officer to compel any person to appear at any conference, produce any papers, or visit any place.

5) No statement made during a preliminary conference may be admitted into evidence at an adjudicatory hearing or at any proceeding against the minor under the criminal laws of this State prior to his conviction thereunder.

6) Efforts at adjustment pursuant to rules or orders of court under this section may not extend for a period of more than 3 months.

(2) — In order that school may better adapt to the particular educational problems of the slum child, efforts, both private and public, should be intensified to :

Help slum children make up for inadequate pre-school preparation.
Deal better with behavior problems.
Relate instructional material to conditions of life in the slums.

In order that schools may better prepare students for the future, efforts, both private and public, should be intensified to :

Raise the aspirations and expectations of students capable of higher education.
Review and revise present programs for students not going to college.
Further develop job placement services in schools.

In order that slum children may receive the best rather than the worst education in the Nation, efforts, both private and public, should be intensified to :

Secure financial support for necessary personnel, buildings, and equipment.
Improve the quality and quantity of teachers and facilities in the slum school.
Combat racial and economic school segregation.

Pages 76-77

Paragraphe 59

15. Acts committed by children under 15 years of age are not punishable.

41. (1) Where a person between 15 and 21 years of age makes himself liable to imprisonment for an offence which can only be regarded as the result of criminal tendencies, idle inclinations, or association with bad companions, he shall be sentenced to commitment to youth prison, if the court is satisfied that measures of education and instruction for some length of time will meet the purpose.

(2) Such penalty shall be served in an institution or, in respect of women, in a division of an institution, established for the purpose, which either belongs to or is under the supervision of the State.

42. (1) Persons sentenced to commitment to youth prison may be detained in such prison for not more than three years, subject to the provisions of subsection (4) of this section.

(2) At the expiration of one year after commitment, the Prison Commission shall decide, on the recommendation of the governing body of the prison, whether or not the prisoner shall be released. If the Prison Commission decides that the person concerned shall not be released, the question shall be reconsidered at the expiration of the following year.

(3) When the prisoner is released, he shall continue for a period to be fixed by the Prison Commission, to be under a supervision ordered by the Prison Commission, in conformity with section 38, subsection (4), of this Act, and during that period he shall be bound to observe the directions prescribed for him under the said provision.

(4) If he should fail to observe the conditions so prescribed, the Prison Commission shall decide whether or not he shall be recommitted. A person who has been recommitted may, on the decision of the Prison Commission, be detained in youth prison for a period exceeding the term of penalty provided for in subsection (1) of this section by not more than one year.

(5) If a charge is brought against the parolee for a punishable offense, the Prison Commission shall be consulted as to whether conviction for the offence will result in recommitment. If so, the court may, with the consent of the Public Prosecutor, confine itself to decide the question of guilt.

(6) The period of supervision referred to in subsection (3) of this section shall not exceed four years as from the date of the first commitment to youth prison: provided that, when after recommitment the prisoner is released again, the supervision may continue for one year as from the date of the later release.

(7) The provision of section 40, subsection (2), of this Act shall apply in like manner to this section (1).

Pages 80-81

Paragraphe 59

(1) — The most important special category is that of the young offenders. Acts committed by children under 15 years of age are as mentioned not punishable (section 15), but measures of care may be taken on the part of the child welfare authorities. As regards the age group 15-18 years, a charge is brought in relatively few cases. The Public Prosecutor will generally

withdraw such a charge, in pursuance of section 30 of the Criminal Code, provided the Authorities responsible for children's welfare exercise supervision over the offender or place him in a special institution. In this respect the Code draws upon an administrative principle of long standing and it is highly satisfactory that progress in this century has made is possible virtually to abolish the imprisonment of offender the age of 18.

Young offenders, between 15 and 21 years of age at the time of their offence, may be committed to a training establishment called youth prison (section 41). Here provisions for the Criminal Code have been influenced by the English Borstal system. An effort has been made to adopt the basic characteristics which in England account for the peculiar status of the Borstal system as the alternative to an ordinary prison. The chief and original institutions is housed in a former country house called "Sobyso-gaard". It has excellent facilities for the general education and vocational training. A second youth prison was established in 1954. There is no institution for girls. In practice, offenders under the age of 17 are rarely sent to a youth prison. The sentence is indeterminate, the term being between one and three years ; in the case of recommitment because of non-observance of the conditions for release on license, the term may be extended to a total of four years (section 42).

Page 81

Paragraphe 61

(1) — a) "Juvenile delinquent" means a person over 7 and less than 16 years of age who does any act which, if done by an adult, would constitute a crime.

b) "Person in need of supervision" means a male less than 16 years of age and a female less than 18 years of age who is an habitual truant or who is incorrigible, ungovernable or habitually disobedient and beyond the lawful control of parent or other lawful authority.

(1) — It must be recognized, however, that the most earnest efforts to narrow broad jurisdictional bases, in language or practice, will not altogether remove the possibility of over-extension. Statutory drafting deals necessarily in the general ; applying legislation is in the last analysis subject to its administrator's views. Therefore, and in view of the serious stigma and the uncertain gain accompanying official action, serious consideration should be given complete elimination from the court's jurisdiction of conduct illegal only for a child. Abandoning the possibility of coercive power over a child who is acting in a seriously self-destructive way would mean losing the opportunity of reclamation in a few cases. It is hard to contemplate having no way of preventing a teen-age girl from damaging her life with an illegitimate child when a sufficiently strong hand might have gotten her

through the belligerent years without so permanent a blight. But in declining to relinquish power over her, we must bluntly ask what our present power achieves and must acknowledge in answer that at the most we do not really know, and in at least some cases we suspect it may do as much harm as good.

Pages 82-83

Paragraphe 62

(1) — There should be expanded use of community agencies for dealing with delinquents non judicially and close to where they live. Use of community agencies has several advantages. It avoids the stigma of being processed by an official agency regarded by the public as an arm of crime control. It substitutes for official agencies organizations better suited for redirecting conduct. The use of locally sponsored or operated organizations heightens the community's awareness of the need for recreational, employment, tutoring, and other youth development services. Involvement of the complexity of delinquents' problems, thereby engendering the sense of public responsibility that financial support of programs requires.

Page 83

Paragraphe 68

(1) — Similarly, the juvenile court can resolve the issue of "delinquent liability", but it cannot solve — even for the one child before it — the social or personal problems which gave rise to that child's delinquency. To characterize the juvenile courts, therefore, as "social agencies", implying that they do possess some kind of problem-solving capability, is to create unrealistic expectations which, when they are not fulfilled, leave the public, the professionals, and the children alike frustrated and discouraged, and make the public increasingly antagonistic toward both children and the courts.

Pages 92-93

Paragraphe 71

(1) — It recommends new arrangements for determining and providing treatment for offenders under the age of 21. Any child under 16 who is in need of care, protection, or control would be brought before a local family council appointed to function in local authority areas. The council would attempt in all cases to reach agreement on treatment with the parents of the child. Where the facts are in dispute or where council and parents cannot agree on treatment, the matter would also sit as a young offender's court for the older age group.

The British proposal is more far-reaching than any of the adjudication alternatives being considered in the United States. It closely resembles the

approach of the Scandinavian countries, which rely heavily on child welfare committees instead of courts for delinquency control. Thought in the United States has concentrated on creating alternatives to adjudication in an expanding number of cases rather than on providing substitutes for adjudication.

(1) — Another method of employing the arbitrating and treating authority of the juvenile court without the disadvantages of adjudication is the consent decree. It is appropriate for cases in which adjudication appears unnecessary but some control seems essential to assure community protection or, in incorrigibility cases, the well-being of the juvenile.

Consent decree negotiations, like preliminary conferences, would be conducted by intake officers and would involve the juvenile and his parents and lawyer (the presence of whom, unless waived, would be required) and the probation officer assigned to the case.

Protection of the juvenile would be further guaranteed by limitations on the permissible terms of consent decrees and mandatory review of each decree by the juvenile court judge. The decree's duration would be limited, preferably to one year, perhaps with a year's extension allowed on a showing of necessity agreed to by the juvenile and his parents and resubmitted for the judge's approval. The conditions of behavior and care contained in the decree would be open to negotiation, except that it could not commit to an institution; voluntary and public services, residential and nonresidential forms of treatment could be employed. This arrangement would encourage exploration of a wide range of alternatives to adjudication and at the same time advance the public interest in deterring further delinquency by providing treatment or controlling measures and the sanction of future formal judicial action if the agreement fails to work.

Upon conclusion of negotiations resulting in a consent decree, a document embodying findings of fact and terms of disposition would be drawn up, signed and attested to by all the parties, and submitted to the judge for review, to become effective only upon his approval. One copy would be filed at the court and another given to the juvenile.

If the negotiations failed or the decree were violated the same possibilities — dismissal, referral to a nonjudicial agency, and filing of a petition — would be available as were available initially. Negotiations would be subject to the same safeguards as the preliminary conference procedure.

Pages 94-95

Paragraphe 73

(1) — It has been suggested, on the one hand, that the public's attitude toward delinquency is predominantly negative and retaliatory, and on the other hand, that the public is titillated by tales of juvenile sex orgies, LSD

“trips”, and the like. In either case, the public does not seem especially interested in solving or controlling the problem of delinquency.

Page 96

Paragraphe 74

(2) — Following the Gault decision, one might conclude that things have now changed a great deal, and will continue to do so in the future. It is worth remembering however, that earlier critics of the juvenile court were concerned with more than its irregular, or sometimes nonexistent, legal procedures. They were concerned also with the lack of adjunctive facilities to support the work of the court, with the paucity of trained probation and judicial staff, with the disreputable condition of many of the institutions to which juveniles were committed, both before and after adjudication, and with *the punitive approach (thinly veneered with rehabilitative platitudes)* of some judges.

(1) — In an informal analysis of commitments to juvenile institutions in 1963, as reported in the statistical summary of the Children's Bureau this writer found a high positive correlation between the seriousness of the act of delinquency and the probabilities of commitment to an institution. Offenses against the person caused the greatest likelihood of commitment (over 30 percent) followed by property offenses (15-25 percent), and finally minor acts of delinquency (5-20 percent).

Pages 96-97

Paragraphe 76

(1) — To save a child from becoming a criminal, or from continuing in a career of crime, to end in maturer years in public punishment and disgrace, the Legislature surely may provide for the salvation of the state without any process at all, for the purpose of subjecting it to the state's guardianship and protection. The natural parent needs no process to temporarily deprive his child of its liberty by confining it in his own home, to save it and to shield it from the consequences of persistence in a career or waywardness; nor is the state, when compelled as parents patriae, to take the place of the father for the same purpose, required to adopt any process as a means of placing its hands upon a child to lead it into one of its courts.

(2) — Responding to the first two claims, the court reiterated what it had said fifty years earlier in the Fisher case: “The proceedings in such a court are not in the nature of a criminal trial but constitute merely a civil inquiry or action looking to treatment, information and rehabilitation of the minor child.

Page 98

Paragraphe 77

(1) — A harbinger of the application to the juvenile courts of these recently articulated constitutional principles appeared first in 1966 in *Kent v. United States*. The issue which the Supreme Court faced in *Kent* was the regularity of the procedure by which a juvenile-court judge in the District of Columbia had waived his jurisdiction to the criminal court of the District without holding a hearing (although *Kent's* lawyer had requested one) to determine whether he should so waive. Following *Kent's* conviction in criminal court, the Supreme Court accepted his request to review case, and in an opinion written by Justice Fortas, reversed. The Court held that while the juvenile-court statute might accord the judge considerable latitude in a waiver proceeding, sufficient procedural regularity was nevertheless needed to satisfy the basic requirements of fairness and due process.

Page 99

Paragraphe 78

The Court also held that the constitutional privilege against self-incrimination applies in juvenile-court proceedings and that confrontation of, and sworn testimony from, witnesses and accusers were prerequisite to a finding of delinquency. The Court could, of course decide only those issues presented to it in the case itself: specificity of charge, right of confrontation, privilege against self-incrimination, and right to counsel. But the promise made in *Kent*, that the juvenile courts be at least as good procedurally as adult courts, was well on its way to fulfillment in *Gault*.

Page 99

APPENDICE 33

**Principaux ouvrages consultés par
la commission.**

PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS PAR LA COMMISSION

- Acta Criminologica*. Vol. 1, Études sur la conduite antisociale, P.U.M., Janvier 1968, 311 p.
- ALBERT-WEIL, JEAN, *Le Problème de la Délinquance*, Pichon et Durand-Auzias, Paris, 1966, 124 p.
- ALLEN, FRANCIS A., *The Borderland of Criminal Justice*. Essays in Law and Criminology, The University of Chicago Press, 1964, 139 p.
- CAVENAGH W.E., *Juvenile Courts, The Child and The Law*, Penguin Books, England, 1967, 300 p.
- Central (The) Office of Information, Britain, an Official Handbook*, Crown Copyright, 1967, 588 p.
- CHAFEE, ZECHARIAH Jr., *Documents on Fondamuntal Human Rights*, Vol. 1, Atheneum 20A, New York, 1963, 428 p.
- CLIFT, RAYMOND E., *A Guide to Modern Police Thinking*. Science in Law Enforcement Series, The W.H. Anderson Co., Cincinnati, 1965, 262 p.
- CLOWARD & OHLIN, *Delinquency and Opportunity*. The Free Press, New York, 1967, 220 p.
- COHEN, ALBERT K., *Delinquent Boys*. The Free Press, New York, 1967, 198 p.
- COLIN, MARCEL, *Examen de Personnalité et Criminologie*. Tome 1, Masson & Cie, Paris, 1961, 90 p.
- COLIN, MARCEL, *Études de Criminologie clinique*. Masson & Cie, Paris, 1963, 290 p.
- CONGER & MILLER, *Personality, Social Class, and Delinquency*. John Wiley & Sons Inc., 1966, 249 p.
- CRESSEY, DONALD R., *The Prison*, Studies in Institutional Organization and Change, Holt, Rinehart & Winston Inc., New York, 1966, 392 p.
- Délinquance (La) juvénile dans l'Europe d'après-guerre*, Comité européen pour les problèmes criminels, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1960, 78 p.
- ELDEFONSO, EDWARD, *Law Enforcement and The Youthful Offender: Juvenile Procedures*, John Wiley & Sons Inc., 1967, 346 p.
- FENTON & TARON, *Training Staff Program Development in Youth Correctionnal Institutions*. The Institute for the Study of Crime and Delinquency, Sacramento, California, 1965.

- FITZGERALD P.J., *Criminal Law and Punishment*. Clarendon Press, Oxford, 1962, 278 p.
- FYVEL T.R., *The Insecure Offenders*. Penguin Books, Great Britain, 1964, 264 p.
- GOLD & SCARPITTI, *Combating Social Problems*. Holt, Rinehard and Winston. U.S.A., 1967, 580 p.
- GUTTMACHER, MANFRED, *La psychologie du meurtrier*. P.U.F., Paris, 1965, 187 p.
- HIGGINS & FITZPATRICK, *Criminology and Crime Prevention*, The Bruce Publishing Co., Milwaukee, 1958, 470 p.
- HOLLINGSHEAD, A.B., *Elmtown's Youth*, Science Editions, John Wiley & Sons Inc., 1966, 480 p.
- HOLMES, OLIVE and WYMAN, *Liberty and the Law*, Living Democratic Series, Number 11, Civic Education Center, Mass. 1955, 56 p.
- Institute for Juvenile Court Judges and Referees*, Judicial Council of California, Mark Thomas Inn, Monterey, California, Mai 14-15, 1964.
- JOHNSON, ELMER H., *Crime, Correction, and Society*. The Dorsey Press, Homewood Illinois, 1968, 729 p.
- Journal (The) of Criminal Law, Criminology and Police Science*. Northwestern University School of Law. Vol. 59, No. 3, Septembre 1968, The Williams & Wilkins Co., 1968, 462 p.
- Juvenile Delinquency in Canada*. The Report of The Department of Justice Committee on Juvenile Delinquency, Queen's Printer Roger Duhamel, Ottawa, 1965, 377 p.
- MARQUISET, JEAN, *Le Crime, Que sais-je ?*, P.U.F., Paris, 1964, 126 p. (no. 297).
- MC CLINTOCK, F.H., *Crimes of Violence*, Cambridge Studies in Criminology, Vol. XVIII, L. Radzinowicz, LL.D., MacMillan & Co. Ltd., 1963, 287 p.
- MC CORKLE, KOM, *Criminology and Penology*, Holt, Rinehart and Winston, Inc., U.S.A., 1967, 660 p.
- MC GRATH, W.T., *Crime and its Treatments in Canada*, Toronto, 1965, 510 p.
- MONGER, MARK, *Casework in Probation*, Butterworths, London, 1964, 242 p.
- MOYSON, ROGER, *Le vol dans les grands magasins*, Centre national de Criminologie, Publication no 2, Éditions de l'institut de sociologie, Bruxelles, 1967, 144 p.
- MUCCHIELLI, ROGER, *Comment ils deviennent délinquants*. Les Éditions Sociales Françaises, Paris, 1965, 219 p.
- National Conference on Law and Poverty*, Conference Proceedings, U.S. Government Printing Office, Washington D.C., 23-25 juin 1965, 200 p.
- Ontario Legislature's Select Committee on Youth*, Hanson & Edgar Limited, 1967, 408 p.
- QUAY, HERBERT C., *Juvenile Delinquency*. D. Van Nostrand Co, 1965, 350 p.
- REMBAR, CHARLES, *The End of Obscenity*, Random House, New York, 1968, 528 p.
- Revue internationale de politique criminelle*, No. 21, Nations-Unies, 1963, 96 p.
- ROBERT, PHILIPPE, *Traité de droit des mineurs*. Édition Cujas, 1969, 240 p.
- ROSENHEIM, M.K., *Justice for the Child*, The Free Press, New York, 1962, 240 p.

- Royal Commission, Inquiry into Civil Rights*, Report number one, Volumes I, II, III, Ontario, 1968, 497 p. 956 p. et 1331 p.
- RUBIN, SOL, *Psychiatry and Criminal Law*, Illusions, Fictions and Myths, Oceana Publications, Inc., Dobbs Ferry, New York, 1965, 219 p.
- RUBIN, SOL, *Crime and Juvenile Delinquency*, Oceana Publications, New York, 1966, 248 p.
- RUNES, DAGOBERT D., *The Disinherited and The Law*, Philosophical Library, New York, 1964, 79 p.
- SCHMELCK & PICCA, *Pénologie et Droit pénitentiaire*, Édition Cujas, Paris, 1967, 369 p.
- Sentencing Alternatives and Procedures*, American Bar Association, 1967, 345 p.
- Sentencing Institute for Superior Court of Judges 1967*, Judicial Council of California, West Publishing Co., California, 1967, 127 p.
- SHNOLE CAVAN, Ruth, *Readings in Juvenile Delinquency*, J.B. Lippincott Co., 1964, 469 p.
- SHNOLE CAVAN, Ruth, *Juvenile Delinquency*, J.B. Lippincott, 1962, 366 p.
- SINGHTON & PLAYFAIR, *Crime, Punishment and Cure*, Secker & Warburg, London, 1965, 348 p.
- SLOVENKO, RALPH, *Crime Law and Corrections*, Charles C. Thomas, Illinois, 1966, 733 p.
- Statusof (The) Current Research*, Department of Youth Authority, California, Annual Report, July 1967, 67 p.
- WEST, D.J., *The Young Offender*, Penguin Books, 1967, 333 p.
- WOLFGANG, SAVITZ & JOHNSTON, *The Sociology of Crime and Delinquency*, John Wiley & Sons, Inc., U.S.A., 1966, 423 p.
- YABLONSKY, LEWIS, *The Violent Gang*, Pelican Books, A 802, Penguin Books, Maryland, 1967, 258 p.

APPENDICE 34

Liste des appendices.

LISTE DES APPENDICES

- APPENDICE 1 : Mémoire de l'Association des Officiers de Probation du Québec (Inc.) (paragraphe 7 note 1).
- APPENDICE 2 : Procès-verbaux de rencontres de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenues à : Montréal, le 17 août 1967, Los Angeles, le 26 mars 1968, Los Angeles, le 26 mars 1968, Los Angeles, le 29 mars 1968, Los Angeles, le 29 mars 1968, Sacramento, le 2 avril 1968, Chicago, le 11 juillet 1968, Washington, U.S.A., le 17 juillet 1968, La Haye, Hollande, le 5 novembre 1968, La Haye, Hollande, le 5 novembre 1968, Bruxelles, Belgique, le 7 novembre 1968, Londres, Angleterre, le 20 novembre 1968, Institut de Criminologie de Cambridge le 22 novembre 1968, Londres, Angleterre, le 29 novembre 1968, Londres, Angleterre, le 29 novembre 1968, Londres, Angleterre, le 29 novembre 1968, Toronto, le 5 février 1969.
- APPENDICE 3 : Statistiques sommaires sur le Québec et le Canada. Extrait du rapport annuel (1968) du Service des prisons (paragraphe 11 note 1).
- APPENDICE 4 : Législation des différentes provinces canadiennes à propos des tribunaux de mineurs (paragraphe 12).
- APPENDICE 5 : Arrêt de la Cour Suprême du Canada concernant l'interprétation de l'article 39 de la Loi sur les Jeunes délinquants (paragraphe 20 note 1). (Rapports de la Cour Suprême du Canada, 1967, pages 702 à 714, Attorney General of British Columbia, Appelant ; and David Lorne Smith, Respondent).
- APPENDICE 6 : Article intitulé *Juvenile Courts open to improvement* — Texte de Me Robert M. Cooper publié dans le *Montreal Star*, le 16 août 1969. (paragraphe 35).
- APPENDICE 7 : Mémoire de la Fédération des Travailleurs du Québec, (paragraphe 42).
- APPENDICE 8 : Mémoire de l'Association des Aumôniers du Québec qui œuvrent dans le champ de la criminologie. (1^{re} partie) (paragraphe 43).
- APPENDICE 9 : L'Officier juvénile et le Comité consultatif de la section juvénile de la cité de Ste-Foy. (paragraphe 47).
- APPENDICE 10 : Youth Authority Act. Youth Authority Population Movement during 1966 — (Annual Statistical Report, Department of the Youth Authority). (paragraphe 50 note 1).
- APPENDICE 11 : Mémoire de M. le juge en chef Jean-Paul Lavallée.

- APPENDICE 12 : Mémoire additionnel de M. le juge en chef Jean-Paul Lavallée.
- APPENDICE 13 : Mémoire de Mme et MM. les juges Yvette Dussault Mailloux, Henri Beaulieu, René L. Cousineau, de Montréal.
- APPENDICE 14 : Mémoire de Mme le juge Marguerite Choquette, de Québec.
- APPENDICE 15 : Mémoire des juges de la Cour de Bien-Être social (1969).
- APPENDICE 16 : Study on Social Welfare Court, Probation Services and Detention Care.
- APPENDICE 17 : Expériences vécues par quelques juges de la Cour de Bien-Être social.
- APPENDICE 18 : Arrêt de la Cour Suprême du Canada concernant la juridiction de la Cour de Bien-Être social aux termes de la Loi de la protection de la jeunesse en matière de garde des enfants. (Rapports de la Cour Suprême du Canada, 1966, pages 320 à 335, Dame Emilie Mary Kredl, Appelant ; and The Attorney General of the Province of Quebec and the Social Welfare Court for the District of Montreal, Respondents, and Stanislav Keller, Mis-En-Cause.
- APPENDICE 19 : Le policier-éducateur : Expérience du district judiciaire de Terrebonne.
- APPENDICE 20 : « Le policier-éducateur doit être policier avant tout ». Texte de Lucien Rivard publié dans le quotidien « La Presse », édition du 8 décembre 1969.
- APPENDICE 21 : « L'enfance exceptionnelle : scandale et chance d'une société ». Texte de Renée Rowan publié dans le quotidien « Le Devoir », édition du 8 décembre 1969 et « les parents regrettent l'insuffisance des services consacrés à l'enfance inadaptée ». Article publié dans le quotidien « Le Devoir », édition du 8 décembre 1969.
- APPENDICE 22 : Bulletin no 12, 1968, publié par le ministère de l'Éducation à la demande de l'Association des chefs de police et de pompiers de la province de Québec, qui en a fourni le texte intitulé « Problèmes de la délinquance juvénile ».
- APPENDICE 23 : « La délinquance post-industrielle ». Texte de Jean-Pierre Charbonneau, étudiant en criminologie à l'Université Laval, publié dans le quotidien « Le Devoir », édition du 21 janvier 1970.
- APPENDICE 24 : Report of the Ontario Legislature's Select Committee on Youth, march 1967.
- APPENDICE 25 : "The Joint Youth Development Committee", Chicago, Illinois.
- APPENDICE 26 : The Presentence Investigation Report — Division of Probation, Administrative Office of the United States Courts.
- APPENDICE 27 : Probation as a Sentence, by Ben S. Meeker.
- APPENDICE 28 : Secret professionnel et protection de la jeunesse, par L. Slachmuylder.

APPENDICE 29 : La rééducation des jeunes en institution et son devenir, par E. Muller.

APPENDICE 30 : Loi sur les jeunes délinquants.

APPENDICE 31 : Loi de la protection de la jeunesse.

APPENDICE 32 : Citations originales anglaises qui ont été traduites dans le texte du rapport.

APPENDICE 33 : Principaux ouvrages consultés par la Commission.

APPENDICE 34 : Liste des appendices.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
INTRODUCTION	1-8	15-22
a) Le temps de la bonne volonté	1	15
b) Les équivoques de la philanthropie	2-3	16
c) L'inefficacité du système	4	18
d) Les problèmes à venir : engorgement, manifestations...	5-6	19
e) Le mandat de la Commission	7-8	20
 I — LA JURIDICTION ACTUELLE DE LA COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL	 9-22	 25-39
a) Les groupes d'âges réservés à la Cour de Bien-Être social	 10-14	 25
b) Le Code criminel	15	30
c) Loi sur les jeunes délinquants	16-17	32
d) Loi de la protection de la jeunesse	18	33
e) Les données constitutionnelles	19-22	34
 II — L'ACTION DE LA COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL À L'INTÉRIEUR DES LOIS ACTUELLES	 23-40	 43-58
a) Sentences diverses	25-27	45
b) Désistement en faveur des Cours ordinaires	28-31	48
c) Oubli de certaines dispositions de la loi	32-34	50
d) Difficultés d'évaluation	35-40	54-57
1 — Absence de relevés statistiques	36	54
2 — Flottements administratifs	37-39	55
3 — Rareté des rencontres judiciaires	40	57
 III — LES SUBSTITUTS À L'INTERVENTION DU TRIBUNAL	 41-63	 61-85
a) Le présent	42-54	61-73
1 — Les insuffisances du dépistage actuel	42-44	61

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
2 — L'aide offerte sans intervention judiciaire	45-46	64
3 — Un carrefour important : la précision policière	47-53	67
4 — La préférence accordée à la Loi de la protection de la jeunesse	54	73
b) Le possible	55-63	75-85
1 — Utilisation de l'école	55	75
2 — Traitement et prévention	56-57	77
3 — Rétrécissement de la responsabilité pénale	58-61	79
4 — Comités locaux et régionaux	62-63	83
IV — LE RÔLE ET LE STYLE DE LA NOUVELLE LE COUR DE BIEN-ÊTRE SOCIAL	64-81	89-102
a) Intégration au système judiciaire	65-67	89
b) Nombre plus restreint d'interventions	68-74	92
c) Respect des protections normales	75-81	97
CONSTATATIONS, OPINIONS ET RECOMMANDATIONS		105
PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS PAR LA COMMISSION		1043
CITATIONS ORIGINALES ANGLAISES TRADUITES DANS LE TEXTE DU RAPPORT		1029
LISTE DES APPENDICES		1049
TABLE DES MATIÈRES		1055
APPENDICE 1		131
” 2		199
” 3		233
” 4		247
” 5		345
” 6		359
” 7		365
” 8		413
” 9		465

		<i>Pages</i>
APPENDICE	10	495
”	11	525
”	12	587
”	13	595
”	14	609
”	15	651
”	16	657
”	17	671
”	18	711
”	19	729
”	20	763
”	21	767
”	22	773
”	23	787
”	24	795
”	25	841
”	26	869
”	27	919
”	28	947
”	29	961
”	30	983
”	31	1007
”	32	1029
”	33	1043
”	34	1049

Gouvernement du Québec
Éditeur officiel du Québec
Roch Lefebvre
\$7.50

Bibliothèque de l'Assemblée nationale



QL A 026 056